Manuel des juges d'instruction, par M. F. Duverger,... 3e édition mise au courant,... augmentée de règles et de formules [...]

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

{BnF

gallica
BIBLIOTHÈQUE
NUMÉRIQUE

Duverger, François. Manuel des juges d'instruction, par M. F. Duverger,... 3e édition mise au courant,... augmentée de règles et de formules annotées pour la qualification des crimes. 1862.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

34475

MANUEL

DES

JUGES D'INSTRUCTION.

Paris. — Imprimerie de Cosse et J. Dumaine, rue Christine, 2.

MANUEL

DES

JUGES D'INSTRUCTION

PAR

M. F. DUVERGER,

Conseiller à la Cour impériale de Poitiers, Chevalier de la Légion d'honneur,

Auteur du *Manuel criminel des Juges de paix*.

TROISIÈME ÉDITION,

Mise au courant de la Législation, de la Doctrine et de la Jurisprudence,

AUGMENTÉE DE RÈGLES ET DE FORMULES ANNOTÉES
POUR LA QUALIFICATION DES CRIMES.

BIBLIOTHÈQUE IMPÉRIALE IMPR.

Telle est la grandeur morale de ces fonctions, que ce serait comme une forfaiture de ne pas en avoir la complète intelligence et de rester au-dessous d'elles.

DESCLOZEAUX, *Discours sur les Droits et les Devoirs du Juge d'instruction.*

TOME TROISIÈME.

PARIS
IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE JURISPRUDENCE.
COSSE ET **MARCHAL**, IMPRIMEURS-ÉDITEURS,
LIBRAIRES DE LA COUR DE CASSATION,
Place Dauphine, 27.

1862

MANUEL

DES

JUGES D'INSTRUCTION.

CHAPITRE XVIII.

DU RÈGLEMENT DES PROCÉDURES.

505. Toutes les affaires soumises au juge d'instruction sont sujettes à règlement. — Après l'édification des procédures d'instruction, et comme complément nécessaire, vient leur règlement. Toutes les fois que le juge d'instruction a reçu une plainte et l'a renvoyée au procureur impérial; ou qu'il a été saisi d'une dénonciation ou d'une plainte communiquée par le ministère public avec réquisition d'informer; ou que, même sur le simple avis d'un crime ou d'un délit, il a été requis d'informer; ou enfin, qu'en cas de flagrant délit, il y a eu un commencement d'instruction, même d'office, il n'appartient plus ni au procureur impérial d'abandonner la poursuite [1], ou de la porter directement devant les juges de répression, ni au juge d'instruction de dis-

[1] Rousseau de la Combe, *Mat. crim.*, 3e part., ch. I, sect. 4. — Jousse, *Traité de la Just. crim.*, t. III, p. 66. — Schenck, *Traité du Minist. pub.*, t. II, p. 16. — Dalloz, *Rép.*, v° *Organisation judiciaire*, t. XI, p. 31, 1re éd. — Arr. cass., 25 septembre 1836, B. p. 288. — 28 mars 1835, *Journ. du Droit crim.*, t. VII, p. 189.

continuer la procédure, sans que le juge d'instruction rende une ordonnance de règlement, après conclusions du procureur impérial, parce que la juridiction du juge d'instruction, régulièrement saisie d'une affaire, ne peut plus être dessaisie que par une décision émanant d'elle-même, ou par une évocation de la part de la Cour impériale, ou par un arrêt de règlement de juges ou de renvoi à un autre tribunal, prononcé par la Cour impériale ou par la Cour de cassation [1].

Ainsi, on peut poser en principe, que, hors le cas d'intervention d'une autorité supérieure, toute affaire dont l'instruction a été édifiée ou seulement commencée, soit d'office, soit d'après un réquisitoire, doit être suivie d'une ordonnance de règlement [2].

Le Code d'instruction criminelle s'est occupé des ordonnances définitives du juge d'instruction dans ses articles 127 et suivants.

Mais là seulement ne se trouvent pas toutes les règles de la matière ; il faut, pour connaître complétement le système de la loi, consulter les dispositions relatives aux chambres d'accusation, et la jurisprudence concernant leurs décisions, attendu qu'il y a, sous plusieurs rapports, analogie entière entre les droits et les devoirs des magistrats divers qui ont à prononcer sur les procédures criminelles, avant jugement.

506. Quand est fait le règlement. — Règle générale : dès qu'une instruction est achevée, elle doit faire incessam-

[1] *Sup.* n^os^ 111, 119, 120, 121. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n^os^ 783 et suiv. — BOURGUIGNON, *Jurisp. des Cod. crim.*, t. I, p. 270 et suiv. — CARNOT. *de l'Inst. crim.*, t. I, p. 215, 294, 295, 495, 526. — ORTOLAN et LEDEAU, *Traité du Minist. pub.*, t. II, p. 90. — Arr. cass. des 18 juin 1812 et 7 juin 1821, DALLOZ, *l. c.* — 10 avril 1829, B. p. 202. — Arr. Cour de Paris du 13 mai 1836, *Journ. du Droit crim.*, t. VIII, p. 181. — Circul. du ministre de la justice du 27 mai 1829.

[2] L'ordonnance de règlement épuise la juridiction du juge d'instruction. Après cette ordonnance (sauf le cas de survenance de charges nouvelles), il ne pourrait plus faire aucun acte d'instruction, v. g. entendre un témoin sans commission rogatoire de la chambre d'accusation, de son délégué ou du président des assises. Arr. cass. 5 septembre 1833, DALLOZ, 34-1-445.

ment l'objet d'une ordonnance de règlement, soit que le prévenu ait été incarcéré préventivement, soit qu'il ait conservé sa liberté ; soit que l'affaire ne contienne qu'un délit, soit qu'elle contienne un crime, et sans que l'éloignement de l'ouverture des assises autorise les retards dans ce dernier cas : la justice ne saurait être expédiée trop promptement, toutes les fois que la célérité ne dégénère pas en précipitation [1].

Lorsque l'affaire est simple, que la compétence est facile à régler, qu'il est évident que le tribunal correctionnel en devra être saisi, le juge d'instruction n'est même pas tenu de procéder à une instruction complète : aussitôt que la plainte lui a été déférée par le ministère public, et que le prévenu a été interrogé, il peut communiquer la procédure au parquet, et statuer, quelles que soient les réquisitions du ministère public [2].

En dehors de cette hypothèse, le délai pour faire le règlement, dans chaque affaire, est indéterminé, et il était impossible de le fixer, parce que toute procédure ne peut être également complétée dans un temps donné et uniforme : le temps de son achèvement, quelques diligences que fasse le juge d'instruction, dépend nécessairement des circonstances [3].

[1] *Sup.* n° 136.

[2] *Levia crimina audire et discutere de plano proconsulem oportet.* L. 6, *ff. de Accusat.*

Jousse, *Traité de la Just. crim.*, t. III, p. 7. — Bourguignon, *Jurisp. des Cod. crim.*, t. I. p. 273. — Carnot, *de l'Inst. crim.*, t. I, p. 494. — Berriat-Saint-Prix, *Droit crim.*, p. 14. — Merlin, *Rép.*, v° *Opposition à une Ordonn. de la Chamb. du cons.*, n° 7, t. XV. — Circul. du ministre de la justice des 23 septembre 1812, 9 avril 1825, 20 novembre 1829 et 16 août 1842.— Arr. cass. 1er avril 1813 et 25 septembre 1824, Dalloz, *Rép.* v° *Instruction crim.*, nos 796, 797. — Arr. Cour de Grenoble, 7 février 1828, Dalloz, 28-2-255.

Il y a d'autant moins d'inconvénient à régler la procédure incessamment, dans ce cas, que le procureur impérial peut facilement compléter l'instruction, en faisant recueillir par ses auxiliaires les renseignements qui lui manqueraient. — Les circulaires du ministre de la justice des 9 avril 1825 et 16 août 1842 font un devoir au ministère public d'user souvent de ce moyen, pour économiser les frais.

[3] Dans le cas de blessures graves ayant occasionné une maladie ou incapacité de travail personnel, et dont l'effet n'a pas encore cessé, quand bien même l'instruction a été rapidement achevée, le règlement doit quel-

Du reste, c'est toujours le juge *actuellement* chargé de l'instruction [1] qui la règle, alors même qu'il n'eût pas instruit toute la procédure, à laquelle d'autres magistrats auraient pris part [2].

507. Du cas de règlement partiel, avant l'achèvement de l'instruction. — Je viens de dire que le juge d'instruction ne doit régler la procédure que lorsque l'instruction est complète. Cependant, quand la poursuite comprend plusieurs individus, qui ont été arrêtés préventivement, il peut arriver que l'instruction déjà très-avancée, mais non encore achevée, produise des charges contre quelques-uns des prévenus, et n'en révèle aucune contre les autres, ou même les disculpe entièrement. S'il y a lieu de présumer que l'instruction continuée n'apportera pas de changement à la position favorable de ces derniers, et qu'il soit nécessaire de la prolonger à l'égard des prévenus réellement compromis, il serait pénible de laisser plus longtemps en état de détention et d'anxiété les inculpés qui méritent d'être élargis.

Dans ce cas, le juge d'instruction, après avoir communiqué au ministère public, peut considérer la procédure comme instruite à l'égard de quelques-uns des prévenus, et déclarer qu'il n'y a lieu de suivre quant à eux, à défaut de charges; sauf à continuer l'information jusqu'au complément de l'instruction par rapport aux prévenus qui paraissent devoir être mis plus tard en jugement [3] : à moins que les inculpés à re-

quefois être différé jusque après les vingt jours qui se sont écoulés depuis la perpétration de l'acte incriminé, puisqu'il faut constater légalement si la maladie ou l'incapacité de travail personnel a duré plus de vingt jours, pour qualifier le fait exactement. *Code pén.*, art. 309, 311, 317. — Circul. du proc. gén. de Poitiers du 25 juin 1812.

Même observation pour le cas où l'on présumerait que la victime pourrait succomber. *Cod. pén.*, art. 231, 309 § 2, 316 § 2, 351.

1 C'est-à-dire le juge d'instruction en titre, ou le magistrat qui le remplace temporairement.

2 Carnot, *de l'Inst. crim.*, t. I, p. 494. — Bourguignon, *Jurisp. des Cod. crim.*, t. I, p. 270.

3 Delamorte-Felines, *Man. du Juge d'inst.*, p. 344.

laxer immédiatement n'étant détenus qu'en vertu d'un mandat de dépôt, le juge d'instruction ne préfère, sur les conclusions conformes du procureur impérial, donner simplement main-levée du mandat de dépôt, se réservant de statuer à l'égard de tous les prévenus en définitive, par une seule ordonnance [1].

508. Communication préalable de la procédure au ministère public. — L'ordonnance de règlement du juge d'instruction est nécessairement précédée de la communication de la procédure au procureur impérial [2].

509. Délai imparti au procureur impérial. — *Quid*, s'il s'abstenait ou refusait de conclure. — Le procureur impérial, à qui les pièces ont été communiquées, ne pourrait pas retarder arbitrairement le règlement : il fera, dit la loi, les réquisitions qu'il jugera convenables, sans pouvoir retenir la procédure plus de trois jours [3].

Si donc le procureur impérial s'abstenait de conclure, et cependant renvoyait les pièces au juge d'instruction ; ou s'il refusait formellement de remettre les pièces et de prendre des réquisitions, soit dans le délai que la loi lui a imparti, soit du moins dans le temps moral qui serait nécessaire, en cas que le délai légal fût insuffisant, comme cela peut arriver dans des affaires graves et très-compliquées, quelle marche y aurait-il lieu de suivre, pour mettre le juge d'instruction en état de remplir ses propres obligations ?

Cette difficulté a été examinée par Jousse, dont voici l'opi-

[1] En ce sens, Circul. du proc. gén. de Paris, du 8 août 1836, ADDENET, *Codes annotés des Circul.*, p. 91.

[2] Ord. de 1670, tit. XXIV, art. 1. — *Cod. d'inst. crim.*, art. 61, 127. — LEGRAVEREND, *Lég. crim.*, t. I, p. 392. — *Sup.* n° 122.

Suivant M. MANGIN, *de l'Inst. écrite*, t. II, p. 43, et DALLOZ, *Rép.*, v° *Just. crim.*, n° 792, il est utile que le juge d'instruction ne se borne point à un simple communiqué, et qu'il explique les motifs et le but de la communication. Cela est peut-être utile quelquefois, non pas toujours, et même rarement. Dans la pratique, on s'en tient généralement à un simple communiqué, sauf à donner verbalement des explications, au besoin. V. *Inf.* n° 584.

[3] *Code d'Inst. crim.*, art. 127 revisé. — Ordonn. de 1670, *l. c.*

nion : « Lorsque le procureur du roi refuse de donner ses conclusions, dans les trois jours, ou dans la huitaine, sur une ordonnance de soit communiqué, le juge d'instruction ne peut, seul, lui faire injonction d'en donner, ni, à son refus, commettre un autre officier pour donner ces conclusions. Mais il doit assembler les juges, qui, sur rapport, doivent mander en la chambre du conseil le procureur du roi, et après l'avoir entendu (dont, ainsi que du rapport, il doit être fait mention), ils peuvent ordonner ce qu'ils jugent convenable ; surtout si le procureur du roi ne comparaît pas sur le mandement portant que dans trois jours, ou autre délai, il sera tenu de donner ses conclusions sur l'ordonnance de soit communiqué rendue par le siége, ou de donner raison de son refus ; ce qui doit lui être communiqué à la requête des officiers du siége, s'il n'y a point de partie civile ; et faute par lui d'y répondre dans ledit délai, il y a deux partis à prendre. —Le premier est d'en écrire à M. le procureur général, ou plutôt au président de la Tournelle (chambre criminelle du parlement), ou mieux encore à tous les deux ensemble, pour leur donner avis de la procédure tenue par le siége, sur le silence ou refus du procureur du roi, afin d'avoir un arrêt qui lui enjoigne de donner incessamment ses conclusions... — Le second parti est que le tribunal ordonne que faute par le procureur du roi d'avoir donné ses conclusions dans le temps fixé par l'ordonnance du siége, sur la sommation et réquisition qui lui en a été faite, il en sera donné sur-le-champ par un officier du siége, présent, ainsi qu'il se pratique tous les jours en la Tournelle ; et sur ces conclusions de l'un des membres du siége, les juges statueront ce qu'ils estimeront convenable pour la suite de l'instruction, et ordonneront ce qu'il appartiendra [1]. »

Aujourd'hui, le tribunal n'aurait le droit d'adresser au procureur impérial ni injonctions, ni sommations, ni réquisitions. Le ministère public est totalement indépendant du tribunal,

[1] JOUSSE, *Traité de la Just. crim.*, t. III, p. 68.
La négligence ou la mauvaise volonté du procureur impérial autoriserait la prise à partie contre lui. MUYART DE VOUGLANS, *de l'Inst. crim.*, p. 768.

aussi bien que le juge d'instruction, et d'ailleurs le tribunal, depuis la suppression de la chambre du conseil, n'intervient plus, à aucun titre, dans l'instruction préparatoire formalisée par le juge d'instruction.

Je doute qu'il fût bien régulier de commettre un juge pour remplacer les membres du parquet présents, et pour accomplir ce qu'ils refuseraient de faire. D'ailleurs, une telle commission deviendrait inexécutable, si le procureur impérial retenait les pièces.

Il me semble donc que si notre hypothèse se réalisait jamais (ce qui n'est guère présumable), après une mise en demeure officieuse à l'égard du magistrat que la date même de l'ordonnance de soit communiqué et la disposition de la loi auraient déjà constitué officiellement en retard, il ne resterait qu'un parti à prendre : ce serait d'en référer au procureur général, supérieur et surveillant du procureur impérial, qui donnerait les ordres nécessaires, et prendrait telles mesures que les circonstances exigeraient.

510. Le réquisitoire peut-il être oral, ou doit-il être écrit ?—Sur la communication de la procédure achevée, ou du moins en état d'être réglée, le procureur impérial doit donner ses conclusions; mais en quelle forme?

Nos anciennes ordonnances exigeaient que les conclusions introductives ou définitives du procureur impérial, dans les procès criminels, fussent données par écrit, et défendaient expressément qu'elles fussent prises de vive voix [1].

Si le Code d'instruction criminelle ne s'était pas formellement exprimé à ce sujet, son silence avait laissé subsister l'ancienne pratique. Mais on peut dire qu'en exigeant une communication préalable de la procédure, avant le rapport [2], le Code d'instruction avait voulu que la procédure fût entiè-

[1] Ord. de 1539, art. 145, 148, 156 : ISAMBERT, *Coll.*, t. XII, p. 630, 632. — Ord. de 1670, tit. XXIV, art. 2, 3. — LIZET, *Pratique criminelle*, p. 232, 340. — JOUSSE, *Traité de la Just. crim.*, t. II, p. 516. — BORNIER, *Conf. des Ord.*, t. II, p. 330. — MUYART DE VOUGLANS, *de l'Inst crim.*, p. 771.

[2] *Cod. d'Inst. crim.*, art. 127.

rement en état au moment où le juge d'instruction la mettrait sous les yeux de la chambre du conseil ; ainsi, les anciennes ordonnances seraient au moins implicitement confirmées à cet égard.

Il y a plus : comme les conclusions du procureur impérial sont essentielles à la régularité de la procédure, il faut bien qu'elles se trouvent au dossier, en original, et signées de leur auteur ; la relation qui en serait faite dans l'ordonnance de règlement serait insuffisante, parce que cette ordonnance n'est point signée par le ministère public.

L'article 224 du Code d'instruction criminelle exige que le procureur général prenne ses réquisitions par écrit devant la chambre d'accusation ; il y a mêmes motifs pour que le procureur impérial donne des conclusions par écrit, avant le règlement par le juge d'instruction.

Quelques auteurs ont cependant avancé que le ministère public est autorisé à donner ses conclusions verbalement aussi bien que par écrit [1] : l'opinion contraire, qui est plus généralement adoptée [2], a prévalu dans la pratique.

Je pense donc que le juge d'instruction n'est pas strictement tenu de régler une procédure, tant que le procureur impérial n'aurait pas donné ses conclusions par écrit, et que la prétention de ce dernier magistrat de conclure verbalement, avant ou après le règlement, équivaudrait à un refus de réquisitions, qui pourrait donner lieu à un référé au procureur général [3].

Les art. 127 et 134 revisés du Code d'instruction criminelle,

[1] Carnot, *de l'Inst. crim.*, t. I, p. 492. — Ortolan et Ledeau, *Traité du Minist. pub.*, t. II, p. 85.

[2] Legraverend, *Lég. crim.*, t. I, p. 393. — Bourguignon, *Jurisp. des Cod. crim.*, t. I. p. 269. — Massabiau, *Man. du Proc. du roi*, t. II, p. 349, 350. — Delamorte-Felines, *Man. du Juge d'inst.*, p. 344. — Boitard, *Leçons sur le Code d'inst. crim.*, n° 130. — Circul. du procureur général de Poitiers des 23 juin 1812, 23 novembre 1821, 4 mars 1830 et 19 novembre 1841. — Circul. du procureur général d'Orléans du 21 mai 1836, *Journ. du Droit crim.*, t. VIII, p. 164. — Hély d'Oissel, *Disc. sur les Obligations du Ministère public* : *Gazette des tribunaux* du 6 novembre 1839. — Arr. cass., 19 septembre 1839, *Journ. du Droit crim.*, t. II, p. 331. — Dalloz, 40-1-372.

[3] *Sup.* n° 509.

tranchent la question, en édictant, le premier, que le procureur impérial *adressera* ses réquisitions au juge d'instruction dans les trois jours au plus tard de la communication; le second, que les ordonnances du juge d'instruction rendues en vertu des articles 128 à 133 seront *inscrites à la suite du réquisitoire* du procureur impérial.

511. Après le réquisitoire, le juge d'instruction doit statuer incessamment.—Après qu'il a reçu les réquisitions du ministère public, le juge d'instruction doit statuer incessamment, et au plus tard dans les deux ou trois jours suivants [1].

Un délai plus long est en général inutile, et accuserait de la négligence. Mais il peut arriver que le juge d'instruction ait été empêché par la survenance d'événements graves, qui ont réclamé tous ses soins ; on comprend encore que certaines affaires très-compliquées, et contenant un très-grand nombre de chefs de prévention, exigeraient un délai plus étendu, en sorte que le juge d'instruction serait à l'abri de tout reproche, s'il n'avait pris que le temps moralement nécessaire pour la rédaction attentive et réfléchie de son ordonnance.

Quelquefois il lui faut examiner, avant tout, s'il a procédé compétemment; s'il est compétent pour connaître des conséquences légales de l'instruction, c'est-à-dire pour prononcer sur la prévention; enfin, si la procédure est complète, et en état de recevoir règlement.

512. Cas de renvoi à une autre juridiction. — Lorsque le juge d'instruction reconnaît qu'il était incompétent pour instruire le procès, il doit déclarer son incompétence, et, suivant les circonstances, relaxer le prévenu ou le renvoyer devant qui de droit, sauf le droit d'opposition du parquet [2].

[1] Loi du 26 mai 1819, art. 11. — *Code d'Inst. crim.*, art. 219. — CARNOT, *de l'Inst. crim.*, t. I, p. 181, 184, 218. — BOURGUIGNON, *Man. d'Inst. crim.*, t. I, p. 315, et *Jurispr. des Cod. crim.*, t. I, p. 485.

[2] *Code d'Inst. crim.*, art. 135 revisé. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n^os^ 804, 1125.

Lorsque la poursuite a été intentée, et que l'instruction a été suivie compétemment à raison de l'une ou plusieurs des circonstances énumérées dans les articles 23 et 63 du Code d'instruction criminelle, le juge d'instruction n'a pas le pouvoir de se dessaisir, en renvoyant l'affaire devant un autre juge d'instruction, ou devant un autre tribunal. Il méconnaîtrait et violerait les règles de sa propre compétence, s'il ne réglait lui-même le procès, en statuant sur la prévention [1].

Si le juge d'instruction était compétent, mais que le fait se rattachât intimement à un procès en instruction devant la Haute Cour de justice ou devant une Cour impériale, le juge d'instruction pourrait encore renvoyer la procédure et le prévenu, en l'état, devant cette juridiction supérieure [2].

Il écherrait d'agir de même, si la procédure avait été commencée, par prévention, devant un autre tribunal [3].

Mais, quand le prévenu ou l'un de ses complices se trouve dans le cas de l'article 479 du Code d'instruction criminelle, le juge d'instruction doit se borner à se déclarer incompétent, sans renvoyer devant la Cour, qui ne peut, en ce cas, être saisie que par le procureur général [4].

Que si l'instruction avait été formalisée contre un militaire sous le drapeau, et simultanément contre de simples citoyens, circonstance qui aurait rendu la juridiction commune exclusivement compétente, même à l'égard du prévenu militaire, et qu'il n'apparût pas d'indices ou de charges contre les simples citoyens, en sorte que ceux-ci dussent être relaxés ; le prévenu militaire, resté seul en cause, cessant d'être justiciable des tribunaux ordinaires, il y aurait lieu de le renvoyer devant ses juges naturels, et d'ordonner qu'il fût remis aux mains de

[1] Arr. cass. 20 septembre 1834, B. p. 378. — 29 mars 1838, B. p. 120. — 16 avril 1840, B. p. 153.

[2] Carnot, *de l'Inst. crim.*, t. I, p. 521 ; t. II, p. 187, 245, 248. — Bourguignon, *Jurisp. des Cod. crim.*, t. I, p. 486. — Legraverend, *Lég. crim.*, t. I, p. 458. — Ortolan et Ledeau, *Traité du Min. pub.*, t. II, p. 93. — *Code d'Inst. crim.*, art. 220.

[3] *Sup.* n° 107.

[4] Arr. cass. 4 août 1827, B. p. 685.

l'autorité d'où il relève, sans statuer, quant à lui, sur la prévention [1].

513. Le juge d'instruction peut ordonner ou refuser un plus ample informé. —La procédure est-elle complète ou en état d'être réglée ? C'est la seconde question à examiner et à vider, en cas de dissidence avec le parquet.

En effet, alors même que le ministère public demanderait une instruction complète, le juge d'instruction peut régler une affaire, dès les premiers actes de la procédure, s'il s'agit d'un simple délit dont le caractère se dessine nettement, en sorte que la compétence du tribunal correctionnel n'est pas douteuse [2].

D'un autre côté, il peut arriver que le juge d'instruction communique une procédure au parquet, avant son achèvement, — pour provoquer des conclusions aux fins d'actes à formaliser, d'opérations à entreprendre ; ou pour qu'il ait à réclamer des pièces qui manquent au dossier : par exemple, l'extrait du jugement qui condamne à la surveillance, en cas d'infraction de ban ; l'acte de naissance d'un prévenu qui prétend être âgé de moins de seize ans, etc. ; — et que le procureur impérial demande immédiatement le règlement. Dans ce cas, le juge d'instruction peut surseoir à statuer.

Il peut arriver encore que le juge d'instruction considère une procédure comme achevée et en état d'être réglée, tandis que le procureur impérial, pensant différemment, requerrait la continuation de l'instruction, et indiquerait même les actes qui lui paraîtraient nécessaires pour la compléter.

Quoi qu'il en soit, dès que le ministère public a eu communication des pièces, et bien qu'il n'ait conclu qu'à une instruction ou à un supplément d'information, le juge d'instruction peut statuer au fond : il lui appartient d'empêcher la prolongation inutile et frustratoire, souvent onéreuse pour le pré-

[1] Arr. cass. 19 février 1829, *Journ. du Droit crim.*, t. I, p. 188. — 8 septembre 1859, DALLOZ, 59-1-316.

[2] Circul. du ministre de la justice du 23 septembre 1812. — *Sup.* n° 506.

venu, d'une instruction qui lui paraît suffisante pour déterminer une saine appréciation du procès [1].

Pareillement, bien que le procureur impérial ait demandé soit la discontinuation des poursuites, soit le règlement de la compétence, le juge d'instruction peut déclarer qu'il n'y a lieu de statuer quant à présent, et, avant de prononcer en définitive, ordonner une plus ample information, en indiquant les points à vérifier, les actes qui lui paraissent devoir être faits, pour parvenir à une manifestation plus certaine de la vérité : ayant à prononcer un véritable jugement sur la procédure, il est indispensable qu'il ait toute liberté, toute latitude, pour reconnaître si l'affaire est ou n'est pas en état de recevoir règlement, et s'il échoit ou non, d'attendre les renseignements, les vérifications, les éclaircissements nécessaires pour l'édifier et propres à déterminer sa décision [2].

Ainsi, le juge d'instruction n'est jamais lié par les conclusions du parquet ; mais, de son côté, le ministère public a toujours le droit de former opposition aux ordonnances rendues contrairement à ses réquisitions, ce qui obvie à tout inconvénient, en cas d'erreur du juge.

Voilà le droit strict, *summum jus*. Heureusement, les dissidences possibles, dont je viens de parler, sont fort rares dans la pratique. Les procureurs impériaux et les juges d'instruction, mus par l'intérêt de la justice bien compris, animés d'un esprit de concorde, agissant généralement de concert, avec une entente constante et nécessaire, savent éviter toutes les diffi-

[1] Arr. cass. 1er avril 1815, BOURGUIGNON, *Jurisp. des Codes crim.*, t. I, p. 273, 496. — MERLIN, *Rép.*, t. XV, p. 541. — 13 janvier 1818, B. p. 69, — 20 janvier 1820, B. p. 26. — 25 septembre 1824, B. p. 388. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n° 803.

[2] JOUSSE, *Traité de la Just. crim.*, t. II, p. 512. — MUYART DE VOUGLANS, *de l'Inst. crim.*, p. 769. — LEGRAVEREND, *Lég. crim.*, t. I, p. 401, 465. — CARNOT, *de l'Inst. crim.*, t. I, p. 490, 494; t. II, p. 221. — BOURGUIGNON, *l. c.*, t. I, p. 141, 270. — ORTOLAN et LEDEAU, *Traité du Min. pub.*, t. II, p. 84. — MASSABIAU, *Man. du Proc. du roi*, t. II, p. 353. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n°s 1051, 1052. — BOITARD, *Leçons sur le Code d'Inst. crim.*, n° 132. — Arr. cass., 7 janvier 1830, *Journ. du Droit crim.*, t. II, p. 103 ; t. V, p. 7. — Argum. des arr. cass. 20 janvier 1820, B. p. 26 ; 4 février 1832, B. p. 62.

cultés qui ne tiennent pas à la conscience, dont les appréciations diverses comme les impressions, ne permettraient pas de transiger.

514. Le juge d'instruction ordonne, au besoin, que le prévenu sera mandé pour être interrogé, et décerne un mandat. — J'ai dit ailleurs, 1° que le juge d'instruction peut quelquefois régler une procédure, sans avoir décerné aucun mandat, et même sans avoir interrogé le prévenu [1] ; 2° qu'aucun prévenu ne peut être jugé sans avoir été entendu ou mis en demeure de présenter sa justification, d'où il suit que l'interrogatoire du prévenu est une formalité essentielle, qui doit avoir été remplie avant la décision par laquelle le juge d'instruction clôt la procédure et statue sur ses résultats [2].

Ces deux propositions contradictoires se concilient par une distinction.

Le juge d'instruction ne se dispense et ne peut s'abstenir de décerner un mandat contre l'inculpé et de l'interroger, que dans le cas seulement où il estime que l'inculpation est dénuée de fondement, qu'elle n'est étayée d'aucun indice, d'aucune charge de nature à faire impression ; il est sans difficulté qu'il peut prononcer le non-lieu, en l'état : l'interrogatoire, exigé dans l'intérêt du prévenu, devient sans objet [3].

Que si, au contraire, le juge d'instruction estime qu'il existe des indices assez graves, des charges suffisantes pour prononcer la mise en prévention ; dans ce cas, il ne pourrait, à peine de nullité de sa décision, mettre en prévention avant la délivrance d'un mandat contre l'inculpé, afin qu'il fût préalablement interrogé, ou mis légalement en demeure de se disculper.

Au surplus, alors même que le prévenu est en fuite, l'instruction criminelle ne doit être réputée close et ne peut être réglée par une ordonnance de prévention, que lorsqu'il a été

[1] *Sup.* n° 398.
[2] *Sup.* n° 318.
[3] Arr. cass. 4 août 1820, B. p. 312. — 7 janvier 1830, Dalloz, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n° 1053.

mis, par un mandat quelconque, en demeure de comparaître et de se défendre [1]. Il ne suffit même pas qu'un mandat ait été décerné ; il faut encore qu'il ait été exécuté, au moins par une notification régulière, ou par des perquisitions constatées [2], et que l'original de l'acte de notification, ou le procès-verbal de perquisitions, soit joint aux pièces de la procédure, pour établir positivement la mise en demeure du prévenu, et l'impossibilité de l'interroger [3].

515. Examen du procès. — Cas d'ordonnances de non-lieu à suivre. — Mais, le plus ordinairement, la procédure dont le ministère public requiert le règlement est aussi complète qu'elle peut l'être ; et il est rare que le juge d'instruction ait à résoudre des questions de compétence, autrement que pour déterminer si le procès sera renvoyé à la chambre d'accusation, au tribunal correctionnel, ou au tribunal de simple police, en cas qu'il y ait lieu de suivre.

Le juge d'instruction examine si le fait et ses circonstances sont constants ; s'ils constituent une contravention, un délit, ou un crime ; en un mot, s'ils sont prévus et réprimés formellement par le texte d'une loi pénale promulguée avant la perpétration de l'acte dénoncé et non abrogée ; si l'action publique n'est point paralysée ou éteinte ; enfin, s'il existe ou non des charges suffisantes pour la mise en prévention ; et il rend l'une des décisions dont je vais parler [4].

Si le fait matériel qui sert de base à la poursuite n'est pas

[1] Arr. Cour de Douai, 2 juillet 1831, *Journ. du Droit crim.*, t. III, p. 266. — Arr. cass. 12 février 1835, *Journ. cité*, t. VII, p. 88 ; — Dalloz, 35-1-180. — 6 novembre 1834, Dalloz, 35-1-74. — Arr. Cour de Toulouse, 11 novembre 1839, *Journ. du Droit crim.*, t. XII, p. 59.

[2] *Sup.* n^os^ 416, 437.

[3] *Sup.* n^os^ 420, 424, 429.

[4] Dalloz, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n^os^ 806–809, 1062-1069.

Le juge d'instruction qui décide qu'un fait ne constitue ni crime, ni délit, ni contravention, ne peut pas examiner s'il constitue une infraction disciplinaire, et enjoindre au ministère public de le poursuivre. Arr. cass. 8 octobre 1829, B. p. 579. — Mangin, *de l'Inst. écrite*, t. II, p. 37. — Dalloz, *Rép.*, *l. c.*, n° 1148.

Il ne peut, *a fortiori*, réprimer, et il doit seulement dénoncer au mi-

constant ; en d'autres termes, si l'existence du corps du délit n'est pas prouvée ; ou si ce fait, même prouvé, ne constitue pas une infraction à la loi pénale ; s'il n'a été prévu et assujetti à une peine par aucune disposition répressive promulguée avant sa perpétration et encore en vigueur, c'est le cas d'une ordonnance de non-lieu à suivre. Toute instruction devrait cesser : le prévenu, s'il avait été arrêté, devrait être relaxé sur-le-champ, à moins qu'il n'y eût lieu de le retenir pour autre cause ; et s'il n'était pas encore arrêté, mais que des mandats eussent été décernés contre lui, ces mandats devraient être annulés [1].

Il faudrait prononcer encore *non-lieu*, parce qu'il y aurait fin de non-recevoir, si le ministère public avait poursuivi sans provocation d'un plaignant ayant droit à le mettre en mouvement, dans le cas où l'initiative de l'exercice de l'action publique ne lui appartient pas de plein droit [2].

Une décision semblable devrait intervenir, si le fait, bien que constituant une infraction punissable, se trouvait couvert par la prescription, l'amnistie, l'autorité de la chose jugée ; nistère public les faits disciplinaires parvenus à sa connaissance. Arr. cass. 5 décembre 1823, DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 832.

Il ne peut prononcer aucune peine à l'occasion des mémoires produits devant lui, mais seulement les dénoncer au procureur impérial. Arr. cass. du 7 décembre 1821, B. p. 540.

Il ne peut non plus infliger de dommages-intérêts même contre la partie civile qui succombe dans son opposition, *Code d'Inst. crim.*, art. 136, cette opposition devant être portée devant la chambre d'accusation. BOURGUIGNON, *Jurisp. des Cod. crim.*, t. I, p. 312. — MANGIN, *l. c.* — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n^os^ 832, 1048.

Il commettrait un excès de pouvoir, s'il statuait sur l'identité d'un condamné évadé et repris. Arr. cass., 20 octobre 1826, B. p. 602 ; — ou s'il ordonnait qu'un étranger prévenu de vagabondage, fût expulsé de l'empire, conformément à l'art. 272 du Code pénal. Arr. cass. 6 décembre 1832, B. p. 385, — DALLOZ, 33-1-345. — MANGIN, *l. c.* — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 832.

[1] *Code d'Inst. crim.*, art. 128.—LEGRAVEREND, *Lég. crim.*, t. I, p. 294. —BOURGUIGNON, *l. c.*, t. I, p. 277.—CARNOT, *de l'Inst. crim.*, t. I, p. 496. — Arr. cass. 27 mars 1818, 8 janvier 1819, 22 mai 1823, DALLOZ, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n^os^ 1062, 1069.

[2] *Sup.* n° 54.

parce que l'action publique serait alors éteinte [1], comme elle le serait par la mort du prévenu, qui entraîne aussi nécessairement la discontinuation des poursuites, en ce qui le concerne ; sauf à les continuer contre les complices, en cas qu'il y en ait [2].

Le fait fût-il constant et le prévenu convaincu, il faudrait prononcer le non-lieu, si ce prévenu s'était trouvé, au moment de l'action, dans l'une des circonstances où la loi innocente l'auteur d'un fait ordinairement punissable.

En effet, la loi admet, outre le défaut d'intention, certaines excuses comme péremptoires, comme totalement justificatives [3].

Il appartient au juge d'instruction d'apprécier ces sortes d'excuses, précisément déterminées par le Code pénal, parce qu'elles effacent entièrement le délit, et qu'il serait illogique, irrationnel de mettre en jugement un prévenu qui devrait nécessairement être acquitté, puisque la loi elle-même le déclare innocent [4].

[1] Arr. cass. 8 novembre 1811 et 9 mai 1812, DALLOZ, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n^os^ 141, 1069. — Arr. cass. 18 juin 1812, BOURGUIGNON, *Jurisp. des Codes crim.*, t. I, p. 277. — CARNOT, *de l'Inst. crim.*, t. I, p. 504; t. II, p. 288. — MERLIN, *Rép.*, v° *Prescription*. — *Sup.* n^os^ 60 et suiv.

[2] *Sup.* n° 59.

[3] *Sup.* n° 30. — *Code pén.*, art. 64, 327, 328, 329.

[4] CARNOT, *de l'Inst. crim.*, t. I, p. 503; t. II, p. 186, 194, et *Comm. du Code pén.*, t. II, p. 85. — LEGRAVEREND, *Lég. crim.*, t. I, p. 459. — BOURGUIGNON, *Jurisp. des Cod. crim.*, t. I, p. 500. — MANGIN, *de l'Inst. écrite*, t. II, p. 31. — Arr. cass. 27 mars 1818, B. p. 107, — 8 janvier 1819, B. p. 6, — 13 novembre 1823, — DALLOZ, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n° 810. — 18 février 1841, *Journ. du Droit crim.*, t. XIII, p. 83. — *Sup.* n° 30, *in fine*.

On peut déclarer le non-lieu quand on reconnaît l'absence de toute intention criminelle. Arr. cass. 15 mai 1823, 17 février 1838, 15 juillet 1843, *Journ. du Droit crim.*, t. X, p. 375; t. XV, p. 254. — CARNOT, *de l'Inst. crim.*, t. II, p. 191. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n^os^ 810, 1074. — *Sup.* n° 36.

L'exception de bonne foi, admise en certains cas en faveur des imprimeurs, par l'art. 24 de la loi du 17 mai 1819, ne s'étend pas aux gérants responsables des journaux. — Ainsi, le gérant d'un journal de province ne peut être renvoyé de la poursuite dirigée contre lui, par le motif que les

Tandis que le juge d'instruction n'aurait pas à s'occuper des excuses, même légales, qui ont seulement l'effet d'abaisser la peine, non plus que des circonstances atténuantes ou excuses indéterminées, qui produisent le même résultat ; parce que les excuses de ce genre n'influent que sur les conséquences du délit, sans le faire disparaître ; que, supposant une condamnation modifiée, elles impliquent la nécessité d'un jugement, et que dès lors il n'appartient qu'aux juges correctionnels ou aux jurés de déclarer leur existence au profit des prévenus ou des accusés [1].

Enfin, une ordonnance de non-lieu devrait intervenir à l'égard de tout prévenu, à défaut de charges suffisantes pour le faire présumer coupable.

S'il n'existe aucune charge, c'est-à-dire aucun indice, aucune présomption, susceptible d'établir un soupçon raisonnable de culpabilité, c'est alors, par rapport au prévenu, comme s'il n'y avait pas d'infraction reconnue, et ce prévenu doit être relaxé [2].

Il devrait en être de même, s'il n'existait que des charges insuffisantes, c'est-à-dire si légères et tellement combattues par

articles incriminés, quoique répréhensibles, sont extraits de journaux imprimés à Paris, lesquels n'ont été ni saisis ni poursuivis. Arr. cass. du 22 avril 1824, DALLOZ, *Rép.*, v° *Presse*, n° 1307.

[1] CARNOT, *de l'Inst. crim.*, t. I, p. 504; t. II, p. 195, 238. — LEGRAVEREND, *Lég. crim.*, t. I, p. 459. — MANGIN, *l. c.*, t. II, p. 38. — *Journ. du Droit crim.*, t. IV, p. 326; t. V, p. 8. — Arr. cass. 6 novembre 1812, 25 février 1813, 30 avril 1829, 5 mars 1842, *Journ. du Droit crim.*, t. I, p. 320; t. II, p. 306; t. XIV, p. 180. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n^os^ 810, 1064. — *Sup.* n° 31 et notes.

Des faits d'excuse ne peuvent motiver le renvoi au tribunal correctionnel d'un fait qualifié crime. BOURGUIGNON, *Jurisp. des Cod. crim.*, t. I, p. 501. — Arr. cass. 30 avril 1829, *Journ. du Droit crim.*, t. I, p. 320. — 8 juillet 1831, DALLOZ, 32-1-65, — B. p. 279. — 21 juillet 1832, B. p. 393.

Il serait à souhaiter qu'une loi consacrât une disposition inverse. Ainsi, l'on ne verrait plus soumettre aux Cours d'assises des faits insignifiants, qui produisent des frais énormes, allongent les sessions outre mesure, et entraînent des acquittements inévitables malgré les preuves les plus positives de culpabilité, confirmées, le plus souvent, par les aveux mêmes des accusés.

[2] *Code d'Inst. crim.*, art. 128. — *Journ. du Droit crim.*, t. V, p. 8.

les circonstances du procès et par la moralité du prévenu, que ce serait une vexation de le faire poursuivre sur des présomptions de cette espèce, ce qui n'a pu être l'intention du législateur [1].

Mais s'il existait des circonstances propres à faire soupçonner raisonnablement la culpabilité, le juge d'instruction ne pourrait, sans violer les règles de sa compétence, renvoyer l'inculpé des poursuites, sur le motif qu'il n'existe pas des éléments suffisants pour établir une conviction entière de culpabilité [2].

Le juge d'instruction a le droit d'apprécier la procédure, dans ce sens que s'il y trouve la preuve de l'innocence du prévenu, ou s'il y reconnaît l'absence de tout motif de croire à la culpabilité, il lui appartient de faire cesser les poursuites.

Mais là où un délit est constant et un prévenu non entièrement disculpé, ce ne sont pas des preuves de culpabilité qu'il peut exiger, pour décider contre le prévenu, parce qu'il ne s'agit point d'une condamnation à prononcer : il suffit d'indices graves, et l'on ne peut rien exiger de plus, parce que l'ordonnance de prévention n'a d'autre effet que de provoquer un examen plus approfondi du procès, et un jugement après débats, qui est en dehors de la compétence de la juridiction d'instruction.

Non-seulement le juge d'instruction n'a pas à juger le procès, il n'a même pas à en préjuger l'issue : il n'est pas nécessaire qu'il croie à une condamnation inévitable pour mettre en prévention ; c'est assez, encore une fois, qu'il y ait lieu

[1] CARNOT, *de l'Inst. crim.*, t. I, p. 497; t. II, p. 219, 220, 225. — BOURGUIGNON, *Man. d'Inst. crim.*, t. I, p. 330, et *Jurisp. des Codes crim.*, t. I, p. 488. — BERRIAT-SAINT-PRIX, *Droit crim.*, p. 104, 124.

[2] Arr. cass. 27 février 1812, B. p. 77, — 2 août 1821, B. p. 345, — 17 novembre 1826, B. p. 648,—DALLOZ, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n^os 814, 1060. — LEGRAVEREND, *Lég. crim.*, t. I, p. 459-461. — BOURGUIGNON, *Jurisp. des Codes crim.*, t. I, p. 488, 497. —CARNOT, *l. c.*, t. II, p. 193, 226. — DALLOZ, *Dict. gén.*, v° *Compétence criminelle*, n^os 92, 93, 94. — *Journ. du Droit crim.*, t. V, p. 7, 8. — BOITARD, *Leçons sur le Code d'Inst. crim.*, n° 134. — *Encyclop. du Droit*, v° *Accusation*, § 4. — MANGIN, *de l'Inst. écrite*, t. II, p. 33. — HÉLIE, t. VI, p. 135 et suiv.

d'examiner le procès au grand jour des débats, afin de reconnaître si le prévenu contre lequel s'élèvent des présomptions graves, est innocent ou coupable, pour qu'il lui soit interdit de le relaxer immédiatement, en se substituant aux juges du fond [1].

516. Effets de l'ordonnance de non-lieu. — Distinctions. — L'ordonnance de non-lieu à suivre obtient quelquefois l'autorité de la chose jugée; quelquefois aussi elle est purement provisoire, et suspend les poursuites sans les éteindre [2].

Quelle que soit la portée de l'ordonnance de non-lieu, elle ne peut profiter au prévenu qu'autant qu'elle n'a pas été attaquée par voie d'opposition, soit par le ministère public, soit par la partie civile, dans les vingt-quatre heures de son émission ou de sa notification.

Le prévenu, s'il est arrêté, garde prison jusqu'à l'expiration de ce délai [3].

L'ordonnance de non-lieu, comme toute autre ordonnance, peut aussi être attaquée par le procureur général dans un délai de dix jours, mais sans préjudice de la mise en liberté du

[1] La probabilité est la mesure de l'accusation, et la certitude celle des condamnations. SERVAN, *OEuvres complètes*, t. IV, p. 3.

Une chambre du conseil n'étant appelée qu'à statuer sur la prévention et la compétence, excède ses pouvoirs lorsqu'elle déclare qu'un fait, tel que le vagabondage, est *constant*; elle doit, si elle reconnaît la prévention suffisamment établie, se borner à renvoyer l'inculpé devant le tribunal compétent. Arr. cass. du 7 juillet 1827, B. p. 585, — DALLOZ, 27-1-488.

[2] *Inf.* n° 538.

Elle est toujours provisoire quand elle ne s'applique qu'à l'un des chefs de prévention, et que sur d'autres chefs, réglés ou laissés sans solution, la procédure est soumise à la chambre d'accusation, qui doit examiner l'affaire dans son ensemble, quelles que soient les décisions rendues par le juge d'instruction. *Code d'Inst. crim.*, art. 231 revisé par la loi du 17 juillet 1856.

[3] *Code d'Inst. crim.*, art. 135. — BOURGUIGNON, *Jurisp. des Codes crim.*, t. I, p. 290.

Les oppositions aux ordonnances ne sont point portées devant lui, hors les cas des art. 34, 80 du Code d'instruction criminelle; elles constituent une sorte d'appel dont le jugement appartient à la chambre d'accusation de la Cour impériale. LEGRAVEREND, *Lég. crim.*, t. I, p. 404. — CARNOT,

prévenu, si le procureur général a formé son opposition après vingt-quatre heures depuis la date de l'ordonnance [1].

517. Des ordonnances de mise en prévention pour délits. — Passons aux ordonnances de mise en prévention.

Lorsque l'infraction est constante ; qu'il est reconnu que l'action publique subsiste et qu'elle a été régulièrement exercée ; enfin, qu'il existe des charges suffisantes contre l'inculpé, le juge d'instruction statue de diverses manières, suivant que le fait constitue une contravention, un délit, ou un crime.

S'il est d'avis que le fait, dégagé des circonstances qui lui avaient donné la physionomie d'un crime ou d'un délit, se réduit, mieux apprécié, à une simple contravention, il renvoie l'inculpé devant le tribunal de simple police ; et, si cet inculpé est arrêté, le juge d'instruction ordonne qu'il soit mis en liberté, quand bien même il serait passible d'un emprisonnement, parce que l'emploi de la détention préventive n'est pas admis en matière de simple police [2].

Si le fait est reconnu de nature à être puni de peines correctionnelles, le prévenu est renvoyé devant le tribunal de police correctionnelle [3].

518. Conséquences de l'ordonnance de mise en prévention, quant à la liberté du prévenu. — Dans le cas où le délit qui a motivé la mise en prévention peut emporter la peine d'emprisonnement, le prévenu, s'il est en état d'arrestation, y demeurera, provisoirement, soit que le juge d'in-

de l'Inst. crim., t. I, p. 494, 501, 503, 537. — Berriat-Saint-Prix, *Droit crim.*, p. 106. — *Code d'Inst. crim.*, art. 135, revisé par la loi du 17 juillet 1856.

[1] *Code d'Inst. crim.*, art. 135 revisé.

[2] *Code d'Inst. crim.*, art. 129, 230. — Carnot, *l. c.*, t. I, p. 504, 505. — Legraverend, *l. c.*, t. I, p. 394, 460. — Boitard, *Leçons sur le Code d'Inst. crim.*, n° 137.

[3] *Code d'Inst. crim.*, art. 130, 230. — Carnot, *de l'Inst. crim.*, t. II, p. 240.

L'individu âgé de moins de seize ans *au moment de la mise en jugement*

struction l'ait ordonné expressément, soit que l'ordonnance ne s'en explique pas, parce que telle est la disposition formelle de la loi [1].

Le juge d'instruction ne pourrait, sans excès de pouvoir, ordonner que le prévenu poursuivi pour un délit emportant la peine d'emprisonnement et provisoirement arrêté, sera renvoyé en police correctionnelle en état de liberté sans caution, sous le prétexte que le jugement de l'affaire serait indéfiniment retardé par quelque circonstance, comme la maladie d'un témoin. Il pourrait seulement accorder la liberté provisoire moyennant caution [2], ou, sur les conclusions *conformes* du procureur impérial, donner mainlevée du mandat d'incarcération, si c'était un *mandat de dépôt* [3].

Si le prévenu passible d'un emprisonnement correctionnel était resté en liberté au moment de la mise en prévention, parce qu'il se serait soustrait à l'exécution d'un mandat d'amener, et qu'il parût opportun de le détenir avant jugement, le juge d'instruction, qui aurait épuisé tous les pouvoirs de sa juridiction en rendant son ordonnance de règlement de la procédure, ne pourrait décerner postérieurement aucun mandat d'arrestation ou d'incarcération [4]. Il faudrait donc alors décer-

et n'ayant pas de complices *présents* au-dessus de cet âge, prévenu d'un fait qualifié *crime*, mais punissable de peines simplement correctionnelles, à raison de l'âge au-dessous de seize ans, doit être renvoyé directement devant le tribunal correctionnel. *Code pén.*, art. 67, 68. — Arr. cass. 20 avril 1850, DALLOZ, 50-5-213.

[1] *Code d'Inst. crim.*, art. 130. — CARNOT, *de l'Inst. crim.*, t. I, p. 511, 512. — LEGRAVEREND, *Lég. crim.*, t. I, p. 394, 395.

[2] *Code d'Inst. crim.*, art. 114, 130. — CARNOT, *de l'Inst. crim.*, t. I, p. 503, 511; t. II, p. 238. — LEGRAVEREND, *l. c.*, t. I, p. 394, 460. — BOITARD, *Leçons sur le Code d'Inst. crim.*, n° 138. — Arr. cass. 27 février 1812, B. p. 77. — 5 mars 1813, B. p. 105. — 30 novembre 1832, *Journ. du Droit crim.*, t. IV, p. 326, — DALLOZ, 33-1-344. — 28 avril 1836, *Journ. cité*, t. VIII, p. 322, — DALLOZ, 36-1-211. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n°s 737, 823.

[3] *Code d'Inst. crim.*, art. 94 revisé par la loi du 4 avril 1855. — *Sup.* n° 420.

[4] CARNOT, *de l'Inst. crim.*, t. I, p. 512. — LEGRAVEREND, *Lég. crim.*, t. I, p. 595. — BOITARD, *Leçons sur le Code d'Inst. crim.*, n° 138. —

ner et joindre au dossier un mandat de dépôt, — ou un mandat d'arrêt, sur les réquisitions du procureur impérial, — avant de rendre l'ordonnance de mise en prévention, sauf l'exécution ultérieure. Il serait bien de mentionner dans l'ordonnance la délivrance antérieure de ce mandat dont la date serait constatée, pour justifier qu'il a été légalement et compétemment décerné.

Dans le cas où le juge d'instruction ne prendrait pas cette précaution, le prévenu resterait nécessairement en liberté jusqu'à condamnation : la chambre d'accusation elle-même ne pourrait réparer l'omission, et décerner contre le prévenu un mandat coercitif[1]. Toutefois, si elle avait ordonné un plus ample informé, j'estime que le conseiller instructeur aurait tous les droits appartenant au juge d'instruction avant le règlement de la procédure, et pourrait, par conséquent, avant l'achèvement du supplément d'information et le dépôt des pièces au parquet du procureur général pour être fait rapport de l'affaire, décerner les mandats que le juge d'instruction aurait pu délivrer, et de la même manière.

Si le délit ne doit pas entraîner la peine de l'emprisonnement, mais une simple peine pécuniaire, le prévenu sera mis ou laissé en liberté, à la charge de se représenter à jour fixe[2],

MANGIN, *de l'Inst. écrite*, t. II, p. 17, 53. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n^os^ 821–823, 1138.

[1] Arr. cass. 18 février 1831, *Journ. du Droit crim.*, t. III, p. 121. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n° 1089.

[2] *Code d'Inst. crim.*, art. 131.

Quid, si la peine était alternative?

Par exemple, l'art. 2 de la loi du 21 prairial an V veut que toute personne convaincue d'avoir porté atteinte à la libre circulation des grains soit condamnée *à une amende* de la moitié de la valeur des grains arrêtés, pour le paiement de laquelle il sera donné caution, *faute de quoi, la peine de six mois d'emprisonnement sera prononcée.*

Dans ce cas, il y aura lieu, à mon avis, de retenir les prévenus déjà placés sous mandat de dépôt, parce qu'il suffit, aux termes de l'art. 130 du Code d'instruction criminelle, que la peine d'emprisonnement *puisse* être prononcée, pour que le prévenu détenu provisoirement doive garder prison jusqu'au jugement.

V. encore *Code pén.* art. 311.—Loi du 17 mai 1819, art. 16–19.

c'est-à-dire au jour qui sera ultérieurement fixé par une citation ; car le juge d'instruction ne saurait déterminer d'avance à quelle audience l'affaire sera portée [1]. Dans cette hypothèse, la mise en liberté immédiate doit être prononcée d'office par le juge d'instruction.

Du reste, cette mise en liberté n'est assujettie à aucune autre condition que celle de se représenter, sous peine d'être jugé par défaut, et n'a rien de commun avec la mise en liberté provisoire moyennant caution [2].

Quelques auteurs ont pensé que le prévenu ne jouirait pas de la même faveur, s'il était un vagabond ou un repris de justice; et que, ne fût-il passible que d'une amende, il n'y aurait pas lieu à le mettre en liberté avant le jugement [3].

Mais le Code d'instruction criminelle ne distinguant pas, et la disposition de l'article 131 étant, au contraire, impérative et absolue, je regarde que l'exception que l'on veut établir

[1] LEGRAVEREND, *Lég. crim.*, t. I, p. 395. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n° 824. — BOURGUIGNON, *Jurispr. des Codes crim.*, t. I, p. 286 et 287.

Selon M. CARNOT, *de l'Inst. crim.*, t. I, p. 516, l'ordonnance devrait fixer le jour de l'audience, pour que le ministère public ne pût indéfiniment retarder le jugement, en tenant arbitrairement le prévenu en suspens. Cette crainte ne peut plus exister, car l'art. 132 revisé du Code d'instruction enjoint au procureur impérial de faire citer *à l'une des plus prochaines audiences*, et cette prescription sera exécutée. L'audience ne saurait être déterminée dès le jour de la mise en prévention, parce qu'il peut y avoir opposition à l'ordonnance, — les témoins peuvent être éloignés, malades ou absents, — le rôle du tribunal correctionnel peut être chargé, et les audiences entièrement occupées par des affaires également urgentes... La mesure de précision réclamée par l'auteur, avec d'excellentes intentions, n'en est pas moins impraticable. Si de très-grandes difficultés s'élevaient, à cet égard, lorsque le tribunal lui-même prononçait, en chambre du conseil, la mise en prévention, l'embarras serait bien plus grand aujourd'hui que le juge d'instruction, prononçant seul le renvoi en police correctionnelle, ne peut régler l'ordre de service du tribunal.

[2] LEGRAVEREND, *l. c.* — CARNOT, *l. c.*, t. I, p. 505, 516.

[3] LEGRAVEREND, *Lég. crim.*, t. I, p. 396. — CARNOT, *de l'Inst. crim.*, t. I, p. 516, 517. — BOURGUIGNON, *Jurisp. des Codes crim.*, t. I, p. 286, 287. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Instruction crim.*, n° 825.

n'est fondée ni quant aux repris de justice, ni quant aux individus précédemment condamnés pour vagabondage [1].

Les ordonnances de renvoi en simple police ou en police correctionnelle sont, aussi bien que les ordonnances de non-lieu, susceptibles d'opposition de la part du ministère public et de la partie civile [2].

519. Des ordonnances de mise en prévention pour crimes, ou de transmission. — Si le juge d'instruction estime que le fait est de nature à être puni de peines afflictives ou infamantes, et que la prévention contre l'inculpé est suffisamment établie, ce magistrat, après l'avoir déclaré, ordonne que les pièces de l'instruction, le procès-verbal constatant le corps du délit, et un état des pièces servant à conviction [3], seront remis au procureur impérial, pour être transmis sans délai au procureur général près la Cour impériale, afin qu'il soumette l'affaire à la chambre d'accusation [4], le juge d'in-

[1] Il n'y aurait plus de question, s'il s'agissait d'un vagabond *actuellement* poursuivi comme tel, puisque le délit de vagabondage emporte l'emprisonnement.

[2] *Code d'Inst. crim.*, art. 129, 135 revisés.

[3] Les pièces de conviction doivent rester au greffe du tribunal d'instruction, sauf le droit de la Cour impériale de se les faire apporter, si elle le juge utile, et d'en ordonner le transport au greffe du tribunal qui devra juger le procès. *Code d'Inst. crim.*, art. 133, 228, 291. — Legraverend, *l. c.*, t. I, p. 400. — Dalloz, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n° 836.

En cas de faux, si les pièces de conviction sont des *billets* qui n'aient pas été transcrits ou complétement analysés dans des procès-verbaux de description, il convient d'en joindre au dossier des *copies exactes*, pour que le parquet de la Cour et la chambre d'accusation puissent vérifier et rectifier au besoin les qualifications de l'ordonnance de transmission, selon la nature civile ou commerciale de ces billets.

[4] *Code d'Inst. crim.*, art. 133.

Il n'y a pas lieu à renvoi devant la chambre d'accusation, mais bien à renvoi direct en police correctionnelle, si le fait qualifié *crime* est imputé à un individu âgé de moins de seize ans au moment de la mise en jugement, n'ayant pas de complices présents au-dessus de cet âge, et si le fait n'entraîne pas la peine de *mort*, celles des *travaux forcés à perpétuité*, de la *déportation* ou de la *détention*. *Cod. pén.*, art. 67, 68. — Arr. cass. 20 avril 1850, Dall., 50-5-213.

Un juge d'instruction ne peut saisir la chambre d'accusation d'une Cur

struction ne pouvant jamais renvoyer directement un prévenu devant la Cour d'assises [1].

Cependant, le prévenu doit provisoirement rester à la maison d'arrêt, s'il y est détenu, et le juge d'instruction commettrait un excès de pouvoir, si, en reconnaissant qu'il existe des indices de crime, il ordonnait la mise en liberté du prévenu avec ou sans caution [2].

520. Une même ordonnance peut prononcer non-lieu et mise en prévention. — Il est sans difficulté que, dans une affaire qui comprend plusieurs prévenus, les uns

impériale autre que celle à laquelle il ressortit, même sous prétexte de connexité. Arr. cass. 7 février 1833, B. n° 41.

[1] Arr. cass. 9 janvier 1835, B. p. 13. — *Journ. du Droit crim.*, t. VII, p. 221.

Toutes les fois qu'un fait ne devient crime qu'à raison de circonstances accessoires et aggravantes, on ne doit soumettre le procès à la chambre d'accusation qu'autant que ces circonstances sont bien établies ; autrement, il vaut mieux renvoyer l'affaire en police correctionnelle, ce qui procure économie dans les frais, célérité et plus de sûreté dans la répression. Circul. du ministre de la justice du 16 août 1842.

Il faut éviter, dans l'intérêt de la justice, comme dans celui du Trésor, que les jurés aient à prononcer sur des affaires dans lesquelles l'accusation n'est pas étayée de preuves positives, et où les circonstances aggravantes ne sont pas parfaitement établies. Toutes les fois que des affaires de cette nature peuvent être renvoyées devant la juridiction correctionnelle, les magistrats doivent en saisir l'occasion avec empressement ; elles n'ont, en effet, aucune chance de succès devant le jury, et n'ont souvent d'autre résultat qu'un acquittement scandaleux. Circul. du ministre de la justice des 16 août 1842, n° 1, et 23 août 1851.

[2] Carnot, *de l'Inst. crim.*, t. I, p. 503 ; t. II, p. 238. — Arr. cass. 27 février 1812 et 28 avril 1836, Dalloz, 36-1-211, et *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n° 699. — *Code d'Inst. crim.*, art. 113, 134.

Cependant il est permis, même dans ce cas, sur les conclusions conformes du procureur impérial, de donner mainlevée provisoire du simple mandat de dépôt, aux termes de l'art. 94 revisé du Code d'instruction criminelle. Mais le procureur impérial et le juge d'instruction ne devront adopter qu'avec une grande réserve, et que dans des circonstances exceptionnellement favorables, une telle mesure, qui est de nature à établir, contre leur intention, un préjugé très-nuisible à l'accusation, et dont la défense ne manquerait pas de se prévaloir, avec de grandes chances de succès.

peuvent être relaxés, les autres être mis en prévention, par la même ordonnance [1].

521. Du concours de délits et de crimes connexes ou non connexes. — Un cas très-fréquent est celui où la poursuite est dirigée contre un ou plusieurs prévenus pour un ou plusieurs délits simultanément.

Alors, il faut distinguer si les crimes et les délits sont connexes ou s'ils ne le sont pas [2].

Les délits sont connexes, soit lorsqu'ils ont été commis en même temps par plusieurs personnes réunies, soit lorsqu'ils ont été commis par différentes personnes, même en différents temps et en divers lieux, mais par suite d'un concert formé à l'avance entre elles, soit lorsque les coupables ont commis les uns pour se procurer les moyens de commettre les autres, pour en faciliter, pour en consommer l'exécution, ou pour en assurer l'impunité [3].

Lorsque les délits sont connexes (ici le mot délit est pris dans l'acception la plus large), il doit y être statué par une

[1] BERRIAT-SAINT-PRIX, *Droit crim.*, p. 105. — BOURGUIGNON, *Man. d'Inst. crim.*, t. I, p. 317.

[2] BERRIAT-SAINT-PRIX, *Droit crim.*, p. 89. — BOURGUIGNON, *Jurisp. des Cod. crim.*, t. I, p. 491. — CARNOT, *de l'Inst. crim.*, t. I, p. 212-219. — LEGRAVEREND, *Lég. crim.*, t. I, p. 462, 463. — HÉLIE, t. VI, p. 652, 662.

[3] *Code d'Inst. crim.*, art. 227. — Cet article n'est pas limitatif. Arr. cass. 4 décembre 1836, *Journ. du Droit crim.*, t. IX, p. 38.

Lorsqu'un délit correctionnel a été commis au moyen d'un fait passible d'une peine afflictive et infamante, ce fait constitue le chef principal de la prévention. Arr. cass. 11 juin 1819, B. p. 210.

Il y a connexité entre le faux et la concussion commise à l'aide du faux; — entre le vol et l'incendie à l'aide duquel le vol a été consommé; — entre le vol et les violences à l'aide desquelles le vol a été commis; — entre l'attentat à la pudeur et les coups et blessures qui l'ont accompagné; etc. Arr. cass. 2 frim. an XII, 7 germinal an XIII, 19 juin 1806, DALLOZ, *Rép.*, v° *Compét. crim.*, n^os 151 et suiv., v° *Inst. crim.*, n^os 1102 et suiv. — 6 février 1829, B. p. 78. — LEGRAVEREND, *Lég. crim.*, t. I, p. 462, 463.

Si l'auteur d'un simple *délit* était, à raison de la récidive, passible d'une peine afflictive ou infamante, le complice, à qui les mêmes circonstances de récidive ne seraient pas applicables, n'aurait encouru qu'une peine correctionnelle; mais l'un et l'autre seraient justiciables de la Cour d'assises,

seule ordonnance, et le renvoi des uns et des autres doit être fait à la juridiction qui a les pouvoirs les plus étendus [1].

D'après ces dispositions, en cas de crimes et de délits connexes, le juge d'instruction doit renvoyer la procédure, pour le tout, devant la chambre d'accusation [2] : *major enim quæstio minorem ad se trahit* [3].

Si les crimes et les délits ne sont pas connexes, il peut arriver que quelques-uns des prévenus soient renvoyés devant le tribunal de police correctionnelle, et les autres devant la chambre d'accusation.

Lorsqu'il existe contre un ou plusieurs prévenus des charges suffisantes pour les mettre en prévention tout à la fois pour crimes et pour délits non connexes, il y a nécessité de diviser, pour renvoyer la connaissance des délits à la police correctionnelle, et celle des crimes à la chambre d'accusation.

Mais, dans ce cas, un même prévenu ne peut en même temps et cumulativement répondre d'un délit et d'un crime ; s'il est condamné pour crime, soit à une peine afflictive ou infamante, soit à une peine correctionnelle dépassant, ou atteignant seulement, le maximum de la répression dont il serait passible pour le délit, la peine qui lui est infligée par la Cour d'assises absorbe celles qu'il avait encourues pour délits.

Ce n'est donc qu'en cas d'acquittement, d'absolution, ou de modération de peine, à l'occasion des crimes, qu'il pourrait encore être recherché à raison des délits ; or, au moment où il statue, le juge d'instruction ne peut préjuger si la Cour impériale mettra en accusation, encore moins si la Cour d'as-

à cause de la connexité, et pour conserver le principe de l'indivisibilité des procédures. — LEGRAVEREND, *Lég. crim.*, t. I, p. 149-153 ; t. II, p. 25. — CARNOT, *de l'Inst. crim.*, t. II, p. 214.

[1] Arr. cass. 14 novembre 1810 et 18 novembre 1820, DALLOZ, *Rép.*, v° *Compét. crim.*, n^os^ 159 et suiv., 1105. — BOURGUIGNON, *Man. d'Inst. crim.*, t. I, p. 323, et *Jurisp. des Cod. crim.*, t. I, p. 491. — LEGRAVEREND, *Lég. crim.*, t. I, p. 463. — MASSABIAU, *Man. du Procureur du roi*, t. II, p. 52.

[2] Arr. cass. 18 novembre 1813, DALLOZ, *Rép.*, v° *Compét. crim.*, n° 162.

[3] L. 34, *ff. de Judiciis*.

sises condamnera, et, si elle condamne, quelle peine elle appliquera ! Quel parti devra-t-il donc prendre relativement aux simples délits ?

Il s'en offre deux : le juge d'instruction peut se borner à réserver au ministère public, en cas de réquisitions à cet effet, la poursuite ultérieure des délits, s'il y a lieu ; réserve qui est de droit et n'a besoin ni d'être requise, ni d'être ordonnée. — Et mieux encore, afin d'épuiser de suite sa juridiction [1], et de n'être pas obligé plus tard de statuer de nouveau pour prononcer le renvoi en police correctionnelle, en cas d'acquittement, d'absolution, ou d'abaissement de peine, quant aux crimes, il peut, par la même ordonnance qui défère les crimes à la chambre d'accusation, statuer sur les délits, déclarer la prévention, et renvoyer *éventuellement* le prévenu en police correctionnelle, pour les cas où il serait relaxé des poursuites à fins criminelles, ou seulement condamné à des peines correctionnelles n'atteignant pas le maximum de celles qu'il aurait encourues pour les délits [2].

Il est même préférable, au lieu de prononcer un renvoi *éventuel* devant la juridiction correctionnelle, de renvoyer devant elle *rectà*, purement et simplement, sauf au ministère public à faire vider la prévention de délit tout d'abord,—comme il y a quelquefois intérêt à le faire, la peine correctionnelle devant au surplus être confondue ou absorbée dans la condamnation qui interviendrait en Cour d'assises,—ou à attendre, pour faire suite de la prévention, l'issue du procès au grand criminel, et dans ce cas, à ne pas ramener à exécution l'ordonnance qui a saisi la juridiction correctionnelle (définitivement, à moins de réformation par la chambre d'accusation, — art. 182 du Code d'instruction criminelle), si cette seconde poursuite devenait sans objet et sans portée, d'après l'arrêt de condamnation rendu par la Cour d'assises.

522. De la rédaction des ordonnances. — Forma-

[1] Circul. du procureur général de Poitiers du 10 mars 1826. — Arr. cass. 3 mai 1832, *Journ. du Droit crim.*, t. IV, p. 191.

[2] V. *Inf.* n° 524, aux notes.

lités générales. — La rédaction des ordonnances de règlement exige beaucoup d'attention [1].

Toutes ces ordonnances doivent indiquer le nom et le titre du juge de qui elles émanent, le lieu et la date de la décision, la procédure dans laquelle elles interviennent, et leur objet ; mentionner les conclusions du ministère public ; contenir des motifs et un dispositif ; enfin, être signées, par le juge d'instruction et par le greffier [2].

Je dois placer ici les dispositions de l'art. 134 du Code d'instruction criminelle, revisé par la loi du 17 juillet 1856, et portant des dispositions nouvelles quant à la forme des ordonnances du juge d'instruction, en ces termes : « Les ordonnances rendues par le juge d'instruction en vertu des dispositions des art. 128, 129, 130, 131 et 133 seront inscrites à la suite du réquisitoire du procureur impérial.—Elles contiendront les nom, prénoms, âge, lieu de naissance, domicile et profession du prévenu, l'exposé sommaire et la qualification légale du fait qui lui sera imputé, et la déclaration qu'il existe ou qu'il n'existe pas de charges suffisantes. »

M. le garde des sceaux a donné, à ce sujet, les instructions suivantes : « La loi nouvelle a voulu proscrire dans les ordonnances un *narré* développé des faits et de leurs circonstances, des charges recueillies et des moyens de justification pré-

[1] Massabiau, *Man. du Proc. du roi*, t. I, p. 258 ; t. II, p. 360.

Quand la décision est arrêtée, le juge d'instruction la motive ; il rapporte brièvement les charges sur lesquelles repose la prévention. Quand il se livre à ce travail, le ministère public a déjà fait le sien, il a résumé les preuves, il a formulé son accusation ; mais le style du magistrat qui statue doit différer de celui du magistrat qui requiert. La rédaction de l'ordonnance, exacte, concise, complète, prouvera la sincérité du dernier examen que le juge a fait de la procédure. Desclozeaux, *Disc. sur les Droits et les Devoirs du Juge d'Instruction* : *Gaz. des Trib.* du 4 novembre 1836.

Le juge d'instruction doit rédiger les ordonnances lui-même, au lieu de s'en rapporter au greffier. Circul. du procureur général de Poitiers du 23 novembre 1821.

[2] *Cod. d'Inst. crim.*, art. 196, 234, 370. — Carnot, *de l'Inst. crim.*, t. II, p. 82, 254. — Legraverend, *Lég. crim.*, t. I, p. 401. — Dalloz, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n° 835.

sentés. Elle met un terme à cet usage abusif de la pratique faisant double emploi avec l'acte d'accusation, qui est le seul exposé des charges utile et nécessaire. Les expressions dont elle se sert, *exposé sommaire* et *qualification légale du fait*, ne laissent, par leur rapprochement, aucun doute sur sa pensée. Tout en maintenant, en effet, la nécessité d'un *exposé*, elle veut qu'il soit *sommaire*, c'est-à-dire qu'il s'abstienne de tout développement et de toute discussion, qu'il ne contienne enfin *du fait* que ce qui doit en déterminer la *qualification légale;* elle veut surtout qu'il n'entre dans aucune énumération des charges qui s'élèvent contre le prévenu, l'ordonnance devant se borner à dire qu'*il en existe* ou qu'*il n'en existe pas de suffisantes*. Telle est la véritable interprétation des expressions *exposé sommaire;* elle est du reste confirmée par la nécessité d'insérer l'ordonnance à la suite du réquisitoire du procureur impérial ; car on sait que, dans la pratique, les ordonnances inscrites à la suite ou en marge des requêtes ne contiennent ni développement, ni discussion, et sont éminemment sommaires [1]. »

Telles sont les formalités générales des ordonnances de règlement ; il me reste à faire quelques observations spéciales, d'abord sur les ordonnances de non-lieu, et ensuite sur les ordonnances de mise en prévention et de transmission.

523. Rédaction des ordonnances de non-lieu. — Les ordonnances de non-lieu à poursuivre peuvent être ren-

[1] Circul. du ministre de la justice du 23 juillet 1856.

Je transcrirai *inf.*, nos 523, 524, deux circulaires de M. le procureur général près la Cour impériale de Paris, qui développent et complètent les explications ci-dessus.

En prescrivant qu'elle fût mise au pied du réquisitoire, la loi a indiqué que cette ordonnance serait brève ; elle a voulu aussi restreindre le nombre des pièces de la procédure. Mais il peut arriver souvent que la mesure prescrite doive être considérée comme purement démonstrative, et comme règle sujette à exception. Lorsqu'une affaire comprend un très-grand nombre de chefs de prévention, comme 50, — 100, — 200, et plus, ce qui se rencontre dans certaines affaires d'assises, par exemple, en cas de faux et d'usage de faux, de concussion, de détournements par des comptables..., l'ordonnance alors, aussi bien que le réquisitoire, forme un épais cahier,

dues en tout état de cause ; soit que l'auteur du délit ait été désigné ou découvert, soit qu'on n'ait pu parvenir à le connaître : elles indiquent le prévenu, s'il est connu ; autrement, elles font seulement mention de l'objet de la procédure.

On y doit consigner le motif du non-lieu, soit que l'action publique se trouve éteinte, soit qu'il existe des circonstances qui effacent le délit, aux termes de la loi, soit que le fait ne tombe pas sous l'application d'une loi pénale, soit enfin qu'il n'existe pas de charges suffisantes, ou que l'auteur du délit n'ait pu être découvert et signalé [1].

Dans ces deux derniers cas, le dispositif de l'ordonnance ne prononce le non-lieu que quant à présent, ou en l'état de la

et je ne vois pas d'inconvénient à faire deux pièces séparées, au lieu de relier les deux cahiers en un volume.

[1] Il ne suffit pas que l'ordonnance déclare que les faits imputés ne constituent ni crime ni délit; il est nécessaire qu'elle motive cette décision. CARNOT, *de l'Inst. crim.*, t. I, p. 504. — Argum. des arr. cass. 18 janvier, 17 juillet 1834 et 29 mars 1859, *Journ. du Droit crim.*, t. VI, p. 122, 319; t. XXXI, p. 251. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n° 1076. — HÉLIE, t. VI, p. 160.

L'art. 134 revisé du Code d'instruction criminelle exige formellement que les ordonnances de non-lieu soient motivées.

Il ne suffit pas que le magistrat instructeur formule son ordonnance de non-lieu en ces termes : *Attendu que de l'information ne résultent pas des charges suffisantes*; ou bien : *que la prévention n'est pas suffisamment établie*; ou bien : *n'est nullement justifiée*; il faut un exposé sommaire des faits, ainsi que le prescrit l'art. 134 du Code d'instruction criminelle, avec les motifs de cette décision, comme l'exige l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, dont l'observation est d'ordre public. Autrement, la déclaration de l'ordonnance n'est qu'une simple négation, ne laissant pas même apercevoir si le premier juge a trouvé insuffisantes les circonstances constitutives du délit, ou imparfaite la preuve de ces circonstances, et la Cour de cassation n'hésite pas à l'annuler. Le procureur impérial a également le devoir d'exposer le fait dans son réquisitoire définitif, et de motiver ses conclusions à fin de non-lieu. Circul. du procureur général de Paris du 7 juin 1859, ADDENET, *Codes annotés des circul.*, p. 83.

Aujourd'hui, l'ordonnance devant, en règle générale, être mise à la suite du réquisitoire, j'estime que si le réquisitoire exposait nettement le fait et motivait suffisamment les conclusions à fin de non-lieu, le juge d'instruction pourrait éviter de répéter l'exposé et les motifs déjà déduits, et s'y référer simplement en ces termes :

procédure, attendu que la survenance de nouvelles charges, ou la découverte de l'auteur du délit, ferait reprendre les poursuites [1]. Du reste, la réserve est de droit, quand même le non-lieu eût été prononcé purement et simplement [2].

Si l'ordonnance est rendue au profit d'un prévenu arrêté, le juge d'instruction ordonne qu'il soit mis en liberté, à moins qu'il ne doive être retenu pour autre cause ; et, dans le cas où le prévenu non arrêté serait sous le coup d'un mandat coercitif, le juge d'instruction annule ce mandat, pour qu'il n'en soit pas fait suite, ce qui est aussi de droit, comme conséquence nécessaire de l'ordonnance, quoiqu'elle ne s'en expliquât pas.

524. Rédaction des ordonnances de mise en prévention. — Les ordonnances de mise en prévention doivent nécessairement désigner les individus contre lesquels elles sont rendues ; car, s'il est possible et convenable d'entamer et de suivre une procédure contre l'auteur ou les auteurs inconnus d'une infraction, parce qu'on espère découvrir un jour les coupables, il n'est pas permis de mettre en prévention ni en

« Vu l'exposé de faits contenus dans le réquisitoire ci-dessus, et par les motifs énoncés dans les réquisitions de M. le procureur impérial :

« Attendu qu'il n'existe pas de charges suffisantes (ou aucunes charges) de culpabilité ;

« Déclarons qu'il n'y a lieu à suivre... »

Une ordonnance ainsi conçue ne pourrait pas être considérée comme manquant de motifs, puisqu'elle se fonderait sur les raisons mêmes des réquisitions avec lesquelles elle fait corps.

Je crois même qu'il en serait ainsi, quoique l'ordonnance fût entièrement séparée et fît une pièce à part. En effet, il arrive journellement que des arrêts, qui sont cependant considérés comme suffisamment motivés, ne le soient pas autrement qu'en ces termes : *Adoptant les motifs des premiers juges*. Et cette pratique est approuvée par la jurisprudence. — Arr. cass. 8 décembre 1856, B. n° 390.

[1] Toutes les fois que le juge d'instruction déclare le non-lieu en l'état, il doit ordonner le dépôt de la procédure au greffe. — LEGRAVEREND, *Lég. crim.*, t. I, p. 392. — MASSABIAU, *Man. du Proc. du roi*, t. II, p. 359.

En ce cas, le juge d'instruction doit aussi ordonner la restitution des pièces de conviction. *Sup.*, n° 151, t. I, p. 526, note 1.

[2] Arr. cass. 31 mai 1838 et 5 avril 1839, DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n^os^ 1078, 1079.

accusation un *quidam*, un être inconnu, même en ajoutant qu'il a pris un tel nom : le glaive de la justice ne peut frapper au hasard, et ses coups doivent s'appesantir sur une personne certaine, légalement jugée à la suite d'un débat auquel elle aura été appelée pour se défendre, si elle veut l'entreprendre [1]. Conséquemment, il ne peut intervenir à l'égard d'un inconnu ou d'un *quidam*, qu'une ordonnance de non-lieu à poursuivre, en l'état de la procédure, sauf à reprendre les poursuites, si l'auteur du crime ou du délit était découvert plus tard, et avant que la prescription lui fût acquise [2].

Il ne suffit pas même de nommer le prévenu, il faut le désigner d'une manière aussi claire, aussi précise que possible, afin d'éviter toute confusion de personnes.

Les conclusions du ministère public sont mentionnées ou visées, et même le plus souvent sont relatées en entier [3], parce qu'elles indiquent la nature, le caractère du délit imputé au prévenu ; et que, si elles ne lient pas le juge, dans ce sens qu'il n'est nullement astreint à y conformer sa décision, du moins elles l'obligent à statuer sur tous les chefs qu'elles relèvent [4].

[1] Arr. cass. 9 pluviôse an X, DALLOZ, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n^os^ 837, 1096. — 7 janvier et 10 décembre 1825, SIREY, 25-1-261 ; 26-1-320, — B. p. 4, 661. — *Journ. du Droit crim.*, t. V, p. 6. — MERLIN, *Rép.*, v° *Quidam*. — CARNOT, *de l'Inst. crim.*, t. I, p. 527 ; t. II, p. 252. — LEGRAVEREND, *l. c.* — *Encyclopédie du Droit*, v° *Accusé*.

[2] Remarquez cependant que cette théorie suppose un prévenu *absent* ou *en fuite*. Elle ne s'appliquerait point à un individu *arrêté*, inconnu, taisant ou dissimulant son nom, ou prenant un faux nom. En cas d'arrestation de l'auteur d'un crime ou d'un délit, le prévenu ne peut par son silence ou ses mensonges se soustraire au jugement, et l'on ne peut non plus le garder indéfiniment en état de détention préventive. Dans ce cas, la mise en prévention doit donc être ordonnée contre le détenu sous les noms qu'il se donne, c'est-à-dire contre un individu *se disant* N...., ou inconnu et taisant absolument son nom, en ajoutant le signalement...

[3] Ce qui arrive par la force des choses, lorsque l'ordonnance est inscrite à la suite du réquisitoire, conformément à l'art. 134 revisé du Code d'inst. crim. — V. *sup.* n° 522.

[4] Arr. cass. 2 août 1821, B. p. 345. — 6 janvier 1837, *Journ. gén. des Trib.* du 7 janvier 1837. — SCHENCK, *Traité du Min. pub.*, t. II, p. 313. —

Après, viennent les motifs de l'ordonnance et la qualification du fait.

Les motifs doivent être déduits avec précision.

Quelquefois, le rédacteur y analyse succinctement les charges qui ont déterminé la mise en prévention [1]. Plus ordinairement on se borne à déclarer qu'il résulte de la procédure une prévention suffisamment établie, ou des indices assez graves, ou des charges suffisantes pour faire présumer la culpabilité [2].

CARNOT, *de l'Inst. crim.*, t. II, p. 176. — BOURGUIGNON, *Jurisp. des Cod. crim.*, t. I, p. 484.

Si le juge d'instruction avait omis de statuer sur un chef de prévention, on ne serait pas fondé à prétendre qu'il l'a rejeté *formâ negandi*. Arr. cass. 4 juin 1830, *Journ. du Droit crim.*, t. II, p. 250. — Il faudrait revenir devant le juge d'instruction, pour qu'il épuisât sa juridiction et se dessaisît en rendant l'une des ordonnances indiquées aux articles 128 et suivants du Code d'instruction. Arr. de la ch. des app. de police correct. de Poitiers, du 18 juin 1836 (affaire Jonquois). — Au contraire, la Cour de cassation a décidé, le 6 janvier 1837 (DALLOZ, 37-1-237), que si la chambre du conseil a omis de statuer sur un chef de la plainte, le ministère public peut faire citer *de plano* pour ce chef, et, le 18 janvier 1839 (DALLOZ, 39-1-389), que la chambre du conseil a épuisé sa compétence et celle du juge d'instruction, bien que, dans son ordonnance de règlement, elle ait omis de statuer sur un ou plusieurs chefs de la plainte.

[1] Il serait à désirer que les chambres du conseil motivassent différemment leur avis que par ces mots : *attendu que la prévention est suffisamment établie* ou *n'est pas suffisamment établie*. Il faut dire d'une manière concise, mais exacte, en quoi cette prévention est établie ou ne l'est pas. Autrement on élude la loi générale qui a voulu que les avis des juges fussent toujours motivés. Circul. du procureur général de Poitiers du 4 mars 1830. *V.* la note suivante et *inf.* n^os^ 614, 615.

[2] Cela suffit d'après une circulaire du procureur général de Poitiers du 23 novembre 1821, qui doit être mise à l'écart.

Depuis la révision de l'art. 134 du Code d'instruction criminelle, il faut que l'ordonnance de mise en prévention pour délit ou pour crime, contienne un exposé sommaire du fait : j'ai rapporté *sup.*, n° 522, le texte de cet article et une circulaire de M. le garde des sceaux explicative de la loi ; voici maintenant les instructions données à ce sujet par M. le procureur général de la Cour impériale de Paris :

L'ordonnance ne doit raconter, ni les charges recueillies, ni les moyens de justification, ni les divers incidents de la procédure ; elle n'est pas un réquisitoire ou acte d'accusation ; elle déclare purement et simplement qu'il existe ou qu'il n'existe pas de charges contre tel prévenu d'avoir commis tels faits, qui constituent tel crime ou délit prévu par tel article de

Cette déclaration de l'existence de charges suffisantes est exigée rigoureusement, en quelques termes qu'elle soit exprimée : son absence emporterait nullité de l'ordonnance, alors

nos lois pénales. Ainsi rédigée, en effet, l'ordonnance présente l'exposé sommaire du fait incriminé dans tous ses éléments constitutifs ; elle y reconnaît l'acte principal et les circonstances aggravantes dont la loi se préoccupe dans la définition des crimes et délits ; elle atteint ainsi et parfaitement le but de la loi nouvelle.

En conséquence, dans toutes les ordonnances de mise en prévention, en *matière correctionnelle*, le juge d'instruction devra rédiger son ordonnance conformément aux indications suivantes :

« Nous....., juge d'instruction près le tribunal de première instance de.....

« Vu la procédure instruite par nous contre le nommé.....

« Vu le réquisitoire ci-dessus de M. le procureur impérial, après mûr examen,

« *En fait*, déclarons qu'il existe contre le nommé..... des charges suffisantes (v. g. s'il s'agit d'un vol), d'avoir soustrait frauduleusement, à....., le....., tels objets, au préjudice de.....

« *En droit*, disons que les faits ainsi exposés constituent le délit prévu et puni par les art. 379 et 401 du Code pénal, et renvoyons le prévenu devant le tribunal correctionnel, pour y être jugé conformément aux lois. »

Lorsqu'il s'agit d'ordonnances statuant sur la prévention de *crimes*, et devant être soumises à la chambre des mises en accusation, l'exposé sommaire du fait incriminé devra présenter des énonciations matérielles plus précises, parce qu'il importe de bien fixer le fait élémentaire et les circonstances aggravantes. Dans ce cas donc, l'ordonnance devra être rédigée dans le cadre suivant :

« Déclarons qu'il existe contre le nommé....., charges suffisantes d'avoir commis les faits suivants..... (Ici le juge rédacteur énoncera dans leur ordre successif tous les faits qui constituent la perpétration du crime aux yeux de la loi pénale, et sans lesquels ou le crime n'existerait pas ou les circonstances aggravantes viendraient à défaillir). — Mais rien de moins, rien de plus; puisque, encore une fois, il ne s'agit pas de raconter toutes les circonstances plus ou moins voisines du crime, ni d'indiquer les arguments de conviction. — Il s'agit uniquement d'exposer le plus rapidement possible *les faits constitutifs du crime, la matérialité du corps du délit et de son exécution ;* — Car on n'a pas besoin d'autre chose pour, appliquant la loi aux faits ainsi exposés, conclure à l'existence du crime caractérisé et puni par la loi. — Cette règle sera bien comprise et aura été bien appliquée, toutes les fois qu'à la suite de l'exposé du fait, le magistrat pourra légalement tirer la conclusion suivante : « Ce fait renferme bien tous les éléments requis par le Code pénal pour constituer tel ou tel

même que le dispositif manifestât clairement l'intention du magistrat qui l'a rendue [1].

La qualification du fait consiste dans l'indication de la na-

crime qu'il a défini. » — La mesure de l'exposé des faits se trouve donc tout naturellement dans les exigences de la définition doctrinale du crime ; aller au delà serait un luxe inutile que la loi nouvelle a sagement proscrit.

Le fait ainsi exposé, le juge rédacteur ajoutera : « En conséquence de ces faits, disons que le nommé... est suffisamment prévenu d'avoir... ce qui constitue le crime prévu par.., et puni de peines afflictives et infamantes. »

En d'autres termes, il comprendra dans ce second paragraphe de l'ordonnance ce que nous appelons aujourd'hui la prévention ou la qualification légale destinée à servir de base aux questions à poser au jury ; et il terminera ainsi son ordonnance :

« Et ordonnons, conformément aux art. 133 et 134 du Code d'instruction criminelle, que les pièces d'instruction, le procès-verbal constatant le corps du délit, et un état des pièces servant à conviction, soient transmis, sans délai, par le procureur impérial au procureur général près la Cour impériale, pour être procédé ainsi qu'il est dit au chapitre des mises en accusation, contre le prévenu susdésigné, le mandat de dépôt (ou d'arrêt) tenant état. » — Circul. du proc. gén. de Paris du 8 août 1856, ADDENET, *Codes ann. des Circul.*, p. 82. — J'ai transcrit cette circulaire *in extenso*, comme interprétation raisonnée de la loi du 17 juillet 1856, de la part d'une autorité imposante ; mais je ne donne point ses formules comme modèles à suivre servilement. Dans le ressort même de Paris, on ne se croit point tenu d'exécuter cette circulaire *à la lettre*, sous ce rapport, et les ordonnances ne sont point formulées absolument suivant les indications qu'elle fournit.

— Quoique les juges d'instruction n'aient plus à rendre d'ordonnance de prise de corps, il importe toutefois que le signalement des prévenus soit joint aux pièces, comme par le passé. Il doit être inscrit soit au bas, soit en marge de l'ordonnance de mise en prévention. Circul. du proc. gén. de Paris du 13 août 1856, ADDENET, *l. c.*, p. 83.

Ce signalement se trouve ordinairement à la suite des procès-verbaux d'arrestation dressés par la gendarmerie. — On le trouverait encore sur le registre d'écrou, dont on pourrait, au besoin, se faire délivrer, par le gardien de la prison, un extrait contenant la partie signalétique de l'écrou.

[1] Arr. cass. 10 mai 1822 et 30 avril 1823, DALLOZ, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n^os^ 819, 1114. — BOURGUIGNON, *Jurisp. des Cod. crim.*, t. I, p. 285, 489. — 11 juillet 1836, *Journ. du Droit crim.*, t. VI, p. 275. — CARNOT, *de l'Inst. crim.*, t. I, p. 504 ; t. II, p. 186.

L'arrêt qui prononce une mise en accusation doit, à peine de nullité, indiquer dans ses motifs ou dans son dispositif les circonstances élémentaires du crime imputé (c'est-à-dire l'exposé sommaire et la qualification légale du fait, art. 232 revisé du Code d'instr. criminelle) : — Il ne suffit pas de dire, attendu qu'il résulte de l'information des indices assez graves

ture de l'infraction, et dans la citation des textes qui l'ont prévue et qui édictent les peines applicables [1].

C'est cette qualification du fait qui est, en matière de crimes, la partie la plus difficile de la rédaction d'une ordonnance de prévention.

Il ne s'agit point ici de raconter les faits du procès, mais d'exprimer avec concision les faits principaux et les circonstances accessoires que la loi prend en considération pour l'application de la peine [2].

La détermination du fait doit être telle, qu'elle puisse être reproduite dans les questions qui seront soumises aux jurés.

Il faut beaucoup d'expérience pour arriver à donner aux crimes divers des qualifications parfaitement exactes [3].

pour motiver la mise en accusation. Arr. cass. 8 janvier 1859, *Journ. du Droit crim.*, t. XXXI, p. 138, DALLOZ, 59-1-48. — 1er décembre 1859, *Journ. du Droit crim.*, t. XXXII, p. 113. — *Conf.* Arr. Besançon, 7 nov. 1854, *Journ. du Droit crim.*, t. XXV, p. 63. — Arr. cass. 23 février et 5 juillet 1860, DALLOZ, 61-1-89 — 2 mai 1861.

Une ordonnance de renvoi doit être motivée et contenir un dispositif qui statue formellement sur la compétence : — Ainsi ces mots : *soit fait ainsi qu'il est requis*, écrits et signés par le juge au bas d'un réquisitoire du parquet, ne peuvent constituer une ordonnance de cette nature. Arr. cass. 30 mai 1828, B. p. 410. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n° 834.

[1] En matière de délits de presse, il y aurait lieu à annulation de l'ordonnance, si les faits n'y étaient articulés et qualifiés ; mais l'indication des passages par premiers et derniers mots, et l'indication des articles de la loi, suffisent pour la validité de l'énonciation et de la qualification exigées par les articles 6 et 15 de la loi du 26 mai 1819. Arr. cass. 8 septembre 1824, SIREY, 25-1-68. — 27 mars 1830, SIREY, 30-1-221, — *Journ. du Droit crim.*, t. II, p. 102. — 13 juillet 1832, SIREY, 33-1-805. — 15 février 1850, DALLOZ, 50-1-94. — CHASSAN, *des Délits de la Parole, de l'Écriture et de la Presse*, t. II, p. 293. — DE GRATTIER, *Comm. sur les Lois de la Presse*, t. I, p. 351, 430.

L'art. 6 de la loi du 26 mai 1819, abrogé par la loi du 17 février 1852, n'existe plus que comme être de raison. HÉLIE, t. VII, p. 627. — C'est toujours une indication utile.

[2] La qualification de la criminalité ne pouvant être appréciée que par son rapprochement du fait matériel, l'arrêt de mise en accusation doit, à peine de nullité, énoncer les faits matériels auxquels il donne la qualification de crime. Arr. cass. 9 septembre 1819, B. p. 306. — 28 décembre 1854, DALLOZ, 55-1-183.

[3] Dans le but de qualifications plus exactes et plus uniformes, M. le

A cet égard, le seul précepte que l'on puisse émettre, c'est qu'il faut s'attacher scrupuleusement au texte même de la loi pénale applicable, et se servir, le plus possible, des propres expressions de la loi, pour définir le crime et les circonstances qui le modifient.

Le fait principal doit être établi d'abord, puis successivement chacune de ses circonstances aggravantes.

Ces prémisses bien posées justifient la citation des articles de loi qui suit comme leur conséquence [1].

A cet égard, le juge d'instruction n'est nullement engagé par les conclusions du ministère public. Il doit régulariser et compléter la qualification des faits, s'il trouve les réquisitions du ministère public inexactes ou insuffisantes, sans exiger un nouveau réquisitoire [2].

La rédaction du dispositif offre moins de difficulté. La formule en est presque constamment la même : quant aux *contraventions* et aux *délits*, le juge ordonne le renvoi devant le tribunal de simple police compétent, ou devant le tribunal cor-

procureur général de Poitiers, par des circulaires des 30 juin 1820 et 23 novembre 1821, a recommandé aux procureurs du roi de son ressort de communiquer aux juges d'instruction tous les arrêts de mise en accusation qui auraient infirmé des ordonnances de la chambre du conseil. — Cette recommandation devrait encore être suivie à l'égard des ordonnances du juge d'instruction dont la rédaction aurait été rectifiée par la cour.

[1] *Sup.* n° 68.

[2] Arr. cass. 7 février 1835, *Journ. du Droit crim.*, t. VII, p. 181. — 21 mai 1835, B. p. 244.

Généralement, les juges d'instruction reproduisent littéralement dans leurs ordonnances les qualifications du réquisitoire définitif. C'est un tort, lorsque les qualifications sont défectueuses. Les juges d'instruction sont tenus sans doute de statuer sur tous les chefs des réquisitoires, mais avec une entière indépendance, qui n'a rien de contraire à la bonne harmonie nécessaire entre eux et le parquet ; ils doivent, au fond et dans la forme, conserver leur liberté absolue d'appréciation, et rectifier, dans la rédaction des ordonnances, tout ce qu'un examen attentif des réquisitions du ministère public leur aurait fait reconnaître erroné ou irrégulier. — Au surplus on peut éviter toute divergence dans le libellé des qualifications, par une entente préalable, si le ministère public prend la précaution de se concerter avec le juge d'instruction avant de rédiger son réquisitoire.

rectionnel de l'arrondissement [1], pour y subir jugement; quant aux *crimes*, il ordonne qu'à la diligence du procureur impérial, les pièces seront adressées sans délai au procureur général [2] pour être soumises à la chambre d'accusation de la Cour impériale du ressort [3].

Au reste, ce dispositif n'est pas moins de rigueur que les motifs : il ne suffit pas que le juge d'instruction fasse connaître son opinion et ses intentions dans des *considérants* ou des *attendus;* il faut, de plus, qu'il prononce formellement le renvoi que comporte la procédure [4].

525. Renvoi. — Les explications succinctes que j'ai exposées dans le numéro précédent quant à la *qualification* des faits constitutifs de crimes, me paraissant insuffisantes, j'ai cru devoir, dans cette nouvelle édition, donner des développements très-étendus à cette matière importante et scabreuse. Mais comme mon travail complémentaire, qui, méthodiquement, ne pouvait être scindé, se serait mal encadré dans ce chapitre, j'en ai formé un appendice auquel je renvoie [5].

526. Enregistrement des ordonnances au greffe.— Aussitôt que les ordonnances de règlement sont rédigées et signées, le juge d'instruction veille à ce que le greffier en in-

[1] Il y a nécessité de désigner le tribunal. Arr. cass. 10 avril 1823, SIREY, 23-1-359. — ROGRON, *sur les art.* 130, 220 *du Code d'Inst. crim.*

[2] Le juge d'instruction ne peut renvoyer directement devant la Cour d'assises; il doit se borner à ordonner l'envoi des pièces au parquet. Arr. cass. 9 janvier 1835, B. n° 12.

[3] Le juge d'instruction ne pourrait, sans excès de pouvoir, renvoyer directement une affaire devant la chambre d'accusation de la Cour impériale d'un autre ressort. Arr. cass. 7 fév. 1833, B. n° 41.

V. *sup.* Circul. du procureur général de Paris, et *inf.* n^os^ 614, 615, Formules d'ordonnance de prévention.

[4] Arr. cass. 10 mai 1822, 10 avril 1823 et 7 juillet 1827, DALLOZ, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n^os^ 819, 1114. — BOURGUIGNON, *Jurisp. des Codes crim.*, t. I, p. 285. — CARNOT, *de l'Inst. crim.*, t. I, p. 495 — MANGIN, *de l'Inst. écrite*, t. II, p. 36.

[5] V. *inf.* n^os^ 630-700.

scrive la notice sur un registre tenu au greffe [1], et dont le relevé est envoyé au procureur général, aux époques qu'il a déterminées, signé et certifié par le juge d'instruction, et apostillé par le procureur impérial, pour constater quelles affaires soumises à l'instruction ont été réglées, et quels ont été les termes de ce règlement [2].

Il est essentiel aussi que toutes les ordonnances du juge d'instruction, immédiatement après la signature, soient, par les soins du greffier, communiquées au procureur impérial, pour qu'il puisse user en temps utile du droit d'opposition qui lui est conféré par l'art. 135 du Code d'instruction criminelle.

527. Dépôt ou envoi des ordonnances et procédures. — État de frais. — Inventaire. — Les ordonnances de non-lieu, avec les procédures auxquelles elles se rattachent, restent ensuite déposées au greffe, à moins qu'ayant été attaquées par opposition, il ne faille les faire parvenir au greffe de la chambre d'accusation qui doit statuer [3].

Quant aux ordonnances de renvoi devant le tribunal correctionnel, elles sont remises, avec le dossier, au procureur impérial, pour en faire suite.

Les ordonnances de renvoi en simple police, de renvoi devant un autre tribunal ou devant la chambre d'accusation, sont, ainsi que les pièces cotées et paraphées par le procureur impérial [4], remises au parquet par le greffier, qui y joint un inventaire [5], un état des pièces de conviction, s'il en existe,

[1] Ou seulement il en inscrit lui-même le dispositif sur son registre d'ordre, ce qui rend inutile la tenue d'un registre au greffe pour cet objet, les éléments de l'état dû au procureur général étant recueillis et préparés aussi efficacement dans les deux hypothèses. V. *Inf.* n° 616.

[2] Une circulaire du procureur général de Poitiers du 11 mai 1821 exigeait l'envoi de ces notices par quinzaine ; une circulaire du 19 novembre 1841, § 4, ne l'exige plus qu'à la fin de chaque mois : dans d'autres ressorts le délai peut être différent. C'est là une règle de service qui dépend de la volonté de chaque procureur général.

[3] *Code d'Inst. crim.*, art. 132, 135.

[4] *Code d'Inst. crim.*, art. 132.

[5] L'inventaire ne doit comprendre que les pièces de forme et les pièces

et enfin un état ou mémoire de frais [1], pour que le tout soit adressé à qui de droit par le ministère public [2].

d'instruction, c'est-à-dire les pièces de procédure et celles qui servent à constater officiellement le fait incriminé et sa moralité, la culpabilité du prévenu et ses moyens de justification ou d'excuse. On ne doit pas y insérer les pièces *confidentielles* ou *de renseignement*, qui ne sont pas communicables à la défense, tant qu'il n'en est pas fait usage à l'audience, *et dont l'existence même doit demeurer ignorée*; ces écrits confidentiels ou renseignements intimes doivent former un dossier séparé, avec un *inventaire spécial*, qui y est attaché.

Il importe, pour la régularité de l'acte et pour la facilité des recherches, que l'inventaire, qui tout à la fois constate l'existence des pièces et sert de table au dossier, soit disposé de manière à donner pour chaque pièce inventoriée :

1° Son numéro d'ordre;

2° Sa date;

3° Sa nature ou sa désignation spéciale;

4° Si c'est un procès-verbal, son objet et l'indication du rédacteur;

5° Si c'est un interrogatoire et qu'il y ait plusieurs inculpés, le nom de la personne interrogée, avec le *prénom*, s'il y a des inculpés homonymes;

6° Si c'est une confrontation, le nom des personnes confrontées;

7° Si c'est une information, les *nom* et *prénoms* du témoin qui a déposé.

Souvent les parquets des Cours impériales, les chambres d'accusation, les présidents et le ministère public des Cours d'assises, ont à regretter et se plaignent de ne pas trouver dans les inventaires toutes les indications que je viens de signaler et qui sont nécessaires surtout pour les recherches à faire dans les dossiers volumineux : indications qu'il serait facile aux greffiers d'établir sur les inventaires, si on le leur recommandait, comme n'y manquent point les juges d'instruction et les procureurs impériaux soigneux et désireux de n'envoyer que des dossiers parfaitement en ordre.

V. en ce sens, Circul. du proc. gén. de Paris des 17 mai 1853 et 13 août 1856, ADDENET, *Cod. annot. des Circul.*, p. 81.

[1] *Sup.* n° 154.

[2] Le procureur impérial doit donner connaissance aux prévenus et des ordonnances qui les renvoient devant la chambre d'accusation et de l'envoi des pièces, pour les mettre à même de fournir un mémoire à la Cour. *Code d'Inst. crim.*, art. 217. — LEGRAVEREND, *Lég. crim.*, t. I, p. 396, 402. — MASSABIAU, *Man. du Procureur du roi*, t. II, p. 366. — Circul. du procureur général de Poitiers du 19 novembre 1841.

Mais les prévenus n'ont pas le droit d'exiger communication des pièces de la procédure. Arr. Cour de Poitiers, 30 janvier 1832, DALLOZ, 32-2-68. — *Sup.* n° 137.

CHAPITRE XIX.

DES CHARGES NOUVELLES.

528. Effets des ordonnances de règlement. — Les ordonnances de non-lieu à défaut de charges sont essentiellement provisoires. —Le juge d'instruction, en réglant une procédure, a prononcé un déclinatoire, ou statué au fond : ce règlement sera-t-il toujours définitif relativement au prévenu? Aura-t-il toujours épuisé la juridiction du juge d'instruction ?

Pour résoudre ces questions, il faut distinguer.

Le juge d'instruction statuant sur une procédure en état de recevoir règlement, rend, suivant les circonstances, des ordonnances diverses, qui sont toutes susceptibles d'opposition, de recours à la chambre des mises en accusation de la Cour impériale, soit de la part du ministère public seul, soit de la part du ministère public et de la partie civile concurremment [1].

Or, voici quelles sont, en général, ces ordonnances et leurs effets par rapport à nos questions :

1° Le juge d'instruction considère qu'il a été saisi incompétemment ; dès lors, il déclare purement et simplement son incompétence : une telle ordonnance épuise la juridiction du

[1] *Code d'Inst. crim.*, art. 135. — Carnot, *de l'Inst. crim.*, t. II, p. 284, 289. — Mangin, *Traité de l'Action pub.*, t. II, p. 310.

juge d'instruction, soit que le ministère public renonce à sa poursuite absolument ou en adressant les pièces à qui de droit pour la reprendre, soit qu'il en appelle à la chambre d'accusation, et quelque décision qu'il intervienne [1].

Dans l'une et l'autre hypothèse, l'ordonnance laisse indécis le sort du prévenu.

2° Le résultat est le même lorsque, sur la demande du ministère public, le juge d'instruction renvoie la procédure devant une autre juridiction déjà saisie de l'affaire par prévention [2] : si le magistrat auquel est fait le renvoi l'accepte, c'est lui qui réglera la procédure ; s'il le refuse, en déclarant que ce n'est pas à lui de connaître de l'affaire, il s'élève un conflit négatif qui nécessite un règlement de juges [3].

Provisoirement, l'ordonnance de renvoi a épuisé les pouvoirs du juge d'instruction qui l'a rendue.

3° Le ministère public est déclaré non recevable dans ses poursuites, parce qu'il a agi sans la plainte de la partie lésée, ou sans l'autorisation du Sénat, du Corps législatif, du conseil d'État, etc., là où elles étaient requises [4] : l'ordonnance, non attaquée ou confirmée, n'est que provisoire ; le ministère public pourra ressaisir le juge d'instruction, après s'être mis en mesure de recommencer régulièrement la poursuite, en temps utile, c'est-à-dire avant que l'action publique soit éteinte [5].

4° L'ordonnance qui renvoie un prévenu en police correctionnelle épuise complétement la juridiction du juge d'instruction, soit que cette ordonnance ait été exécutée, soit qu'elle ait été attaquée par opposition et confirmée ou infirmée [6], soit

[1] *Code d'Inst. crim.*, art. 217, 228-239.
[2] *Sup.* nos 105, 106, 107.
[3] *Sup.* no 108.
[4] *Sup.* nos 52, 54, 91, 92, 97.
[5] *Sup.* nos 57 et suiv.
[6] Argum. des art. 217, 228–239 du Code d'instruction criminelle.

L'art. 231 revisé du Code d'instruction criminelle a établi une dérogation au principe général qu'une ordonnance de non-lieu non frappée d'opposition devient définitive : désormais, l'ordonnance qui relaxe un prévenu sur quelques chefs et le renvoie pour d'autres griefs devant la chambre d'accusation, ne fait pas obstacle à ce que la Cour statue sur toute la prévention, *même sur les chefs écartés par le juge d'instruction*, à cause de

que le tribunal de police correctionnelle retienne le procès, soit qu'il décline sa compétence, ce qui donnerait lieu à un appel, et suivant les circonstances à un règlement de juges [1].

5° Même résultat, si le juge d'instruction a mis en prévention pour crime, et a renvoyé devant la chambre d'accusation [2].

6° Est-il intervenu une ordonnance de non-lieu à poursuivre ? Ici encore il faut distinguer.

L'ordonnance est motivée en droit ou en fait.

Elle peut être basée, en droit, sur ce que l'action du prévenu ne constituerait ni crime, ni délit, ni contravention [3] ; ou sur l'existence de l'une des excuses légales péremptoires, qui effacent toute culpabilité [4] ; ou sur l'autorité de la chose jugée, sur la péremption, la prescription, l'amnistie, qui éteignent l'action publique [5].

A défaut d'opposition par le procureur impérial, dans les vingt-quatre heures, ou par le procureur général, dans les dix jours [6], ou en cas de confirmation par la Cour, une telle ordonnance produit l'effet d'un acquittement irrévocable, d'une absolution définitive, en un mot, elle obtient l'autorité de la chose jugée, et éteint absolument l'action publique [7].

C'est là un principe général, qui ne peut souffrir d'exception

l'indivisibilité de la procédure concernant les individus envoyés devant elle, et sans qu'il soit besoin pour cela qu'une opposition ait été formée à l'ordonnance de règlement, considérée de plein droit comme simplement provisoire, puisqu'elle ne prononce pas un non-lieu absolu. — Mais, quoi qu'il arrive, la juridiction du juge d'instruction est épuisée.

1 *Sup.* n° 109.

2 *Code d'Inst. crim.*, art. 217–239.

3 *Code d'Inst. crim.*, art. 128, 229.

4 *Sup.* n^os^ 30, 523.

5 *Sup.* n^os^ 59 et suiv., 512, 523.

6 *Code d'Inst. crim.*, art. 135 revisé. — Carnot, *de l'Inst. crim.*, t. II, p. 288.

7 *Code d'Inst. crim.*, art. 246, 360. — Arr. cass. 27 février, 19 mars, 9 mai et 27 août 1812, Dalloz, *Rép.*, v° *Chose jugée*, n^os^ 413 et suiv., 425, 433. — 18 février 1836, *Journ. du Droit crim.*, t. VIII p. 239.— Bourguignon, *Jurisp. des Cod. crim.*, t. I, p. 520. — Carnot, *l. c.*, t. I, p. 498; t. II, p. 282, 288, 290, 294. — Mangin, *Traité de l'Action pub.*, t. II, p. 311, 319.— Hélie, t. III, p. 619 et suiv. — Morin, *Rép.*,

que par rapport à la prescription, et dans le cas seulement que je signalerai bientôt [1].

Mais, si l'ordonnance de non-lieu à poursuivre est fondée, en fait, sur ce qu'en l'état de la procédure il n'existe pas de charges suffisantes contre le prévenu, elle est essentiellement provisoire, et ne profite au prévenu que conditionnellement : elle ne met point obstacle à ce que le juge d'instruction, tant que la prescription ou une autre cause n'a pas éteint l'action publique, ressaisisse sa juridiction, dans les cas prévus et définis par la loi, soit que cette ordonnance n'ait pas été attaquée par opposition, soit qu'elle ait été confirmée [2].

La position du prévenu est identique, lorsque c'est de la chambre d'accusation qu'émane la déclaration de non-lieu à poursuivre à défaut de charges suffisantes [3].

Ces dernières déductions relatives aux ordonnances de non-lieu, rendues à défaut de charges suffisantes, s'infèrent des dispositions de l'article 246 du Code d'instruction criminelle, dont les dispositions, bien que placées sous la rubrique *des mises en accusation*, ne s'appliquent pas moins aux mises en prévention, et sont, à raison de l'identité des motifs, communes aux juges d'instruction et aux chambres d'accusation : car toutes les dispositions du Code concourant à l'établissement d'un système général, la place qu'elles occupent n'est pas toujours déterminante, et souvent il y a lieu à des transpositions sans lesquelles on croirait trouver dans la loi des lacunes que le législateur n'a pas voulu y laisser [4].

Or, l'article 246 du Code d'instruction criminelle est ainsi conçu : « Le prévenu à l'égard duquel la Cour impériale aura

v° *Chambre du Conseil*, n° 13. — *Secùs*, BOITARD, *Leçons sur le Code d'inst. crim.*, n° 145.

[1] *Inf.* n° 530.

[2] *Code d'Inst. crim.*, art. 246. — Arr. cass. 15 juin, 27 juillet 1820, B. p. 261, 303. — 10 avril 1823, SIREY, 23-1-352. — CARNOT, *de l'Inst. crim.*, t. II, p. 282, 284. — LEGRAVEREND, *Lég. crim.*, t. I, p. 445, 475. — BOURGUIGNON, *Jurisp. des Codes crim.*, t. I, p. 299, 526. — MERLIN, *Rép.*, v° *Opposition à une ordonnance*, t. XI, p. 793. — MANGIN, *Traité de l'Action pub.*, t. II, p. 312, 449.

[3] *Code d'Inst. crim.*, art. 246.

[4] CARNOT, *de l'Inst. crim.*, t. II, p. 294. — MANGIN, *Traité de l'Action*

décidé qu'il n'y a pas lieu au renvoi à la Cour d'assises, ne pourra plus y être traduit à raison du même fait, *à moins qu'il ne survienne de nouvelles charges* [1]. »

529. Des charges nouvelles. — Définitions. — Dans notre ancien droit, on appelait *charges*, des indices, des présomptions, des preuves plus ou moins complètes de culpabilité ; et *charges nouvelles*, des indices additionnels, des présomptions ou preuves survenues pour corroborer celles qui existaient déjà, ou remplir des lacunes, et qui rendaient la culpabilité plus vraisemblable, plus certaine ; qui révélaient des circonstances ignorées, de nature à aggraver le délit ou à en changer le caractère [2].

D'autres fois, ces mots *charges nouvelles* signifiaient les nouveaux délits qui se trouvaient à la charge des accusés [3].

C'est dans le sens de la première définition que le Code d'instruction criminelle a déclaré que l'ordonnance ou l'arrêt de non-lieu ne clôt la poursuite qu'autant qu'il ne surviendrait pas de nouvelles charges ; aussi l'article 247 exprime-t-il : « Sont considérés comme charges nouvelles, les déclarations des témoins, pièces et procès-verbaux qui, n'ayant pu être soumis à l'examen de la Cour impériale, sont cependant de nature soit à fortifier les preuves que la Cour aurait trouvées trop faibles, soit à donner aux faits de nouveaux développements utiles à la manifestation de la vérité [4]. »

530. Conséquences des charges nouvelles. — On voit, par ces définitions, que les charges nouvelles ont une double

pub., t. II, p. 311, et *de l'Inst. écrite*, t. II, p. 19. — *Journ. du Droit crim.*, t. XIII, p. 132. — Morin, *Rép.*, v° *Chose jugée*, n° 10. — Dalloz, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n° 1171.

[1] *Code pén.* de 1791, art. 28. — Code du 3 brum. an IV, art. 426.

[2] Serpillon, *Code crim.*, t. II, p. 466, 646. — Merlin, *Rép.*, v° *Charges*, t. II, p. 202.

[3] Prost de Royer, *Dict. des Arrêts*, p. 287. — Schenck, *Traité du Min. pub.*, t. II, p. 315.

[4] Conf. Loi du 16 septembre 1791, tit. I, art. 28. — Code du 3 brumaire an IV, art. 255. — Loi du 6 ventôse an II. — Bourguignon, *Man. d'Inst. crim.*, t. I, p. 345. — Carnot, *de l'Inst. crim.*, t. II, p. 290,

portée : elles peuvent influer sur l'appréciation du fait, en déterminer une qualification différente, de même qu'elles influent sur la condition du prévenu, dont elles servent à établir la culpabilité d'abord incertaine.

Sous ce dernier rapport, il n'y a nulle difficulté ; sous le premier, il est bon de poser un exemple qui expliquera les réserves que j'ai faites plus haut, relativement à la prescription[1].

Que devrait-on décider, dit M. Mangin, s'il survenait des charges nouvelles qui changeassent la nature des faits sur lesquels est fondée, *en droit*, la décision de la chambre du conseil [2] ou de la chambre d'accusation qui a prononcé le non-lieu ? Je suppose que cette décision porte que le fait incriminé n'est pas puni par la loi, parce qu'il manque d'un des éléments dont le concours est nécessaire pour constituer un délit, ou que l'action publique est éteinte par la prescription de trois ans, parce que le fait, tel qu'il résulte de l'instruction, ne constitue qu'un délit, etc. ; et qu'il survienne ensuite des charges nouvelles qui fournissent la preuve que l'élément qui paraissait manquer au fait existe réellement ; que le fait qu'on croyait un simple délit a été commis avec des circonstances qui l'érigent en crime : les juges auront-ils alors le droit d'apprécier ces charges nouvelles, et, s'ils les trouvent suffisantes, de renvoyer le prévenu devant les tribunaux ? Je crois qu'ils le pourront, parce que cette première décision ne doit son existence qu'à l'insuffisance des charges existantes quand elle a été rendue ; qu'elle n'est point indépendante des charges produites alors et de celles qui pourraient l'être postérieurement ; qu'elle n'a au contraire anéanti tout droit de poursuite contre

291. — Mangin, *Traité de l'Action pub.*, t. II, p. 314. — Dalloz, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n°s 465 et suiv., 1166. — Circul. du ministre de la justice du 12 juillet 1813.

Les dispositions de l'article 247 du Code d'instruction criminelle, sur ce que l'on doit considérer comme nouvelles charges, sont simplement démonstratives, et l'expression charges nouvelles embrasse, dans sa généralité, toutes les preuves servant à établir la culpabilité du prévenu. Arr. cass. du 21 décembre 1820.

[1] *Sup.* n° 538.

[2] Aujourd'hui remplacée par le juge d'instruction.

le fait de la plainte, et ne lui a ôté tout caractère pénal, qu'eu égard à l'état des charges, telles que l'instruction les présentait.

Mais, ajoute l'auteur, si cette décision avait déclaré l'action publique prescrite, et que l'on eût découvert postérieurement des actes qui, sans rien changer à la nature du fait, prouveraient que la prescription a été interrompue par des poursuites faites avant son accomplissement, cette découverte n'autoriserait point la reprise et la continuation des poursuites. Ces actes prouveraient seulement que la décision repose sur une erreur de fait, mais erreur indépendante de ce que les charges pouvaient présenter d'incomplet au moment où elle a été commise, et conséquemment irréparable. D'ailleurs ces actes ne constituent point de *charges nouvelles*, puisqu'on ne peut appeler ainsi que les preuves ou les indices qui tendent à établir l'existence du fait et de ses circonstances, ou de la culpabilité du prévenu [1].

531. De l'appréciation des charges nouvelles. — La loi confie à la sagesse des magistrats l'appréciation de tout ce qui peut constituer une charge nouvelle, et dans cette appréciation ils ne relèvent que de leur conscience [2].

En se pénétrant de l'esprit de la loi, et en pesant ses termes, on voit qu'il faut, pour qu'il y ait charges nouvelles, que non-seulement les déclarations des témoins, les pièces et procès-verbaux d'où résulteraient les charges nouvelles, n'aient pas été soumis à l'appréciation du juge d'instruction ou de la chambre d'accusation, mais que ces déclarations, pièces ou procès-verbaux soient de nature à fortifier les preuves regardées comme insuffisantes lors du premier examen [3], ou à sup-

[1] Mangin, *Traité de l'Action pub.*, t. II, p. 319. — Morin, *Rép.*, v° *Chose jugée*, n° 13. — Dalloz, *Rép.*, v° *Chose jugée*, n° 431, v° *Inst. crim.*, n° 1170. — *Secùs*, Carnot, *de l'Inst. crim.*, t. II, p. 290, 294.

[2] Mangin, *l. c.*, t. II, p. 315.

[3] Schenck, *Traité du Min. pub.*, t. II, p. 316.

pléer les indices qui manquaient [1] : il faut qu'elles soient de nature à faire changer d'opinion [2].

Si donc ces éléments de conviction avaient été soumis au juge d'instruction ou à la chambre d'accusation, l'on ne pourrait pas prétexter qu'ils n'ont pas été examinés, ou qu'ils ont été mal saisis, pour les employer une seconde fois.

De même, on ne pourrait plus recommencer l'instruction pour cause de survenance de pièces nouvelles, si ces pièces n'apprenaient rien de plus que les premières ; si elles ne mettaient pas les charges dans un jour plus clair ; si elles ne fortifiaient pas les anciennes préventions ; si, en l'absence d'autres documents, elles n'étaient pas par elles-mêmes susceptibles de faire présumer la culpabilité [3].

532. D'où peuvent résulter des charges nouvelles. — Les nouvelles charges peuvent résulter de procès-verbaux ou d'autres pièces inconnues lors des premières poursuites ; elles peuvent résulter de déclarations de témoins entendus dans d'autres affaires, d'informations faites par un officier de police judiciaire dans un autre arrondissement, de recherches ou de poursuites dirigées contre les complices du prévenu mis en liberté, de la découverte de nouveaux témoins, de révélations parvenues aux magistrats, il n'importe de quelle manière, etc.

On pourrait regarder comme charges nouvelles des propos

[1] Une charge est nouvelle toutes les fois qu'il n'en a pas été spécialement parlé dans l'instruction précédente ; il n'importe pas que l'ordonnance intervenue ait déclaré qu'*aucune charge* n'existait contre le prévenu. Arr. cass. 31 août 1821, B. p. 393. — 10 avril 1823, DALLOZ, 23-1-312 ; *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n^os^ 1167, 1174.

[2] CARNOT, *de l'Inst. crim.*, t. II, p. 292. — MANGIN, *l. c.*, t. II, p. 314. — LESEYLLIER, *de l'Act. pub.*, t. VI, n^os^ 2472, 2473. — MORIN, *Rép.*, v° *Chose jugée*, n° 12. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n^os^ 1167, 1168.

[3] CARNOT, *de l'Inst. crim.*, t. II, p. 291, 296. — SCHENCK, *Traité du Min. pub.*, t. II, p. 316.

Il ne suffirait pas que les nouvelles charges présentassent l'affaire sous un nouveau point de vue. Arr. cass. 19 mars 1813, SIREY, 13-1-454. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n° 1168. — CARNOT, *l. c.*, t. II, p. 292.

échappés au prévenu, depuis son élargissement, si ces propos, prouvés par témoins, renfermaient un aveu [1].

533. Une nouvelle plainte dénonçant des faits graves et ignorés constitue-t-elle des charges nouvelles ?

—Une nouvelle plainte, dans laquelle se trouveraient indiquées des circonstances graves, ignorées dans la première instruction, suffirait-elle pour constituer de nouvelles charges, dans le sens du Code d'instruction criminelle ?

Si ces circonstances n'étaient que de simples allégations, qui ne fussent point accompagnées de pièces justificatives, lors même que la preuve en serait offerte avec indication de témoins nous ne serions pas d'avis, dit M. Carnot, qu'elles pussent autoriser de nouvelles poursuites ; car, si une nouvelle plainte pouvait produire cet effet, ce serait donner à une simple plainte de la partie intéressée une autorité destructive des arrêts de la chambre d'accusation, et il n'a certainement pas été dans l'intention du législateur de la lui accorder. Ce ne sont pas de simples allégations, quelque graves qu'elles puissent être, qu'exige l'article 247, mais de véritables charges, résultant soit de déclarations de témoins, soit de procès-verbaux ou de pièces ; et une plainte, une dénonciation ne prouvent rien par elles-mêmes ; elles ne peuvent donc constituer de nouvelles charges. Le ministère public doit sans doute être sévère envers les coupables, mais il n'est pas leur juge ; et lorsque l'autorité compétente les a déclarés innocents, il doit respecter sa décision, tant que les choses restent entières : et la loi les réputе innocents jusqu'à la survenance de nouvelles charges [2].

Je reconnais, avec M. Carnot, qu'il serait contraire à l'esprit de la loi de faire arrêter, sur une simple plainte ou sur une simple dénonciation non vérifiée, un prévenu relaxé par une ordonnance ou par un arrêt de non-lieu : l'article 40 du Code d'instruction criminelle s'explique clairement à cet égard. Une plainte ou une dénonciation ne constitueront point par elles-

[1] Carnot, *de l'Inst. crim.*, t. II, p. 293. — Schenck, *Traité du Min. pub.*, t. II, p. 316, 317.— Leseyllier, *de l'Act. pub.*, t. VI, n° 2474.

[2] Carnot, *de l'Inst. crim.*, t. II, p. 293.— Leseyllier, *l. c.*, t. VI, nos 2475–2478.

mêmes des charges nouvelles à proprement parler; mais du moins elles avertiront de l'existence de ces charges, elles les signaleront à la justice; et l'on peut douter au moins qu'elles laissent les choses parfaitement entières.

Pourquoi les magistrats fermeraient-ils les yeux à la lumière? Pourquoi n'entendrait-on pas les témoins signalés, et ne ferait-on pas les recherches indiquées? Si l'on échoue, de quoi aura à se plaindre le prévenu? Si l'on obtient des renseignements précis, des éclaircissements profitables, importants, qui déterminent la conviction, et qui démontrent la culpabilité du prévenu, comment pourrait-on être taxé d'une sévérité déplacée, pour avoir entrepris des vérifications suivies d'un pareil résultat?

Il faut donc distinguer, dans l'espèce proposée, entre les actes de rigueur contre la personne du prévenu et les simples informations : que l'on s'abstienne des premiers avant d'avoir vérifié les nouvelles présomptions, les nouveaux indices élevés contre l'inculpé relaxé provisoirement, la raison, l'humanité et la loi même le commandent; mais qu'il soit permis du moins de ne pas négliger les moyens de manifester la vérité, quand l'occasion s'en présente, puisque la loi n'y met aucun obstacle formel.

534. Est-il permis d'informer pour rechercher ou constater des charges nouvelles? — Au surplus, M. Carnot est ici conséquent avec lui-même. Il avait posé et résolu négativement cette première question : sous le prétexte de se procurer de nouvelles charges, le procureur du roi peut-il requérir, et le juge d'instruction peut-il ordonner, qu'il sera procédé à une nouvelle information?

Si l'on autorise cette forme de procéder, dit M. Carnot, il n'y aura pas de raison pour que l'instruction ne se renouvelle trois, quatre, cinq, six fois, et qu'elle ne se renouvelle tous les mois, tous les trois mois, jusqu'à ce qu'enfin la prescription soit acquise; car le Code d'instruction criminelle ne porte pas qu'après un second arrêt de mise en liberté, la survenance de nouvelles charges ne pourra plus être prise en considération. Si le législateur a réservé la faculté de faire de nouvelles poursuites,

dans le cas de survenance de nouvelles charges, c'est évidemment pour le cas seulement où il en est réellement survenu de nouvelles, sans avoir été directement provoquées. Cependant, l'usage contraire a prévalu [1].

M. Carnot se préoccupe de l'arrestation du prévenu, qu'il suppose être la conséquence nécessaire de toute information nouvelle, tandis que l'arrestation doit être précédée de l'information, et ne sera ordonnée par un juge d'instruction pénétré de ses devoirs, qu'après une vérification qui la motive.

Suivant notre auteur, il n'entre pas dans l'esprit de la loi que les nouvelles charges soient provoquées! Cette assertion, qui résoudrait la question précisément par la question, aurait besoin qu'on la justifiât : le silence de la loi permet de la considérer comme hasardée.

Enfin, M. Carnot déplore que l'on puisse reprendre indéfiniment les poursuites jusqu'à ce que la prescription soit acquise; il ajoute que sous l'empire de l'ordonnance de 1670 on était moins sévère, puisque les Parlements, en ordonnant un plus ample informé, enfixaient le terme à six mois, à un an!

Les Parlements prononçaient aussi le plus ample informé indéfini, par cette formule *quòusque* ou *usquequò*. D'ailleurs, cette forme de prononcer n'avait le plus souvent d'autre but que de déclarer que l'accusé ne paraissait pas assez coupable pour qu'on le condamnât, et que son innocence ne paraissait pas non plus suffisamment démontrée : en sorte que l'arrêt qui ordonnait le plus ample informé infligeait une sorte de flétrissure ; mais il n'était jamais suivi d'une nouvelle information. Après tout, l'expiration du terme du plus ample informé limité n'équivalait pas à une absolution, tant que la prescription n'était pas acquise ; c'était seulement un expédient pour relaxer provisoirement le prévenu, sauf à le ressaisir et à reprendre les poursuites, s'il y avait lieu ultérieurement [2].

Qu'y a-t-il de si rigoureux à ne pas s'abstenir d'informer tant que la prescription n'est pas accomplie? N'est-ce pas à

[1] CARNOT, *de l'Inst. crim.*, t. II, p. 292.

[2] AYRAULT, *de l'Ordre, Form. et Inst. jud.*, p. 564. — ROUSSEAU DE LA COMBE, *Mat. crim.*, 3e part., ch. XVIII. — MUYART DE VOUGLANS,

cette fin que le législateur a limité l'espace pour l'exercice de l'action publique?

En quoi manque-t-on de respect à une décision de non-lieu quant à présent, en informant de nouveau, puisque la décision énonce elle-même qu'elle n'est que provisoire?

Enfin, de quoi peut se plaindre légitimement un prévenu lorsque, malgré cette ordonnance, on informe à son égard, puisque l'ordonnance et la loi lui déclarent qu'il peut être poursuivi de nouveau s'il survient, c'est-à-dire si l'on découvre, si l'on peut produire de nouvelles charges?

Au reste, l'usage établi, contre lequel proteste M. Carnot, a été approuvé et justifié par d'autres auteurs.

La recherche des charges nouvelles, dit M. Rauter, est pour la police judiciaire *un droit* et *un devoir* [1].

Mais écoutez surtout M. Mangin, que je vais laisser parler : « M. Carnot ne voudrait pas que les charges nouvelles pussent être provoquées, c'est à-dire que le procureur du roi pût requérir et le juge d'instruction ordonner de nouvelles informations; il ne voudrait pas qu'une nouvelle plainte... pût autoriser de nouvelles informations... Ainsi, M. Carnot ajoute à l'article 247 que la déclaration des témoins, les pièces, etc., devront, pour constituer de nouvelles charges, avoir été recueillis dans une autre affaire, ou être le résultat d'une cause accidentelle; qu'il est interdit au procureur du roi et au juge d'instruction de vérifier l'exactitude des renseignements ultérieurs qui peuvent leur parvenir, d'en faire la matière d'une information. Un pareil système n'est pas soutenable. Tant qu'il n'existe qu'une décision qui ne clôt la poursuite qu'à défaut de charges suffisantes, le devoir des officiers de police judiciaire est de continuer à veiller. Qui ne sait que les preuves d'un crime ne se manifestent souvent qu'après les décisions provisoires; que des témoins, qui avaient gardé le silence,

Lois crim., t. I, p. 70. — Jousse, *Traité de la Just. crim.*, t. I, p. 83; t. II, p. 557, 585. — Pothier, *Traité de la Proc. crim.*, sect. V, §§ 4 et 5. — Legraverend, *Lég. crim.*, t. I, p. 444. — Rauter, *Droit crim.*, t. I, p. 94.—Hélie, *Théor. du Code d'inst. crim.*, t. I, p. 661.

[1] Rauter, *l. c.*, t. II, p. 260. — Morin, *Rép.*, v° *Chose jugée*, n° 12. — Dalloz, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n° 1178.

s'expriment avec franchise et abandon aussitôt qu'ils pensent qu'ils ne seront pas appelés devant le juge ; que les démarches mêmes du prévenu, après sa mise en liberté, révèlent souvent la vérité ? Et cependant, suivant M. Carnot, le juge d'instruction et le procureur du roi devraient rester dans l'inaction ; il leur serait défendu de recueillir ces nouvelles preuves ; il faut qu'elles leur arrivent toutes constatées par des procès-verbaux et des informations. Mais qui dressera ces procès-verbaux ? qui formalisera ces observations, si on l'interdit aux officiers de police judiciaire qui ont agi dans la première procédure ? Que l'on ne se méprenne pas sur la nature des décisions dont je parle ; elles ne sont point des arrêts ou des jugements d'absolution ; la loi s'est bornée à défendre qu'on pût les rétracter s'il ne survenait pas des charges nouvelles, afin que les magistrats ne livrassent point aux tribunaux, sans nouveaux motifs, le prévenu qu'ils n'avaient pas cru devoir y traduire ; mais ces magistrats ne sont point, pour cela, dessaisis de l'affaire. Et bien loin de leur défendre de rechercher les charges nouvelles, la loi les y autorise formellement ; et les faisant résulter de déclarations de témoins et de procès-verbaux, elle autorise à verbaliser, à informer, à poursuivre enfin [1] ! »

Cette doctrine me paraît parfaitement exacte.

535. A qui appartient la connaissance des nouvelles charges ? — Distinction. — Il est une distinction essentielle à faire pour savoir à qui il appartient de relever les nouvelles charges, et dans quelle forme la procédure sera suivie.

La première poursuite a pu être réglée par une ordonnance de non-lieu non suivie d'opposition, en sorte que la chambre d'accusation n'en ait été aucunement saisie ; comme elle a pu être réglée par la chambre d'accusation, soit par suite d'une opposition, soit par infirmation d'une ordonnance de prévention, soit parce que l'instruction aurait été faite devant la Cour elle-même : les charges nouvelles peuvent donc survenir

[1] MANGIN, *Traité de l'Action pub.*, t. II, p. 315.

soit après une simple ordonnance de non-lieu, soit après un arrêt de non-lieu.

Que si les charges nouvelles concernaient un individu qui n'eût point été compris dans les premières poursuites, ou qui en eût été écarté ou relaxé sans opposition, avant que la chambre d'accusation connût de l'affaire, de sorte que cette chambre n'eût point été appelée à s'occuper de ce qui le concernait, c'est par le juge d'instruction qui a primitivement instruit l'affaire que doit être faite l'instruction sur les nouvelles charges; et c'est par lui-même qu'il doit d'abord y être statué, sauf l'usage que la chambre d'accusation peut faire de son droit d'évocation [1].

Et il faut remarquer aussi qu'en supposant que les charges nouvelles fussent découvertes dans un arrondissement autre que celui où s'est faite la première instruction, et dont le juge instructeur pourrait être compétent à raison de l'une des circonstances énumérées dans les articles 23 et 69 du Code d'instruction criminelle, le juge qui a connu des anciennes charges n'en serait pas moins exclusivement compétent pour connaître des nouvelles [2].

Au surplus, lorsque c'est le juge d'instruction qui reprend les poursuites d'une affaire dont il a déjà connu, il procède dans les mêmes formes qu'après le réquisitoire primitif : et je pense même qu'un réquisitoire spécial n'est pas indispensable pour le mettre en mouvement, quoiqu'il me semble plus régulier que le ministère public provoque les nouvelles informations [3].

[1] Arr. cass. 31 août 1821, B. p. 393. — 22 novembre 1821, B. p. 510. — 14 mai 1829, B. p. 270,—Sirey, 29-1-277. — 18 février 1836 et 18 mai 1839, *Journ. du Droit crim.*, t. VIII, p. 239; t. XI, p. 184. — 21 août 1847, 5 janvier 1854, Dalloz, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n^os 1175, 1178. — Leseyllier, *de l'Action publique*, t. VI, n° 2480. — Hélie, t. V, p. 148 et suiv.

[2] Carnot, *de l'Inst. crim.*, t. I, p. 207. — Bourguignon, *Jurisp. des Cod. crim.*, t. I, p. 275, §22. — Legraverend, *Lég. crim.*, t. I, p. 477. — Arr. cass. 22 novembre 1821, B. p. 510 — 14 mai 1829, Dalloz, 29-1-243. — 18 février 1836, 11 août 1842, 21 août 1847, *Journ. du Droit crim.*, t. VIII, p. 239; t. XV, p. 209; t. XX, p. 347.

[3] Arr. cass. 5 janvier 1854, Dalloz, 54-1-86.

Alors il y a lieu à un nouveau règlement de la procédure complétée par l'instruction faite sur les nouvelles charges.

Mais supposez maintenant que les charges nouvelles soient survenues soit après une ordonnance de non-lieu déférée par opposition à la chambre d'accusation, soit après un arrêt de non-lieu, par conséquent contre des prévenus à l'égard desquels la chambre d'accusation ait été saisie, ait statué. Dans ce cas, l'instruction appartient à la Cour elle-même, qui en charge un de ses membres ou un juge du ressort [1].

En effet, il n'eût pas été convenable qu'en pareille circonstance le juge d'instruction fît un nouvel examen d'une affaire dans laquelle existerait un premier arrêt de la chambre d'accusation, juridiction supérieure; et, puisque la Cour, même dans les affaires encore entières, et dans celles qui ont déjà excité la sollicitude des magistrats de son ressort, a le droit d'ordonner des poursuites d'office, et de faire apporter les pièces devant elle, il est naturel que l'instruction directe lui soit formellement attribuée, en cas de survenance de nouvelles charges [2].

536. Pouvoirs réservés au juge d'instruction. — Cependant l'intérêt de la justice et de la vindicte publique aurait pu être compromis, si, en établissant, pour ce cas, le droit exclusif de la chambre d'accusation relativement à l'instruction de la nouvelle procédure, la loi n'avait pas autorisé les magistrats inférieurs à prendre des mesures conservatoires.

Les officiers de police judiciaire sont donc autorisés à faire conduire, s'il y échet, le prévenu devant le juge d'instruction [3].

Et la loi accorde au juge d'instruction le pouvoir de décerner, s'il y a lieu, sur les nouvelles charges, *avant* leur envoi au procureur général, un mandat de dépôt contre le prévenu

[1] *Code d'Inst. crim.*, art. 246, 248.

[2] *Code d'Inst. crim.*, art. 228, 235. — Legraverend, *Lég. crim.*, t. I, p. 477. — Carnot, *de l'Inst. crim.*, t. II, p. 282, 294. — Arr. Cour de Paris, 30 novembre 1838, Dalloz, 39-2-163. — Arr. cass. 18 mai 1839 et 13 août 1842, Dalloz, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, nos 1171, 1174.

[3] Legraverend, *Lég. crim.*, t. I, p. 477.

qui aurait été déjà mis en liberté, en exécution d'un arrêt de non-lieu [1].

537. Remarque relativement à l'envoi des pièces.— Aux termes de l'article 248 du Code d'instruction criminelle, l'officier de police judiciaire, ou le juge d'instruction, qui aurait découvert de nouvelles charges dans une affaire relevant directement de la Cour impériale, doit adresser, sans délai, copie des pièces et charges au procureur général, pour qu'il puisse prendre des réquisitions afin de faire informer.

Cette disposition est fondée sur la supposition que les nouvelles charges ont été découvertes dans l'instruction d'une autre affaire à laquelle les pièces se rattacheraient, et dont les poursuites ne doivent être ni interrompues ni ralenties : dans ce cas, ce sont de simples *copies* des pièces qui doivent être adressées, sauf à la Cour à ordonner l'apport des minutes à son greffe, si elle le juge utile [2].

Mais, si les pièces qui constatent ou qui constituent les nouvelles charges n'appartiennent à aucune autre affaire, ce ne sont plus de simples copies, ce sont les pièces elles-mêmes qui doivent être adressées au procureur général [3].

[1] *Code d'Inst. crim.*, art. 248.

M. Legraverend, *l. c.*, t. I, p. 331, fait remarquer que le juge d'instruction ne peut pas décerner le mandat de dépôt *après* l'envoi des pièces.

Si le conseiller instructeur pensait, même avec raison, que le juge d'instruction avait mal à propos décerné un mandat de dépôt, sur les nouvelles charges, un prévenu de crime n'en devait pas moins garder prison préventivement jusqu'à la décision de la Cour, avant la loi du 4 avril 1855, dont j'ai rapporté les dispositions, *sup.* n° 420, t. II, p. 397. Mais j'estime qu'aujourd'hui, et d'après cette loi modificative de l'art. 94 du Code d'Inst. crim., qui permet au juge d'instruction, sur les conclusions *conformes* du procureur impérial, de donner mainlevée du mandat de dépôt, quelle que soit la nature de l'inculpation, à la charge par le prévenu de se représenter, à toutes réquisitions, le conseiller instructeur aurait le même pouvoir, aux mêmes conditions.

[2] *Code Inst. crim.*, art. 228.

[3] Carnot, *de l'Inst. crim.*, t. II, p. 297.— Legraverend, *Lég. crim.*, t. I, p. 476.— Circul. du ministre de la justice du 30 décembre 1812. — Décret du 18 juin 1811, art. 59. — De Dalmas, *sur l'article cité*, p. 156.

538. Question de compétence. — Les mêmes formes de procéder que la loi a tracées pour les officiers de police judiciaire et pour le juge d'instruction, dans le cas où la poursuite sur les charges nouvelles appartient exclusivement à la Cour impériale, devraient être suivies, par analogie, dans le cas où ce serait le juge d'instruction primitivement saisi qui devrait reprendre la procédure, et si les charges nouvelles avaient été découvertes par un officier de police judiciaire, ou par un juge d'instruction autre que le juge compétent : toutefois, je ne pense pas qu'un juge d'instruction étranger au procès pût décerner, dans ce cas, le mandat de dépôt autorisé par l'article 248 du Code d'instruction criminelle [1].

[1] *Sup.* n° 436, t. II, p. 424.

CHAPITRE XX.

DES FRAIS D'INSTRUCTION.

539. Observations générales.—Règlements à suivre. — Responsabilité des magistrats taxateurs. — L'instruction des procédures criminelles occasionne des frais de diverse nature. Le taux de l'allocation et le mode de paiement de ces dépenses sont réglés par les décrets du 18 juin 1811 [1] et du 7 avril 1813 [2].

[1] Le décret du 18 juin 1811, qui, dans son article 189, abroge les tarifs antérieurs, et dont le décret du 7 avril 1813 et l'ordonnance royale du 28 novembre 1838 modifient seulement quelques dispositions, est souvent désigné par la dénomination de *Tarif des frais de justice criminelle*, de *Tarif criminel*, de *Règlement des frais de justice criminelle*, ou simplement de *Règlement*.

Ce décret a pour commentaire le plus sûr une instruction générale du ministre de la justice du 30 septembre 1826, qui est entre les mains de tous les juges d'instruction.

On consultera encore avec fruit MM. DE DALMAS, *Traité des Frais de justice criminelle*, ou *Commentaire du Décret du 18 juin 1811*, et le volume de *Supplément*. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Frais et dépens*, n^os^ 1047 et suiv. — DUPORT, *Tableau raisonné des indemnités des Témoins et des Jurés*. — SUDRAUD-DESISLES, *Notes d'un Juge d'instruction sur la taxe des frais de Justice criminelle*.

M. DE DALMAS, dans son introduction, a fait un résumé historique de la législation ancienne et intermédiaire sur cette matière ; on trouvera les plus anciens règlements dans le *Traité de la Just. crim.* de JOUSSE, t. II, p. 842 et suiv., et dans la *Collection* d'ISAMBERT ; les règlements postérieurs à 1789 se trouvent dans toutes les collections de nos lois modernes.

[2] Ces décrets ont force de loi, n'étant pas contraires à la Charte. Arr. cass. des 7 juillet 1820, B. n° 98. — 12 novembre 1829, B. n° 259.

Je transcrirai ici, en notant les explications principales auxquelles ils ont donné lieu, ceux des articles de ces décrets qui concernent particulièrement les juges d'instruction, et je reproduirai dans le chapitre suivant les modèles de taxes et d'états de remboursement fournis par les instructions ministérielles [1]. J'ai dû prendre ce parti, et dans l'intérêt des juges taxateurs, et dans l'intérêt des citoyens à indemniser.

En effet, aucune loi n'attribue aux magistrats un pouvoir discrétionnaire pour la fixation des indemnités : ils ne peuvent, en aucun cas, même du consentement de la partie civile [2], les augmenter, sous quelque prétexte et par quelque considération que ce soit, sans engager leur responsabilité, aux termes de l'article 141 du règlement du 18 juin 1811 [3]; et la responsabilité pèserait sur les magistrats, lors même qu'ils seraient dans l'impossibilité d'exercer aucun recours utile contre les parties prenantes [4], ou que le Trésor impérial pourrait recouvrer le montant des avances qu'il aurait faites [5].

D'un autre côté, les indemnités allouées par les règlements ne seraient pas acquittées, si la taxe n'en avait été régulièrement faite, ou si le mode tracé pour leur établissement, leur justification ou leur réclamation n'avait pas été ponctuellement suivi [6].

[1] Je ne m'occuperai que des frais que les juges d'instruction sont appelés communément à taxer. Quant à ceux qu'ils ne taxeraient qu'accidentellement, je renvoie au décret du 18 juin 1811 et à l'instruction du 30 septembre 1826, établie en regard. Ainsi, on consultera et l'on fera bien d'étudier, pour les écritures admises en frais et pour les droits des greffiers, les articles 41-64 du décret du 18 juin 1811 et 7 du décret du 7 avril 1813, — pour les taxes des huissiers, gendarmes, agents de la force publique, les articles 65–86 du décret du 18 juin 1811, plus les articles 5, 6 du décret du 7 avril 1813.

De même, quand j'en serai aux formules, j'en omettrai volontairement quelques-unes, que l'on retrouvera à la fin de l'instruction du 30 septembre 1826.

[2] Décision du 7 juin 1813. — DUPORT, *l. c.*, p. 8.

[3] Décision du 3 septembre 1822. — DUPORT, *l. c.*, p. 7.

[4] Décision du 29 juin 1819. — DUPORT, *l. c.*

[5] Décision du 11 mai 1819. — DUPORT, *Tableau raisonné des indemnités des Témoins et des Jurés*, p. 7.

[6] Décret du 18 juin 1811, art. 82, 139, 144, 152. — Instruction du

510. Par qui les frais sont avancés, en général. — « L'administration de l'enregistrement continuera de faire « l'avance des frais de justice en matière criminelle pour les « actes qui seront ordonnés d'office ou à la requête du minis- « tère public ; sauf à poursuivre, ainsi que de droit, le rem- « boursement de ceux desdits frais qui ne sont point à la « charge de l'État. » *Art.* 1er *du décret du* 18 *juin* 1811 — ou *du Règlement*.

L'article 2 du décret énumère les dépenses qui sont considérées comme frais de justice criminelle : la plupart feront l'objet de nos observations ; l'article 3 indique celles qui ne peuvent être considérées comme frais de justice criminelle : le plus grand nombre ne concernent en rien le juge d'instruction; d'autres, qui pourraient l'intéresser, seront signalées à l'occasion.

Les frais faits à la requête ou dans l'intérêt des administrations, des communes, des établissements publics [1], sont avancés pour leur compte, et sauf remboursement, par la régie de l'enregistrement, devant qui les parties prenantes sont renvoyées à recevoir paiement.

L'administration des contributions indirectes fait elle-même l'avance des frais des procédures qui la concernent; d'où il suit que, dans ces procédures, les témoins et autres personnes taxées doivent être renvoyés par le juge taxateur, qui le mentionne dans la taxe, devant le receveur de la régie des contributions indirectes, non devant celui de la régie de l'enregistrement, pour recevoir paiement [2].

De même, les frais de justice en matière de transport illicite des lettres doivent être avancés par les directeurs des postes, à

30 septembre 1826, p. 47, 125. — Arrêté du ministre de la justice du 30 septembre 1826, transcrit en tête de l'instruction précitée. — Circul. du ministre de la justice du 8 décembre 1838.

[1] Décret du 18 juin 1811, art. 158.—Instruction du 30 septembre 1826, p. 19, 131 et suiv. — Instruction générale de la Régie de l'Enregistrement, n° 1195, du 18 août 1826. — De Dalmas, *l. c.*, p. 396–426. — Trouillet, *Dict. de l'Enregistrement*, v° *Frais de justice*.

[2] Instruction du 30 septembre 1826, p. 19.

qui les huissiers et les greffiers doivent en demander directement le paiement, sur des états spéciaux [1].

Je m'occuperai, plus bas, du cas où il y a partie civile en cause [2].

Dans les affaires qui peuvent donner lieu à des peines *afflictives* ou *infamantes*, les frais sont toujours avancés par la régie de l'enregistrement, au compte du ministère de la justice [3].

Ces distinctions feront comprendre la nécessité où sont les magistrats taxateurs d'expliquer, dans les taxes, les causes des procédures ; d'énoncer à la requête ou dans l'intérêt de qui elles sont suivies : sinon la régie de l'enregistrement ne saurait sur quel compte en établir les frais [4].

541. De la translation des prévenus. — « Les prévenus ou accusés seront conduits à pied, par la gendarmerie, de brigade en brigade ; néanmoins ils pourront, si des circonstances extraordinaires l'exigent, être transférés soit en voiture, soit à cheval, sur les réquisitions motivées de nos officiers de justice.

« Les réquisitions seront rapportées en original ou par copies dûment certifiées par les officiers qui donneront les ordres, à l'appui de chaque état ou mémoire de frais à fournir par ceux qui auront fait le transport [5]. » *Article 4 du Règlement* [6].

La translation extraordinaire dont il est parlé dans cet article, est celle qui a lieu quand des affaires importantes l'exigent, en vue d'éviter de graves inconvénients, et que des motifs de sûreté, de célérité ou de santé s'opposent à ce que

[1] Décision du ministre des finances du 17 mai 1828. — Circul. du ministre de la justice du 3 octobre 1842, et du 19 mars 1856.

[2] *Inf.* n° 571.

[3] Instruction du 30 septembre 1826, p. 19.

[4] *Inf.* n° 558.

[5] Les mémoires doivent être dressés conformément au modèle n° 1 de l'instruction du 30 septembre 1826. — *Inst. cit.*, p. 25.

[6] Une ordonnance du 2 mars 1845 a abrogé les art. 4, 11, 12 du décret

les prévenus soient conduits à pied. Il est laissé à la prudence et à la discrétion des magistrats d'apprécier les circonstances où ils doivent user de la faculté de recourir à des moyens qui occasionnent une augmentation de frais.

Lorsque les réquisitions sont fondées sur des motifs de santé, il doit y être joint un certificat de médecin, comme l'exige l'art. 5 du Règlement [1].

Il convient, pour éviter les frais, de ne requérir la visite du médecin que dans les cas indispensables, et cette visite ne doit avoir lieu que lorsqu'il y a dissentiment entre les agents chargés de l'escorte et le prévenu, sur la question de savoir si celui-ci est en état de faire la route à pied [2].

Les magistrats et les autorités municipales doivent prévenir l'abus des certificats accordés avec trop de facilité [3].

A défaut de médecins sur les lieux, les magistrats, l'autorité municipale, ou les commandants de gendarmerie, doivent constater les circonstances qui empêchent la translation à pied, et nécessitent l'emploi de moyens de transport [4].

En cas de transport en voiture de convoyeur ou en chemin de fer, il faut remettre à la gendarmerie un bulletin à colonnes conforme au modèle donné par la chancellerie [5].

Ce n'est guère que dans le cas de transport sur les lieux, à l'occasion d'un flagrant délit, que le juge d'instruction peut

18 juin 1811, et organisé un mode de translation des prévenus ou accusés par voitures cellulaires. V. *Inf.* n° 544.

L'art. 385 du décret du 1er mars 1854 prescrit d'en revenir au mode indiqué par l'art. 4 du décret du 18 juin 1811, en sorte que, en général, les prévenus ou accusés doivent être transférés *à pied, de brigade en brigade*, ou par les chemins de fer. Circul. des 30 juin et 13 août 1855. — V. *Inf.* n° 544.

[1] Décision du ministre de la justice du 22 mars 1826. — De Dalmas, *l. c.*, p. 24. — Circul. du 30 juin 1855.

Aux termes de l'article 3 du Règlement et de l'instruction du 30 septembre 1826, p. 21, les individus *actuellement poursuivis ou traduits en justice* sont les seuls dont la translation se fasse aux frais du ministère de la justice.

[2] Circul. du ministre de la justice du 5 mars 1856.

[3] Circul. du 6 octobre 1858.

[4] Circul. du 17 août 1860.

[5] Circul. du 17 janvier 1860, avec modèle de Bulletin.

avoir à faire application de l'article 4 du Règlement ; hors de ce cas, il est toujours accompagné du procureur impérial, à qui il incombe spécialement de pourvoir à l'exécution des ordonnances et mandats du juge d'instruction, et par conséquent de s'occuper de la translation des prévenus.

Mais le juge d'instruction peut avoir à taxer des frais de cette nature faits par suite de ses ordonnances, ou en conséquence d'arrestations ordonnées par les officiers de police judiciaire auxiliaires.

« Lorsque la translation par voie extraordinaire sera or-
« donnée d'office, ou demandée par le prévenu ou accusé, à
« cause de l'impossibilité où il se trouverait de faire ou de
« continuer le voyage à pied, cette impossibilité sera constatée
« par certificat de médecin ou de chirurgien.

« Ce certificat sera mentionné dans la réquisition et y de-
« meurera joint. » *Art.* 5 *du Règlement.*

Le médecin doit être requis par écrit de procéder à la visite. Il a droit à l'indemnité fixée par l'article 17, n° 2, du Règlement [1].

D'après une instruction du ministre de la justice du 4 novembre 1820, il doit être fourni une paire de souliers à chaque prévenu ou accusé qui réclamera des moyens de transport *par la raison qu'il est nu-pieds*. Cette dépense sera payée comme frais urgents, conformément à l'article 133 du décret du 18 juin 1811, en rappelant dans le mandat la date de l'autorisation ministérielle précitée, en vertu de laquelle elle aura été faite [2].

« Dans le cas d'exception ci-dessus (art. 5 du Règlement), la
« translation des prévenus ou accusés sera faite par les entre-
« preneurs généraux des transports et convois militaires, et au
« prix de leur marché [3].

[1] Décision du ministre de la justice du 6 août 1832. — De Dalmas, *l. c.*, p. 26.

[2] *Inf.* n° 617.

[3] Le prix des transports est, depuis 1822, réglé dans chaque division

« Dans les localités où le service des transports militaires ne « sera point organisé, les réquisitions seront adressées aux « officiers municipaux, qui y pourvoiront par les moyens or- « dinaires et aux prix les plus modérés. » *Art.* 6 *du Règlement.*

Il conviendra, dans ce dernier cas, que l'officier qui aura fait la réquisition, ou le maire, établisse, au bas de la réquisition, la somme stipulée pour le transport, afin que l'on puisse taxer à l'arrivée [1].

« Les prévenus ou accusés pourront toujours se faire trans- « porter en voiture, à leurs frais, en se soumettant aux me- « sures de précaution que prescrira le magistrat qui aura « ordonné la translation, ou le chef d'escorte chargé de l'exé- « cuter. » *Art.* 7 *du Règlement.*

542. Du transport des pièces de procédure et des pièces de conviction. — « Les procédures ou les effets pou- « vant servir à conviction ou à décharge, seront transportés « par les gendarmes chargés de la conduite des prévenus ou « accusés.

« Si, à raison du poids ou du volume, ces objets ne peuvent « être transportés par les gendarmes, ils le seront, d'après un « ordre *par écrit* du magistrat qui ordonnera le transport, soit « par les messageries, soit par les entrepreneurs de transports « ou convois militaires, soit par toute autre voie plus écono- « mique, sauf les précautions convenables pour la sûreté des « objets. » *Art.* 9 *du Règlement.*

Toutes les dépenses qui sont indispensables pour la conservation des objets servant à conviction ou à décharge, sont payées comme frais urgents [2].

militaire par des marchés particuliers, qui sont déposés aux greffes des tribunaux intéressés à les consulter, et que l'on trouverait, au besoin, dans les bureaux des intendants militaires. De Dalmas, *l. c.*, p. 27.

[1] La réquisition et la taxe peuvent être faites, dans ce cas, conformément au modèle n° 3 de l'instruction du 30 septembre 1826.—*Inf.* n° 614.

[2] Décret du 18 juin 1811, art. 133. — Sudraud-Desisles, *l. c.*, p. 203. — De Dalmas, *l. c.*, p. 29.

Les magistrats et les officiers de police judiciaire doivent prendre les précautions nécessaires pour que les pièces de conviction ne soient pas endommagées par le transport.

Ils devront aussi indiquer dans l'ordre de transport, *qui sera toujours joint au mémoire*, le poids des objets à transporter, le prix convenu, s'il y a lieu, et le jour où ces objets devront arriver à leur destination, afin que l'on puisse apprécier la nécessité des moyens de transport employés, et vérifier si l'entrepreneur n'aurait pas pu profiter, pour l'envoi des pièces, de la voiture sur laquelle il aurait transporté des prisonniers [1].

Il me paraît convenable que l'ordre écrit du magistrat contienne l'indication précise de chaque objet à transporter, lorsque les objets ne sont pas renfermés dans une caisse, une malle, un ballot ficelé et scellé, qui garantisse qu'aucune pièce ne pourra être égarée.

543. De la nourriture des prévenus transférés. — « Les aliments et autres secours nécessaires aux prévenus ou « accusés, pendant leur translation, leur seront fournis dans « les prisons ou maisons d'arrêt des lieux de la route.

« Cette dépense ne sera point considérée comme faisant « partie des frais généraux de justice, mais elle sera confondue « dans la masse des dépenses ordinaires des prisons et mai- « sons d'arrêt [2].

« Dans les lieux où il n'y a point de prisons, les officiers mu- « nicipaux feront faire la fourniture des aliments et autres ob- « jets, et le remboursement en sera fait aux fournisseurs « comme de frais généraux de justice [3]. » *Art.* 10 *du Règlement.*

544. Des moyens extraordinaires de translation. — « Les gendarmes ne pourront accompagner les prévenus ou « accusés au delà de la résidence d'une des brigades les plus

[1] Instruction du 30 septembre 1826, p. 31, et modèles nos 2 et 3 de la même instruction. — *Inf.* n° 615.

[2] Conf. art. 3, n° 91 du Règlement.

[3] Instruction du 30 septembre 1826, modèle n° 4.

« voisines de celles dont ils font eux-mêmes partie, sans un « ordre exprès du capitaine commandant la gendarmerie du « département. » *Art.* 11 *du Règlement.*

« Si, pour l'exécution d'ordres supérieurs relatifs à la trans- « lation des prévenus ou accusés, il est nécessaire d'employer « des moyens extraordinaires de transport, tels que la poste, « les diligences et autres voies semblables, les frais de ce trans- « port et autres dépenses que les gendarmes se trouveront « obligés de faire en route, leur seront remboursés, comme « frais de justice criminelle, sur leurs mémoires détaillés, aux- « quels ils joindront les ordres qu'ils auront reçus, ainsi que « les quittances particulières pour les dépenses de nature à être « ainsi constatées. — Si les gendarmes n'ont pas de fonds suf- « fisants pour faire les avances, il leur sera délivré un mandat « provisoire de la somme présumée nécessaire, par le magis- « trat qui ordonnera le transport. — Il sera fait mention de ce « mandat sur l'ordre de transport. — A leur arrivée à leur « destination, les gendarmes feront régler définitivement leur « mémoire par le magistrat devant qui le prévenu devra com- « paraître.... » *Art.* 12, *Ibid.*

Les moyens extraordinaires de transport dont il est parlé dans cet article ne doivent être employés que quand ils sont indispensables, et qu'en vertu d'ordres supérieurs ; c'est-à-dire que les magistrats, sauf les cas d'urgence, ne doivent y avoir recours qu'après avoir pris les ordres du procureur général, qui lui-même doit en référer au ministre de la justice [1].

Les gendarmes ont droit au remboursement, sur les frais généraux de justice criminelle, des sommes qu'ils justifient avoir payées, *en venant seulement*, pour eux-mêmes et pour les prisonniers, comme frais de voiture, nourriture, gîte, timbre de quittances. Les indemnités dues aux gendarmes pour le retour, sont payables sur les fonds du ministère de la guerre, conformément à l'article 179 du règlement d'administration de la gendarmerie du 21 novembre 1823 [2].

[1] De Dalmas, *l. c.*, p. 32.

[2] *V.* Règlement, art. 12, *in fine*. — Instruction du 30 septembre 1826, p. 31, 33.

Le mode de translation des prévenus ou accusés avait été changé, au moins en général, par une ordonnance royale du 2 mars 1845. —Cette ordonnance prescrivait la translation par voitures cellulaires, et permettait néanmoins, si les circonstances l'exigeaient, que les prévenus ou accusés fussent conduits à pied (art. 1er) ; les mêmes gendarmes pouvaient escorter jusqu'à destination les prévenus ou accusés transférés par voitures cellulaires, et leur rémunération était fixée (art. 2) ; enfin, les art. 4, 11, 12 du décret du 18 juin 1811 étaient abrogés, *en ce qu'ils auraient de contraire aux dispositions précédentes* (art. 3)[1].

L'abrogation prononcée par l'ordonnance n'est point absolue, même en ce qui concerne les art. 4, 11, 12 du décret du 18 juin 1811, et elle laisse subsister la disposition des art. 5, 6 et 7. Dans une foule de cas, on était forçé de conserver la translation à pied, à cheval ou en voiture, notamment à l'égard des individus arrêtés à leur domicile, pour être conduits devant le juge d'instruction, ou pour les détenus transférés à une destination peu éloignée, en dehors des lignes parcourues par les voitures cellulaires. Or, quand il y avait lieu de s'abstenir de l'emploi de la voiture cellulaire, on se trouvait donc en dehors des dispositions de l'ordonnance, et l'on rentrait dans les termes du règlement de 1811.

Une disposition législative plus récente a encore innové : l'art. 385 du décret du 1er mars 1854 porte : « Les prévenus ou condamnés seront généralement conduits *à pied*, de brigade en brigade, ou *par les voies de fer ;* néanmoins ils pourront, si

Lorsque les gendarmes, d'après un ordre du Ministre de la justice, sortent de leur département pour escorter des prévenus, il n'y a plus lieu à délivrer des mandats pour le paiement de l'indemnité à laquelle ils ont droit. Les gendarmes doivent simplement porter le prix des places de chemin de fer (3e classe), sur des mémoires qu'ils présentent aux agents du département de la justice. Circul. du Min. de la guerre du 27 avril 1857.

[1] A la suite de cette ordonnance diverses instructions furent adressées à tous les parquets, savoir : Circul. du Ministre de la justice des 20 mars et 20 août 1845. — Circul. du Ministre de l'intérieur du 3 août 1845. — M. De Dalmas, *des Frais de Just. crim.*, *Supplément*, p. 23 et suiv., et Dalloz, *Frais et dépens*, nos 1147 et suiv., donnent l'analyse de ces diverses instructions, et des explications sur plusieurs questions soulevées par l'exécution de l'ordonnance du 2 mars 1845.

des circonstances extraordinaires l'exigent, être transférés soit en voiture, soit à cheval, sur les réquisitions motivées des officiers de justice. »

Cet article ramène aux termes du règlement de 1811, pour les cas les plus nombreux, puisque la plupart des translations se feront en dehors des lignes de chemins de fer, qui ne pourront être employés que par exception et lorsqu'il y aura lieu de conduire les détenus à de longues distances[1].

545. De l'apport des pièces arguées de faux et des pièces de comparaison. — « Lorsque, en conformité « des dispositions du Code d'instruction criminelle sur le faux, « et dans les cas prévus nommément dans les art. 452 et 454, « les dépositaires publics, tels que les greffiers, notaires, « avoués et huissiers, seront tenus de se transporter au greffe « ou devant un juge d'instruction pour remettre des pièces « arguées de faux ou des pièces de comparaison, il leur sera « alloué, *pour chaque vacation de trois heures*, la même indem- « nité qui leur est accordée par l'article 166 du décret du 16 « février 1807, relativement à l'inscription de faux incident.

« Les dépositaires publics auront toujours le droit de faire « en personne le transport et la remise des pièces, sans qu'on « puisse les obliger à les confier à des tiers. » *Art.* 13 *du Règlement*.

« Les autres dépositaires particuliers recevront pour le même « objet l'indemnité réglée par l'article 166. » *Art.* 14, *Ibid.*

« Dans les cas prévus par les deux articles précédents, les « frais de voyage et de séjour des greffiers, notaires, avoués « et dépositaires particuliers, seront réglés ainsi qu'il sera « dit dans le chapitre VIII ci-après, pour les médecins, chi- « rurgiens, etc.

« Quant aux huissiers, on se conformera aux dispositions du « dit chapitre VIII, en ce qui les concerne. » *Art.* 15, *Ibid.*[2].

[1] *V.* les Circul. citées plus haut, du Ministre de la justice des 30 juin et 13 août 1855, du Ministre de la guerre du 27 avril 1857, aux notes, *sup.* p. 63, 68.

[2] Art. 90 et suiv. du Règlement, *inf.* n° 621.

Les dispositions de l'article 166 du décret du 16 février 1807, citées plus haut, sont ainsi conçues :

Il sera taxé aux dépositaires qui devront représenter les pièces de comparaison en vérification d'écritures, ou arguées de faux, en inscription de faux incident, indépendamment de leurs frais de voyage, par chaque vacation de trois heures devant le juge-commissaire ou le greffier, savoir :

1° Aux greffiers des Cours impériales.	12 fr.	00 c.
— des tribunaux de première instance. . . .	10	00
2° Aux notaires de Paris.	9	00
— des départements.	6	75
3° Aux avoués des Cours impériales.	8	00
— des tribunaux de première instance. . . .	6	00
4° Aux huissiers de Paris.	5	00
— des départements.	4	00
5° Aux autres fonctionnaires publics ou autres particuliers, s'ils le requièrent.	4	00

Des vacations ne pouvant être accordées qu'autant qu'elles sont requises, mention expresse doit en être faite dans le réquisitoire du ministère public et l'exécutoire du juge [1].

Que si les dépositaires des pièces de comparaison sont autorisés à les apporter en personne, ils n'y sont pas obligés. Le tiers qu'ils chargeraient de ce transport aurait droit tout au plus aux frais de voyage alloués par l'article 15 du Règlement, et non à des vacations comme les dépositaires eux-mêmes qui auraient apporté les pièces personnellement, et qui auraient assisté à l'examen de ces pièces et aux vérifications dont elles auraient été l'objet où le moyen [2].

Les greffiers devenus dépositaires des pièces arguées de faux, et qui assistent avec les magistrats de leur tribunal à la vérification faite par les experts-écrivains, ne font en cela que remplir leur office et n'ont droit à aucune taxe : n'étant alors obligés ni à un déplacement ni à une interruption de leurs fonc-

[1] Instruction du 30 septembre 1826, p. 33. — *Inf.* n° 557.
[2] De Dalmas, *l. c.*, p. 34.

tions, ils ne se trouvent point dans l'hypothèse prévue par l'article 13 du Règlement [1].

546. Les frais d'inhumation ne sont pas frais de justice. — « Les frais d'inhumation des condamnés et de tous « cadavres trouvés sur la voie publique et dans quelque autre « lieu que ce soit, sont à la charge des communes, aux termes « l'article 26 du décret du 12 juin 1804 (28 prairial an XII), « lors toutefois que les cadavres ne sont pas réclamés par les « familles, et sauf le recours des communes contre les héri- « tiers. » *Art.* 3, *n°* 4, *du Règlement*.

Cet objet n'est pas compris sous la dénomination de frais de justice criminelle. Il en est autrement des frais d'exhumation qui se font par ordre des officiers de police judiciaire, dans l'intérêt de la sûreté ou de la vindicte publique.

547. Des frais d'exhumation. — Taxe des manouvriers, etc. — « Pour les frais d'exhumation de cadavre, on « suivra les tarifs locaux. » *Art.* 20 *du Règlement*.

C'est-à-dire que l'on taxera les hommes employés, à raison de la journée de travail qu'ils auraient pu gagner suivant l'usage du lieu; car il sera vraisemblablement très-rare qu'il existe des tarifs spéciaux pour fixer le prix des exhumations.

Lorsqu'il n'y a pas de tarif arrêté, dit M. Sudraud-Desisles, le juge, pour fixer le salaire, doit avoir égard à la durée du travail, à ce qu'il a de pénible; on peut le payer au double des travaux ordinaires qui auraient duré le même temps [2].

Cet article, du reste, contient un principe général à suivre quand on aurait employé des hommes de journée, manouvriers ou artisans, à autre titre que celui d'experts [3].

[1] Instruction du 30 septembre 1826, p. 33.

[2] Sudraud-Desisles, *l. c.*, p. 90.

[3] Art. 134 du Règlement. — Instruction du 30 septembre 1826, p. 39, et modèle n° 10 de cette instruction.

548. Des honoraires et vacations des médecins, chirurgiens et sages-femmes. — « Les honoraires et va-
« cations des médecins, chirurgiens [1], sages-femmes, experts et
« interprètes, à raison des opérations qu'ils feront sur la réqui-
« sition des officiers de justice ou de police judiciaire, dans les
« cas prévus par les art. 43, 44, 148, 332 et 333 du Code d'in-
« struction criminelle, seront réglés ainsi qu'il suit (*Art.* 16
« *du Règlement*) :

« Chaque médecin ou chirurgien recevra, savoir :

« 1° Pour chaque visite et rapport [2], y compris le premier
« pansement, s'il y a lieu, à Paris, *six francs;* — dans les
« villes de 40,000 habitants et au-dessus, *cinq francs;* — dans
« les autres villes et communes, *trois francs.*

« 2° Pour les ouvertures de cadavres et autres opérations
« plus difficiles que la simple visite, et en sus des droits ci-
« dessus, à Paris, *neuf francs;* — dans les villes de 40,000
« âmes et au-dessus, *sept francs;* — dans les autres villes et
« communes, *cinq francs.* » *Art.* 17, *Ibid.*

« Les visites faites par les sages-femmes seront payées, à
« Paris, *trois francs;* — dans les autres villes et communes,
« *deux francs.* » *Art.* 18, *Ibid.*

« Outre les droits ci-dessus, le prix des fournitures néces-
« saires pour les opérations sera remboursé. » *Art.* 19, *Ibid.*

Le premier pansement ne peut jamais être compté comme *opération plus difficile.*

Quelles que soient les opérations, il ne peut être accordé de plus fortes taxes que celles qui sont fixées par l'art. 17. On ne peut même augmenter ces allocations en vertu de l'art. 136 du Règlement, attendu que les dispositions de cet article ne s'appliquent qu'aux dépenses extraordinaires et non prévues par ce Règlement, et que l'on ne saurait se fonder, sous

[1] Les dispositions concernant les médecins et chirurgiens s'appliquent pareillement aux *officiers de santé*. De Dalmas, *l. c.*, p. 37 et *Supplément*, p. 36. — Dalloz, *Rép.* v° *Frais et dépens*, n^os 1110 et suiv.

[2] La rédaction du rapport ne procure aucun émolument au médecin. — Ce rapport est exempt de timbre et d'enregistrement. Sudraud-Desisles, *l. c.*, p. 171.

quelque prétexte que ce puisse être, sur cet article, pour augmenter les honoraires attribués aux médecins et chirurgiens, puisque ces honoraires constituent une dépense ordinaire, prévue et déterminée d'une manière invariable.

Les médecins et chirurgiens appelés pour procéder à des opérations chimiques doivent être assimilés aux experts, en ce qui concerne l'indemnité qui peut leur être due.

Un traitement étant accordé aux médecins et chirurgiens des prisons, ils sont obligés non-seulement de soigner et de traiter les détenus blessés ou malades, du moment où ils entrent dans la prison, et pendant tout le temps qu'ils y restent, mais encore de rendre compte à l'autorité de l'état dans lequel ils se trouvent durant le même intervalle; ce traitement doit être considéré comme une espèce d'abonnement pour les visites et rapports faits par les médecins et chirurgiens, et les soins et les traitements qu'ils donnent indistinctement aux détenus ont avec ces visites et rapports une connexion nécessaire. Ainsi, dans le cas dont il s'agit, l'indemnité allouée par le premier paragraphe de l'art. 17 ne peut être accordée aux médecins et chirurgiens attachés aux prisons. Mais il n'en est pas de même de celle dont parle le second paragraphe de cet article; cette indemnité leur est due lorsque, comme les autres médecins et chirurgiens, ils procèdent, soit dans les prisons, soit hors des prisons, à des opérations plus difficiles que la simple visite : les droits de simple visite leur sont également dus quand elles se font hors des prisons [1].

Ces dernières observations me portent à penser que les dispositions de l'art. 32 du Règlement ne sont pas applicables aux médecins et chirurgiens des prisons, entendus comme témoins.

Quant au remboursement des fournitures, il ne sera fait que lorsque les médecins, chirurgiens et sages-femmes auront joint à leur mémoire un état détaillé des fournitures. S'il les ont achetées, cet état sera quittancé par le vendeur [2].

[1] Instruction du 30 septembre 1826, p. 38, 39, et modèles nos 8 et 9 de cette instruction.

[2] Instruction du 30 septembre 1826, p. 39.

Remarquez que, dans le cas de levée de corps, aux termes de l'art. 81 du Code Napoléon et des art. 43 et 44 du Code d'instruction criminelle, si l'opération n'a pas été requise par un officier de police judiciaire et pour vérifier une présomption ou suspicion d'attentat criminel contre la personne décédée, mais seulement par l'autorité administrative ou l'un de ses agents, pour constater la mort et ses circonstances, en dehors de toute présomption de crime ou de délit, ce n'est plus qu'une mesure de police administrative, dont la dépense doit être supportée par l'administration, non par les frais généraux de justice criminelle, et que le juge d'instruction ne doit pas taxer [1].

« Il ne sera rien alloué pour soins et traitements adminis-« trés, soit après le premier pansement, soit après les visites « ordonnées d'office. » *Art.* 21 *du Règlement.*

En effet, on ne doit payer, comme frais de justice que les visites et opérations qui servent à l'instruction des procédures. Si, postérieurement au pansement d'un blessé, il devient nécessaire de constater son état, par exemple pour déterminer la durée de la maladie ou de l'incapacité de travail, le droit auquel donne lieu cette visite doit être compris dans les frais du procès. Mais, hors de ce cas et autres semblables, le blessé ou le malade doit être soigné à ses frais ; et, s'il est indigent, c'est à l'autorité administrative qu'il doit s'adresser pour obtenir des secours ou son admission dans un hospice [2].

Toutefois, j'estime qu'il faudrait décider autrement si le blessé était un prévenu que le juge d'instruction ou un officier de police judiciaire aurait fait arrêter et qui aurait besoin de soins et de pansements successifs de la part de l'homme de l'art requis de constater et de panser les blessures, jusqu'à la translation dans la maison d'arrêt ou à l'hospice. L'homme qui est placé sous la main de justice, doit être secouru et soigné provisoirement au compte des frais de justice criminelle.

[1] De Dalmas, *Suppl. au Traité des Frais de just. crim.*, p. 36–42.

[2] Sudraud-Desisles, *l. c.*, p. 171. — Briand et Chaudé, *Médecine légale*, p. 61.

549. Des honoraires et vacations des experts, interprètes et traducteurs. — « Chaque expert ou interprète recevra, pour chaque vacation de trois heures, et pour « chaque rapport, lorsqu'il sera fait par écrit, savoir : à Paris, « *cinq francs ;* — dans les villes de 40,000 habitants et au-« dessus, *quatre francs ;* — dans les autres villes et com-« munes, *trois francs.* »

« Les vacations de nuit seront payées moitié en sus.

« Il ne pourra être alloué, pour chaque journée, que deux « vacations de jour et une de nuit. » *Art.* 22 *du Règlement.*

C'est seulement lorsqu'ils sont employés comme experts, v.g. pour une analyse chimique, que les médecins reçoivent des honoraires taxés par vacations [1] ; ils sont alors compris sous la dénomination générale d'experts, qui s'applique à toutes les professions.

La durée et le nombre des vacations doivent être constatés exactement par des procès-verbaux des magistrats ou officiers de police judiciaire qui président à l'opération. Ces procès-verbaux serviront ensuite de base à la taxe et seront joints aux mémoires [2].

Je crois que, dans ces dernières expressions de l'instruction du 30 septembre 1826, il s'est glissé une erreur. Les procès-verbaux, faisant partie essentielle des procédures, ne peuvent en être détachés pour être annexés aux mémoires des experts. Tout au plus pourrait-on leur en délivrer un extrait à cette fin ; mais le Règlement n'alloue nulle part une indemnité au greffier pour un tel extrait. On agira, je pense, tout aussi régulièrement, dans l'intérêt des experts, en attestant, à la suite des réquisitoires en vertu desquels ils ont opéré, la durée et la nature de leurs opérations.

Par les mêmes motifs, il est nécessaire de mentionner dans les procès-verbaux et au bas des réquisitions la demeure et la

[1] Décision du Ministre de la justice du 15 mai 1825. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Frais et dépens*, n° 1111.

[2] Instruction du 30 septembre 1826, p. 39, et modèle n° 11 de cette instruction. — Circul. du Ministre de la justice du 16 août 1842. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Frais et dépens*, n^os^ 1115, 1116.

commune des experts, ou la distance par eux parcourue, pour la fixation de leurs frais de voyage.

Le rédacteur des procès-verbaux doit encore y établir, à la fin ou en marge, le montant de l'indemnité due aux experts, pour que le greffier ne manque pas de le comprendre dans ses états de frais.

De même que les médecins, les experts sont remboursés de leurs frais et fournitures sur mémoires. S'ils ont besoin d'employer des hommes de peine pour les aider dans leurs opérations, ils ne sont pas obligés d'en défalquer le salaire sur leurs émoluments; l'administration acquitte les frais d'après le taux du pays[1].

« Les traductions par écrit seront payées, pour chaque rôle
« de trente lignes à la page et de seize à dix-huit syllabes à la
« ligne, savoir : à Paris, *un franc vingt-cinq centimes;* —
« dans les villes de 40,000 habitants et au-dessus, *un franc;*
« — dans les autres villes ou communes, *soixante-quinze cen-*
« *times.* » *Art.* 23 *du Règlement.*

Lorsque ces traductions sont terminées, elles doivent être soumises à l'examen du ministère public, qui constate au bas de chacune d'elles qu'elle contient le nombre de lignes et de syllabes exigé. Dans le cas contraire, le ministère public doit réduire ces traductions au nombre de rôles qu'elles peuvent comporter, d'après la quantité de lignes et de syllabes qui doit entrer dans chaque page[2].

« Dans le cas de transport à plus de deux kilomètres de
« leur résidence, les médecins, chirurgiens, sages-femmes,
« experts et interprètes, outre la taxe ci-dessus fixée pour

[1] Décision du Ministre de la justice du 16 février 1830.—DALLOZ, *Rép.*, v° *Frais et dépens*, n° 1115.

Lorsque les taxes accordées aux experts ne couvrent pas toutes leurs dépenses, il y a lieu, pour les indemniser, de recourir au moyen indiqué par l'art. 136 du Règlement (*Inf.* n° 572). DE DALMAS, *Suppl. au Traité des Frais de just. crim.*, p. 44 et suiv.

[2] Instruction du 30 sept. 1826, p. 39, et modèle n° 12, *ibid.*

« leurs vacations, seront indemnisés de leurs frais de voyage « et de séjour de la manière déterminée dans le chapitre VIII, « ci-après [1]. » *Art.* 24 *du Règlement.*

Cet art. 24 suppose que les médecins se sont transportés pour une opération de leur art ou profession : car s'ils s'étaient déplacés à autre titre, v. g. comme témoins, ils ne recevraient pas de frais de transport *comme experts*, mais comme *simples particuliers* ou *comme témoins* [2].

550. Taxe des médecins, chirurgiens et sages-femmes appelés comme témoins.— « Dans tous les cas « où les médecins, chirurgiens, sages-femmes ou interprètes « sont appelés soit devant le juge d'instruction, soit aux dé- « bats, à raison de leurs déclarations, visites ou rapports, les « indemnités dues pour cette comparution leur seront payées « comme à des témoins, s'ils requièrent taxe. » *Art.* 25 *du* « *Règlement.*

Dans ces cas, les médecins, etc., sont considérés, abstraction faite de leur qualité ou profession, comme tous autres témoins, et taxés à ce seul titre.

Les art. 17, 18, 22, 91 du règlement du 18 juin 1811 sont alors inapplicables [3] : l'on rentre dans le cas des art. 27, 28, 95 n° 2, 96 n° 2 du même Règlement [4]. Au surplus les taxes sont faites dans une forme particulière et spéciale [5].

Une circulaire de M. le ministre de la justice du 7 déc. 1861, a innové en ces termes :

« Mon attention et celle de mes prédécesseurs ont été souvent appelées sur la situation que le décret du 18 juin 1811 fait aux médecins et experts, lorsqu'ils sont cités devant les

[1] Art. 90 et suiv. du Règlement.—*Inf.* n° 562.

[2] De Dalmas, *des Frais de just. crim.*, p. 269.

[3] Décisions des 2 décembre 1820 et 18 janvier 1823. — Duport, *l. c.*, p. 19.

[4] Duport, *l. c.* — De Dalmas, *l. c.*, p. 60.

[5] Instruction du 30 septembre 1826, p. 41, et modèle n° 13, *ibid.* — *Inf.* n° 622.

cours et tribunaux, pour donner des explications sur les travaux qui leur ont été confiés.— Dans ce cas, ils doivent être assimilés à de simples témoins et taxés comme tels, si on leur applique littéralement l'art. 25 dudit décret. Or, cette assimilation est généralement en désaccord avec la vérité des faits. Il arrive presque toujours, en effet, qu'ils ont à discuter contradictoirement avec les accusés, les conclusions de leurs rapports; à répondre à des questions qui leur sont soumises; en un mot, à apporter de nouvelles lumières à la justice. Ce n'est donc pas sans raison qu'ils soutiennent que c'est réellement en qualité d'experts qu'ils comparaissent devant elle, et qu'il est rigoureux de considérer comme une simple déposition, des explications souvent longues et difficiles. — J'ai dû examiner sérieusement les réclamations que cet état de choses a soulevées, et frappé surtout de cette considération, que les magistrats requièrent d'ordinaire le concours des praticiens que leur mérite met le plus en évidence, j'ai jugé qu'il était convenable de ne plus leur contester le caractère de médecins et d'experts dans la circonstance où ils le revendiquent, et de faire cesser une assimilation qui, en lésant leurs intérêts, blesse en même temps leur dignité.—En conséquence, j'ai décidé que les médecins et experts qui seront appelés à l'avenir devant les cours et tribunaux, pour donner des explications sur leurs rapports et leurs opérations, seront taxés conformément aux dispositions du décret du 18 juin 1811 qui leur sont spécialement applicables.... »

En consultant l'esprit de cette circulaire, qui a pour but d'écarter une application trop stricte de l'art. 25 du décret du 18 juin 1811, j'estime qu'il ne faut pas entendre dans un sens restreint sa portée, et que dans les termes *Cours* et *Tribunaux*, il faut comprendre la juridiction du juge d'instruction, en faisant toutefois une distinction.

Lorsque les médecins et experts sont appelés à déposer, au cours de l'instruction, de faits qu'ils ont appris en dehors de l'expertise ou qu'ils savent autrement qu'à titre d'experts, et dont toute autre personne aurait pu rendre compte comme eux, je pense qu'ils sont alors entendus comme témoins, non

comme experts; d'où la conséquence qu'ils doivent alors être taxés comme les autres témoins.

Mais, si les médecins et experts sont appelés à raison de ce qu'ils ont vu ou appris, ou de ce qu'ils savent comme experts, soit pour développer, compléter, expliquer leurs rapports, soit pour répondre à des objections, pour fournir des explications nouvelles et des éléments de conviction, en un mot, pour faire profiter la justice de leurs lumières, de leurs connaissances ou de leur expérience comme gens de l'art, j'estime qu'alors ils doivent être considérés comme faisant fonctions, non de témoins, mais d'experts, et qu'ils doivent, à ce titre, profiter des dispositions de la circulaire du 7 décembre 1861, et être taxés comme experts, d'après les articles 16 à 24 du décret ou règlement du 18 juin 1811 [1].

551. Indemnités qui peuvent être allouées aux témoins en général. — Formalités des taxes. — Observations essentielles. — « Conformément à l'art. 82 du Code « d'instruction criminelle, les témoins entendus lors de l'in- « struction et lors du jugement des affaires criminelles et de « police, recevront, s'ils le demandent, une indemnité qui de- « meurera réglée ainsi qu'il suit. » *Art. 26 du Règlement* [2].

« Pour chaque jour que le témoin aura été détourné de son « travail ou de ses affaires, il lui sera accordé, savoir : à Paris, « *deux francs* ;—Dans les villes de 40,000 habitants et au- « dessus, *un franc cinquante centimes* ; — Dans les autres villes « et communes, *un franc.* » *Art. 27 du Règlement.*

« Les témoins du sexe féminin admis à déposer, et les en- « fants de l'un ou de l'autre sexe au-dessous de l'âge de quinze « ans, entendus par forme de déclaration, recevront, savoir : « à Paris, *un franc vingt-cinq centimes* ; — Dans les villes de

[1] Dans la première hypothèse, ils devraient prêter seulement le serment de l'art. 75 du Code d'instruction criminelle; dans la seconde, il conviendrait de leur faire prêter serment conformément aux art. 44 et 75 concurremment, parce qu'ils peuvent avoir à faire une déposition, et en même temps à donner oralement un supplément de rapport, ou une consultation, un avis d'expert.

[2] DALLOZ, *Rép.*, v° *Frais et dépens*, n°s 1096 et suiv. — *Sup.* n° 308.

« 40,000 habitants et au-dessus, *un franc ;* — Dans les autres « villes et communes, *soixante-quinze centimes.* » *Art.* 28 *du Règlement.*

Il est important de remarquer qu'aucune taxe ne peut être accordée aux témoins *qu'autant qu'ils la demandent* [1] ; et l'art. 36 du Règlement porte expressément que les officiers de justice énonceront, dans les mandats qu'ils délivreront au profit des témoins, *que la taxe a été requise.* Si la formalité prescrite par l'art. 36 du Règlement n'était pas remplie, la taxe serait rejetée [2].

La taxe des témoins doit toujours être faite sur la copie de l'assignation [3] : cette formalité est de rigueur.

Si pourtant le témoin a égaré sa copie, la taxe mise à la suite d'un certificat donné par le juge d'instruction pourrait valoir, et ce moyen n'a éprouvé aucune contradiction de la part de la Cour des comptes [4]. Je me suis plusieurs fois trouvé dans le cas de taxer des témoins qui avaient perdu leur copie de citation ; mes taxes, faites suivant le modèle du n° 627 ci-après, que je propose pour exemple, ont toutes été accueillies.

Les taxes sont écrites, à l'exclusion des huissiers, par le greffier, gratuitement [5], sous la dictée et l'inspection du juge [6], et sauf la responsabilité de celui-ci [7].

Les noms, qualité ou profession du témoin doivent être indi-

[1] *Sup.* n° 308.

[2] Instruction du 30 septembre 1826, p. 47. — Circul. du 16 août 1842. — De Dalmas, *l. c.*, p. 79.

[3] Art. 133 du Règlement. — Circul. du Ministre de la justice du 30 octobre 1824.

La taxe est régulièrement faite sur l'avertissement tenant lieu de citation en vertu duquel les témoins ont été appelés, et qui leur donne droit à être taxés, comme une citation. Décision du Ministre de la justice des 30 mai 1826 et 11 mars 1837. — Circul. du 26 décembre 1845. — De Dalmas, *l. c.*, p. 65, 66, 154.

[4] Duport, *Tableau raisonné des indemnités des Témoins et des Jurés.* p. 10. — De Dalmas, *l. c.*, p. 74.

[5] Art. 63 du Règlement.

[6] Circul. du 16 juin 1823. — Instruction du 30 septembre 1826, p. 41.

[7] Art. 141 du Règlement.

qués dans la taxe, s'ils ne le sont pas dans l'exploit, au bas duquel elle est faite, pour que l'on puisse reconnaître si le témoin a droit à la taxe, que la loi refuse aux militaires et à ceux qui reçoivent un traitement quelconque [1].

Il faut, suivant le cas, constater l'âge du témoin [2] et sa demeure [3].

La taxe doit indiquer que l'assignation a été donnée à la requête du ministère public, quand il y a lieu, l'indemnité accordée aux témoins ne devant être acquittée par le trésor impérial, qu'autant qu'ils auraient été assignés à la requête du ministère public, et les témoins cités à la requête des parties civiles ou des prévenus devant recevoir *de ceux qui les ont appelés en témoignage*, l'indemnité taxée par le juge [4].

Toutes les fois que la nature de l'affaire n'est pas indiquée dans la citation, ou ne l'est pas suffisamment, il faut nécessairement la rappeler dans la taxe, afin qu'on puisse reconnaître si les frais doivent être supportés par le ministère de la justice, ou par quelques administrations, par des établissements publics ou par des communes, conformément à l'art. 158 du Règlement [5].

Il ne suffit pas de déterminer la nature de l'affaire en termes généraux, tels que : *contravention de police ; délit rural ; vol de bois ; chemin ou voie publique ; injures ; violences ou voies de fait envers les préposés; rébellion ; concussion :* on doit le faire d'une manière particulière à chaque espèce [6].

Les sommes allouées aux témoins doivent être écrites en toutes lettres, dans le corps de la taxe ; les surcharges et ratures doivent être approuvées par le juge.

[1] Art. 31 et 32 du Règlement.

[2] Art. 97, *ibid.*

[3] Art. 90, *ibid.* — Art. 2 du décret du 7 avril 1813.

[4] Art. 33 et 34 du Règlement.

Dans l'instruction, les citations ne sont jamais données à la requête des particuliers.

[5] Art. 158 du Règlement. — Circul. du 2 novembre 1816. — DE DALMAS, *l. c.*, p. 65.

[6] Circul. du ministre de la justice du 3 mai 1825.

L'article de loi en vertu duquel la taxe est faite, doit être relaté [1].

On doit indiquer dans les taxes s'il y a partie civile en cause, et si elle a justifié de son indigence [2]. Pour éviter toute méprise, les ordonnances et mandements du juge doivent, le cas échéant, indiquer qu'il y a partie civile en cause, et la désigner [3].

La personne chargée de solder la taxe doit être désignée spécialement.

Le témoin n'étant payé que sur son acquit, la taxe doit énoncer si le témoin sait ou ne sait pas signer [4].

Les taxes doivent être datées [5]; elles doivent être signées par le juge qui les a délivrées, à peine de rejet.

A la marge de la taxe, on doit toujours placer, quand il y a lieu, le décompte prescrit par les instructions [6]. Ce décompte s'établit ainsi :

		fr.	c.		fr	c.
(Nombre)	Myriamètres parcourus à.	»	»	l'un	»	»
Id.	Jours de séjour forcé en route à.	»	»	l'un	»	»
Id.	Jours de séjour au lieu de l'instruction à.	»	»	l'un	»	»
	Total de la taxe.				»	»

Toute taxe qui ne serait point rédigée conformément au modèle n° 14 de l'instruction du 30 sept. 1826 serait rejetée [7].

Les taxes doivent être payées par le receveur de l'Enregistrement, tous les jours, à toute heure, depuis une heure avant le lever, jusqu'à une heure après le coucher du soleil [8].

La taxe de comparution fixée par les articles 27 et 28 du Rè-

1 Art. 139 du Règlement.
2 Art. 161 du Règlement.
3 Circul. du 3 mai 1825. — Instruction du 30 septembre 1826, p. 137.
4 Instruction citée, p. 43.
5 Décision du 18 avril 1820. — Duport, *l. c.*, p. 17.
6 Circul. du ministre de la justice du 2 novembre 1816.
7 *Inf.* n° 626.
8 Décision du ministre des finances du 24 septembre 1808. — Décision du ministre de la justice du 16 avril 1825. — Instruction du 30 septembre 1826, p. 41. — Duport, *l. c.*, p. 18. — A ce sujet, *V.* l'arrêté du Directoire du 2 frimaire an VI.

glement, est due à tout témoin qui n'est pas domicilié à plus d'un myriamètre du lieu où il est entendu [1] ; et l'on alloue une journée, quand même le témoin n'aurait été détourné de ses affaires que pendant quelques heures ou même quelques instants [2].

Quand le témoin demeure au delà d'un myriamètre du lieu où il est entendu, les articles 27 et 28 du Règlement cessent d'être applicables, et les témoins sont taxés à raison du chemin parcouru [3].

Quel que soit le nombre des affaires dans lesquelles un témoin aura été entendu le même jour, il ne doit être taxé qu'une fois, ou du moins il ne doit obtenir qu'une taxe entière ; car la taxe est accordée pour chaque jour, et non pour chaque affaire [4].

De même, en cas de transport ou de déplacement du témoin, il ne devrait lui être passé qu'un seul voyage, quoiqu'il eût déposé dans plusieurs procédures.

Dans ces circonstances, il convient de diviser l'indemnité sur les diverses taxes que l'on fait pour chaque témoin. Ainsi, un témoin ayant été cité dans deux affaires, on indiquera sur chaque citation que l'on alloue *demi-taxe* seulement, parce que le témoin a été ou va être entendu, le même jour, dans une autre affaire. Il résulte de là que les frais sont plus équitablement cotés que si l'on faisait d'abord une taxe entière, puis ultérieurement un refus de taxe ; et que le prévenu qui serait condamné, ou le Trésor, en cas d'absolution, n'a à supporter, en définitive, que les frais exactement faits pour chaque affaire jugée.

552. Taxe des gardes champêtres et forestiers, et des gendarmes, appelés comme témoins.—Le Règlement a apporté dans ses articles 31 et 32, que je vais transcrire tout à l'heure, quelques exceptions à la règle générale que les té-

[1] Pour exception, *V.* art. 32 du Règlement, *inf.*

[2] Sudraud-Desisles, *l. c.*, p. 248. — De Dalmas, *l. c.*, p. 66. — Décision du 19 janvier 1821.

[3] Décret du 7 avril 1813, art. 2.

[4] Décisions des 16 août 1823 et 4 mai 1824. — Duport, *l. c.*, p. 21.

moins entendus dans l'instruction des affaires criminelles recevront une indemnité, s'ils la demandent. Mais il faut remarquer, dès à présent, que les gendarmes, les gardes champêtres et les gardes forestiers, qui semblaient compris dans les prohibitions des articles cités, en ont été expressément relevés par l'article 3 du décret du 7 avril 1813, ainsi conçu :

« Il n'est dû aucuns frais de voyage aux gardes champêtres et forestiers, tant pour la remise qu'ils sont tenus de faire de leurs procès-verbaux, conformément aux articles 18 et 20 du Code d'instruction criminelle, que pour la conduite des personnes par eux arrêtées devant l'autorité compétente.

« Mais lorsque ces gardes sont appelés en justice, soit pour être entendus comme témoins, lorsqu'ils n'auront point dressé de procès-verbaux, soit pour donner des explications sur les faits contenus dans les procès-verbaux qu'ils auront dressés, ils auront droit aux mêmes taxes que les témoins ordinaires.

« Il en sera de même des gendarmes. »

553. Des témoins malades. — « Les témoins qui com-
« paraîtront en justice dans un état de maladie ou d'infirmité
« dûment constaté, auront droit au double de la taxe accordée
« aux témoins valides. » *Art.* 29 *du Règlement.*

Cet article a été abrogé par l'article 1er du décret du 7 avril 1813.

Néanmoins, s'il est indispensable d'appeler hors de son domicile un témoin infirme ou malade, et si ce témoin ne peut se transporter devant le juge sans dépenser une somme plus forte que celle qu'il doit obtenir pour sa déposition, on doit considérer les frais de ce voyage comme une dépense extraordinaire, et faire application des dispositions de l'article 136 du Règlement [1].

554. Taxe des témoins qui se transportent hors de leur résidence. — « Si les témoins sont obligés de se trans-

[1] Décisions du garde des sceaux des 23 décembre 1817 et 27 juillet 1822. — Sudraud-Desisles, *l. c.*, p. 260.

« porter hors du lieu de leur résidence, il pourra leur être « alloué des frais de voyage et de séjour, tels qu'ils seront ré- « glés ci-après (art. 90 et suiv.). — Audit cas, les frais de « séjour, tels qu'ils seront fixés par le n° 2 de l'article 96 ci- « après, leur tiendront lieu de la taxe déterminée par les arti- « cles 27 et 28 ci-dessus. » *Art.* 30 *du Règlement.*

Cette disposition n'est applicable qu'autant que les témoins se transportent à plus d'un myriamètre de leur résidence, d'après l'art. 2 du décret du 7 avril 1813, transcrit plus bas, p. 95.

555. Taxe des témoins militaires et marins. — « Les « officiers de justice n'accorderont aucune taxe aux militaires « en activité de service, lorsqu'ils seront appelés en témoi- « gnage [1]. Néanmoins il pourra leur être accordé une indem- « nité pour leur *séjour forcé* hors de leur garnison ou canton- « nement, en se conformant, pour les officiers de tout grade, « à la fixation faite par le n° 2 de l'article 96 du présent dé- « cret, en allouant seulement la moitié de ladite indemnité « aux sous-officiers et soldats. » *Art.* 31 *du Règlement.*

Mais les frais ne peuvent et ne doivent être alloués que pour les jours que ces militaires sont obligés de passer dans les villes où ils sont appelés en témoignage, et où leur présence est nécessaire. On ne doit pas comprendre dans la taxe *le jour de leur arrivée, ni celui du départ* [2].

Les militaires en retraite ou en non-activité ont droit aux mêmes indemnités que les simples particuliers, lorsqu'ils sont appelés en témoignage [3].

Les militaires en semestre ou en congé limité ont-ils droit à l'indemnité de séjour accordée par l'article 31 du Règlement? Le ministre de la guerre, à qui la question a été proposée, fait observer que, d'après une ordonnance du 24 septembre 1823, ces militaires n'ont à prétendre aucune indemnité sur les fonds

[1] Les frais de route dus à ces militaires ne sont pas considérés comme frais de justice, art. 3, n° 2. — Instruction du 30 septembre 1826, p. 45.

[2] Instruction du 30 septembre 1826, p. 45.

[3] SUDRAUD-DESISLES, *l. c.*, p. 182.

de la guerre ; et quoique ceux, dit-il, qui se trouvent dans cette position soient toujours en activité de service, ils doivent néanmoins être indemnisés de leur déplacement sur les fonds généraux de justice criminelle [1] : en d'autres termes, ils doivent être taxés comme les témoins ordinaires.

Tous ceux que les lois assimilent aux militaires [2] n'ont droit qu'à l'indemnité de séjour dans le lieu de l'instruction ou des débats ; tels sont notamment les chirurgiens attachés aux armées [3].

Suivant une lettre du ministre de la marine du 26 juillet 1815, les marins voyageant seuls, et se rendant à une destination quelconque, en vertu d'ordres, reçoivent des indemnités de route, conformément à l'arrêté du Gouvernement du 29 pluviôse an IX (18 février 1801) ; les dispositions de l'article 31 du décret du 18 juin 1811 sont donc applicables aux officiers militaires, à ceux d'administration et autres, entretenus ou non entretenus, employés au service de la marine de l'État [4].

Les marins en disponibilité dans leurs quartiers sont payés, quand ils le requièrent, comme les témoins ordinaires [5].

La prohibition de l'article 31 du Règlement ne pèse plus sur les gendarmes, comme je l'ai déjà dit plus haut, p. 84, d'après les dispositions de l'article 3 du décret du 7 avril 1813.

Mais le bénéfice de l'article 3 du décret du 7 avril 1813 ne peut être étendu à d'autres que les gendarmes, les gardes champêtres et les gardes forestiers [6].

Les préposés des douanes ne sont pas compris dans l'application de l'article 31 du Règlement ; mais ils rentrent dans la

[1] Lettre du ministre de la guerre du 9 août 1825. — DUPORT, *l. c.*, p. 25.

[2] *Sup.* n° 99.

[3] Décision du 1er mai 1824. — DUPORT, *l. c.*, p. 25.

[4] Décisions des 10 janvier 1816 et 23 février 1830. — DE DALMAS, *l. c.*, p. 70, et *Supplément*, p. 67 et suiv.

[5] Décision du 14 août 1817. — DE DALMAS, *Traité des Frais de Justice criminelle*, p. 71.

[6] Décision du 6 avril 1822. — DUPORT, *Tableau raisonné des indemnités des Témoins et des Jurés*, p. 26.

classe des individus à qui il est payé un traitement à raison d'un service public [1].

556. Les témoins qui reçoivent un traitement n'ont droit qu'à des frais de voyage. — « Tous les témoins qui « reçoivent un traitement quelconque à raison d'un service « public, n'auront droit qu'au remboursement des frais de « voyage, s'il y a lieu et s'ils le requièrent, sur le pied réglé « dans le chapitre VIII (art. 90 et suiv.) ci-après. » *Art.* 32 *du Règlement*.

On doit entendre par un traitement quelconque, tout ce qui est payé, soit sur les fonds du Trésor impérial, soit sur les fonds départementaux, municipaux ou communaux, à quelque titre et sous quelque dénomination que ce soit [2].

Le motif de cet article 32 est que l'obligation de paraître en témoignage est une charge imposée à tous les citoyens ; et si la loi accorde quelque indemnité aux témoins, elle n'a pour but que de rendre cette charge plus supportable aux individus qui

[1] Décision du 26 octobre 1824. — DUPORT, *l. c.*, p. 26. — DE DALMAS, *l. c.*, p. 409, et *Supplément*, p. 156.

[2] Pour des exemples, *V.* DUPORT, *l. c.*, p. 27.

Je suis porté à penser que les médecins et chirurgiens des prisons ne sont pas compris dans les prohibitions de l'article 32 du Règlement, parce qu'ils reçoivent moins un traitement qu'un *abonnement* pour les soins qu'ils donnent aux prisonniers, suivant l'expression de l'instruction du 30 septembre 1826. *Sup.* n° 548.

Quant aux gendarmes, gardes champêtres et gardes forestiers, ils sont placés dans une catégorie à part, aux termes de l'article 3 du décret du 7 avril 1813; et l'instruction du 30 septembre 1826, p. 45, 101, renvoie audit décret pour ce qui les concerne.

Cependant, suivant l'opinion de M. DE DALMAS, *l. c.*, p. 265, et *Supplément*, p. 156, les gardes et les gendarmes ne seraient exceptés de l'application de l'article 32 du Règlement par l'article 3 du décret du 7 avril 1813, que pour le cas où ils sont appelés en témoignage *sur des faits qu'ils avaient mission ou pouvoir de constater*. Ce sentiment me paraît contestable : il est fondé sur une distinction qui ne résulte pas clairement et nécessairement du décret du 7 avril; il tend à retirer à des agents faiblement rétribués une faveur qui a été intentionnelle, et que le législateur n'a pas manifesté vouloir restreindre. Je n'ai pas encore vu rejeter une seule taxe faite à ces agents dans tous les cas indifféremment où leur témoignage

vivent de leur travail journalier [1]. Or, à défaut de déplacement, il n'y a, pour les témoins salariés à raison de leurs fonctions, que déperdition d'un temps payé [2].

Les témoins n'ont droit aux frais de voyage que *s'il y a lieu;* ces frais ne doivent leur être accordés que lorsqu'ils se sont transportés à plus d'un myriamètre de leur résidence, car il n'en est pas dû pour un moindre déplacement [3].

Ils n'ont droit non plus qu'à des *frais de voyage*, c'est-à-dire à l'indemnité des myriamètres parcourus, et à celle du séjour forcé en route : les magistrats ne doivent donc leur allouer ni l'indemnité de journée, c'est-à-dire l'indemnité fixée par les articles 27 et 28 du décret du 18 juin 1811, ni l'indemnité de séjour dans le lieu où se fait l'information, quand ils ont été entendus le jour fixé pour leur comparution [4].

Les dispositions de l'art. 32 du Règlement ne concernent que les indemnités des *témoins;* elles ne s'appliquent pas aux *experts*, dont le ministère est libre, et dont les honoraires sont fixés par l'art. 22 [5].

était requis. Mon avis est partagé par M. Sudraud-Desisles, *l. c.*, p. 115, 122, et par M. de Molènes, *des Fonct. du Proc. du roi*, t. I, p. 428.

La garde municipale de Paris est assimilée à la gendarmerie, sous ce rapport. — Décision du 26 décembre 1830.—De Dalmas, *l. c.*, p. 73.

Il en est de même des agents de police, si l'on s'arrête à l'intitulé du tableau de l'instruction du 30 septembre 1826, p. 166.

Mais, d'après une décision du ministre de la justice du 16 février 1832, les commissaires et les agents de police, recevant un traitement à raison d'un service public, n'ont pas droit à la taxe de comparution, mais seulement à une indemnité de voyage, quand il y a lieu.

Il en est de même des percepteurs des contributions directes. Décision du 25 janvier 1823.

[1] Instruction du 2 novembre 1816.

[2] D'après les mêmes considérations, il n'est accordé aucune indemnité aux témoins qui sont sous la main de la justice, parce que l'État faisant les frais de leur transport et de leur nourriture, ils n'ont à supporter ni dépenses, ni pertes de temps : dès lors aucun dédommagement à réclamer. Décision du 30 avril 1831. — De Dalmas, *l. c.*, p. 64.

[3] Décret du 7 avril 1813, art. 5, § 1er. — *Inf.* n° 561.

[4] Décision du 25 mars 1814. — Duport, *l. c.*, p. 27.

[5] Décision du 25 novembre 1826, Faure, *Rép. des Parquets*, n° 406, t. I, p. 316. — De Dalmas, *Supplément*, p. 46, 47.

557. Des frais de garde des scellés. — « Dans les cas « prévus par les articles 16, 35, 37, 38, 89 et 90 du Code « d'instruction criminelle, il ne sera accordé taxe pour la garde « des scellés, que lorsque le juge instructeur [1] n'a pas jugé à « propos de confier cette garde à des habitants de la maison « où les scellés auront été apposés.

« Dans ce cas, il sera accordé par chaque jour, au gardien « nommé d'office : à Paris, *deux francs cinquante centimes* ; « — Dans les villes de 40,000 habitants et au-dessus, *deux* « *francs* ; — Dans les autres villes et communes, *un franc*. » *Art.* 37 *du Règlement*.

« En matière criminelle et correctionnelle, les femmes ne « peuvent être constituées gardiennes de scellés, conformé- « ment à la loi du 6 vendémiaire an III (27 septembre 1794), « qui recevra, quant à ce, son exécution. » *Art.* 38, *Ibid.*

L'apposition et la levée des scellés faites par les officiers de police judiciaire, n'entraînent aucuns frais autres que l'indemnité du gardien, quand il y a lieu [2].

558. De la mise en fourrière et des frais de garde. — « Les animaux et tous les objets périssables, pour quelque « cause qu'ils aient été saisis, ne pourront rester en fourrière « ou sous le séquestre plus de huit jours.

« Après ce délai, la mainlevée provisoire pourra en être « accordée.

« S'ils ne doivent ou ne peuvent être restitués, ils seront mis « en vente, et les frais de fourrière seront prélevés sur le pro- « duit de la vente, par privilége et préférence à tous autres. » *Art.* 39 *du Règlement*.

« La mainlevée provisoire des animaux saisis et des objets « périssables mis en séquestre sera ordonnée par le juge de « paix ou par le juge d'instruction, moyennant caution et le « paiement des frais de fourrière ou de séquestre.

[1] *Add.* Ou tout autre officier de police judiciaire. DALLOZ, *Rép.* v° *Frais et dépens*, n° 1156.

[2] Instruction du 30 septembre 1826, modèle n° 15.

« Si lesdits objets doivent être vendus, la vente sera or-
« donnée par les mêmes magistrats.
« Cette vente sera faite... à la diligence de l'administration
« de l'enregistrement..... » *Art.* 40 *du Règlement.*

Je pense que si les objets périssables ou les animaux saisis devaient servir au procès comme pièces de conviction, cette circonstance écarterait l'application, ou tout au moins suspendrait l'exécution des articles 39 et 40 du Règlement, et que les objets périssables ou les animaux devraient être conservés, par ordre du juge d'instruction, autant de temps qu'il y aurait utilité et possibilité [1]. Pour mettre sa responsabilité à couvert, en cas de besoin, le juge d'instruction ferait sagement d'informer le procureur général, et de demander l'approbation de cette mesure, ou l'autorisation de la maintenir, qui peut être donnée en vertu de l'art. 136 du Règlement.

Le prix de chaque journée de garde ou de fourrière est réglé d'après l'usage des lieux, ou d'après le tarif établi par l'administration pour la fourrière publique ; à défaut d'usage ou de tarif local, le magistrat doit allouer un salaire équitable par journée de garde, ou le prix réel du logement, de la nourriture et du pansement des animaux saisis. On pourrait, pour prévenir toute difficulté, convenir du prix de la journée au moment de la mise en fourrière ou sous le séquestre.

Les frais de fourrière sont payés soit comme frais urgents, soit comme frais ordinaires et sur mémoire, suivant qu'il y a lieu ou non à l'application du n° 2 de l'article 134 du Règlement [2].

559. Des frais de transport des magistrats et greffiers. — « Dans les cas prévus par les articles 32, 36, 43, 46,

[1] De Dalmas, *l. c.*, p. 82. — Sudraud-Desisles, *l. c.*, p. 105. — Dalloz, *Rép.*, v° *Frais et dépens*, n° 1157.

En 1832, j'avais saisi au Port-la-Claie (Vendée), plusieurs chevaux qui appartenaient aux chefs d'un attroupement armé, et qui furent conservés pendant toute l'instruction. Les frais de fourrière furent alloués sans observation.

[2] Sudraud-Desisles, *l. c.*, p. 106. — *Inf.* n° 569.

« 47, 49, 50, 51, 52, 59, 60, 62, 83, 84, 87, 88, 90, 464, « 488, 497, 501, 616 [1] du Code d'instruction criminelle, les « juges [2] et les officiers du ministère public recevront des in- « demnités ainsi qu'il suit :

« S'ils se transportent à *plus de cinq kilomètres* de leur ré- « sidence, ils recevront, pour tous frais de voyage, de nourri- « ture et de séjour, une indemnité de *neuf francs* par jour.

« S'ils se transportent à *plus de deux myriamètres*, l'in- « demnité sera de *douze francs*, par jour. » *Art.* 88 *du Règle- « ment.*

« L'indemnité du greffier [3] ou commis assermenté qui ac- « compagnera le juge ou l'officier du ministère public sera : « dans le premier cas, de *six francs* par jour ; dans le second « cas, de *huit francs* par jour. » *Art.* 89 *du Règlement.*

L'indemnité accordée par ces articles est due dans tous les cas où les magistrats et les greffiers se transportent dans un lieu situé à plus de cinq kilomètres de la ville, siége du tribunal, où ils font leur résidence, quoique ce lieu dépende du territoire communal de la ville [4]. Il en est autrement pour les autres parties prenantes, dont l'indemnité est fixée à raison de la distance parcourue, et non *par jour*, comme nous le verrons dans l'article suivant.

La même indemnité est due lorsque le juge d'instruction est obligé de se transporter soit auprès d'un inculpé malade ou retenu par force majeure, ou par tout autre cas extraordi-

[1] Ajoutez : art. 228, 235, 377 du Code d'instruction criminelle. — Instruction du 30 septembre 1826, p. 89.

[2] Y compris les juges de paix. DALLOZ, *Rép.*, v° *Frais et dépens*, n° 1128.

[3] Ce qui s'applique aussi aux greffiers de justice de paix. DALLOZ, *Rép.*, v° *Frais et dépens*, n° 1129.

[4] Instruction du 30 septembre 1826, p. 89, et modèle n° 21 de la même instruction. — SUDRAUD-DESISLES, *Notes d'un Juge d'inst.*, p. 74. — MASSABIAU, *Man. du Minist pub.*, t. III, p. 79-81. — DE MOLÈNES, *des Fonct. du Proc. du roi*, t. I, p. 438.—DE DALMAS, *des Frais de justice*, p. 251, et *Supplément*, p. 250 et suiv. — DALLOZ, *Rép.* v° *Frais et dépens*, n^os 1125–1127.

Mais, d'après une circulaire du procureur général de Paris du 16 août 1836 (ADDENET, *Cod. annot. des Circul.*, p. 132), si le magistrat sort de

naire, et afin de procéder à son interrogatoire, soit auprès d'un témoin malade, pour recevoir sa déposition [1].

Il n'est pas dû de frais de transport aux officiers de police judiciaire, pour levée de corps en cas de mort violente, si le transport n'a été motivé par une présomption ou suspicion de

la commune de sa résidence, il tombe sous l'empire du droit commun, et son indemnité est calculée d'après les distances précisées de clocher à clocher par l'état dressé en vertu de l'art. 93 du Règlement : *il ne peut se soustraire à l'application d'une règle qu'il est tenu d'appliquer aux autres.*

Cette opinion, qui semble rationnelle au premier aspect, me paraît avoir le défaut de ne se déduire que d'un raisonnement dont la base n'est pas sûre.

Le juge d'instruction doit appliquer aux autres la règle des *distances*, qui fait leur loi; ce n'est pas une raison pour qu'il soit soumis absolument à la même règle, puisqu'il doit lui-même être taxé par *journées* : les distances, par rapport à lui, déterminent sans doute s'il aura ou non une indemnité et quel en sera le taux; mais la quotité de cette indemnité ne sera point réglée par *myriamètre* et *demi-myriamètre* comme pour les autres parties prenantes, et à la condition expresse d'être sorti de la commune de sa résidence; on ne peut donc pas dire ici : *Ubi eadem ratio, ibi idem jus;* il faut dire au contraire : *A chacun sa loi, à chacun son droit.* — Il ne serait pas juste que le juge d'instruction, qui a droit à une indemnité, dès qu'il se transporte à plus de cinq kilomètres, même dans la commune de sa résidence, distance qui ne peut dans ce cas être mesurée d'après l'état dressé en vertu de l'art. 93 du Règlement, perdît, s'il sortait de sa commune, son droit à l'indemnité, sous le prétexte que cet état devrait *seul* faire règle quant aux distances.

Il faut donc s'en tenir à la distinction faite par l'instruction générale du 30 septembre 1826, dont j'ai obtenu le bénéfice étant juge d'instruction à Niort. Je m'étais transporté en la commune de *Saint-Liguaire* (bourg à 4 kilomètres de Niort), dans un village situé très-près et en face de *Coulon* (autre bourg à 6 kilomètres de Niort), et j'avais constaté, par précaution, cette circonstance, comme justificative de mon appréciation des distances : la taxe de transport me fut allouée sans difficulté. Si je n'avais pas eu ce point de repère, j'aurais constaté simplement la distance du lieu du transport, comme si je fusse resté sur le territoire de la commune de ma résidence, et mon assertion, valable dans ce dernier cas, aurait sans aucun doute valu dans l'hypothèse, d'après l'instruction générale du 30 septembre 1826, que la chancellerie n'a point rapportée.

[1] SUDRAUD-DESISLES, *l. c.*, p. 153.

crime, et si, au contraire, il était de prime abord évident ou reconnu que la mort était naturelle ou accidentelle [1].

Cité en témoignage, le juge d'instruction n'aurait droit qu'aux frais de transport accordés aux témoins ordinaires [2].

Dans aucun cas, les commissaires de police ne peuvent prétendre à l'allocation fixée par l'art. 88 du Règlement. Toutefois, lorsqu'ils se sont transportés, en vertu d'une commission rogatoire du juge d'instruction, à plus de cinq kilomètres de leur résidence, et que l'information dont ils ont été chargés a été pour eux l'occasion de frais qu'il leur serait onéreux de supporter, ces frais peuvent être remboursés sur les fonds du ministère de la justice, à titre de dépenses extraordinaires, en se conformant aux prescriptions de l'art. 136 du Règlement ; ils doivent, dans ce cas, présenter un mémoire détaillé de leurs dépenses, et l'appuyer, autant que possible, de pièces justificatives. — Ce remboursement ne peut être légitimé que par l'accomplissement d'une mission réellement judiciaire [3].

Lorsqu'il y a lieu à l'application des art. 88 et 89 du Règlement, il est dressé un mémoire ou état conforme au modèle n° 21 de l'instruction générale du 30 sept. 1826. Les magistrats sont tenus de joindre à ces mémoires un extrait détaillé du procès-verbal dressé à la suite de chaque transport, pour constater son objet et les opérations effectuées [4].

L'extrait est fait par le juge ou par le greffier.

Pour satisfaire à cette prescription, on se borne généralement à indiquer, dans la troisième colonne de l'état conforme au modèle n° 21, ou sur une feuille séparée et certifiée, la date, la nature ou l'objet des procès-verbaux rédigés, la durée des opérations, le nombre des prévenus interrogés et des témoins entendus chaque jour, enfin tout ce qui peut justifier l'utilité du transport et sa prolongation, afin qu'il soit possible de vérifier si les indemnités portées au mémoire sont légitimement acquises. Mais il n'est point nécessaire d'énoncer les données

[1] De Dalmas, *Frais de Just. crim.*, *Supplém.*, p. 42. — *Sup.* n° 548.

[2] Sudraud-Desisles, *l. c.*, p. 167.

[3] Avis du conseil d'État approuvé le 9 décembre 1823. — Circul. du ministre de la justice du 12 mai 1855, Dalloz, 55-3-53.

[4] Circul. du ministre de la justice des 24 novembre et 7 décembre 1851.

de l'instruction résultant des procès-verbaux, parce que cela ne servirait en rien à apprécier la sincérité des mémoires ou état de frais.

560. Des frais de transport des témoins.—Appréciation des distances.— « Il est accordé des indemnités aux « médecins, chirurgiens, sages-femmes, experts, interprètes, « témoins, huissiers, gardes champêtres et forestiers, lorsque, « à raison des fonctions qu'ils doivent remplir, et notamment « dans les cas prévus par les art. 20, 43 et 44 du Code d'in- « struction criminelle, ils sont obligés de se transporter à « *plus de deux kilomètres* de leur résidence, soit dans le can- « ton, soit au-delà. » *Art.* 90 *du Règlement.*

Cet article a été modifié par l'art. 2, § 1, du décret du 7 avr. 1813, en ce qui concerne les témoins, par rapport aux distances qu'ils ont à parcourir pour avoir droit au transport; et par l'art. 3, §§ 2 et 3, du même décret, en ce qui concerne les gendarmes et les gardes entendus en témoignage, et assimilés sous ce rapport aux témoins ordinaires.

Comme les distances se comptent du chef-lieu de la commune où résident les personnes à indemniser au chef-lieu de la commune où se fait l'instruction, ou réciproquement, il s'ensuit qu'il n'est dû aucune indemnité aux parties prenantes désignées dans cet article qui ne sortent pas de la commune où elles résident, quelle que soit la distance qu'elles aient parcourue dans cette commune [1].

La raison en est que le juge taxateur, comme ceux qui sont chargés de vérifier les taxes, ne peuvent apprécier les distances qu'à l'aide de l'état dont il sera parlé à l'art. 93 du Règlement ; que cet état ne donne les distances que de chaque chef-lieu de canton, d'arrondissement et de département à chaque chef-lieu de commune en dépendant, ou, comme on le dit vulgairement, *de clocher à clocher* ; que hors de là toutes les supputations seraient donc arbitraires [2].

1 Instruction du 30 septembre 1826, p. 97.

2 En général, la distance doit être comptée non à partir du hameau ou

561. Règlement de l'indemnité à raison des distances. — « Cette indemnité est fixée par chaque myriamètre « parcouru en allant et en revenant, savoir [1] : 1° pour les mé- « decins, chirurgiens, experts, interprètes, à *deux francs cin-* « *quante centimes* ; — 2° pour les sages-femmes, témoins, « huissiers, gardes champêtres et forestiers, à *un franc cin-* « *quante centimes.* » *Art.* 91 *du Règlement.*

Les dispositions de cet article, en ce qui concerne *toutes personnes* appelées *comme témoins*, ayant droit à une indemnité, ont été remplacées par l'art. 2 du décret du 7 avr. 1813, ainsi conçu :

« Les témoins qui ne sont pas domiciliés à plus d'un myriamètre du lieu où ils seront entendus n'auront droit à aucune indemnité de voyage ; il ne pourra leur être alloué que la taxe fixée par les art. 27 et 28 du Règlement.

« Ceux domiciliés à plus d'un myriamètre recevront pour indemnité de voyage, s'ils ne sortent point de leur arrondissement, *un franc* par myriamètre parcouru en allant, et autant pour le retour.

« S'ils sont appelés hors de leur arrondissement, cette indemnité sera d'*un franc cinquante centimes*.

« Dans les deux derniers cas, la taxe fixée par les art. 27 et 28 susénoncés ne sera point allouée ; sans néanmoins rien

village dans lequel les témoins résident, mais de la commune dont le village ou hameau fait partie, attendu que les indemnités fixées par myriamètres ne peuvent et ne doivent être réglées que conformément au tableau des distances. S'il en était autrement, on se jetterait dans des embarras inextricables, on donnerait lieu à une foule d'abus, et il n'y aurait pas moyen de vérifier les allocations. Décisions des 14 janvier 1820, 19 juillet 1825 et 17 mars 1840. — DUPORT, *l. c.*, p. 35. — DE DALMAS, *l. c.*, p. 274.

[1] L'article 94 du Règlement, qui porte à trois francs l'indemnité de 2 fr. 50 c., et à deux francs, l'indemnité de 1 fr. 50 c., pendant les mois de novembre, décembre, janvier et février, a été abrogé par l'article 4 du décret du 7 avril 1813.

Dans le cas de trajet de mer, il peut être alloué une indemnité extraordinaire, en vertu de l'article 136 du Règlement, mais seulement après avoir pris les ordres du ministre de la justice, et en ayant soin d'en faire men-

innover à l'art. 30 du Règlement, relatif aux frais de séjour. »

562. L'indemnité est réglée par myriamètre et demi-myriamètre.—Explications. — « L'indemnité sera « réglée par myriamètre et demi-myriamètre ; les fractions de « *huit* ou *neuf* kilomètres seront comptées pour un myria- « mètre, et celles de *trois* à *sept* kilomètres, pour un demi- « myriamètre. » *Art.* 92 *du Règlement.*

La réduction des kilomètres en myriamètres ne doit pas se faire isolément, d'abord sur les kilomètres parcourus en allant puis sur les kilomètres parcourus en revenant, mais sur les kilomètres *réunis*, *tant de l'aller que du retour.*

Par exemple, soit la distance, du chef-lieu de la commune de la partie prenante au lieu où se fait l'instruction, de un myriamètre trois kilomètres : on ne comptera pas un myriamètre et demi pour aller et autant pour le retour ; mais, en additionnant le tout, on obtiendra vingt-six kilomètres, ou deux myriamètres six kilomètres, et l'on comptera deux myriamètres et demi [1].

On doit faire attention que, quand la distance du domicile d'un témoin au lieu où il est appelé n'excède pas un myriamètre, il n'est dû aucuns frais de voyage ; mais il en est dû quand la distance excède un myriamètre, ne fût-ce que d'un kilomètre. La taxe alors doit indiquer d'une manière exacte

tion expressément dans la taxe. Décisions des 10 juin 1817, 6 août 1819 et 23 mars 1820. — De Dalmas, *l. c.*, p. 268.

Il est d'usage d'accorder aux témoins venant de la Corse sur le continent, le prix de leur passage, et de les taxer ensuite suivant les règles ordinaires, en prenant le port de débarquement comme point de départ. Décision du 5 décembre 1831. — De Dalmas, *l. c.*, p. 269.

Les témoins venant d'Alger ont droit aussi à une indemnité extraordinaire. Décision du 11 juillet 1832. — De Dalmas, *l. c.*

Enfin, on suit encore une marche exceptionnelle relativement aux témoins que l'on fait venir des pays étrangers. Décisions des 28 septembre 1832 et 26 janvier 1833. — De Dalmas, *l. c.*

[1] Instruction du 2 novembre 1816. — Instruction du 30 septembre 1826, p. 99.

cette distance, et toujours en se conformant au tableau des distances dressé en conformité de l'article 93 ci-après du Règlement [1].

Y a-t-il lieu de compter les fractions de kilomètres ? Non, d'après une décision du ministre de la justice du 29 juin 1819 : le législateur n'a parlé que de celles de myriamètres. Les fractions de kilomètres devront uniquement servir à faire l'application des règlements qui n'accordent l'indemnité de voyage qu'aux parties prenantes qui ont parcouru plus de telle distance déterminée [2].

Ainsi, dans le cas où le tableau mentionnerait des fractions de kilomètres, celui qui aurait parcouru un myriamètre et un demi-kilomètre ou un quart de kilomètre, aurait droit à l'indemnité de voyage, puisqu'il aurait fait un trajet de plus d'un myriamètre.

Mais, si la distance était d'un myriamètre plus un kilomètre et demi, ce qui ferait pour l'aller et le retour deux myriamètres trois kilomètres, comptant généralement pour deux myriamètres et demi, aux termes de notre article 92, faudrait-il, comme cela ressort, à la rigueur, de la décision du 27 juin 1819, taxer seulement deux myriamètres, au lieu de deux myriamètres et demi, comme le justifierait le tableau ? Non, à mon avis : du moment qu'il est reconnu et vérifié que deux myriamètres et demi, ou l'équivalent légal, ont été parcourus ; que l'indemnité se règle par myriamètre et par demi-myriamètre ; que si la loi n'a pas accordé de valeur aux fractions de kilomètres, elle a pris en considération les kilomètres complets ; qu'il faut cumuler l'aller et le retour, pour faire la taxe ; qu'ici on obtient, par le cumul, un myriamètre et trois kilomètres *entiers;* que, dès lors, par application de l'art. 92 du Règlement, il faudrait solder deux myriamètres et demi : j'estime que c'est ainsi que, dans notre hypothèse, la taxe devrait être faite.

Si la distance parcourue était de 2 myriamètres 1 kilomètre, ce qui ferait pour aller et retour 4 myriamètres 2 kilomètres,

[1] Instruction du 30 septembre 1826, p. 99.
[2] DUPORT, *l. c.*, p. 32.

BIBLIOTHÈQUE IMPÉRIALE IMPR.

on devrait taxer seulement 4 myriamètres, l'article 92 du Règlement n'accordant rien pour une distance au-dessous de 3 kilomètres[1].

563. Du tableau des distances. — Nécessité de le suivre. — « Pour faciliter le Règlement de cette indemnité, « les préfets feront dresser un tableau des distances, en my- « riamètres et kilomètres, de chaque commune au chef-lieu de « canton, au chef-lieu d'arrondissement, et au chef-lieu du « département.

« Ce tableau sera déposé au greffe des Cours impériales, des « tribunaux de première instance et des justices de paix ; il « sera transmis à notre ministre de la justice. » *Art.* 93 *du Règlement.*

Le tableau des distances est obligatoire pour tous les magistrats, et il ne doit jamais être accordé plus de kilomètres ou de myriamètres parcourus que ne le porte ce tableau ; sauf, s'il y a des erreurs, à les indiquer aux officiers du ministère public, pour qu'ils en demandent la rectification [2].

Quand l'indemnité de voyage est réclamée par des témoins, experts, etc., qui résident dans un département autre que celui où se fait l'instruction, cette indemnité, à défaut de tableau des distances, doit être réglée d'après le livre des postes, en ayant soin de ne compter la lieue de poste que pour 4 kilomètres et non pour cinq ; ou, d'après les cartes de Cassini, en comptant cinq kilomètres pour chaque lieue de vingt-cinq au degré [3].

564. Du séjour forcé en route. — « Lorsque les individus « dénommés ci-dessus seront arrêtés dans le cours de leur « voyage, par force majeure, ils recevront, en indemnité, pour « chaque jour de séjour forcé, savoir : Ceux de la première

[1] De Dalmas, *l. c.*, p. 272, 273. — Décision du ministre de la justice, du 19 août 1840.

[2] Instruction du 2 novembre 1816. — Instruction du 30 septembre 1826, p. 99.

[3] Décisions des 8 février 1820, 13 octobre et 24 novembre 1818, et 23 février 1830. — De Dalmas, *l. c.*, p. 268.

« classe, *deux francs*; — Ceux de la seconde classe, *un franc*
« *cinquante centimes* [1].

« Ils seront tenus de faire constater par le juge de paix ou « ses suppléants, ou par le maire, ou à son défaut par ses ad- « joints, la cause du séjour forcé en route, et d'en représenter « le certificat à l'appui de leur demande en taxe. » *Art.* 95 *du Règlement.*

Cette indemnité est due, soit que le témoin ou autre ait été arrêté en se rendant de son domicile au lieu où se fait l'instruction, soit qu'il ait été arrêté à son retour. Mais une interruption de quelques heures dans le cours du voyage, et qui ne l'aurait pas nécessairement prolongé d'une journée, ne peut donner lieu à une indemnité de séjour en route [2].

Si le témoin ne représente pas le certificat, sa demande en taxe doit-elle être rejetée ? Je pense que l'indemnité ne saurait être allouée dans ce cas, à moins que la cause de séjour forcé ne fût tellement notoire qu'on ne pût la révoquer en doute ; et il faudrait alors qu'elle fût attestée dans la taxe.

Toute cause de séjour en route ne saurait motiver valablement l'allocation de l'indemnité : il faut qu'il y ait eu *force majeure*, telle que rupture de pont, inondation et autres accidents de cette nature, relâches forcées de navires ou de bateaux, à bord desquels sont embarqués les témoins qui ont un trajet de mer à faire, etc. [3].

Le certificat dont parle l'article 95 du Règlement est considéré comme pièce justificative de la dépense; il doit donc rester joint à la taxe, après avoir été visé par le juge [4].

Tous les témoins à qui il est dû des frais de voyage peuvent réclamer, s'il y a lieu, l'indemnité de séjour forcé en route ; et l'indemnité est la même pour tous, quels que soient leur âge, eur sexe et leur qualité, sauf ce qui est statué aux articles 31

[1] *Sup.* art. 91 du Règlement.

[2] SUDRAUD-DESISLES, *l. c.*, p. 240.

[3] Circul. du ministre de la justice du 10 janvier 1815. — DE DALMAS, *l. c.*, p. 277.

[4] DUPORT, *l. c.*, p. 35.

et 97 du Règlement. Cette observation s'applique à l'article 96 ci-après du Règlement.

565. De la prolongation du séjour dans le lieu où se fait l'instruction. — « Si les mêmes individus, autres que « les huissiers, gardes champêtres et forestiers, sont obligés « de prolonger leur séjour dans la ville où se fera l'instruction « de la procédure, et qui ne sera point celle de leur résidence, « il leur sera alloué, pour chaque jour de séjour, une indemnité « fixée ainsi qu'il suit :

« Pour les médecins, chirurgiens, experts et interprètes, à « Paris, *trois francs* ; — Dans les villes de 40,000 habitants « et au-dessus, *deux francs cinquante centimes* ; — Dans les « autres villes et communes, *deux francs.*

« Pour les sages-femmes et témoins, à Paris, *trois francs;* « — Dans les villes de 40,000 habitants et au-dessus, *deux* « *francs;* — Dans les autres villes et communes, *un franc* « *cinquante centimes.* » *Art.* 96 *du Règlement.*

L'allocation de vacations, aux termes de l'art. 22 du Règlement, n'enlève pas aux experts et aux gens de l'art le droit à l'indemnité de séjour forcé, quand il y a lieu : ces deux indemnités peuvent être cumulées [1].

D'après cet article, il n'est alloué aux témoins une *indemnité de séjour* que lorsqu'ils sont obligés de prolonger leur séjour dans le lieu où ils ont été appelés.

L'indemnité n'est jamais accordée au témoin qui réside dans une commune dont le chef-lieu n'est pas à plus d'un myriamètre du chef-lieu de la commune où il doit déposer [2].

Toutes les fois que le témoin est entendu et qu'il peut recevoir sa taxe le jour même de sa comparution, à quelque heure que ce soit, il n'a droit à aucune indemnité de séjour. Cette indemnité ne peut être cumulée avec celle qui est allouée pour déposer, ou accordée pour le jour de la déposition. — L'éloignement du domicile du témoin ne change rien à ce principe ;

[1] De Dalmas, *des Frais de Just. crim.*, *Supplément*, p. 46.
[2] Décret du 7 avril 1813, art. 2.

car le témoin reçoit des frais de voyage proportionnés au nombre de myriamètres qu'il a parcourus. — Cependant, s'il arrive que l'audition du témoin ne soit terminée que très-tard, et après la clôture du bureau du receveur de l'Enregistrement, c'est-à-dire plus d'une heure après le coucher du soleil, comme il est forcé d'attendre au lendemain pour recevoir le montant de sa taxe, il peut être accordé un jour de séjour : mais il est indispensable d'énoncer dans la taxe la circonstance qui l'a motivée. Cette circonstance, au surplus, doit se présenter rarement : et l'on remarquera que les explications que je viens de donner présupposent que le témoin est entendu dans le lieu où est placé le bureau de l'Enregistrement [1].

D'après l'article 3 du décret du 7 avril 1813, les dispositions de l'art. 96 ci-dessus sont applicables aux gendarmes, gardes champêtres et gardes forestiers, lorsqu'ils sont appelés en témoignage [2].

Les observations qui précèdent relativement aux témoins ne sont pas étrangères aux autres parties prenantes désignées dans l'art. 96 du Règlement.

566. Du cas où les enfants reçoivent double taxe. — « La taxe des indemnités de voyage et de séjour sera double, « pour les enfants mâles au-dessous de quinze ans, et pour les « filles au-dessous de vingt et un ans, lorsqu'ils seront appelés « en témoignage et qu'ils seront accompagnés, dans leur route « et séjour, par leur *père, mère, tuteur* ou *curateur*, à la charge « par ceux-ci de justifier de leur qualité. » *Art. 97 du Règlement.*

Si les enfants mâles au-dessous de quinze ans et les filles au-dessous de vingt et un ans ne sont pas accompagnés par leur père, mère, tuteur ou curateur, *ou s'ils le sont par d'autres personnes*, il ne doit leur être accordé que les indemnités *simples* et ordinaires de voyage et de séjour.

[1] Circul. du ministre de la justice du 2 novembre 1816. — De Dalmas, *l. c.*, p. 279. — *Sup.* n° 551, p. 82.

[2] Instruction du 2 novembre 1816. — Instruction du 30 septembre 1826, p. 101.

Les magistrats doivent énoncer dans la taxe les nom, qualité ou profession des père, mère, tuteur ou curateur, et y attester que ceux-ci ont fait la justification prescrite [1].

C'est au juge taxateur que la justification doit être fournie, d'une manière quelconque; la loi s'en remet à sa prudence, et son attestation dans le mandat est suffisante pour motiver le paiement.

L'âge du témoin doit aussi être constaté dans la taxe, sans que l'on doive exiger la production de son acte de naissance, ce qui entraînerait des frais frustratoires et des difficultés.

567. Du port des lettres et procédures.—Les articles 98 et suivants du Règlement s'occupent du port des lettres et paquets. L'article 103 dispose, qu'indépendamment de la poste, les magistrats désignés dans l'article 98, parmi lesquels figurent les juges d'instruction, pourront aussi employer, pour le transport de leurs dépêches, toutes les autres voies qui leur paraîtront plus expéditives ou plus économiques que celle de la poste, et particulièrement les messagers des préfectures, sous-préfectures ou autres.

Ce dernier article continue seul à être en vigueur pour les lieux avec lesquels on ne peut communiquer par la voie de la poste; néanmoins, d'après l'ordonnance du 14 décembre 1825, sur les franchises et contre-seings [2], il ne peut être fait ni abonnement ni marché pour le transport de la correspondance des magistrats: ceux-ci, dans les cas *urgents* et *extraordinaires*, doivent employer, pour le transport de leurs dépêches, la voie de la gendarmerie, conformément à l'article 60 de l'ordonnance du 29 octobre 1820 [3].

568. Frais d'impression et de signalements.—Les articles 104 et suivants du Règlement sont relatifs aux impressions nécessitées par les procédures criminelles. Parmi celles dont les frais sont imputables sur les fonds généraux des frais de justice

[1] Duport, *l. c.*, p. 37.
[2] *Sup.* n° 127.
[3] Instruction du 30 septembre 1826, p. 103.

criminelle, l'article 104, n° 3, indique les *signalements des personnes* à arrêter. Celles-ci me paraissent être les seules qui pourraient être ordonnées et taxées par les juges d'instruction.

569. Mode de paiement des taxes, états de frais et mémoires.—Distinctions.—Des frais urgents. — « Le « mode de paiement des frais diffère suivant leur nature et leur « urgence ; il est réglé ainsi qu'il suit (*Art.* 132 *du Règle-* « *ment*) : [1]

« Les frais urgents seront acquittés sur simple taxe et man- « dat du juge, mis au bas des réquisitions, copies de convo- « cation ou de citation, états ou mémoires des parties. » *Art.* 133, *Ibid.*

On peut ajouter à cette disposition, que, lorsque les parties prenantes n'ont été appelées que par un simple avertissement [2], c'est au bas même de cet avertissement que doivent être apposés la taxe et le mandat [3].

En cas de flagrant délit, les témoins peuvent être entendus sans citation [4] : s'ils comparaissaient même sans avertissement écrit, mais sur une simple convocation verbale, et requéraient une idemnité, la taxe devrait en être faite suivant le modèle donné au n° 627 ci-après ; sauf qu'on n'aurait pas de citation à relater, et qu'on devrait au contraire exprimer que le témoin a comparu sans citation, sur l'invitation du juge, l'information étant faite en cas de flagrant délit [5].

Le ministre de la justice a décidé, le 10 novembre 1812, que l'expression *du juge* de cet article ne doit pas être prise dans l'acception rigoureuse du terme, et que l'on peut, sans inconvénient, en étendre la disposition aux officiers du ministère public (j'ajoute : et aux officiers de police auxiliaires), qui, dans les cas prévus par les art. 32, 33, 43 et 44 du Code d'in-

[1] Dalloz, *Rép.*, v° *Frais et dépens*, n^os^ 1167 et suiv.
[2] *Sup.* n^os^ 148, 149, 214, 255.
[3] De Dalmas, *l. c.*, p. 76, 344.
[4] *Sup.* n^os^ 214, 255.
[5] Circul. du ministre de la justice du 30 mai 1826. — De Dalmas, *l. c.*, p. 76.

struction criminelle, peuvent avoir à taxer des frais urgents [1].

On doit toujours joindre à la procédure, ou un double des taxes, ou des notes indiquant la nature et le montant des dépenses, lorsque ces dépenses doivent être portées plus tard dans les états de liquidation de frais, et ne sont point constatées par les pièces de la procédure [2].

570. Quels frais sont réputés urgents. — « Sont « réputés frais urgents : 1° les indemnités des témoins et des « jurés ;

« 2° Toutes dépenses relatives à des fournitures ou opé- « rations pour lesquelles les parties prenantes ne sont pas ha- « bituellement employées [3] ;

« 3° Les frais d'extradition des prévenus, accusés ou con- « damnés [4]. » *Art.* 134 *du Règlement.*

Il faut mettre au nombre des frais urgents : 1° les rétributions des interprètes et experts, et celles des gens qui facilitent leurs opérations, quand ils ne sont pas domiciliés au chef-lieu [5];

2° Celles des fossoyeurs chargés de l'exhumation [6] ;

3° Les frais de visite des officiers de santé et de salaires des particuliers pour avoir retiré des cadavres de l'eau [7] ;

[1] Duport, *l. c.*, p. 10. — De Dalmas, *l. c.*, p. 344.

[2] Instruction du 30 septembre 1826, p. 123, 125. — Art. 163 du Règlement.

[3] Conf. art. 19 du Règlement.

Si les fournitures étaient faites par des personnes habituellement employées aux opérations, elles seraient considérées comme frais ordinaires, à taxer sur mémoires. Instruction du 30 septembre 1826, modèles nos 8, 11.

[4] Taxés par les préfets. Art. 150 du Règlement. — Circul. du ministre de la justice du 8 décembre 1838.

[5] Décision du ministre de la justice du 24 germinal an XI. — Instruction du directeur général de l'Enregistrement du 16 thermidor an XI. — Instruction du 30 septembre 1826, p. 137.

[6] Lettre du directeur général de l'Enregistrement du mois de mai 1814.

[7] Solution de la Régie de l'Enregistrement du 5 novembre 1811.

4° Les indemnités des médecins et chirurgiens employés accidentellement [1].

Mais, quand les experts, médecins, chirurgiens, etc., sont employés *habituellement*, leurs honoraires, considérés comme frais ordinaires, sont taxés sur mémoires [2], et c'est ce qui arrive le plus communément [3].

571. Avances à faire aux témoins ou experts hors d'état de fournir aux frais de leur déplacement.— « Lorsqu'un témoin se trouvera hors d'état de fournir aux « frais de son déplacement, il lui sera délivré par le président « de la Cour ou du tribunal de sa résidence, et, à son défaut, « par le juge de paix, un mandat provisoire à compte de ce « qui pourra lui revenir pour son idemnité.

« Le receveur de l'enregistrement qui acquittera ce mandat « fera mention de l'à-compte en marge ou au bas de la copie « de citation. » *Art.* 135 *du Règlement* [4].

La somme allouée à titre d'à-compte ne doit pas excéder l'indemnité qui est due pour aller [5].

[1] Décisions du ministre de la justice des 10 décembre 1814 et 12 février 1819.

[2] Décision du ministre de la justice du 24 novembre 1818. — De Dalmas, *l. c.*, p. 36, 37. — Sudraud-Desisles, *l. c.*, p. 176. — Instruction du 30 septembre 1826, modèles nos 8, 9, 11, 12. — Art. 138 et suiv. du Règlement.

Les personnes habituellement employées pour le service de la justice sont astreintes, pour obtenir le paiement de leurs honoraires, à fournir un mémoire sur papier timbré, si la somme à recevoir excède 10 fr. (*Inf.*, art. 146 du Règlement). — Les médecins et experts ne devant être payés sur *simple taxe* qu'autant *qu'ils ne seront pas habituellement employés*, il est recommandé aux magistrats taxateurs de mentionner cette circonstance dans leur mandat, afin d'éviter un refus de paiement de la part du receveur de l'Enregistrement. Circul. du ministre de la justice du 5 juin 1860.

[3] « A Paris, les taxes des médecins sont toujours faites comme celles des frais urgents, c'est-à-dire sans mémoires ; et cet usage est fort convenable. » De Molènes, *Traité des Fonct. du proc. du roi*, t. I, p. 441.

[4] Instruction du 30 septembre 1826, modèle n° 14, septième taxe. — *Inf.* n° 626.

[5] Instruction précitée, p. 123.

Au surplus, le mot *témoin* n'est pas limitatif, et le bénéfice de l'article 135 du Règlement pourrait être appliqué à un expert qui se trouverait dans le cas qu'il prévoit [1].

572. Des frais extraordinaires.—« Dans le cas où une « procédure criminelle exigerait des dépenses extraordinaires « et non prévues par le présent décret, elles ne pourront être « faites qu'avec l'autorisation motivée de nos procureurs généraux, sous leur responsabilité personnelle, et à la charge « par eux d'en informer sans délai le ministre de la justice. » *Art.* 136 *du Règlement* [2].

573. Des frais non réputés urgents.—« Les dépenses « non réputées urgentes seront payées sur les états ou mémoires des parties prenantes, revêtus de la taxe et de l'exécutoire du juge, et du visa du préfet du département. » *Art.* 138, *Ibid.*

« Les états ou mémoires seront taxés article par article, et « l'exécutoire sera délivré à la suite; le tout dans la forme « prescrite par le ministre de la justice.

« La taxe de chaque article rappellera la disposition du « présent décret sur laquelle elle sera fondée. » *Art.* 139, *Ibid.*

Les articles 138 et 139 du Règlement sont abrogés par l'article 7 de l'ordonnance royale du 28 novembre 1838, et remplacés par l'article 3 de cette ordonnance, ainsi conçu :

« Les frais non réputés urgents continueront à être payés sur les états ou mémoires des parties prenantes; ils seront taxés, article par article, soit par les présidents et juges des Cours et tribunaux, soit par les juges de paix, et ils seront

[1] De Dalmas, *l. c.*, p. 347.

[2] Instruction du 30 septembre 1826, p. 123, et modèle n° 33, *ibid.* — Dalloz, *Rép.*, v° *Frais et dépens*, n° 1170.

En cas d'urgence, on peut ne pas attendre l'autorisation, à la charge d'informer immédiatement le procureur général. Circul. du ministre de la justice du 21 mars 1829.

payables aussitôt qu'ils auront été revêtus de l'ordonnance du magistrat taxateur.

« Cette ordonnance sera toujours décernée sur le réquisitoire de l'officier du ministère public, qui devra préalablement procéder à la vérification des mémoires.

« La taxe de chaque article rappellera la disposition législative ou réglementaire sur laquelle elle sera fondée. »

« Les formalités de la taxe et de l'exécutoire seront remplies « sans frais par les présidents, les juges d'instruction et les « juges de paix, chacun en ce qui le concerne.

« L'exécutoire sera décerné sur les réquisitions de l'officier « du ministère public, lequel signera la minute de l'ordon- « nance. » *Art.* 140 *du Règlement.*

« Les juges qui auront décerné les mandats ou exécutoires « et les officiers du ministère public qui y auront apposé leur « signature, seront responsables des abus ou exagérations « dans les taxes, solidairement avec les parties prenantes et « sauf leur recours contre elles [1]. » *Art.* 141, *Ibid.*

« Les présidents et les juges d'instruction ne pourront refu- « ser de taxer et de rendre exécutoires, s'il y a lieu, les états « ou mémoires de frais de justice criminelle par la seule « raison que ces frais n'auraient pas été faits par leur ordre « direct, pourvu toutefois qu'ils aient été faits en vertu des or- « dres d'une autorité compétente, dans le ressort de la Cour « ou du tribunal que ces juges président ou dont ils sont mem- « brès. » *Art.* 142, *Ibid.*

« Les états et mémoires taxés et rendus exécutoires, ainsi « qu'il est dit dans les articles précédents, seront vérifiés « par le préfet du département, qui apposera son visa, sans « frais, au bas de l'exécutoire ; le tout, dans la forme qui sera « indiquée par le ministre de la justice. » *Art.* 143, *Ibid.*

L'article 143 du Règlement est abrogé par les articles 1er et 7 de l'ordonnance royale du 28 novembre 1838.

[1] *Inf.* art. 172 du Règlement.

« Les états ou mémoires seront rédigés de manière que nos « officiers de justice et le préfet puissent y apporter leurs taxes, « exécutoires, règlement et visa, autrement elles seront rejetées... » *Art.* 144 *du Règlement.*

« Il sera fait de chaque état ou mémoire trois expéditions, « dont une sur papier timbré et deux sur papier libre...

« Le prix du timbre, tant de l'état ou mémoire que des « pièces à l'appui, est à la charge de la partie prenante. » *Art.* 145, *Ibid.*

L'article 145 du Règlement est rapporté par l'article 7 de l'ordonnance royale du 28 novembre 1838, et remplacé par l'article 2 de cette ordonnance, ainsi conçu :

« Il ne sera plus fait que deux expéditions de chaque état ou mémoire des frais de justice non réputés urgents, l'une sur papier timbré, l'autre sur papier libre.

« Chacune de ces expéditions sera revêtue de la taxe et de l'exécutoire du juge.

« La première sera remise au receveur de l'enregistrement, avec les pièces au soutien des articles susceptibles d'être ainsi justifiés.

« La seconde sera transmise à notre ministre de la justice, avec le bordereau mensuel dont il sera parlé ci-après.

« Le prix du timbre, tant du mémoire que des pièces à l'appui, est à la charge de la partie prenante. »

« Les états ou mémoires qui ne s'élèveront pas à plus de dix « francs ne seront pas sujets à la formalité du timbre. » *Art.* 146 *du Règlement.*

« Aucun état ou mémoire fait au nom de deux parties pre- « nantes ne sera rendu exécutoire s'il n'est signé de chacune « d'elles ; le paiement ne pourra être fait que sur leur acquit « individuel, ou sur celui de la personne qu'elles auront autorisée spécialement, et par écrit, à toucher le montant de « l'état ou mémoire.

« Cette autorisation et l'acquit seront mis au bas de l'état,

« et ne donneront lieu à la perception d'aucun droit.» *Art.* 147, *Ibid.*

« Les états ou mémoires, qui comprendraient des dépenses « autres que celles qui, d'après notre présent décret, doivent « être payées sur les fonds généraux de justice criminelle, se- « ront rejetés de la taxe et du visa, sauf aux parties récla- « mantes à diviser leurs mémoires par nature de dépenses, « pour le montant en être acquitté par qui de droit. » *Art.* 148, *Ibid.*

« Les exécutoires qui n'auront pas été présentés au visa du « préfet dans le délai d'une année à compter de l'époque à la- « quelle les frais auront été faits, ou dont le paiement n'aura « pas été réclamé dans les six mois de la date du visa, ne pour- « ront être acquittés qu'autant qu'il sera justifié que les re- « tards ne sont point imputables à la partie dénommée dans « l'exécutoire.

« Cette justification ne pourra être admise que par le mi- « nistre de la justice, après avoir pris l'avis de nos procureurs « généraux, ou des préfets, s'il y a lieu [1]. » *Art.* 149 *du Règlement.*

« Les préfets ne délivreront leurs mandats et n'apposeront « leur visa que d'après les règlements établis par notre pré- « sent décret, et après une exacte vérification de chacun des « articles de dépenses portés dans les états ou mémoires.

« Ils réduiront au taux convenable les sommes qui surpas- « seraient les fixations faites par nos décrets, et les articles « non tarifés qui leur paraîtraient exagérés.

« Ils rejetteront en totalité les dépenses non autorisées, ou « non suffisamment justifiées, et celles dont la taxe ne rappel- « lerait pas l'article qui l'autorise, ainsi qu'il est dit dans « l'art. 139 ci-dessus.

« Ils pourront exiger la représentation des pièces, à l'effet « de vérifier les taxes soumises à leur révision. » *Art.* 152, *Ibid.*

Les art. 149 et 152 du Règlement sont rapportés par l'art. 7

[1] *V.*, néanmoins, instruction du 30 septembre 1826, p. 127.

de l'ordonnance royale du 28 nov. 1838, et remplacés par l'art. 5 de ladite ordonnance, ainsi conçu :

« Les mémoires qui n'auront pas été présentés à la taxe du juge dans le délai d'une année à partir de l'époque à laquelle les frais auront été faits, ou dont le paiement n'aura pas été réclamé dans les six mois de leur date, ne pourront, conformément à l'art. 149 du décret du 18 juin 1811, être acquittés qu'autant qu'il sera justifié que les retards ne sont point imputables à la partie dénommée dans l'exécutoire.

« Cette justification ne pourra être admise que par notre ministre de la justice, après avoir pris l'avis de nos procureurs généraux, s'il y a lieu. »

« Les mandats et exécutoires délivrés pour les causes et « dans les formes déterminées par notre présent décret se- « ront payables chez les receveurs établis près le tribunal de « qui elles émaneront. » *Art.* 154 *du Règlement.*

574. Exécutoire à décerner contre les parties civiles en cause, qui n'ont pas justifié de leur indigence. — « Toutes les fois qu'il y aura partie civile en cause, « et qu'elle n'aura pas justifié de son indigence, dans la forme « prescrite par l'art. 420 du Code d'instruction criminelle, les « exécutoires pour les frais d'instruction, expédition et signi- « fication des jugements, *pourront* être donnés directement « contre elle [1]. » *Art.* 159 *du Règlement.*

L'art. 420 du Code d'instruction criminelle indique comme pièces justificatives à produire: 1° un extrait du rôle des contributions, constatant que la partie paie moins de six francs, ou un certificat du percepteur de sa commune, constatant qu'elle n'est point imposée; 2° un certificat d'indigence à elle délivré par le maire de la commune de son domicile, ou par l'adjoint, visé par le sous-préfet, et approuvé par le préfet du département.

[1] En ce qui concerne les administrations, communes et établissements publics assimilés aux parties civiles, *V.* art. 1 et 158 du Règlement. — Instruction du 30 septembre 1826, p. 131, 133, 135. — De Dalmas, *l. c.*, p. 392-426. — *Sup.* n° 551.

Dans le cas où la partie civile aurait fait les justifications prévues par notre article, les témoins sont taxés, et tous autres mandats sont délivrés, comme sur les poursuites d'office du ministère public agissant seul ; mais alors il faut indiquer dans les taxes qu'il y a partie civile en cause, et qu'elle a justifié de son indigence [1].

Il conviendrait même de désigner clairement la partie civile, parce que si, plus tard, elle devenait solvable, la Régie de l'Enregistrement aurait à poursuivre contre elle les frais de la procédure, en cas que cette partie eût succombé [2].

575. De la consignation des frais exigée des parties civiles. — Distinctions. — « En matière de police simple ou « correctionnelle, la partie civile qui n'aura pas justifié de son « indigence sera tenue, avant toutes poursuites, de déposer « au greffe ou entre les mains du receveur de l'Enregistre- « ment, la somme présumée nécessaire pour les frais de la « procédure [3].

« Il ne sera exigé aucune rétribution pour la garde de « ce dépôt, à peine de concussion. » *Art.* 160 *du Règlement.*

La consignation, quand il y a lieu, doit être évaluée par le juge d'instruction [4] d'après le montant présumé de la totalité des frais dont la partie civile est responsable ; s'il s'élève des réclamations à ce sujet de la part de la partie civile ou du ministère public, comme s'il y avait contestation entre la partie civile et le ministère public soit quant à la consignation en principe, soit quant à la somme à consigner, le juge d'instruction y statue ; et s'il avait déjà rendu une ordonnance fixant le montant de la consignation, il peut la rapporter, la modifier

[1] *Inf.* n° 626.

[2] Décision du ministre de la justice du 2 avril 1817. — DE DALMAS, *l. c.*, p. 427.

[3] La caution *judicatum solvi* fournie par un étranger, ne le dispenserait pas de la consignation prescrite par l'art. 160 du Règlement, qui est distincte, et dont le but est différent. HÉLIE, *Théor. du Cod. d'Inst. crim.*, t. II, 342.

[4] MANGIN, *de l'Inst. écrite*, t. I, p. 105.

ou la maintenir [1]. En tout cas, le ministère public aurait seul le droit de former opposition à l'ordonnance quelle qu'elle fût [2].

Après l'épuisement de la première consignation, on peut en exiger une seconde.

Lorsque la partie civile refuse ou néglige de faire l'avance des frais, et qu'elle ne justifie pas de son indigence, il n'y a pas lieu, en général, de commencer ou de continuer les poursuites, à moins que le délit ne soit très-grave et n'intéresse essentiellement l'ordre public.

Les sommes qui sont exigées des parties civiles, à titre d'avances sur les frais, doivent être versées exclusivement entre les mains des greffiers : le ministère public, qui en surveillera l'emploi, les fera servir à l'acquittement des frais dont les parties civiles sont personnellement tenues, et il sera toujours informé du moment où, les premières avances étant devenues insuffisantes, il serait nécessaire d'en exiger de nouvelles.

Les greffiers doivent tenir, pour chaque affaire, un compte particulier, sur lequel ils portent exactement les sommes reçues et payées; ils gardent les pièces sur lesquelles les paiements ont été faits, jusqu'à ce qu'ils aient obtenu de la justice une décharge définitive.

Quand il y a consignation, toutes les taxes, tous les exécutoires pour le paiement des frais, doivent être décernés directement contre la partie civile, conformément à l'art. 159 du Règlement, et payés, en son nom, par le greffier, sur les sommes déposées. Ainsi, les témoins, les experts et autres parties prenantes qui ont à réclamer des frais réputés urgents, doivent être payés par le greffier, pour le compte de la partie civile, et les taxes doivent en faire mention expresse. A l'égard des greffiers, des huissiers, et de tous ceux qui sont payés ordinairement

[1] Arr. cass. 14 juillet 1831, *Journ. du Droit crim.*, t. IV, p. 17. — Circul. du ministre de la justice du 18 juillet 1832.

Les pouvoirs qu'avait autrefois à cet égard la chambre du conseil exclusivement, appartiennent maintenant au juge d'instruction.

[2] Ni le décret du 18 juin 1811, ni l'art. 135 du *Code d'Inst. crim.*, ne confèrent à la partie civile le droit d'appel ou d'opposition, qui appartient d'une manière absolue au ministère public.

sur des états ou mémoires, les expéditions, les extraits, les opérations et les actes de toute espèce qu'ils feront dans ces sortes d'affaires, doivent être portés dans des mémoires particuliers, payables comme il vient d'être dit, et non dans des mémoires ordinaires dont ils se font payer sur les fonds généraux du ministère de la justice. Pour prévenir toute méprise sur ce point, il est nécessaire que les réquisitoires du ministère public, les mandements et les ordonnances du juge d'instruction qui prescriront quelques actes d'instruction dans ces procès, fassent expressément mention qu'il y a partie civile.

En matière criminelle, le Règlement n'exige pas l'avance des frais : les poursuites qui peuvent donner lieu à des peines afflictives ou infamantes sont trop graves pour qu'elles puissent être arrêtées ou suspendues par le fait des parties civiles : l'art. 159 permet seulement, dans tous les cas où la partie civile qui ne justifie pas de son indigence n'a pas consigné, de décerner directement contre elle les exécutoires pour *frais d'instruction*, expédition et signification des jugements. Le Règlement ne prescrit rien aux magistrats sur ce point. Mais, comme l'exercice de la faculté qu'il leur laisse est un moyen de diminuer le montant des frais dont le Trésor doit faire l'avance, ils doivent en user le plus souvent possible, c'est-à-dire toutes les fois qu'ils n'y verront pas de graves inconvénients [1].

« Dans les exécutoires décernés sur les caisses de l'Administration de l'Enregistrement, pour des frais qui ne sont « point à la charge de l'État, il sera fait mention qu'il n'y a « point de partie civile en cause, ou que la partie civile a justifié de son indigence. » *Art.* 161 *du Règlement.*

176. Des rôles de restitution. — « Toutes les fois que « le ministre de la justice reconnaîtra que des sommes ont été « indûment allouées à titre de frais de justice criminelle; il en

[1] Circul. du 3 mai 1825. — Instruction du 30 septembre 1826, p. 137. — Sudraud-Desisles, *l. c.*, p. 23.

« fera dresser des rôles de restitution, lesquels seront par lui « déclarés exécutoires contre qui de droit, lors même que ces « sommes se trouveront comprises dans des états déjà ordon- « nancés par lui, pourvu néanmoins qu'il ne se soit pas écoulé « deux ans depuis la date de ces ordonnances. » *Art.* 172 *du Règlement* [1].

[1] *Sup.* art. 141 du Règlement.

TABLEAU.

577. Tableau synoptique et Tarif des frais fixes dont il est parlé dans ce chapitre, comme concernant les juges d'instruction ou pouvant être habituellement taxés par eux. (*Instruction du* 30 *septembre* 1826, p. 156 et suiv.)

Nota. Le décret du 16 février 1807, ou tarif civil, sera désigné ainsi : **T.**

Le décret ou règlement du 18 juin 1811 : R.

Le décret du 7 avril 1813 : A.

Les chiffres placés après ces lettres indiqueront les articles des Décrets qui autorisent et déterminent les allocations, et qui doivent être cités dans les taxes et mandats, d'après l'art. 139 du règlement, remplacé par l'art. 3 de l'ordonnance royale du 28 novembre 1838.

DISPOSITIONS législatives ou réglementaires portant fixation des taxes.	DÉSIGNATION DES PARTIES PRENANTES et Causes des Allocations.	MONTANT DES TAXES à Paris.	dans les villes de 40,000 habitans et au-delà.	dans les autres villes et communes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.
	DÉPOSITAIRES PUBLICS ET PARTICULIERS			
	de pièces arguées de faux ou de pièces de comparaison.			
	Pour chaque vacation de 3 heur.:			
R.13.—T.166, n.1.	Greffiers des Cours impériales (*Sup.* n. 545, observ.).	12 »	12 »	12 »
id.—*id.*	Greffiers des Cours d'assises, *id.* . .	12 »	12 »	12 »
id.—*id.*	— des tribunaux de 1re instance, *id.*	10 »	10 »	10 »
id.—*id.*, n. 2.	Notaires.	6 75	6 75	6 75
id.—*id.*, n. 3.	Avoués des Cours impériales.	8 »	8 »	8 »
id.—*id.*	— des tribunaux de 1re instance.	6 »	6 »	6 »
id.—*id.*, n. 4.	Huissiers.	5 »	4 »	4 »
R. 14.—*id.*, n. 5.	Autres fonctionnaires publics et dépositaires particuliers.	6 »	6 »	6 »
	Frais de voyage et de séjour des greffiers, notaires, avoués et dépositaires particuliers :			
	Nota. Ceux qui reçoivent un traitement quelconque n'ont droit ni au séjour, ni au séjour forcé. Instr. du 30 sept. 1826, p. 157.			

DISPOSITIONS législatives ou réglementaires portant fixation des taxes.	DÉSIGNATION DES PARTIES PRENANTES et Causes des Allocations.	MONTANT DES TAXES à Paris.	dans les villes de 40,000 habitants et au delà.	dans les autres villes et communes
		fr. c.	fr. c.	fr. c.
R.15, n.1 ; 91 n. 1.	Pour chaque myriamètre parcouru en allant et en revenant.	2 50	2 50	2 50
R.15, n.1 ; 95 n. 1.	Pour chaque jour de séjour forcé en route.	2 »	2 »	2 »
R.15, n.1 ; 96 n. 1.	Pour chaque jour de séjour forcé dans la ville où se fait l'instruction et qui n'est point celle de leur résidence, *mais les jours seulement où il n'y a pas de vacations.* Inst. du 30 sept. 1826, p. 157.	4 »	2 50	2 »
	Frais de voyage et de séjour des huissiers :			
R.15 § 2.—91, n. 2.	Pour chaque myriamètre parcouru en allant et en revenant..	1 50	1 50	1 50
R.15 § 2.—95, n. 2.	Pour chaque jour de séjour forcé en route.	1 50	1 50	1 50
	MÉDECINS, CHIRURGIENS ET OFFICIERS DE SANTÉ. (*Sup.* n° 548, p. 72, note 1.) *Lorsqu'ils sont appelés pour faire des opérations quelconques :*			
R. 17, n. 1.	Pour chaque visite et rapport, y compris le premier pansement.	6 »	5 »	3 »
R. 17, n. 2.	*En sus,* pour les ouvertures de cadavres et les opérations plus difficiles que la simple visite.	9 »	7 »	5 »
	Frais de transport hors de leur résidence :			
R 91, n. 1.	Pour chaque myriamètre parcouru en allant et en revenant.	2 50	2 50	2 50
R. 95, n. 1.	Pour chaque jour de séjour forcé en route.	2 »	2 »	2 »
R. 96, n. 1.	Pour chaque jour de séjour dans la ville où se fait l'instruction de la procédure, et qui n'est point celle de leur résidence.	4 »	2 50	2 »
	Lorsqu'ils sont appelés comme témoins : (*Sup.*, n° 550, p. 77-79.)			
R.25,27.—A.2,§1.	Dans le lieu de leur résidence, ou s'ils ne se transportent pas à plus d'un myriamètre, *pour chaque jour*. . .	2 »	1 50	1 »

DISPOSITIONS législatives ou réglementaires portant fixation des taxes.	DÉSIGNATION DES PARTIES PRENANTES et Causes des Allocations.	MONTANT DES TAXES à Paris.	dans les villes de 40,000 habitants et au delà.	dans les autres villes et communes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.
R. 25, 27. — A. 2, § 2.	S'ils se transportent à plus d'un myriamètre, mais dans leur arrondissement, *pour chaque myriamètre parcouru*.	1 »	1 »	1 »
R. 25. — A. 2, § 3.	S'ils se transportent hors de leur arrondissement, *pour chaque myriamètre parcouru*.	1 50	1 50	1 50
R. 25, 95, n. 2.	Pour chaque jour de séjour forcé en route.	1 50	1 50	1 50
R. 25, 96, n. 2.	Pour chaque jour de séjour dans la ville où se fait l'instruction, et qui n'est pas celle de leur résidence. . .	3 »	2 »	1 50
	SAGES-FEMMES *appelées pour procéder à des visites :*			
R. 18.	Pour chaque visite.	3 »	2 »	2 »
R. 91, n. 2.	Pour chaque myriamètre parcouru en allant et en revenant.	1 50	1 50	1 50
R. 95, n. 2.	Pour chaque jour de séjour forcé en route.	1 50	1 50	1 50
R. 96, n. 2.	Pour chaque jour de séjour dans la ville où se fait l'instruction, hors de leur résidence.	3 »	2 »	1 50
	Appelées en témoignage :			
R. 25, 28. — A. § 1.	Au lieu de leur résidence, ou à moins d'un myriamètre, *par jour*. . . .	1 25	1 »	» 75
R. 25. — A. 2, § 2.	Citées à plus d'un myriamètre, dans leur arrondissement, *par myriamètre*.	1 »	1 »	1 »
R. 25. — A. 2, § 3.	Citées à plus d'un myriamètre, hors de leur arrondissement, *par myriamètre*.	1 50	1 50	1 50
R. 25, 95, n. 2.	Pour chaque jour de séjour forcé en route.	1 50	1 50	1 50
id.	*Id.*, au lieu de l'instruction, hors de leur résidence.	3 »	2 »	1 50
	EXPERTS OU INTERPRÈTES, *appelés pour procéder à des opérations :*			
R. 22.	Pour chaque vacation *de jour*, et rapport (*Sup.* n. 549).	5 »	4 »	3 »
id.	Pour chaque vacation *de nuit* (*Sup.* n. 549).	7 50	6 »	4 50
R. 23.	Traduction par écrit, par rôle. *Ibid.* .	1 25	1 »	» 75

DISPOSITIONS législatives ou réglementaires portant fixation des taxes.	DÉSIGNATION DES PARTIES PRENANTES et Causes des Allocations.	MONTANT DES TAXES à Paris.	dans les villes de 40,000 habitants et au-delà	dans les autres villes et communes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.
	Frais de transport hors de leur résidence :			
R. 94, n. 1.	Pour chaque myriamètre parcouru en allant et en revenant.	2 50	2 50	2 50
R. 95, n. 1.	Pour chaque jour de séjour forcé en route.	2 »	2 »	2 »
R. 96, n. 1.	*Id.*, au lieu de l'instruction, hors de leur résidence.	4 »	2 50	2 »
	Appelés en témoignage : (*Sup.*, n° 550, p. 77–79.)			
R. 25, 27.—A. 2, § 1.	Dans leur résidence, ou à moins d'un myriamètre, *par jour*.	2 »	1 50	1 »
R. 25.—A. 2, § 2.	Cités à plus d'un myriamètre, dans leur arrondissem., *par myriamètre*. .	1 »	1 »	1 »
R. 25.—A. 2, § 3.	*Id.*, hors de leur arrondissement, *par myriamètre*.	1 50	1 50	1 50
R. 25, 95, n. 2.	Pour chaque jour de séjour forcé en route.	1 50	1 50	1 50
R. 25, 96, n. 2.	*Id.*, au lieu de l'instruction, hors de leur résidence.	3 »	2 »	1 50
	TÉMOINS.			
	1° *Témoin du sexe masculin entendu dans le lieu de sa résidence, ou dont la résidence n'est pas éloignée de plus d'un myriamètre :*			
R. 27.—A. 2, § 1.	Pour chaque jour.	2 »	1 50	1 »
	2° *Témoin du sexe féminin, ou enfant de l'un ou de l'autre sexe au-dessous de 15 ans, entendu dans le lieu de sa résidence, ou dont la résidence n'est pas éloignée de plus d'un myriamètre :*			
R. 28.—A. 2, § 1.	Pour chaque jour.	1 25	1 »	» 75
	3° *Témoin qui s'est transporté à plus d'un myriamètre de sa résidence, mais dans son arrondissement :*			
A. 2, § 2.	Pour chaque myriamètre parcouru en allant et en revenant.	1 »	1 »	1 »

DISPOSITIONS législatives ou réglementaires portant fixation des taxes.	DÉSIGNATION DES PARTIES PRENANTES et Causes des Allocations.	MONTANT DES TAXES à Paris.	dans les villes de 40,000 habitants et au-delà.	dans les autres villes et communes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.
R. 95, n. 2.	Pour chaque jour de séjour forcé en route.	1 50	1 50	1 50
R. 96, n. 2.	*Id.*, dans le lieu de l'instruction, hors de sa résidence.	3 »	2 »	1 50
	4° Témoin qui s'est transporté à plus d'un myriamètre de sa résidence, et hors de son arrondissement :			
A. 2, § 3.	Pour chaque myriamètre parcouru en allant et en revenant.	1 50	1 50	1 50
R. 95, n. 2.	Pour chaque jour de séjour forcé en route.	1 50	1 50	1 50
R. 96, n. 2.	*Id.*, au lieu de l'instruction, hors de sa résidence..	3 »	2 »	1 50
	5° Enfants mâles au-dessous de l'âge de 15 ans, et filles au-dessous de l'âge de 21 ans, lorsqu'ils se transportent à plus d'un myriamètre de leur résidence, et qu'ils sont accompagnés de leur père, mère, tuteur ou curateur :			
R. 97.—A. 2, § 2.	Pour chaque myriamètre parcouru s'ils ne sortent pas de leur arrondissement.	2 »	2 »	2 »
R. 97.—A. 2, § 3.	Pour chaque myriamètre parcouru s'ils sortent de leur arrondissement. . .	3 »	3 »	3 »
R. 95, n. 2, 97.	Pour chaque jour de séjour forcé en route.	3 »	3 »	3 »
R. 96, n. 2, 97.	*Id.*, au lieu de l'instruction, hors de leur résidence..	6 »	4 »	3 »
	6° Militaires en activité de service (*Sup*, art. 31 du règlement, et observations) :			
	Pour chaque jour de séjour forcé hors de leur garnison ou cantonnement ; savoir :			
R. 31.	Aux officiers de tout grade.	3 »	2 »	1 50
R. 96, n. 2.	Aux sous-officiers et soldats.	1 50	1 »	1 75
	GARDIENS DE SCELLÉS :			
R. 37.	Pour chaque jour de garde (*Sup.* n. 557, observ.)..	2 50	2 »	1 »

DISPOSITIONS législatives ou réglementaire, portant fixation des taxes.	DÉSIGNATION DES PARTIES PRENANTES et Causes des Allocations.	MONTANT DES TAXES à Paris.	dans les villes de 40,000 habitants et au-delà	dans les autres villes et communes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.
	GENDARMES, GARDES CHAMPÊTRES OU FORESTIERS, *appelés en témoignage :*			
R 27.—A. 2, § 1-3, § 2 ou 3.	Lorsqu'ils sont entendus dans le lieu de leur résidence ou qu'ils ne se transportent pas à plus d'un myriamètre, pour chaque jour.	2 »	1 50	1 »
A. 2, § 2-3, § 2 ou 3.	Lorsqu'ils se transportent à plus d'un myriamètre, mais dans leur arrondissement, pour chaque myriamètre parcouru.	1 »	1 »	1 »
A. 2, § 3-3, § 2 ou 3.	Lorsqu'ils se transportent à plus d'un myriamètre, et hors de leur arrondissement, pour chaque myriamètre parcouru.	1 50	1 50	1 50
R. 95, n. 2.—A. 3, § 2 ou 3.	Pour chaque jour de séjour forcé en route.	1 50	1 50	1 50
R. 96, n. 2.—A. 3, § 2 ou 3.	Pour chaque jour de séjour dans la ville où se fait l'instruction, et qui n'est point celle de leur résidence. .	3 »	2 »	1 50
	TRANSPORT DES MAGISTRATS ET GREFFIERS. *Procureurs impériaux, juges d'instruction et juges de paix qui se transportent pour constater un crime ou un délit :*			
R. 88.	Pour *chaque jour*, lorsqu'ils se transportent à *plus* de cinq kilomètres.	9 »	9 »	9 »
Id.	Pour *chaque jour*, s'ils se transportent à *plus* de deux myriamètres. . . .	12 »	12 »	12 »
	Greffiers qui accompagnent les magistrats :			
R. 89.	Pour *chaque jour*, à *plus* de cinq-kilomètres.	6 »	6 »	6 »
Id.	Pour *chaque jour*, à *plus* de deux myriamètres.	8 »	8 »	8 »

CHAPITRE XXI.

FORMULES.

578. Motifs du chapitre. —Il n'y a point de formes sacramentelles, ni de termes obligés, pour la rédaction des procédures criminelles. Un acte ou un procès-verbal est irréprochable, quels qu'en soient l'agencement et les expressions, s'il est lucide et méthodique, s'il contient tout ce que la loi exige pour sa validité [1].

A cet égard, il est loisible à chaque magistrat de disposer son cadre comme il lui convient, et de le remplir librement de son propre style [2].

Cependant, il est des méthodes et des locutions que l'usage a consacrées, et que recommandent leur rationalité et leur concision.

La plupart des criminalistes ont publié des formules [3]; les

[1] *Sup.* nº 138.

[2] Le véritable style consiste à bien observer ce qui est prescrit par l'ordonnance, au moyen de quoi tout style conduit par le bon sens suffit, sans qu'il soit nécessaire de s'assujettir à aucun style particulier. Il y a cependant une certaine manière de rédiger les actes et procédures, en matière criminelle, et qu'on ne peut savoir que par expérience, à moins qu'on n'ait un modèle du commencement et de la fin; à l'égard du corps des actes et procédures, cela dépend des différents faits. ROUSSEAU DE LA COMBE, *Mat. crim.*, p. 246.

[3] Notamment LIZET, *Pratique crim.* — ROUSSEAU DE LA COMBE, *Mat. crim.* — MUYART DE VOUGLANS, *de l'Inst. crim.* — JOUSSE, *Traité de la*

législateurs eux-mêmes n'ont pas dédaigné d'en dresser officiellement [1].

Les formules ont l'avantage de résumer avec clarté et précision, d'exposer et d'expliquer de la manière la plus naturelle et la plus palpable, les formalités essentielles de chaque acte [2].

D'un autre côté, il est infiniment commode, et vraiment utile, pour les magistrats qui débutent dans la pratique, de recourir d'abord à des exemples, même sans s'y assujettir, sauf à les délaisser plus tard entièrement, quand ils se seront fait des habitudes de rédaction.

Ces considérations m'ont déterminé à écrire ce chapitre, dans lequel toutefois je ne ferai figurer que les modèles des actes principaux ou les plus fréquents, les autres devant présenter moins de difficultés quand on se sera familiarisé avec la procédure usuelle [3].

579. Procès-verbal de dénonciation orale.

L'an mil huit cent trente et le onze octobre, à dix heures du matin,

Devant nous [4] F. D., juge d'instruction de l'arrondissement

Just. crim. — BOURGUIGNON, *Man. d'Inst. crim.* — LEGRAVEREND, *Lég. crim.* — ORTOLAN et LEDEAU, *Traité du Min. pub.* — JACQUINOT-PAMPELUNE, *Instruction du Procureur du roi de la Seine à ses auxiliaires.* — ROGRON, *Code d'Inst. crim.* — CASSAISSOLES, *Guide pratique du Juge d'instruction.*

[1] *V.* spécialement la loi du 29 septembre 1791 et le Code du 3 brumaire an IV.

[2] *Formulas agendi diversas in unoquoque genere colligito. Nam et practicæ hoc interest; et certè pandunt illæ oracula et occulta legum. Sunt enim non pauca, quæ latent in legibus: at in formulis agendi melius et fusiùs perspiciuntur, instar pugni et palmæ.* BACON, aphor. 88.

[3] *Usus efficacissimus omnium rerum magister.* PLIN. *Hist. nat.*, lib. XVI, c. 2.

En fait de pratique, on ne fait bien que ce que l'on pratique. MONTESQUIEU, *Esp. des Lois*, liv. XXVIII, ch. 40.

[4] Il est d'usage d'employer ainsi le pluriel. M. DE MOLÈNES, *des Fonct. d'Offic. de Police jud.*, p. 16, insiste pour l'emploi du singulier. Comme le choix me paraît indifférent, je me conforme à l'usage.

de ..., département de..., étant en notre cabinet d'instruction, au palais de justice, à..., assisté de P. N., greffier [1],

S'est présenté le sieur A. B., profession..., demeurant à...[2], lequel nous a fait la dénonciation suivante :

A..., le..., heure..., j'ai vu..., j'ai entendu... [3]

L'auteur de ce fait est...

Les témoins sont, 1° L. M., profession..., demeurant à... [4].

2°...

3°...

Je dépose ici comme pièce de conviction...[5]

Lecture faite, le sieur A. B. a affirmé, sur notre réquisition,

[1] *Ou* commis greffier assermenté.

Le juge d'instruction pourrait écrire la dénonciation lui-même, la présence d'un greffier n'étant pas indispensable pour la validité de cet acte. Il pourrait aussi faire tenir la plume par un greffier sans l'établir en nom dans le procès-verbal, et par conséquent sans le faire signer.

[2] Ou si c'est un mandataire qui se présente, suivant qu'il entend prendre part personnellement à la dénonciation, ou qu'il veut y demeurer étranger : « A comparu C. R., profession....., demeurant à...., tant en son nom que comme fondé de pouvoir de A. B. (*ou seulement*, au nom et comme fondé de pouvoir de A. B.), profession....., demeurant à....., suivant sa procuration spéciale, passée devant M^e^....., notaire à....., le....., annexée au présent procès-verbal (*ou* suivant sa procuration spéciale sous signature privée, datée à....., le....., visée pour légalisation par M....., maire à....., le.....», annexée au présent procès-verbal), après avoir été signée et paraphée tant par nous que par le comparant. »

[3] Dans tous les actes de procédure, il y a un grand avantage à faire parler directement, *à la première personne*, tout individu dont on rapporte les paroles. Ainsi on obtient plus de clarté et de précision, on évite les *que* répétés, les amphibologies et de nombreux embarras de style, dans lesquels on tomberait en se servant de la *troisième personne*. Si le déclarant rapporte les paroles d'un tiers, on est quelquefois entraîné à s'imposer cette forme gênante : il n'est pourtant pas très-difficile de l'éluder.

[4] On ne saurait apporter trop de soins à faire désigner le prévenu et les témoins d'une manière exacte.

Il est utile de prendre note, à part, des particularités qui sont ou peuvent être à la connaissance de chaque témoin, afin d'être en mesure d'interpeller ceux qui oublieraient ou qui tairaient quelques circonstances dont ils devraient déposer.

[5] Quant à la réception, à la description et à l'identification des pièces de conviction, V. *sup.* n° 151. — *Code d'Inst. crim.*, art. 35, 37, 38, 433.

que les faits par lui déclarés sont véritables [1], et il a signé à toutes les pages avec nous et le greffier [2].

580. Procès-verbal de réception d'une dénonciation apportée toute rédigée [3].

L'an..., le..., heure...

Devant nous F. D., juge d'instruction..., etc.

S'est présenté le sieur A. B., profession, demeurant à...

Lequel nous a remis la présente [4] dénonciation signée de lui à toutes les pages [5], et a affirmé, sur notre réquisition, que les faits qu'il dénonce sont véritables. En conséquence, nous avons nous-même signé ladite dénonciation à toutes les pages, et nous avons donné au sieur A. B., sur sa demande, acte de la remise qu'il nous en a faite.

Après lecture, nous avons signé avec ledit sieur A. B. [6].

[1] Lorsque la dénonciation est présentée par un mandataire qui agit uniquement en nom qualifié, il n'y a pas lieu, à mon avis, de requérir affirmation de la sincérité des faits, parce qu'en se bornant à remplir les intentions d'autrui, le comparant ne peut assumer aucune responsabilité. Tout au plus pourrait-il affirmer *ès nom*, si la procuration en contenait le pouvoir ; mais quelle garantie offrirait une telle affirmation de la part d'une personne étrangère aux faits dénoncés ?

[2] *Ou* nous avons signé à toutes les pages (avec le greffier s'il figure au procès-verbal), ledit A. B. ayant déclaré ne savoir, *ou* ne pouvoir, *ou* ne vouloir signer, de ce requis.

[3] Je ne donne pas la formule de dénonciation ou de plainte à rédiger par la partie elle-même, puisque ce n'est pas l'œuvre du juge d'instruction. On en trouvera des modèles dans les lois des 29 septembr 1791 et 3 brumaire an IV ; dans Legraverend, Bourguignon et Rogron.

[4] Ce procès-verbal s'établit ordinairement à la suite de la dénonciation. Autrement on dirait : « Une dénonciation en date du..., relative à..., signée..., etc.

[5] Ou *non signée*, si le dénonciateur ne sait ou ne veut signer ; ou *signée de tel nom*, si la dénonciation n'est pas présentée par le dénonciateur lui-même.

[6] *V.*, au surplus, toutes les notes mises sous la formule de la dénonciation orale.

Remarquez que si la dénonciation écrite ne désignait pas suffisamment les prévenus ou les témoins, il serait nécessaire d'exiger des indications plus précises ; comme il pourrait y avoir lieu de réclamer des détails ou

581. Plainte verbale [1].

L'an..., le..., heure...

Devant nous F. D., juge d'instruction, etc.

A comparu le sieur A. B., profession..., demeurant à...

Lequel nous a requis de recevoir la plainte ci-après (suit le détail circonstancié des faits qui déterminent la plainte, tels que le plaignant les raconte et les explique).

Le sieur A. B. indique pour témoins...

Il nous a remis comme pièces de conviction...

Enfin, le plaignant nous a déclaré qu'il se porte partie civile, *ou* que, lésé par les faits qu'il a déclarés, il entend les dénoncer seulement dans l'intérêt de l'ordre public, sans se porter partie civile, quant à présent.

Lecture faite, le sieur A. B. a affirmé, sur notre réquisition, que les faits sont exactement tels qu'il les a exposés dans sa plainte, et a signé avec nous à toutes les pages.

582. Désistement de plainte.

Aujourd'hui..., heure...

Par-devant nous F. D., juge d'instruction, etc.

S'est présenté le sieur A. B., etc., *ou* C. R., etc., au nom et comme fondé de pouvoirs de A. B., etc., suivant sa procuration, etc. [2],

Lequel nous a déclaré qu'il (*ou* que A. B.) se désiste pure-

des éclaircissements sur les faits dénoncés. Ces nouvelles explications peuvent être inscrites au procès-verbal, comme addition à la dénonciation primitive; elles seraient recueillies, au besoin, dans des notes séparées.

[1] Si la plainte était présentée par écrit, il y aurait lieu d'inscrire à la suite un procès-verbal semblable à celui dont j'ai donné la formule, pour les dénonciations dressées par avance, en substituant seulement le mot *plainte* au mot *dénonciation*, et sauf à mentionner que le plaignant se rend partie civile, si, ne s'en étant pas expliqué dans sa plainte écrite, il en faisait la déclaration expresse lors du dépôt.

Toutes les notes que j'ai placées sous les formules de dénonciation s'appliquant aux plaintes, cette remarque me dispense de les répéter ici.

[2] *Sup.* n° 579.

ment et simplement [1] de la plainte portée devant nous, le..., heure..., relativement à..., et dont les circonstances sont détaillées dans ladite plainte, à laquelle il (*ou* A. B.) n'entend donner aucune suite [2], sauf à M. le procureur impérial à prendre tel parti qu'il avisera, dans l'intérêt de l'ordre public [3].

Et, après lecture, ledit A. B. (*ou* C. R., au nom qu'il agit) a signé avec nous le présent désistement.

583. Ordonnance de renvoi d'une plainte, pour cause d'incompétence.

Nous F. D., juge d'instruction, etc.

Vu la plainte portée devant nous, le..., par A. B., profession..., demeurant à..., contre N., profession..., demeurant à..., à l'occasion de...

Vu l'article 69 du Code d'instruction criminelle ;

Attendu que le crime *ou* le délit imputé à N. aurait été commis à..., arrondissement de..., et par conséquent hors de notre ressort, dans lequel au surplus le prévenu n'a pas sa résidence et n'a pas été arrêté ;

Ordonnons qu'à la diligence de M. le procureur impérial, ladite plainte (*ou* la présente plainte, si l'ordonnance est écrite

[1] Dans le cas où le plaignant déduirait les causes de son désistement, il conviendrait de les mentionner.

De même, si le désistement n'était que momentané, sauf à reprendre, il faudrait exprimer les réserves du plaignant.

[2] Si la plainte avait été rendue contre un individu désigné, on ajouterait ici : *Contre N.*

S'il avait été porté plainte contre plusieurs, et que l'on ne se désistât qu'à l'égard de quelques-uns des inculpés, le désistement devrait expliquer en faveur de qui la plainte est retirée, et contre qui elle est maintenue.

Enfin, comme le désistement ne peut avoir effet à l'égard des inculpés qu'autant qu'il leur a été notifié, il indiquerait, suivant le cas, que cette notification leur a été faite par acte extrajudiciaire relaté, ou qu'elle va être faite, si le plaignant le déclarait, sauf à lui à justifier incessamment de ses diligences.

[3] On a vu, *sup.* n° 55, que la plainte retirée peut être considérée comme dénonciation, avis ou renseignement.

à la suite) sera transmise à M. le juge d'instruction compétent pour en connaître, devant qui nous la renvoyons.

Fait et donné, en notre cabinet d'instruction, à..., le...,

(Sceau.)

584. Ordonnance de soit communiqué.

Nous F. D., juge d'instruction, etc.

Vu l'article 70 (*ou* 61, *ou* 127) du Code d'instruction criminelle ;

Communiquons à M. le procureur impérial, pour être par lui requis ce qu'il appartiendra, la plainte (*ou* la dénonciation), rendue le..., par A. B., contre N., à l'occasion de... (*ou* les pièces de la procédure suivie jusqu'à ce jour contre le nommé..., profession..., demeurant à..., inculpé de...).

Fait, en notre cabinet d'instruction, à..., le...

ou simplement :

Soit communiqué à M. le procureur impérial. A..., le... [1].

585. Réquisitoire au procureur impérial [2].

Nous F. D., juge d'instruction, etc.

Vu l'article 59 (*ou* 62) du Code d'instruction criminelle ;

Attendu... (explication succincte des motifs du transport ou de l'opération à effectuer) ;

[1] Cette dernière formule est la plus généralement usitée. On l'inscrit au bas de la pièce communiquée, ou en marge de la première page ; et si l'on communique toute une procédure (*art.* 61 *ou* 127), on écrit le *soit communiqué* en marge de la première page de la dernière pièce du dossier au moment de la communication.

On peut de la sorte faire plusieurs communications dans la même affaire, sans multiplier inutilement les pièces du dossier, et sans écritures superflues.

Le juge d'instruction ne doit pas omettre de constater par une ordonnance de *soit communiqué* le moment de la remise de la procédure au parquet, pour que le procureur général ait le moyen d'apprécier si l'instruction a marché avec toute la célérité possible, et si le ministère public s'est conformé aux articles 61 et 127 du Code d'instruction criminelle. Circul. du procureur général de Poitiers du 19 novembre 1841, § 13.

[2] Il arrive rarement que ce réquisitoire soit nécessaire, parce que le

Requérons M. le procureur impérial de nous assister dans notre transport à..., aux fins ci-dessus expliquées.

Fait et donné, en notre cabinet d'instruction, à..., le...

586. Réquisition à la force publique [1].

Nous F. D., juge d'instruction, etc.;

Vu l'article 25 du Code d'instruction criminelle;

Requérons M. le commandant de la gendarmerie (*ou* M. le commandant de la troupe de ligne, *ou* M. le maire, etc.) à... de nous prêter le secours de la force armée (de la troupe, *ou* de la garde nationale) placée sous ses ordres, et de mettre à notre disposition *tel nombre* d'hommes (*ou un nombre d'hommes suffisant*) pour nous assister dans une *ou telle* opération judiciaire, à laquelle nous procéderons à..., le..., heure... [2].

Fait à..., le...

(Sceau.)

587. Réquisitoire pour un expert.

Nous F. D., juge d'instruction, etc. ;

Vu les articles 43 et 44 du Code d'instruction criminelle ;

Requérons M..., profession..., demeurant à..., de se rendre de suite (*ou* tels jour et heure) auprès de nous, à..., pour nous assister dans la constatation de *tel crime* ou *délit*, et procéder à *telles opérations* (*ou* à toutes les opérations qui seront jugées nécessaires).

Fait et donné à..., le... [3].

(Sceau.)

juge d'instruction et le procureur impérial arrêtent ordinairement de concert leur transport simultané, quand il y a lieu, ou que le juge d'instruction se borne à donner avis de son transport au procureur impérial, qui ne manque jamais de l'accompagner ou de le faire accompagner de son substitut. Ces écritures sont donc tout à fait inutiles, partout où la bonne intelligence existe entre le juge d'instruction et les magistrats du parquet.

[1] *Sup.* n° 145. — *V.* aussi ordonnance du 29 octobre 1820, art. 58. — Décret du 1er mars 1854, art. 91-98.

[2] Quand on prévoit que l'opération devra durer plusieurs jours, il est convenable de l'indiquer dans la réquisition, pour que le commandant de la force armée prenne ses mesures en conséquence.

[3] L'opération terminée, le juge d'instruction atteste, au bas du réquisi-

588. Réquisitoire à un manouvrier ou à un artisan.

Nous F. D., juge d'instruction, etc. ;

Requérons N..., profession de..., demeurant à..., de se rendre immédiatement auprès de nous, à..., avec les outils nécessaires pour exécuter *tel travail*.

Fait et donné à..., le... [1].

(Sceau.)

589. Procès-verbal de constat [2].

L'an..., le..., heure ;

Informé par la clameur publique (*ou* par la dénonciation ou la plainte du sieur..., *ou* par les communications à nous faites de la part de M. le procureur impérial, ou par tel pro-

toire, ce qui a été fait, ou le temps employé, pour déterminer l'indemnité due à l'expert.

Sup. nos 149, 557.

On donne quelquefois une ordonnance ou un réquisitoire contenant des détails, pour faire opérer des experts, et spécialement des médecins. Un excellent modèle d'ordonnance, en ce genre, est transcrit par DEVERGIE, *Traité de Méd. lég.*, t. I, p. 692.

[1] Le salaire de l'artisan ou du manouvrier est taxé au bas du réquisitoire. *Sup.* nos 546, 569.

[2] On peut rectifier ou compléter, en les refaisant ou par addition, plusieurs sortes d'actes de l'instruction : on peut rappeler un témoin pour qu'il complète ou explique sa déposition, répéter les interrogatoires d'un prévenu, recommencer une expertise, etc. ; mais il est souvent très-difficile, sinon impossible, de réparer les erreurs ou les omissions d'un procès-verbal de constat défectueux, parce que les traces du délit s'effacent et ses circonstances matérielles s'altèrent promptement ; parce qu'après un certain délai, ce qui en pourrait subsister n'inspire plus la même conviction : d'ailleurs, si l'on peut quelquefois suppléer au procès-verbal de constat par l'information, il n'en est pas toujours ainsi ; et en tous cas, le procès-verbal du magistrat est généralement d'un plus grand poids que les dépositions des témoins. Dès lors on comprendra toute l'importance de cet acte, auquel j'ai cru devoir donner des développements plus précis, plus étendus qu'à tout autre, dans la formule que j'extrais, en grande partie, de l'instruction de M. Jacquinot-Pampelune, procureur du roi de la Seine, à ses auxiliaires, formule que je regarde comme beaucoup plus exacte et plus régulière qu'aucune de celles qui ont été publiées sur le même sujet.

faites de la part de M. le procureur impérial, *ou* par tel procès-verbal, tel réquisitoire), que la nuit dernière, vers une heure du matin, en rentrant dans sa maison, le sieur S. M., profession..., demeurant à..., se serait aperçu que la porte du sieur A. était ouverte, et se disposait à entrer dans l'appartement dudit A., pour s'assurer s'il ne lui était point arrivé quelque accident, lorsqu'un individu couvert de sang se serait précipité au-devant du sieur S. M., et aurait voulu se faire passage ; mais que S. M., aidé de P. R., son domestique, de V. X., portier de la maison, et de plusieurs voisins, serait parvenu à arrêter cet individu ; qu'étant ensuite entrés dans l'appartement de A., le sieur S. M. et les personnes qui l'accompagnaient, auraient vu A. dans son lit, percé de coups et rendant les derniers soupirs [1] ;

Nous F. D., juge d'instruction de l'arrondissement de..., département de..., assisté de P. N., notre greffier[2], et accompagné de MM. E. T., procureur impérial, J. Z., commissaire de police de..., V. L. et L. P., médecins, demeurant à..., dont nous avons requis le concours ;

Nous sommes transporté [3] à..., dans une maison située rue..., n°..., dont nous avons fait garder l'extérieur et les issues, avec défense à toutes personnes de sortir de la maison et de s'éloigner sans notre permission, jusqu'après la clôture de notre procès-verbal, sous les peines de l'article 34 du Code pénal.

Monté au premier étage, par un escalier à droite au fond de la cour, nous avons été introduit dans un appartement ayant vue sur la cour et sur un jardin, où nous avons trouvé réunis : 1° J. E., domestique du sieur A. ; 2° L. G. et H. C., voisins, demeurant dans la même maison ; 3° et un individu que l'on nous

[1] *Ou simplement* : informé.... qu'un assassinat aurait été commis, à..., le..., sur la personne du sieur A., et que l'auteur présumé du crime a été arrêté et retenu sur les lieux.

[2] *Ou* commis greffier assermenté, *ou* de P. N., à qui nous avons momentanément confié les fonctions de greffier, au défaut du greffier ordinaire et de ses commis, empêchés, et dont nous avons reçu le serment de se bien et fidèlement acquitter de sa commission.

[3] Quand le transport a lieu sur la réquisition d'un chef de famille (art. 46 du *Code d'Inst. crim.*), on l'exprime en cet endroit.

a désigné comme étant celui qui a été arrêté par S. M. et son domestique.

Sur notre interpellation, cet individu nous a dit se nommer Nicolas B., profession..., demeurant à...

Nous l'avons remis entre les mains de la force publique, en recommandant de veiller à ce qu'il ne communiquât avec personne, et ne jetât ou ne détruisît rien de suspect.

En présence tant de Nicolas B. que des personnes dénommées plus haut comme nous assistant, nous avons constaté le corps du délit et ses circonstances, ainsi qu'il suit :

Dans une pièce donnant sur le jardin, et servant de chambre à coucher, nous avons vu sur un lit, dont les draps, la couverture et les matelas étaient inondés de sang, un cadavre du sexe masculin, que le nommé E., domestique, et les sieurs G. et C., voisins, nous ont déclaré être celui du sieur A.

Ce cadavre était couché sur le dos, vêtu seulement d'une chemise et coiffé d'un bonnet de coton; la chemise et le bonnet sont ensanglantés; la chemise est, de plus, percée de plusieurs trous dans la partie antérieure.

Le sang avait jailli jusque sur la muraille, du côté de la ruelle.

A terre, et à peu de distance du lit, était un poignard[1] à manche de bois d'ébène, dont la lame est de quinze centimètres de longueur, et ne porte aucun nom ou marque de fabricant; ce poignard était teint de sang.

Sur une commode, placée à droite en entrant dans la chambre à coucher, était posée une lanterne sourde toute neuve, en fer-blanc, et garnie d'un verre, lequel se cache au moyen d'une

[1] Si l'on découvre le marchand qui a vendu le poignard, on l'entend dans sa déposition, et on lui confronte l'inculpé.

Ce marchand se trouvant dans le cas de l'article 314 du Code pénal et de l'article 1er de la loi du 24 mai 1834, on fera perquisition chez lui des armes prohibées qu'il posséderait; on en rédigera un procès-verbal séparé.

Il ne faudrait constater ces perquisitions par le même procès-verbal concernant le corps du délit principal, qu'autant que l'individu qui aurait procuré les armes aurait su l'usage que l'on voulait en faire, parce que, dans ce cas, il serait complice.

plaque de fer-blanc qui se rabat par-dessus ; dans cette lanterne était un bout de bougie éteint et presque consumé.

Requis par nous de rechercher, en notre présence, les causes de la mort du sieur A., MM. les médecins susnommés ont prêté entre nos mains le serment de procéder, de faire leur rapport et de donner leur avis en leur honneur et conscience.

Leur examen achevé, il nous ont rapporté :

Qu'inspection faite du cadavre, ils ont reconnu...

Qu'ouverture faite du cadavre, ils ont trouvé...

Qu'ayant, sur notre réquisition, rapproché de *telles* et *telles* blessures les coupures de la chemise dont était revêtu le défunt, ils ont reconnu que les coupures correspondaient aux blessures, par leur situation et leur direction ; qu'elles avaient la même longueur, et qu'elles étaient faites par le même instrument tranchant ;

Qu'ayant, également sur notre réquisition, rapproché des mêmes plaies et coupures la lame du poignard trouvé dans la chambre, ils ont reconnu que la largeur de la lame était de la longueur des plaies et coupures ;

Que, d'après toutes ces observations, ils estiment que *telles* et *telles* blessures n'étaient pas mortelles, que *telles* et *telles* blessures étaient essentiellement mortelles, et ont causé une mort très-prompte ;

Que *telles* et *telles* blessures, ainsi que les coupures de la chemise, ont été produites par le même instrument tranchant, et que cet instrument est le poignard décrit plus haut ;

Que le nombre des blessures, et surtout la multitude des écorchures qui se voient au visage et aux mains du défunt, font présumer que la victime a cherché à se défendre contre son assassin.

Nous avons requis les hommes de l'art de visiter l'inculpé arrêté ; ce qu'ayant effectué, ils nous ont rapporté : que son visage, ses mains, son habit, son gilet, sa chemise et sa cravate sont ensanglantés : ce que nous avons nous-même vérifié ; qu'il existe à sa main droite et à son poignet gauche plusieurs écorchures et à *tels* doigts de *telle* main des traces de morsures ; que ces écorchures et ces morsures sont tellement récentes, qu'elles sont encore sanguinolentes.

Ce rapport terminé[1], nous avons observé qu'il n'existait dans les divers objets et meubles de l'appartement aucune effraction, aucun dérangement, qui pût faire présumer qu'on y eût volé, ou qu'on ait eu le temps d'y voler.

Voulant constater comment on avait pénétré dans l'appartement, nous avons remarqué qu'il n'existait à la porte d'entrée aucune trace d'effraction. Une clef était dans la serrure à l'extérieur; cette clef n'étant ni neuve, ni nouvellement limée, et s'ajustant d'ailleurs très-bien à la serrure, qui est une serrure de sûreté, nous avons présumé que cette clef était la véritable clef de la serrure.

Instruit qu'une porte qui donne du jardin sur la rue avait été entr'ouverte, et présumant que l'assassin était entré par ce côté dans la maison, le jardin n'étant séparé de la maison que par un mur d'appui, dans lequel est une porte fermant seulement au loquet, nous nous sommes rendu à la porte de ce jardin, par l'extérieur, pour ne point effacer ni confondre les empreintes des pas qu'aurait pu laisser l'assassin, dans l'intérieur du jardin.

La rue étant pavée, nous n'avons rien vu au dehors; mais, dans une des allées qui conduisent intérieurement de la porte du jardin à la maison, nous avons remarqué, sur la terre amollie par la pluie qui est tombée hier, des empreintes de pas qui se dirigeaient de la porte à la maison; ces empreintes, toutes de la même grandeur, appartenaient à deux souliers différents; les unes portant les traces de trente clous au talon, les autres ne portant au talon que vingt-huit clous, et une empreinte de clou manquant au milieu du talon.

Nous avons fait déchausser Nicolas B., et nous avons vu que le soulier de son pied gauche s'adaptait parfaitement aux empreintes où se voit la trace de trente clous, et que le soulier de son pied droit s'adapte aussi parfaitement aux empreintes où est la trace de vingt-huit clous; qu'à ce soulier il manque un clou, à la même place qu'à ces dernières empreintes [2].

[1] *Ou*, à l'occasion : les experts nous ayant déclaré qu'ils ne pourront nous remettre qu'ultérieurement leur rapport, qui sera rédigé par écrit et annexé au présent procès-verbal, etc.

[2] Dans le cas où l'inculpé n'est pas arrêté, on prend la dimension des

Nous avons ensuite fait fouiller Nicolas B. : il ne s'est trouvé sur lui qu'un passe-partout que nous avons essayé à la porte du jardin, et qui l'ouvre avec peu de difficulté.

En présence de l'inculpé, nous avons saisi, pour servir de pièces de conviction, la chemise, le bonnet de coton, les draps et la couverture du lit du défunt; le poignard, la lanterne, la clef de l'appartement, le passe-partout trouvé sur Nicolas B. : l'habit, le gilet et les souliers de l'inculpé, à qui nous en avons fait fournir d'autres par le sieur J. N., marchand fripier, demeurant à..., rue..., n°... [1].

Nous avons renfermé lesdits objets par nous saisis, dans un sac de toile, que nous avons fermé au moyen d'une corde sans nœuds, aux deux bouts réunis de laquelle nous avons adapté une feuille de papier, au moyen de cire à cacheter rouge, que nous avons scellée de notre sceau. Sur notre interpellation, Nicolas B., inculpé, a signé et paraphé avec nous cette bande de papier [2].

Personne ne pouvant nous donner les renseignements nécessaires pour la rédaction de l'acte de décès du sieur A., et

empreintes, avec une feuille de papier qu'on découpe dessus, et, avec de l'encre, on y figure la place des clous. Cette feuille est comparée à la chaussure de l'inculpé, s'il est arrêté ultérieurement, ou si sa chaussure peut être saisie.

Un autre procédé, pour conserver les empreintes laissées par les souliers des voleurs, vient d'être découvert et mis en usage en Angleterre. Il consiste, à ce qu'il paraît, à verser tout simplement du plomb fondu sur la marque du pied, tandis qu'elle est encore fraîche. Ce moyen a si bien réussi, qu'un cordonnier du comté d'Essex n'a pas hésité un seul instant à nommer la personne à qui devait appartenir le soulier dont on lui présentait l'empreinte. *Journ. gén. des Tribunaux* du 18 mai 1837.

On obtiendra le même résultat, en coulant du soufre ou de la résine fondus, du plâtre très-délayé ou toute autre matière fusible ou susceptible de se liquéfier, et de nature à prendre promptement de la consistance. Le plomb, l'étain, le zinc sont préférables, à cause de leur solidité; tandis que le soufre, la résine et le plâtre, même durcis, sont toujours fragiles.

[1] Les vêtements fournis sont payés sur un mandat du juge d'instruction, comme frais urgents. Décret du 18 juin 1811, art. 133, 134.

[2] *Ou* a déclaré ne savoir, ne pouvoir, ne vouloir signer et parapher, *ce* dont nous avons fait mention sur ladite bande.

étant instruit par le sieur G., l'un de ses voisins présents, que l'acte de naissance du sieur A. était renfermé dans son secrétaire, nous avons ouvert ce meuble, à l'aide de la clef que nous avons trouvée dans la poche du pantalon du défunt, et nous avons extrait de l'un des tiroirs ledit acte de naissance, duquel il résulte que le sieur A. portait le prénom de..., qu'il est né à..., le..., du sieur..., et de la demoiselle..., son épouse.

Les sieurs G. et C. nous ont déclaré que le défunt n'a jamais été marié, et que son père et sa mère sont décédés depuis longtemps.

Nous avons averti le juge de paix de ce canton du décès du sieur A., à l'effet par lui d'apposer les scellés pour la conservation des droits de qui il appartiendra, et à son arrivée, nous lui avons remis la clef du secrétaire [1].

Après lecture du présent procès-verbal, nous avons signé à toutes les pages avec M. le procureur impérial, le commissaire de police, les médecins susnommés, notre greffier et Nicolas B., inculpé.

Nous nous sommes transporté de suite, heure de..., dans le domicile de Nicolas B..., rue..., et, en sa présence, nous avons fait une perquisition dans tous les lieux qui dépendent de sa location, où nous n'avons rien trouvé à saisir, si ce n'est un billet sans signature, portant son adresse, qui était caché derrière une glace, et qui contient ces mots : « Retardez jusqu'à demain soir ; je vous en dirai la raison, demain matin, à notre rendez-vous ordinaire. »

Sur notre réquisition, Nicolas B. a signé et paraphé, avec nous et notre greffier, le billet dont nous nous sommes saisi.

Et après lecture du présent procès-verbal, etc. [2].

D'après le procès-verbal d'audition de témoins et l'interrogatoire de Nicolas B., rédigés séparément du présent procès-

[1] Si le juge de paix tardait à arriver, le juge d'instruction apposerait un scellé provisoire, dont il ferait mention dans son procès-verbal, et qu'il autoriserait le juge de paix à lever.

[2] Cette continuation est établie à la suite de la première rédaction. L'observation s'applique également à ce qui suit.

verbal, des soupçons graves s'élevant contre Noël D., neveu du défunt, nous juge d'instruction susdit, assisté et accompagné comme dit est, nous sommes transporté sur-le-champ à son domicile, rue...; cet individu étant absent, nous avons fait ouvrir la porte de son logement par le sieur..., serrurier, par nous requis; nous avons fait, dans tous les lieux dépendant de la location de D., une perquisition par suite de laquelle nous n'avons rien trouvé de suspect.

Noël D. ayant été arrêté en vertu de notre mandat d'amener, pendant le cours de nos opérations, immédiatement après son interrogatoire, nous l'avons confronté au cadavre de son oncle, dans le domicile duquel nous sommes retourné. A la vue de ce cadavre, il a pâli et s'est troublé; nous lui avons demandé s'il le reconnaissait; il nous a déclaré, en balbutiant, que c'était celui de son oncle, et que ses assassins étaient bien criminels... [1].

Après lecture du présent procès-verbal, etc.

Et attendu que Nicolas B. est inculpé d'être l'auteur de l'assassinat de Paul A.; que Noël D. est inculpé de s'être rendu complice de ce crime, en provoquant B. à le commettre, et en lui procurant les instructions et les moyens nécessaires pour le consommer, nous avons décerné mandat de dépôt contre chacun desdits Nicolas B. et Noël D.

Fait à..., le..., heure..., et, après lecture, nous avons signé avec notre greffier [2].

(*Signatures.*)

590. Interrogatoire.

Aujourd'hui...

Nous F. D., juge d'instruction de l'arrondissement de..., département de..., étant à... (*ou* en notre cabinet d'instruction

[1] *Sup.* n° 220. — *Inf.* n° 591.

[2] La signature du juge suffirait.

On pourrait même supprimer cette dernière partie du procès-verbal,

au palais de justice, *ou* à la maison d'arrêt de...), assisté de P. N., commis greffier assermenté ;

Avons interrogé ainsi qu'il suit le dénommé ci-après, inculpé de... [1].

Demande : Quels sont vos prénoms, nom, âge, état, demeure et lieu de naissance [2].

Réponse : Nicolas B., âgé de vingt-cinq ans, chapelier, demeurant à..., rue..., n°..., né à...

D.

R. Je...

Représentation faite au prévenu de telle pièce de conviction, avec interpellation d'expliquer..., il a répondu : Je... [3].

Lecture faite, a persisté, et a signé [4] avec nous et le commis

parce que l'existence des mandats au dossier prouve par elle-même qu'ils ont été délivrés, et qu'il y a eu des motifs de les décerner.

[1] Il n'est point nécessaire d'indiquer si l'inculpé se présente spontanément, ou s'il a été amené en vertu d'un mandat. Rien ne s'oppose pourtant à ce que cela soit expliqué, dans les cas où on le juge utile.

Si le prévenu n'entend pas la langue française, ou s'il est sourd-muet ne sachant pas lire et écrire, on ajoute en cet endroit : « Avec l'assistance du sieur N..., interprète nommé par nous d'office, attendu... ; lequel interprète, après avoir prêté le serment en tel cas requis, a traduit successivement, et au fur et à mesure de leur énoncé, nos demandes à l'inculpé, et à nous les réponses de l'inculpé, dans les termes suivants : »

Il ne faut pas oublier que l'interprète doit signer l'interrogatoire.

[2] Dans le premier interrogatoire, on demande ordinairement au prévenu tous les renseignements nécessaires pour dresser le bulletin n° 1 du casier judiciaire, à savoir : « Ses nom, prénoms et surnoms ; — 2° ceux de son père et de sa mère ; — 3° son âge, date de sa naissance ; — 4° les lieux de sa naissance et de son domicile ; — 5° son état civil ou de famille (s'il est célibataire, marié ou veuf) : — 6° s'il est marié ou veuf, le lieu de son mariage, le nom de sa femme ; — 7° le nombre de ses enfants, s'il en a, ou l'indication qu'il est sans enfants ; — 8° sa profession. — *V.* les circulaires relatées *sup.* n° 335, aux notes.

[3] On peut aussi se servir de la forme interrogative pour la représentation des pièces de conviction. Ainsi, on demanderait au prévenu : Reconnaissez-vous *tel objet*, qui vous est représenté? Cet objet vous appartient-il? etc.

[4] *Ou* a déclaré ne savoir, ne pouvoir, ne vouloir signer, de ce requis, et nous avons signé avec le commis greffier.

greffier. Rejeté *tant* de mots rayés ; approuvé un renvoi en marge, *ou tels mots* renvoyés en marge [1].

591. Confrontation de prévenus entre eux [2].

Simonneton vend ses biens à Vacher et Rougeron, en buvant avec eux chez Vacher. De l'arsenic en poudre est jeté dans son verre ; il est empoisonné. Sur le point de mourir, il veut voir Rougeron, et lui dit : Mon pauvre Jacques, ils m'ont empoisonné... vous serez pris comme eux... vous étiez de la société!

Les époux Vacher et Rougeron sont accusés d'avoir empoisonné Simonneton. Dans la prison, Rougeron s'ouvre la trachée-artère... ; il déclare, après s'être confessé, que les époux Vacher ont seuls mis de l'arsenic dans le verre de Simonneton...

Le juge d'instruction confronte les prévenus. On lit au procès-verbal :

« Nous avons donné ordre d'amener François Vacher, ce qui a été exécuté sur-le-champ, et, en lui montrant Jacques Rougeron, reconnaissez-vous, lui avons-nous dit, cet homme qui est expirant sur ce lit?

— Oui, monsieur, a répondu Vacher, je le connais bien, le pauvre malheureux!

— Eh bien! il vous accuse d'avoir empoisonné Simonneton.

Vacher, avec assez de calme et un sourire d'ironie forcée : Ça lui plaît à dire : s'il n'était pas coupable, il n'aurait pas fait ce qu'il a fait ; il voudrait nous faire périr. Mais heureu-

[1] Lorsqu'un second interrogatoire est pris à la suite du premier, sur le même cahier, au lieu de répéter le préambule, on se borne à ajouter :

« Et par continuation, les mêmes jour et lieu que dessus, nous juge d'instruction susdit, assisté comme dit est, avons interrogé le prévenu ainsi qu'il suit :

Demande,...., etc.

Réponse....., etc.

[2] On pourrait suivre ce modèle, en cas de confrontation d'un prévenu de tentative de meurtre, ou d'assassinat, ou de blessures, confronté avec sa victime, qui existerait encore. Pour la confrontation d'un prévenu à un cadavre, V. *sup.* n° 220, aux notes, t. II, p. 81.

Les deux formules qui suivent pourraient également servir de guides en cas de confrontation de témoins à témoins, ou entre témoins et prévenus.

sement que Dieu, qui est plus fort que tout cela, nous tirera de là !

A ces mots, Rougeron, soulevant son bras, s'est écrié, avec un mouvement d'indignation ; C'est ce vieux gredin qui me coûte ça !

Vacher, s'approchant du lit de Rougeron : Mais as-tu vu quelque chose?

— Oui, j'ai vu quelque chose de blanc dans le verre de Simonneton.

Puis, croyant entendre que l'on écrivait qu'il avait vu mettre du poison, il a ajouté : Je ne l'ai pas vu mettre ; mais ce sont les époux Vacher qui l'y ont mis, j'en suis sûr...

Nous avons fait amener immédiatement, à la place de Vacher, Elisabeth La Bruère, sa femme.

— Femme Vacher, vous voyez cet homme qui est sur le point de mourir, le reconnaissez-vous?

— Oui, c'est Rougeron.

Et, en s'approchant du lit avec émotion, elle s'est écriée : Ah ! malheureux, vous étiez donc coupable, pour vous être fait tant de mal !

— Rougeron prétend que c'est vous et votre mari qui avez empoisonné Simonneton.

— Comment, Messieurs, il a dit cela?

C'est alors que Rougeron, en joignant les mains, a dit : Je suis à la mort ; demain je ne serai plus en vie... je dis la vérité ; oui, c'est vous deux qui l'avez empoisonné !

— Savez-vous, femme Vacher, qui a empoisonné Simonneton ?

— Je n'en sais rien, Messieurs ; aujourd'hui vous êtes mes juges ; mais, heureusement, il y en a un autre qui me rendra justice. Ah ! si vous pouviez, comme lui, voir la vérité !

S'approchant plus près du lit de Rougeron : Ah ! mon pauvre Jacques, je vous supplie au nom de Dieu ; dites donc la vérité ! nous ne sommes pas pour si longtemps sur la terre !

Réunissant alors le peu de force qui lui restait, et élevant une voix presque défaillante : Oui, dit-il, c'est vous ou votre mari qui avez empoisonné Simonneton. Je ne crains pas les

hommes; je suis un homme mort. Je dis la vérité... Dieu nous jugera ; je vous attends devant lui ! » [1]

Autre formule de confrontation.

Dans le rapport fait à la Chambre des pairs sur l'affaire Quénisset, on lit plusieurs actes de confrontation : voici l'extrait de l'un de ces actes [2], dont la forme est simple, rapide et facile à suivre :

« Et de suite nous avons fait amener devant nous le nommé Mallet, et nous avons demandé à Quénisset s'il le connaissait ;

Quénisset a répondu : Oui, Monsieur, c'est Mallet.

A Mallet, en lui montrant Quénisset :

D. Connaissez-vous l'individu qui est devant vous ?

R. Je ne le connais pas. Je ne sais pas si Monsieur me connaît, mais moi je ne le connais pas du tout.

A Quénisset :

D. Persistez-vous à dire que Mallet a fait partie de la réunion de la même société qui a eu lieu, dans le mois d'août, chez un marchand de vin, en face de la rue Charonne?

R. Oui, Monsieur.

D. Persistez-vous à dire que Mallet a pris la parole dans cette réunion, au sujet de..., et aurait demandé...?

R. Oui, Monsieur.

A Mallet :

D. Qu'avez-vous à dire ?

R. Je ne connais nullement ce que Monsieur veut dire.

A Quénisset.

D. Persistez-vous à dire que Mallet était près de vous, au moment où vous avez commis votre attentat ?

R. Je ne pourrais préciser la distance ; mais je sais bien qu'il était là avec les autres.

[1] *Journ. gén. des Tribunaux* du 9 août 1837.

[2] *V.* le rapport dans la *Gazette des Tribunaux* des 15, 16 et 17 novembre 1841 ; l'extrait que je cite se trouve dans le supplément à la *Gazette* du 17, p. 85.

D. Mallet n'a-t-il pas crié...?
B. Je ne sais pas.
A Mallet :
D. Étiez-vous effectivement auprès de Quénisset, quand il a commis son attentat?
R. Non, Monsieur; j'étais chez moi : je ne connais pas ce Monsieur; je ne sais ce qu'il veut dire.
Quénisset dit : Vous savez si bien ce que je veux dire, que...
Mallet dit : J'aurai des témoins qui prouveront...
Quénisset dit :...
Mallet dit :...
A Quénisset :
D. etc., etc. »

592. Cédule [1].

Nous F. D., juge d'instruction, etc.
Mandons et ordonnons à tous huissiers ou agents de la force publique, sur ce requis, de citer, à la requête de M. le procureur impérial,
1° (Désignation des témoins, aussi exacte et complète que possible);
2°...
3°...
A comparaître le..., heure..., par-devant nous, en notre

[1] Je crois devoir donner un modèle de l'assignation à formuler en exécution de la cédule, parce que le juge d'instruction est quelquefois obligé de la faire rédiger lui-même, quand il emploie, au lieu d'un huissier, un gendarme, un garde champêtre, ou tout autre agent qui serait embarrassé de rédiger une citation. Je me borne à l'original de l'exploit; il est aisé de comprendre les légers changements à faire sur les copies.
« L'an..., le..., à la requête de M. le procureur impérial de..., en vertu « de la cédule délivrée le..., par M. le juge d'instruction de...
« Je soussigné... (qualité et demeure),
« Ai au sieur..., profession..., demeurant à... (*ou* à chacun des sieurs...)
« Donné citation à comparaître le..., heure..., à..., par-devant M. le juge « d'instruction de..., pour y déposer des faits dont il lui (*ou* leur) sera donné « connaissance, lui (*ou* leur) déclarant qu'à défaut de comparaître, il y sera

cabinet d'instruction, au palais de justice, à... (*ou*, en cas de transport, à..., maison de...) pour y déposer en personne sur les faits dont il leur sera donné connaissance, sous peine d'y être contraints par amende et même par corps, conformément à l'article 80 du Code d'instruction criminelle.

Fait et donné à..., le...

(Sceau [1].)

593. Mandement exprès [2].

Nous F. D., juge d'instruction, etc.

Vu l'art. 84 du décret du 18 juin 1811 ;

Vu la procédure criminelle en instruction à l'occasion de tel crime... (imputé à tel individu, profession de..., demeurant à..., *si l'auteur présumé du crime est connu*) ;

Attendu qu'il est absolument nécessaire de procéder sans retard à telle constatation..., à telle vérification..., à telle confrontation..., à telle opération.., pour que les traces fugitives du crime soient recueillies, pour que la marche de la procédure soit assurée contre toute erreur..., contre toutes manœuvres préjudiciables... ;

Mandons et ordonnons à N..., huissier à la résidence de..., canton de..., de se transporter immédiatement à..., canton de..., et de citer à comparaître devant nous, toute affaire cessante, à..., le..., heure..., les sieurs A..., B..., C..., pour être

« contraint (*ou* ils y seront contraints), par amende et même par corps, « conformément à la loi.

« Délaissé audit (*ou* à chacun desdits) copie du présent, dont le coût est de... »

[1] Il ne faudrait pas employer sans modifications la formule de cédule ci-dessus, ni la formule d'exploit placée en note, à l'égard des agents diplomatiques ou des consuls des puissances étrangères appelés comme témoins, — ni, par analogie, envers les personnes désignées aux nos 313, 314, *sup.* ; il y aurait, dans ce cas, à se conformer aux recommandations exprimées *sup.* no 314.

Des instructions ministérielles ont décidé qu'il n'y a pas lieu de délivrer de cédule et de faire donner une citation, aux princes du sang et au ministre de la justice à entendre comme témoin, avec autorisation de l'empereur.

[2] V. *sup.* no 144. — Instruction du 30 septembre 1826, p. 87.

entendus comme témoins, ou pour procéder à tels actes..., aux offres de l'indemnité légale, et sous les peines portées par la loi en cas de non-comparution.

Fait et donné A..., le...

(Sceau.)

594. Sauf-conduit.

Nous F. D., juge d'instruction, etc.

Vu l'article 782 du Code de procédure civile et les conclusions du ministère public,

Mandons à tous huissiers et porteurs de contraintes en matière civile et commerciale, de laisser venir librement à..., le..., le sieur..., profession..., demeurant à..., témoin cité à comparaître devant nous, et leur défendons de mettre lesdites contraintes à exécution, tant à partir du..., que jusqu'au..., temps qui sera nécessaire à ce témoin pour venir déposer et pour retourner à son domicile[1].

Fait et donné à ..., le...

(Sceau.)

595. Information [2].

Aujourd'hui ... 30 mai 1861 [3];

[1] On peut, et souvent cela est préférable, ne donner le sauf-conduit que pour venir , sauf à le renouveler pour le retour; mais, dans ce cas, il faudrait énoncer dans le premier sauf-conduit qu'on en donnera un second, pour que le témoin sache qu'il se déplacera en toute sécurité.

[2] La formule d'information aurait à subir quelques modifications, si l'on avait à entendre des témoins militaires, en vertu d'une commission rogatoire, *sup.* n° 316, — un préfet, un grand dignitaire, un consul étranger.., *sup.* nos 313, 314, 315.

En marge et en tête du procès-verbal d'information, on inscrit la date et la nature de cet acte, ainsi : *Du* 30 *mai* 1861, et au-dessous : *Information.* — Au-dessous du mot information, on indique le nombre des témoins entendus, v. g. 3 *témoins*. — En tête et en marge de chaque feuille séparée du procès-verbal continué, on répète *la date*, et au-dessous le mot *information*. — Enfin, en marge et en tête de chaque déposition, on écrit nettement les *nom*, *prénoms* et *profession* du témoin qui dépose. *Sup.* n° 312.

[3] Lorsque le juge d'instruction opère en vertu d'une commission roga-

Par-devant nous F. D., juge d'instruction de l'arrondissement de..., département de..., étant en notre cabinet, au palais de justice, à... (*ou* étant à..., maison de...), assisté de P. N., greffier (*ou* commis greffier assermenté) ;

Ont comparu les témoins ci-après nommés,[1] cités à la requête de M. le procureur impérial, en vertu de notre cédule du..., par exploit de N..., huissier à..., du... [2],

Pour être entendus dans la procédure dirigée contre le nommé..., profession..., demeurant à..., inculpé de...[3] ;

Chacun desquels témoins, appelé successivement et séparément, hors de la présence du prévenu [4], nous a représenté la copie de citation qui lui a été donnée ; a prêté serment de dire toute la vérité, rien que la vérité ; et enquis par nous de ses nom, prénoms, âge, profession et domicile, s'il est domestique, parent ou allié du prévenu [5], et à quel degré [6], a répondu et déposé oralement ainsi qu'il suit :

1° Jean Simon, âgé de trente ans, serrurier, demeurant à..., commune de..., non domestique, parent ni allié du prévenu [7], dépose :

toire, il l'exprime ainsi, en tête du procès-verbal, au-dessus de la date : *Pour l'exécution d'une commission rogatoire de M. le juge d'instruction de...* (ou *de M...*), *en date du...*, ou après ces mots assisté de... notre greffier : *et agissant en vertu de la commission rogatoire de M...*, etc.

[1] Si l'on n'entend qu'un seul témoin, la formule est facile à modifier.

[2] En cas de flagrant délit, la citation n'étant pas de rigueur, on rédige ainsi : « ... assisté de..., notre greffier, et procédant en cas de flagrant délit,

« Ont comparu, sur notre invitation, *ou* réquisition, les témoins ci-après, appelés pour être entendus, etc. »

[3] Si l'auteur du délit n'est pas connu, on dit : « dans la procédure dirigée à l'occasion de *tel délit*, commis à..., le..., au préjudice de..., *ou* sur la personne de... »

[4] Ces mots *hors la présence du prévenu* sont à supprimer, si l'on instruit contre un inconnu.

[5] S'il y a plusieurs prévenus, on dit : « des prévenus, ou de l'un d'eux. »

[6] S'il y a une partie civile en cause, on ajoute : « ou de N..., partie civile. »

[7] Dans le cas où il y a plusieurs prévenus et partie civile, on distingue les rapports des témoins avec les prévenus et la partie civile.

Cette mention est supprimée, si l'auteur du délit est inconnu.

Tel jour, à telle heure, en tel lieu, j'ai vu..., j'ai entendu...
J'ai appris de telle manière...
Je sais de plus...

Interpellé d'expliquer tel fait, *ou* de déposer ce qu'il sait sur telle circonstance, *ou* de faire connaître la moralité du prévenu, le témoin a répondu : Je...

Représentation faite de telle pièce de conviction, le témoin a déclaré : Je...

Lecture faite, a persisté, a requis taxe, que nous avons allouée de la somme de..., a déclaré ne savoir signer, de ce requis, et nous avons signé avec le greffier.

Signatures.

Et par continuation de notre procès-verbal de ce jour, 30 mai 1861, avec les mêmes formalités [1] ;

2° Louis-Samuel Maurice, âgé de..., propriétaire, demeurant à..., non domestique du prévenu, mais son allié au troisième degré, dépose :

Je...

Lecture faite, a persisté, n'a requis taxe, et a signé avec nous et le greffier.

Signatures.

Et par continuation de notre procès-verbal de ce jour, 30 mai 1861, avec les mêmes formalités ;

3° Jules David, âgé de quatorze ans, sans profession, demeurant à ..., non domestique, parent ni allié du prévenu..., parent au troisième degré de Pierre N..., partie civile, entendu sans prestation de serment et par forme de déclaration, vu son âge, dépose :

Je...

Lecture faite, etc.;—rejeté deux mots rayés ; approuvé un renvoi en marge, *ou tels* mots renvoyés en marge [2].

Signatures.

[1] On prend la déposition de chaque témoin sur une feuille séparée, qui fait suite au procès-verbal d'ouverture de l'information, dont chaque feuille distincte reproduit la date et le titre. *Sup.* n° 312.

[2] Quand tous les témoins assignés ne comparaissent pas, soit qu'ils aient

596. Ordonnance de condamnation contre un témoin défaillant [1].

Nous F. D., juge d'instruction, etc., écrivant P. N., greffier ;

Vu l'article 80 du Code d'instruction criminelle ;

Vu l'exploit de..., huissier, du..., constatant que N..., profession..., demeurant à..., a été cité le..., pour comparaître devant nous le ..., à...

Vu les réquisitions par écrit de M. le procureur impérial, tendant à [2]...

Attendu que N..., cité régulièrement, n'a pas satisfait à la citation, et n'a pas fait présenter d'exoine ;

Condamnons ledit N... en vingt francs d'amende et aux frais, par corps, sans préjudice des mesures auxquelles nous nous

fourni des exoines, soit qu'ils n'aient pas produit d'excuses, on termine le procès-verbal ainsi :

Tous les témoins cités ayant comparu, et ayant déposé, à l'exception de : 1° Baptiste Michel, qui a justifié par un certificat de médecin, en due forme, qu'il est dans l'impossibilité de comparaître ; 2° Jacques Laurent, qui fait défaut, sans avoir produit d'excuse ; 3° Marcel Lucas, qui a comparu, mais qui a refusé de déposer, sous le prétexte qu'il est l'ami du prévenu ; nous avons consigné ces circonstances à notre présent procès-verbal, et, après lecture, nous avons signé avec le greffier.

Le juge d'instruction n'est pas tenu d'indiquer au procès-verbal d'information les mesures qu'il aurait prises en vertu de l'art. 80 du *Code* d'instruction criminelle, contre le témoin défaillant ou récalcitrant, *sup.* n° 130.

Quelquefois, dans la pratique, tous les témoins cités ayant comparu et déposé, on écrit au-dessous des signatures de la dernière déposition : « Tous les témoins cités ayant comparu et déposé, nous avons clos le présent procès-verbal d'information à..., le... (*ou* les jour, mois et an que dessus), et nous avons signé avec le greffier. » — Cette clôture, qui n'a rien à constater d'utile à retenir, me paraît tout à fait superflue ; on s'en abstient généralement.

[1] Cette formule, avec de légers changements, peut servir pour les ordonnances à rendre aux cas des articles 34, 86, 504, 505 du Code d'instruction criminelle, et pour le cas de refus de prêter serment ou de déposer.

[2] *Ou* vu les réquisitions ci-dessus de M. le procureur impérial (si l'or-

réservons de recourir, conformément à la loi, pour contraindre ledit N... à comparaître.

Fait et donné à..., le..., et nous avons signé avec notre greffier [1].

597. Délégation ou commission rogatoire [2] pour l'audition de témoins.

Nous F. D., juge d'instruction, etc.

Vu la procédure instruite contre le nommé..., profession.., demeurant à..., inculpé de... (*ou* vu la procédure instruite à l'occasion de *tel délit*, commis à..., le..., au préjudice de..., *ou* sur la personne de...) ;

Attendu...

Vu les articles 83 et suivants (*ou* 84 et suivants, *ou* 511, *ou* 514) du Code d'instruction criminelle ;

Donnons commission à M. le juge de paix de... (ou donnons commission rogatoire à M. le juge d'instruction, *ou* à l'un de MM. les juges d'instruction [3] *ou* à M. le président du tribunal

donnance est écrite à la suite du réquisitoire, par analogie de ce qui est prescrit en l'art. 134 du Code d'instruction revisé par la loi du 17 juillet 1856). *Sup.* n° 596.

[1] Si le témoin réassigné comparaît et fournit des excuses valables, le juge d'instruction rend une seconde ordonnance, dans laquelle il vise l'article 80 du Code d'instruction criminelle, sa première ordonnance, les conclusions du ministère public, et, après avoir déduit ses motifs, il prononce ainsi : « Déchargeons ledit N... des condamnations que nous avons prononcées contre lui, par notre ordonnance du..., laquelle nous rapportons, pour n'avoir aucun effet. — Fait et prononcé, etc. »

[2] *Sup.* n° 364.

On peut se servir de la même formule pour *requérir* un juge d'instruction, pour *commettre* un juge de paix, pour *charger* tout autre officier de police auxiliaire, aux fins de procéder à telle ou telle opération, en citant les articles du Code d'instruction criminelle qui autorisent la délégation, et dont l'exécution est requise, dans l'espèce particulière, puis en indiquant spécialement l'objet de la délégation, avec invitation de rédiger un procès-verbal, ou plusieurs procès-verbaux séparés des opérations, suivant les circonstances.

[3] V. *sup.* n° 377, aux notes.

de première instance de..., *ou* requérons M. le juge d'instruction de..., *ou* l'un de MM. les juges d'instruction *ou* M. le président du tribunal de première instance de..., etc.),

De faire citer à comparaître devant lui, à la requête de M. le procureur impérial, et d'entendre en témoignage sur les faits et circonstances qui peuvent être à leur connaissance relativement au délit imputé audit... (*ou* relativement au délit prémentionné),

Les témoins ci-après nommés :

1°... (Désignation aussi exacte, aussi complète que possible du témoin).

2°...

3° Tous autres témoins qui seraient désignés par les précédents, ou qu'il aurait découverts, et dont l'audition paraîtrait utile pour la manifestation de la vérité ;

Et de nous adresser le procès-verbal d'information, avec la présente délégation (*ou* commission rogatoire) et toutes les pièces formalisées pour son exécution, conformément à la loi.

Fait et donné à..., le...

(Sceau.)

598. Subdélégation.

Nous F. D., juge d'instruction, etc. ;

Vu la commission rogatoire de M. le juge d'instruction de..., en date du..., à nous donnée pour entendre en témoignage les sieurs..., relativement à...

Vu l'art. 84 du Code d'instruction criminelle;

Commettons M. le juge de paix de..., aux fins d'exécuter ladite commission rogatoire, ci-annexée, et de nous renvoyer, après son exécution, cette commission, avec la présente et tous les actes formalisés pour en remplir l'objet.

Fait et donné à..., le...

(Sceau.)

ou l'on écrit simplement au pied de la commission :

Nous..., etc.

Vu l'art. 84 du Code d'instruction criminelle ;

Commettons M. le juge de paix de..., pour remplir l'objet de la présente commission, qu'il nous renverra ensuite avec tous les actes d'exécution.

A..., le... [1].

(Sceau.)

599. Commission rogatoire pour l'audition de témoins militaires.

Nous F. D., juge d'instruction, etc.

Vu la procédure, etc.

Attendu...

Vu les art. 83 et suivants du Code d'instruction criminelle, et les art. 2, 3, 4 et 5 de la loi du 18 prairial an II ;

Requérons M... d'entendre pour nous et en notre nom, conformément à la loi, et de la manière prescrite par les art. 71 et suivants du Code d'instruction criminelle, les témoins ci-après :

1°..., 2°..., 3°...

Auxquels il fera les questions suivantes :

1° Connaissez-vous le nommé...?

2°...

3° Au premier témoin, avez-vous connaissance de tel fait?

4° Au troisième témoin...

Et tous autres témoins dont l'audition paraîtrait utile pour la manifestation de la vérité, sauf à adresser aux uns et aux autres telles questions qu'il jugera convenables et qui résulteraient des réponses obtenues.

Conformément à l'art. 3 de la loi du 18 prairial an II, nous avons communiqué au prévenu les questions contenues en la présente commission rogatoire, et lui avons notifié que la loi lui accorde le droit d'y faire ses observations, et même de rédi-

[1] Quand le juge d'instruction délégué n'a à subdéléguer qu'un seul juge de paix, il peut choisir l'une de ces deux formules ; mais quand il lui faut employer simultanément le concours de plusieurs juges de paix, il y a nécessité de suivre la première formule, en y développant ou en y ajoutant tous les documents contenus en la délégation primitive ou dans les notes qui l'accompagnent, et en supprimant les mots *ci-annexée*, parce qu'alors la délégation qu'il a reçue directement demeure entre ses mains.

ger ou de faire rédiger de nouvelles questions pour les mêmes ou pour d'autres témoins, dont il croirait les dépositions nécessaires à sa défense.

Le prévenu nous a déclaré..., et a signé (*ou* dit ne savoir, ne pouvoir ou ne vouloir signer, de ce requis).

Signature du prévenu.

Invitons M... à nous adresser incessamment, avec la présente commission rogatoire, le procès-verbal d'information et tous autres actes d'exécution.

Fait et donné à..., le...

(Sceau.)

600. Mandat de comparution [1].

Nous F. D., juge d'instruction près le tribunal de première instance de l'arrondissement de..., département de...

En vertu de l'art. 91 du Code d'instruction criminelle,

Mandons et ordonnons à tous huissiers ou agents de la force publique (*ou* à tous éxecuteurs des mandements de justice), sur ce requis, de citer à comparaître devant nous, en notre chambre d'instruction, au palais de justice..., à..., le..., heure...

Le nommé..., profession..., demeurant à..., inculpé de... [2];

Pour être interrogé sur les faits qui lui sont imputés; et de

[1] M. Legraverend, dans ses formules, intitule tous les mandats : *De par la loi et le roi*, et il fait remarquer que cette formule est commune à toutes les ordonnances de justice.

Suivant M. Delamorte-Felines, *Man. du Juge d'instr.*, p. 265, tous les mandats doivent être décernés *au nom du roi*, comme les arrêts, jugements et ordonnances sont rendus au nom de Sa Majesté.

M. Bourguignon, dans les formules de son Manuel, se borne à inscrire en tête de chaque mandat sa dénomination, comme : *Mandat de comparution, mandat d'amener*, etc.

Le Code d'instruction ne prescrit aucune formalité à ce sujet ; aussi, dans la pratique, on emploie également les trois modes de procéder que je viens d'indiquer, *ad libitum*.

[2] L'indication de l'objet de l'inculpation n'est pas indispensable.

lui déclarer que s'il ne comparaît pas aux jour, lieu et heure indiqués, il sera contre lui décerné un mandat d'amener [1].

Fait à..., le...

(Sceau.)

601. Mandat d'amener.

Nous F. D., juge d'instruction, etc.

En vertu des art. 61 et 91 (*ou* de l'art. 40) du Code d'instruction criminelle,

Mandons et ordonnons à tous huissiers ou agents de la force publique, sur ce requis, d'amener par-devant nous, en se conformant à la loi, le nommé..., profession..., demeurant à..., prévenu de...

Pour être interrogé sur les inculpations dont il est prévenu.

Requérons tous dépositaires de la force publique de prêter main-forte, en cas de nécessité, pour l'exécution du présent mandat [2].

Fait à..., le...

(Sceau.)

602. Mandat de dépôt.

Nous F. D., juge d'instruction, etc.

En vertu des art. 61 et 91 (*ou* de l'art. 34) du Code d'instruction criminelle,

Mandons et ordonnons à tous huissiers ou agents de la force publique, de conduire à la maison d'arrêt de cet arrondisse-

[1] Quelques auteurs ajoutent : « A l'effet de quoi nous avons signé le présent mandat, scellé de notre sceau », ce qui me paraît superflu : à mon avis, l'existence de la signature et l'apposition du sceau suffisent absolument.

[2] On peut voir dans Legraverend, Bourguignon et Rogron, ainsi que dans les lois des 29 septembre 1791 et 3 brumaire an IV, la formule du procès-verbal à rédiger pour l'exécution d'un mandat d'amener, par l'agent porteur du mandat. C'est un acte étranger au juge d'instruction.

ment, en se conformant à la loi, le nommé..., profession..., demeurant à..., prévenu de...

Enjoignons au gardien de ladite maison d'arrêt de recevoir ce prévenu et de le retenir en dépôt jusqu'à nouvel ordre.

Requérons tous dépositaires de la force publique de prêter main-forte, en cas de nécessité, pour l'exécution du présent mandat.

Fait à..., le...

(Sceau.)

603. Ordonnance de mainlevée d'un mandat de dépôt.

Nous F. D..., juge d'instruction, etc.

Vu les pièces de la procédure instruite contre P. N..., prévenu de..., et détenu en vertu de notre mandat de dépôt en date du... ;

Vu l'art. 94 du Code d'instruction criminelle revisé par la loi du 4 avr. 1855 ;

Vu les conclusions conformes de M. le procureur impérial dans son réquisitoire en date du... (*ou* dans son réquisitoire ci-dessus, *si l'ordonnance est inscrite à la suite du réquisitoire*);

Donnons mainlevée, à partir de ce jour, du mandat de dépôt décerné par nous le..., et ordonnons la mise en liberté dudit N..., à la charge par lui de se représenter à tous les actes de la procédure et pour l'exécution du jugement, s'il y a lieu, aussitôt qu'il en sera requis.

Fait à..., le...

(Sceau).

604. Mandat d'arrêt.

Nous F. D., juge d'instruction, etc.

Vu les pièces du procès, et les conclusions de M. le procureur impérial, en date du...

Vu les art. 91 et 94 du Code d'instruction criminelle ;

Mandons et ordonnons à tous huissiers ou agents de la force publique, sur ce requis, d'arrêter [1], et de conduire à la maison d'arrêt de..., en se conformant à la loi, le nommé..., profession..., demeurant à...

(Signalement, quand on peut le donner, et qu'on le croit utile).

prévenu de... (énoncer la nature du crime ou du délit, v. g. meurtre, vol...), crime (*ou* délit) prévu par l'art... du Code pénal, *ou* de la loi du...

Et enjoignons au gardien de ladite maison d'arrêt de recevoir ce prévenu et de le retenir en état de mandat d'arrêt, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné.

Requérons tous dépositaires de la force publique auxquels le présent mandat sera exhibé, de prêter main-forte pour son exécution, en cas de besoin.

Fait à..., le...

(Sceau.)

605. Ordonnance de perquisition.

Nous F. D., juge d'instruction, etc.

Vu...

Ensemble les conclusions de M. le procureur impérial du...

Informé que le nommé..., prévenu de..., s'est réfugié dans la maison de..., à... (*ou* que *telles* pièces de conviction dans l'affaire du nommé..., prévenu de..., ont été transportées et recélées dans la maison de..., à...);

Autorisons tous huissiers ou agents de la force publique porteurs de *tel* ordre *ou* mandat, en vertu des pouvoirs à nous attribués par l'art. 76 de la loi du 22 frimaire an VIII, à entrer, pendant le jour, en se conformant à la loi, dans ladite maison

[1] Lorsque le mandat d'arrêt est décerné contre un *étranger*, qui a pu retourner dans sa patrie, ou contre un *Français réfugié à l'étranger*, il faut spécifier dans le mandat que les agents de la force publique pourront le mettre à exécution *seulement sur le territoire français*. Décision du ministre de la justice du 12 mars 1845. — GILLET, p. 600.

Il suffirait alors d'ajouter après le mot d'arrêter : *seulement sur le territoire français.*

et dépendances ; en cas de refus de leur ouvrir les portes extérieures ou intérieures, les autorisons à les faire ouvrir par un serrurier, en présence de deux voisins ;

Requérons tous dépositaires de la force publique, auxquels notre présente ordonnance sera exhibée, de prêter main-forte pour son exécution.

Fait à..., le...

(Sceau.)

606. Ordonnance d'extraction.

Le gardien de la maison d'arrêt de... remettra à l'huissier porteur du présent ordre, le nommé..., prévenu de..., pour le conduire devant nous en notre cabinet, au palais de justice, et le réintégrer ensuite à ladite maison d'arrêt.

A..., le...

(Sceau.)

ou

Nous juge d'instruction de l'arrondissement de..., requérons M. le commandant de la gendarmerie de cette résidence, en vertu de l'art. 25 du Code d'instruction criminelle, de faire extraire de la maison d'arrêt et conduire en notre cabinet, au palais de justice, le..., heure..., le nommé..., prévenu de...

Fait à..., le...

(Sceau.)

607. Ordonnance d'interdiction de communiquer.

Nous F. D., juge d'instruction, etc.

Vu les articles 613, 618 du Code d'instruction criminelle,

Défendons au gardien de la maison d'arrêt de..., de laisser communiquer directement ni indirectement entre eux, avec les autres prisonniers et avec les personnes du dehors (*ou* avec qui que ce soit), les nommés..., prévenus de... Enjoignons en conséquence audit gardien d'assigner à ces prévenus des logements

séparés et isolés, jusqu'à nouvel ordre, et de ne laisser pénétrer personne auprès d'eux.

Fait et donné à..., le... [1].

608. État des interdictions de communiquer, à fournir au procureur général, à la fin de chaque mois.

État des procédures dans lesquelles il a été interdit aux prévenus de communiquer, pendant le mois de... 1840 ; — *Causes et durée de l'interdiction.*

(Art. 613, 618 du Code d'instruction criminelle. — Circul. du ministre de la justice des 10 février 1819 et 6 décembre 1840.)

(*Détails.* — S'il n'y a pas eu d'interdiction de communiquer pendant le mois, on écrit ici : *Néant.*)

Certifié véritable par le juge d'instruction soussigné.

A..., le...

609. Ordonnance de mise en liberté provisoire sous caution.

Nous F. D., juge d'instruction, etc.

Vu la requête à nous présentée par le nommé..., profession..., demeurant à..., prévenu de...

Vu (s'il y échet) l'original de la notification de ladite requête faite au sieur..., partie civile, par exploit de..., huissier, du...

Ensemble les conclusions de M. le procureur impérial;

Ouï (s'il y échet) le sieur..., partie civile, dans ses observations ;

Vu les articles... du Code pénal *ou* de la loi du..., et les art. 114 et 119 du Code d'instruction criminelle ;

Attendu que le fait imputé au prévenu n'emporte qu'une peine correctionnelle, etc., etc.

[1] On peut lever l'interdiction de communiquer verbalement, ou en écrivant au bas de l'ordonnance : *Soit levée l'interdiction de communiquer, A..., le...,* — ce qui est plus ré ulier.

Ordonnons que le prévenu sera mis provisoirement en liberté, moyennant caution solvable de se représenter à tous les actes de la procédure et pour l'exécution du jugement, aussitôt qu'il en sera requis.

A cet effet, fixons à la somme de... le montant du cautionnement à fournir par ledit N..., dont il devra justifier la soumission ou le versement, avant d'être mis en liberté.

Fait à..., le..., et nous avons signé avec le greffier.

610. Ordonnance de discussion de la caution.

Nous F. D., juge d'instruction, etc.

Vu notre ordonnance du..., accordant à N..., prévenu de..., sa mise en liberté provisoire moyennant caution, par laquelle nous avons fixé à la somme de..., le montant du cautionnement ;

Vu l'article 117 du Code d'instruction criminelle ;

Vu les pièces présentées par le sieur M., offert pour caution;

Ouï les réquisitions de M. le procureur impérial, et les conclusions du sieur..., partie civile, tendant à...

Attendu que le sieur M., a fait (*ou* n'a pas fait) les justifications exigées par la loi, etc.

Ordonnons que ledit sieur M. sera admis (*ou* ne sera pas admis) comme caution du prévenu ; et (en cas d'admission) qu'il sera reçu à faire la soumission en tel cas requise.

Fait à..., le...

611. Ordonnance contre la caution, pour le paiement des sommes cautionnées.

Nous F. D., juge d'instruction, etc.

Vu le réquisitoire de M. le procureur impérial, du...,

Vu notre ordonnance en date du..., accordant à N..., prévenu de..., sa mise en liberté provisoire moyennant caution, et par laquelle nous avons fixé le montant du cautionnement à la somme de...;

Vu la soumission faite par le sieur M., qui s'est rendu cau-

tion de N. (*ou* vu la soumission de N., qui s'est cautionné lui-même), pour la somme préfixée, suivant acte..., du...,

Vu les art. 114, 120 et 122 du Code d'instruction criminelle;

Attendu...

Ordonnons que le sieur M., caution de N. (*ou* que le nommé N.), sera tenu, même par corps, de verser à la caisse des dépôts et consignations la somme de..., sur la première réquisition de M. le procureur impérial, ou de M. le Directeur de l'Enregistrement de...

Fait et donné à..., le...

(Sceau.)

612. Ordonnance de non-lieu.

Nous F. D., juge d'instruction de l'arrondissement de... assisté de P. N., greffier;

Vu la procédure instruite contre le nommé..., profession..., demeurant à..., inculpé de... ;

Ensemble les conclusions par écrit de M. le procureur impérial, tendant à... (*ou* établies dans le réquisitoire ci-dessus) [1];

Attendu qu'il résulte de la procédure... (exposé sommaire du fait, ou des circonstances qui servent de base à l'ordonnance) [2];

Attendu qu'il n'existe pas de charges *ou* qu'il n'existe pas de charges suffisantes, contre le prévenu, *ou* que le prévenu a fourni telle excuse péremptoire ou telle justification, *ou* que le fait imputé au prévenu est prescrit, *ou* ne constitue ni crime, ni délit, ni contravention, *ou* n'est prévu par aucune loi pénale, etc. [3] ;

[1] L'art. 134 revisé du Code d'instruction criminelle prescrit d'une manière générale d'inscrire l'ordonnance à la suite du réquisitoire. *V.*, à cet égard, *sup.* n° 522, et les notes.

[2] *Sup.* n^os^ 522, 523.

[3] *Cod. d'Inst. crim.*, art. 128. — *Sup.* n^os^ 515, 522, 523.

Une ordonnance me paraîtrait suffisamment motivée en ces termes : « Vu l'exposé des faits contenus dans le réquisitoire ci-dessus, et par les motifs énoncés dans les réquisitions de M. le procureur impérial. » *Sup.* n° 523, aux notes.

Déclarons n'y avoir lieu à suivre contre ledit... (si le prévenu est arrêté on ajoute : et ordonnons qu'il sera mis en liberté sur-le-champ, s'il n'y a lieu de le retenir pour autre cause).

Fait à..., au palais de justice, le..., et nous avons signé avec le greffier.

613. Ordonnance de plus ample informé.

Nous F. D., juge d'instruction, etc.

Vu les pièces de la procédure instruite contre N..., prévenu de....

Ensemble les conclusions ci-dessus de M. le procureur impérial;

Attendu que la procédure n'est pas complète, et que nous ne sommes pas en mesure de statuer, en l'état ;

Qu'il est nécessaire que le prévenu soit interrogé (*ou* qu'il paraît utile d'interroger de nouveau le prévenu sur tel fait, sur telle circonstance, d'entendre tels témoins, de procéder à telle vérification), pour achever l'instruction;

Ordonnons qu'il soit plus amplement informé.

Fait à..., etc.

614. Ordonnance de renvoi en police correctionnelle [1].

Nous F. D., juge d'instruction de l'arrondissement de..., assisté de P. N., greffier [2];

Vu la procédure instruite contre N..., profession..., demeurant à...

Ensemble les conclusions par écrit de M. le procureur impérial, tendant à ce qu'il nous plaise renvoyer ledit N. en police correctionnelle, comme prévenu de... (*ou* ensemble les réquisitions ci-dessus de M. le procureur impérial [3]) ;

[1] Cette ordonnance peut à la fois déclarer le non-lieu sur les chefs d'inculpation non justifiés, ou au profit des inculpés à l'égard desquels il n'existerait pas de charges. *Sup.* n° 520.

[2] L'assistance du greffier n'est pas indispensable. Arr. Limoges, 26 juillet 1860, Dalloz, 61-2-212.

[3] *Code d'Inst. crim.*, art. 134 revisé. — *Sup.* n° 522.

Attendu qu'il résulte de la procédure que, à telle date ou à telle époque, en tel endroit, le prévenu a commis *ou* aurait commis tels faits (exposé sommaire des faits) [1];

Attendu que la prévention est suffisamment acquise *ou* qu'il existe des charges suffisantes de culpabilité contre le susnommé, et que les faits qui lui sont imputés constituent tels délits et sont de nature à être punis de peines correctionnelles, aux termes des articles... [2];

Ordonnons que N. sera traduit, à raison de ces faits, devant le tribunal correctionnel de cet arrondissement pour y être jugé conformément à la loi [3].

Fait à..., le..., etc.

615. Ordonnance de mise en prévention pour crime, ou de transmission.

Nous F. D., juge d'instruction de l'arrondissement de..., assisté de P. N., greffier;

Vu la procédure instruite contre...

Ensemble les conclusions par écrit de M. le procureur impérial, tendant à..., *ou* tendant à la mise en prévention, *ou*

[1] *Sup.* nos 522, 524.

[2] *Ou* attendu que la prévention est suffisamment acquise contre le susnommé, mais que les faits qui lui sont imputés ne constituent qu'une simple contravention prévue par les articles... Ordonnons que N. sera traduit à raison de ces faits devant le tribunal de simple police de..., pour y être jugé conformément à la loi, et (si l'inculpé est arrêté) ordonnons que ledit N. sera dès à présent mis en liberté. — Art. 129 du Code d'instruction criminelle.

[3] Si le fait emporte la peine de l'emprisonnement, le prévenu arrêté garde provisoirement prison, en vertu de l'art. 130 du Code d'instruction criminelle, sans qu'il soit nécessaire que l'ordonnance le prononce.

Si le prévenu n'est pas arrêté, soit parce que le mandat de dépôt ou d'arrêt lancé au cours de la procédure n'a pas été exécuté, soit parce que l'un de ces mandats n'aura été décerné que le jour même où l'ordonnance a été rendue, j'estime que, pour justifier l'existence du mandat antérieure à la date du règlement de la procédure, qui épuise les pouvoirs du juge d'instruction, il est bon d'ajouter à la suite de l'ordonnance : « Et ordonnons que le prévenu gardera prison, s'il peut être arrêté en vertu de notre

conformes à notre présente ordonnance, *ou* les réquisitions ci-dessus de M. le procureur impérial [1];

Attendu qu'il résulte des pièces du procès une prévention suffisamment établie contre..., d'avoir.... (exposé sommaire du fait) [2];

Que ce fait constitue le crime de.., ou un crime, prévu par l'article... du Code pénal, et peut entraîner des peines afflictives ou infamantes;

Ordonnons, conformément à l'article 133 du Code d'instruction criminelle, que les pièces de l'instruction, avec un état des pièces servant à conviction, seront, à la diligence de M. le procureur impérial, transmises sans délai à M. le procureur général près la Cour impériale de..., pour être soumises à la chambre d'accusation de la dite Cour [3].

mandat de dépôt *ou* d'arrêt en date du... *ou* en date de ce jour. » V. *Sup.* n° 518.

Lorsque la peine est une simple amende, sans emprisonnement, l'ordonnance doit prononcer la mise en liberté du prévenu à l'instant même, conformément à l'article 131 du Code d'instruction criminelle.

[1] *Code d'Inst. crim.*, art. 134. — *Sup.* n^os^ 522, 524.

[2] Il faut expliquer ici le fait avec ses circonstances aggravantes, le lieu, le temps, etc., en se servant, le plus possible, des termes par lesquels la loi qualifie le délit et ses circonstances. — *Sup.* n^os^ 522, 524.

[3] Il n'est point nécessaire d'ordonner que le prévenu actuellement détenu gardera prison; cela est de droit, en vertu de l'art. 134 du Code d'instruction criminelle. — Mais si le prévenu était en fuite, il faudrait tenir compte de la note ci-dessus, et terminer alors l'ordonnance de transmission comme je l'ai indiqué pour l'ordonnance de prévention correctionnelle, en vue de l'arrestation possible, avant l'émission de l'ordonnance de prise de corps.

Si l'information constate à la fois un crime et un délit non connexe ou une contravention, l'ordonnance relève les infractions et renvoie *recti* devant la police correctionnelle ou la simple police, pour le simple délit ou la contravention. — La procédure peut aussi motiver un non-lieu à l'égard de quelque chef d'inculpation ou de quelque prévenu, et l'ordonnance doit encore prononcer sur ce non-lieu. — La chambre d'accusation aura à statuer sur l'ensemble et sur toutes les parties de l'instruction; il faut qu'une seule ordonnance ait, au préalable, réglé la procédure tout entière, et qu'elle ait prononcé sur toutes les conséquences qui en résultent : du moins cela est plus exact, car la Cour aurait toujours le droit de réparer les omissions qu'aurait faites le juge d'instruction. *Code d'Inst. crim.*, art. 231. — *Sup.* n^os^ 520, 521.

Fait à..., le..., et nous avons signé avec le greffier.

Signatures.

Dans le cas de concours d'un crime et d'un délit connexe, l'ordonnance exposerait les motifs de la prévention pour le délit comme pour le crime, viserait les articles de la loi pénale applicables, et ordonnerait la transmission de la procédure pour le tout, dans un seul dispositif. *Sup.* n° 521.

En cas de concours d'un crime et d'un délit non connexe, il faudrait des motifs exposés séparément et deux dispositifs distincts.. — On écrit alors, à la suite du dispositif relatif au crime :

« Attendu, en outre, qu'il existe contre N., des charges suffisantes d'avoir, à..., le..., commis tels faits..., constitutifs de tel délit, prévu et puni de peines correctionnelles par l'art.... du Code pénal *ou* de la loi du.....

« Renvoyons ledit N., à raison de ce délit, par-devant le tribunal de police correctionnelle de... (*ou* de cet arrondissement), pour y être jugé conformément aux lois. »

On suivrait les mêmes errements s'il s'agissait d'une contravention, et l'ordonnance renverrait devant le tribunal de simple police compétent, en le dénommant.

S'il s'agissait d'un non-lieu partiel, il serait prononcé dans la forme ordinaire, au commencement de l'ordonnance.

616. État mensuel. (Relevé sur le registre conforme tenu par le juge d'instruction.)

DÉPARTEMENT DE
TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE
CABINET DU JUGE D'INSTRUCTION.
MOIS D 1862.

ÉTAT de toutes les affaires dont le juge d'instruction de l'arrondissement de... a eu à s'occuper pendant le mois d 1862.

Numéro d'ordre du registre du juge d'instruction.	Numéro d'ordre du registre du parquet.	NOM, PRÉNOMS, profession et domicile de chaque prévenu.	DATE du crime ou du délit.	DATE de la plainte, ou du réquisitoire introductif.	NATURE DE L'AFFAIRE D'APRÈS la plainte, ou le réquisitoire introductif.	NATURE DE L'AFFAIRE D'APRÈS le réquisitoire définitif.	NATURE DE L'AFFAIRE D'APRÈS l'ordonnance du juge d'instruction.	DATE et NATURE de chaque acte d'instruction.	DATE du réquisitoire définitif.	DATE et DISPOSITIF de l'ordonnance du juge d'instruction.	OBSERVATIONS.

Certifié véritable par le juge d'instruction soussigné,

A le

617. Réquisition pour translation de prévenus.

Nous F. D., juge d'instruction, etc.

Vu les articles 4, 5 et 6 du décret du 18 juin 1811;

Vu le certificat ci-annexé de M..., médecin, demeurant à..., attestant que N., arrêté comme prévenu de..., est dans l'impossibilité de se rendre à pied à..., où il doit être conduit dans la maison d'arrêt, en vertu de notre mandat de dépôt (*ou* d'arrêt) du...

Requérons M. le maire de la commune de..., de pourvoir à la translation dudit N., par tous moyens de transport, et au prix le plus modéré qu'il sera possible.

A..., le...

(Sceau.)

618. Réquisition pour transport de pièces.

Nous, etc.

Vu l'article 9 du décret du 18 juin 1811,

Requérons N., voiturier (*ou* commissionnaire de transports), demeurant à..., de transporter au greffe du tribunal de première instance séant à..., une caisse, un ballot ficelé, du poids de... kilogrammes, marqué des lettres... (*ou* portant l'empreinte de notre sceau) et contenant tels objets, saisis dans l'affaire de N., prévenu de...

Moyennant la somme de..., prix convenu avec ledit voiturier (*ou* moyennant le prix de son marché, si l'on s'adresse à un entrepreneur de transports).

A..., le...

(Sceau.)

619. Taxe pour translation de prévenus ou transport de pièces [1].

Nous, etc.

Avons taxé à N., sur sa réquisition, en vertu de l'article 6

[1] *V.* l'instruction du 30 septembre 1826, modèle n° 3.

(*ou* de l'article 9) du règlement du 18 juin 1811, la somme de..., pour avoir transporté le prévenu dénommé (*ou* les objets désignés) dans la réquisition ci-dessus;

Et attendu qu'il n'y a pas de partie civile en cause (*ou* que la partie civile a justifié de son indigence), ordonnons que ladite somme sera payée sur les fonds généraux des frais de justice criminelle par le receveur de l'enregistrement au bureau de..

Ledit N. a déclaré savoir (*ou* ne savoir, *ou* ne pouvoir) signer.

A..., le...

(Sceau.)

620. Mandat pour fourniture de souliers.

Nous, etc.

Vu les articles 133 et 134 du décret du 18 juin 1811 ;

Vu la décision du ministre de la justice du 4 novembre 1820;

Attendu que N.., prévenu de..., qui a dû être transféré de... à..., se serait trouvé dans l'impossibilité de faire la route à pied, à défaut de chaussure ;

Avons fait fournir audit prévenu une paire de souliers par le sieur B.., cordonnier, demeurant à.., moyennant la somme de..

Et attendu qu'il n'y a pas de partie civile en cause (*ou* que la partie civile a justifié de son indigence), ordonnons que ladite somme soit payée au sieur..., comme frais urgents de justice criminelle, par le receveur de l'enregistrement au bureau de...

Le sieur B... a dit savoir signer.

A..., le...

(Sceau.)

621. Mandat pour avances aux gendarmes [1].

Nous, etc.

Vu l'article 12 du règlement du 18 juin 1811 ;

Quand le transport est fait par les entrepreneurs, on suit les modèles nos 1 et 2 de l'instruction citée.

[1] Instruction du 30 septembre 1826, modèles nos 5, 6.—*Sup.* n° 544.

Attendu qu'il n'y a pas de partie civile en cause...

Mandons au receveur de l'enregistrement établi à..., de payer à..., gendarme, la somme de..., pour faire l'avance des frais que nécessitera le transport de N., prévenu de..., conduit à..., en vertu de...

A..., le...

(Sceau.)

622. Mandat pour frais d'exhumation [1].

Nous etc.

Avons taxé à N., profession..., demeurant à..., en vertu de l'article 20 du décret du 18 juin 1811, la somme de..., conformément au tarif du... (*ou* conformément à l'usage de la commune de....) pour l'exhumation du cadavre de..., dans l'instruction suivie contre..., prévenu de...

Et attendu qu'il n'y a pas de partie civile en cause, etc.

(Sceau.)

623. Réquisition pour mise en fourrière [3].

Nous, etc.

En vertu des articles 37 et 39 du décret du 18 juin 1811,

Requérons N., aubergiste, demeurant à..., de recevoir en fourrière, moyennant indemnité, qui sera ultérieurement allouée, un cheval (signalement de l'animal et de ses harnais) saisi dans l'affaire du nommé, prévenu de..., de garder, nour-

[1] Instruction citée, modèle n° 10.

[2] Le reste comme *sup.* n° 620.

J'ai dit *sup.*, n° 556, que ce cas peut servir d'exemple. On citerait à l'occasion les articles 133 et 134 du Règlement.

S'il s'agissait d'une taxe à mettre au pied d'un mémoire ou d'un réquisitoire, on pourrait la faire ainsi : « Nous, etc., faisons taxe à..., de la somme de..., pour l'opération ci-dessus. — Et attendu qu'il n'y a pas de partie civile en cause, etc.

[3] Pour la taxe des frais de fourrière, *V.* instruction du 30 septembre 1826, modèle n° 15, et observations *sup.* n° 558, p. 90.

rir et soigner ledit cheval, jusqu'à nouvel ordre, pour le représenter à toutes réquisitions de justice.

A..., le...

(Sceau.)

624. Taxe à mettre au bas de l'ordonnance pour apport de pièces arguées de faux, ou de pièces de comparaison [1].

Taxé, sur sa réquisition, à N., profession..., demeurant à..., dépositaire de la (*ou* des) pièce arguée de faux (*ou* des pièces de comparaison) désignée dans l'ordonnance ci-dessus, en vertu des articles 15 (*ou* 14 et 15) du règlement du 18 juin 1811, savoir :

Pour... vacations, conformément à l'article 166 du décret du 16 février 1807.	» fr. » c.
Pour... myriamètres parcourus, conformément à l'article 91, n° 1, du règlement précité	» »
Pour... jours de séjour forcé en route, conformément à l'article 95, n° 1, du même règlement, ledit séjour constaté par le certificat ci-joint	» »
Et pour... jours à..., où l'instruction a eu lieu, conformément à l'article 96, n° 1, dudit règlement.	» »
En somme (en toutes lettres)	» fr. »

A..., le...

625. Taxe des médecins, officiers de santé, sages-femmes, experts, interprètes, appelés comme témoins [2].

Taxé, sur sa réquisition, à N., profession..., demeurant à..., appelé à comparaître à l'effet de..., la somme de..., pour... jours, en vertu des art. 25 et 27 (*ou* 25 et 28, *ou* 90, 91, 96) du Rè-

[1] Instruction citée, modèle n° 7.

[2] Instruction citée, modèle n° 13. — Mais V. *sup*, n° 550, nouvelle interprétation de l'art. 25 du Règlement.

glement du 18 juin 1811 (et suivant le cas de l'art. 2, § 1, du décret du 7 avril 1813).

Et attendu qu'il n'y a pas de partie civile en cause, etc.[1].

626. Taxes des témoins [2].

Première taxe.

(Témoin du sexe masculin, entendu dans le lieu de sa résidence, ou dont la résidence n'est pas éloignée de plus d'un myriamètre du lieu où il a été entendu.)

Taxé, sur sa réquisition, à N., profession..., demeurant à..., témoin entendu dans la procédure dirigée à l'occasion d'un assassinat, la somme de..., pour... jour, en vertu de l'article 27 du règlement du 18 juin 1811 [3].

Et attendu que le témoin ne reçoit aucun traitement à raison d'un service public [4] et qu'il n'y a pas de partie civile [5] en cause (*ou* que la partie civile a justifié de son indigence), ordonnons [6] que ladite somme sera payée sur les fonds géné-

[1] Le reste comme *sup.* n° 620.

Les médecins, chirurgiens, etc., appelés, au cas de l'article 25 du Règlement, ayant droit à toutes les indemnités qui peuvent être dues aux témoins ordinaires, la taxe doit toujours être faite d'après le présent modèle, mais en ajoutant, suivant les circonstances, ce qui est indiqué aux 2e, 3e et 4e taxes du modèle n° 14 de l'instruction, du 30 septembre 1826.

[2] Instruction du 30 septembre 1826, modèle n° 14.

[3] S'il s'agit de gardes champêtres, de gardes forestiers ou de gendarmes, il faut ajouter l'article 2, § 2 ou 3, du décret du 7 avril 1813.

[4] S'il s'agit de gardes ou de gendarmes, cette phrase doit être supprimée.

[5] Quand il y a en cause partie civile non indigente, la taxe est écrite au pied de la citation, en ces termes seulement :

Taxé au témoin, sur sa réquisition, la somme de..., à payer par N., partie civile. A..., le...

Le juge d'instruction.

Et si la partie civile a consigné : « A payer par le greffier de ce tribunal, sur les fonds consignés par N., partie civile, etc. » Art. 160 du Règlement. — Instruction du 30 septembre 1826, p. 187.

[6] Le reste de la formule est commun à toutes les taxes.

raux des frais de justice criminelle, par le receveur de l'enregistrement au bureau de...

Ledit témoin a déclaré savoir (*ou* ne savoir *ou* ne pouvoir) signer.

A..., le...

Le juge d'instruction.

Deuxième taxe.

(Témoin du sexe féminin, ou enfant de l'un ou de l'autre sexe au-dessous de quinze ans, entendu dans le lieu de sa résidence, ou dont la résidence n'est pas éloignée de plus d'un myriamètre du lieu où il a été entendu.)

Taxé, sur sa réquisition, à N., domicilé à.., témoin entendu dans la procédure dirigée à l'occasion de..., la somme de..., pour ... jour, en vertu de l'article 28 du décret du 18 juin 1811.

Et attendu qu'il n'y a pas de partie civile en cause (*ou* qu'elle a justifié de son indigence), ordonnons, etc.

Troisième taxe.

(Témoin qui s'est transporté à plus d'un myriamètre de sa résidence, mais dans son arrondissement.)

Taxé, sur sa réquisition, à N., profession..., demeurant à.., canton de ..., en cet arrondissement, témoin entendu dans la procédure dirigée à l'occasion de..., la somme de..., pour... myriamètres parcourus, en vertu de l'article 2 du décret du 7 avril 1813 [1].

Et attendu qu'il n'y a pas de partie civile en cause (*ou* qu'elle a justifié de son indigence), ordonnons, etc. [2].

[1] S'il s'agit de gardes champêtres, de gardes forestiers ou de gendarmes, il faut dire : des articles 2 et 3, § 2 *ou* 3 du décret du 7 avril 1813. *Sup.* n° 552.

[2] Lorsqu'il y a lieu d'accorder des indemnités de séjour, la taxe doit être motivée ainsi : « Taxé, etc., la somme de..., savoir : » fr. » c., pour... myriamètres parcourus, en vertu de l'article 2, § 2, du décret du 7 avril 1813; — » fr. » c., pour... jours de séjour forcé, constaté par le certificat ci-joint, conformément à l'article 95, n° 2, du règlement du 18 juin 1811;

Quatrième taxe.

(Témoin qui s'est transporté à plus d'un myriamètre de sa résidence, hors de son arrondissement.)

Taxé, sur sa réquisition, à N., profession..., demeurant à..., canton de..., arrondissement de..., département de..., témoin entendu, etc. [1].

Cinquième taxe.

(Enfant mâle au-dessous de quinze ans, et fille au-dessous de vingt et un ans, lorsqu'ils se transportent à plus d'un myriamètre de leur résidence et qu'ils sont accompagnés.)

Taxé, sur leur réquisition, à N., demeurant à..., canton de..., arrondissement de..., département de..., témoin entendu dans la procédure dirigée à l'occasion de..., et à N., père (mère, tuteur ou curateur) du témoin, qui l'a accompagné, la somme de..., en vertu de l'article 97 du règlement du 18 juin 1811, etc.

Et attendu..., ordonnons, etc.

Sixième taxe.

(Militaires en activité de service.)

Taxé, sur sa réquisition, à N., soldat (*ou* son grade) à la ...compagnie, du... bataillon, du... régiment d'infanterie légère (*ou* de ligne, — *ou* du... escadron, du... régiment de...), en garnison (*ou* en cantonnement) à..., témoin entendu dans la procédure dirigée à l'occasion de..., la somme de..., pour... jours de séjour forcé, en vertu des articles 31 et 96, n° 2, du règlement du 18 juin 1811.

Et attendu..., ordonnons, etc.

— et » fr. » c. pour... jours à...., où l'instruction a eu lieu, conformément à l'article 96, n° 2, du même règlement.

La même observation s'applique à la quatrième taxe, pour laquelle il faut citer l'article 2, § 3, du décret du 7 avril 1813.

[1] Le reste comme à la taxe précédente, en appliquant l'article 2, § 2, du décret du 7 avril 1813.

Septième taxe.

(Taxe ou mandat qui peut être délivré au témoin qui se trouve hors d'état de fournir aux frais de son déplacement.)

Nous, président du tribunal de..., *ou* juge de paix du canton de..., arrondissement de..., département de...

Vu la copie de citation délivrée à N., pour comparaître en témoignage devant..., à..., arrondissement de..., département de...

Vu le certificat ci-joint, délivré par le maire de la commune de..., constatant l'impossibilité où se trouve le témoin, de fournir aux frais de son déplacement;

Vu l'article 135 du règlement du 18 juin 1811;

Mandons au receveur de l'enregistrement établi à..., de payer audit N., la somme de...

A..., le...

(Sceau.)

627. Taxe pour un témoin qui a perdu sa copie de citation.

Nous F. D, juge d'instruction, etc.

Vu l'exploit de..., huissier, du..., enregistré à..., le..., duquel il résulte que N., profession de..., demeurant à..., canton de..., arrondissement de... département de..., a été assigné à la requête de M. le procureur impérial, conformément à notre cédule du..., à l'effet de comparaître devant nous, ce jour, pour déposer dans la procédure dirigée à l'occasion de...

Attendu que N. a comparu et a fait sa déposition;

Attendu que ledit N. a perdu sa copie de citation;

Avons, par le présent mandat, taxé, sur sa réquisition, audit N., la somme de.... pour, etc., [1].

[1] Le reste, comme aux autres taxes de témoins.

Cette taxe séparée doit être établie sur une demi-feuille de papier de la dimension de 200 millimètres de largeur, sur 265 de hauteur, suivant le format adopté pour les copies de citation, par M. le garde des sceaux, aux termes d'une circulaire de 1824.

628. État de frais [1].

Tribunal de... Département de...

Poursuite contre N., prévenu de...

—

État des frais résultant de la commission rogatoire donnée le..., par M. ...., pour entendre trois témoins.

Citation du...	Timbre.	» fr. » c.	» fr. » c.
	Enregistrement.	» »	
	A l'huissier.	» »	
Information du...	Taxe à trois témoins. .	» »	» »
. . . . .			» »
	Réglé à la somme de...		» fr. » c.

A..., le...

Le juge d'instruction.

629. Inventaire.

Tribunal de première instance de...

Inventaire des pièces constatant l'exécution de la commission rogatoire donnée par M. le juge d'instruction de..., le..., à M. le juge d'instruction de..., pour entendre trois témoins sur les poursuites contre N., prévenu de...

1° Le..., ladite commission rogatoire.
2° Le..., cédule.
3° Le..., exploit de citation.
4° Le..., information.
5° Le..., état de frais.

[1] Je me borne à donner un exemple d'état de frais, dans un cas qui se présente fréquemment.

Quant aux états de frais pour les procédures complètes, ou après jugement, on peut se reporter au modèle n° 37 de l'instruction du 30 septembre 1826.

En tout cinq pièces qui sont chiffrées et paraphées par M. le juge d'instruction de ce tribunal.

A..., le...

Le greffier (*ou* le commis greffier).

N. B. Quant à l'inventaire des pièces d'une procédure après le règlement, *V.* les observations consignées *sup.* n° 527, aux notes.

Chemise du dossier.

Tribunal de...

Pour le tribunal de...

Affaire contre N..., prévenu de...

—

Commission rogatoire exécutée.

—

Cinq pièces avec inventaire.

APPENDICE.

DE LA QUALIFICATION DES FAITS CONSTITUTIFS DE CRIMES, ET DE LEUR ÉNONCIATION DANS LES ORDONNANCES DE MISE EN PRÉVENTION OU DE TRANSMISSION.

SECTION Ire. — RÈGLES GÉNÉRALES.

630. Objet et disposition de l'appendice. — J'avais écrit, étant juge d'instruction, le n° 524 *sup.* relatif à la rédaction des ordonnances de mise en prévention ou de transmission, et tout en reconnaissant, par ma propre expérience, la difficulté de bien qualifier les faits incriminés, j'avais cru pouvoir m'en tenir à des généralités, sans explorer dans ses détails cette matière ardue. Mais depuis, comme membre de la chambre d'accusation et comme président d'assises, j'ai été à même de remarquer combien les qualifications des réquisitoires définitifs et des ordonnances de mise en prévention ou de transmission, sont fréquemment défectueuses : cette remarque m'a déterminé à entreprendre de compléter mon premier travail par des développements qui, je l'espère, seront profitables au service de la justice aussi bien qu'aux magistrats.

Me plaçant au terme de la carrière et au point de vue du président des assises qui va soumettre le procès à la solution du jury, je procéderai dans le but d'amener les parquets et les juges d'instruction à qualifier les faits incriminés de telle sorte, que leur rédaction puisse être transcrite dans

les réquisitoires d'accusation, dans les arrêts de renvoi, et dans les questions à poser au jury.

Que si les divisions nécessaires dans les questions écrites du président des assises, ne sont pas aussi indispensables dans les ordonnances de transmission et dans les arrêts de renvoi,—dont il est permis aux présidents d'assises de modifier le contexte,—néanmoins il est désirable que les qualifications primitives puissent servir de types aux arrêts d'accusation et aux questions d'audience. Il y aurait dans ce résultat obtenu l'immense avantage de rendre les qualifications plus uniformément régulières, de dissiper toute apparence d'hésitation, d'incertitude ou de dissidence dans les appréciations successives des magistrats de divers degrés; d'écarter, par là, des discussions souvent préjudiciables; enfin de prévenir des inadvertances qui peuvent échapper, dans ses préoccupations, au président d'assises le plus capable, le plus soigneux, et d'assurer plus fermement la marche de la justice.

La régularité des questions à soumettre au jury et celle des incriminations dressées par le juge d'instruction, sont corrélatives. Les règles à suivre pour la position des questions au jury, sont presque toutes applicables aux incriminations: incriminer exactement, poser régulièrement les questions, c'est en quelque sorte la même chose; c'est la double résultante des mêmes principes. Aussi j'aurai à citer un grand nombre d'arrêts, rendus sur la position des questions, comme réglant *a priori* les incriminations, et régissant leur rédaction telle que je la conçois : je pourrai indifféremment dire que l'on doit formuler l'incrimination de telle façon, ou poser ainsi telle question.

Pour atteindre le but que je me propose, je m'occuperai d'abord de la théorie de la matière; je donnerai ensuite des formules qui rendront mes observations plus saisissantes, par l'application pratique [1].

[1] *V.* à ce sujet, *Revue de Législation et de Jurisp.*, 1851, t. I, p. 291; t. II, p. 52 et 246, trois articles de M. PAGÈS, alors substitut à Grenoble, *sur la position des questions au jury en matière crim.*— Même *Revue*, 1859, t. XV, p. 444, 1860, t. XVI, p. 49, deux articles de M. BAZOT, substitut à Gien, *Dissertation sur les attributions du jury et la position*

631. Distinction des circonstances constitutives et des circonstances aggravantes. — La règle initiale est de poser d'abord le fait primordial ou générateur de l'infraction à la loi, et ensuite les circonstances accessoires qui s'y rattachent [1]; d'où la nécessité de distinguer dans un fait incriminé les circonstances constitutives de la criminalité, qui font nécessairement partie de la proposition ou articulation principale, et les circonstances modificatives ou aggravantes, qui font l'objet de dispositions ou articulations distinctes et séparées.

Les circonstances constitutives sont celles dont l'existence ou la réunion est nécessaire pour constituer un fait punissable, en lui imprimant le caractère de délit ou de crime [2]. En d'autres termes, les circonstances constitutives sont celles sans lesquelles le fait reproché n'est puni par la loi ni comme crime, ni comme délit [3].

Les circonstances aggravantes sont celles qui, lorsqu'elles sont résolues affirmativement par le jury, exposent l'accusé à une peine plus grave [4]. Lorsqu'un fait est prévu par une loi pénale, toute circonstance qui entraîne une aggravation de peine, est aggravante [5].

des questions.—*Journal du droit crim.*, t. XXV, 1853, p. 169-178.—Dufour, *Aide-Mémoire d'un présid. d'assises*, ch. VII, VIII.—Cubain, *de la Procédure devant les Cours d'assises*, nos 575-605.—De Fréminville, *Traité prat. de la présidence des Cours d'assises*, ch. XII.— Anspach, *de la Procédure devant les Cours d'assises*, p. 173-201.—Morin, *Rép. du Droit crim.*, vo *Circ. agg.*, et vo *Questions au jury*.—Dalloz, *Rép.*, vo *Inst. crim.*, nos 2481 et suiv.— Hélie, *Théorie et Traité de la procédure criminelle*, t. IX, ch. II, §§ 665-675.

[1] *Code d'inst. crim.*, art. 344, 345.—Loi du 13 mai 1836, art. 1.—Arr. cass. 7 janv. 1842, B. no 3, — Dalloz, 42-1-159.— Hélie, *l. c.*, t. IX, p. 90.

[2] Arr. cass. 6 janvier 1842, B. no 4. — 17 décembre 1846, Dalloz, 47-4-123.

[3] Arr. cass. 4 mars 1842, B. no 48.—29 mars 1844, Dalloz, 44-1-244.—De Fréminville, p. 581.— Morin, *Rép.*, vo *Circ. agg.*, no 5, vo *Questions au jury*, no 40.—Dalloz, *Rép.*, vo *Inst. crim.*, nos 2580 et suiv., 2747 et suiv.

[4] Arr. cass. 15 juin 1842, B. no 183.— Morin, *Rép.*, vo *Circ. agg.*, no 8.

[5] Arr. cass. 10 mars 1839, B. no 149.—Dalloz, *Rép.*, vo *Inst. crim.*, nos 2888 et suiv.

Une circonstance est aggravante lorsque, indépendamment d'elle, le fait principal constitue une infraction punie par la loi [1].

Il n'y a pas de circonstances aggravantes en dehors de celles qui sont précisées par la loi [2].

Les circonstances constitutives se forment d'un fait matériel inspiré par une intention criminelle ; les circonstances aggravantes consistent simplement dans un fait. Les jurés sont appelés à se prononcer sur la moralité aussi bien que sur l'existence du fait principal ou délictueux, à déclarer si l'accusé en est ou non *coupable ;* ils n'ont qu'à déclarer si le fait constitutif de la circonstance aggravante existe ou n'existe pas. En un mot, la loi, au point de vue de la qualification, ne tient compte de la moralité de l'agent ou de l'intention que relativement à la perpétration du fait principal, non relativement à l'exécution, à l'emploi des moyens à l'aide desquels un fait délictueux a été accompli, c'est-à-dire à l'égard des circonstances aggravantes [3].

632. Toute articulation doit avoir une portée.—En séparant la proposition principale et les propositions accessoires, il faut éviter qu'aucune d'elles soit sans portée, en sorte que la solution qui y serait donnée fût inopérante.

L'articulation principale serait évidemment fautive et vaine, si sa résolution affirmative ne pouvait aboutir à l'application

[1] Arr. cass. 23 septembre 1837, B. n° 289. — MORIN, *Rép.*, v° *Circ. agg.*, n° 5.

[2] On ne doit pas poser une question sur des faits qui ne seraient pas réellement aggravants, et qui ne présenteraient que des développements, des explications ou exposés de la manière dont le crime aurait été commis. Arr. cass. 6 mai 1813, DALLOZ, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n° 2608.

[3] Arr. cass. 10 décembre 1836, DALLOZ, 37-1-483.—BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. II, p. 93 ; t. III, p. 383.—CARNOT, *Inst. crim.*, t. II, p. 579-582.—CUBAIN, p. 122 et suiv., 129 et suiv.—DE FRÉMINVILLE, p. 581.

Que si les jurés ont quelquefois à se préoccuper jusqu'à un certain point de l'intention, quant aux circonstances aggravantes, v. g. en cas de *préméditation* ou de *guet-apens*, néanmoins la circonstance aggravante est toujours posée purement en fait, sans énonciation quelconque de l'intention, qui n'est jamais un élément constitutif de circonstance aggravante.

d'aucune peine, parce qu'elle ne contiendrait les éléments ni d'un crime, ni d'un délit [1].

Il serait oiseux et irrationnel d'établir une articulation accessoire dont la solution n'aurait légalement aucune influence sur le fait principal, et n'élèverait pas la peine [2].

Cependant il faut poser la circonstance qui, seule, serait inefficace, et qui, jointe à une ou plusieurs autres articulées distinctement, devrait être prise en considération, à cause de cette réunion. Par exemple, en cas de vol, la circonstance de nuit, ou de maison habitée, ou de pluralité des voleurs, existant isolément, serait sans portée, et il n'y aurait pas lieu de l'articuler : mais chacune de ces circonstances, jointe à l'une des deux autres, devient influente par rapport à la peine, et conséquemment doit être posée comme aggravante [3]. Je reviendrai sur ce point [4].

633. Remarques sur certaines circonstances aggravantes.—Une circonstance aggravante peut résulter d'un fait qui, pris abstractivement, ne serait pas délictueux, comme l'âge, la qualité, la condition de l'inculpé ou de la victime, la nuit, la réunion de plusieurs personnes, la préméditation, etc.; quelquefois le fait aggravant peut constituer par lui-même un délit : ainsi, l'escalade peut devenir une violation de domicile (C. P. 184), l'effraction extérieure peut devenir un bris de clôture (C. P. 456), qui s'absorbent dans le vol aggravé. Enfin, il arrive qu'il ressorte une circonstance aggravante de la concomitance ou de la corrélation de deux faits punissables, dont la simultanéité ou la connexité entraîne une aggravation de peine [5].

Dans ce dernier cas, le crime dont la concomitance, ou le

[1] Arr. cass. 22 mars 1821, B. n° 40.
[2] Dalloz, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n°s 2493–2497.
[3] *Code pén.*, art. 386.—Morin, *Rép.*, v° *Circ. agg.*, n° 11.
[4] *Inf.* n° 636.
[5] Morin, *l. c.*, n°s 2, 8.
L'art. 304 du Code pénal est général. Un meurtre, crime commun, peut être aggravé par la concomitance d'un crime politique (Arr. cass. 10 avril 1852, B. n° 120, — Dalloz, 52–1–188) comme par la concomitance d'un crime commun, quelle que soit son espèce. *Inf.* n° 689, note 8.

délit dont la corrélation devient une circonstance aggravante, doit être qualifié à part, complétement, non par abstraction, mais *in extenso*, comme s'il faisait seul l'objet de l'imputation, dans l'articulation qui le relie au meurtre, fait principal [1].

634. Circonstances qui peuvent être ou constitutives ou aggravantes. — A l'égard d'un grand nombre de crimes, les circonstances constitutives du fait principal et les circonstances aggravantes, sont faciles à distinguer, et ne peuvent même se confondre.

Mais quelquefois telle circonstance peut être considérée tantôt comme constitutive, tantôt comme aggravante [2].

Par exemple, au cas d'attentat à la pudeur, la circonstance d'âge est constitutive, si le crime a été consommé ou tenté *sans violence* (C. P. 331) ; elle est aggravante, si le crime a été consommé ou tenté *avec violence* (C. P. 332) : C'est alors la violence qui devient la circonstance constitutive [3].

Quant au crime de rapt ou d'enlèvement de mineur, la minorité de la victime est constitutive dans les cas prévus par l'art. 354 du Code pénal, tandis que dans les cas prévus par les art. 355 et 356, l'âge de la victime ou du ravisseur est toujours une circonstance aggravante, distincte du fait principal de l'enlèvement [4].

En cas d'infanticide, l'âge de la victime peut être considéré soit comme circonstance constitutive, soit comme circonstance aggravante [5].

La qualité de l'agent est une circonstance constitutive, en cas d'abus d'autorité (C. P. 186), de concussion (174), de cor-

[1] MORIN, *Rép.*, v° *Quest. au jury*, nos 12, 41.—HÉLIE, t. IX, p. 108.—*Inf.* n° 689, note 10.

[2] MORIN, *Rép.*, v° *Circ. agg.*, n° 10 (Exemples).

[3] Arr. cass. 12 janvier 1843, DALLOZ, 43-1-124. — 6 février 1845, DALLOZ, 45-1-155.—2 juin 1848, B. n° 165, etc.—MORIN, *Rép.*, v° *Circ. agg.*, n° 10, v° *Quest. au jury*, n° 43.—DALLOZ, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, nos 2873-2875.—HÉLIE, t. IX, p. 92.—*Inf.* nos 653, note 7, 654.

[4] Arr. cass. 2 mars 1843, *Journ. du droit crim.*, t. XV, p. 157.—30 novembre 1849, DALLOZ, 49-5-96.—*Inf.* n° 667, notes 5-8.

[5] *Inf.* nos 635, 686, note 3.

ruption (177 et suiv.), de soustraction ou de détournement par des fonctionnaires publics (167-173), de faux-commis dans l'exercice des fonctions (145-146), de faillite d'agent de change (404), de banqueroute frauduleuse (Cod. Com. 591).

Au contraire, la qualité de l'agent est une circonstance aggravante, en cas de vol (C. P. 386 nos 3, 4), d'abus de confiance (408 § 2), d'attentat à la pudeur et de viol (333), d'avortement (317 § 3), de bris de scellés (251), d'exposition d'enfant (350), de soustraction dans un dépôt public (255).

La qualité de la victime peut être posée soit comme circonstance constitutive, soit comme circonstance aggravante, en cas de parricide, ou en cas de faux commercial, comme on le verra dans le numéro suivant.

Mais la qualité de la victime est toujours une circonstance aggravante, en cas d'outrages et violences envers les fonctionnaires publics et les délégués de l'autorité (C. P. 228-230), et en cas de coups et blessures envers le père, la mère, ou les ascendants de l'inculpé (312).

Dans le crime d'incendie, la circonstance d'habitation, de même que la circonstance du dommage causé à autrui, v. g. parceque l'édifice était assuré, est constitutive ou aggravante, selon que l'édifice, objet de l'incendie consommé ou tenté, appartenait à l'incendiaire, ou qu'il appartenait à autrui, soit pour la totalité, soit pour une partie [1].

635. Des Crimes spéciaux.—Il y a des crimes *sui generis*, c'est-à-dire prévus et définis par des textes spéciaux et d'une constitution spéciale, dans lesquels une circonstance particulière est une cause d'aggravation de peine, sans que cette circonstance doive ni même puisse être détachée de l'articulation principale pour faire l'objet d'une question distincte; parceque cette circonstance étant présentée par la loi comme élément d'un crime spécial qu'elle définit, elle se confond dans l'existence de ce crime qu'elle caractérise, et l'on ne pourrait l'en

[1] MORIN, *Rép.*, v° *Quest. au jury*, n° 40.—*Inf.* n° 685, notes 6-10.

détacher sans changer la nature du fait qui forme l'objet de l'accusation [1].

Par exemple, l'extorsion d'un titre, d'un acte, d'une signature (C. P. 400), n'est point un vol avec la circonstance de violence ; c'est un crime *sui generis* : la force, la contrainte, la violence devront être comprisès dans la même articulation que la soustraction, ainsi que le caractère de l'écrit extorqué, parceque ces circonstances sont constitutives du crime spécial d'extorsion, et les éléments nécessaires de sa qualification propre [2].

De même, il ne faut pas voir un vol avec circonstance aggravante, mais un crime spécial, dans le crime de pillage prévu par l'art. 440 C. P., et comprenant trois éléments constitutifs, qui doivent entrer concurremment dans l'articulation principale, savoir : 1° le pillage ou dégât de propriétés mobilières : — 2° la circonstance qu'il a été commis en réunion ou bande ; — 3° la circonstance qu'il a été commis à force ouverte [3]. La provocation au pillage (C. P. 442) est aussi constitutive d'un crime principal, et non une circonstance aggravante à exposer distinctement [4].

La violation d'un dépôt (C. P. 255) est encore un crime spécial : l'imputation comprendra donc cumulativement la soustraction frauduleuse, — le lieu du dépôt, — et même le bris de scellés [5].

La castration (C. P. 316) est un crime *sui generis* simple, qui sort de la catégorie des blessures volontaires, et qui aura sa qualification propre [6].

[1] Arr. cass. 16 jnillet 1842, B. p. 288,—DALLOZ, 42-1-391.—DALLOZ, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n° 2876.

[2] NIC. GAILLARD, *Dissert.*, *Journ. du droit crim.* t. XIX, p. 137.—MORIN, *Rép.*, v° *Circ. agg.*, n° 10, v° *Quest. au jury*, n° 41. — HÉLIE, t. IX, p. 105, 133. — *Inf.* n° 670.

[3] NIC. GAILLARD, *Dissert. citée.*—MORIN, *l. c.*—HÉLIE, t. IX, p. 133. —*Inf.* n° 691.

[4] *Inf.* n° 691, note 6.

[5] Arr. cass. 22 mars 1844, B. n° 155, — *Journ. du dr. crim.*, t. XVI, p. 84.—19 janvier 1843, B. n° 5,—DALLOZ, 43-1-134.—HÉLIE, t. IX, p. 133.—*Inf.* n° 693.

[6] *Inf.* n° 659.

Il en est de même du viol (C. P. 332) [1].

Le crime d'empoisonnement, spécialement défini et caractérisé par l'art. 300 du Code pénal, est incontestablement un crime spécial, dont les divers éléments constitutifs doivent être rassemblés dans une articulation unique [2].

La subornation de témoins peut être considérée soit comme un crime spécial (C. P. 365), soit comme un fait de complicité de faux témoignage [3].

Le faux en écritures de commerce semblerait admettre et même exiger une division toute naturelle, en ce que l'on articulerait d'abord l'imputation de faux dans un écrit déterminé, — d'où résulterait la peine applicable au faux en écriture privée, — puis on poserait comme circonstance aggravante la qualité de commerçant attribuée à la personne dont l'écriture ou la signature aurait été frauduleusement contrefaite ou altérée, — qualité qui peut quelquefois paraître douteuse au jury. Mais la Cour de cassation classe le faux en écriture de commerce au nombre des crimes spéciaux : elle décide qu'il n'y a pas lieu à division, et que l'articulation doit être simple, c'est-à-dire unique et complète, comprenant explicitement, au nombre des éléments constitutifs, la qualité de commerçant, ou la comprenant implicitement (ce qui vaudrait mieux), par l'indication de la profession de celui dont l'écriture ou la signature aurait été contrefaite ou falsifiée [4]. Cependant on verra bientôt que cette jurisprudence n'est pas absolument inflexible.

Les criminalistes considèrent, avec raison ce me semble, le parricide et l'infanticide comme des meurtres qualifiés, qui s'aggravent, le premier par la qualité ou la parenté de l'ascendant homicidé, le second par l'âge de la victime [5]. Mais la

[1] *Inf.* n° 697.

[2] *Inf.* n° 666.

[3] *Inf.* n° 695.

[4] Arr. cass. 4 septembre 1840, 26 septembre 1846, 28 janvier 1853, DALLOZ, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n^os^ 2472 et suiv., 2829, 2879.—*Inf.* n° 675, note 7 *in fine*.

[5] PAGÈS, *Rev. de législ.*, 1851, t. I, p. 291; t. II, p. 52. — DE LA CUISINE, *Cours d'assises*, p. 431. — GRELLET DU MAZEAU, *Rev. de législ.*, 1852, t. III, p. 343–351.—MORIN, *Rép.*, v° *Circ. agg.*, n° 9, v° *Quest. au*

Cour de cassation considère, et elle a décidé par de nombreux arrêts, que le parricide et l'infanticide, prévus et réprimés par des textes spéciaux (C. P. 299, 300), sont des crimes *sui generis*, dont tous les éléments indivisibles sont constitutifs, et doivent être réunis dans une articulation unique [1].

Toutefois, la Cour de cassation a jugé que, en cas de parricide, l'on peut diviser l'articulation, en séparant du fait de meurtre la circonstance de parenté, maintenant que toutes les questions soumises au jury sont résolues à la même majorité [2].

Or, si on peut faire du parricide un meurtre qualifié, on peut en faire autant de l'infanticide, en séparant du fait de meurtre la circonstance de l'âge de l'enfant ou sa qualité de nouveau-né [3].

D'un autre côté, ainsi que je l'ai fait pressentir, on peut également faire du faux commercial un faux qualifié, en détachant de l'articulation principale du faux, la qualité de commerçant. Du reste, si la Cour de cassation, dans de nombreux arrêts, a refusé de regarder comme complexes les questions de faux comprenant la qualité de commerçant, elle a jugé aussi qu'il n'y a pas irrégularité à diviser, en posant comme circonstance aggravante la qualité de commerçant [4].

jury, n° 45, v° *Parricide*, n°s 11, 12.— DALLOZ, *Rép.*, v° *Crim. cont. les pers.*, n° 62, v° *Inst. crim.*, n°s 2876–2878. — HÉLIE, t. IX, p. 89.—*Inf.* n° 686, note 3, n° 690, note 4.

[1] *V.* les arrêts cités *inf.* n° 686, note 3 (infanticide), n° 690, note 4 (parricide).

[2] Arr. cass. 24 mars 1853, DALLOZ, 53–1–115.

Puisque la circonstance de *parenté* peut être détachée du fait de meurtre, elle n'est donc pas un élément *nécessaire* de l'incrimination principale ou d'un crime spécial; il faudra en dire autant de *l'âge*, quant à l'infanticide : donc le parricide et l'infanticide sont moins des crimes spéciaux qu'ils ne sont des meurtres qualifiés, aussi bien que l'assassinat.

[3] *Inf.* n° 686, note 3.

[4] Arr. cass. 16 juillet 1835, B. n° 288,—DALLOZ, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n° 2716.—15 juillet 1837, B. n° 206.—10 mai 1849, *Journ. du dr. crim.*, t. XXI, p. 189.—HÉLIE, t. IX, p. 98, 138.

Cela suffit pour autoriser à ne pas considérer le faux commercial comme un crime spécial dans la rigueur de la définition ci-dessus des crimes spéciaux donnée par la cour de cassation, et pour permettre, dans la qualification, une division qui peut souvent avoir un intérêt très-positif.

D'après ces distinctions ou ces tempéraments de la jurisprudence, le système des crimes spéciaux deviendrait plus simple et plus acceptable logiquement. Il ne resterait plus comme crimes *sui generis*, que ceux qui sont d'une nature singulière, et vraiment spéciale, soit qu'ils se constituent d'éléments simples, soit qu'ils se constituent d'éléments composés ou multiples, c'est-à-dire de plusieurs circonstances constitutives au même degré, non susceptibles d'être séparées, et dont aucune ne peut-être détachée à titre de circonstance aggravante.

636. Irrégularité des incriminations complexes. — Explications. — De la complexité relativement aux circonstances aggravantes. — Il est toujours indispensable de poser séparément aux jurés les questions principales et les questions accessoires, parce qu'ils sont appelés à se prononcer sur ces questions par *oui* ou par *non*, sans plus d'explications, et que la division des questions est le seul moyen qui conduise à connaître la véritable pensée ainsi que la véritable majorité du jury. Il est donc à propos, en prévision et comme préparation de cette division obligée des questions, de diviser les propositions de l'incrimination de manière à articuler séparément, relativement à chaque accusé, chaque fait principal distinct, et chacune des circonstances aggravantes ou accessoires qui se rattachent à chaque fait principal [1].

Dès lors, l'articulation est vicieuse et irritante, elle est prohibée par la loi, et emporte nullité (au moins pour les questions posées au jury), comme violation d'une formalité substantielle, lorsqu'elle est complexe [2].

[1] *Code d'inst. crim.*, art. 341, 344, 345.—Loi du 13 mai 1836, art. 1, 2, 3.—Arr. cass. 27 mars 1840, B. n° 89.—25 février 1843, B. n° 44.—22 décembre 1848, B. n° 320. — Morin, *Rép.*, v° *Circ. agg.*, n° 11, v° *Quest. au jury*, n^os^ 34, 35.—Dalloz, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n^os^ 2826 et suiv.—Hélie, t. IX, p. 127.

[2] Le vice de complexité dans les questions au jury emporte nullité; il n'en est pas de même de la complexité des articulations dans les ordonnances du juge d'instruction et les arrêts de renvoi, car le président des assises peut diviser ce qui avait été mal à propos réuni; mais le président des assises, au milieu de préoccupations multiples, peut omettre

Mais cette règle générale doit être bien comprise et renfermée dans ses limites juridiques.

La loi ne proscrit pas absolument toute complexité, mais seulement une complexité spéciale. Dans le sens littéral ou grammatical, une question est complexe dès qu'elle embrasse deux idées distinctes, deux circonstances, quand même elles seraient les éléments du même fait. Dans le sens juridique, il n'y a complexité qu'autant que la même question contient deux faits qui peuvent et doivent donner lieu à deux réponses distinctes, et qui, diversement appréciés, peuvent conduire à des conséquences diverses [1].

Il n'y a donc point de complexité, dans le sens de la loi, à réunir les diverses circonstances constitutives d'un crime, tandis qu'il y aurait complexité prohibée à comprendre dans une même articulation, en un seul contexte, soit le fait principal, simple ou composé, et une ou plusieurs circonstances aggravantes, soit plusieurs circonstances aggravantes : c'est ce que je me propose d'établir présentement.

Il y aurait aussi complexité prohibée à réunir plusieurs faits principaux ou plusieurs chefs d'accusation distincts, ou plusieurs accusés, dans une même question : c'est ce que j'établirai dans les deux numéros suivants [2].

Je reprends les propositions que je viens d'énoncer, et que je dois examiner ici.

Les circonstances constitutives d'un crime ou d'un délit, fait principal, peuvent bien, et doivent même, être réunies en faisceau, puisque c'est leur ensemble qui détermine le ca-

d'opérer la division nécessaire, et de très-nombreux arrêts attestent la fréquence de ce fait : il est donc avantageux que cette division soit opérée dans les ordonnances de transmission, qui, bien rédigées, serviraient de types aux arrêts de renvoi et aux questions.

[1] HÉLIE, t. IX, p. 126.

[2] Il y aurait encore complexité prohibée à réunir une circonstance d'excuse légale, ou une question de discernement, avec le fait principal ou avec une circonstance aggravante (Loi du 13 mai 1836, art. 1.—HÉLIE, t. IX, p. 136); mais je n'ai pas à m'occuper de cette hypothèse, et l'on en verra la raison *inf.* n° 644.

ractère délictueux de ce fait principal, dont les éléments, sans cela, seraient incomplets [1].

Ainsi, dans les crimes ou délits de coups et blessures (C. P. 309 et suiv.), il y a nécessité d'articuler dans la proposition principale la volonté et le fait [2].

Pour constituer un meurtre (C. P. 295), il faut la réunion de deux circonstances élémentaires : 1° le fait de l'homicide ; — 2° la volonté de donner la mort [3].

Il faut, pour constituer un empoisonnement (C. P. 301) : 1° l'attentat à la vie d'une personne ; — 2° que des substances aient été employées ou administrées ; — 3° que ces substances, par leur nature, puissent donner la mort dans un temps plus ou moins long [4].

Pour constituer un vol (C. P. 379), il faut la réunion de trois circonstances élémentaires : 1° une soustraction ; — 2° la fraude ; — 3° la chose d'autrui, objet du vol [5].

Dans le crime d'abus de blanc-seing *non confié* (C. P. 407), il y a deux circonstances constitutives, et non pas seulement une circonstance constitutive, accompagnée d'une circonstance aggravante, d'après un criminaliste exercé [6] : mais la Cour de cassation admet l'opinion contraire, d'après laquelle ce crime se composerait d'une circonstance constitutive et d'une circonstance aggravante [7] : Je discuterai cette question [8].

L'abus de confiance résulte du concours de quatre éléments : 1° Le fait d'avoir détourné ou dissipé des objets confiés ; — 2° au préjudice du propriétaire, possesseur ou détenteur ; — 3° ces objets étant des effets, deniers ou mar-

[1] Arr. cass. 22 mars 1821, B. n° 40. — 9 septembre 1837, B. n° 268. — 28 septembre 1838, B. n° 322. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n^os^ 2580 et suiv. — DE FRÉMINVILLE, p. 601. — CUBAIN, p. 378. — HÉLIE, t. IX, p. 179, 126. — ANSPACH, *Procéd. devant les cours d'assises*, p. 178, 179, 190.

[2] *Inf.* n° 664, note 1.

[3] *Inf.* n° 689, note 2.

[4] *Inf.* n° 666, note 4.

[5] *Inf.* n° 700, notes 1–7.

[6] MORIN, *Rép.*, v° *Circ. agg.*, n° 7.

[7] Arr. cass. 13 oct. 1842, DALLOZ, 42-1-421.

[8] *Inf.* n° 648, note 14.

chandises ;—4° qui avaient été remis à l'un des titres indiqués *limitativement* dans l'art. 408 du Code pénal. En l'absence de l'une de ces conditions le délit disparaît, ou du moins change de caractère [1].

Le faux se constitue de trois circonstances élémentaires : 1° l'altération de la vérité ; — 2° une intention frauduleuse ; — 3° un préjudice éventuel [2].

D'après la combinaison des art. 437, 591, 593 du Code de commerce, auxquels se réfère l'art. 402 du Code pénal, le crime de banqueroute frauduleuse renferme trois circonstances constitutives : 1° la qualité de commerçant ; — 2° l'état de faillite ; — 3° une fraude de la nature de celles que prévoit l'art. 591 du Code de commerce [3].

Enfin, pour dernier exemple, dans la tentative, que l'art. 2 du Code pénal assimile au crime accompli ou consommé, il est indispensable d'énoncer cumulativement que la tentative du crime imputé et qualifié avec toutes ses circonstances élémentaires, « a été manifestée par un commencement d'exécution, et qu'elle n'a été suspendue ou n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur. » Sans la réunion de ces divers éléments, l'articulation de la tentative serait incomplète, et la solution affirmative serait inopérante [4].

Mais les circonstances aggravantes doivent rigoureusement être détachées du fait principal et séparées des circonstances constitutives, comme elles doivent être divisées entre elles [5].

Ainsi, il y aurait complexité prohibée à réunir le fait principal de meurtre, et la circonstance de préméditation ou de guet-apens [6], ou la circonstance qu'il aurait été commis sur

[1] DALLOZ, *Rép.*, v° *Abus de confiance*, n°s 64, 90 et suiv.—*Inf.* n° 649.

[2] MORIN, *Rép.*, v° *Faux*, n° 7.—*Inf.* n° 673.

[3] HÉLIE, t. IX, p. 100.—*Inf.* n°s 656, 671.

[4] MORIN, *Rép.* v° *Quest. au Jury*, n° 30. — DE FRÉMINVILLE, p. 603. — HÉLIE, t. IX, p. 81. — *Inf.* n° 646, note 8.

[5] MORIN, *l. c.*, n°s 30, 36, 38, 39. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n°s 2787 et suiv., 2803 et suiv., 2851 et suiv., 2865 et suiv. — HÉLIE, t. IX, p. 127, 131, 134.

[6] Arr. cass. 14 janvier 1841, B. n° 8. — 8 mars 1855, B. n° 55. — *Inf.* n° 689, note 5.

un agent de la force publique dans l'exercice de ses fonctions [1]; — le fait d'avortement et la qualité de celui qui l'a procuré [2]; — le fait d'attentat à la pudeur avec violence ou de viol, et l'âge de la victime, ou l'une des circonstances de l'art. 333 du Code pénal [3]; — le fait de vol, et l'une des circonstances aggravantes qui peuvent s'y rattacher, v. g. le chemin public [4]; — le fait de coups et blessures volontaires, et l'une des circonstances qui pourraient l'aggraver, aux termes des art. 309, 310, 312 du Code pénal [5]; — etc.

Cependant la réunion du fait principal et d'une circonstance aggravante dans la même question n'entraîne pas nullité : 1° quand cette circonstance, bien qu'irrégulièrement énoncée dans la question principale, est ensuite posée séparément dans une question distincte. La circonstance aggravante est alors considérée comme n'étant énoncée dans la question principale que pour préciser d'autant plus le fait, qu'à titre démonstratif ; son énonciation ne fait pas grief, puisque, reproduite à part, comme aggravante, et soumise spécialement au jury, elle a été l'objet d'une réponse et d'une décision distinctes [6]. Par exemple, qu'un individu soit accusé d'avoir commis une soustraction frauduleuse dans la maison de N..., ou au domicile de N...; il n'y aura pas complexité, si la circonstance de *maison habitée*, opérante dans l'espèce, est ensuite articulée séparément. — Toutefois il vaut mieux s'abstenir d'un tel procédé : en effet, si la circonstance aggravante est résolue affirmativement, l'accusé pourrait se plaindre de ce que la question principale aurait engagé les jurés par un préjugé ; si elle est répondue négativement, il existerait une contradiction dans le verdict.

[1] Arr. cass. 14 juin 1855, B. n° 205. — *Inf.* n° 699, note 2.
[2] Arr. cass. 26 janvier 1839, B. n° 28. — *Inf.* n° 655, note 5.
[3] Arr. cass. 23 septembre 1837, B. n^os 289, 295. — *Inf.* n° 653, notes 6, 7–12, et n° 697, notes 2, 5–9.
[4] Arr. cass. 28 novembre 1850, B. n° 480. — 4 juillet 1843, B. n° 252, Dalloz, 44–4–121. — *Inf.* n° 780, note 24.
[5] *Inf.* n° 664.
[6] Arr. cass. 11 septembre 1851, B. n° 282 *bis*,—Dalloz, 51–5–378. — 24 mars et 7 avril 1853, B. n^os 110, 127, — Dalloz, 53–1–45, 174. — Hélie, t. IX, p. 134. — *Inf.* n° 688, note 1, *in fine*.

2° Quand cette circonstance, bien qu'elle semble contenir un élément d'aggravation, demeure inefficace, parce que le fait avec lequel elle devrait se combiner pour produire l'aggravation, n'est pas constaté. Par exemple, supposez que la question principale énonce l'imputation d'avoir commis une soustraction frauduleuse dans une *maison habitée* ou dans un *lieu clos;* cette énonciation de *maison habitée* ou de *lieu clos* ne produira aucun effet, s'il ne s'agit pas d'un vol commis la nuit, ou par plusieurs personnes, ou à l'aide d'effraction, d'escalade ou de fausse-clef; mais s'il s'agit d'un vol commis à l'aide de l'une de ces circonstances, et que le fait de *maison habitée* ou de *lieu clos,* nécessaire pour les rendre aggravantes, ne soit énoncé que dans la question principale, *et n'ait pas été reproduit comme circonstance accessoire,* la complexité se manifestera, et rendra la question vicieuse [1].

D'un autre côté, la Cour de cassation déclare que, des art. 341 et 345 du Code d'instruction criminelle, et 1er de la loi du 13 mai 1836, il résulte, pour le président de la Cour d'assises, l'obligation de ne pas confondre avec la question sur le fait principal les questions relatives aux circonstances aggravantes, *et de poser autant de questions distinctes* (indépendamment du fait principal) *qu'il y a de circonstances aggravantes;* que ce mode de procédure peut seul assurer l'accomplissement du devoir imposé au jury par la loi; qu'il est donc substantiel et d'ordre public [2].

Ainsi, il y aurait nullité pour vice de complexité, à réunir dans une seule question, en cas de meurtre, la préméditation et le guet-apens [3], ou les deux circonstances de préméditation et de vol concomitant [4]; — dans une accusation de vol, les deux circonstances de la violence et des traces de blessures ou de

[1] Arr. cass. 10 mai et 5 septembre 1839, B. nos 149, 292, — Dalloz. 40-1-355, 357. — 4 mai 1843, B. n° 95. — 27 février 1847, Dalloz. 47-4-140. — 27 avril 1850, Dalloz, 50-5-122. — 11 avril 1851, B. n° 140, — Dalloz, 51-5-152. — 21 février 1853, B. n° 65. — Hélie, *l. c.*

[2] Arr. cass. 27 mars 1840, B. n° 89,—Dalloz, 40-1-407. — 25 février 1843, B. n° 44. — Hélie, t. IX, p. 135.

[3] Arr. cass. 3 juillet 1845, B. n° 117. — 8 octobre 1852, B. n° 243, — Dalloz, 52-5-173. — *Inf.* n° 689, note 5.

[4] Arr. cass. 8 juillet 1837, B. n° 202. — *Inf.* n° 689, note 10.

contusions laissées par cette violence [1] ;—dans une accusation d'incendie, les deux circonstances que la maison était habitée et qu'elle était assurée [2] ; — etc.

Mais il faut, pour les circonstances aggravantes, comme pour le fait principal, exposer les termes mêmes de la loi qui les définissent, sans omettre aucun élément légal ; et la réunion des divers éléments qui sont quelque fois nécessaires pour constituer une circonstance aggravante, n'est point irrégulière, elle est même obligée : la question est alors composée, mais non complexe dans le sens juridique [3].

Par exemple, le n° 4 de l'art. 384 du Code pénal, combiné avec l'art. 384, exige que l'effraction, l'escalade, ou l'usage des fausses-clefs, ait eu lieu soit dans une maison habitée ou servant à l'habitation, soit dans des édifices, parcs ou enclos, même non habités ou servant à l'habitation. Il ne faut donc pas se borner à articuler que le vol a été commis à l'aide d'escalade, d'effraction ou de fausses-clefs ; il faut ajouter, dans la même articulation, la circonstance de lieu-clos : autrement, l'articulation serait incomplète, et l'existence de la circonstance aggravante ne serait pas suffisamment établie ou caractérisée, par conséquent elle ne pourrait servir de base à l'application de la peine [4].

La circonstance prévue par le n° 3 de l'art. 386 du Code pénal n'est complète et caractérisée par rapport à l'ouvrier, compagnon ou apprenti, que par l'énonciation que le vol a été commis par un ouvrier, un compagnon ou un apprenti (selon l'espèce), dans la maison, l'atelier ou le magasin de son maître (selon le cas) ; parce que ces deux circonstances de *qualité* et de *lieu* sont nécessaires pour constituer la circonstance aggravante [5].

[1] Arr. cass. 21 mars 1851, B. n° 108.—*Inf.* n° 700, note 22.
[2] Arr. cass. 27 août 1847, B. n° 197. — *Inf.* n° 685, notes 6–9.
[3] Arr. cass. 25 avril 1844, *Journ. du Droit crim.*, t. XVII, p. 28. — Gilbert sur l'art. 337, *Cod. d'Instr.*, n^os^ 41 et suiv. — Hélie, t. IX, p. 107. — *Inf.* n° 700, notes 12–14.
[4] *Inf.* n° 700, notes 12–15.
[5] Arr. cass. 12 juillet 1847, B. n° 279,—*Journ. du Droit crim.*, t. XIX, p. 262.

Il en faut dire autant à l'égard du domestique qui vole un autre que son maître, soit dans la maison de son maître, soit dans la maison où il accompagne son maître ; tandis que la qualité seule de domestique est suffisante, lorsqu'un domestique vole, en quelque lieu que ce soit, un objet appartenant à son maître [1].

Pour terminer ces explications, il me reste à faire une remarque. La Cour de cassation a jugé qu'il n'y a pas complexité à réunir, en cas de vol, la circonstance de *deux personnes* et celle d'un *édifice consacré au culte*, parce que ces deux circonstances ne forment qu'une seule circonstance aggravante, l'une ou l'autre étant inopérante, si elle est isolée [2].

D'où il faut conclure que l'on pourrait de même réunir les deux circonstances de nuit et de maison habitée,—de nuit et de pluralité des voleurs, — de maison habitée et de pluralité des auteurs du vol.

Cette décision me parait sujette à contestation, comme s'écartant des dispositions de la loi, rapportées plus haut et mises en relief par la Cour de cassation elle-même ; dispositions qui exigent que chaque circonstance aggravante soit posée et résolue séparément.

L'arrêt est conforme à la doctrine de MM. Chauveau et Hélie, qui enseignent, dans plusieurs passages de la *Théorie du Code pénal*, que toute circonstance qui est inopérante par elle-même et restant isolée, est moins une circonstance aggravante proprement dite, qu'un élément d'aggravation : en sorte que l'on devrait considérer comme véritables circonstances aggravantes : la violence (Cod. P. 385), le port d'armes (386, n° 2), le chemin public (383), la préméditation et le guet-apens (296, 310, 311), la domesticité, à l'égard du maître (386, n° 3), certaines autres qualités dans l'auteur ou dans la victime du crime (*Sup.* n° 364) ; mais que l'on devrait regarder comme simples éléments d'aggravation : la nuit, la maison habitée, la pluralité des agents, l'édifice consacré au culte

[1] *Inf.* n° 700, note 30.

[2] Arr. cass. 30 juin 1853, au rapport de M. HÉLIE, B. n° 233, — DALLOZ, 53-5-136. — HÉLIE, t. IX, p. 136.

(Cod. P. 386), l'effraction, l'escalade, la fausse clef, le faux titre, le faux costume, le faux ordre (Cod. P. 381).

A mon avis, cette distinction n'est que spécieuse : elle est contraire au texte du Code d'instruction criminelle et de la loi du 13 mai 1836, nettement expliqué par les arrêts de la Cour de cassation des 27 mars 1840 et 25 février 1843 cités plus haut : elle s'écarte aussi du texte de l'art. 381 du Code pénal, qui pose à part, comme circonstances aggravantes, et comme unités de circonstances aggravantes dont le nombre est pris en considération par les art. 383, 384, 385, des faits que les auteurs de la *Théorie du Code pénal* ne considèrent que comme de simples éléments d'aggravation.

D'après l'intention et les dispositions du Code pénal, selon que les circonstances aggravantes qu'il caractérise sont plus ou moins dangereuses ou nuisibles pour la sûreté des personnes, pour la sécurité des familles, à raison de la qualité de l'agent ou de la victime, et eu égard au préjudice qui en peut découler, tantôt il suffira d'une seule circonstance aggravante indéterminément ou dans des conditions définies, tantôt il en faudra au moins deux, pour que le fait imputé soit punissable plus sévèrement que ne le comportaient les seules circonstances constitutives de ce fait.

Lorsque le fait principal constitue un *crime*, toujours une seule circonstance aggravante suffit pour entraîner une aggravation de peine.

Lorsque le fait principal ne constitue qu'un *délit*, le plus souvent il suffit d'une seule circonstance aggravante pour donner à ce délit la proportion d'un crime dans l'échelle pénale on pour en aggraver la peine (Voy. *Cod. pén.*, 309-312, 386, §§ 2-3-4, 399, 407, 408...) ; quelquefois, il faut deux circonstances aggravantes au moins pour cet effet (Voy. *Cod. pén.*, 386, §§ 1 et 3, *in fine*).

Il est à observer que c'est *exclusivement* dans le cas de vol simple comme fait principal, que deux circonstances aggravantes sont quelquefois nécessaires pour entraîner une aggravation de peine, et cette exigence paraîtra fort rationnelle, si l'on veut rechercher et considérer dans combien d'espèces, un

fait circonstanciel incomplet ou isolé serait dépourvu de gravité et d'importance.

Mais, dans tous les cas, une circonstance aggravante reste *circonstance aggravante*, et n'est présentée nulle part par la loi comme *élément de circonstance aggravante*, soit qu'elle entraîne ou non une aggravation, selon les conditions dans lesquelles elle se produit ; et l'on ne peut jamais dire que *deux* circonstances forment *une* circonstance, sous le prétexte qu'il faut *deux* circonstances au lieu d'*une*, pour obtenir un résultat déterminé ou une aggravation.

Or, toute circonstance que la loi caractérise comme aggravante, qu'elle soit opérante ou inopérante par elle-même, appelle une déclaration qui l'affirme ou la nie, qui lui soit afférente et privative ; c'est le principe général de la loi, auquel nul texte n'apporte d'exception : donc, il faut articuler à part chaque circonstance aggravante, sans préoccupation de la conséquence finale, sinon l'articulation aura l'inconvénient ou le danger de susciter des équivoques, ou d'exposer les jurés à des méprises préjudiciables soit à l'accusation soit aux accusés, et elle sera viciée de complexité.

Ce qui démontrerait surabondamment que la distinction contre laquelle j'argumente n'existe pas dans la réalité des choses, et n'est qu'une difficulté de mots, c'est que l'on pourrait dire des circonstances reconnues pour être opérantes par elles-mêmes ou isolément, qu'elles ne sont aussi que des *éléments d'aggravation*, lorsqu'elles ne restent pas isolées.

En effet, le port d'armes, la violence, la préméditation, la mort survenue ou l'incapacité de travail pendant plus de 20 jours comme conséqnence directe de coups et blessures volontaires, l'âge de la victime ou la qualité de l'agent dans l'attentat à la pudeur avec violence ou le viol, sont incontestablement des circonstances aggravantes, qui ont isolément la puissance d'aggraver la peine, dans les espèces où la loi les prend en considération.

Or, ces circonstances peuvent se rencontrer concurremment entre elles ou avec d'autres, v. g. dans les cas prévus par les articles du Code pénal 381, 382, 309-310-332-333.

Alors le concours des circonstances aggravantes, qu'on me

passe l'expression, *aggrave l'aggravation*, et la peine est surélevée en raison du nombre des circonstances accessoires : chaque circonstance devient donc un élément de l'aggravation supérieure. Mais chaque circonstance n'en conserve pas moins sans doute le caractère et le titre de circonstance aggravante, — à poser séparément, — que ne lui enlève point son adjonction avec une autre circonstance,—pareillement aggravante, — pour former un faisceau qui rend l'aggravation définitive plus énergique ou plus rigoureuse.

Donc, encore une fois, le classement des circonstances accessoires en deux catégories avec des appellations différentes pour arriver à séparer les unes et à cumuler les autres, manque de justesse : ce serait à tort que l'on en déduirait la légitimité d'une façon anormale d'articuler les circonstances accessoires et de poser les questions au jury, dans l'espèce de l'arrêt du 30 juin 1853, ou dans des espèces analogues.

Au surplus, même en adoptant le système que je viens de contester, on devrait en restreindre l'application aux cas où se présenteraient seulement *deux* circonstances qui, isolées, seraient, chacune à part soi, inopérantes, et dont la réunion constatée serait nécessaire pour produire une aggravation : il faudrait forcément diviser s'il existait trois circonstances au lieu de deux seulement, afin que si l'une des trois circonstances était écartée, il pût rester néanmoins deux circonstances affirmées par le jury, ce qui suffirait pour produire une aggravation. V. g. soit un vol commis, 1° la nuit,—2° dans une maison habitée, — 3° par deux ou plusieurs personnes : si les trois circonstances sont réunies, et que le jury en rejette une seule, il doit répondre négativement pour le tout, tandis que les trois circonstances étant présentées séparément, le jury aurait pu rejeter l'une et accueillir les deux autres. Que, si on avait posé seulement deux questions, dont l'une aurait réuni deux des circonstances, l'inconvénient serait le même, et si le rejet de l'une des deux circonstances conjointes avait entraîné le rejet de l'autre qui semblait justifiée, en vain la troisième circonstance aurait-elle été affirmée.

En dernière analyse, la loi ayant sagement prescrit de séparer les circonstances aggravantes, n'éludons point ses dispo-

sitions à l'aide de distinctions subtiles; ne réunissons pas ce qu'elle a voulu diviser, alors surtout que la réunion peut faire grief, tandis que la division ne peut jamais préjudicier.

637. De la complexité relativement aux faits principaux ou chefs divers d'incrimination.—Exceptions.—J'ai déjà dit que la complexité est une irrégularité ou un vice dans les incriminations en général : je répète que le jury ne devant être interrogé que sur des faits simples, pour que ses réponses ne présentent pas d'ambiguïté, il devient nécessaire de diviser les incriminations.

On ne peut donc comprendre dans une même articulation plusieurs chefs d'accusation distincts et indépendants [1] ; — ni plusieurs faits successifs indépendants les uns des autres [2] ; — ni deux crimes dont l'un aurait été le moyen de commettre l'autre, malgré leur connexité, v. g. un faux ayant pour objet un enlèvement de mineurs [3] ;—ni deux crimes commis conjointement ou simultanément en vue du même objet [4].

Ainsi, on ne peut réunir dans une même incrimination ou dans une question unique, plusieurs faits de vols distincts au préjudice de différentes personnes [5] ; — la fabrication ou l'altération de plusieurs billets ou pièces, en un mot, plusieurs faux [6] ; — plusieurs faits d'usage de pièces fausses accomplis à des jours différents, chez différentes personnes [7] ; — ou l'usage de plusieurs pièces fausses, cas où il faut une question pour chaque pièce fausse employée, à moins qu'il ne soit

[1] Arr. cass. 10 décembre 1836, DALLOZ, 37-1-483. — 30 mars 1839, B. n° 108, — DALLOZ, 39-1-379. — 13 juillet 1843, B. n° 176, — DALLOZ, 43-5-135. — 4 avril 1845, B. n° 122. — MORIN, *Rép.*, v° *Quest. au Jury*, n^os 36-38. — DALLOZ, *Rép.* v° *Inst. crim.*, n^os 2826 et suiv. — ANSPACH, *Procéd. dev. les Cours d'assises*, p. 198. — DE FRÉMINVILLE, n° 545.

[2] Arr. cass. 30 mars 1839, B. n° 108,—DALLOZ, 39-1-379.

[3] Arr. cass. 24 mars 1838, DALLOZ, *Rép.* v° *Inst. crim.*, n° 1093.

[4] Arr. cass. 22 décembre 1842, DALLOZ, 43-4-260. — 27 mars 1845, DALLOZ, 45-4-321. — 10 mars 1855, DALLOZ, 55-1-184.

[5] Arr. cass. 21 juin 1838, B. n° 171. — Mais V. *Inf.* n° 700, note 4.

[6] Arr. cass. 6 août 1857, DALLOZ, 59-1-111.

[7] Arr. cass. 30 mars 1839, B. n° 108, — DALLOZ, 39-1-379.

énoncé que les diverses pièces ne formaient qu'un seul titre [1] ; — deux faits de subornation pratiquée envers deux témoins [2] ; — des attentats à la pudeur commis sur plusieurs jeunes filles [3] ; — un empoisonnement sur le père, la mère et d'autres personnes [4] ; — l'incendie de bâtiments appartenant à autrui et de bâtiments appartenant à l'incendiaire, — ou l'incendie direct et l'incendie par communication [5] ; — etc.

Mais il est admis par la jurisprudence que, si plusieurs faits imputables au même individu, présentent le même caractère et emportent la même peine, sans qu'on puisse préciser la date de chacun de ces faits, il est permis alors de les réunir dans une seule articulation, avec indication du laps de temps dans lequel ils se sont accomplis [6].

Par exemple, on pourra réunir comme ayant été accomplis de telle époque à telle époque, dans un ou plusieurs lieux, soit plusieurs faits réitérés d'attentat à la pudeur, consommés ou tentés avec les mêmes circonstances, par le même individu sur la *même personne* [7] ;—soit plusieurs actes réitérés tendant à un même empoisonnement, pratiqué à diverses reprises [8] ;— soit des faits d'homicide sur plusieurs personnes à la fois [9] ; — soit la fabrication de plusieurs fausses signatures sur

[1] Arr. cass. 30 mars 1839, *V.* note précédente.—3 avril 1847, B. n° 72.

[2] Arr. cass. 4 août 1843, B. n° 197. — 22 décembre 1848, B. n° 326,— Dalloz, 52-5-152. — 25 avril 1851, B. n° 154. — 13 avril 1854, Dalloz, 54-5-222.

[3] Arr. cass. 13 juillet 1843, B. n° 176.

[4] Arr. cass. 4 avril 1845, B. n° 122, — Dalloz, 45-1-245.

[5] Arr. cass. 30 novembre 1848, B. n° 296.—*V.* néanmoins *Inf.* n° 685, note 14, pour le cas de copropriété de l'objet incendié.

[6] Arr. cass. 8 août et 12 décembre 1840, B. n^os^ 318, 317,—Dalloz, 41-1-35, 376. — 22 décembre 1842, B. n° 335. — 18 mars 1853. B. n° 99. —Morin, *Rép.*, v° *Quest. au Jury*, n^os^ 36, 38.

[7] Arr. cass. 8 août 1840, B. n° 224. — Dalloz, 40-1-434, 24 décembre 1840, B. n° 363, — Dalloz, 41-1-376. — 12 juin 1851, Dalloz, 52-5-173. De même plusieurs tentatives de viol. Arr. cass. 9 février 1837, Sirey-Villeneune, 38-1-902. — 9 octobre 1845, B. n° 319. — De Fréminville, n° 345.

[8] Arr. cass. 12 décembre 1840, B. n° 350, — Dalloz, 41-1-35.

[9] Arr. cass. 12 octobre 1848, B. n° 252. — Autres cas analogues, Dalloz, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n° 2847.

une même pièce, v. g. sur une pétition [1] ;—ou la falsification de plusieurs pièces, comprises dans un même arrêté de compte, dont les pièces, altérées ou falsifiées, forment les éléments [2]; — soit plusieurs vols commis par le même inculpé, avec les mêmes circonstances dans la même maison, au préjudice de la *même personne* [3]; — ou le vol de sommes d'argent ou d'objets pris partie dans tel meuble, partie dans tel autre, avec les mêmes circonstances, au préjudice de la *même personne*[4];—ou le vol de plusieurs objets divers, commis dans la même maison, avec les mêmes circonstances, même au préjudice de diverses personnes, par un seul inculpé ou par plusieurs inculpés, dans un but commun, en divisant la question par numéros, de manière qu'une réponse soit réclamée sur chaque objet distinct qui a été volé [5].

Mais, si plusieurs objets avaient été volés dans le même temps et le même lieu, quoique ce fût par le même individu, dès que l'un des objets aurait été soustrait spécialement avec une ou plusieurs circonstances aggravantes qui n'auraient pas accompagné la soustraction des autres effets, il faudrait diviser, et dresser une incrimination séparée pour chaque objet distinct auquel se rattacherait une circonstance aggravante qui lui fût exclusivement reliée [6].

Au surplus, dans le cas même où il serait permis d'opérer le cumul dont je viens de parler, cette complexité tolérée ne peut s'appliquer qu'aux circonstances matérielles, que relati-

[1] Arr. cass. 2 janvier 1851, B. n° 4.

[2] Arr. cass. 24 janvier 1856, B. n° 31.

[3] Arr. cass. 20 avril 1838, B. n° 107. — 15 mai 1840, B. n° 133. — *Inf.* et 18 mars 1853, B. n°s 76, 99, — DALLOZ, 53-5-134.

[4] Arr. cass. 18 décembre 1845, DALLOZ, 46-4-143.

[5] Arr. cass. 20 avril 1838, B. n° 107. — 15 mai 1840, B. n° 133. — *Inf.* n° 700, note 4.

[6] Arr. cass. 27 mars 1845, B. n°s 112, 113, — DALLOZ, 45-4-321

Par exemple, un voleur, dans le même temps, dans la même chambre, au préjudice de la même personne, soustrait 1° un objet en évidence sur un meuble ou sur une cheminée ; 2° un objet placé dans un meuble non fermé à clef ; 3° un objet renfermé dans un meuble dont il force la serrure, ou qu'il ouvre avec une fausse clef : on pourra comprendre les deux premiers objets volés dans une seule incrimination ; le vol du troisième objet, accompli avec une circonstance particulière, constituera un crime distinct, pour lequel il faudra une incrimination séparée.

vement aux actes et aux faits [1], non relativement aux personnes, c'est-à-dire aux auteurs ou complices des faits incriminés.

638. De la complexité relativement aux auteurs et aux complices des faits incriminés.—Observations.— Il faut une articulation séparée pour chaque prévenu co-auteur, et pour chaque complice, tant sur les faits principaux, constitutifs d'un crime ou d'un délit, que sur les circonstances aggravantes [2].

En effet, les questions à poser au jury ne peuvent comprendre plusieurs accusés dans un seul contexte [3].

Toutefois, dans les ordonnances de transmission et dans les arrêts de renvoi, lorsque l'inculpation ou l'imputation est identique envers plusieurs prévenus ou accusés, et pour abréger les écritures, on peut se borner à incriminer *chacun* des co-auteurs des faits et circonstances relevés, et ensuite *chacun* des complices du même genre, des faits de complicité qui leur sont communs, en réunissant leurs noms, sauf division ultérieure par le président de la Cour d'assises.

De même, il n'est pas indispensable, relativement aux circonstances aggravantes, de les répéter autant de fois qu'il y a de co-auteurs ou de complices, lorsque ces circonstances tiennent à des faits *matériels,* qui ne peuvent pas exister à l'égard des uns et ne pas exister à l'égard des autres, comme les faits ou circonstances *de lieu, de moment, de concours de plusieurs personnes* [4]. Il suffit, même en Cour d'assises, de

[1] Arr. cass. 21 janvier 1843, DALLOZ, 43-1-169 et *Rép.*, v° *Inst., crim.*, n^os^ 2867, 2869. — 7 décembre 1854, B. n° 333. — 23 novembre 1854. B. n° 321, — DALLOZ, 54-5-428.

[2] Arr. cass. 21 septembre 1839, B. n° 305, —DALLOZ, 40-1-373. — 24 juin 1844, DALLOZ, 44-4-121. — 6 décembre 1850 et 31 janvier 1851, DALLOZ, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n^os^ 2842 et suiv. — 11 septembre 1851, DALLOZ, 51-5-156. — 24 mars 1853, DALLOZ, 53-1-115. — MORIN, *Rép.*, v° *Quest. au Jury*, n° 37. — HÉLIE, t. IX, p. 129.

[3] Arr. cass. 4 janvier 1839, B. n° 5. — 21 septembre 1839, cité note précédente. — 24 septembre 1842, B. n° 248,—DALLOZ, 42-4-71.—CUBAIN, n° 603. — ANSPACH, p. 198.

[4] Arr. cass. 24 septembre 1835, DALLOZ, 35-1-452. — 10 février 1844, B. n° 46. — 21 janvier 1843, DALLOZ, 43-1-169. — 30 juillet 1847, B.

poser une seule fois toutes ces circonstances, pour chaque fait principal, à l'encontre de tous les co-auteurs ou complices.

On pourrait, à la rigueur, suivre la même méthode dans l'ordonnance de transmission et l'arrêt de renvoi, relativement aux circonstances morales, telles que la préméditation, le guet-apens, etc. Mais le président aurait à les répéter dans les questions au jury pour chaque co-auteur ou accusé principal, séparément, attendu que de telles circonstances peuvent bien exister quant à l'un des accusés, et ne pas exister quant aux autres; qu'en outre, elles sont moins un moyen de commettre le crime qu'un élément d'appréciation de la perversité des coupables; qu'ainsi la responsabilité qui en résulte est tout individuelle [1].

Au reste, il n'y a pas lieu, en général, et sauf les exceptions que contient l'art. 63, Cod. pén., d'interroger le jury sur les circonstances aggravantes, quelles qu'elles soient, à l'égard des complices: donc il n'y a pas à les poser quant à eux [2].

Lorsque l'incrimination relative au fait principal est distinctement établie quant au prévenu, il n'est pas nécessaire, dans l'articulation de complicité, de répéter la décomposition des circonstances constitutives du crime [3], spécialement si l'individu accusé comme auteur principal, est accusé subsidiairement comme complice [4].

Mais il y aurait lieu de diviser à l'égard d'un individu prévenu de complicité de plusieurs crimes distincts, qui auraient

---

n° 169. — DALLOZ, 47-4-137. — 23 novembre 1854, DALLOZ, 54-5-428. — 7 décembre 1854, B. n° 333. — 28 mars et 10 octobre 1861, DALLOZ, 61-1-189, 502.

Le jury ne doit être interrogé, à l'égard des complices, que sur le mode de complicité. Arr. cass. 26 juin et 24 juillet 1851, *Journ. du Droit crim.*, t. XXIV, p. 67, 68.

[1] Arr. cass. 16 décembre 1854, B. n° 315, — DALLOZ, 55-5-133. — 28 juin 1855, B. n° 230. — HÉLIE, t. IX, p. 131. — Mais *V.* arr. cass. 20 juin 1861, DALLOZ, 61-5-131.

[2] Il est de règle, consacrée par la jurisprudence, que les complices sont de plein droit, responsables des circonstances aggravantes imputables aux auteurs principaux. MORIN, *Rép.*, v° *Circ. agg.*, n° 11. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Complice*, n°s 39 et suiv. — HÉLIE, t. IX, p. 113, 131.

[3] Arr. cass. 5 mars 1841, DALLOZ, 41-1-403. — 25 février 1843, B. 88. — MORIN, *Rép.*, v° *Quest. au Jury*, n° 30 — *Inf.* n° 647, note 3.

[4] Arr. cass. 9 janvier 1847, DALLOZ, 47-4-121.

été l'objet de plusieurs incriminations séparées à l'égard du prévenu principal, et il faudrait poser autant de questions de complicité qu'il y aurait de chefs d'accusation principaux [1].

Néanmoins, dans l'ordonnance de transmission et dans l'arrêt de renvoi, on pourrait, pour abréger les écritures, imputer à un complice, dont la participation, en cette qualité, à plusieurs faits principaux, se serait manifestée de la même façon, d'avoir, par exemple, aidé ou assisté, avec connaissance, l'auteur ou les auteurs de *tous* les crimes imputés à l'auteur principal ou aux auteurs principaux, dans les faits qui ont préparé, facilité ou consommé l'exécution de ces crimes,—sauf au président de la Cour d'assises à poser au jury une question distincte de complicité, par rapport à chaque fait principal formant un chef d'accusation.

La division ou séparation prescrite à l'égard de chaque co-auteur ou complice, n'est pas nécessaire, en général, relativement à chaque plaignant ou victime, si d'ailleurs il n'y a qu'un même fait incriminé, sauf à diviser, suivant les circonstances [2].

639. Des incriminations alternatives. — On ne doit pas poser une alternative, toutes les fois qu'il en résulterait une véritable complexité, comme d'avoir volé ou tenté de voler;—d'avoir commis un faux ou une tentative de faux;—d'avoir commis un faux ou un usage de faux;—d'être auteur ou complice [3];—de complicité par assistance ou par recel [4], etc.

Mais on peut poser une alternative, lorsqu'elle est établie par la loi elle-même, et qu'elle n'apporte aucune modification

[1] Arr. cass. 24 avril 1840, B. n° 118. — 20 juin 1844, B. n° 221. — 3 juillet 1856, B. n° 240. — 30 mai 1856, B. n° 196, — DALLOZ, 56-1-288. — HÉLIE, t. IX, p. 128.

[2] Arr. cass. 12 octobre 1848, B. n° 252. — 13 mai 1842, B. n° 190. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Instr. crim.*, n° 2847.

[3] DALLOZ, *Rép.* v° *Instr. crim.*, n^{os} 2803 et suiv., 2808, 2881; v° *Complice*, n° 172. — MORIN, *Rép.* v° *Quest. au Jury*, n° 36. — HÉLIE, t. IX, p. 143. — Arr. cass. 30 juin 1831, DALLOZ, 31-1-235. — 10 août 1820, B. n° 111. — 4 octobre 1821, B. n° 159. — 6 avril 1832, DALLOZ, 32-1-198. — 18 novembre 1847, B. n° 279.

[4] Arr. cass. 16 avril 1842, 22 juillet 1847, DALLOZ, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n° 2822. — *Inf.* n° 647, note 9.

au fait incriminé, qui se trouverait complétement caractérisé avec une seule des circonstances alternatives, comme avec deux ou plusieurs [1].

On pourra donc mettre en prévention ou accuser d'avoir commis un attentat à la pudeur..., consommé ou tenté [2]; — d'avoir enlevé, entraîné, détourné ou déplacé, ou fait enlever, entraîner, détourner ou déplacer un mineur, par fraude ou par violence [3]; — d'avoir volontairement porté des coups ou fait des blessures (C. P., 309); — d'avoir usé ou fait user de violence dans l'exercice des fonctions [4]; — d'avoir soustrait ou recélé des effets d'un commerçant failli, dans son intérêt [5]; — d'avoir contrefait ou altéré des monnaies [6]; — d'avoir contrefait ou fait contrefaire une signature [7]; — d'avoir apposé ou fait apposer de fausses signatures [8]; — d'avoir fabriqué ou fait fabriquer une pièce fausse [9]; — d'avoir fabriqué ou attribué à un tiers une pièce de nature à troubler la paix publique [10]; — d'avoir donné ou fait donner des instructions pour commettre un crime [11]; — d'avoir aidé ou assisté l'auteur

[1] Arr. cass. 13 août 1829, DALLOZ, 29-1-334. — 8 juillet 1830, DALLOZ, 30-1-348. — 6 avril 1838, DALLOZ, 40-1-369. — 26 mai 1842, DALLOZ, 42-1-384. — HÉLIE, t. IX, p. 140. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Instr. crim.*, n°s 2803 et suiv.

[2] *Inf.* n° 653, note 4.

[3] *Inf.* n° 667, note 3. — V. aussi *Inf.* n° 669, note 2, alternative permise en cas d'*exposition d'enfant*.

[4] Arr. cass. 9 février 1854, DALLOZ, 54-5-223. — *Inf.* n° 698, note 2.

[5] Arr. cass. 26 mai 1838, DALLOZ, 39-1-50. — *Inf.* n° 656, note 8.

[6] Arr. cass. 18 avril 1844, B. n° 142. — *Inf.* n° 672.

[7] Arr. cass. 6 décembre 1850, B. n° 413. — 26 juin 1852, B. n° 212, — DALLOZ, 52-5-172. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n°s 2811, 2812.

[8] Arr. cass. 16 juin 1836, B. n° 193. — 4 septembre 1840, B. n° 251. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n° 2811.

[9] Arr. cass. 27 janvier 1827, B. n° 19, — DALLOZ, 27-1-398. — 4 septembre 1840, DALLOZ, 40-1-446. — 5 septembre 1844, B. n° 310, — DALLOZ, 44-4-203. — 26 juin 1852, DALLOZ, 52-5-172.

[10] Arr. cass. 6 déc. 1850, B. n° 413, — DALLOZ, 51-1-258.

[11] Arr. cass. 4 septembre 1849, DALLOZ, 40-1-446. — 23 mai 1844, B. n° 179.

d'un crime [1]; — d'avoir recélé tout ou partie des objets obtenus à l'aide d'un crime [2]; — etc.

De même on pourra réunir par une alternative, au lieu de les poser séparément, les divers modes de complicité énoncés dans l'art. 60 du Code pénal [3].

Mais on ne pourrait comprendre ensemble ou confondre les éléments de complicité énumérés dans l'art. 60 du Code pénal, avec le recel, autre genre de complicité prévu par l'art. 62 : parce que le recel est un mode spécial de complicité; et que d'ailleurs, d'après l'art. 59, les complices par l'un des moyens défini dans l'art. 60, encourent sans distinction (si une loi n'en a décidé autrement) les mêmes peines que l'auteur principal, tandis que, d'après l'art. 63, le recéleur n'encourt pas toujours, par sa complicité *ex post facto*, la même peine que l'auteur du crime [4].

640. Des incriminations subsidiaires. — S'il est irrégulier et interdit de comprendre plusieurs incriminations distinctes dans une seule articulation, comme d'accuser un individu d'avoir commis tel crime à titre d'auteur ou de complice; — d'avoir volé ou tenté de voler...; — d'avoir commis tel crime ou tel autre de même nature, mais moins grave; au contraire, il est régulier et permis, après une première incrimination, d'en poser une seconde, séparément et subsidiairement, relative au même fait envisagé sous un autre aspect [5].

Il ne faut donc pas confondre les questions alternatives

[1] Arr. cass. 15 avril 1842, 22 juillet 1847, DALLOZ, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n° 2822. — *Inf.* n° 647, note 9.

[2] *Code pén.*, art. 62. — Arr. cass. 7 thermidor an VIII, DALLOZ, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n° 2810.

[3] Arr. cass. 19 décembre 1839, B. n° 384. — 18 septembre 1840, DALLOZ, 40-1-442. — 16 avril 1842, B. n° 91, — DALLOZ, 42-1-372. — 30 septembre 1842, B. n° 253. — 6 avril 1854, B. n° 97. — MORIN, *Rép.*, v° *Quest. au Jury*, n° 37. — *Inf.* n° 647, note 10.

[4] Arr. cass. 22 juillet 1847, B. n° 158, — DALLOZ, 47-4-139. — 23 novembre 1848, B. n° 285. — 18 mai 1855, B. n° 166. — 19 avril 1860, DALLOZ, 60-1-148. — MORIN, *Rép.*, *l. c.*, n° 30. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n° 2813. — *Inf.* n° 647, note 9.

[5] BOURGUIGNON, *Jurisp. des Codes crim.*, t. II, p. 86. — HÉLIE, t. IX,

entachées de complexité, avec les questions subsidiaires ou modificatives et de dégénérescence.

Ainsi, après avoir accusé un individu d'avoir commis un viol, on pourra dresser une articulation à part, pour l'accuser d'avoir tout au moins commis un attentat à la pudeur avec violence [1].

Après avoir accusé d'attentat à la pudeur avec violence, on pourra accuser d'avoir tout au moins commis un attentat à la pudeur sans violence [2], — ou un outrage public à la pudeur [3].

A la suite d'une accusation d'avoir volé, on pourra accuser à part d'avoir tout au moins tenté de voler; ou l'on accusera d'avoir tout au moins participé au vol, comme complice, par l'un des moyens définis dans les art. 60, 61, 62, C. P., en indiquant le mode de participation [4].

Après avoir accusé d'homicide volontaire, on accuserait subsidiairement d'avoir volontairement porté des coups ou fait des blessures, avec la circonstance aggravante, séparée, que ces coups et blessures volontaires ont occasionné la mort, quoique leur auteur n'eût pas l'intention de la donner [5]; — ou que ces violences ont occasionné une maladie ou une incapacité de travail de plus de vingt jours [6]; — on pourra encore accuser subsidiairement d'homicide par imprudence [7].

Dans une accusation de parricide, on pourra accuser sub-

p. 53. — GILBERT, *sur l'art.* 338 *du Code d'Inst. crim.* — *Sup.* n° 68.

[1] Arr. cass. 18 juin 1846, DALLOZ, 46-5-135. — 8 février 1849, B. n° 30, —DALLOZ, 49-5-23.—29 février 1852, B. n° 137.—MORIN, *Rép.*, v° *Quest. au Jury*, n° 17.

[2] Arr. cass. 11 décembre 1851, B. n° 516. — 18 décembre 1858, B. n° 313.

[3] Arr. cass. 14 octobre 1826, B. n° 213.

[4] Arr. cass. 24 septembre 1834, B. n° 314. — 18 juillet 1832, DALLOZ, 33 1-400. — 24 septembre 1835, B. n° 368. — 26 décembre 1839, DALLOZ, 40-1-391. — 22 janvier 1841, B. n° 19. — 3 juillet 1856, B. n° 242. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n°s 2534 et suiv.

[5] Arr. cass. 26 mai 1840, B. n° 138. — 11 mars 1841, B. n° 59. — 24 février 1842, B. n° 33.

[6] Arr. cass. 2 août 1816, *Journ. du Pal.*, t. XIII, p. 578.—C. P., 309, 312.

[7] Arr. cass. 16 juillet 1842, *Journ. du Droit crim.*, t. XIV, p. 379.

sidiairement d'homicide volontaire, avec la circonstance de préméditation, s'il y a lieu [1].

Dans une accusation d'enlèvement d'une mineure par fraude ou violence, on articulerait subsidiairement le rapt de séduction, lorsque la victime a moins de seize ans [2].

Dans une accusation de vol domestique, on pourra accuser d'avoir tout au moins commis un abus de confiance [3].

Après avoir accusé d'extorsion de signature, on pourra accuser subsidiairement d'avoir volontairement porté des coups ou fait des blessures [4].

Après avoir accusé d'incendie direct, on pourra accuser d'incendie par communication [5]; — ou après avoir accusé d'avoir incendié la propriété d'autrui, on pourra accuser subsidiairement d'avoir incendié sa propre chose *assurée* [6].

Je ne multiplierai pas davantage ces exemples : j'ai indiqué ailleurs des faits de dégénérescence qui pourraient donner lieu à des incriminations subsidiaires : on peut joindre ces indications à celles que je viens de produire [7].

Mais il faut être très-sobre de ces inculpations subsidiaires, et n'y recourir qu'à la dernière extrémité. Il est en général plus prudent et plus profitable à la justice, que l'on prenne, en réglant la procédure, soit de la part du juge d'instruction, soit de la part de la chambre d'accusation, une résolution tranchée, un parti décidé. En tout cas, le juge d'instruction devrait s'en remettre plus rigoureusement aux juridictions supérieures du soin de poser l'alternative de dégénérescence.

Le plus ordinairement, la position d'une question subsidiaire équivaut presque à l'abandon de la question principale, et constate au moins l'embarras de la qualification, ou établit une concession qu'il est difficile de retirer. Or, cet embarras con-

[1] Arr. cass. 15 décembre 1831, *Journ. du Pal.*, t. XXIV, p. 446. — *Inf.* n° 690, notes 2, 4.
[2] Arr. cass. 30 novembre 1849, B. n° 333.
[3] Arr. cass. 9 mars 1843, Dalloz, 43-1-237.
[4] Arr. cass. 19 juin 1845, Dalloz, 45-4-122.
[5] Arr. cass., 24 décembre 1847, *Journ. du Droit crim.*, t. XX, p. 17.
[6] Arr. cass. 7 août 1852, B. n° 269.
[7] *Sup.* n° 68.

staté ou cette concession apparente suscitent aux débats des discussions spécieuses de la part de la défense, qui impressionnent vivement le jury et font échec à la vindicte publique. Il est rare que les jurés répondent affirmativement une question principale suivie d'une question subsidiaire d'une moindre portée, et qu'ils ne s'en tiennent pas à l'incrimination la moins grave ; il arrive même souvent que, croyant à l'hésitation des magistrats pour qualifier le fait et en inférant le doute sur l'existence même d'un crime ou d'un délit, ils acquittent complétement un coupable : c'est un écueil qu'il faut soigneusement éviter.

Si l'incrimination principale, emportant la peine la plus forte, ne paraît pas suffisamment justifiée, et s'il n'y a point à supposer qu'elle se fortifiera dans la suite, il est préférable, en général, de l'écarter et de s'en tenir à l'inculpation moins grave, mais mieux établie, sauf à la chambre d'accusation à substituer la qualification plus rigoureuse, ou sauf au président de la Cour d'assises à restituer au fait toute sa gravité, — lorsque cela est possible, sans changer la nature même de l'accusation, — en relevant les circonstances aggravantes résultant des débats, et que les premiers juges ont sagement éliminées, si elles n'étaient pas tout d'abord suffisamment constatées. Que l'on ne balance même pas à convertir un crime en délit, si les circonstances aggravantes ne sont pas justifiées à suffire : de nombreuses circulaires recommandent de prendre ce parti, dans l'intérêt de la répression et du Trésor [1].

Si, au contraire, l'incrimination la plus grave est justifiée, il ne faut pas la noyer dans des inculpations accessoires et parasites ; il faut se garder de l'énerver, de l'atténuer, de l'anéantir, ou tout au moins de la compromettre, par une inculpation subsidiaire. Le président de la Cour d'assises pourra toujours, s'il le juge opportun, poser comme résultant des débats une question subsidiaire ; d'un autre côté, advenant même un acquittement, le fait de dégénérescence pourra être repris, s'il n'est

[1] *V*. notamment circul. du minist. de la just. du 16 août 1842, n° 1, et du 23 août 1854.

prescrit, et les droits de la vindicte publique n'auront pas périclité [1].

Je répète donc qu'en réglant une procédure, on ne doit adjoindre une inculpation subsidiaire à l'incrimination normale ou magistrale, qu'avec une grande circonspection et que dans des circonstances exceptionnelles.

641. Il faut qualifier en fait, non en droit. — C'est un principe fondamental que la séparation du fait et du droit dans les affaires d'assises. Les jurés sont juges du fait, et les magistrats sont juges du droit. Les incriminations ou les questions soumises au jury doivent donc, autant que possible, être formulées en fait, non en droit ; en langue vulgaire, non en termes juridiques, ni par abstraction ou par des expressions complexes, dans lesquelles seraient confondus le fait et le droit [2].

Ainsi, on ne mettra pas en prévention d'avoir commis un *meurtre*, mais d'avoir commis un homicide volontaire, ou

[1] *Sup.* n° 68.

[2] BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. II, p. 82–84, 572 et suiv.—RAUTER, *Droit crim.*, n° 77, t. II, p. 441.—BOITARD, *Leçons sur le Code d'inst. crim.*, n° 296.—CUBAIN, *Procéd. des Cours d'ass.*, p. 376.—*Journ. du dr. crim.*, 1853, p. 169. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Instr. crim.*, n^os^ 2406, 2421, 2422, 2433 et suiv., 2463 et suiv., 2750 et suiv.—BAZOT, *Dissert.*, *Revue de législ.*, 1859, t. XV, p. 444; 1860, t. XVI, p. 49.—HÉLIE, t. IX, p. 15, 70, 71, 116-124.

MONTESQUIEU, *Esp. des lois*, *Liv.* VI, *ch.* IV, rappelant le jugement par les citoyens à Rome et dans les villes grecques, fait cette réflexion : *Le peuple n'est pas jurisconsulte*, il faut lui présenter un seul objet, *un fait* et *un seul fait*, et qu'il n'ait qu'à voir s'il doit condamner ou absoudre.

« Pour prononcer sur un fait, il ne faut que le sixième sens, c'est-à-dire la conscience. » NAPOLÉON I^er^, Discussion au cons. d'Ét. sur le jury, séance du 1^er^ brumaire an XII.

« La distinction entre les juges du fait et les juges du droit est dans la nature des choses. » NAPOLÉON I^er^, Discuss. au cons. d'Ét., sur le Code de 1808.

Les jurés ne sont juges que des faits d'une accusation et des circonstances de moralité qui peuvent rendre coupable celui qu'ils en déclarent l'auteur. La détermination du caractère des faits qu'ils ont reconnus, lorsqu'elle doit être faite d'après les dispositions d'une loi qui en a réglé les éléments constitutifs, forme une question de droit, qui sort de la compétence des

d'avoir volontairement donné la mort [1]; — on n'imputera pas d'avoir commis un *infanticide*, mais d'avoir commis un homicide volontaire sur la personne d'un enfant nouveau-né, ou d'avoir volontairement donné la mort à un enfant nouveau-né [2]; — ni d'avoir commis un *parricide*, mais d'avoir commis un homicide volontaire sur telle personne, ou d'avoir volontairement donné la mort à telle personne, en ajoutant à la désignation de la victime la qualité de père ou de mère, ou d'ascendant

jurés, et rentre dans les attributions de la Cour d'assises. Arr. cass. 28 décembre 1820, B. p. 460.—DALLOZ, *Rép.* v° *Inst. crim.*, n° 2470.

C'est à la Cour d'assises seule qu'il appartient d'apprécier le caractère légal des faits, et de prononcer sur les questions de droit. Arr. cass. 7 octobre 1825, DALLOZ, 26-1-69.—3 juillet 1828, DALLOZ, 28-1-311.—7 avril 1842, B. n° 79,—DALLOZ, 42-1-366, etc.

Or, il y a question de droit, partout où il y a à rendre un jugement sur l'application d'une loi, à interpréter un texte de loi, à qualifier un fait. BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. II, p. 575. — DE FRÉMINVILLE, p. 564-579.—Loi du 13 mai 1836, art. 1.—Toutefois, la Cour de cassation décide qu'on ne peut appeler question de droit un fait que la loi qualifie; qu'alors la qualification se confond avec le fait lui-même; qu'ainsi, par exemple, il appartient au jury seul d'apprécier si le lieu où un crime a été commis est un *chemin public*. Arr. cass. 18 juillet 1844, DALLOZ, 44-1-330.—La même décision s'appliquerait aux circonstances d'escalade, d'effraction, de fausses clefs..., exposées dans ces termes abstraits et non d'après la définition de la loi, selon quelques arrêts et suivant l'opinion de M. HÉLIE, t. IX, p. 122.—Je ferai, plus loin, des observations sur les dangers de telles qualifications.

Les questions *d'âge*, circonstances aggravantes de l'attentat à la pudeur, du viol, du rapt, de l'infanticide..., ou de *parenté*, circonstances aggravantes des coups et blessures ou du meurtre, sont des questions de *fait* du domaine du jury, à poser même quand il existe des actes de l'état civil, qui sembleraient mettre les faits hors de doute, parce que l'exactitude ou l'application de ces actes peuvent être contestées, et que la décision d'une telle difficulté appartient au jury. BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. II, p. 90.—*Théorie du Code pénal*, t. IV, p. 250.—HÉLIE, t. IX, p. 23, 119. La jurisprudence est fixée sur ce point, qui aurait pu paraître douteux ou sujet à des distinctions.

[1] Arr. cass. 20 juin 1823, B. p. 252. —BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. II, p. 84, 570. — 16 mai et 29 septembre 1828, B. n^os^ 144, 269. — HÉLIE, t. IX, p. 120.—*Inf.* n° 689.

[2] Arr. cass. 13 mars 1845, B. n° 94, —DALLOZ, 45-5-125. —13 mars 1856, B. n° 106,—DALLOZ, 56-1-221.—*Inf*, n° 686.

légitime [1]; — ni d'avoir commis un *empoisonnement*, mais d'avoir attenté à la vie de telle personne, par l'effet de substances de nature à donner la mort dans plus ou moins de temps [2]; — on n'accusera pas de *bigamie*, mais d'avoir contracté un second mariage avant la dissolution du premier [3]; — ni de *concussion*, mais d'avoir exigé ou reçu ce qui n'était pas dû ou au delà de ce qui était dû [4]; — ni de *banqueroute frauduleuse*, mais des faits énumérés dans l'art. 591 du Code de commerce [5]; — ni de *vol*, mais d'avoir soustrait frauduleusement telle chose appartenant à autrui [6]; — ni d'*abus de confiance*, mais des faits définis dans l'art. 408 du Code pénal [7]; — ni d'*incendie*, ou d'*avoir incendié*, mais d'avoir volontairement mis le feu [8]; — ni de *rébellion*, mais d'attaque ou résistance avec violence ou voies de fait envers tels agents de l'autorité ou de la force publique, exécutant tel ordre..., ou remplissant tel ministère [9]; — ni de *rapt*, mais d'enlèvement ou détournement de mineur ou de mineure [10]; — ni de *corruption*, mais d'avoir fait ou d'avoir reçu ou agréé des dons ou promesses [11]; — etc.

En un mot, toutes les fois que la loi a défini un crime, il faut employer la définition plutôt que le terme abstrait qui exprime l'infraction définie.

A défaut de définition légale, et lorsque la dénomination du crime emporte sa définition, en sorte que la qualification se confond avec le fait, il sera sans doute permis d'énoncer ou de désigner le crime par les expressions mêmes de la loi, et de

[1] *Inf.* n° 690.
[2] *Inf.* n° 666.
[3] Arr. cass. 12 pluviôse an XIII. — Hélie, t. IX, p. 120.—*Inf.* n° 657.
[4] Arr. cass. 7 avril 1842, B. n° 79,—Dalloz, 42-1-366.— *Inf.* n° 661.
[5] Arr. cass. 11 juillet 1816, B. n° 41. — 16 septembre 1830, Dalloz, 30-1-386. — Bourguignon, *Jurisp.*, t. II, p. 83. — Hélie, t. IX, p. 100, 120.—*Inf.* n° 656, note 5.
[6] Hélie, t. IX, p. 94.—*Inf.* n° 700, notes 1-7.
[7] *Inf.* n° 649.
[8] Hélie, t. IX, p. 101.—*Inf.* n° 685, note 1.
[9] *Inf.* n° 692, notes 1-4.
[10] *Inf.* n° 667.
[11] *Inf.* n° 663.

nombreux arrêts de la Cour de cassation, par le rejet des pourvois, ont autorisé des qualifications ainsi formulées.

On a considéré comme régulière la mise en prévention ou l'imputation d'avoir procuré un *avortement* [1] ; — d'avoir commis un *attentat à la pudeur* ou un *viol* sur telle personne [2] ; — ou le crime de *castration* sur tel individu [3] ; — ou le crime de *subornation* envers tel témoin [4] ; — d'avoir commis le crime de *pillage* [5] ; — d'avoir fait un *faux serment* [6], — ou un *faux témoignage* [7] ;—d'avoir porté des *coups* ou fait des *blessures* [8] ; — d'avoir *contrefait* ou *altéré* des monnaies [9] ; — etc.

Mais dans la plupart de ces cas, il est préférable de qualifier *en fait*, dès qu'on le peut, soit à l'aide de définitions données ou approuvées par la jurisprudence, — soit d'après des définitions doctrinales ou grammaticales, — soit en employant des termes équipollents empruntés au langage commun, et accessibles à toute intelligence, qui traduisent exactement le texte ou l'expression de la loi, — soit enfin tout simplement par l'exposé très-succinct ou par l'énoncé concis du fait accompli, de manière à le préciser et le spécifier, en y comprenant toutes les circonstances élémentaires dont la loi tient compte pour le qualifier crime. Les jurés ne sont point jurisconsultes; il faut donc, pour ne pas les exposer à s'égarer, les dispenser de toute appréciation juridique, de tout examen et de toute discussion de difficultés ressortant des termes employés ou impliquant un point de droit quelconque à résoudre, et dont la solution ne leur appartient pas, mais est réservée à la Cour d'assises.

[1] *Inf.* n° 655.

[2] *Inf.* n^os^ 653, 654 (attentat à la pudeur), aux notes, n° 697 (viol), à la note.

[3] *Inf.* n° 659, note 2.

[4] Arr. cass. 9 novembre 1815, BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. II, p. 83. — *Inf.* n° 695, note 1.

[5] *Inf.* n° 691.

[6] *Inf.* n° 682.

[7] *Inf.* n° 683.

[8] *Inf.* n° 664.

[9] *Inf.* n° 672, note 2.

De cette façon, l'incrimination n'aura peut-être pas toujours le mérite de la brièveté au même degré que si l'on employait des termes juridiques, ou que si l'on se servait des expressions techniques et compréhensives de la loi ; mais l'essentiel est que l'articulation soit nette, catégorique, complète, parfaitement intelligible, et qu'elle ne se prête à aucune équivoque : le fait étant clairement établi, sûrement compris, aisément apprécié, consciencieusement affirmé, si la conviction du jury se forme en ce sens, la Cour d'assises le qualifiera ensuite en droit, elle en tirera les conséquences pénales, et les attributions respectives du jury et de la Cour auront été maintenues.

Les mêmes observations s'appliquent aux circonstances aggravantes : évitez de les poser par abstraction, autant que possible ; employez de préférence la définition légale, jurisprudentielle ou doctrinale, au lieu du terme défini [1].

La Cour de cassation a décidé, par des arrêts de rejet, que les circonstances de *préméditation*, d'*effraction*, d'*escalade*, peuvent être posées, soit dans les termes mêmes de leur dénomination, soit en énonçant les faits qui les constituent [2] ; d'où il suit qu'il n'y aurait pas danger de nullité à poser ces circonstances en termes abstraits; mais il y aurait dans cette méthode un inconvénient grave contre lequel on se tient prudemment en garde dans la pratique, pour ne pas laisser aux défenseurs l'occasion de discuter devant le jury, dans un but que le zèle de la défense explique, mais ne justifie pas toujours, les questions de droit que ces termes impliquent.

En bonne règle, il ne faut jamais autoriser, encore moins induire les défenseurs à plaider devant le jury des questions de

[1] MORIN, *Rép.*, v° *Quest. au Jury*, n° 30.

[2] BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. II, p. 556. — MORIN, *Rép.*, v° *Quest. au Jury*, n° 30.— DALLOZ, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n° 2463. — *Théorie du Code pén.*, t. V, p. 227. — HÉLIE, t. IX, p. 111, 122. — *Inf.* n° 700, notes 12-14.

La Cour de cassation a jugé aussi que c'est à la Cour d'assises à décider si, des faits reconnus constants par le jury, résulte la circonstance d'escalade. Arr. 27 juin 1828, DALLOZ, 28-1-296. — 22 avril 1830, DALLOZ, 30-1-219.

droit qu'il est inhabile à résoudre, et sur lesquelles il serait exposé à s'égarer. Il est donc plus régulier de décomposer que d'abstraire, et de préférer l'analyse à la synthèse, parce que l'on écarte, par la définition, les discussions périlleuses du droit et les méprises, en conservant l'ordre des compétences.

Définissez donc, avec le Code pénal, la préméditation (art. 297), — le guet-apens (298), — l'effraction (393-396), — l'escalade (397), — la fausse clef (398), — les armes (101), — la clôture (391), — la maison habitée (390).

A défaut d'une définition légale, on pourra employer l'expression la *nuit;* mais il vaut mieux, toutes les fois qu'une équivoque est à craindre, substituer la définition jurisprudentielle et remplacer le terme la *nuit* par cette périphrase : *entre le coucher et le lever du soleil* [1].

On pourra employer la locution *chemin public*, quoiqu'elle implique une question de droit. La Cour de cassation décide à ce sujet que l'on ne peut qualifier question de droit un fait qualifié par la loi, parce que la qualification se confond avec le fait [2]. Il serait dangereux d'appliquer cette doctrine d'une manière générale, car elle conduirait au renversement du principe de la séparation du fait et du droit. Dans l'espèce, il est facile de sauver le principe et d'éluder la confusion ; il suffit de spécifier avec exactitude et précision le *chemin* et l'*endroit du chemin* où le crime aura été commis [3].

En cas d'attentat à la pudeur et de viol, il serait irrégulier d'énoncer que le prévenu avait *autorité* sur la victime (C. pén., art. 333), énonciation qui contient une question de droit, laquelle ne peut être soumise au jury et doit être réservée à la Cour d'assises. Il faudra donc énoncer l'âge de la victime, les relations de fait entre elle et le prévenu, sans s'expliquer sur la question d'autorité, dont l'appréciation est du domaine exclusif des magistrats [4].

Ces exemples suffisent : dans tous les cas analogues, il fau-

[1] *Sup.* nos 37, 135.—*Inf.* no 700, note 8.
[2] Arr. cass. 18 juillet 1844, DALLOZ, 44-1-330.
[3] *Inf.* no 700, note 24.
[4] Arr. cass. 4 avril 1833, DALLOZ, 33-1-208.—3 nov. 1848, DALLOZ, 49-5-94.—20 janvier 1853, DALLOZ, 53-5-30. — *Inf.* no 653, notes 7-9.

drait suivre les mêmes règles, appliquer les mêmes principes.

642. Termes élémentaires, essentiels dans les qualifications. — Il est des termes élémentaires ou renfermant une circonstance constitutive, qu'il faut se garder d'omettre en qualifiant certains crimes, et qui doivent nécessairement alors se trouver dans l'incrimination principale [1].

Tels sont ceux-ci :

Volontairement, dans les inculpations de coups et blessures (C. pén., 309), de violences envers des fonctionnaires ou officiers publics (228-230), de castration (316), d'homicide, de parricide, d'infanticide (295, 299, 300), de bris de scellés (251), d'incendie (434), de destruction d'édifices ou de titres (435-439), d'avortement (317) [2].

Frauduleusement, dans les accusations de faux (C. pén., 145....399), de vol (379), de banqueroute frauduleuse (Code comm., 591, 593), de suppression, substitution ou supposition d'enfant (C. P., 345).

Sciemment ou *avec connaissance,* dans les cas de complicité (C. P., 60, 61, 62), de bigamie, au moins à l'égard de l'officier de l'état civil (340), d'émission de fausse monnaie (132-135), d'usage de faux (148, 151, 163...).

643. Lieu et date du crime, nom de la victime. — Dans toute accusation on doit, autant que possible, indiquer le lieu du crime, parce qu'il est attributif de compétence, et sa date, parce qu'elle justifie que le crime n'est pas prescrit.

[1] HÉLIE, t. IX, p. 75.

[2] La volonté, comme l'intention, est un point de fait à décider par le jury. Mais l'intention se trouve virtuellement comprise dans le mot *coupable*, énoncé dans toute question principale posée au jury ; tandis que, pour la volonté, une déclaration expresse est nécessaire, ainsi que dans les cas où la loi exige positivement la déclaration d'une intention frauduleuse ; par conséquent l'incrimination doit contenir explicitement la volonté quand la loi en fait un élément constitutif de la criminalité. MORIN, *Rép.*, v° *Volonté*, n° 3. — *V.* cependant, en cas de tentative, *Inf.* n° 646, note 4.

Le nom de la victime du crime doit aussi être indiqué, autant que possible, pour la plus grande précision du fait, alors même que l'omission n'entraîne pas nullité.

Je fournirai plus loin quelques explications à cet égard, auxquelles je renvoie pour éviter une redite [1].

644. Des excuses. — J'ai expliqué précédemment [2] que les excuses péremptoires ou justificatives peuvent être appréciées par le juge d'instruction, et qu'elles entraînent un non-lieu à suivre ; que les excuses seulement modificatives et atténuantes ne sont pas du ressort du juge d'instruction, parce qu'elles n'empêchent pas l'existence d'un fait ou d'une infraction à apprécier en jugement, et que ces sortes d'excuses sont réservées pour être posées aux débats, s'il y échet [3].

Il suit de là que ni les ordonnances de transmission, ni les arrêts de renvoi, ne doivent contenir de faits ou de questions d'excuse.

S'il existe dans le procès des excuses péremptoires, il n'y a plus ni crime ni délit, dès lors il n'y a ni mise en prévention, ni mise en accusation : s'il existe des excuses modificatives de la peine, c'est au président de la Cour d'assises qu'il appartient de les soumettre aux jurés, soit d'office, soit sur la demande des accusés ; mais elles ne sont point écrites ou exposées dans les ordonnances ou arrêts qui règlent la procédure ou fixent la compétence, et qui sont seulement des actes d'instruction, non des décisions ayant aucunement à statuer sur le sort des accusés par rapport à l'application définitive de la peine.

SECTION II. — FORMULES DE QUALIFICATION ANNOTÉES.

645. Remarques préliminaires. — Ainsi que je l'ai annoncé, *sup.* n° 630, pour compléter mes observations théoriques sur la qualification des faits constitutifs de crimes dans

[1] *Inf.* n° 646, aux notes. — Morin, *Rép.*, v° *Quest. au Jury*, n° 31. — Hélie, t. IX, p. 76, 77. — Dalloz, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, nos 2770 et suiv.

[2] *Sup.* nos 30, 31, 515.

[3] *Code d'inst. crim.*, art. 339-341.

les ordonnances de mise en prévention ou de transmission, je vais maintenant présenter des formules de qualification sur la plupart des crimes prévus par le Code pénal, c'est-à-dire sur tous ceux qui se commettent ordinairement. Lorsqu'on aura bien compris la théorie de cette matière délicate, et fait une application raisonnée des exemples qui suivent, il sera aisé de préciser légalement la prévention dans tous les cas d'incrimination en dehors de ceux dont je me suis spécialement occupé [1].

Aux formules j'ai ajouté des notes que je me suis efforcé de rendre utiles à consulter [2], mais qui ne sauraient dispenser entièrement de recourir aux ouvrages des criminalistes, aux recueils ou répertoires d'arrêts, et aux Codes annotés, pour connaître parfaitement, dans tous leurs détails, la doctrine et la jurisprudence relativement à chaque crime : un manuel aide à étudier, il ne peut contenir toute la science.

J'ai regardé comme superflu de donner des formules pour la qualification des simples délits, qui demeurent dans le domaine

[1] J'ai laissé à l'écart quelques crimes seulement, dont les Cours d'assises ne sont jamais ou que très-rarement saisies, — que l'on ne voit point figurer d'ordinaire sur les statistiques criminelles, — à l'égard desquels la jurisprudence et la doctrine fournissent peu d'enseignements, — et que prévoient les articles du Code pénal 75..., 86..., 91... (*Crimes contre la sûreté de l'Etat*), — 109... (*Crimes contre l'exercice des droits civiques*), — 114... (*Attentats à la liberté*), — 123... (*Coalitions de fonctionnaires*), — 127..., 183... (*Forfaiture des magistrats de l'ordre administratif ou judiciaire*), — 188... (*Abus d'autorité contre la chose publique*), — 200 — 208 (*Crimes spéciaux imputables à des ministres d'un culte*).

Lorsque de tels crimes se produisent, si l'affaire n'est pas évoquée par la Cour impériale, la procédure est surveillée, avec une sollicitude toute particulière, par le procureur général, qui indique au parquet de première instance dans quel sens il devra formuler ses réquisitoires, ou lui adresse même des qualifications toutes faites et régulières, de sorte que le juge d'instruction n'éprouve pas de difficultés pour la rédaction de son ordonnance de règlement.

[2] Ces notes dépassent parfois ce que semblait exiger l'objet de l'appendice ; mais ce qui excède m'a paru nécessaire, comme complément des autres parties de mon Manuel, à titre d'explications sur des articles du Code pénal auxquels les juges d'instruction ont fréquemment à se reporte dans leur coopération à la poursuite des crimes.

des tribunaux correctionnels : ces tribunaux sont appréciateurs des faits comme du droit, avec latitude plénière. En matière correctionnelle, il suffit, pour être exact, de qualifier les faits avec les termes mêmes de la loi répressive, et de prendre soin de compulser, d'analyser, de citer les textes applicables aux faits imputés, en les envisageant sous tous leurs aspects, avec tous les chefs d'inculpation et toutes les circonstances que l'on doit comprendre dans la poursuite, l'ordonnance de mise en prévention qui saisit le tribunal correctionnel circonscrivant l'inculpation (*Code d'inst. crim.*, art. 182), et par suite fixant les limites dans lesquelles devra se renfermer le jugement.

Cependant, comme il peut arriver, à raison de la connexité (*Code d'inst. crim.*, art. 226, 227, et *sup.* n° 521), que un ou plusieurs délits soient compris dans une ordonnance de mise en prévention pour crime ou de transmission, il faut avoir soin, dans ce cas, de se conformer aux règles que j'ai retracées dans les n°s 524, 631 et suivants, et surtout à cette recommandation essentielle, de qualifier les délits *en fait*, non par abstraction ou en droit (*sup.* n° 641), autant que possible.

Toute ordonnance de mise en prévention doit être motivée (*sup.* n° 524), et quelle que soit la rédaction des motifs, elle tend toujours à constater qu'il existe contre tel prévenu des indices graves ou des charges suffisantes d'avoir commis ou tenté de commettre tel crime, ou d'avoir accompli tels actes constitutifs de complicité. Pour abréger, je commencerai toutes les formules à ces mots : ..... *d'avoir*, etc., qui les relient aux motifs des ordonnances, ou à la déclaration de mise en accusation des arrêts de renvoi devant la Cour d'assises, ou enfin aux questions du président de la Cour d'assises, *tel est-il coupable*...

Je commence par la tentative et la complicité, qui ont un caractère de généralité ; je m'occuperai ensuite, par ordre alphabétique, de chacun des crimes qui doivent successivement être compris dans le cadre que je me suis tracé, et dont on trouvera la nomenclature ci-après, dans la table sommaire.

N. B. Toutes les fois que, dans les formules ou dans les notes (de même que dans le chapitre XXI ci-dessus), le mot ou est

imprimé en caractères italiques (*ou*) devant ou parmi des mots en caractères ordinaires, ou en caractères ordinaires (ou) devant ou parmi des mots en italiques, il indique soit un changement de sujet, soit une variante, c'est-à-dire une articulation, une désignation, une locution, une expression, que l'on peut substituer à une autre précédemment employée. — Lorsque le mot OU est imprimé en caractères semblables à ceux devant ou parmi lesquels il se trouve, il indique une alternative à conserver, parce qu'elle existe dans la loi pénale applicable, mais dont on peut parfois et avec réserve retrancher une partie, selon l'espèce : v. g., n° 646, laquelle tentative... n'a été suspendue ou n'a manqué son effet...; — n° 647, d'avoir provoqué... ou donné des instructions...; d'avoir aidé ou assisté... dans les faits qui ont préparé ou facilité l'action, ou dans ceux qui l'ont consommée ; — n° 653, d'avoir commis un attentat à la pudeur consommé ou tenté avec violence ; — n° 664, d'avoir volontairement porté des coups ou fait des blessures ; — etc. — V. *sup.* n° 639.

646. Tentative [1].

..... d'avoir, à telle époque, en tel endroit [2], tenté de donner la mort à N... [3], *ou* tenté de commettre un homicide volontaire sur la personne de N... [4] (— *ou* tenté de soustraire frauduleusement tels objets *ou* des objets de telle nature appartenant à X..., *ou* au préjudice de X...; — *ou* tenté de commettre un viol sur la nommée Z..., *ou* tenté de faire violence à la nommée Z..., et d'abuser d'elle par copulation charnelle, malgré sa résistance, *ou* contre sa volonté, *ou* sans son consentement [5] ; — etc., etc.) ; — Laquelle tentative, manifestée par un commencement d'exécution [6], n'a été suspendue ou n'a manqué son effet [7] que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur, *ou* du prévenu, *ou* dudit A..., prévenu [8] (— *ou* tentative qui a été manifestée par un commencement d'exécution et n'a été suspendue ou n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur, *ou* du prévenu, *ou* dudit A..., prévenu) ;

D'avoir commis cette tentative, *ou* cette tentative de..., *ou* la

tentative spécifiée ci-dessus, avec telle circonstance..., *ou* 1°... — 2°... — 3°... (*indication des circonstances aggravantes*); — *ou* laquelle tentative, *ou* laquelle tentative de..., a été commise avec telle circonstance..., *ou* 1° ... — 2° ... — 3° ... (*circ. aggr.*) : — *ou* tentative qui a été commise avec telle circonstance..., *ou* 1°... — 2°... —3°... (*circ. aggr.*)[1].

(Code pénal, art. 2 et...—*les articles afférents au crime, qualifié par lui-même ou d'après les circonstances aggravantes*).

(1) Sur les principes généraux de la tentative, V. *Sup.* n^os^ 14-22.—MORIN, *Rép. du dr. crim.*, v° *Tentative*.—DALLOZ, *Rép.*, v° *Tentative*.—DUCHESNE, *Table des arrêts de la Cour de cassation*, v° *Tentative*. — GILBERT, sur art. 2, C. pén. — CHAUVEAU et HÉLIE, *Théor. du Code pén.*, ch. X, t. I, p. 332... (3^e^ édition, exclusivement citée dans cet appendice, au lieu de la 1^re^ édition citée dans les autres parties du Manuel).

(2) Il n'y a pas complexité par cela qu'on a compris dans la question principale le lieu où le fait s'est accompli, pour constater la compétence, et la date du crime ou du délit, pour écarter l'exception de prescription : ce n'est là qu'un point de fait élémentaire du fait principal. Arr. cass., 9 oct. 1851, B. n° 446,—*Journ. du dr. crim.*, t. XXIV, p. 146,—DALL., 51.5.154. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Instr. crim.*, n^os^ 2774 et suiv., 2795. — HÉLIE, *Théor. du Code d'instr. crim.*, t. IX, p. 137.

Au reste, d'après la jurisprudence, s'il convient d'énoncer, autant que possible, le lieu et la date du fait incriminé, ainsi que le nom de la victime, ces indications, qu'il n'est pas toujours possible de se procurer, ne sont point prescrites à peine de nullité. MORIN, *Rép.*, v° *Questions au Jury*, n° 31.—HÉLIE, t. IX, p. 76, 77.—Spécialement, la date n'est pas un élément constitutif du crime, et elle est sans importance quand aucune exception de prescription n'est soulevée. Arr. cass. 26 mars 1846, DALLOZ, 46.4.136.

Mais, toutes les fois que l'on possède ces indications, il convient de les énoncer dans la qualification, qui en devient d'autant plus précise.

Lorsque le jour de la perpétration d'un crime est certain, incontestable, on peut énoncer le quantième exact, positif, v. g. *le 29 septembre 1849*. Lorsqu'il y a le moindre doute, le moindre sujet d'équivoque, il vaut mieux exprimer l'époque du crime dans des termes plus larges., v. g. *dans le cours* de tel mois *ou* de telle année; dans les *premiers* ou les *derniers jours* de tel mois *ou* de telle année; dans le *printemps* de telle année; *de telle époque à telle époque* : locutions qui ont toutes été consacrées comme suffisantes. Arr. cass. 30 décembre 1830, B. n° 258, — DALL. 31.1.53.—1^er^ février 1839, DALL. 39.1.378.—8 août 1840, DALL. 40.1.434, etc.

Dans le cas d'impossibilité ou d'extrême difficulté de préciser ni la date

ni l'époque, on se sert de cette énonciation, *depuis moins de dix ans*, si le fait principal constitue un crime par lui-même, indépendamment de toute circonstance aggravante, et même si le fait principal qui, indépendamment des circonstances aggravantes, ne constituerait qu'un délit, a été commis depuis *plus de trois ans*. Arr. cass. 9 octobre 1851, *Journ. du dr. crim.*, t. XXIV, p. 146.—Lorsque le fait principal, à part les circonstances aggravantes, ne constitue qu'un délit, et n'a été commis que depuis *moins de trois ans* avant le commencement des poursuites, on n'énoncera pas que ce fait a été commis depuis *moins de dix ans*, mais bien depuis *moins de trois ans*, pour que l'exception de prescription puisse encore être écartée, si le jury éliminait les circonstances aggravantes. Arr. cass. 19 mars 1846, B. n° 74. — Hélie, t. IX, p. 113.

Le lieu du crime est ordinairement indiqué pour constater la compétence et pour préciser le fait plus complétement. Mais cette indication, qui peut être utile, n'est point indispensable, au moins en général, parce que le lieu du crime pourrait n'être pas exactement connu. Dalloz, *Rép.*, v° *Instr. crim.*, n^os^ 2780 et suiv.

Il y aurait nécessité d'indiquer le lieu, si le prévenu prétendait que le crime a été commis à l'étranger, ou relativement aux circonstances aggravantes résultant du lieu. Hélie, t. IX, p. 77. La même nécessité existe dans les cas où la loi ne punit un fait qu'autant qu'il a été commis *en France* et s'en explique formellement, comme dans l'art. 134 du Code pénal, relativement à la contrefaçon ou altération des monnaies étrangères.

On énonce ainsi le lieu ordinairement : en la ville, le bourg, la commune de..., *ou* en tel endroit de telle commune..., *ou* simplement en tel endroit, si ce lieu a une certaine importance et quelque notoriété, v. g. s'il est un chef-lieu de commune. Il n'est pas nécessaire d'indiquer l'arrondissement ou le département, si ce n'est au cas de similitude de nom entre diverses localités appartenant à des circonscriptions différentes, ou dans le cas d'émission de fausse monnaie. V. *Inf.* n° 672, notes 15, 16.

Lorsqu'il y a plusieurs articulations pour des faits divers et distincts qui se sont accomplis dans le même lieu et le même temps, on peut, pour simplifier, se borner à dire, dès la deuxième incrimination : ...d'avoir, *dans le même temps* ou *à la même époque* et *dans le même lieu*...

(3) Le nom de la victime doit toujours être indiqué, autant que possible, quoique son omission n'emporte pas nullité, v. g. en cas de vol, où il est possible que l'on ne connaisse pas la personne volée. Arr. cass. 6 février 1840, *Journ. crim.*, t. XII, p. 292. — Morin, *Rép.*, v° *Quest. au Jury*, n° 31.

En cas de vol ou d'incendie, il suffirait de dire que l'objet volé ou la maison incendiée appartenait *à autrui*. C. P., 379, 434. — Arr. cass. 6 juin 1845, B. n° 191. — *Inf.* n^os^ 685, 700. — Hélie, t. IX, p. 78.

Mais quand l'âge ou la qualité de la victime d'un crime peut servir de base, soit à la qualification, soit à l'application de la peine, il est indispensable que la victime soit nommée, selon M. Hélie, t. IX, p. 78.—Je croi

que, même dans ce cas, l'omission du nom de la victime n'emporterait pas nécessairement nullité ; mais alors, comme toutes les fois que la victime est connue, il y a plus de précision dans le fait et conséquemment convenance et utilité à dénommer la victime.

(4) Tenter, c'est essayer, entreprendre, s'efforcer d'accomplir une action; dès lors, la tentative implique virtuellement l'intention, la volonté, et exclut la nécessité de les exprimer, même à l'égard des crimes où la volonté est constitutive (*Sup.* n° 642) : on imputera donc régulièrement d'avoir tenté de donner la mort, sans ajouter *volontairement*, ce qui produirait une redondance ou une pléonasme. Le mot *volonté* se trouve d'ailleurs dans les termes caractéristiques de la tentative punissable ; il n'est pas nécessaire qu'il soit énoncé dans le commencement de la qualification, puisqu'il y est formellement contenu à la fin. La Cour de cassation a jugé en ce sens par arrêts des 25 octobre 1826, DALL., 27.1.12,—21 novembre 1850, DALL., 50-5-115, et 14 mars 1861, B. n° 55,—DALL., 61-5-255. — V. encore Arr. cass. 13 juillet 1843 cité *Inf.*, n° 699, note 8. — Cependant, on préfère généralement poser le mot *volontairement* dans l'incrimination, lorsque la volonté est un élément constitutif, au risque d'une superfluité, *quod abundat, non vitiat* : MORIN, *Rép.*, v° *Volonté*, n° 3, en donne formellement le conseil.

(5) V. *Inf.* n^os^ 689, 697, 700 et les notes.

Une règle commune à toutes les imputations de tentative, c'est que l'articulation de la tentative d'un crime doit contenir tous les éléments constitutifs de ce crime, comme s'il s'agissait de l'imputation de ce même crime accompli ou consommé.

Cette observation me dispensera de donner des formules de tentative pour chacun des crimes dont j'ai à m'occuper dans cet appendice ; je m'en abstiendrai donc généralement, et à moins que quelque circonstance spéciale ne m'y détermine, dans des cas particuliers.

(6) La loi n'a pas défini le commencement d'exécution, et en a confié l'appréciation à la conscience des jurés.—L'escalade et l'effraction pratiquées dans le but de commettre un vol, constituent un commencement d'exécution, qui forme l'un des éléments de la tentative criminelle. Arr. cass. 11 juin 1812, B. n° 77.—28 juillet 1826, B. n° 145, — DALL. 26.1.432. — 10 décembre 1842, B. n° 323.—MORIN, *Rép.*, v° *Tentative*, n° 7.—*Théor. du C. pén.*, t. I, p. 359. — *Sup.* n° 16, aux notes. —BLANCHE, *Première Étude sur le Code pénal*, p. 16, 17, 21, 27, fournit des exemples de commencement d'exécution en cas de faux, d'avortement, de meurtre, de faux témoignage.

Le commencement d'exécution peut être exprimé en termes équipollents, v. g. en tirant un coup de fusil sur une personne, d'après un arr. cass. du 22 août 1811. Mais cette jurisprudence est aujourd'hui abandonnée,

selon les auteurs de la *Théorie du Code pénal*, t. I, p. 364, et HÉLIE, t. IX, p. 81, qui cite un arrêt du 23 juin 1827. Il est préférable, en effet, de se servir des termes mêmes de l'art. 2 du Code pénal; on évite par là des équivoques et des discussions qui pourraient égarer le jury.—BLANCHE, *l. c.*, p. 35.

(7) L'omission des mots *n'a été suspendue*, n'entraîne pas nullité, pourvu que l'on ait conservé les mots *n'a manqué son effet...*, ou réciproquement, à cause de l'alternative que contient l'art. 2 du Code pénal. Arr. cass. 10 juillet et 28 août 1845, B. n° 228,—DALL.45-4-125-126.—BLANCHE, *l. c.*, p. 28.

Mais il ne suffit pas d'énoncer que la tentative *a été suspendue* ou *a manqué son effet* par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur; il faut exprimer qu'elle *n'a été suspendue* ou qu'elle *n'a manqué son effet que* par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur. Arr. cass. 1er sept. 1853, B. n° 441, — DALL.53-1-270. — BLANCHE, *l. c.*, p. 29.

(8) Les circonstances énoncées dans l'art. 2 du Code pénal sont constitutives de la criminalité de la tentative et doivent, par conséquent, de toute nécessité, être comprises dans l'articulation de la tentative. Arr. cass. 15 avril 1824, B. n° 50,—DALL.24-1-254.—23 septembre 1825, B. n° 189,—DALL.26-1-40.—23 juin 1827, B. n° 153,—DALL.27-1-487.—15 septembre 1837, B. n° 275.—11 avril 1840, B. n° 111.—Toutes ces circonstances constitutives de la tentative doivent être réunies dans un seul contexte avec l'articulation du crime tenté, parce qu'elles feront l'objet d'une seule question au jury, sans complexité. Arr. cass. 6 avril 1838, DALL.38-1-458.—3 juin 1847, DALL.47-4-144.—23 avril 1846, B. n° 99.—8 septembre 1853, B. n° 450,—DALL.53-5-135. — HÉLIE, t. IX, p. 80.—DALLOZ, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n° 2819.— BLANCHE, *l. c.*, p. 30, 36.— *Sup.* n° 636.

La règle que toutes les circonstances de la tentative doivent être exprimées, admet cependant une exception dans le cas d'attentat à la pudeur : on peut imputer un attentat de cette nature, *consommé ou tenté*, sans énoncer que la tentative a été manifestée par un commencement d'exécution, etc. —HÉLIE, t. IX, p. 81. — *Sup.* n°s 16, 639.—*Inf.* n°s 653, 654.—J'estime qu'il en est de même en cas de faux témoignage *fait ou tenté*, dans une accusation de subornation. *Inf.* n° 695, note 6.

Il faut poser deux questions de tentative de crime, si cette tentative a eu pour objet deux personnes. Arr. cass. 15 mai 1840, B. n° 133, affaire Sigaloli.

Cependant cet arrêt ne peut pas faire règle d'une manière absolue. Il a été jugé qu'un individu peut être accusé cumulativement d'homicide sur plusieurs personnes à la fois, *Sup.* n° 637.—DALLOZ, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n° 2847; et l'on conçoit, en effet, qu'on ait pu, par un seul acte, donner la mort à plusieurs personnes réunies : il n'y aurait pas de raison de di-

viser l'imputation de la tentative, quand on peut ne pas diviser l'imputation du crime consommé en pareille occurrence; le crime ou la tentative a porté alors non sur des personnes séparées, mais contre un groupe ou une collection de personnes, contre un être collectif.

Au surplus, il n'y a jamais irrégularité à diviser les articulations qui comprennent plusieurs faits ou plusieurs personnes; et dans le doute, il vaut mieux séparer les imputations que les réunir. V. *sup.* n° 637.

(9) Les circonstances aggravantes sont exposées successivement et séparément, à la suite d'une imputation de tentative, comme à la suite de l'imputation d'un crime consommé, suivant l'espèce.

Règle générale : Lorsqu'il y a plusieurs co-auteurs d'un crime ou d'une tentative, au lieu d'articuler les circonstances aggravantes en cette forme : *d'avoir commis ce crime* ou *cette tentative* avec telles circonstances..., il est préférable d'employer cette locution : *lequel crime a été commis ou laquelle tentative a été commise* avec telles circonstances... — *V.* mes observations à cet égard, *infr.* n° 700, note 7.

J'ai indiqué deux manières de terminer la question principale de tentative : *laquelle tentative...* ou *tentative qui...*; j'ai répété cette double locution dans la position des circonstances aggravantes. Ainsi, on pourra choisir l'une ou l'autre, de façon à éviter la répétition des mêmes termes ou l'uniformité, et à se servir, pour les circonstances aggravantes, d'une forme autre que celle que l'on aura adoptée pour la qualification du fait principal; en sorte que si l'on avait écrit d'abord *laquelle tentative...*, on écrira ensuite *tentative qui...*, ou réciproquement.

647. Complicité [1].

Provocation. — Instructions. — ... d'avoir [2], par dons, — promesses, — menaces, — abus d'autorité ou de pouvoir, — machinations, — ou artifices coupables (selon l'espèce), provoqué à l'action imputée à N... (*ou* à l'action spécifiée ci-dessus, s'il n'y a qu'un chef principal d'accusation, *ou* à telle action imputée à N..., *ou* spécifiée dans tel numéro des incriminations ci-dessus, s'il y en a plusieurs); ou d'avoir donné des instructions pour commettre cette action [3] (Code pén., 60).

— N. B. On supprimerait cette dernière partie, s'il y avait seulement des *provocations;* on la substituerait à la première, s'il n'y avait que des *instructions;* — en tout cas, on pourrait faire une articulation pour les *provocations*, une autre pour les *instructions*.

(*V.* à la note **3**, *qualifications pour le cas où le complice est seul en cause.*)

Ou... d'avoir, par dons, — promesses, — menaces, — abus d'autorité ou de pouvoir, — machinations, — ou artifices coupables (selon l'espèce) provoqué N... à commettre l'action qui est imputée audit N..., *ou* l'action spécifiée ci-dessus..., ou d'avoir donné audit N... des instructions pour commettre cette action (C. P., 60).

— *V.* l'observation mise à la suite de la formule précédente.

Moyens procurés. — ..... d'avoir procuré des armes, — des instruments, — ou tous autres moyens (selon l'espèce), qui ont servi à l'action imputée à N..., *ou* spécifiée ci-dessus, sachant qu'ils devaient y servir [4] (C. P., 60).

Aide et assistance. — ..... d'avoir, avec connaissance, aidé ou assisté N... (*ou* N... et N...) dans les faits qui ont préparé, facilité ou consommé l'action qui lui (*ou* leur) est imputée (*ou* l'action ci-dessus spécifiée).

Ou... d'avoir, avec connaissance, aidé ou assisté l'auteur (*ou* les auteurs) de l'action ci-dessus spécifiée, dans les faits qui l'ont préparée ou facilitée, ou dans ceux qui l'ont consommée [5] (C. P., 60).

Asile fourni à des malfaiteurs. — ..... d'avoir, en tel endroit, à telle époque, fourni habituellement logement, lieu de retraite ou de réunion à N... et N..., malfaiteurs dont il connaissait la conduite criminelle, et qui sont prévenus d'avoir commis l'action ci-dessus spécifiée (*ou* telle action), — *ou* qui ont été déclarés coupables d'avoir commis tels crimes ou tels délits [6] (C. P., 61).

Recel en général. — ..... d'avoir recélé sciemment tout ou partie des choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide de l'action imputée à N..., *ou* spécifiée ci-dessus [7] (C. P., 62).

Recel dans un cas spécial. — ..... d'avoir sciemment recélé tout ou partie des choses enlevées, détournées ou obte-

nues à l'aide de l'action imputée à N... et spécifiée ci-dessus, sachant [8], au temps du recélé, que cette action avait été commise aves telle circonstance..., *ou* avec les circonstances suivantes, 1°..., — 2°..., — 3°... (C. P., 63).

Ou plutôt ..... d'avoir sciemment recélé tout ou partie des choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide de l'action imputée à N..., et spécifiée ci-dessus (C. P., 62);

Alors qu'il... *ou* que le prévenu X... (c'est-à-dire le recéleur) savait *ou* avait connaissance, au temps du recélé, que l'action d'où provenaient les choses recélées avait été commise avec telle circonstance...—*ou* avec les circonstances suivantes, 1°... —2°..., — 3°... (C. P., 63).

Articulation collective. — Recel à part. — ... d'avoir participé à l'action imputée à N..., et spécifiée ci-dessus,

1° Soit en provoquant à cette action par dons, — promesses, menaces, — abus d'autorité ou de pouvoir, — machinations, — ou artifices coupables (selon l'espèce); ou en donnant des instructions pour la commettre; — soit en procurant des armes, des instruments, ou tout autre moyen qui a servi à l'action, sachant qu'ils devaient y servir; — soit en aidant ou assistant avec connaissance l'auteur *ou* les auteurs de l'action dans les faits qui l'ont préparée ou facilitée, ou dans ceux qui l'ont consommée [9] (C. P., 60).

2° Soit en recélant sciemment tout ou partie des choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide de ladite action (C. P., 62).—V. *inf.* note 9.

Circ. agg. à ajouter, s'il y a lieu, résultant de la connaissance, au moment du recélé, des circonstances aggravantes de l'action d'où provenaient les choses recélées. V. *sup.* (C.P., 63).

(1) Sur les principes généraux de la complicité, V. *sup.* n^os^ 26–28. — MORIN, *Rép.*, v° *Complicité*. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Complice-complicité*. — DUCHESNE, *Table des arr. cass.*, v° *Complicité*.—GILBERT, sur les art. 59 et suiv. du Code pénal.—*Théorie du Code pénal*, ch. XI, t. I, p. 376.

(2) La complicité n'étant qu'un fait accessoire, le lieu et la date sont généralement indifférents. V. note 3 ci-après.

On qualifie souvent de cette façon : *de s'être rendu complice...* ou *de s'être rendu coupable de complicité..., en faisant telle chose...*, et cette locution a été approuvée, ou du moins il a été déclaré qu'elle n'était pas une cause de nullité et de cassation. Arr. cass. 25 fév. 1843, B. nº 46. — 26 avr. 1854, B. nº 97.—Hélie, t. IX, p. 112.

Mais ce mode de qualification implique une question de droit du ressort de la Cour et qu'il n'appartient pas aux jurés de résoudre. V. *sup*. nº 641. Il me semble donc plus exact, et dès lors nécessairement préférable, de se borner à poser les faits constitutifs de la complicité, sans leur donner, par anticipation, leur qualification légale. Je citerai tout à l'heure un arrêt en ce sens. (V. au deuxième alinéa ci-après).

Les co-auteurs d'un crime ne sont pas seulement des complices, à proprement parler, au moins dans le sens des art. 59 et suivants du Code pénal; ils sont des auteurs principaux. Aussi, les éléments de la complicité légale n'ont pas besoin d'être exprimés relativement aux co-auteurs. Arr. cass. 31 juill. 1818, B. nº 112. — 19 janv. 1821, B. nº 15. — 8 avr. 1826, B. nº 67. — 29 mars 1827, B. nº 66. — 11 sept. 1851, B. nº 382. — 22 janv. 1852, B. nº 28.—30 déc. 1853, B. nº 611.—3 juill. 1856, B. nº 242.

Mais relativement aux complices selon les termes des art. 60, 61, 62, Cod. pén., il faut toujours soumettre au jury tous les éléments de la complicité imputée spécialement, *en fait*, sauf à la Cour à déclarer la complicité *en droit*. Arr. cass. 13 oct. 1832, B. nº 694. — Gilbert, sur l'art. 337 du Code d'instruction, nºs 39 et suiv.—Hélie, t. IX, p. 84.

Il doit y avoir, envers chaque complice, autant d'articulations de complicité qu'il y a de faits principaux auxquels se rapporte la complicité. Arr. cass. 27 oct. 1815, B. nº 60. — 24 avr. 1840, Dalloz, 40-1-44.— 20 juin 1844, B. nº 314.—*Sup*. nº 638.

(3) Lorsque l'auteur principal et le complice sont compris dans la même poursuite et jugés simultanément, il y a une articulation posée relativement à l'accusé principal, tant sur les circonstances constitutives du crime que sur les circonstances aggravantes; on peut s'y référer pour le tout, en ce qui concerne le complice, comme je l'indique dans les formules ci-dessus, sans avoir besoin de reproduire la date, le lieu, les circonstances constitutives du crime, ni les circonstances aggravantes, si ce n'est au cas de l'art. 63 du Code pénal. Arr. cass. 19 janv. 1838, B. nº 18,—Dalloz, 38-1-440.—19 déc. 1839, B. nº 384.— 25 fév. 1843, B. nº 46.— 29 janv. 1852, B. nº 42. — 24 sept. 1852, B. nº 330. — Hélie, t. IX, p. 82, 112. — *Sup*. nº 638.

Mais, si l'auteur de l'action n'est pas en cause, il faut détailler le fait incriminé dans l'articulation relative au complice et y ajouter successivement et séparément les circonstances aggravantes, qui existeraient, comme on le ferait pour l'auteur principal,—sans négliger de comprendre dans l'articulation principale contre le complice, en même temps que les faits constitutifs du crime, les éléments légaux de la complicité. Arr. cass. 26 déc. 1834, Dalloz, 35-1-144. — 7 sept. 1850, 26 juin et 24 juill. 1851,

29 janv. 1852, DALLOZ, *Rép.* v° *Inst. crim.*, n^os^ 2869, 2871.—31 août 1854, B. n° 272.—HÉLIE, t. IX, p. 113.

Dans ce dernier cas, si le fait incriminé était, par exemple, un assassinat, on formulerait ainsi la prévention à l'égard du complice par aide et assistance, seul en cause :

« ... d'avoir, avec connaissance, aidé et assisté dans les faits qui ont préparé, facilité ou consommé l'action,—l'auteur (ou N... auteur) de l'homicide volontaire commis à telle époque, en tel endroit, sur la personne de X... ;

« Lequel homicide volontaire a été commis :

1° Avec la circonstance que l'auteur du crime avait, avant l'action, formé le dessein d'attenter à la personne de X... ;

2° Avec cette circonstance que l'auteur du crime avait attendu X..., pendant plus ou moins de temps, en un ou divers lieux, pour lui donner la mort... »

—Supposez qu'il s'agît d'un vol d'argent commis sur un chemin public, d'après les instructions données par le complice, on formulerait ainsi la prévention contre le complice, seul en cause :

« ...D'avoir donné des instructions à N..., pour commettre la soustraction frauduleuse d'une somme d'argent appartenant à X... ; soustraction frauduleuse que N... a commise (*ou* aurait commise, *ou* a été accusé d'avoir commise, — selon que l'auteur principal a été condamné ou n'a pas été poursuivi, v. g. parce qu'il est décédé, ou a été acquitté pour une cause personnelle, indépendante de l'existence du fait), à telle époque, en tel endroit, au préjudice dudit X...

« Laquelle soustraction frauduleuse a été commise,

1° Sur un chemin public (*ou, ce qui vaut mieux*, sur tel point *ou* à tel endroit de tel chemin ou de telle route spécifiés en fait. — V. *sup.* n° 641. —*Inf.* n° 700, formules et note 24) ;

2° Pendant la nuit ;

3° A l'aide de violence. »

La complicité criminelle ne peut se constituer que par les faits qu'a déterminés le Code pénal ; il faut que le jury soit questionné et qu'il s'explique sur ces faits. Arr. cass. 2 juillet 1813, B. n° 146. — 28 juin 1816, B. n° 36. — D'où résulte la nécessité d'indiquer, dans l'incrimination, en quoi a consisté la complicité.

Il n'est pas nécessaire que toutes les circonstances énumérées dans le § 1 de l'art. 60, C. P., soient réunies pour constituer une complicité criminelle : v. g. le fait seul d'avoir donné des *instructions* suffirait, car les instructions données pour commettre le crime offrent par elles-mêmes le caractère légal de complicité. Arr. cass. 27 octobre 1815, B. n° 60. — 23 mai 1844, B. n° 179. — 21 août 1845, B. n° 264. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Complice*, n^os^ 105, 107.

Il n'est pas nécessaire d'exprimer que les instructions ont été données *frauduleusement*. Arr. cass. 21 août 1845, B. n° 264.—DALLOZ, *l. c.*, n° 107.

Une simple *provocation*, sans aucune des circonstances déterminées par la loi, ne constitue pas la complicité. Arr. cass. 3 septembre 1812, B. nº 200.—16 mars 1826, B. nº 50.—14 octobre 1825, DALLOZ, 26-1-73.—18 septembre 1840, DALLOZ, 40-1-442, — *Journ. cr.*, t. XIII, p. 107. — DALLOZ, *Rép.*, vº *Complice*, nos 112 et suiv.—*Sup.* nº 27.

Celui qui, sous forme de pari, s'engage à donner à un autre une somme d'argent pour le cas où celui-ci commettrait une action qualifiée délit, doit être réputé complice de ce délit, pour avoir provoqué à le commettre par *dons* ou *promesses*. Arr. cass. 28 novembre 1856, B. nº 377. — DALLOZ, 57-1-28.

L'*abus d'autorité* ou *de pouvoir* n'a pas été défini par l'art. 60 C. P. d'où il faut conclure que la loi s'en rapporte à l'appréciation du jury.

L'art. 60 C. P. n'exige point que les *menaces* soient faites sous condition selon les termes des art. 305, 306 : il suffit qu'elles se rapportent à un crime exécuté ou tenté.

Le mot *machinations* présente par lui-même une prévention suffisante de culpabilité. Arr. cass. 15 mars 1816, 19 octobre 1832, DALLOZ, *Rép.*, vº *Complice*, nº 106.

Les *artifices* doivent être déclarés *coupables*. Arr. cass. 27 oct. 1815, B. nº 60,—DALLOZ, *l. c.*, nº 105. — L'appréciation de la criminalité des artifices appartient au jury et doit lui être soumise. Arr. cass. 17 juillet 1835, B. nº 297.

(4) On peut dire des armes, des instruments ou des moyens, d'une manière indéterminée, dans les termes mêmes de l'art. 60, § 2, C. P., ou spécifier les objets et les moyens procurés.

Quant aux *armes*, il ne convient d'employer ce terme qu'autant qu'il s'applique à des armes proprement dites ou à des objets qui reçoivent cette dénomination dans le langage commun, v. g. un fusil, une carabine, un pistolet, un sabre, une épée, un poignard, un stylet... Il vaut mieux désigner l'objet réputé arme par la loi ou la jurisprudence, à raison de l'usage qui en a été fait pour menacer, blesser ou frapper, quand cet objet n'est pas une arme par sa nature et dans l'acception ordinaire du mot, et ne devient une arme que par occasion et par extension de dénomination, v. g. un couteau de poche, des ciseaux, une canne ou un bâton, une fourche, une faux, des pierres... V. *Sup.*, nos 39, 641.—*Inf.* nº 692, note 6; nº 700, notes 19-20.

Il suffit qu'on ait procuré soit des armes, soit des instruments, soit tout autre moyen qui aura servi au crime : on peut s'en tenir à l'un de ces éléments de la complicité en le précisant, ou les réunir soit cumulativement, soit alternativement.

On comprend du reste qu'une seule arme, un seul instrument, un seul moyen procuré, et ayant servi à l'action, constituerait la complicité de celui qui aurait procuré sciemment ce secours à l'auteur du fait délictueux.

Le fait d'avoir fourni des instruments *pour commettre* le crime, implique nécessairement la connaissance du crime. Arr. cass. 2 juin 1832, B. n° 200, — DALLOZ, 32-1-336.—Mais, les circonstances de connaissance étant constitutives, il convient, pour prévenir toute équivoque, d'employer les termes de la loi *sachant qu'ils devaient y servir* (au crime), il ne suffirait pas de dire *qu'ils pouvaient y servir*... Arr. cass. 18 mai 1844, B. n° 175,—DALLOZ, 45-1-18.—*Sup.* n° 27.

(5) La circonstance d'avoir aidé et assisté *avec connaissance*, est constitutive et essentielle. Arr. cass. 2 juin 1832, B. n° 200.—4 janvier 1839, B. n° 5. — 13 juillet 1843, B. n° 175.—24 juillet et 14 octobre 1847, B. n°s 160, 265. — Mais les mots *avec connaissance* ne sont pas sacramentels. Arr. cass. 13 août 1835, B. n° 318. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Complice*, n°s 133 et suiv.

Il est inutile (ou du moins il n'est pas indispensable) de spécifier en quoi a consisté l'aide ou l'assistance. Arr. cass. 16 juin 1827, DALLOZ, 27-1-421.—2 juin 1832, DALLOZ, 32-1-336.—5 mars 1841, B. n° 55, — DALLOZ, 41-1-403. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Complice*, n°s 126 et suiv.; v° *Inst. crim.*, n° 2823.

Quant à la complicité en cas de viol ou d'attentat à la pudeur, par aide ou assistance, la *connaissance* ne pouvant pas ne pas exister, elle n'aurait pas besoin d'être exprimée : les complices sont alors co-auteurs. Arr. cass. 18 mai 1815, DALLOZ, *Rép.*, v° *Attentat aux mœurs*, n° 67. — 31 juillet 1818, BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. II, p. 62, 312. — *Théorie du C. P.*, t. IV, p. 256, 257.—*Inf.* n° 653, note 13.—En effet, l'art. 333 C. P. n'exige pas formellement, comme l'art. 60, cette énonciation de la connaissance : cependant, comme il n'y a aucun inconvénient à l'exprimer, et qu'il pourrait paraître douteux, dans certains cas au moins, que le complice par aide et assistance pût être considéré comme co-auteur, il semble plus prudent d'articuler que le complice a, selon l'espèce, aidé et assisté *avec connaissance* l'auteur principal, dans les faits qui ont préparé, facilité ou consommé le crime de viol ou d'attentat à la pudeur.

On peut être complice d'un vol par aide et assistance et par recel tout à la fois. Arr. cass. 26 juin 1852, B. n° 214. — En cas de concours de ces deux éléments de complicité, il faudrait les articuler séparément, *V.* ci-après, note 9.

(6) Les recéleurs étant punis de la même peine que les malfaiteurs, il faut que ces derniers soient dénommés dans l'incrimination de complicité, et qu'ils aient encouru des condamnations pour crimes ou pour délits. Arr. cass. 9 juillet 1841, B. n° 205, — DALLOZ, *Rép.*, v° *Complice*, n° 202. — 15 octobre 1853, B. n° 515,—DALLOZ, 54-1-85.

Pour le cas où les malfaiteurs ne seraient pas en cause avec les complices, il y aurait lieu de modifier la formule de complicité selon la note 3 ci-dessus.

(7) Le mot *sciemment* ou l'équivalent est indispensable, comme exprimant une circonstance constitutive. Arr. cass. 7 avril 1827, B. n° 79,—Dalloz, 27-1-408.—14 septembre 1832, B. n° 346,—Dalloz, 32-1-412,—*Journ. cr.*, t. IV, p. 221. — 12 janvier 1833, B. n° 12. — Dalloz, 33-1-152.—13 août 1835, B. n° 318. — 4 janvier 1839, B. n° 8,—Dalloz, 40-1-335.—Dalloz, *Rép.*, v° *Complice*, n^os^ 222 et suiv.

(8) La connaissance de l'existence de circonstances aggravantes est ordinairement inutile pour constituer la complicité, et pour faire appliquer au complice la même peine qu'à l'auteur principal, d'après les art. 59, 60, 61, 62 C. P. Arr. cass. 26 décembre 1812, B. n° 274. — 18 juin 1829, B. n° 135. — 9 juillet 1846, B. n^os^ 178, 179. — 14 juillet 1837, Dalloz, 38-1-466. — 19 janvier 1838, B. n° 18, — Dalloz, *Rép.*, v° *Complice*, n° 40.—29 novembre 1839, B. n° 368.—15 septembre 1843, B. n° 245.—17 septembre 1846, B. n° 252. — Bourguignon, *Jurisp.*, t. III, p. 65.—Dalloz, *Rép.*, v° *Complice*, n^os^ 37 et suiv., 243 et suiv.

Mais, dans le cas *spécial* et *unique* de complicité par recélé, lorsque le crime emporte la peine de *mort*, des travaux forcés à *perpétuité*, ou de la *déportation*, contre l'auteur principal, l'art. 63 C. P. n'assujettit le complice à la même peine qu'autant qu'il est constaté que *le complice avait connaissance* des circonstances aggravantes du fait incriminé, qui déterminent l'application de l'une des trois peines précitées. Arr. cass. 20 avril 1820, B. n° 53. — 22 décembre 1836, B. n° 396,—Dalloz, *Rép.*, v° *Complice*, n° 250. — A défaut de l'énonciation de cette connaissance dans les cas prévus par l'art. 63 (exclusivement), l'articulation serait incomplète, en ce sens qu'elle ne saurait entraîner contre le complice toute la peine qu'il aurait encourue si cette connaissance avait été déclarée par le jury. Arr. cass. 12 octobre 1849, B. n° 274, — Dalloz, 49-5-60. — Bourguignon, *Jurisp.*, t. III, p. 68-70.—Hélie, t. IX, p. 113.—Dalloz, *Rép.*, v° *Complice*, n^os^ 245 et suiv.

J'ai dit que l'art. 63 C. P. est applicable uniquement et exclusivement au cas de recel : il ne le serait point aux autres modes de complicité et ne peut être étendu à d'autres hypothèses, v. g. en cas d'*aide* et *assistance*. Arr. cass. 22 août 1817, B. n° 77. — 6 janvier 1854, B. n° 1, — Dalloz, 54-1-84; ni en cas de *moyens procurés*. Arr. cass. 17 septembre 1840, B. n° 276.—Dalloz, *Rép.*, v° *Complice*, n° 253.

J'incline à penser qu'il n'y aurait pas vice de complexité à comprendre dans un seul contexte l'imputation de recel et l'énonciation de la connaissance des circonstances aggravantes du crime : j'ai donné une formule dans ce sens.

Mais ce procédé aurait un très-grave inconvénient, parce que les jurés devraient alors répondre négativement, si la connaissance des circonstances aggravantes ne leur paraissait pas démontrée, quoique le recel leur parût certain.

Il vaut donc mieux suivre la seconde formule que je donne sur l'art. 63 C. P. combiné avec l'art. 62, de manière à laisser au jury toute

latitude pour manifester sa conviction sous un double rapport; en sorte qu'il puisse constater le recel, qui emportera une peine, alors même que la question de connaissance des circonstances aggravantes aurait été résolue négativement; peine moins grave que si les deux questions étaient répondues également par l'affirmative.

Telle est aussi l'opinion de M. HÉLIE, qui a écrit dans son t. IX, p. 113, qu'il y a lieu de poser dans ce cas, *à côté* de la question de complicité, une question particulière pour demander si le complice par recélé a eu, à l'époque du recélé, connaissance des circonstances aggravantes.

(9) Il est permis d'imputer tous les cas de complicité énumérés dans l'art. 60 du Code pénal, sans spécifier ceux qui sont applicables à la cause. Arr. cass. 16 avril 1842, DALLOZ, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n° 2822.—21 août 1845, B. n° 264. —22 juillet 1847, B. n° 158, — DALLOZ, 47-4-139. — Mais il vaut mieux préciser, toutes les fois qu'on le peut, et ne pas comprendre inutilement dans l'incrimination des éléments de complicité parasites, ou des modes de complicité dont le complice n'a pas fait usage; ce serait allonger la question en pure perte, la compliquer aux risques d'embarrasser les jurés : si un moyen nouveau de complicité se révèle aux débats, et a quelque importance, le président ne manquera pas de le relever.

On peut comprendre dans une seule articulation, sous forme alternative, toutes les circonstances constitutives de la complicité énoncées dans l'art. 60 du Code pénal. Arr. cass. 19 décembre 1839, B. n° 384. — 30 septembre 1842, B. n° 253. — 21 août 1845, B. n° 264. — 22 juillet 1847, DALLOZ, 47-4-139.—6 avril 1854, B. n° 97.

Mais il faut articuler séparément et isolément le *recel*, élément spécial de complicité. Arr. cass. 4 juillet 1844, B. n° 252. — 22 juillet 1847, DALLOZ, 47-4-139. — 23 novembre 1848, B. n° 285. — 19 avril 1860, DALLOZ, 60-1-243.—*Sup.* n° 639, *in fine*.

— Je termine ces notes sur la complicité par une *remarque générale* : Lorsque le fait du concours ou de la réunion de deux ou plusieurs personnes pour la perpétration d'un crime, en un mot de la pluralité des agents, est une circonstance aggravante, on ne compte que les *co-auteurs par complicité*, selon l'expression des criminalistes, c'est-à-dire ceux qui ont prêté sciemment leur concours, leur aide ou assistance par un fait intrinsèque, dans l'action même, dans l'exécution du crime, à laquelle ils ont participé activement, soit en mettant la main à l'œuvre, soit au moins par leur présence sur les lieux, et en coopérant d'une façon quelconque à l'accomplissement du méfait.— Mais on ne compte pas les *simples complices*, qui ont seulement provoqué à l'action, qui ont donné des instructions ou procuré des moyens pour la commettre, et n'ont prêté aide et assistance que dans les faits extrinsèques qui ont préparé, facilité ou consommé l'action, c'est-à-dire dans les faits antérieurs ou postérieurs à l'exécution même du crime : tels seraient ceux qui se seraient bornés à éloigner un obstacle, v. g. en occupant ailleurs la personne dont un voleur

exploite le domicile, ou ceux qui ont recélé sciemment les malfaiteurs ou les produits de leurs déprédations. DALLOZ, *Rép.*, v° *Complice*, n°s 151 et suiv. *Sup.* n° 26, *Inf.* n° 700, note 11.

648. Abus de blanc seing non confié [1].

Premier mode de qualification [2].

Abus de blanc seing. — ... d'avoir [3], à telle époque, en tel endroit, abusant d'un blanc seing qui ne lui avait pas été confié par le signataire [4] (*ou* qui ne lui avait pas été confié à titre de blanc seing ; — *ou* qu'il n'avait obtenu que par hasard, — subtilité, — dol, — fraude, ou de telle façon) [5], et qui portait la signature de N..., propriétaire (*ou* rentier, *ou* sans profession) [6], frauduleusement écrit ou fait écrire [7], au-dessus de cette signature, telle convention, — disposition, — obligation, — décharge ou quittance, — déclaration, — lettre,... pouvant compromettre les personnes ou la fortune dudit N... [8] (C. P. 407, 147, 150, 164).

Usage poursuivi conjointement avec l'abus [9] ... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, fait usage dudit blanc seing, qui ne lui avait pas été confié par le signataire (*ou* ... *V.* l'alternative posée dans la formule précédente), et qui avait été frauduleusement rempli des écritures spécifiées dans l'incrimination ci-dessus [10], sachant que ces écritures étaient frauduleuses [11], en l'employant de telle façon [12] (C. P., 407, 147, 151, 164).

Usage poursuivi séparément [13]. — ... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, fait usage d'un blanc seing qui ne lui avait pas été confié par le signataire (*ou* qui ne lui avait pas été confié par le signataire à titre de blanc seing ; *ou* qu'il n'avait obtenu que par hasard, — subtilité, — dol, — fraude, — ou de telle façon), et qui portait la signature de N..., rentier, demeurant à ...., sachant qu'au-dessus de cette signature avait été frauduleusement écrite telle convention, — disposition, — obligation, — décharge, déclaration, lettre,... pouvant

compromettre la personne ou la fortune dudit N... (C.P., 407, 147, 151, 164).

Second mode de qualification[14].

Abus du blanc seing. — ... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, abusant d'un blanc seing qui portait la signature de N..., rentier à ..., frauduleusement écrit ou fait écrire au-dessus de cette signature, telle convention, — disposition, — obligation, décharge, — déclaration, — lettre,... pouvant compromettre la personne ou la fortune dudit N... (C.P., 407, 147, 150, 164).

Avec cette circonstance que le blanc seing susmentionné n'avait pas été confié par le signataire au prévenu (*ou* que le blanc seing susmentionné n'avait pas été confié par le signataire au prévenu à titre de blanc seing ; — *ou* que le prévenu n'avait obtenu le blanc seing susmentionné que par hasard, — par subtilité, — par dol ou fraude, — *ou* de telle façon...).

Usage poursuivi conjointement avec l'abus. — ... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, fait usage du blanc seing susmentionné et rempli avec les écritures ci-dessus spécifiées, sachant que ces écritures étaient frauduleuses (C. P., 407, 147, 151, 164).

Avec cette circonstance que ledit blanc seing n'avait pas été confié par le signataire au prévenu (*ou*... V. *sup.* l'alternative).

Usage poursuivi séparément. — ... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, fait usage d'un blanc seing qui portait la signature de N..., rentier, à ..., sachant qu'au-dessus de cette signature avait été frauduleusement écrite telle convention, — disposition, — obligation, — décharge, — déclaration, — lettre,... pouvant compromettre la personne ou la fortune dudit N... (C. P., 407, 147, 151, 164).

Avec cette circonstance que le blanc seing susmentionné, et rempli des écritures frauduleuses ci-dessus spécifiées, n'avait pas été confié par le signataire au prévenu (*ou*... V. *sup.* l'alternative).

(1) L'abus de blanc seing est une variété du faux, car il consiste dans la fabrication frauduleuse d'écritures fausses et préjudiciables au-dessus d'une signature véritable, c'est-à-dire d'écritures autres que celles dans la prévision, le but ou l'intention desquels la signature avait été donnée. C'est un faux *sui generis*, tantôt puni de peines correctionnelles comme simple abus de confiance, tantôt puni de peines criminelles comme les faux ordinaires, dont il peut revêtir les caractères divers. Arr. cass. 4 mars 1819, DALLOZ, *Rép.*, v° *Abus de confiance*, n^os^ 25, 26, 28 ; v° *Faux*, n° 118.—MORIN, *Rép.*, v° *Abus de blanc seing*, n^os^ 2, 3.—CARNOT, *Com. du Cod. pén.*, t. II, p. 331.—RAUTER, *Dr. crim.*, t. II, p. 144.—*Théor. du Cod. pén.*, t. V, p. 348.—GILBERT, sur l'art. 407 du Code pénal.

L'abus de blanc seing *non confié* est aussi un crime *sui generis* quant à sa qualification, qui pourrait être formulée de deux manières différentes, comme je l'expliquerai plus loin : et c'est parce que ce faux spécial a son caractère propre et distinct que je lui assigne une place à part, au lieu de le confondre parmi les faux constitutifs de crimes, qui seront l'objet des n^os^ 673 et suivants, dont les notes seront utiles à consulter, pour compléter les observations ou explications que j'expose au sujet de l'abus de blanc seing puni comme faux.

L'art. 407 C. P. porte : « Quiconque abusant d'un blanc seing qui lui avait été confié, aura frauduleusement écrit au-dessus une obligation ou décharge, ou tout autre acte pouvant compromettre la personne ou la fortune du signataire, sera puni des peines portées en l'art. 405. — Dans le cas où le blanc seing ne lui aurait pas été confié, il sera poursuivi comme faussaire, et puni comme tel. »

Ainsi, le blanc seing avait-il été spontanément et librement confié, par un signataire imprudent, à l'auteur des fausses écritures, lequel a cédé à la tentation d'abuser de la signature en blanc qui lui était remise, il y a simple délit.

Au contraire, il y aurait non plus un simple délit d'abus de blanc seing, mais un crime de faux, selon l'expression de la doctrine et de la jurisprudence, ou, plus exactement, un faux par abus de blanc seing : 1° si le blanc seing n'avait pas été confié par le signataire à celui-là même qui a tracé les fausses écritures au-dessus de la signature en blanc, et qui est considéré comme l'auteur principal du faux, au moins par rapport à celui qui, tenant le blanc seing du signataire, l'a remis à l'auteur des fausses écritures à l'insu ou sans le consentement du signataire. Arr. cass. 4 février 1819, B. n° 13. — CARNOT, *Com. C. P.*, t. II, p. 331. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 348; v° *Abus de conf.*, n° 36.—31 janvier 1835, DALL. 38-1-446, et *Rép.*, *l. c.*—20 février 1840, DALL. 40-1-401.

2° Si le blanc seing n'avait pas été confié à titre de blanc seing, avec un mandat quelconque. Arr. cass. 22 octobre 1812, CARNOT, t. II, p. 333. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 348; v° *Abus de conf.*, n° 29.—2 juillet 1829, B. n° 145,—DALL. 29-1-286, et *Rép.*, v° *Abus de conf.*, n° 30; v° *Faux*, n° 347.—*Théor. du C. pén.*, t. V, p. 350.

3° Si la signature dont il a été abusé a été obtenue par hasard ou par

subtilité, par surprise ou par fraude. Arr. Besançon, 17 décembre 1812, et Arr. cass. 4 mars 1819, DALLOZ, *Rép.*, v° *Abus de conf.*, n° 28.—Arr. cass., 25 janvier 1849, B. n° 20, — DALL., 49-1-31. — 22 mars 1849, B. n° 61,—DALL., 49-1-182, et *Rép.*, v° *Faux*, n° 347.—20 septembre 1855, B. n° 322,—DALL., 55-1-428.—*Théor. du C. P.*, t. V, p. 353.

Lorsque celui à qui le blanc seing avait été confié par le signataire, le remet frauduleusement à un tiers, qui en abuse, en superposant de fausses écritures, il devient le complice de ce tiers, soit à raison d'une provocation coupable ou d'instructions données, soit à raison de moyens procurés sciemment, ou d'aide et assistance avec connaissance, suivant le cas, d'après l'art. 60 du Code pénal. Il est punissable, non comme coupable d'un délit, mais comme faussaire, c'est-à-dire comme complice du faux. Arr. cass. 4 février 1819, B. n° 13.—BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 64, 452,—CARNOT, C. P., t. II, p. 331, — DALLOZ, *Rép.*, v° *Abus de conf.*, n° 36 ; v° *Faux*, n° 348.—La Cour de cassation, après avoir jugé autrement, le 8 avril 1830, est revenue à sa première jurisprudence, et l'a confirmée par arrêt du 31 janvier 1835, DALL. 38-1-446.

Les auteurs sont divergents sur cette question. V. DALLOZ, *Rép.*, v° *Abus de conf.*, n° 36 ; v° *Faux*, n° 349.—MORIN, *Rép.*, v° *Abus de blanc seing*, n° 419.—*Théor. C. pén.*, t. V, p. 350.—Il me paraît prudent de se conformer au dernier arrêt de la Cour de cassation, rendu avec d'autant plus de réflexion que la Cour régulatrice avait à choisir entre deux solutions émanant d'elle-même, et qu'elle a consacré son premier sentiment comme plus juridique.

Le blanc seing, dans le sens naturel et ordinaire de ce mot, est une signature donnée d'avance pour ratifier une écriture privée qui doit être placée au-dessus : dès lors, toutes les fois qu'un individu abuse d'une signature en inscrivant frauduleusement au-dessus une obligation ou décharge, ou tout autre acte qui peut compromettre la personne ou la fortune du signataire, il y a abus de blanc seing. Arr. cass. 28 janvier 1809 et 11 mars 1825, DALLOZ, *Rép.*, v° *Abus de conf.*, n°s 39-41; v° *Faux*, n° 346.—*Théor. du C. pén.*, t. V, p. 347.

Il y a abus de blanc seing qualifié faux criminel, quand même la signature aurait été donnée au bas d'un écrit ou d'un acte dans lequel il existerait des blancs dont on a pu abuser. Arr. cass. 11 mars 1825 déjà cité.—MORIN, *Rép.*, v° *Abus de blanc seing*, n°s 5, 6.—Je crois que dans ce cas on pourrait considérer qu'il y a un faux ordinaire par altération d'un acte au moyen d'additions ou d'insertions faites après coup, C. pén. 145, 147 : alors la qualification deviendrait plus simple, et ne serait pas surchargée de la circonstance, quelquefois embarrassante, de savoir si l'acte avait ou non été confié au faussaire.

Quoi qu'il en soit, la jurisprudence a considéré comme des blancs seings :

Un endossement en blanc. Arr. cass. 23 septembre 1843, B. n° 250, DALLOZ, *Rép.*, v° *Abus de conf.*, n° 42. — 13 octobre 1848, B. n° 254, DALL., 48-5-200.

—Un *bon pour...*, avec une signature. Arr. cass. 14 janvier 1826, B. n° 8,—DALL.26-1-214, et *Rép.*, v° *Abus de conf.*, n° 42.

—Une liste d'électeurs communaux, imprimée, et signée en blanc par le percepteur. Arr. cass. 17 mai 1845, DALL.45-1-318. — MORIN, *Rép.*, v° *Abus de blanc seing*, n° 6.

—Une procuration signée en blanc. Arr. cass. 4 février 1814 et 26 février 1836, MORIN, *l. c.*, n^os^ 3, 4.

—Un acte imprimé pour transfert de créances sur les communes, dans lequel existaient des blancs qui avaient été frauduleusement remplis par des écritures fausses. Arr. cass. 11 mars 1825, cité plus haut.

Mais les nom et prénoms d'un individu donnés comme adresse ne sont pas une signature, et, dès lors, les fausses écritures mises au-dessus constituent un faux ordinaire. Arr. cass. 2 juillet 1829, DALL.29-1-286, et *Rép.*, v° *Abus de conf.*, n° 30.

Celui à qui une pétition signée avait été remise et qui, supprimant la pétition, a fabriqué, dans le blanc qui restait au-dessus de la signature, une promesse ou quittance, commet un faux ordinaire, non un faux par abus de blanc seing ;— à supposer que cette signature fût un blanc seing, elle n'aurait pas été remise à ce titre, et l'écrit frauduleusement substitué est un véritable faux en écriture. Arr. cass. 22 août 1812, BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 353.—DALLOZ, *Rép.*, v° *Abus de conf.*, n° 29 ; v° *Faux*, n° 347.—MORIN, *Rép.*, v° *Abus de blanc seing*, n° 3.

Cette décision confirme l'opinion que j'ai émise plus haut, après avoir cité l'arrêt du 11 mars 1825.

Quant à la *preuve* de l'existence ou de la remise du blanc seing, V. *Sup.* n° 33. — DALLOZ, 61-5-214, à la table, v° *Preuve testimoniale*, n^os^ 6-11, et *Rép.*, v° *Abus de conf.*, n^os^ 43 et suiv. — MORIN, *Rép.*, v° *Abus de blanc seing*, n° 10.—*Théor. du C. pén.*, t. V, p. 359.—DUCHESNE, *Table des arr. cass.*, v° *Abus de blanc seing*, n^os^ 10 et suiv.—HÉLIE, t. VII, p. 720.

Le seul fait de la fabrication frauduleuse de fausses écritures au-dessus d'une signature en blanc, constitue un abus de blanc seing, quand même il n'en aurait pas été fait usage. Arr. cass. 11 mars 1825, DALL.25-1-197, et *Rép.*, v° *Abus de conf.*, n° 41. — *Théor. du C. pén.*, t. V, p. 356.

La fabrication frauduleuse et l'usage frauduleux sont deux crimes distincts, qui peuvent même exister à la charge de deux individus différents. MORIN, *Rép.*, v° *Abus de blanc seing*, n° 8.

L'usage fait sciemment est un fait principal comme la fabrication frauduleuse d'écritures fausses et préjudiciables ; faire usage d'un blanc seing frauduleusement rempli, c'est abuser de ce blanc seing.

Je suppose exclusivement, dans les formules relatives à l'usage du blanc seing frauduleusement rempli, que l'usage a été fait par un individu à qui le blanc seing n'avait pas été confié.

Lorsque celui qui est accusé comme auteur principal d'avoir fabriqué de fausses écritures au-dessus d'un blanc seing qui ne lui avait pas été confié, en fait usage, il est utile de poser la question d'usage, autre fait

principal, parce que les jurés pourraient être portés à répondre négativement sur la fabrication des écritures, affirmativement sur l'usage.

En effet, on conçoit très-bien qu'un individu ait fait usage sciemment d'un blanc seing frauduleusement rempli, sans avoir coopéré à la fabrication des écritures frauduleusement tracées au-dessus de ce blanc seing. V. arrêt cité *infrà*, note 9, — et *infrà*, n° 678, note 3.

Dans le cas où le fait d'usage frauduleux serait poursuivi soit conjointement avec le fait de la fabrication des écritures, soit séparément, la qualification est sans difficulté par rapport à celui à qui le blanc seing n'avait pas été confié. Mais *quid*, relativement à celui à qui le blanc seing avait été confié ?

J'ai déjà établi qu'il devrait être considéré comme complice de l'auteur de la fabrication des écritures frauduleuses; il pourrait s'être également rendu complice des faits d'usage, et devrait alors être poursuivi encore pour cette complicité d'un autre ordre. V. *Sup.*, n° 647, formules de complicité sur l'art. 60 du Code pénal.

Mais à supposer que ce fût lui seul qui eût fait usage du blanc seing frauduleusement rempli, là se présente une difficulté.

On ne peut pas lui imputer d'avoir fait usage d'un blanc seing *qui ne lui avait pas été confié*, car cette énonciation serait inexacte.

S'il est poursuivi comme complice de la fabrication des écritures frauduleuses et, en même temps, pour en avoir privativement fait usage, on pourra lui imputer, par une articulation accessoire sur le fait principal et connexe, d'avoir fait usage d'un blanc seing *qui lui avait été confié*, et qu'il savait avoir été rempli frauduleusement d'écritures compromettantes ou préjudiciables : ce fait constituera pour lui un *délit*.

S'il était poursuivi isolément, uniquement pour le fait d'usage, il ne pourrait être traduit que devant la juridiction correctionnelle.

(2) J'ai exposé deux modes de qualification sur ce crime, parce que, d'une part, on peut considérer les mots *non confié* comme constitutifs : c'est l'opinion, selon moi bien fondée, de M. Morin, *Rép.*, v° *Circonst. agg.*, n° 7; et que, d'autre part, la Cour de cassation a déclaré, dans un arrêt de rejet du 13 octobre 1842, qu'on avait pu régulièrement faire de ces mots *non confié* une circonstance aggravante posée séparément ; décision d'où il résulte une anomalie que je signalerai *inf.*, note 14.

Je présume que la Cour de cassation, prenant en considération que l'abus de blanc seing est un crime spécial, eût également rejeté le pourvoi, si la question eût été posée conformément à la première de mes formules *d'abus de blanc seing*, à laquelle je donne la préférence, sans exclure absolument le choix de la seconde ayant le même objet.

(3) Les formules placées sous le n° 648 supposent un faux en écriture *privée*, ou l'usage d'un tel faux : j'ai cité en marge les articles du Code pénal afférents à cette hypothèse.

Si les fausses écritures étaient établies au-dessus de la signature d'un *commerçant*, ou si elles formaient une *lettre de change* (Cod. comm., art. 110 et 112, 632), elles constitueraient le crime prévu par l'art. 147, Cod. pén., qui servirait alors tout à la fois pour la définition et la répression du faux commis en *écriture de commerce*, et il n'y aurait pas à citer l'art. 150.

Si les écritures frauduleuses constituaient un faux en écriture *authentique* ou *publique*, il faudrait citer les art. 145 ou 146, ou l'art. 147 du Code pénal, selon l'espèce, c'est-à-dire selon la qualité du faussaire ou les circonstances de la perpétration du faux.

Enfin, en cas d'usage d'un faux puni par les art. 145, 146, 147 du Cod. pén., il faudrait citer l'art. 148 au lieu de l'art. 151.

On maintiendrait, dans tous les cas, les art. 407 et 164.

(4) Dans tous les cas où le blanc seing aurait été remis frauduleusement par un tiers qui l'aurait tenu du signataire ou qui s'en serait emparé, à ces mots *qui ne lui avait pas été confié par le signataire*, on ajouterait *ou* d'après *le consentement du signataire*. — Cette observation est commune à toutes les formules relatives à l'abus de blanc seing et à l'usage du blanc seing frauduleusement rempli.

V. *sup.*, note 2.

(5) V. *sup.*, note 1, et l'arrêt cité *inf.*, note 14, d'après lequel les mots *non confié* comprennent implicitement les deux alternatives que j'ai proposées à la suite, et dispensent généralement d'y recourir.

(6) Il n'est absolument nécessaire d'énoncer la profession du signataire que lorsqu'il est *commerçant*, parce que cette circonstance peut donner aux écritures le caractère de faux en écriture de commerce ;—où la profession du faussaire, que lorsque le prévenu est un fonctionnaire ou un officier public, qui a abusé du blanc seing, en cette qualité, dans l'exercice de ses fonctions (circonstance à relever), pour en faire frauduleusement un acte en écriture authentique ou publique. V. *inf.* n° 674, note 4 ; — n° 675, notes 2, 6 ;—n° 676, note 2.

Un notaire commettrait un faux en écriture *privée* au-dessus d'une signature confiée ou surprise, que sa qualité ne changerait pas le caractère du faux. — Mais si ce notaire, abusant du blanc seing, dressait au-dessus frauduleusement un acte public de son ministère, il commettrait un faux en écriture *authentique* par abus de blanc seing. Arr. cass. 25 janv. 1849, B. n° 20. — Dalloz, 49-1-31. — Morin, *Rép.*, v° *Abus de blanc seing*, n° 4.—Dalloz, *Rép.*, v° *Abus de conf.*, n^os^ 37, 38; v° *Faux*, n° 347.

J'ai supposé, dans la formule, l'abus du blanc seing d'un simple particulier ; si le signataire était un *commerçant*, ou un fonctionnaire ayant agi dans l'exercice de ses fonctions ou de son ministère, il ne faudrait plus

citer l'art. 150 du Cod. pén., mais l'un des art. 145, 146, 147, selon l'espèce, comme je l'ai déjà fait remarquer dans la note 3.

(7) Écrire ou faire écrire constitue la même culpabilité. DALLOZ, *Rép.*, v° *Abus de conf.*, n° 35. — On peut, sans complexité, poser cette alternative. *Sup.* n° 639.

(8) L'abus de blanc seing *non confié* constituant un véritable faux, la qualification de ce crime doit contenir toutes les circonstances nécessaires pour caractériser un faux. MORIN, *Rép.*, v° *Abus de blanc seing*, n° 7. — *Inf.* n°s 673 et suiv.

On indique sommairement en quoi consiste l'écriture frauduleuse, ou on la transcrit, si elle est très-brève. *Inf.* n° 674, note 6.

Le préjudice éventuel pour la personne ou pour la fortune du signataire est un élément constitutif qui peut être divisé, en sorte que l'on peut omettre l'une des alternatives, selon l'espèce. — Il n'est même pas indispensable d'exprimer que les écritures pouvaient compromettre, soit la personne du signataire, soit sa fortune, ou causer un préjudice au signataire (termes équipollents), lorsque cela ressort virtuellement de la portée de ces écritures. Cod. pén., 407. — *Inf.* n° 674, note 7. — Mais il n'y a aucun inconvénient à comprendre cet élément complémentaire dans la qualification, fût-il considéré comme surabondant.

(9) L'usage étant un fait principal, distinct du fait de fabrication, doit nécessairement être posé à part. *Sup.* note 1.—*Inf.* n° 678, note 3.

(10) Lorsque l'accusation d'usage est jointe à celle de fabrication d'un faux par abus de blanc seing, il suffit que l'incrimination pour l'usage se réfère à l'incrimination première de fabrication, qui subsisterait encore pour indication ou précision du fait d'abus de blanc seing, quand même elle aurait été répondue négativement par le jury ; c'est un point certain en jurisprudence. *Inf.* n° 678, note 4.

Il n'y a point contradiction à déclarer un individu coupable de fabrication d'une pièce fausse, et non coupable d'usage, ou réciproquement, car ce sont deux faits principaux distincts et indépendants. Arr. cass. 30 déc. 1841, DALLOZ, 42-1-86.—*Inf.* n° 678, note 3.

(11) La circonstance de la connaissance du faux, de la part de celui qui en fait usage, est constitutive et doit être énoncée dans l'articulation. Cod. pén., art. 163.—*Inf.* n° 678, note 5.

(12) Il n'est point indispensable d'exprimer de quelle façon il a été fait usage du blanc seing frauduleusement rempli. On peut spécifier ou ne pas spécifier en quoi a consisté l'usage. *Inf.* n° 678, note 6.

(13) J'ai déjà dit que l'usage est un fait principal qui peut se trouver isolé de la fabrication des écritures constitutives de l'abus du blanc seing.

et qui peut être imputé à un individu étranger à cette fabrication, aussi bien qu'à l'auteur ou aux auteurs des écritures. De même que ce fait distinct peut se trouver compris dans la poursuite pour la fabrication des écritures frauduleuses au-dessus du blanc seing, il peut aussi faire l'objet d'une poursuite séparée. Il faut, dans le dernier cas, que l'incrimination d'usage soit complétée par l'énonciation des écritures frauduleuses qui remplissent le blanc seing,—avec indication que le blanc seing n'avait pas été confié,—et avec la circonstance que l'usage a été fait sciemment.

Au reste, les notes qui précèdent, sont applicables, sans que j'aie besoin de les reproduire, à la formule de l'usage poursuivi séparément, comme aux deux premières formules pour l'abus et l'usage poursuivis conjointement.

(14) J'ai à examiner maintenant les mots *non confié* de l'art. 407, C. pén., considérés non plus comme circonstance constitutive, mais comme circonstance accessoire ou aggravante.

Les trois formules de cette seconde catégorie ne sont pas annotées, parce que les notes des formules précédentes y sont applicables.

« Interroger le jury sur le point de savoir si un blanc seing *aurait été confié*, c'est lui demander, en d'autres termes, si le blanc seing *n'aurait pas été surpris*; ce n'est pas substituer une accusation à une autre : — et le président a isolé, *à bon droit*, cette circonstance du fait principal d'abus de blanc seing, puisqu'il résulte du dernier paragraphe de l'art. 407, C. pén. qu'elle *aggrave* la moralité ou la peine. » Arr. cass. 13 octobre 1842, *Journ. du dr. crim.*, t. XV, p. 159,—Dall. 42-1-421 et *Rép.*, v° *Abus de conf.*, n° 31.

Tel est l'arrêt que j'ai annoncé comme déterminant un second mode de qualification de l'abus de blanc seing.

Dans l'incrimination de l'ordonnance de transmission, la circonstance que le blanc seing *n'avait pas été confié* est articulée positivement comme un fait résultant de l'instruction : autrement, si le fait ne paraissait pas déjà suffisamment établi, ou s'il n'y avait pas de puissantes raisons de croire qu'il serait démontré en Cour d'assises, tandis que le prévenu affirmerait énergiquement par des assertions réitérées et *vraisemblables* que le blanc seing lui aurait été confié, il faudrait saisir la juridiction correctionnelle, pour abus de blanc seing *confié*, circonstance élémentaire du délit prévu par l'art. 407, § 1, du Code pénal.

Mais devant le jury, ce même fait accessoire ou cette circonstance *non confié*, se produira sous une forme interrogative, dans une question ainsi posée : « Le blanc seing susmentionné avait-il été confié par le signataire à l'accusé N... ? »

Si la majorité du jury répond négativement, étant décidé que le blanc seing n'a pas été confié, il y aura à appliquer la peine du faux, selon l'espèce :—Si le jury répond affirmativement, étant décidé que le blanc seing a été confié, il y aurait à prononcer la peine correctionnelle édictée par l'art. 407, § 1, du Code pénal.

Mêmes observations relativement à l'usage.

Dans le cas où la question serait, à tort, posée en ces termes : « Cet abus de blanc seing a-t-il été commis avec cette circonstance que le blanc seing sus-mentionné *n'avait pas été confié* par le signataire à l'accusé N...? — Si la majorité du jury répond affirmativement, il sera décidé que le blanc seing n'a pas été confié, et il y aura un crime à punir ; — Si la réponse est négative, il est douteux qu'il reste un délit punissable, car le fait que le blanc seing aurait été confié est un élément constitutif du délit spécial d'abus de blanc seing, et la réponse négative du jury ne décide rien à cet égard.

En dernière analyse, c'est la solution de la question aggravante, convenablement posée, qui détermine le caractère et la gravité du fait principal d'abus de blanc seing. — Il en est ainsi toutes les fois que le fait principal, délictueux par lui-même, n'est définitivement caractérisé qu'après la solution affirmative ou négative des questions accessoires; mais jamais on ne rencontre ce qui se présente dans notre hypothèse.

Il y aura cette particularité à l'égard du fait principal d'abus de blanc seing, que c'est la solution affirmative ou négative de la circonstance aggravante, solution efficace dans un sens ou dans l'autre, qui déterminera si le fait principal est en lui-même un délit, ou s'il est un crime ; d'où il ressort que le fait principal était incomplet, ou manquait d'un élément essentiel, pour constituer une infraction à aucun texte pénal. Car l'abus de blanc seing, pris isolément, à part la circonstance qu'il a été confié ou qu'il n'a pas été confié, n'est plus un fait délictueux, prévu et atteint par une loi pénale. Dès lors, n'est-ce pas une singularité d'en faire la base d'une incrimination principale?

Ou bien, ce qui n'est pas moins étrange, le fait principal constituerait un faux criminel, se réduisant à un délit par la réponse du jury, qui affirme, à l'avantage de l'accusé, une circonstance posée à part parce qu'elle serait *aggravante* : c'est le motif d'isolement que donne l'arrêt du 13 octobre 1842.

Voilà l'anomalie à laquelle conduit le second mode de qualification, et voilà pourquoi la qualification première que j'ai exposée me paraît plus normale.

Le seul avantage, en apparence, de cette articulation divisée, serait de faire prononcer la Cour d'assises même en cas de délit, s'il était reconnu, d'après les débats, que le blanc seing avait été confié.

Mais, si l'incrimination comprenait comme constitutifs les mots *non confié*, on obtiendrait le même résultat d'atteindre un délit à défaut d'un crime, au moyen d'une question subsidiaire que poserait le président de la Cour d'assises, suivant les circonstances.

Et si cette circonstance que le blanc seing aurait été confié, était seulement douteuse, — ce qui aurait détourné de poser une question subsidiaire, — on aurait encore, en cas d'acquittement, la faculté de reprendre la poursuite pour délit, et de traduire devant la juridiction correctionnelle l'auteur de l'abus de blanc seing.

649. Abus de confiance.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, détourné ou dissipé [1], au préjudice de N..., qui en était propriétaire, possesseur ou détenteur (selon l'espèce) des *ou* tels effets, — deniers, — marchandises, — billets, — quittances, — écrits contenant ou opérant obligation ou décharge [3], qui ne lui avaient été remis [4] qu'à titre de louage, — de dépôt — ou de mandat [5], — ou pour un travail salarié *ou* non salarié, — à la charge de les rendre ou représenter, ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé [6] (C. P, 408, § 1).

Alors que le prévenu était le domestique ou l'homme de service à gages, — l'élève, — le clerc, — l'ouvrier, — le compagnon, — ou l'apprenti dudit N... [7] (C. P., 408, § 2).

(1) L'articulation conforme au texte de l'art. 408 Cod. pén., d'avoir *détourné* ou *dissipé*..., comprend virtuellement la circonstance de fraude, élément de culpabilité. Arr. cass. 30 novembre 1837, B. n° 416,—Dalloz, 38-1-175. — 8 juin 1849, B. n° 131, — Dalloz, 49-1-180. — C'est donc comme si l'on imputait d'avoir *frauduleusement* détourné ou dissipé. Au reste, on peut sans inconvénient ajouter ce mot *frauduleusement*, qui constate explicitement l'intention criminelle nécessaire pour toute condamnation, et qui se trouve implicitement contenu, d'après la jurisprudence, dans le mot *coupable* de la question au jury.

M. Morin, *Rép.*, v° *Abus de conf.*, n° 5, considère comme nécessaire la constatation de la fraude (et par conséquent l'emploi du mot *frauduleusement*), quant à la violation des contrats qui peuvent être méconnus sans fraude, tels que le louage et le dépôt.

Au surplus, quant aux conditions de criminalité du détournement, *V.* Morin, *Rép.*, v° *Abus de conf.*, n°s 5-10. — *Théor. du Cod. pén.*, t. V, p. 366, 367. — Gilbert, sur art. 408 du Cod. pén.

(2) Ces circonstances sont élémentaires et essentielles de l'abus de confiance. Morin, *l. c.*, n°s 11-13. — Dalloz, *Rép.*, v° *Abus de conf.*, n°s 64-80. — *Théor. du Cod. pén.*, t. V, p. 372. — *Sup.* n° 636.

(3) L'énumération démonstrative de l'art. 408 Cod. pén., indique que la nature des choses détournées ou dissipées doit être spécifiée. *Théor. du Cod. pén.*, t. V, p. 374 et suiv.

Mais j'estime que l'on peut s'en tenir à énoncer la *nature* ou le *genre* des choses détournées ou dissipées, de même que l'on peut les désigner, *spécialement*, par leur dénomination propre ou particulière.

Le dépositaire qui détourne une somme placée par un tiers dans un tiroir appartenant à lui dépositaire, *dont la clef lui est laissée*, commet un abus de confiance, non un vol. Arr. cass. 16 février 1838, B. n° 431, — DALLOZ, 38-1-448. — Le dépositaire commettrait, au contraire, un vol, si la clef ne lui avait pas été laissée ou remise, et qu'il eût pratiqué une effraction pour s'emparer du dépôt. Arr. cass. 19 avril 1838, cité *inf.* n° 700, note 13.

Le garde-magasin qui détourne l'avoine destinée aux chevaux de son régiment, commet un abus de confiance, non un vol. Arr. cass. 24 mars 1832, B. n° 112.

Le détournement de lettres ou dépêches, de la part d'un commis ou mandataire, ne constitue l'abus de confiance qu'autant qu'il est constaté et décidé par le jury que ces lettres *contenaient ou opéraient obligation ou décharge*. Arr. cass. 21 août 1840, DALLOZ, *Rép.*, v° *Abus de conf.*, n° 84. — Il faut donc que cette circonstance soit comprise dans l'articulation de détournement de lettres ou papiers.

Celui qui détourne à son profit une lettre contenant un mandat sur la poste, et portant son adresse, mais destinée à un tiers, qui l'avait chargé de la recevoir, commet un abus de confiance. Arr. cass. 21 mai 1841, B. n° 131, — DALLOZ, 41-1-397.

Le bail à cheptel simple est un dépôt ; d'où il suit que le preneur qui détourne son cheptel, commet un abus de confiance, non un vol. Arr. cass. 25 janvier 1838, B. n° 22.

(4) Il n'est pas nécessaire que la remise ait été faite par le propriétaire, possesseur ou détenteur des choses confiées ; il suffit qu'elle ait été effectuée par une personne quelconque, et que le détournement ait préjudicié au propriétaire, possesseur ou détenteur.

(5) Le titre de la remise est une circonstance constitutive et essentielle.

L'énumération de contrats que contient l'art. 408 C.P., est *limitative*.

Ainsi le détournement d'objets confiés à titre de *prêt*, ne constitue pas l'abus de confiance atteint par l'art. 408 du Cod. pén. Arr. cass. 28 janvier 1832, DALLOZ, 32-1-104. — 17 mars 1841, DALLOZ, 44-1-198. — 26 avril 1845, B. n° 153, — DALLOZ, 45-4-5. — 27 janvier 1850, DALLOZ, 50-5-4. — MORIN, *Rép.*, v° *Abus de conf.*, n° 15.—*Théor. du Cod. pén.*, t. V, p. 380.

Même décision relativement aux objets confiés à titre de *gage ou de nantissement*. Arr. cass. 26 juillet 1844, DALLOZ, 44-1-327. — 23 mai 1850, B. n° 169, DALLOZ, 50-5-3. — 14 janvier 1853, B. n° 15, DALLOZ, 53-5-8.

(6) La charge de rendre ou de représenter s'applique également au louage, au dépôt et au mandat ; mais c'est plus particulièrement à ce dernier contrat qu'est attachée la charge de faire un emploi déterminé.

Si le dépôt ou le mandat excédant cent cinquante francs est *dénié*, et ne se trouve pas justifié par écrit, ou au moins par un commencement de preuve par écrit, qui permette la preuve testimoniale, il n'y a pas lieu à suivre en l'état de la cause. *Sup.* n° 53. — *Théor. du Cod. pén.*, t. V, p. 390 et suiv. — RAUTER, *Droit crim.*, t. V, p. 147. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Abus de conf.*, n^os^ 184 et suiv. — DUCHESNE, *Tab. arr. cass.*, v° *Abus de conf.*, n^os^ 92 et suiv.

Il y a exception à cette règle, si le mandat se rapporte à des opérations *commerciales*, Arr. cass. 28 janvier 1832, B. n° 33. — 12 janvier 1855, B. n° 10, — DALLOZ, 55-1-85; — ou si le mandataire est une personne dont la qualité impose une confiance nécessaire, v. g. un *clerc de notaire*. Arr. cass. 4 novembre 1858, DALLOZ, 59-1-43.

(7) Dans un abus de confiance par un serviteur à gages..., cette qualité de serviteur à gages est aggravante, et non constitutive; elle doit dès lors faire l'objet d'une question distincte et séparée. Arr. cass. 1^er^ décembre 1854, B. n° 328, — DALLOZ, 54-5-220.

L'individu qui détourne des matières premières à lui remises pour les travailler à son domicile, commet un abus de confiance *simple*, auquel ne s'applique pas la circonstance aggravante de l'art. 408, § 2, du C. P. Arr. cass. 16 mars 1837, B. n° 82, — DALLOZ, 37-1-495.

Un *commissionnaire* chargé de placer des marchandises, n'est pas un *commis* : l'abus de confiance qu'il commet est un délit correctionnel. Arr. cass. 5 juin 1841, DALLOZ, 41-1-392. — 28 mai 1853, B. n° 193, — DALLOZ, 53-5-3.

L'art. 408 Cod. pén. s'applique au *domestique* qui détourne à son profit des sommes qu'il a reçues de son maître pour la dépense journalière de la maison, et pour payer les fournisseurs. Arr. cass. 28 janvier 1842, B. n° 18, — DALLOZ, 42-1-128; — et au *domestique* qui détourne et vend un cheval qui lui était confié pour le service du maître. Arr. cass. 22 juin 1839, B. n° 201, — DALLOZ, 39-1-352.

L'abus de confiance commis par un *voiturier* ne constitue pas seulement un abus de confiance, mais un vol qualifié, spécial, prévu par le n° 4 de l'art. 386 du Cod. pén. Arr. cass. 9 avril 1842, B. n° 86, — DALLOZ, 42-1-248. — *Inf.* n° 768, note 32.

Le *commis* salarié d'un commerçant qui s'approprie des sommes confiées pour payer des droits de douanes sur des marchandises qu'il était chargé d'expédier, — ou des fermages qu'il était chargé de recevoir pour son maître, — commet un vol, non un abus de confiance. Arr. cass. 17 juillet 1829, B. n° 159, — DALLOZ, 29-1-305.

Le *commis-voyageur* d'une maison de commerce, salarié à tant par mois, est un homme de service à gages; les détournements commis par lui au préjudice de son maître, constituent le vol domestique prévu par l'art. 386 du Cod. pén. Arr. cass. 15 décembre 1826, B. n° 260, — DALLOZ, 27-1-360. — *Inf.* n° 700, note 27.

Pour exemples d'abus de confiance, et pour indication d'arrêts rendus aux divers points de vue de l'art. 408 du Cod. pén. *V.* MORIN, *Rép. v° Abus de conf.* — DALLOZ, *Rép. v° Abus de conf.* — GILBERT sur l'art. 408 Cod. pén.

650. Altération de liquides ou de marchandises par des voituriers, des bateliers, ou leurs préposés.

... D'avoir, à telle époque, en tel endroit, altéré des vins... (*ou* tels liquides, *ou* telles marchandises), dont le transport lui avait été confié à titre de voiturier (*ou* de batelier, — *ou* de préposé de tel voiturier ou de tel batelier) pour N..., *ou* au compte de N... [1] (C. P., 387).

D'avoir commis cette altération par le mélange de substances malfaisantes [2] (C. P., 387).

(1) La qualité du prévenu est une circonstance constitutive, qui doit être comprise dans l'articulation principale, puisque c'est cette qualité de voiturier, de batelier, ou de préposé d'un voiturier ou d'un batelier, qui fait de cette sorte d'abus de confiance un crime puni de la reclusion par l'art. 387 du Cod. pén., si la circonstance aggravante prévue s'y rattache. *Théor. du Cod. pén.*, t. V, p. 130, 132.

La circonstance que le transport serait gratuit, n'efface pas le délit. CARNOT, *Comm. Cod. pén.*, t. II, p. 268.

Peu importe en quel temps et en quel lieu l'altération ait été faite, depuis la remise au voiturier. CARNOT, *l. c.*

L'art. 387 Cod. pén. est applicable aux altérations de vivres et marchandises commises à bord de tout navire ou bâtiment de mer, par les capitaines, patrons, subrécargues, gens de l'équipage et passagers. Loi du 10 avril 1825, art. 15.

(2) L'altération par des substances qui ne sont pas malfaisantes laisse au fait principal le caractère de simple délit : l'altération par le mélange de substances *malfaisantes* est une circonstance aggravante, qui élève le délit au rang de crime, et qui doit par conséquent être posée séparément.

On peut spécifier les substances mélangées ; mais je crois que dans tous les cas les jurés doivent être appelés à décider *en fait* si les substances sont ou non *malfaisantes*.

651. Arrestations illégales et séquestrations de personnes.

Arrestation. — Détention. — Séquestration. — ... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, sans ordre des autorités constituées, et hors le cas où la loi ordonne de saisir des prévenus, arrêté, détenu ou séquestré N... [1] (C. P., 341).

Lieu prêté. — ... d'avoir, avec connaissance (*ou* sciemment) prêté un lieu (*ou* tel lieu) pour exécuter la détention *ou* séquestration ci-dessus énoncée *ou* spécifiée [2] (C. P., 341).

Ou (*en cas de poursuite séparée*) ... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, prêté avec connaissance (*ou* sciemment) un lieu (*ou* tel lieu), pour exécuter la détention *ou* séquestration de N..., arrêté sans ordre des autorités constituées et hors le cas où la loi ordonne de saisir des prévenus [3] (C. P., 341).

Durée de la détention ou séquestration. — Laquelle détention *ou* séquestration a duré plus d'un mois [4] (C.P., 342).

Moyens frauduleux.—... Laquelle arrestation a été exécutée avec le faux costume de tel (*ou* d'un) fonctionnaire ou officier public [5] ; — *ou* sous le faux nom de tel (*ou* d'un) fonctionnaire ou officier public [6] ; — *ou* sur un faux ordre de telle autorité publique (*ou* de l'autorité publique) [7] (C. P., 344, 1re part., n° 1).

Menaces de mort.—... Avec la circonstance que ledit N.., arrêté, détenu ou séquestré, a été menacé de la mort [8] (C. P., 344, 1re part., n° 2).

Tortures corporelles.—... Avec la circonstance que ledit N..., arrêté, détenu ou séquestré, a été soumis à des tortures corporelles [9] (C. P., 344, 2e part.).

(1) *V.* GILBERT, sur l'art. 341 Cod. pén.

Toute personne est tenue d'arrêter un prévenu surpris en cas de flagrant délit, ou poursuivi par la clameur publique, et de le conduire de-

vant l'autorité publique. *Cod. d'instr. crim., art.* 106. — *Théor. du Cod. pén.*, t. IV, p. 338. — *Sup.* n° 215.

Le délit d'arrestation illégale ne peut avoir lieu qu'autant que l'on a agi sans ordre des autorités constituées et hors le cas où la loi ordonne de saisir des prévenus. Arr. cass. 9 décembre 1842, B. n° 321.

La Cour de cassation a jugé qu'on avait pu demander au jury si l'accusé était coupable d'avoir détenu ou séquestré *illégalement*, mais qu'il eût été plus régulier de demander, en se servant des termes de l'art. 341 du Cod. pén., « si la détention ou séquestration avait eu lieu sans ordre des autorités constituées et hors le cas où la loi ordonne de saisir des prévenus. » Arr. cass. 19 juin 1828, DALLOZ, 28-1-297 et *Rép.* v° *Liberté individuelle*. — 15 décembre 1831 et 9 janvier 1847, MORIN, *Rép.* v° *Séquestration*, n° 4. — Cette jurisprudence confirme les observations que j'ai exprimées *sup.*, n° 641, en conseillant de s'attacher soigneusement au texte de la loi, ce que recommande spécialement M. HÉLIE, t. IX, p. 93.

Les dispositions de l'art. 341 Cod. pén. sont générales et absolues, et s'appliquent à toutes personnes qui, sans ordre des autorités constituées et hors le cas où la loi ordonne de saisir des prévenus, auront arrêté, détenu, ou séquestré des personnes quelconques ; ces expressions indiquent *trois* natures de crimes qui, quoique analogues, peuvent exister isolément, et ne sont pas moins punissables et prévus par cet article. Arr. cass. 5 novembre 1812, 27 sept. 1038 et 16 janvier 1847, DALLOZ, *Rép.* v° *Liberté individuelle*, n°s 63-65. — MORIN, *Rép.* v° *Arrestation*, n°s 9, 10, et v° *Séquestration*, n°s 2-4. — CARNOT, *Com. Cod. pén.*, t. II, p. 119. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 321, 322. — *Théor. du Code pén.*, t. IV, p. 335, 336.

L'art. 341 Cod. pén. est applicable aux parents qui séquestrent leurs enfants. Arr. cass. 19 juin 1828, DALLOZ, 28-1-297. — 27 septembre 1838, B. n° 319,—*Journ. cr.*, t. X, p. 318.

Cet art. 341 Cod. pén. est applicable aux fonctionnaires ou agents de l'autorité, aussi bien qu'aux simples particuliers. Arr. cass. 25 mai 1832, DALL., 32-1-345. — *Journ. crim.*, t. IV, p. 134. — MORIN, *Rép.*, v° *Séquestration*, n° 2. — *Théor. du Code pén.*, t. IV, p. 336, 340.

Mais l'art. 341 C. P., n'est pas applicable au cas où, sur le motif de son état de démence, un individu est arrêté et déposé dans un établissement public consacré aux aliénés, ou dans un établissement privé, mais autorisé, ayant la même destination. Arr. cass. 18 février 1842, B. n° 29, —*Journ. crim.*, t. XIV, p. 61. — *Théor. du Code pén.*, t. IV, p. 336.— Autres exemples, MORIN, *Rép.*, v° *Séquestration*, n° 4, et DALLOZ, *Rép.*, v° *Liberté individuelle*, n°s 66 et suiv.

(2) Ici s'applique le principe général de la complicité, qui n'est punissable qu'envers celui qui a sciemment ou avec connaissance participé à une action délictueuse. Quand l'art. 341 C. P., atteint celui qui a prêté un lieu pour l'exécution de la détention ou de la séquestration, il suppose nécessairement une intention coupable, la *connaissance* de la criminalité

du fait, exigée par l'art. 60. On pourrait, en effet, avoir surpris la bonne foi de celui qui prête un lieu pour la détention, soit en se présentant avec un faux costume ou un faux ordre de l'autorité, soit en affirmant que la personne arrêtée a été surprise en flagrant délit, etc.

La complicité, à raison d'une autre cause que d'avoir fourni un lieu pour exécuter la détention ou la séquestration, rentre dans le droit commun : dès lors, les qualifications de l'art. 60 C. P. seraient applicables. DALLOZ, *Rép.*, v° *Liberté individuelle*, n° 72. —*Sup.* n° 647.

Il va de soi que prêter sciemment un lieu de détention ou de séquestration, ou le faire prêter avec connaissance, c'est se rendre également coupable. DALLOZ, *l. c.* — CARNOT, *Comm. C. P.*, t. III, p. 120.

(3) *V.* note 2.

(4) On pourrait dire : *de tel à tel quantième.*

Cette circonstance aggravante est commune à l'auteur principal et au complice qui a prêté sciemment un lieu de détention ou de séquestration.

Mais le simple fait d'avoir prêté sciemment le lieu de détention ou de séquestration ne rendrait pas par lui-même le complice responsable des autres circonstances aggravantes imputables à l'auteur principal, soit à l'occasion de l'arrestation, soit au cours de la détention ou de la séquestration, si celui qui a prêté le lieu de la détention ou de la séquestration est resté complétement étranger à ces circonstances aggravantes. *Théor. du Code pén.*, t. IV, p. 345.

Par *un mois*, il faut entendre, non pas trente jours, d'après l'art. 40, C. pén., mais un mois d'après le calendrier grégorien, ou de quantième à quantième, et l'on ne devrait compter ni le jour *à quo*, ni le jour *ad quem*. Il faudrait que la détention ou la séquestration eût duré plus d'un mois franc, v. g. du 20 janvier au 22 février révolu. CARNOT, *Comm. Code pén.*, t. II, p. 121. — Cette interprétation de l'art. 342 C. P. peut paraître un peu large, eu égard à la personne détenue ou séquestrée; elle est humaine et paraît rationnelle par rapport au prévenu, et au point de vue de l'aggravation de la peine, qui est de droit strict, et qui, dans le doute, devrait être restreinte plutôt que facilement admise.

Si la détention ou la séquestration avait cessé avant le *dixième* jour accompli, depuis celui de l'arrestation, de la détention ou de la séquestration, et qu'il n'y eût lieu de relever aucune des circonstances aggravantes prévues par l'art. 344, C. P., le fait de l'arrestation, de la détention ou de la séquestration, ne serait punissable que de peines correctionnelles, et ne constituerait donc qu'un délit ; par conséquent, il ne motiverait pas une ordonnance de transmission, mais une ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel. C. P., art. 343.

(5) Le texte de l'art. 345 C. P. indique que le faux costume, dont le port est une circonstance aggravante, doit nécessairement être le costume

d'un fonctionnaire ou officier public, ou d'une personne investie d'une portion de l'autorité publique; cela a été reconnu dans la discussion de la loi du 28 avril 1832 sur les modifications du Code pénal. DALLOZ, *Rép.*, v° *Liberté individuelle*, n° 80. — *Théor. du Code pén.*, t. IV, p. 344.

Quant à la désignation du fonctionnaire ou officier public, *V.* les deux notes suivantes.

(6) Le faux nom devra aussi être celui d'un fonctionnaire ou officier public, ou la qualité, le titre d'un fonctionnaire ou officier public, qui aura entraîné la soumission de la victime et facilité l'exécution du crime. Il me paraît convenable de préciser dans l'articulation quels sont le nom et la qualité ou le titre du fonctionnaire ou officier public dont le costume a été usurpé, ou dont la personne a été supposée présente et opérant l'arrestation, la détention ou la séquestration, au lieu de s'en tenir à l'énonciation vague, et peut-être contestable, d'*un* fonctionnaire ou officier public. — *V.* en ce sens CARNOT, *Comm. C. P.*, t. II, p. 124. — MORIN, *Rép.*, v° *Arrestation*, n° 11. — *Théor. du Code pén.*, t. IV, p. 344. — *V.* note suivante.

(7) Je fais remarquer, comme dans la note précédente, qu'il paraît convenable de désigner l'autorité publique dont le faux ordre aurait été produit ou allégué, plutôt que de s'en tenir aux termes vagues *de l'autorité publique*, que l'on pourrait prétendre mal appliqués, et sur lesquels le jury est appelé à se prononcer, comme sur une *question de fait*. — C'est à la Cour de décider si la personne dont le costume, le nom ou l'ordre faux ont été employés pour commettre le crime ou faciliter son exécution, était un fonctionnaire ou officier public ou une autorité publique.

Si deux des trois circonstances énoncées dans l'art. 344, 1re part., n° 1, C. P., ou ces trois circonstances, qui sont d'égale valeur, et dont une seule suffirait pour l'aggravation, se trouvaient réunies, on pourrait sans doute formuler ainsi l'articulation : « Laquelle arrestation a été exécutée, soit avec le faux costume..., — soit avec le faux nom..., — soit avec le faux ordre... » — V. *sup.* n° 647, note 9. — Mais il vaudrait mieux séparer ces circonstances, afin que le jury fût appelé à donner des réponses distinctes et successives, pour éviter toute confusion et toute méprise. On devrait donc formuler ainsi : « Laquelle arrestation a été exécutée : 1° avec le faux costume...; — 2° avec le faux nom...; — 3° avec le faux ordre... »

(8) Il n'est pas nécessaire que les menaces de mort aient été faites sous condition. DALLOZ, *Rép.*, v° *Liberté individuelle*, n° 80.

Peu importe que la menace de mort ait été faite au moment de l'arrestation ou depuis. CARNOT, *Comm. Code pén.*, t. II, p. 124. — *Théor. du C. P.*, t. IV, p. 344.

(9) Il ne suffirait pas qu'il eût été exercé des voies de fait ou des violences : les mots tortures corporelles impliquent davantage. CARNOT, *l. c.*, t. II, p. 125. — DALLOZ, *l. c.* — MORIN, *Rép.*, v° *Séquestration*, n° 6. — *Théor. du C. P.*, t. IV, p. 345.

652. Association de malfaiteurs.

Directeur ou chef. — ... d'avoir, à telle époque, en tel endroit [1], formé ou dirigé une association organisée de malfaiteurs envers les personnes ou les propriétés ; — *ou* une association de malfaiteurs organisée envers les personnes ou les propriétés [2].

Ou ... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, fait partie d'une association organisée de malfaiteurs envers les personnes ou les propriétés, et ce en qualité d'auteur ou de directeur de ladite association, — *ou* et ce en qualité de commandant en chef ou en sous-ordre d'une ou plusieurs bandes de ladite association [3] (C. P., 365, 367).

Associé ou participant. — ... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, fait partie d'une association organisée de malfaiteurs envers les personnes ou les propriétés, et étant chargé d'un service quelconque dans une ou plusieurs bandes, formant l'ensemble ou une fraction de ladite association [4] (C. P., 265, 268).

Logeurs. — Pourvoyeurs. — ... d'avoir, à telle époque, en tel endroit (*ou* en divers lieux), sciemment et volontairement fourni [5], soit à une ou plusieurs bandes d'une association organisée de malfaiteurs envers les personnes ou les propriétés ; — soit à une ou plusieurs divisions de ces bandes, — soit à un individu faisant partie de cette association (selon l'espèce) : 1° des armes ; — 2° des munitions ; — 3° des instruments de crime ; — 4° logement, — retraite, — ou lieu de réunion [6] (C. P., 265, 368).

(1) *V.* GILBERT, sur art. 265... C. P.
Les art. 265 et suivants du Code pénal supposent une association formée envers des personnes établies ou des propriétés situées sur le territoire

français. Les associations formées en France contre des personnes établies ou des propriétés situées sur un territoire étranger seraient placées sous le coup des art. 85 et suivants du Code pénal. Arr. cass. 10 août 1838, B. n° 275. — *Journ. crim.*, t. X, p. 317.

(2) Qualification confirmée par arr. cass. 24 avril 1834, B. n° 119. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Association de malfaiteurs*, n° 18. — 22 septembre 1848, DALL., 58–5–15.

Aux termes des art. 265, 266 C. P., l'association de malfaiteurs envers les personnes ou les propriétés est un crime qui existe par le seul fait d'organisation de bandes, ou de correspondances entre elles ou leurs chefs ou commandants, ou de conventions tendant à rendre compte ou à faire distribution ou partage du produit des méfaits ; et d'après les art. 267 et 268, il emporte des peines, indépendamment de tout autre crime commis. BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 249.

C'est l'organisation de la bande qui constitue le crime, à la condition d'être dirigée contre les personnes ou les propriétés. DALLOZ, *Rép.*, v° *Association de malfaiteurs*, n° 6. — *Théor. du C. P.*, t. III, p. 256–258. — Dès lors, il paraît écessaire d'exprimer dans les qualifications l'existence de cette organisation, en sorte qu'au lieu de dire simplement *une association de malfaiteurs...*, on devrait dire *une association organisée de malfaiteurs...* Arr. cass. 22 septembre 1848, DALL., 48–5–15 ; — ou bien *une association de malfaiteurs envers les personnes et les propriétés, formée avec convention tendant à rendre compte ou à faire distribution ou partage du produit des méfaits*. Arr. cass. 24 avril 1834, B. n° 119. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Association de malfaiteurs*, n° 18. — Mais il n'est pas nécessaire de reproduire cumulativement toutes les circonstances de l'article 268 C. P. — Arr. cass. 22 septembre 1848, déjà cité, et reproduit *inf.* note *4 in fine*.

Il n'y a pas à distinguer si l'association a été formée pour commettre des crimes ou pour commettre des délits. CARNOT, *Comm. C. P.*, t. I, p. 631. — DALLOZ, *Dict. gén.*, v° *Assoc. de malfaiteurs*, n° 2.

Les auteurs de la *Théorie du Code pén.*, t. III, p. 259, et DALLOZ, *Rép.*, v° *Assoc. de malfaiteurs*, n° 13, revenant sur un premier avis contraire, font quelque résistance à cette interprétation de la loi dans un sens absolu ; ils argumentent des termes mêmes de l'art. 267 du Code pénal pour établir que le Code n'a en vue que des associations organisées pour commettre des crimes.

L'opinion de M. CARNOT me paraît préférable :

Une association de malfaiteurs ou une organisation de bandes qui n'auraient pour objet primitif que des vols simples, v. g. des *vols à la tire*, (industrie qui a remplacé, avec extension, celle des *coupeurs de bourses*), est assez dangereuse pour avoir excité la sollicitude du législateur, et pour encourir une sévère répression. Combien de fois n'a-t-on pas vu des bandits de cette espèce infester les foires, enlever à des paysans le prix des bestiaux qu'ils venaient de vendre, c'est-à-dire des sommes assez rondes,

et quelquefois même très-considérables? Des bandes qui, opérant par individus isolés, dévaliseraient, soit des maisons sans gardiens ou mal gardées, soit des étalages de marchands, ou pilleraient les campagnes, ce qui se voit fréquemment, ne sont-elles pas redoutables et véritablement pernicieuses?...

Au reste, cette distinction est d'un faible intérêt et n'a guère d'importance pratique. Les associations de malfaiteurs manifestent leur existence par des faits plutôt que par de simples projets ; elles ne s'organisent point et ne fonctionnent pas avec la résolution ou même la possibilité de s'abstenir de toute circonstance aggravante, et de commettre exclusivement des délits. Mais quand elles ont opéré et sont découvertes, les art. 265 et suivants du Code pénal permettent de punir les chefs plus rigoureusement et d'atteindre les simples affiliés, encore que l'on ne pût imputer spécialement à ceux-ci aucun fait déterminé, lorsque les bandes ont commis des méfaits qualifiés crimes ou délits.

Le port d'armes n'est pas une circonstance nécessaire pour l'application des art. 265 et suiv. du Code pénal. CARNOT, *l. c.*

Une association de cinq individus pour fabriquer de la fausse monnaie est considérée comme une bande de malfaiteurs contre les propriétés. Arr. cass. 20 août 1819, DALLOZ, *Rép.*, v° *Association de malfaiteurs*, nos 8-10.

Le nombre des personnes nécessaires pour former une bande ou réunion, n'a pas besoin d'être exprimé et est laissé à l'appréciation du jury. MORIN, *Rép.*, v° *Association de malfaiteurs*, n° 4. — *Théorie du Code pén.*, t. III, p. 257.

En cas de pillage (440 C. P.), la Cour de cassation décide que trois personnes forment une bande. *Sup.* n° 43. — *Inf.* n° 691, note 2.

On pourrait, ce me semble, considérer que trois voleurs ou trois malfaiteurs associés suffiraient pour constituer une bande, lorsque leur réunion n'est pas fortuite ou n'a pas pour but un fait déterminé, mais qu'elle est concertée pour commettre, à profit commun, des méfaits multiples et indéfinis envers les personnes ou les propriétés. *V.* DALLOZ, *Rép.*, v° *Assoc. de malf.*, nos 4, 7.

(3) Il suffit d'un seul des titres d'auteur, d'organisateur, de directeur, de chef de l'association, de chef ou commandant de bandes, pour l'application de l'art. 267 du Code pénal. Arr. cass. 15 mai 1818, CARNOT, *l. c.*, t. I, p. 634. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 15.

J'ai fait entrer dans la question principale, comme circonstance constitutive l'une des qualités que je viens d'énumérer, et la Cour de cassation a confirmé ce mode de qualification, comme je l'ai indiqué au commencement de la note précédente.

Cependant, le seul fait d'avoir été membre d'une association de malfaiteurs, même sans titre ou sans fonctions déterminées, étant constitutif d'un crime, j'estime que l'on pourrait poser comme circonstance aggra-

vante la qualité d'*auteur, organisateur, directeur, chef* ou *commandant*, qualité qui entraîne une aggravation de peine. Il serait même prudent de diviser ainsi l'incrimination, si l'une de ces qualités dans l'association, imputée à un prévenu, était niée ou incertaine. Et comme il peut y avoir inconvénient à comprendre dans l'articulation principale une qualité aggravante, tandis qu'il ne peut en exister à poser séparément cette qualité dans une articulation accessoire, le parti le plus sage, et par conséquent préférable, dans tous les cas, serait d'imputer comme circonstance aggravante l'une des qualités relevées dans l'art. 267 du Code pénal, à la suite d'une incrimination simple, c'est-à-dire conforme à la formule que j'ai donnée pour les simples associés.

(4) On est malfaiteur par le seul fait d'être associé à une bande. DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 11. — MORIN, *Rép.*, *l. c.*, n^os^ 2, 4.

Les mots *chargé d'un service quelconque* s'appliquent à tous ceux qui ont fait partie de l'association sans titre ou fonctions déterminées. Arr. cass. 15 mai 1818, B. n° 70. — 9 février 1832, B. n° 48. — DALL., 32-1-135. — MORIN, *Rép.*, *l. c.*, n° 9. — DALL., *Rép.*, *l. c.*, n^os^ 17-20. — BOURGUIGNON, *Jurispr.*, t. III, p. 250. — *Théorie du Code pénal*, t. III, p. 261-265.

Un intermédiaire pour la correspondance fait partie de l'association. Arr. cass. 22 juillet 1824, DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 21.

Le seul fait d'affiliation à une association de malfaiteurs organisée contre les personnes ou les propriétés constitue le crime prévu par les art. 267, 268 C. P. — Il n'est pas nécessaire que l'incrimination reproduise les termes de l'art. 266 C. P., qui déterminent les diverses circonstances auxquelles la loi attache la criminalité de l'association. Arr. cass. 22 septembre 1848, DALL., 48-5-15.

(5) Cette circonstance de *connaissance* et de *volonté* est constitutive et essentielle; elle doit être exprimée par les mots *sciemment* et *volontairement* ou autres mots présentant la même idée. Arr. cass. 22 juillet 1824, B. n° 95. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 22. — *Théorie du Code pénal*, t. III, p. 265.

(6) Dans cette dernière incrimination, à supposer qu'il y ait lieu d'y comprendre l'ensemble des articles énumérés, non d'en retenir un seul ou quelques-uns, il est prudent de diviser, afin que le jury soit interrogé distinctement, et puisse admettre ou rejeter tel ou tel article, sans que le rejet de l'un nuise à l'accusation, si tel autre est admis.

L'art. 268 C. P., serait applicable lors même que la livraison des armes, des munitions ou des instruments de crime, n'aurait été faite qu'à un seul individu *pour la bande*. DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 23. — *Théor. du Code pén.*, t. III, p. 265.

Il n'en serait pas ainsi quant au logement fourni à un seul malfaiteur;

mais le fait pourrait entraîner la *complicité*, suivant les circonstances, d'après l'art. 61, C. P. MORIN. *Rép.*, *l. c.*, n° 7. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 23. — *Sup.* n° 647, note 7.

653. Attentat à la pudeur avec violence [1].

"... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, commis un [2] attentat à la pudeur [3], consommé ou tenté [4] avec violence [5], sur la personne de N... [6] (C. P., 332).

(*V.* à la note 3, des qualifications *en fait*.)

Circonstances aggravantes communes à l'attentat à la pudeur avec ou sans violence et au viol.

Age de la victime. — Alors que ladite N... était âgée de moins de quinze ans accomplis [7] (C. P., 332).

Minorité. — Alors que ladite N... était mineure *ou* âgée de moins de vingt et un ans [8] (C. P., 333).

Parenté. — Rapports de famille. — Avec cette circonstance que le prévenu était le père *ou* l'aïeul [9], *ou* le mari, *ou* l'oncle, *ou* le beau-père de ladite N... (*ou* le beau-père, *ou* l'oncle de ladite N..., qui habitait avec lui) [10] (C. P., 333).

Tuteur. — Instituteur. — Maître. — Avec la circonstance qu'à cette époque (*ou* qu'au moment où le crime s'est accompli), le prévenu était le tuteur, — *ou* le maître, — *ou* l'instituteur de ladite N... [11] (C. P., 333).

Domestique. — Avec la circonstance qu'à cette époque (*ou* qu'à l'époque où le crime a été commis) le prévenu était le serviteur à gages de ladite N..., *ou* le serviteur à gages du père, — de la mère, — du tuteur, — du maître, — de l'instituteur *ou* de l'institutrice de ladite N... [12] (C. P., 333).

Fonctionnaire. — Avec la circonstance qu'à ladite époque le prévenu exerçait les fonctions de... [13] (C. P., 333).

Ministre d'un culte. — Avec la circonstance qu'à l'époque de la perpétration du crime, le prévenu était ministre de tel culte [14] (C. P., 333).

Aide et assistance. — Avec cette circonstance que le prévenu a été aidé dans son crime par une autre personne, ou par une ou plusieurs personnes [15] (C. P., 333).

Tortures corporelles. — Actes de barbarie. — Avec cette circonstance que le prévenu, pour l'exécution de son crime, a employé des tortures corporelles, ou commis des actes de barbarie [16] (C. P., 302-303).

(1) L'attentat à la pudeur *avec violence*, l'attentat à la pudeur *sans violence*, et le viol, sont des crimes divers, dont chacun a son caractère particulier, mais qui ont entre eux une très-grande affinité, et qui rentrent tous dans l'expression collective *attentats aux mœurs*. Aussi les circonstances aggravantes sont les mêmes pour ces trois crimes; en sorte que les observations faites ou les arrêts rendus à l'égard de l'un, sont également applicables à l'autre, quant aux circonstances aggravantes. Je réunirai donc, sous ce n° 653, tout ce qui a trait aux circonstances aggravantes relativement aux attentats à la pudeur et au viol, qualifications et notes, sauf à y renvoyer, pour épargner des redites, quand j'en serai aux n^os^ 654 (attentat à la pudeur *sans violence*) et 697 (*viol*).

J'ai supposé le crime commis sur une fille ou une femme, et par un homme, parce que c'est le cas le plus ordinaire. Cependant la loi punit les attentats aux mœurs commis envers une personne de l'un ou de l'autre sexe, quel qu'en soit l'auteur : C. P., art. 332. — Il sera facile de modifier la formule, soit relativement à la victime, soit relativement aux qualités qui sont aggravantes, lorsque le crime aura été commis sur une personne du sexe masculin, ou par une personne du sexe féminin.

V. GILBERT, sur les art. 331, 332, 333 C. P.

(2) Dans le cas où le même individu aurait commis plusieurs attentats à la pudeur sur la *même personne*, on peut les réunir dans une incrimination unique. Arr. cass. 8 août 1840, B. n° 224.— DALL., 40-1-434. — 24 déc. 1840, B. n° 363.—DALL., 41-1-376. — 12 juin 1851, *Journ. crim.*, t. 24, p. 84. — DALL., 52-5-173. — *Sup.* n° 637.

Dans cette hypothèse, on imputera « d'avoir, à différentes reprises, commis des attentats à la pudeur, consommés ou tentés avec violence sur la personne de N.... »

Ou, ce qui vaut mieux, parce que cela laisse plus de latitude et de liberté au jury, en même temps moins de prise au doute ou à l'équivoque, on imputera « d'avoir, de telle époque à telle époque, en tel ou tel endroit,

ou en divers lieux, commis *un ou plusieurs* attentats à la pudeur, consommés ou tentés avec violence, sur la personne de N... »

Les mêmes observations s'appliqueraient évidemment au cas d'attentat à la pudeur *sans violence*.

(3) Le mot *attentat* seul ne suffirait pas ; l'énonciation des mots *à la pudeur* est substantielle, et leur omission dans la question posée au jury entraînerait nullité. Arr. cass. 24 décembre 1840, B. n° 361. — DALL., 41-1-369. — 24 mars 1853, B. n° 106. — DALL., 53-5-133. — J'ajoute qu'il n'y aurait pas à se préoccuper de cette décision, si l'on avait imputé l'*attentat à la pudeur* par une articulation *en fait*, comme je l'indiquerai tout à l'heure.

L'attentat à la pudeur est nécessairement tout acte extérieur exercé sur une personne avec intention d'offenser sa pudeur ou pouvant produire cet effet, quels que soient le sexe ou la condition de l'auteur ou de la victime de cet attentat. DALLOZ, *Rép.*, v° *Attentat aux mœurs*, n° 21. — MORIN, *Rép.*, v° *Attentat aux mœurs*, n° 10. — *Théorie du C. P.*, t. IV, p. 226. — *Sup.* n° 221, aux notes.

A l'égard d'une fille adulte ou majeure, d'une femme, d'un homme, l'attentat à la pudeur est un acte que l'on ne peut subir sans rougir, sans avoir honte, sans que la pudeur ou la chasteté soit offensée ou blessée ; c'est un acte que tout homme qui a le sens moral et qui se respecte, ne consentirait pas à souffrir sur lui-même, et qu'il ne tolérerait pas envers une personne qui lui serait chère : relativement à un enfant, c'est un acte qui serait de nature à altérer sa pureté, à flétrir son innocence, à souiller son corps, à salir son imagination, à corrompre son cœur ou dépraver son esprit, à lui apprendre des choses contraires aux bonnes mœurs, à l'exciter peut-être au libertinage. MORIN, *Rép.*, v° *Attentat aux mœurs*, n° 10. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Attentat aux mœurs*, n° 37. — *Théorie du C. P.*, t. IV, p. 221.

L'attentat à la pudeur résulte du fait même, quelle qu'ait été l'intention coupable de celui qui l'a commis : lubricité, injure, outrage, dérision, haine, vengeance, brutalité, curiosité... Arr. cass. 14 janvier 1826, B. n° 7. — 6 février 1829, B. n° 31. — 23 décembre 1859, DALL., 60-5-95. — *Journ. crim.*, t. XXXII, p. 174. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Attentat aux mœurs*, n°s 71, 76, 77. — MORIN, *Rép.*, v° *Attentat aux mœurs*, n° 11. — *Théorie du C. P.*, t. IV, p. 226.

Il n'est pas nécessaire de spécifier dans les incriminations les actes qui constituent l'attentat à la pudeur ; ils seront exposés dans les débats. Arr. cass. 18 mai 1854, DALL., 54-1-262.

Je me suis conformé à cette jurisprudence dans la formule que j'ai donnée ci-dessus, et qui est généralement usitée.

Sup. n° 641, j'avais indiqué l'attentat à la pudeur comme l'un des crimes non définis par la loi et que l'on peut, sans irrégularité, articuler dans les termes mêmes du Code pénal, bien qu'il fût possible et licite de l'articuler *en fait* et en se servant du langage vulgaire.

On pourrait en effet qualifier ainsi : « d'avoir, à..., le..., avec violence et contre la volonté ou sans le consentement de la nommée X..., commis tel acte sur la personne de ladite X... (*v. g.* en mettant à nu des parties du corps que la pudicité oblige de couvrir), — *ou* commis tel attouchement sur telle partie du corps de ladite X,.. (*v. g.* en portant les mains sur les parties sexuelles, sur le ventre, les cuisses, le sein...). »

On imputerait encore, d'après la même méthode : « d'avoir, à..., le..., violemment renversé la fille N..., et, malgré la résistance de sa victime, approché son membre viril des parties sexuelles de ladite N... »

Dans le cas où le crime se réduirait à un attentat à la pudeur *sans violence*, qu'il serait possible d'imputer subsidiairement si la victime était un enfant âgé de moins de onze ans, on pourrait se servir des mêmes qualifications en supprimant l'énonciation de la violence, — ou en exprimant formellement l'absence de violence et en comprenant l'âge de la victime dans l'incrimination principale, comme circonstance constitutive. V. *Inf.* n° 654, notes 4 et 5.

Alors on qualifierait ainsi : « d'avoir tout au moins, à..., le..., sans violence, commis tels actes... tels attouchements... sur la personne de N..., alors âgée de moins de onze ans. »

(4) On peut, sans complexité, comprendre dans la même articulation l'imputation d'avoir commis un attentat à la pudeur *consommé ou tenté*, l'art. 332 C. P. n'établissant pas de distinction entre la consommation et la tentative ; — au surplus, il n'est pas nécessaire, dans ce cas, d'énoncer les circonstances constitutives de la tentative. Arr. cass. 10 juillet 1817, B. n° 69. — 30 novembre 1827, DALL., 28-1-38. — 10 juin 1830, B. n° 163. — 9 février 1837, DALL., 37-1-510. — 11 avril 1840, B. n° 111. — 7 octobre 1852, B. n° 341, — DALL., 52-5-39. — *Journ. crim.*, t. XXV, p. 229. — 4 août 1853, B. n° 383. — DALL., 53-5-32. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 307. — *Théorie du C. P.*, t. IV, p. 228-231. — MORIN, *Rép.*, v° *Attentat aux mœurs*, n° 12. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n° 2816. — *Sup.* n^os^ 16, 646, note 8.

Un arrêt déjà cité, du 30 novembre 1827, DALL., 28-1-38, a jugé en outre qu'on peut même, sans nullité, ne point exprimer que l'attentat à la pudeur *a été consommé* ou *tenté*, et qu'il suffit d'accuser d'*avoir commis un attentat à la pudeur avec violence sur telle personne*.

(5) Il faut que la violence soit physique, qu'elle procède de l'emploi de la force ou d'un moyen physique : une violence morale ne suffirait pas envers une personne âgée de plus de onze ans.

En tout cas, la violence physique est relative, et résulte du seul fait de l'emploi de la force, à laquelle il a été opposé une résistance, selon les facultés de la victime, sans qu'il soit nécessaire que cette violence ait laissé des traces.

Il est inutile d'établir des distinctions ou des explications sans objet,

qui ne feraient que provoquer des discussions inutiles ou dangereuses ; et il vaut mieux s'en tenir aux mots *avec violence*, qui sont les termes mêmes de la loi.

Au cas de l'art. 332 C. P., la violence est une circonstance constitutive qui doit être comprise dans le fait principal. Arr. cass. 2 octobre 1819, B. n° 108. — 22 mars 1821, B. n° 40. — 28 janvier 1830, 25 août 1831, 12 janvier 1843, DALL., 43-1-124. — 31 août 1843, B. n° 227. — 6 février 1845. B. n° 34.— DALL., 45-1-155. — 20 janvier 1848, B. n° 18.— 11 décembre 1856, B. n° 391. — DALL., 56-1-73. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Attentat aux mœurs*,—*Journ. crim.*, t. XXIX,p. 81. — MORIN, *Rép.*, v° *Attentat aux mœurs*, n^os^ 80-84, v° *Inst. crim.*, n^os^ 2891 et suiv. — *Théorie du C. P.*, t. IV, p. 228.

Les faits constitutifs de la violence sont appréciés souverainement par les juges du fond, c'est-à-dire par les jurés. Arr. cass. 2 février 1813, B. n° 7. — 20 janvier 1820, B. n° 29. — 9 mars 1821, B. n° 34. — 5 septembre 1828, B. n° 251. — 28 octobre 1830, B. n° 239, — DALL., 31-1-10. — MORIN, *Rép.*, v° *Attentat aux mœurs*, n° 11. — DALLOZ, *Rép.* v° *Attentat aux mœurs*, n^os^ 78, 85, 88.—*Théorie du C. P.*, t. IV, p. 228.

(6) J'ai déjà dit, *Sup.* note 1, que ce crime est punissable à l'encontre de toute personne, quel que soit le sexe de la victime.

L'attentat à la pudeur avec violence est punissable même lorsqu'il a été commis par un *mari envers sa femme*. Arr. cass. 20 mars 1839, DALL., 40-1-6. — 18 mai 1854, DALL., 54-1-262, — *Journ. crim.*, t. XXVI, p. 230. —MORIN, *l. c.*, n° 12. — *Théorie du C. P.*, t. IV, p. 230.

L'arrêt du 18 mai 1854 ajoute qu'il n'est pas nécessaire que l'incrimination contienne *les détails du fait*, et qu'il suffit qu'elle soit exposée dans les termes généraux de l'art. 332 C. P. — J'ai cité, *Sup.* note 3, cette décision comme règle générale, parce qu'il y a toujours même raison de l'appliquer.

(7) La question d'âge doit être posée dans tous les cas où elle constitue une circonstance aggravante, *quand même un acte de naissance serait produit*, parce que c'est toujours un point de fait du ressort du jury. Arr. cass. 1^er^ octobre 1834, B. n° 324. — *Sup.* n° 641, aux notes.

Dans l'attentat à la pudeur avec violence, la circonstance que la victime était âgée de moins de quinze ans accomplis est aggravante et doit être posée séparément. Arr. cass. 23 septembre 1837, DALL., 37-1-417.—18 avril et 11 juillet 1839, B. n^os^ 127, 222,— DALL., 40-1-356, — *Journ. crim.*, t. XI, p. 95. — 15 juillet 1842, B. n° 183. — DALL., 43-1-253. — 12 janvier 1843, DALL., 43-1-124. — 2 juin 1848, B. n° 165, — *Journ. crim.*, t. XXI, p. 212. — 18 septembre 1851, B. n° 389, — DALL., 51-5-151.— 18 juillet, 28 août et 11 octobre 1856, B. n^os^ 256, 391, 393. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Attentat aux mœurs*, n° 96. — *Théorie du C. P.*, t. IV, p. 245.

Alors même que l'attentat à la pudeur, *avec violence*, fait principal de l'incrimination, aurait été commis sur un enfant âgé de moins de onze ans,

il faudrait poser la circonstance aggravante dans les termes de l'art. 332 C. P., c'est-à-dire articuler, non pas que la victime avait *moins de onze ans*, mais qu'elle avait *moins de quinze ans accomplis*. Arr. Paris, 29 mars 1853, SIR.-VIL., 53-2-425. — Arr. cass. 8 novembre 1838, B. n° 346. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 96.

Cette circonstance de l'âge au-dessous de quinze ans accomplis doit toujours être posée, quand elle existe, quel que soit le prévenu, et indépendamment de sa qualité, qui pourrait elle-même être aggravante. En effet, il pourrait arriver que la question de *qualité* ou d'*autorité* fût répondue négativement, ce qui ferait disparaître l'aggravation de l'art. 333 C. P.; et, dans cette prévision, il faut soumettre au jury l'aggravation résultant de *l'âge au-dessous de quinze ans accomplis*, d'après l'art. 332, par une question qui serait répondue affirmativement, si cette circonstance était reconnue exister réellement.

(8) Cette question de *minorité* devrait être posée, si l'auteur du crime, *autre qu'un ascendant*, avait autorité sur la victime âgée de plus de quinze ans et de moins de vingt et un ans; dans ce cas, les circonstances d'âge et les circonstances caractéristiques de l'autorité, ou la qualité du prévenu, entraînant une aggravation, aux termes de l'art. 333 C. P., doivent être posées *séparément*, sinon il y aurait dans l'articulation vice de complexité. Arr. cass. 6 février 1828, DALLOZ, *Rép.*, v° *Attentat aux mœurs*, n° 101. —9 juillet 1831, B. n° 314.—DALL., *l. c.*, n° 102.—28 septembre 1837.—DALL., *l. c.*, n° 105. — 15 juillet 1842, B. n° 183, — DALL., 43-1-253. —3 août 1848, B. n° 211,— DALL. 48-5-87.—11 et 17 janvier 1850, DALL. 50-5-117. — 7 juin 1860, DALL., 60-1-419.

Depuis la loi du 28 avril 1832, modificative du Code pénal, la question de minorité ou de majorité de la victime est indifférente, relativement aux ascendants, v. g. au *père*, à l'*aïeul*, auteur du crime. DALLOZ, *Rép.*, v° *Attentat aux mœurs*, n°s 99-108. — MORIN, *Rép.*, v° *Attent. aux mœurs*, n° 14. — CARNOT, *Comm. C. P.*, t. II, p. 99.

Quant au beau-père ou à l'oncle, *V.* ci-après, note 10.

(9) La qualité d'ascendant est une circonstance aggravante qui doit être posée séparément. Arr. cass. 27 mars 1848, B. n° 125.

Il ne faut pas employer le mot *ascendant*, bien qu'il se trouve dans l'art. 333 C. P., parce qu'il donne à juger une question de droit. Arr. cass. 14 septembre 1837, B. n° 272, — DALL., 38-1-415. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 104. — MORIN, *l. c.*, n° 14. — On dira donc : *le père*, *l'aïeul*...

(10) L'*autorité* que l'auteur du crime avait sur la victime est une circonstance aggravante, aux termes de l'art. 333 C. P. — Le principe de cette autorité n'étant pas défini par la loi, il n'importe pas que ce principe soit de fait ou de droit. Arr. cass. 25 mars 1843, B. n° 70. — *Journ. cr.*, t. XV, p. 151, — DALL. 43-1-231. — MORIN, *l. c.*, n° 15.

Mais cette circonstance doit être énoncée *en fait*, non *en droit*, parce que la question de qualité ou de fait est seule du ressort du jury, tandis que la question d'autorité ou de droit est exclusivement de la compétence de la Cour d'assises ; il faut donc l'articuler, non par abstraction, mais avec détails, non pas en exprimant que l'auteur du crime avait *autorité* sur la victime, mais en indiquant leurs qualités respectives et leurs rapports. Arr. cass. 25 mars 1830, DALL., 30-1-182. — 22 septembre 1836, B. n° 310, — DALL., 37-1-162. — 14 septembre 1837, B. n° 272, — DALL., 38-1-415. — 25 mars 1843, DALL., 43-1-231. — 2 décembre 1843, DALL., 44-1-188. — 23 mars 1844, B. n° 116. — 20 août 1845, B. n° 171. — 3 novembre 1848, B. p. 258, — DALL., 49-5-94. — 17 janvier 1850, B. n° 23, — DALL., 50-5-99. — 20 janvier 1853, B. n° 23, — DALL., 53-5-137. — 28 juin 1855, B. n° 231, — DALL., 55-1-301. — 11 décembre 1856, B. n° 393, — DALL., 57-1-72. — 7 juin 1860, DALL., 60-1-419. — MORIN, *Rép.*, v° *Attentat aux mœurs*, n^os^ 15, 16. — *Théorie du C. P.*, t. IV, p. 250, 251. — HÉLIE, t. IX, p. 117.

Le *père*, l'*aïeul*, ont évidemment autorité sur leurs enfants et petits-enfants ; aussi la qualité d'*ascendant* est placée par l'art. 333 C. P. au nombre des circonstances aggravantes, au regard des attentats aux mœurs.

La circonstance de *paternité naturelle* est aggravante, comme celle de paternité légitime. Arr. cass. 22 décembre 1842, B. n° 335, — DALL., 43-1-130. — 25 mars 1843, B. n° 70, — DALL., 43-1-231. — 10 septembre 1846, DALL., 47-4-119.

Dans le sens de l'art. 333 C. P., un *mari* a autorité sur sa femme. Arr. cass. 25 mars 1830, DALL., 30-1-182. — 21 novembre 1839, DALL., 40-1-6. — 18 mai 1854, DALL., 54-1-262. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n^os^ 78, 111. — J'estime que l'âge de la victime ne serait point à prendre en considération dans cette occurrence, et qu'il est indifférent qu'elle soit mineure ou majeure.

La question de savoir si un *beau-père* est ou non l'*ascendant* de la femme de son fils est très-contestable, dans le silence de l'art. 333 C. P., quant aux alliés. Si l'on admettait que le beau-père fût un ascendant, ou qu'il eût autorité sur sa bru, il faudrait poser la circonstance en fait : « avec cette circonstance que ladite N... était la femme de X..., fils du prévenu, *ou* était la bru du prévenu ; » sauf à la Cour à résoudre la question de droit. Arr. cass. 14 septembre 1837, B. n° 272, — DALL., 38-1-415. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Attentat aux mœurs*, n^os^ 103-104.

S'il s'agissait d'un *oncle*, on établirait cette qualité et les rapports domestiques qui existaient entre le prévenu et la victime, v. g. l'habitation commune, point de fait que le jury aura à constater, et que la Cour d'assises appréciera en droit. Arr. cass. 4 avril 1833, B. n° 121, — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 121. — Je pense que si la victime était *mineure* et âgée *de plus de quinze ans*, ou si elle était *majeure* ou *mineure émancipée*, il y aurait lieu d'appliquer à un *oncle* les règles tracées par la jurisprudence à l'égard du *beau-père*, et exposées dans la suite de la présente note.

Le *beau-père* (mari de la mère de la victime) a *autorité* sur sa belle-fille (la fille de sa femme), mineure, habitant chez lui, alors même qu'il n'aurait pas la qualité de tuteur, et encore que la mère fût morte, si la fille n'a pas été pourvue d'un tuteur. Arr. cass. 26 février 1836, B. n° 60. — 16 février 1837, B. n° 51, — DALL., 37-1-488. — 11 août 1839, B. n° 258. — 2 mai 1844, B. n° 157, — DALL., 44-1-206. — 20 janvier 1858, B. n° 23, — DALL., 53-5-137. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n^os^ 115 et 117.

La victime était-elle la fille légitime ou naturelle de la femme de l'auteur du crime, habitaient-ils ensemble, quels étaient leurs rapports, c'est une question de fait du domaine du jury ; la Cour décide ensuite la question d'autorité ou de droit, d'après les circonstances constatées par le jury, et qui avaient par conséquent été comprises dans l'incrimination. Arr. cass. 25 mars 1838, B. p. 138.—11 juin 1841, DALL. 41-1-389.—25 mars 1843, B. n° 70, — DALL., 43-1-231. — 2 mai 1844, B. p. 223. — 30 août 1855, B. n° 303. — 7 juin 1860, DALL., 60-1-419. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n^os^ 112-120.

La seule qualité de beau-père ne suffirait pas ; il faut qu'il soit déclaré par le jury que la victime était *mineure* et *habitait chez le beau-père*. — Arr. cass. 26 février 1836, B. n° 60. — 16 février 1837. B. n° 51, — DALL., 37-1-488. — 10 août 1839, B. n° 258, — *Journ. crim*, t. XII, p. 86. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 117. — 3 août 1848, B. n° 211, — DALL., 48-5-87. — 11 et 17 janvier 1850, B. n^os^ 32, 36. — 20 janvier 1853, DALL., 53-5-137.

Toutefois, il a été jugé que la *minorité* suffit et que la cohabitation est nécessaire en cas de *majorité* de la victime. Arr. cass. 30 août 1855, B. n° 303, — DALL., 55-1-415. — 7 juin 1860, DALL., 60-1-419 (implicitement).

En conséquence, si la victime est *mineure* et âgée de *plus de quinze ans*, il faudra articuler séparément : 1° la circonstance de minorité ; — 2° la qualité de beau-père ; — 3° et, si elle existe, la circonstance d'habitation commune, soit comme énonciation complémentaire du fait, exigée par divers arrêts, soit surabondamment, d'après une autre jurisprudence, et, dans ce cas même, sans inconvénient.

Mais si la victime est *majeure* ou *mineure émancipée*, il faudra articuler : 1° la qualité de beau-père ; — 2° la circonstance nécessaire que la victime, majeure ou mineure émancipée, habitait chez son beau-père ou avec son beau-père ; — autrement la qualité de beau-père restant isolée, serait inopérante et devrait être négligée.

(11) Le *tuteur* a incontestablement, en droit, *autorité* sur sa pupille.

La qualité de tuteur ou de protecteur soulève une question de fait à soumettre au jury. Arr. cass. 3 mai 1832, DALL., 32-1-277.

Il faut, quant au tuteur, articuler la circonstance que la victime a moins de quinze ans, s'il y a lieu, ou la circonstance de *minorité*, après cet âge, soit en exprimant que la victime était *mineure* et placée sous la tutelle du

prévenu, soit en exprimant que le prévenu était le tuteur de la victime au moment du crime, ce qui impliquerait qu'elle était alors mineure et non émancipée.

Mais il serait plus net et plus sûr de diviser ces circonstances en articulant: 1° que la victime (âgée de plus de quinze ans) était, à l'époque du crime, mineure non émancipée;—2° que le prévenu était alors le tuteur de la victime.

On comprend sous la dénomination d'*instituteurs* les personnes chargées d'une surveillance, les professeurs de lettres, sciences et arts, soit dans un établissement, soit dans une maison particulière. CARNOT, *Comm. C. P.*, t. II, p. 98. — MORIN, *Rép.*, v° *Attentat aux mœurs*, n° 16. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Attentat aux mœurs*, n° 122. — *Théorie du Code pénal*, t. IV, p. 252.

Un *maître* a autorité sur sa domestique. Arr. cass. 26 décembre 1823, B. n° 166, — DALLOZ, 24-1-79, et *Rép.*, *l. c.*, n° 109. — M. CARNOT, *Comm. C. P.*, t. II, p. 583, s'élève à tort contre cette décision, confirmée par arr. cass. 26 juin 1846, B. n° 165, — DALL., 46-4-27. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 311. — *Théorie du C. P.*, t. IV, p. 249.

On peut articuler qu'au moment ou à l'époque de l'attentat, le prévenu était le maître de la victime, — ou que la victime était domestique ou femme de service à gages chez le prévenu.

Un *contre-maître* dans une fabrique a *autorité* envers les personnes qui travaillent sous sa surveillance. Arr. cass. 5 août 1841, DALLOZ, 42-1-76, et *Rép.*, *l. c.*, n° 110.

On peut articuler qu'au moment ou à l'époque de l'attentat, le prévenu, en qualité de contre-maître, faisait travailler la victime sous sa surveillance, comme ouvrière dans tel établissement, — *ou* la victime travaillait comme ouvrière, sous la surveillance du prévenu, contre-maître dans tel établissement.

Quant aux *instituteurs*, *maîtres*, *contre-maîtres*, la circonstance de l'âge *au-dessous de quinze ans* me paraît devoir être articulée comme aggravante, si elle existe. Quel que soit l'âge de la victime au-dessus de quinze ans, il n'y a pas à en tenir compte: que la victime soit mineure ou majeure, la *qualité* du prévenu est seule et par elle-même une circonstance aggravante qui produit le même effet que si la victime avait moins de quinze ans. Mais la circonstance de qualité pouvant défaillir, il faut conserver la circonstance de l'âge au-dessous de quinze ans, qui pourrait être suivie d'une réponse affirmative du jury.

(12) Celui qui est reçu dans une maison en qualité de *serviteur à gages* doit être considéré comme ayant cette qualité, non-seulement à l'égard du chef de la maison ou de la famille, mais encore à l'égard de sa femme ou de ses enfants. Arr. cass. 6 septembre 1821, B. n° 147, — DALL., 21-1-581. — 22 juillet 1824, DALL., 24-1-251. — CARNOT, *Comm. C. P.*, t. II, p. 99. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 311. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Attentat aux mœurs*, n° 123.

L'art. 333 du Code pénal revisé en 1832, consacre textuellement cette jurisprudence à l'égard des enfants, et ne la contredit point à l'égard de la femme.

La qualité de serviteur à gages est encore une circonstance aggravante à l'égard des autres serviteurs de la même maison, d'après le texte formel de l'art. 333 C. P. Arr. cass. 16 mars 1854, B. n° 72, — DALL., 54-1-163.

Les mots serviteurs à gages comprennent-ils les *commis?* Non, selon DALLOZ, *Rép.*, v° *Attentat aux mœurs*, n° 123. — Cependant, les commis sont incontestablement compris sous le titre de serviteurs à gages quand il s'agit de vol. V. *inf.* n° 700, note 27. Il y a parité de raisons pour leur attribuer cette qualité en cas d'attentat à la pudeur ou de viol, à savoir l'abus ou la trahison de la confiance nécessaire qui doit leur être accordée, et à défaut de laquelle le chef de famille, pour sauvegarder ses biens les plus précieux, ses intérêts les plus chers, l'honneur de sa femme et la pureté de ses enfants, serait astreint à une surveillance incessante, qui deviendrait impossible à cause de l'obligation de sa continuité perpétuelle.

Pour que la qualité de serviteur à gages soit aggravante, la loi n'exige point que la victime habite ou se trouve, au moment du crime, dans la maison où sert le prévenu, parce que le serviteur à gages peut être employé ou avoir des rapports avec les personnes de la famille ou de la maison, au dehors comme à l'intérieur, et que partout sa qualité, qui inspire confiance à son maître ainsi qu'aux personnes placées sous la surveillance ou l'autorité du chef de famille, doit par conséquent lui imposer la plus grande retenue. Cette circonstance, soit de l'accomplissement du crime, soit de l'habitation ou du séjour de la victime dans la maison du maître, n'est donc pas utile à relever, quoiqu'elle pût être comprise dans l'articulation, sans la vicier et sans péril, lorsque son existence est formellement établie ou reconnue ; et je regarde comme préférable de n'en tenir aucun compte, de l'éliminer absolument, pour simplifier l'articulation, plutôt que de la compliquer d'une énonciation sans portée.

(13) La qualité de *fonctionnaire*, dont le prévenu était investi au moment du crime, est aggravante, quoique le crime n'ait pas été commis par abus de la fonction et de l'influence qu'elle donne, ni dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice des fonctions. Arr. cass. 9 juin 1853, B. n° 204, — *Journ. crim.*, t. XXV, p. 229, — DALL. 53-1-308. — 5 mai 1859, DALL., 59-5-36. — CARNOT, *Comm. C. P.*, t. II, p. 98. — *Contrà*, MORIN, *Rép.*, v° *Attentat aux mœurs*, n° 16. — *Théorie du C. P.*, t. IV, p. 253. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Attentat aux mœurs*, n° 124. — La loi ne distinguant pas, il semble qu'elle ait voulu sévir contre le fonctionnaire à raison de son caractère même : la jurisprudence de la Cour de cassation est donc très-juridique, et doit servir de règle.

Les employés des douanes sont des fonctionnaires publics dans le sens de l'art. 333 du Code pénal. Arr. cass. 19 janvier 1821 et 24 janvier 1822, DALLOZ, *l. c.*, n° 124. — CARNOT, *l. c.*, t. II, p. 98. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 312. — *Théorie du C. P.*, t. IV, p. 254.

Au lieu d'articuler la qualité de fonctionnaire ou de fonctionnaire public, par abstraction, il vaut mieux énoncer ou spécifier l'emploi ou la fonction du prévenu, et exprimer ainsi sa qualité *en fait*.

(14) La qualité de ministre d'un culte est aggravante et doit faire l'objet d'une question séparée. Arr. cass. 18 juillet et 13 novembre 1856, B. nos 256, 347.

Cette circonstance embrasse tous les ministres d'un culte quelconque. CARNOT, *Comm. C. P.*, t. II, p. 98.

Il vaut mieux spécifier le culte que de poser une abstraction. DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 124.

En effet, les mots *ministre d'un culte* ne sont point sacramentels, mais simplement démonstratifs. On pourrait donc les remplacer par l'indication du *titre*, de la *fonction* et de la *résidence* du prévenu.

(15) La complicité est par elle-même une circonstance aggravante, indépendamment de l'âge de la victime. Arr. cass. 3 avril 1812, 24 avril 1818, DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, nos 127 et suiv., 133.

La complicité peut exister dans un attentat à la pudeur *sans violence* commis sur un enfant de moins de onze ans, tout aussi bien que dans un attentat à la pudeur *avec violence*. Arr. cass. 19 mars 1853, DALL., 53-1-32.

Dans le cas de l'art. 333 C. P., dit CARNOT, *l. c.*, t. II, p. 99, *aider*, c'est *agir*, non pas seulement donner un conseil, — ce qui n'exclut pas la complicité distincte de l'art. 60 C. P.

La complicité de l'art. 333 C. P., *a un caractère spécial* et ne se confond pas avec l'aide et assistance de l'art. 60, sans l'exclure; — en sorte qu'il n'y a pas contradiction à reconnaître qu'un accusé n'a pas prêté l'assistance *directe* et *matérielle* de l'art. 333, mais qu'il a donné avec connaissance l'assistance de l'art. 60. Arr. cass. 2 octobre et 27 novembre 1856, B. nos 326, 375.

Quand le jury déclare que l'accusé est coupable d'avoir, *conjointement avec un autre*, commis le crime de viol, il en résulte qu'il y a eu simultanéité d'action et assistance réciproque. Arr. cass. 29 janvier 1829, B. n° 22, — *Journ. cr.*, t. I, p. 134, — DALL., 29-1-125. — Par conséquent, la circonstance aggravante de complicité pourrait, à l'occasion, être formulée ainsi : « avec cette circonstance que le prévenu a commis son crime conjointement avec une autre personne. » Mais il est aussi simple, et préférable comme toujours, d'employer les termes de la loi lorsqu'ils n'impliquent point de questions de droit et sont parfaitement saisissables pour toutes les intelligences.

En cas de complicité de viol (j'ajoute : et d'attentat à la pudeur), il n'est pas nécessaire d'exprimer que le complice par aide et assistance dans l'accomplissement même du crime, a agi avec connaissance ; cela résulte de la force des choses. Arr. cass. 18 mai 1815, DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, nos 127 et suiv.

Il me semble plus prudent d'exprimer cette connaissance, conformément

à l'art. 60 C. P., quoique l'art. 333 ne l'exige pas expressément. MORIN, *Rép.*, v° *Viol*, n° 9. — *Sup.* n° 647, note 5.

Le complice d'un crime ayant une des qualités ou se trouvant dans une des circonstances qui entraînent l'aggravation de la peine, n'est passible de cette aggravation qu'autant que la culpabilité résulte d'une *coopération directe* à l'exécution du crime : il n'est soumis qu'aux peines de la complicité ordinaire, s'il a été seulement reconnu coupable d'avoir aidé et assisté avec connaissance l'auteur principal dans les faits qui ont *préparé* ou *facilité* le crime. — Et spécialement la *mère*, déclarée complice d'un viol sur sa fille par aide et assistance dans les faits qui ont préparé, facilité ou consommé ce viol, n'est pas passible de l'aggravation de peine prononcée par l'art. 333 du Code pénal, mais seulement de la même peine que l'auteur principal (dégagé de la circonstance aggravante d'*avoir été aidé dans son crime*, c'est-à-dire dans l'exécution même du crime, *par une autre personne*), conformément aux art. 59 et 60 du même Code, alors que le jury a reconnu qu'elle n'a point aidé l'auteur du viol *dans l'exécution de son crime*. Arr. cass. 2 octobre 1856, DALL., 56-1-431, et notes de l'arrêtiste.

Il faut donc, en pareille occurrence, bien distinguer et spécifier dans les qualifications les circonstances constitutives de la complicité. Si elles consistent simplement dans l'aide et assistance, avec connaissance, à l'occasion de faits préparatoires, en dehors de l'exécution ou de la consommation même du crime, il n'y a pas lieu de tenir compte, au point de vue de l'aggravation, de l'existence d'un complice, par rapport à l'auteur principal, ni de la qualité ou de la condition du complice, par rapport à ce dernier; mais il en serait autrement si la complicité provenait de la coopération directe du complice à l'exécution ou à la consommation même du crime.

Dans le premier cas, on suivrait les règles et les formules ordinaires de qualification, tant pour le fait principal que pour la complicité.

Dans le second cas, il y aurait lieu d'imputer à l'auteur principal le crime d'attentat à la pudeur, — avec ou sans violence, *ou* le viol (selon l'espèce); —plus, la circonstance aggravante d'avoir été aidé dans son crime par une autre personne.

Et il conviendrait d'imputer au complice d'avoir, avec connaissance, coopéré par aide et assistance dans l'exécution ou la consommation du crime, à l'attentat à la pudeur..., *ou* ou viol commis à..., le..., sur la personne de...; — avec cette circonstance que N... (le complice ou co-auteur) était l'aïeul, — le père, — la mère, — le tuteur, — l'instituteur, — le domestique... de la victime de l'attentat à la pudeur *ou* du viol.

On abandonnerait aux soins de la chambre d'accusation et à la prudence du président des assises de poser, au besoin, une question subsidiaire de complicité dans les termes généraux de l'art. 60 du Code pénal. — V. *sup.* n° 640.

(16) Il peut arriver qu'en cas d'attentat à la pudeur avec violence, ou du moins en cas de viol, l'auteur ou les auteurs du crime aient fait subir à la victime des tortures corporelles ou des actes de barbarie. Cette cir-

constance, écrite avec un sens général et absolu dans l'art. 303 C. P., devrait alors être relevée.

Quant à l'articulation de cette circonstance, V. *inf.* n° 689, note 6.

654. Attentat à la pudeur sans violence.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, commis un [1] attentat à la pudeur [2], consommé ou tenté [3] sans violence [4] sur la personne de N..., alors âgée de moins de onze ans [5] (C. P., 331).

(*V.* Qualifications *en fait*, ci-après, note 5 et *sup.*, n° 653, note 3.)

Avec la circonstance... [6] (C. P., 333).

(1) V. *sup.* n° 653, note 2.

(2) V. *sup.* n° 653, note 3.

(3) V. *sup.* n° 653, note 4.

(4) Lorsqu'il s'agit d'un attentat à la pudeur sur des enfants au-dessous de l'âge de onze ans, la circonstance de la violence n'est point constitutive de ce crime, mais aggravante. Le crime prévu par l'art. 331 C. P., existe légalement et moralement, encore qu'il n'y ait pas eu de violence exercée; dès lors le *retranchement* des mots *sans violence*, n'a pas nui à la défense, et il suffit, pour justifier la condamnation, qu'il ait été déclaré par le jury que l'accusé s'était rendu « coupable d'attentat à la pudeur d'un enfant au-dessous de onze ans. » Arr. cass. 29 novembre 1850, DALL., 50-1-36.

Il résulte de cet arrêt, explicitement, que l'on pourrait retrancher de la qualification les mots *sans violence*, parce que cette circonstance résulte virtuellement de ce que l'on n'articule point que l'attentat ait été commis *avec violence*; et implicitement, que l'on pourrait retrancher les mots *consommé ou tenté*, la consommation ou la tentative produisant le même effet au point de vue pénal.

Mais, dans la pratique, il est d'usage de ne rien retrancher de la qualification de ce crime, telle qu'elle est énoncée dans l'art. 331 C. P., et cela semble plus régulier; les mots *sans violence* étant caractéristiques, et les mots *consommé ou tenté* satisfaisant à toutes les prévisions : la qualification plus complète indique mieux au jury les éléments et la portée de l'incrimination, et empêche toute méprise, toute confusion de l'attentat sans violence avec l'attentat accompagné de violence, en même temps que toute équivoque sur l'exécution plus ou moins entière du crime, nécessaire pour entraîner une réponse affirmative.

Pour le cas de violence employée envers un enfant de moins de onze ans, *V.* la note suivante.

(5) L'attentat à la pudeur est punissable lorsqu'il a été consommé ou tenté sur un enfant de moins de onze ans, *même sans violence*, parce que la loi considère qu'un enfant de cet âge est incapable d'un consentement intelligent, réfléchi, libre, et acceptable comme excuse de l'action honteuse qu'il a subie sans résistance, ou à laquelle il a été amené à se prêter.

L'âge de moins de onze ans est une circonstance constitutive et substantielle du fait principal; cette circonstance doit être comprise dans l'incrimination principale, et n'en peut être séparée à titre de circonstance aggravante. Arr. cass. 1er octobre 1834, B. n° 324. — 23 septembre 1837, B. n° 289. — 28 septembre 1838, B. n° 322, — DALL., 38-1-482. — 9 septembre 1841, B. n° 271. — 4 mars 1842, B. n° 48, — DALL., 42-1-184. — 20 janvier 1848, 48-5-91. — MORIN, *Rép.* v° *Attentat aux mœurs*, 15 juillet 1842, B. n° 183. — 7 avril 1843, B. n° 76, — DALL., 43-4-37. — 20 janvier 1848, DALL., 48-5-91. — MORIN, *Rép.*, v° *Attentat aux mœurs*, n° 10; DALLOZ, *Rép.*, v° *Attentat aux mœurs*, nos 44, 46, 47. — *Théorie du C. P.*, t. IV, p. 223. — *Sup.* n° 634.

On ne pourrait se dispenser de soumettre au jury cette question de l'âge de moins de onze ans, quand même l'âge de l'enfant serait constaté par la représentation de son acte de naissance. Arr. cass. 1er octobre 1834 et 4 mars 1842, cité plus haut. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 44. — *Sup.* n° 641, aux notes. — Il faut donc que cette circonstance soit énoncée dans l'incrimination.

Suivant une décision que l'on peut, avec assurance, regarder aujourd'hui comme erronée, pour qu'il y ait attentat à la pudeur sans violence sur des enfants âgés de moins de onze ans révolus, il faut que les faits impudiques aient été commis sur leur personne; il ne suffit pas que l'on ait abusé d'eux sur soi-même. Arr. cass. 4 août 1843, B. n° 193, — DALL., 43-1-464. — MORIN, *Rép.*, *l. c.*, nos 7, 10. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 39. M. DALLOZ critique justement cet arrêt.

Antérieurement, la Cour de cassation avait jugé, par arrêt du 2 avril 1835, B. n° 120, qu'un instituteur prévenu d'avoir porté des jeunes filles à exercer sur lui-même des attouchements indécents, était passible non des peines de l'art. 334 C. P., pour corruption de la jeunesse, mais de celles de l'art. 331, pour attentat à la pudeur sans violence. DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 38.

Cette décision était parfaitement conforme au but moral de l'art. 331 C. P., sans en forcer la lettre; car il ne faut pas équivoquer à raison des mots : *sur la personne...* et, à vrai dire, c'est bien attenter à la pudeur sur la personne même d'un enfant, dont on abuse d'une façon odieuse, que de le faire participer matériellement, avec la main ou toute autre partie de sa personne, à l'accomplissement d'un acte impudique; que l'on fasse d'un enfant l'instrument ou l'objet d'une obscénité, que l'on emploie sa personne à produire ou à souffrir des attouchements ou un contact con-

traires à la pudeur, la souillure physique et morale sera également dangereuse ou funeste, et par conséquent également punissable.

Aussi la Cour de cassation, répudiant le système de l'arrêt de 1843, est revenue à sa première jurisprudence, et elle a décidé (avec grande raison, selon moi, quoique le *Journal du droit criminel* soutienne le contraire, t. XXXIII, p. 25–27), que pour l'application de l'art. 331 C. P., il importe peu que les actes contraires à la pudeur aient été consommés sur la personne inculpée, ou que l'attentat ait eu pour objet la personne de l'enfant ; qu'il suffit que la personne de l'enfant ait été mise en jeu dans l'accomplissement des actes attentatoires à la pudeur. Arr. cass. 27 septembre 1860, B. n° 219. — DALL., 60–1–469.

Dans une espèce de ce genre, il conviendrait de qualifier ainsi, en fait : « ... D'avoir, à..., le..., sans violence, fait exercer sur sa personne (*ou* sur ses parties sexuelles), par N..., alors âgé *ou* âgée de moins de onze ans, des actes *ou* des attouchements contraires à la pudeur. » Cette qualification préviendrait les difficultés, en obviant aux discussions subtiles ou spécieuses.

Un acte contraire aux mœurs exercé sur une jeune fille âgée de moins de onze ans constitue le crime d'attentat à la pudeur, et non pas seulement le délit d'outrage public à la pudeur. Arr. cass. 5 juillet 1838, B. n° 191, — DALL., 38–1–379, et *Rép., l. c.*, n° 40. — Il pourrait cependant, selon les circonstances de son accomplissement, constituer aussi ce délit (Arr. cass. 14 octobre 1826, B. n° 213, —DALL., 27–1–363), susceptible d'être imputé subsidiairement, ou d'être repris en police correctionnelle, en cas d'acquittement pour le crime, qui aurait seul été soumis au jury.

Si l'attentat à la pudeur d'un enfant de moins de onze ans avait été commis *avec violence*, c'est-à-dire malgré ses cris ou sa résistance, ce serait l'art. 332 C. P., et non plus l'art. 331, qui serait applicable, et dès lors il faudrait employer la qualification principale du n° 653 ci-dessus, non celle du n° 654. Conf. Arr. cass. 6 février 1845, DALL., 45–1–155. — 29 novembre 1850, B. n° 404, — DALL., 50–5–36. — *Sup.* n° 634.

Si la violence paraissait bien constatée, il faudrait imputer l'attentat à la pudeur *avec violence ;* — sauf au président de la Cour d'assises à poser, comme résultant des débats, une question subsidiaire d'attentat à la pudeur *sans violence*, ainsi qu'il en aurait le droit. Arr. cass. 11 décembre 1851, B. n° 516, — DALL., 51–5–146.

Si l'on prévoyait un échec au sujet de la violence, et que l'on voulût, *à priori*, poser la question subsidiaire, — comme on en aurait la faculté, sauf à n'en user qu'avec discrétion, ainsi que je l'ai conseillé *sup.* n° 639, à raison des inconvénients que j'ai signalés, — il ne faudrait pas s'évertuer à trouver des combinaisons qui rendissent une seule incrimination propre à recevoir des réponses diverses pouvant avoir un résultat positif.

Ainsi, une incrimination étant conçue en ce sens : « d'avoir commis un attentat à la pudeur sur la personne de N... ; — attentat consommé ou tenté avec violence ; — alors que N... était âgée de moins de onze ans ; » il a été jugé, avec raison, qu'une telle incrimination était vicieuse, la proposi-

tion principale ne constituant aucun fait qualifié et punissable. Arr. cass. 4 mars 1842, DALL., 42-1-184. — 20 janvier 1848, B. n° 18, — DALL., 48-5-91.

On voulait rendre l'articulation principale efficace en cas de violence ou en l'absence de violence, et l'on n'avait pas pris garde que, dans le premier cas, la violence est constitutive; que, dans le second cas, l'âge est constitutif : en sorte qu'à défaut de l'un ou de l'autre élément, la question principale était incomplète.

D'un autre côté, on ne pourrait pas réunir dans une même articulation la *violence* et l'*âge*, deux circonstances qui sont, l'une et l'autre, tantôt constitutives, tantôt aggravantes, mais qui ne peuvent être cumulées sans complexité.

Il y a donc, en pareille occurrence, nécessité de formuler deux incriminations distinctes, l'une principale, l'autre subsidiaire, de cette façon :

« ... D'avoir, à..., le..., commis un attentat à la pudeur, consommé ou tenté avec violence, sur la personne de N...;

« Alors que ladite N... était âgée de moins de *quinze* ans. »

« ... D'avoir, tout au moins, commis un attentat à la pudeur, consommé ou tenté sans violence, sur la personne de N..., alors âgée de moins de *onze* ans. »

M. HÉLIE écrit, t. IX, p. 114 : « Dans une accusation d'attentat à la pudeur *avec violence* sur un enfant âgé de *moins de onze ans*, il ne faut pas se borner à demander au jury si la victime avait *moins de quinze ans*, il faut lui demander si elle avait *moins de onze ans*; car, la violence écartée, il resterait un attentat sans violence, qui ferait l'objet de l'art. 331 du Code pénal. Cette hypothèse s'est présentée : le jury avait répondu à la question relative à l'attentat à la pudeur avec violence, *oui*, *mais sans violence*. Il est évident que cette réponse, qui écarte le crime prévu par l'art. 332 C. P., n'écarte pas celui prévu par l'art. 331, si la victime avait moins de onze ans. » L'auteur cite pour espèce un arr. cass. 29 août 1839, au rapport de M. Fréteau, SIREY, 39-1-657. Le même arrêt est rapporté, avec la date du 30 août 1839, DALL., 40-1-366, et DALLOZ, *Rép.*, v° *Attentat aux mœurs*, n° 48.

Sans doute, dans l'hypothèse, l'accusation n'était pas purgée.

Mais l'incrimination était mal formulée, parce qu'elle était unique, et parce que les deux crimes alternatifs, contenus dans le même fait, ne pouvaient pas être articulés dans un même contexte, puisqu'ils se constituent d'éléments différents, ainsi que je l'ai rappelé plus haut.

Aux termes de la loi du 13 mai 1836, art. 2, les jurés répondent *oui* ou *non*, sans plus; et il a été jugé que la réponse est irrégulière, si les jurés, prenant pour aggravantes des circonstances constitutives, répondent que l'accusé est coupable, sans les circonstances aggravantes. Arr. cass. 9 février 1832, B. n° 48, — DALL., 32-1-105.

En établissant une articulation unique, on expose le jury, répondant logiquement, à dire *non*, alors qu'il aurait dit *oui*, s'il eût été autrement interrogé.

Il faut donc, dans le cas prévu, poser une incrimination principale et une incrimination subsidiaire, comme je l'ai indiqué, ce qui sauve la difficulté.

Mais en formulant ainsi l'incrimination d'une façon alternative, il conviendra, après l'articulation principale d'attentat à la pudeur avec violence et quant à la circonstance d'âge, d'exposer que la victime avait moins de *quinze* ans, et non pas seulement moins de *onze* ans.

Peu importerait que l'on eût demandé si la victime avait moins de *onze* ans, lorsque le jury aura répondu affirmativement, car l'enfant qui a moins de onze ans a bien évidemment moins de *quinze* ans.

Mais supposez une réponse négative du jury sur cette question de l'âge de moins de *onze* ans, il restera à savoir si l'enfant n'avait pas moins de *quinze* ans, circonstance aggravante prévue par l'art. 332 C. P., dont les exigences n'auront pas été satisfaites ; et si la question principale d'attentat à la pudeur avec violence avait été répondue affirmativement, il n'y aurait pas à poser la question subsidiaire ; il s'ensuivrait que le fait aurait été implicitement déclaré constitutif d'un attentat à la pudeur sur une personne âgée de *plus de quinze ans*, ce qui serait contraire à la vérité.

En dernière analyse, il faut donc se fixer particulièrement sur le point de savoir si l'attentat à la pudeur a été commis avec violence, et qualifier le fait conformément à l'art. 332 C. P., — ou s'il a été commis sans violence, et qualifier le fait conformément à l'art. 331, soit en se bornant à cette dernière qualification, soit en l'ajoutant subsidiairement à la première.

Si l'on croit devoir poser l'alternative, l'attentat à la pudeur *avec violence* commis sur un enfant âgé de moins de *quinze* ans, quel que soit son âge au-dessous de ce terme, étant le crime le plus grave, sera d'abord soumis au jury, qui rejettera la question principale, s'il ne croit pas qu'il y ait eu violence, et qui, par conséquent, n'aura pas à s'occuper de la question accessoire de l'âge au-dessous de quinze ans, et à y répondre.

Alors viendra la question subsidiaire en un seul contexte, et dans laquelle sera énoncée la circonstance constitutive de l'âge de moins de *onze* ans, sans qu'il y ait contradiction ; car l'âge de moins de *quinze* ans n'exclut pas l'âge de moins de *onze* ans.

L'âge exprimé dans la circonstance aggravante posée à la suite de la question principale d'attentat à la pudeur avec violence, répondue négativement, n'étant point, d'ailleurs, déterminé par le jury, qui n'a pas eu à s'en préoccuper, l'articulation à cet égard est comme non avenue ; s'il arrive quelquefois qu'une question répondue, mais inopérante en son lieu, ait de l'influence, ou plutôt puisse être prise en considération, à l'égard d'une question postérieure et corrélative, il est évident qu'une question sans réponse et à laquelle on ne s'est même pas référé dans les autres questions, ne peut produire aucun effet ; elle est en quelque sorte retranchée ou effacée par prétermission.

(6) V. *sup.*, p. 251, circonstances aggravantes.

655. Avortement.

Avortement personnel. — ... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, par aliments, — breuvages, — médicaments, — violences, — ou par tout autre moyen (*ou* par un moyen quelconque), volontairement [1] procuré à elle-même un avortement qui a été consommé [2].

Ou ... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, volontairement fait usage (*ou* consenti à faire usage) des aliments, — breuvages, — médicaments, — ou autres moyens à elle indiqués ou administrés, — ou de violences exercées sur la personne, auxquelles elle s'est soumise (*ou* auxquelles elle a consenti à se soumettre), pour se procurer l'avortement qui s'en est suivi (C. P., 317, § 2).

Avortement procuré par autrui. — ... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, par aliments, — breuvages, — médicaments, — violences, — ou par tout autre moyen (*ou* par un moyen quelconque), volontairement procuré l'avortement de N..., lequel avortement a été consommé [3] (C. P., 317, § 1).

Tentative par autrui. — ... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, par aliments, — breuvages, — médicaments, — violences, — ou par tout autre moyen (*ou* par un moyen quelconque), tenté de procurer l'avortement de N..., alors enceinte; laquelle tentative, manifestée par un commencement d'exécution, n'a été suspendue ou n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté du prévenu [4] (C. P., 2, 317, § 1).

Gens de l'art. — Circonstances aggravantes. — ..... d'avoir indiqué, administré ou pratiqué les moyens qui ont procuré ledit avortement (*ou* qui étaient destinés à procurer ledit avortement, *s'il n'y a que tentative*), alors que le prévenu était médecin, — chirurgien, — officier de santé, — ou pharmacien, — *ou* alors que la prévenue (qui a procuré l'avortement *d'une autre femme*) était sage-femme [5] (C. P., 317, § 3).

(1) *V.* GILBERT, sur l'art. 317 C. P.

L'intention coupable est un élément essentiel du crime d'avortement. MORIN, *Rép.*, v° *Avortement*, n° 9. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Avortement*, n° 10. — *Théor. du C P.*, t. IV, p. 46, 51, 63.

Cependant, il n'est pas indispensable que cette volonté coupable soit exprimée dans la question soumise au jury. Arr. cass. 9 février et 18 octobre 1850, DALL., 50-5-42, 43.

Mais, comme l'avortement est un attentat à la vie d'un être humain, en sorte que ce crime, s'il ne peut être entièrement assimilé à l'homicide, lui est au moins analogue, je pense qu'il convient que le mot *volontairement*, quoique non contenu dans l'art. 317 C. P., soit exprimé dans l'incrimination, pour affirmer d'autant plus que l'avortement est le résultat de la volonté, non d'un pur accident, de la négligence, de l'imprudence ou de la maladresse. Après tout, le mot non nécessaire ou superflu ne peut nuire. *V.* DUFOUR, formules. — *Inf.* note 3, *in fine*.

(2) Il me paraît nécessaire d'énoncer dans l'incrimination qu'après l'emploi volontaire et intentionnel des moyens abortifs, l'avortement *a été consommé* ou *s'en est suivi*, parce que c'est un élément essentiel de la culpabilité de la femme qui veut se faire avorter, et qui n'est pas punissable pour simple tentative sur elle-même, d'après l'art. 317, § 2, C. P.

En énonçant que l'avortement a été consommé, on exprime implicitement que la prévenue était alors enceinte, ce qui dispense de l'articuler formellement. V. *inf.*, note 4.

Quant à l'emploi des moyens abortifs, *V.* ci-après.

(3) Dans une accusation d'avortement, la question portant : *l'accusé est-il coupable d'avoir provoqué l'avortement de...*, ne renferme pas les éléments constitutifs du crime d'avortement, le mot *provocation* n'exprimant pas que l'avortement provoqué ait été effectué, — ni de la tentative de ce crime, rien n'énonçant que cette tentative n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur. Arr. cass. 16 juin 1853, B. n° 212, — DALL., 53-5-43.

Le mot *provoqué* ne peut donc remplacer le mot *procuré* qu'à la condition d'exprimer que l'avortement a été effectué à la suite de la provocation qui l'a déterminé. Le mot *procuré* employé par l'art. 317 C. P., impliquerait au contraire un avortement consommé par suite des moyens qui ont dû le produire. Le parti le plus sûr est d'articuler que, par suite des moyens employés pour procurer l'avortement, cet avortement a été *effectué* ou *consommé*.

Le crime d'avortement porte en lui-même sa qualification légale, abstraction faite des moyens employés pour l'obtenir. Il n'est pas nécessaire que le moyen *spécial* à l'aide duquel un avortement a été opéré, soit indiqué dans la question soumise au jury. Arr. cass. 26 janvier 1839, B. n° 28. — DALL., 39-1-174.

Est régulière et suffisante une question ainsi posée : « N..., accusé, est-il coupable d'avoir administré à la fille X..., qui était enceinte, des moyens propres à lui procurer l'avortement, lequel avortement a été, en effet, le résultat de l'emploi desdits moyens? » Arr. cass. 9 février 1850, B. n° 52, — DALL., 50-5-42.

La réponse affirmative à la question de savoir si l'accusé est coupable d'avoir, par aliments, breuvages, médicaments ou violences, procuré l'avortement d'une femme enceinte, — établit suffisamment la volonté criminelle de l'accusé ; la question ainsi posée reproduisant les termes mêmes de l'art. 317 C. P. — Arr. cass. 18 octobre 1850, B. n° 362. — DALL., 50-5-43.

J'ai suivi cette formule en ajoutant l'énonciation : *lequel avortement a été consommé*, que j'aurais pu retrancher à la rigueur, car le mot *procuré* implique un fait accompli ; mais je maintiens ces mots, comme l'a fait le § 2 de l'art. 317, sans crainte de pléonasme, et en retranchant la mention que *N..., était alors enceinte*, ce qui ressort nécessairement de ce que son avortement a été consommé, car l'avortement *consommé* implique nécessairement la grossesse. V. *inf.* note *4 in fine*.

Le fait d'avoir procuré l'avortement d'une femme enceinte par l'un des moyens exprimés dans l'art. 317, C. P., constitue un *crime spécial*, et non pas un cas de complicité tombant sous l'application de l'art. 60 C. P. — Il suffit que la question soit posée au jury conformément à l'art. 317, sans qu'il soit nécessaire d'interroger le jury sur le point de savoir si celui qui a administré les moyens propres à procurer l'avortement *savait* qu'ils dussent servir à cet avortement. Arr. cass., 9 février 1850, déjà cité.—Autre arrêt, *inf.* note 3 *in fine*.

Les violences employées pour procurer l'avortement n'ont rien de contradictoire avec le consentement de la femme qui s'y est soumise pour avorter. Arr. cass. 18 octobre 1850, B. n° 362, — DALL., 50-5-43.

Le fait d'avoir occasionné la mort d'une femme par des violences que l'on aurait volontairement exercées sur elle pour la faire avorter, outre le crime prévu par l'art. 317 C. P., constitue le crime prévu par l'art. 309, § 2, et non pas seulement un homicide par imprudence. Arr. cass. 18 janvier 1810, DALLOZ, *Rép.*, v° *Crimes contre les personnes*, n° 9. — 3 septembre 1840, B. n° 246, — DALLOZ, 40-1-438, et *Rép.*, v° *Avortement*, n° 15. — *Journ. crim.*, t. XII, p. 331. — MORIN, *Rép.*, v° *Avortement*, n° 9.

Des violences volontaires exercées sur une femme enceinte, dans l'ignorance de son état ou sans intention de la faire avorter, mais qui auraient eu pour résultat son avortement, constitueraient-elles le crime d'avoir procuré l'avortement d'une femme enceinte, puni par l'art. 317 C. P.? — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 290, cite un arrêt de la Cour de cassation du 8 octobre 1812, qui a jugé l'affirmative.—Un arrêt de la Cour de cassation, dans le sens contraire, du 18 brumaire an XII, B. n° 150, est cité par les auteurs de la *Théor. du C. P.*, t. IV, p. 52, qui discutent cette question et lui

donnent une solution négative. DALLOZ, *Rép.*, v° *Avortement*, n° 10, est du même avis, et cite en outre un arr. cass. 27 juin 1806, décidant, à l'égard d'un chirurgien qui avait fait avorter une femme, que l'on aurait dû poser la question de savoir *s'il avait agi dans le dessein du crime*. MORIN, *Rép.*, v° *Avortement*, n° 9, professe la même doctrine.

Il suit de là qu'il n'est point inutile, dans une incrimination de cette nature, d'énoncer que le prévenu a *volontairement* procuré l'avortement.

(4) La seule tentative de procurer un avortement, qui n'a pas été suivie d'effet, est-elle punissable? La chambre criminelle de la Cour de cassation décide invariablement l'affirmative, contrairement à l'opinion de presque tous les criminalistes et d'un grand nombre de Cours d'assises, dont elle a cassé les arrêts, sans que cette grave question ait encore pu être portée devant les chambres réunies. *V.* MORIN, *Rép.*, v° *Avortement*, n° 10. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Avortement*, n° 6. — *Théor. du C. P.*, t. IV, p. 55 et suiv. — *Sup.* n° 15, et les auteurs qui y sont cités.

Les manœuvres pratiquées pour procurer l'avortement d'une femme dont la grossesse n'était qu'apparente, ne tombent pas sous l'application de l'art. 317 C. P. — Par suite, dans une *tentative* d'avortement, il y a nécessité de mentionner la circonstance de *grossesse*, la *tentative n'impliquant pas, comme l'avortement consommé, l'existence de cette circonstance*. Arr. cass. 6 janvier 1859, DALL., 59-1-336.

(5) Les sages-femmes sont comprises dans l'art. 317 C. P., bien qu'elles n'y soient pas expressément désignées. Arr. cass. 26 janvier 1839, B. n° 28. — DALL., 39-1-174. — 23 mai 1844, B. n° 179. — 9 janvier 1847, DALL., 47-1-96.

La qualité de médecin, chirurgien, officier de santé, pharmacien ou sage-femme, est une question de fait du ressort du jury. Arr. cass. 10 décembre 1835, *Journ. cr.*, t. VIII, p. 50. — C'est une circonstance aggravante qui doit être articulée à part du fait principal, à peine de nullité pour complexité. Arr. cass. 10 décembre 1835, B. n° 450, — *Journ. cr., l. c.* — 26 janvier 1839, B. n° 28, — *Journ. cr.*, t. XI, p. 56, — DALL., 39-1-174. — 13 janvier 1854, B. n° 8. — 31 janvier et 16 juin 1854, DALL., 54-5-69, 134. — MORIN, *Rép.*, v° *Quest. au Jury*, n° 44. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Avortement*, n°s 16-18.

Le complice du médecin..., qui l'aurait provoqué par des promesses, serait punissable comme lui. Arr. cass. 16 juin 1855, DALL., 55-5-17.

La loi, en cas d'inculpation d'un médecin..., qui a indiqué ou fourni les moyens tendant à procurer l'avortement, n'exige l'addition ni des mots *sachant que ces moyens devaient y servir*, ni des mots *avec connaissance* ou *volontairement*; la qualité de l'accusé constitue une circonstance aggravante qui peut être simplement posée ainsi : « L'accusé était-il médecin

ou officier de santé? » Arr. cass. 5 mars 1857, B. n° 92, — DALL., 57-1-178.

Quand c'est un médecin ou un autre homme de l'art qui est poursuivi comme auteur principal, on formule l'incrimination comme je l'ai fait ci-dessus, conformément au § 1er de l'art. 317 C. P. — On ajoute, comme circonstance aggravante, « alors qu'il était médecin..., *ou* avec cette circonstance que le prévenu était médecin... »

Nonobstant l'arrêt du 5 mars 1857, je crois utile de mentionner dans l'incrimination primitive ou principale que le médecin a agi volontairement ou sciemment (ce qui est fort bref, et en tout cas ne peut nuire), par les raisons données à la fin de la note 4 ci-dessus.

656. Banqueroute frauduleuse.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, étant commerçant failli [1], — *ou* faisant le commerce sous le nom d'autrui ou sous un nom supposé, — soustrait ses livres [2], — *ou* dissimulé ou détourné une partie de son actif (*ou* tout ou partie de son actif) [3], *ou* frauduleusement reconnu par des actes publics ou par des engagements sous signature privée (*ou* par tel acte spécifié, tel billet...), être débiteur de sommes qu'il ne devait pas [4] (*ou* être débiteur envers tel *ou* tels de sommes qu'il ne lui *ou* leur devait pas [5]) (C. P., 402; C. com., 591, 593, n° 3).

Avec cette circonstance que le prévenu était alors agent de change *ou* courtier [6] (C. P., 404).

Complicité. — V. *sup.* n° 647 [7] (C. P., 403).

Tiers. — Crime spécial. — ... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, dans l'intérêt de N... [8], commerçant failli [9], dont il connaissait la situation, soustrait, recélé ou dissimulé [10] une partie (*ou* tout ou partie) de l'actif *ou* des biens, meubles ou immeubles, dudit N... [11] (C. com., 593, n° 1).

Tiers. — Autre crime spécial. — ... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, frauduleusement présenté dans la faillite de N..., et affirmé [12] en son nom, *ou* par interposition de personnes, des créances supposées, *ou* une (*ou* telle) créance supposée (C. com., 593, n° 2).

(1) *V.* GILBERT, sur l'art. 402 C. P.

Principe général : Les commerçants seuls peuvent être en état de faillite, et par suite en état de banqueroute. BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 422 et suiv. — CARNOT, *Comm. C. P.*, t. II, p. 301 et suiv. — *Théorie du C. P.*, t. V, p. 259-264. — MORIN, *Rép.*, v° *Banqueroute et faillite*, n° 5.—DALLOZ, *Rép.*, v° *Faillite et banqueroute*, n^os^ 45 et suiv.

Le *mineur* qui fait le commerce sans l'autorisation prescrite par l'art. 2 du Code de commerce, ne peut être considéré comme banqueroutier. Arr. cass. 2 décembre 1826, B. n° 242, — DALL., 27-1-77. — 17 mars 1853, B. n° 93, — DALL., 53-1-114.

La *femme mariée*, commune en biens, ne peut non plus être considérée comme ayant fait faillite et pouvant être passible des peines de la banqueroute frauduleuse, sous le prétexte qu'elle aurait été l'associée de son mari commerçant failli. Arr. cass. 9 août 1851, B. n° 336, — DALL., 52-1-60. — Mais la qualité de commerçant failli est applicable à la femme mariée qui fait personnellement le commerce, ou qui fait un commerce séparé de celui de son mari. Arr. cass. 20 mars 1846, DALL., 46-4-109, 110.

La qualité de *commerçant failli* est une circonstance constitutive du crime de banqueroute frauduleuse. Arr. cass. 13 novembre 1827, B. n° 285, — 20 septembre 1838, B. n° 310, — *Journ. cr.*, t. XI, p. 152. — 30 octobre 1839, DALL., 40-1-375. — 20 mars 1846, DALL., 46-4-109. — MORIN, *Rép.*, v° *Banqueroute*, n° 5. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Faillite*, n^os^ 1388-1392. — Cette circonstance ne doit point être énoncée à part. Arr. cass. 30 août 1849, B. n° 117, — DALL., 49-5-91 ; ou en divisant les mots *commerçant* et *failli*, Arr. cass. 20 mars 1846, DALL., 46-4-109 ; et il ne suffirait pas de dire *étant failli* ou *en état de faillite*, Arr. cass. 4 mai et 18 octobre 1842, B. n^os^ 108, 282. — MORIN, *Rép.*, v° *Banqueroute*, n° 7. — *Théorie du C. P.*, t. V, p. 263. — Donc, il est nécessaire que l'articulation principale comprenne cette qualification textuelle *commerçant failli* ou *négociant failli*. HÉLIE, t. IX, p. 100.

Le jury a caractère pour constater le fait de la faillite ; il n'est pas nécessaire qu'un jugement passé en force de chose jugée ait déclaré l'ouverture de la faillite. Arr. cass. 21 novembre 1833, B. n° 470. — 17 novembre 1835, B. n° 385. — 29 mars 1838, B. n° 87. — La poursuite du crime de banqueroute frauduleuse n'est point subordonnée à la déclaration de faillite par le tribunal de commerce. Arr. cass. 13 avril 1825, DALL., 25-1-377. — 22 janvier 1831, DALL., 31-1-119. — 11 août 1837, DALL., 38-1-25. — Peu importent, au criminel, les décisions rendues par les tribunaux de commerce. Arr. cass. 9 mars 1811, B. n° 33. — 23 novembre 1827, B. p. 282. — 26 avril 1844, B. n° 155. — CARNOT, *Comm. C. P.*, t. II, p. 312. — MORIN, *Rép.*, *l. c.*, n° 6. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n^os^ 1394 et suiv. — *Théorie du C. P.*, t. V, p. 266-269.

(2) Le fait de cacher ou de soustraire ses livres est présomptivement frauduleux. Arr. cass. 2 avril 1846, DALL., 46-4-110. — Aussi, n'est-il pas nécessaire que le mot *frauduleusement* soit accolé au mot *soustrait* :

l'art. 591 du Code de commerce ne l'exige pas. Mais il n'y aurait point d'irrégularité à exprimer la fraude, qui est un élément constitutif du crime de banqueroute frauduleuse. Arr. cass. 16 janvier 1840, DALL., 40-1-394. — M. DUFOUR, dans ses formules, écrit *frauduleusement soustrait*.

Au contraire, le mot *frauduleusement* est dans le texte de l'art. 591 du Code de commerce, pour la reconnaissance de dettes supposées; il faut donc exprimer que cette reconnaissance a été frauduleuse.

(3) Le mot *dissipé*, substitué à *détourné* ou *dissimulé*, opérerait nullité. Arr. cass. 13 janvier 1854, B. nº 9, — DALL., 54-1-134.

On peut poser séparément la question de *détournement* et celle de *dissimulation*. Arr. cass. 6 octobre 1853, DALL., 53-5-217. Mais j'estime que l'on peut réunir les deux circonstances alternatives dont l'effet est le même. *Sup*. nº 639.

Il n'est pas nécessaire d'exprimer que le détournement a été fait frauduleusement, Arr. cass. 21 décembre 1854, B. nº 352; — ou qu'il a été fait au préjudice des créanciers, Arr. cass. 7 mai 1851, DALL., 51-5-148; — ni de spécifier en quoi consistent les valeurs détournées, Arr. cass. 16 janvier 1840, DALLOZ, 40-1-394, et *Rép.*, vº *Faillite*, nº 1449.

Cette jurisprudence relative au détournement est également applicable à la dissimulation, circonstance similaire.

Il importe peu que le détournement ou la dissimulation soient antérieurs ou postérieurs à la déclaration de faillite. Arr. cass. 5 mars 1813, CARNOT, *Comm. C. P.*, t. II, p. 310. — MORIN, *Rép.*, vº *Banqueroute*, nº 8. — 29 décembre 1828, B. nº 335, — DALLOZ, *Rép.*, vº *Faillite*, nº 1402. — 26 mai 1838, DALL., 39-1-50. — 27 janvier 1844, DALL., 44-4-193. — En effet, le jugement d'ouverture de la faillite est déclaratif et non constitutif de la faillite, qui existe par le seul fait qu'un commerçant a cessé ses paiements. *Théor. du C. P.*, t. V, p. 265, 266, 283.

(4) Il n'est pas indispensable que le créancier fictif soit nommé. Arr. cass. 6 juin 1845, B. nº 191.

(5) Il faut que le jury soit interrogé sur les faits élémentaires qui constituent la banqueroute frauduleuse. Arr. cass. 11 juillet 1816, B. nº 41. — 11 novembre 1829, DALL., 29-1-402. — 1er août 1835, DALL., 37-1-48. — Un seul des faits prévus par la loi suffit pour constituer la banqueroute frauduleuse. Arr. cass. 3 novembre 1831, DALLOZ, 32-1-58, et *Rép.*, vº *Faillite*, nº 1460.

On ne peut, d'après ces arrêts, inculper d'avoir commis le crime de *banqueroute frauduleuse*, question de droit réservée à l'appréciation de la Cour; il faut articuler le fait ou les faits d'où résulte la banqueroute frauduleuse. RAUTER, *Droit crim.*, t. II, p. 136. — CARNOT, *Comm. C. P.*, t. II, p. 310.—*Théor. du C. P.*, t. V, p. 284.—MORIN, *Rép.*, vº *Banqueroute*, nº 8. — *Sup*. nº 641.

On pourrait, à la rigueur, comprendre cumulativement dans une seule articulation alternative plusieurs des circonstances constitutives de la banqueroute frauduleuse définies par les art. 591 et 593 du Code de commerce, parce qu'elles ont toutes la même portée, V. *sup.* n° 639. Mais j'estime qu'il vaudrait mieux, en cas de concours de plusieurs de ces circonstances constitutives, comprises dans une seule articulation, leur donner à chacune un numéro, 1°..., 2°..., 3°..., pour appeler des réponses distinctes du jury; ou faire pour chacune d'elles une articulation séparée, afin d'arriver au même résultat. Autrement, il pourrait arriver que le jury, par méprise, se crût obligé de répondre négativement à une question composée, si l'une des alternatives ne lui paraissait pas justifiée, quoique les autres lui parussent incontestablement établies.

(6) La simple faillite d'un agent de change ou d'un courtier, constitue un crime équipollent à la banqueroute frauduleuse. *Inf.* n° 671.

La qualité de ces agents commerciaux est une circonstance aggravante, en cas de banqueroute frauduleuse. Art. 404 C. P.

(7) La loi du 28 mai 1838, modificative du Code de commerce, a replacé la complicité en matière de banqueroute frauduleuse sous l'empire des art. 59 et 60 du Code pénal. Arr. cass. 5 mars 1841, DALLOZ, *Rép.*, v° *Faillite*, n°s 1483, 1485 et suiv. — 18 octobre 1842, DALL., 42-1-420. — *Inf.* note 11. — Mais l'acquittement du commerçant failli, qui peut tenir à une circonstance de moralité, n'empêche pas la poursuite et la punition du complice. Arr. cass. 5 mars 1841, déjà cité.

Le complice ne peut être condamné qu'autant que l'auteur principal est déclaré *commerçant failli*. Aussi, cette qualité du banqueroutier, *commerçant failli*, doit être comprise dans les questions de complicité. Arr. cass. 4 mai 1842, B. n° 108. — 9 février 1855, B. n° 34. — HÉLIE, t. IX, p. 113.

Il faut donc, dans l'incrimination du complice, si elle est faite à part, c'est-à-dire sur une poursuite séparée, rappeler la qualité de *commerçant failli* du banqueroutier, et *les faits constitutifs de la banqueroute frauduleuse*; qualité et faits pour lesquels il suffit de se référer à l'incrimination principale, où ils sont nécessairement contenus, en ce qui concerne le complice, lorsqu'il est compris dans la même poursuite et la même accusation que le banqueroutier frauduleux. *V.* pour le cas de poursuite séparée *sup.* n° 647, note 3, mode de formuler l'imputation de complicité.

(8) *Dans l'intérêt du commerçant failli*, est une circonstance constitutive et essentielle. Arr. cass. 11 décembre 1837, B. n° 436. — 18 octobre 1842, B. n° 382, — DALL., 42-1-420. — 18 mars 1852, DALL., 52-5-266. 13 janvier 1854, B. n° 9, — DALL., 54-1-134. — Autrement, et si le détournement avait été fait *dans l'intérêt de l'agent*, ce serait un vol. *Théorie du C. P.*, t. V, p. 290. — *V.* néanmoins *inf.* note 11.

(9) Cette qualité de *commerçant failli* doit être énoncée expressément, au moins en se référant à la question posée pour le commerçant failli impliqué dans la poursuite. Arr. cass. 26 mai 1838, DALL., 39-1-50. — Je préfère, dans tous les cas, l'énonciation expresse dans l'incrimination spéciale.

(10) On peut comprendre dans la même question les deux circonstances de la soustraction et du recel. Arr. cass. 26 mai 1838, DALL., 39-1-50.

(11) Toutes les circonstances énoncées dans cette articulation sont constitutives et peuvent être comprises dans un même contexte sans complexité. Arr. cass. 30 août 1849, DALL., 49-5-91.—9 fév. 1850, B. n° 50,—DALL., 50-5-114.

Il n'est pas nécessaire qu'il y ait eu concert entre le tiers et le failli. Arr. cass. 2 mai 1840, B. n° 125.—DALL., 40-1-424.—3 juin 1843, B. n° 131, — DALL., 43-1-324. — *Théorie du C. P.*, t. V, p. 290.

L'art. 593 C. com. ne fait pas obstacle aux principes généraux de la complicité d'après les art. 59, 60 C. P., Arr. cass. 3 juin 1843, B. n° 131, —DALL., 43-1-324.—Cet article n'a prévu qu'un seul cas de complicité, le recel ; les autres modes de complicité rentrent dans le droit commun, art. 60 du Code pénal : mais alors il n'est pas nécessaire d'énoncer que le *complice* a agi *dans l'intérêt du commerçant failli*. Arr. cass. 21 décembre 1854, B. n° 352.

Le conjoint du failli qui a détourné dans l'intérêt de celui-ci, sans sa complicité, est passible de l'application de l'art. 594 (peine du vol) non de l'art. 593 du Code de commerce. Arr. cass. 19 avril 1849, B. n° 87. — DALL., 49-5-188. — 2 avril 1853, B. n° 121, — DALL., 53-1-116.

Celui qui, sans complicité avec le failli (v. g. son conjoint, ses ascendants, 594 C. com.) détourne des effets au préjudice d'une faillite, *à l'aide de bris de scellés ou d'effraction*, se rend coupable des crimes prévus par les art. 253, 384 du Code pénal. Arr. cass. 13 mai 1841, B. n° 144, — DALL., 41-1-392, et *Rép.*, v° *Faillite*, n° 1504.

(12) L'affirmation de la créance est le complément nécessaire de la criminalité, et doit être exprimée comme circonstance constitutive. Arr. cass. 13 mars 1851, DALL., 51-5-251.

657. Bigamie.

Contractant. — ... d'avoir, à..., le..., contracté mariage avec la nommée B..., alors qu'il était engagé dans les liens d'un précédent mariage, contracté avec la nommée A..., et non encore dissous

Ou... d'avoir, à..., le..., contracté mariage avec la nommée B..., alors que son mariage, contracté à..., le..., avec la nommée A..., n'était pas encore dissous [1] (C. P., 340).

Célébrant. — ... d'avoir, à..., le..., en qualité d'officier de l'état civil de cette commune, prêté son ministère pour la célébration du mariage de N... avec la nommée B..., sachant que N... était encore engagé dans les liens d'un précédent mariage, contracté avec la nommée A... ; — *ou* connaissant l'existence d'un précédent mariage de N... avec la nommée A..., non encore dissous [2] (C. P., 340).

(1) *V.* Gilbert, sur l'art. 340 C. P.

On pourrait également, s'en tenant au texte du Code pénal, qualifier ainsi : « ... d'avoir, à..., le..., étant engagé dans les liens du mariage, contracté un autre mariage, avant la dissolution du précédent. » Mais il y a plus de précision à faire connaître le nom des deux femmes, dont la première vivait et avait encore les droits d'épouse, au temps où le crime de bigamie a été commis par le fait d'un second mariage contracté : et cette énonciation semble préférable, quoiqu'elle ne soit pas indispensable, les débats devant fournir des explications catégoriques.

Bien que la fraude soit un élément de ce crime, comme de tout autre, il n'est pas nécessaire de l'exprimer dans l'inculpation ; elle se trouve énoncée dans le mot *coupable* de la question posée au jury.

On doit s'attacher, pour reconnaître s'il y a bigamie, non pas à la question de savoir si le prévenu a contracté un second mariage *avant d'avoir acquis la preuve légale de la dissolution du premier*, mais s'il l'a fait avant cette dissolution. Arr. cass. 12 pluviôse an XIII, Dalloz, *Rép.*, v° *Bigamie*, n° 10. — *Théorie du C. P.*, t. IV, p. 317. — Il y a donc présomption délictueuse à l'égard du prévenu : c'est à lui à justifier de sa bonne foi. La simple *possibilité de bonne foi* ne justifie pas. Arr. cass. 24 frimaire an XII, B. n° 44. — 5 avril 1815, B. n° 25. — Merlin, *Rép.*, v° *Bigamie*, n° 6. — Dalloz, *Rép.*, v° *Bigamie*, n°s 25 et suiv. — Carnot, *Com. C. P.*, t. II, p. 117. — Bourguignon, *Jurisp.*, t. III, p. 319. — Rauter, *Droit crim.*, t. II, p. 64.

L'exception de nullité du premier mariage peut être proposée devant la Cour d'assises. Arr. cass. 25 juillet 1811, 16 janvier 1826, B. n° 10, 29 juillet 1846, B. n° 133. — Dalloz, *Rép.*, v° *Bigamie*, n°s 12 et suiv. — D'où la conséquence que cette exception n'est pas préjudicielle, en ce sens qu'elle suspendrait l'action publique. Dalloz, *l. c.*, n°s 31 et suiv. — Bourguignon, *Jurisp.*, t. II, p. 36; t. III, p. 320. — *Théorie du C. P.*, t. IV, p. 317-319, 321 et suiv.

Il en serait autrement, si le prévenu soutenait qu'il n'a jamais été marié,

et que l'existence du premier mariage ne fût pas prouvée. Arr. cass. 25 juillet 1811, BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 320.

Il suffit que le deuxième mariage ait été contracté devant l'officier de l'état civil : sa nullité ne couvrirait pas le crime. Arr. cass. 19 nov. 1807, DALLOZ, *Rép.*, v° *Bigamie*, nos 13, 36. — RAUTER, t. II, p. 71. — *Théorie du C. P.*, t. IV, p. 319. — Il n'est pas nécessaire, dans l'incrimination, de constater que le deuxième mariage a été contracté *légalement*; il suffit d'énoncer qu'il a été contracté avant la dissolution du premier. Même arrêt.

La tentative de bigamie est punissable. Arr. cass. 28 juillet 1826, B. n° 145. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Bigamie*, nos 19, 20.— MORIN, *Rép.*, v° *Bigamie*, n° 5.

Mais le simple fait de publication d'un second mariage, n'est qu'un acte préparatoire, qui ne constitue pas le commencement d'exécution. Arr. cass. 29 juillet 1826, B. n° 145. — 23 novembre 1839, DALL., 40-1-386. — Arr. Paris, 30 juin 1840, DALL., 41-2-29. — Arr. Angers, 29 mai 1829, *Journ. cr.*, t. Ier, p. 196. — Il en est de même de la signature d'un contrat de mariage. Arr. cass. 7 frimaire an X, DALLOZ, *Rép.*, v° *Bigamie*, nos 21, 22. — *Théorie du C. P.*, t. IV, p. 320.

Le Français marié qui contracte un second mariage à l'étranger, avec une étrangère, peut, à son retour en France, être poursuivi à la requête du ministère public et de la seconde femme. Arr. cass. 18 fév. 1819, B. p. 80. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. II, p. 71 ; t. III, p. 341. — MORIN, *Rép.*, v° *Bigamie*, n° 7. — *Contrà*, LEGRAVEREND, t. Ier, p. 98. — RAUTER, t. II, p. 67.

(2) Quant à l'officier de l'état civil qui aurait prêté son ministère pour la célébration du deuxième mariage, il a pu être de bonne foi ou seulement négligent. Pour qu'il ait encouru la peine applicable au bigame, il faut qu'il ait agi avec *connaissance de cause*, et, dès lors, que l'incrimination le mentionne, conformément au texte de l'art. 340 du Code pénal. CARNOT, *Com. C. P.*, t. II, p. 118.

Les complices du crime de bigamie, autres que l'officier de l'état civil, même le conjoint qui aurait eu connaissance du premier mariage avant la célébration de celui qui constituerait la bigamie, devraient être poursuivis selon le droit commun. RAUTER, t. II, p. 69.

658. Bris de scellés.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, volontairement, *ou* à dessein, brisé ou enlevé des scellés [1], — *ou* participé au bris des scellés, — apposés par ordre du Gouvernement, — *ou* par ordonnance de justice [2], — sur les papiers de N..., prévenu *ou* accusé [3] d'un crime (*ou* de tel crime...) emportant la peine de

mort, — *ou* des travaux forcés à perpétuité, — *ou* de la déportation (C. P., 250, 251) ;

Alors que le prévenu était lui-même le gardien desdits scellés [4] (C. P., 251).

D'avoir commis ce crime (*ou* ce bris ou enlèvement de scellés) avec violence envers telle personne [5] (C. P., 256).

(1) V. *inf.* n° 700, le bris de scellés considéré comme circonstance du vol, à l'égal de l'effraction. C. P., art. 253.

Le bris de scellés peut ne consister que dans le fait matériel de la destruction des scellés, c'est-à-dire des bandes ou cachets apposés par l'autorité publique, non dans l'enlèvement des objets ou effets placés sous les scellés, si les scellés sont restés intacts. Arr. cass. 1er octobre 1847, B. n° 243, — DALL., 47-1-435.—*Théor. du C. P.*, t. III, p. 221.—GILBERT, sur les art. 249 et suiv. du C. P.

La circonstance de volonté ou d'intention doit être exprimée dans l'incrimination, puisque l'art. 251 C. P. en fait un élément du crime. *Théor. du C. P.*, t. III, p. 220.

(2) Cette circonstance que les scellés ont été apposés par ordre du Gouvernement ou par autorité de justice, est constitutive et substantielle. CARNOT, *Com. C. P.*, t. I, p. 605, 607. — MORIN, *Rép.*, v° *Bris de scellés*, n° 2. — *Théorie du C. P.*, t. III, p. 220.

(3) Selon M. CARNOT, t. I, p. 616, on est seulement *inculpé* tant qu'il n'est pas intervenu d'ordonnance déclarant qu'il y a lieu à suivre : la délivrance d'un mandat, même de dépôt ou d'arrêt, n'impose pas la qualité de prévenu. J'estime que l'auteur donne au mot *prévenu* une interprétation trop restreinte. V. *sup.* n° 33, une définition plus large et acceptée comme exacte dans la pratique.

(4) Les papiers ne sont présumés appartenir à un prévenu ou à un accusé qu'autant qu'ils ont été trouvés sur lui ou à son domicile. Hors ce cas, et à moins d'une preuve autrement acquise, il y aurait lieu d'appliquer aux gardiens des scellés l'art. 249, non l'art. 251 du Code pénal. CARNOT, t. I, p. 606.

(5) V. *inf.* n° 693, note 9.

659. Castration.

... d'avoir, à..., le..., volontairement [1] commis le crime de castration [2] sur la personne de N... (C. P., 316 § 1).

(*V.*, à la note 2, Qualifications *en fait*.)

Avec la circonstance que la mort de N... est résultée de ce crime avant l'expiration des quarante jours qui l'ont suivi [3] (C. P., 316 § 2).

(1) Le crime spécial de castration rentre dans le genre des blessures qui sont punies plus rigoureusement lorsqu'elles ont été faites volontairement, et sont encore punissables lorsqu'elles ne sont que l'effet de la négligence, de la maladresse ou de l'imprudence. De même que, dans les incriminations de coups et blessures et d'homicide, il y a lieu d'énoncer l'intention coupable par le mot *volontairement*, j'estime qu'il faut, dans l'espèce, l'exprimer pareillement; l'auteur du crime aurait pu frapper ou blesser volontairement, sans avoir la volonté d'opérer une castration. Au reste, l'addition du mot volontairement, si elle ne sert pas, ne peut nuire.

Si la castration pratiquée sur un individu devait être le moyen d'un homicide, v. g. par l'hémorragie qu'elle cause et les autres accidents consécutifs qu'elle peut entraîner, elle serait punissable comme l'homicide ou la tentative d'homicide. RAUTER, *Droit crim.*, t. II, p. 37. — Donc, si la castration avait été opérée dans le but de donner la mort, il faudrait qualifier le fait comme meurtre ou tentative de meurtre.

(2) La castration consiste dans la mutilation ou l'ablation des organes ou de l'un des organes génitaux, — soit à l'égard d'un homme, — soit même, d'après les docteurs, à l'égard d'une femme, qui peut être rendue stérile par ce moyen, à l'aide d'une opération chirurgicale, ce qui rend le crime plus difficile à commettre sur une personne du sexe, en sorte que l'on n'en a point vu d'exemple devant les tribunaux.

La castration est l'amputation d'un organe quelconque nécessaire à la génération. Arr. cass. du 1er septembre 1814. Tous les auteurs ont reproduit cet arrêt et accepté la définition qu'il donne de la castration. V. DALLOZ, *Rép.*, v° *Crimes contre les personnes*, n°s 191-193. — MORIN, *Rép.*, v° *Castration*, n° 5. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 289. — RAUTER, *Dr. crim.*, t. II, p. 37. — *Théorie du Code pénal*, t. IV, p. 30, 31. — *Dictionn. de méd.*, v° *Castration* et v° *Castrats*. — DEVERGIE, *Traité de Méd. lég.*, t. II, p. 9, 10.

Je crois utile de reproduire intégralement ce qu'a écrit à cet égard M. DEVERGIE, qui s'exprime ainsi : « Le législateur n'entend pas la castration comme on la conçoit généralement en médecine : la castration se commet par l'amputation d'un organe quelconque nécessaire à la génération (arrêt du 1er septembre 1814). En effet, la blessure faite a un but direct que le coupable désirait d'atteindre, c'était d'anéantir la faculté procréatrice de la personne à laquelle il faisait une blessure ; qu'il ait amputé la *verge* ou *un testicule*, l'action répondait à l'intention dans les deux cas, et par conséquent l'ablation de l'une ou de l'autre de ces parties doit constituer, aux yeux de la loi, la castration, qui, en chirurgie, ne s'entend que de l'ablation des testicules. — Ainsi donc, quand le magistrat demande au

médecin si la castration a été opérée, celui-ci devra répondre affirmativement si la verge a été amputée, ou si un seul testicule a été enlevé, sauf à préciser les faits. »

Cette doctrine a servi de règle dans deux affaires jugées sous ma présidence, aux assises de Saintes, dans le mois de novembre 1838.

Première espèce. Une fille avait accepté d'un homme un rendez-vous, et s'étant livrée à lui entièrement, elle avait, dans le moment même de l'action, tenté de lui amputer *la verge;* mais elle avait pu seulement blesser cet organe et la main qui l'avait protégé à temps. Mise en accusation, cette fille a été déclarée coupable et condamnée pour tentative de castration.

Deuxième espèce. Une femme avait résolu d'amputer complétement les parties génitales de son mari, mais elle n'avait réussi qu'à lui enlever *un testicule.* Mise en accusation pour crime de castration, ou tout au moins pour tentative de castration, cette femme a été déclarée coupable sur la question principale, et condamnée pour castration.

Ni dans l'une, ni dans l'autre de ces affaires, la qualification n'avait été contestée, et il n'y a pas eu de pourvoi..

J'ai écrit *sup.* n° 641, que certaines dénominations de crimes emportent pour ainsi dire avec elles leur définition, et que l'on peut alors qualifier avec les termes mêmes de la loi, les explications qui seront fournies aux débats devant élucider ce qui pourrait paraître tout d'abord obscur aux yeux du jury; tels sont les cas de castration, de viol, d'attentat à la pudeur... Mais j'ai fait remarquer que ces termes abstraits pourraient susciter des distinctions, des discussions, des équivoques de nature à embarrasser ou à égarer le jury; en sorte que, généralement, il vaut mieux qualifier en fait, c'est-à-dire avec détails.

Quant à la castration, dont il s'agit ici, j'ai donné une formule générale et abstraite ; maintenant, j'expose des qualifications en fait ou explicites.

Suivant la définition jurisprudentielle de la castration, définition acceptée par tous les criminalistes, adoptée et confirmée par le savant professeur de médecine légale dont j'ai rapporté l'opinion, on pourrait qualifier ce crime de l'une des manières suivantes :

« ... d'avoir, à..., le..., volontairement amputé, *ou* mutilé, *ou* enlevé, sur la personne de N..., un *ou* plusieurs organes nécessaires à la génération. »

Ou « ... d'avoir, à..., le..., volontairement amputé, *ou* mutilé, *ou* enlevé, sur la personne de N..., un *ou* plusieurs des organes génitaux. »

Cette seconde qualification serait préférable à la première, parce qu'elle ne laisse pas à discuter quels sont les organes *nécessaires à la génération*, ou la question de savoir si tel organe enlevé, v. g. un testicule, la génération serait désormais possible ou impossible.

On éviterait la difficulté avec la première formule, si au lieu de dire un organe nécessaire à la génération, *ou* plusieurs organes nécessaires à la

génération, l'on disait *un* ou *plusieurs des organes nécessaires à la génération*.

Mais il serait plus simple encore et plus exclusif de toute discussion, au moins devant le jury, de spécifier l'organe ou les organes dont l'amputation, la mutilation ou l'ablation serait imputée au prévenu, en dénommant ces organes en termes vulgaires ; il n'y aurait là rien de malséant, parce qu'il n'y a point d'obscénité à exposer nettement devant la justice ce qui doit fixer son attention et faire l'objet d'un jugement.

On imputerait donc en fait, et selon l'espèce :

« ... d'avoir, à..., le..., volontairement amputé, — mutilé, — ou enlevé sur la personne de N..., le membre viril *ou* la verge, — un testicule, — les testicules, — *ou* le membre viril (*ou* la verge) et un testicule, *ou* et les testicules. »

(3) Il faut que la mort soit le résultat direct de la castration. Arr. Bruxelles, 17 mars 1825, MORIN, *Rép.*, v° *Castration*, n° 7.

Les art. 316 et 231 C. P. exigent que la mort ait suivi le crime dans les *quarante* jours. L'art. 309 ne fixe pas de délai. *Inf.* n° 664, note 10; n° 699, note 5.

En cas d'imputation de castration volontaire, ce terme de quarante jours serait constitutif de la circonstance aggravante.

660. Communication des secrets de fabrique.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, alors qu'il était (*ou* avait été) directeur, — commis — ou ouvrier de telle fabrique [1], communiqué [2] à N..., étranger, *ou* à N..., Français demeurant à l'étranger, un secret, *ou* des secrets de ladite fabrique (C. P., 418).

Ou... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, communiqué à un étranger (*ou* tel étranger) *ou* à un Français (*ou* tel Français) demeurant à l'étranger, un secret (*ou* des secrets) d'une (*ou* de telle) fabrique, dans laquelle il était (*ou* avait été) employé comme directeur, — commis, — ou ouvrier (C. P., 418).

(1) La qualité d'agent à un titre quelconque de la fabrique ou de l'établissement industriel dont les secrets particuliers auraient été communiqués est constitutive. MORIN, *Rép.*, v° *Manufacture*, n° 6. — *Théorie du C. P.*, t. V, p. 446.

Les mots *où il est employé* de l'art. 418 C. P. ne doivent pas être pris à la lettre ; les mots *où il avait été employé* seraient également constitutifs.

L'art. 418 C. P. s'applique aux anciens employés d'une fabrique comme aux employés au moment du crime. CARNOT, *Comm. du Code pén.*, t. II, p. 267.

(2) Au mot *communiqué* la loi n'ajoute point le mot *frauduleusement* ; mais la fraude n'en est pas moins un élément essentiel du crime. — MORIN, *l. c.* — *Théor. du C. P.*, t. V, p. 445. — La fraude se trouve suffisamment énoncée dans le mot *coupable* de la question posée au jury ; d'où il ressort qu'il est indifférent d'insérer ou non le mot *frauduleusement* dans l'incrimination de l'ordonnance de transmission et de l'arrêt de renvoi.

En cas de complicité, il faut que celui qui a reçu la communication ait employé quelque acte direct de provocation afin de se la procurer, pour qu'il soit coupable ; des actes postérieurs à la communication ne constitueraient pas la complicité. Arr. cass. 14 mai 1842, *Journ. cr.*, t. XIV, p. 246. — MORIN, *Rép.*, *l. c.* — *Théor. du C. P.*, t. V, p. 445.

661. Concussion.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit [1], en sa qualité de...[2], ordonné de percevoir, — exigé, — ou reçu [3] de N..., ce qu'il savait n'être pas dû *ou* excéder ce qui était dû [4] pour droits, — taxes, — contributions ou revenus, — ou pour salaire ou traitement [5] (C. P., 174).

(1) Il faut spécifier les circonstances du crime de concussion, sans attribuer à ce crime son caractère légal, parce qu'il n'appartient pas au jury de qualifier les faits qui lui sont soumis. Arr. cass. 7 avril 1842, B. n° 79, — DALLOZ, 42-1-366.

Les trois caractères élémentaires ou circonstances constitutives de ce crime sont : 1° que l'inculpé était fonctionnaire ou préposé ; — 2° qu'il a exigé ou fait une perception illégitime ; — 3° qu'il avait connaissance de cette illégitimité. Arr. cass. 28 nivôse an XIII, 15 mars 1821, 5 mai 1837, DALLOZ, 37-1-40. — MORIN, *Rép.*, v° *Concussion*, n°s 5, 11, 12. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Forfaiture*, n°s 63, 64, 70, 73. — *Théorie du C. P.*, t. II, p. 548, 557, 560. — GILBERT, sur l'art. 174 C. P.

Peu importe que la perception illicite ait été faite par un fonctionnaire directement ou par l'entremise d'un préposé. CARNOT, *Comm. C. P.*, t. I, p. 452. — *Théor. du C. P.*, t. II, p. 555, 556.

Les commis ou préposés *particuliers* des fonctionnaires (commis ou préposés qui ne sont pas investis d'un caractère public, et qui ne sont pas eux-mêmes fonctionnaires), coupables de concussions qu'ils auraient opérées personnellement ou par l'ordre de ceux qui les emploient, sont punis d'une peine correctionnelle seulement, par l'art. 174 du Code pénal. S'ils

étaient traduits en Cour d'assises avec leur patron, à raison de la connexité, il faudrait que leur qualité fût énoncée dans l'incrimination.

Si la concussion avait été commise à l'aide d'un faux, ce serait la peine du faux qui serait applicable. Arr. cass. 15 nivôse an II, CARNOT, *Comm. C. P.*, t. I, p. 451.

Le fonctionnaire qui reçoit ce qui ne lui est pas dû, pour s'abstenir de ses fonctions, est coupable, non de concussion, mais de corruption. Arr. cass. 22 octobre 1813, DALLOZ, *Rép.* v° *Forfaiture*, n° 59. — *Théor. du C. P.*, t. II, p. 546.

(2) Il ne peut y avoir de concussion, dans le sens des lois pénales, de la part des individus qui ne sont ni fonctionnaires, ni dépositaires de deniers publics. DALLOZ, *l. c.*, n° 64 ; par exemple de la part d'un individu qui tient pour son compte une *maison de prêt* autorisée par la police. Arr. cass. 4 juin 1812, B. n° 138, — DALLOZ, *l. c.*, n° 66. — MORIN, *Rép.*, v° *Concussion*, n° 5. — *Théorie du C. P.*, t. II, p. 548, 549. — Ni de la part de *gendarmes* ayant exigé d'un citoyen une somme qui ne leur était pas due, les gendarmes étant des agents de la force publique, non des fonctionnaires. Arr. Limoges, 4 janvier 1836, *Journ. cr.*, t. VIII, p. 177, — DALLOZ, 36-2-77. — *Théor. du C. P.*, t. II, p. 550. — Mais V. *inf.* n° 663, note 6, arr. de la Cour de Nîmes.

La Cour de cassation a considéré comme n'étant pas fonctionnaires ou officiers publics, mais comme étant les commis ou préposés d'une commune, pour la perception des taxes ou contributions, et alors comme pouvant être qualifiés concussionnaires, un *fermier du droit d'étalage* dans les halles d'une commune. Arr. cass. 2 janvier 1817, B. n° 1. — 14 août 1840, B. n° 232, — DALLOZ, 40-1-339 ; et un *fermier des droits de pesage, mesurage et jaugeage* d'un marché, percevant au delà du tarif. Arr. cass. 7 avril 1837, B. n° 103, — DALLOZ, 37-1-520. — 9 octobre 1845, DALLOZ, 46-1-45. — MORIN, *Rép.*, v° *Concussion*, n° 5. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Forfaiture*, n° 69. — *Théorie du C. P.*, t. II, p. 549. — Mais, dans ces deux cas, le fait de concussion ne constitue qu'un *délit correctionnel*, puni par le § final de l'art. 174 du Code pénal, suivant les arrêts cités.

Sont punissables, comme fonctionnaires ou officiers publics, des peines criminelles de l'art. 174 C. P. :

Un maire. Arr. cass. 1er avril 1813, DALLOZ, *Rép.*, v° *Forfaiture*, n° 64.

— Un receveur municipal. Arr. cass. 23 mars 1827, B. n° 63.—DALLOZ, *l. c.*, n° 65.—MORIN, *Rép.*, v° *Concussion*, n° 6.

— Un secrétaire de mairie. Arr. cass. 28 mai 1842, B. n° 130.—DALLOZ, 42-1-352.—DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 64.—MORIN, *l. c.*, n° 6.

— Un greffier de justice de paix, qui exige et reçoit d'avance des droits pour des expéditions qu'il n'a pas faites, et qui ne lui ont pas été demandées. Arr. cass. 12 septembre 1850, B. n° 300, —DALLOZ, 50-5-238.

— Un commissaire de police qui, en cette qualité, a reçu de plusieurs

individus des sommes qu'il savait ne lui être pas dues. Arr. cass. 1er octobre 1852, B. nº 331, — DALLOZ, 52-5-290.

— Un géomètre du cadastre. Arr. cass. 6 juin 1846, *Journ. crim.*, t. XVIII, p. 316. — MORIN, *l. c.*, nº 6.

— Un garde champêtre qui reçoit de l'argent qu'il sait ne lui être pas dû, pour un acte de ses fonctions. Arr. cass. 5 mai 1837, B. nº 142, — DALLOZ, 37-1-400. — 7 février 1852, B. nº 58. — DALLOZ, *Rép.*, vº *Forfaiture*, nº 64. — MORIN, *Rép.*, vº *Concussion*, nº 6.

— Un garde forestier. Arr. cass. 23 octobre 1813, DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, nº 64. — MORIN, *l. c.*, nº 6.

— Un préposé des douanes. Arr. cass. 21 avril 1821, B. nº 65. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, nº 68. — MORIN, *l. c.*, nº 6.

— Un porteur de contraintes. Arr. cass. 8 octobre 1837, B. nº 302, — DALLOZ, 38-1-209.

— Un geôlier ou concierge d'une prison. Arr. cass. 26 août 1824, B. nº 124, — DALLOZ, 25-1-30. — 26 juin 1852, B. nº 210, — DALLOZ, 52-5-290. — MORIN, *l. c.*, nº 6.

— Un huissier qui reçoit plus qu'il ne lui est dû. Arr. cass. 16 juillet 1808, DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, nº 67. — 7 avril 1842, DALLOZ, 42-1-366. — CARNOT, *Comm. C. P.*, t. I, p. 453 et suiv. — MORIN, *l. c.*, nº 7. — *Théor. du C. P.*, t. II, p. 551-554.

(3) Le crime de concussion ne consiste pas seulement à *exiger*, mais aussi à *recevoir* ce qui n'est pas dû. Arr. cass. 5 mai 1837, B. nº 142, — DALLOZ, 37-1-400. — DALLOZ, *Rép.*, vº *Forfaiture*, nºs 58, 71.

(4) Il n'est pas nécessaire d'exprimer la quotité du tort causé ou de la perception illégale, cette quotité n'étant ni constitutive ni aggravante. Arr. cass. 26 août 1824, B. nº 124,—DALL., 25-1-30.—7 avril 1842. B. nº 79, —DALL., 42-1-366. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, nº 72.

Pour qu'il y ait crime, il n'est pas nécessaire que le concussionnaire se soit approprié les sommes indûment exigées, la loi ne distinguant pas. En sorte que, dans notre législation, l'*exaction* et la *concussion* sont placées sur la même ligne, confusion qui n'existe pas dans certaines législations étrangères. *Théor. du C. P.*, t. II, p. 561-563.

(5) Les mots *salaire* et *traitement* se rapportent à tout homme public (spécialement à un huissier) qui, à ce titre, exige plus qu'il ne lui est dû. Arr. cass. des 15 juillet 1808 et 15 mars 1821, B. nº 48. — 7 avril 1842, B. nº 79,—DALL., 42-1-366.—DALLOZ, *Rép.*, vº *Forfaiture*, nº 67.

662. Contrefaçon ou altération de clefs par un serrurier.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, frauduleusement

contrefait ou altéré une ou plusieurs clefs [1] (C. P., 399, § 1).

Alors que le prévenu était un serrurier de profession [2] (C.P., 399, § 2).

(1) J'estime que le mot *frauduleusement*, qui ne se trouve pas dans le texte de l'art. 399 C. P., doit néanmoins être énoncé dans l'incrimination, parce qu'il s'agit d'une espèce de faux, et que c'est évidemment la prévision de la fraude ou du mauvais usage des clefs contrefaites ou altérées qui constituent le délit. *Théor. du C. P.*, t. V, p. 234, 235.

On peut spécifier ou ne pas spécifier les clefs qui ont été contrefaites ou altérées.

Lorsqu'une telle inculpation est dirigée contre un serrurier, il y a sans doute, par le fait même, présomption d'une action délictueuse; cependant les clefs auraient pu être commandées sans avertissement, et elles auraient pu être confectionnées, modifiées ou retouchées de bonne foi et sans soupçon de fraude.

Si le fabricateur des clefs avait connu leur destination spéciale et actuelle, s'il avait agi en vue d'un vol déterminé, il devrait être poursuivi comme complice du voleur. Arr. cass. 13 juin 1811, CARNOT, *Comm. C. P.*, t. II, p. 297. — *Théor. du C. P.*, t. V, p. 235. — En effet, le § 3 de l'art. 299 C. P. venant après les dispositions qui punissent la contrefaçon ou l'altération des clefs, ajoute: « Le tout sans préjudice de plus fortes peines en cas de complicité de crimes. » Il peut y avoir dans le fait dont il s'agit complicité pour avoir fourni des *instruments* ou des *moyens*, sachant qu'ils devaient servir au crime, ou par aide et assistance avec connaissance.

(2) La qualité de *serrurier de profession* est une circonstance aggravante et doit par conséquent être posée séparément du fait principal.

663. Corruption de fonctionnaires ou officiers publics.

Fonctionnaires ou officiers publics corrompus. — ... d'avoir, à telle époque, en tel endroit [1], en sa qualité de... [2], agréé des offres ou promesses, — reçu des dons ou présents [4] pour faire telle chose, acte de ses fonctions ou de son emploi [5] non sujet à salaire [5] (C. P., 177, § 1; 178); — *ou* pour s'abstenir de telle chose, acte qui entrait dans l'ordre de ses devoirs [6] (177, § 2; 178); — *ou* pour émettre un avis favorable *ou* défavorable dans le procès criminel intenté contre N..., accusé de... [7] (C.P., 181, 182).

Des corrupteurs. — ... d'avoir, à telle époque, en tel endroit [8], contraint par voies de fait ou menaces [9], — *ou* corrompu par promesses, offres, dons ou présents, N..., exerçant telle fonction ou emploi, pour obtenir de lui [10] une opinion favorable au sujet de..., — *ou* l'atténuation des faits que son procès-verbal devait constater, ou l'altération de la vérité à l'occasion de... [11], — *ou* telle pièce, — telle estimation, — tel procès-verbal, — état, — ou certificat contraire à la vérité, — *ou* tel emploi, — telle place, — telle adjudication, — telle entreprise, — tel bénéfice..., — *ou* tel acte de son ministère [12] (C. P., 179).

Tentative de corruption [13] (C.P., 179, §§ 1-2).

(1) Trois circonstances constitutives doivent être comprises dans l'incrimination, pour qu'elle soit complète : 1° qualité du fonctionnaire ou de l'officier public corrompu ; — 2° offres ou promesses agréées, dons ou présents reçus ; — 3° objet des offres, promesses, dons ou présents ; le tout dans les termes de l'art. 177 du Code pénal. Arr. cass. 23 janvier 1840, B. n° 27, — Dalloz, 40-1-394. — Morin, *Rép.*, v° *Corruption de fonctionnaires*, n° 3. — Dalloz, *Rép.*, v° *Forfaiture*, n°s 100, 101, 114, 117, 128. — *Théor. du C. P.*, t. II, p. 584. — Gilbert, sur les art. 177 et suiv. du Code pénal. — Duchesne, *Table des arr. cass.*, v° *Fonctionnaires*, n°s 122-162.

Il ne suffirait donc pas, pour constituer la culpabilité, que le fonctionnaire eût cédé à des prières ou à des sollicitations ; dans ce cas, s'il avait fait un acte illicite, il serait *prévaricateur* (C. P. 183), il ne serait pas *corrompu* (C. P. 177), ce dernier article ne punissant que la cupidité et la vénalité de l'homme public. Dalloz, *Rép.*, *l. c.*, n° 115. — Morin, *l. c.*, n° 9. — *Théor. du C. P.*, t. II, p. 589.

L'art. 177 C. P. atteint tout fonctionnaire public de l'ordre administratif ou judiciaire, tout agent ou préposé d'une administration publique qui a agréé des offres ou des promesses, reçu des dons ou des présents, pour faire un acte de son emploi, *même juste*, mais non sujet à salaire, — ou pour s'abstenir de faire un acte qui entrait dans l'ordre de ses devoirs. *V.* ci-après notes 4 et 6.

(2) On pourrait dire, le cas échéant, étant préposé *d'une* administration publique. Arr. cass. 23 janvier 1840, B. n° 27, — Dall., 40-1-394. — 7 janvier 1843, B. n° 1, — Dall., 43-1-41. — Mais il vaut mieux indiquer la fonction que le prévenu exerçait, sauf à la Cour d'assises à en tirer la conséquence que l'accusé était l'agent d'une administration publique : la question de savoir si l'inculpé a un caractère public est une question de

droit. Arr. cass. 9 décembre 1843, B. n° 275, — *Journ. cr.*, t. XVI, p. 27. — MORIN, *Rép.*, v° *Corruption de fonctionn.*, n° 8.

Dans une affaire de corruption d'un préposé d'une administration publique, le jury doit, à peine de nullité, être interrogé sur le point de savoir si l'accusé a enfreint ses devoirs et s'il a agi au préjudice de l'administration à laquelle il est attaché. Arr. cass. 23 janvier 1840, B. n° 27, — DALLOZ, 40-1-394. — Il faudrait donc, dans l'incrimination, faire mention d'un préjudice causé.

(3) Il n'est pas nécessaire de spécifier en quoi ont consisté les offres, promesses, dons ou présents ; mais, dans le cas où l'on voudrait le préciser, il faudrait indiquer seulement la nature ou l'espèce des objets offerts, promis ou reçus, sans en fixer la quotité, qui pourrait n'être pas exactement justifiée en définitive, alors que le fait même serait incontestable.

Que les offres ou promesses aient été agréées, que les dons ou présents aient été reçus, directement ou indirectement par le prévenu ou par une personne interposée, avec son consentement, v. g. par l'entremise d'un tiers, d'un membre de sa famille ou d'un serviteur, la culpabilité du fonctionnaire est la même. DALLOZ, *Rép.*, v° *Forfaiture*, n° 116. — MORIN, *Rép.*, v° *Corruption de fonctionnaires*, n° 9. — *Théorie du C. P.*, t. II, p. 589.

En cette matière, on ne peut appliquer aux corrupteurs les règles ordinaires de la complicité, l'art. 179 C. P. ayant dérogé à cet égard aux art. 59, 60 ; mais ces règles sont applicables au complice du fonctionnaire qui s'est laissé corrompre. Arr. cass. 16 novembre 1844, B. n° 376,—DALLOZ, *Rép.*, v° *Forfaiture*, n° 148. — *Inf.* note 8.

(4) On pourrait, à la rigueur, se borner à dire *pour faire un acte...* mais j'estime qu'il vaut mieux préciser. Cette observation s'applique à la formule relative au corrupteur, dans laquelle, au lieu d'énoncer le fait dans les termes nécessairement vagues de la loi, j'exprime que la corruption avait pour but d'obtenir *telle chose*, ou *tel acte*...—Il en est de même relativement à l'abstention obtenue ou sollicitée d'un fonctionnaire par la corruption.

Pour l'application de l'art. 177 C. P., il faut qu'il soit bien établi que le prévenu a reçu ou agréé des dons ou promesses pour faire un acte de son emploi, ou pour s'abstenir d'un acte qui entrait dans l'ordre de ses devoirs. Arr. cass. 23 janvier 1840, B. n° 27, — DALL., 40-1-394. — 9 mars 1819, CARNOT, *Comm. C. P.*, t. I, p. 469. — MORIN, *Rép.*, v° *Corruption de fonctionn.*, n°s 9, 10. — *Théor. du C. P.*, t. II, p. 590.

Si le fonctionnaire était incompétent pour faire l'acte dont il s'est abstenu, il n'y aurait pas crime de corruption, mais escroquerie. Arr. cass. 31 mars 1827, B. n° 71, — DALL., 27-1-188. — Il en serait de même si l'acte n'entrait pas dans l'ordre de ses devoirs. DALLOZ, *Rép.*, v° *Forfai-*

ture, nos 119-121. — MORIN, *Rép.*, vo *Corruption de fonctionn.*, no 10. — *Théor. du C. P.*, t. II, p. 590 et suiv.

Il ne faut pas confondre avec les agents ou préposés du Gouvernement, tenant de lui une fonction dont ils ont abusé, les simples commis *particuliers* des agents ou préposés. MORIN, *l. c.*, no 4. — Ces commis particuliers ne pourraient, ce me semble, être poursuivis que comme complices du fonctionnaire corrompu, s'ils lui ont prêté sciemment aide et assistance dans les faits incriminés, ou pour escroquerie, s'ils avaient agi en dehors du fonctionnaire qui les emploie, et pour leur profit personnel. Cependant M. MORIN, *l. c.*, no 8, paraît considérer que l'art. 177 C. P. serait applicable aux commis d'un fonctionnaire, quoique n'ayant pas eux-mêmes un caractère public. Au moins faudrait-il distinguer entre les commis qui, sans tenir leur emploi du Gouvernement, sont les agents d'une administration publique plutôt que d'un fonctionnaire, et les commis, expéditionnaires ou secrétaires d'un fonctionnaire, attachés par lui à son service, ne dépendant que de lui seul, et ne comptant pas au nombre des employés proprement dits de l'administration publique dont le fonctionnaire corrompu a la direction ou fait partie. V. *inf.* note 6.

(5) Quoique l'acte fût juste et légitime, — ou si le fonctionnaire avait reçu plus que le salaire normal, — quand même il aurait restitué, — l'art. 177 C. P. serait applicable. DALLOZ, *Rép.*, vo *Forfaiture*, nos 123, 124, 127. — MORIN, *Rép.*, vo *Corruption de fonctionn.*, no 10. — *Théor. du C. P.*, t. II, p. 598.

(6) DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, nos 102-113, et GILBERT, sur l'art. 177 C. P., énumèrent les fonctionnaires ou officiers publics que la jurisprudence a déclarés passibles des peines répressives de la corruption; v. g. l'art. 177 est applicable :

A l'*huissier* qui reçoit de l'argent pour s'abstenir d'exercer une contrainte par corps. Arr. cass. 8 juillet 1813, DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, no 104.

— Au *garde champêtre* qui, moyennant de l'argent ou des présents, s'abstient de rédiger un procès-verbal; Arr. cass. 11 juin et 22 octobre 1813, B. nos 127, 229. — 16 septembre 1820, B. no 124. — N'eût-il agi qu'avec le consentement du propriétaire; Arr. cass. 5 mai 1837, B. no 142, — DALL., 37-1-400. — Et ne fût-il qu'un garde champêtre particulier. Arr. cass. 19 août 1826, B. no 162, — DALL., 27-1-6. — MORIN, *Rép.*, vo *Corruption...*, no 5.

— Au *garde champêtre* qui menace un individu de l'arrêter, sous prétexte que son passe-port n'est pas en règle (acte qu'il prétendrait faussement entrer dans l'ordre de ses devoirs), et qui reçoit de l'argent pour s'abstenir. Arr. cass. 1er octobre 1813, B. no 212. — Il y a dans ce fait plutôt une escroquerie, à raison de l'incompétence du garde. V. *sup.* note 4.

— Au *garde forestier* qui a reçu de l'argent pour s'abstenir de consta-

ter une coupe d'arbres, Arr. cass. 16 janvier et 12 novembre 1812, B. nos 8, 234.—Ou pour permettre de couper du bois en délit. Arr. cass. 23 avril 1813, DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 64. — MORIN, *l. c.*, nos 5, 11.

— A un *cantonnier* qui se fait remettre de l'argent pour s'abstenir de rédiger un procès-verbal qui entrait dans l'ordre de ses devoirs, ce qui constitue une culpabilité non de *concussion*, mais de *corruption*. Arr. cass. 5 novembre 1831, B. n° 286. — 19 juillet 1855, B. n° 254, — DALL., 56-5-223.

— A un *officier de police judiciaire* qui, moyennant de l'argent, s'est abstenu de dresser procès-verbal d'un délit ou d'une contravention. Arr. cass. 7 mai 1837, DALL., 37-1-409. — MORIN, *l. c.*, n° 11.

— A un *secrétaire de mairie* qui reçoit, en cette qualité, des dons ou rétributions pour délivrer des passe-ports. Arr. cass. 17 juillet 1828, B. n° 209, — DALL., 28-1-338. — 10 octobre 1828, DALL., 28-1-432. — MORIN, *l. c.*, n° 7.

— Aux *employés de préfecture ou de sous-préfecture*. Arr. cass. 30 septembre 1836, B. n° 327, — DALL., 37-1-41. — 7 janvier 1843, B. n° 1, — DALL., 43-1-41.

— Aux *agents de police*. Arr. Bordeaux, 3 février 1842, DALL., 42-2-183. — MORIN, *l. c.*, n° 7.

— Aux *gendarmes*, considérés comme agents d'une administration publique. Arr. Nîmes, 27 décembre 1852, DALL., 53-2-108. *V.* les notes de l'arrêtiste : il y a controverse ; V. *sup.* n° 661, note 2, arr. de la Cour de Limoges.

— A un *commandant de gendarmerie* et à un *juge de paix* (tous les deux officiers de police judiciaire), qui prennent de l'argent pour faire cesser l'effet d'un procès-verbal. Arr. cass. 3 novembre 1812.

— A un *adjudicataire* de travaux de vérification des fournitures de la marine, qui doit être considéré comme préposé d'une administration publique. Arr. cass. 4 octobre 1856, B. n° 350, — DALL., 56-1-432.

— Aux *employés des douanes*. Arr. cass. 28 septembre 1821, B. n° 134.

— Aux *essayeurs des bureaux de garantie* et à leurs agents. Arr. cass. 9 décembre 1843, B. n° 275, — DALL., 44-4-207. — 1er mars 1844, SIR.-VILLEN., 44-1-288.

— Aux *agents des conseils de révision*, v. g. un capitaine ou un sergent de recrutement. Arr. cass. 7 janvier 1808, B. n° 3. — 14 décembre 1837, B. n° 428, — DALL., 38-1-182. — 16 novembre 1844, B. n° 376, — SIR.-VILL., 45-1-399.

— Aux *médecins des hospices* fonctionnant auprès des conseils de révision. Arr. cass. 13 février 1828, B. n° 42, — DALLOZ, *Rép.*, v° *Forfaiture*, n° 106. — 26 décembre 1829, DALL., 30-1-38. — 13 juillet 1844, DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 108. — MORIN, *Rép.*, v° *Corrupt. de fonctionn.*, nos 6, 10.

Mais les *médecins sans fonctions* ne sont pas atteints par l'art. 177 C.P, et la tentative de corruption pratiquée à leur égard ne constitue pas un délit rentrant dans le § 2 de l'art. 179. Arr. cass. 14 juin 1851, B. n° 222. — 10 novembre 1853, B. n° 535, — DALL., 54-1-40. — 10 octobre 1854, B. n° 302. — Ils ne sont coupables que d'un délit prévu et puni par les art. 41, 45 de la loi du 21 mars 1832, sur le recrutement.

Les *médecins*, en général et sans distinction, peuvent être corrompus pour donner de faux certificats ; ce fait spécial de corruption est prévu par l'art. 160 du Code pénal. V. *inf.* n° 679.

(7) Cette imputation n'est applicable qu'à un juge ou à un juré, dont la qualité est constitutive et doit être énoncée.

Les mots *en matière criminelle* de l'art. 181 C. P., ne comprennent pas les affaires correctionnelles. CARNOT, *Comm. C. P.*, t. I, p. 471. — RAUTER, *Droit crim.*, t. I, p. 494. — *Théor. du C. P.*, t. II, p. 683.

Mais selon RAUTER, *l. c.*, l'art. 177 C. P., au lieu de l'art. 181, serait applicable au juge qui se serait laissé corrompre au sujet d'une affaire correctionnelle. Cette opinion isolée étendrait l'application de l'art. 177 à un cas qu'il ne prévoit point, et auquel son texte ne s'adapte pas ; aussi, ne me semble-t-elle pas juridique : un tel fait constituerait plutôt une forfaiture, C. P. art. 198.

(8) Il faut que le corrupteur, pour être condamné, soit déclaré coupable du crime de corruption constitué de toutes ses circonstances élémentaires, savoir : emploi de voies de fait ou menaces, ou de dons et promesses, — envers un fonctionnaire ou officier public, un agent ou préposé d'une administration publique, — pour obtenir un acte de son ministère. Arr. cass. 19 mars 1819, B. n° 35, — DALLOZ, *Rép.*, v° *Forfaiture*, n° 153. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 189. — *Théorie du C. P.*, t. II, p. 613.

On ne peut appliquer au corrupteur les principes de la complicité ordinaire. *Sup.* note 3 *in fine*. — *Théorie du C. P.*, t. II, p. 607 et suiv.

(9) Il n'est pas nécessaire que les voies de fait aient le caractère de violence. CARNOT, *Comm. C. P.*, t. I, p. 468.

De même, toute menace serait constitutive, la loi n'ayant point déterminé quel caractère devraient avoir les menaces pour être prises en considération.

(10) Pour l'application de l'art. 179 C. P., il n'est pas nécessaire que la corruption ait été exercée ou tentée pour obtenir des actes illégitimes. Arr. cass. 24 mars 1827, B. n° 65, — DALL., 27-1-396. — 30 septembre 1836, B. n° 327. — 30 septembre 1853, B. n° 491, — DALL., 53-5-114.

— DALLOZ, *Rép.*, v° *Forfaiture*, n^os 151, 153. — *Théor. du C. P.*, t. II, p. 597, 610.

D'après le texte de l'art. 179 C. P., la contrainte ou la corruption ne sont pas punissables *à l'encontre du corrupteur*, lorsqu'elles ne tendent qu'à *obtenir une abstention*. Arr. cass. 31 janvier 1822, B. n° 31, — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 189 et suiv. — 23 avril 1841, B. n° 44, DALL., 41-1-288. — Le corrupteur n'est pas atteint dans ce cas, mais le fonctionnaire corrompu est punissable, aux termes de l'art. 177. Arr. cass. 20 mai 1853, DALL., 53-1-264. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 150.

(11) Arr. cass. 22 février 1855, B. n° 54.

(12) C'est une circonstance constitutive et substantielle, que l'acte réclamé par le corrupteur soit du ministère du fonctionnaire qu'il a corrompu ou tenté de corrompre. *Sup.* note 8.

(13) Je ne donne point de formule de tentative de corruption. V. *sup.* n° 646, note 5.

Toutefois, l'art. 179 C. P. punissant expressément ceux qui ont contraint ou *tenté* de contraindre..., corrompu ou *tenté* de corrompre des fonctionnaires, je prends de là occasion de rappeler la remarque que j'ai faite *sup.* n° 14, aux notes, à savoir que, par exception aux règles générales de l'art. 2 C. P., la tentative manifestée par un commencement d'exécution et qui n'a été suspendue ou n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur, n'est point considérée et réprimée, au cas de l'art. 179, comme le crime accompli ; mais qu'elle est punie seulement d'une peine correctionnelle, comme ne constituant qu'un simple délit ; d'où la conséquence qu'il n'y a jamais lieu à une ordonnance de transmission, ni à un renvoi en Cour d'assises pour tentative de corruption.

Si le corrupteur a obtenu les effets de la contrainte par lui exercée ; si ses offres ou promesses ont été agréées ; si ses dons ou présents ont été acceptés, bien que le résultat final, même juste, n'ait pas été obtenu, et que le but n'ait pas été atteint en dehors de l'intention du fonctionnaire et malgré sa volonté persévérante dans le concert coupable, il y a un fonctionnaire ou un agent de l'autorité contraint, ou cupide et vénal : en un mot, il y a crime parfait de corruption. — Si le corrupteur a échoué dans sa tentative par un motif quelconque, la contrainte qu'il a essayée n'ayant produit aucun effet, ses promesses ou ses offres ayant été refusées, ses dons ou présents ayant été repoussés ou restitués, il n'y a plus de fonctionnaire faible ou cupide, vénal et corrompu, et le corrupteur se trouve n'avoir commis qu'un délit puni d'emprisonnement et d'amende : dès lors, il ne peut être renvoyé que devant la juridiction correctionnelle. Arr. cass. 9 mai 1812, DALLOZ, *Rép.*, v° *Forfaiture*, n° 154. — *Théorie du C. P.*, t. II, p. 614.

M. Dufour, dans son *Aide-Mémoire*, après avoir donné une formule relative au crime de corruption, ajoute : « Quand il n'y a que tentative de contrainte ou de corruption, il faut, après avoir posé la question *dans les termes de l'art.* 2 *C. P.*, demander si la tentative *a été suivie d'effet*, circonstance qui, d'après l'art. 179, § 2, modifie la peine.

Une incrimination en ce sens et la position de la question secondaire indiquée et recommandée par M. Dufour présupposent : 1° que le corrupteur a été poursuivi pour crime de corruption, concurremment avec un fonctionnaire ou officier public accusé de s'être laissé corrompre, ou séparément, et qu'une prévention ou une imputation subsidiaire de tentative a été posée quant à ce corrupteur ; — 2° que le jury a répondu affirmativement sur la question de tentative soumise à sa décision dans les termes de l'art. 2 C. P., car en cas de négative, il n'y aurait pas à insister ; elles présupposent donc que le jury a déclaré que le corrupteur est coupable d'une tentative manifestée par un commencement d'exécution, et qui *n'a été suspendue* ou *n'a manqué son effet* que par des circonstances indépendantes de sa volonté : ce qui implique ou constate que la tentative est restée *sans effet* ; ne serait-il pas contradictoire de lui demander, après une telle réponse, si la tentative *a été suivie d'effet*, et de l'exposer à déclarer qu'une tentative qui *a manqué son effet* a été *suivie d'effet?*

Objecterait-on que les termes de l'art. 179 C. P., *si les tentatives n'ont eu aucun effet*, permettent de supposer que la tentative qui a manqué *son effet*, c'est-à-dire *le but proposé*, a pu encore produire *un effet quelconque*, ou tel effet déterminé par la procédure, quoiqu'elle n'ait pas produit *tout son effet?* L'objection me semblerait tout au plus subtile et spécieuse, et il me paraît plus acceptable que les termes de l'art. 179 expriment la pensée du législateur en ce sens : si les tentatives *ont manqué leur effet* ou n'ont pas été *suivies d'effet* ; c'est-à-dire si aucun fonctionnaire ou officier public ne s'est laissé corrompre.

Il convient donc, dans tous les cas, de réserver à la juridiction correctionnelle l'imputation de tentative de corruption, et de ne jamais la poser subsidiairement au jury, qui n'a pas, comme un tribunal ordinaire, la faculté et les moyens de diviser les questions qui lui sont soumises, et d'expliquer ses résolutions par des motifs qui les justifient.

664. Coups et blessures volontaires [1].

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, volontairement [2] porté des coups ou fait des blessures [3] à N... [4] (C. P., 309, 311).

Préméditation. — D'avoir, avant l'action, formé le des-

sein d'attenter à la personne de N... [5], ou de tout autre individu [6] (C. P., 311, 297).

Guet-apens. — D'avoir attendu plus ou moins de temps, en tel endroit, — *ou* en un ou divers lieux, — ledit N..., *ou* un individu quelconque, pour exercer sur lui des actes de violence [7] (C. P., 311, 298).

Maladie ou incapacité de travail... — Lesquels coups portés ou blessures faites volontairement [8] — *ou* lesquelles violences volontaires [9], — ont accasionné à N... une maladie ou incapacité de travail personnel de plus de vingt jours [10] (C.P., 309).

Mort. — Lesquels coups portés ou blessures faites volontairement,—*ou* lesquelles violences volontairement exercées,— sans intention de donner la mort, l'ont pourtant occasionnée [11] (C. P., 309, 310).

Parenté. — Avec cette circonstance que le prévenu est (*ou* était, *si la mort a suivi*) le fils légitime, — *ou* naturel, — *ou* adoptif, — *ou* le petit-fils légitime dudit N... (*la victime*) [12] (C. P., 312).

Mendiant. — Avec cette circonstance qu'à l'époque de l'action, le prévenu était un mendiant, — *ou* mendiait — *ou* se livrait à la mendicité [13] (C. P., 279).

Vagabond. — Avec cette circonstance qu'à l'époque de l'action, le prévenu n'avait ni domicile certain, ni moyen de subsistance, et n'exerçait habituellement ni métier ni profession [14] (C. P., 270, 279).

Ou avec cette circonstance qu'au moment de l'action, le prévenu : 1° n'avait pas de domicile certain ; — 2° n'avait pas de moyen de subsistance ; — 3° n'exerçait habituellement ni métier ni profession (C. P., 270, 279).

Réunion séditieuse. — Avec cette circonstance que les coups ont été portés et les blessures faites volontairement, — *ou* que les violences énoncées *ou* spécifiées ci-dessus ont été

exercées, — dans une réunion séditieuse, avec rébellion ou pillage, alors que N..., prévenu, était chef,— auteur,— organisateur, — ou provocateur de cette réunion, de cette rébellion ou de ce pillage [15] (C. P., 313).

Tortures corporelles, actes de barbarie. — V. *Inf.*, n° 689, formules et note 6 (C.P., 302, 303).

(1) La qualité de *fonctionnaire* en la personne de l'*auteur* de violences de la nature de celles que prévoient les art. 309 et suiv. du Code pénal, n'est point une circonstance aggravante à poser ici ; c'est une circonstance constitutive d'un crime spécial de *violences* qui sera exposé *inf.* n° 678.

La qualité de *fonctionnaire* appartenant à la *victime* des violences, est une circonstance aggravante qui se rattache à un crime spécial de violences qui sera exposé *inf.* n° 699.

(2) Le fait simple ou principal est d'avoir porté des coups ou fait des blessures ; la volonté est une circonstance constitutive qui doit être énoncée dans l'incrimination des coups ou blessures. Arr. cass. 27 février 1824, B. n° 36. — 11 mars 1826, B. n° 47. — 28 août 1828, B. n° 243, — *Journ. crim.*, t. I, p. 26, — DALL., 28-1-398. — 2 juillet 1835, B. n° 262. — 18 juillet 1840, B. n° 296, — *Journ. cr.*, t. XIII, p. 172. — L'énonciation de la volonté est nécessaire, dans l'articulation du fait principal, quand même la question de préméditation, circonstance aggravante, serait posée, car si la question de préméditation était écartée, il faut qu'il reste un fait légalement qualifié. Arr. cass. 12 janvier 1832, B. n° 13. — 22 juin 1850, B. n° 202. — Cette volonté doit être énoncée par le mot *volontairement*, qui est le terme légal, ou par toute autre expression équivalente, v. g. *avec intention* : le mot *coupable* dans la question posée au jury ne suffirait pas, parce que l'on est coupable pour avoir fait des blessures même involontaires. BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 283.—MORIN, *Rép.*, v° *Coups et blessures*, n^os^ 11, 20. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Crimes contre les personnes*, n^os^ 153-155, 185. — *Théor. du C. P.*, t. IV, p. 17, 21. — HÉLIE, t. IX, p. 90.

La Cour de cassation avait jugé que le fait d'avoir porté des coups *à différentes reprises*, impliquait la *volonté* de porter des coups. Arr. cass. 28 décembre 1827, B. n° 321. — 19 septembre 1828, B. n° 269. — 20 février 1841, DALL., 41-1-374. — Mais elle a décidé depuis que la circonstance de la *pluralité* des coups, ne supplée pas à la mention de *volonté*. Arr. cass. 23 décembre 1841, B. n° 366, — DALL., 42-1-117. — MORIN, *l. c.*, n° 10. — *Théor. du C. P.*, t. IV, p. 22.

(3) J'ai rapporté *sup.*, n° 219, des définitions des blessures, ou de ce que l'on entend par blessures en médecine légale. Je vais donner des ex-

plications sur ce que l'on entend par coups en jurisprudence. A l'aide de ces définitions et explications, on pourrait exposer l'incrimination d'une manière précise et en fait, indiquer l'acte que l'on considère comme coup, le résultat que l'on considère comme blessure; v. g. on pourrait imputer d'avoir volontairement frappé avec un bâton..., et d'avoir fracturé un bras..., ou produit des *ou* telles contusions ou ecchymoses sur telle partie du corps..., ou produit telle plaie, etc.

DALLOZ, *Rép.*, v° *Crimes contre les personnes*, n^os^ 148–151, 165, 166, donne la définition et des exemples de coups et blessures que prévoient et répriment les art. 309 et suiv. du Code pénal. — *V.* également GILBERT, sur ces articles. — CARNOT, *Comm. C. P.*, t. II, p. 42. — RAUTER, t. II, p. 35.

Les voies de fait et violences légères, sans coups ni blessures (Code de brumaire an IV, art. 605, 606), ne rentrent pas dans les termes des art. 309 et suiv. du Code pénal. Arr. cass. 15 octobre 1813, CARNOT, *Comm. C. P.*, t. II, p. 42, 49. — 14 avril 1820, B. n° 61. — 30 mars 1832, B. n° 115, — DALL., 32-1-261. — 16 mars 1841, B. n° 73. — MORIN, *Rép.*, v° *Coups et blessures*, n° 6. — *Théor. du C. P.*, t. IV, p. 15, 18. — A moins que l'auteur des voies de fait ou violences ne soit un mendiant ou un vagabond. C. P., art. 279, *inf.* notes 13, 14.

Tout rapprochement violent du corps humain et d'un corps quelconque peut avoir le caractère de coups.

Pousser une personne contre un corps dur, la jeter à terre ou dans l'eau, ou la faire tomber violemment, c'est lui porter un coup. Arr. cass. 22 août 1834, B. n° 280, — *Journ. cr.*, t. VI, p. 347. — MORIN, *Rép.*, *l. c.*, n^os^ 8, 9. — *Théor. du C. P.*, t. IV, p. 19. — *Sup.* n° 219.

Un soufflet est un coup. Arr. cass. 9 décembre 1819, B. n° 135. — 5 mars 1831, B. n° 42. — *Journ. crim.*, t. III, p. 226.

Un seul coup suffit. Arr. cass. 9 décembre 1819, B. n° 135. — 5 mars 1831, n° 42. — MORIN, *l. c.*, n° 8. — *Théorie du C. P.*, t. IV, p. 20.

Les coups et blessures sont punissables lors même qu'ils ont eu lieu du consentement de la personne qui en a été l'objet. Arr. cass. 13 août 1813, BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 281. — 2 juillet 1835, B. n° 265, — *Journ. crim.*, t. VII, p. 292, — DALL., 35–1–387. — MORIN, *l. c.*, n° 10. — *Sup.* t. I, p. 127, aux notes.

Il en est de même lorsque les coups ou blessures ont été reçus par une personne autre que celle à qui ils étaient destinés : ce qui rend l'acte coupable, c'est la *volonté*, non l'*objet*. Arr. cass. 31 janvier et 7 mai 1835, SIREY, 35–1–385, 462. — 7 avril 1853, B. n° 127, — DALL., 53–1–174.

Dans l'incrimination, il est mieux d'employer les mots *coups* et *blessures*, qui ont une signification légale, que de se servir de termes en apparence équivalents, qui pourraient n'être pas acceptés comme tels, v. g. *voies de fait*, *mauvais traitements*. Arr. cass. 15 octobre 1813, CARNOT, *Comm. C. P.*, t. II, p. 49. — 20 octobre 1822, B. n° 141. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 286. — MORIN, *l. c.*, n° 10. — *Théorie du C. P.*, t. IV, p. 20.

(4) Il serait superflu et même irrationnel d'ajouter à l'inculpation, comme on le fait quelquefois mal à propos, que les coups ou blessures volontaires ont eu lieu *sans provocation* et *hors le cas de légitime défense*, car la légitime défense constatée innocenterait le fait et effacerait le délit complétement: mettre en prévention, c'est déclarer implicitement qu'il n'y a pas eu légitime défense; la provocation est une excuse qui atténue la peine, ce qui suppose la poursuite, et par conséquent ne l'empêche pas, en sorte qu'il est indifférent, au point de vue de la mise en jugement, que cette circonstance existe ou n'existe pas. *Sup.* n° 644.

(5) Au lieu d'énoncer que les violences ont été exercées *avec préméditation*, termes abstraits qui donnent à juger une question de droit, il vaut mieux articuler cette circonstance *en fait*, en employant la définition de l'art. 297 du Code pénal. *Sup.* n° 641.

Que si la Cour de cassation a jugé qu'il était permis de qualifier cette circonstance par les mots *avec préméditation*, elle a décidé également que l'on pourrait employer la qualification détaillée de l'art. 297 du Code pénal. Arr. cass. 24 juillet 1841, B. n° 219. — Dall., 41-1-425. — Cette dernière formule est plus normale et préférable. V. *sup.* n° 641.

(6) L'art. 297 C. P., après avoir tenu compte du dessein formé à l'avance d'attenter à la personne d'un individu déterminé, ajoute : *ou de tout autre qui serait trouvé ou rencontré*. On comprend, en effet, qu'un malfaiteur ait attenté indifféremment à une personne quelconque, après avoir projeté son attentat contre tout individu qu'il rencontrerait, v. g. pour le voler. — On dressera donc cette circonstance aggravante selon l'espèce : on retranchera la dernière partie de la définition, s'il est démontré que le prévenu avait formé à l'avance le projet d'attenter à une personne déterminée et à elle seule.

(7) Le guet-apens implique la préméditation, non réciproquement. Carnot, *Comm. C. P.*, t. II, p. 20, 21, 47. — Il faut poser ces deux circonstances divisément. Arr. cass. 3 juillet 1845, B. n° 217, — Dall., 46-4-141. — 8 octobre 1852, Dall., 52-5-173. — La Cour de cassation avait d'abord jugé qu'il était permis de les réunir. Arr. cass. 22 novembre 1838, *Journ. crim.*, t. XI, p. 160. — La dernière jurisprudence est évidemment préférable. Dalloz, *Rép.*, v° *Crimes contre les personnes*, n° 51.

Le guet-apens ne pouvant exister sans la préméditation, et n'y ajoutant aucune aggravation pénale, c'est une complication qu'il est bon d'écarter, comme sujet de réponses contradictoires, ou matière à confusion dans l'esprit des jurés ; on ne doit donc poser la question de guet-apens qu'avec beaucoup de circonspection : que si l'on n'articule pas positivement le guet-apens pour en faire une question à résoudre par le jury, l'accusation ne relèvera pas moins cette circonstance dans la discussion, soit comme indication ou preuve de la préméditation, soit comme fait de moralité ser-

vant à l'appréciation de la criminalité de l'accusé, et les jurés pourront en tenir compte, lorsqu'ils auront à résoudre la question aggravante de préméditation, puis à se prononcer sur la question des circonstances atténuantes.

(8) Comme on a nécessairement compris le mot *volontairement* dans l'énonciation du fait principal, on pourrait sans doute le supprimer dans l'articulation des circonstances qui se réfèrent et se rattachent au fait principal complétement et régulièrement qualifié; cependant, il est d'usage de le reproduire, et l'art. 309 C. P., qui le répète dans son second paragraphe, après l'avoir exprimé dans le premier, semble exiger cette reproduction, ou tout au moins autorise à ne pas la regarder comme une redite abusive.

(9) ***Lesquelles violences*** seraient une énonciation équivalente et suffisante, d'après le texte du § 1 de l'art. 309 du Code pénal ; en effet, la relation de la circonstance aggravante avec le fait principal ne permettrait pas d'équivoquer sur la nature des violences ni sur la volonté de leur auteur. Au surplus, on peut dire *lesquelles violences volontaires*, par les motifs exprimés dans la note précédente.

L'art. 309, § 1, C. P. se sert du mot *violences* pour ne pas répéter les mots *coups et blessures*; il y a équipollence. Arr. cass. 2 juillet 1835, B. n° 265, — DALL., 35-1-387.

(10) La circonstance que les violences ont occasionné une maladie ou incapacité de travail personnel de plus de vingt jours, est aggravante et doit être posée séparément. Arr. cass. 16 janvier 1841, DALL., 41-1-413. —30 décembre 1841, 7 janvier 1842, DALL., 42-1-85, 159.—25 août 1842, B. n° 218. — 3 septembre 1846, B. n^{os} 232, 233.

Il faut exprimer formellement que l'incapacité de travail personnel, la maladie, sont le résultat des coups et blessures volontaires, ou ont été occasionnés par ces violences. Arr. cass. 17 avril 1834, — 18 mars 1854, B. n° 79, — DALL., 54-1-133. — MORIN, *Rép.*, v° *Coups et blessures*, n° 14. — HÉLIE, t. IX, p. 112.

Il n'est pas nécessaire d'entrer dans des détails sur la maladie ou l'incapacité de travail personnel; il suffit d'employer les termes de la loi. On exposerait même la vindicte publique à un échec en essayant de préciser, au lieu de s'en tenir à des termes généraux.

Ainsi, de ce qu'un individu est déclaré ne pouvoir, par suite d'une blessure, se servir d'un bras, il n'en résulte pas nécessairement qu'il ait été pendant plus de vingt jours incapable de tout travail personnel. Arr. cass. 14 septembre 1820, B. n° 154. — 2 juillet 1835, B. n° 265, — DALL., 35-1-387. — En effet, tout dépend des circonstances : par exemple un homme dont le travail consiste en des actes de surveillance, peut se livrer

à son travail habituel, bien qu'il soit momentanément privé de l'usage d'un bras.

Si le blessé atteint d'une fracture qui aurait dû entraîner une incapacité de travail de plus de vingt jours, meurt accidentellement, v. g. du choléra, le dix-septième jour, il n'y a plus lieu à l'application de l'art. 309 C. P., et l'auteur des violences ne doit être puni que pour simple délit. Arr. cass. 18 mars 1854, B. n° 79, — DALL., 54-1-183.

Pour des explications sur les mots *maladie* ou *incapacité de travail personnel* pendant plus de vingt jours, V. *sup.* n° 219. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Crimes contre les personnes*, n^os^ 156, 163. — MORIN, *Rép.*, v° *Coups et blessures*, n^os^ 13, 14. — GILBERT, sur l'art. 309 C. P. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 280-283. — RAUTER, *Droit crim.*, t. II, p. 36. — CARNOT, *Comm. C. P.*, t. II, p. 43-46. — *Théorie du C. P.*, t. IV, p. 23-28.

Le jour du délit, *dies* à *quo*, compte dans le délai, ainsi que le jour de l'expiration de ce délai, *dies ad quem*. Arr. cass. 9 juillet 1812, SIREY, 14-1-66. — CARNOT, *l. c.*, t. II, p. 43. — *Théorie du Code pénal*, t. IV, p. 31.

D'après les art. 13, 60, 62, 63 du déc. du 24 mars 1852 pour la discipline de la marine marchande, les rixes et voies de fait entre gens de l'équipage et les voies de fait contre un supérieur, lorsqu'elles ne donnent pas lieu à une maladie ou à une incapacité de travail de plus de trente jours, sont punies comme délit maritime, de l'une des peines des art. 53, 62, 63 du même décret; mais les voies de fait envers le capitaine ou un officier du bord, si elles ont déterminé une incapacité de travail de plus de trente jours, sont punies conformément à l'art. 309 du Code pénal. Le décret ne détermine pas la peine applicable pour voies de fait envers des personnes autres que le capitaine ou tout autre officier du bord, en un mot, envers un supérieur ou une personne ayant autorité, et entre les gens de l'équipage, qui auraient produit une maladie ou incapacité de travail de plus de trente jours; il me semble qu'il y aurait encore lieu à appliquer l'art. 309 C. P., comme formant le droit commun.

(11) Le fait consécutif de la mort de la victime des violences, est une circonstance aggravante qui ne peut être comprise dans l'articulation principale sans la rendre complexe. Arr. cass. 30 décembre 1841, B. n° 374, — *Journ. crim.*, t. XIV, p. 23. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n° 2895. — 7 janvier 1842, B. n° 3, — DALL., 42-1-159. — 25 août 1843, B. n° 218. — 25 septembre 1845, B. n° 300. — 3 septembre 1846, DALL., 46-4-136. — 27 juillet 1848, DALL., 48-4-89. — 3 octobre 1850. B. n° 340, — DALL., 50-5-118. — 11 juin 1852, B. n° 185, — DALL., 52-5-172. — MORIN, *Rép.*, v° *Coups et blessures*, n° 20.

Cette circonstance n'est pas subordonnée au cas où la mort aurait lieu dans un délai déterminé. Arr. cass. 9 juin 1853, B. n° 207, — DALL., 53-1-318. — MORIN, *Rép.*, v° *Meurtre*, n° 7. — Il n'est donc pas nécessaire

que l'incrimination indique l'époque de la mort ; il suffit d'exprimer que la mort a été le résultat ou l'effet des violences, par lesquelles elle a été occasionnée.

La volonté de porter des coups n'implique pas la volonté de tuer, bien que la mort ait suivi. MORIN, *l. c.*, n° 19. — La volonté de donner la mort changerait le caractère du fait, constituerait une tentative de meurtre ou un meurtre, selon l'événement, et emporterait la nécessité de recourir à la formule d'incrimination affectée au meurtre.

Un meurtre ne serait point régulièrement qualifié en ces termes, « d'avoir volontairement porté des coups et fait des blessures qui ont occasionné la mort. » Arr. cass. 4 août 1843, DALL., 43-1-427.

V. sur cette circonstance aggravante, soit quant à la relation de la mort avec les blessures, comme causes de la mort, soit quant au temps du décès, DALLOZ, *Rép.*, v° *Crimes contre les personnes*, n°s 138-144. — MORIN, *Rép.*, v° *Meurtre*, n° 17. — *Théor. du C. P.*, t. IV, p. 33 et suiv.

(12) L'énumération contenue dans l'art. 312 C. P. des personnes frappées ou blessées dont la parenté est une circonstance aggravante, est restrictive ou limitative. DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 180. — *Théorie du C. P.*, t. IV, p. 39-42.

L'art. 312 se réfère aux art. 309 et suiv., quant à la nature des violences. Arr. cass. 15 octobre 1813, B. n° 220. — 10 octobre 1822, B. n° 141. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n°s 181 et suiv.

La parenté définie dans l'art. 312 C. P., place le fait sous la compétence de la Cour d'assises, sans maladie ou incapacité de travail de plus de vingt jours. Arr. cass. 20 décembre 1835, B. n° 451. — MORIN, *Rép.*, *l. c.*, n° 18.

Même dans ce cas, la volonté est constitutive et doit être énoncée. Arr. cass. 24 janvier 1822, B. n° 13.

La parenté dans les termes de l'art. 312 C. P., est une circonstance aggravante qui doit être posée à part du fait principal. Arr. cass. 25 septembre 1844, B. n° 311. — 27 juin et 25 septembre 1845, B. n°s 212, 300. — 5 mars 1846, B. n° 66, — DALL., 46-4-137, 138. — 17 février 1849, B. n° 37, — DALL., 49-5-92. — 9 août 1851, B, n° 326, — DALL., 51-5-154.

Cette circonstance aggravante de parenté élève le délit de coups et blessures simples à la proportion d'un crime : la tentative, dans ce cas, devient donc punissable

Mais la tentative ne pourrait être régulièrement imputée qu'en comprenant dans une articulation unique, et le fait d'avoir tenté de porter des coups ou de faire des blessures, et le lien de parenté entre l'auteur et la victime, car si l'on divisait, le fait principal ne se trouverait plus constituer qu'un délit, dont la tentative n'est pas punissable. Arr. cass. 3 février 1821, B. n° 26. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n° 2896, et v° *Crimes contre les personnes*, n° 183. — En opérant ainsi, par analogie de ce qui peut se faire, d'après la jurisprudence, en cas de parricide, j'estime

qu'on poserait une question entachée de complexité, puisque, dans les cas de coups et blessures, la qualité de *fils* est une circonstance aggravante à poser séparément, comme l'ont décidé de nombreux arrêts de la Cour de cassation cités plus haut. Il faudrait donc rigoureusement diviser, quoique la question principale fût inopérante (ce qui ne doit pas être admis), e que le rejet de la circonstance aggravante entraînât l'acquittement. Il vaudrait mieux encore ne pas poursuivre ou mettre en jugement pour une simple tentative de ce genre, et ne pas produire au grand jour de la Cour d'assises un fait déplorable, dont l'impunité très-possible sinon presque certaine serait un scandale de plus.

(13) L'art. 279 C. P. n'exige pas que les *violences* (expression qui comprend toutes les voies de fait, toutes les violences, quelque légères qu'elles soient, par rapport aux mendiants et aux vagabonds), aient été exercées *en mendiant*, ou par un *mendiant d'habitude*, valide ou non; il suffit qu'elles l'aient été par *un mendiant*, c'est-à-dire par un individu qui mendiait ou qui se livrait à la mendicité, soit à l'époque, soit au moment même où il s'est rendu coupable de ces violences. Arr. cass. 12 septembre 1812, B. n° 211. — 13 octobre 1820, B. n° 133. — Bourguignon, *Jurisp.*, t. III, p. 256. — *Théor. du C. P.*, t. III, p. 308, 309.

(14) On ne devrait point poser la circonstance aggravante résultant de la qualité de vagabond, en articulant que le prévenu était en état de vagabondage ou était un vagabond, ce qui présenterait à juger une question de droit.

Il faudrait donc énoncer dans l'articulation, posée en fait, les éléments constitutifs du vagabondage, énumérés dans l'art. 270 C. P., soit en les réunissant, soit en les séparant et en les distinguant par des numéros, pour en faire autant de questions : c'est pourquoi j'ai donné deux formules, dont la première me paraît préférable. V. *sup.* note 12, pour l'interprétation du mot *violences*.

(15) Il ne suffit pas que la réunion ait été séditieuse, il faut qu'elle ait été, en même temps, accompagnée de rébellion ou de pillage. Monseignat, *Motifs de l'art.* 313 *du Code pén.* — Carnot, *Comm. C. P.*, t. II, p. 51. — Dalloz, *Rép.*, v° *Crimes contre les personnes*, n° 189.

M. Carnot, *l. c.*, fait observer que les chefs, auteurs, instigateurs ou provocateurs de réunions, rébellions ou pillages, deviennent passibles des peines encourues pour coups et blessures, alors même qu'ils n'y auraient pas participé ou coopéré personnellement ; qu'à cet égard, l'art. 313 C. P. établit un genre particulier de complicité.

Si l'auteur ou les auteurs des coups et blessures volontaires n'étaient pas connus, ou s'ils étaient décédés ou en fuite, les chefs, auteurs, instigateurs et provocateurs de la réunion séditieuse avec rébellion ou pillage, dans laquelle les violences auraient été exercées, n'en seraient pas moins

responsables de ces violences. Alors l'incrimination dirigée contre eux, poursuivis distinctement, devrait être ainsi formulée à l'encontre de *chacun* de ces prévenus, *sup.* n° 638.

« ... d'avoir, à..., le..., été le chef, — l'auteur, — l'instigateur, — ou le provocateur, *ou* l'un des chefs, — auteurs, — instigateurs, — ou provocateurs d'une réunion séditieuse avec rébellion *ou* pillage, dans laquelle réunion des coups ont été volontairement portés *ou* des blessures ont été volontairement faites à N... »

« Lesquelles violences volontaires ont occasionné... (V. *sup.* circonstances aggravantes de l'art. 309 C. P.)

665. Destructions d'édifices, de constructions, de registres ou de papiers.

Constructions. — Mine. — ... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, volontairement[1] détruit, par l'effet d'une mine, tel édifice, — bateau, — magasin, — ou chantier, appartenant à N...[2] (C.P., art. 435).

Avec telle circonstance...[3] (C. P., 434).

Constructions. — Moyens quelconques. — ... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, volontairement détruit ou renversé[4], par un moyen quelconque (*ou* par tel moyen)[5], en totalité ou en partie, tel édifice, — tel pont, — telle digue ou chaussée, — telle autre construction ...[6], qu'il savait appartenir à N... *ou* à autrui[7] (C.P., 437. § 1),

Lequel fait a occasionné la mort de N...[8] (C.P., 437, § 2).

Lequel fait a occasionné des blessures à N...[9] (C.P., 437, § 2).

Registres ou papiers. — ... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, volontairement et frauduleusement brûlé, *ou* volontairement et frauduleusemet détruit[10], d'une manière quelconque (*ou* de telle manière)[11], des (*ou* tels) registres, minutes ou autres originaux de l'autorité publique (ou de telle autorité publique)[12], — *ou* des (*ou* tels) titres, billets, écrits, lettres de change, effets de commerce ou de banque (spécifier en fait autant que possible)[13] contenant ou opérant des (*ou* telles) obligations, dispositions, ou décharges[14] (C.P., 439, §§ 1, 2).

(1) L'art. 435 C. P. est corrélatif à l'art. 434, qui emploie le mot *volontairement*. V. ci-après, note 4.

(2) Il faut, comme en cas d'incendie volontaire, tenir compte de la circonstance que l'objet de la destruction appartient au prévenu, ou qu'il appartient à autrui. V. *inf.* n° 685 et les notes.

La destruction *par l'effet d'une mine* constituant un crime spécial, ces mots caractéristiques doivent être énoncés dans l'incrimination.

S'il s'agissait d'une propriété de l'Etat, il faudrait se référer à l'art. 95 C. P.

(3) Pour les circonstances aggravantes qui sont afférentes à ce crime, et qui sont les mêmes qu'en cas d'incendie volontaire, V. *inf.* n° 685 et les notes.

(4) Certaines destructions et dégradations ne constituent que des délits, et sont punis par l'art. 257 C. P.

Ici les circonstances constitutives sont : 1° la volonté ; — 2° la destruction ou le renversement ; — 3° une chose assez considérable pour être qualifiée construction ; — 4° la connaissance (non exigée aux cas des art. 434, 435 C. P.) que la construction appartenait à autrui. DALLOZ, *Rép.*, v° *Dommage*, n°s 162-174. — MORIN, *Rép.*, v° *Destructions*, n° 1.

Au cas de l'art. 437, la simple dégradation ne suffirait pas, comme au cas de l'art. 257.

Dans les crimes de destruction, comme dans ceux d'incendie, la volonté est une circonstance constitutive et substantielle ; — il est nécessaire, dans la qualification, d'énoncer cette volonté, et de plus, la connaissance de la propriété d'autrui. Arr. cass. 27 octobre 1815, B. n° 60. — 19 janvier 1838, *Journ. crim.*, t. X, p. 345, — DALL., 38-1-440. — 13 juin 1844, *Journ. crim.*, t. XVI, p. 231. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 484. — *Théorie du C. P.*, t. VI, p. 145, 146.

On n'est pas tenu de déclarer le mode de destruction. Arr. cass. 23 décembre 1825, DALL., 26-1-221. — MORIN, *Rép.*, v° *Destructions*, n° 4. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Dommage*, n° 190 ; — v° *Dépôt*, n° 143.

On peut indiquer le moyen employé pour détruire ou renverser, quand il est simple, certain, avoué ou non contesté.

(5) Ces mots *par un moyen quelconque* peuvent être conservés, supprimés ou remplacés par une désignation spéciale, *ad libitum*.

(6) L'art. 437 § 1 C. P. est limitatif et ne comprend pas les objets énumérés dans l'art. 257 (*monuments, statues, décors*). *Théorie du C. P.*, t. III, p. 228 ; t. VI, p. 144.

Le fait d'avoir volontairement détruit partie du toit d'une maison que l'on savait appartenir à autrui (sans qu'il y ait à rechercher si le prévenu

a été poussé par un sentiment de haine ou de vengeance), tombe sous l'application de l'art. 437 du Code pénal. Arr. cass. 23 décembre 1813, B. n° 260. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 484. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Dommage*, n° 164.

L'incendie de la couverture en chaume d'un mur ne faisant pas partie d'un édifice ou bâtiment, rentre sous l'application de l'art. 437 C. P. Arr. cass. 20 septembre 1839, B. n° 303, — DALL., 40-1-372. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Dommage*, n° 64.

Mais renverser quelques pierres d'un mur en construction, c'est-à-dire d'une construction seulement commencée, ne constituerait ni le crime de destruction, ni même le délit de destruction de clôture prévu par l'art. 456 du Code pénal. Arr. Bordeaux, 14 mai 1841, DALLOZ, *Rép.*, v° *Dommage*, n°s 168, 311.

Il en serait de même du simple fait d'avoir cassé des vitres, suivant Arr. Bruxelles, 19 septembre 1814. — *Théorie du Code pénal*, t. VI, p. 143.

Au contraire, la Cour de cassation a décidé que le fait de jeter une ou plusieurs pierres contre une maison et de casser des vitres, constitue un bris de clôture. Arr. cass. 7 avril 1831, DALL, 31-1-169. — 21 mars 1833, DALL., 33-1-184, — *Journ. crim.*, t. V, p. 87. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 308. — 9 juillet 1841, DALL., 41-1-421.

(7) J'ai déjà dit, dans les notes précédentes, que la circonstance de la connaissance de la propriété d'autrui est constitutive et substantielle: par conséquent, cette connaissance doit nécessairement être énoncée dans l'incrimination.

(8) La circonstance que le fait de destruction a occasionné la mort d'une personne, n'implique pas la volonté de donner la mort et ne rend pas nécessaire d'énoncer l'existence de cette volonté. Ici, c'est l'événement seul qui est pris en considération, parce que celui qui commet un crime est responsable de toutes ses conséquences. *Théorie du C. P.*, t. VI, p. 147. — *Sup.* n° 42.

Il est bien évident que s'il y avait eu *volonté de donner la mort*, le fait pourrait être envisagé sous un autre aspect, et considéré comme un meurtre prémédité, entraînant pareillement la peine de mort. — Le crime de destruction, avec la circonstance aggravante de mort consécutive, pourrait encore, dans ce cas, être imputé subsidiairement, comme conduisant au même résultat. V. la note suivante *in fine*.

(9) S'il y avait eu *volonté d'occasionner les blessures*, il pourrait y avoir tentative de meurtre avec préméditation, et par conséquent une accusation plus grave que celle de destruction ayant occasionné des blessures, incrimination secondaire qui pourrait être articulée subsidiairement.

Mais la volonté de détruire une construction étant plus facile à justifier

que la volonté de tuer ou de blesser par ce moyen, il faudrait être fort circonspect dans la détermination à prendre pour substituer l'imputation d'un crime direct contre les personnes à celle d'un crime contre une propriété, ayant eu pour résultat d'atteindre les personnes.

(10) Le mot volontairement est essentiel. Arr. cass. 28 novembre 1833, B. nº 479, — DALL., 34-1-34. — MORIN, *Rép.*, vº *Destructions*, nº 4. — DALLOZ, *Rép.*, vº *Dommage*, nº 205.

La Cour de cassation a même jugé que le délit prévu par l'art. 439 § 3 C. P., n'existe qu'autant qu'il y a intention frauduleuse, et qu'il ne suffit pas qu'un arrêt correctionnel constate que c'est avec intention que le prévenu a détruit le titre, sans spécifier si c'était dans le but de nuire à autrui. Arr. cass. 20 janvier 1853, B. nº 21. Il semble donc qu'en cas de crime, il faudrait aussi, dans la qualification, énoncer la volonté et la fraude, en disant *volontairement* et *frauduleusement*.

Si le titre avait été remis volontairement au prévenu, en dépôt, et avait une valeur supérieure à 150 francs, on ne pourrait prouver par témoins l'existence de ce dépôt du titre, sans un commencement de preuve par écrit, en cas de dénégation absolue. Arr. cass. 23 septembre 1853, B. nº 481. — V. *sup.* nº 53, et nº 649, note 6, la règle et ses exceptions.

Brûlé, *détruit*, sont deux circonstances similaires, au point de vue pénal, dont la seconde constitue le crime, sans qu'il soit nécessaire que l'incendie ait été le moyen. Le terme *détruit* est plus large, et pour ainsi dire générique, tandis que le terme *brûlé* est spécial et indique un mode particulier de destruction. V. *inf.* note 12 *in fine*.

On imputerait donc, dans l'incrimination, d'avoir brûlé ou d'avoir détruit, ou d'avoir brûlé et détruit, selon l'espèce.

Le crime prévu par l'art. 439 C. P. est distinct de ceux qui sont prévus par les art. 173, 255. *Théorie du C. P.*, t. VI, p. 184. — *Inf.* nºs 693, 694.

(11) *V.* note 5.

(12) En matière de destruction d'actes de l'autorité publique, la qualification légale de ces actes est de la compétence de la Cour d'assises ; — le caractère des actes et la qualité des personnes à qui ils appartiennent ou desquelles ils émanent étant des circonstances constitutives, ne peuvent être l'objet d'une question séparée. Arr. cass. 13 juillet 1849, DALL., 49-1-202.

A supposer qu'il ne fût pas nécessaire de spécifier les actes détruits, j'estime qu'il serait convenable de le faire. Si l'on se bornait à imputer d'avoir détruit *un acte de l'autorité publique*, l'articulation présenterait à juger une question de droit. Il vaut donc mieux indiquer la nature de l'acte ou son caractère, et la qualité de l'autorité publique à laquelle il appartient ou de laquelle il émane. La question ainsi exposée en fait, et ré-

solue affirmativement, la Cour aurait à l'apprécier et à la qualifier en droit, pour l'application de la loi pénale. — Cette manière de formuler l'incrimination est plus sûre, d'ailleurs plus conforme à la règle générale que j'ai rappelée plus haut, n° 641, et à laquelle est conforme l'arrêt cité au commencement de cette note.

Les registres, minutes ou actes destinés à la perception des droits de navigation, sont des actes de l'autorité publique, dont la destruction entraîne la peine édictée par l'art. 439 du Code pénal. Arr. cass. 29 avril 1831, B. n° 104. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Dommage*, n° 193. — MORIN, *Rép.*, v° *Destructions*, n° 5. — *Théorie du C. P.*, t. VI, p. 187.

De même, les procès-verbaux des gardes champêtres constatant des délits de chasse. Arr. cass. 28 novembre 1833, DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n^os^ 193, 205. — *Théorie du C. P.*, t. VI, p. 187.

— Les procès-verbaux constatant les votes recueillis pour l'élection des députés. Arr. cass. 13 juillet 1849, DALL., 49-1-202. — MORIN, *Rép.*, *l. c.*, n° 5. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 193.

— Les empreintes du marteau du Gouvernement sur les arbres réservés: ces empreintes sont des actes originaux de l'autorité publique et opèrent un titre de propriété pour le domaine public. Arr. cass. 14 août 1812, B. n° 186. — 4 mai 1822, B. n° 70, — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 193. — 8 février 1850, MORIN, *Rép.*, *l. c.*, n° 5. — *Théorie du Code pén.*, t. VI, p. 188.

Il y a destruction d'un titre lorsqu'on l'a *rendu illisible*, ou *mis dans un état tel qu'il ne puisse plus conserver les effets qu'il était destiné à produire* (v. g. par la lacération d'un billet et la dispersion ou suppression d'une partie des fragments). Arr. cass. 3 novembre 1827, B. n° 280, — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 186.—MORIN, *Rép.*, *l. c.*, n° 4.—*Théorie du C. P.*, t. VI, p. 185.

(13) Si les titres ou billets détruits étaient *purement privés*, leur destruction ne constituerait qu'un simple délit, aux termes du § 3 de l'art. 439 du Code pénal.

Les effets de commerce ou de banque sont seulement ceux qui sont souscrits par un commerçant ou par un établissement commercial, pour affaires de commerce, et qui sont négociables par la voie de l'endos; on ne doit pas y comprendre les billets à ordre souscrits par de simples particuliers. Arr. cass. 20 août 1846, B. n° 216, — *Journ. crim.*, t. XVIII, p. 264, — DALL., 46-4-152.

Il ne suffirait pas de dire un effet de commerce, il faut dire en quoi il consiste, pour constater qu'il opère une obligation commerciale. Arr. cass. 20 août 1846, B. n° 216, — DALL., 46-4-152. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Dommage*, n° 194. — *Théorie du C. P.*, t. VI, p. 187.

La Cour impériale de Poitiers a jugé que le fait d'avoir brûlé les livres d'un négociant tombe sous l'application de l'art. 439 C. P., parce que, entre négociants, les livres font foi des engagements, obligations et paiements qu'ils constatent, et que leur conservation est d'ordre public.

(14) Il n'appartient qu'à la Cour de décider si le titre détruit constituait un effet de commerce ; mais il n'appartient qu'au jury de déclarer que l'écrit détruit contenait obligation: cette circonstance constitutive doit donc être comprise dans l'incrimination. Arr. cass. 11 mars 1830, B. n° 63, — DALL., 30-1-165.

Il faut énoncer que le paiement des traites détruites n'avait pas encore été opéré, et qu'ainsi elles contenaient encore une obligation. Arr. cass. 12 septembre 1816, DALLOZ, *Rép.*, v° *Dommage*, n° 199. — MORIN, *Rép.*, v° *Destructions*, n° 5. — *Théor. du C. P.*, t. VI, p. 190.

L'arrêt qui déclare un prévenu coupable d'avoir détruit une procuration, énonce suffisamment qu'il est coupable d'avoir détruit un acte obligatoire. Arr. cass. 23 septembre 1837, B. n° 293, — DALL., 38-1-418.

Il faut donc que l'incrimination énonce que le titre ou l'acte détruit contenait obligation, disposition ou décharge, soit en employant les termes de la loi, soit implicitement d'après la nature ou le caractère déclarés de l'écrit, v. g. une lettre de change non payée et encore obligatoire, une lettre de change acquittée et par conséquent portant décharge ou constituant un droit pour le porteur, un billet à ordre signé par un commerçant, une quittance de dette commerciale... Le mieux est de décrire ou d'analyser le titre ou l'effet détruit, sauf à la Cour à le qualifier, quand le jury aura répondu affirmativement sur le point de fait. *Théor. du C. P.*, t. VI, p. 188.

Je viens de dire que la nature du titre ou de l'effet décrit ou analysé implique qu'il contenait obligation ou décharge, et qu'alors il ne serait pas nécessaire d'énoncer expressément et textuellement cette circonstance : cependant, quoiqu'il y eût évidemment redondance à dire qu'un billet à ordre contenait *obligation*, qu'un récépissé ou une quittance contenait *décharge*, il semblerait, d'après l'arrêt de la Cour de cassation du 11 mars 1830, cité plus haut, que ces termes de la loi, selon l'espèce, devraient rigoureusement être énoncés dans la qualification et dans la question à poser au jury, tandis que l'arrêt du 23 septembre 1837, également cité plus haut, implique le contraire. Dans le doute que pourrait faire naître cette divergence de jurisprudence, il paraît prudent de formuler l'incrimination très-explicitement, et de manière à y faire entrer les termes mêmes de la loi.

Si les titres, billets, etc., ne contenaient ni obligation, ni disposition, ni décharge, s'ils n'intéressaient pas la fortune et les biens, mais ne concernaient que des intérêts moraux, l'art. 439 C. P. ne serait pas applicable. *Théor. du C. P.*, t. VI, p. 189.

Pour des exemples d'application de l'art. 439 C. P., monumentés dans des arrêts, *V.* DALLOZ, *Rép.*, v° *Dommage*, n°s 187–205.

666. Empoisonnement [1].

... d'avoir, à telle époque [2], en tel endroit, volontairement [3]

attenté à la vie de N..., par l'effet de substances [4] pouvant donner la mort [5] plus ou moins promptement [6] (C.P., art. 301,302).

(1) Pour le cas d'un empoisonnement constitutif de *parricide*, V. *inf.* n° 690, note 3.

(2) L'empoisonnement d'une personne, bien que résultant d'actes répétés, ne constitue qu'un seul crime, qui peut faire l'objet d'une incrimination unique. Arr. cass. 18 août et 12 déc. 1840, B. n°s 224, 350, — DALL., 41-1-35. — 12 juin 1851, B. n° 217. — Alors l'imputation sera :

« ... d'avoir, de telle époque à telle époque, ou dans le cours de telle année, à une ou plusieurs reprises, en tel endroit *ou* en tel et tel endroits *ou* en divers lieux, volontairement attenté à la vie de N..., par l'effet de substances pouvant donner la mort plus ou moins promptement. »

Je dis *à une ou plusieurs reprises*, et non pas seulement *à plusieurs reprises*, ou *à diverses reprises*, pour que l'articulation embrasse toutes les hypothèses et ne suscite aucune hésitation de la part du jury, dans le cas où les débats ne constateraient pas complétement la *pluralité* des actes, tout en prouvant l'existence de l'attentat.

(3) Le mot *volontairement*, qui est énoncé dans toutes les accusations d'homicide, peut paraître superflu lorsqu'il se joint au mot *attentat*, qui implique la résolution, le désir d'arriver à un résultat que l'on poursuit, que l'on s'efforce d'atteindre. Mais la volonté étant une circonstance constitutive du crime, il faut qu'elle soit positivement exprimée. MORIN, *Rép.*, v° *Empoisonnement*, n°s 5, 6, 9. — DUFOUR, *Formules*. — Le mot *volontairement* est surabondant et inutile dans l'incrimination d'empoisonnement, mais ne la vicie pas. Arr. cass. 20 mars 1862, affaire Gabriel Gresse.

(4) Il n'est pas besoin d'énoncer que les substances ont été administrées à la victime, car cette proposition est virtuellement contenue dans l'imputation d'avoir attenté à la vie *par l'effet* des substances : elle ne serait pas toujours très-exacte, car on peut n'avoir pas littéralement administré les substances, — en ce sens qu'on les aurait directement fait absorber, — mais les avoir seulement disposées de telle sorte que la victime a dû se les ingérer ou y a été entraînée. — D'ailleurs, l'art. 301 C. P. exprime formellement qu'il n'importe pas de quelle manière les substances aient été employées ou administrées. Arr. cass. 7 juillet 1814, CARNOT, *Comm. C. P.*, t. II, p. 32. — MORIN, *l. c.*, n° 8. — *Théorie du C. P.*, t. III, p. 498 et suiv.

Dans les cas ordinaires d'attentat à la vie des personnes, qualifiés meurtre, assassinat, infanticide ou parricide, quelque graves qu'aient été les violences ou les blessures, si la victime n'a pas succombé, il n'y a que tentative ou crime manqué. Dans le cas d'empoisonnement, au contraire, si des substances de nature à donner la mort plus ou moins promptement,

si des mets ou des liqueurs infectés de telles substances, ont été *absorbés* par la victime, il y a attentat à la vie ou empoisonnement, *quelles qu'en aient été les suites*, d'après le texte de l'art. 301 C. P., *quelles que soient les conséquences*, selon l'expression de Carnot sur ce même art. 301 C. P., c'est-à-dire quand la victime, non-seulement n'aurait point succombé, mais encore n'aurait que peu ou pas souffert, soit à raison de la faible quantité ou de la qualité de la substance léthifère, soit à raison des soins qu'elle aurait reçus. Il ne faudrait donc pas, d'après cet événement heureux, ne voir dans le fait coupable qu'une simple tentative. Il ne peut y avoir de simple tentative d'un empoisonnement que dans le cas où tout a été préparé, disposé pour atteindre le but que se proposait l'empoisonneur, sans que la victime *se soit ingéré* la substance toxique ou empoisonnée, de nature à donner la mort, qui lui a été destinée ou même présentée, mais dont elle a été préservée ou s'est abstenue, soit par hasard, par précaution, par défiance, soit à la suite d'indications ou d'avertissements.

Si le poison avait été jeté dans des aliments préparés pour la victime, ou jeté dans une fontaine, ces circonstances constitueraient une tentative d'empoisonnement. Arr. cass. 7 juillet 1814, CARNOT, *Comm. C. P.*, t. II, p. 32. — MORIN, *Rép.*, v° *Empoisonnement*, n° 8.

(5) Il y a crime d'empoisonnement quelle que soit la quantité de la substance employée ou administrée. Arr. cass. 20 nov. 1812, 7 juill. 1814, 7 juill. 1824, DALLOZ, *Rép.*, v° *Crimes contre les personnes*, n° 106. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 27. — MORIN, *l. c.*, n°s 5, 6. — *Théorie du C. P.*, t. III, p. 503. — Mais il faut que la substance soit toxique, et n'ait pas perdu ce caractère par le mélange ou la préparation qu'on en a fait. Arr. cass. 20 nov. 1812 et 4 février 1814, BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 271. — MORIN, *l. c.*, n° 8. — DALLOZ, *l. c.*, n°s 103 et suiv., et v° *Substances vénéneuses*, n° 14. — *Théorie du C. P.*, t. III, p. 503. — *Sup.* n° 20.

Toute substance qui a donné la mort est réputée mortifère, quoiqu'elle ne fût pas une substance vénéneuse proprement dite. Arr. cass. 18 juin 1835, DALL., 36-1-227. — MORIN, *Rép.*, v° *Empoisonnement*, n° 8. — DALL., *Rép.*, v° *Crimes contre les personnes*, n° 107, et v° *Substances vénéneuses*, n° 10. — La Cour impériale de Poitiers a décidé autrement et n'a vu qu'un meurtre dans une espèce où une femme, pour se défaire de son mari, lui avait frauduleusement fait boire un litre d'eau-de-vie, excès qui avait entraîné la mort. Arr. Poitiers, 14 janvier 1850, DALL., 53-2-192. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Substances vénéneuses*, n° 13. — Arr. Riom, 25 avril 1853 (conforme, à propos de *verre pilé*), BLANCHE, 1re *étude C. P.*, p. 13.

La question de savoir si les substances pourraient donner la mort est constitutive, et du ressort du jury : — elle doit nécessairement être comprise dans l'incrimination. Arr. cass. 3 août 1810, B. n° 100. — DALLOZ, *l. c.*, n° 108. — BOURGUIGNON, *l. c.*, t. III, p. 272. — MORIN, *l. c.*, n°s 5, 9.

(6) L'empoisonnement est un assassinat, car il suppose la préméditation.

DALLOZ, *l. c.*, nos 94–98. — BOURGUIGNON, *l. c.*, t. III, p. 271. — *Théorie du C. P.*, t. III, p. 492.

En cas d'empoisonnement, il n'y a point à poser la circonstance de préméditation ; les deux circonstances de volonté et de préméditation sont inséparables, par la nature du fait. Arr. cass. 26 vendémiaire an XIV, B. n° 219. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 99. — MORIN, *Rép.*, *l. c.*, nos 1, 7, 9. — *Théorie du C. P.*, t. III, p. 495.

667. Enlèvement ou détournement de mineurs [1].

Rapt par fraude ou violence. — ... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, par fraude ou violence [2], enlevé, — entraîné, — détourné, — ou déplacé (*ou* fait enlever, — entraîner, — détourner, — ou déplacer), de la maison de son père, — de sa mère, — de A..., son tuteur, *ou* du lieu [3] où il était mis (*ou* elle était mise) par X... [4], à l'autorité ou à la direction de qui il était soumis *ou* confié (*ou* elle était soumise *ou* confiée), N..., alors âgé (*ou* M..., alors âgée) de moins de vingt et un ans [5] (C.P., art. 354).

Avec cette circonstance que ladite M... était alors âgée de moins de seize ans [6] (C.P., 355).

Rapt de séduction. — ... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, enlevé, — entraîné, — détourné, — ou déplacé (*ou* fait enlever, — entraîner, détourner, — ou déplacer), de la maison de son père, — de sa mère, — de A..., son tuteur, — *ou* du lieu où elle avait été mise par X..., à l'autorité de qui elle était soumise *ou* confiée, la nommée Z..., âgée alors de moins de seize ans, laquelle a consenti à son enlèvement, — *ou* a suivi volontairement son ravisseur *ou* le prévenu [7] (C.P., 356).

Avec cette circonstance que le prévenu était alors âgé de vingt et un ans accomplis *ou* de plus de vingt et un ans [8] (C.P., 356).

(1) V. GILBERT, sur l'art. 354–357 C. P.

Le crime d'enlèvement de mineurs, dont je m'occupe ici, est distinct de celui d'enlèvement d'un enfant âgé de moins de sept ans, fait qualifié *suppression d'enfant*, dont il sera question *inf.* n° 696.

(2) En général, la fraude résulte de toute machination coupable tendant

à faire sortir le mineur des lieux où il est placé, v. g. de la corruption exercée pour se le faire livrer par ceux auxquels il est confié. Il ne faut pas confondre la fraude avec la séduction employée à l'égard des filles âgées de moins de seize ans. DALLOZ, *Rép.*, v° *Crimes contre les personnes*, n° 288. — *Théorie du C. P.*, t. IV, p. 387 et suiv.

Le consentement d'une fille mineure à son enlèvement n'exclut pas l'application de l'art. 354 C. P., lorsque la fraude a été employée pour effectuer le déplacement. Arr. cass. 6 août 1842, DALL., 43-1-256. — 30 mars 1850, B. n° 119, — DALL., 50-5-197.

La circonstance de faude, même isolée, suffit pour constituer le crime. Arr. cass. 30 mars 1850, déjà cité.

La fraude ou la violence sont des circonstances constitutives dans le cas où il y a eu détournement ou déplacement, comme dans celui où il y a eu enlèvement, et l'existence de ces circonstances de faude ou de violence doit être déclarée. Arr. cass. 3 octobre 1816, BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 327. — CARNOT, *Com. C. P.*, t. II, p. 141. — RAUTER, *Droit crim.*, t. II, p. 82. — MORIN, *Rép.*, v° *Enlèvement de mineur*, n° 4. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Crimes contre les personnes*, n° 287. — *Théorie du C. P.*, t. IV, p. 392.

On peut, dans la même question, demander si l'enlèvement, le détournement ou le déplacement a eu lieu par fraude ou par violence. Arr. cass. 25 octobre 1821, B. n° 174. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 328. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 290.

L'art. 354 C. P. attache le caractère du crime au fait seul de l'enlèvement par fraude ou par violence, et il n'est pas nécessaire qu'il y ait eu abus ou dessein d'abuser de la personne. Arr. cass. 25 octobre 1821, B. n° 174. — BOURGUIGNON, *l. c.*, t. III, p. 328. — MORIN, *Rép.*, *l. c.*, n° 2. — *Théorie du C. P.*, t. IV, p. 394.

V. *Inf.* note 7.

(3) Le crime de rapt prévu par l'art. 354 C. P. existe dans l'une des nuances qui y sont énumérées, toutes les fois qu'il a été exécuté par fraude ou par violence, soit que les mineurs enlevés, entraînés, détournés ou déplacés se trouvassent dans le domicile légal de leurs parents ou tuteurs, soit qu'ils se trouvassent dans les lieux où ils étaient placés par ceux à l'autorité desquels ils étaient soumis ou confiés. Arr. cass. 25 avril 1839, B. n° 137, — DALL., 39-1-183. — MORIN, *Rép.*, *l. c.*, n° 4. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 286. — *Théorie du C. P.*, t. IV, p. 389-391.

(4) Le caractère principal de ce crime est de porter atteinte à l'autorité des pères, mères, tuteurs et autres personnes au pouvoir desquelles les mineurs se trouvent soumis ; il faut donc, dans la question principale, désigner la personne à l'autorité ou à la direction de laquelle le mineur était soumis ou confié, et qui l'aurait placé dans le lieu d'où il aurait été détourné ou déplacé. — Cette désignation est une circonstance essentielle. Arr. cass. 9 mai 1844, B. n° 163, — DALL., 44-1-122. — MORIN, *Rép.*, *l. c.*, n°s 2, 3. — RAUTER, t. II, p. 82. — *Théorie du C. P.*, t. IV, p. 391-394.

Est régulière une question ainsi posée : « N... est-il coupable d'avoir détourné par fraude telle personne mineure, du domicile de ses parents à l'autorité desquels elle était soumise? » Arr. cass. 30 mars 1850, B. n° 119. — DALL., 50-5-197.

Cependant, au lieu d'employer le mot *mineure*, il vaudrait mieux se servir de la locution *âgée de moins de vingt et un ans*, pour poser *en fait* la question d'âge ; — de ses *parents* est un terme vague, et il vaudrait mieux dire de son père ou de sa mère ; — et si la personne âgée de moins de vingt et un ans, avait été détournée du domicile de ses *père et mère*, il serait superflu d'énoncer qu'elle était soumise à leur autorité, car il n'en peut être autrement, à moins que la personne enlevée ne fût émancipée ou mariée, auquel cas l'art. 354 C. P. ne serait pas applicable, comme on le verra ci-après, note 5.

Il suffit que la fraude ait eu lieu à l'égard des parents. Arr. cass. 6 août 1842, SIREY, 43-1-157.

L'enlèvement conserve son caractère de fraude, si le consentement des parents à l'éloignement de leur enfant n'a été obtenu qu'à l'aide d'une fourberie... Arr. cass. 25 avril 1839, B. n° 137, — DALL., 29-1-183. — MORIN, *Rép., l. c.*, n° 3. — DALLOZ, *Rép., l. c.*, n° 295.

Le déplacement pourrait paraître innocent, à raison des circonstances du fait, v.g. si l'on n'avait détourné ou déplacé un mineur que pour lui procurer une distraction momentanée. CARNOT, *Comm. C. P.*, t. II, p. 141.—MORIN, *Rép., l. c.*, n° 3.—DALLOZ, *Rép., l. c.*, n° 291.—*Théor. C. P.*, t. IV, p. 395.

Il a été jugé que le crime d'enlèvement ou de détournement d'enfant n'existe pas dans le fait de la mère qui, après avoir succombé dans sa demande en séparation de corps, refuse de réintégrer le domicile conjugal et se cache avec ses enfants. Arr. Rennes, 14 octobre 1842, DALL., 42-2-94,—*Journ. cr.*, t. XIV, p. 366. Cette décision, fondée sur des considérations morales, auxquelles on peut en opposer de même ordre et non moins importantes, n'est peut-être pas juridique, dans un sens absolu ; on peut douter qu'elle dût servir de règle, si le père, après avoir fait ordonner par la justice civile la remise de ses enfants, portait plainte, pour employer le seul moyen *efficace* d'obtenir cette remise et de sauvegarder l'autorité qui lui appartient : toutefois elle serait conforme à l'opinion émise par M. Treilhard, « que le conseil d'État n'avait pas eu l'intention d'étendre l'art. 354 C. P. aux pères et mères, dans quelques circonstances qu'ils pussent se trouver. » LOCRÉ, t. XXX, p. 389.

(5) La circonstance de minorité exposée dans les termes absolus de l'âge au-dessous de vingt et un ans, est constitutive et essentielle ; il faut donc qu'elle soit comprise dans l'incrimination principale. — Et si la personne enlevée est *une fille* âgée de moins de seize ans, cette dernière circonstance sera précisée à part. V. la note suivante.

L'art. 354 C. P. ne s'applique pas à l'enlèvement des femmes mineures *mariées*. Arr. cass. 1er juillet 1831, B. n° 155,—DALL., 32-1-64.—DALLOZ, *Rép., l. c.*, n° 295.

L'art. 354 C. P. ne s'applique pas non plus à l'enlèvement des mineurs *émancipés*. DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 289.—MORIN, *Rép.*, *l. c.*, n° 5.—*Théor. du C. P.*, t. IV, p. 393.

(6) L'art. 354 C. P. s'applique à l'enlèvement des mineurs des deux sexes : mais la circonstance aggravante de l'âge au-dessous de seize ans, posée en l'art. 355, n'est relative qu'aux *filles* ; ce qui n'implique pas que leur enlèvement n'est punissable qu'autant qu'il a été commis par un homme : la femme auteur du rapt ou complice du ravisseur, serait atteinte par les art. 354, 355, 356 C. P. CARNOT, *Comm. C. P.*, t. II, p. 142, 143.

L'âge de moins de 16 ans est une circonstance aggravante, non une circonstance constitutive, au cas de rapt par *fraude* ou *violence*, et ce motif d'aggravation ne doit pas être compris dans la question principale. Arr. cass. 30 mars 1850, B. n° 119, — DALL., 50-5-197. — V. *sup.*, note 5.

(7) Dans le rapt par séduction, la violence n'est pas nécessaire, la fraude n'est pas indispensable.

Ici, la fraude ou la séduction produisent le même résultat pénal. Arr. cass. 24 octobre 1811, B. n° 140. — 25 mai 1826, B. n° 195. — 16 août 1849, B. n° 205. — DALL., 49-5-144. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 329. — CARNOT, *Comm. C. P.*, t. II, p. 144. — RAUTER, t. II, p. 83. — DALL., *Rép.*, *l. c.*, n° 294. — MORIN, *Rép.*, v° *Rapt*, n° 5. — *Théorie du C. P.*, t. IV, p. 396 et suiv.

Le rapt de séduction ne peut être commis que sur une fille âgée de moins de *seize* ans, circonstance constitutive : au-dessus de cet âge, la séduction n'est plus punie, parce qu'elle est difficile à imputer, et qu'elle a pu être réciproque. DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 297. — MORIN, *Rép.*, *l. c.*, n° 6. — RAUTER, t. II, p. 84. — Arr. Paris, 14 août 1849; Arr. Angers, 3 août 1849, DALL., 49-2-154, 225.

Il y a lieu à l'application de l'art. 356 C. P., lorsqu'un majeur s'est fait suivre par une fille âgée de moins de *seize* ans, en lui promettant un état plus heureux que celui qu'elle avait chez sa mère, et en lui promettant aussi de la faire habiller tout à neuf. Arr. cass. 26 mai 1826, B. n° 105, — DALL., 26-1-368. — En effet, l'art. 356 se réfère à l'art. 354, et punit l'*entraînement* comme l'enlèvement et le détournement. RAUTER, t. II, p. 83.

Le détournement à l'aide de lettres d'amour supposées, signées d'un tiers, constitue tout à la fois le crime de détournement *par fraude*, et le crime distinct de *faux*. Arr. cass. 24 mars 1838, B. n° 77, — *Journ. crim.*, t. X, p. 179. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Crimes contre les personnes*, n° 288 ; v° *Inst. crim.*, n° 1093. — MORIN, *Rép.*, v° *Rapt*, n° 8.

V. *sup.*, note 2.

Dans une accusation d'enlèvement *avec violence* d'une fille mineure âgée de moins de *seize* ans, on peut poser subsidiairement la question de savoir si la fille n'aurait point suivi *volontairement* son ravisseur. Arr. cass. 30 novembre 1849, B. n° 333, — DALL. 49-5-96.

(8) La majorité du ravisseur d'une fille âgée de moins de seize ans est une circonstance aggravante, qui doit être posée séparément. Arr. cass. 2 mars 1843, B. n° 47. — 30 novembre 1849, B. n° 333, — DALL., 49-5-96. — MORIN, *Rép.*, v° *Rapt*, n° 7.

Il ne faut pas oublier que l'art. 357 C. P. protège, par une fin de non-recevoir, le ravisseur qui a épousé la fille enlevée, dans tous les cas d'enlèvement, tant qu'il n'y a pas de plainte de la part de ceux qui pourraient demander la nullité du mariage. RAUTER, t. II, p. 84. — MORIN, *Rép.*, *l. c.*, n° 10. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Crimes contre les pers.*, n° 299. — *Sup.* n° 54.

Et cette fin de non-recevoir couvre même les complices de l'enlèvement. Arr. cass. 2 octobre 1852, B. n° 335, — DALL., 52-1-312 et la note. — MORIN, *l. c.*, n° 11. — *Théorie du C. P.*, t. IV, p. 400 et suiv. — *Sup.* n° 54.

668. Évasion de détenus.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, procuré ou facilité l'évasion de N..., qui était détenu dans telle prison [1], — *ou* placé sous la garde de tels agents de la force publique pour être conduit devant tel magistrat, *ou* pour être transféré de telle prison dans telle autre [2], — et qui était prévenu *ou* accusé de tel crime emportant la peine de... [3], *ou* et qui était condamné à la peine de... [4] (C.P., art. 239, 240).

Avec cette circonstance que le prévenu était préposé à la garde ou à la conduite de N... [5] (C.P., 239, 240);

— Que le prévenu a procuré ou facilité cette évasion avec connivence [6] (C.P., 239, 240);

— Que pour favoriser l'évasion de N..., qui a eu lieu *ou* qui a été tentée avec violence *ou* par bris de prison (*ou* en exerçant telles violences envers telles personnes, *ou* en forçant, dégradant, démolissant, telle serrure, telle porte, telle cloison, tel mur...), le prévenu a fourni des instruments propres à opérer ladite évasion [7] (C.P., 241);

— Que le prévenu a favorisé par transmission d'armes *ou* par la transmission de telles armes, ladite évasion de N..., qui a eu lieu *ou* qui a été tentée avec violence *ou* bris de prison (*ou* en exerçant telles violences..., *ou* en forçant...) [8] (C.P., 243);

— Que le prévenu est parvenu à procurer ou faciliter l'éva-

sion de N..., en corrompant X..., gardien ou geôlier dudit N..., *ou* préposé à la garde *ou* à la conduite dudit N..., — *ou* en agissant de connivence avec X..., gardien *ou* geôlier dudit N..., *ou* préposé à la garde *ou* à la conduite dudit N... [9] (C.P., 242).

(1) La condition première de ce crime, c'est que la détention fût légale. DALLOZ, *Rép.*, v° *Évasion*, n^os^ 8-10, 34, 57. — MORIN, *Rép.*, v° *Évasion*, n^os^ 3, 4. — RAUTER, *Droit crim.*, t. II, p. 531. — *Théorie du C. P.*, t. III, p. 181, 186. — GILBERT, sur art. 337... C. P.

Cependant il n'est pas nécessaire d'exprimer dans l'incrimination que l'évadé était *légalement* détenu, puisque les textes du Code pénal applicables ne contiennent pas le mot *légalement*. Il en serait à cet égard comme des excuses péremptoires, qui ne sont jamais l'objet de questions, parce que leur existence prouvée ou admise entraîne une réponse négative quant à l'existence même du crime.

Du reste, la légalité de la détention ressort de l'indication de la cause, et du lieu dans lequel était placé le détenu évadé, ou des gardiens auxquels il a échappé.

Que l'évadé fût détenu dans une prison, ou qu'il fût placé sous l'escorte de la force publique, il y a également lieu à l'application de la loi. Arr. Bordeaux, 2 octobre 1849, MORIN, *Rép.*, *l. c.*, n° 9.

Les gardiens n'ont pas à apprécier la légalité de l'arrestation : ils seraient punissables, s'ils avaient, sous ce prétexte, laissé évader un individu confié à leur garde. Arr. cass. 3 mai 1855, B. n° 151, — DALL. 55-1-255.

(2) L'art. 237 C. P. punit comme fauteurs d'évasion par *négligence* ou *connivence*, les huissiers, les commandants en chef ou en sous-ordre, soit de la gendarmerie, soit de la force armée servant d'escorte ou garnissant les postes, les concierges, gardiens, geôliers, et tous autres, préposés à la conduite, au transport ou à la garde des détenus. — Les tiers ne sont punissables que pour *connivence* ou *complicité avec le gardien*. DALLOZ, *Rép.*, v° *Evasion*, n^os^ 38, 55.

A l'énumération de l'art. 337, il faut ajouter les commandants de la garde nationale, en chef ou en sous-ordre, et les personnes chargées de la police des hôpitaux. DALLOZ, *l. c.*, n° 41. Mais quant à ces derniers, V. *inf.*, note 4 *in fine*.

L'art. 237 C. P. atteint restrictivement le commandant en titre ou accidentel de la force publique, non les hommes d'escorte, à moins de participation individuelle, par *connivence*, à l'évasion. CARNOT, *Com. C. P.*, t. I, p. 585. — *Théorie du C. P.*, t. III, p. 193.

En tout cas, c'est la juridiction ordinaire qui est compétente. Arr. cass. 3 septembre 1813, CARNOT, *Comm. C. P.*, t. II, p. 145. — BOURGUIGNON,

Jurisp., t. III, p. 234. — A moins qu'il ne s'agît d'un *détenu militaire* évadé d'un hôpital. Décret du 8 janvier 1810, art. 2. — V. *inf.* note 4 *in fine*.

(3) Il est nécessaire d'indiquer de quel crime l'évadé était prévenu ou accusé, et la peine applicable à ce crime, puisque cette circonstance influe sur la répression du fait d'avoir procuré ou facilité l'évasion, — fait qui n'entraîne des peines afflictives et infamantes envers les conducteurs ou gardiens que si l'évadé était lui-même passible, comme accusé ou comme condamné, soit d'une peine afflictive (C. P. 239), soit de la peine de mort ou d'une peine perpétuelle (C. P. 240), à part les circonstances aggravantes d'instruments fournis ou d'armes transmises (C. P. 241, 243), DALLOZ, *Rép.*, v° *Evasion*, n°s 37, 48.

La circonstance que la personne légalement détenue était accusée de..., ou condamnée à..., est constitutive et doit être comprise dans le fait principal. Arr. cass. 7 août 1845, B. n° 253,—DALL., 46-4-133.

(4) V. la note précédente.

Les articles du Code pénal répressifs de l'évasion procurée, facilitée, ou favorisée, ne concernent que les individus prévenus, accusés ou condamnés *pour crimes* ou *pour délits*, et ne s'appliquent pas aux détenus *pour dettes commerciales*. Arr. cass. 30 avril 1807, B. n° 90. — 20 août 1824, B. n° 108. — 29 sept. 1831, B. n° 236,— DALL., 31-1-330. — Ni aux étrangers sous le coup d'une *extradition*. Arr. cass. 30 juin 1827, B. n° 162, —DALL., 27-1-288. — Ni au *recélé d'un déserteur*, prévu par des lois spéciales. Arr. cass. 13 mars 1823, B. n° 37. — Ni aux détenus par mesure *disciplinaire*. RAUTER, t. II, p. 529. — Ni aux préposés responsables des *détenus militaires dans les hôpitaux* civils ou militaires, qui doivent être poursuivis en vertu du décret du 8 janvier 1810. — *V.* DALLOZ, *Rép.*, v° *Évasion*, n°s 11, 12, 13, 35, 36, 42. — MORIN, *Rép.*, v° *Évasion*, n°s 2, 10. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 234. — RAUTER, t. II, p. 529. — *Théorie du C. P.*, t. III, p. 180, 192. — GILBERT, sur art. 237 C. P.

(5) La qualité de préposé à la garde ou à la conduite d'un détenu dont l'évasion est facilitée ou favorisée, est une circonstance aggravante, puisqu'elle entraîne une peine plus forte que celle qui est infligée aux tiers qui ont facilité ou favorisé l'évasion. Art. 239, 240, 243 C. P.

On ne doit pas considérer comme *gardien* le détenu qui, achevant sa peine dans une prison, y était employé comme guichetier, et par suite il ne peut être condamné comme préposé à la garde des détenus, au cas où il aurait favorisé une évasion : il implique contradiction que l'on soit en même temps détenu et guichetier. Arr. cass. 1er thermidor an IV, DALLOZ, *Rép.*, v° *Evasion*, n° 43. — Un tel individu devrait donc être considéré et traité comme un tiers, sans qualité aggravante.

(6) M. Dufour, dans ses Formules, comprend la *connivence* au nombre des circonstances constitutives.

J'estime, au contraire, que la connivence est une circonstance aggravante, puisqu'elle élève la peine de un ou de deux degrés au-dessus de celle qui serait applicable si l'évasion n'avait été procurée, facilitée ou favorisée que par simple négligence. En effet, la simple négligence ne rend les conducteurs ou gardiens passibles que d'un emprisonnement ; la connivence emporte la reclusion, art. 239 C. P., ou les travaux forcés, art. 240. — Comme il n'y a que deux moyens de procurer, faciliter ou favoriser l'évasion, à savoir la négligence ou la connivence ; si le jury écarte la connivence, il restera acquis qu'il y a eu négligence, et étant reconnu que l'évasion a été procurée, facilitée ou favorisée, une peine sera encore encourue.

La connivence avec l'évadé est présumée à l'égard des *tiers* ; elle ressort de la force des choses, et n'a même pas besoin d'être exprimée pour constituer leur culpabilité : quant aux tiers, la loi ne punit la connivence, comme circonstance aggravante, qu'autant qu'ils ont connivé avec les geôliers ou gardiens ou les auront corrompus. C. P. art. 242.

(7) L'incrimination de l'art. 241 C. P. suppose que l'évadé était, comme prévenu ou accusé, ou comme condamné, passible d'une peine afflictive à temps, de la peine de mort, ou d'une peine perpétuelle : autrement, cette incrimination n'emporterait pas une peine afflictive et infamante de la compétence exclusive de la Cour d'assises. Au surplus, les art. 241 et 242 s'appliquent principalement aux tiers, et plutôt qu'aux gardiens ou conducteurs, qui seraient frappés d'une peine plus forte, à titre de *connivence*. DALLOZ, *Rép.*, v° *Évasion*, n° 52.

La connivence résulterait sans doute envers le gardien ou conducteur du fait d'avoir fourni des instruments de bris de prison, si la réponse du jury à cet égard était affirmative ; il y aurait même contradiction à répondre négativement sur la connivence, et à répondre pourtant affirmativement sur l'imputation d'avoir fourni des instruments, non pas si la réponse était affirmative sur la connivence, mais négative quant aux instruments fournis.

Il pourrait bien y avoir réponse négative sur les deux circonstances de connivence et d'instruments fournis, et reconnaissance seulement d'un fait de négligence de la part des gardiens ou conducteurs, ce qui suffirait pour entraîner une peine ; cette circonstance de négligence, comme je l'ai déjà dit, note 6, se trouverait implicitement contenue dans l'articulation principale dont je propose la formule, renforcée du mot *coupable* dans la question posée au jury.

L'art. 241 C. P. suppose qu'il a été fait usage des instruments fournis avec intention de favoriser l'évasion. CARNOT, *Com. C. P.*, t. I, p. 591, 592.

Pour la définition expliquée des mots *violences* et *bris de prison*, V. DALLOZ, *Rép.*, v° *Évasion*, n° 14–19. — MORIN, *Rép.*, v° *Évasion*, n° 5. — *Théorie du C. P.*, t. III, p. 183–186.

(8) Cette circonstance est aggravante pour les gardiens ou conducteurs, comme pour les tiers, et à un degré de plus.

Suivant M. CARNOT, *Com. C. P.*, t. I, p. 593, il faudrait que les armes transmises eussent été employées pour opérer l'évasion ; et l'auteur ajoute que le mot *armes* devrait être entendu dans un sens restrictif, selon leur signification ordinaire, dans l'acception commune, non d'après la définition de l'art. 101 C. P. — Mais cette opinion, quant à l'interprétation du mot armes, ne paraît pas juridique. — *Théorie du C. P.*, t. III. p. 201. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Évasion*, n° 54.

Il serait bien, en tout cas, de réserver à la Cour ce point de droit, et de signaler en fait ou par leur dénomination vulgaire les armes transmises. S'il pouvait y avoir doute à ce sujet, il ne faudrait pas manquer de poser la circonstance d'*instruments fournis*, termes compréhensifs qui embrasseraient les armes comme tous autres objets.

(9) On lit dans le *Commentaire du Code pénal* de M. Carnot, t. I, p. 592: « L'art. 242 ne parle que des *geôliers* ou *gardiens*, lorsque les art. 237, 238, 239, 241 et 243, se sont occupés en général des *gardiens*, *geôliers ou conducteurs*, et déjà l'art. 240 n'avait non plus parlé que des geôliers et gardiens ; la raison en a été sans doute que les geôliers et gardiens remplissent des fonctions publiques, tandis que les conducteurs ne sont que chargés d'un service public. Mais, quel que soit le motif que le législateur ait eu, et ne dût-on l'oubli des *conducteurs*, dans les art. 240 et 242, qu'à une simple omission, les tribunaux ne pourraient suppléer à son silence ; les *conducteurs* qui se seraient laissé corrompre ne devraient être condamnés que comme s'ils s'étaient rendus coupables de simple *connivence*. Cependant, si les conducteurs qui se seraient laissé corrompre étaient des agents ou préposés d'une administration publique, ils rentreraient dans les dispositions de l'art. 177 et suivants, qui assimilent aux fonctionnaires publics les agents ou préposés des administrations publiques. »

Il y a d'abord à rectifier, dans ce passage, une erreur de citation des art. 240, et 241. L'art. 241 ne parle ni de gardiens ou geôliers ni de conducteurs, et c'était inutile, car il est général et s'occupe surtout des tiers ; l'art. 240 parle expressément des *conducteurs* ou *gardiens*, et ensuite des individus non chargés de la *conduite* ou de la *garde* des détenus évadés.

— Quant à l'intention du législateur et à la portée de la loi, M. de Noailles, dans son rapport au Corps législatif, exposant les motifs de l'art. 242 C. P., disait : « ceux qui corrompront les *gardes* ou les *gardiens* des détenus seront punis de la même peine qu'eux. » *Motifs du C. P.*, édition Didot, de 1810, p. 161.

Il faut remarquer que l'art. 242 dit d'abord les gardes *ou* gardiens, ce qui pourrait indiquer une synonymie, puis les gardiens *et* geôliers, ce qui implique une distinction.

Le mot *gardiens* semble générique et paraît embrasser tous ceux qui

sont préposés à la garde des détenus, lorsque les détenus sont, soit simplement arrêtés, soit emprisonnés, soit stationnaires, soit mis en march pour être conduits ou transférés d'un lieu dans un autre.

Les conducteurs ou les préposés à la conduite des détenus en sont en même temps et forcément les *gardes* ou *gardiens ;* en d'autres termes, ils sont nécessairement préposés à la garde de ces détenus.

L'art. 242, applicable aux tiers, et commençant par ces mots : *dans tous les cas ci-dessus...*, punit évidemment la corruption ou la connivence pratiquée à l'égard de tous ceux qui sont, dans les articles précédents, désignés comme responsables de l'évasion des détenus, parce qu'ils avaient mission de garder et retenir ces détenus, d'empêcher leur évasion.

Or, le tiers qui emploie la corruption envers ces *gardes* ou *gardiens*, suivant l'expression de M. de Noailles, quel que soit leur titre, quelle que soit leur dénomination d'après l'art. 237, ou qui agit de connivence avec eux, est responsable de ces moyens d'évasion, qui constituent une violence morale, comme il serait responsable d'une violence physique, quels que fussent les agents préposés à la garde des détenus ; sans distinguer si les détenus sont gardés sur place, ou en état de translation ; et sans distinguer conséquemment si les gardiens sont ou non, en même temps, des *conducteurs*.

L'objection que je discute me paraît donc peu fondée. Du reste elle n'a été relevée par aucun autre criminaliste, en sorte qu'on n'en trouve la confirmation, ni même l'examen, pas plus dans la doctrine que dans la jurisprudence.

— Quant à la qualification du fait de corruption et à sa répression, je crois que l'opinion de M. Carnot est encore contestable.

Il me semble que les conducteurs ou gardiens, quelle que soit leur qualité, s'ils ont favorisé une évasion, soit parce qu'ils ont été corrompus, soit par connivence, doivent toujours être punis de la reclusion au cas de l'art. 239, des travaux forcés au cas de l'art. 240, et que les tiers qui les auraient corrompus ou qui auraient agi de connivence avec eux, seraient passibles des mêmes peines, d'après l'art. 242. Jamais ils ne tomberaient sous le coup de l'art. 177, qui réprime la corruption *en général*, parce qu'en cas d'évasion il s'agit d'une corruption *spéciale ;* et que d'ailleurs l'art. 178 exprime formellement que les fonctionnaires ou les agents d'une administration publique qui se seraient laissé corrompre pour un fait criminel emportant une peine plus forte que celle de l'art. 177 (la dégradation civique), recevront l'application de cette peine plus forte.

M. Dalloz, *Rép.*, v° *Évasion*, n° 14, dit que les actes de corruption pratiqués *par le prévenu lui-même* sur ses gardiens constituent le délit de corruption de fonctionnaire, et ne rentreraient pas sous l'application de l'art. 245 C. P., qui n'inflige à l'évadé qu'une peine d'emprisonnement. L'auteur ne fournit aucune explication ni justification à l'appui de cette proposition, peut-être hasardée, au moins contestable.

Si l'évadé n'est pas mis par l'art. 242 sur la même ligne que les tiers qui

ont procuré ou facilité son évasion, il en résulte d'abord que la seule connivence avec les gardiens ou conducteurs qui ont favorisé sa fuite, n'aggrave point pour lui le fait de l'évasion, qui n'est pas punissable à son encontre dans tous les cas où il entraîne des peines contre ceux qui l'ont favorisé.

Mais en cas de corruption des gardiens, et dans le silence de l'art. 242, si l'on fait rentrer le détenu évadé sous l'empire du droit commun, il arrivera, par suite de la combinaison des art. 177, 178, 179, C. P., que le détenu sera passible des mêmes peines que les fauteurs et complices de son évasion.

Or, est-il bien certain que les détenus corrupteurs de leurs gardiens doivent être punis comme ces gardiens corrompus, ou comme les fauteurs de cette évasion ? J'en doute.

Quant aux gardiens agissant de connivence ou corrompus, les art. 239, 240 les frappent des peines de la reclusion ou des travaux forcés, selon la peine encourue par l'évadé à raison du crime qui a motivé sa détention ; mais quant au détenu lui-même, la nature du crime antérieur et de la peine encourue, n'est point à considérer.

Tous les fauteurs d'évasion, en cas de bris de prison ou de violences, et en cas de transmission d'armes, sont punis soit de la reclusion, soit des travaux forcés, et même des travaux forcés à perpétuité, selon les personnes et les circonstances. Le détenu qui s'est évadé, ou qui a tenté de s'évader par bris de prison ou violences, n'est puni pour le fait d'évasion que d'un emprisonnement, par l'art. 245 C. P., le seul qui inflige une peine au détenu à raison de son évasion.

La différence de peine, dans cette hypothèse, explique la différence qui existerait pareillement en cas de connivence et de corruption.

L'art. 245, applicable au détenu préventivement, remplace à son égard l'art. 241, et exclut l'art. 242, puisque le détenu n'est atteint qu'en cas de bris de prison ou de violences.

En effet, la loi tient compte au détenu de son désir naturel de reconquérir sa liberté, et y voit pour lui une excuse.

Mais elle n'a pas les mêmes raisons d'indulgence pour les gardiens qui manquent à leurs devoirs par négligence, par connivence ou par corruption ; elle sévit justement contre des tiers qui fournissent des instruments ou des armes pour procurer une évasion avec violence ou par bris de prison, ou qui concertent l'évasion avec les agents de l'autorité, ou enfin qui corrompent ces agents.

On comprend donc que la loi n'ait pas élevé la peine du détenu soit pour avoir connivé avec les gardiens, soit pour les avoir corrompus afin d'obtenir sa délivrance.

Ainsi, le fait de corruption pour obtenir une évasion, régi par les articles du Code pénal relatifs à cette matière spéciale, semble absolument en dehors des dispositions générales des art. 177 et suivants, soit à l'égard du détenu, soit à l'égard des fauteurs ou complices de l'évasion.

669. Exposition et délaissement d'enfant.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, exposé et délaissé [1] — *ou* donné l'ordre, qui a été exécuté, d'exposer et de délaisser [2] — un (*ou* tel) enfant au-dessous de l'âge de sept ans accomplis *ou* âgé de moins de sept ans accomplis [3] (C. P., art. 349, 352).

D'avoir opéré — *ou* fait opérer — cette exposition et ce délaissement dans un lieu solitaire [4] (C. P., 349).

Alors que le prévenu était le tuteur, *ou* l'instituteur, de l'enfant exposé et délaissé par lui *ou* par son ordre [5]; — *ou* alors que la prévenue était la tutrice *ou* l'institutrice de l'enfant exposé et délaissé par elle *ou* par son ordre (C. P., 350).

Avec la circonstance que, par suite de cette exposition et de ce délaissement, ledit enfant est demeuré mutilé ou estropié [6] (C.P., 351, 309).

Avec cette circonstance que la mort dudit enfant est résultée de cette exposition et de ce délaissement [7] (C.P., 351,304).

(1) Pour constituer le délit, il faut qu'à l'exposition se joigne le délaissement, c'est-à-dire qu'il y ait eu cessation ou interruption des soins et de la surveillance dont l'enfant a besoin. Arr. cass. 27 juin 1820, 7 juin 1834, 30 avril 1835, 19 juillet et 22 novembre 1838, 16 décembre 1843, DALLOZ, *Rép.*, v° *Crimes contre les personnes*, n^os^ 265-267. — CARNOT, *Comm. C. P.*, t. II, p. 135. — *Théor. du C. P.*, t. IV, p. 375-377. — GILBERT, sur les art. 349 et suiv. C. P.

(2) La loi exige un ordre quelconque, un mandat : un simple conseil ne suffirait pas. CARNOT, *l. c.*, t. II, p. 135.—*Théor. du C.P.*, t. IV, p. 383.

On peut poser régulièrement l'alternative d'avoir exposé et délaissé ou d'avoir fait exposer ou délaisser un enfant. Arr. cass. 2 août 1816, DALLOZ, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n^os^ 2526, 2811.

(3) L'âge au-dessous de sept ans est une circonstance constitutive. DALLOZ, *Rép.*, v° *Crim. contre les pers.*, n° 264.—*Théor. du C.P.*, t. IV, p. 375.

Il n'est pas nécessaire de faire juger, au préalable, à qui appartient l'enfant; l'art. 327 C. Nap. n'est pas applicable dans ce cas. MANGIN, *Act. pub.*, t. I, p. 190. — LESEYLLIER, *Act. pub.*, t. IV, n° 1519.

(4) Au cas d'exposition et de délaissement d'un enfant au-dessous de

l'âge de sept ans, la circonstance de l'exposition dans un lieu solitaire, étant aggravante, doit former une question séparée. Arr. cass. 31 août 1855, B. n° 309, — DALL., 55-1-444.

La solitude du lieu est relative et dépend des circonstances. *Théor. du C. P.*, t. IV, p. 374.

Une maison habitée, une chambre, peut, dans certains cas, être considérée comme un lieu solitaire (v. g. si les personnes qui l'habitent sont absentes au moment de l'exposition). Arr. cass. 27 janvier 1820, B. n° 15. — 22 novembre 1838, B. n° 363, — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 266.

Le tour d'un hospice n'est pas un lieu solitaire. Arr. Bruxelles, 11 mai 1833, DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 271. — Arr. cass. 30 avril 1835, B. n° 160.

(5) Les dispositions de l'art. 350 C. P. sont restrictives. DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n^os^ 278-280. — *Contrà*, CARNOT, t. II, p. 166. — RAUTER, t. II, p. 80. — MAGNEN, *Traité des Minorités*, t. II, n° 1537. Ces derniers auteurs estiment que l'art. 350 C. P. comprend les père et mère, les gouverneurs et les gouvernantes.

Lors même que le fait d'exposition et de délaissement serait imputé au père ou à la mère de l'enfant, il faut articuler la qualité de tuteur ou de tutrice (sur laquelle le jury devra être interrogé), le père et la mère n'étant pas nécessairement investis de la tutelle ; c'est la jurisprudence de la Cour de cassation, exposée dans deux arrêts des 4 mai 1843, DALL., 43-1-287. — 20 avril 1850, DALL., 50-5-217.

Dans la première espèce, il s'agissait d'une condamnation en police correctionnelle contre une fille qui avait exposé *son enfant* dans un lieu non solitaire, et comme il n'était pas *constaté en fait* que la prévenue fût investie de la qualité de *tutrice*, la Cour de cassation a jugé que l'art. 353 C. P., limitatif aussi bien que l'art. 350, avait pu n'être pas appliqué. Arr. cass. 4 mai 1843, DALL., 43-1-287.

Depuis, la Cour de cassation a jugé que la mère naturelle est, comme *tutrice légale* de son enfant, passible de l'aggravation de peine prononcée par l'art. 350 C. P. contre les tuteurs et tutrices coupables d'exposition et de délaissement d'enfant, alors que ce titre de *tutrice légale*, qui lui appartient de droit, *lui a été conféré* dans le jugement de condamnation. Arr. cass. 20 avril 1850, B. n° 134, — DALL., 50-5-217.

(6) Ces termes de la loi *mutilé* ou *estropié* limitent la circonstance aggravante. DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 283.—*Théor. du C. P.*, t. IV, p. 384.

(7) Ces deux dernières circonstances sont corrélatives à l'exposition avec délaissement dans un lieu solitaire. DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 282. — CARNOT, t. II, p. 137. — *Théor. du C. P.*, t. IV, p. 384.

L'exposition avec délaissement de l'enfant pourrait, suivant les circonstances, constituer un infanticide. DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 284.

Celui qui a donné l'ordre d'exposer et délaisser serait responsable, comme complice, des suites de l'exposition. CARNOT, t. II, p. 137. — *Théorie du C. P.*, t. IV, p. 382.

On peut même dire qu'il en est tenu directement, comme coauteur, d'après les textes formels des art. 349, 350, qui ne distinguent pas entre exposer et faire exposer ou donner l'ordre d'exposer, textes auxquels se réfère l'art. 351.

Dans une accusation de meurtre par *abandon et délaissement* dans un *lieu solitaire*, on pourrait, sans complexité, cumuler ces deux éléments essentiels du crime; mais il faudrait séparer la circonstance de *la mort de l'enfant*, suite de l'exposition. Arr. cass. 28 décembre 1860, DALL., 61-5-132. — J'estime qu'il vaut mieux, dans tous les cas, diviser les trois propositions. Il ne serait pas prudent de cumuler l'*abandon et le délaissement* avec la nature *du lieu solitaire*, en prévision de la déclaration de *mort consécutive*, qui pourrait défaillir; car, si le jury répondait négativement sur cette dernière question, le cumul de l'*abandon* et du *lieu solitaire* opérerait complexité et nullité, d'après l'arrêt du 31 août 1855, cité sup. note 4.

670. Extorsion de signature ou d'écrit.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, par force, violence ou contrainte [1], extorqué à N... [2] la signature *ou* la remise d'un acte, d'un titre, d'une pièce... contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge [3], — *ou* de tel acte..., tel billet..., telle obligation ou disposition..., telle quittance ou décharge... [4] (C.P., art. 400).

(1) *V.* GILBERT, sur l'art. 400 C. P.

Il suffit que l'un de ces trois éléments du crime, la force, la violence ou la contrainte, soit justifié pour qu'il y ait lieu à l'application de l'art. 400 du Code pénal. Arr. cass. 15 janvier 1825, DALL., 25-1-162. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 420. — MORIN, *Rép.*, v° *Extorsion*, n° 4. — *Théor. du C. P.*, t. V, p. 250. — Il n'y a aucun inconvénient à les réunir tous les trois dans l'incrimination, leur réunion exprimant plus énergiquement que la victime a agi sans sa liberté et contre sa volonté; d'ailleurs, l'alternative laissant au jury la faculté de se décider d'après l'élément qui lui paraîtrait justifié, dans le cas où il croirait une distinction nécessaire.

La contrainte morale suffit. Arr. Grenoble, 7 juin 1850, DALL., 51-2-47. — MORIN, *l. c.* — *Théor. du C. P.*, t. V, p. 249.

A défaut de l'une des circonstances énumérées dans l'art. 400 C. P., il n'y a plus *extorsion*, mais *vol*. Arr. cass. 11 mai 1807, B. n° 166. — 30 avril 1831, B. n° 113. — 29 août 1852, B. n° 289.

(2) La Cour de cassation jugeait autrefois que l'extorsion sans violence

était un vol simple. Arr. cass. 30 avril 1830, SIREY, 30-1-378. — 7 octobre 1831, B. n° 247. Alors, la circonstance de force, violence ou contrainte devenait une circonstance aggravante, qui se détachait du fait principal. Alors aussi, on décidait que l'art. 380 C. P. était applicable en cas d'extorsion de signature. Arr. cass. 8 février 1840, B. n° 51, — DALL., 40-1-400. — MORIN, *l. c.*, n° 2.

Mais la Cour de cassation décide maintenant, avec plus de justesse, que l'extorsion est un *crime spécial*. Arr. cass. 15 mai 1847, B. n° 194, — DALL., 47-4-455. — 18 novembre 1847, DALL., 48-5-92. — 19 août 1852, B. n° 289, — DALL., 52-5-263. — MORIN, *Rép.*, *l. c.*, n° 3; v° *Vol*, n° 44.

Donc la force, la violence ou la contrainte sont des circonstances constitutives, qui doivent être comprises dans l'articulation du fait principal. Sinon, et en cas de réponse négative sur une question séparée pour la force, la violence ou la contrainte, l'accusé déclaré coupable sur le fait principal devrait être acquitté, parce que le fait principal séparé de ces circonstances, et qualifié par le seul mot *extorsion*, ne contiendrait pas tous les éléments d'un crime, et spécialement du crime d'extorsion. Arr. cass. 19 août 1852, déjà cité. — *Sup.* n° 635.

En conséquence, il faut admettre désormais que le bénéfice de l'art. 380 C. P. n'est point applicable en cas d'extorsion de signature. MORIN, *Rép.*, v° *Extorsion*, n° 5.

(3) L crime d'exto rsion n'existe que lorsque l'écrit signé ou remis contient ou opère obligation, disposition ou décharge, car c'est en cela que consiste le préjudice, et l'extorsion d'une signature restée à l'état de blanc seing ne constituerait pas le crime d'extorsion. Arr. cass. 19 juin 1845, B. n° 197, — DALL., 45-4-122. — *Théorie du C. P.*, t. V, p. 247.

Cette circonstance de la portée de l'écrit extorqué est constitutive et du ressort du jury, par conséquent elle doit être comprise dans l'incrimination. Arr. cass. 11 mars 1830, *Journ. crim.*, t. II, p. 222. — 18 juin 1845, B. n° 199, — DALL., 45-4-122. — HÉLIE, t. IX, p. 122.

Mais la forme irrégulière de l'obligation ou du billet extorqué, ou son imperfection, n'empêchant pas que l'écrit pût produire effet, ne mettrait pas obstacle à l'application de l'art. 400 du Code pénal. Arr. cass. 6 février 1812, B. n° 19. — RAUTER, t. II, p. 130. — MORIN, *Rép.*, v° *Extorsion*, n° 4. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Dommage*, n° 198.

La tentative caractérisée d'extorquer par force, violence ou contrainte la signature d'une pièce qui devait contenir obligation est punissable, bien que le fait d'une obligation ou décharge n'ait pas été consommé au moment même de l'extorsion ; il suffit qu'il y ait eu intention ultérieure constatée de faire opérer cet effet à la pièce extorquée. Arr. cass. 27 mars 1856, B. n° 120. — 16 avril 1857, B. n° 152.

Il est indifférent que l'objet extorqué ait dû tourner au profit de celui qui a consommé l'extorsion ou au profit d'un tiers. RAUTER, t. II, p. 130.

(4) Si, au lieu de s'en tenir aux termes généraux de la loi, on préférait

spécifier l'écrit extorqué, il faudrait le décrire suffisamment pour faire ressortir qu'il emporte obligation, disposition ou décharge, ou bien qu'il peut produire l'un de ces résultats. On pourrait aussi transcrire la pièce, si elle était très-courte, comme un billet, une quittance.

671. Faillite d'agent de change ou de courtier.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, fait faillite alors qu'il était agent de change *ou* courtier [1] (C. P., art. 404, et C. Comm., art. 89).

(1) La qualité d'agent de change ou de courtier est évidemment constitutive, et doit nécessairement être jointe au fait simple de la faillite, qui n'est pas délictueux par lui-même.

En cas de faillite, les agents de change et les courtiers sont traités plus sévèrement que les commerçants en général, précisément parce que l'art. 85 C. comm. leur interdit expressément toute opération de commerce ou de banque, faite directement ou indirectement pour leur compte personnel.

Il n'est pas nécessaire que l'agent de change ou le courtier soit en état de *banqueroute*, comme le pense M. Carnot, *Comm. C. P.*, t. II, p. 316, et comme paraît le penser aussi M. Rauter, *Droit crim.*, t. II, p. 135. Il suffit qu'il soit en état de *faillite*, c'est-à-dire en état de cessation de paiements. *Code comm.*, art. 437. — Locré, t. XXXI, p. 122. — *Théorie du Code pénal*, t. V, p. 292 et suiv.

L'art. 89 C. comm. tranche la question, car il porte : *en cas de faillite*, tout agent de change ou courtier est poursuivi *comme banqueroutier*.

On ne doit pas attendre que le tribunal de commerce ait statué sur le fait de la faillite, ou déclaré la faillite, car il serait contraire à la loi de subordonner la poursuite de l'action publique à l'exercice de l'action civile. Arr. cass. 30 janvier 1824, Sirey, 24-1-266.

En cas de banqueroute frauduleuse, la qualité d'agent de change ou de courtier est une circonstance aggravante. V. *sup.* n° 656

672. Fausse monnaie.

Monnaies d'or ou d'argent. — Contrefaçon. — Altération [1]. — ... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, frauduleusement [2] contrefait [3] *ou* altéré [4] des (*ou* telles) pièces d'or *ou* d'argent [5], monnaies ayant cours légal en France [6] (C.P., art. 132, 164).

Emission.—Exposition.—Introduction. — ... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, arrondissement *ou* département de..., frauduleusement émis (*ou* donné en paiement..., *ou* mis en circulation..., *ou* fait usage de...), — exposé [7] — ou introduit sur le territoire français, des (*ou* telles) pièces d'or *ou* d'argent, monnaies ayant cours légal en France, les sachant contrefaites ou altérées [8] ;

Ou ... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, arrondissement *ou* département de..., frauduleusement participé à l'émission, — à l'exposition, — ou à l'introduction sur le territoire français, de pièces (*ou* de telles pièces) d'or *ou* d'argent, monnaies ayant cours légal en France, qu'il savait être contrefaites ou altérées [9] (C.P., 132, 164).

Monnaies de billon ou de cuivre. — Contrefaçon — ou Altération. — ... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, frauduleusement contrefait *ou* altéré des (*ou* telles) pièces de monnaie de billon *ou* de cuivre, ayant cours légal en France [10] (C.P., 133, 164).

Emission.—Exposition.—Introduction. — ... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, arrondissement *ou* département de..., frauduleusement émis, — exposé — *ou* introduit sur le territoire français des (*ou* telles) pièces de monnaie de billon *ou* de cuivre, ayant cours légal en France, les sachant contrefaites ou altérées [11] ;

Ou ... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, arrondissement *ou* département de..., frauduleusement participé à l'émission, — à l'exposition, — *ou* à l'introduction sur le territoire français de pièces (*ou* de telles pièces) de monnaie de billon *ou* de cuivre, ayant cours légal en France, qu'il savait être contrefaites ou altérées [12] (C.P., 133, 164).

Monnaies étrangères. — Contrefaçon. — Altération. — ... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, arrondissement *ou* département de... [13], contrefait *ou* altéré frauduleusement des monnaies étrangères [14] (C.P., 134, 164).

Emission.—Exposition.—Introduction. — ... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, arrondissement *ou* département de..., frauduleusement émis, — exposé, *ou* introduit sur le territoire français (*ou* en France) des monnaies étrangères contrefaites ou altérées, sachant qu'elles étaient contrefaites ou altérées [16] ;

Ou ... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, arrondissement *ou* département de..., frauduleusement participé à l'émission, — à l'exposition, — *ou* à l'introduction en France, de pièces de monnaie étrangères, qu'il savait être contrefaites ou altérées [16] (C.P., 134, 164).

(1) La peine du crime de fausse monnaie varie suivant les circonstances, mais l'art. 164 C. P. est invariablement applicable ; la jurisprudence est formelle sur ce point. MORIN, *Rép.*, v° *Fausse monnaie*, n° 9. — GILBERT, sur l'art. 132 C. P., n° 25.

(2) La *contrefaçon* des monnaies est l'imitation frauduleuse des monnaies ayant cours. L'*altération* des monnaies, pour rentrer sous l'application des art. 132 et 133 C. P., doit aussi avoir été faite dans un but criminel, et porter sur des monnaies ayant cours légal en France. MORIN, *Rép.*, v° *Fausse monnaie*, n° 4. — *Théorie du C. P.*, t. II, p. 275.

Le mot *frauduleusement*, qui ne se trouve point dans les textes des art. 132 et suiv. du Code pénal, est ordinairement employé dans l'incrimination des crimes de contrefaçon ou d'altération des monnaies, comme dans les qualifications des faux et des vols : « La fausse monnaie, disait le rapporteur de la loi du 28 avril 1832, est un vol accompagné d'une circonstance très-aggravante, c'est-à-dire commis avec un faux. » *V.*, à cet égard, *Théor. du C. P.*, t. II, p. 261. — DUFOUR, *Formules*.

Cependant on peut penser que le législateur a omis, à dessein, le mot *frauduleusement*, parce que l'action de contrefaire ou altérer des monnaies implique très-évidemment la fraude, en sorte que le mot *frauduleusement* pourrait, sans péril, être éliminé de la formule de contrefaçon ou d'altération de monnaies, comme on peut le conserver sans inconvénient : je me suis arrêté à ce dernier parti.

(3) Il y aurait contrefaçon, alors même que les monnaies contrefaites auraient la valeur des monnaies légales. Arr. cass. 28 février 1808, DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux* et *Fausse monnaie*, n° 19. — RAUTER, *Droit crim.*, t. II, n° 328. — *Théor. du C. P.*, t. II, p. 276.

(4) Rogner ou limer la monnaie dans l'intention de la remettre en cir-

culation sous une fausse valeur, c'est l'*altérer* ou la *falsifier*. Arr. cass. 29 brumaire an X, DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 34. — MORIN, *Rép.*, *l. c.*, n° 5. — *Théor. du C. P.*, t. II, p. 85.

Frauduleusement blanchir, ou enduire d'un minéral blanc (v. g. de mercure) des pièces de monnaie de cuivre, pour leur donner l'apparence de monnaie d'argent d'une valeur supérieure, c'est commettre le crime de *contrefaçon*. Arr. cass. 4 juillet 1811, B. n° 101. — 17 janvier et 13 août 1835, B. n°s 23, 315. — 6 mai 1841, B. n° 126, — DALL., 41-1-299. — 14 octobre 1842, DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n°s 22, 24. — MORIN, *Rép.*, *l. c.*, n° 4. — CARNOT, *Comm. C. P.*, t. I, p. 361. — BOURGUIGNON, *Jurispr.*, t. III, p. 125. — *Théor. du C. P.*, t. II, p. 279-281.

De même, dorer des pièces de deux francs pour leur donner l'apparence de pièces de quarante francs. Arr. cass. 5 octobre 1811, B. n° 172. — 4 mars 1830, DALL., 30-1-157. — 6 mai 1841, B. n° 58. — MORIN, *Rép.*, *l. c.*

C'est au jury qu'il appartient d'apprécier si la contrefaçon peut résulter du blanchîment d'une pièce de cuivre. Arr. cass. 17 octobre 1839, B. n° 329, — *Journ. crim.*, t. XII, p. 29, — DALL., 40-1-379. — MORIN, *Rép.*, *l. c.*, n° 4. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n°s 27, 28.

Si l'on voulait qualifier en fait, *sup.* n° 641, en décrivant le procédé employé pour altérer ou contrefaire des monnaies, on devrait néanmoins comprendre dans la qualification les mots *altéré* ou *contrefait*. Et l'on imputerait d'avoir altéré *ou* contrefait, selon l'espèce, telles monnaies... en procédant de telle façon. — Par exemple, on imputerait « d'avoir frauduleusement *altéré* telles monnaies *ayant cours légal en France*, en les rognant ou les limant ; — ou d'avoir frauduleusement *contrefait* une pièce de monnaie d'argent, en blanchissant une pièce de cuivre, pour lui donner l'apparence d'une pièce d'argent de telle valeur, *ayant cours légal en France* ; — ou d'avoir, à... le..., frauduleusement fabriqué telles pièces de monnaie (description exacte), et d'avoir ainsi *contrefait* une monnaie d'or *ou* d'argent, *ayant cours légal en France*. »

Mais cette précision du fait n'est pas indispensable, et du moment que le jury est juge du point de savoir s'il y a *contrefaçon* ou *altération*, et si les monnaies *ont cours légal en France* (V. *inf.* notes 6 et 8), l'on peut s'en tenir aux termes de la loi, puisqu'il devient impossible de formuler une qualification purement en fait et dégagée de toute abstraction, de toute question juridique. — La qualification dressée dans les termes mêmes de la loi, n'empêche pas le jury de décider si l'accusé est ou non coupable du crime de fausse monnaie, d'après les débats, soit qu'il se fonde sur l'appréciation du fait matériel, soit qu'il se détermine par une autre cause, sans avoir à rendre compte de sa résolution. *V.* Arrêt cité du 17 octobre 1839.

Pour qu'il y ait crime de fausse monnaie, il n'est pas nécessaire qu'on altère précisément l'effigie, la légende, et les autres signes distinctifs de la véritable monnaie. Arr. cass. 4 juillet 1811, DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 22.

Peu importe la grossièreté de l'imitation des monnaies véritables, et le plus ou moins de ressemblance des pièces contrefaites avec les monnaies légales. Arr. cass. 5 octobre 1821, B. p. 484. — 4 mars 1830, DALL., 30-1-157. — 9 avril 1833, B. n° 306. — 25 mars 1837, B. n° 91, — DALL., 37-1-497. — 6 mai 1841, B. n° 126, — DALL., 41-1-299. — 2 juin 1853, B. n° 198. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n°s 20, 48. — CARNOT, *Comm. C. P.*, t. I, p. 365. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 126. — *Théor. du C. P.*, t. II, p. 276 et suiv. (distinctions).

Le crime de fausse monnaie suppose nécessairement que la monnaie contrefaite porte l'empreinte de la monnaie véritable : il n'y a point de crime, si elle ne porte aucune empreinte. Arr. cass. 28 novembre 1817 et 11 août 1826, DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n°s 21, 25. — MORIN, *Rép.*, *l. c.*, n° 6. — *Théor. du C. P.*, t. II, p. 277. — Ce fait peut constituer une escroquerie, si l'émission a eu lieu au moyen de manœuvres frauduleuses.

Il peut quelquefois y avoir doute sur le point de savoir si des pièces de monnaie ont été altérées. Il est bon alors de faire précéder les poursuites d'un procès-verbal de vérification dressé par les préposés des monnaies. LEGRAVEREND, *Lég. crim.*, t. I, p. 216. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 130.

(5) D'après un Arr. cass. 22 septembre 1831, DALLOZ, 31-1-333, et *Rép.*, *l. c.*, n° 44, c'était à la Cour, non au jury, de décider si des pièces de 1 fr. 50 cent., ou de 75 cent. étaient des monnaies d'argent ou de billon ; il suffisait, dans les questions, de demander si on avait contrefait ou altéré des pièces de 1 fr. 50 cent. ou de 75 cent.

Il suivrait de là qu'énoncer la contrefaçon ou l'altération de pièces de 1 franc, — 2 francs, — 10 francs, — 20 francs, — 100 francs, ce serait assez faire connaître si les pièces contrefaites ou altérées étaient d'or ou d'argent. — Les pièces de 5 francs seulement peuvent être soit d'or, soit d'argent.

Mais il vaut mieux, dans tous les cas, et quand même on indiquerait la valeur des pièces, ajouter les mots : *monnaies d'or* ou *monnaies d'argent, ayant cours légal en France*.

Il est indispensable de spécifier si les pièces étaient soit d'or ou d'argent, soit de cuivre, parce que la peine varie suivant la matière, à raison de la différence du préjudice.

Il n'est pas nécessaire de soumettre au jury, et dès lors de comprendre dans l'incrimination, des questions sur les personnes auxquelles les pièces ont été remises, — sur la valeur de ces pièces, — sur l'époque où cette monnaie a été créée ou sur son millésime, — sur le type qui y est frappé, — ces circonstances étant sans influence sur la criminalité de l'action ou sur la répression. Arr. cass. 11 juin 1850, B. n° 13, — DALLOZ, 50-5-231.

(6) La circonstance que les monnaies contrefaites ou altérées *avaient cours légal en France*, ou dans les possessions françaises, est du ressort

du jury et constitutive. Arr. cass. 10 août 1839, B. n° 256, — Dalloz, 40-1-357. — 17 octobre 1839, B. n° 329, — Dalloz, 40-1-379. — 30 août 1844, B. n° 304, — Dalloz, 44-1-405. — 4 mai 1848, B. n° 132, — Dalloz, 48-5-198. — 11 janvier 1850, B. n° 13, — Dalloz, 50-5-230. — Dalloz, *Rép.*, *l. c.*, n^os^ 27, 28. — Morin, *Rép.*, *l. c.*, n° 6. — Carnot, t. I, p. 362. — Rauter, t. II, n° 327. — *Théor. du C. P.*, t. II, p. 281. — Hélie, t. IX, p. 99 et 121. — *Inf.* note 8. — Il suivrait de là que la question de savoir si la monnaie a ou non cours légal en France, est considérée comme un point de fait, non comme un point de droit; cela peut paraître étonnant, mais devant une jurisprudence constante, il n'y a qu'à s'incliner.

Le cours légal, c'est le cours forcé, prévu par l'art. 475, n° 11, C. P. *Théor. du C. P.*, t. II, p. 282.

Les mots *cours légal* équivalant à *cours forcé*, la contrefaçon des monnaies étrangères admises en France, sans cours forcé, ne donnerait lieu qu'à l'application de l'art. 134 C. P., non à celle de l'art. 132. Carnot, *Comm. C. P.*, t. I, p. 133. — Bourguignon, *Jurisp.*, t. III, p. 125. — Morin, *Rép.*, *l. c.*, n° 6. — *Théor. du C. P.*, t. II, p. 282.

Lorsqu'un acte législatif a attribué à une monnaie étrangère le cours légal en France, la contrefaçon ou l'altération de cette monnaie rentre sous l'application de l'art. 132 du Code pénal. Ainsi l'a jugé la Cour de cassation par arrêt du 10 août 1826, B. n° 154, — Dalloz, 27-1-337, à l'occasion de pièces du royaume d'Italie fabriquées avec le titre et le poids prescrits par le décret du 21 mars 1806, auxquelles le décret du 24 juin 1807, qui est toujours en vigueur, a attribué le cours légal en France. Dalloz, *Rép.*, *l. c.*, n^os^ 28, 29.

L'arrêt du 10 août 1826 décidait qu'il appartenait à la Cour, non au jury, de résoudre la question de droit consistant à savoir si les fausses pièces fabriquées ou émises par l'accusé avaient cours légal en France. Cette doctrine rationnelle a été abandonnée depuis par la Cour de cassation, qui a rendu dans le sens contraire de nombreux arrêts cités plus haut, et qui considère aujourd'hui cette circonstance *du cours légal en France* comme constitutive et du ressort du jury.

Il n'est pas nécessaire que la contrefaçon ou l'altération des monnaies *françaises* ait été commise *en France* : l'art. 132 C. P., qui s'applique à nos monnaies, ne l'exige pas, comme l'art. 134 l'exige quant aux monnaies *étrangères*, qui n'ont pas cours légal en France. *Code d'Inst. crim.*, art. 5, 6. — Dalloz, *Rép.*, *l. c.*, n° 46. — Morin, *Rép.*, *l. c.*, n° 6.

(7) Le changeur qui expose des pièces fausses dans sa boutique encourt l'application de l'art. 132 C. P. — Arr. cass. 2 frimaire an XII, Dalloz, *Rép.*, *l. c.*, n° 40. — Ce qui suppose une connaissance de la fausseté de la pièce et une intention coupable. Carnot, *Comm. C. P.*, t. I, p. 360. — *Théorie du C. P.*, t. II, p. 289.

(8) V. *inf.* notes 15, 16.

L'accusation d'émission est distincte de celle de fabrication, et il n'y a nulle contradiction à déclarer un individu non coupable de fabrication, mais coupable d'émission ou de participation à l'émission ou exposition de fausse monnaie. Arr. cass. 16 juillet 1822, *Journ. du Pal.* — 22 mai 1856, B. n° 185.

L'émission n'est punissable que s'il est constaté que la monnaie était *contrefaite* ou *altérée;* cette circonstance est constitutive et substantielle. Arr. cass. 8 avril 1825, B. n° 66, — DALLOZ, 25-1-248. — *Théorie du C. P.*, t. II, p. 286. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 39.

Les mots *ayant cours légal en France* sont constitutifs, au cas d'émission comme au cas de contrefaçon ou d'altération, et doivent être compris dans l'incrimination d'émission, quand même ils le seraient déjà dans l'incrimination de contrefaçon ou d'altération posée séparément. Arr. cass. 30 août 1844, B. n° 304, — DALL., 44-1-405. — 22 mai 1856, B. n° 115. — HÉLIE, t. IX, p. 99. — *Sup.* note 6.

Il suffit de l'émission d'une seule pièce pour être punissable. Arr. cass. 17 février 1820, DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 36.

La loi ne distingue pas entre le cas d'une première émission et celui d'une émission subséquente. Ainsi, le fait de remettre en circulation une monnaie contrefaite que l'on a reçue avec connaissance de ce vice, constitue le crime d'émission de fausse monnaie. Arr. cass. 5 octobre 1821, B. n° 172, DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 38. — Sans qu'il soit besoin que l'on ait présenté la pièce comme étant de bon aloi. Arr. cass. 28 décembre 1854, B. n° 357, — DALL., 55-1-124.

L'accusation d'émission de fausse monnaie implique que l'accusé connaissait la fausseté de la monnaie par lui émise. Arr. cass. 8 janvier 1841, DALL., 41-1-370. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 53. — Il suffit à l'accusation d'établir les circonstances élémentaires du crime d'émission prévu par l'art. 132 C. P.; on n'est pas tenu d'ajouter que l'auteur de l'émission n'avait pas reçu les pièces pour bonnes. Arr. cass. 23 juin 1826, B. n° 126, — DALL., 26-1-396.

Celui qui excipe de l'art. 135 C. P. pour sa justification, et qui soutient avoir reçu pour bonnes les pièces fausses qu'il a émises, doit justifier ce fait. Arr. cass. 3 mai 1832, *Journ. cr.*, t. IV, p. 245. — 5 mars 1842, DALL., 42-1-202.

En tout cas, cette *excuse*, qu'il appartient au juge d'apprécier, ne devrait pas être comprise dans l'incrimination; elle ferait l'objet d'une question *spéciale* à poser par le président de la Cour d'assises. Arr. cass. 15 janvier 1848, B. n° 12. — *Théor. du C. P.*, t. II, p. 288. — HÉLIE, t. IX, p. 100, 136. — *Sup.* n° 644.

L'art. 132 C. P. n'a pas reproduit le mot *sciemment*, ajouté par le Code de 1791 au fait d'émission, d'exposition ou d'introduction des monnaies contrefaites ou altérées; mais il a été rédigé dans le même esprit, et M. Berlier déclarait positivement au Conseil d'Etat que l'art. 132 C. P. était placé sous l'influence de l'art. 163.

En effet, il s'agit ici d'un usage de faux, et il serait rationnel et juridique d'appliquer les dispositions de l'art. 163 C. P., qui exige, comme élément de culpabilité, la connaissance du faux. Il faudrait donc imputer d'avoir émis *frauduleusement* ou *sciemment* des pièces de monnaie... contrefaites ou altérées..., ou d'avoir fait l'émission, sachant que les pièces émises étaient contrefaites ou altérées. CARNOT, *Comm. C. P.*, t. I, p. 361. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 131. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 37. — DUFOUR, *Formules*.

C'est en ce sens que j'ai dressé les formules pour le crime d'émission conformément à la pratique usuelle. Je rappelle que les arrêts des 23 juin 1826 et 8 janvier 1841, cités plus haut, excluent la nécessité de dire que les pièces n'avaient pas été reçues pour bonnes, et n'exigent pas d'autres énonciations que celles de l'art. 132 du C. P., qui ne fait point mention de la connaissance de la fausseté de la monnaie ; mais j'ajoute que si ces arrêts ont refusé de casser ou rejeter le pourvoi, en reconnaissant l'incrimination régulière, la Cour de cassation a maintenu également la condamnation, alors que l'incrimination avait été formulée comme je le propose. Arr. cass. 17 février 1820, DALLOZ *Rép.*, *l. c.*, n° 36.

Il va de soi que s'il était justifié dans l'instruction que l'auteur de l'émission de la fausse monnaie avait reçu cette monnaie pour bonne, le fait de l'émission n'étant plus puni que de peines correctionnelles, aux termes de l'art. 135, § 2, C. P., le prévenu devrait être renvoyé devant la juridiction correctionnelle, en constatant dans l'ordonnance que les pièces *émises* (*ou données en paiement*, ou *rendues à la circulation*) avaient été reçues *pour bonnes*. Arr. cass., 28 août 1812, DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux et Fausse monnaie*, n° 52.

(9) Pour cette formule, *V.* les notes précédentes, spécialement les notes 7, 8, et *inf.* les notes 15, 16.

(10) On appelle monnaie de *billon* celle qui se compose de cuivre et d'argent, mais dans laquelle le cuivre domine. CARNOT, *Comm. C. P.*, t. I, p. 366 et suiv. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 128. — *Théorie du C. P.*, t. II, p. 292. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 44. — Telles étaient autrefois nos pièces de six liards et les pièces de dix centimes avec un N couronné. Les pièces de quinze et de trente sous, alliage d'argent et de cuivre, n'étaient pas du billon, parce qu'elles contenaient moins de cuivre que d'argent. Arr. cass. 22 septembre 1831, DALL., 31-1-333.

Nous n'avons plus en France de monnaie de billon, mais il pourrait en être créé.

Nos pièces de dix centimes et au-dessous se composent d'un alliage de cuivre, de zinc et d'étain, ce qui forme le bronze ; comme le cuivre y domine, ce sont des monnaies de cuivre dans le sens du Code pénal.

Toutes les notes des qualifications relatives à l'art. 132 C. P., s'appliquent aux qualifications relatives à l'art. 133 : j'y renvoie donc.

Je ne sache pas qu'il ait jamais été fait application de l'art. 133 C. P., et il est probable qu'il n'y aura point lieu de l'appliquer dans l'avenir. La matière est trop vile aux yeux des faux monnayeurs et d'un trop mince intérêt, pour attirer leur attention et tenter leur cupidité : leurs spéculations se portent sur des métaux plus précieux que le cuivre, et s'ils s'en servent, c'est pour lui donner l'apparence de l'or ou de l'argent.

(11-12) V. *Sup.* notes 7, 8. — *Inf.* notes 15, 16.

(13) Une circonstance constitutive du crime prévu par l'art. 134 C. P., c'est que la contrefaçon ou l'altération des monnaies *étrangères*, quels qu'en soient le métal ou la matière, aient été opérées *en France*, et il faut que cette circonstance soit énoncée, sinon par l'indication précise du lieu de la perpétration du crime, car il peut arriver qu'on ne le connaisse pas, au moins par ces mots *dans l'arrondissement de...* ou *dans le département de...*, ou *en France*. DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, nos 47 et suiv. — MORIN, Rép., vo *Fausse monnaie*, no 6. — *Théorie du C. P.*, t. II, p. 296.

Cependant, j'estime que la contrefaçon ou l'altération des monnaies étrangères auxquelles le cours légal en France a été régulièrement attribué, étant punies par l'art. 132 C. P., il ne serait pas nécessaire, dans ce cas, où les monnaies étrangères sont assimilées aux monnaies françaises, que la contrefaçon ou l'altération eussent été opérées *en France*, et par conséquent que cette circonstance fût relevée. *V.* GILBERT, sur l'art. 134 du Code pénal.

(14) L'art. 134 C. P. n'exige pas, pour la criminalité de contrefaçon ou d'altération de monnaies étrangères, que ces monnaies *aient cours légal en France*. Quand elles ont cours légal en France, elles rentrent sous l'application de l'art. 132. V. *sup.* note 6.

L'art. 134 C. P. n'est pas applicable seulement à la monnaie métallique étrangère, mais encore au *papier-monnaie* étranger. La jurisprudence consacre cette assimilation.

La fabrication de faux billets de Prusse, ayant cours forcé en ce royaume, rentre dans l'application de l'art. 134 du Code pénal. Arr. cass. 25 avril 1828, B. no 132. — 29 juin 1829, B. no 140, — DALL., 29-1-278, — *Journ. crim.*, t. I, p. 232, — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, no 49. — Conformes, Arr. cass. 30 septembre 1853, B. no 436, — DALL., 53-5-226. — Arr. cass. 12 juillet 1858, B. no 207, — DALL., 58-5-198 (papier de l'empire ottoman).

Les auteurs de la *Théorie du C. P.*, t. II, p. 295, dont l'avis est partagé par DALLOZ, *Rép.*, vo *Faux et Fausse monnaie*, no 49, estiment que les papiers-monnaies étrangers ne devraient avoir en France que la valeur d'écrits privés, et que leur contrefaçon ou leur altération ne constituerait

qu'un faux en écriture privée. — Mais cette opinion n'a pas été adoptée par la Cour de cassation. Et en effet, un papier-monnaie, comme une pièce métallique de monnaie, est une manifestation de l'autorité souveraine, qui ne peut être assimilée à un fait privé.

Dans notre hypothèse, il y aurait lieu à modifier la formule de l'incrimination, et au lieu de *monnaie étrangère*, on devrait dire *papier-monnaie de tel pays, ayant cours forcé* ou *cours légal*. Arr. cité du 12 juillet 1858. — HÉLIE, t. IX, p. 68.

(15-16) V. *Sup.* notes 7, 8.

L'émission de fausse monnaie à l'étranger n'est pas du ressort des tribunaux français, comme le serait la contrefaçon des monnaies *françaises* opérée même à l'étranger. Arr. Grenoble, 15 juillet 1847, DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux et Fausse monnaie*, n° 46.

Il faut donc, dans le cas d'imputation d'émission de fausse monnaie, constater que cette émission a été effectuée *en France* ou *sur un territoire français*, pour justifier la compétence. — L'art. 134 C. P. exige formellement l'énonciation de cette circonstance, comme constitutive, pour la contrefaçon et l'altération des monnaies étrangères et pour l'émission des monnaies étrangères contrefaites ou altérées.

673. Faux en écriture. — Observations générales.

Sur les principes généraux du faux en écritures et l'usage du faux, V. *sup.* n^os^ 477 et suiv. et les auteurs cités, notamment DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*;—MORIN, *Rép.*, v° *Faux;* —CHAUVEAU et HÉLIE, *Théor. du C. P.*, t. II, p. 328-381; — GILBERT, sur les art. 145 et suiv. du Code pénal; — DUCHESNE, *Table des arr. cass.*, v° *Faux;* — et spécialement sur l'incrimination de faux, HÉLIE, t. IX, p. 95-99.

Je rappelle ici, en vue de qualifications régulières et complètes, que les éléments constitutifs du faux sont :

1° L'*altération ou la suppression de la vérité:* c'est un point essentiel proclamé par tous les arrêts rendus en cette matière, et par tous les criminalistes.

2° L'*intention de frauder ou de nuire:* il y a encore unanimité sur ce point, avec moins de précision dans l'expression. Le faussaire, en effet, a bien toujours une intention mauvaise, coupable, frauduleuse, mais souvent il arrive qu'il songe uniquement à son propre avantage, bien plus qu'il ne tend à nuire à autrui, et que le mobile ou le motif déterminant de son action nuisible est bien plutôt de faire un profit, que de causer un préjudice; de même que parfois son but peut être de nuire par méchanceté, par haine ou par vengeance, sans attendre aucun avantage personnel du mal qu'il veut faire à autrui. — La Cour de cassation, selon les espèces, et

sans entendre restreindre la définition de l'intention coupable, circonstance élémentaire du faux, a signalé cette intention par des termes divers, v. g. *intention de nuire*, Arr. cass. 14 thermidor an XII, B. n° 190. — 4 septembre 1807, B. n° 201. — 27 janvier 1847, B. n° 200. — 19 décembre 1835, *Journ. crim.*, t. VIII, p. 8. — *Intention criminelle*, Arr. cass. 16 juillet 1818, B. n° 111. — 25 novembre 1819, B. n° 125. — 17 juillet 1835, *Journ. crim.*, t. VII, p. 360. — *Intention frauduleuse*, ou *intention de frauder, de tromper*, Arr. cass. 12 septembre 1839, B. n° 295. — 13 octobre 1842, DALL., 42-1-421. — 28 novembre 1845, B. n° 349, — *Journ. crim.*, t. XVIII, p. 148. — 18 juin 1852, B. n° 203. — 7 avril 1853, B. n° 126, — DALL., 53-5-227.

3° *Un préjudice éventuel*, pour une personne quelconque, désignée ou non, réalisé ou seulement possible, matériel ou moral, atteignant l'honneur ou la fortune, d'intérêt privé ou d'intérêt public. — De très-nombreux arrêts de la Cour de cassation ont consacré la nécessité de cet élément du faux, avec les nuances diverses que j'indique. *V.* RAUTER, *Droit crim.*, t. I, p. 456 et suiv. — *Théorie du C. P.*, t. II, p. 359, 370 et suiv. — MORIN, *Rép.*, v° *Faux*, n^os^ 23-32. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n^os^ 133-154. — DUCHESNE, *Table des arr. cass.*, v° *Faux*, n^os^ 25-54.

Point de crime si l'acte faux ou falsifié ne peut être la base d'une action ou d'un droit. Arr. cass. 2 septembre 1813, B. n° 193. — 17 août 1815, SIREY, 15-1-297.

Quid, si l'acte argué de faux est entaché de nullité, non opposable ou sans effet? Il faut distinguer. Ou l'altération matérielle a été commise dans des actes nuls par leur nature, et dont l'innocuité serait absolue, lors même qu'ils ne seraient pas entachés de faux : dans ce cas, il ne peut y avoir crime de faux ; — ou l'altération de la vérité s'est attachée à des actes qui seraient nuisibles, si l'omission imprévue et involontaire d'une forme essentielle, ou l'incapacité relative des signataires n'en entraînait la nullité : dans ce cas, il peut y avoir un faux punissable. *Théorie du C. P.*, t. II, p. 370 et suiv. — *Inf.* n° 677, note 5, et n° 676, note 1. — Arr. cass. 20 novembre 1807, SIREY, 8-1-193. — 13 octobre 1848, DALL., 48-5-200.

L'altération ou la suppression de la vérité est exprimée ordinairement dans l'incrimination, selon l'espèce, par les mots *contrefaire, altérer, falsifier, supposer, fabriquer*, avec indication précise et très-sommaire de la nature ou de la substance de l'écrit faux ou falsifié, et des circonstances du fait imputé.

L'intention frauduleuse et criminelle s'exprime, dans tous les cas de faux, par le mot *frauduleusement* ; le mot *sciemment* ne suffit pas. DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n^os^ 127, 128. — Il a été jugé qu'elle résulte de la déclaration *coupable d'avoir commis un faux*... Arr. cass. 27 août 1847, B. n° 200, — DALL., 47-4-136. — *Contrà*, 20 septembre 1828, B. n° 273, — DALL., 28-1-423. — 11 janvier 1838, B. n° 9. — V. *Inf.* n° 676, note 3.

Le préjudice ressort implicitement ou virtuellement de la nature des

écritures, lorsqu'elles opèrent obligation ou décharge, ou lorsqu'elles contiennent l'énonciation d'un fait dommageable. Le préjudice doit être articulé explicitement, toutes les fois qu'il ne ressort pas nécessairement de la nature de l'écrit ou de ses énonciations. V. *inf.* n° 674, note 7.

Le faux se commet soit par *contrefaçon* ou par *fabrication*, deux modes similaires se confondant le plus ordinairement, dont la distinction est sans portée et sans intérêt positif, et qui tendent également à *créer* un écrit faux ou une signature fausse (V. *inf.* n° 674, note 2, — n° 676, note 4,— n° 677, note 1) ; soit par *altération* ou *falsification* d'un écrit ou d'un acte originairement véritable (V. *inf.* n° 674, note 24, — n° 676, note 7, — n° 677, note 4).

On considère comme limitatifs les art. 145, 146, 147 C. P., qui énumèrent les moyens de commettre le faux punissable. MORIN, *Rép.*, v° *Faux*, n°s 8, 9. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 108. — *Théor. du C. P.*, t. II, p. 452, 454. — Toutefois la jurisprudence admet aujourd'hui que le faux pàr supposition de personnes peut avoir lieu au cas de l'art. 147 comme au cas de l'art. 145. Arr. cass. 5 septembre 1844, B. n° 310, — DALL., 44-4-201. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n°s 256-258, 275, 276. — *Inf.* n° 676, note 22.

Le faux tend le plus souvent à spolier autrui ; c'est une fraude qui produit l'effet du vol. Mais l'art. 380 C. P., qui supprime la peine quand le vol a été commis entre conjoints, ou entre ascendants et descendants, ou réciproquement, n'est pas applicable en matière de faux. Arr. cass. 17 décembre 1829, B. n° 277, — *Journ. crim.*, t. II, p. 54. — MORIN, *Rép.*, v° *Faux*, n° 51.

Le faux n'est, à vrai dire, qu'un moyen préparatoire de nuire à autrui, et l'usage de la pièce fausse accomplit le méfait.

Cependant le faux, par lui-même, et abstraction faite de l'usage, constitue un crime complet, et de même l'usage, abstraction faite de la fabrication du faux, constitue un crime principal. Ces deux crimes sont distincts, indépendants, peuvent être compris ou non dans la même poursuite, mais font toujours l'objet d'incriminations séparées. Arr. cass. 28 octobre 1813, 5 octobre 1815, B. n° 353 ; 7 juin 1821, B. n° 107, — DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n°s 406, 407, 408. — 25 novembre 1825, B. n° 226, — DALL., 25-1-108. — 5 septembre 1833, B. n° 357, — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 163. — 21 mars 1834, B. n° 96. — *Théor. du Cod. pén.*, t. II, p. 460-462. — *Inf.* n° 678.

Le crime de faux ou d'usage de faux entraîne toujours contre le faussaire la peine d'amende édictée par l'art. 164 du Code pénal. DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n°s 427-433. — *Théor. du C. P.*, t. II, p. 468. — *Inf.* n° 478. C'est pourquoi il me paraît utile de comprendre toujours cet art. 164 au nombre de ceux que l'on doit citer en qualifiant le fait de faux imputé. Cette précaution, dans l'ordonnance de transmission, et par suite dans l'arrêt de renvoi et dans l'acte d'accusation, rappelle au président des assises une disposition de loi impérative, dont l'oubli entraîne souvent cassation pour insuffisance de l'application de la loi, et renvoi pour le complé-

ment devant une autre Cour d'assises, inconvénient qu'il importe de prévenir.

Je termine ces observations générales par une remarque applicable à tous les genres de faux. On peut, à la rigueur, imputer d'avoir commis *un faux* ou *un crime de faux*, dans tel acte ou écrit, ou en faisant telle chose... Mais il ne faut pas incriminer un individu d'avoir commis un *faux en écriture privée*,—*de commerce* ou *de banque*, ou *en écriture authentique* ou *publique*, en contrefaisant, fabriquant ou altérant... : — le jury ne doit pas être interrogé en ces termes sur la culpabilité, attendu que ce serait lui poser une *question de droit*, dont la solution appartient exclusivement à la Cour, alors que le jury n'a mission ou pouvoir de prononcer que sur les faits matériels ou leur moralité, non sur leur qualification légale. Arr. cass. 28 décembre 1820, B. p. 460, — Bourguignon, *Jurisp.*, t. II, p. 572, — Dalloz, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n° 2470. — 28 mai 1825, Dall., 25-1-377. — 7 octobre 1825, Dall., 26-1-69. — 1er avril 1826, B. n° 55, — Dall., 26-1-329. — 20 avril 1827, B. n° 88, — Dall., 27-1-405. — 25 mai 1827, Dall., 27-1-416. — 18 septembre 1829, B. n° 224. — 18 février 1830, B. n° 47. — 2 avril et 30 juin 1831, B. nos 71, 149, — Dall., 31-1-189, 235. — 6 avril 1832, B. n° 132, — Dall., 32-1-198. — 6 octobre 1836, Dall., 37-1-169. — 3 juillet 1828, Dall., 28-1-311. —1er octobre 1846, Dall., 46-4-135.—5 mars 1840, B. n° 73.—Morin, *Rép.*, v° *Faux*, nos 33, 48. — Dalloz, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, nos 2472, 2473; v° *Faux*, nos 185, 327 et suiv. — *Théor. du C. P.*, t. II, p. 391 et suiv. — Hélie, t. IX, p. 98, 148.

Il a été jugé qu'il n'y a pas nullité à accuser d'un *faux en écriture authentique*, si on expose en fait les éléments de ce crime. Arr. cass. 16 décembre 1837, B. n° 432, — *Journ. crim.*, t. IX, p. 330.

Mais, au lieu de prendre pour guide cet arrêt isolé, il vaut mieux s'en tenir à la règle générale, et exclure des qualifications toute expression impliquant une question de droit, qui fournirait matière à discussion et pourrait servir à égarer le jury, en paraissant soumettre à sa décision un point qui n'est pas de sa compétence. Aussi, dans les formules pour incrimination de faux ou d'usage de faux, je m'abstiendrai même d'imputer d'avoir commis un faux ou un crime de faux, et je me renfermerai toujours dans l'articulation du fait, sans le qualifier aucunement en droit : l'énonciation des éléments du crime et la citation des articles du Code pénal applicables, indiquent très-suffisamment le caractère du crime de faux qui fait l'objet de la poursuite.

674. Faux en écriture privée.

1° Contrefaçon de signature.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, frauduleusement [1] contrefait ou fait contrefaire [2] la signature de N... [3], rentier *ou*

propriétaire, demeurant à ... [4], au bas d'un écrit [5] ainsi conçu... [6], *ou* d'un écrit daté A..., le..., par lequel ledit N... paraîtrait s'être obligé à faire telle chose... au profit de X..., *ou* à payer à X... telle somme, à..., le..., — *ou* avoir fait telle disposition... au profit de X..., — *ou* avoir donné décharge de telle obligation..., consentie par X... au profit de N..., — *ou* avoir donné quittance de telle somme..., due par X... à N..., — *ou* avoir donné à X... tel mandat..., d'où il est résulté ou il pouvait résulter un préjudice, *ou* un préjudice pour N... *ou* pour autrui... — *ou* avoir reconnu, — déclaré, — allégué telle chose..., reconnaissance, — déclaration, — ou allégation d'où il est résulté ou il pouvait résulter un préjudice, *ou* un préjudice pour N... *ou* pour autrui [7];

Ou... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, au bas d'un écrit ainsi conçu..., *ou* d'un écrit daté A..., le..., contenant *ou* portant à son profit telle obligation *ou* décharge... — *ou* par lequel le nommé N... (*ou* un nommé N...) paraîtrait... (V. ci-dessus), frauduleusement contrefait ou fait contrefaire la signature dudit N..., — *ou* frauduleusement apposé ou fait apposer la fausse signature *ou* la signature contrefaite dudit N..., *ou* la fausse signature *ou* la signature contrefaite N... [8] (C.P., art. 147, 150, 164).

2° Fabrication d'un faux écrit avec fausse signature.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, frauduleusement fabriqué ou fait fabriquer un acte *ou* un écrit portant telle convention..., disposition..., obligation..., décharge ou quittance..., paraissant consentie par le nommé N... (*ou* par un nommé N...) — *ou* telle reconnaissance, déclaration..., allégation..., paraissant faite par le nommé N... (*ou* par un nommé N...), dont il pouvait résulter un préjudice...,—et d'avoir, au bas de cet acte *ou* écrit, frauduleusement contrefait ou fait contrefaire la signature dudit N... (*ou* la signature N...), — *ou* frauduleusement apposé ou fait apposer la signature contrefaite *ou* fausse dudit N... (*ou* la fausse signature N...);

Ou... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, frauduleusement fabriqué ou fait fabriquer tel acte..., écrit..., billet..., portant la fausse signature de N... (*ou* la fausse signature N...),

et par lequel ledit N... (*ou* le prétendu N...) paraîtrait... (*Le reste comme dans la formule n° 1*) [9]. (C.P., 147, 150, 164).

3° Faux billet à ordre [10].

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, frauduleusement fabriqué ou fait fabriquer un billet portant la fausse signature N..., et ainsi conçu... [11] — *ou* un billet à ordre de la somme de..., daté à..., le..., payable à..., le..., paraissant souscrit à son profit, et portant la fausse signature N... [12];

Ou... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, frauduleusement fabriqué ou fait fabriquer un billet daté à..., le..., portant la fausse signature de N..., et par lequel ledit N... paraîtrait s'obliger à payer à X..., ou à son ordre, à..., le..., en tel domicile, la somme de..., valeur reçue... [13];

Ou... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, frauduleusement fabriqué ou fait fabriquer un billet par lequel N... paraîtrait s'obliger à payer à X..., ou à son ordre, à..., le..., la somme de..., valeur reçue..., et d'avoir frauduleusement apposé ou fait apposer au bas de ce billet la signature fausse ou contrefaite dudit N..., — *ou* et d'avoir, au bas de ce billet, frauduleusement contrefait ou fait contrefaire la signature dudit N... (*ou* la signature N...) (C.P., 147, 150, 164).

4° Faux endossement.

N. B. Comme je renvoie à ces formules d'endossement en cas de *faux en écriture de commerce*, pour éviter des répétitions (*Inf.* n° 675, note 11), je dois faire remarquer ici que si le prétendu signataire de l'endos était un *commerçant*, ou si l'endos avait une *cause commerciale* exprimée, il faudrait, dans la qualification, énoncer cette qualité de *commerçant* ou cette *cause commerciale* (*Inf.* note 10), et ne citer que les art. 147, 164 C. P.

Première hypothèse : Poursuite collective sur un faux billet et sur un faux endossement [14].

A. *Endos en blanc. — Fausses signatures.*

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit :

1° Frauduleusement apposé ou fait apposer, pour endossement en blanc du billet faux spécifié ci-dessus (*ou* dans tel n°

des incriminations, *s'il y en a plusieurs*), la fausse signature de N..., prétendu bénéficiaire dudit billet ;

2° (*s'il y a lieu*) frauduleusement apposé ou fait apposer, au bas *ou* à la suite dudit endossement en blanc, la fausse signature de X..., à titre de garantie ou pour aval (C.P., 147, 150, 164).

B. *Faux endossement. — Fausses signatures.*

... d'avoir, à..., le..., 1° frauduleusement fabriqué ou fait fabriquer au dos du billet faux spécifié ci-dessus (*ou* dans tel n° des incriminations, *s'il y en a plusieurs*) un faux endossement, daté à..., le..., et portant la fausse signature de N..., prétendu bénéficiaire de ce billet, par lequel endossement ledit billet paraissait transmis à Z..., *ou* passé à l'ordre de Z..., pour valeur reçue... ;

2° (*s'il y a lieu*) V. n° 2 de la formule A, en supprimant les mots *en blanc* (C.P., 147, 150, 164).

Deuxième hypothèse : Poursuite séparée sur le faux endossement d'un billet faux.

C. *Endossement en blanc. — Fausses signatures.*

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, au dos d'un billet faux, paraissant souscrit par N..., à..., le..., pour la somme de..., payable à..., le..., au profit de X..., prétendu bénéficiaire ou à son ordre,

1° frauduleusement apposé ou fait apposer la signature supposée — *ou* fausse, — *ou* contrefaite de X..., pour endossement en blanc ;

2° (*s'il y a lieu*) frauduleusement contrefait ou fait contrefaire, au bas *ou* à la suite de cet endossement en blanc, la signature de M..., à titre de garantie ou pour aval (C.P., 147, 150, 164).

D. *Faux endos. — Fausses signatures.*

... d'avoir, à..., le..., au dos d'un billet... (*la suite comme dans la formule* C),

1° frauduleusement fabriqué ou fait fabriquer un faux en-

dossement, daté à ...,le..., portant la fausse signature X..., par lequel endos ledit billet paraissait transmis à Z..., *ou* passé à l'ordre de Z..., pour valeur reçue...;

2° (*s'il y a lieu*) V. n° 2 de la formule A, ou n° 2 de la formule C, en supprimant les mots *en blanc* (C.P., 147,150,164).

Troisième hypothèse : Billet véritable. — Faux aval. — Faux endos. — Endos antidaté.

E. *Faux aval.*

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, au dos d'un billet de la somme de..., daté à ..., le ..., causé ..., payable à ..., le..., souscrit par N..., au profit de X..., et passé à l'ordre de Z..., par X..., à..., le..., contre valeur reçue..., frauduleusement apposé ou fait apposer la fausse signature M,.., à titre de garantie ou pour aval (C.P., 147, 150, 164).

F. *Faux endos avec fausse signature.*

... d'avoir, à ..., le ..., au dos d'un billet de la somme de..., daté à..., le ..., payable à ..., le..., souscrit par N... au profit de B..., frauduleusement fabriqué ou fait fabriquer un endossement daté à..., le ..., portant la fausse signature de B..., et par lequel endos ledit billet paraissait transmis à X..., contre valeur reçue... (C.P., 147, 150, 164).

G. *Faux endos au-dessus d'une signature véritable.*

... d'avoir, à..., le ..., au dos d'un billet de la somme de..., daté à..., le..., payable à..., le ..., souscrit par N..., au profit de B..., et au-dessus de la signature de B..., apposée pour endossement en blanc, frauduleusement fabriqué ou fait fabriquer un faux endossement, daté à ..., le ..., causé valeur reçue comptant, par lequel B... paraissait passer ledit billet à l'ordre du prévenu, ce qui exposait B... à payer deux fois le montant de ce billet, qu'il avait déjà soldé, sans le retirer [15] (C.P., 147, 150, 164).

H. *Endossement antidaté.*

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, au dos d'un billet à ordre de la somme de..., daté à..., le ..., causé valeur re-

çue ..., payable à ..., le ..., souscrit à son profit par X..., frauduleusement et au préjudice de tiers, antidaté ou fait antidater l'endossement par lequel il paraîtrait avoir passé ce billet à l'ordre de T..., à..., le ..., valeur reçue en compte, tandis que ce billet resté disponible postérieurement (*ou* jusqu'à telle époque) n'a été réellement transmis que le ... (*ou* vers le..., *ou* vers telle époque, *ou* depuis telle époque)[16] (C.P., 147, 150, 164, et C.Comm., 139, 187).

5° Faux par supposition de personnes.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, en prenant faussement le nom de X..., arrêté *ou* stipulé avec Z..., et constaté ou fait constater par un écrit sous signature privée, daté à ..., le ..., portant les signatures X... et Z..., telle convention, par laquelle X... se serait obligé à ..., *ou* aurait donné décharge *ou* quittance de..., *ou* en conséquence de laquelle Z... a remis au prévenu tels objets *ou* telle somme ..., et d'avoir frauduleusement apposé ou fait apposer la fausse signature X... au bas dudit écrit, d'où il pouvait résulter un préjudice pour X... ou pour Z...[17] (C.P., 147, 150, 164).

6° Faux par tromperie.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, frauduleusement fait signer par N... tel acte obligatoire, tel billet, telle quittance, en persuadant à N... qu'il lui faisait signer un acte contenant... *ou* un écrit portant...[18] (C. P., 147, 150, 164).

7° Faux billet au nom d'un commerçant, pour une cause non commerciale, ou privée.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, frauduleusement fabriqué ou fait fabriquer un billet daté à ..., le ..., portant la fausse signature de N..., marchand de toile, à..., et par lequel billet N... paraissait s'obliger à payer au prévenu (*ou* à X...) ou à son ordre (s'il y a lieu) la somme de..., à ..., le ..., valeur reçue en ... (v. g. vêtements, chaussures, pain, vin, bois de feu, matériaux pour réparations de sa maison..., ou autres objets non destinés au commerce de N..., et non achetés pour les revendre, — selon la cause exprimée au billet[19]).

Ou ... d'avoir, à ..., le ..., frauduleusement fabriqué ou fait fabriquer un billet daté à ..., le ..., portant la fausse signature de N..., commerçant *ou* marchand de ..., à ..., par lequel billet ledit N... paraissait s'obliger à payer au prévenu (*ou* à X...) ou à son ordre (s'il y a lieu) la somme de ..., à ..., le ..., au domicile de Z... — Ledit billet ayant une cause étrangère au commerce (*ou* ledit billet n'ayant pas pour cause une opération commerciale *ou* un acte de commerce, *ou* ne se rapportant pas aux affaires commerciales du prétendu souscripteur) (C.P., 147, 150, 164).

8° Faux dans des lettres missives.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, frauduleusement fabriqué ou fait fabriquer une lettre missive datée à ..., le ..., portant la fausse signature de X..., et par laquelle N... était invité à compter *ou* à payer telle somme ..., qu'il a en effet comptée *ou* payée, — *ou* à remettre tels objets, qu'il a en effet remis, — au prévenu *ou* au porteur de cette lettre fausse [20] (C.P., 147, 150, 164).

9° Faux dans des lettres ou écrits diffamatoires, ou contenant des dénonciations signées ou anonymes.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, frauduleusement fabriqué ou fait fabriquer telle lettre ..., telle écriture..., telle pièce, adressée à telle personne *ou* à telle autorité, avec telle signature fausse (*ou* sans signature), et contenant telle diffamation..., *ou* telle dénonciation contre N..., de nature à porter préjudice audit N... [21] (C.P., 147, 150, 164).

10° Faux par intercalation d'écritures.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit (*ou* depuis telle époque..., *date de la pièce véritablement signée*), dans tel acte..., tel écrit ..., *ou* telle pièce, portant la signature de N..., et dans lequel acte *ou* écrit — *ou* dans laquelle pièce — il existait des espaces en blanc pouvant recevoir des écritures, frauduleusement écrit ou fait écrire, — intercalé ou fait intercaler — telle convention, disposition, obligation, reconnaissance, décharge, quittance ou déclaration préjudiciable pour

ledit N..., — *ou* les mots tels ou tels constituant une convention, disposition, obligation, reconnaissance, décharge, quittance ou déclaration, préjudiciable pour ledit N... [22] (C.P., 147, 150, 164).

11° Faux par suppression et substitution d'écritures.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit (*ou* depuis telle époque, *date de l'acte primitif*), au-dessus de la signature de N..., apposée à la suite de telles écritures, qui ont été supprimées, frauduleusement fabriqué ou fait fabriquer tel acte, tel écrit, tel billet, par lequel N... paraîtrait... (V. pour le reste la formule 1re du présent n° 674 [23]);

Ou ... frauduleusement substitué tels mots constituant... (V. la 10e formule ci-dessus);

Ou, en cas de simple suppression, ... d'avoir, à telle époque, en tel endroit (*ou* depuis telle époque..., *date de l'acte primitif*), dans tel acte *ou* écrit, frauduleusement supprimé, au préjudice de N..., tels mots..., telle clause, convention, disposition, obligation, décharge ou quittance... (C.P., 147, 150, 164).

12° Faux par altération ou falsification d'écritures, en général.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, frauduleusement altéré ou fait altérer, — falsifié ou fait falsifier, — tel écrit, tel acte, tel billet..., par le changement, la modification, la suppression, l'addition ou la suppression après coup, de telle convention, disposition, obligation, reconnaissance, décharge ou quittance, — ou de tels mots, lettres ou chiffres, altérés, changés, surchargés, refaits, grattés, rayés ou ajoutés, — afin d'établir sur cette pièce telle chose au lieu de telle autre, qu'elle portait primitivement, — *ou*, en sorte qu'au lieu de..., que cette pièce portait réellement, dans l'origine, désormais elle porte faussement..., d'où il est résulté ou il pouvait résulter un préjudice — *ou* un préjudice pour X..., *ou* pour des tiers, *ou* pour autrui [24] (C.P., 147, 150, 164).

(1) Le mot *frauduleusement* est essentiel, comme je l'ai déjà dit n° 673,

dans toutes les qualifications de faux, pour exprimer l'intention criminelle du faussaire. V. *inf.* n° 676, note 3.

Il n'est pas nécessaire, dans les qualifications d'usage de faux, quoique l'usage de faux soit un crime principal, parce qu'il est alors remplacé par le mot *sciemment* ou par des termes équipollents, qui constatent également l'intention criminelle de l'agent. *Inf.* n° 678, note 5.

(2) On peut, dans la même articulation et sous une alternative, énoncer que le prévenu a contrefait ou fait contrefaire, fabriqué ou fait fabriquer telle écriture ou signature, qu'il a falsifié ou fait falsifier, altéré ou fait altérer tel acte ou écrit, la culpabilité étant toujours la même, et le prévenu devant toujours être considéré comme auteur ou coauteur du faux, qu'il se soit servi de sa propre main ou de celle d'autrui pour le commettre, *sup.* n° 639. Il est même plus prudent de poser toujours l'alternative, parce que l'on écarte ainsi toute équivoque, pour le cas où il y aurait incertitude ou doute sur la personne dont la main a tracé les fausses écritures ou opéré le faux.

J'ai dit, n° 673, que la contrefaçon et la fabrication sont deux modes similaires et équipollents de commettre le faux. La contrefaçon, dans l'acception littérale du mot, semblerait consister dans une imitation et ne s'appliquer qu'à des écritures de personnes connues, ou qu'à des écritures qui peuvent être comparées; la fabrication, plus compréhensive, s'appliquerait dans tous les cas : c'est pourquoi on préfère généralement ce dernier terme. Arr. cass. 6 avril 1838, DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 352.

La jurisprudence ne distingue pas. Ainsi, se rend coupable de faux par *contrefaçon de signature*, celui qui signe un acte d'un faux nom, lors même que ce serait d'un nom idéal. Arr. cass. 8 juillet 1808, B. n° 142. — 16 juillet 1813, B. n° 156. — 5 novembre 1831, B. n° 284. — 28 mars 1839, DALL., 39-1-399. — 12 septembre 1839, B. n° 295, — DALL., 40-1-351. — 25 juin 1840, B. n° 87, — DALL., 40-1-425. — *Inf.* n° 676, note 4, — n° 677, note 2.

(3) Lorsqu'un acte n'a de valeur que par la signature, il ne faut pas poser, sur la fabrication de l'acte, une question séparée de celle de la fabrication de signature; ce n'est qu'un seul et même fait: qui dit acte, dit un acte signé. Arr. cass. 7 juillet 1827, B. n° 179, — DALL., 27-1-443. — 4 septembre 1840, B. n° 251, — DALL., 40-1-446, et DALLOZ, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n° 2829.

Si l'incrimination imputait d'avoir contrefait l'écriture et la signature, il faudrait que la question entière pour l'écriture et la signature fût posée au jury. Arr. cass. 20 septembre 1828, B. n° 273. — C'est une complication, et par conséquent un inconvénient.

Puisqu'il est indifférent que l'on ait contrefait à la fois l'écriture et la signature, ou la signature seulement, pour qu'il y ait un faux punissable, il est prudent de s'en tenir, en général, à articuler la contrefaçon de la signature ou la fabrication d'une fausse signature.

La fabrication d'un acte quelconque dépourvu de signature, ne constitue pas le crime de faux. Arr. cass. 7 juillet 1827, B. n° 179, — DALL., 27-1-443, cité plus haut.

La simple apposition d'une croix à la suite d'un billet, ne constitue pas un faux, un pareil écrit n'engendrant aucune obligation. Arr. cass. 1er juin 1827, B. n° 136, — DALL., 27-1-261. — Mais il a été jugé qu'il y avait faux dans une espèce où l'on avait apposé une croix et deux fausses signatures de témoins. Arr. cass. 15 décembre 1831, DALL., 32-1-60.

(4) On peut indiquer la profession et la demeure du prétendu signataire, si l'acte faux les indique ou si la procédure les fait connaître; cette indication ne peut être utile que pour plus de précision du fait.

La profession de la personne dont la signature a été contrefaite est indifférente en matière d'écriture privée: il n'y a intérêt à l'indiquer que lorsqu'à raison de cette circonstance, l'écriture deviendrait commerciale ou publique.

(5) J'emploie ici le mot *écrit* comme générique et absolu; on aura soin, dans un réquisitoire ou une ordonnance, de préciser l'espèce de l'écrit.

(6) Lorsque la transcription d'un écrit n'est pas plus étendue que l'analyse sommaire qu'il en faudrait faire pour le signaler, on peut relater l'écrit en entier, ce qui offre quelquefois un avantage et sert à faire ressortir le faux, v. g. quand l'écrit est d'une construction ou d'une incorrection qui répugnent aux habitudes du prétendu signataire. *Inf.* note 11.

(7) Il n'est pas toujours nécessaire de constater dans l'incrimination, qui deviendra la question soumise au jury, que le faux a causé ou pouvait causer un préjudice, et l'on peut se dispenser d'articuler cette circonstance lorsqu'elle résulte virtuellement de la nature du fait incriminé ou de l'acte argué de faux. Arr. cass. 8 juillet 1830, DALL., 30-1-348. — 4 novembre 1843, *Journ. crim.*, t. XVI, p. 21. — 7 mai 1853, DALL., 53-5-229. — 22 septembre 1859, DALL., 59-1-430, et la note de l'arrêtiste.

Mais comme un des éléments essentiels de la criminalité du faux est que le faux soit de nature à porter préjudice à autrui, si le caractère dommageable ne résulte pas *nécessairement* de la nature de la pièce fausse, c'est-à-dire de ce qui y est constaté ou établi, il doit ressortir des termes de l'incrimination et y être formellement énoncé. Arr. cass. 20 janvier 1837, B. n° 24, — DALL., 37-1-503. — 3 janvier 1846, B. n° 5, — *Journ. crim.*, t. XVIII, p. 52.

Par exemple, lorsqu'il s'agit d'une lettre missive, qui ne contiendrait ni convention, ni disposition, et qui n'opérerait pas par elle-même obligation ou décharge, il faudrait faire ressortir en quoi elle a occasionné ou

pouvait occasionner un préjudice, v. g. parce qu'elle a induit à faire un paiement surpris, ou elle a servi au détournement d'une mineure, ou elle contenait une diffamation ou une dénonciation calomnieuse..., et énoncer qu'elle a causé ou pouvait causer un préjudice. Arr. cass. 20 février 1807, B. n° 37. — 12 novembre 1813, B. n° 247. — 27 septembre 1816, B. n° 69. —3 août 1820, B. n° 97.—8 septembre 1826, DALL., 27-1-18. — 30 mai 1830, B. n° 176. — 9 septembre 1830, DALL., 30-1-387. — 20 janvier 1837, B. n° 24, — DALL., 37-1-503. — 24 mars 1838, B. n° 77, — DALL., 38-1-456. — 3 janvier 1846, B. n° 5, — *Journ. crim.*, t. II, p. 52. — 30 mai 1850, B. n° 176. — 18 novembre 1852, B. n° 374.

Le préjudice est toujours possible et présumé lorsque l'acte est destiné à faire preuve du fait pour lequel on l'emploie. *V.* DUCHESNE, *Table des arr. cass.*, v° ***Faux***, n^os^ 55-68.

Dans une accusation de faux, la Cour d'assises décide s'il y a faux caractérisé et de quel genre, si les faits présentent toutes les circonstances constitutives du crime, y compris le préjudice possible. Arr. cass. 7 mai 1853, DALL., 53-5-229. — Néanmoins, le jury doit être interrogé sur tous les faits élémentaires; la question du préjudice peut lui être posée en point de fait, pour que sa solution donne à la Cour tous les éléments de la qualification légale. Arr. cass. 26 juin 1852, DALL., 52-5-174. — 24 février 1853, — DALL., 53-5-138.

Au surplus, il ne me paraît point indispensable de désigner nommément la personne qui a éprouvé ou pouvait éprouver un préjudice, ni d'énoncer la nature précise de ce préjudice.

(8) *V.* les notes précédentes, qui s'appliquent à toutes les formules de faux, observation que je me dispenserai de répéter.

J'emploie plus volontiers les mots *signature contrefaite*, lorsqu'il s'agit de la signature d'une personne connue, et les mots *fausse signature*, même dans ce cas, mais particulièrement quand le signataire est inconnu; au surplus, cette distinction n'a pas d'importance effective. V. *sup.* note 2.

De même, je dis *le* nommé X... ou la signature *de* X... ou *du nommé* X..., lorsque le prétendu signataire est connu; et je dis *un* nommé X..., et la fausse signature X..., lorsque le signataire est une personne inconnue ou fantastique. Ces locutions diverses paraissent respectivement plus exactes, et c'est au reste la seule importance de leur différence.

(9) Cette formule est généralement adoptée de préférence à la précédente, comme plus simple. *V.* note 8.

(10) On éprouve souvent de la difficulté à caractériser le faux commis dans un billet à ordre ou dans l'endossement d'un tel billet; quelque réflexion et une règle très-simple donneront toujours une solution facile et sûre.

Ce qui détermine le caractère du faux dans notre double hypothèse,

c'est soit la qualité du prétendu signataire, comme souscripteur ou comme endosseur, soit la nature ou la cause de l'obligation ou de la transmission.

Tout billet, tout endossement signé par un *simple particulier*, constitue une obligation ou une transmission purement civile ou privée, à moins que la souscription ou l'endos du billet n'ait pour *cause exprimée* un acte ou une opération de commerce, trafic, banque ou courtage.

Tout billet, tout endossement signé par un *commerçant* est commercial ou réputé acte de commerce, à moins que ce billet ou cet endos n'ait pour *cause exprimée* une affaire civile ou privée, étrangère à la profession du signataire et en dehors de ses opérations commerciales.

La signature d'un simple particulier ou d'un individu *non déclaré commerçant*, au bas d'un billet *sans cause commerciale exprimée*, constitue un faux en écriture privée, quelle que soit la qualité des endosseurs.

Un faux billet commercial, parce qu'il est signé par un *commerçant* ou qu'il a une *cause commerciale*, reste avec ce caractère, n'importe par qui il soit endossé.

Sur un billet vrai ou faux en écriture commerciale, il peut y avoir un faux endos, soit en écriture commerciale, soit en écriture privée, selon la *qualité* de l'endosseur ou la *cause* de l'endossement.

Et d'après les mêmes distinctions, sur un billet vrai ou faux en écriture privée, il peut y avoir, soit un faux endos en écriture de commerce, soit un faux endos en écriture purement civile ou privée.

Car le billet et l'endossement sont deux actes distincts, régis par les mêmes principes, mais sans influence respective de l'un sur l'autre quant à la détermination de leur nature ou de leur caractère individuel; et, encore une fois, c'est la *qualité déclarée* du signataire ou la *cause énoncée* de l'obligation ou de la transmission, qui déterminent le caractère commercial ou privé du faux billet ou du faux endos.

C'est aussi quelquefois la forme de l'acte qui détermine le caractère du faux: ainsi, un individu ne sachant pas signer ou déclarant ne savoir signer, fait passer par un notaire un billet à ordre ou un endossement sous un nom supposé ou par substitution de personne; il y aura là un faux en *écriture authentique*. — Dans ce cas, peu importe le caractère commercial ou civil du billet ou de l'endossement; il n'y a point à s'en préoccuper: la peine édictée par l'art. 147 C. P., sera égale à celle du faux en écriture de commerce, et supérieure à celle du faux en écriture privée.

Revenant à la distinction entre le faux en écriture de commerce ou en écriture privée, dans un billet à ordre ou un endos, et pour justifier la théorie que j'ai exposée, je citerai quelques arrêts.

Les billets à ordre, à la différence des lettres de change (dont je m'occuperai plus loin, *V.* n° 675, note 2), ne sont point des écritures de commerce pour les individus non commerçants qui les ont souscrits, à moins qu'ils ne se soient engagés à l'occasion d'opérations de commerce, trafic, banque ou courtage. *Code de comm.*, art. 637. — Arr. cass. 24 août 1843,

Journ. cr., t. XV, p. 301. — 10 décembre 1847, *Journ. cr.*, t. XX, p. 17. — *Inf.* n° 675, note 7, et ci-après, note 13.—*Sup.* n° 666, note 13.

La transmission par endossement de billets à ordre n'est point non plus un acte de commerce, à moins qu'elle n'ait pour cause une opération commerciale ou qu'elle n'ait été faite par des *commerçants* (sans énonciation d'une cause privée, *inf.* note 19). Arr. cass. 26 janvier 1827, DALL., 27-1-376.

Lorsqu'un billet en écriture privée est endossé par un commerçant, bien que cet endos soit un acte de commerce, il ne peut changer la nature purement civile du billet. — La fausse signature apposée à ce billet (sous le nom d'un simple particulier et sans cause commerciale) constituerait un faux en écriture privée, quelle que fût la qualité des endosseurs. Arr. cass. 23 mars 1827, DALL., 27-1-394. — 3 avril 1841, DALL., 41-1-358. — *Inf.* n° 675, note 7.

Si le billet était d'une nature commerciale, et qu'il fût endossé par un individu non commerçant, le faux commis dans cet endossement serait encore un faux en écriture privée (à supposer que l'endossement n'exprimât pas une cause commerciale), cet endos n'étant qu'une transmission purement civile de la propriété du billet. Arr. cass. 16 mai 1828, DALL., 28-1-247. — MORIN, *Rép.*, v° *Faux*, n° 46. — *Théor. du C. P.*, t. II, p. 441-443.

(11) C'est particulièrement lorsqu'il s'agit de billets, écrits ordinairement très-courts, que l'on peut transcrire l'écrit argué de faux, au lieu de l'analyser, comme j'en ai fait l'observation et donné les motifs *sup.* note 6.

(12) Les formules données sous ce numéro avec le titre *faux billets à ordre*, serviraient évidemment pour le cas de faux dans un billet simple ou reconnaissance, en supprimant les mots *à ordre* ou *à son ordre*.

(13) Si le billet n'exprimait pas de cause, il n'y aurait point à suppléer à son silence, ou s'il énonçait une cause, il faudrait la relater littéralement, quelques explications que fournît la procédure : la pièce arguée doit être reproduite ou analysée telle qu'elle a été fabriquée. — *Inf.* n° 675, note 8.

Si le billet avait pour cause un des actes commerciaux énumérés dans l'art. 632 du Code de commerce, ce billet deviendrait un écrit commercial, bien que souscrit du nom d'un simple particulier, d'après les observations présentées ci-dessus, note 10. — Il faudrait alors se reporter à la cinquième formule du n° 675 *inf.* et à la note 10 de ce même 675.

(14) Il peut y avoir faux endossement sur un billet véritable ou sur un billet faux. Dans le dernier cas, il y a deux crimes distincts, de même na-

ture et de même caractère en général, sauf ce que j'ai dit *sup.* note 10, et qui doivent être articulés séparément.

Il peut s'y ajouter un troisième crime, également distinct, et qu'il faudrait aussi articuler à part, si, au-dessous de l'endossement, se rencontraient de fausses signatures, apposées frauduleusement à titre de garantie ou pour aval, sûreté souvent exigée dans le commerce, ou par les banquiers et les escompteurs. V. *Code comm.*, art. 140, 141, 142.

J'ai parlé ici de l'aval, quoique rarement employé sur des billets en écriture privée, parce que j'ai voulu donner des formules pour les cas de faux endossements, auxquelles il me suffira de renvoyer, lorsque je m'occuperai des faux en écriture de commerce.

(15) C'est l'espèce d'un Arr. cass. 18 octobre 1848, B. n° 254, rapporté avec la date du 13 octobre 1848, DALL., 48-5-200 (affaire Quinette).

(16) C'est surtout en cas de faillite que se produisent les endossements antidatés. Arr. cass. 6 juillet 1807, B. n° 126. — 6 avril 1809, B. n° 67. — 30 juillet 1852, B. n° 261, — DALL., 52-1-301.

J'ai adapté à une hypothèse analogue la formule d'endossement antidaté, placée ici par le motif donné *sup.* note 14 *in fine*.

Mais il pourrait y avoir antidate, par conséquent faux, pour la souscription d'un billet aussi bien que pour un endossement.

Il y a lieu de considérer comme coupables de faux ceux qui ont concouru à la fabrication d'un billet souscrit par un interdit, et que, par ce motif, on a antidaté, afin de le rendre valable au préjudice de la communauté existant entre cet interdit et sa femme. Arr. cass. 18 décembre 1823, DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 117.

En cas de faux par antidate d'un billet, on énoncerait dans la qualification que le faux consiste précisément dans l'antidate, et on expliquerait, ou du moins on constaterait le préjudice en résultant.

(17) D'après MM. CARNOT, *Comm. Cod. pén.*, t. 1, p. 411, et MORIN, *Rép.*, v° *Faux*, n° 9, il ne peut y avoir faux par supposition de personne *en écriture privée*, parce que l'art. 147 C. P. ne mentionne pas ce mode de faux. Les auteurs de la *Théor. du C. P.*, t. II, p. 453, sont d'un avis contraire, et leur opinion est confirmée par la jurisprudence. Arr. cass. 25 mars 1838, B. n° 138. — 5 septembre 1844, DALL., 44-4-201. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n°s 256-258.

Cette difficulté de théorie importe peu dans la pratique: que dans l'espèce il y ait faux par supposition de personne, ou que la supposition de personne ne soit qu'un mode de faux par fabrication, cela est indifférent; l'essentiel, c'est qu'il y ait apposition d'une fausse signature, qui constituerait par elle-même le crime de faux, alors que la signature de l'acte privé lui donne toute sa valeur.

Se rend coupable de faux par contrefaçon de signature celui qui, ache-

tant de l'arsenic dans un but criminel, signe un faux nom sur le registre du pharmacien. Arr. cass. 15 mars 1819, B. n° 33. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 333.

De même, celui qui commet une escroquerie, à l'aide d'une fausse qualité ou d'un faux nom, *pris par écrit*, se rend coupable de faux. Arr. cass. 2 mars 1809, B. n° 42. — 4 septembre 1813, B. n° 243. — 11 avril 1828, B. n° 106, — DALL., 28-1-208. — 18 août 1831, B. n° 184.

(18) Suivant le cas, dans l'espèce prévue par la formule, on ajouterait : « et d'avoir ainsi exposé N... *ou* autrui à éprouver un préjudice. » V. *sup.* note 7.

Celui qui, faisant accroire à quelqu'un qu'il signe une pétition à un ministre, lui fait souscrire un acte obligatoire, se rend coupable de faux. Arr. cass. 13 février 1835, B. n° 57, — *Journ. crim.*, t. VII, p. 213.

— De même, celui qui, sous le prétexte de faire signer par un autre un certificat de bonne vie et mœurs, lui fait signer un billet contenant obligation. Arr. cass. 18 novembre 1825, B. n° 228, — DALL., 26-1-143.

— Ou celui qui fabrique un billet faux, et le remet, au lieu du billet véritable, au débiteur qui paie sa dette. Arr. cass. 18 novembre 1825, déjà cité.

— Ou celui qui fait signer un acte de vente sous le prétexte de faire signer un acte de partage. Arr. cass. 13 avril 1837, DALL., 37-1-375.

— Ou celui qui fait signer une vente comme étant un bail à loyer. Arr. cass. 21 décembre 1827, B. n° 316.

— Ou celui qui fait signer un billet pour une somme, en persuadant que l'on signe pour une somme *moindre*. Arr. cass. 30 juillet 1829, B. n° 167. — 15 février 1850, B. n° 59.

— Ou celui qui fait signer par un individu une quittance, en lui persuadant qu'il signe une obligation à son profit. Arr. cass. 18 août 1814, SIREY, 17-1-95. — 18 novembre 1825, B. n° 155.

Il y a faux, non une simple escroquerie, à faire tracer par un individu ne sachant ni lire ni écrire, des caractères formant obligation contre lui, au lieu d'une signature pour une réclamation à son profit. Arr. cass. 20 septembre 1855, B. n° 322, — DALL., 55-1-428.

Toutes ces espèces rentrent dans la catégorie des faux par fabrication. *Théor. du Code pén.*, t. II, p. 454.

(19) Aux termes de l'art. 638 Cod. comm., tous les billets souscrits par un commerçant sont censés faits pour son commerce, *lorsqu'une autre cause n'y est pas énoncée*. V. *sup.*, note 13, — *inf.* n° 675, notes 7 et 10.

Ainsi, toutes les fois qu'un billet est supposé souscrit par *un commerçant*, pour une cause qui ne se rapporte pas à ses affaires commerciales ou à une opération de commerce rentrant dans les définitions de l'art. 632 du Code de commerce, il faut avoir soin d'exprimer la cause *purement privée*

ou *non commerciale* du billet, si l'on a énoncé dans l'articulation la *qualité de commerçant* appartenant ou attribuée au prétendu signataire ; ou il faut passer sous silence cette qualité de commerçant en la personne du signataire, qualité qui est un des éléments du faux en écriture de commerce. En effet, si le jury n'est pas appelé à se prononcer ou ne s'est pas prononcé sur cette qualité de commerçant, le faux n'est plus qualifié en écriture de commerce, mais en écriture privée, dès qu'il n'est pas constaté que l'écrit argué eût pour cause une opération commerciale ou un acte de commerce, circonstance qui, même isolée, lui donnerait le caractère d'écriture de commerce envers toutes personnes. Mais, afin d'éviter toute surprise et de rester dans la vérité du fait, lorsque l'hypothèse dont je m'occupe se présente, le mieux est, à mon avis, de suivre l'une des deux formules que je donne, au moins en ce sens que l'on indique dans l'incrimination la *qualité* du prétendu signataire, et la cause *privée* ou *non commerciale* du billet ou de l'obligation, base du procès.

Quant aux termes dans lesquels la cause devrait être exprimée, on peut s'en tenir à une énonciation en fait, et relater simplement la cause portée dans le billet ; mais pareillement, si l'on peut dire qu'un billet avait pour cause une opération ou un acte de commerce (V. *inf.* n° 475, note 10), on peut renverser la proposition et dire que le billet n'avait pas pour cause une opération ou acte de commerce, ou ne se rapportait pas aux affaires commerciales du prétendu souscripteur ou du signataire supposé.

De même qu'on peut commettre un faux en écriture privée en contrefaisant ou supposant la signature d'un *commerçant*, on commet également un faux en écriture privée en contrefaisant ou supposant la signature d'un *notaire*, d'un *fonctionnaire* ou *officier public* pour des actes purement privés ; et les mêmes personnes publiques peuvent commettre des faux en écriture privée, si le faux a été perpétré dans des actes en dehors de leurs fonctions ou de leur ministère, et qui ne seraient en réalité que des actes privés par leur nature.

Ainsi un acte sous seings privés dressé et signé d'un faux nom ou souscrit d'une fausse signature, par un *notaire*, ne contiendrait qu'un faux en écriture privée. *Sup.* n° 648, note 6.

La fausse signature d'un assuré se qualifiant *commerçant* sur une police d'assurance, est un faux en écriture privée, si l'assurance ne s'applique pas à un risque commercial. Arr. cass. 10 mars 1855, B. n° 92.

(20) J'ai supposé, dans la formule, la remise de sommes ou d'objets ; mais quand même il n'aurait été rien délivré, il n'y aurait pas moins faux, altération de la vérité, intention frauduleuse, préjudice possible. Et de plus il y aurait au moins tentative d'usage de faux, par la présentation de l'écrit faux. *Inf.* n° 678, note 2 *in fine*.

En cas de remise de fonds ou d'objets, on pourrait même s'abstenir d'énoncer cette remise dans l'incrimination du faux, et en faire l'objet d'une question d'usage de faux, ce qui serait plus sûr et plus régulier. — Dans ce cas, on terminerait l'incrimination du faux de cette façon : « ... N...

était invité à compter *ou* à payer telle somme, — *ou* à remettre tels objets, — d'où il pouvait résulter un préjudice... (*ou* un préjudice pour N... *ou* pour X..., — *ou* pour autrui). »

J'ai énoncé dans la note précédente qu'un billet paraissant souscrit par un commerçant serait, de plein droit, une écriture commerciale, si la cause exprimée au billet ne devait faire décider autrement.

Au contraire, une lettre missive contenant une demande d'argent, paraissant signée du nom d'un commerçant, n'est considérée comme un faux en écriture de commerce qu'autant que la demande se rapporte particulièrement aux affaires commerciales du signataire, et que cette circonstance est formellement exprimée dans l'incrimination. Arr. cass. 4 janvier 1859, Dall., 59-1-384. — A moins que la lettre missive portant demande d'argent ne fût ou ne parût écrite de commerçant à commerçant. V. *inf.* n° 675, note 10.

Il y a faux dans une fausse lettre missive ne contenant ni obligation ni décharge, mais à l'aide de laquelle on s'est fait remettre une somme d'argent. Arr. cass. 24 février 1807, B. n° 37. — 27 septembre 1816, B. n° 69. — Ou l'on s'est fait remettre des marchandises. Arr. cass. 3 juillet 1807, B. n° 147. — Arr. Poitiers, 16 mars 1846, Dall., 47-2-125. — Ou lorsque cette lettre missive a été fabriquée dans l'intention de se procurer un bénéfice. Arr. cass. 9 septembre 1830, Dall., 30-1-387.—Dalloz, *Rép.*, v° *Faux*, n° 340.

De même, dans une lettre missive à l'aide de laquelle on détourne une mineure. Arr. cass. 24 mars 1838, B. n° 77.

La fabrication d'une fausse lettre d'envoi, ayant pour but de faciliter la négociation d'un billet, constitue un faux en écriture privée, quand même la signature fausse de la lettre d'envoi serait celle d'une personne imaginaire. Arr. cass. 12 septembre 1839, B. n° 395, —Dall., 40-1-351.—28 novembre 1840, Dalloz, *Rép.*, v° *Faux*, n° 313.

La fabrication d'une fausse signature au bas d'un billet pour faire délivrer un objet au préjudice d'autrui, constitue un faux en écriture privée, non une simple escroquerie, que la signature soit ou non celle d'une personne imaginaire. Arr. cass. 5 novembre 1831, B. n° 284.

Il y aurait encore faux en écriture privée dans l'apposition de fausses signatures sur une pétition au Corps législatif, ce qui est une atteinte à un intérêt d'ordre public. Arr. cass. 19 septembre 1850, B. n° 318, — Dall., 50-1-297.

Quant au préjudice, V. *sup.* note 7.

(21) La fabrication d'une lettre supposée, pour nuire à autrui, en le calomniant, constitue le crime de faux, encore bien que cette lettre ne puisse porter aucun préjudice à ses intérêts pécuniaires. Arr. cass. 12 novembre 1813, B. n° 287. — 18 novembre 1852, B. n° 274.

Il y a faux lorsque l'on signe des lettres du nom supposé d'un fonctionnaire public, et qu'on les adresse à d'autres fonctionnaires pour porter at-

teinte à l'honneur ou à la fortune d'une personne. Arr. cass. 9 septembre 1830, DALL., 30-1-387.

L'apposition de fausses signatures sur une pétition à l'autorité, pour faire destituer un garde champêtre, constitue un faux en écriture privée. Arr. cass. 3 août 1810, B. n° 97.

La jurisprudence fournit un grand nombre d'autres exemples, que j'aurais pu rapporter dans cette note et la précédente.

Notez que si la pièce fausse a été envoyée ou remise à son adresse, l'envoi ou la remise constitue un usage de faux.

(22-23) V. *sup.* n° 648, note 1, les arrêts cités, et dans lesquels sont distingués les faux prévus dans les formules que je donne ici, et les faux par abus de blanc seing.

Au lieu de qualifier pour abus de blanc seing, il vaut mieux, autant que possible, s'attacher à la qualification plus simple du faux ordinaire, ce qui dispense de s'occuper de la circonstance, quelquefois embarrassante, consistant à savoir si le blanc-seing avait ou non été confié au faussaire qui en a abusé.

(24) La biffure d'un acquit, au dos d'un billet, pour obtenir une seconde fois le paiement d'une obligation soldée, est un faux, non une simple escroquerie. Arr. cass. 20 juin 1844, B. n° 220.

L'altération de la vérité, élément du faux, peut, aussi bien en écriture privée qu'en écriture authentique ou publique, consister dans un fait matériel, comme le prévoit la formule n° 12 ci-dessus, ou dans un fait intellectuel, comme le prouvent les deux arrêts que je vais citer.

Le faux en écriture privée se commet par addition ou altération de clauses, de déclarations ou de faits, lorsqu'il porte sur des circonstances substantielles de l'acte altéré. Les faux certificats émanés de médecins ou de chirurgiens, et d'où il peut résulter une lésion envers des tiers, rentrent dans cette classe ; ainsi, le faux certificat de chirurgien attestant l'entrée d'un enfant dans un hospice, pour parvenir à la suppression de cet enfant, pourrait être considéré comme un *faux en écriture privée*. Arr. cass. 8 septembre 1826, B. p. 486, — DALL., 27-1-18. — *Inf.* n° 679, note 15.

Le crime de faux prévu et défini par les art. 147, 150 C. P., est suffisamment caractérisé par la déclaration du jury portant que l'accusé est coupable d'avoir, frauduleusement, soit sur un registre dit grand-livre d'une succursale de caisse d'épargne, — soit sur des bordereaux de versement, — soit sur un état de situation, — porté des sommes moindres que celles qui avaient été versées, et *altéré* sciemment les déclarations ou les faits que ces actes avaient pour but de recevoir ou de constater. Arr. cass. 20 mai 1853, B. n° 179.

675. Faux en écritures de commerce ou de banque [1].

1° Fausse lettre de change.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, frauduleusement fabriqué ou fait fabriquer une lettre de change — *ou* une traite (*ou* un mandat *ou* un effet) portant la fausse signature *ou* la signature contrefaite de N..., négociant *ou* rentier, demeurant à... [2], et ainsi conçue ... (*ou* ainsi conçu...) [3], — *ou* datée (*ou* daté) à ..., le ..., paraissant tirée (*si l'on a employé le mot* lettre de change, — *ou* faite, *si l'on a employé le mot* traite, — *ou* tiré, *si l'on a employé le mot* mandat *ou le mot* effet), sur X..., pour la somme de..., valeur fournie en espèces ..., *ou* en marchandises..., *ou* en compte (*selon la cause exprimée dans l'écrit argué de faux*), payable à..., le..., à tel domicile..., à l'ordre de N..., tireur, ou de Z... [4] (C.P., art. 147, 164).

2° Fausse acceptation.

... d'avoir, sur la lettre de change *ou* sur la traite spécifiée ci-dessus, — ou sur le mandat ci-dessus spécifié (*si la poursuite s'applique à la fabrication de l'écrit et à l'acceptation*), frauduleusement fabriqué ou fait fabriquer les mots *pour acceptation* ou *bon pour acceptation* (selon ce qui est écrit sur la lettre de change...), et la fausse signature X...

Ou (*en cas de poursuite relative à l'acceptation seulement*)... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, sur une lettre de change (*ou* sur une traite, *ou* sur un mandat *ou* un effet) ainsi conçue (*ou* conçu)... — *ou* datée (*ou* daté) à..., le..., tirée (*ou* faite *ou* tiré) par N..., sur X..., pour la somme de..., valeur fournie en..., payable à..., le..., frauduleusement fabriqué ou fait fabriquer les mots *pour acceptation* ou *bon pour acceptation*..., avec la fausse signature X... [5] (C.P., 147, 164).

3° Faux effet de banque.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, frauduleusement fabriqué ou fait fabriquer, avec la fausse signature de N...,

banquier à ..., un effet de banque ainsi conçu ... — *ou* frauduleusement fabriqué ou fait fabriquer un effet de banque de la somme de ..., daté à ..., le ..., payable à ..., le ..., et portant la fausse signature de N..., banquier à ..., [6] (C.P., 147, 164).

4° Faux billet à ordre attribué à un commerçant.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, frauduleusement fabriqué ou fait fabriquer un billet portant la fausse signature de N..., négociant, *ou* commerçant, *ou* marchand de ..., *ou* entrepreneur de travaux publics..., demeurant à ... [7], et ainsi conçu ... — *ou* causé valeur reçue comptant, *ou* en espèces, *ou* en compte *ou* en marchandises (*selon la cause exprimée au billet*) [8], daté à ..., le ..., et par lequel ledit N... paraîtrait s'être obligé à payer au prévenu *ou* à X..., ou à son ordre, à..., le..., en tel domicile [9], la somme de... (C.P., 147, 164).

5° Faux billet commercial au nom d'un simple particulier.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, frauduleusement fabriqué ou fait fabriquer un billet daté à ..., le ..., portant la fausse signature de N..., propriétaire, demeurant à ..., et par lequel ledit N... paraîtrait s'obliger à payer au prévenu (*ou* à X...), ou à son ordre, à ..., le ..., la somme de ..., valeur reçue à raison de sa participation dans telle opération *ou* tel acte de commerce, *ou* en marchandises achetées de Z... pour être revendues ou livrées au commerce... [10].

Ou... d'avoir, à ..., le ..., frauduleusement fabriqué ou fait fabriquer un billet daté à ..., le ..., portant la fausse signature de N..., propriétaire, demeurant à ..., et par lequel N... paraîtrait s'obliger à payer à X... ou à son ordre, à ..., le ..., au domicile de ..., la somme de...; ce billet ayant pour cause telle opération *ou* tel acte de commerce, *ou* une opération *ou* un acte de commerce (C.P., 147, 164).

6° Endossement de lettre de change, effet de banque ou billet.

V. *sup.* n° 674 — 4°, formules diverses [11].

7° Fausses lettres missives.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, frauduleusement fabriqué ou fait fabriquer une lettre missive datée à ..., le ..., portant la fausse signature de N..., commerçant, *ou* marchand de ..., à ..., par lequel ledit N... paraîtrait avoir souscrit tel marché..., telle obligation..., — avoir donné décharge de telle obligation..., — *ou* donné quittance de telle somme, — *ou* avoir invité X..., commerçant *ou* marchand de ..., à payer *ou* à compter telle somme pour telle cause (*commerciale*)..., *ou* à livrer des (*ou* telles) marchandises, *ou* les marchandises qui lui seraient demandées par le porteur pour le compte de N..., *ou* à conclure telle négociation, se rapportant aux affaires commerciales de N... ; lettre fausse d'où il pouvait résulter un préjudice pour N..., *ou* pour des tiers, *ou* pour autrui [12] (C.P., 147, 164).

8° Fausses écritures de commerce fabriquées par un commerçant.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, étant banquier, — négociant, commerçant, — marchand de ..., *ou* exerçant telle profession commerciale [13], frauduleusement écrit ou fait écrire — fabriqué ou fait fabriquer sur tel livre, carnet, registre... (*ou* telle autre pièce) destiné à constater ses opérations ou affaires commerciales, — *ou* à contenir ses écritures commerciales, *ou* faisant partie de ses livres ou écritures de commerce [14], tel marché *ou* tel paiement supposé..., — tel article contraire à la vérité, en ce qu'il porte faussement..., *ou* en ce qu'il porte..., au lieu de..., *ou* tel chiffre au lieu de tel autre, etc., d'où il pouvait résulter un préjudice pour autrui [15] (C.P., 147, 164).

9° Fausses écritures commerciales, fabriquées par un autre que le commerçant.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, sur tel livre, carnet, registre, papier..., destiné à constater une ou plusieurs opérations commerciales, *ou* les opérations ou affaires commerciales *ou* faisant partie des livres ou écritures de commerce

de N..., banquier, — commerçant, — négociant, — marchand de ..., à ..., frauduleusement écrit ou fait écrire, — fabriqué ou fait fabriquer, — tel marché..., — tel paiement supposé... (*Le reste comme dans la formule précédente*) (C.P., 147, 164).

10° Altération de ses écritures commerciales par un commerçant.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, étant banquier, — négociant, — commerçant, — marchand de..., frauduleusement falsifié ou fait falsifier le livre-journal, — le livre de caisse, le grand-livre, *ou* tel livre, carnet ou papier, servant à constater une ou plusieurs de ses opérations commerciales, *ou* constatant telles écritures de son commerce, en altérant ou faisant altérer tel article, — tel compte, — telle écriture, — par addition, — suppression, — grattage, — rature, — surcharge, — retouche, ou substitution de tels mots, — telles lettres, — tels chiffres, pour faire apparaître telle énonciation au lieu de telle autre qui existait primitivement, — *ou* de sorte qu'au lieu de telle énonciation qui existait *ou* devait exister primitivement, on lit maintenant telle énonciation, d'où il est résulté ou pouvait résulter un préjudice pour N... *ou* pour autrui [16] (C.P., 147, 164).

11° Altération des écritures d'un commerçant par un autre que lui-même.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, frauduleusement falsifié ou fait falsifier, tel livre, carnet ou papier..., destiné à constater une ou plusieurs opérations commerciales, — *ou* faisant partie des livres ou écritures de commerce de N..., banquier, — négociant, — commerçant, — marchand de..., demeurant à ..., en altérant ou faisant altérer... (*Le reste comme dans la formule précédente*) [17] (C.P., 147, 164).

(1) On entend par écritures de commerce ou de banque, non-seulement les effets de commerce, mais encore les écrits qui constatent des obligations ayant pour cause des actes commerciaux (art. 632, 633, Code comm.), ou des décharges ou quittances afférentes à des actes de même nature, et même les *livres* des négociants et *autres pièces* qui peuvent

emporter obligation ou décharge. — Pour que les écritures soient réputées commerciales, il n'est pas nécessaire qu'elles réunissent la double condition d'émaner d'un commerçant et de se rattacher à une opération commerciale; une seule de ces deux conditions suffit: lorsque l'écriture émane d'un *non-commerçant*, elle ne devient commerciale que si elle a pour objet un acte de commerce; mais, lorsque l'auteur de l'écriture (vrai ou supposé) est un *commerçant*, il est superflu de constater, en outre, le caractère de l'opération, et l'écriture est considérée comme commerciale, si rien ne constate qu'elle eût un caractère privé. *Code de comm.*, art. 638. — Dalloz, *Rép.*, v° *Faux*, n° 289. — Morin, *Rép.*, v° *Faux*, n°s 45–47. — *Théor. du C. P.*, t. II, p. 438, 443. — Duchesne, *Table arr. cass.*, v° *Faux*, n°s 165-263.—*Sup.* n° 674, note 19.

Quant aux effets de banque, remarquez qu'il ne s'agit ici (art. 137 C. P.) que des banques ordinaires, et non des banques d'un ordre à part ou autorisées par la loi, telles que la Banque de France ou ses succursales, dont les effets sont assimilés à ceux qu'émet le Trésor public (art. 139 C. P. — *Inf.* n° 680).

Il faut encore observer que l'art. 147 C. P., ne distinguant pas entre les écritures de commerce ou de banque *françaises* et les écritures de commerce ou de banque *étrangères*, s'applique à toutes celles qui ont un caractère commercial. Arr. cass. 21 mars 1834, B. n° 97, — Dall., 34–1–348. — 30 mars 1839, B. n° 108, — Dall., 39–1–379. — Dalloz, *Rép.*, v° *Faux*, n° 326.

Le faux en écriture de commerce peut être commis, soit dans des écrits spécialement à l'usage des commerçants, soit dans des actes sous signatures privées, soit dans des actes passés par des fonctionnaires ou officiers publics, v. g. lettres de change, billets ou endos notariés; ce qui, dans ces derniers cas, ne change pas la peine, toujours prononcée en vertu de l'art. 147 C. P., si le faux est imputable à des commerçants ou à des personnes privées, non à des fonctionnaires ou officiers publics qui y auraient participé sciemment, dans l'exercice de leurs fonctions ou de leur ministère.

On pourra donc, à l'occasion, et pour suppléer aux formules du présent n° 675, recourir à celles qui sont placées sous les n°s 674, 676, 677.

(2) Aux termes de l'art. 632 C. comm., la lettre de change est un acte de commerce *entre toutes personnes*; c'est donc la nature de l'écrit, non la qualité du souscripteur ou de l'endosseur, qui impose au faux en cette matière le caractère de faux en écriture de commerce. Arr. cass. 15 juin 1827, Dall., 27-1-417. — 5 septembre 1828, Dall., 28–1–408. — 24 août 1843, B. n° 216. — Dalloz, *Rép.*, v° *Faux*, n° 290. — *Théor. du C. P.*, t. II, p. 441.

Par conséquent, il n'est pas indispensable, en général, d'énoncer la qualité ou la profession du souscripteur véritable ou supposé d'une lettre de change à l'occasion de laquelle un faux est imputé. Mais il convient d'énoncer la qualité ou profession du signataire réel ou apparent, lorsqu'il est

commerçant, parce que si l'un des éléments constitutifs de la lettre de change n'était pas établi, elle pourrait au moins être considérée comme un effet commercial, à raison de la qualité de commerçant appartenant au signataire ou prétendu signataire. *V.* ci-après note 4.

L'art. 113 C. comm. décide que la signature des femmes ou des filles, non négociantes ou marchandes publiques, sur une lettre de change, ne vaut à leur égard que comme simple promesse, et ne constitue pas une écriture commerciale. Arr. cass. 5 septembre 1828, déjà cité, DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n^os^ 290, 297. — Toutes les fois donc qu'une lettre de change aurait été souscrite de la fausse signature d'une femme ou d'une fille, il faudrait énoncer la qualité ou profession de la prétendue signataire, pour que l'on pût apprécier exactement la nature du faux. Il y aurait la même précaution à prendre, relativement à la fausse signature d'un endossement, sur une lettre de change dont la souscription serait véritable ou fausse. *Sup.* n° 674, note 10.

(3) Il me semble utile de transcrire la lettre de change, nécessairement très-courte, plutôt que de l'analyser aux risques d'omettre ou d'ajouter un élément constitutif de cette sorte d'effet.

V. au surplus *sup.* n° 674, notes 6 et 11, applicables à la formule n° 1 ci-dessus, et aux trois formules suivantes.

(4) La lettre de change est définie et ses éléments constitutifs sont précisés dans les art. 110 et suivants du Code de commerce.

La lettre de change constitue un acte de commerce indépendamment de la nature de l'opération qui la motive ou de la qualité du souscripteur. Arr. cass. 1^er^ octobre 1825, DALL., 26-1-68. — 5 septembre 1828, DALL., 28-1-408. — 4 janvier 1843, DALL., 43-1-23. — Sauf à tenir compte des dispositions de l'art. 113 C. comm., relaté *sup.* note 2, relativement aux mineurs non négociants. V. toutefois ci-après, note 5.

Si la lettre de change avait été tirée par *première, deuxième*, etc., on l'indiquerait. Art. 110 C. comm.

Il faut poser les faits d'où résulte le caractère de la lettre de change. Arr. cass. 4 septembre 1840, B. n° 251, — DALL., 40-1-446. — Le même arrêt décide que si les questions au jury donnent aux effets argués la *qualification de lettres de change* (qualification qui est dans les attributions de la Cour), il n'en résulte pas de nullité, lorsque les faits d'où ressort ce caractère sont reproduits dans ces mêmes questions.

La fabrication d'un billet établissant remise d'argent de *place en place*, est un faux en écriture de commerce. Arr. cass. 3 janvier 1838, B. n° 3. — Un tel billet produit en effet le même résultat qu'une lettre de change, dont il revêt le caractère.

Mais le billet à ordre, quoique payable dans un autre lieu, n'est pas une opération de change, si le paiement doit être fait par le souscripteur lui-même. Arr. cass. 30 janvier 1852, B. n° 45.

Lorsque l'existence et le caractère de la lettre de change ne sont pas constatés, la question de savoir si un faux a été commis sur *cette lettre de change*, est une question *de fait* à résoudre par le jury, sans que l'on puisse objecter que ce serait l'appeler à décider une *question de droit*. Arr. cass. 22 janvier 1830, DALL., 30-1-91. — D'autres arrêts ont statué en ce sens, mais l'arrêt du 4 septembre 1840, cité plus haut, me paraît plus conforme aux principes.

En dernière analyse, au lieu du terme *lettre de change*, il vaut mieux employer les termes *mandat*, *traite*, *effet*... usités dans le commerce, et énoncer les éléments constitutifs et caractéristiques de l'écrit argué de faux ; mais les mots *lettre de change*, employés simplement d'une façon démonstrative et non comme qualificatifs, ne vicieraient point l'incrimination ou la question au jury, à la condition d'énoncer exactement les éléments de la lettre de change, ou de transcrire l'effet qui les contient ; dans ce dernier cas, en effet, la dénomination de la pièce arguée de faux devient indifférente, puisque ce n'est plus de là, mais des faits ou circontances exposés ou de la nature des choses, que s'infère en définitive la qualification legale, déterminée par la Cour, pour l'appréciation du faux et l'application de la peine.

(5) Est passible des peines de l'art. 147 C. P., celui qui appose la fausse signature d'un mineur au bas d'une lettre de change, *pour acceptation*. Arr. cass. 21 août 1812, B. n° 194. — Bien que la lettre de change souscrite par un mineur *non négociant* soit nulle, art. 114, C. comm., le faux n'en existerait pas moins ; la personne à qui la lettre de change a été présentée ou transmise avec son consentement et contre valeurs, a pu être trompée, dans l'ignorance de l'âge du souscripteur pour acceptation.

(6) Il est nécessaire d'indiquer la qualité du prétendu souscripteur, lorsqu'il s'agit d'un effet de banque, puisque c'est la qualité du souscripteur qui imprime à l'effet son caractère spécial et sa dénomination particulière.

(7) La loi n'exige pas que le commerçant, ou que l'individu ainsi qualifié, dont on a employé la fausse signature, soit une personne connue. Arr. cass. 14 octobre 1831, DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 288. — 28 mars 1839, B. n° 106, — DALL., 39-1-399. — 31 janvier et 15 juin 1840, B. n°s 39, 187, — DALL., 40-1-397, 425. — *Théorie du C. P.*, t. II, p. 441. — Ce qui, d'après les arrêts cités, s'applique aux effets de commerce, qu'ils soient dénommés *lettres de change* ou *billets*.

Un billet à ordre ne peut constituer un acte de commerce qu'à raison de la qualité de commerçant du souscripteur, ou de la nature commerciale de l'opération qui est la cause du billet. Arr. cass. 12 avril 1827, B. n° 81. — 15 juin 1827, DALL., 27-1-420. — 29 septembre 1828, DALL., 28-1-422. — 24 août 1843, B. n° 216. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n°s 298 et suiv. — *Sup.* n° 666, note 13, et n° 674, note 10.

L'apposition de la signature d'un individu non commerçant au dos d'un billet souscrit par un commerçant, ne pourrait constituer un faux en écriture de commerce qu'autant que cette contrefaçon serait accompagnée de faits propres à donner à la transmission de la propriété le caractère d'une opération commerciale. Arr. cass. 23 novembre 1827, DALL., 27-1-394.— 17 janvier et 15 mai 1828, DALL., 28-1-97, 247. — 3 avril 1841, DALL., 41-1-358. — 10 février 1847, B. n° 296. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n°s 305 et suiv. — *Sup.* n° 674, note 10.

Lorsque l'on constate qu'un billet faux paraîtrait souscrit par un commerçant à un commerçant, il n'est pas nécessaire d'ajouter *pour une opération commerciale*, ce qui est présumé de droit, d'après l'art. 632 du Code de commerce. Arr. cass. 3 juillet 1856, B. n° 239, — DALL., 59-1-187.

Lorsque par hasard la qualité de commerçant de la part du souscripteur est énoncée dans le corps du billet ou à côté de la signature, il n'y a aucune difficulté pour attribuer cette qualité au signataire. Mais, si cette énonciation manque dans le billet, comme d'ordinaire, on peut y suppléer dans l'incrimination, dès que l'instruction a fait connaître avec certitude, ou que le faussaire a avoué positivement, que le nom apposé faussement sur la pièce arguée ou la signature fausse appartient à un commerçant. V. note suivante, *in fine*.

La profession de *tailleur* (Arr. cass. 24 août 1843, B. n° 216, — *Journ. crim.*, t. XV, p. 301) ou de *meunier* (Arr. cass. 10 décembre 1846, *Journ. crim.*, t. XX, p. 17), n'emportent pas nécessairement la qualité de marchand ou de commerçant: on peut en dire autant de la profession de *boucher*, *boulanger*, *cordonnier*, et de plusieurs autres que l'on peut exercer, soit à titre de simple ouvrier, soit comme marchand ou comme chef d'un établissement de commerce. Dans tous ces cas, l'indication de la profession serait donc insuffisante, et la qualité de commerçant devrait être formellement exprimée, v. g. *marchand tailleur*, *marchand meunier*..., ou *meunier commerçant*, *meunier faisant le commerce*...

La fausse signature d'un *menuisier* est un faux commercial. Arr. cass. 23 octobre 1840, B. n° 314, — DALL., 40-1-130. Cet arrêt a pu être justement rendu dans l'espèce, mais il ne peut servir de règle générale sans autre explication. Un menuisier peut être soit un simple ouvrier, soit un commerçant ou un homme établi, patenté, et faisant le commerce. On conçoit que si la signature contrefaite est celle de tel menuisier, demeurant à..., travaillant pour son compte, commerçant connu, la solution ci-dessus puisse être acceptée, et qu'il en serait de même si la cause du billet était une fourniture de *bois d'ouvrage*. Mais le titre de menuisier non expliqué par la cause du billet ou par une autre circonstance précise, me paraîtrait insuffisant, ainsi que l'ont décidé les arrêts cités de 1843 et 1846 à l'égard d'un *tailleur* et d'un *meunier* (arrêts postérieurs à celui dont je m'occupe), pour indiquer un commerçant, et il faudrait, pour compléter la qualification, ajouter à l'énonciation de la profession quelque terme plus significatif.

J'ai fait pressentir qu'à mon avis, il faudrait tenir compte des mêmes observations quant aux cordonniers, boulangers, bouchers, etc., etc., et préciser leur qualité autrement que par la simple indication de leur profession, qui n'emporte pas nécessairement la qualification de commerçant.

Mais on peut sans difficulté se borner à l'énonciation de la profession, lorsqu'elle est nécessairement commerciale, comme celles de pharmacien, aubergiste, entrepreneur de travaux publics, etc.

Les mots négociant, commerçant, fabricant, marchand, indiquant une profession, constituent une énonciation de fait. Arr. cass. 12 janvier 1843, B. n° 3, — DALL., 43-1-128. — 4 septembre 1840, DALL., 40-1-46. — 28 janvier 1853, B. n° 41, — DALL., 53-5-135. — Ce ne sont donc point des termes complexes, qui impliquent une question de droit; on peut, par conséquent, les employer sans hésiter dans les qualifications, comme expressions simples et embrassant les diverses professions commerciales.

On peut comprendre dans le même chef d'incrimination le *fait* du faux et la *qualité de commerçant* attribuée à celui dont la signature a été contrefaite, cette qualité n'étant pas, à proprement parler, aggravante, mais constitutive du faux en écriture de commerce, qui est un crime spécial. Arr. cass. 4 septembre 1840, B. n° 450, — DALL., 40-1-446. — 26 septembre 1846, DALL., 46-4-134. — 28 janvier 1853, B. n° 41, — DALL., 53-5-135. — *Sup.* n° 635.

Mais on pourrait faire du faux en écriture de commerce un faux qualifié, et poser à part, comme circonstance aggravante, la qualité de commerçant du prétendu signataire. Arr. cass. 16 juillet 1835, B. n° 288, — DALLOZ, 35-1-399, et *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n° 2716. — 10 mai 1849, *Journ. cr.*, t. XXI, p. 189. — HÉLIE, t. IX, p. 98, 138. — Il serait prudent de diviser ainsi l'incrimination, si la qualité de commerçant était contestable ; et il y aurait encore un autre avantage dans ce procédé, si le faux était de minime importance, parce que les jurés, qui s'effraient assez souvent de la rigueur de la peine, surtout si le préjudice est léger, se rassureraient à raison de la faculté qu'ils auraient de la faire réduire considérablement, en écartant la circonstance aggravante résultant de la qualité de commerçant, et en accordant des circonstances atténuantes, après avoir déclaré la culpabilité sur un simple faux *en écriture privée*. *Sup.* n° 635.

Par les mêmes raisons, on pourrait poser comme circonstance aggravante la cause commerciale d'un billet, si cette cause était déterminante du caractère du faux, et devait en faire un faux *en écriture de commerce*, quoique le signataire ne fût pas *commerçant*.

(8) J'ai déjà dit, *sup.* n° 674, note 13, que l'on ne peut ni suppléer une cause qui ne serait pas énoncée dans le billet argué de faux, ni modifier la cause qui y serait exprimée.

Pourrait-on du moins exprimer la cause commerciale en termes généraux? V. *inf.* note 10.

La cause *valeur en marchandises*, sans plus d'explications, ne suffirait

pas pour rendre commercial un billet qui ne porterait pas la signature d'un commerçant ou ne constaterait pas une opération commerciale ; les marchandises ne sont pas toujours destinées à être revendues, et peuvent avoir pour objet les besoins personnels de celui qui les a achetées. Arr. cass. 2 août 1838, *Journ. crim.*, t. XI, p. 67. — 31 janvier 1840, *Journ. cr.*, t. XII, p. 113. — 24 août 1843, *Journ. cr.*, t. XV, p. 301. — Autres arrêts dans le même sens, DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 302. — *Théor. du C. P.*, t. II, p. *441*, *445*.

Il ne faudrait donc pas s'en tenir à exprimer une telle cause, et omettre la qualité de *commerçant* du signataire ou prétendu signataire du billet, s'il s'agissait bien positivement de la signature contrefaite d'un commerçant. J'ai déjà fait remarquer, dans la note précédente, que cette qualité de commerçant pourrait avoir été énoncée à côté de la signature, par extraordinaire, et qu'elle peut ressortir utilement des données de l'instruction : c'est là qu'on puise ordinairement cette circonstance de fait, qu'il ne peut dépendre du faussaire de faire disparaître en l'omettant ou la dissimulant dans la pièce fausse qu'il a frauduleusement fabriquée ou fait fabriquer.

(9) L'addition frauduleuse, au bas d'un billet à ordre, d'un domicile de paiement non indiqué par le souscripteur, *est un faux*, s'il peut en résulter un préjudice. Arr. cass. 7 avril 1853, B. n° 126, — DALL., 53-5-227.

(10) Les art. 632, 633. C. comm. énumèrent les opérations que la loi qualifie *actes de commerce* : il en est plusieurs auxquelles peuvent se livrer des individus non commerçants. Les billets, obligations ou décharges souscrits à l'occasion de telles opérations ou de tels actes de commerce, si ces obligations ou ces actes sont formellement énoncés dans des écrits revêtus de fausses signatures, constituent des faux en écriture de commerce, quand même le prétendu signataire ne serait pas commerçant de profession ; et la falsification de tels écrits, souscrits de signatures véritables, serait pareillement un faux en écriture de commerce.

C'est ici la *cause commerciale* du billet qui détermine le caractère du faux, et le range parmi le faux en écriture de commerce, bien que la signature supposée soit celle d'un simple particulier ou d'un non-commerçant, de même que la cause *purement privée* d'un billet portant la fausse signature d'un commerçant, fait attribuer au faux le caractère de faux en écriture privée, comme on l'a vu *sup.* n° 674, notes 10, 13.

Il paraît résulter d'un Arr. cass. 30 juin 1831, DALL., 31-1-235, qu'au lieu de relater la cause exprimée au billet, on pourrait se borner à énoncer que ce billet avait pour cause une opération ou un acte de commerce. On pourrait alors négliger d'indiquer la valeur reçue inscrite au billet et employer la seconde rédaction de la formule n° 5 ci-dessus, où il est énoncé que le billet *avait pour cause une opération commerciale* ou *un acte de*

commerce. Ce ne serait point poser une question de droit, mais une question de fait, comme lorsque l'on articule la qualité de *commerçant*.

Pourrait-on poser la *cause commerciale* comme circonstance aggravante, aussi bien que comme circonstance constitutive? V. *sup.* note 7 *in fine*.

(11) Afin d'éviter des redites, je renvoie aux formules que j'ai données pour les cas d'endossements faux sur des billets en écriture privée. Je n'ai pas besoin de signaler les légers changements à apporter à ces formules pour les appliquer à des endossements faux d'une lettre de change, d'un effet de banque, d'un billet à ordre commercial; le simple bon sens indique les modifications nécessaires.

On aura donc à se reporter aux formules du n° 674-4°, aux notes qui les accompagnent, et à celles qui précèdent ci-dessus.

Pour des espèces de faux endos, *V.* DUCHESNE, *Table Arr. cass.*, v° *Faux*, n^os^ 255-263. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n^os^ 293-305.

(12) Les lettres missives *de marchand à marchand*, qui contiennent demande de marchandises, offre de négociation d'un billet..., sont des écritures de commerce. Arr. cass. 15 juin 1827, B. n° 147, — DALL., 27-1-487. — 2 avril 1831, B. n° 71, — DALL., 31-1-189. — 13 juin et 2 juillet 1846, DALL., 46-4-294. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 320.

Mais la fabrication d'une lettre missive contenant une demande de prêt ou d'argent, et portant la fausse signature d'un commerçant, ne constitue pas un faux en écriture de commerce, à moins que la demande d'argent ne soit représentée comme se rattachant à l'exercice de la profession de commerçant. Arr. cass. 15 juin 1827, DALL., 27-1-487. — 4 juin 1859, DALL., 59-1-384.

(13) Il est indispensable d'exprimer la qualité de commerçant dans une accusation de faux pour falsification ou altération de livres; autrement, ces livres seraient considérés comme écritures privées, dont la falsification par leur propriétaire ne constituerait pas un faux punissable, parce que les livres privés ne font pas preuve. Arr. cass. 27 juillet 1849, B. n° 182, — DALL., 49-5-91.

(14) Il me paraît nécessaire d'énoncer que les écritures falsifiées ou altérées se rapportaient au commerce ou à des opérations commerciales, car un commerçant peut avoir des livres et écritures pour des affaires privées, v. g. pour la régie ou gestion de ses biens, de ceux de sa femme ou de ses enfants mineurs, pour la tenue de sa maison ou de son ménage...; c'est, d'ailleurs, ce que préjuge l'arrêt cité dans la note précédente.

Insérer une fausse décharge sur une quittance donnée par un commerçant à un commerçant, pour opération de commerce, alors d'ailleurs que cette fausse décharge est causée pour marchandises, c'est commettre un

faux en écriture de commerce. Arr. cass. 19 août 1830, DALL., 30-1-360.

(15) V. *sup.* n° 674, note 24.

(16) V. *sup.* n° 674, note 24, et ci-dessus, notes 13, 14.

(17) Il y a faux de la part de celui qui, étant chargé de tenir des livres (principaux ou auxiliaires) d'un commerçant, y établit de fausses mentions. Arr. cass. 26 juin 1841, DALL., 41-1-420.

676. Faux en écritures publiques ou authentiques [1], — commis par des fonctionnaires ou officiers publics dans l'exercice de leurs fonctions ou dans les actes de leur ministère.

1° Contrefaçon ou fabrication de signatures, de grosses, expéditions, extraits, ou copies d'actes ou d'écritures.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, dans l'exercice de ses fonctions de notaire, — greffier, — huissier, — officier de l'état civil, — préposé ou employé, à tel titre, de telle administration ..., à la résidence de ... [2], frauduleusement [3] contrefait ou fait contrefaire la signature de N... [4], — *ou* frauduleusement apposé ou fait apposer, *ou* frauduleusement fabriqué ou fait fabriquer la fausse signature de N..., au bas de tel acte ..., de tel exploit ..., de telle pièce ..., *ou* sur tel registre, portant telle obligation ou décharge, telle stipulation, soumission ou déclaration..., telle constatation fausse..., d'où il est résulté ou pouvait résulter un préjudice..., — *ou* un préjudice pour N..., *ou* pour autrui, — *ou* un préjudice d'intérêt public [5].

Ou... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, dans l'exercice de ses fonctions de..., à la résidence de ..., frauduleusement fabriqué ou fait fabriquer une fausse *grosse*, *expédition* ou *copie*, ou un faux *extrait*, de tel acte, telle pièce ou telle écriture, dont la minute *ou* l'original n'existait pas, et qui paraissait porter telle obligation..., décharge..., stipulation..., soumission, déclaration..., de la part de N..., au profit de...,

d'où il est résulté ou pouvait résulter un préjudice... (*V.* la formule précédente) [6] (C.P., art. 145, 164).

2° Altération matérielle des actes ou écritures.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, dans l'exercice de ses fonctions de ..., à la résidence de ..., frauduleusement falsifié ou fait falsifier, la minute *ou* l'original de tel acte..., *ou* tel registre, — *ou* telle grosse *ou* expédition de tel acte..., tel extrait *ou* telle copie de tel registre *ou* de telle écriture..., en rayant, biffant, grattant, supprimant, ajoutant telle clause *ou* tels mots..., — en surchargeant, altérant tels mots *ou* tels chiffres..., — en altérant, biffant, supprimant ou ajoutant telle signature, — *ou* en faisant subir à l'acte telle autre altération..., d'où il est résulté ou pouvait résulter un préjudice..., *ou* un préjudice pour N... *ou* pour autrui, — *ou* un préjudice d'intérêt public [7].

Ou... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, dans l'exercice de ses fonctions de ..., à la résidence de ..., frauduleusement délivré une *ou* telle *grosse*, *expédition*, ou *copie*, *ou* un *ou* tel *extrait*, de tel acte..., écrit..., *ou* registre, en y insérant faussement telles clauses, stipulations, dispositions, mentions, déclarations, tels mots *ou* tels chiffres, qui n'existaient pas dans la minute *ou* l'original, — *ou* en y supprimant avec une intention frauduleuse telle chose qui se trouvait exprimée dans la minute *ou* l'original, — *ou* en y substituant faussement telle chose à telle autre que portait la minute *ou* l'original, — d'où il est résulté ou pouvait résulter un préjudice..., *ou* un préjudice pour N..., *ou* pour autrui, — *ou* un préjudice d'intérêt public [8] (C.P., 145, 164).

3° Supposition de personnes.

A. *Absent représenté comme présent.*

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, dans l'exercice de ses fonctions de ..., à la résidence de ..., frauduleusement et faussement constaté que N... comparaissait comme partie [9] dans tel acte ..., rédigé par le prévenu en sa qualité précitée *ou* prémentionnée, contractait telle obligation ..., consentait

telle décharge ou quittance..., faisait telle déclaration, reconnaissance ou soumission ..., et, après lecture, déclarait ne savoir signer [10], *ou* apposait sa signature, que le prévenu a frauduleusement contrefaite ou fait contrefaire sur ledit acte, d'où il est résulté ou pouvait résulter un préjudice pour N... *ou* pour autrui.

Ou ... d'avoir, à ..., le ..., dans l'exercice de ses fonctions de ..., à la résidence de ..., frauduleusement constaté que N... comparaissait comme partie dans tel acte..., rédigé par le prévenu en sa qualité susmentionnée, y contractait telle obligation..., consentait telle décharge ou quittance..., et, après lecture, déclarait ne savoir signer *ou* apposait sa signature, que le prévenu a frauduleusement contrefaite ou fait contrefaire, tandis que N... était alors absent et restait étranger à tout ce qui était dit ou écrit en son nom, à son insu et à son préjudice, — *ou* tandis que N... n'a point assisté ni participé réellement à cet acte, qui a porté ou pouvait porter préjudice...

Ou ... d'avoir, à ..., le ..., dans l'exercice de ses fonctions de ..., à la résidence de ..., frauduleusement et faussement constaté que N... faisait devant le prévenu, en sadite qualité, telle déclaration, sur tel registre *ou* sur telle pièce ..., et, après lecture, déclarait ne savoir signer, — *ou* apposait sa signature, qui a été contrefaite sur ledit registre *ou* ladite pièce..., lequel faux pouvait porter préjudice à N..., *ou* à autrui, — *ou* causer un préjudice d'intérêt public (C.P., 145, 164).

B. *Contractant substitué, ou prête-nom.*

... d'avoir, à ..., le ..., dans l'exercice de ses fonctions de..., à la résidence de..., et dans un *ou* tel acte de son ministère, frauduleusement et faussement constaté que N..., comparaissant comme partie contractante, se serait obligé à ..., *ou* aurait donné décharge *ou* quittance de ..., aurait fait telle convention, disposition, déclaration, reconnaissance ..., et, après lecture, aurait dit ne savoir signer, *ou* aurait signé, tandis que le comparant, substitué à N..., était en réalité X... *ou* un tiers, qui a stipulé et dit ne savoir signer *ou* et qui a signé le nom de N... sur cet acte faux, d'où il est résulté ou pouvait résulter un préjudice (C.P., 145, 164).

C. *Témoins instrumentaires supposés ou substitués.*

... d'avoir, à ..., le ..., dans l'exercice de ses fonctions de..., à la résidence de..., et dans un acte qu'il recevait en sadite qualité, frauduleusement et faussement constaté la présence, la déclaration de ne savoir signer, — *ou* la signature, qui a été frauduleusement contrefaite, — de X... et de Z..., comme témoins instrumentaires audit acte, prétendu passé entre telles parties, et par lequel N... paraîtrait avoir contracté telle obligation ..., donné telle décharge *ou* quittance..., avoir fait telle déclaration ou reconnaissance, tandis que X... et Z... n'ont pas réellement assisté ou participé audit acte..., — *ou* tandis que ce sont A... et B... *ou* des tiers, qui ont assisté comme témoins audit acte, et ont déclaré ne savoir signer *ou* ont signé les noms de X... et de Z... ; — d'où il est résulté ou pouvait résulter un préjudice...[11] (C.P., 145, 164).

4° Écritures faites ou intercalées depuis la confection ou la clôture des actes.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, en l'exercice de ses fonctions de..., à la résidence de ..., dans tel acte..., contenant telle obligation ou décharge..., *ou* sur tel registre, contenant telle déclaration, reconnaissance..., et depuis la confection ou la clôture dudit acte *ou* registre, frauduleusement inséré ou fait insérer, — intercalé ou fait intercaler, — ajouté ou fait ajouter, — telles écritures, tels mots *ou* tels chiffres, d'où il est résulté ou il pouvait résulter un préjudice, — *ou* d'où il est résulté ou il pouvait résulter un préjudice pour tel individu, — pour telle administration publique, — pour le Trésor public, — *ou* un préjudice d'intérêt public[12] (C.P., 145, 164).

5° Altération intellectuelle des conventions, déclarations, dires et faits constatés.

... d'avoir, à ..., le ..., dans l'exercice de ses fonctions de..., à la résidence de ..., et en rédigeant tel acte ..., *ou* un acte de son ministère, entre X... et Z..., concernant tel objet..., *ou* en

passant telles écritures de son ministère ..., frauduleusement dénaturé la substance dudit acte *ou* desdites écritures, en écrivant des déclarations ou conventions autres que celles qui étaient dictées ou tracées par les parties (*ou* en écrivant leurs conventions ou déclarations ..., au lieu de telles autres .., qui étaient dictées ou tracées par les parties), — *ou* en constatant comme vrais des faits qui ne l'étaient pas (*ou* en constatant comme vrais tels faits qui étaient faux), — *ou* en constatant comme avoués tels faits ..., qui ne l'étaient pas (*ou* en constatant comme avoués tels faits ..., qui n'étaient pas avoués, *ou* qui étaient déniés, *ou* dont il n'avait pas été parlé), — d'où il est résulté ou pouvait résulter un préjudice pour N..., — *ou* pour autrui, — *ou* pour l'intérêt public [13] (C. P., 146, 164).

(1) Par écriture *publique*, il faut entendre tout acte appartenant ou attribué à un fonctionnaire revêtu d'un caractère public, ou à une autorité qui a des pouvoirs publics. Une telle écriture est en même temps *authentique*, car l'acte authentique est celui qui a été reçu par des officiers publics ayant droit d'instrumenter dans le lieu où l'acte a été rédigé et avec les solennités requises. Art. 1317 du Code Napoléon.

On peut, en général, distinguer quatre sortes d'actes authentiques : 1° les actes législatifs et ceux qui émanent du pouvoir exécutif ou du Gouvernement, tels que les lois, sénatus-consultes, ordonnances, décrets, traités de paix, d'alliance, ou internationaux ; — 2° les actes judiciaires, tant les arrêts et jugements, les actes individuels et ordonnances des juges, que les exploits, les actes de procédure, les procès-verbaux des officiers de justice ou ministériels ;—3° les actes administratifs qui émanent des chefs et préposés des différentes administrations publiques ; les actes consignés sur des registres publics, tels que ceux de l'état civil, les registres des conservateurs des hypothèques, de l'enregistrement, etc.; — 4° enfin, les actes notariés et autres d'une nature analogue. — *V.* MORIN, *Rép.*, v° *Faux*, n^os^ 33-36 et suiv. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n^os^ 171-177. — CHAUVEAU ET HÉLIE, *Théor. du C. P.*, t. II, p. 388-390. — GILBERT, sur les art. 145 et suiv. du C.P.—DUCHESNE, *Table des Arr. cass.*, v° *Faux*, n^os^ 296-476.

La Cour de cassation, dans de nombreux arrêts que citent ou rapportent les ouvrages auxquels je viens de renvoyer, a considéré comme écritures publiques et authentiques, spécialement : les actes des notaires, agents de change, greffiers, avoués, huissiers ;—les actes de l'état civil ;—les registres d'une préfecture ;—les registres, états et pièces de comptabilité du Trésor public, des administrations financières (telles que les eaux et forêts, les postes, les contributions directes ou indirectes), des administrations départementales et communales, de l'armée... ; — les registres des adminis-

trations publiques et les procès-verbaux de leurs préposés;—les plans du cadastre;—les caractères ou les chiffres employés par l'administration des postes pour exprimer les taxes ou les poids; — les cachets des autorités constituées;—les actes des autorités militaires relatifs au recrutement de l'armée, aux remplacements militaires, à la soumission des réfractaires; —les certificats des maires attestant la capacité pour remplacer, ou l'existence d'un cas d'exemption du service militaire;—les congés et certificats de bonne conduite délivrés par les conseils d'administration des régiments;—les certificats de libération du service militaire délivrés par les sous-préfets; — les rapports de mer faits par les capitaines de navires;— les actes des employés chargés de recevoir les droits d'essai des matières d'or ou d'argent;—les registres d'écrou des prisons;—les diplômes, brevets, certificats d'aptitude, délivrés par l'université ou par les académies; —les lettres d'ordination délivrées par les évêques...

Tous ceux qui ont le maniement des deniers publics sont réputés fonctionnaires publics dans le sens du Code pénal, alors même qu'ils ne sont pas commissionnés par l'Empereur. Arr. cass. 20 janvier 1812, Bourguignon, *Jurisp.*, t. III, p. 147.

Il ne peut exister de faux criminel en écritures publiques et authentiques, qu'autant que la pièce falsifiée aurait, en la supposant vraie, un caractère d'authenticité et de publicité. Arr. cass. 17 août 1815, Legraverend, *Lég. crim.*, t. I, p. 622. — Sirey, 1815-1-297. — Le mot *acte* implique un acte complet, régulier, et signé. Arr. cass. 7 juillet 1827, B. n° 179.

Mais l'écriture est réputée authentique dans le cas même où l'acte est nul pour vice de forme. Arr. cass. 19 décembre 1835, B. n° 164, — Dall. 36-1-268.—5 août 1851, B. n° 333,—Dall. 51-5-264. — Legraverend, t. I, p. 622. — *Théor. du C. P.*, t. II, p. 391.—A la condition toutefois que l'acte est complet et signé. *V.* l'arrêt cass. 7 juillet 1827 déjà cité.—*Sup.* n° 673; — *Inf.* n° 677, note 5.

Les faux commis sur les registres d'une *caisse d'épargne*, sur les livrets des déposants et dans les bordereaux, ne constituent pas le faux en écriture authentique, mais seulement le faux en écriture privée. Arr. Besançon, 6 décembre 1860, Dall. 61-2-13.—V. aussi Arr. cass. 20 mai 1853, B. n° 179, cité *Sup.* n° 674, note 24, *in fine*.

(2) Cette énonciation *dans l'exercice de ses fonctions*, qui exprime que le faussaire a agi comme fonctionnaire public et en cette qualité, est une circonstance substantielle, qui doit être nécessairement articulée. Arr. cass. 14 août 1830, B. n° 205, — *Journ. crim.*, t. II, p. 15, — Dall., 30-1-353, — Dalloz, *Rép.*, v° *Faux*, n° 193.—5 octobre 1838, B. n° 325, —Dall., 38-1-484.—29 avril 1841, Dalloz, *Rép.*, *l. c.*, n° 196.—13 octobre 1842, B. n° 277,—*Journ. crim.*, t. XIV, p. 361,—Dall., 42-1-372. — 5 octobre 1843, B. n° 257,—Dalloz, *Rép.*, *l. c.*, n° 193.—15 février 1844, *Journ. crim.*, t. XVI, p. 120.

Et cette circonstance, bien qu'elle élève la peine, n'est point, à proprement parler, aggravante, mais constitutive; elle doit être comprise dans l'articulation principale, toujours simple et unique en cas de faux, et non point être posée séparément et à part du faux lui-même. Arr. cass. 14 août 1830, B. n° 205, — DALL., 30-1-355. — 13 octobre 1842, B. n° 277, — DALL., 42-1-372.—15 février 1844, B. n° 48, —*Journ. crim.*, t. XVI, p. 120.—28 novembre 1844, B. n° 382.—DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n^os^ 197-210.

La *résidence* est utile à indiquer afin de constater que le fonctionnaire était *compétent* pour donner l'authenticité à l'acte, et afin d'établir ou de confirmer la circonstance qui entraîne contre lui une peine plus forte que contre tout autre, à savoir l'abus des fonctions.

Un fonctionnaire ou officier public pourrait avoir commis un faux dans des écritures authentiques et publiques sans être atteint par les art. 145 et 146 C. P., et n'être passible, comme les simples particuliers, que des peines de l'art. 147, si ce fonctionnaire avait commis le faux non pas *dans l'exercice de ses fonctions*, mais seulement *à l'occasion de l'exercice de ses fonctions*;—S'il n'était pas encore investi de ses fonctions, c'est-à-dire assermenté, ou s'il avait cessé de les exercer, au moment de la perpétration du faux;—S'il n'était pas *compétent* pour dresser l'acte faux ou falsifié; — S'il avait fait l'acte faux ou la falsification en dehors de ses fonctions, ou si l'acte n'était pas de son ministère, v. g. en altérant l'acte d'un autre fonctionnaire ou officier public;—S'il s'était borné à établir sur l'acte, après sa confection, et sans en altérer la substance, une mention, telle que celle de l'enregistrement : quoiqu'il fût passible des dispositions des art. 145-146 C. P., s'il avait délivré une grosse ou une expédition avec une fausse mention d'enregistrement (*Inf.* note 6)... La jurisprudence s'est prononcée sur tous ces points. V. MORIN, *Rép.*, v° *Faux*, n° 37.—DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n^os^ 178 et suiv.; 192 et suiv.; 213 et suiv.—*Théorie du C. P.*, t. II, p. 390-397.—GILBERT, sur les art. 146 et suiv. du Code pénal.

On aura à tenir compte de cette note à l'égard des autres formules du présent n° 675, bien que je n'y renvoie pas, ce qui m'a paru inutile : mêmes motifs, même droit.

(3) Le mot *frauduleusement*, comme je l'ai dit *suprà* n° 673, exprime l'intention frauduleuse, élément essentiel et constitutif du faux, sans lequel le crime n'existe pas, ainsi que la Cour de cassation l'a jugé par de nombreux arrêts.—V. DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n^os^ 139 et suiv.

L'art. 145 n'exige pas que la question posée au jury renferme explicitement celle de savoir si l'auteur du crime de faux a agi *sciemment* et *frauduleusement* : cette question intentionnelle se trouve toujours virtuellement et implicitement comprise dans celle de savoir si l'accusé est coupable. Arr. cass. 22 août 1817, B. n° 205, — LEGRAVEREND, t. I, p. 623. —13 octobre 1842, B. n° 277,—DALL., 42-1-372.—27 août 1847, B. n° 200, —DALL. 47-4-136.—DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 210.

L'art. 146 C. P. n'est applicable que lorsque les faits qu'il mentionne ont été commis *frauduleusement* : en conséquence, cette circonstance doit être déclarée. Arr. cass. 15 juin 1843, B. n° 149. — DALL., 43-1-423. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 214.

Mais la fraude peut être signalée par la désignation des circonstances de l'accomplissement du fait, Arr. cass. 10 juillet 1828, DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 214; — et par l'imputation d'avoir commis un *crime de faux*, Arr. cass. 16 juillet 1818, B. n° 111, — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 145.

L'art. 147 C. P. n'exige pas non plus que le faux soit déclaré avoir été commis *frauduleusement*; toutefois, si on avait employé le mot *coupable* seul et isolé du faux et de la contrefaçon d'écriture, en sorte que la *fraude* ne fût aucunement déclarée, il n'y aurait pas lieu à condamner. Arr. cass. 20 septembre 1828, DALLOZ, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n° 2722.

L'art. 146 du décret du 14 juin 1813, réglementaire des fonctions d'huissier, porte que l'huissier qui n'a pas remis *lui-même* la copie d'un exploit à personne ou à domicile, est passible de peines correctionnelles (suspension et amende); mais que s'il a agi *frauduleusement* (en constatant la remise faite par autrui comme faite par lui-même), il doit être poursuivi criminellement, par application de l'art. 146 du Code pénal. Dans ce cas, il serait donc essentiel d'employer le mot *frauduleusement* dans l'incrimination de faux.

J'estime que la fraude étant un élément essentiel du crime de faux, il convient toujours de l'exprimer nettement, sans s'occuper de distinctions subtiles, qui pourraient égarer, et que la Cour de cassation pourrait bien quelque jour ne pas admettre, quoiqu'elle les ait accueillies précédemment. Les art. 145, 146, 147 C. P. sont le reflet de la même pensée : animés du même esprit, ils emportent les mêmes nécessités ; ils se complètent l'un par l'autre ; il n'y a pas de raison sérieuse de différence dans leur application. Aussi, dans toutes les formules relatives au faux, j'inscris le mot *frauduleusement*, qui n'est ni parasite ni diffus, qui ne peut nuire, s'il ne sert pas, et je conseille de le conserver dans les incriminations de faux indistinctement. *V.* en ce sens HÉLIE, t. IX, p. 98. — DUFOUR, *Formules du Faux*.

Cette note encore s'applique à toutes les formules suivantes.

(4) Pour qu'il y ait fausse signature, il n'est pas nécessaire que la signature de celui dont on a usurpé le nom soit *imitée*, ou contrefaite dans le sens littéral du mot *contrefaire*. Le crime de faux par contrefaçon ne consiste pas dans l'imitation plus ou moins parfaite des écritures ; cette imitation n'est que le moyen ou l'un des moyens de cacher le faux, et d'en rendre la preuve plus difficile : le faux consiste dans l'usurpation et l'usage d'un faux nom ; mais il faut que cette usurpation soit constatée par une fausse signature.

Il y a fausse signature, dans le sens de l'art. 145 C. P., toutes les fois

qu'un individu a frauduleusement signé un acte d'un nom qui n'est pas le sien. DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n^os^ 198, 231 et suiv.

Peu importe que le faux nom qu'un individu a pris par écrit, soit un nom purement idéal ou le nom d'une personne existante et connue; il peut y avoir également crime de faux dans l'un et l'autre cas. Arr. cass. 16 juillet 1813, DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n^os^ 199, 234.

Peu importe aussi que la signature supposée d'une personne existante soit plus ou moins exactement imitée. DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n^os^ 199, 232 et suiv.

V. BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 141. — MORIN, *Rép.*, v° *Faux*, n° 38. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n^os^ 113 et suiv., 198 et suiv. — *Théor. du Code pén.*, t. II, p. 398-400, 416, 417. — *Sup.* n° 674, notes 2, 3, — n° 677, note 2.

(5) Quant au préjudice, V. *sup.* n° 673, et n° 674, note 7.

(6) Il y a faux en écriture authentique à fabriquer un faux acte authentique ou une fausse expédition. Arr. cass. 25 juin 1812, SIREY, 13-1-62. — LEGRAVEREND, t. I, p. 623. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 178.

Le notaire qui établit sur un acte de son ministère une fausse mention d'enregistrement, n'agit plus en cela *dans l'exercice de ses fonctions*, parce que le faux par la fabrication de cette fausse mention ne se rattache pas à un acte de ses fonctions, l'établissement de l'enregistrement n'étant pas dans ses attributions : il est passible, pour un tel fait, non de l'application de l'art. 145 C. P., mais de l'art. 147.

Il en est autrement, si un notaire délivre des grosses ou expéditions avec de fausses mentions de l'enregistrement, parce qu'il entre légalement dans les fonctions du notaire de relater ces mentions. Art. 44 de la loi du 27 frimaire an VII. — Arr. cass. 14 juin 1821, B. 121. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 195.

(7) L'altération matérielle d'un acte notarié, dans le but de dissimuler une contravention et d'échapper à une poursuite judiciaire, cause un préjudice à *l'intérêt public*, et constitue un faux prévu et puni par l'art. 145 C. P. Arr. cass. 18 juin 1852, B. n° 203, — DALL., 52-1-191.

Il y a faux par altération d'écriture, art. 145 C. P., de la part d'un avoué qui a frauduleusement substitué une fausse date à un dire par lui fait au greffe. Arr. cass. 23 septembre 1842, B. n° 246, — DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 200.

(8) *V.* les notes précédentes.

(9) Représenter comme assistant et participant à un acte une personne qui n'y était pas présente, constitue un faux. DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 201. — Circ. du min. de la just., du 2 mai 1820.

On peut demander au jury si le faux a été commis par supposition de personne. Arr. cass. 28 novembre 1844, B. n° 382.

On pourrait donc formuler ainsi l'incrimination ; mais, au lieu de s'en tenir à cette abstraction, et pour exposer l'imputation *en fait*, selon la règle, il faudrait, je pense, ajouter : « en constatant frauduleusement... » comme dans les formules n° 3 ci-dessus.

(10) La fausse déclaration de ne savoir signer, quand on prend le nom d'autrui, équivaut à une fausse signature. *Inf.* n° 677, note 2.

(11) Il y a crime de faux lorsque le notaire constate la présence de deux témoins qui n'ont pas assisté à la réception de l'acte. *Code pén.*, art. 146. Arr. cass. 21 avril 1827, B. n° 93, — DALL., 27-1-406. — 10 novembre 1832, B. n° 441, — DALL., 33-1-148.

Je ne pense pas qu'il soit nécessaire, pour la sincérité de la constatation de la présence des témoins à la *réception* de l'acte, que les témoins aient assisté aux pourparlers des parties et à la rédaction de l'acte, et il me paraît suffisant qu'ils aient assisté à la *lecture de l'acte devant les parties*,— *à l'approbation* que les parties ont donnée à la rédaction,—et à la *signature* du contrat ou à la *déclaration de ne savoir signer*. V. note suivante. — Il en serait autrement à l'égard d'un testament. *C. Nap.*, art. 971 et suiv.

(12) Le notaire qui, dans un acte de dissolution de société et de cession de sa part faite par un associé à son coassocié, ajoute, après coup, une mention qui dissimule cette cession, commet un faux. *Cod. pén.*, art. 145. — Arr. cass. 7 juillet 1848, B. n° 195, — DALL., 48-1-134.

L'addition faite après coup par un notaire, dans un acte pour la validité duquel la loi exige la présence des témoins à la lecture et à la signature, de la mention de cette présence, pour couvrir une nullité acquise, constitue un faux. Art. 145, C.P. — Même arrêt. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 205.

Les surcharges frauduleuses faites après coup dans un acte, pour en altérer la substance, constituent des faux. Arr. cass. 12 octobre 1812, DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 203.

(13) L'apposition frauduleuse d'une fausse date, par un notaire, sur un procès-verbal qu'il a rédigé, est préjudiciable par elle-même et constitue un faux, sans qu'il soit besoin d'exprimer qu'il en résulte un préjudice. C. P., art. 145, 146. — Arr. cass. 26 août 1853, B. n° 345, — DALL., 53-1-239.

Le notaire qui, dans un acte passé hors de son ressort, déclare que cet acte a été passé dans un lieu où il a le droit d'instrumenter, commet le crime de faux. Arr. cass. 15 juillet 1819, B. n° 80. — 10 novembre 1832, DALL., 33-1-148.

Il n'est point nécessaire, pour constituer le crime de faux en écriture authentique et publique, que les conventions dictées par les parties aient été inexactement reproduites par l'acte argué de faux; il suffit que cet acte constate comme vrais des faits faux. C. P., art. 146. — Arr. cass. 29 avril 1841, B. n° 118, — DALL., 41-1-367. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 217.

Un notaire, qui constate faussement et frauduleusement que l'acquéreur a payé un prix de vente au vendeur, qui en donne quittance, commet le crime de faux. C. P., art. 146. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 215.

Le fait, de la part d'un notaire, d'avoir fabriqué sur une feuille de papier timbré, revêtu d'une signature en blanc, qni avait été obtenue par surprise, une procuration au nom du signataire, et d'avoir fait usage de ladite procuration, après l'avoir signée *en sa qualité de notaire, avec l'assistance de deux témoins instrumentaires*, constitue, non un abus de blanc seing, mais le crime de faux en écriture authentique et publique. C. P., art. 145, 146. — Arr. cass. 25 janvier 1849, B. n° 20, — DALL., 49-1-31.

Le fait, par un notaire, d'avoir frauduleusement substitué un feuillet à un autre feuillet, dans un acte de son ministère, déjà signé par l'une des parties, mais non encore signé par toutes, à l'effet, par exemple, de remplacer un cessionnaire par un autre, à l'insu du cédant, constitue, lorsqu'il est résulté de cette intercalation un préjudice pour les parties, le faux prévu par l'art. 146 C. P. — Et, s'il est vrai que l'art. 146 a principalement pour but la répression du faux intellectuel, il n'est pas moins applicable aux faux qui, ayant pour résultat de dénaturer la substance ou les circonstances d'un acte, ont été commis frauduleusement à l'aide de moyens matériels, tels que des intercalations et substitutions de feuillet; — et de ce que les modes de perpétration du faux matériel spécifiés dans l'art. 145 C. P. ont pu servir à la consommation du faux intellectuel prévu par l'art. 146, il ne s'ensuit pas que ce dernier crime cesse de tomber sous l'application exclusive de l'art. 146, le seul, par suite, que la chambre d'accusation soit dans l'obligation d'invoquer. Arr. cass. 18 novembre 1843, DALL., 44-1-31. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 225.

Pour exemples de cas de faux à raison de conventions exprimées autrement que les parties ne les avaient dictées, *V.* Arr. cass. 7 janvier 1808 et 31 mai 1839, DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 216.

Tout fonctionnaire public à qui la loi a donné caractère pour constater la vérité d'un fait, commet le crime de faux, lorsque *sciemment*, dans l'exercice de ses fonctions, il déclare comme vrai un fait faux dont la déclaration doit faire preuve. DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 218.

Tout fonctionnaire ou officier public qui atteste faussement et frauduleusement, dans des actes publics, l'observation des formalités prescrites pour la validité de ces actes, se rend coupable du crime de faux. *V.* arrêts cités pour exemples, DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n°s 219-224.

677. Faux en écritures publiques ou authentiques [1]—commis soit par des fonctionnaires ou officiers publics en dehors de leurs fonctions ou de leur ministère, soit par toutes autres personnes.

1° Contrefaçon. — Supposition ou substitution de personnes contractantes.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, en se présentant devant Me B..., notaire à ..., sous le faux nom de N..., frauduleusement fait dresser par ce fonctionnaire public un acte de son ministère, par lequel N... paraissait contracter telle obligation ..., donner telle décharge *ou* quittance ..., faire telle disposition, reconnaissance, ou déclaration, — transmettre par endossement à X... tel billet ..., souscrit *ou* paraissant souscrit au profit ou à l'ordre de N..., par A..., — et d'avoir, après lecture dudit acte, frauduleusement déclaré, sous le nom de N..., ne savoir signer, *ou* frauduleusement contrefait ou fait contrefaire, au bas de cet acte, la signature de N..., — *ou* frauduleusement apposé ou fait apposer sur cet acte la signature *ou* la fausse signature de N...; — d'où il est résulté *ou* il pouvait résulter un préjudice..., — *ou* un préjudice pour N..., — *ou* pour autrui [2] (C. P., art. 147, 164).

2° Fausses déclarations.

... d'avoir, à..., le..., devant tel fonctionnaire ou officier public, à la résidence de..., agissant dans l'exercice de ses fonctions et rédigeant un acte (*ou* tel acte), *ou* des écritures (*ou* telles écritures), de son ministère, frauduleusement fait constater des *ou* tels faits qui n'étaient pas vrais *ou* qui étaient faux..., — *ou* fait telle déclaration fausse ..., — et d'avoir, après lecture, signé ledit acte *ou* ladite déclaration, — *ou* dit ne savoir signer; lequel faux pouvait causer un dommage à X..., *ou* à autrui, — ou un préjudice d'intérêt public [3] (C. P., 147, 164).

3° Témoin instrumentaire supposé ou substitué.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, frauduleusement

signé comme témoin instrumentaire, dans *ou* sur tel acte ..., passé à..., le..., par Me B..., notaire à..., entre telles parties..., pour tel objet, quoiqu'il n'eût pas assisté à la réception ni à la lecture dudit acte, pour la validité duquel la présence de témoins était nécessaire, et d'avoir ainsi commis un faux, d'où il est résulté *ou* il pouvait résulter un préjudice ... [4] (C. P., 147, 164).

Ou ... d'avoir, à ..., le ..., en se présentant devant Me B..., notaire à ..., comme témoin instrumentaire pour la validité d'un acte passé par ce fonctionnaire public entre telles parties ..., pour tel objet ..., frauduleusement usurpé le nom de N..., puis déclaré sous ce faux nom ne savoir signer ..., — *ou* puis signé ou fait signer le nom de N..., — *ou* contrefait ou fait contrefaire la signature de N..., sur ledit acte, et d'avoir ainsi commis un faux qui a causé ou pouvait causer un préjudice ... (C. P., 147, 164).

4° Supposition d'écrits, — ou fabrication de fausses écritures.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, frauduleusement fabriqué ou fait fabriquer un acte *ou* un écrit paraissant dressé *ou* rédigé et signé par tel fonctionnaire ou officier public à la résidence de ..., portant la fausse signature de X..., et par lequel ledit X... paraîtrait s'obliger envers Z... à faire ..., à donner ..., à payer ..., à consentir telle décharge *ou* quittance, *ou* faire telle renonciation ..., remise..., disposition ..., reconnaissance ..., déclaration ..., et d'avoir ainsi commis un crime de faux, qui a occasionné ou pouvait occasionner un préjudice ... [5].

Ou ... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, frauduleusement fabriqué ou fait fabriquer telles écritures fausses, paraissant émaner de tel fonctionnaire ou officier public, résidant à..., avec la fausse signature de ce fonctionnaire ou officier public, — *ou* insérées dans tel registre de telle administration publique et portant telle obligation ..., décharge ..., déclaration ..., reconnaissance ..., mention ..., avec telle fausse signature, — et pouvant porter préjudice à

N..., *ou* à autrui, *ou* à telle administration publique, *ou* au Trésor public, *ou* à l'intérêt public.

Ou ... d'avoir, à ..., le ..., frauduleusement fabriqué ou fait fabriquer une fausse *grosse*, *expédition* ou *copie*, ou un faux *extrait*, de tel acte ..., telle pièce ..., tel registre ..., prétendu *ou* supposé dressé, rédigé ou écrit par tel fonctionnaire ou officier public, à la résidence de ..., paraissant signé de tel nom ..., et portant telle chose ..., avec telle fausse signature au bas de ladite grosse, expédition ou copie, *ou* dudit extrait ; duquel faux est résulté ou pouvait résulter un préjudice [6].

Ou ... d'avoir, à ... le ..., frauduleusement fabriqué ou fait fabriquer une fausse *grosse*, *expédition*, ou *copie*, ou un faux *extrait*, de tel acte ..., de telle écriture ..., de tel fonctionnaire ou officier public, à la résidence de ..., portant telles signatures, en ajoutant, supprimant ou changeant au contenu de la minute ou de l'original, telles clauses ..., tels mots ..., *ou* tels chiffres, avec telle fausse signature ... (le reste comme à l'alinéa précédent) (C. P., 147, 164).

5° Écritures insérées après coup.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, frauduleusement falsifié ou fait falsifier tel acte ..., telle écriture ..., de tel fonctionnaire ou officier public, à la résidence de..., en y insérant après coup telles écritures ..., *ou* telle assignation, décharge, disposition, convention, clause, déclaration ..., tels mots ..., *ou* tels chiffres ..., et d'avoir ainsi commis un faux préjudiciable pour X..., *ou* pour autrui ..., *ou* pour l'intérêt public [7] (C. P., 147, 164).

6° Addition, suppression ou altération de clauses, déclarations ou faits, que les actes avaient pour objet de constater.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit frauduleusement, falsifié ou fait falsifier tel acte ..., tel procès-verbal ..., dressé par tel fonctionnaire ou officier public, à la résidence de ..., à l'effet de constater telle convention, obligation ou décharge ...,

ou telle déclaration, telle reconnaissance ..., tel fait *ou* tel objet ..., en ajoutant, retranchant, supprimant ou altérant telle clause, déclaration, reconnaissance ..., tel fait *ou* telle circonstance, tels mots *ou* tels chiffres ..., tel nom *ou* prénom..., telle qualité ..., telle date ...; falsification frauduleuse d'où il pouvait résulter un préjudice, *ou* un préjudice pour X..., *ou* pour autrui, *ou* un préjudice d'intérêt public [8] (C. P., 147, 164).

(1) V. *sup.* n° 676, note 1.

(2) V. *sup.* notes 2, 3, 4, 9 du n° 676, — et quant au préjudice, *sup.* n° 673, et n° 674, note 7.

Le premier mode de faux prévu par l'art. 147 C. P., consiste dans la contrefaçon ou l'altération des écritures. Ici la *contrefaçon* ou l'*altération* ont la même signification, ou tout au moins le même effet. Arr. cass. 16 novembre 1827, DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 246. Cette sorte de faux se commet souvent par *supposition de personnes*, comme la fabrication se commet par *supposition d'écrits*. DALLOZ, *l. c.*, n° 247.

L'art. 147 C. P., de même que l'art. 145, à la différence de l'art. 146, n'exige pas, pour son application, que les faits qu'il énumère comme constitutifs du faux soient déclarés avoir été commis *frauduleusement*. Toutefois, si la fraude n'était pas déclarée, que le mot *coupable* se trouvât isolé du faux et de la contrefaçon d'écriture, une condamnation ne serait pas possible. Arr. cass. 20 septembre 1828, DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n^os^ 229, 245; v° *Inst. crim.*, n° 2722. — Il est donc prudent, comme je l'ai déjà dit *sup.* n° 676, note 3, d'employer le mot *frauduleusement* dans toutes les accusations de faux.

Contrefaçon de signatures. — Il y a contrefaçon de signature et faux, toutes les fois que celui qui souscrit un acte le signe d'un nom quelconque différent de celui qui lui appartient réellement. Arr. cass. 6 novembre et 26 décembre 1812, 10 décembre 1841, DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 231.—Et celui qui a aidé à commettre ce faux, en signant son vrai nom, est complice. Arr. cass. 6 novembre 1812, déjà cité.

Il y a faux criminel, toutes les fois qu'un individu a signé un nom autre que le sien, soit que la signature supposée ait été imitée plus ou moins habilement, soit que la signature apposée ait été écrite sans imitation, soit que le nom n'appartienne à aucune personne connue. Arr. cass. 16 février, 16 juillet et 31 décembre 1833, B. n^os^ 28, 156, 235.—1^er^ mars 1812, DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 232.—*Sup.* n° 674, note 2 *in fine*.

Il en serait de même, quoique le nom apposé fût purement idéal ou imaginaire, Arr. cass. 11 décembre 1806, 5 juin 1818, etc. DALLOZ, *Rép.*,

v° *Faux*, n° 234 ; — ou si la personne dont on aurait signé le nom *ne savait pas signer*. Arr. cass. 4 août 1808, DALLOZ, *l. c.*, n° 233.

Une croix n'est pas une signature. DALLOZ, *l. c.*, n° 235. — Mais V. *sup.* n° 674, note 3 *in fine*.

Celui qui appose frauduleusement son *propre nom* dans un acte, pour simuler la présence d'un autre individu porteur du même nom, et qui seul avait droit d'y figurer, quoiqu'il n'ait pas imité la signature de son homonyme, commet le faux par fabrication de conventions, dispositions, obligations ou décharges. Arr. cass. 30 juillet 1836, B. n° 252, — DALL., 37-1-117. — 13 octobre 1636, DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 236. — De même, celui qui, avec *son nom véritable*, prend un *faux prénom*. Arr. cass. 29 septembre et 13 octobre 1836, DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 238.

Il y a faux de la part de celui qui, pour tromper la personne avec laquelle il traite devant un notaire, prend dans l'acte qu'il ne signe pas, sous le prétexte qu'il ne sait pas signer, un nom qui n'est pas le sien ; car la supposition de personne avec un faux nom, et la *déclaration de ne savoir signer*, faite dans un acte de notaire (et généralement devant un fonctionnaire public capable de conférer l'authenticité à ses actes), *représente la signatnre et la supplée*. Arr. cass. 18 ventôse an XII, 8 août 1806, B. n° 130, 13 juin 1812, DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 237. — 17 juillet 1829, DALL., 29-1-306, et DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 259. (Espèce : déclaration faite à la poste.)

Signer ou faire signer un faux nom, c'est également commettre un faux ; de même que fabriquer ou faire fabriquer un faux acte. Arr. cass. 30 août 1816, — 17 septembre 1842, B. n° 243, — DALL., 43-4-234. — 5 septembre 1844, DALL., 44-4-201, 202. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n°s 250, 251.

V. *sup.* n°s 674, notes 2, 3, — n° 676, note 4.

Supposition ou substitution de personnes. — La supposition ou la substitution de personnes ont lieu lorsque des individus se présentent sous de faux noms devant un fonctionnaire ou officier public, et lui font constater, à la charge des personnes dont elles usurpent les noms, des conventions, obligations, décharges ou quittances. Cette action de la part de simples particuliers ne constitue ni le crime prévu par l'art. 145 C. P., ni une escroquerie, mais tombe sous l'application de l'art. 147 C. P. (faux par fabrication). BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 141 et suiv. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n°s 256-259.

Le faux par substitution de personne peut être commis sans que la personne supposée ou substituée, c'est-à-dire celle qui se présente sous le nom d'un autre individu, ait fait aucune écriture ; il suffit que cette supposition ait motivé la rédaction d'un acte qui a eu pour objet de constater la présence de celui dont le nom a été pris ou l'individualité usurpée, soit des clauses ou des faits faux ; en un mot, il y a faux, dès que la supposition de personne a donné lieu à des écritures fausses, mais à cette condition qu'il aura été fait des écritures. Arr. cass. 3 novembre 1826, B. n° 223, — DALL., 27-1-34. — 18 février 1830, B. n° 47. — 13 mai 1831, B. n° 111, —

DALL., 31-1-243. — 5 mars 1835, 16 février 1837, 17 juin 1841, DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n^os^ 260, 261.—*Théor. du C. P.*, t. II, p. 422.

L'usage frauduleux fait par un individu d'une procuration en blanc, qui ne lui avait pas été confiée, à l'effet de se faire consentir une vente authentique et publique, constitue à la fois un faux par supposition de personne et la fabrication d'une fausse convention en écriture authentique. Arr. cass. 13 mai 1838, B. n° 138.

Le faux par supposition de personne dans un acte authentique, *à l'insu du notaire*, constitue un crime de faux principal, non une complicité de faux. Arr. cass. 7 et 11 juillet 1814, B. n^os^ 31, 33. — 24 avril 1818, B. n° 47.—11 février 1819, B. n° 18.—8 octobre 1828, B. n° 125.

Le prévenu qui a pris le nom d'un tiers, et qui se laisse condamner sous le nom de ce tiers, à l'égard duquel il pourrait résulter de la condamnation un préjudice, commet un faux dans un jugement, et par conséquent, en écriture authentique. Arr. cass. 12 avril 1855, B. n° 122, — DALL., 55-1-175. — 2 juillet 1857, B. n° 248, — DALL., 57-1-376.—Mais il n'y aurait pas un faux caractérisé pour avoir pris et signé un faux nom seulement devant le juge d'instruction. DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 244.

L'action de se présenter sous le nom d'un tiers au gardien d'une prison, pour subir une peine aux lieu et place de ce tiers, et de signer de ce nom emprunté l'acte d'écrou, constitue le faux par supposition de personne, indépendamment de toute connivence entre le faussaire et le gardien. Arr. cass. 10 février 1827, B. n° 33, — DALL., 27-1-385. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 130.—(Préjudice d'intérêt public.)

Le fait d'avoir passé l'examen de *bachelier ès lettres* pour un autre individu, et d'avoir signé du nom de cet individu le certificat d'aptitude destiné à faire obtenir le diplôme, constitue le crime de faux par supposition de personne, et, suivant les circonstances, celui de faux en écriture authentique et publique prévu par les art. 162 et 147 du Code pénal. Arr. cass. 28 février 1835, B. n° 71, — DALL., 35-1-181. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 163.—(Préjudice d'intérêt public.)

V. *inf.* note 8.

Quant à la formule, V. *sup.* n° 776, note 9.

(3) Cette formule est applicable dans tous les cas où, en trompant un fonctionnaire ou officier public, on lui fait rédiger des actes ou écrits constatant des faits contraires à la vérité, ou contenant des mentions fausses. Les espèces de ce genre de faux sont infinies. V. *inf.* note 8.

Celui qui fait constater frauduleusement, dans le rapport d'un expert ayant caractère et mission pour recevoir les déclarations des parties au procès, des dires et déclarations contraires aux intérêts de la partie adverse, les faisant considérer comme émanés de cette partie, commet le crime de faux en écriture authentique et publique. Arr. cass. 3 mai 1856, DALL., 56-1-271.

Celui qui, par des artifices coupables, a provoqué un officier ministé-

riel à commettre un faux, *sans intention criminelle de la part de cet officier*, en constatant comme vrais des faits qui ne l'étaient pas, doit être considéré comme *auteur principal* d'un faux en écriture authentique et publique, selon l'art. 147 C. P., non comme complice d'un faux prévu par l'art. 146. Arr. cass. 22 juillet 1830, B. nº 190, — DALL., 30-1-327.

(4) Celui qui, *sciemment*, sert de témoin pour la confection d'un acte notarié contenant de fausses dispositions, est passible des peines attachées au faux, non des peines du faux témoignage. Arr. cass. 30 août 1816, DALLOZ, *Rép.*, vº *Faux*, nº 264.

Le témoin qui a assisté à la passation d'un acte et qui ne l'a signé que neuf ans après la clôture, pour le rendre valable, ou couvrir la nullité acquise à raison de l'omission de sa signature, commet un faux. Arr. cass. 7 novembre 1812, DALLOZ, *Rép.*, vº *Faux*, nº 242.

(5) Il n'y a de conventions ou de dispositions, dans le sens de l'art. 147 C. P., qu'autant que l'acte qui les contient est complet, régulier en apparence, et par conséquent signé. — Un acte dépourvu de signature est sans valeur. — En général, un acte qui ne peut produire aucun effet, échappe à l'action de la loi pénale. DALLOZ, *Rép.*, vº *Faux*, nºs 147 et suiv., 252, 254, 279 et suiv.—*Théor. du C. P.*, t. II, p. 418 et suiv.—*Suprà* nº 673, — nº 676, note 1.

L'accusation d'avoir fabriqué et écrit un acte sous le nom d'un fonctionnaire, s'entend d'un acte signé, et l'incrimination doit comprendre dans un même contexte la fabrication de l'acte et la fausse signature. Arr. cass., 7 juillet 1827, B. nº 179, — DALL., 27-1-443. — 4 septembre 1840, B. nº 251,— DALL., 40-1-446.— *Théor. du C. P.*, t. II, p. 418.— DALLOZ, *Rép.*, vº *Inst. crim.*, nº 2829. — *Sup.* nº 674, note 3.

Celui qui fait fabriquer un écrit faux, est aussi bien l'auteur du faux que celui qui a fabriqué l'écrit. Arr. cass. 30 août 1816, 15 décembre 1831, 6 avril 1838, 5 septembre 1844, DALLOZ, *Rép.*, vº *Faux*, nºs 250, 342, 352.

De même celui qui fait signer un acte faux, est coupable comme celui qui signe. Arr. cass. 17 septembre 1842, B. nº 243, — DALL., 43-4-234. — DALLOZ, *Rép.*, vº *Faux*, nº 251. V. *suprà*, note 2.

Il y a faux dans la fabrication d'un acte authentique, bien que l'acte ne contienne pas l'accomplissement de toutes les formalités légales, ou qu'il soit infecté d'un vice de forme. Arr. cass. 11 décembre 1806, B. nº 208. — 29 novembre 1807, B. nº 249. — 19 décembre 1835, B. nº 464, — DALL., 36-1-268. — 5 août 1851, B. nº 333, — DALL., 51-5-264. — *Suprà* nº 673.

(6) La fabrication de la fausse expédition d'un acte notarié qui n'a jamais existé, et la contrefaçon de la signature du notaire, constituent un faux en écriture authentique, et non en écriture privée. Arr. cass. 2 mai 1833, B. nº 272, — DALL., 33-1-247, — *Journ. crim.*, t. V, p. 237.

Celui qui fait usage sciemment d'une fausse expédition d'un acte de vente fabriqué par un simple particulier, et à laquelle aucun fonctionnaire n'a concouru, ne peut être considéré comme coupable d'un faux commis par un fonctionnaire ; ce fait constitue un faux *en écriture publique*, commis par un simple particulier. Arr. cass. 14 octobre 1813, B. n° 219.

(7) Les expressions *écritures insérées après coup*, comprennent toutes les intercalations de conventions, dispositions, obligations ou décharges, qui peuvent être faites dans les actes après leur clôture : v. g. il y a faux en écriture publique, soit dans l'intercalation de conventions mensongères dans un acte de prêt, Arr. cass. 19 décembre 1835 ; — soit dans l'intercalation après coup d'un signalement délivré par un maire à un remplaçant militaire, Arr. cass., 10 mars 1836 ; — soit dans de fausses énonciations dans un certificat de moralité délivré par un maire, pour en faire un certificat spécial exigé de celui qui se présente comme remplaçant, Arr. cass. 6 août 1846. DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 265.

On considérerait comme faux par écritures insérées après coup, la quittance du prix, frauduleusement ajoutée dans un contrat de vente, et toutes clauses insérées dans les actes après leur rédaction, *à l'insu de l'une des parties et à son préjudice, avec une intention frauduleuse*. ARR. cass., 31 mai 1839, DALL., 39-1-350. — *Théorie du C. P.*, t. II, p. 243.

On doit considérer, non comme *complice*, mais comme *auteur* d'un faux en écriture authentique, celui qui a fait écrire sur un extrait du registre de naissance, originairement délivré sous son nom, les noms substitués à ceux qui y existaient primitivement. Arr. cass. 8 juillet 1813, DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 266.

(8) Pour qu'il y ait faux d'après la dernière disposition de l'art. 147 C. P., il faut, d'une part, que les actes falsifiés aient été destinés à recevoir et constater les déclarations et faits ajoutés ou altérés ; d'autre part, que les additions ou altérations affectent la substance même des actes. DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n°s 267, 279. — *Théorie du C. P.*, t. II, p. 423 et suiv.

Sont punissables d'après ces dispositions :

Le fermier de l'octroi qui affiche une fausse pancarte pour élever les droits du tarif. Arr. cass. 15 nivôse an XII, DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 269.

— Celui qui altère les énonciations d'un congé militaire. Arr. cass. 21 août 1807, DALLOZ, *l. c.*, n° 270.

— Celui qui altère la date d'un acte de l'état civil, v. g. d'un acte de naissance. Arr. cass. 25 juin et 26 décembre 1812, DALLOZ, *l. c.*, n°s 177, 231, 271.

— Les fausses déclarations de paternité, de maternité, ou de filiation dans les actes de l'état civil. DALLOZ, *l. c.*, n° 272, cite à ce sujet de nombreux arrêts.

— Le fait de prendre un faux nom dans un exploit d'huissier, ou dans un acte d'avoué signifié. Arr. cass. 17 mars 1839, DALLOZ, *l. c.*, n° 274.

— Le fait de se présenter faussement à un huissier comme la personne qui doit recevoir un exploit. Arr. cass. 27 juin 1811, DALLOZ, *l. c.*, n° 275.

— Le fait de se présenter sous le nom d'un autre devant un conseil de révision, pour obtenir un congé de réforme, *même sans signer* sa déclaration, ni le congé. Arr. cass. 23 mai 1835, DALLOZ, *l. c.*, n° 276.

— Le fait de prendre, dans un écrit, une fausse qualité, d'où il peut résulter un préjudice pour l'État, comme la qualité d'officier dans une feuille de route, et d'en recevoir le traitement. Arr. cass. 24 avril 1806; — comme de s'attribuer, par écrit, une mission publique de géomètre des communes d'un département, et de commettre, par ce moyen, des escroqueries. Arr. cass. 2 mars 1819, DALLOZ, *l. c.*, n° 281.

L'énonciation fausse et frauduleuse sur un registre ou un acte authentique et public, de faits que le registre ou l'acte a pour but de constater, et pour lesquels il fait foi, constitue l'altération de faits prévue et punie par l'art. 147, n° 3, du Code pénal. Arr. cass. 6 mars 1851, B. n° 86.

L'altération d'un acte émané d'un fonctionnaire, *même incompétent* pour le recevoir, — ou d'un acte de notoriété dressé par un juge de paix, constitue un faux en écriture authentique. Arr. cass. 18 mai 1855, B. n° 168.

Le fait d'avoir opéré, sur l'original d'un commandement en expropriation, après la signification, un changement qui établit que le nouveau domicile de l'exproprié est connu de la partie poursuivante, constitue un faux punissable d'après l'art. 146 ou 147 C. P., selon qu'il a été commis par l'huissier auteur de cet acte, ou par une autre personne. Arr. cass. 23 juin 1819, DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 206.

678. Usage du faux en général [1].

1° Usage du faux compris dans la même poursuite que le faux.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, fait usage [2] dudit acte..., billet..., *ou* écrit — *ou* de ladite lettre de change, — *ou* de ladite lettre missive, — *ou* de ladite grosse, expédition, ou copie, *ou* dudit extrait... — *ou* de l'acte, du billet, de l'écrit, de la lettre de change, de la lettre missive, de l'extrait, de la grosse, expédition, ou copie... spécifié *ou* spécifiée ci-dessus (*ou* dans tel numéro des incriminations ci-dessus, *s'il y en a plusieurs*) [3], sachant qu'il était faux ou falsifié, *ou* qu'elle était fausse ou falsifiée [4], en l'employant de telle façon... [5] (C. P., art. 148 *ou* 151, 164).

2° Usage faisant l'objet d'une poursuite séparée.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, fait usage de tel acte ... frauduleusement fabriqué, portant telle fausse signature..., daté à..., le..., paraissant rédigé par tel fonctionnaire ou officier public, à la résidence de..., constatant telles conventions, obligations, décharge, ou quittance, déclaration ou reconnaissance, et pouvant porter préjudice ... (*ou* de tel acte...., lequel a été falsifié de telle façon ..., d'où il pouvait résulter un préjudice ... — *ou* d'un billet *ou* écrit ainsi conçu ..., — *ou* d'un billet *ou* écrit portant la fausse signature de X..., propriétaire *ou* commerçant, et par lequel X... paraîtrait s'obliger à payer à Z... *ou* au prévenu, ou à son ordre, à ..., le ..., la somme de ...), — sachant que ledit acte, billet *ou* écrit était faux *ou* falsifié [6] (C. P., 148 *ou* 151, 164).

(1) Je m'occupe ici de l'usage du faux en général : j'exposerai dans les n^os^ 679, 680 et 681 des formules d'usage de faux pour des cas particuliers. Les règles que je rappelle dans les notes qui vont suivre sont applicables dans toutes les occurrences.

S'il s'agit, dans notre hypothèse, soit d'usage de faux en écriture publique ou authentique, soit d'usage de faux en écriture de commerce ou de banque, prévus par les art. 145, 146 et 147 C. P., on cite l'art. 148. S'il s'agit d'usage de faux en écriture privée, c'est l'art. 151 qu'il faut citer, la peine de l'usage ne pouvant excéder celle de la fabrication, édictée par l'art. 150, qui se réfère à l'art. 147, quant au mode de perpétration du faux. DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n^os^ 423, 424. — *Théor. du C. P.*, t. II, p. 446, 447.

On cite, dans tous les cas, l'art. 164 C. P., qui s'applique à l'auteur d'un usage de faux, quelle que soit la nature du crime ou son caractère, comme à l'auteur de la fabrication de pièces fausses ou de la falsification de pièces originairement véritables. Aux yeux de la loi, on est *faussaire*, aussi bien pour avoir fait usage sciemment d'une pièce fausse ou falsifiée, que pour avoir fabriqué une pièce fausse ou falsifié une écriture d'abord irréprochable. *Sup.* n° 673.

(2) J'ai déjà dit, *sup.* n° 478 et n° 673 *in fine*, que le fait de falsification et le fait d'usage, sont deux crimes principaux, distincts et indépendants. Il serait donc irrégulier de comprendre dans le même chef d'incrimination cumulativement ou alternativement l'imputation de fabrication d'un faux ou d'une falsification, et l'imputation d'usage sciemment fait du faux ou de la falsification : ces deux imputations doivent, au contraire,

faire l'objet de deux incriminations séparées, consécutives et également principales.

Si le faux et l'usage du faux sont compris dans la même poursuite, soit à l'encontre du même individu, soit à l'encontre d'individus divers, il est naturel d'établir d'abord l'incrimination de faux, et ensuite l'incrimination d'usage de faux.

De ce que le faux et l'usage du faux sont deux crimes principaux ou distincts, la jurisprudence a tiré les conséquences suivantes :

Celui qui a fait usage sciemment d'une pièce fausse ou falsifiée, peut être poursuivi quoique l'auteur du faux ou de la falsification soit inconnu ou non poursuivi, Arr. cass. 8 avril 1813, ou couvert et protégé par la prescription, Arr. cass. 4 janvier 1816, DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 410.

Il n'y a point contradiction dans les réponses du jury affirmatives sur le faux et négatives sur l'usage, ou réciproquement. Arr. cass. 7 juin 1821, 30 décembre 1841, 26 décembre 1845, DALLOZ, *l. c.*, n° 408. — 25 novembre 1825, DALL., 26-1-108.

Il n'y a pas contradiction à répondre négativement quant à la culpabilité d'un *accusé* de faux, et négativement quant à un *complice* par provocation du même faux, qui en a fait sciemment usage. Arr. cass. 9 avril 1818, B. n° 50, — DALLOZ, *l. c.*, n° 226.

La Cour de cassation avait jugé que lorsque, dans une accusation de faux, les jurés ont répondu négativement aux questions relatives à la perpétration du faux, la réponse à la question concernant l'usage des pièces fausses devient inutile. Arr. cass. 12 décembre 1834, B. n. 397,—DALL., 35-1-111.—Mais la même Cour a jugé le contraire, avec plus de raison, par arrêt du 7 mai 1851, B. n° 166,—DALL., 52-5-279.

Lorsqu'un huissier est prévenu d'avoir fabriqué de faux réquisitoires et d'en avoir fait usage, l'arrêt qui le condamne doit, à peine de nullité, non-seulement s'expliquer sur le fait de fabrication, mais en outre sur l'usage des pièces fausses, crime indépendant du premier, réprimé par l'art. 148 C. P. Arr. cass. 2 décembre 1853, B. n° 568.

Question.—Le fait de présenter sciemment un billet faux, soit à un tiers qui refuse de l'accepter en paiement ou en garantie, ou d'en compter le montant,—soit à un banquier qui refuse de l'escompter ou de le négocier,—constitue-t-il le crime d'usage de faux, ou seulement la tentative de ce crime, manifestée par un commencement d'exécution?

La Cour de Bourges a jugé, par arrêt du 21 octobre 1843, DALL., 45-4-276 et *Rép.*, v° *Faux*, n° 409, que la seule présentation du billet, même refusé, constitue non une simple tentative, mais le crime d'usage, *puisqu'il a fallu user de ce billet et s'en servir pour le présenter.*

Cette décision ne me semble pas juridique.

Le crime d'usage de faux, comme tout autre, se forme d'une intention coupable et d'un fait accompli, qui réalise cette intention : les actes qui conduisent à ce résultat, mais qui, par eux-mêmes, ne peuvent le produire, sont insuffisants pour compléter le crime par la réunion du fait et de l'intention.

Il ne suffirait donc pas que l'intention d'user ou de se servir d'un billet fût manifestée par un acte extérieur pour qu'il y eût usage, parce que cet acte peut être simplement préparatoire ou ne former qu'un commencement d'exécution.

Dans le sens du Code pénal, user ou se servir d'un billet faux, c'est, à mon avis, l'employer suivant sa destination, qui est de procurer un avantage au porteur de ce billet, aux risques d'un préjudice éventuel pour autrui.

Ainsi, exhiber ou présenter un billet, sans offre de transmission, mais seulement pour obtenir crédit ou confiance, et par ce moyen parvenir à arrêter une poursuite, à leurrer ou frustrer un créancier, ou à commettre une escroquerie, ce sera évidemment user ou se servir de ce billet : là il y aura usage efficace et complet, dans la simple exhibition ou présentation ; le faussaire par usage de faux aura atteint son but, obtenu l'avantage qu'il convoitait.

Dans un autre ordre de faits, je comprendrais encore que l'on vît un usage complet du faux suivant sa destination, et parce qu'il en a réellement été tiré parti avec plus ou moins de succès, dans l'action de celui qui aurait produit en justice un écrit faux, soit en demandant, soit en défendant, et quelle que fût l'issue du procès ; — ou dans la manœuvre de celui qui aurait envoyé à son adresse une fausse lettre missive diffamatoire, une fausse dénonciation calomnieuse, quel que fût le résultat de la diffamation ou de la calomnie, qui aurait pu ne pas atteindre le but du faussaire, en ne causant pas de préjudice même moral. *V.* un cas d'usage de faux par l'envoi de pièces fausses, Arr. Besançon, 6 décembre 1860, Dall., 61-2-13.

Mais, en général, et pour rentrer dans notre espèce, l'usage d'un billet ne consiste pas à le présenter ; il consiste *à le faire accepter*, car c'est par là que l'on s'en sert, qu'on l'utilise, que l'on en profite, ou que l'on en remplit l'objet : faire accepter comme vrai un billet faux, c'est l'intention coupable du faussaire par usage de faux, et c'est cet acte accompli, c'est-à-dire l'acceptation obtenue, qui réalise son intention.

Dès lors, remettre le billet faux à un commissionnaire, pour qu'il le fasse accepter ou escompter, si la commission n'est pas exécutée ; le faire présenter effectivement ou le présenter soi-même à l'acceptation et à l'escompte, ou en offrir la négociation ou la transmission comme d'une valeur véritable avec les conditions et avantages ordinaires, soit à un tiers, soit à un banquier, qui refuse de l'accepter ou de l'escompter, par défaut de confiance dans la solvabilité du signataire supposé ou par suspicion de fraude : c'est préparer l'usage du faux, c'est manifester l'intention coupable d'y parvenir, ce sera même le commencement d'exécution d'un projet criminel ; mais ce ne sera rien de plus.

L'intention coupable de faire accepter ou escompter un billet faux restera vaine, privée d'effet, inexécutée, à l'état de projet : le crime d'usage de faux n'aura donc pas été accompli, mais seulement une tentative punissable aura été commise.

On a vu *sup.*, n° 478, que, d'après la jurisprudence de la Cour de cassation, la tentative d'usage du faux est sujette à répression comme l'usage du faux. Or, si le fait que j'examine constitue un usage *complet* du faux, quand y aura-t-il *tentative* d'usage *manifestée par un commencement d'exécution?*

D'un autre côté, la tentative étant punie comme le crime même, quel intérêt y a-t-il, dans notre espèce, à qualifier le fait *crime*, au lieu de le qualifier *tentative?*

C'est l'inverse qui importerait, à supposer que la question de droit fût douteuse, et que l'on tînt à une incrimination unique, plutôt que d'articuler l'usage et subsidiairement la tentative.

En effet, si les jurés estiment que, dans le fait proposé, il y a un usage, et par conséquent plus qu'une simple tentative, au moins affirmeront-ils qu'il y a tentative, et la défense ne fera aucun effort pour soutenir que ce ne serait pas assez.

Au contraire, si le fait ne leur paraît être qu'une tentative, comme cela semble très-rationnel, et qu'on l'ait qualifié usage, ils devront répondre négativement. Ainsi, une accusation bien fondée échouera, si le président n'a eu la précaution de poser subsidiairement la question de tentative d'usage, manifestée par un commencement d'exécution, à laquelle on aurait dû s'arrêter tout d'abord et exclusivement.

Je livre toutes ces considérations à l'appréciation réfléchie des magistrats.

(3) Lorsque l'incrimination de faux et celle d'usage sont comprises dans une même poursuite, il suffit, quant à l'usage, pour en déterminer le caractère, de se référer à l'incrimination de faux ; mais cela est indispensable, comme il est absolument nécessaire de signaler le faux d'une manière précise dans la question d'usage poursuivi séparément.

En effet, il ne peut y avoir d'usage punissable que relativement à un faux sur lequel le jury a été appelé à s'expliquer. Arr. cass. 12 avril 1849, B. n° 77, — Dall., 49-5-196, 197. — *Théorie du C. P.*, t. II, p. 462, 463. — Dalloz, *Rép.*, v° *Faux*, n^os^ 415-417. — Hélie, t. IX, p. 99.

La Cour de cassation a jugé que la criminalité du faux est suffisamment établie par la déclaration du jury portant que l'accusé a fait *sciemment* usage d'une pièce fausse. Arr. cass. 2 juillet 1813, B. n° 143 ; — mais elle a jugé depuis que la chambre d'accusation qui se borne à qualifier le fait qui est l'objet de l'accusation d'*usage opéré sciemment de pièces fausses en écriture privée*, n'énonce pas suffisamment les faits matériels et constitutifs du faux ; qu'il est nécessaire d'énoncer la nature de la pièce incriminée. Arr. cass. 9 septembre 1819, B. n° 100.

Dans une accusation de faux, les questions posées au jury doivent le mettre à même de déclarer si le faux a été commis de l'une des manières indiquées par les art. 145, 146, 147 du Code pénal. — L'usage d'une pièce fausse ne peut donner lieu à l'application de l'art. 148 C. P., qu'autant qu'il a été reconnu et déclaré, contradictoirement avec celui à qui l'usage

est imputé, que la pièce avait le caractère de fausseté déterminé par la loi. Arr. cass. 12 avril 1849, B. n° 77, — DALL., 49-5-196, 197.

Au reste, lorsque deux questions sont posées, l'une sur la fabrication d'une pièce fausse ou sur la falsification d'une pièce originairement vraie, l'autre sur l'usage de la pièce fausse ou falsifiée, et que la première question, qui contient seule les éléments constitutifs du faux, a été résolue négativement, la résolution affirmative de la seconde question relative à l'usage, peut servir de base à une condamnation pénale, à raison de sa relation avec la première, quoique celle-ci ait été écartée. Arr. cass. 19 février 1857, B. n° 68, — DALL., 57-1-135. — HÉLIE, t. IX, p. 99.

Dans cette hypothèse, le jury a été mis à même de reconnaître l'existence du faux, et d'en apprécier le caractère ; la relation à la question de faux équivaut à la transcription dans la question d'usage ; et, puisque les deux crimes sont distincts et indépendants, il peut être décidé très-rationnellement, et sans contradiction, que l'une des questions doit être accueillie et l'autre rejetée. *V.* Arrêts confirmatifs de cette dernière opinion, à l'alinéa précédent.

Donc, en cas de poursuite pour usage en même temps que pour le faux, il suffit que l'incrimination d'usage se réfère à l'incrimination de faux, comme je l'énonçais au commencement de cette note.

(4) Il n'y a pas de crime si l'on n'a pas *connu* la fausseté de la pièce dont on a fait usage. C. P., art. 163. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n^os^ 418-421. — *Théorie du C. P.*, t. II, p. 463. — HÉLIE, t. IX, p. 99.

La circonstance que celui qui a fait usage d'une pièce fausse, savait qu'elle était fausse, est substantielle et doit être constatée. Arr. cass. 6 juin 1834, B. n° 193. — 27 février 1845, B. n° 69, — DALL., 45-4-124.

Cette circonstance de la connaissance du faux existe dès que l'inculpé a su que la pièce était fausse ; il n'est pas nécessaire qu'il connaisse l'auteur et les circonstances du faux. RAUTER, *Droit crim.*, t. II, p. 456.

Il n'est pas nécessaire d'exprimer que l'usage a été fait *frauduleusement ;* la fraude résulte virtuellement du fait de s'être servi d'une pièce que l'on savait être fausse ou falsifiée : il suffit de dire qu'il a été fait *sciemment* usage d'une pièce fausse, ou qu'il a été fait usage d'une pièce déterminée *sachant qu'elle était fausse.*

Mais il faut exprimer que l'usage a été fait sciemment ou avec connaissance de la fausseté de la pièce : ces deux formules remplissent le vœu de la loi. Arr. cass. 17 décembre 1812, DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 422.

(5) La loi n'a pas défini ce qui constitue l'usage. *V.* DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n^os^ 411-413, 422. — *Théor. du C. P.*, t. II, p. 464.

Le crime existe par le fait de l'usage d'une pièce fausse, quel que soit l'emploi auquel l'accusé l'a appliqué ; d'où il résulte qu'un arrêt d'accusation ne doit pas nécessairement spécifier en quoi consiste cet usage. Arr. cass. 10 juillet 1828, DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 412.

Aucune disposition de la loi n'oblige un président d'assises à spécifier

les circonstances qui sont de nature à constituer l'usage des pièces fausses. Arr. cass. 3 mars 1853, B. 73, — DALL., 53-5-230. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 44. — HÉLIE, t. IX, p. 99.

Mais on peut spécifier en quoi a consisté l'usage : ainsi, la question posée d'avoir fait usage d'une pièce fausse, *en la produisant en justice*, ne comprend que les circonstances élémentaires du crime d'usage, et peut être résolue par une seule réponse affirmative. Arr. cass. 6 avril 1838, DALL., 40-1-369.

La soumission d'un acte sur lequel a été apposée une date fausse, par un notaire à la formalité de l'enregistrement, et la délivrance d'expédition à l'une des parties, constituent l'usage d'une pièce fausse. Arr. cass. 26 août 1853, B. n° 435, — DALL., 53-1-233.

(6) *V.* les notes qui précèdent, et qui s'appliquent également aux deux formules. Il faut tenir compte de la note 3 tout spécialement.

Je ne saurais trop insister pour rappeler que si l'usage du faux est seul l'objet de la poursuite, il est essentiel et absolument nécessaire que l'incrimination contienne, *dans un seul contexte*, d'abord l'énonciation complète du faux, quel qu'il soit, par l'exposé du fait qui le constitue et le caractérise, comme si les jurés avaient à prononcer sur le faux lui-même exclusivement, — et ensuite l'énonciation de l'usage de la pièce fausse fait sciemment, ou de l'usage de la pièce spécifiée, analysée ou transcrite, fait sachant qu'elle était fausse.

679. Faux dans les passe-ports, les feuilles de route et les certificats.

1° Passe-ports.

... d'avoir, à ..., le ..., en sa qualité de..., délivré à N..., un passe-port sous le nom supposé de X...., quoiqu'il fût instruit de la supposition du nom [1] (C. P., art. 155 § 2, 164).

2° Feuilles de route [2]. — Fabrication ou falsification sans le concours des officiers publics.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, frauduleusement fabriqué ou fait fabriquer une feuille de route paraissant lui avoir été délivrée, — *ou* paraissant avoir été délivrée sous le nom de Z... [3], — avec la qualité *ou* le grade de .., [4], par tel officier public, dont la signature a été contrefaite, à ..., le ..., à l'effet de suivre tel itinéraire ..., *ou* de se rendre de tel

endroit en tel endroit, et de recevoir tels frais de route...; au moyen de laquelle feuille de route fausse, le prévenu s'est fait payer (*ou* il a été payé au porteur) par des *ou* tels agents du Trésor impérial *ou* du Trésor public [5], des frais de route qui ne lui étaient pas dus, s'élevant à une somme moindre de cent francs, *ou* s'élevant à cent francs ou au delà, — *ou* des frais de route excédant de moins de cent francs *ou* de cent francs ou au delà ceux auxquels il pouvait avoir droit [6].

Ou... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, frauduleusement falsifié ou fait falsifier une feuille de route délivrée à..., le..., par tel officier public, à X..., en sa qualité de ..., *ou* à raison de son grade de ..., à l'effet de suivre tel itinéraire, *ou* de se rendre de tel lieu en tel lieu, et de recevoir tels frais de route; falsification qui a été opérée en altérant, supprimant, ajoutant, substituant tels noms, qualité, grade, mots, lettres, ou chiffres ...; et au moyen de laquelle feuille de route falsifiée le prévenu s'est fait payer *ou* il a été payé... (*le reste comme dans formule qui précède*) (C. P., 156, 164).

3° Feuille de route obtenue sous un nom supposé ou avec une qualité usurpée.

... d'avoir, à ..., le ..., frauduleusement fait délivrer à lui-même, — *ou* à N... [7], — sous le nom supposé de X..., avec la fausse qualité *ou* le grade usurpé de ... [8], par tel officier public, une feuille de route à l'effet de suivre tel itinéraire *ou* de se rendre de tel lieu en tel lieu, et de recevoir tels frais de route...; au moyen de laquelle feuille de route ainsi surprise *ou* fausse, il a été payé au prévenu ..., *ou* à N..., *ou* à un tiers, par des *ou* tels agents du Trésor ... (*le reste comme dans la formule n° 2 ci-dessus*) (C. P., 155, 157, 164).

4° Usage d'une feuille de route fausse ou falsifiée, — ou surprise.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, fait usage [9] d'une feuille de route qu'il savait être fausse, et qui paraissait lui avoir été délivrée avec la qualité *ou* le grade de ..., à ... le ..., par tel officier public, pour se rendre de ..., à ..., avec tels

frais de route ..., — *ou* d'une feuille de route délivrée à X... *ou* à un tiers inconnu, avec la qualité *ou* le grade de ..., à ..., le..., par tel officier public, pour aller de... à..., avec tels frais de route..., laquelle feuille de route il savait avoir été falsifiée de telle façon ..., — *ou* d'une feuille de route qu'il savait avoir été délivrée par tel officier public, à..., le..., sous le nom supposé de..., avec la fausse mention de la qualité *ou* du grade de..., pour aller de... à ..., avec tels frais de route...,

1° En présentant comme véritable cette feuille de route fausse, *ou* falsifiée, *ou* surprise, aux agents de l'autorité publique, pour tromper leur surveillance [10];

2° En présentant comme véritable cette feuille de route fausse, *ou* surprise à des *ou* tels agents du Trésor impérial *ou* du Trésor public, par lesquels il s'est fait payer *ou* il a été payé ... (*le reste comme dans la formule n° 2 ci-dessus*) (C. P., 156, 164, *ou* 156, 157, 164).

5° Délivrance d'une feuille de route sous un nom supposé, faite sciemment par un officier public.

... d'avoir, à ..., le ..., pendant qu'il remplissait les fonctions de ..., et à ce titre [11], frauduleusement délivré à X..., sous le nom supposé de N..., avec la fausse mention de la qualité *ou* du grade de ..., sachant que ce nom et cette qualité *ou* ce grade étaient supposés, une feuille de route pour se rendre de tel endroit en tel endroit, et recevoir tels frais de route ...; laquelle feuille de route frauduleusement délivrée *ou* fausse,

1° Avait pour objet de tromper la surveillance de l'autorité publique [12];

2° A eu pour résultat de faire payer par les *ou* tels agents du Trésor impérial au porteur de cette feuille des frais de route qui ne lui étaient pas dus ... (*le reste comme dans la formule n° 2 ci-dessus*) (C. P., 156, 158, 164).

6° Certificats de médecins, chirurgiens ou officiers de santé.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, en sa qualité de médecin, — chirurgien, — ou officier de santé [13], pour favori

ser N...[14], attesté faussement que ledit N... était atteint d'une *ou* de telle maladie ..., d'une *ou* de telle infirmité, propre à le dispenser de tel service public, *ou* le rendant impropre à tel service public[15] (C. P., 160 § 1),

Avec cette circonstance qu'il a été mû par dons ou promesses à délivrer ce faux certificat[16] (C. P., 160 § 2, 164).

7° Faux certificat obtenu par corruption dans le cas précédent.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, par dons ou promesses, fait délivrer en sa faveur (*ou* en faveur de X...) par N..., médecin, — chirurgien, — ou officier de santé, demeurant à ..., un certificat attestant faussement que lui prévenu (*ou* que X...) était atteint d'une *ou* de telle maladie ..., d'infirmités *ou* de telles infirmités, propres à le dispenser de tel service public, *ou* le rendant impropre à tel service public[17] (C. P., 169 § 2, 164).

8° Faux certificats préjudiciables au Trésor impérial ou aux tiers.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit (en sa qualité de..., s'il s'agit d'un fonctionnaire ou officier public, C. P. 145, 146, *ou* sous le nom et avec la fausse signature de tel fonctionnaire ou officier public, le cas échéant, C. P., 247) frauduleusement fabriqué ou fait fabriquer un certificat attestant faussement telle chose *ou* tel fait, d'où il est résulté *ou* il pouvait résulter une lésion envers telle personne *ou* envers des tiers, *ou* un préjudice envers le Trésor impérial[18] (C. P., 145, 146, — 162, 164).

9° Usage des faux certificats spécifiés n^os^ 6, 7, 8, ci-dessus.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, fait sciemment usage du faux certificat spécifié ci-dessus (*si la poursuite comprend la fabrication et l'usage*) — *ou* d'un certificat paraissant délivré à ..., le ..., par N..., en sa qualité de ..., attestant faussement telle chose *ou* tels faits ..., et d'où il pouvait résulter un

préjudice d'intérêt public, — *ou* une lésion envers telle personne *ou* envers des tiers, — *ou* un préjudice envers le Trésor impérial (*selon l'espèce*, et en *qualifiant le faux d'après l'une des formules* 6, 7 *ou* 8 *ci-dessus*) [19] (C. P., 148 *ou* 161, 162, 164).

Observation générale. — L'art. 281 du Cod. pén. fait de la condition des vagabonds et mendiants une circonstance aggravante, qui les soumet au *maximum* de la peine, lorsqu'ils sont trouvés porteurs de faux passe-ports, de fausses feuilles de route, ou de faux certificats. Cette circonstance devrait donc être relevée à l'occasion et être articulée comme à propos de coups et blessures volontaires. V. *sup.* n° 664, p. 294, et les notes 13, 14, p. 301.

(1) Lorsque de simples particuliers fabriquent un faux *passe-port* ou altèrent un passe-port véritable, et lorsqu'ils font usage d'un passe-port faux ou falsifié, ils ne commettent qu'un délit, aux termes des art. 153 et 154 du C. P., et 281 relativement aux mendiants et vagabonds. Il en est de même pour les fonctionnaires qui délivrent un passe-port portant un faux nom ou une fausse qualité, par simple négligence, pour ne s'être pas assurés du nom et de la qualité de l'impétrant, qu'ils ne connaissaient pas personnellement, C.P., art. 155, § 1. Je n'avais pas à donner des formules pour ces hypothèses, à raison desquelles je n'ai pas non plus à fournir des explications : je me borne à renvoyer, en ce qui concerne ces délits, à DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n°s 354 et suiv., et à la *Théorie du C. P.*, t. II, p. 474 et suiv.

Mais le § 2 de l'art. 155 C. P. frappe d'une peine criminelle le fonctionnaire qui a *sciemment*, et en conséquence *frauduleusement*, délivré un passe-port sous un *nom supposé*, parce qu'il y a dans ce cas abus de fonctions et prévarication.

Toutefois, pour qu'il y ait crime, il ne suffirait pas de la supposition du *nom* : cette distinction ressort du texte du § 2 comparé avec celui du § 1 de l'art. 155, et les auteurs n'ont pas manqué d'en faire la remarque. *V.* DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 370. — *Théorie du C. P.*, t. II, p. 484.

L'art. 155 C. P. est inapplicable au fait du maire ou de l'adjoint qui donne seulement un avis favorable pour l'obtention d'un passe-port. Arr. cass. 13 octobre 1853, B. n° 511, — DALL., 53-5-342.

Mais, si le maire avait faussement attesté l'individualité de l'impétrant, il se serait rendu complice du faux commis par cet impétrant dans ses déclarations faites devant l'officier public et consignées dans le faux passeport, — ou coupable d'avoir délivré un faux certificat, fait qui pourrait, jusqu'à un certain point, être considéré comme un faux en écriture publique. V. *Inf.* note 18.

(2) Les *feuilles de route* sont plus particulièrement les passe-ports des militaires et des employés aux armées ; elles servent aussi à constater les frais de route qui leur sont dus.

La fabrication, la falsification d'une feuille de route, ou l'usage fait sciemment d'une feuille de route fausse ou falsifiée, constituent un *délit*, lorsque la feuille de route n'a eu pour objet que de tromper la surveillance de l'autorité publique, art. 156 §§ 1 et 2, C. P. (art. 281 C. P., à l'égard des mendiants et vagabonds), et un *crime*, même dans ce cas, à l'égard du fonctionnaire compétent qui aurait sciemment délivré une feuille de route sous un *nom supposé* ; l'analogie avec le régime pénal des passe-ports est manifeste : mêmes motifs, même répression. Ici les circonstances constitutives sont : l'altération de la vérité, l'intention frauduleuse, et un *préjudice possible* pour l'ordre public. CARNOT, *Comm. C. P.*, t. I, p. 420, 421. — *Théorie du C. P.*, t. II, p. 486.

La fabrication, la falsification, l'obtention, la délivrance, ou l'usage d'une feuille de route sous un nom supposé, constituent un *crime* à l'encontre de toutes personnes, lorsqu'il en *est résulté* un préjudice pour le Trésor impérial, dont les agents ont payé des sommes qui n'étaient pas dues, ou excédant celles qui étaient dues, la gravité de la peine étant proportionnée à l'importance, mesurée par la loi, des sommes illégitimement perçues, C. P., art. 156, 157, avec une aggravation de sévérité envers les fonctionnaires prévaricateurs, C. P., art. 158. — Ici les éléments constitutifs sont : l'altération de la vérité, l'intention frauduleuse, le *dommage réalisé*. CARNOT, *l. c.* — *Théorie du C. P.*, t. II, p. 287.

Le faux prévu par les deux derniers §§ de l'art. 156 C. P. diffère du faux ordinaire en ce que la *possibilité* du préjudice ne suffit pas pour constituer le crime; il faut que le préjudice soit *réel*, et qu'il y ait eu perception de sommes qui n'étaient pas dues ; ou que du moins il y ait eu tentative de percevoir, accompagnée des circonstances déterminées par l'art. 2 du Code pénal. Arr. cass. 8 novembre 1816, B. n° 80. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 374.—*Théor. du C. P.*, t. II, p. 487.

Lorsque le faux a eu pour objet de tromper la surveillance de l'autorité, il est punissable indépendamment de l'usage : le *fabricateur* ou le *falsificateur* d'une feuille de route pourrait donc être poursuivi, sous ce rapport, sans que l'on fût tenu de justifier qu'il s'est servi de cette pièce. — Toutefois, le *porteur* qui n'aurait pas fait usage d'une feuille de route fausse ou falsifiée, qu'il n'aurait ni fabriquée ni falsifiée, ne serait passible d'aucune peine, la loi réprimant l'*usage*, non la simple *possession* d'une feuille de route fausse ou falsifiée, envers un simple porteur, étranger à la perpétration du faux. CARNOT, *Comm. C. P.*, t. I, p. 421. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 373.—V. néanmoins C. P., art. 281.

Au contraire, lorsqu'il s'agit de frauder le Trésor public, en lui faisant payer ce qu'il ne doit pas ou plus qu'il ne doit, il faut que ce résultat ait été obtenu ou tenté, pour qu'une peine soit encourue, soit par le fabricateur ou falsificateur, soit par un autre. Arr. cass. 8 décembre 1816, DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 374. Mais, le résultat ayant été obtenu ou

tenté, il y aurait lieu de punir l'auteur de la fabrication, de la falsification ou de l'usage. Si l'auteur du faux ne s'en est pas servi lui-même, il n'en est pas moins responsable du préjudice qui en pouvait résulter, pour avoir fourni les moyens de le produire ou de tenter de le réaliser. CARNOT, t. I, p. 420.

Le porteur d'une feuille de route *véritable*, régulièrement délivrée sous un nom autre que le sien, qui ne se serait pas servi de cette feuille, n'encourrait aucune peine. Mais, s'il s'était servi de cette pièce, pour se faire payer indûment des frais de route, il serait coupable d'escroquerie. CARNOT, t. I, p. 421.—DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 373. — *Théor. du C. P.*, t. II, p. 490.

La falsification des mandats délivrés par les intendants ou sous-intendants militaires aux sous-officiers ou soldats voyageant isolément, constitue, comme la falsification des feuilles de route, auxquelles ils se lient et se rapportent, le crime de faux prévu par l'art. 156 du Code pénal. Arr. cass. 9 août 1832, DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 375. — *Théor. du C. P.*, t. II, p. 488.

Le condamné libéré placé sous la surveillance de la haute police, qui, dans le but de cacher sa véritable situation, enlève de la feuille de route qui lui a été délivrée par l'autorité supérieure, la partie du papier sur laquelle était inscrit le signe servant à indiquer l'espèce de condamnation qu'il a subie (la lettre C., ou R., ou T.), se rend coupable de la falsification spécifiée par l'art. 156 du Code pénal. Arr. cass. 15 décembre 1849, B. n° 344,—DALL., 50-5-232.

Il peut arriver que le faux commis dans une feuille de route ait tout à la fois pour *objet* de tromper la surveillance de l'autorité, et pour *résultat* de voler le Trésor public ; il se rencontre alors un *délit* connexe à un *crime*. — Suivant les circonstances, on peut renvoyer la connaissance du délit à la juridiction correctionnelle, et c'est souvent le plus sûr et le plus prudent : l'on peut aussi joindre les deux inculpations dans l'ordonnance de transmission, en deux chefs distincts, ou en divisant l'incrimination par n^os^ d'ordre, parce qu'il faudra deux réponses du jury, et pour ne pas encourir le reproche de complexité. (V. *les formules n^os^ 4 et 5 ci-dessus.*)

(3) Que le faussaire ait fabriqué ou falsifié une feuille de route en y établissant son propre nom ou celui d'un autre, la conséquence est la même, quel que soit celui qui profite du faux ou qui s'en serve.

(4) Une feuille de route peut être fausse ou falsifiée, soit par supposition ou substitution de *nom* (ce qui, à mon avis, comprend le *nom* et le *prénom*, quoique M. CARNOT, t. I, p. 423, pense le contraire, en se fondant sur ce que la loi ne parle que du *nom*), soit par supposition ou substitution de qualité, titre ou grade. Il semble que la qualité ou le titre ajoutés au nom (aussi bien que le prénom) fassent partie intégrante de la fausse désignation de l'individu, complètent sa personnification et contri-

buent, comme le nom et le prénom, à dissimuler son individualité ou sa situation, à tromper la surveillance de l'autorité publique, ou à faire payer par le Trésor ce qu'il ne doit pas.

A la vérité, les art. 156, 157, 158 C. P. ne parlent que de nom supposé et non pas de qualités usurpées, comme s'en explique l'art. 155. Mais cette difficulté, dont les auteurs tiennent compte dans une hypothèse, ne les arrête pas dans l'autre, ce qui me paraît assez contradictoire, car il y a dans tous les cas un intérêt d'ordre public à la répression de la fraude.

Quoi qu'il en soit, d'après les auteurs, il n'y a que la supposition, la substitution ou la falsification du nom (j'ajoute *ou du prénom*, qui fait évidemment partie de la désignation nominative d'une personne, ou de son nom) qui puissent constituer le délit, quand le faux n'a eu pour objet que de tromper la surveillance de l'autorité publique : sous ce rapport, les fausses mentions de *qualités, titres* ou *grades* sont sans importance et sans conséquence au point de vue pénal ; en sorte que, si le nom est véritable, la qualité peut être impunément usurpée ou falsifiée. Au contraire, quand le faux a eu pour résultat de faire payer par le Trésor public ce qu'il ne doit pas, ou au delà de ce qu'il doit, la *qualité*, le *titre* ou le *grade* sont, aussi bien que le nom (j'ajoute *ou que le prénom*), considérés comme éléments du crime, s'ils sont faux ou falsifiés. Il y a donc faux punissable, si un particulier s'est fait passer pour un militaire, un soldat pour un sous-officier, un sous-officier pour un officier, un lieutenant pour un capitaine, etc., puisque c'est la qualité ou le grade qui donne droit aux frais de route ou qui en détermine la quotité. CARNOT, t. I, p. 420-423.—DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 377.—*Théor. du C. P.*, t. II, p. 489.

Ce principe a été consacré à propos d'un militaire qui avait pris faussement la qualité de capitaine, avait reçu les indemnités de ce grade et avait signé comme officier. Arr. cass. 21 avril 1808, B. n° 82.

Il n'y a aucun inconvénient et il peut y avoir utilité à mentionner toujours dans l'incrimination, la qualité ou le grade attribués à celui dont le nom est inscrit dans la feuille de route arguée de faux. J'estime que cela est même nécessaire pour l'appréciation du fait au point de vue de sa moralité ou de sa criminalité.

(5) J'ai dû établir cette alternative, dont l'une ou l'autre proposition sera conservée de préférence selon l'espèce, parce que le faussaire est également punissable, soit qu'il ait reçu lui-même les frais de route qui n'étaient pas dus ou qui étaient excessifs, soit que la feuille de route fausse ou falsifiée ait été remise à un tiers, qui a indûment touché les frais de route au préjudice du Trésor, et qui serait coupable d'usage de faux, s'il avait agi sciemment.

Les agents du Trésor chargés de payer les frais de route sont indiqués dans les feuilles de route ou dans les mandats de paiement : ce sont les payeurs de département, et, à leur défaut, les receveurs d'arrondissement (ou receveurs particuliers) et les receveurs communaux. Ord. roy. du 20 décembre 1837, art. 36.

(6) Si l'on connaissait exactement les sommes indûment perçues, soit parce qu'il n'était rien dû, soit comparativement avec ce qui était dû, on pourrait les établir, ce qui simplifierait l'articulation; mais cette précision n'est pas exigée, et elle pourrait avoir de l'inconvénient, s'il venait à être démontré que le chiffre posé dans l'incrimination ne serait pas exact. Il semble donc préférable de s'en tenir aux termes de la loi, en imputant, selon l'espèce, soit d'avoir reçu une somme au-dessous de cent francs, ou de cent francs ou au delà, qui n'était pas due, soit d'avoir reçu une somme au-dessous de cent francs, ou de cent francs ou au delà, excédant celle à laquelle le faussaire pouvait avoir droit. Il faut nécessairement énoncer l'une ou l'autre de ces quotités, parce que la peine varie suivant l'élévation de la somme indûment perçue, et s'aggrave en raison de l'importance du dommage que l'auteur du faux ou de l'usage du faux a causé ou tenté de causer.

Au surplus, il est évident que dans le cas où le faussaire aurait reçu au delà de la somme à laquelle il aurait eu droit, il ne faudrait tenir compte dans l'incrimination que de cet *excédant*, puisque c'est de là que résulte le préjudice, d'après lequel la peine sera mesurée.

(7) L'art. 157 C. P. assimile à la fabrication ou à la falsification, le fait d'avoir surpris à un officier public de bonne foi, ou d'avoir obtenu d'un officier public, par connivence, une feuille de route *avec un nom supposé*—ou (d'après ce qui est expliqué ci-dessus, note 4), avec une *qualité*, un *titre* ou un *grade supposés*.

Celui qui se serait fait délivrer la feuille de route pour lui-même, sous un nom supposé, serait l'auteur principal et unique du faux, si l'officier public était de bonne foi; il serait co-auteur, si l'officier public avait agi sciemment et de connivence, sans être cependant assujetti à l'aggravation de peine encourue par l'officier public, les art. 157 et 158 prononçant des peines distinctes, et n'établissant point de différence à l'encontre du faussaire qui a sollicité la feuille de route, entre le cas où l'officier public aurait connivé et celui où cet officier aurait été trompé. V. *inf.* note 11.

Celui qui aurait frauduleusement fait délivrer la feuille de route à un tiers, sous un nom supposé, pourrait être considéré soit comme co-auteur du faux, soit comme complice par aide et assistance du tiers qui aurait commis le faux seul, ou du tiers et de l'officier public ayant agi sciemment ou de connivence : par conséquent, il serait responsable du faux, dans la même mesure que le tiers, c'est-à-dire d'une manière absolue, s'il ne s'agissait que de tromper la surveillance de l'autorité publique, d'une manière relative, et seulement en cas de préjudice causé au Trésor, si le faux n'avait eu que ce but ou cet objet, tandis que l'officier public prévaricateur serait punissable dans tous les cas et serait passible de peines plus rigoureuses. V. *sup.* note 2,—*Inf.* notes 11, 12.

(8) V. *sup.* note 4.

(9) Que l'on ait fabriqué ou falsifié une feuille de route en son nom ou au nom d'un tiers, le caractère du faux reste le même ; que l'on fasse usage d'une feuille de route fausse ou falsifiée, ou d'une feuille de route frauduleusement obtenue, la culpabilité est la même, pourvu que, dans tous les cas, on ait su que la feuille de route n'était pas véritable. C. P., art. 163.—CARNOT, t. I, p. 422.—*Sup.* n° 670, note 4.

Si l'auteur de l'usage était poursuivi en même temps que l'auteur de la fabrication, de la falsification, de l'obtention ou de la délivrance illégitime de la feuille de route (faits qui peuvent être à la charge d'un seul individu ou de plusieurs), on pourrait, dans l'incrimination de l'usage, s'en référer, pour la désignation spécifiée de la feuille de route, à l'incrimination pour la fabrication, la falsification, l'obtention ou la délivrance frauduleuse. V. *sup.* n° 678, note 3.

(10) Dans cette formule, je suppose l'existence d'un délit, énoncé sous le n° 1, connexe à un crime, qui fait l'objet du n° 2. On peut exposer ainsi l'articulation divisée, pour abréger les écritures, au lieu d'articuler complétement, d'abord le délit, et ensuite le crime.

Il va de soi qu'il faudrait supprimer le n° 1, si la poursuite n'avait pour objet que le crime.

(11) D'après les art. 14 et 26 de l'ordonnance royale du 20 décembre 1837, qui régit cette matière, les feuilles de route sont délivrées et les mandats sont ordonnancés par les sous-intendants militaires ou leurs suppléants, qui sont, suivant les circonstances, les conseillers de préfecture délégués par les préfets,—les sous-préfets, — les commandants ou majors de place, dans les places de guerre. Les maires délivrent des feuilles provisoires, pour se rendre de leur commune auprès du sous-intendant militaire ou de son suppléant le plus voisin, qui contrôle cette feuille provisoire, et qui délivre la feuille définitive.

On estime que l'officier public n'est passible des peines édictées par l'art. 158 C. P., pour avoir délivré sciemment une feuille de route sous un nom supposé, qu'autant qu'il était *compétent*, c'est-à-dire qu'il avait autorité et mission pour délivrer la feuille de route : car s'il était incompétent, cet acte, nul en soi, ne peut causer un préjudice. CARNOT, t. I, p. 422, 423.—DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 378.—*Théor. du C. P.*, t. II, p. 490.

Si l'officier public n'était pas compétent et avait agi sciemment, je pense qu'il serait néanmoins punissable comme fabricateur d'une fausse feuille de route, non plus en vertu de l'art. 158 C. P., mais en vertu de l'art. 156 : soit que le faux n'eût pour objet que de tromper la surveillance de l'autorité publique ; soit qu'il eût produit le résultat de faire payer par les agents du Trésor des sommes qu'il ne devait pas, pour le cas où un paiement aurait été fait par erreur, malgré l'incompétence de l'officier public qui aurait délivré la feuille de route; soit même que ce résultat eût été seulement tenté. V. *sup.* note 2.

Du reste, la complicité de l'officier public, assujetti à une peine plus forte, à raison de sa qualité, n'aggrave pas la position de celui qui s'est fait délivrer la feuille de route, ou qui en a fait usage. CARNOT, t. I, p. 423. — *Théor. du C. P.*, t. II, p. 491. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 378.

(12) A l'égard de l'officier public (compétent) quand même la feuille de route n'aurait pour objet que de tromper la surveillance de l'autorité publique, il y aurait *crime*, puisque la peine serait celle du bannissement, art. 158 C. P.

Cette formule ne suppose donc pas, comme la précédente, un délit connexe à un crime, mais deux crimes distincts, dont le second est plus sévèrement puni que le premier.

(13) L'art. 159 C. P. punit de *peines correctionnelles* toute personne qui fabrique un faux certificat de maladie ou d'infirmité sous le nom d'un médecin, chirurgien ou officier de santé, pour affranchir ou rédimer elle-même ou autrui d'un service public quelconque. Je n'ai pas à formuler l'imputation de ce fait, non plus que celle de la fabrication, ou de l'usage des faux certificats énoncés en l'art. 161 C. P., et qui emportent également des peines correctionnelles.

L'art. 160 § 1 C. P. punit aussi correctionnellement l'homme de l'art qui aura délivré un faux certificat de maladie ou d'infirmité, pour dispenser d'un service public ; le § 2 de l'article cité ajoute une circonstance aggravante qui pourrait faire prononcer le bannissement, peine afflictive et infamante : c'est pour cela que je donne une formule au sujet d'un tel certificat.

La qualité de médecin, chirurgien ou officier de santé, est un élément constitutif à consigner dans l'incrimination. *Théor. du C. P.*, t. II, p. 493 et suiv.

Sous la dénomination d'officier de santé il faudrait comprendre les pharmaciens, selon M. CARNOT, t. I, p. 425. D'après cet auteur, les pharmaciens seraient assimilés *par la loi* aux officiers de santé. Mais par quelle loi? Ce n'est point par l'art. 160 C. P., qui ne parle pas des pharmaciens ; — ce n'est pas par l'art. 317, qui distingue formellement les pharmaciens des officiers de santé ; — ce n'est pas non plus par les lois des 29 germinal an XI et 29 pluviôse an XIII, sur la police de la pharmacie. Il me semble, au contraire, que les pharmaciens qui ne sont point pourvus d'un diplôme de médecin, de chirurgien ou d'officier de santé, en même temps que du diplôme de pharmacien (comme cela se rencontre quelquefois), ne peuvent, à raison de leur *seul* titre de pharmacien, être assimilés aux officiers de santé, parce qu'ils n'exercent pas l'art de guérir, et n'ont à délivrer aucune consultation médicale. Un certificat de pharmacien ne peut avoir aucun effet pour constater des maladies ou des infirmités, et ne serait

point pris en considération ; dès lors, il n'en peut résulter une action criminelle.

(14) Pour *favoriser* quelqu'un, est encore un élément constitutif du fait délictueux prévu par l'art. 160 du Code pénal. *Théorie du C. P., l. c.*

(15) Un troisième élément constitutif, c'est que le faux certificat ait eu pour objet de dispenser d'un service public : autrement, il ne rentre pas dans les dispositions de l'art. 160 C. P. ; mais il peut alors constituer un faux caractérisé, s'il est constaté qu'il était de nature à préjudicier à des tiers. Arr. cass. 8 septembre 1826, B. p. 486,—DALL., 27-1-18.—*Théorie du C. P., l. c.* — DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n°s 169, 387. — *Sup.* n° 674, note 24.

(16) Cette circonstance est aggravante et doit être posée à part.

Mais un médecin ou un officier de santé ne devrait pas être considéré comme ayant été mû par dons ou promesses, par cela seul qu'il aurait reçu un salaire, si la modicité de ce salaire laissait subsister la présomption que le médecin a plutôt obéi à une coupable complaisance qu'à une basse cupidité. CARNOT, t. I, p. 427.—*Théor. du C. P.*, t. II, p. 497. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 388.

Il a été jugé que l'officier de santé qui délivre à des conscrits des certificats propres à les faire exempter du service militaire et constatant des maladies dont ils n'étaient pas atteints, devient passible de la peine du bannissement, lorsqu'il est établi qu'il a reçu de chacun d'eux une somme de *quarante francs*, avec promesse d'une somme plus forte, en cas de succès de leurs réclamations. Arr. cass. 6 juin 1834, B. n° 214,—DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 388.

Remarquez que l'art. 164 C. P., qui n'est point général comme l'art. 163, n'est applicable au cas de faux certificats qu'autant que leur fabrication, leur délivrance ou leur usage, constitue un *crime* et non pas un simple *délit*. *Théor. du C. P.*, t. II, p. 517.

(17) La disposition finale de l'art. 160 C. P. n'atteint le corrupteur qu'au cas où ses dons et promesses ont été agréés. Dans ce cas, il y aurait tentative punissable, quand bien même le faux certificat convenu n'aurait pas été délivré, à raison de circonstances fortuites. L'art. 160 ne contient point les distinctions et restrictions que renferme le § 2 de l'art. 179. CARNOT, *l. c.* — *Théor. du C. P.*, t. II, p. 498.—DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 389.

(18) L'art. 162 C. P. s'applique aux certificats autres que ceux prévus par les art. 159, 160, 161.

Il peut arriver cependant que des certificats qui paraissent compris dans la nomenclature de l'art. 161, tombent sous l'application des peines prononcées par l'art. 162.

La Cour de cassation, dans un arrêt du 15 décembre 1836, DALL., 37-1-484, a posé les distinctions suivantes : « Attendu que les certificats auxquels se rapporte l'art. 161, ne sont autres que les recommandations purement officieuses, délivrées spontanément à la personne y désignée par le fonctionnaire ou officier public qui les a revêtus de sa signature, et dans l'unique but d'appeler sur cette personne, soit de la part du Gouvernement, soit de la part des particuliers, des témoignages également spontanés d'intérêt ou de binveillance ; mais que lorsque le certificat argué de faux présente le caractère d'un acte émané de fonctionnaires, *procédant en vertu d'un mandat de la loi, exerçant un droit ou accomplissant une obligation inhérente à leur qualité*, et que la production de cette pièce est la *condition légale* de l'admission de celui qui est appelé à s'en prévaloir *à un service public*, la nature officielle d'un tel acte, la garantie d'ordre général attachée à sa délivrance, la gravité des conséquences de la fraude apportée dans sa confection, font rentrer le fait dans les dispositions des art. 147, 148 C. P., qui régissent le faux en écriture authentique et publique. » — *V.* pour application de ces principes, CARNOT, t. I, p. 430.— *Théor. du C. P.*, t. II, p. 502 et suiv., 510 et suiv. — DUCHESNE, *Table Arr. cass.*, v° *Faux*, n^os^ 425 et suiv.—Gilbert sur les art. 161, 162 C. P.

La circonstance que le faussaire aurait, sur le faux certificat, apposé un faux timbre de l'autorité, ne changerait pas la nature du fait, qui resterait toujours la fabrication d'un faux certificat, dont le faux timbre n'est que l'accessoire ; et si ce certificat ne pouvait produire aucun préjudice, il n'y aurait lieu qu'à l'application de peines correctionnelles. Arr. cass. 25 janvier 1828, DALL., 28-1-106. — *Théor. du C. P.*, t. II, p. 513.

En cas de falsification, il est indifférent que l'altération soit commise sur l'original du certificat ou sur sa traduction. Arr. cité du 25 janvier 1828. — *Théor. du C. P.*, t. II, p. 514. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 404.

Les irrégularités dont un certificat faux serait entaché, n'empêcheraient pas la punition de l'altération dont il aurait été l'objet, si ces irrégularités n'emportent pas la nullité de l'acte, et n'en paralysent pas complétement l'effet. *Théorie du C. P.*, *l. c.* — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 405.

(19) *V.* les notes du n° 673.

680. Faux par contrefaçon du sceau de l'État, — des effets du Trésor ou des banques autorisées par la loi, — et usage, ou introduction en France.

1° Contrefaçon du sceau de l'État.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, frauduleusement contrefait ou fait contrefaire le sceau de l'État [1] (C. P., art. 139 § 1, 164).

2° Usage.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, fait sciemment usage du sceau de l'Etat contrefait, — *ou* fait usage du sceau de l'État contrefait, sachant que ce sceau était contrefait [2] (C. P., 139 § 1, 164).

3° Contrefaçon des effets du Trésor ou des banques autorisées par la loi.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, frauduleusement contrefait ou fait contrefaire, — *ou* falsifié ou fait falsifier de telle façon..., — tel effet du Trésor, émis avec son timbre [3], — *ou* tel effet ..., tel billet, de telle banque autorisée par la loi [4] (C. P., 139 § 2, 164).

4° Usage.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, fait usage de tel faux effet du Trésor, émis avec son timbre, — *ou* de tel faux effet *ou* billet de telle banque autorisée par la loi, — sachant que cet effet *ou* ce billet était contrefait *ou* falsifié [5] (C. P., 139 § 1, 164).

5° Introduction en France.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, frauduleusement introduit dans l'enceinte du territoire français un *ou* tel faux effet du Trésor, émis avec son timbre, — *ou* tel effet du Trésor émis avec son timbre et falsifié de telle façon..., — *ou* tel faux effet *ou* billet de telle banque autorisée par la loi, *ou* tel effet *ou* billet de telle banque autorisée par la loi, falsifié de telle façon ..., — sachant que cet effet *ou* ce billet était faux *ou* contrefait, *ou* falsifié [6] (C. P., 139 § 2, 164).

(1) La contrefaçon du sceau de l'État serait une sorte d'usurpation de la souveraineté.

Le sceau de l'État est celui qui est apposé sur les actes du Gouvernement. Il ne faut pas le confondre avec les timbres du Trésor, 139 C. P., ou avec les timbres nationaux, 140 C. P. — Carnot, *Comm. C. P.*, t. I, p. 381, 385. — Bourguignon, *Jurisp.*, t. III, p. 135. — Morin, *Rép.*,

v° *Contrefaction*, n° 1. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 72. — *Théor. du C. P.*, t. II, p. 303.

Aux termes des art. 5 et 6 du Code d'instruction criminelle, tous les crimes prévus par l'art. 139 C. P., peuvent être poursuivis en France quoique commis à l'étranger, et même contre des étrangers qui seraient arrêtés en France, ou dont l'extradition serait obtenue,

L'application de l'art. 139 C. P., emporte celle de l'art. 164. — DALLOZ, *l. c.*, n° 78. — *Théor. du C. P.*, t. II, p. 310.

(2) On peut spécifier ou ne pas spécifier de quelle façon l'usage a été fait, ou comment le faussaire a employé le sceau contrefait ou s'en est servi.

Au surplus, V. *sup.* les notes du n° 678.

(3) Les effets émis par le Trésor *avec son timbre* et les effets ou billets de banques autorisées par la loi sont considérés à l'égal des monnaies de la valeur la plus élevée : les contrefaire ou les altérer, c'est commettre un attentat semblable au crime de fausse monnaie au premier chef.

La circonstance que les effets du Trésor étaient *émis avec son timbre* est constitutive et substantielle ; il faut donc qu'elle soit constatée dans l'incrimination. DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n°s 72, 74. — MORIN, *Rép.*, v° *Contrefaction*, n° 8. — *Théor. du C. P.*, t. II., p. 303, 306.

V. l'observation finale de la note suivante.

(4) A l'égard des billets de banques autorisées par la loi, cette circonstance de *l'autorisation par la loi*, est également constitutive et substantielle : il faut donc qu'elle soit constatée dans l'incrimination ; sinon les banques ne devraient plus être considérées que comme des établissements privés, et la fausseté des billets qui leur seraient attribués, ou l'altération de leurs billets, rentrerait dans les termes de l'art. 147 C. P., au lieu d'être réprimée par l'art. 139. DALLOZ, *l. c.*, n° 75. — MORIN, *l. c.*, n° 9.—*Théor. du C. P.*, t. II, p. 307.

Il est bien en entendu que s'il y avait plusieurs effets ou billets contrefaits ou altérés, il faudrait une articulation spéciale et distincte pour chaque pièce fausse ou falsifiée. *Sup.* n° 637.

(5) L'usage de faux billets du Trésor émis avec son timbre, ou de faux billets de banques autorisées par la loi, est puni comme la fabrication de ces valeurs : c'est une règle générale que rappelle l'art. 139 C. P.

Il y a crime dès que l'on fait usage d'un billet de banque le sachant faux, alors même qu'on l'aurait reçu le croyant bon. DALLOZ, *l. c.*, n° 75. —*Théor. du C. P.*, t. II, p. 308.

Par usage de ces sortes de valeurs monétaires, il faut entendre leur émission, leur dation en paiement, non leur simple exposition, v. g. par un changeur, selon DALLOZ, *l. c.*, n° 76. — *Théor. du C. P.*, t. II, p. 310.

—Cette opinion, qui peut s'étayer de ce que l'art. 132 C. P. n'exprime pas en quoi il fait consister l'usage, et ne répète pas les mots *émission* ou *exposition* de l'art. 132, paraît rigoureusement juridique et semble satisfaire au principe qui défend de raisonner par analogie en matière pénale.

L'art. 132 a eu en vue la monnaie métallique, l'art. 439 s'occupe de monnaie d'un autre ordre, mais ayant pareillement cours légal en France. Sous ce dernier rapport, on pourrait considérer que les mêmes motifs doivent conduire aux mêmes conséquences.

Mais ce qui surtout tendrait à faire considérer comme peut-être trop absolue l'opinion que j'examine, c'est que l'usage n'étant pas défini, il est entièrement laissé à l'appréciation du jury. L'usage n'est punissable que lorsqu'il est fait sciemment : pourquoi un changeur exposerait-il de faux billets de banque les sachant faux? Pourquoi, dans ce cas, serait-il moins coupable que s'il exposait des pièces d'or ou d'argent qu'il saurait être fausses ?

Cette question ne passera probablement jamais de la théorie dans la pratique; et, si j'ai dû la relever et la signaler, je n'ai point à insister sur sa solution.

(6) L'introduction en France n'est pareillement punissable qu'autant qu'elle a eu lieu dans l'intention de se servir des effets ou billets, au préjudice d'autrui, selon les auteurs de la *Théor. du C. P.*, t. II, p. 310, et DALLOZ, *l. c.*, n° 77.

Je comprendrais que l'on dût considérer comme à l'abri de toute poursuite celui qui, ayant reçu de faux effets ou billets de la nature de ceux dont s'occupe l'art. 139 C. P., ou s'en trouvant porteur, n'importe comment, et les sachant faux ou falsifiés, en aurait fait la déclaration à une autorité quelconque ou à des personnes honorables, en annonçant l'intention de les déposer entre les mains de la justice, et qui les aurait ensuite introduits en France avec un dessein louable ou innocent.

Mais supposez l'introduction furtive : il n'en faudra pas davantage pour faire présumer de droit une intention criminelle, et pour faire motiver une poursuite, puisque l'art. 139 C. P., pour appliquer une peine, n'exige rien de plus que l'introduction en France, qu'il suppose frauduleuse.

L'introduction *non justifiée* est équivalente à la fabrication ou à la falsification, qui impliquent une intention criminelle et qui par elles-mêmes constituent un crime.

Il ne faut donc accepter qu'avec réserve l'opinion prémentionnée, et l'on considérera que le fait de l'introduction en France doit être apprécié d'après les circonstances, en tenant compte des distinctions que je viens d'exposer.

V. *sup.* n° 672, note 8.

681. Faux par contrefaçon ou falsification des timbres nationaux, du marteau de l'État, des poinçons officiels et marques. — Usage.

1° Contrefaçon ou falsification des timbres, marteaux et poinçons.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, frauduleusement contrefait ou fait contrefaire, — falsifié ou fait falsifier, un ou plusieurs timbres nationaux *ou* tel timbre national [1], — *ou* un *ou* plusieurs *ou* tels marteaux de l'État servant aux marques forestières [2], — *ou* le poinçon, *ou* les poinçons, *ou* tels poinçons, servant à marquer les matières d'or ou d'argent [3] (C. P., 140, 164).

2° Usage de faux timbres, marteaux ou poinçons.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, sciemment fait usage d'un *ou* de plusieurs *ou* de tels timbres nationaux contrefaits *ou* falsifiés, — *ou* d'un, *ou* de plusieurs, *ou* de tels marteaux de l'État servant aux marques forestières, contrefaits *ou* falsifiés, — ou d'un *ou* de plusieurs, *ou* de tels poinçons servant à marquer les matières d'or *ou* d'argent, contrefaits *ou* falsifiés..., en les employant de telle façon [4] (C. P., 140, 164).

3° Usage de papiers portant de faux timbres.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, fait usage de tels effets *ou* papiers marqués, de tels timbres nationaux contrefaits *ou* falsifiés, sachant que ces *ou* lesdits timbres étaient contrefaits *ou* falsifiés (C. P., 140, 164).

4° Emploi ou usage frauduleux des timbres, marteaux ou poinçons véritables.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, après s'être indûment procuré un *ou* plusieurs, *ou* tels timbres nationaux, — *ou* un *ou* plusieurs *ou* tels marteaux de l'État, servant aux marques forestières, — *ou* un *ou* plusieurs, *ou* tels poinçons servant à marquer les matières d'or *ou* d'argent, — frauduleuse-

ment fait ou fait faire application et usage desdits timbres, *ou* marteaux, *ou* poinçons de telle façon ..., *ou* d'une façon préjudiciable aux droits ou aux intérêts de l'État [5] (C.P., 141, 164).

5° Contrefaçon de marques...

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, frauduleusement contrefait ou fait contrefaire les *ou* telles marques destinées à être apposées au nom du Gouvernement sur telles espèces de marchandises *ou* de denrées (C. P., 142 § 2, 164).

Ou ... frauduleusement contrefait ou fait contrefaire le sceau, — le timbre, — ou la marque de telle autorité, *ou* de tel établissement particulier de banque *ou* de commerce [6] (C. P., 142 § 2, 164).

6° Usage des sceaux, timbres ou marques contrefaits.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, fait usage sciemment de telles marques destinées à être apposées au nom du Gouvernement sur telles espèces de marchandises *ou* de denrées, lesquelles marques étaient fausses ou contrefaites, — *ou* de tels sceaux, timbres ou marques de telle autorité *ou* de tel établissement particulier de banque *ou* de commerce, lesquels sceaux, timbres étaient faux ou contrefaits, *ou* lesquelles marques étaient fausses ou contrefaites [7] (C. P., 142 § 1, *ou* 142 § 2, 164).

7° Emploi ou usage frauduleux de sceaux, timbres ou marques véritables.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, après s'être indûment procuré les *ou* telles marques destinées à être apposées au nom du Gouvernement sur telles espèces de marchandises *ou* de denrées, — *ou* le sceau, le timbre, la marque de telle autorité, *ou* de tel établissement particulier de banque *ou* de commerce, — frauduleusement fait ou fait faire une application *ou* un usage desdits sceaux, timbres ou marques préjudiciable aux droits ou intérêts de l'État, — de telle autorité, — ou de tel établissement particulier de banque ou de commerce ... [8] (C. P., 143, 164).

(1) Les timbres nationaux sont ceux qui portent les armoiries de l'État : tels sont les cachets imprimés par le Gouvernement sur les pièces qu'il délivre. Ces timbres sont apposés au nom de l'État, et sont par là essentiellement distincts de ceux qui sont employés par les fonctionnaires publics comme signe de leur autorité. MORIN, *Rép.*, v° *Contrefaction*, n° 2.—DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 81.—*Théor. du C. P.*, t. II, p. 313.—GILBERT, sur l'art. 140 C. P.

Le timbre apposé sur les divers actes que l'on produit en justice (papier timbré) est un timbre national. Mêmes auteurs, *l. c.*

Un faux timbre appliqué sur des lettres de voiture, prend la même dénomination. Arr. cass. 13 octobre 1843, B. n° 265.

Le type ou poinçon appliqué sur les cartes à jouer, est un timbre national, s'il porte les armoiries de l'État. Arr. cass. 26 décembre 1807, B. n° 263. Il n'est qu'une simple *marque*, rentrant dans les prévisions de l'art. 142 C. P., s'il ne porte que les armes de la régie. DALLOZ, *l. c.*, n° 82.—*Théor. du C. P.*, *l. c.*

Le timbre d'un bureau de la poste aux lettres, quoique fourni par le Gouvernement et destiné à être appliqué aux lettres qui partent de ce bureau, n'est pas un timbre national ; il ne porte que le nom du lieu et du département. Arr. cass. 22 avril, 28 novembre 1812, B. n° 253,— BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 137.—MORIN, *Rép.*, v° *Contrefaction*, n° 2.—Ce serait une *marque* ou un *timbre* d'une administration publique. DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 81.—*Théor. du C. P.*, t. II, p. 313.

L'application de l'art. 140 C. P. entraîne celle de l'art. 164. Arr. cass. 14 décembre 1827, DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 86. — *Théor. du C. P.*, t. II, p. 318.—Même observation relativement aux art. 141, 142, 143 C. P.

(2) Les marteaux de l'État servant aux marques forestières sont ceux qui sont employés pour les opérations de balivage et de martelage. *Code forestier*, art. 7. — MORIN, *Rép.*, v° *Contrefaction*, n° 2. — *Théor. du C. P.*, t. II, p. 313. — DALLOZ, *Rép.*, *Faux*, n° 83, et v° *Forêts*, n°s 208 et suiv.

La fabrication ou la falsification de la marque forestière résulte suffisamment de ce fait que l'empreinte, bien que grossièrement fabriquée, aurait été apposée sur un arbre à l'aide de tout autre instrument que le marteau, v. g. à l'aide d'un compas ; en sorte qu'il y a fabrication du marteau de l'État par contrefaçon, de quelque manière qu'aient été apposées des marques ou figures de ce marteau, dans le dessein de les faire passer pour son empreinte. Arr. cass. 21 octobre 1813, B. n° 126,—BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. I, p. 136.—DALLOZ, *Rép.*, v° *Fôrets*, n° 216.—3 décembre 1844, B. n° 390,—DALL., 45-1-68.—*Théorie du C. P.*, t. II, p. 315. — MORIN, *Rép.*, v° *Contrefaction*, n° 3.

Il peut arriver aussi que la fabrication ou la contrefaçon porte soit sur le marteau d'un agent, arpenteur ou préposé, soit sur les empreintes de ces marteaux. Dans ce cas, la peine encourue serait, non celle de l'art. 142 C. P., mais celle de l'art. 140. Si le faux portait à la fois sur le timbre et

sur l'empreinte, il faudrait poser deux questions distinctes. Arr. cass. 16 mars 1844, B. n° 102,—DALLOZ, *Rép.*, v° *Forêts*, n° 218.

Dans le cas de destruction et de transport des marques d'un arbre à un autre, il y aurait un double crime et lieu à l'application des art. 141 et 439 C. P.—En effet, la Cour de cassation a décidé que le fait d'avoir détaché des empreintes véritables sur des arbres frappés du marteau légal, pour les transporter sur des souches non marquées, constitue le crime de destruction *d'actes originaux de l'autorité*, C. P. art. 439, et l'*usage frauduleux d'un marteau véritable*, C. P. art. 141. Arr. cass. 4 mai 1822 et 4 janvier 1834, DALL., 44-1-221, — DALLOZ, *Rép.*, v° *Forêts*, n° 217. — MORIN, *l. c.*, n° 4. — *Théorie du C. P.*, t. II, p. 314. — GILBERT sur article 141 C. P.

La destruction de l'empreinte légale pour en substituer une autre, rentre dans l'application de l'art. 439 du Code pénal. Arr. cass. 14 août 1812 et 4 avril 1822, DALLOZ, *Rép.*, v° *Forêts*, n° 221.

L'art. 141 C. P. n'est pas applicable au double emploi du papier timbré. Arr. cass. 11 juillet 1834, B. n° 222,—DALL., 34-1-387.

(3) La garantie du titre des matières d'or et d'argent est assurée par des poinçons appliqués sur chaque pièce. On distingue le poinçon du *fabricant*, celui du *titre* et celui du *bureau de garantie* : c'est la fausseté de ces deux derniers qui constitue le crime prévu par l'art. 140 C. P. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 84.—*Théorie du C. P.*, t. II, p. 315.

La contrefaçon du poinçon ou de la marque du fabricant rentrerait sous l'application de l'art. 142 § 2 C. P.

Il est hors de doute que l'usage d'un poinçon calqué sur celui qu'emploie le bureau de garantie constitue le crime de faux. Arr. cass. 13 mai 1808, B. n° 97.—DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 85.—MORIN, *Rép.*, v° *Contrefaction*, n° 3.

(4) Pour tous les cas d'usage indiqués dans les formules du présent numéro, V. les notes du n° 478.

(5) Le crime prévu par l'art. 141 C. P. se constitue de trois éléments à comprendre dans l'incrimination : 1° le fait de s'être procuré indûment de vrais timbres ;—2° d'en avoir fait usage ;—3° que cet emploi soit préjudiciable, non aux droits de simples particuliers, mais à ceux de l'État. DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 87.—*Théorie du C. P.*, t. II, p. 319.

Il n'y a pas à tenir compte de cette distinction finale, au cas de l'application de l'art. 143 C. P.

(6) L'art. 42 C. P. s'applique expressément à la contrefaçon, non-seulement des instruments à l'aide desquels les marques sont apposées, mais des marques elles-mêmes. DALLOZ, *Rép.*, v° *Faux*, n° 91. — *Théorie du C. P.*, t. II, p. 282.

Les marques dont parle d'abord l'art. 142 C. P. sont celles que les différentes administrations, telles que les douanes, les contributions indirectes, apposent sur les diverses marchandises ou denrées, v. g. des plombs mis sur des colis ou le poinçon applicable sur des bouteilles, desquels la contrefaçon constitue un faux. Arr. cass. 20 janvier 1825, B. n° 8, — Dall., 25-1-167.—Bourguignon, *Jurisp.*, t. III, p. 137. — Morin, *Rép.*, v° *Contrefaction*, n° 5.—Dalloz, *Rép.*, v° *Faux*, n° 92.

La loi protége également l'inviolabilité des marques et estampilles des maisons de banque ou de commerce. *Théorie du C. P.*, t. II, p. 323 et suiv.—Dalloz, *Rép.*, v° *Faux*, n^os^ 94-97.

Fabriquer un faux billet de commerce et y apposer un faux timbre du commerçant, c'est commettre deux crimes distincts. Arr. cass. 10 mars 1855, B. n° 91.

L'application de fausses marques commerciales sur les produits ou enveloppes est punie aujourd'hui par la loi du 24 juillet 1824. Arr. cass. 29 novembre 1837, Dall., 47-1-375.

(7) Il faut entendre par sceaux, timbres et marques d'une autorité, ceux que les fonctionnaires emploient comme signe de leur autorité dans l'exercice de leurs fonctions, v. g. les cachets apposés sur des scellés, les timbres de la poste, etc. *Théorie du C. P.*, t. II, p. 323.— Dalloz, *Rép.*, v° *Faux*, n° 93.

(8) *V.* Bourguignon, *Jurisp.*, t. III, p. 139. — Morin, *Rép.*, v° *Contrefaction*, n° 6.

682. Faux serment.

... d'avoir, à ..., le ..., devant le juge de paix de ..., *ou* le tribunal civil de ..., *ou* le tribunal de commerce de ..., *ou* la Cour impériale de ..., *ou* devant tel juge délégué ..., fait un faux serment en matière civile *ou* commerciale, lequel serment lui avait été déféré *ou* référé par N..., sa partie adverse, — *ou* lequel serment lui avait été déféré d'office, dans un procès qu'il soutenait contre N... [1] (C. P., art. 366).

Ou ... d'avoir, à ..., le ..., à l'audience de telle juridiction (civile ou commerciale) et sous la foi du serment qui lui avait été déféré *ou* référé en matière civile *ou* commerciale, attesté comme vrais des faits qui ne l'étaient pas, — *ou* attesté comme vrais tels faits ..., alors que ces faits étaient faux, — *ou* attesté contrairement à la vérité avoir fait *ou* n'avoir pas fait

telle convention .... *ou* avoir fait *ou* n'avoir pas reçu tel paiement ..., *ou* n'avoir pas consenti telle obligation *ou* donné telle décharge... (C.P., 366).

(1) *V.* GILBERT, sur l'art. 366 C. P.

Les art. 1357, 1358 et suiv., 1366 et suiv. du Code Napoléon posent les règles du serment judiciaire, soit décisoire, soit déféré d'office ou supplétif. L'art. 121 du Code de procédure détermine le mode de prestation de ce serment, c'est-à-dire devant quels magistrats et avec quelles formalités il est prêté.

L'art. 366 C. P. punit de la dégradation civique celui à qui le serment aura été déféré ou référé, et qui aura fait un faux serment en matière civile.

Or, l'art. 366 est absolu et n'établit aucune distinction entre le serment décisoire ou le serment supplétif. Arr. cass. 20 janvier 1843, B. n° 7, — SIREY, 43-1-659. — MORIN, *Rép.*, v° *Faux serment*, n° 5. — D'où il suit que l'on pourrait s'arrêter après ces mots de la formule *en matière civile*, le reste ne servant qu'à préciser le fait, sans rien ajouter de nécessaire à sa qualification ; cependant, je crois qu'il est bien de compléter par là l'incrimination, comme cela est d'usage dans la pratique.

Les mots *en matière civile* du même art. 366 sont l'opposé de ceux *en matière criminelle*, et comprennent sans aucun doute les matières *commerciales*. MORIN, *Rép.*, v° *Faux serment*, n° 4.

Un faux serment déféré ou référé en bureau de paix serait punissable, à la condition qu'il aura été fait avec une intention coupable et en attestant sciemment un fait faux, car il n'y a pas de faux serment sans mauvaise foi. CARNOT, *Comm. C. P.*, t. II, p. 167. — RAUTER, *Droit crim.*, t. II, p. 98. — MORIN, *Rép.*, v° *Faux serment*, n° 8.

Le faux serment est punissable en quelque forme qu'il ait été prêté en justice. MORIN, *l. c.*, n° 7.

Lorsqu'un individu est poursuivi pour faux serment sur la délation ou relation de serment qui lui a été faite en justice, relativement à une obligation excédant 150 francs, il ne peut être renvoyé en Cour d'assises, s'il n'existe une preuve écrite, ou du moins un commencement de preuve par écrit autorisant la preuve testimoniale ; la preuve du fait criminel ne peut être établie que par celle du fait civil, et la loi qui détermine le genre de preuve relativement au fait civil (C. N., 1341, 1347) étend son empire sur les procédures criminelles. Arr. cass. 5 septembre 1812, B. n° 205.— 17 juin 1813, B. n° 129. — 16 avril et 12 septembre 1816, B. n°s 64, 84. 16 août 1844, B. n° 294, — DALL., 44-1-398. — 29 mars et 25 avril 1845, B. n°s 118, 150, — DALL., 45-1-242. — 13 novembre 1847, B. n° 274, — SIREY, 48-1-80. — 17 juin 1852, B. n° 195, — DALL., 52-5-504. — CARNOT, t. II, p. 168. — MORIN, *l. c.*, n° 9. — RAUTER, t. II, p. 99. — *Théorie du C. P.*, t. IV, p. 476.

La Cour de cassation a jugé une seule fois le contraire, le 21 août 1834,

DALL., 37-1-135 ; mais cet arrêt soigneusement motivé, et approuvé par l'arrêtiste qui le recueille, n'a point fixé l'opinion de la Cour suprême, qui s'en est bientôt écartée pour revenir à son ancienne jurisprudence et la confirmer.

L'art. 1363 C. Nap. fait exception à l'art. 1er du Code d'inst. crim. — Celui qui défère ou réfère le serment ne peut intervenir comme partie civile sur la poursuite criminelle pour faux serment. Arr. cass. 7 juillet 1843, DALL., 43-1-471. — V. *sup.* n° 188, aux notes, t. II, p. 161.

Les obligations qui naissent des quasi-contrats et des quasi-délits pouvant être prouvées par témoins, le faux serment qui s'y rapporte peut aussi être prouvé par témoins, sans commencement de preuve par écrit. Arr. cass. 20 janvier 1843, B. n° 7, — SIREY, 43-1-659.

Il en est de même quant au faux serment prêté en matière commerciale. Arr. cass. 30 janvier 1836, SIREY, 36-1-104.

L'aveu fait par un prévenu dans son interrogatoire pris par le juge d'instruction, qu'un serment qu'il a prêté devant un juge de paix est contraire à la vérité, constitue un commencement de preuve par écrit autorisant la preuve testimoniale, bien qu'il s'agisse d'une valeur excédant 150 francs. Arr. cass. 21 janvier 1843, B. n° 9. — *Journ. crim.*, t. XV, p. 338.

683. Faux témoignage.

1° Faux témoignage en matière criminelle.

... d'avoir, à..., le..., devant la Cour d'assises du département de ..., fait un faux témoignage [1] contre N..., *ou* en faveur de N... [2], accusé de tel crime ..., *ou* en matière criminelle [3] (C. P., art. 361).

Ou ... d'avoir, à ..., le ..., à l'audience de la Cour d'assises du département de ..., en faveur *ou* à l'encontre de N..., accusé de tel crime, *ou* en matière criminelle, et sous la foi du serment, attesté comme vrais des faits qui ne l'étaient pas ..., *ou* attesté comme vrais tels faits qui étaient faux (C. P., 361).

Avec cette circonstance que ledit N..., accusé de..., a été condamné à une peine plus forte que celle des travaux forcés à temps (C. P., 361 § 2).

2° Faux témoignage en matière correctionnelle.

... d'avoir, à ..., le ..., à l'audience de la Cour d'assises du département de ... [4], *ou* du tribunal de police correctionnelle

de ..., — *ou* de la première chambre civile de la Cour impériale de ... [5], — *ou* de la chambre des appels de police correctionnelle de la Cour impériale de ..., fait un faux témoignage en faveur de N..., *ou* contre N..., poursuivi pour tel délit ..., *ou* en matière correctionnelle [6] (C. P., 362 § 1).

Ou ... d'avoir, à ..., le ..., à l'audience ... (*comme dessus*), en faveur *ou* à l'encontre de N..., poursuivi pour tel délit ..., *ou* en matière correctionnelle, et sous la foi du serment, attesté comme vrais des *ou* tels faits qui ne l'étaient pas *ou* qui étaient faux (C. P., 362 § 1).

Après avoir reçu de l'argent ... *ou* une récompense quelconque, *ou* des promesses, pour faire ce faux témoignage *ou* pour déposer contrairement à la vérité [7] (C. P., 364).

3° Faux témoignage en matière de simple police.

... d'avoir, à ..., le ..., à l'audience du tribunal de simple police de ..., fait un faux témoignage *ou* déposé sous la foi du serment contrairement à la vérité, en faveur de N..., *ou* contre N..., inculpé d'une *ou* de telle contravention ..., en matière de simple police [8] (C. P., 362 § 2).

Après avoir reçu, pour faire ce faux témoignage *ou* cette fausse déposition, de l'argent, ou une récompense quelconque, ou des promesses [9] (C. P., 364).

4° Faux témoignage en matière civile.

... d'avoir, à ..., le ..., à l'audience du juge de paix de ..., du tribunal civil *ou* de commerce de ..., *ou* de la Cour impériale de..., *ou* devant tel juge procédant à une enquête, fait un faux témoignage *ou* une fausse déposition sous la foi du serment [10], en faveur *ou* au profit de N..., *ou* à l'encontre *ou* au préjudice de N..., en matière civile [11] *ou* dans le procès civil *ou* commercial soutenu par N... contre X... (C. P., 363).

Après avoir reçu, pour faire ce faux témoignage *ou* cette fausse déposition, de l'argent, une récompense, ou des promesses [12] (C. P., 364).

(1) La loi n'ayant point défini le faux témoignage, on peut l'exprimer dans une incrimination par les termes mêmes sous lesquels ce crime est

inscrit et dénommé dans le Code pénal, et qui signifient une déposition contraire à la vérité, faite en justice sous la foi du serment; mais on peut aussi substituer cette définition à l'énonciation légale et abstraite, pour poser la question en fait.

Il serait inutile d'ajouter le mot *frauduleusement*, car le faux témoignage est toujours essentiellement criminel lorsqu'il est fait sciemment. Arr. cass. 19 mai 1808, 3 janvier 1811, 14 juillet 1827, CARNOT, *Comm. Code pén.*, t. II, p. 154, — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 335. — MORIN, *Rép.*, v° *Faux témoignage*, n° 9. — Le mot *coupable* qui se trouve nécessairement dans la question posée au jury le met suffisamment à même de se prononcer sur la moralité du fait ou l'intention.

Il n'est pas non plus nécessaire d'ajouter à l'imputation d'avoir fait un *faux témoignage*, cette explication : — « pour avoir déposé sous la foi du serment contrairement à la vérité, » — comme on en voit un exemple dans une espèce citée par BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 337, parce que cette explication virtuellement contenue dans les mots *faux témoignage*, serait une redite.

D'après la doctrine et la jurisprudence, le faux témoignage se constitue d'une déposition en justice, dans la cause d'autrui, faite sous la foi du serment, avec une intention criminelle (dont l'énonciation est implicitement contenue dans le mot *coupable*), sur des circonstances essentielles du fait à juger, en faveur ou à l'encontre d'une partie au procès, et ayant causé ou pu causer un préjudice, soit à la vindicte publique, soit à un individu poursuivi pour infraction à une loi répressive ou pénale, soit enfin à une personne engagée dans un procès civil ou à un intérêt privé. CARNOT, t. II, p. 153, 154. — MORIN, *Rép.*, v° *Faux témoignage*, n^os^ 4, 7, 10, 13. — *Théorie du Code pén.*, t. IV, p. 425, 429, 439, 448, 450. — GILBERT, sur les art. 362-364 C. P.

« Il est faus témoins qui dist à essient menchonge en son tesmongnage après ce qu'il jure, por amor ou por haine, por loier ou por pramesse ou por peur. » BAUMANOIR, ch. XXX, n° 46.

« Pour qu'il y ait faux témoignage punissable, il faut : 1° qu'il y ait témoignage solennel ou serment, et non simple propos ou simple déclaration ; — 2° que le témoignage ait pour objet un fait important dans l'affaire ; que ce fait soit de l'essence même du délit, ou qu'il en soit au moins une circonstance aggravante ; — 3° que le témoignage soit de mauvaise foi ; — 4° qu'il soit irrévocable dans le degré de juridiction où il a lieu, c'est-à-dire que l'interrogatoire et les débats soient clos ; — 5° qu'il soit achevé. — Peu importe qu'il consiste dans une affirmation ou dans une négation fausse, ou même dans une simple réticence, pourvu cependant que cette réticence soit de nature à induire le juge en erreur sur une partie essentielle du fait. » TISSOT, *Droit pén.*, t. II, p. 96. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Témoignage faux*, n^os^ 9 et suiv., 45 et suiv.

Celui qui se présenterait aux débats comme témoin, sans y avoir été appelé et en prenant le nom d'un témoin cité, commettrait un faux témoignage, et celui qui attesterait faussement que ce témoin est réellement la

personne citée, se rendrait complice du faux témoignage. Arr. cass. 21 juin 1811, CARNOT, t. II, p. 159.

Une fausse déposition ne peut constituer un faux témoignage, au criminel, que lorsqu'elle a été faite devant la Cour ou le tribunal chargés de prononcer sur le sort d'un accusé, d'un prévenu ou d'un inculpé ; — et le faux témoignage existerait, dans ce cas, alors même que le tribunal devant lequel il a été produit aurait été incompétemment saisi. Arr. cass. 30 juin 1847, B. n° 139, — DALL., 47-1-329. — 11 septembre 1851, B. n° 376, — DALL., 51-5-509 ; — Il n'en est pas de même de la déclaration faite devant le *juge d'instruction*, laquelle constitue un parjure, si elle est fausse (fait immoral et impuni), mais ne constitue pas le crime de faux témoignage. Arr. cass. 18 février 1813, B. n° 27. — 26 avril 1816, B. n° 24. — 14 septembre 1826, B. n° 144, — DALL., 27-1-21. — 30 septembre 1826, — DALL., 27-1-21. — 14 décembre 1826, SIREY, 27-1-297. — CARNOT, *Comm. C. P.*, t. II, p. 153-155. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 332. — MORIN, *Rép.*, v° *Faux témoignage*, n° 11. — *Théorie du C. P.*, t. IV, p. 440 et suiv. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 15. — *Sup.* n° 306.

La déclaration d'un témoin sur un fait n'établit un faux témoignage que lorsqu'elle est en contradiction absolue et nécessaire avec la vérité de ce fait ; une déclaration négative qui n'exclut pas le fait affirmatif déclaré constant, telle que la déclaration de *n'avoir pas vu frapper*, ne constitue pas un faux témoignage. Arr. cass. 20 janvier 1812, B. n° 7. — MORIN, *l. c.*, n° 7.

Cependant la déposition négative constitue le faux témoignage lorsqu'elle est faite de mauvaise foi et dans une intention criminelle, c'est-à-dire dans le but de former la preuve du fait incriminé ou de se mettre en contradiction avec la vérité. Ainsi, celui qui dépose n'avoir point vu ou entendu les faits qu'il a réellement vus ou entendus, commet un faux témoignage. Arr. cass. 17 mars 1827, B. n° 61,—DALL., 27-1-394.—2 juin 1842, *J. cr.*, t. XIV, p. 354.—CARNOT, t. II, p. 158.—BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 333.—*Théor. du C. P.*, t. IV, p. 437.—DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, nos 25-27.

De simples variations ou contradictions sur des circonstances accessoires et sans importance, ne constituent pas nécessairement le faux témoignage. MORIN, *l. c.*, n° 8. — *Théorie du C. P.*, t. IV, p. 337, 338.

Mais se donner un faux nom pour dissimuler sa parenté avec l'accusé, c'est commettre un faux témoignage. Arr. cass. 17 juin 1811, BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 335. — MORIN, *l. c.*, n° 8.

Un simple refus de répondre n'est pas, en général, suffisant pour constituer un faux témoignage, et le refus de déposer entraîne une peine édictée par l'art. 304 C. P. — *Théorie du C. P.*, t. IV, p. 434.

La Cour de cassation avait jugé qu'une réticence simple, quand elle n'est pas liée à la déclaration dont elle altère le sens et le résultat, ne peut constituer seule le faux témoignage, puisqu'elle se réduit à un simple refus de répondre. Arr. cass. 9 octobre 1806 et 20 mai 1808. CARNOT, t. II, p. 158. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 333. — *Théor. du Code pén.*, t. IV, p. 435.—DALLOZ, *Rép.*, v° *Témoignage faux*, nos 22, 23.

Elle a jugé depuis qu'un témoin est obligé, sous peine de faux témoignage, de déclarer même les faits qui le compromettraient personnellement, Arr. cass. 27 août 1824, B. n° 106; et que les réticences ou les dénégations ont le caractère d'un faux témoignage, lorsqu'elles équivalent à l'expression d'un fait positif contraire à la vérité, soit en faveur de l'accusé, soit à son préjudice. Arr. cass. 1er septembre 1814 et 27 août 1824, BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 334, 337. — 17 mars 1827, DALL., 27-1-394. — 2 juin 1842, DALL., 42-1-304. — 22 avril 1847, B. n° 80, — DALL., 47-1-180. — 23 décembre 1847, DALL., 48-1-29. — 22 mars 1850, DALL., 50-5-439. — MORIN, *l. c.*, nos 6, 7. — *Théorie du Code pén.*, t. IV, p. 427. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, nos 19, 20. — Arr. Toulouse, 1er mars 1862, DALL., 62-2-71.

La rétractation avant la clôture des débats innocente le faux témoignage. Arr. cass. 4 juillet 1833, B. n° 251, — *Journ. crim.*, t. V, p. 309. — 19 avril 1839, B. n° 129, — *Journ. crim.*, t. XI, p. 121. — 22 juillet 1843, B. n° 190.

Mais la rétractation est tardive et inopérante quand elle a été faite en Cour d'assises après le renvoi à une autre session. Arr. cass. 18 février 1841, B. n° 44, — DALL., 41-1-173. — 18 mars 1841, B. n° 69; — ou si elle se produit en appel, le faux témoignage ayant été fait en première instance. Arr. cass. 3 juin 1846, B. n° 139; — ou dans un mémoire présenté devant la chambre d'accusation. MORIN, *l. c.*, nos 11, 12. — *Théorie du C. P.*, t. IV, p. 443-449. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, nos 36-44.

Le témoin qui a fait une fausse déclaration ne peut être acquitté sous le prétexte qu'avant d'avoir achevé sa déposition, il est tombé en défaillance; la tentative est punissable comme le crime consommé. Arr. cass. 28 février 1811, CARNOT, t. II, p. 161. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 335. — *Théorie du C. P.*, t. IV, p. 446 et suiv. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 39.

Puisque c'est la violation du serment, par l'altération ou la dissimulation de la vérité, qui constitue le faux témoignage, il ne peut y avoir d'action en faux témoignage contre ceux qui déposent en justice sans prêter serment, et qui sont indiqués aux art. 79, 269 du Code d'inst. crim., 28, 34, 42 du Code pén. CARNOT, t. II, p. 160. — MORIN, *l. c.*, n° 5. — *Théorie du C. P.*, t. IV. p. 425. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, nos 16, 17.

Mais l'individu qui, celant son incapacité de tester en justice, dépose sous la foi du serment, contre un accusé ou en sa faveur, contrairement à la vérité, se rend coupable de faux témoignage. Arr. cass. 29 juin 1843, B. n° 164, — *Journ. crim.*, t. XV, p. 288. — MORIN, *l. c.*, n° 5. — *Théor. du Cod. pén.*, t. IV, p. 426. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 17.

Le faux témoignage peut être commis soit par des témoins à charge, soit par des témoins à décharge. RAUTER, *Droit crim.*, t. II, p. 95.

(2) Le faux témoignage n'est caractérisé qu'autant qu'il a été commis soit *contre l'accusé*, soit *en sa faveur*. Arr. cass. 29 novembre 1816, B. n° 84. — 4 juillet 1820, B. n° 92. — 19 juin et 4 juillet 1823, B. nos 65, 92. — 10 août et 24 septembre 1827, B. nos 214, 241, — DALL.,

27-1-362, 498. — 4 janvier 1834, B. n° 9. — 25 février 1836, B. n° 5, — *Journ. crim.*, t. VIII, p. 108, — DALL., 36-1-156. — 22 mars 1850, B. n° 109. — 22 mars 1851, B. n° 115. — 23 avril 1853, B. n° 141.

Cette circonstance est constitutive et doit être soumise au jury. Arr. cass. 30 janvier 1823, B. n° 17. — 19 juin 1823, B. n° 271. — 14 juillet 1823, B. n° 92. — 10 août et 21 septembre 1827, B. n°s 214, 241. — DALL., 27-1-458. — 4 janvier 1834, B. n° 9, — *Journ. crim.*, t. VI, p. 79. — 23 avril 1853, B. n° 141. — CARNOT, t. II, p. 154. — BOURGUIGNON, t. III, p. 336, 337. — MORIN, *l. c.*, n° 10. — *Théor. du C. P.*, t. IV, p. 451, 452. — HÉLIE, t. IX, p. 105.—DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n°s 33. 35, 45 et suiv.

(3) La circonstance que le faux témoignage a été commis *en matière criminelle*, est constitutive. Arr. cass. 30 janvier 1823, B. n° 17.

Il en est de même, par parité de raisons, des circonstances que le faux témoignage a été commis soit en matière correctionnelle, soit en matière de simple police, soit en matière civile.

Dans tous les cas, c'est la matière du faux témoignage qui en fait la gravité, et qui détermine la peine applicable.

Quand un individu est accusé d'avoir fait un faux témoignage *devant la Cour d'assises* contre un accusé de *vol*, il va de soi qu'il s'agit d'un *vol qualifié*. Arr. cass. 18 février 1841, B. n° 44, — DALL., 41-1-373. — Cet arrêt me semble trop absolu, parce qu'un individu traduit en Cour d'assises pour un crime autre que le vol, pourrait être en même temps accusé d'un vol, *délit* connexe, ou d'un vol comme circonstance aggravante d'un meurtre, mais ne constituant par lui-même qu'un *délit*. Aussi, je pense qu'au lieu de dire que le faux témoignage a été porté devant la Cour d'assises pour ou contre un individu *accusé de vol*, il serait mieux d'énoncer qu'il s'agissait d'un *vol qualifié*.

Dans la formule n° 1 ci-dessus, j'indique qu'il ne suffit pas d'énoncer que le faux témoignage a été porté devant la Cour d'assises pour impliquer nécessairement qu'il a été fait en matière criminelle ; il faut ajouter ces mots *en matière criminelle*, ou énoncer le *crime* qui faisait l'objet du témoignage, car la Cour d'assises ayant plénitude de juridiction peut être saisie de délits, comme connexes ou comme circonstances aggravantes, ou de faits qui se réduisent à la qualification de délits, par l'élimination des circonstances aggravantes, en sorte que le faux témoignage aurait pu porter exclusivement sur un simple délit correctionnel, déféré occasionnellement à la Cour d'assises.

De même devant le tribunal correctionnel, le faux témoignage aurait pu être porté sur une simple contravention ou en *matière de simple police*.

Au surplus, il faut remarquer que c'est l'*accusation* et non le *jugé* qui constitue le caractère du faux témoignage, et qui doit faire décider s'il a été porté en matière criminelle ou correctionnelle. Arr. cass. 25 août 1854, B. n° 267. — DALL., 55-1-334. — RAUTER, *Droit crim.*, t. II, p. 95.

Cependant, après avoir jugé le contraire, par arrêt du 5 décembre 1849,

DALL., 50-2-127, la Cour d'Angers a décidé, par arrêt du 15 janvier 1850, DALL., 51-2-122, que lorsqu'un mineur de *seize* ans est jugé pour crime en police correctionnelle, le faux témoignage émis dans le procès doit être réputé commis en matière correctionnelle, la nature de l'affaire se déterminant par la peine applicable et par la juridiction compétente.—Ce dernier arrêt, rendu dans un cas exceptionnel, est conforme à la doctrine d'un Arr. cass. 22 mai 1841, DALL., 41-1-405.—DALLOZ, *Rép.*, v° *Délit*, n° 22.

(4) J'ai fait observer, dans la note précédente, que la Cour d'assises aurait pu être saisie d'un *délit* connexe à un *crime*, et que le faux témoignage aurait pu porter exclusivement sur un délit, par conséquent avoir été rendu en *matière correctionnelle*, bien que fait devant une Cour d'assises.

(5) La première chambre civile des Cours impériales, en tant que présidée ordinairement par le premier président, est appelée à juger exclusivement certains délits. V. art. 479 et suiv. Code d'inst. crim. — Loi du 20 avril 1810, art. 10. — Décret du 15 novembre 1811, art. 160. — *Sup.* n^os^ 94-96.

(6) *V.* notes 1, 2, 3 ci-dessus.

(7) Cette circonstance aggravante, — qui doit être posée à part, Arr. cass. 24 août 1854, B. n° 262, — ne s'applique pas au faux témoignage en *matière criminelle*, parce qu'alors la loi n'a nul égard aux ressorts qui ont fait mouvoir le faux témoin, et la peine est toujours rigoureuse, sans circonstance aggravante. *Théorie du C. P.*, t. IV, p. 461. — Mais elle s'applique, d'après l'art. 364 C. P., aux matières *correctionnelles*, de *simple police*, et *civiles*.

Il faut entendre par une *récompense quelconque*, non-seulement les dons ou présents qui ont pu être faits ou offerts au témoin, mais les services mêmes qu'il a reçus en vue et à raison de sa déposition ; et par *promesses reçues*, les promesses qu'il a agréées dans le même but : les promesses verbales, aussi bien que les promesses écrites, pourraient constituer l'aggravation, dès qu'elles auraient été agréées. Arr. cass. 17 septembre 1829, DALL., 29-1-357. — *Théorie du C. P.*, t. IV, p. 462.

(8-9) Je n'ai point de remarques particulières à placer sous cette formule ; mais il y a lieu d'y appliquer les observations ci-dessus déduites.

(10) En matière civile, la déclaration faite volontairement devant un officier public ayant qualité pour la recevoir, constitue le crime de faux témoignage. En cela, le faux témoignage en matière civile diffère du faux témoignage en matière criminelle, correctionnelle, ou de simple police, parce qu'en matière civile, il n'y a point de débat oral dans lequel le té-

moin puisse revenir à la vérité. Arr. cass. 6 novembre 1806, DALLOZ, *Rép.*, v° *Témoignage faux*, n°s 49, 51.

Au civil, il y a les enquêtes écrites, en matière ordinaire, et les enquêtes orales, en matière sommaire, commerciale ou de justice de paix. Que la déposition faite à l'audience soit ou non retenue par écrit, elle est complète et définitive aussitôt que le témoin a été entendu ou s'est retiré. Il n'y a point là de confrontation, de retour, de discussion nouvelle avec le témoin, de débat dans lequel il ait, après avoir entendu les autres témoins ou les plaidoiries, à rétracter sa déposition fausse. C'est à lui de bien réfléchir avant de parler, de s'expliquer sincèrement, s'il veut ne pas se compromettre.

La fausse déclaration dans un acte de notoriété reçu par un juge de paix (Arr. cass. 24 novembre 1808, DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 52), ou dans une enquête devant un juge-commissaire (Arr. cass. 3 mars 1842, B. n° 41, — 6 janvier 1859, DALL., 60-5-377), ou dans le procès-verbal du juge de paix devant lequel les hommes de l'équipage affirment le rapport du capitaine d'un navire naufragé (Arr. cass. 17 septembre 1836, B. n° 305), constituent un faux témoignage.

Il n'en est pas ainsi d'une déclaration faite dans un procès-verbal d'apposition de scellés. Arr. cass. 7 décembre 1838, B. n° 78,— DALL., 39-1-91.

(11) L'incrimination pourrait être établie simplement dans les termes de l'art. 363 C. P., *d'avoir, à..., le..., commis un faux témoignage en matière civile*, abstraction faite du préjudice causé. Arr. cass. 14 juillet 1827, DALL., 27-1-144. — Le faux témoignage implique la possibilité du préjudice. L'art. 363 n'exige pas expressément, comme les art. 361 et 362, que le faux témoignage ait été fait en faveur ou au détriment de quelqu'un, mais cela est sous-entendu. RAUTER, t. II, p. 95. — *Théorie du Code pén.*, t. IV, p. 454.

(12) V. *sup.* note 7.

N. B. L'art. 164 C. P. n'est pas applicable en cas de faux témoignage. Arr. cass. 19 juin 1857, DALL., 57-1-372.

684. Fournisseurs des armées (Crimes des).

Fournisseurs. — ... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, étant chargé individuellement (*ou* comme membre de telle compagnie) de telles fournitures... *ou* de telle entreprise.... *ou* de telle régie..., pour le compte de l'armée de terre *ou* de mer, fait manquer, sans y être contraint par une force majeure, le service dont il était chargé [1] (C. P., art. 430);

D'avoir commis ce crime par suite d'intelligence avec l'ennemi [2] (C. P., 430, 77, 78).

Agents des fournisseurs. — ... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, étant l'agent de N..., chargé... (*le reste comme dans la formule ci-dessus*) [3] (C. P., 431);

D'avoir commis ce crime par suite d'intelligence avec l'ennemi [4] (C. P., 431, 77, 78).

Fonctionnaires complices. — ... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, alors qu'il exerçait telle fonction publique, *ou* tel emploi, comme agent, préposé ou salarié du Gouvernement, aidé N..., chargé individuellement (*ou* comme membre de telle compagnie) de telle fourniture, — entreprise, — ou régie, pour le compte de l'armée de terre *ou* de mer, à faire manquer, sans qu'il y fût contraint par une force majeure, le service dont ledit N... était chargé (C. P., 432);

D'avoir commis ce crime par suite d'intelligence avec l'ennemi (C. P., 432, 77, 78).

(1) Les art. 430, 431 C. P. ne sont applicables qu'en cas d'inexécution de marchés passés pour le service des armées de terre ou de mer; c'est là une circonstance constitutive du crime. DALLOZ, *Rép.*, v° *Marchés de fournitures*, n^os^ 73, 74. — *Théorie du C. P.*, t. VI, p. 79.

Il faut ensuite que le service ait *manqué:* les simples retards ne constituent qu'un délit, aux termes de l'art. 433 C.P. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 76. — *Théorie du C. P.*, *l. c.*

Il faut encore qu'il s'agisse d'un fournisseur ou de ses agents; et sous cette dénomination d'agents, on comprend les préposés, sous-traitants et sous-fournisseurs. CARNOT, *Comm. C. P.*, t. II, p. 394. — DALLOZ, *l. c.*, n° 75.

Il faut enfin, ajoute DALLOZ, *l. c.*, n° 77, que le service ait manqué par une *volonté coupable* de la part des fournisseurs; ils ne seraient pas punissables en l'absence de toute intention frauduleuse et de toute faute grave.

Selon M. CARNOT, t. II, p. 393, il faudrait qu'ils eussent *coopéré personnellement* à faire manquer le service, en dehors d'une force majeure, excuse qu'ils auraient à justifier.

Ces deux opinions pourraient égarer, ce me semble, si on les appliquait d'une manière absolue. Les auteurs de la *Théorie du C. P.*, t. VI, p. 79, se rapprochent plus de l'esprit de la loi, quand ils enseignent qu'il est né-

cessaire que le fournisseur ait agi *volontairement* en faisant manquer le service, ou du moins que cette inexécution soit le résultat d'une *faute grave*. Les mêmes auteurs avaient rappelé, *l. c.*, p. 77, que d'après le conseil d'État, la loi a voulu punir comme un véritable crime l'*incapacité* et la *négligence*, à raison des conséquences funestes qu'elles peuvent entraîner, et le texte du Code pénal n'admet pour excuse, ou plutôt pour justification, que la *force majeure*.

Les dispositions des art. 430 et suiv. C. P. protégent tous les corps militaires, et même les hospices coloniaux militairement organisés; elles s'appliquent en temps de paix comme en temps de guerre, la protection étant nécessaire en tout temps. Arr. cass. 17 février 1848, *Journ. crim.*, t. XX, p. 302. — MORIN, *Rép.*, v° *Fournisseurs*, n° 3.

Au surplus, ce crime ne peut être poursuivi que sur la dénonciation du Gouvernement, c'est-à-dire du ministre de la guerre ou de la marine (Arr. cass. 28 août 1846, *Journ. crim.*, t. XVIII, p. 296, — DALL., 46-1-336), ou du gouverneur d'une colonie (Arr. cass. 17 février 1848, *Journ. crim.*, t. XX, p. 302), ou en vertu d'un décret impérial. C. P., art. 433 *in fine*. — *Sup.* n°s 54, 98. — DALLOZ, *l. c.*, n° 81. — *Théorie du C. P.*, t. VI, p. 82. — MORIN, *Rép.*, v° *Fournisseurs*, n° 3.

Il est bien entendu, quoique M. CARNOT, t. II, p. 397, semble penser le contraire, que les magistrats investis de la plainte conservent toute la liberté et l'indépendance de leur action pour le constat des faits et pour l'instruction de la procédure. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 82. — *Théorie du C. P.*, t. VI, p. 82.

(2) Cette circonstance aggravante ressort de la dernière partie de l'art. 430 C. P., qui n'a pas indiqué le texte prononçant la peine plus forte qu'il prévoit; on considère que c'est celui des art. 77, 78, qui serait, dans ce cas, seul applicable. MORIN, *l. c.* — *Théorie du C. P.*, t. VI, p. 80.

(3) J'ai déjà dit, note 1, ce que l'on entend par agents des fournisseurs.

Il pourrait arriver que les fournisseurs eussent fait toutes diligences et fussent irréprochables, tandis que leurs agents seuls auraient fait manquer le service, ou réciproquement que le service eût manqué par le fait ou la faute des fournisseurs seuls, qui n'auraient pas fait à leurs agents les envois nécessaires. Enfin, il pourrait y avoir faute de la part des uns et des autres. Selon le cas, il y aurait donc crime à la charge des fournisseurs seuls, ou des agents exclusivement, ou des uns et des autres concurremment. *Théorie du C. P.*, t. VI, p. 79.

(4) La circonstance aggravante applicable aux fournisseurs l'est également à leurs agents, par identité de raisons : elle pourrait exister à l'égard des uns et ne pas exister à l'égard des autres, alors même qu'ils seraient poursuivis simultanément.

(3) Les fonctionnaires publics colludant avec les fournisseurs ou leurs agents, pour faire manquer le service des armées, sont frappés d'une peine plus forte, pour avoir participé à un crime que leur devoir était d'empêcher ; il y a de leur part trahison sous un double rapport. DALLOZ, *Rép.*, v° *Marchés de fournitures*, n° 78. — *Théorie du C. P.*, t. VI, p. 80.

685. Incendie volontaire.

1° Incendie de bâtiments appartenant à autrui [1].

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, volontairement [2] mis le feu à un édifice [3], — navire, — bateau, — magasin, — chantier, appartenant à N... *ou* à autrui [4] (C. P., art. 434 § 3).

Lequel édifice ... [5] était habité ou servait à l'habitation ;

Ou lequel édifice ... était une dépendance d'une maison habitée ou servant à l'habitation [6] (C. P.. 434 § 1).

Lequel édifice servait à une réunion de citoyens [7] (C. P., 434 § 2).

Cet incendie ayant occasionné la mort d'une *ou* de plusieurs personnes se trouvant dans les lieux incendiés au moment où il a éclaté [8] (C. P., 434, § 8).

2° Incendie de bâtiments appartenant à l'incendiaire.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, volontairement mis le feu à un édifice ..., navire, bateau, magasin, chantier, appartenant à lui-même et assuré par telle compagnie [9], *ou* grevé d'un usufruit *ou* du privilége de vendeur au profit de X... [10], *ou* d'une hypothèque dans l'intérêt de Z..., *ou* renfermant des récoltes appartenant à N... *ou* à autrui [11], — *ou* frappé d'une saisie... de la part de A... [12] (C. P., 434 § 4).

N. B. Ajouter, s'il y a lieu, une ou plusieurs des circonstances aggravantes énoncées dans la formule n° 1, — ou substituer l'une de ces circonstances comme *constitutive*.

3° Incendie de bâtiments par un copropriétaire.

... d'avoir, à ..., le..., volontairement mis le feu à un édifice... (V. *formule n°* 1) appartenant indivisément *ou* conjoin-

tement en partie à lui-même, et en partie à N... *ou* à autrui [13] (C. P., 434 § 3).

Avec cette circonstance que ledit édifice ... était assuré par telle compagnie... *ou*... (V. *formule n°* 2) (C.P., 434 § 4).

N. B. Ajouter, s'il y a lieu, une ou plusieurs des circonstances aggravantes exposées dans la formule n° 1.

4° Incendie de forêts, bois taillis ou récoltes sur pied, appartenant à autrui.

... d'avoir, à ..., le ..., volontairement mis le feu à telle forêt..., tel bois taillis..., telle récolte sur pied, appartenant à N... *ou* à autrui [14] (C. P., 434 § 3).

Avec la circonstance que cet incendie a occasionné la mort d'une *ou* de plusieurs personnes se trouvant sur les lieux incendiés au moment où il a éclaté [15] (C. P., 434 § 8).

5° Incendie de forêts, bois taillis ou récoltes sur pied, par le propriétaire.

... d'avoir, à ..., le ..., volontairement mis le feu à telle forêt, —à tel bois taillis, —à telle récolte sur pied, appartenant à lui-même et assurés par telle compagnie..., — *ou* grevés de tel privilége..., de telle hypothèque..., — *ou* frappés de telle saisie..., — *ou* lequel incendie a causé tel préjudice à X... *ou* à autrui [16] (C. P., 434 § 4).

Lequel incendie a occasionné la mort d'une *ou* de plusieurs personnes se trouvant dans les lieux incendiés au moment où il a éclaté [17] (C. P., 434 § 8).

6° Incendie de forêts, bois taillis ou récoltes sur pied, par un copropriétaire.

... d'avoir, à ..., le ..., volontairement mis le feu à telle forêt..., tel bois taillis..., telle récolte sur pied, appartenant indivisément *ou* conjointement en partie à lui-même, et en partie à N... *ou* à autrui [18] (C. P., 434 §§ 3 et 4).

Avec la circonstance que cette forêt..., ce bois taillis..., ou cette récolte sur pied étaient assurés par telle compagnie..., etc (V. *la formule n°* 5) (C.P., 434 §§ 3 et 4).

Et que cet incendie a occasionné la mort d'une *ou* de plusieurs personnes se trouvant dans les lieux incendiés au moment où il a éclaté [19] (C. P., 434 § 3).

7° Incendie de bois ou de récoltes abattus, appartenant à autrui.

... d'avoir, à ..., le ..., volontairement mis le feu à des bois abattus mis en tas ou en cordes *ou* stères..., *ou* à telles récoltes abattues, mises en tas ou en meules, et appartenant à N..., *ou* à autrui [20] (C. P., 434 § 5).

Ou ... d'avoir, à ..., le..., volontairement mis le feu à une meule de paille, de foin, ou de fourrage, en nature de récolte *ou* faisant partie d'une récolte, et appartenant à N..., *ou* à autrui [21] (C.P., 434 § 5).

Ou ... d'avoir, à ..., le ..., volontairement mis le feu à un tas de fagots en nature de récolte *ou* faisant partie d'une récolte, et appartenant à N..., *ou* à autrui [22] (C.P., 434 § 5).

8° Incendie de bois ou de récoltes abattus, appartenant à l'incendiaire.

... d'avoir, à ..., le ..., volontairement mis le feu à des bois abattus, mis en tas ou en cordes *ou* stères..., — *ou* à des *ou* telles récoltes abattues, mises en tas ou en meules, appartenant à lui-même, et assurés par telle compagnie..., *ou* frappés de telle saisie dans l'intérêt de X..., — *ou* lequel incendie a causé tel préjudice à N... [23] (C. P., 434 § 6).

V. les alternatives de la formule n° 7.

9° Incendie de bois ou de récoltes abattus, appartenant indivisément à l'incendiaire et à autrui.

... d'avoir, à ..., le ..., volontairement mis le feu à des bois abattus, en tas ou en cordes, *ou* à des *ou* telles récoltes abattues, mises en tas ou en meules, appartenant indivisément en partie à lui-même et en partie à N... *ou* à autrui [24] (C. P., 434 §§ 5 et 6.)

Lesquelles récoltes *ou* lesquels bois étaient assurés par telle

compagnie ..., *ou* frappés de telle saisie dans l'intérêt de X... (C. P., 534 §§ 5 et 6).

N. B. On peut se servir, en les accommodant à cette formule, des alternatives de la formule n° 7.

10° Incendie communiqué à la propriété d'autrui ou à une copropriété indivise.

... d'avoir, à..., le..., communiqué l'incendie à tel édifice..., navire, — bateau, — magasin, — chantier ..., — à telle forêt, tel bois taillis, telle récolte sur pied ... appartenant à N..., — *ou* appartenant indivisément *ou* conjointement en partie à N..., et en partie au prévenu, — en mettant volontairement le feu à des *ou* tels objets placés de manière à communiquer l'incendie [25] (C. P., 484 § 7).

N. B. Ajouter, selon l'espèce, une ou plusieurs des circonstances aggravantes prévues par les §§ 1, 2, 4, 8 de l'art. 434 C. P., et exposées dans les formules n^os^ 1, 2, 3 ci-dessus.

11° Incendie communiqué par l'incendiaire à sa propriété individuelle.

... d'avoir, à ..., le ..., communiqué l'incendie à telle forêt. .., tel bois taillis, telle récolte sur pied ..., à tels bois ou telle récolte abattus, à lui-même appartenant, et assurés, etc..., en mettant volontairement le feu à des *ou* tels objets placés de manière à communiquer l'incendie [26] (C.P., 434 §§ 4, 5, 6, 7).

N. B. Pour compléter cette formule, tant sur les circonstances constitutives que sur les circonstances aggravantes, *V.* les formules n^os^ 1, 2, 5, 8, ci-dessus.

(1) V. *sup.* n° 665 (Destructions). — GILBERT, sur l'art. 434 C. P.

(2) Deux éléments concourent pour l'existence du crime d'incendie : la volonté et le fait matériel d'avoir mis le feu, quand même l'incendie n'aurait pas éclaté ou aurait été éteint aussitôt, si ce fait matériel a causé ou pu causer un préjudice à autrui. DALLOZ, *Rép.*, v° *Dommage*, n^os^ 38-43, 440. — MORIN, *Rép.*, v° *Incendie*, n^os^ 10, 11. — CARNOT, *Comm. C. P.*, t. II, p. 397. — *Théorie du C. P.*, t. VI, p. 91. — HÉLIE, t. IX, p. 101.

L'un et l'autre de ces éléments doivent être exprimés dans l'incrimination : la volonté et le fait matériel explicitement, le préjudice soit taxati-

vement, soit implicitement, par l'énonciation d'un fait essentiellement préjudiciable à autrui.

La volonté, élément moral de la criminalité, doit être énoncée expressément, d'après les termes généraux de l'art. 434 C. P., *quiconque aura volontairement mis le feu*. Arr. cass. 13 juin 1850, B. n° 194, — Dall., 50-5-281. — Morin, *Rép.*, v° *Incendie*, n° 10.

Ces expressions de la loi, *d'avoir volontairement mis le feu*, ne pourraient être remplacées par celles d'avoir *brûlé* ou *incendié*, qui supposent la destruction de l'objet, tandis que le fait de mettre le feu n'emporte pas nécessairement l'idée que la chose à laquelle le feu a été mis a été consumée. Hélie, t. IX, p. 101.

Peu importe le but de l'incendiaire; dès qu'il a mis le feu volontairement, il est tenu de toutes les conséquences qu'a eues ou que pouvait avoir son action criminelle. Arr. cass. 17 décembre 1842, B. n° 333, — *Journ. crim.*, t. XV, p. 350, — Dall., 43-5-270 (avec la date du 22 décembre 1842). — 21 août 1845, B. n° 263, — Sirey, 45-1-848. — 12 juin 1812, Bourguignon, *Jurisp.*, t. III, p. 477. — Morin, *Rép.*, v° *Incendie*, n° 10. — Dalloz, *Rép.*, v° *Dommage*, n°s 40, 94. — *Théorie du C. P.*, t. VI, p. 91.

(3) Le mot *édifice* est un terme générique et démonstratif : on pourrait donc lui substituer le mot *maison*, ou tout autre indiquant un bâtiment, une construction, un lieu quelconque habité ou servant à l'habitation, — ou non habité ni servant à l'habitation, v. g. un magasin, un chantier..., — ou une dépendance de lieu habité ou servant à l'habitation, d'après le texte même de l'art. 434 C. P., §§ 1, 2, 3. — V. *inf.* note 5.

Un hangar est un édifice. Arr. cass. 29 décembre 1854, B. n° 360, — Dall., 54-5-428.

(4) Cette formule est spéciale pour l'hypothèse d'un édifice appartenant à autrui, ce qui comprend les édifices publics aussi bien que les lieux privés. Ensuite viendront des formules particulières pour l'hypothèse où l'incendiaire aurait été propriétaire et pour celle où il aurait été co-propriétaire de l'objet incendié. Cette division par espèces me dispense d'entrer dans des distinctions qui auraient pu paraître obscures, et qui sont rendues très-palpables d'après la méthode adoptée, par la seule exposition du fait.

Lorsqu'il s'agit d'incendie ou de tentative d'incendie de bâtiment, la Cour d'assises doit, à peine de nullité, énoncer dans les questions posées au jury, celle de savoir a qui appartiennent ces bâtiments. Arr. cass. 20 avril 1838, B. n° 106, — Dall., 38-1-460. — 28 avril 1841, Dalloz, *Rép.*, v° *Dommage*, n° 91.

Il faut, à peine de nullité, constater si la maison incendiée appartenait ou non à l'accusé ; cette circonstance ne peut s'établir par induction résultant de ce que l'édifice incendié était la *maison commune*, habitée par l'in-

stituteur. Arr. cass. 13 février 1843, B. n° 42, — DALL., 43-3-267. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 91. — En effet, la maison commune ou tout autre édifice consacré à un usage public, pourrait appartenir à un simple particulier, v. g. à l'incendiaire.

La circonstance que la maison incendiée appartient à autrui est constitutive, suffit seule pour compléter l'incrimination et doit être comprise dans le fait principal. Arr. cass. 24 juillet 1840, B. n° 216, — DALL., 40-1-430. — 28 janvier 1841, B. p. 45, — DALL., 41-1-370. — 4 février 1843, B. n° 28, — DALL., 43-1-267. — 4 août 1843, B. n° 191. — MORIN, *Rép.*, v° *Incendie*, n° 18.

L'usufruit d'une maison au profit de l'incendiaire n'empêche pas qu'elle soit la propriété d'autrui. Arr. cass. 4 février 1843, B. n° 28, — DALL., 43-1-267. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Dommage*, n° 89.

L'art. 380 C. P. n'est pas applicable en cas d'incendie volontaire. Arr. cass. 2 juin 1853, B. n° 197, — DALLOZ, *l. c.*, n° 89. — La question posée en ces termes : « N... est-il coupable d'avoir volontairement mis le feu à un édifice assuré appartenant à ses père et mère, » caractérise suffisamment le crime d'incendie de la propriété d'autrui. Arr. cass. 7 août 1852, B. n° 269, — DALL., 52-5-176. — V. *inf.* note 20.

Dans la question que je viens de citer, le mot *assuré* aurait pu être supprimé comme inutile, et il aurait même dû l'être comme pouvant embarrasser. La circonstance d'un préjudice causé à autrui, en cas d'assurance, est indifférente si l'édifice incendié *n'appartient pas à l'incendiaire*, parce qu'alors le préjudice causé *au propriétaire* emporte une peine plus forte que celui causé à des tiers : c'est le § 3 seulement de l'art. 434 qu'il faut appliquer dans cette circonstance.

(5) Le mot *édifice* peut être employé comme synonyme de *maison*. Arr. cass. 19 avril 1850, DALL., 50-5-116.

(6) La circonstance de maison habitée est constitutive, si la maison appartient à l'incendiaire ; elle est aggravante si la maison appartient à autrui. Arr. cass. 28 janvier 1841, DALL., 41-1-371. — 4 février 1843, DALL., 43-4-467. — 11 décembre 1846, DALL., 47-4-126. — 3 juin 1847, DALL., 47-4-141. — 7 janvier, 7 et 21 juin 1860, DALL., 60-5-98, 99. — *V.* DALL., 62-1-96, note 3, résumé de la jurisprudence.

Lorsqu'un individu est accusé d'avoir volontairement mis le feu à des bâtiments *appartenant à autrui*, la circonstance que les bâtiments étaient habités ou servaient à l'habitation est aggravante et doit être posée séparément du fait principal. Arr. cass. 24 mars 1838, B. n° 81, — DALL., 38-1-455. — 26 avril 1838, DALL., 38-1-432. — 11 avril 1845, B. n° 132, — DALL., 45-4-128. — 17 septembre 1847, B. n° 228, — DALL., 47-4-143. — 13 janvier 1848, DALL., 48-5-87. — 16 juillet, 16 et 23 août 1849, DALL., 49-5-93, 94. — 13 septembre 1850, DALL., 50-5-119. — 3 décembre 1852, B. n° 385. — 9 mars 1855, B. n° 89. — 13 janvier

1859, DALL., 59-5-221. — 7 et 21 juin 1860, DALL., 60-5-98, 99, — etc. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Dommage*, n° 47.

La question de maison habitée étant un fait matériel, on peut la poser une seule fois pour tous les co-auteurs. Arr. cass. 23 novembre 1854, B. n° 321, — DALL., 54-5-428.

Il suffit que, sans être habités actuellement, les bâtiments fussent destinés ou servissent à l'habitation, en d'autres termes, qu'ils fussent actuellement employés à l'habitation, lors même que ses habitants ne s'y trouveraient pas au moment de l'incendie, comme ils auraient pu s'y trouver. Arr. cass. 13 février 1840, B. n° 54, — DALL., 40-1-400. — 22 mai 1841, B. n° 152. — 18 février 1843, B. n° 37, — DALL., 43-4-267. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Dommage*, n°s 45, 46. — *Théor. du C. P.*, t. VI, p. 93.

Les mots *lieux habités* ou *servant à l'habitation* de l'art. 434 C. P. comprennent leurs *dépendances* et doivent être interprétés dans le sens de l'art. 390 du même Code. Arr. cass. 11 août 1839, B. n° 259, — DALL., 40-1-400. — 20 janvier 1843, B. n° 6, — DALL., 43-4-268. — 8 août 1844, B. n° 284, — DALL., 44-1-357. — 18 janvier 1847, B. n° 10, — DALL., 47-1-12. — 15 juin 1849, B. n° 138, — DALL., 49-5-248. — 22 septembre 1853, DALL., 53-5-253. — 18 mai 1854, B. n° 160, — DALL., 54-5-430. — 14 août 1856, B. n° 286, — DALL., 56-1-481. — Cette jurisprudence a été contestée par des auteurs, dont les objections n'ont pas ébranlé l'opinion persévérante de la Cour de cassation, à laquelle se range M. DALLOZ. — V. *Théorie du C. P.*, t. VI, p. 94 et suiv. — MORIN, *Rép.*, v° *Incendie*, n° 12. — DALL., *Rép.*, v° *Dommage*, n°s 50-53.

Jugé en conséquence que la peine est encourue par celui qui a été reconnu coupable d'avoir volontairement mis le feu *à une grange dépendant d'une maison habitée*. Arr. cass. 8 août 1844, B. n° 284, — DALL., 44-1-357. — Il ne suffirait pas de dire *à une grange dépendant d'une maison*, quand même il serait énoncé dans une autre question séparée que cette maison était habitée par son propriétaire. Arr. cass. 17 décembre 1846, B. n° 319, — DALL., 47-4-125.

Il faut qu'il soit bien établi que le bâtiment incendié était une *dépendance* de maison habitée ; il ne suffirait pas de dire qu'il était *attenant*, ou d'employer toute expression qui serait, en apparence, synonyme de celle de l'art. 390 du Code pénal. Arr. cass. 25 mai 1848, B. n° 159. — 15 mai 1851, B. n° 182.

Au surplus, on énonce suffisamment la circonstance aggravante en articulant que l'édifice incendié *dépend* ou est une *dépendance* de maison habitée, sans exprimer qu'il est *renfermé dans la même enceinte* que la maison habitée. Arr. cass. 1er août 1851, DALL., 51-5-318. — MORIN, *Rép.*, v° *Quest. au Jury*, n° 30. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Dommages*, n°s 50 et suiv.

(7) Dans une accusation d'incendie d'un édifice *appartenant à autrui*, la circonstance que cet édifice servait à des réunions de citoyens, est ag-

gravante et doit être posée séparément. Arr. cass. 27 avril 1838, B. n° 114.

Pour que cette circonstance existe, il n'est pas nécessaire que le feu ait été mis pendant le temps des réunions : un lieu destiné à la réunion des citoyens est réputé n'être jamais complétement abandonné.

On comprend dans les édifices servant à une réunion de citoyens, les églises, les palais des assemblées législatives, les tribunaux, les Bourses de commerce, les théâtres, les amphithéâtres, les écoles, les corps de garde, les cercles, etc. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Dommage*, n^os^ 55-57. — MORIN, *Rép.*, v° *Incendie*, n° 13. — *Théorie du C. P.*, t. VI, p. 101-103.

(8) Celui qui, mettant le feu à une maison, attache les portes de manière à empêcher les habitants de sortir, se rend coupable à la fois d'incendie et d'une tentative d'assassinat. Arr. cass. 17 décembre 1842, B. n° 333, — *Journ. crim.*, t. XV, p. 350. — Même arrêt, avec la date du 22 décembre 1842, DALL., 43-5-270.

D'après DALLOZ, *Rép.*, v° *Dommage*, n^os^ 109 et suiv., — MORIN, *Rép.*, v° *Incendie*, n° 14, — *Théorie du C. P.*, t. VI, p. 128 et suiv., cette circonstance ne peut jamais être qu'aggravante et non constitutive ; il n'y a lieu d'en tenir compte, comme se rattachant à un incendie, qu'autant qu'un crime d'incendie, punissable d'après les §§ précédents de l'art. 434 C. P., serait déjà caractérisé et établi : ces mots du § 8 *dans tous les cas...* ne pouvant s'entendre que des cas précédemment énumérés ; en dehors de cette prévision, la mort causée par l'incendie devrait être considérée comme accidentelle, et ne pourrait tout au plus être punie que comme un homicide involontaire, v. g. si un individu avait brûlé volontairement un édifice lui appartenant, isolé, non habité, ni assuré, ni grevé d'un privilége ou d'une hypothèque, ni saisi..., et qu'il s'y fût trouvé à son insu une personne qui aurait péri dans l'incendie. — Que si, dans cette hypothèse, le feu avait été mis pour faire périr une personne, l'incendie ne serait à considérer que comme le moyen employé pour commettre un meurtre ou un assassinat, et le meurtre ou l'assassinat serait le crime à retenir comme fait principal, non comme circonstance constitutive d'un incendie qui ne serait pas qualifié en dehors de ce fait. Mais si l'incendie, par la volonté de l'incendiaire, avait pour but déterminé tout à la fois de brûler sa maison, en causant un préjudice à autrui, v. g. parce qu'elle serait assurée..., ou de brûler la maison d'autrui, et de faire périr une ou plusieurs personnes, il y aurait alors deux crimes distincts d'incendie volontaire et de meurtre prémédité. MORIN, *Rép.*, *l. c.*, n° 9.

(9) Lorsque l'incendiaire a mis volontairement le feu à sa propre maison, ou à un édifice quelconque lui appartenant, sans péril éventuel et sans préjudice possible pour autrui, ce fait ne constitue par lui-même aucun crime ; l'action ne devient criminelle et n'entraîne l'application de l'art. 434 C. P., que par l'addition d'une circonstance prise parmi celles

qui sont prévues par ledit article. Arr. cass. 11 et 16 décembre 1825, DALL., 26-1-88, 185. — 21 novembre 1822, B. n° 167, — DALLOZ, *Rép.*, v° *Dommage*, n^os^ 24-27.—8 janvier 1835, B. n° 5,—DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 91.—24 juillet 1848, B. n° 214,—DALL., 40-1-430.—DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 62. — 4 février 1843, B. n° 28, —DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 91. — 2 juin 1848, B. n° 167, — *Journ. crim.*, t. XX, p. 351. — 13 septembre 1850, B. n° 305, — DALL., 50-5-119. — 28 mai 1852, B. n° 173, — DALL., 52-5-173. — 13 octobre 1853, B. n° 504. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 478 et suiv. — MORIN, *Rép.*, v° *Incendie*, n° 15. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Dommage*, n^os^ 85 et suiv., 92 et suiv. — *Théor. du C. P.*, t. VI, p. 111 et suiv., 119.

Une de ces circonstances, jointe au fait, est constitutive, et par conséquent fait nécessairement partie de l'articulation principale; les autres, si elles existent, doivent être posées à part, comme accessoires ou aggravantes.

On peut imputer alors, comme incrimination principale, *d'avoir volontairement mis le feu à sa maison assurée contre l'incendie*. Arr. cass. 13 décembre 1839, B. n° 380, — DALLOZ, *Rép.*, v° *Dommage*, n° 91. — 24 avril 1845, B. n° 148, — DALL., 45-4-127. — 27 août 1847, B. p. 342, — DALL., 47-4-142. — 3 février 1848, B. n° 27, — DALL., 48-5-88. — 13 septembre 1850, B. n° 305, — DALL., 50-5-119. — 6 juillet et 29 décembre 1854, DALL., 54-5-429.

Ou *d'avoir volontairement mis le feu à un édifice qui lui appartenait et qui était assuré*, sans qu'il soit besoin d'énoncer que l'incendiaire avait l'intention de se faire payer le prix de l'assurance, puisqu'il ne pouvait ignorer que la conséquence immédiate de son action, était de faire peser cette obligation sur les assureurs. Arr. cass. 23 avril 1829, B. n° 83, — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 93. — 13 décembre 1839, B. n° 380, — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 91. — 6 juillet 1854, B. n° 217, — DALL., 54-5-429. — HÉLIE, t. IX, p. 102.

En cas d'incendie d'un édifice non habité ou servant à l'habitation, appartenant à l'incendiaire, il y a crime, s'il y a préjudice pour un tiers. Arr. cass. 28 janvier 1841, B. n° 26, — DALL., 41-1-370. — Dire *qu'un édifice était assuré par une compagnie d'assurance*, c'est énoncer virtuellement qu'un préjudice a été causé ou pouvait être causé à autrui. Arr. cass. 6 juillet 1854, B. n° 217, — DALL., 54-5-429.

Cette question a été approuvée comme n'étant pas complexe : « N..., en mettant volontairement le feu à sa maison, a-t-il volontairement causé un préjudice à la compagnie d'assurance?... » Arr. cass. 18 août 1842, B. n° 210, — DALL., 43-4-123.

On peut encore imputer d'avoir volontairement mis le feu à sa propre maison *grevée du privilége de vendeur*, ou *renfermant des récoltes appartenant à autrui*. Arr. cass. 7 janvier 1826, B. n° 5, — DALL., 26-1-177. — *Théorie du C. P.*, t. VI, p. 119.—DALLOZ, *Rép.*, v° *Dommage*, n^os^ 27, 92. — HÉLIE, t. IX, p. 102.

Dans ces cas et autres analogues, que j'indique dans la formule n° 2

ci-dessus, la question de préjudice pour autrui étant posée comme constitutive, l'habitation ou la dépendance d'une maison habitée, est une circonstance aggravante à séparer. Arr. cass. 24 mars 1838, DALLOZ, *Rép.*, v° *Dommage*, n° 47. — 18 août 1842, DALL., 43-4-135. — 27 août 1847, B. n° 197, — DALL., 47-4-142.

Supposez que la maison incendiée appartenant à l'incendiaire, n'est pas assurée, ou hypothéquée, ou saisie..., que l'incendie n'a pas causé ou pu causer de préjudice à autrui, c'est-à-dire un préjudice matériel et pécuniaire; on pourrait accuser cet incendiaire « d'avoir volontairement mis le feu à sa maison habitée ou servant à l'habitation. » — Dans ce cas, l'habitation, ou la destination à l'habitation, serait la circonstance constitutive. Arr. cass. 14 janvier et 3 juin 1847, DALL., 47-4-141, 143. — 3 février 1848, B. n° 27, — DALL., 48-5-88. — 13 mai 1849, B. n° 216. — 23 août 1849, B. p. 315, — DALL., 49-5-93. — 13 septembre 1850, B. n° 305, — DALL., 50-5-119. — 28 mai 1852, B. n° 173, — DALL., 52-5-173. — 23 septembre 1852, B. n° 327, — DALL., 52-5-173. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Dommage*, n° 47.

Si les lieux sont assurés et habités, ce sont deux questions distinctes, que l'on ne pourrait réunir sans complexité. Arr. cass. 29 septembre 1854, B. n° 292, — DALL., 54-5-429. — Il faut, dans ce cas, deux articulations séparées, soit que l'on pose une question principale d'incendie d'une maison assurée, avec la circonstance aggravante de l'habitation, soit que l'on pose deux questions principales successives et distinctes : l'une, d'incendie d'une maison assurée; — l'autre, d'incendie d'un édifice habité ou servant à l'habitation, comme je l'indique à la fin de cette note.

La Cour de Bourges, Arr. du 31 décembre 1853, DALL., 55-2-49, n'a pas considéré comme habitée ou servant à l'habitation, dans le sens de l'art. 434 C. P., la maison habitée par l'incendiaire seul.

La Cour de cassation a décidé le contraire par Arr. 27 août 1847, DALL., 47-4-142. — 12 juillet 1850, DALL., 50-1-254. — 29 septembre 1854, DALL., 54-5-429.

Un individu qui a mis le feu à une maison lui appartenant, et possédée par un autre à titre de location, n'en a pas moins incendié sa propre maison, *avec dommage pour autrui*. *Théorie du C. P.*, t. VI, p. 119. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Dommage*, n° 90.

Il en serait de même à l'égard du nu propriétaire d'un édifice grevé d'usufruit. V. *sup.* note 4, où il est établi que l'usufrutier n'est point considéré comme propriétaire, en cas d'incendie de la maison dont il a l'usufruit.

Puisque, dans le cas où l'édifice incendié appartient à l'incendiaire, on peut également prendre pour constitutive telle ou telle des circonstances qui seraient accessoires ou aggravantes en cas d'incendie de la propriété d'autrui, il est prudent de choisir celle qui entraîne la peine la moins rigoureuse, pourvu qu'elle soit sûrement établie, car le fait principal écarté, les circonstances accessoires s'évanouissent. Il importe donc de présenter comme incrimination principale, le fait le plus certain et en même temps

le moins grave, parce que c'est celui que la vindicte publique a le plus de chance de faire admettre par le jury. MORIN, *Rép.*, v° *Incendie*, n° 20.

Or, les circonstances d'assurance, de priviléges, d'hypothèques, de saisies, sont ordinairement les plus faciles à justifier, et les moins contestables, parce qu'elles se constatent par écrit ; et, d'un autre côté, le dommage causé à autrui n'emporte que les travaux forcés au cas du § 5, ou de la reclusion aux cas des §§ 4 et 6 de l'art. 434 C. P., tandis que les autres circonstances prévues par les §§ 1 et 2, emportent la peine de mort.

Lorsque deux circonstances entraînent les mêmes conséquences pénales, et sont coexistantes, il faut donner le caractère de circonstance constitutive à celle qui paraît la mieux justifiée, et poser les autres comme circonstances accessoires ou aggravantes.

On peut encore formuler autant d'incriminations principales successives, qu'il y a de circonstances, dont chacune devient alors constitutive ; ce qui, dans certaines poursuites, sauvegarde mieux les intérêts de la vindicte publique, et garantit plus sûrement la répression, parce qu'alors il ne peut y avoir aucune question sans réponse.

Dans cet ordre d'idées, on imputera au prévenu : 1° d'avoir volontairement mis le feu à sa propre maison, assurée contre l'incendie...

2° D'avoir volontairement mis le feu à sa maison habitée ou servant à l'habitation ;

3° D'avoir volontairement mis le feu à un édifice ou tel édifice lui appartenant et dépendant de sa maison (ou d'une maison) habitée ou servant à l'habitation ;

4° D'avoir volontairement mis le feu à sa maison servant de lieu de réunion à des citoyens.

Et on ajoutera, s'il y a lieu, la circonstance aggravante du § 8 de l'art. 434 C. P., qui ne semble pas pouvoir être prise comme constitutive. V. *sup.* note 8.

Toutefois, il y a une remarque à faire sur cette manière de formuler l'incrimination d'incendie.

Cette méthode ne souffre pas d'objections quand il n'y a qu'un seul accusé. Mais, s'il y en avait deux ou plusieurs, v. g. si des époux, des associés, des copropriétaires avaient ensemble mis le feu à leur propriété commune et indivise, il vaudrait mieux qualifier le fait en posant une question principale et des circonstances aggravantes séparées, afin de prévenir les réponses contradictoires à l'endroit des circonstances aggravantes, qui ne seraient alors posées qu'une seule fois. Autrement, tous les accusés étant déclarés coupables d'incendie de leur propre maison (assurée, je suppose), si ensuite l'un était déclaré coupable d'incendie d'une maison *habitée*, l'autre déclaré non coupable d'incendie de la même maison *habitée*, il y aurait contradiction, tous ayant incendié une maison qui ne peut *être habitée* quant aux uns et *ne l'être pas* quant aux autres, cette circonstance matérielle n'étant pas susceptible rationnellement de réponses diverses.

(10-11) *V.* Arr. cass. 7 janvier 1826, B. n° 5, — DALL., 26-1-177, cité *sup.* note 9.

(12) Lorsqu'il existe sur un édifice une saisie immobilière, lorsqu'un navire ou un bateau, dans les conditions des art. 190 et suiv. du Code de commerce, ont été frappés d'une saisie conformément aux art. 197 et suiv. du même Code, il est évident que détruire par un incendie le gage des créanciers saisissants, c'est leur porter un préjudice de même nature qu'en incendiant une maison grevée d'un privilége, ou d'une hypothèque, ou d'un usufruit.

(13) Serait vicieuse, comme complexe, une question portant à la fois soit sur l'incendie de la chose d'autrui et de sa propre chose (au préjudice d'autrui), soit sur l'incendie direct et sur l'incendie par communication. Arr. cass. 30 novembre 1848, B. n° 296.

Si donc un individu avait brûlé sa propre maison ou une dépendance de sa maison, et en même temps la maison de son voisin, il y aurait deux faits principaux distincts, entraînant deux incriminations séparées.

Il devrait en être de même si le feu avait été mis volontairement à une seule maison appartenant pour partie à l'incendiaire, pour partie à autrui, autant toutefois que chaque partie serait, distinctement ou d'une manière déterminée et précise, reconnue pour être la propriété exclusive de l'incendiaire et d'autrui : v. g. si l'un était propriétaire du rez-de-chaussée, l'autre du premier étage, ou si l'un était propriétaire d'un côté de la maison, et l'autre propriétaire d'un côté différent ; il y aurait alors autant de propriétés distinctes que de propriétaires.

Mais il en serait autrement si l'incendiaire et ses copropriétaires (à titre d'associés, de cohéritiers, d'acquéreurs en commun...) étaient fondés seulement pour des quotités ou pour des parts connues dans la propriété commune (comme un quart, un tiers, une moitié), sans affectation particulière d'une partie déterminée afférente au droit de chacun dans l'édifice indivis; en sorte qu'aucun des propriétaires ne pût dire quelle est la partie lui appartenant en propre, à l'exclusion du surplus, mais que chacun des copropriétaires eût un droit partiel dans la totalité de l'immeuble, et dans chacune de ses parties, à défaut d'une attribution spéciale à tel ou tel. Dans ce cas, l'incendiaire ne pourrait brûler sa chose sans incendier celle d'autrui : il n'y aurait donc pas prohibition d'énoncer dans l'incrimination qu'il a volontairement mis le feu à un édifice appartenant indivisément ou conjointement en partie *ou* pour telle partie à lui-même, et en partie *ou* pour telle partie à autrui ; la force des choses obligerait à qualifier de cette façon. *V.* en ce sens, DALLOZ, *Rép.*, v° *Dommage*, n° 88.—*Théor. du C. P.*, t. VI, p. 111, 118.

L'incendie, par un des copropriétaires, d'un édifice assuré, dans le but d'obtenir le capital de l'assurance, constitue à la fois, de la part du coupable, le crime d'incendie d'un objet qui ne lui appartient pas, et l'incendie dommageable pour autrui d'une chose qui lui appartient conjointement

avec d'autres. Arr. cass. 20 avril 1839, DALLOZ, *Rép.*, v° *Dommage*, n° 89. — MORIN, *Rép.*, v° *Incendie*, n° 19.

Si, en suivant la formule n° 3 ci-dessus, on ne fait qu'une incrimination principale, et que l'on impute au prévenu d'avoir volontairement mis le feu à un édifice appartenant indivisément ou conjointement en partie à lui-même et en partie à autrui, on trouve comme circonstance constitutive l'incendie volontaire de la propriété d'autrui, pour circonstances accessoires, l'assurance, l'habitation..., et il y a lieu d'appliquer toutes les observations que j'ai faites sous la formule n° 1.

Si l'on veut diviser l'incrimination, comme je l'ai indiqué ci-dessus note 9 *in fine*, on imputera au prévenu : 1° d'avoir volontairement mis le feu à une maison dont il était propriétaire pour une partie (en passant sous silence le droit des copropriétaires ou en en faisant abstraction) et qui était assurée (s'il y a assurance), *ou* qui était habitée ou servait à l'habitation, de manière à joindre au fait de l'incendie, par le prévenu, de sa propre chose, une circonstance caractéristique d'un incendie punissable;— 2° d'avoir volontairement mis le feu à une maison appartenant en partie à N..., *ou* à autrui (abstraction faite du droit de l'incendiaire) ; on ajoutera ensuite, séparément, les circonstances aggravantes résultant de la procédure et ressortant des faits du procès.

Mais cette division arbitraire, et par abstraction mentale de droits conjoints, paraîtrait sans doute trop subtile, et il est plus conforme à la vérité des faits, dès lors plus simple et même plus rationnel, de suivre la marche que je propose dans la formule n° 3, disposée de manière à suffire à toutes les hypothèses d'une espèce où l'incendiaire serait copropriétaire du bâtiment incendié.

(14) Quant à l'incendie des forêts, bois taillis, récoltes sur pied, bois abattus mis en tas ou en cordes *ou* stères, récoltes abattues mises en tas ou en meules, les éléments du crime sont : 1° la volonté; — 2° la *nature* des objets incendiés, en remarquant que les dispositions des §§ 5 et 6 de l'art. 434 C. P. sont *limitatifs* ; — 3° la propriété des objets incendiés, ou le préjudice pour autrui, que la propriété soit publique ou privée. DALLOZ, *Rép.*, v° *Dommage*, n°s 60, 65 et suiv.—*Théor. du C. P.*, t. VI, p. 104 et suiv., 118, 119.

(15) Cette circonstance, quand elle existe, doit être relevée dans tous les cas prévus par l'art. 434 C. P., ainsi que s'en exprime le § 8 de cet article : par conséquent, s'il s'agit d'incendie de forêts, bois ou récoltes, aussi bien que s'il s'agit d'incendie d'édifices ; mais il faut toujours que le fait d'incendie constitue par lui-même un crime. V. *sup.* note 8.

(16) Dans la formule n° 4, on trouve, comme circonstance constitutive, l'incendie de la *propriété d'autrui* ; ici comme pour les édifices, la circon-

stance constitutive, c'est le *préjudice pour autrui*. — Je renvoie aux explications données sous la formule n° 2.

(17, 19) *V*. note 16.

(18) *V*. note 13.

(20) Lorsqu'un mari, connaissant sa séparation, a volontairement brûlé des récoltes appartenant à sa femme, séparée de corps et de biens, cette circonstance est constitutive comme celle de *propriété d'autrui*. Arr. cass. 2 mars 1820, B. n° 38,—DALLOZ, *Rép.*, v° *Dommage*, n°s 22, 23.—V. *sup.* note 4, Arr. cass. 7 août 1852.

Les mots *en tas ou en cordes* ou *stères, en tas ou en meules*, sont essentiels. Si les bois et récoltes étaient dispersés sur la surface du sol, l'art. 434 §§ 5 et 6 ne serait pas applicable. Arr. cass. 15 septembre 1826, B. n° 187, —DALL., 27-1-22. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Dommage*, n° 71.

Mais il n'est pas indispensable que les bois et récoltes abattus se trouvent encore sur les lieux mêmes où ils étaient accrus.

La loi protége les récoltes, non-seulement dans les champs, mais encore dans tous les lieux où elles sont déposées, jusqu'à ce qu'elles aient perdu leur caractère de récolte. Arr. cass. 27 septembre 1827, B. n° 346, — DALL., 27-1-502. — 22 mars 1832, *Journ. crim.*, t. IV, p. 78. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Dommage*, n°s 69-84. — *Théor. du C. P.*, t. VI, p. 110.

Si les bois ou récoltes étaient renfermés dans des magasins ou chantiers, ils ne seraient plus considérés comme récoltes, mais comme marchandises; d'ailleurs l'incendie atteignant les magasins et chantiers eux-mêmes, rentrerait sous l'application des §§ 1 et 3 de l'art. 434 C. P., selon l'espèce.

Pareillement, si des bois de chauffage, fagots ou bûches, des gerbes de blé, des pailles, foins ou fourrages, avaient été engrangés ou serrés dans des édifices, quand même on les considérerait à bon droit comme des récoltes, il faudrait appliquer les §§ 1, 2, 3 de l'art. 434, et s'attacher à l'incendie des édifices, sans se préoccuper de la nature des objets qu'ils contenaient.

L'incendie d'une meule de paille ou de fagots ne rentre sous l'application du § 5 de l'art. 434 C. P., qu'autant qu'il a été déclaré que ces objets avaient conservé leur caractère de récolte, et qu'ils constituaient *une récolte* ou *une partie de récolte*. Arr. cass. 27 septembre 1827, DALL., 27-1-502. — 22 mars 1832, DALL., 32-1-261. — 4 mars et 7 avril 1853, DALL., 54-5-254, 255.

Il semble que pour que ces objets aient le caractère de récolte, il faut qu'ils aient été *recueillis* ou *récoltés* par leur propriétaire : s'ils avaient été *achetés*, on ne devrait plus les considérer que comme des approvisionnements, non comme des récoltes.

L'incrimination d'avoir volontairement mis le feu à une *meule de blé* appartenant à autrui, serait exacte et exprimerait suffisamment l'action

d'avoir incendié une récolte, parce qu'une meule de blé se constitue de gerbes de blé, qui sont une récolte. Arr. cass. 30 juin 1853, B. n° 230.— DALL., 53-5-254.

Il devrait en être de même d'une meule de foin ou de fourrage, récoltés par leur propriétaire.

Dans tous les cas, il est plus prudent d'ajouter que les tas ou meules de bois, de gerbes, de paille, de foin ou de fourrage incendiés, étaient en *nature de récolte* ou *faisaient partie d'une récolte.* Ce point pourra être discuté devant le jury ; mais une fois qu'il aura été constaté par un verdict affirmatif, l'arrêt de condamnation sera vainement attaqué.

(21-22) *V.* note 19.

(23) *V.* note 9.

(24) *V.* note 13.

(25) Mettre le feu directement ou par communication, c'est commettre, à l'aide de procédés différents, un crime de même nature et emportant les mêmes conséquences. Les observations qui ont été exposées jusqu'ici relativement à l'incendie direct, s'appliquent donc à l'incendie par communication.

Dans le cas où le feu a été mis volontairement à des objets ou matières combustibles placés de manière à communiquer l'incendie, il peut y avoir deux crimes distincts : un incendie direct et un incendie par communication, v. g. le feu mis volontairement, soit à une meule de blé, soit à une meule de paille ou de foin faisant partie d'une récolte et appartenant à autrui, ou appartenant à l'incendiaire, et assurée, et qui était placée de manière à communiquer le feu, soit à un édifice effectivement atteint par la communication du feu, soit à une autre récolte en tas ou en meule appartenant à autrui ou assurée par une compagnie différente, et atteinte par l'incendie ; — ou le feu mis volontairement à un édifice appartenant soit à autrui, soit à l'incendiaire, et assuré, attenant à un autre édifice appartenant à autrui ou appartenant à l'incendiaire et assuré, auquel le feu a été effectivement communiqué, — constitueraient deux incendies distincts à articuler séparément et successivement. On imputerait d'abord les faits constitutifs de l'incendie direct ; on articulerait ensuite les faits constitutifs de l'incendie communiqué, en envisageant cette fois les objets incendiés directement comme *matières combustibles placées de manière à communiquer* l'incendie, et ayant servi d'agents conducteurs du feu vers les objets incendiés par communication. *V.* en ce sens, Arr. cass. 5 avril 1855, B. n° 119. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Dommage*, n° 107. — *Théor. du C. P.*, t. VI, p. 127. — HÉLIE, t. IX, p. 104.

Quel que soit le propriétaire des édifices ou autres objets incendiés par communication (autant que ces objets rentreraient dans les prévisions de

l'art. 434 C. P.), si les circonstances de préjudice ou de péril éventuel pour autrui prévus par les §§ 1, 2, 3, 4, 5, 6 de l'art. 434 existent, elles doivent être posées, soit comme constitutives, soit comme aggravantes, selon les distinctions énoncées plus haut, spécialement notes 4, 6, 7, 9, 13. — La circonstance du § 8 ne peut être posée que comme aggravante, ainsi qu'on l'a vu *sup.* note 8.

Il y aurait vice de complexité à comprendre dans une même question un incendie direct et un incendie par communication. Arr. cass. 30 novembre 1848, B. n° 296.

La circonstance que le feu a été communiqué à un édifice, est constitutive du crime d'incendie par communication (crime distinct de l'incendie direct, quoique similaire), et non pas une circonstance aggravante. Arr. cass. 3 janvier 1846, B. n° 3, — DALL., 46-4-140. — 30 novembre 1848, B. n° 296.

Dans ce cas (si l'objet incendié appartient à un autre que l'incendiaire, — ou s'il a été déjà établi que cet objet est assuré, en sorte qu'une circonstance constitutive ait déjà été exposée avec celle de communication, pour compléter l'incrimination), il ne faut pas confondre avec la circonstance de communication, qui est constitutive, la circonstance de maison habitée, qui est aggravante. Arr. cass. 15 avril 1843, B. n° 81. — 16 janvier 1845, B. n° 14, — DALL., 46-4-140. — 3 janvier 1846, B. n° 3, — DALL., 46-4-140. — 16 août 1849, B. n° 201, — DALL., 49-5-94. — 13 avril 1848, B. n° 115. — 30 novembre 1848, B. n° 296.

La circonstance d'assurance ou de préjudice pour autrui, en cas d'incendie communiqué à la propriété de l'incendiaire, serait constitutive. Arr. cass. 30 décembre 1839, DALL., 40-1-391.

Le fait de mettre le feu à des fagots entassés sous le hangar d'une maison habitée, est identiquement le même que celui d'avoir tenté de mettre le feu à des matières combustibles placées de manière à le communiquer à une maison habitée. Arr. cass. 28 mai 1830, DALLOZ, *Rép.*, v° *Dommage*, n° 101.

Lorsque le feu a été mis à une meule de paille pour communiquer l'incendie à un bâtiment, c'est là une circonstance constitutive du crime, non une circonstance aggravante qui doive faire l'objet d'une question distincte. Arr. cass. 26 avril 1839, DALL., 40-1-356. — D'après ce que j'ai dit au commencement de cette note, il faudrait, dans ce cas, s'abstenir de qualifier la meule de paille de *récolte* ou *partie de récolte*, et ne la considérer que comme une *matière quelconque* placée de manière à communiquer l'incendie, pour ne pas s'exposer à paraître comprendre deux crimes caractérisés dans une seule articulation, qui serait par le cumul entachée de complexité.

En cas d'incendie par communication, les mots *en mettant volontairement le feu*, sont essentiels. Arr. cass. 13 juin 1850, B. n° 194, — DALL., 50-5-281.

Question. —Mais faut-il également exprimer, dans l'incrimination ou

dans la question que l'incendiaire a communiqué l'incendie à dessein, avec intention, ou volontairement?

D'après les discussions qui ont précédé le vote de la loi du 28 avril 1832, l'art. 434 C.P., modifié par cette loi, n'exige pas que l'incendiaire ait volontairement communiqué l'incendie, mais seulement qu'il ait volontairement mis le feu à des objets placés de manière à le communiquer, et qui l'ont en effet communiqué ; dans cette hypothèse, l'incendiaire est responsable de toutes les conséquences de son action volontaire, quand même il ne les aurait ni calculées ni prévues, et fussent-elles l'effet d'un accident ou d'un cas fortuit. DALLOZ, *Rép.*, v° *Dommage*, n^os^ 102-104. — *Théor. du C. P.*, t. VI, p. 122-127. — HÉLIE, t. IX, p. 104.

La Cour de cassation a jugé, dans ce sens, que le crime d'incendie par communication prévu dans l'art. 434 § 7 C. P., existe par cela seul que la communication était possible, qu'elle a eu lieu réellement, et que le feu a été mis volontairement aux objets qui ont communiqué l'incendie; qu'il n'est pas nécessaire qu'il y ait, en outre, volonté de communiquer cet incendie. Arr. cass. 1^er^ juillet 1852, B. n° 215, — DALL., 52-5-311.

La même Cour avait implicitement jugé le contraire par Arr. du 14 juin 1849, DALL., 49-5-248, en décidant qu'en cas d'incendie par communication, il y a présomption légale de la volonté de communiquer le feu, lorsque le feu a été mis volontairement aux objets qui pouvaient le communiquer et qui l'ont réellement communiqué; mais que cette présomption peut être détruite par la preuve contraire, et que cette preuve contraire étant faite, il y a lieu d'appliquer, non l'art. 434, mais l'art. 444 du Code pénal.

En dernier lieu, la Cour de cassation a jugé que l'incendie par le moyen du feu mis à des objets pouvant le communiquer à un édifice, n'est punissable d'après l'art. 434 § 7 C. P., qu'autant que la déclaration du jury constate, à la charge de l'accusé, les deux circonstances suivantes : la volonté de mettre le feu à l'édifice, et la communication effective de l'incendie au moyen de l'agent conducteur choisi pour communiquer le feu. Arr. cass. 5 avril 1855, B. n° 119.

L'arrêt de 1855, dans sa rédaction un peu confuse, semblerait contraire à l'arrêt de 1852, et il pourrait en résulter quelque incertitude. Mais en examinant de près cet arrêt de 1855, on voit que le motif de cassation a été que l'incrimination consistait à avoir mis volontairement le feu à des objets placés de manière à communiquer l'incendie à un séchoir, c'est-à-dire à un édifice, sans ajouter que cet édifice *eût été atteint*, ou que l'incendie *eût été communiqué*. Or, déjà, par arrêt du 3 janvier 1846, B. n° 3, — DALL., 46-4-140, la Cour avait décidé qu'en cas d'incendie par communication, il ne suffit pas d'avoir volontairement mis le feu, il faut encore qu'il ait été communiqué.

L'arrêt de 1855 n'avait pas autre chose à juger et ne juge rien de plus. Les motifs qui vont au delà de ce but peuvent être considérés comme un *lapsus* de rédaction, et ne tirent pas à conséquence; tandis que, dans l'arrêt de 1852, on avait précisément à juger la question de savoir si un arrêt de

chambre d'accusation avait à tort ou à bon droit refusé d'appliquer l'art. 434 § 7 C. P., en considérant que le feu avait bien été mis volontairement, *mais que la volonté de communiquer l'incendie n'apparaissait pas*, et cet arrêt fut cassé par des motifs précis et réfléchis. Aussi, l'arrêt de 1852, qui interprète la loi *in terminis*, doit servir de règle.

Dans une incrimination ou un arrêt de mise en accusation, il suffit donc d'exprimer que l'incendiaire a mis volontairement le feu à des objets placés de manière à communiquer l'incendie, et qui l'ont réellement communiqué ; ou, en d'autres termes, qu'il a communiqué l'incendie en mettant volontairement le feu à des objets placés de manière à communiquer ledit incendie : ce sont littéralement les termes du Code pénal.

(26) *V.* note 9.

686. Infanticide.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, volontairement [1] donné la mort à son enfant *ou* à un enfant [2] nouveau-né [3] (C. P., art. 300, 302).

Ou... d'avoir, à..., le..., volontairement homicidé son enfant *ou* un enfant nouveau-né [4] (C. P., 300, 302).

(*V.* autres formules, *Inf.*, notes 3 et 4.)

(1) La volonté est constitutive de tout meurtre. Arr. cass. 23 décembre 1841, DALL., 41-1-117. — En l'absence de volonté, il n'y a pas d'infanticide, mais il peut y avoir homicide par imprudence. Arr. cass. 29 mai 1806, B. n° 82.—MORIN, *Rép.*, v° *Infanticide*, n° 7.—DALLOZ, *Rép.*, v° *Crimes contre les personnes*, n° 83. — *Théor. du C. P.*, t. III, p. 398.

En cas d'infanticide proprement dit, c'est-à-dire quand l'incrimination d'avoir commis un homicide volontaire sur un enfant nouveau-né est articulée sans division, comme dans les formules ci-dessus, il est absolument inutile de poser une question de préméditation, qui n'aurait rien d'aggravant. MORIN, *Rép.*, v° *Infanticide*, n° 11.

Il en serait autrement si l'incrimination était scindée, comme je l'exposerai plus loin, note 4.

(2) L'infanticide de deux jumeaux nouveau-nés nécessite deux incriminations distinctes. Arr. cass. 18 juillet 1856, B. n° 255.

Il n'est pas nécessaire d'énoncer la filiation ou la désignation spéciale du nouveau-né. Arr. cass. 6 février 1840, DALL., 40-4-434.

Le meurtre d'un enfant nouveau-né constitue l'infanticide, lors même que le coupable ne serait ni le père, ni la mère de l'enfant. Arr. cass. 8 fé-

vrier 1816, DALLOZ, *Rép.*, v° *Crimes contre les personnes*, n° 82. — 14 avril 1837, B. n° 114, — DALL., 37-1-357. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 270. — CARNOT, *Comm. C. P.*, t. II, p. 26, 28. — RAUTER, *Droit crim.*, t. II, p. 22. — MORIN, *Rép.*, v° *Infanticide*, n° 2. — *Théorie du C. P.*, t. III, p. 405.

En cas de poursuite contre le père et la mère, on pourrait, sans contradiction, considérer l'un comme auteur d'un homicide volontaire sur un nouveau-né, l'autre comme auteur d'un homicide involontaire, c'est-à-dire d'un homicide par imprudence, maladresse ou négligence. Arr. cass. 19 août 1841, DALL., 41-1-432, — *Journ. crim.*, t. XIII, p. 181. — MORIN, *Rép.*, v° *Infanticide*, n° 12.

(3) La qualité d'enfant nouveau-né doit être comprise dans la question principale; ce n'est pas une circonstance aggravante du meurtre, mais une circonstance constitutive de l'infanticide, crime spécial. Arr. cass. 21 août 1840, B. n° 237, — DALL., 40-1-435, — *Journ. crim.*, t. XII, p. 318. — 13 mars 1845, B. n° 94, — DALL., 45-1-125. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Crimes contre les personnes*, n°s 90, 91. — MORIN, *Rép.*, v° *Circonst. aggrav.*, n° 9; v° *Quest. au jury*, n° 45; v° *Infanticide*, n° 10. — Mais *V.* la suite de cette note.

Pour qu'il y ait crime d'infanticide, il faut que l'enfant soit né *vivant*, qu'il ait vécu de la vie extra-utérine, c'est-à-dire qu'il ait respiré. Un enfant *naissant*, dans ces conditions, est considéré comme un enfant né; il n'est pas nécessaire que l'enfant soit né *viable*. BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 270. — *Théorie du C. P.*, t. III, p. 400, 403. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n°s 86, 87, 92. — *Sup.* n° 225.

D'après plusieurs auteurs (*Théorie du C. P.*, t. III, p. 404. — MORIN, *Rép.*, v° *Infanticide*, n° 9. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Crimes contre les personnes*, n° 86), si la mère soutient que son enfant est né mort, il est nécessaire de poser la question de savoir si l'enfant est né vivant. A mon avis, cette question d'excuse péremptoire n'a pas besoin d'être posée: évidemment, on ne peut donner la mort qu'à un être vivant; la mise en accusation implique donc que l'enfant est né vivant, que l'allégation de la mère n'a point été justifiée dans l'instruction préparatoire, et que le contraire ressort de la procédure. Cette défense pourra être reproduite aux débats; et s'il est alors reconnu que l'enfant est né mort, dès lors qu'il ne paraîtrait point justifié qu'il est né vivant, il s'ensuivra qu'il n'y a pas eu infanticide démontré, que par conséquent le verdict devra être négatif, et l'acquittement devra être prononcé. *V.* en ce sens, Arr. cass. 26 janvier 1855, DALL., 55-1-89.

Questions.—Que doit-on entendre par ces mots *enfant nouveau-né?*

L'art. 300 C. P. s'est borné à déclarer : est qualifié infanticide le meurtre d'un enfant nouveau-né, sans définir ce que c'est qu'un enfant nouveau-né; le silence de la loi à cet égard a ouvert la carrière à la controverse et suscité des interprétations divergentes.

L'enfant nouveau-né est un enfant naissant ou un enfant qui vient de

naître. *Théorie du C. P.*, t. III, p. 403. Ce qui doit être entendu de l'enfant qui vient de naître, ou de l'instant qui suit immédiatement sa naissance. CARNOT, *Comm. C. P.*, t. II, p. 28.

La Cour de cassation décide que l'homicide d'un enfant nouveau-né ne constitue l'infanticide qu'autant qu'il a été commis au moment ou dans un temps très-rapproché de la naissance...; lorsqu'il n'a pas encore été entouré des garanties communes, et que le crime peut effacer jusqu'à la trace de sa naissance. Arr. cass. 24 décembre 1835, B. n° 468, — DALL., 36-1-268 (affaire Marie Demange). — Même arrêt avec la date du 31 décembre 1835, *Journ. crim.*, t. VIII, p. 17. — Mais la Cour de cassation n'a point précisé pendant combien de temps elle considère l'enfant comme nouveau-né; elle a décidé seulement qu'il n'est plus nouveau-né après 31 jours, 14 jours, 8 jours.

La Cour d'Angers n'admet pas que l'enfant soit réputé nouveau-né après les trois jours que la loi accorde pour déclarer la naissance à l'officier de l'état civil. — La Cour de Poitiers a considéré comme nouveau-né un enfant dont la naissance avait été déclarée devant l'officier de l'état civil, et qui avait été tué par son père légitime 42 heures après sa naissance. *V.* arrêts cités *sup.* n° 225.

Les auteurs ne sont pas plus précis. Suivant l'opinion de tel ou tel, ce temps rapproché de la naissance pendant lequel l'enfant est réputé nouveau-né, doit être de *cinq* jours, — de *quatre* à *huit* jours, temps nécessaire pour la chute naturelle du cordon ombilical, — de *trois* jours, temps légal pour la déclaration de la naissance à l'officier de l'état civil, — et même de *vingt-quatre heures*. — Mais le législateur n'a adopté ou consacré aucune de ces préfixions de délai. Lors de la révision du Code pénal, en 1832, un amendement tendant à fixer le délai à *trois* jours, fut écarté comme *trop restrictif*. — *V.* auteurs cités *sup.* n° 225. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Crimes contre les personnes*, n° 82. — *Théor. du C. P.*, t. III, p. 401-404. — MORIN, *Rép.*, v° *Infanticide*, n° 10.

—L'incertitude de la date de la naissance peut encore soulever une difficulté fort embarrassante au point de vue de notre question.

Toutes les fois que l'enfant paraît nouveau-né, parce qu'il a été homicidé au moment même de sa naissance, dans le jour ou dans les deux ou trois jours de son existence extra-utérine, il faut qualifier le fait d'homicide volontaire d'un enfant nouveau-né, sauf au président des assises à diviser la question, s'il y échet, d'après le résultat des débats et les nécessités de la justice, et à demander au jury :

1° Si l'accusé ou l'accusée est coupable d'avoir volontairement donné la mort à un enfant?

2° Si cet enfant était nouveau-né?

3° Si l'auteur de l'action avait à l'avance formé le dessein d'attenter à la vie de cet enfant?

— Pourrait-on, *à priori*, dans une incrimination d'infanticide, diviser les éléments du crime comme je viens de l'indiquer?

Il semblerait que ce droit fût refusé non-seulement au juge d'instruction

et à la chambre d'accusation, mais même au président ou à la Cour d'assises, d'après la théorie appliquée par la Cour de cassation aux crimes *sui generis* ou spéciaux, parmi lesquels elle classe l'infanticide, à raison de ce qu'il est prévu par un texte particulier du Code pénal; en sorte que, pour ce crime, la circonstance d'âge ou de nouveau-né serait nécessairement constitutive. Arrêts cités au commencement de cette note.

On peut remarquer toutefois que l'arrêt du 21 août 1840, qui établirait le principe, a rejeté un pourvoi fondé sur ce que la question n'avait pas été divisée; y aurait-il eu également rejet si le pourvoi avait été fondé sur ce que la question aurait été divisée? Peut-être.

En effet, on peut considérer, disent les auteurs, que l'infanticide n'est, à vrai dire, qu'un meurtre qualifié. V. *sup.* n° 635. M. Grellet-Dumazeau, alors conseiller, aujourd'hui président de chambre, a soutenu cette thèse dans la *Revue de législation*, 1852, *nouvelle série*, t. III, p. 351, et il conclut qu'on pourrait, sans nullité, poser, en cas d'infanticide, deux questions : 1° celle de meurtre d'un enfant; — 2° celle d'enfant nouveau-né. C'est aussi l'avis de M. Hélie, t. IX, p. 89, et de M. Dufour, *Formules*, v° *Infanticide*, p. 111 (3e édition). — Et si l'on divisait la question, en prévision du rejet de la qualification de nouveau-né, qui, étant admise, élèverait le meurtre au niveau de l'assassinat, — l'on pourrait poser aussi la circonstance de préméditation, qui, résolue affirmativement, rétablirait l'aggravation attachée à la qualité de nouveau-né, en supposant écartée cette qualification de nouveau-né.

La Cour de cassation elle-même semble ne pas considérer sa théorie sur les crimes spéciaux comme absolue, car elle a décidé par arrêt du 24 mars 1853, rapporté *inf.* n° 690, note 4, qu'au cas de *parricide*, on peut diviser aujourd'hui sans inconvénient (la majorité du jury devant être la même sur les circonstances aggravantes et sur les circonstances constitutives), et poser à part la circonstance de parenté, à la suite du fait principal de meurtre. Cette décision impliquerait *à pari* une solution identique pour le cas d'infanticide.

En résumé, la loi n'a ni ordonné ni interdit la division; la doctrine admet la possibilité de diviser, et la jurisprudence n'est pas tellement fixée, qu'on puisse la dire absolument et définitivement opposée à la divisibilité; il semble donc qu'il soit loisible de diviser ou de ne pas le faire.

Mais la possibilité étant admise, il ne faudrait y recourir qu'à bon escient, par cela seul qu'il peut rester quelques doutes, tandis qu'il y a certitude de confirmation, en ne divisant pas.

Je conseillerais donc au juge d'instruction de laisser le soin de diviser à la chambre d'accusation ou à la Cour d'assises, si elles en reconnaissaient l'opportunité, et de s'en tenir à la qualification ordinaire de l'infanticide, toutes les fois qu'elle est plausible : sauf à la délaisser et à qualifier comme en cas de meurtre simple ou avec préméditation, si l'enfant semblait ne pouvoir plus être réputé nouveau-né, selon la date de sa naissance, en tenant compte des opinions doctrinales et de la jurisprudence que j'ai rapportées plus haut.

(4) La première formule « d'avoir volontairement donné la mort... » a été approuvée par Arr. cass. 21 août 1840, B. n° 237, — DALL., 40-1-435. — 13 mars 1856, B. n° 106, — DALL., 56-1-221.

S'il s'agissait d'un infanticide par omission, *sup.* n° 225, il paraîtrait plus exact de dire « d'avoir volontairement causé la mort ou été cause de la mort d'un enfant nouveau-né, » locution empruntée à l'art. 319 du Code pénal.

La formule que j'ai indiquée comme équipollente ou adéquate « d'avoir volontairement homicidé un enfant nouveau-né, » a été confirmée par Arr. cass. 13 août et 17 novembre 1814, B. n^os^ 38, 39.

Je préférerais dire : « d'avoir commis un homicide volontaire ou d'avoir volontairement commis un homicide sur la personne de *son* enfant nouveau-né *ou d'un* nouveau-né. »

La Cour de cassation a déclaré régulière la qualification « d'avoir, tel jour, commis un attentat à la vie, sur la personne d'un enfant nouveau-né. » Arr. cass. 6 février 1840, B. n° 46, — DALL., 40-4-434.

Cette dernière manière d'articuler un infanticide me semble vicieuse, parce que l'on peut attenter à la vie d'une personne sans lui donner la mort : une telle articulation ne précise pas s'il y a eu, dans le cas donné, des blessures seulement ou un infanticide consommé, ou une tentative caractérisée d'infanticide.

En cas d'empoisonnement, crime spécial qui est aussi un meurtre qualifié (301, C. P.), on a pu se servir des termes *attenter à la vie*, parce que la loi ajoute aussitôt : *quelles qu'en aient été les suites*, et que le crime existe quand même la victime a survécu, ce qui n'a pas lieu pour l'infanticide, qui n'existe qu'en cas de meurtre consommé.

On a pu encore se servir des termes *attentat à la personne*, en cas de préméditation (C. P., 297), parce que cette circonstance aggravante se rattache forcément à un fait principal spécifié, défini, de blessures ou d'homicide, qui détermine la nature de l'attentat auquel la préméditation se rapporte, ce qui ne se rencontre pas dans la formule dont je conteste l'exactitude, — formule qui énonce un fait principal isolé, non défini, et dont la qualification doit être nette et complète par elle-même.

Je conseillerais donc de ne pas suivre cette dernière formule, qui, examinée plus rigoureusement, pourrait être arguée de nullité, comme insuffisante et n'exprimant pas d'une façon assez catégorique soit des blessures, soit un meurtre accompli ou un infanticide consommé, soit enfin une tentative caractérisée d'un crime déterminé juridiquement.

687. Maladies occasionnées en administrant volontairement des substances nuisibles à la santé.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, occasionné au nommé (*ou* à la nommée) X..., une maladie ou incapacité de

travail personnel, en lui administrant volontairement des substances nuisibles à la santé, sans être de nature à donner la mort, — *ou* tels aliments, breuvages, médicaments, substances... nuisibles à la santé, sans être de nature à donner la mort [1] (C. P., art. 117 § 4).

Durée. — Laquelle maladie ou incapacité de travail a duré plus de vingt jours (C. P., 317 § 5).

Filiation. — Avec cette circonstance que le prévenu est *ou* était le fils légitime, — naturel, — ou adoptif, — le petit-fils légitime dudit (*ou* de ladite) X... (C. P., 317 § 6).

(1) Les §§ 4, 5, 6 de l'art. 317 C. P. complètent les dispositions des art. 301, 309 et suiv.

Le fait délictueux se compose de trois éléments : 1° la volonté de nuire ; — 2° des substances nuisibles à la santé administrées dans un but criminel ; — 3° une maladie ou incapacité de travail personnel, occasionnée par les substances administrées, sans qu'elles fussent de nature à donner la mort.

La loi n'a point énoncé ni défini, même d'une manière démonstrative, les substances nuisibles à la santé dont elle a voulu empêcher l'usage coupable et malfaisant ; ce sera aux hommes de l'art appelés comme experts à déterminer le caractère morbide et le degré de nocuité des substances administrées dans un but criminel, quand il y aura doute ou incertitude à cet égard.

Les §§ 5 et 6 ajoutent des circonstances aggravantes qui sont indépendantes l'une de l'autre. La circonstance de filiation suffirait seule pour élever à la proportion d'un crime le fait principal (qui n'est qu'un délit), quand même la maladie ou l'incapacité de travail personnel aurait duré moins de vingt jours. Si les deux circonstances existaient concurremment, il faudrait néanmoins les relever l'une et l'autre, pour appeler une réponse du jury sur chacune d'elles. *Théorie du C. P.*, t. IV, p. 64 et suiv. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Crimes contre les personnes*, n°s 195, 196. — MORIN, *Rép.*, v° *Substances*, n° 4. — *Sup.* n° 664.

Le fait de remettre à un conscrit des substances préjudiciables à la santé pouvant le faire exempter du service militaire, avec le conseil d'en user et les instructions propres à faciliter cet usage, constitue essentiellement le délit prévu par l'art. 317 C. P., lorsqu'il a été suivi des accidents morbides que ces substances étaient destinées à produire, et qu'il y a eu concours de la volonté qui a présidé à ce fait et du dommage qui en a été la suite. Arr. cass. 6 novembre 1847, DALL., 47-4-410.

688. Menaces écrites d'assassinat, d'empoisonnement, ou d'incendie, avec ordre ou sous condition.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, par un écrit anonyme *ou* signé de tel nom, *ou* par tel écrit..., menacé N... de lui donner la mort, *ou* de l'empoisonner, *ou* d'incendier son habitation, *ou* d'incendier telle propriété appartenant audit N...[1] (C. P., art. 305 *ou* 436, 306).

Laquelle menace écrite a été accompagnée de tel ordre ou de telle condition[2] (C. P., 305, *ou* 305, 436).

—*Ou*... d'avoir, à..., le..., écrit à N..., telles choses (transcrire l'écrit, ou le passage de l'écrit, contenant la menace) ;

Lequel écrit contenait l'ordre ou la condition de faire *ou* de ne pas faire telle chose (C. P., 305, *ou* 305, 436).

(1) *Sup.* n° 663, sur l'art. 179 C. P., et n° 651, sur l'art. 344, j'ai eu à parler de menaces, qui sont prises en considération d'une manière absolue. Il en sera de même *inf.* n° 700.

Ici, il s'agit de menaces déterminées et faites par écrit.

Réduite aux termes de cette formule appropriée à l'espèce, la menace écrite constitue un délit, art. 306 C. P.

La loi punit la menace écrite d'assassinat, d'empoisonnement ou de tout autre attentat contre les personnes qui serait punissable de la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité ou de la déportation. Si l'attentat contenu dans la menace emportait une peine moindre, quelque grave qu'elle fût, il n'y aurait pas lieu à l'application des art. 305, 306 C. P.; c'est une remarque qui ressort des textes, et que tous les criminalistes ont relevée : la Cour de cassation l'a consacrée par un arrêt du 9 janvier 1851, DALL., 51-5-356. — CARNOT, *Comm. C. P.*, t. II, p. 39. — GILBERT, sur les art. 305 et suiv. C. P.

La loi punit aussi et absolument la menace d'incendier une habitation ou toute autre propriété. Art. 436 C. P.

(2) Quant aux menaces *écrites*, l'ordre ou la condition est une circonstance aggravante. Arr. cass. 3 novembre 1848, B. n° 260. — 20 décembre 1850, B. n° 428, — SIREY-VILLENEUVE, 51-1-400.

C'est cette circonstance qui fait passer la menace écrite de la classe des délits dans celle des crimes. CARNOT, t. II, p. 39.

Or, ce crime se constitue de trois éléments : 1° un écrit quelconque, même non signé ; — 2° menace d'un attentat contre les personnes, emportant certaines peines, — *ou* menace d'incendie ; — 3° un ordre ou une

condition, quel que soit le mobile de l'agent, sans distinguer si l'ordre ou la condition est juste ou injuste. Arr. cass. 18 septembre 1851, B. nº 390, — DALL., 51-5-356. — MORIN, *Rép.*, vº *Menaces*, nº 2.—CARNOT, *Comm. C. P.*, t. II, p. 39. — *Théor. du Code pén.*, t. IV, p. 3 et suiv. — DALLOZ, *Rép.*, vº *Crimes contre les personnes*, nºs 113-117, 122.

La loi ne s'applique pas seulement en cas d'ordre ou de condition de faire, mais aussi en cas d'ordre ou de condition de ne pas faire. Arr. cass. 1er février 1834, DALL., 34-1-183, — *Journ. crim.*, t. VI, p. 28. — Bordeaux, 27 février 1834, *Journ. crim.*, t. VI, p. 154. — Rouen, 29 février 1844, DALL., 44-2-203, 303. — Limoges, 9 janvier 1851, DALL., 51-2-205. — *Théorie du C. P.*, t. IV, p. 4.

Une menace avec ordre ou sous condition est punissable, encore que l'auteur de la menace n'y aurait eu recours que pour la défense d'un droit légitime: il n'est pas nécessaire, pour que cette menace soit délictueuse, que l'ordre donné soit injuste, ou que la condition soit préjudiciable au droit de celui à qui la menace est adressée. Arr. cass. 18 septembre 1851, B. nº 390, — DALL., 51-5-356.

Une lettre contenant des menaces avec ordre ou sous condition, écrite en France, constitue un crime de la compétence des tribunaux français, bien qu'elle ait été adressée et reçue en pays étranger. Arr. Cour d'assises du Nord, 27 août 1843, DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, nº 116. — SIREY-VILLENEUVE, 44-2-17.

La menace de mort, sans distinction, est une circonstance aggravante au cas de l'art. 344 C. P. *Sup.* nº 651 ; — elle est considérée alors, aussi bien qu'aux cas des art. 179, 223, 224, comme une injure ou un outrage, comme une violence ou une voie de fait, et ne constitue point le crime distinct prévu par l'art. 305 du Code pénal. MORIN, *Rép.*, vº *Menaces*, nº 3. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, nº 110. — *Théorie du C. P.*, t. IV, p. 8.

Relativement aux menaces verbales, l'ordre ou la condition est une circonstance constitutive, sans laquelle la menace n'est considérée que comme une jactance insignifiante et éphémère, résultant de la vivacité ou de l'irréflexion. Arr. cass. 9 janvier 1818, B. nº 5.—DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, nº 119. —MORIN, *Rép.*, vº *Menaces*, nº 4.

Si donc on avait à articuler comme connexe un délit de menaces verbales, on imputerait au prévenu « d'avoir, à..., le..., menacé verbalement N... de lui donner la mort, — de l'empoisonner, — d'incendier son habitation *ou* telle de ses propriétés, s'il ne satisfaisait pas à l'ordre *ou* à la condition de faire *ou* de ne pas faire telle chose...,—*ou* en lui intimant l'ordre *ou* la défense de faire telle chose..., *ou* en lui disant... »

L'ordre donné de ne pas passer sur tel chemin, sous peine de recevoir un coup de fusil, rentre sous l'application des art. 305 et suiv. du Code pénal. Arr. Bordeaux, 27 février 1834, *Journ. crim.*, t. VI, p. 154.

Le fait d'un individu qui dirige un pistolet sur un commissaire de police, et lui déclare que s'il l'arrête, s'il le touche, il fera usage de son pistolet, constitue le délit puni par la loi. Arr. Bordeaux, 1er février 1837, DALL., 37-2-445.

Mais le fait de dire à un agent de la force publique : «Si tu avances, je te tue, » ne peut être considéré comme une menace avec ordre ou sous condition, et ne constitue qu'un outrage par gestes et menaces. Arr. Bordeaux, 28 janvier 1835, DALL., 35-2-190, et 15 avril 1835, *Journ. crim.*, t. VIII, p. 220. — *Théorie du C. P.*, t. IV, p. 4. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Crimes contre les personnes*, n° 121. — MORIN, *Rép.*, v° *Menaces*, n° 4. — Les auteurs approuvent cette décision, qui semble contestable.

689. Meurtre et Assassinat [1].

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, commis un homicide volontaire [2] *ou* commis volontairement un homicide sur la personne de N... (C. P., art. 295, 304).

Ou plutôt... d'avoir, à..., le..., volontairement donné la mort à N... [3] (C. P., 295, 304).

Préméditation.—Avec cette circonstance que le prévenu avait, avant l'action *ou* avant le crime, formé le dessein d'attenter à la personne de N... — *ou* d'attenter à la personne qu'il trouverait ou rencontrerait [4] (C.P., art. 296, 297, 302).

Guet-apens.—Avec la circonstance que le prévenu avait attendu plus ou moins de temps, dans tel lieu *ou* dans divers lieux, pour lui donner la mort..., *ou* pour exercer sur lui des violences, le nommé N..., *ou* tout individu qui se présenterait [5] (C. P.. art. 296, 298, 302).

Tortures.—Actes de barbarie. — Avec cette (*ou* la) circonstance que le prévenu, pour l'exécution de son crime, a employé des tortures ou commis des actes de barbarie [6] (C. P., art. 302, 303).

Fonctionnaire.—Avec la (*ou* cette) circonstance que le prévenu a commis le crime qui lui est imputé sur la personne de N..., alors que ledit N... exerçait ses fonctions de..., *ou* à l'occasion de l'exercice de ses fonctions de... (C. P., art. 328, 333, 336, 302).

Crime concomitant. — D'avoir, dans le même temps et dans le même lieu, commis un viol... (*ou* tel crime *spécifié*) sur la personne de N... (*la victime du meurtre*);

Lequel viol (*ou* lequel crime *spécifié*) a été concomitant au crime d'homicide volontaire imputé au prévenu, *ou* au crime commis sur la personne de N...[8] (C. P., 332, ... 304 § 1).

Ou lequel viol (*ou* lequel crime *spécifié*) a immédiatement accompagné, précédé ou suivi l'homicide volontaire imputé au prévenu[9] (C. P., 332, ... 304 § 1).

— *Ou*... d'avoir dans le même temps et dans le même lieu, soustrait frauduleusement une somme d'argent — *ou* tels objets, — *ou* des objets mobiliers, appartenant à N..., — *ou* au préjudice de N...;

Laquelle soustraction frauduleuse a été commise, 1° pendant la nuit; — 2° dans une maison habitée...; — 3° après s'être introduit dans ladite maison en passant par la fenêtre... (*V.* n° 700, *inf.*, formules d'escalade, d'effractions...) (C. P., 386 *ou* 384).

Ou ... laquelle soustraction frauduleuse a été commise sur un chemin public...[10] (C. P., 383).

Avec la (*ou* cette) circonstance que la soustraction frauduleuse qualifiée ci-dessus, a immédiatement accompagné, précédé ou suivi l'homicide volontaire imputé au prévenu[11] (C.P., 404 § 1).

Délit corrélatif. — ... d'avoir, le même jour, à la même heure *ou* au même instant, et dans le même lieu, soustrait frauduleusement une somme d'argent *ou* des objets mobiliers, *ou* tels objets appartenant audit N..., *ou* au préjudice dudit N...[12].

D'avoir commis l'homicide volontaire qui lui est imputé, pour préparer, faciliter ou exécuter la soustraction frauduleuse spécifiée ci-dessus[13].

Ou ... d'avoir commis l'homicide volontaire dont il est prévenu, pour assurer sa fuite ou son impunité, après l'accomplissement de la soustraction frauduleuse ci-dessus spécifiée.

Ou ... d'avoir commis l'homicide volontaire dont il est prévenu, soit pour favoriser la fuite, soit pour assurer l'impunité

de l'auteur *ou* des auteurs, — du complice *ou* des complices de la soustraction frauduleuse ci-dessus spécifiée [14] (C.P., 401, 304 § 2).

(1) L'homicide involontaire est un simple délit, art. 319 C. P. — L'homicide volontaire, sans circonstances accessoires, est un *meurtre*, 295 C.P. — Le meurtre commis avec préméditation ou guet-apens, est un *assassinat*, C. P., 296. — « Grand meffès est d'autrui mettre à mort, et doit estre la justice aspre et crueuls... » BEAUMANOIR, ch. XXX, n° 65.

Il est des circonstances autres que la préméditation ou le guet-apens, qui impriment au meurtre le caractère d'assassinat, par assimilation, ou qui lui font appliquer la peine de l'assassinat. L'infanticide, l'empoisonnement, le parricide, sont des meurtres qualifiés ou des assassinats spéciaux.

Les autres circonstances auxquelles j'ai fait allusion sont la concomitance du meurtre avec un autre crime, ou sa corrélation avec un délit.

Un meurtre peut être accompagné de ces dernières circonstances aggravantes, avec ou sans celles de préméditation ou de guet-apens; et l'imputation de celles-ci n'exclut pas l'imputation de celles-là.

V. GILBERT, sur les art. 295 et suiv. C. P.

(2) Le mot *meurtre* étant une expression complexe, un terme de droit qui pourrait n'être pas bien compris par le jury, il ne faut pas l'employer dans les qualifications de fait, et il vaut mieux dire un *homicide volontaire*. Arr. cass. 20 juin 1823, B. n° 71. — CARNOT, *Comm. Cod. pén.*, t. II, p. 3.

La volonté est une circonstance constitutive du meurtre, sur laquelle le jury doit être interrogé; ce n'est point une circonstance aggravante à poser séparément. Arr. cass. 16 décembre 1828, B. n° 144. — 15 juillet 1830, DALL., 30-1-298. — 14 décembre 1841, DALL., 41-1-117. — MORIN, *Rép.*, v° *Meurtre*, n° 2. — *Théor. du C. P.*, t. III, p. 377. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Crimes contre les personnes*, n° 15. — HÉLIE, t. IX, p. 87.

La volonté instantanée ou de premier mouvement est celle dont il s'agit ici comme circonstance constitutive; mais la préméditation, qui suppose un trait de temps entre la conception et l'exécution, est une circonstance aggravante, et non une circonstance élémentaire de l'homicide volontaire. RAUTER, *Droit crim.*, t. II, p. 19. — *Théorie du C. P.*, t. III, p. 377, 412. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n°s 17, 44 et suiv.

Il y a meurtre quand même on aurait donné la mort à une personne autre que celle que l'on voulait tuer. Arr. cass. 31 décembre 1812, CARNOT, t. II, p. 5. — 8 septembre 1826, B. n° 172. — 31 janvier 1835, B. n° 44, — DALL., 35-1-385, — *Journ. cr.*, t. VII, p. 222. — 21 août 1851, B. n° 348. — 8 décembre 1853, B. n° 575. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.* — MORIN, *Rép.*, v° *Meurtre*, n° 2. — *Théor. du C. P.*, t. III, p. 379, 420. — *Sup.* n° 36.

Il y a meurtre quand la mort a été le résultat d'une action inspirée par l'intention de tuer, bien que la victime ait survécu à l'action pendant un temps quelconque, si elle est morte des suites de cette action. Arr. cass. 30 novembre 1810, B. n° 153. — Dalloz, *Rép.*, *l. c.*, n° 22. — Carnot, t. II, p. 6.

Mais, par contre, il n'y aurait pas meurtre, quand même la mort aurait été la conséquence directe de blessures faites ou de coups portés volontairement, sans intention de tuer ; il ne suffit pas de la volonté de frapper, il faut la volonté de donner la mort pour constituer un homicide volontaire. C'est ce qui résulte virtuellement des dispositions de l'art. 309 § 2 C. P., et il ne faudrait plus suivre la doctrine et la jurisprudence d'après lesquelles l'homicide était réputé volontaire lorsque les coups qui l'avaient occasionné avaient été portés volontairement, même sans intention de donner la mort. Bourguignon, *Jurisp.*, t. III, p. 362 et suiv. — Rauter, t. II, p. 17.

On peut donner la mort par un acte matériel, ou même par omission, v. g. en laissant mourir de faim une personne que l'on aurait séquestrée, ou en s'abstenant volontairement de fournir des aliments à une personne que l'on aurait été chargé de garder. Arr. cass. 7 frimaire an X, B. n° 55. — Rauter, t. II, p. 6. — *Théor. du C. P.*, t. III, p. 376. — Dalloz, *Rép.*, *l. c.*, n^os^ 11, 25.

On ne saurait attribuer le même effet à des tortures morales, que l'on peut bien alléguer, mais dont il est difficile d'apprécier la véritable portée et l'influence délétère. Rauter, t. II, p. 5. — *Théor. du C. P.*, t. III, p. 376. — Dalloz, *Rép.*, *l. c.*, n° 12.

Il y aurait meurtre, quand même la victime aurait consenti à l'action, ou l'aurait sollicitée ; la loi n'admet pas l'homicide conventionnel. Arr. cass. 11 juin 1816, 16 novembre 1827, 2 juillet 1835, 23 juin 1838, B. n° 177; 21 août 1851, B. n° 348, — Dalloz, *Rép.*, *l. c.*, n^os^ 25, 129 et suiv., 157. — Rauter, t. II, p. 9. — Carnot, t. II, p. 8. — Morin, *Rép.*, v° *Meurtre*, n° 9. — *Théorie du C. P.*, t. III, p. 425. — *Sup.* n° 12.

J'ai dit ailleurs que, d'après la jurisprudence actuelle de la Cour de cassation, la mort donnée en duel peut constituer un assassinat ou un meurtre. V. *sup.* n° 6, aux notes.

(3) D'après un arrêt de la Cour de cassation du 24 juillet 1841, B. n° 119, — Dall., 41-1-425, on pourrait, à l'occasion, diviser ainsi l'imputation de meurtre : « 1° d'avoir, à..., le..., volontairement porté des coups et fait des blessures à X...; — 2° lesquels coups et blessures ont occasionné la mort de X...; — 3° lesquels coups ont été portés *ou* lesquelles blessures ont été faites dans l'intention de donner la mort. »

Généralement, dans la prévision d'une réponse négative quant à l'intention de donner la mort, lorsque des blessures volontaires l'ont occasionnée, on préfère imputer principalement d'avoir volontairement donné la mort, et subsidiairement porté des coups ou fait des blessures ou exercé des vio-

lences volontairement, mais sans intention de donner la mort, et qui l'ont pourtant occasionnée. V. *sup.* n° 640.

On peut adopter l'une ou l'autre de ces qualifications, d'après les circonstances.

(4) Formule consacrée par arrêts de la Cour de cassation des 28 mars 1829, B. n° 69, et 14 septembre 1843, B. n° 240.

Il y aurait vice de complexité à comprendre la préméditation dans l'incrimination principale. Arr. cass. 8 et 13 juillet 1837, B. n° 202, — DALL., 37-1-532. — V. *sup.* n° 664, note 3.

(5) V. *sup.* n° 664, notes 4, 5, 6.

L'assassinat n'est autre chose que le meurtre commis avec préméditation et guet-apens; la préméditation et le guet-apens sont donc seulement des circonstances aggravantes du crime de meurtre. Arr. cass. 19 octobre 1837, B. n° 317, — DALL., 38-1-424. — DALLOZ, *Rép., l. c.*, n° 43. — *Théorie du C. P.*, t. III, p. 409, 410. — Il y aurait conséquemment vice de complexité à les poser dans la même articulation avec l'imputation d'homicide volontaire, en les considérant comme circonstances constitutives d'un crime spécialement dénommé, c'est-à-dire de l'assassinat. Arr. cass. 4 octobre 1843, DALL., 43-1-426, — *Journ. crim.*, t. XV, p. 358. — MORIN, *Rép.*, v° *Assassinat*, n°s 8, 9.

La Cour de cassation avait jugé, par arrêts des 22 novembre 1838, B. n° 364, — DALL., 39-1-385; — 19 juillet 1839, B. n° 237, — DALL., 39-1-411, que les circonstances aggravantes de préméditation et de guet-apens se confondant pour ainsi dire l'une dans l'autre, peuvent être réunies dans une seule et même question posée au jury. Cette jurisprudence a été abandonnée avec raison.

La Cour de cassation décide maintenant que les questions de préméditation et de guet-apens doivent être posées divisément et séparément. Arr. cass. 3 juillet 1845, B. n° 217, — DALL., 46-4-141. — 8 octobre 1852, B. n° 343, — DALL., 52-5-173, etc. — MORIN, *Rép., l. c.*, n° 9.

Lorsqu'il y a plusieurs accusés du même meurtre, il faut poser au jury, séparément et distinctement pour chacun d'eux, la circonstance, soit de préméditation, soit de guet-apens. Arr. cass. 13 juin 1844, B. n° 207. — 14 décembre 1854, B. n° 315, — DALL., 55-5-133. — 28 juin 1855, B. n° 230, — DALL., 55-5-58. — *Théor. du C. P.*, t. III, p. 415. — MORIN, *Rép.*, v° *Assassinat*, n° 10.

Mais, dans une ordonnance de transmission ou dans un arrêt de renvoi, pour abréger les écritures, on peut réunir tous les prévenus du même crime commis par tous avec les mêmes circonstances, dans une seule articulation, sauf au président des assises à diviser. *Sup.* n° 638.

Les questions de préméditation et de guet-apens n'ont pas besoin d'être posées à l'égard des complices, lorsqu'elles l'ont été envers l'auteur principal. Arr. cass. 20 janvier 1814, CARNOT, t. II, p. 18. — 15 septembre

1843, B. n° 245. — 19 janvier 1838, B. n° 17, — DALL., 38-1-441. — MORIN, *Rép.*, v° *Préméditation*, n° 4.—*Théor. du C. P.*, t. III, p. 415.— DALLOZ, *Rép.*, v° *Crimes contre les personnes*, n° 49. — Cela est vrai pour la mise en prévention ou en accusation, mais non pas toujours pour le président des assises qui, dans le cas de réponse négative sur la question principale, se trouverait exposé à avoir posé une question complexe par rapport au complice, en ne répétant pas à son égard la question de circonstance aggravante. Arr. cass. 18 décembre 1856, B. n° 398, — DALL., 57-5-99.

V. au surplus, quant au guet-apens, *sup.* n° 664, notes 6 et 7, observation finale.

(6) La loi n'a pas défini les tortures et les actes de barbarie; la Cour de cassation décide que l'appréciation de ces actes est abandonnée à la conscience des jurés, et qu'il n'est pas nécessaire qu'ils soient spécifiés dans leur déclaration. Arr. cass. 9 février 1816, B. p. 391. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 272. — *Théor. du C. P.*, t. III, p. 512. — MORIN, *Rép.*, v° *Assassinat*, n°s 3, 6. — HÉLIE, t. IX, p. 92. — D'où il suit qu'il n'est pas nécessaire non plus de les spécifier dans l'incrimination, qui sera reproduite dans les questions au jury, comme base de leur déclaration.

L'individu qui, pour l'exécution d'un crime, a employé des tortures ou des actes de barbarie, peut être puni comme coupable d'assassinat, quoiqu'il n'ait point fait partie d'une association de malfaiteurs. Arr. cass. 15 mai 1840. B. n° 133, — *Théor. du C. P.*, t. III, p. 513.

(7) Lorsque le meurtre commis sur un agent de la force publique l'a été dans l'exercice de ses fonctions, cette dernière circonstance, *étant aggravante*, doit faire l'objet d'une question distincte et séparée de celle du meurtre. Arr. cass. 20 avril 1854, B. n° 112, — DALL., 54-1-164. — 14 janvier 1841, B. n° 8, — DALL., 41-1-413. — *Sup.* n° 634, — *Inf.* n° 699, notes 2, 5, 6.

La tentative d'homicide volontaire commise sur un fonctionnaire public dans l'exercice de ses fonctions, est passible de l'aggravation de peine portée par l'art. 233 C. P. — Arr. cass. 13 juillet 1843, B. n° 176.

V. *inf.* n° 699, note 2.

(8) Pour qu'il y ait lieu à l'aggravation de peine prononcée par l'art. 304 § 1 C. P , et conséquemment à l'application de ce paragraphe, il n'est pas nécessaire qu'il existe une corrélation de causalité ou d'intention entre les deux crimes; il suffit de la simultanéité de leur exécution, c'est-à-dire qu'ils aient été exécutés dans le même trait de temps, *in eodem tractu temporis*, selon l'expression des docteurs. CARNOT, t. II, p. 37. — *Théor. du C. P.*, t. III, p. 518. — MORIN, *Rép.*, v° *Meurtre*, n° 4. — HÉLIE, t. IX, p. 108.

La concomitance suffit, la connexité n'est pas nécessaire. Arr. cass. 2 décembre 1813, DALLOZ, *Rép.*, V° *Crimes contre les personnes*, n° 33. — 18 avril 1816, B. n° 20.

Pour que l'art. 304 C. P. soit applicable, il faut non-seulement le concours de deux crimes, mais encore qu'ils soient indépendants et distincts l'un de l'autre, et que l'un des faits ne soit pas seulement une circonstance aggravante de l'autre; il faut, de plus, qu'ils soient imputables à la même personne. — Même observation pour le cas de concours d'un crime et d'un délit; v. g. il n'y aurait pas lieu d'appliquer l'art. 304 à celui qui aurait commis un meurtre avec un stylet ou un pistolet de poche, armes prohibées, parce qu'alors les faits se confondent. — Arr. cass. 23 janvier 1813 et 21 septembre 1815, CARNOT, t. II, p. 37. — BOURGUIGNON, *Jurispr.*, t. III, p. 275. — *Théorie du C. P.*, t. III, p. 519. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n^os^ 30, 31.

Le deuxième crime pourrait être la *tentative* d'un autre *meurtre*, — Arr. cass. 1^er^ avril 1813, BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 277,—DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 35; — ou un autre *meurtre*, Arr. cass. 31 déc. 1840, B. n° 370, —DALL., 41-1-174.—7 octobre 1843, B. n° 261.—20 avril 1854, DALL., 54-1-164. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 33; — ou un *viol*, Arr. cass. 3 avril 1845, B. n° 121. — 3 juin 1852, B. n° 380, — DALL., 52-5-173; — ou un *crime politique*, Arr. cass. 10 avril 1852, B. n° 120, — DALL., 52-1-188. — *Conf.* Arr. cass. 9 mars 1849, DALL., 49-1-60.

Si le crime concomitant ou le délit corrélatif était un *fait militaire*, la juridiction de droit commun ne pourrait pas comprendre ce fait comme circonstance aggravante d'un meurtre, parce qu'elle ne serait pas compétente pour l'apprécier. Arr. cass. 14 mai 1825, B. n° 94, — DALL., 25-1-374. — Art. 60 de la loi du 9 juin 1857, *sup.* n° 99.

(9) Pour qu'il y ait lieu à l'application du § 1 de l'art. 304 C. P., il faut que le concours simultané du meurtre et d'un autre crime soit formellement exprimé. Arr. cass. 10 octobre 1816, B. n° 72. — 22 décembre 1836, B. n° 396, — DALL., 37-1-486. — *Théorie du C. P.*, t. III, p. 520.

Ce concours ne résulte pas nécessairement de la déclaration que le crime a été commis par l'accusé le même jour et dans le lieu où il a commis le meurtre. Arr. cass. 9 juillet 1818, B. n° 87. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 29.

Une question ainsi posée: « Le crime spécifié a-t-il suivi *immédiatement* le premier crime? » a été considérée par la Cour de cassation comme n'ayant rien d'interminé, et au contraire comme présentant à l'esprit, avec une grande exactitude, le sens et l'idée de deux actions rapides, consécutives et distinctes, quoique commises dans un même lieu et dans un trait de temps fort court; et par conséquent conforme au § 1 de l'art. 304 C. P. Arr. cass. 15 avril 1847, DALL., 47-1-145.

Il faudrait donner la même solution s'il était énoncé que le crime spécifié a *immédiatement* précédé, ou qu'il a *accompagné* le meurtre.

Je regarde comme très-prudent d'employer le mot *immédiatement* avec les mots *précédé* ou *suivi*, pour exprimer nettement la concomitance, qui

ressort peut-être à suffire du mot *accompagné*, seul. Même dans ce dernier cas, le mot *immédiatement* me semble utile.

Il est indispensable de séparer la question de concomitance pour éviter le vice de complexité. En effet, il peut y avoir à décider affirmativement l'existence de deux crimes, sans qu'il s'ensuive qu'ils ont été commis dans le même trait de temps, ce qui forme une circonstance aggravante.

Le vice de complexité se rencontrerait incontestablement si l'on comprenait dans une même articulation l'homicide volontaire et le crime distinct concomitant ou le délit corrélatif. Arr. cass. 26 août 1850, B. n° 257, —Dall., 50-5-119.—3 juin 1852, B. n° 180,—Dall., 52-5-80.—8 juillet 1837, Dall., 37-1-532.

(10) Le vol est une circonstance aggravante du meurtre lorsqu'il a été commis entre parents au degré spécifié dans l'art. 380 du Code pénal. Arr. cass. 21 décembre 1837, B. n° 435, — Dall., 38-1-156, — *Journ. cr.*, t. IX, p. 360.—Morin, *Rép.*, v° *Meurtre*, n° 6.—Dalloz, *Rép.*, *l. c.*, n° 34.

Il ne suffit pas, pour motiver l'aggravation résultant de l'art. 304 C. P., qu'il soit déclaré que le meurtre a été précédé, accompagné ou suivi d'un autre crime, ou d'un délit; il est nécessaire de préciser et constater les éléments de ce second crime concomitant, ou de ce délit corrélatif. *Sup.* n° 633. — Arr. cass. 21 mars 1850, B. n° 105, — Dall., 50-5-275. — 16 août 1850, B. n° 394. — 27 mars 1851, Dall., 51-1-60. — 22 juin 1856, B. n° 224.—Carnot, *l. c.*, t. II, p. 38.—*Théorie du C. P.*, t. III, p. 520. — Morin, *Rép.*, v° *Meurtre*, n°s 4, 6. — Dalloz, *Rép.*, v° *Crimes contre les personnes*, n° 29. — Hélie, t. IX, p. 108. — En effet, il peut arriver que le fait accessoire soit le seul sur lequel il intervienne une déclaration de culpabilité, et il faut alors que la qualification soit complète pour entraîner une peine.

Lorsqu'il s'agit d'un meurtre concomitant à un vol qualifié, on peut articuler d'abord le vol avec ses circonstances, puis l'homicide volontaire, et enfin la circonstance de concomitance. Arr. cass. 22 juin 1833, B. n° 224. — On pourrait même, en prévision du rejet des circonstances aggravantes du vol, qui se réduirait ainsi à un simple délit, articuler les circonstances de corrélation du meurtre avec le vol supposé ne constituer qu'un délit. — Toutefois, il semble qu'il vaille mieux s'en remettre, à cet égard, à la prudence du président des assises.

Dans la formule ci-dessus, j'ai posé le meurtre comme fait dominant, parce que c'est le crime le plus considérable et celui qui s'aggrave par l'adjonction d'un autre crime. Dans l'ordre inverse, on poserait ainsi la circonstance de concomitance ou de simultanéité : « Lequel homicide volontaire a été immédiatement accompagné, précédé ou suivi du *viol* spécifié ci-dessus, — *ou* de la *soustraction frauduleuse* spécifiée ci-dessus *ou* susqualifiée. »

(11) Les mots soustraction frauduleuse spécifiée ci-dessus, ou susqualifiée, ou susénoncée, comprennent à suffire le vol, fait principal, et les

circonstances aggravantes qui s'y rattachent ; ils se réfèrent donc évidemment à un vol qualifié, ou à un crime. Arr. cass. 23 février 1843, DALL., 43-1-233.

(12) Je suppose ici le concours du meurtre avec un *simple délit*. Ce n'est pas alors la simultanéité des faits, c'est leur corrélation qui constitue la circonstance aggravante, — Arr. cass. 25 août 1842, B. n° 217, — DALL., 43-4-263; — et il faut que le jury s'explique sur cette corrélation et sur le fait constitutif du *délit*, v. g. dans une accusation de meurtre accompagné d'un délit de chasse, et qui aurait eu pour but d'en assurer l'impunité, le jury doit être interrogé aussi bien sur le fait constitutif de ce délit, que sur sa relation avec le meurtre (d'où la nécessité d'établir dans l'incrimination et le délit et sa corrélation expliquée avec le meurtre). Arr. cass. 21 mars 1850, B. n° 105, — DALL., 50-5-275. — MORIN, *Rép.*, v° *Meurtre*, n° 5. — *Théorie du C. P.*, t. III, p. 522. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Crimes contre les personnes*, n°s 36-39.

La disposition de l'art. 304 qui punit de mort le meurtre ayant pour objet de commettre un délit, n'exige pas que le délit ait été lui-même commis ou tenté. Arr. cass. 14 avril 1842, DALL., 42-1-367, et DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 37. — Il s'agissait, dans l'espèce de cet arrêt, de trois individus déclarés coupables d'avoir blessé le courrier et le postillon de la malle-poste, qu'ils avaient arrêtée, avec l'intention manifeste de commettre un vol, mais qui avaient fui aussitôt après avoir fait cette arrestation et ces blessures, sans avoir rien entrepris au delà.

Lorsque le crime de meurtre a eu pour objet de préparer, faciliter ou exécuter un délit de vol, il suffit que la circonstance soit posée en ces termes : « Ce meurtre a-t-il eu pour objet de faciliter la perpétration d'un délit de vol? » Arr. cass. 12 juillet 1855, B. n° 247, — DALL., 55-1-352. — L'arrêt ajoute : « S'il eût été *plus régulier* que l'accusation, et par suite la question posée, eussent compris *distinctement*, d'abord le vol comme fait principal connexe, avec tous ses éléments constitutifs, et ensuite, comme circonstance aggravante, sa corrélation avec la tentative de meurtre, ou que du moins, même en ne faisant du vol qu'une simple circonstance aggravante, l'accusation et la question posée au jury eussent qualifié le vol dans les termes de l'art. 379 C. P., et en eussent énuméré toutes les circonstances matérielles, cependant il ne résulte pas de nullité de la rédaction adoptée. »

Je crois qu'il ne faut tenir compte de cet arrêt de *rejet* qu'en ce qu'il fait connaître la marche la plus régulière, et qu'il y aurait inconvénient à prendre pour modèle la rédaction qui ne fut pas annulée alors, mais qui pourrait l'être une autre fois, parce que les avis peuvent parfaitement n'être pas unanimes dans le sens de cette décision, contraire à l'arrêt de *cassation* du 21 mars 1850, cité au commencement de cette note.

(13, 14) Il suffit de l'une de ces circonstances pour motiver l'application de l'art. 304 § 2 C.P. — Il y aurait à conserver, dans l'incrimination,

celle qui semblerait la plus plausible, s'il n'était cas de les admettre toutes les deux, d'après les éléments fournis par l'instruction et les interrogatoires.

Le meurtre commis instantanément pour s'assurer l'impunité d'un délit, peut avoir été également perpétré sous l'influence du dessein prémédité de se débarrasser de la victime lorsque l'occasion s'en présenterait; dès lors il n'y a rien de contradictoire à admettre l'existence simultanée de ces deux circonstances aggravantes du meurtre. Arr. cass. 10 mars 1859, DALL., 59-5-215.

690. Parricide [1].

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, volontairement [2] donné la mort à N... [3], son père *ou* sa mère légitime, — son père naturel *ou* sa mère naturelle, — son père adoptif *ou* sa mère adoptive, — son aïeul... *ou* son aïeule... légitime [4] (C.P., art. 295, 299, 302, 13).

Ou **Meurtre**.—... d'avoir, à..., le..., volontairement donné la mort à N... — *ou* commis un homicide volontaire *ou* commis volontairement un homicide sur la personne de N... ;

Filiation. — Avec cette (*ou* la) circonstance qu'il était le fils légitime, *ou* naturel, *ou* adoptif, *ou* le petit-fils légitime dudit *ou* de ladite N... (C. P., 295, 299, 302, 13).

Préméditation. — Après avoir formé, avant l'action, le dessein d'attenter à la personne dudit *ou* de ladite N... (C. P., 295, 296, 302).

Guet-apens. — Après avoir attendu, pendant plus ou moins de temps, en tel lieu, *ou* en un ou divers lieux, ledit *ou* ladite N..., pour attenter à sa personne... [5] (C. P., 295, 297, 302).

(1) Est qualifié *parricide* le meurtre des père ou mère légitimes, naturels ou adoptifs, ou de tout autre ascendant légitime (art. 299 C. P.), — à la condition que le meurtrier aura connu, au moment de l'action, la circonstance de parenté de sa victime, ajoute RAUTER, *Droit crim.*, t. I, p. 142, t. II, p. 21.

Cette disposition de l'art. 299 C. P. est restrictive ou limitative. *Théor. du C. P.*, t. III, p. 382 et suiv. — CARNOT, *Comm. C. P.*, t. II, p. 23. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Crimes contre les personnes*, n° 64. — GILBERT, sur l'art. 299 C. P.

Il y a crime de parricide dans les cas suivants :

1° Si un fils ou une fille a commis un meurtre sur son père ou sa mère légitime ou sur tout autre ascendant légitime : à cet égard, il n'y a point de doute ou d'hésitation, la loi est précise et absolue.

2° Si un fils ou une fille a volontairement donné la mort à son père naturel ou a sa mère naturelle, — à la condition toutefois d'une reconnaissance légale de paternité ou de maternité émanant de la victime en faveur du meurtrier; car il faut que la filiation soit certaine. CARNOT, t. II, p. 25. — *Théorie du C. P.*, t. III, p. 391. — MORIN, *Rép.*, v° *Parricide*, n° 8. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 68.

3° Si un fils adoptif ou une fille adoptive a volontairement donné la mort à son père adoptif ou à sa mère adoptive, — à la condition que l'adoption ait été légalement et régulièrement constatée. ARR. cass. 27 novembre 1812, DALLOZ, *Rép.*, v° *Compétence criminelle*, n° 623, et v° *Crimes contre les personnes*, n°s 71 et 73. — CARNOT, t. II, p. 24. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. II, p. 35, t. III, p. 270. — MANGIN, *de l'Act. pub.*, t. I, n° 193. — MORIN, *Rép.*, v° *Parricide*, n° 9. — *Théorie du C. P.*, t. III, p. 388.

L'adopté restant dans sa famille originelle après l'adoption, C. N., art. 348, serait parricide, malgré son titre d'adopté, s'il se mettait dans le cas prévu par l'art. 299 C. P., en donnant la mort à ses parents du sang. CARNOT, t. II, p. 24.—DALLOZ, *Rép.*, v° *Crimes contre les personnes*, n° 66.

Il n'y a pas parricide, mais un meurtre simple ou un assassinat, selon l'espèce, dans les cas suivants :

1° A l'encontre de celui qui a volontairement donné la mort au père ou à la mère de son père ou de sa mère naturels ou adoptifs : l'enfant naturel n'a pas d'aïeux ; l'enfant adoptif n'en a que dans sa famille d'origine. DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 72. — *Théor. du C. P.*, t. III, p. 392. — V. alinéa suivant.

2° A l'encontre de celui qui aurait volontairement donné la mort au père ou à la mère naturels de son père ou de sa mère légitime : le père ou la mère naturels ne peuvent avoir de descendants dans l'ordre civil, et l'enfant d'un fils naturel ou d'une fille naturelle n'a pas d'ascendants légitimes. RAUTER, t. II, p. 21, n° 447. — *Théor. du C. P.*, t. III, p. 389.— DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 70.

3° De la part d'un enfant adultérin ou incestueux, parce que la loi s'oppose à ce qu'il soit reconnu, et qu'il ne peut jamais être admis à la recherche ni de la paternité, ni même de la maternité. C. N., art. 335, 340, 342. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 69. — CARNOT, t. II, p. 25. — MORIN, *Rép.*, v° *Parricide*, n° 8. — *Théor. du C. P.*, t. III, p. 389.

Cependant le fait de la paternité ou de la maternité peut quelquefois se trouver constaté en justice par la force des choses, v. g. en cas de désaveu de paternité par un mari dont la demande est justifiée et accueillie, ou en cas de viol par un frère envers sa sœur, qui serait devenue mère par l'effet du crime de viol : et c'est en prévision de cette éventualité que

l'art. 762 C. N. accorde des aliments à l'enfant adultérin ou incestueux. — On s'explique ainsi que la Cour de cassation ait jugé qu'un enfant adultérin pourrait être parricide. Arr. cass. 7 janvier 1813, BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 270. — Cet arrêt est critiqué par les auteurs : MORIN, *Rép.*, v° *Parricide*, n° 8. — *Théor. du C. P.*, t. III, p. 392.

4° De la part du gendre ou de la belle-fille qui a volontairement donné la mort à son beau-père ou à sa belle-mère : les liens de l'affinité ne sont pas adéquates aux liens du sang, et ne peuvent être mis sur la même ligne ou au même rang. *Théor. du C. P.*, t. III, p. 389. — MORIN, *Rép.*, v° *Parricide*, n° 10. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Crimes contre les personnes*, n° 66.—Arr. cass. 26 mars 1812, DALLOZ, *l. c.*—15 décembre 1814, DALLOZ, *Rép.*, v° *Complicité*, n° 168-4°. — 27 avril 1815, DALLOZ, *Rép.*, v° *Complicité*, n° 25-1°. — 16 juillet 1835, B. n° 292, — *Journ. cr.*, t. VII, p. 365. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Crimes contre les personnes*, n° 66.

Mais le gendre ou la bru (ainsi que les individus étrangers à la famille, — sinon comme parricides à proprement parler, au moins comme complices d'un parricide), sont considérés comme parricides *quant à l'application de la peine*, s'ils ont été co-auteurs par complicité du meurtre de leur beau-père ou belle-mère, commis par leur conjoint, fils ou fille de la victime. Arr. cass. 2 janv. 1813, SIREY, 13-1-404. — 20 avril 1827, SIREY, 28-1-22. — 21 mars 1844, DALLOZ, *Rép.*, v° *Complice*, n° 25, — *Journ. crim.*, t. XVI, p. 77. — 2 mars 1850, DALL., 50-5-117. — 11 septembre 1851, B. n° 382 *bis*, — DALL., 51-5-378. — 24 mars 1853, B. n° 110, — DALL., 53-1-115. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Crimes contre les personnes*, n°s 66, 67.

Réciproquement, le fils ou la fille de la victime du meurtre est puni comme parricide, s'il a été le complice par provocation, instigation, assistance ou coopération du meurtrier qui, agissant seul, n'aurait pu, quel qu'il fût, être considéré comme parricide. Mêmes arrêts. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Complice*, n°s 25, 26 ; v° *Crimes contre les personnes*, n° 67. — *V.* Arrêt de principes, cass. 2 octobre 1856, DALL., 56-1-431 et les notes. — *Sup.* n° 653, note 9.

Enfin, la Cour de cassation a jugé, d'une manière générale, que le complice ou coopérateur du meurtrier parricide est passible des peines applicables à l'auteur d'un crime qualifié parricide. Arr. cass. 3 décembre 1812, B. n° 256. — 23 mars 1843, B. n° 66, — *Journ. crim.*, t. XVI, p. 192.— 9 juin 1848, B. n° 78, — *Journ. crim.*, t. XX, p. 181, — DALL., 48-1-154. — 11 septembre 1851, B. n° 382 *bis*, — DALL., 51-5-378.—24 mars 1853, B. n° 110, — DALL., 53-1-115. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Complicité*. — MORIN, *Rép.*, v° *Parricide*, n° 10. — *Théorie du C. P.*, t. III, p. 391.

Voici maintenant quelques observations de forme et de compétence.

Lorsqu'on incrimine une personne d'avoir commis un meurtre conjointement avec la fille de la victime, on peut, sans complexité, énoncer dans la même articulation la coopération de la fille, — sauf à formuler une incrimination distincte à l'encontre de celle-ci. Arr.

cass. 11 septembre 1851, B. n° 382 *bis*, — DALL., 51-5-378. — 24 mars 1853, B. n° 110, — DALL., 53-1-115.

En cas d'accusation contre un fils d'avoir, par un empoisonnement commun, attenté à la vie de son père et de sa mère légitimes, en même temps qu'à la vie de son frère et de sa sœur, on ne peut comprendre le fait complexe dans une seule incrimination. — Dans cette espèce, il faut une incrimination séparée d'abord pour les faits d'empoisonnement à l'égard de chacun des père et mère, envers chacun desquels ils constituent un parricide; et ensuite une articulation séparée et distincte pour les faits d'empoisonnement à l'égard de chacun des frère et sœur. Arr. cass. 4 avril 1845, B. n° 122, — DALL., 45-1-245. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Crimes contre les personnes*, n° 63.

Evidemment il en serait de même, si un individu avait volontairement fait périr ou tenté de faire périr par un même incendie et dans un désastre commun son père, sa mère, son frère, sa sœur, ses domestiques, des personnes étrangères à la famille ou à la maison. — Cependant, quant aux personnes autres que les ascendants, V. *sup*. n° 637, p. 195.

Dans une accusation d'empoisonnement par un gendre sur son beau-père, conjointement avec la fille légitime et la fille naturelle de la victime, le président des assises peut et doit, pour mettre le jury à même de s'expliquer sur chacun des crimes qui lui sont soumis, diviser la question en trois paragraphes distincts : 1° crime d'empoisonnement commis par le gendre seul ; — 2° ce crime commis par le même individu conjointement avec la fille légitime ; — 3° le même crime commis également par le gendre conjointement avec la fille naturelle. Arr. cass. 11 décembre 1845, B. n° 360.

— L'incrimination pourrait donc être divisée de la même manière, et, de plus, une articulation distincte et séparée devrait nécessairement être faite dans les mêmes termes ou avec la même portée, en changeant les noms, 1° à l'encontre de la fille légitime ; 2° à l'égard de la fille naturelle, — si l'une et l'autre étaient en cause.

— Mais cette division n'est pas indispensable dans l'ordonnance de transmission, et l'on pourrait y imputer aux trois personnes d'avoir *conjointement et volontairement* attenté à la vie de N..., père légitime de telle prévenue, père naturel de telle autre et beau-père du prévenu, par l'effet de substances pouvant donner la mort plus ou moins promptement ; — comme l'on pourrait poser d'abord l'imputation d'avoir volontairement attenté..., et ajouter comme circonstances aggravantes la qualité qui constitue le parricide de la part des deux filles, et une question de coopération de la part du gendre.

La question de la parenté est compétemment agitée devant la Cour d'assises. Arr. cass. 27 novembre 1812. — 19 septembre 1839, B. n° 301, — DALL., 40-1-367. — *Théorie du C. P.*, t. III, p. 389. — MORIN, *Rép.*, v° *Parricide*, n° 9.

La question de parenté doit toujours être soumise au jury, et par conséquent être comprise dans l'incrimination, même en cas de production d'actes de l'état civil qui l'établiraient. *Sup.* n° 641.

Les contestations à cet égard qui seraient soulevées dans l'instruction écrite, donneraient lieu à des vérifications, mais ne nécessiteraient pas un jugement civil, la question n'étant pas préjudicielle, à proprement parler.

(2) Le parricide se constituant de deux éléments essentiels, à savoir d'un meurtre ou homicide volontaire, et des relations de parenté entre le meurtrier et la victime, telles qu'elles sont déterminées par l'art. 299 C. P., il faut nécessairement que l'incrimination de parricide constate que le crime a été commis, c'est-à-dire que la mort a été donnée *volontairement*, ou qu'il y a eu tentative de donner la mort.

Si la mort était résultée de coups portés volontairement, sans intention de tuer, il n'y aurait pas parricide, et le fait rentrerait sous l'application des art. 309, 312 du Code pénal. Arr. cass. des 17 janvier 1835, 21 mars 1844, 5 mars 1846, MORIN, *Rép.*, v° *Parricide*, n° 7. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Crimes contre les personnes*, n^os^ 60, 61. — *Théor. du C. P.*, t. III, p. 383, 384. — *Journ. cr.*, t. XVI, p. 77.

Bien qu'il ne soit pas nécessaire qu'il y ait préméditation pour condamner à mort le parricide, il faut cependant qu'il soit déclaré que le crime a été commis volontairement. Arr. cass. 11 septembre 1806, B. n° 149, — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 61.

Quoique la préméditation soit sans influence légale dans les accusations de parricide, le président d'assises peut, sans qu'il y ait nullité, en faire l'objet d'une question au jury. Arr. cass. 2 mars 1850, B. n° 78, — DALL., 50-5-117.

Mais cette circonstance ne formant pas un élément constitutif du crime, il n'est pas nécessaire qu'une question soit posée à ce sujet. Arr. cass. 30 septembre 1853, B. n° 490, — DALL., 53-5-500.

Si donc on qualifie le fait en suivant la première des formules proposées ci-dessus, il est superflu d'exposer la préméditation comme circonstance aggravante. Il n'y a pas à s'en occuper; le président d'assises y pourvoira, s'il juge à propos de diviser la question suivant la seconde formule.

Que si, au contraire, on adoptait les qualifications de la seconde formule, pour la rédaction de l'ordonnance de transmission, on aurait à énoncer les circonstances de préméditation et de guet-apens, le cas échéant.

V. les observations à cet égard, ci-après, note *4 in fine*.

(3) Dans une accusation de parricide par empoisonnement, au lieu d'imputer « d'avoir volontairement donné la mort à N..., son père légitime..., » — on imputerait « d'avoir volontairement attenté à la vie de N..., son père légitime..., par l'effet de substances pouvant donner la mort plus ou moins promptement. »

On pourrait, en cas de difficulté sur la question de parenté, poser une question principale dans les termes de la formule ordinaire d'empoisonnement (*sup.* n° 666, formule que je viens de reproduire, si l'on retranche

les mots *son père légitime...*); — on ajouterait à la suite, séparément, l'articulation accessoire « d'avoir commis cet attentat sur la personne de son père légitime..., » avec la circonstance de préméditation et de guet-apens, s'il y avait lieu.

En un mot, on suivrait la seconde formule ci-dessus, en qualifiant le fait principal simplement dans les termes ordinaires de l'empoisonnement au lieu de ceux du meurtre, et on ajouterait les circonstances accessoires de *parenté*, de *préméditation*, de *guet-apens*, selon l'espèce.

V. *sup.* note 1, — *inf.* note 4.

(4) La Cour de cassation a constamment décidé, et par de très-nombreux arrêts, que le parricide n'est point un meurtre ou un assassinat avec une circonstance aggravante résultant de la filiation ou des relations de parenté entre le meurtrier et la victime, mais un crime distinct et différent de l'homicide volontaire, un crime simple, spécial, *sui generis*, dont la parenté est une circonstance constitutive.

En conséquence, elle a jugé que la qualité de la victime est un élément constitutif de l'incrimination de parricide, et qu'il n'est pas nécessaire d'en faire l'objet d'une question séparée ; en d'autres termes, qu'il n'y a point vice de complexité à comprendre dans une seule et même question conjointement l'homicide volontaire et la qualité ou parenté de la victime. *V.* notamment Arr. cass. 5 avril 1838, B. n° 92, — DALL., 38-4-257. — 16 et 24 avril 1840, DALL., 40-1-413. — 16 juillet 1842, B. n° 184, — DALL., 42-1-391. — 2 juillet 1847, B. n° 143, — DALL., 47-4-144. — 25 mars 1850, *Journ. crim.*, t. XXIII, p. 177. — 27 décembre 1850, DALL., 51-5-154. — 11 septembre 1851, B. n° 382 *bis*, — DALL., 51-5-153. — 24 mars 1853, B. n° 110, — DALL., 53-1-115.

La Cour de cassation a jugé une seule fois (au moins je n'ai pas trouvé d'autre arrêt conforme), que le rapport de filiation de l'auteur du crime avec la personne homicidée étant un des éléments du parricide, il y a *nullité* lorsque la qualité de la victime a été soumise au jury, comme circonstance aggravante, dans une question distincte de celle relative au meurtre, parce que le jury a pu être induit en erreur sur son droit de déclarer que la question de qualité avait été résolue à la simple majorité. Arr. cass. 19 avril 1844, B. n° 143, — DALL., 44-4-124. — Cette raison de décider n'existe plus, comme l'a reconnu l'arrêt du 24 mars 1853 déjà cité et relaté ci-après.

D'un autre côté, la Cour de cassation a décidé qu'en cas de parricide par empoisonnement, il n'y a pas vice de complexité dans la question qui réunit le fait de l'empoisonnement et la circonstance de la qualité de la victime, élément constitutif du parricide. Arr. cass. 2 juillet 1847, B. n° 143, — DALL., 47-4-144.

Auparavant, elle avait jugé qu'en cas d'empoisonnement, la question de parenté peut être posée comme circonstance aggravante, parce que cette circonstance n'est pas constitutive du crime d'empoisonnement, et lui donne seulement un plus haut degré de criminalité. Arr. cass. 19 sep-

tembre 1839, B. nº 301, — DALL., 40-1-367. — 4 avril 1845, DALL., 45-1-425.

Il a été jugé qu'il ne peut résulter aucune nullité de ce que, dans une accusation de parricide, la Cour d'assises a soumis au jury deux questions principales, l'une sur le fait d'homicide volontaire, l'autre sur le fait de paternité. Arr. cass. 22 septembre 1842, B. nº 245, — DALL., 43-4-137. — Dans ce cas, on poserait donc ainsi les questions : « 1º N.,. est-il coupable d'avoir volontairement donné la mort à X... ? — 2º Est-il coupable d'avoir commis cet homicide sur la personne de son père légitime ? — *ou* selon M. DUFOUR, 2º N... était-il le fils légitime de X...? »

Sans doute, il ne résulterait aucun inconvénient de cet agencement, si les jurés répondaient affirmativement sur l'une et l'autre des questions. Mais, supposez la première question résolue seule affirmativement ; il ne reste qu'un meurtre : la seconde question est donc aggravante. — Supposez la première question résolue négativement : la seconde question répondue affirmativement est inopérante ; car on ne sait plus s'il s'agit d'un homicide volontaire ou involontaire, la seconde question étant posée d'après le premier mode indiqué ci-dessus, et elle ne constitue aucun crime ni délit, si elle est posée selon l'indication de M. Dufour ; donc ce n'est point une question principale régulière, mais une question accessoire sans portée, à la prendre isolément. — Substituez le mot *meurtre* au mot *homicide*, soit expressément, soit par relation, dans la seconde question : alors vous reconstituez la qualification de parricide d'un seul jet; ce n'était pas la peine de diviser. — Il y a plus : la réponse négative sur la première question écarte l'homicide volontaire comme n'existant pas ; on ne pourrait, sans contradiction, induire qu'il existe, de ce que la seconde question, posée d'après le premier mode ci-dessus, aurait été répondue affirmativement. — Si la seconde question, appelée arbitrairement principale, n'est en réalité qu'accessoire ou aggravante, il faut conclure que l'arrêt du 22 septembre 1842 reconnaît implicitement, quoiqu'avec répugnance, que le parricide peut être considéré comme un meurtre qualifié.— V., sur cet arrêt, les *Observations critiques* de M. DE FRÉMINVILLE, p. 613.

Je comprends mieux la décision suivante : Dans une accusation de parricide, on peut poser séparément : 1º une question de parricide complète, et comprenant tous les éléments de ce crime ; 2º subsidiairement, ou comme résultant des débats une question de meurtre, avec préméditation et guet-apens. Arr. cass. 15 décembre 1831, DALL., 32-1-74. Soit : mais alors on abandonne la question de parricide ou on la suppose rejetée ; on élude la difficulté de forme, on ne la résout pas.

Si l'on pose une question unique sur l'accusation de parricide, il n'est pas nécessaire d'ajouter les circonstances aggravantes de préméditation et de guet-apens, qui ne sauraient modifier la peine. Arr. cass. 8 septembre 1842, DALLOZ, *Rép.*, vº *Crim. c. les pers.*, nº 59.— DALL., 42-4-242. — *Théorie du C. P.*, tom. III, p. 393. — Cela est de toute évidence ; mais si l'on admet le principe de la divisibilité de l'incrimination, la solution sera nécessairement différente à l'égard des circonstances aggravantes dont

il s'agit, et qu'il pourra être utile d'articuler, pour le cas où la circonstance de parenté serait éliminée par une réponse négative du jury.

En dernier lieu, la Cour de cassation, sans abandonner formellement sa théorie, a jugé expressément que l'on peut diviser l'incrimination de parricide en détachant de la question de meurtre celle de parenté, — qui en peut être séparée, quoique constitutive du crime, — depuis le décret du 18 mars 1848; qui exige la même majorité sur toutes les questions indistinctement, posées par le président de la Cour d'assises au jury, en sorte que la division du crime ne fait aucun grief à l'accusé. Arr. cass. 24 mars 1853, B. n° 110, — DALL., 53-1-115. — 16 décembre 1854, B. n° 315, cité par DUFOUR, p. 74 (3e édit.).

Les auteurs considèrent le parricide, non comme un crime *spécial*, mais comme un crime *complexe*, se constituant d'un fait principal, le meurtre, et d'un fait circonstanciel, la parenté ; en un mot, comme un meurtre qualifié ; — de même que l'infanticide est regardé, non comme un crime spécial, mais comme un meurtre qualifié se constituant d'un fait principal, le meurtre, et d'un fait circonstanciel, l'âge de l'enfant nouveau-né : tandis que l'empoisonnement serait bien réellement un crime spécial, parce que ses éléments séparés ne constitueraient aucun autre crime. — En conséquence, on reconnaît bien que le parricide, par lui-même, suffit pour entraîner la peine de mort, sans l'accession des circonstances de préméditation et de guet-apens, qui sont nécessaires pour constituer cet autre meurtre qualifié que l'on nomme assassinat ; mais on estime que le crime de parricide peut être articulé en divisant ses éléments, c'est-à-dire en posant comme fait principal le meurtre, comme fait circonstanciel ou comme circonstance aggravante la filiation ou la parenté, et à la suite, le cas échéant, la préméditation et le guet-apens, ou seulement la première de ces causes d'aggravation de la peine du meurtre. DALLOZ, *Rép.*, v° *Crimes contre les personnes*, n° 62. — MORIN, *Rép.*, v° *Parricide*, n°s 11, 12. — GRELLET DU MAZEAU, *Dissertation*, *Revue de législ.*, *nouv. série*, 1852, t. III, p. 343 et suiv. — HÉLIE, t. IX, p. 89.— *Suprà*, n° 635.

Quelle est la conclusion à tirer de cet exposé de la jurisprudence et de la doctrine?

C'est que le juge d'instruction, dans son ordonnance de mise en prévention ou de transmission, pourra diviser ou ne pas diviser l'incrimination de parricide, et choisir, pour y qualifier le crime, l'une ou l'autre des deux formules que je propose : formules à modifier en cas de parricide par empoisonnement, comme je l'ai indiqué *suprà*, note 3.

En général, on suit la première de ces formules, sauf à la chambre d'accusation, si elle le croit préférable, ou au président de la Cour d'assises, s'il le juge opportun, à opérer la division.

Il est très-prudent de diviser, et de se conformer à la seconde formule, toutes les fois que la filiation est incertaine, contestable, et peut prêter à la controverse ; car, en cas de doute à cet égard, le jury devrait répondre négativement à la question composée qui lui serait soumise, et assurerait

l'impunité de l'accusé, quand bien même il le considérerait comme meurtrier ou empoisonneur.

Il est avantageux de diviser, parce que cela met les jurés plus à l'aise, leur laisse plus de liberté d'appréciation et d'indépendance de jugement, satisfait mieux leur esprit et leurs tendances, enfin les dispose à répondre avec d'autant plus d'impartialité, qu'ils ont moins d'entraves ou plus de latitude pour exprimer leur opinion.

Il n'y a aucun inconvénient à diviser l'incrimination devant des jurés fermes et éclairés ; car ils répondront affirmativement à plusieurs questions dont le résultat identique leur sera connu, aussi bien qu'à une seule question qui embrasserait l'ensemble des éléments de la criminalité, si leur volonté, d'accord avec leur conviction, est de faire justice complète.

Et il y a grand intérêt à diviser, en ce que tel juré qui répondrait sans hésiter sur la question de meurtre, emportant les travaux forcés à perpétuité, aurait peut-être la faiblesse de répondre négativement à une question simple ou unique réunissant tous les éléments du parricide, et dont la solution contre l'accusé pourrait entraîner la peine de mort, — par répugnance systématique ou de sentiment au sujet de cette peine suprême, et dans la crainte qu'elle ne fût pas détournée de la tête du coupable, par l'admission de circonstances atténuantes, sur lesquelles le jury aurait à se prononcer ultérieurement, mais qui pourraient être écartées.

Cette raison de diviser aurait moins d'importance en cas de parricide par empoisonnement, puisque l'empoisonnement seul, envers toute personne, emporte la peine de mort.

(3) Cette formule serait autorisée par Arr. cass. 15 décembre 1831, Dall., 32-1-74.

On pourrait ajouter à cette formule, le cas échéant, une incrimination subsidiaire de coups volontaires portés sans intention de donner la mort, et l'ayant pourtant occasionnée. C. P., 309, 310, 312. — V. *suprà* nos 640, 664.

Mais il vaut mieux s'abstenir de s'engager dans cette voie, et il est préférable de s'en remettre, à cet égard, à la chambre d'accusation et au président de la Cour d'assises. V. *sup.* n° 640. — Si cette qualification, cependant, était la seule qui fût justifiée par l'instruction, il faudrait l'adopter résolûment et abandonner la qualification de parricide.

V. au surplus, quant aux circonstances de préméditation et de guet-apens, *sup.* n° 664, notes 4, 5, 6, — n° 689, note 5.

691. Pillage. — Dégât [1].

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, en réunion ou bande [2] et à force ouverte [3], commis un pillage, *ou* un dégât, de denrées, — marchandises, — effets, — ou propriétés mobi-

lières (*ou* de tels effets, — de telles denrées, — marchandises, — ou propriétés mobilières) [4] appartenant à N... *ou* à autrui (C. P., art. 440).

Chef, instigateur ou provocateur. — ... d'avoir, à ..., le ..., été le chef, — l'instigateur, — le provocateur de la réunion ou bande qui a commis, à force ouverte, au préjudice de N... *ou* d'autrui, un pillage *ou* dégât sur des denrées consistant en grains, — grenailles, — farines, — substances farineuses, — pain, — vin *ou* telle boisson [5] (C. P., 442).

(1) Il ne s'agit ici que de dommages causés à des propriétés mobilières privées : le pillage de propriétés publiques ou nationales, ou de celles d'une généralité de citoyens, commis en réunion ou bandes armées, est prévu et puni par l'art. 96 C. P.

Le crime de pillage prévu par les art. 440-442 C. P., se constitue de trois circonstances essentielles : 1° pillage de propriétés mobilières; — 2° réunion ou bande;—3° force ouverte ou violence.—Il faut donc que ces circonstances constitutives soient énoncées dans l'incrimination. DALLOZ, *Rép.*, v° *Dommage*, n° 212. — MORIN, *Rép.*, v° *Pillage*, n° 2. — *Théorie du C. P.*, t. VI, p. 163.

Le pillage commis sans réunion ou bande et sans force ouverte ou violence, ne constitue qu'un vol simple. Arr. cass. 27 octobre 1815, B. n° 60. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 490. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Complice*, n° 105. — 1er mars 1832, B. n° 81, — DALLOZ, *Rép.*, v° *Dommage*, n° 215. — Sauf le cas où le pillage aurait été commis dans les circonstances prévues par le n 1 de l'art. 386 C. P.

(2) Il suffit que le pillage ou dégât prévu par l'art. 440 C. P., ait été commis, à force ouverte, soit par une réunion d'individus, soit par une bande de *trois personnes*, pour qu'il y ait lieu à l'application de cet article. Arr. cass. 28 août 1812, DALLOZ, *Rép.*, v° *Dommage*, n° 217. — 5 avril 1832, B. n° 127, — DALL., 32-1-247. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 490. — MORIN, *Rép.*, v° *Pillage*, n° 2. — *Théor. du C. P.*, t. VI, p. 157-160. — GILBERT, sur l'art. 440 C. P.

Une *bande* présente l'idée d'une troupe organisée ; une simple *réunion* présente celle d'individus rassemblés sans une organisation préalable. Il faudrait au moins *cinq* individus pour former une réunion ou bande selon CARNOT, *Com. C. P.*, t. II, p. 417, 418. — Il suffit de *trois* personnes, d'après la Cour de cassation. Arrêts cités plus haut.

(3) Les circonstances constitutives de réunion ou bande et de force ouverte sont du ressort du jury, et abandonnées à son appréciation. Arr. cass. 27 octobre 1815, B. n° 60, — DALLOZ, *Rép.*, v° *Complice*, n° 105. —

8 mars 1816, B. n° 12, — DALLOZ, *Rép.*, v° *Dommage*, n° 212. — 1er mars 1830, B. n° 80. — Il y a donc nécessité de comprendre ces circonstances dans l'incrimination.

Les mots *à force ouverte* doivent être employés dans les qualifications, ainsi que les mots *réunion* ou *bande* ; on ne peut y substituer les mots *à main armée*. Arr. cass. 27 octobre 1815 et 8 mars 1816, cités plus haut. — 12 avril 1833, B. n° 132, — *Journ. crim.*, t. V, p. 105. — *Théor. du C. P.*, t. VI, p. 161-163.

Il faut des violences exercées, non de simples voies de fait. CARNOT, t. II, p. 418. — C. P., art. 441.

D'après un Arr. cass. 18 janvier 1818, B. n° 4, lorsque le pillage présente le caractère d'un vol, il forme le fait principal de l'accusation, et la force ouverte dont il est accompagné n'en est que la circonstance aggravante. — Dans cet ordre d'idées, la Cour de cassation a jugé que, sur une accusation de pillage en réunion ou en bande et à force ouverte, *qui emporte avec elle la culpabilité de vol*, on a pu poser au jury, comme résultant des débats, une question de recélé des objets volés. Arr. cass. 19 décembre 1832, B. n° 523, — DALL., 33-1-115.

Mais la Cour de cassation a décidé, en définitive, que le pillage en réunion ou bande avec force ouverte est un crime particulier, spécial, qui ne peut être assimilé à un vol simple ni à un vol qualifié, dont tous les éléments doivent être réunis dans une articulation unique. Arr. cass. 1er mars 1832, B. n° 81, — DALLOZ, *Rép.*, v° *Dommage*, n° 215. — 1er avril 1847, B. n° 70, — DALL., 47-1-142, — *Journ. crim.*, t. XIX, p. 160, — DALLOZ, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n° 2886. — 6 mai 1847, B. n° 94, — DALL., 47-1-190, — *Journ. crim.*, t. XIX, p. 167. — 15 mai 1847, B. n° 104, — DALL., 47-1-192, — *Journ. crim.*, t. XIX, p. 198. — MORIN, *Rép.*, v° *Pillage*, n° 4. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Dommage*, nos 208, 209. — *Théor. du C. P.*, t. VI, p. 155.

Ce n'est pas à dire qu'une question de recélé ne pourrait pas être posée; car l'art. 62 C. P. atteint le recéleur, quel que soit le crime à l'aide duquel auront été enlevés ou détournés les objets recélés.

(4) La spécification des objets du pillage n'est exigée qu'autant qu'il s'agit du crime prévu par l'art. 442 (c'est-à-dire qu'autant que le crime porte sur les denrées spécifiées dans l'art. 442 C. P.). Arr. cass. 12 avril 1833, DALL., 33-1-224, et DALLOZ, *Rép.*, v° *Dommage*, n° 211. — *Théor. du C. P.*, t. VI, p. 156.

Mais au cas de l'art. 442, cette spécification est absolument nécessaire. Arr. cass. 28 août 1812, *Théor. du C. P.*, t. VI, p. 157, 165.

D'après l'économie de la loi, les agents du pillage ou du dégât encourent la même peine, quels que soient les objets sur lesquels le pillage ou le dégât a été exercé; mais les chefs, instigateurs et provocateurs, assimilés aux agents dans le cas de l'art. 440, sont punis plus rigoureusement dans le cas de l'art. 442, en raison de la nature des choses pillées ou endommagées; c'est donc exclusivement la circonstance qu'il existe des chefs, insti-

gateurs ou provocateurs qui rend nécessaire, au cas de l'art. 442, la spécification des denrées qui ont été l'objet du pillage ou du dégât.

Il n'y a, au surplus, aucun inconvénient à spécifier, alors même que la spécification ne serait pas exigée; il est donc prudent de spécifier dans tous les cas, bien que cela ne soit indispensable que lorsqu'il existe des chefs, instigateurs et provocateurs, et qu'il s'agit en même temps de denrées de la nature de celles qui sont indiquées dans l'art. 442 C. P.

Un pillage d'armes tombe sous l'application de l'art. 440 C. P. — Arr. cass. 17 août 1850, B. n° 264, — DALL., 50-5-353. — MORIN, *Rép.*, v° *Pillage*, n° 3.

Un attroupement d'individus qui s'empare à force ouverte, dans un marché ou ailleurs, du blé vendu ou appartenant à un particulier, et se le fait livrer au prix qu'il juge à propos d'en donner ou de fixer, commet le crime prévu par les art. 440, 442 du Code pénal. Arr. cass. 17 janvier 1812, CARNOT, t. II, p. 418, — DALLOZ, *Rép.*, v° *Dommage*, n° 210. — 1er avril 1847, B. n° 70, — DALL., 47-1-142, — *Journ. crim.*, t. XIX, p. 160. — *Théor. du C. P.*, t. VI, p. 155.

Il y a pillage dans le fait de femmes, attroupées dans un marché, qui s'emparent à force ouverte du blé vendu à un particulier, et se le font donner au prix qu'elles déterminent elles-mêmes. Arr. cass. 17 janvier 1812 déjà cité; et dans le fait d'individus qui ont contraint par leurs menaces des marchands de blé à leur livrer cette denrée au-dessous du cours et à un prix arbitrairement fixé. Arr. cass. 24 juin 1830, DALL., 30-1-303, — *Journ. crim.*, t. II, p. 293. — 12 avril 1833, DALL., 33-1-224. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 491. — CARNOT, t. II, p. 418. — *Théor. du C. P.*, t. VI, p. 155. — MORIN, *Rép.*, v° *Pillage*, n° 3. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Dommage*, n° 210.

N. B. La circonstance prévue par l'art. 441 C. P. est une excuse seulement modificative, à poser devant la Cour d'assises, mais dont il n'y a pas à tenir compte dans l'ordonnance du juge d'instruction ni dans l'arrêt de renvoi.

(5) Le fait prévu par l'art. 442 C. P. peut être imputable à un individu, en même temps que le fait prévu par l'art. 440, ou distinctement, car il peut avoir été coupable de l'un et de l'autre, ou seulement de l'un de ces deux crimes. Le fait prévu par l'art. 442 n'est point une circonstance aggravante du crime prévu par l'art. 440; mais il constitue un fait principal, crime indépendant et spécial donnant lieu à une incrimination particulière. Arr. cass. 1er avril 1847, B. n° 70, — DALL., 47-1-142, — *Journ. crim.*, t. XIX, p. 160. — 6 mai 1847, B. n° 94, — DALL., 47-1-190, — *Journ. crim.*, t. XIX, p. 167. — 15 mai 1847, B. n° 104, — DALL., 47-1-192, — *Journ. crim.*, t. XIX, p. 198. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Dommage*, nos 224, 226, et v° *Inst. crim.*, n° 2886.

La tentative de la part des provocateurs à un pillage, dans le cas des art. 440, 442 C. P., est punissable comme le crime consommé; l'art. 2 C. P. est général, et les art. 440, 442 ne contiennent aucune dérogation à ses

dispositions. Arr. cass. 7 juillet 1847, B. n° 154, — DALL., 47-4-164. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Dommage*, n° 227.

N. B. Pour les sommations légales à faire en cas de pillage en réunion ou bande et à force ouverte, *V.* Circulaire du ministre de l'intérieur du 19 avril 1847, DALL., 47-3-92.

692. Rébellion [1].

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, commis une attaque, — une résistance, avec violences et voies de fait *ou* avec violences ou voies de fait (*ou* une attaque ou une résistance avec violences et voies de fait *ou* avec violences ou voies de fait [2]) envers tels agents de l'autorité ou de la force publique, *ou* envers tel officier de police... (V. l'énumération de l'art. 209 C. P.) [3], agissant pour l'exécution des lois, — des ordres ou ordonnances de telle autorité publique, — de tel mandat de justice, — ou de tel jugement [4] (C. P., art. 209, 212 § 2).

Réunion de trois à vingt personnes. — Laquelle attaque ou résistance a été commise par trois personnes ou plus, jusqu'à vingt inclusivement (C. P., 121).

Ou d'avoir commis l'attaque ou la résistance ci-dessus spécifiées en réunion de trois personnes ou plus, mais ne dépassant pas le nombre de vingt [5] (C. P., 211).

Armes ostensibles. — Avec la circonstance que, dans cette réunion, plus de deux personnes portaient des armes ostensibles, — *ou* telles armes ostensibles [6] (C. P., 214).

Réunion de plus de vingt personnes. — Laquelle attaque ou résistance a été commise dans une réunion de plus de vingt personnes (C. P., 210 § 2).

Ou d'avoir commis l'attaque ou la résistance ci-dessus spécifiées en réunion de plus de vingt personnes [7] (C. P., 210 § 2).

Armes ostensibles. — Avec la circonstance que, dans cette réunion, plus de deux personnes portaient des *ou* telles armes ostensibles [8] (C. P., 210 § 1, 214).

Armes cachées. — De s'être trouvé muni d'armes cachées

ou de telles armes cachées, dans ladite réunion (*non armée*) de trois à vingt personnes *ou* de plus de vingt personnes [9] (C. P., 215).

Chef ou provocateur. — D'avoir été le chef *ou* l'un des chefs, *ou* le provocateur de l'attaque ou de la résistance spécifiée ci-dessus [10] (C. P., 221).

(1) La rébellion définie par l'art. 209 C. P., et punie par les articles suivants comme délit ou comme crime, selon les circonstances dans lesquelles elle s'est produite, est un fait complexe qui se compose de trois éléments essentiels ou circonstances constitutives : 1° une attaque ou une résistance avec violence et voies de fait (ce qui sera expliqué ci-après);—2° des violences et voies de fait exercées envers des agents de l'autorité énumérés dans l'art. 209 C. P.; — 3° des violences et voies de fait exercées envers ces agents dans l'accomplissement de la mission qu'ils tiennent de la loi, ou dans l'exécution soit des ordres dont ils sont chargés par l'autorité administrative, soit des mandements de justice.— DALLOZ, *Rép.*, v° *Rébellion*, n° 13. — MORIN, *Rép.*, v° *Rébellion*, n° 3. — CARNOT, *Com. C. P.*, t. I, p. 523. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 216. — *Théor. du C. P.*, t. III, p. 81. — GILBERT, sur les art. 209 et suiv. C. P.

Si la rébellion n'est imputable qu'à une ou deux personnes, elle ne constitue qu'un délit puni de peines correctionnelles plus ou moins élevées, selon que, soit l'auteur unique de la rébellion, soit les deux auteurs ou l'un d'eux, eussent commis le délit avec armes ou sans armes, C. P. 212.

L'articulation principale formulée pour caractériser la rébellion, et qui doit être appliquée à chacun des prévenus, quel qu'en soit le nombre, entraîne donc par elle-même une peine, quoiqu'il n'y soit pas fait mention d'armes, et quand bien même toutes les circonstances aggravantes seraient écartées (C. P., art. 212 § 2).

Mais si ces circonstances aggravantes avaient chance d'être éliminées, le président aurait à poser, le cas échéant, une question subsidiaire de port d'armes, dont il est inutile de se préoccuper *à priori* (C.P., art. 212 § 1).

Je n'ai pas dû formuler de qualification applicable seulement au cas de délit de rébellion, contenant la circonstance avec armes *ou* sans armes, parce que le but de cet appendice est la qualification des crimes exclusivement.

Quand je dis que l'articulation principale devra s'appliquer à chaque prévenu individuellement, je n'entends pas rétracter ce que j'ai écrit *sup.* n° 638 ; au contraire, j'y renvoie. Je maintiens que, dans une ordonnance, on peut déclarer qu'il y a lieu de mettre en prévention *chacun* des inculpés individuellement dénommés, d'avoir commis tel fait..., et de poser une fois pour tous, les circonstances aggravantes, sauf à distinguer et à faire une articulation spéciale pour les circonstances personnelles, v. g. au cas de l'art. 215 C. P.

(2) Il peut y avoir, dans un fait de rébellion, attaque et résistance tout à la fois ; mais ce concours de l'attaque et de la résistance n'est pas nécessaire, et une seule de ces conditions suffit pour constituer le délit. On peut donc articuler une attaque seulement, ou une résistance seulement, comme on peut poser l'alternative de l'attaque ou de la résistance, ces deux éléments constitutifs étant de même nature et produisant le même effet. Arr. cass. 2 juillet 1835, B. n° 266, — *Journ. crim.*, t. VII, p. 358. — Dalloz, *Rép.*, *l. c.*, n° 18. — Morin, *Rép.*, *l. c.*, n° 4. — *Théorie du C. P.*, t. III, p. 82.

Il n'est pas nécessaire non plus qu'il y ait violences *et* voies de fait ; il suffit qu'il y ait violences *ou* voies de fait, parce que, dans le sens de l'art. 209 C. P., ces deux termes sont synonymes. On peut donc articuler une de ces deux conditions seulement, ou poser l'alternative de violences ou voies de fait. La question « si l'accusé est coupable de violences ou voies de fait » remplit suffisamment le vœu de la loi. Arr. cass. 25 février 1843, B. n° 44, — *Journ. crim.*, t. XV, p. 278, — Dalloz, *Rép.*, *l. c.*, n° 19. — Morin, *Rép.*, *l. c.*, n° 4. — *Contrà*, Carnot, t. I, p. 524.

L'attaque est un fait agressif qui implique les violences et les voies de fait et dispense de les énoncer : la résistance est un fait défensif ; elle pourrait consister dans une force d'inertie ou être purement passive, et elle ne devient coupable qu'autant qu'il est constaté qu'elle a été accompagnée de violences et voies de fait. Arr. cass. 2 juillet 1835, B. n° 266, — *Journ. crim.*, t. VII, p. 358.

Les auteurs, en rapportant cet arrêt, critiquent la distinction qu'il consacre ; ils estiment que l'attaque, aussi bien que la résistance, doit toujours être accompagnée de violences ou voies de fait. Dalloz, *Rép.*, v° *Rébellion*, n° 18. — Morin, *Rép.*, v° *Rébellion*, n° 3. — *Théorie du C. P.*, t. III, p. 82, 83. — Je crois qu'il est prudent de qualifier conformément à cette doctrine, qui est la reproduction littérale du texte de l'art. 209 du Code pénal.

Au surplus, les mots *violences* et *voies de fait* ne sont point sacramentels : il a été jugé qu'ils pouvaient être remplacés par des termes équipollents ; v. g. *jeter des pierres* à des agents d'exécution, c'est exercer contre eux des violences ou voies de fait. — Le jugement qui déclare qu'il y a eu *opposition avec force et violence* à l'exécution des ordres du maire, et que le gendarme qui accompagnait ce fonctionnaire *a été repoussé*, caractérise suffisamment la rébellion mentionnée dans l'art. 209 C. P., dont les expressions ne sont pas sacramentelles. Arr. cass. 15 octobre 1824, B. n° 140. — Bourguignon, *Jurisp.*, t. III, p. 212. — Dalloz, *Rép.*, v° *Rébellion*, n^os^ 14, 32.

Le plus simple et le plus sûr est d'employer les termes mêmes de la loi, toutes les fois qu'ils ne sont point complexes, et que leur sens ne peut être douteux.

L'art. 219 C. P., dans un cas spécial de rébellion, n'exige que des violences ou menaces, en sorte que les menaces seraient alors suffisantes

comme élément concourant à constituer la rébellion. *Théorie du C. P.*, t. III, p. 106.

(3) Les violences ou voies de fait ne constituent un élément de la rébellion qu'autant qu'elles ont été exercées envers *la personne* des agents de l'autorité. Il ne suffirait pas qu'elles eussent porté sur des objets saisis ou séquestrés, sur des scellés, sur des serrures ou des édifices renfermant des objets mobiliers, etc. Dans ce cas, les violences ou voies de fait constitueraient d'autres crimes ou délits, tels que bris de clôture, bris de scellés, destructions, dommages aux propriétés, etc. Arr. cass. 29 octobre 1812, BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 205. — CARNOT, t. I, p. 524. — *Théorie du C. P.*, t. III, p. 84.

Les violences envers les agents des administrations, lorsqu'elles sont suivies d'*effusion de sang*, *blessures* ou *maladies*, constituent le crime prévu par l'art. 231 C. P., et non un simple délit de rébellion. Arr. cass. 14 décembre 1821 et 4 février 1830, DALLOZ, *Rép.*, v° *Rébellion*, n° 63.— *Inf.* n° 699.

Mais, ces circonstances écartées, l'accusé peut être repris pour rébellion. Arr. cass. 3 avril 1847, DALL., 47-4-80.

Les crimes spéciaux commis pendant la rébellion, seraient l'objet d'incriminations distinctes ; et, en cas de concours de la rébellion avec d'autres crimes, la peine la plus forte serait seule appliquée, *C. P.*, art. 216. — Arr. cass. 14 octobre 1815, BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 215. — CARNOT, t. I, p. 543. — *Théorie du C. P.*, t. III, p. 104. — MORIN, *Rép.*, v° *Rébellion*, n° 18. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Rébellion*, n° 65.

Il y a rébellion caractérisée dans le fait de s'être opposé violemment à l'exercice des fonctions par des gendarmes, à les avoir saisis au collet, en terrassant l'un d'eux. — Il peut y avoir aussi dans ce fait le délit d'outrage, si des injures ont été proférées. Arr. cass. 19 décembre 1806, B. n° 211, — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 20. — 19 janvier 1821, DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 16.

Il n'est pas indispensable que les violences et voies de fait soient matérielles. MORIN, *Rép.*, v° *Rébellion*, n° 4. — *Théorie du C. P.*, t. III, p. 82, 83.

Pour qu'il y ait rébellion, il n'est pas nécessaire que des coups aient été portés. Arr. cass. 3 avril 1847,—B. n° 71,—DALL., 47-4-81.—Et le délit peut résulter de tout acte violent dont le but serait d'empêcher l'officier ministériel ou l'agent de la force publique d'accomplir la mission dont il est chargé. Spécialement, le fait d'un individu qui s'arme d'un fusil et couche en joue, avec menaces, un huissier qui se présente pour procéder à une saisie, constitue le délit de rébellion. Arr. cass. 30 août 1849, B. n° 231, — DALL., 49-1-228. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 22.

Repousser violemment un préposé des douanes, a pu constituer la rébellion. Arr. cass. 17 août 1849, DALL., 50-5-399.

Menacer d'un coup de fusil et mettre en joue un gendarme, — se porter à grands cris sur des gendarmes en tenant des fourches et des faux levées

sur eux, même sans les frapper, c'est résister avec violences. Arr. cass. 24 octobre 1806, B. n° 165. — 20 novembre 1807, B. n° 248. — 29 juillet 1808, B. n° 160. — 28 mai 1807, B. n° 115. — 16 mai 1817, SIREY, 17-1-245. — 3 avril 1847, B. n° 71. — DALL., 47-4-81. — 30 août 1849, B. n° 231, — DALL., 49-1-228. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 214. — *Théorie du C. P.*, t. III, p. 82. — MORIN, *Rép.*, v° *Rébellion*, n° 4. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Rébellion*, n°s 21, 22.

L'art. 209 C. P. a énuméré sommairement les agents d'exécution qu'il entend protéger, et qui sont : les officiers ministériels, les gardes champêtres ou forestiers, les agents de la force publique, les préposés à la perception des taxes et des contributions, les porteurs de contraintes, les préposés des douanes, les séquestres, les officiers ou agents de police administrative ou judiciaire.

Cette énumération n'est évidemment que démonstrative. La jurisprudence a fourni à cet égard quelques explications précises ; elle a considéré comme placés sous la protection de la loi, et comme pouvant être l'objet d'une rébellion punissable :

— Un notaire recevant un testament ;

— Les huissiers procédant à une saisie, ou à un acte de leur ministère ;

— Un maire exécutant un arrêté de l'autorité supérieure ;

— Les séquestres nommés judiciairement, et les gardiens judiciaires ;

— Les gardes champêtres et forestiers des particuliers, aussi bien que ceux de l'État et des communes, les uns et les autres étant officiers de police judiciaire ;

— Les gendarmes et les gardes nationaux, comme faisant partie de la force publique ;

— A ce titre, et comme préposés d'administrations percevant des taxes et contributions, les employés des douanes et des contributions indirectes ;

— Les employés de l'enregistrement ;

— Les préposés aux ponts à bascule ;

— Les employés des octrois.

V. BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 226. — CARNOT, *Comm. C. P.*, t. I, p. 524. — MORIN, *Rép.*, v° *Rébellion*, n°s 5, 6. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Rébellion*, n°s 26-32. — DUCHESNE, *Table des Arr. cass.*, v° *Rébellion*, n°s 21-52.

La circonstance que les agents d'exécution n'étaient pas porteurs d'un costume officiel, ou de signes distinctifs, est indifférente, si leur qualité était connue des auteurs de la rébellion. Arr. cass. 5 septembre 1817, CARNOT, t. I, p. 524.

(4) Pour qu'il y ait rébellion, il faut, en outre, que les violences et voies de fait aient été dirigées contre la personne des agents de l'autorité ou de la force publique *dans l'exercice* même de leurs fonctions, non en dehors ou à l'occasion de cet exercice. — La loi du 22 floréal an II, qui punissait

les faits tendant à empêcher ou suspendre l'exécution des ordres de l'autorité ou à faire cesser cette exécution, a été abrogée virtuellement par l'art. 209 C. P., expressément par l'art. 484 du même Code. Avis du Conseil d'État du 8 février 1812. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Rébellion*, n° 23. — MORIN, *Rép.*, v° *Rébellion*, n° 7. — CARNOT, t. I, p. 524. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 305. — RAUTER, *Droit crim.*, t. I, p. 516. — *Théor. du Cod. pén.*, t. III, p. 84, 85.

Peut-on excuser les actes de rébellion sous le prétexte ou d'après la considération que les agents procédaient sans ordres, irrégulièrement, ou illégalement? C'est une fort grave question, très-controversée, sur laquelle la Cour de cassation répond négativement, tandis que les auteurs proposent des distinctions et font des objections trop étendues pour trouver place dans ces notes. *V.* DALLOZ, *Rép.*, v° *Rébellion*, n°s 33-44. — MORIN, *Rép.*, v° *Rébellion*, n°s 8-14. — CARNOT, *Comm. C. P.*, t. I, p. 525 et suiv. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 206-213. — RAUTER, t. I, p. 519 et suiv. — Arrêts cass. cités par DUFOUR, *Aide-mémoire*, sous la formule de *Rébellion*. — *Théorie du C. P.*, t. III, p. 85-97.

L'ivresse n'excuse pas la rébellion. Arr. cass. 23 avril 1824, B. p. 175. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 213.

(5) Le nombre des personnes qui ont pris part à la rébellion est une circonstance *aggravante*: dès lors, ce nombre doit faire l'objet d'une articulation distincte et séparée de celle du fait principal. Arr. cass. 25 février 1843, B. n° 44, — *Journ. crim.*, t. XV, p. 278. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 46. — MORIN, *Rép.*, *l. c.*, n° 16.

(6) Cette circonstance de port d'armes est aggravante et doit être séparée de la circonstance de réunion, qui elle-même constitue une aggravation de la rébellion simple.

Quant à l'interprétation du mot *armes*, qui n'est point sacramentel, Arr. cass. 31 juillet 1823, B. n° 105 (bâtons), 30 avril 1824, B. n° 62 (pierres), 20 octobre 1831, B. n° 265, — DALL., 31-1-358 (pierres lancées), *V.* ci-dessus note 3. — *Sup.* n° 39. — CARNOT, t. I, p. 514. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 213. — MORIN, *Rép.*, v° *Rébellion*, n° 15. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Rébellion*, n°s 58, 59. — DUCHESNE, *Table Arr. cass.*, v° *Rébellion*, n°s 55-72.

La disposition de l'art. 214 C. P., qui détermine le nombre de *trois* personnes en armes pour former une réunion avec armes, est générale et s'applique à tous les cas de rébellion. Arr. cass. 8 novembre 1832, B. n° 439, — *Journ. crim.*, t. V, p. 120.—14 décembre 1850, B n° 421. — MORIN, *Rép.*, v° *Rébellion*, n° 16. — *Théorie du C. P.*, t. III, p. 98.

La circonstance de réunion armée est suffisamment articulée, quand on énonce que plus de *deux* personnes faisant partie de cette réunion portaient des armes ostensibles. Arr. cass. 8 novembre 1832, B. n° 439, — *Journ. crim.*, t. V, p. 120.

(7) Cette circonstance que la rébellion a été commise par plus de vingt personnes réunies, est éminemment aggravante, puisque toute seule elle suffit pour élever le délit de rébellion à la proportion d'un crime.

Il n'est pas besoin d'ajouter *sans armes*, quand on n'impute pas à la réunion d'avoir été armée; cela va de soi, et du moment qu'on ne fait pas mention d'armes, c'est que l'on reconnaît ou du moins l'on admet qu'il n'y en avait pas.

Une réunion de plus de vingt personnes peut être qualifiée bande ou attroupement. DALLOZ, *Rép.*, v° *Rébellion*, n° 47.

Néanmoins, je conserve les termes *réunion de plus de vingt personnes*, au lieu du mot complexe *attroupement*, non-seulement parce qu'il vaut mieux, en général, se servir des définitions légales que d'employer des mots susceptibles d'interprétations diverses et pouvant soulever des discussions spécieuses, mais encore pour ne pas confondre le fait spécial de rébellion avec les délits d'attroupement prévus par les lois des 10 avril 1831 et 7 juin 1848.

Il n'est pas nécessaire de dénommer ou de signaler individuellement tous ceux qui, compris ou non dans la poursuite, présents ou contumax, composaient la réunion de plus de vingt personnes : il suffit d'énoncer que la réunion comprenait plus de vingt personnes, au nombre desquelles étaient les prévenus. Arr. cass. 2 mai 1851, DALL., 51–5–457.

(8) Cette circonstance, aggravante de port d'armes, aggrave encore celle de réunion de plus de vingt personnes, et doit être posée séparément.

D'après les dispositions combinées des art. 210 et 214 C. P., une réunion de plus de vingt personnes est réputée armée, lorsqu'il s'y trouve *plus de deux* personnes portant des armes *ostensibles* ; il suffit donc d'énoncer, dans l'articulation de cette circonstance, que plus de deux personnes portaient des armes ostensibles, quel qu'ait été le nombre des individus ostensiblement armés. Arr. cass. 8 novembre 1832, B. n° 439, — *Journ. crim.*, t. V, p. 120, — 16 novembre 1831, DALLOZ, *Rép.*, v° *Rébellion*, n°s 55–61. — CARNOT, t. I, p. 534.

(9) J'exprime cette circonstance aggravante, personnelle aux rebelles qu'elle concerne, en me servant des termes de l'art. 215 du Code pénal. On pourrait aussi l'exprimer par les mots : *d'avoir été muni d'armes cachées*, car c'est l'esprit de la loi. CARNOT, t. I, p. 542. — *Théorie du C. P.*, t. III, p. 99.

Mais la circonstance aggravante existe, soit que le rebelle ait été trouvé muni d'armes cachées au moment et sur le lieu de la rébellion, soit qu'il ait été trouvé muni de ces armes, lors de son arrestation, hors du temps et du lieu de la rébellion ; j'ajoute : autant que les circonstances rendraient vraisemblable que la personne arrêtée était, au lieu et au temps de la rébellion, munie des armes trouvées sur elle.

J'estime que, dans ce cas, le mot *armes* est restrictif ; car les objets ou

instruments qui ne sont pas des armes par leur nature ne prennent cette qualification, aux termes de l'art. 101 § 2 C. P., qu'autant qu'il en a été fait usage pour tuer, blesser ou frapper, ou tout au moins pour menacer : or, les objets dont on aurait pu se faire des armes en s'en servant ou en les portant ostensiblement, ayant été tenus cachés, n'ont pu, en cet état latent et à défaut d'usage, acquérir le caractère d'armes qu'ils n'avaient pas naturellement et abstraction faite d'un emploi délictueux.

(10) Je n'ai point formulé spécialement le délit résultant d'une rébellion commise par une ou deux personnes, soit avec armes, soit sans armes, C. P. 212. Il peut y avoir une question à poser subsidiairement, comme résultant des débats, par le président des assises, s'il le juge opportun. V. *sup.* note 1.

J'aurais pu me dispenser de formuler la circonstance que l'un des prévenus aurait été le chef ou le provocateur de la rébellion, — cette circonstance, qui rend facultative la mise sous la surveillance de la haute police, présupposant qu'il n'interviendra qu'une condamnation pour délit, — puisque la condamnation pour crime, emportant la reclusion ou les travaux forcés, entraîne de droit la surveillance. Mais j'ai cru devoir m'arrêter à cette circonstance, parce qu'elle donne lieu à quelques observations en droit, à l'égard du *provocateur* de la rébellion, que je maintiens à l'égal du chef de la rébellion.

Les art. 1 à 6 de la loi du 17 mai 1819 ont organisé un système pénal quant à la provocation publique à commettre des crimes ou délits. L'art. 7 déclare qu'il n'est pas dérogé aux lois qui punissent la provocation ou la complicité résultant de tous actes *autres* que les faits de publication *prévus par la présente loi*. L'art. 26 abroge expressément les art. 107 et 217 du Code pénal, sans comprendre dans cette nomenclature d'articles abrogés ni l'art. 221, ni les art. 60 (*complicité*), et 442 (*pillage*).

Bourguignon, *Jurisp.*, t. III, p. 218, et Rauter, *Droit crim.*, t. I, p. 514, font remarquer l'abrogation de l'art. 217, et ne disent rien sur l'art. 221.

Carnot, *Com. C. P.*, t. I, p. 548, enseigne que l'art. 221 est toujours applicable aux provocateurs, mais que l'art. 217 étant abrogé, c'est la loi du 17 mai 1819 qu'il faut consulter pour savoir s'il y a provocation punissable.

MM. Chauveau et Hélie, *Théor. du C. P.*, t. III, p. 109, estiment que l'abrogation de l'art. 217 implique celle de l'art. 221, qui n'aurait point été compris au nombre des articles abrogés *par un oubli* du législateur ; et M. Dalloz, *Rép.*, v° *Rébellion*, n° 64, écrit que l'art. 221 paraît abrogé aussi bien que l'art. 217.

Telle n'est pas, semble-t-il, l'opinion de Bourguignon et de Rauter ; tel n'est pas non plus l'avis de Carnot. Je ne saurais admettre comme fondée l'opinion de MM. Chauveau, Hélie et Dalloz, en regard des art. 7 et 26 de la loi du 17 mai 1819. Le législateur n'ignorait point que les art. 60, 221, 442, 293 prévoient des cas de provocation punissables, et cependant aucun de ces articles n'a été compris dans la série des articles expressé-

ment abrogés ; bien plus, l'art. 7 de la loi du 17 mai 1819 déclare qu'il n'est pas dérogé aux autres dispositions de loi non abrogées en matière de provocation. Il ne me semble donc pas permis d'imputer à oubli le silence gardé sur ces articles, et d'introduire arbitrairement dans la loi une abrogation par supposition.

Quant à la pensée de Carnot que la loi du 17 mai 1819 a non-seulement abrogé mais remplacé l'art. 217, elle me paraît plausible, parce que les dispositions de l'art. 217, caractérisant la provocation au point de vue de la rébellion, sont de même nature que celles de la loi du 17 mai 1819, et impliquent une provocation par les mêmes moyens que ceux dont cette loi fait la base de ses prescriptions.

Il a été jugé que la provocation par paroles et par écrit n'a pas effacé les autres modes de complicité par provocation prévus par l'art. 60 du Code pénal. Ainsi, un accusé déclaré coupable d'avoir provoqué les auteurs de la rébellion à la commettre, par des machinations et artifices coupables, peut être condamné comme complice de rébellion. Arr. cass. 14 décembre 1850, B. n° 421. — *Théor. du C. P.*, t. III, p. 109.

— Je fais remarquer, en terminant ces notes sur la rébellion, que les art. 100 et 213 du Code pénal, — qui exemptent de peines, autres que celle de la surveillance, les individus qui ont fait partie d'une bande ou d'un attroupement, sans y exercer aucun emploi, et qui se sont retirés au premier avertissement de l'autorité publique, ou même depuis, s'ils n'ont été saisis que hors du lieu de la rébellion, sans nouvelle résistance et sans armes, — ne dispensent pas de traduire ces individus devant la Cour d'assises, parce que c'est au jury qu'il appartient de prononcer sur l'existence des faits d'excuse, lesquels, dans tous les cas, ne sont pas profitables aux *provocateurs* de la rébellion. Arr. cass. 30 août 1831, B. n° 332. — 30 août 1832, DALLOZ, *Rép.*, v° *Rébellion*, n° 51.—2 mai 1833, B. n° 171, DALL., 33-1-293. — 4 janvier 1851, B. n° 9. — 22 janvier 1852. — *Théor. du C. P.*, t. III, p. 103. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n°s 51, 52.

693. Soustractions, enlèvements ou destructions dans des dépôts publics.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, soustrait, — enlevé, — ou détruit [1] telles pièces ou procédures criminelles..., tels papiers, registres, ou effets [2], contenus [3] dans tel dépôt public [4] conformément à sa destination [5], *ou* remis à tel dépositaire public [6] en cette qualité [7] (C. P., art. 254, 255).

Dépositaire. — Alors que le prévenu était lui-même le dépositaire des objets *ou* effets soustraits, — enlevés, — ou détruits [8] (C. P., 255).

Violences. — D'avoir commis la soustraction l'enlèvement, ou la destruction) dont la spécification est établie ci-dessus, avec violence envers les personnes *ou* envers telles personnes [9] (C. P., 256).

Effraction. — Escalade. — Fausses clefs. — *Ou* avec la circonstance que la soustraction, — l'enlèvement, — ou la destruction ci-dessus spécifiée *ou* spécifié a été commise *ou* commis à l'aide : 1° d'effraction extérieure ..., — 2° d'escalade ... — 3° d'effraction intérieure ... — 4° de fausses clefs ... [10] (C. P., 384).

(1) *V.* GILBERT sur les art. 254 et suiv. du C. P.

L'enlèvement, c'est la soustraction moins la volonté de s'approprier. La destruction, c'est l'enlèvement suivi de l'anéantissement. DALLOZ, *Rép.*, v° *Dépôt public*, n° 5.

Aux mots *soustrait* ou *enlevé*, je n'ajoute pas *frauduleusement*, parce que le texte du Code pénal ne le contient pas, et qu'il s'agit ici moins d'un vol proprement dit que d'un crime spécial. Cependant il est évident que la soustraction ou l'enlèvement ne sont punissables qu'autant qu'ils ont un caractère frauduleux, et il n'y aurait pas d'inconvénient à imputer *d'avoir frauduleusement soustrait ou enlevé*..., ce qui énoncerait plus explicitement l'intention criminelle, élément nécessaire de tout crime ou délit. *V.* en ce sens, *Théor. du C. P.*, t. III, p. 226.

Par le même motif, je n'ai pas dit, mais on pourrait dire : d'*avoir volontairement détruit*..., car la destruction provenant seulement d'une négligence ou d'une maladresse, et exempte d'une mauvaise intention ou sans volonté, ne constituerait pas un crime. *Théorie du C. P.*, t. III, p. 226.

(2) Au lieu d'énumérer et de préciser les objets ou effets, on peut se borner à les désigner par leur genre ou leur espèce, v. g. des papiers, des registres, des pièces de procédures criminelles, des livres, des tableaux, des objets d'art..., ou un ou plusieurs livres, tableaux ou objets d'art..., sauf à la discussion à faire connaître les détails. Et si l'on voulait détailler dans l'incrimination, au moins faudrait-il donner un numéro d'ordre pour chaque genre ou espèce d'objets, afin de provoquer une réponse distincte pour chaque nature d'effets compris dans l'incrimination, v. g. 1° tel acte, telle pièce ou tel registre ; — 2° un ou plusieurs livres ; — 3° un ou plusieurs tableaux, etc.

On peut désigner par l'expression générale *effets* les objets quelconques renfermés dans un dépôt public, autres que ceux dont l'art. 254 C. P. fait une désignation particulière, parce que le mot *effets* comprend générale-

ment tous les objets mobiliers. Arr. cass. 10 sept. 1840, DALL., 40-1-342. — *Inf.* note 4.

(3) Le vol de pièces ou d'effets contenus dans des archives, greffes ou dépôts publics, n'est punissable des peines portées par les art. 254, 255 C. P., qu'autant qu'ils s'y trouvaient placés dans un but analogue à la destination de ces dépôts publics. Ces peines ne sont pas applicables au vol d'un meuble servant à l'ameublement du local, ou d'un objet quelconque sur une personne qui se trouve dans le local. Arr. cass. 19 janvier 1843, B. n° 5, — DALL., 43-1-134, — *Journ. crim.*, t. XV, p. 121. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Abus de confiance*, n° 143.

Le mot *contenus* de l'art. 254 C. P. signifie déposés dans les archives, greffes, ou placés dans les autres dépôts publics dans un but analogue à leur destination, *circonstance qui doit être exprimée*, MORIN, *Rép.*, v° *Dépôt public*, n° 5.

Toutefois, les mots *conformément à sa destination* n'auraient pas besoin d'être articulés, lorsque cette circonstance résulte virtuellement de l'incrimination, v. g. s'il s'agit de soustraction de livres dans une bibliothèque publique, d'enlèvement de statues ou de tableaux dans un musée, de soustraction d'argent dans la caisse d'un payeur, d'enlèvement de pièces ou titres dans des archives, de minutes dans l'étude d'un notaire...

(4) Il convient d'indiquer spécialement le dépôt public dans lequel le crime a été commis.

La circonstance de la publicité du dépôt est constitutive du crime spécial prévu par les art. 254 et 255 du Code pénal. Cette circonstance et celle de la soustraction, de l'enlèvement ou de la destruction doivent être comprises dans une question unique, qui n'est point par là entachée de complexité. Arr. cass. 19 janvier 1843, B. n° 5. — 24 mars 1844, B. n° 114, — *Journ. crim.*, t. XVI, p. 84. — MORIN, *Rép. l. c.*, n° 6.

L'art. 254 C. P. indique démonstrativement comme dépôts publics les archives, greffes et autres dépôts publics sans définition. CARNOT, *Com. C. P.*, t. I, p. 610, 612. — *Théor. du C. P.*, t. III, 223-225. — MORIN, *Rép., l. c.*, n^os^ 2-4.

L'art. 254 est applicable au vol de livres dans les *bibliothèques publiques*. Arr. cass. 25 mars 1819, B. n° 36. — 5 août 1819, B. n° 87. — Au vol de tableaux, de statues, d'objets d'art dans un *musée*. Arr. cass. 25 mai 1832, B. n° 190, — DALL., 32-1-317. — 10 septembre 1840, B. n° 262, — DALL., 40-1-342. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 241. — *Théorie du C. P.*, t. III, p. 223. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Abus de confiance*, n° 135.

Ceux qui ont le maniement des deniers publics sont réputés *dépositaires publics*, bien qu'ils n'aient pas été nommés directement par le Gouvernement, et qu'ils n'aient pas prêté serment ; les art. 254 et 255 C. P. leur sont, par conséquent, applicables. Arr. cass. 20 juillet 1813, BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 242.

Les bureaux des payeurs généraux sont au nombre des dépôts publics.

Arr. cass. 25 juillet 1812, BOURGUIGNON, *l. c.*, p. 240. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 134.

Un séquestre ou gardien de saisie établi par un huissier pour un intérêt privé n'est pas un dépositaire public, mais un dépositaire judiciaire. Arr. cass. 29 octobre 1812, BOUGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 241, — MORIN, *Rép.*, v° *Dépôt pub.*, n° 4. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Abus de confiance*, n° 139.

Au contraire, un navire mis sous séquestre par l'autorité publique est un dépôt public, parce que le séquestre a été établi dans un intérêt d'ordre public. Arr. cass. 22 décembre 1832, B. n° 508, — DALL., 33-1-96. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 140.

L'étude d'un notaire est un dépôt public, en ce qui concerne ses minutes, et les actes déposés en vertu de ses fonctions ou d'une délégation de la loi, v. g. un acte sous seings privés déposé, avec acte de dépôt, pour prendre rang parmi les minutes. Arr. cas. 2 juin 1853, B. n° 196, —DALL., 53-1-236, — 26 novembre 1853, B. n° 559, — *Inf.* n° 694, note 6.

Il n'en est pas ainsi en ce qui concerne les dépôts volontaires qui y sont faits d'actes sous seings privés, des deniers ou billets des particuliers, même en vertu d'une clause de contrat. Arr. cass. 24 juin 1841, DALL., 41-1-418, — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 142. — Arr. Paris, 6 janvier 1832 et 16 novembre 1833, DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 110. — Dans ce cas le notaire, s'il violait le dépôt, ne serait punissable que pour abus de confiance, aux termes de l'art. 408 C. P.

(5) V. *Sup.* note 3.

(6) J'ai déjà dit, *sup.* note 4, que l'art. 254 C. P. est purement démonstratif et non limitatif ; je l'ai prouvé par des exemples que fournit la jurisprudence.

La loi assimile au lieu de dépôt les mains du dépositaire public, du moment qu'une pièce ou un effet lui ont été remis en cette qualité. MORIN, *l. c.*, n° 3. — *Théor. du C. P.*, t. III, p. 224.

On désigne le dépositaire par son nom et sa fonction.

(7) Si la remise n'a pas été faite à raison de la qualité du dépositaire ressortant de la nature même de ses fonctions, le dépôt serait purement privé : v. g. les notaires sont dépositaires privés des deniers, billets, effets sous seings privés de leurs clients. DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 141. — *Sup.* note 4.

(8) Cette circonstance aggravante ne s'applique pas au *préposé* du dépositaire public. Arr. cass. 2 juin 1853, DALL., 53-1-236.

— Ni au *greffier* qui détourne l'argent remis pour acquitter des droits d'enregistrement ; — il faut appliquer alors les art. 169, 170 du Code pénal. Arr. cass. 14 février 1846, B. n° 50. — *Inf.* n° 694, note 2.

— Ni au *gardien*, d'effets saisis. Arr. cass. 29 octobre 1812, DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 139. — *Sup.* note 4.

— Ni à un *notaire* à qui on aurait remis un sous seing privé, et qui serait punissable d'après l'art. 408 du Code pénal. Arr. cass. 24 juin 1841, DALL., 41-1-418. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 142. — *Sup.* note 4.

(9) La loi entend les violences *envers les personnes* à l'effet de soustraire ou enlever les effets placés dans un dépôt public, quel que soit le coupable. CARNOT, t. I, p. 615. — *Théorie du C. P.*, t. III, p. 227 ; t. IV, p. 491. — MORIN, *Rép.*, v° *Dépôt public*, n° 7.

D'après les auteurs de la *Théorie du C. P.*, il ne suffirait pas de simples voies de fait, qui n'auraient pas le caractère de violences, à l'effet de commettre la soustraction.

Selon Morin, *l. c.*, la loi entend ici par violence, tout acte d'attaque ou de résistance envers les gardiens ou dépositaires pour arriver à la soustraction ou à l'enlèvement, depuis la simple voie de fait jusqu'au meurtre même. J'estime qu'il faut suivre cette dernière opinion, sauf au jury à apprécier la circonstance aggravante.

(10) Ces circonstances doivent être relevées dans les cas prévus par les art. 254, 255 C. P., comme en matière de vol ordinaire, et alors elles entraînent l'application de l'art. 384. CARNOT, t. I, p. 612. — Arr. Nîmes, 17 février 1853, DALL., 54-2-32.

Je ne fais qu'indiquer ici ces circonstances : il faudrait les formuler comme au n° 700 *inf.*

694. Soustractions ou détournements par des comptables ou des dépositaires publics.

1° Soustractions ou détournements par des percepteurs, commis à une perception, comptables ou dépositaires publics.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, détourné ou soustrait [1] telles pièces, — tels titres, actes ou effets mobiliers, — telles sommes ou effets actifs tenant lieu de deniers, appartenant à N..., *ou* au Trésor public, *ou* à tel établissement public, qui étaient entre ses mains ou lui avaient été confiés à raison de sa qualité de ..., *ou* de ses fonctions de ... [2] (C. P., art. 169, 171, 172).

Ou ... d'avoir, à ..., le ..., détourné ou soustrait au préjudice de N..., *ou* du Trésor public, *ou* de telle administration

publique, *ou* de tel établissement public, des deniers ou des effets actifs tenant lieu de deniers, — des pièces, — titres, — actes, — ou effets mobiliers, qui étaient entre ses mains à raison *ou* en vertu de ses fonctions de... (C. P., 169, 171, 162).

Quotité. — Valeur. — Avec cette circonstance que les choses détournées ou soustraites sont (*ou* étaient) d'une valeur au-dessus de 3,000 fr., — *ou* que les sommes détournées ou soustraites s'élèvent (*ou* s'élevaient) à plus de 3,000 fr. [3] (C. P., 169, 170, 172.

Recette. — Produit. — Cautionnement. — Avec cette circonstance que la valeur des deniers ou effets [4] détournés ou soustraits égale ou excède (*ou* égalait ou excédait) le tiers de la recette opérée par le prévenu *ou* du dépôt fait entre ses mains,—*ou* le cautionnement auquel est sujette la place du prévenu, — *ou* le tiers du produit commun de la recette du prévenu pendant un mois [5] (C. P., 170).

2° Soustractions, détournements, suppressions ou destructions d'actes ou de titres par un dépositaire à raison de sa fonction publique, — ou par des agents préposés ou commis soit du Gouvernement, soit des dépositaires publics.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, détruit, — supprimé, — détourné, — ou soustrait des (*ou* tels) actes ou titres, dont il était dépositaire en sa qualité de ..., *ou* qui lui avaient été remis ou communiqués à raison de ses fonctions de ... [6] (C. P., art. 173).

(1) *V.* DALLOZ, *Rép.*, v° *Forfaiture*, n° 28. — *Théorie du C. P.*, t. II, p. 525. — GILBERT, sur art. 169 et suiv. du Code pénal. — *Sup.* n° 693, note 1.

Les comptables publics ont droit à la garantie constitutionnelle. *Sup.* n° 97.

Pour qu'il y ait lieu de poursuivre, il faut qu'il y ait eu soustraction frauduleuse, non un simple déficit. DALLOZ, *Rép.*, v° *Forfaiture*, n° 35.— *Théorie du C. P.*, t. II, p. 530.

Un comptable prévenu a le droit de demander l'apurement préalable de

sa gestion, par l'autorité compétente, et il y a lieu de surseoir jusqu'à cet apurement. Arr. cass. 15 juillet 1819, B. n° 79. — 26 novembre 1842, B. n° 308, — DALL., 44-1-139. — 9 janvier 1852, B. n° 6, — DALL., 52-1-63 et la note. — 3 août 1855, B. n° 275. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Forfaiture*, n° 45. — *Théorie du C. P.*, t. II, p. 532.

Mais le comptable ne peut exiger l'examen de l'autorité compétente, lorsqu'il est poursuivi sur la demande du ministre constitué par la loi juge de la comptabilité de ce fonctionnaire. Arr. cass. 17 avril 1847, *Journ. crim.*, t. XIX, p. 250.

(2) La qualité ou la fonction qui a déterminé la possession ou le dépôt des choses détournées ou soustraites, est une circonstance constitutive. Arr. cass. 11 juin 1813, CARNOT, *Comm. C. P.*, t. I, p. 442.—15 juin 1860, DALL., 60-1-467.

Le détournement commis par un officier public de deniers qui sont entre ses mains, constitue un fait spécial qui ne se confond point avec le crime de faux, lors même que le faux a pu servir à commettre le détournement; — et l'acquittement sur le faux ne fait pas obstacle à la poursuite pour le détournement. Arr. cass. 25 août 1855, B. n° 301. — 13 juin 1856, B. n° 216, — DALL., 56-1-376.

L'art. 169 C. P. est applicable aussi bien en cas de dépôt de deniers ou effets privés qu'en cas de dépôt de deniers ou effets publics, s'ils ont été faits à raison de la qualité ou des fonctions du dépositaire. DALLOZ, *Rép.*, v° *Forfaiture*, n° 44. — *Théorie du C. P.*, t. II, p. 529, 531.

La preuve d'un dépôt privé doit être préalablement faite en la forme civile. CARNOT, t. I, p. 441. — *Théorie du C. P.*, t. II, p. 533. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n°s 46, 47.

Les art. 169 et suiv. du C. P. sont applicables :

Aux *receveurs des hospices*. Arr. cass. 30 juin 1842, B. n° 169,—*Journ. crim.*, t. XIV, p. 359.

— A l'*employé des ponts et chaussées* ayant soustrait des deniers publics qu'il était chargé de distribuer aux ouvriers. Arr. cass. 29 avril 1825, B. n° 86, — DALL., 25-1-371. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 33.

— A l'*économe d'un collége royal* ayant détourné les deniers publics ou privés qui étaient entre ses mains en vertu de ses fonctions. Arr. cass. 4 septembre 1835, B. n° 344, —*Journ. crim.*, t. VIII, p. 20. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 33.

— A l'*huissier* ayant détourné des sommes qu'il avait reçues en cette qualité, v. g. des prix de vente, — ou refusant de restituer et retenant frauduleusement des sommes qu'il a reçues. Arr. cass. 18 décembre 1812, SIREY, 17-1-95. — 28 mars 1856, B. n° 126, — DALL., 56-1-198. — Arr. Rouen, 3 décembre 1839, DALL., 42-2-41. — Arr. Bourges, 21 janvier 1853, SIREY-VILLENEUVE, 53-2-415. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 33.

— Au *régisseur de l'octroi* ayant détourné des sommes qu'il avait perçues à ce titre. Arr. cass. 21 janvier 1813, DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 33.

— A un *quartier-maître* ou *trésorier* de la gendarmerie. Arr. cass. 13 juillet 1820, DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 33.

— A un *greffier* qui s'approprie des sommes qui lui ont été remises, en sa qualité, pour payer des droits d'enregistrement. Arr. cass. 14 février 1846, B. n° 50, — DALL., 46-1-370.

— A un *commis sectionnaire* chargé de la surveillance d'un magasin des subsistances de la marine. Arr. cass. 27 avril 1847, B. n° 78, — *Journ. crim.*, t. XIX, p. 250.

— Aux *percepteurs* commis à la perception, dépositaires ou comptables des communes ou des établissements publics. DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 34.

Mais le *commis* d'un percepteur des contributions n'est pas un comptable public, et s'il commet un vol dans la caisse, c'est un vol domestique. Arr. cass. 5 août 1825, B. n° 147, — DALL., 25-1-445. — Il en est de même à l'égard de l'*enfant* d'un percepteur ou dépositaire de deniers publics. Arr. cass. 9 juillet 1840, DALL., 40-1-427. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 34.

Le gardien d'un bureau de poste qui y commet des soustractions, accomplit un vol domestique, C. P., art. 386 n° 3, et n'est pas passible des peines portées aux art. 169, 173. — Arr. cass. 1er février 1856, B. n° 43, — DALL., 56-1-176.

Les notaires ne sont point des dépositaires publics à raison des dépôts volontaires qu'ils reçoivent, et qui ne rentrent pas dans l'ordre de leurs fonctions. Arr. cass. 15 avril 1813, SIREY, 17-1-24 ; mais ils sont de véritables dépositaires publics pour ce qui a été remis entre leurs mains à raison de leurs fonctions. *Sup.* n° 693, notes 4, 8.

(3) Cette circonstance aggravante doit être posée séparément du fait principal.

Si la valeur était indéterminée, mais appréciable, il faudrait la faire constater par une expertise. CARNOT, t. I, p. 442.

Cette fixation peut être utile pour l'application de l'art. 172 C. P., qui prononce une amende proportionnelle.

Au cas de l'art. 169 C. P., si la valeur détournée ou soustraite est égale ou inférieure à 3,000 fr., il y a lieu à l'application de l'art. 171 C. P. (peine correctionnelle). DALLOZ, *Rép.*, v° *Forfaiture*, n° 43.

Il en serait de même si la chose détournée ou soustraite n'avait qu'une valeur d'affection. CARNOT, *l. c.*

Or, la valeur doit être réputée ne pas excéder 3,000 fr., par cela même qu'on n'exprime pas qu'elle est de plus de 3,000 fr., ou que l'on n'indique nullement à quel chiffre elle s'élève.

En tout cas, la valeur des choses détournées ou soustraites ne pourrait être comprise dans l'articulation principale, sans l'entacher de complexité.

Un arrêt de la Cour de cassation du 10 juin 1813, rapporté par DALLOZ, *Rép.*, v° *Forfaiture*, n° 41, décide que les soustractions commises dans des dépôts publics ou par des comptables publics constituant des crimes

ou des délits, suivant la valeur ou la quotité des objets soustraits, les chambres d'accusation doivent toujours déterminer ces valeurs ou quotités dans leurs arrêts de renvoi. — Il est indispensable, en effet, d'exprimer la valeur au-dessus de 3,000 fr., quand il y a lieu, puisque c'est cette circonstance aggravante qui constitue un crime et nécessite le renvoi en Cour d'assises. Que si la chambre d'accusation saisie reconnaît que la valeur des effets soustraits n'excède pas 3,000 fr., elle doit l'exprimer pour motiver le renvoi en police correctionnelle.

Les mêmes raisons devraient déterminer le juge d'instruction à exprimer que les valeurs détournées ou soustraites excèdent ou n'excèdent pas le taux prévu par les art. 170 et 171 C. P., pour motiver son ordonnance de transmission, ou de renvoi en police correctionnelle.

Mais, en cas de renvoi aux assises, à raison de l'existence de l'une des circonstances de l'art. 170 C. P., cette circonstance étant écartée par le jury, il résulte du verdict que la valeur de la soustraction est inférieure au taux prévu par cet article, et le fait devient correctionnel, quoique cette valeur reste indécise, puisqu'elle n'est pas comprise dans la question principale. La Cour aurait alors à apprécier et à déterminer cette valeur pour appliquer l'amende afférente au délit, ou à s'abstenir de prononcer l'amende, si elle croyait ne pouvoir aucunement en fixer la base.

Dans le cas de renvoi aux assises, il peut y avoir inconvénient à préciser la valeur, quand elle n'est pas indubitablement constatée par l'instruction; car cette précision pourrait soulever quelque hésitation dans l'esprit des jurés, et entraîner même une réponse négative, en cas de divergence entre les sommes énoncées dans les chefs d'accusation et les données des débats : aussi la Cour de cassation a-t-elle jugé qu'il suffit d'énoncer que la valeur *excède* 3,000 fr., sans préciser le *quantum* de cette valeur. Arr. cass. 17 avril 1847, B. n° 78, — *Journ. crim.*, t. XIX, p. 250.

Mais, lorsqu'on peut, sans s'exposer à l'inconvénient que je viens de signaler, déterminer la valeur de la soustraction ou du détournement, il y a intérêt à le faire, comme je l'ai déjà dit, en prévision de l'application de l'art. 172 C. P., qui prononce une amende proportionnelle, sauf à s'en tenir au chiffre le moins élevé au-dessus de 3,000 fr., et par conséquent le moins contestable.

Toutefois, cette précision de valeur n'étant pas indispensable dans l'accusation, on pourrait à la rigueur s'en remettre aux soins du président d'assises pour la déterminer dans ses questions d'après les résultats des débats, c'est-à-dire après une discussion qui a permis d'écarter tout ce qui pouvait être contesté, et de retenir ce qui est constaté avec une parfaite exactitude.

Au reste, peu importe que la somme totale détournée l'ait été à une ou plusieurs reprises, et que cela soit ou non énoncé dans l'incrimination. Arr. cass. 17 octobre 1840, DALLOZ, *Rép.*, v° *Forfaiture*, n° 38 ; v° *Inst. crim.*, n° 2786.

S'il y avait eu plusieurs détournements successifs, on pourrait énoncer cette circonstance pour reproduire les faits dans toute leur réalité, en for-

mulant ainsi l'incrimination principale : « ... D'avoir, à..., de telle époque à telle époque, à une ou plusieurs reprises, soustrait... »

(4) L'art. 170 C. P. ne tient compte que des *deniers* et *effets*, non des autres choses énoncées en l'art. 169, selon CARNOT, t. I, p. 443, et DALLOZ, *Rép.*, v° *Forfaiture*, n° 36. — Au contraire, BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 174, et RAUTER, *Droit crim.*, t. I, p. 484, estiment que le mot générique *effets* est général, indéfini, et comprend tout ce qui est énoncé en l'art. 169. — Je préfère cette dernière solution : le mot *effets* a la même portée compréhensive dans l'art. 170 que dans l'art. 254, et la Cour de cassation décide qu'il s'applique à tous les objets mobiliers indistinctement. V. *Sup.* n° 693, note 2.

(5) Par la recette d'un mois, il faut entendre un douzième de la recette totale de l'année. CARNOT, t. I, p. 444.

(6) Pour qu'il y ait lieu à l'application de l'art. 173 C. P., il ne suffit pas que la chose ait été perdue par négligence ; il est nécessaire que le prévenu ait agi avec une intention criminelle. DALLOZ, *Rép.*, v° *Forfaiture*, n° 53. — *Théor. du C. P.*, t. II, p. 536.

Il faut que l'acte, le titre, la pièce perdue aient une valeur, sinon appréciable en argent, au moins de quelque intérêt, et que l'on en ait fait la remise au fonctionnaire ou officier public, en sa qualité, à raison de ses fonctions : autrement, il y aurait seulement un abus de confiance ordinaire. *Théor. du C. P.*, t. II, p. 536.

Quant aux faits prévus et réprimés par l'art. 173 C. P., la preuve par témoins est admissible indéfiniment. DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 56. — *Théor. du C. P.*, t. II, p. 538. — GILBERT, note 4 sur l'art. 173 C. P.

La qualification d'officiers publics, dans le sens de l'art. 173 C. P., s'applique aux officiers ministériels, spécialement à un *avoué* à qui le greffier aurait remis, à raison de ses fonctions, des contredits de compte dans un procès-verbal d'ordre, que cet avoué aurait détruits ou supprimés. Arr. cass. 27 juin 1823, DALLOZ, *Rép.*, v° *Forfaiture*, n° 51 ; v° *Fonct. pub.*, n° 54. — *Théor. du C. P.*, t. II, p. 537.

— A un *notaire* supprimant un sous seing remis pour lui donner la forme authentique par le dépôt en son étude. Arr. cass. 24 septembre 1818, DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*

— Au *greffier* qui détourne des sommes remises pour l'enregistrement des jugements. Arr. cass. 22 août 1846, DALL., 46-1-370.

— A un *commis des subsistances de la marine* qui en détourne une partie. Arr. cass. 17 avril 1847, B. n° 78, — *Journ. crim.*, t. XIX, p. 250.

— Au *facteur de la poste* qui soustrait de l'argent ou des valeurs renfermées dans une lettre qu'il devait remettre à son adresse. Arr. cass. 23 avril 1813, DALLOZ, *Rép.*, v° *Forfaiture*, n° 55. — 14 juin 1850, DALL.,

50-5-337. — 19 janvier 1855, B. n° 16. — MORIN, *Rép.*, v° *Vol.* — DALLOZ, *Rép.*, v° *Postes*, n° 145.

— Aux *employés de la poste aux lettres* qui s'emparent de valeurs. Arr. cass. 12 décembre 1843, B. n° 273. — 29 septembre et 15 octobre 1853, B. n^os^ 487, 518. — 19 janvier 1855, B. n° 16. — Arr. Paris, 8 octobre 1853, DALL., 54-2-17. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Postes*, n° 144.

Un employé attaché comme aide assermenté, est considéré comme un agent de l'administration des postes, et passible des peines portées par les art. 169, 171, 187 du Code pénal. Arr. cass. 12 octobre 1849, DALL., 49-5-312. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Forfaiture*, n° 140.

Si un employé de la poste aux lettres avait soustrait, dans le bureau où il travaillait habituellement, *des lettres, bien que ne contenant pas des valeurs*, il serait passible des peines portées par l'art. 386 du Code pénal. Arr. cass. 24 juillet 1829, DALL., 30-1-320.

695. Subornation de témoins [1].

Première formule de l'incrimination principale.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, suborné N... [2] pour obtenir de lui, *ou* pour le déterminer à faire (*ou* suborné 1° A..., — 2° B..., 3° C... [3], pour obtenir d'eux, *ou* pour les déterminer à faire) un faux témoignage en matière criminelle, — *ou* en matière correctionnelle, — *ou* en matière de simple police, — *ou* en matière civile [4], en faveur ou à l'encontre de X... [5], accusé de tel crime, — *ou* prévenu de tel délit, — *ou* inculpé de telle contravention, — *ou* soutenant un procès contre Z...; — lequel faux témoignage a été fait ou tenté [6], à l'audience du ..., devant telle Cour d'assises, *ou* telle Cour impériale, *ou* tel tribunal, *ou* tel juge ..., *ou* à ..., le ..., dans tel procès-verbal d'enquête... [7], etc.

Ou ... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, suborné N..., qui a fait (*ou* 1° A..., — 2° B..., — 3° C..., qui ont fait) un faux témoignage ... (*le reste comme dans la formule ci-dessus, en supprimant les mots :* lequel faux témoignage a été fait ou tenté).

Ou d'avoir, à telle époque, en tel endroit, suborné N..., pour obtenir de lui qu'il attestât, *ou* pour le déterminer à attester, sous la foi du serment, comme vrais, des faits qui ne l'étaient pas *ou* qui étaient faux, en matière ... (*le reste comme*

dans la première formule) — *ou* d'avoir ... suborné N..., qui, sous la foi du serment, a attesté comme vrais des faits qui ne l'étaient pas, *ou* qui étaient faux, en matière ... (*le reste comme dans la première formule, en supprimant :* lequel faux témoignage a été fait ou tenté (C. P., art. 365).

V. n° 683, *sup., formules pour le faux témoignage.*

Deuxième formule de l'incrimination principale.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, par abus de pouvoir ou d'autorité, — par dons ou promesses, — par des machinations ou artifices coupables, — ou en donnant des instructions pour commettre le crime, provoqué N... (*ou* 1° A..., — 2° B..., 3° C...) à faire un faux témoignage ... (*la suite comme ci-dessus*) [8] — *ou* à faire le faux témoignage ci-dessus spécifié (*dans le cas où le faux témoignage et la subornation seraient compris dans la même poursuite*); lequel faux témoignage a été fait ou tenté ... (*le reste comme ci-dessus*) [9] (C. P., 60).

Circonstance aggravante commune aux deux formules.

Avec cette circonstance que N..., pour faire le faux témoignage ci-dessus spécifié, avait reçu, de la part du prévenu, des présents, — de l'argent, — une récompense quelconque, — ou des promesses [10] (C. P., 364).

Ou avec cette circonstance que le prévenu a donné à N... des présents, — de l'argent, — une récompense quelconque, — ou lui a fait des promesses pour porter le faux témoignage spécifié ci-dessus (C. P., 364).

(1) V. *Sup.* n° 683, notes sur le faux témoignage. — GILBERT, sur l'art. 365 C. P.

La subornation se constitue par la séduction qui est employée envers le témoin pour lui faire porter un faux témoignage, de quelque manière que le suborneur s'y soit pris, quels que soient les moyens qu'il ait mis en œuvre pour y parvenir, et alors même que le faux témoignage n'aurait été demandé qu'à titre de service purement officieux ; il n'est pas nécessaire que le faux témoignage ait été obtenu par argent, par récompenses ou par promesses : ces circonstances sont aggravantes et non constitutives du crime de faux témoignage et du crime de subornation. Arr. cass. 15 sep-

tembre 1836, B. n° 298,—Dall., 37-1-158. — Arr. Paris, 16 août 1836, Dall., 37-2-20,—*Journ. crim.*, t. VIII, p. 343.—24 août 1854, B. n° 262, —Dall., 54-5-737. — Morin, *Rép.*, v° *Subornation*, n° 7. — Carnot, *Com. C. P.* t. II, p. 164. — *Théor. du C. P.*, t. IV, p. 472. — Hélie, t. IX, p. 106.

Au surplus, il n'est pas nécessaire d'énoncer dans l'incrimination les moyens à l'aide desquels la subornation a été opérée et le faux témoignage a été obtenu, ou les moyens de corruption. Arr. cass. 9 mai 1851, Dall., 51-5-510. — 13 avril 1854, Dall., 54-5-737.

La subornation peut être envisagée sous un double aspect : 1° comme *crime spécial*, et alors elle est suffisamment caractérisée par l'emploi des termes de l'art. 365 C. P., c'est-à-dire par l'imputation d'avoir suborné ou d'avoir commis le crime de subornation ; *V.* ma première formule ; — 2° comme *complicité du faux témoignage*, et alors il faut la qualifier en employant les termes de l'art. 60 C. P. qui sont afférents à l'espèce. *V.* ma deuxième formule.

Quel que soit le point de vue auquel on se place, il faut donc formuler en conséquence l'incrimination, simplement, sans confusion des principes qui régissent le crime spécial, et de ceux qui s'appliquent à la complicité. Arr. cass. 1er mars 1855, Dall., 55-1-174.

Il a été jugé par la Cour de cassation que la subornation de témoins est un crime *sui generis*, suffisamment défini par la loi, et qui n'oblige pas à spécifier de quelle manière et par quels moyens les témoins ont été subornés ; que, par conséquent, il suffit de demander au jury : « l'accusé est-il coupable d'avoir suborné tel témoin à l'effet de déposer en sa faveur dans tel procès? » ou de poser une question équivalente. Arr. cass. 9 novembre 1815, Bourguignon, *Jurisp.*, t. II, p. 85; t. III, p. 360. — Carnot, *Com. C. P.*, t. II, p. 164. — 19 avril 1832, *Journ. crim.*, t. IV, p. 118. — 16 janvier 1845, B. n° 13. — 9 mai 1851, Dall., 51-5-510. — 13 avril 1854, B. n° 109, — Dall., 54-5-737. — 1er mars 1855, Dall., 55-1-174. — 6 janvier 1859, Dall., 60-5-378. — 13 juillet 1861, Dall., 61-5-478, — etc. — Morin, *Rép.*, v° *Subornation*, n° 7. — Hélie, t. IX, p. 69, 106, 107.

D'un autre côté, la Cour de cassation a jugé, par de nombreux arrêts, que la subornation de témoins n'est pas un crime principal, mais une provocation au faux témoignage, et un mode spécial de complicité de faux témoignage prévu par l'art. 60 C. P.; — d'où il suit que la subornation ou la tentative de subornation ne peut être punie qu'autant qu'un faux témoignage serait judiciairement constaté avoir été *porté* ou *tenté à l'audience*. V. notamment Arr. cass. 4 décembre 1812, B. n° 259. — 16 novembre 1821, B. n° 180. — 8 juillet 1830, Dall., 30-1-311. — 16 janvier 1835, B. n° 20, — Dall., 35-1-88. — 15 septembre 1836, B. n° 198, — Dall., 37-1-158. — 11 octobre 1839, B. n° 327, — Dall., 40-1-378. — 29 août 1844, B. n° 302, — Dall., 45-4-498. — 27 juin 1846, Dall., 46-1-324. — 26 avril 1851, B. n° 158, — Dall., 51-5-132. — 10 mai 1861, Dall., 61-5-478. — Carnot, t. II, p. 164. — Bourguignon, *Jurisp.*, t. III,

p. 339. — RAUTER, *Dr. crim.*, t. II, p. 97. — MORIN, *Rép.*, v° *Subornation*, n° 9. — *Théor. du C. P.*, t. IV, p. 463, 467. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Témoignage faux*, n^os^ 54, 55, 65 et suiv.

Le suborneur peut être atteint par la loi pénale, bien que le faux témoin suborné ait été acquitté ou absous à raison d'une exception personnelle ou par des motifs qui militaient en sa faveur d'une façon privative. *V.* notamment Arr. cass. 22 août et 30 octobre 1834, *Journ. crim.*, t. VI, p. 245, — DALL., 38-1-437. — 11 décembre 1834. DALL., 35-1-350. — 22 mai 1846, B. n° 126, — DALL., 51-5-525. — 27 juin 1846, DALL., 46-1-324. — CARNOT, t. II, p. 166. — *Théor. du C. P.*, t. IV, p. 468, 470. — MORIN, *Rép.*, v° *Subornation*, n° 10. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n^os^ 57 et suiv.

Mais il faut au moins, pour que le suborneur soit condamné, que le jury ait déclaré constant le fait d'une déposition mensongère faite à l'audience ou en sa faveur. *V.* notamment Arr. cass. 16 janvier 1835, B. n° 20, — *Journ. crim.*, t. VII, p. 86, — DALL., 35-1-88. — 11 octobre 1839, B. n° 327, — DALL., 40-1-378. — 29 août 1844, B. n° 302, — DALL., 45-4-498. — 27 juin 1846, B. n° 166, — DALL., 46-1-324. — 22 mars 1850, DALL., 50-5-439. — 26 avril 1851, B. n° 158, — DALL., 51-5-132. — 3 juillet 1851, B. n° 259, — DALL., 51-5-134. — 4 septembre 1851, B. n° 368, — DALL., 51-5-133.

Cette dernière observation rentre absolument dans celles qui précèdent; il en résulte la nécessité de constater dans l'incrimination de subornation qu'un faux témoignage a été fait ou tenté à l'audience, sans se préoccuper des suites qu'il a eues quant au faux témoin.

Lorsqu'un faux témoignage a été fait en police correctionnelle matériellement, même sans intention coupable du témoin, cela suffit pour que le suborneur soit passible des peines de l'art. 365 du Code pénal. Arr. cass. 22 mars 1851, B. n° 115, — DALL., 51-5-133.

Le suborneur ne serait pas condamnable en cas d'acquittement du faux témoin, s'il n'était accusé que comme complice ordinaire en vertu de l'art. 60 C. P. — Arr. cass. 30 juillet 1851, DALL., 51-5-133. — D'où la conséquence, comme le fait observer M. DE FRÉMINVILLE, *Procédure des Cours d'assises*, p. 742, qu'il est plus prudent de poser l'incrimination dans les termes abstraits de la subornation, envisagée comme crime spécial, c'est-à-dire conformément à ma première formule. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n^os^ 70, 71.

(2) Dans cette formule, j'envisage la subornation comme *crime spécial*, ou comme *mode spécial et virtuel* de complicité du faux témoignage, non comme complicité *ordinaire;* je n'ai donc pas à me préoccuper des dispositions ou des termes de l'art. 60 C. P.

(3) Il faut une incrimination distincte pour chaque témoin suborné. Arr. cass. 4 août 1833, B. n° 197. — 22 décembre 1848, B. n° 325, — DALL., 51-5-152. — 25 avril 1851, B. n° 154.

Mais on peut, après une question commune, soumettre distinctement et séparément les noms des témoins subornés, v. g. 1o A...; — 2° B...; — 3° C... — Arr. cass. 13 avril 1854, DALL., 54-5-222.

En effet, ce qui importe, c'est que le jury soit appelé à prononcer successivement et distinctement à l'égard de chaque témoin, et le président de la Cour d'assises y pourvoira en posant les questions.

Mais, dans l'incrimination dressée par le juge d'instruction, il est plus bref et suffisant de suivre la formule que je propose pour le cas où il y a eu subornation de plusieurs témoins qui ont déposé dans les mêmes conditions, c'est-à-dire dans le même procès et à la même audience.

(4) Il est de rigueur d'énoncer en quelle matière le faux témoignage a été porté ou tenté, puisque la peine est différente selon la nature de l'affaire dans laquelle le faux témoignage s'est produit.

Cette circonstance est constitutive. Arr. cass. 30 janvier 1823, B. n° 17. — 30 septembre 1826, B. n° 193, — DALL., 27-1-21. — 30 août 1827, B. n° 214.

(5) C'est aussi une circonstance constitutive et essentielle à énoncer, que le faux témoignage a été porté *contre* un accusé, un prévenu ou un inculpé, ou *en sa faveur*. V. *sup*. n° 683, note 2.

(6) Il s'agit ici d'un crime spécial, et il n'est pas nécessaire d'énoncer les éléments de la tentative ordinaire, pas plus qu'en matière d'attentat à la pudeur. V. *sup*. n° 646, note 8, — n° 653, note 4.

Dans une accusation de faux témoignage et de subornation, il faut prévoir le cas où les questions relatives aux accusés de faux témoignage seraient résolues négativement, tandis que les questions concernant les accusés de subornation seraient suivies de réponses affirmatives: il est donc nécessaire de mentionner dans les articulations relatives aux suborneurs *le fait d'une déclaration mensongère, en telle matière, émise à l'audience, soit contre un accusé, un prévenu ou un inculpé, soit en sa faveur*, afin qu'elles contiennent en elles-mêmes, au besoin, tous les éléments du crime de subornation; car, si l'acquittement des individus accusés de faux témoignage ne fait pas obstacle à la culpabilité des accusés de subornation, il faut au moins, pour que la condamnation de ces derniers repose sur une base légale, que le jury soit interrogé et qu'il réponde affirmativement sur l'existence de la déposition faite ou tentée, en même temps que sur la fausseté du fait soumis à un débat judiciaire. Arr. cass. 15 septembre 1836, B. n° 298. — 11 octobre 1839, B. n° 327. — 29 août 1844, B. n° 302. — — 10 janvier 1845, B. n° 13. — 27 juin 1846, B. n° 166. — 26 avril 1851 B. n° 158, etc. — HÉLIE, t. IX, p. 114.

(7) V. *Sup*. n° 683, note 10.

(8) Dans la première partie de cette formule, je libelle l'incrimination au point de vue de la subornation envisagée comme complicité de faux témoignage, selon les règles du droit commun et dans les termes de l'art. 60 du Code pénal, sauf à choisir, d'après l'espèce, l'élément à retenir.

Le fait d'avoir engagé simplement un témoin à faire une déclaration mensongère devant la Cour d'assises, ne constitue pas la subornation punissable. Arr. cass. 6 octobre 1853, DALL., 53-5-440. — *Sup.* n° 27.

Pour exprimer la subornation, il ne suffirait pas de dire que le prévenu a *provoqué* un tel à faire un faux témoignage ; il faudrait ajouter au moins une des circonstances énumérées dans l'art. 60 du Code pénal. Arr. cass. 22 décembre 1848, B. n° 326, — DALL., 51-5-149. — 30 mai 1851, B. n° 198, — DALL., 52-5-524. — 29 novembre 1851, B. n° 503, — DALL., 51-5-150. — 4 mai 1854, B. n° 139. — 6 octobre 1853, B. n° 496, — DALL., 53-5-440. — 22 février et 1er mars 1855, B. n°s 55, 72, — DALL., 55-1-174. — 18 décembre 1856, B. n° 399.

Le crime de subornation résulte suffisamment de la déclaration du jury constatant que l'accusé aurait provoqué et obtenu, à l'aide de récompenses ou promesses, un faux témoignage dans son intérêt, qui a été fait le ..., à l'audience du tribunal correctionnel de .... Arr. cass. 16 septembre 1853, B. n° 472, — DALL., 53-5-440.

La question qui porte que l'accusé est coupable d'avoir *provoqué, en donnant des instructions, à faire un faux témoignage,* constate suffisamment que les instructions ont été données pour commettre le faux témoignage. Arr. cass. 20 septembre 1855, B. n° 325.

(9) Si le faux témoin et le suborneur doivent comparaître en même temps devant la Cour d'assises, attendu qu'ils sont compris dans la même poursuite, on peut évidemment, pour abréger l'incrimination quant au suborneur, s'en référer à celle qui concerne le faux témoin et qui spécifie les circonstances constitutives du faux témoignage.

(10) Cette circonstance est aggravante et doit être posée séparément ; il y aurait vice de complexité à la comprendre dans la même articulation que la subornation. Arr. cass. 24 août 1854, B. n° 262, — DALL., 54-5-737.

Au surplus, elle est indifférente et doit être négligée comme une complication stérile, ou comme ne pouvant que provoquer des discussions erronées et gratuitement compromettantes, quand le faux témoignage a été porté en matière *criminelle* proprement dite, puisqu'elle n'élève pas la peine ; elle n'a d'importance qu'en cas de faux témoignage en matière *correctionnelle, de simple police, ou civile.*

Si le faux témoin et le suborneur étaient poursuivis concurremment, et compris dans la même ordonnance, cette circonstance aggravante, posée à l'égard du témoin, semblerait n'avoir pas besoin d'être répétée à l'égard du suborneur.

Mais il faut prévoir que la question principale relative au témoin, pourrait être répondue négativement, ce qui dispenserait d'examiner la circon-

stance aggravante quant à lui, et la laisserait sans solution, si elle n'était pas reproduite à l'égard du suborneur.

Si l'on croyait devoir poser deux fois la circonstance aggravante, elle consisterait pour le témoin à avoir *reçu* ..., et pour le suborneur, à avoir *donné* ....

L'une ou l'autre des rédactions proposées ci-dessus pourrait être admise, si la circonstance n'était posée qu'une fois.

Or, j'estime que, *dans l'ordonnance de transmission*, on peut se contenter de poser une fois cette circonstance aggravante, à la suite de l'articulation principale relative au faux témoin, et qu'il suffirait, quant au suborneur, de se référer au faux témoignage *spécifié et qualifié* précédemment ; ou bien, on peut d'abord articuler l'incrimination principale relative au faux témoin,—puis l'incrimination principale relative au suborneur,— et à la suite, poser une seule fois la circonstance aggravante, qui conserverait son influence sur les deux incriminations principales : sauf division ou répétition ultérieure dans les questions posées au jury par le président de la Cour d'assises.

696. Suppression, — supposition, — substitution d'enfant [1].

Suppression. — ... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, frauduleusement [2] enlevé, recélé ou supprimé un enfant né vivant *ou* âgé de ... [3] (C. P., art. 345).

Refus de présentation ... — ... d'avoir, à ...., le ..., étant chargé de tel enfant, refusé de le représenter à telle personne, qui avait droit de réclamer cet enfant [4] (C. P., 345).

Supposition. — ... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, frauduleusement supposé un enfant comme né de la nommée X..., qui n'était pas réellement la mère de cet enfant [5] (C. P., 345).

Substitution. — ... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, frauduleusement substitué un enfant à celui dont était accouchée la nommée X..., — *ou* qui avait été placé en tel lieu et qui était né de la nommée X... [6] (C. P., 345).

(1) V. GILBERT sur art. 345, C. P.

Ce crime multiforme était appelé autrefois suppression, supposition ou substitution *de part*, expressions qui énonçaient d'une manière plus précise

ou moins vague que ne l'a fait le Code pénal, qu'il s'agissait d'un enfant nouveau-né ou en très-bas âge. CARNOT, *Com. C. P.*, t. II, p. 126. — *Théor. du C. P.*, t. IV, p. 349.

Il ne faut pas confondre le crime d'enlèvement ou de recélé d'un enfant prévu par l'art. 345 C. P., avec le crime d'enlèvement ou de détournement d'un mineur que prévoient les art. 354, 355, V. *sup.* n° 667, ni avec le crime d'exposition d'enfant, prévu par les art. 348 et suivants, V. *sup.* n° 669.

(2) L'art. 345 C. P. punit les coupables d'enlèvement, de recélé, de suppression, de supposition ou substitution d'un enfant, comprenant dans le mot *coupable*, de la question à poser au jury, l'intention criminelle qui doit avoir présidé au fait pour le rendre punissable. Il semble donc qu'il soit inutile d'ajouter que le prévenu a agi *volontairement* ou *frauduleusement*, ce qui est nécessairement sous-entendu dans l'incrimination. M. DUFOUR, dans ses *Formules*, ajoute le mot *volontairement* ; je préfère le mot *frauduleusement*, qui implique à la fois la volonté d'accomplir le fait et l'intention mauvaise, ou la criminalité de cette volonté. On ne comprend pas aisément qu'un tel fait ait été perpétré involontairement, tandis que l'on comprend fort bien qu'il l'ait été avec ou sans fraude, par erreur ou par obéissance inintelligente et exempte de malice. Le mot *frauduleusement* paraît surtout bien placé dans les accusations de supposition ou de substitution d'enfant, actes qui sont par eux mêmes des faux matériels.

M. Dufour estime que l'on pourrait employer des termes équivalents moins difficiles à saisir et à apprécier que le mot *supprimer :* par exemple, dit-il, comme le cas le plus fréquent est celui où une femme supprime l'enfant dont elle vient d'accoucher clandestinement, on pourrait imputer à une telle femme « d'avoir volontairement fait disparaître l'enfant dont elle venait d'accoucher secrètement. » — Je crois préférable de s'en tenir aux termes de la loi, lorsqu'ils sont clairs, faciles à saisir et à expliquer, comme le mot *supprimer*, qui est aussi clair que ceux *faire disparaître*. Quant au texte de la formule proposée par M. Dufour, il me paraît insuffisant, même pour le cas spécial auquel elle se rapporte ; et cette insuffisance ressortira des explications de la note suivante.

(3) L'art. 345 C. P. n'est pas seulement applicable à l'enlèvement des enfants nouveau-nés ; il s'applique aussi à l'enlèvement des mineurs, quel que soit leur âge. Arr. cass. 18 novembre 1824, DALLOZ, *Rép.*, v° *Crimes contre les personnes*, n° 249. — Cependant, s'il ne s'agissait que d'un enfant tout à fait en bas âge, il serait plus régulier d'appliquer l'art. 354 C. P., et c'est ce qui ressort de l'arrêt même que je viens de citer, lequel a rejeté le pourvoi, parce que les art. 345 et 354, prononçant également la reclusion, le condamné n'aurait aucun grief à alléguer à raison de l'application de l'un plutôt que de l'autre de ces articles.

La formule que je propose est générale : elle peut donc s'appliquer à la suppression d'un enfant qui vient de naître, et il faut alors énoncer qu'il

est né vivant ; — elle peut s'appliquer à la suppression d'un enfant en bas âge, et en indiquant exactement ou approximativement l'âge de l'enfant supprimé, on expose implicitement qu'il est né vivant, qu'il a vécu.

C'est une circonstance constitutive et substantielle du crime prévu par l'art. 345 C. P., que l'enfant supprimé soit né vivant : l'expression *nouveau-né* ne peut s'entendre que d'un enfant né vivant. Arr. cass. 1er août 1836, B. n° 254, — *Journ. crim.*, t. VIII, p. 209. — 7 décembre 1838, B. n° 379, — DALL., 39-1-172. — 8 novembre 1839, B. n° 339, — DALL., 40-1-390. — 4 juillet 1840, DALL., 40-1-427. — 26 juillet 1849, B. n° 180, — DALL., 52-5-233. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Crimes contre les personnes*, n° 248. — *Théor. du C. P.*, t. IV, p. 336. — HÉLIE, t. IX, p. 93.

Les termes *enfant nouveau-né* pouvant faire difficulté, au moins comme objet de discussion, il vaut mieux dire *enfant né vivant*, lorsqu'il s'agit d'un enfant nouveau-né, dont on ne peut préciser l'âge.

Il suffit qu'il soit exposé que l'enfant est né vivant ; il n'y a pas lieu de s'occuper de savoir s'il est né viable. Arr. cass. 26 juillet 1849, B. n° 180, — DALL., 52-5-233. — Il n'est pas nécessaire d'ajouter que l'enfant a vécu, — ni qu'il était né viable. Arr. cass. 7 juillet 1837, DALLOZ, *Rép.*, v° *Inst. crim.*, n° 2495. — 20 septembre 1838, DALL., 38-1-487. — 17 juin 1853, DALL., 53-1-15. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Crimes contre les personnes*, n° 249. — HÉLIE, t. IX, p. 93. — On peut également se dispenser d'ajouter que la suppression a eu lieu avec l'intention de détruire la preuve de l'état civil de l'enfant, car la loi n'a pas spécifié l'intention constitutive du crime. Arr. cass. 9 janvier 1851, B. n° 15. — HÉLIE, t. IX, p. 93.

L'art. 345 s'applique à un enfant mort *qui a vécu*, comme à un enfant vivant. Arr. cass. 5 septembre 1834, B. n° 294. — 11 février et 27 août 1835, B. n°s 64, 332. — 15 juillet 1836, B. n° 231. — 20 septembre 1838, DALL., 38-1-487. — 7 décembre 1838, B. n° 379, — DALL., 39-1-172.

Mais l'art. 345 C. P. ne s'applique pas au cas de suppression d'un enfant *mort-né*. Arr. cass. 1er août 1836, B. n° 254, — *Journ. crim.*, t. VIII, p. 209, — DALLOZ, *Rép.*, v° *Crimes contre les personnes*, n° 248. — 4 juillet 1840, B. n° 196. — 26 juillet 1849, B. n° 180, — DALL., 52-5-233.

Une accusée d'infanticide peut être poursuivie en même temps pour suppression d'enfant : ce dernier crime n'est pas absorbé par le premier. Arr. cass. 4 août 1842, DALL., 43-1-256.

Il n'y a pas suppression d'enfant dans le fait d'avoir déposé un nouveau-né dans le tour d'un hospice, si l'on a pris des précautions pour reconnaître et faire reconnaître cet enfant. Arr. cass. 25 mai 1837, B. n° 162. — 17 août 1837, DALL., 38-1-412. — 4 juin 1841, DALLOZ, *Rép.*, v° *Crimes contre les personnes*, n° 258. — CARNOT, *Comm. C. P.*, t. II, p. 127. — Il y aurait, dans le même fait, crime de suppression, si le dépôt à l'hospice n'a été accompagné d'aucune circonstance de nature à faire reconnaître l'enfant. Arr. cass. 21 juillet 1831, B. n° 164. — 17 août 1837, DALL., 38-1-412. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 259.

Au surplus, l'appréciation de ces circonstances appartient au jury seul. — Mais dans les questions relatives à la suppression d'enfant, l'art. 345 C. P. ne précisant pas les caractères constitutifs du crime, il n'est pas nécessaire d'énoncer les circonstances particulières qui ont accompagné cette suppression. Arr. cass. 7 février 1840, DALL., 40-1-399.

Le crime de *suppression de la personne* d'un enfant n'est point sujet à la question préjudicielle de l'art. 327 du Code Napoléon, comme le crime de *suppression d'état*, dont il peut être le moyen. Arr. cass. 8 avril 1826, B. n° 67,—DALL., 26-1-321. — CARNOT, t. I, p. 128. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 323. — 7 avril 1831, B. n° 77. — 4 août 1842, B. n° 190, — DALL., 43-1-256. — 1er octobre 1842, DALL., 42-1-417. — 9 janvier 1851, *Journ. crim.*, art. 5044.

La suppression d'état d'un enfant par la suppression de sa personne est également punie par l'art. 345 C. P. — Mais alors il convient d'ajouter à l'articulation de la première formule ci-dessus : *Dans l'intention de détruire ou d'empêcher la preuve de l'état civil de cet enfant.* — Toutefois, cela n'est pas indispensable, d'après l'arr. cass. 9 janvier 1851, B. n° 15, cité plus haut.

(4) Les personnes chargées d'un enfant sont les nourrices, les gouvernantes, les instituteurs, etc. Ceux qui ont droit à le réclamer sont les père, mère, tuteur, curateur, administrateur de la personne. CARNOT, t. II, p. 127.

Le refus de représenter l'enfant, disent les auteurs, est un abus de confiance très-grave. L'art. 345 C. P. suppose un refus qui implique une séquestration ou le fait de s'être mis dans l'impossibilité de rendre l'enfant, en un mot, un fait nuisible à l'état de l'enfant, non un simple refus qui tiendrait du caprice et n'aurait rien de sérieux, ni aucune conséquence dommageable. CARNOT, t. II, p. 127, 128.— *Théorie du C. P.*, t. IV, p. 363. —MORIN, *Rép.*, v° *Enlèvement d'enfant*, n° 6.—DALLOZ, *Rép.*, v° *Crimes contre les personnes*, n° 253.

Il y a plus : dans certaines circonstances, v. g. après un jugement de séparation de corps ou de destitution de tutelle pour cause d'immoralité, qui priverait de l'administration de la personne de l'enfant son père ou sa mère, la personne chargée de l'enfant, à qui la justice l'aurait confié, serait bien fondée à refuser de le représenter au père ou à la mère dépossédés de la garde de cet enfant, s'il y avait lieu de craindre un enlèvement ; il pourrait être sage alors non-seulement de s'entourer de précautions, mais encore de se renfermer dans un refus absolu, selon l'occurrence : l'intérêt de l'enfant l'emporterait sur le droit conservé dans certaines limites, et dérivant de la puissance paternelle.

(5, 6) Il y a tout à la fois crime de *supposition d'enfant* (art. 345 C. P.) et crime de *faux en écriture publique* (art. 147 C. P.), dans le fait de déclarer à l'officier de l'état civil la naissance d'un enfant qui n'a jamais existé ; comme il y aurait crime de *substitution d'enfant* et crime de *faux en écriture publique* (art. 345 et 147 C. P.) à déclarer à l'officier de l'état

civil, comme né de telle femme, un enfant né d'une autre femme. Arr. cass. 7 avril 1831, B. n° 77, — DALL., 31-1-176, — *Journ. crim.*, t. III, p. 252. — *Théor. du C. P.*, t. IV, p. 361. — MORIN, *Rép.*, v° *Enlèvement d'enfant*, n° 5. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Crimes contre les personnes*, n° 252, et v° *Actes de l'état civil*, n° 505.

Dans les deux cas de supposition ou de substitution d'enfant, qui constituent une suppression d'état, la question d'état au civil est préjudicielle, d'après l'art. 327 du Code Napoléon : c'est un point de doctrine et de jurisprudence hors de controverse.

697. Viol.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit commis un viol sur la personne de N... [1] (C. P., art. 332).

Circonstances aggravantes... (C. P., 332, 333). — V. *sup.*, n° 653, v° *Attentat à la pudeur avec violence*, qualifications et notes. — V. aussi la note ci-après.

Qualifications par exposé du fait. V. la note ci-après, *in fine*.

(1) On peut, sans complexité, accuser un individu d'avoir commis *des viols* sur la même personne. Cass. 9 octobre 1843, B. n° 319. — On devrait alors dire : d'avoir, de telle époque à telle époque, en tel endroit *ou* en divers lieux de telle commune, commis *un ou plusieurs* viols sur la personne de N...

Dans notre ancien droit, à l'époque la plus reculée, le viol était appelé *efforcement de femme*.

« Femme efforcier, si est quant aucuns prent à force carnele compaignie à feme contre le volonté de le feme, et sur ce qu'ele fet tout son pooir du deffendre soi. » BEAUMANOIR, *Coutumes du Beauvoisis*, chap. 30, n° 7, t. I, p. 412 (éd. Beugnot).

Viol, violence faite à une femme que l'on veut prendre par force. NAPOLÉON LANDAIS, *Dict.*

Par viol, il faut entendre toute conjonction illicite par force ou contre le gré d'une personne. JOUSSE, *Traité de la justice criminelle*, t. III, p. 743.

Le viol, c'est la violence faite à une fille ou à une femme que l'on prend par force (quels que soient l'état, les antécédents ou les mœurs de la victime) ; c'est abuser d'elle malgré sa résistance, contre sa volonté ou sans son consentement. MERLIN, *Rép.*, v° *Viol*. — CARNOT, *Com. C. P.*, t. II, p. 95, 96. — *Théorie du C. P.*, t. IV, p. 234, 240. — MORIN, *Rép.*, v° *Viol*, n° 4. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Attentat aux mœurs*, n°s 59, 60. — *Sup.* n° 221.

Un mari peut être coupable d'attentat à la pudeur avec violence sur la

personne de sa femme (*sup.* n° 653, note 5), non de viol, d'après l'opinion des auteurs, parce que, dans ce cas, la copulation n'est pas illicite... *Théorie du C. P.*, t. IV, p. 237.— MORIN, *Rép.*, v° *Viol*, n° 4.

Le viol est, par sa nature, toujours nécessairement accompagné de violence. Arr. cass. 2 octobre 1819, DALLOZ, *Rép.*, v° *Attentat aux mœurs*, n° 82. — C'est un crime distinct de l'attentat à la pudeur. Arr. cass. 17 février 1820, B. n° 26. — 2 janvier 1829, B. n° 2, — soit qu'il ait été commis, soit qu'il ait été seulement tenté, DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n^os^ 63 et suiv.

La violence doit avoir été exercée sur la personne même. DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 57. — *Théorie du C. P.*, t. IV, p. 237.

La violence suffit pour caractériser le crime, sans qu'elle ait été manifestée par des coups ou blessures; il n'y a point à mentionner des coups ou blessures dans l'incrimination. Arr. cass. 27 juillet 1820, DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 58.

La ruse, la supercherie, les machinations coupables, qui conduisent au même résultat que la violence physique ou morale d'abuser d'une femme sans son consentement et sans sa volonté, caractérisent le viol: v. g. surprendre dans son lit une femme endormie, et se substituer à son mari, qu'elle croit être auprès d'elle, — ou procurer à une femme un sommeil produit par un narcotique, et abuser d'elle,—c'est commettre un viol. Arr. cass. 25 juin 1857, DALL., 57-1-314, — *Journ. crim.*, t. XXIX, p. 261. — 17 août 1857, *Journ. crim.*, t. XXIX, p. 328. — 31 décembre 1858, DALL., 58-5-377, — *Journ. crim.*, t. XXXI, p. 136. — Arr. Metz, 20 juin 1857, DALL., 58-2-64.—Arr. Cour d'assises de la Moselle, 17 août 1857, DALL., 58-2-65. — *Théor. du C. P.*, t. IV, p. 240. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Attentat aux mœurs*, n° 61. — MORIN, *Rép.*, v° *Viol*, n° 5; v° *Quest. au Jury*, n^os^ 9-12.

Par un arrêt du 21 février 1861, *Gaz. des Trib.* du 29 mars 1861, — DALL., 61-1-186, la Cour de cassation, contrairement aux conclusions du ministère public, a jugé que l'imputation d'*avoir abusé d'une personne de l'autre sexe en lui ôtant tous ses moyens de défense*, ne caractérise pas suffisamment un viol, et qu'il aurait fallu énoncer *les faits mêmes constitutifs du viol*. Il me semble que l'imputation était complète, et contenait tous les éléments constitutifs du viol, à savoir une conjonction illicite avec une femme contre sa volonté ou sans son consentement: la jurisprudence antérieure de la Cour suprême justifierait cette appréciation.

Abuser d'une femme en état d'imbécillité ou de démence, qui n'a opposé aucune résistance, et contre laquelle aucune violence n'a été exercée, c'est commettre un acte odieux, mais non un viol. Arr. Paris, 1^er^ août 1835. — *Théor. du Code pén.*, t. IV, p. 242.

Toutes les circonstances aggravantes qui s'appliquent à l'attentat à la pudeur avec violence ou sans violence, sont également applicables au viol; je m'en suis donc expliqué une seule fois, *sup.* n° 653, auquel je renvoie, aussi bien pour l'articulation de ces circonstances que pour les notes qui y sont jointes, afin d'éviter une redite.

La formule de qualification du viol que je propose est usuelle et consiste dans une énonciation abstraite, par l'emploi d'un terme légal et juridique.

Mais les explications dans lesquelles je viens d'entrer donnent la facilité d'articuler le viol en langage vulgaire, et par l'exposé même du fait incriminé. On pourrait donc, à l'occasion et selon l'espèce, dresser l'incrimination ou poser la question de l'une des manières suivantes :

... d'avoir, à..., le..., par force et contre le gré de la nommée X..., abusé de ladite X..., dans une conjonction illicite avec elle.

... d'avoir, à..., le..., fait violence à la nommée X..., et abusé d'elle par force.

... d'avoir, à..., le..., fait violence à la nommée X..., et abusé d'elle malgré sa résistance, *ou* contre son gré, *ou* sans son consentement.

... d'avoir, à..., le..., à l'aide de tels moyens, mis la nommée X... hors d'état de lui résister, et abusé d'elle sans son consentement.

... d'avoir, à..., le..., au moyen d'un narcotique, procuré à la nommée X... un sommeil dont il a profité pour abuser d'elle sans son consentement.

... d'avoir, à..., le..., surpris la nommée X... pendant son sommeil, et se substituant à son mari, d'avoir abusé d'elle sans qu'elle consentît à se livrer à un étranger.

Question posée devant le jury de la Moselle le 17 août 1857, DALL., 58, 2-65: « N... est-il coupable d'avoir, à l'aide de manœuvres frauduleuses et en se faisant passer pour le mari, abusé par copulation charnelle de la personne de la nommée X...? »

C'est particulièrement dans le cas où le viol a été commis dans des circonstances exceptionnelles, ou à l'aide de moyens frauduleux plutôt que par l'emploi de la violence physique ou de la force brutale, qu'il peut être très-important de préférer l'une de ces formules de fait à la formule ordinaire, qui est abstraite, et implique une question de droit. Par ce choix fait à propos, on écarte les discussions captieuses et les décisions erronées, puisque l'on réduit la question à un point de fait très-simple, qui peut être constaté et démontré dans les débats, de telle sorte qu'il n'y ait plus a se réfugier dans aucune équivoque, soit de la part de la défense la plus pointilleuse, soit de la part du jury le plus scrupuleux ou le plus enclin à l'entraînement de distinctions artificieuses.

698. Violences par abus d'autorité, commises contre des particuliers, par des fonctionnaires ou officiers publics, ou par des agents de l'autorité publique.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions de ..., — *ou* procédant à tel acte en sa qualité de ... [1], — et sans motifs légitimes,

usé ou fait user de violences *ou* de telles violences envers la personne de N... [2] (C. P., art. 186, 198).

Maladie ou incapacité de travail. — Lesquelles violences ont occasionné audit N... une maladie ou incapacité de travail personnel pendant plus de vingt jours [3] (C. P., 309).

Mort consécutive. — Lesquelles violences exercées sans intention de donner la mort, l'ont pourtant occasionnée (C. P., 309).

Préméditation. — Lesquelles violences ont été exercées après avoir formé avant l'action le dessein d'attenter à la personne de N... (C. P., 310, 311).

Guet-apens. — Lesquelles violences ont été exercées après avoir attendu N... plus ou moins de temps, en tel lieu ..., pour attenter à sa personne (C. P., 310, 311).

(1) Les circonstances constitutives et essentielles sont : 1° que le prévenu fût fonctionnaire ou préposé du Gouvernement, en un mot agent du pouvoir exécutif ;—2° que les violences aient été exercées dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice des fonctions ;—3° envers les personnes ;—4° sans motif légitime. — Autrement, on rentre dans le droit commun. CARNOT, *Comm. C. P.*, t. I, p. 483. — RAUTER, *Droit crim.*, t. I, p. 364. — *Théor. du C. P.*, t. II, p. 23, 24.

Toutes les fois que la qualité de l'accusé est retenue par la loi comme circonstance du crime qui lui est imputé, la question principale posée au jury doit contenir cette qualité. DE FRÉMINVILLE, *Procéd. des Cours d'assises*, p. 579.

On verra, *inf.* n° 699, qu'il faut au contraire séparer de la question principale la qualité de fonctionnaire et d'exercice des fonctions, lorsque le fonctionnaire est *victime* des violences.

J'ai déjà posé la règle à ce sujet, *sup.* n° 634.

(2) V. *sup.* n° 97, pour la garantie constitutionnelle qui peut appartenir aux fonctionnaires ou agents inculpés.

On peut poser l'alternative d'avoir usé ou fait user de violences, Arr. cass. 9 février 1854, DALL., 54-5-223. — De même, l'alternative dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice des fonctions.

L'art. 186 s'étend à toutes les violences, quelque grave qu'en soit le résultat, fût-il même un meurtre. Arr. cass. 5 décembre 1822, B. n° 172, —

DALLOZ, *Rép.*, v° *Liberté individuelle*, n° 59. — MORIN, *Rép.*, v° *Abus d'autorité*, n° 27. — CARNOT, t. I, p. 483. — Il pourrait donc échoir de poser une question d'homicide volontaire : mais alors on rentrerait dans le droit commun, d'après les termes du dernier § de l'art. 198 C. P., auquel renvoie l'art. 186 ; c'est pourquoi je n'ai pas compris cette hypothèse dans la formule ci-dessus. V. *sup.* n° 689, relatif au *Meurtre*.

L'art. 186 C. P. entend des violences de l'espèce de celles que mentionne l'art. 309 et que relève l'art. 311, non pas seulement des rigueurs que n'autorise point la loi, des menaces, des voies de fait légères ne constituant que des contraventions et n'emportant, en général, que des peines de simple police contre les particuliers. Arr. cass. 2 mai 1814 et 14 avril 1821, DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 61. — CARNOT, *l. c.* — MORIN, *l. c.* — *Théorie du C. P.*, t. III, p. 23.

Les deux circonstances que les violences ont été employées *dans l'exercice* ou à *l'occasion de l'exercice* des fonctions, et qu'elles l'ont été *sans motif légitime*, sont constitutives et substantielles. Hors de là, l'agent n'est plus qu'un homme privé, et ses actes rentrent sous l'application du droit commun. Arr. cass. 13 mars 1817, B. n° 20. — 15 mars 1821, B. n° 37. — 5 décembre 1822, B. p. 514. — 9 juillet 1825, B. n° 130. — 14 octobre 1825, B. n° 206, — DALL., 26-1-74. — 19 décembre 1850, B. n° 424, — DE FRÉMINVILLE, *l. c.*, n° 579. — CARNOT, t. I, p. 484. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 194, 195. — *Théor. du C. P.*, t. II, p. 24-28. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 60. — HÉLIE, t. IX, p. 87.

D'après les auteurs de la *Théorie du C. P.*, t. III, p. 25-27, *le motif légitime*, dans le sens de la loi, c'est l'accomplissement d'un acte qui entre dans l'ordre des devoirs du fonctionnaire : pour être irresponsables, les fonctionnaires n'ont pas besoin d'invoquer la provocation ou la légitime défense, toutes les fois qu'ils n'agissent que pour l'accomplissement d'un devoir ou pour la protection de leur fonction.

Selon MORIN, *l. c.*, n° 25, il est laissé à l'appréciation des jurés de décider si l'agent de l'autorité a eu ou non des motifs légitimes, à défaut d'une définition de la loi.

Lorsqu'il s'agit de coups et blessures imputés à des employés du Gouvernement dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, la chambre d'accusation (et par conséquent le juge d'instruction) doit se borner à examiner et à déclarer si ces préposés avaient ou non *un motif légitime quelconque*, qui ait pu autoriser leur conduite. Arr. cass. 9 juillet 1825, DALL., 25-1-425 ; — c'est-à-dire qu'il n'est pas nécessaire qu'il y ait eu cas de légitime défense, pour qu'il y ait motif légitime. *Théorie du C. P.*, t. III, p. 26.

Il a été jugé par un arrêt de la Cour de cassation du 30 janvier 1835, *Journ. crim.*, t. VII, p. 124, que la question de provocation envers un fonctionnaire public accusé de meurtre commis dans l'exercice de ses fonctions doit nécessairement être posée au jury, si l'accusé réclame le bénéfice de cette exception, et qu'il ne suffit pas de demander aux jurés si l'accusé a agi sans motif légitime dans l'exercice de ses fonctions. Mais, dans la po-

sition des questions, on avait demandé : 1° si l'accusé avait volontairement tiré un coup de fusil et fait des blessures ; — 2° si ces blessures avaient occasionné la mort ; — 3° si l'accusé avait agi sans motifs légitimes ; — 4° s'il avait agi dans l'exercice de ses fonctions. — Cette division des questions permettait d'écarter les deux dernières circonstances, en conservant un crime commnn, à l'égard duquel on ne pouvait pas refuser de poser la question de provocation, excuse légale ; il me semble que si l'incrimination eût été concrète, comme je le propose, parce qu'il s'agit ici d'un crime spécial auquel il convient de conserver son caractère propre, il n'y aurait pas eu à poser de question de provocation.

Après tout, peu importe, quant à l'incrimination, qu'une question de provocation puisse être proposée au jury, puisque l'existence de la provocation, même reconnue dans l'instruction, n'empêcherait pas la mise en jugement dans les termes de l'art. 186 C. P., et qu'il n'y a pas à tenir compte des excuses légales, soit dans l'ordonnance de transmission, soit dans l'arrêt de renvoi. *Sup.* n° 644.

(3) Sur cette circonstance aggravante et les suivantes, dans la formule ci-dessus, V. *Sup.* n° 664, notes 5–10.

699. Violences envers des fonctionnaires, officiers ministériels, — agents de la force publique, — ou citoyens chargés d'un ministère public.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, volontairement porté des coups au sieur N..., *ou* volontairement frappé le sieur N... [1] (C. P., art. 311).

Exercice des fonctions. — D'avoir volontairement porté ces coups au sieur N..., *ou* volontairement frappé le sieur N..., *ou* d'avoir volontairement exercé ces violences envers le sieur N... (qualité du fonctionnaire, — de l'officier ministériel, — de l'agent de la force publique, — indication du ministère public dont était chargé le simple citoyen qui a été frappé), dans l'exercice de ses fonctions *ou* de son ministère, ou à l'occasion de cet exercice [2] (C. P., 228, 229, 230).

Audience. — D'avoir commis cette voie de fait à l'audience de telle Cour, *ou* de tel tribunal [3] (C. P., 228, 229).

Préméditation. — D'avoir, avant l'action, formé le dessein

d'attenter à la personne dudit sieur N... [4] (C. P., 232, 310, 311).

Guet-apens. — D'avoir attendu ledit sieur N..., plus ou moins de temps, dans tel endroit *ou* en divers lieux, pour exercer sur sa personne ces actes de violence [5] (C. P., 232, 310, 311.

Effusion de sang...—Lesquelles violences ont été la cause d'effusion de sang, de blessures, ou d'une maladie [6] (C. P., 231).

Mort consécutive. — Lesquelles violences ont été la cause de la mort du sieur N..., qui a suivi dans les quarante jours de leur perpétration [7] (C. P., 231).

Intention homicide. — Lesquels coups ont été portés et lesquelles blessures ont été faites dans l'intention de donner la mort [8] (C. P., 233).

(1) On se reporterait, le cas échéant, aux art. 209 et suivants du Code pénal, sur la rébellion, *sup.* n° 692, — et à l'art. 313 C. P., qui prévoit et punit les violences exercées dans une réunion séditieuse.

Le mot *frappé*, employé par l'art. 228 C. P. n'est que démonstratif (et par conséquent n'est pas sacramentel); il résulte des art. 231 et 232 qu'il y a assimilation parfaite entre les violences et les coups portés. Arr. cass. 8 décembre 1826, B. n° 251, — DALL., 27-1-357.

Le fait d'avoir saisi au col un maire dans l'exercice de ses fonctions, d'avoir passé la main dans sa cravate en le tirant avec force, rentre dans l'application de l'art. 228, C. P. — Arr. cass. 29 juillet 1826, B. n° 147, — DALL., 26-1-435. — MORIN, *Rép.*, v° *Outrages et violences*, n° 10.

Sur ces arrêts, les auteurs de la *Théorie du C. P.*, t. III, p. 146-149, soutiennent, par de graves motifs, que le mot *frappé* signifie avoir porté des coups ou exercé des violences dans le sens des art. 309, 310, 311, C. P., et que les violences légères ne constituent que des outrages par gestes.

Mais les mots *violences légères* sont eux-mêmes fort vagues et très-élastiques. Il faut donc, dans chaque espèce, une appréciation personnelle du juge ou du jury, prononçant d'après ses propres impressions et selon les circonstances, pour déterminer le caractère des violences ; et l'on ne peut établir aucune règle fixe pour cette appréciation.

(2) La circonstance de l'exercice des fonctions est essentielle pour l'application de l'art. 230 C. P. — A défaut de cette circonstance, le fait simple d'avoir frappé ne serait plus qu'un délit puni par l'art. 311. Arr. cass. 2 avril 1829, — DALL., 29-1-207. — MORIN, *Rép.*, *l. c.*, n° 10.

Il en est de même pour l'application de l'art. 231 C. P. — Arr. cass. 6 avril 1820, B. n° 47. — *Théorie du C. P.*, t. III, p. 156.

Pour exemples de cas d'exercice des fonctions, V. DALLOZ, *Rép.*, v° *Fonctionnaires publics*, n°s 134 et suivants.

Il n'est pas nécessaire qu'il soit constaté que le fonctionnaire agissait *légalement* dans l'ordre de ses fonctions ; il suffit que l'outrage ait été commis au moment où il les exerçait. Arr. cass. 22 prairial an X, B. n° 195. — 1er avril 1813, B. n° 63, — DALLOZ, *Rép.*, v° *Fonct. pub.*, n° 138. — 26 juin 1851, B. n° 248, — DALL., 51-1-210.

Les questions relatives à une accusation de violence contre un individu dans l'exercice de ses fonctions, doivent constater la nature des fonctions que cet individu exerçait. Arr. cass. 12 juin 1821, B. n° 215, — DALL., 51-5-272.

La question de savoir si les violences ont eu lieu envers les fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions est aggravante, et doit faire l'objet d'une articulation spéciale, distincte de celle relative au fait principal consistant à avoir frappé, et posée séparément. Arr. cass. 4 janvier 1841, B. n° 8, — DALL., 41-1-413. — 12 juin 1845, B. n°s 193, 194, — DALL., 46-4-142. — 11 septembre 1845, DALL., 45-4-126. — 26 juin 1852, B. n° 211, — DALL., 52-5-171. — 12 mai 1853, B. n° 158, — DALL., 53-5-136. — 20 avril 1854, B. n° 112. — 8 mars 1855, B. n° 85, — DALL., 55-1-111. — 14 juin 1855, B. n° 205,—DALL., 55-5-473.—8 août 1861, DALL., 61-1-333.

L'art. 228 C. P. se réfère à l'art. 222, et concerne spécialement les magistrats de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif.

Les ministres d'un culte, dans l'exercice de leurs fonctions, sont protégés par l'art. 263 C. P., qui serait cité comme texte répressif, dans une telle espèce.

L'art. 230 C. P. protége notamment :

L'*huissier* dans l'exercice de ses fonctions. Arr. cass. 8 décembre 1826, B. n° 251,—DALL., 27-1-357.—11 août 1838,—*Journ. crim.*, t. X, p. 235.

— Le *commissaire de police* dans ses fonctions du ministère public. Arr. Douai, 21 décembre 1835.

— Le *percepteur* frappé dans son bureau par un contribuable. Arr. cass. 6 mars 1806.

— Le *chef de poste* de la garde nationale pendant son service. Arr. cass. 9 septembre 1831, B. n° 211, — DALL., 32-1-292.

— L'*appariteur de police* ou sergent de ville chargé, en cette qualité, de conduire une patrouille. Arr. cass. 28 août 1829, B. n° 197, — DALL., 29-1-350. — 6 octobre 1831, B. n° 243, — DALL., 31-1-344. — 9 mars 1833, B. n° 90. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Fonct. pub.*, n° 149.

— Les *gendarmes* en service. Arr. cass. 21 novembre 1811, BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 225.

— Le *garde champêtre* frappé dans l'exécution d'un arrêté municipal. Arr. cass. 2 mai 1839, DALL., 39-1-384. — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 149.

— Les *gardes champêtres* ou *particuliers* et les *gardes forestiers*, dans leurs fonctions. Arr. cass. 8 avril et 4 août 1826, DALL., 26-1-440, 441. —23 août 1832, B. n° 318, — DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 146. — 16 décembre 1841, B. n° 356, — DALL., 42-1-17, et *Rép.*, *l. c.*, n° 146. — 2 juillet 1846, B. n° 171, — DALL., 46-4-301. — 8 mars et 14 juin 1855, B. n^os^ 85, 205, — DALL., 55-1-111, 473.

— Les *gardes-pêche*. Arr. cass. 12 mars 1842, DALL., 42-1-185, et *Rép.*, *l. c.*, n° 149.

— Les *préposés* des contributions indirectes. Arr. cass. 14 décembre 1821, B. p. 551. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 226.

— Les *porteurs de contraintes*, qui sont des huissiers des contributions directes. Arr. cass. 30 juin 1832, DALLOZ, *Rép.*, *l. c.*, n° 141. — 8 novembre 1844, DALL., 45-1-30.

— Les *gardiens des prisons*. Arr. cass. 11 février 1842, B. n° 25, — DALL., 42-1-153, et *Rép.*, *l. c.*, n° 149.— 17 septembre 1845, B. n° 285. — 4 mars 1855, B. n° 85,— DALL., 55-1-111.—14 mai 1855, B. n° 205, — DALL., 55-5-473.

L'individu chargé par l'autorité de conduire devant les magistrats un prévenu de vol, exerce un ministère public, et les violences employées envers lui rentrent dans l'application de l'art. 230 C. P. — Arr. cass. 9 octobre 1846, B. n° 274, — DALL., 46-4-113.

Dans le cas de meurtre par un gendarme sur la personne d'un maréchal des logis de gendarmerie, il y a deux faits distincts à poser séparément, pour que l'incrimination ne soit pas complexe et vicieuse, savoir : 1° un meurtre, crime commun; 2° un délit militaire de voies de fait envers un supérieur, prévu par l'art. 15 tit. 8 de la loi du 21 brumaire an V. Arr. cass. 23 janvier 1846, B. n° 27,—DALL., 46-4-139.—V. *Sup.* n^os^ 99, 101.

(3) Cette circonstance n'est d'aucune considération à l'égard des officiers ministériels, agents...; elle est spéciale aux magistrats.

(4, 5) V. *Sup.* n° 664, notes 5-7.

(6) Circonstance aggravante à poser séparément. Arr. cass. 29 novembre 1849, B. n° 327, — DALL., 52-5-172.

Il y a vice de complexité à comprendre dans une incrimination unique le fait principal de violence, — avec effusion de sang et blessures, — sur des gendarmes, et la circonstance que ces blessures auraient été faites dans l'exercice de leurs fonctions ou à cette occasion. Arr. cass. 10 juin 1856, B. n° 17, — DALL., 56 5-490.

Il n'est pas nécessaire que l'auteur des blessures, de l'effusion du sang,

de la maladie fût *armé*; et peu importe quel aurait été son but. Arr. cass. 20 novembre 1811, B. n° 153, — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 227.— 11 novembre 1811, *Théor. du C. P.*, t. III, p. 149, 156. — GILBERT sur art. 231 du Code pénal.

(7) Pour l'application de la disposition finale de l'art. 321 C. P., il faut que le jury déclare que la mort a suivi les violences dans les quarante jours, et qu'elle a été la *suite* et le *résultat nécessaire de ces violences*. Arr. cass. 6 avril 1820, B. n° 49. — *Théorie du Code pén.*, t. III, p. 157.

Même règle, au cas de l'art. 316 C. P., *Sup.* n° 659.

Il n'y a pas de délai déterminé au cas de l'art. 309. *Sup.* n° 664, note 10.

(8) Cette énonciation de la *volonté* de donner la mort est substantielle; mais elle peut être exprimée par des termes équipollents, v. g. par une imputation de *tentative de donner la mort*. Arr. cass. 13 juillet 1843, B. n° 178, — *Journ. crim.*, t. XV, p. 343. — *Théorie du C. P.*, t. III, p. 160. — MORIN, *Rép.*, v° *Meurtre*, n° 3.

Elle doit faire l'objet d'une question séparée. Arr. cass. 20 avril 1854, DALL., 54-1-164. — 8 mars 1855, DALL., 55-1-111. — 14 juin 1855, DALL., 55-5-472.

Cette circonstance emporte la peine de mort, sans même qu'il y ait eu préméditation ou guet-apens. BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 228. — *Théorie du C. P.*, t. III, p. 158; à supposer, bien entendu, que la qualité de fonctionnaire et la circonstance d'exercice des fonctions de la part de la victime aient été reconnues par le jury. Dans la prévision d'une réponse négative à cet égard, on pourrait poser les circonstances de préméditation et de guet-apens, le cas échéant.

700. Vols qualifiés [1].

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, soustrait [2] frauduleusement [3] tels objets *ou* des objets de telle nature [4], appartenant à N..., *ou* appartenant à autrui [5] — *ou* au préjudice de N..., *ou* au préjudice d'autrui [6] (C. P., art. 379).

Laquelle soustraction frauduleuse a été commise, *ou* lequel vol a été commis [7] :

Nuit. — La nuit (*ou* pendant la nuit), — *ou* entre le coucher et le lever du soleil [8] (C. P., 381-4°, 382, 383, 385, 386-1°, *selon l'espèce : observation qui s'applique aux citations suivantes*).

Maison habitée ou dépendance. — Dans une (*ou* telle) maison habitée ou servant à l'habitation, *ou* destinée à l'habitation, — *ou* dans une (*ou* telle) dépendance d'une (*ou* de telle) maison habitée ou servant à l'habitation *ou* destinée à l'habitation [9] (C. P., 384-1°, 386-1°, 390).

Édifice consacré à un culte. — Dans un (*ou* tel) édifice consacré à tel culte [10] (C. P., 386-1°).

Pluralité des agents. —Par deux *ou* plusieurs personnes, — *ou* en réunion de deux ou plusieurs personnes [11] (C. P., 381-2°, 382, 383, 385, 386-1°).

Effraction extérieure. — Après avoir (*selon l'espèce*) dégradé, — démoli, — enlevé, — rompu, — forcé ..., un mur, — un toit, — un plancher, — une porte, — une fenêtre, — une clôture (de quelque espèce qu'elle soit), — une serrure, — un cadenas, — tel ustensile ou instrument servant à fermer le passage, *pour s'introduire* dans une (*ou* telle) maison — appartement, — chambre, ou logement habités ou servant à l'habitation *ou* destinés à l'habitation, — *ou pour s'introduire* dans une cour, — une basse-cour, — un jardin, — un parc, — une grange, — une écurie, — un grenier ..., *dépendant* d'une (*ou* de telle) maison, appartement, chambre, ou logement, habités ou servant à l'habitation *ou* destinés à l'habitation, — *ou pour s'introduire* dans un (*ou* tel) édifice ... (même non habité ou ne servant pas à l'habitation ou n'y étant pas destiné) — *ou pour s'introduire* dans un (*ou* tel) parc ou enclos, *ou* dans un (*ou* tel) lieu clos ou fermé de telle façon (même non dépendant d'une maison habitée ou servant à l'habitation) [12] (C. P., 381-4°, 384, 393, 395).

Effraction intérieure.— Après avoir, *à l'intérieur* d'une (*ou* de telle) maison, — chambre, — d'un (*ou* de tel) appartement ou logement, habités ou servant à l'habitation *ou* destinés à l'habitation, — *ou à l'intérieur* d'une (*ou* telle) cour, — basse-cour, — grange, écurie, — d'un (*ou* de tel) jardin, — grenier ..., *dépendant* d'une (*ou* de telle) maison, — chambre, —

d'un (*ou* de tel) appartement ou logement, habités ou servant à l'habitation *ou* destinés à l'habitation, — *ou à l'intérieur* de tel édifice ..., parc ou enclos (même non habité, ou ne servant pas à l'habitation, ou ne dépendant pas d'une maison habitée ...), démoli, — dégradé, — enlevé, — rompu, ou forcé une porte ou clôture du dedans, une armoire *ou* tel meuble fermés à clef *ou* de telle façon, qui contenait les objets volés *ou* tout ou partie des objets volés *ou* soustraits (C. P., 384, 393, 395, 396).

Ou, après avoir dans l'intérieur ... (indication du lieu, comme ci-dessus) enlevé une ou plusieurs caisses, boîtes ou malles, fermées par une serrure, un cadenas, ou clouées, ou cordées ..., — un *ou* tel meuble, fermé de telle façon ..., — un ou plusieurs ballots sous toile *ou* sous corde, *ou* sous toile et corde..., contenant les effets qui ont été volés *ou* soustraits [13] (C. P., 384, 393, 395, 396).

Escalade. — Après être entré *ou* s'être introduit *ou* avoir pénétré dans une *ou* telle maison ... (indication du lieu comme aux §§ relatifs aux effractions) — *ou* dans ladite maison ... *ou* dans le lieu clos spécifié ci-dessus (s'ils ont été déjà désignés) en franchissant tel obstacle, *ou* en passant par-dessus les (*ou* tels) murs, — portes, — toitures, — clôtures, *ou* par-dessus l'appui d'une fenêtre élevé au-dessus du sol, — *ou* par une fenêtre, — *ou* par une ouverture souterraine qui n'était pas destinée à servir d'entrée [14] (C. P., 381-4°, 384, 397).

Fausses clefs. — Après avoir fait usage (*selon l'espèce*) de crochets, — rossignols, — passe-partout, — clefs imitées, contrefaites ou altérées, — d'instruments quelconques, qui n'étaient pas destinés (*ou* autres que ceux qui étaient destinés) par le propriétaire, — locataire, — aubergiste ou logeur, aux fermetures auxquelles ils ont été employés, *pour entrer* dans une *ou* telle maison ... (V. le § effraction extérieure, ci-dessus, après les mots *pour s'introduire* ...), *ou* dans ladite maison, ou l'édifice, le lieu clos spécifié ci-dessus (si déjà ils ont été désignés), — *ou pour ouvrir* tel meuble fermé placé dans la maison, l'édifice, le lieu clos spécifiés ci-dessus, et contenant

les objets volés *ou* soustraits, *ou* tout ou partie des objets volés *ou* soustraits [15] (C. P., 381-4°, 384, 398).

Faux titre. — En prenant le titre d'un (*ou* de tel) fonctionnaire public, *ou* d'un (*ou* de tel) officier civil *ou* militaire [16] (C. P., 381-4°).

Faux costume. — Avec *ou* en portant le costume ou l'uniforme d'un (*ou* de tel) fonctionnaire public, *ou* d'un (*ou* de tel) officier civil *ou* militaire [17] (C. P., 381-4°).

Faux ordre. — En alléguant un faux ordre d'une (*ou* de telle) autorité civile *ou* militaire [18] (C. P., 381-4°).

Armes. — Alors que les auteurs de ce vol *ou* de cette soustraction frauduleuse, ou l'un ou plusieurs d'entre eux, étaient porteurs d'armes apparentes ou cachées, *ou* de tels objets ou instruments apparents ou cachés et pouvant servir d'armes [19] (C. P., 381-3°, 382, 383, 385, 386-2°).

Menace de faire usage des armes. — Avec menace de faire usage des armes *ou* d'instruments pouvant servir d'armes [20] (C. P., 381-5°, 383).

Violences. — Avec violence *ou* à l'aide de violences envers les personnes *ou* telles personnes [21] (C. P., 381-5°, 382, 383, 385, 256).

Traces de violences. — Cette violence *ou* ces violences ayant laissé des traces de blessures ou de contusions [22] (C. P., 382-2°).

Tortures. — Actes de barbarie. — Après avoir exercé, pour l'exécution du crime, des tortures ou des actes de barbarie [23] (C. P., 303).

Chemin public. — Sur un (*ou* tel) chemin public *ou* sur tel point *ou* à tel endroit de la route impériale,—départementale,

— stratégique de ... à ..., *ou* du chemin de grande communication, du chemin vicinal, de ... à ... [24] (C. P., 383).

Bris de scellés. — A l'aide du bris de scellés (*ou* après avoir brisé des scellés) apposés par ordre du Gouvernement,— *ou* par autorité de justice, — *ou* en vertu de la loi, par tel magistrat ou fonctionnaire public, sur telle porte ..., tel meuble ... [25] (C. P., 249, 253).

Bornes déplacées. — Après avoir, pour commettre le vol, enlevé ou déplacé des bornes servant de séparation à des (*ou* telles) propriétés [26] (C. P., 389).

Domestiques. — serviteurs, — gens à gages. — Alors que le prévenu était le domestique ou l'homme de service à gages, — *ou* l'intendant, le secrétaire, le concierge..., — *ou* le clerc salarié, — ou le commis à gages *ou* salarié..., dudit N..., *ou* du propriétaire des objets volés *ou* soustraits [27] (C. P., 386-3°).

Alors que le prévenu était le domestique ou l'homme de service à gages de N..., chez qui le vol a été commis et dans la maison duquel se trouvait le propriétaire *ou* possesseur des objets volés — *ou* dans la maison duquel les objets volés avaient été laissés ou déposés par leur propriétaire ou possesseur [28] (C. P., 386-3°).

Alors que le prévenu, domestique ou l'homme de service à gages de N..., accompagnait ledit N..., dans la maison de X..., où le prévenu a commis le vol qui lui est imputé [29] (C. P., 386-3°)

Ou dans la maison de X..., où le prévenu accompagnait N..., dont ledit prévenu était le domestique ou l'homme de service à gages.

Ouvriers. — Compagnons. — Apprentis. — Dans la maison, — l'atelier, — ou le magasin de N..., dont le prévenu était l'ouvrier, — le compagnon, — ou l'apprenti [30] (C. P., 386-3°).

Travail habituel. — Dans la maison de N..., où le prévenu travaillait habituellement [31] (C. P., 386-3°).

Aubergistes... — Voituriers... — ou leurs préposés. — Alors que les objets volés *ou* soustraits frauduleusement avaient été confiés au prévenu à titre d'aubergiste, — d'hôtelier, — de logeur *ou* loueur en maison garnie, — de traiteur, — de cabaretier, — de cafetier *ou* limonadier, — de voiturier, — de batelier, — *ou* à titre de préposé de N..., aubergiste, — hôtelier, etc., — voiturier, — *ou* batelier [32] (C.P., 386-4°).

Vols à bord des navires de la marine marchande [33].

... D'avoir, à telle époque, en tel endroit, soustrait frauduleusement une somme d'argent, — des (*ou* tels) objets mobiliers, — des (*ou* telles) marchandises appartenant à N... *ou* au préjudice de N... (C. P., 379).

D'avoir commis cette soustraction frauduleuse, *ou* laquelle soustraction frauduleuse a été commise :

A bord.—A bord de tel navire de la marine marchande (v. g. *à bord du brick marchand* le Marsouin, *du port de Dieppe*, *capitaine* Léon);

Qualité ou fonction. — Alors que le prévenu était embarqué sur ledit navire en qualité de... *ou* exerçait sur ledit navire les fonctions de... [34] (Décret du 24 mars 1852, art. 3, 93, § 1 *ou* 2).

Quotité ou valeur. — Avec la circonstance que le montant de la somme soustraite, *ou* que la valeur des objets soustraits, excédait DIX FRANCS (Même Déc., art. 93, § 2).

Effraction.—A l'aide d'effraction, en forçant..., brisant..., enlevant... [35] (Même Déc., art. 93, § 2).

Vols dans les champs.

... d'avoir, à telle époque, à tel endroit, soustrait fraudu-

leusement dans les champs (*ou* dans tel champ, — pré, — vigne, — bois, — forêt ..., ou tel lieu ouvert, en pleine campagne ...), des chevaux ..., de gros ou menus bestiaux ... (*placés sous la surveillance d'un gardien ou exposés à la foi publique*), — des instruments d'agriculture ..., *ou* un cheval, — une vache, — un mouton, — une charrette, — une charrue ..., — appartenant à N..., *ou* à autrui [36] (C. P., 388-1°).

D'avoir commis cette soustraction frauduleuse, *ou* laquelle soustraction frauduleuse a été commise :

(V. *Circonstances aggravantes, au bas de cette page.*)

Vols de récoltes dans les champs.

... d'avoir, à..., le..., soustrait frauduleusement, dans les (*ou* tels) champs ... (V. *sup.*), à l'aide de tels moyens, des (*ou* telles) récoltes *ou* des (*ou* telles) productions utiles de la terre, déjà détachées du sol, *ou* non encore détachées du sol,— *ou* une ou plusieurs meules de grains faisant partie de récoltes, — appartenant à N.., *ou* à autrui [37] (C. P., art. 388, §§ 3, 4, 5).

(V. *Circonstances aggravantes, au bas de cette page.*)

Vols dans les ventes, carrières, étangs, viviers ou réservoirs.

... d'avoir, à telle époque, en tel endroit, soustrait frauduleusement du bois *ou* une certaine quantité de bois, en exploitation *ou* exploité (*sans être façonné, taillé en poutres ou scié en planches*), et placé dans telle vente ..., — *ou* des pierres *ou* une certaine quantité de pierres extraites, dans telle carrière ..., — *ou* du poisson *ou* une certaine quantité de poisson renfermé dans tel étang, vivier ou réservoir ..., — et appartenant à N..., *ou* à autrui (C. P., art. 388-2°).

Ou d'avoir, à ..., le ..., au préjudice de N... *ou* d'autrui, soustrait frauduleusement ... (désignation des objets volés et des lieux comme dessus) [38] (C. P., 388-2°).

Circonstances aggravantes afférentes aux faits princi-

paux des trois dernières formules ci-dessus, à rédiger dans la forme indiquée plus haut :

La nuit (C. P., 386).

En réunion de deux ou plusieurs personnes (C. P., 386).

Avec armes apparentes ou cachées; — menace des armes (C. P., 383, 385, 386).

A l'aide de violence (C. P., 383).

Cette violence ayant laissé des traces de contusions ou de blessures (C. P., 383).

Avec effraction..., — escalade,—fausses clefs (C. P., 384).

Avec déplacement de bornes (C. P., 389).

(1) *V.* GILBERT, sur art. 379-398 C. P.

Au terme de mon travail, je trouve le vol, c'est-à-dire le méfait le plus fréquent. J'ai déjà appelé l'attention sur de nombreux crimes qui ont une grande affinité avec celui-ci, tels que l'abus de blanc seing, *sup.* n° 648, — l'abus de confiance, n° 649, — la banqueroute frauduleuse, n° 656, — la concussion, n° 661, — l'extorsion de signatures ou de titres, n° 670, — — la fausse monnaie, n° 672,— le faux, n° 673..., — le pillage, n° 691,— les soustractions commises dans des dépôts publics, n° 693, — ou par des dépositaires, comptables, fonctionnaires ou officiers publics, n° 694 : tous ces crimes sont de la même famille et ont pour but ou pour effet de dérober, de s'approprier illégitimement le bien d'autrui. Il est d'autres faits du même genre que je n'aurai pas à formuler, parce qu'ils ne constituent que de simples délits, tels que l'escroquerie,—les larçins et filouteries (variétés du vol : *Théor. du C.P.*, t. V, p. 79.—GILBERT, sur l'art. 401 C.P.).

Ici j'ai en vue seulement les *vols qualifiés*, c'est-à-dire ceux qui se distinguent du vol simple par l'adjonction d'une circonstance aggravante (*Sup.* n° 218), ou, en d'autres termes, des vols aggravés par une ou plusieurs circonstances auxquelles la loi attribue la conséquence d'élever la peine applicable aux vols simples.

Le vol se constitue de trois éléments essentiels et inséparables : 1° la soustraction ou appréhension, *contrectatio* ; 2° la fraude, *consilium fraudis*; 3° un objet mobilier appartenant à autrui, *res aliena* : c'est ce qu'exprime la définition de l'art. 379 C. P., dont il vaut mieux se servir en qualifiant que d'employer le terme abstrait de *vol*, qui implique une question de droit, à savoir si le fait imputé rentre dans la définition légale; difficulté qui se présenterait, si l'on formulait ainsi l'imputation : *d'avoir volé tels objets...*, et pourrait emporter nullité, puisque le jury ne doit prononcer que sur des questions de fait; d'où il suit que les incriminations ou les questions posées doivent être conçues en fait, non en droit. V. *Sup.* n° 641.

Les circonstances aggravantes du vol résultent soit d'un fait, c'est-à-dire

du temps, du lieu, de la pluralité des agents, des moyens employés, ou du mode de perpétration, — soit de la qualité relative de l'agent : — quelquefois elles ont ce double caractère. Il peut y avoir concours de circonstances de fait, ou concours de circonstances de fait et concours de circonstances de qualité : on cite alors les divers articles du Code pénal afférents à ces divers motifs d'aggravation. Par exemple, le vol commis sur un chemin public, peut être accompagné d'une ou de plusieurs des circonstances énoncées dans l'art. 381 : on cite alors à l'appui de l'incrimination les art. 383, et 381 n° ... ; on ajouterait l'art. 382, au cas du dernier § de cet article. — Un vol commis la nuit et dans une maison habitée, ou dans un édifice consacré à un culte légalement reconnu en France, peut être accompagné d'effraction, d'escalade, d'usage de fausses clefs : alors il y a lieu de citer les art. 386, 384, 381 n° 4. — La circonstance de domesticité peut être accompagnée de celle d'effraction, de fausses clefs, d'escalade : on citerait dans ce cas les art. 386, 384, 381 n° 4.

Ces citations indiquent la base sur laquelle repose l'incrimination, sauf à la Cour d'assises à appliquer ultérieurement, d'après le verdict du jury, les textes répressifs des faits définitivement déclarés à la charge de l'accusé.

(2) « Larrecins est penre l'autrui coze el non seu de celi qui ele est, par corage de torner en son profit, et el domace de celi qui ele fu. » BEAUMANOIR, ch. 31, n° 2.

Pour soustraire, il faut prendre, enlever, ravir une chose à l'insu ou contre le gré du propriétaire, —quel que soit le motif ou le but du voleur, et quand même il ne voudrait pas s'approprier les objets volés ou en faire son profit. Arr. cass. 7 mars 1817, B. n° 18.— 20 novembre 1835, DALL., 36-1-64, — *Journ. crim.*, t. VIII, p. 18. — 18 novembre 1837, DALL., 38-1-425, — *Journ. crim.*, t. IX, p. 354. — Arr. Bourges, 26 janvier 1843, DALL., 43-2-186. — RAUTER, *Droit. crim.*, t. II, p. 108, 111. — *Théorie du C. P.*, t. V, p. 25 et suiv., 44-47. — TISSOT, *Droit pénal*, t. II, p. 104. — MORIN, *Rép.*, v° *Vol*, n°s 5-8.

Le vol, ou la soustraction frauduleuse caractérisée par l'art. 379 C. P., résulte uniquement de l'appréhension de la chose d'autrui, en dehors du fait ou du consentement de son propriétaire ou de son possesseur légitime ; mais il ne saurait jamais ressortir de la remise volontaire faite par ce propriétaire ou ce possesseur, alors même que cette remise aurait eu lieu par erreur. Arr. cass. 8 janvier 1836, DALL., 36-1-310. — 26 mars 1836, B. n° 99. — 9 novembre 1849, B. n° 294. — 1er juillet 1842, B. n° 170, — DALL., 42-1-391. — 1er mars 1850, B. n° 75, — DALL., 50-1-118. — 9 juillet 1853, B. n° 350, — DALL., 53-5-488. — 31 janvier 1856, B. n° 39, — DALL., 56-1-391. — 5 janvier et 14 nov. 1861, DALL., 61-1-48 et 62-1-56. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, 355-357. — *Théorie du C. P.*, t. V, p. 29 et suiv., 61 et suiv. — MORIN, *Rép.*, v° *Vol*, n° 6.

(3) Le mot *soustraction* n'est synonyme de *vol* qu'autant qu'il est exprimé que la soustraction est *frauduleuse*. Arr. cass. 26 octobre 1815,

B. n° 59. — 10 avril 1818, B. n° 42. — CARNOT, *Com. C. P.*, t. II, p. 213. — MORIN, *Rép.*, v° *Vol*, n° 9.

Celui qui prendrait ou qui croirait sérieusement prendre sa propre chose ou une chose n'appartenant encore à personne, — ou qui prendrait seulement par inadvertance ou par erreur la chose d'autrui, — ou qui aurait compté de bonne foi et raisonnablement sur l'assentiment du propriétaire, — ne commettrait pas un vol. *Furtum sine animo furandi non committitur*. *Sup.* n° 36. — BEAUMANOIR, ch. 31, n° 13. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 357. — *Théorie du C. P.*, t. V, p. 40 et suiv. —TISSOT, *Droit pén.*, t. II, p. 103.—MORIN, *l. c.*—RAUTER, t. II, p. 109.

Celui qui a trouvé un objet et le retient frauduleusement au préjudice du propriétaire *connu*, commet un vol : la jurisprudence est formelle à cet égard. CARNOT, t. II, p. 214 ..., 251. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 359. — MORIN, *Rép.*, v° *Vol*, n° 8. — *Théorie du C. P.*, t. V, p. 31 et suiv.

Les circonstances aggravantes de domesticité sont surtout celles qui peuvent s'adapter à un tel vol.

(4) Lorsque plusieurs objets ont été volés en même temps, dans le même lieu, par le même individu, au préjudice de la même personne, il suffit d'une seule question pour comprendre tous les objets (sauf division par numéros, comme je l'indiquerai tout à l'heure). Arr. cass. 20 avril 1838, B. n° 107.— 15 mai 1840, B. n° 133. — 9 et 18 mars 1853, DALL., 53-5-134. — *Sup.* n° 637.

Mais, si les objets volés appartiennent à des personnes différentes, il vaut mieux diviser l'incrimination et poser autant d'articulations qu'il y a de propriétaires divers des objets volés, qui n'appartiennent point en commun aux victimes du vol. Toutefois, même dans ce cas, lorsque les objets volés dans le même temps, se trouvaient, au moment du vol, réunis dans un même lieu, on pourrait encore les comprendre tous dans une articulation unique ; mais il conviendrait de les ranger par numéros, comme je l'indiquerai ci-après, de manière à appeler une réponse du jury sur chaque objet ou nature d'objet appartenant à un propriétaire distinct.

La division de l'incrimination est indispensable, si quelques-uns des objets ont été volés avec des circonstances particulières, v. g. d'effraction, de fausses clefs, d'escalade ... Arr. cass. 27 mars 1845, B. n^os^ 112, 113,— DALL., 45-4-321. — V. *sup.* n° 637, exemple.

Lorsque le vol ne porte pas sur un objet unique et bien défini, il convient, en général, de s'abstenir d'une précision rigoureuse des objets volés en qualité ou quotité, ou d'une énumération détaillée, — précision quelquefois difficile à établir, énumération qui peut faire naître des doutes et entraîner le rejet de toute l'inculpation, à défaut de certitude acquise sur un seul des objets énumérés ou sur une quotité absolue ; il est plus simple, plus net, moins embarrassant et plus sûr, de s'en tenir à des termes généraux, à des indications indéterminées : ainsi, on imputera d'avoir soustrait frauduleusement une somme d'argent, ou de l'argent, non telle somme ;

des objets ou des effets mobiliers, des vêtements, un ou plusieurs bijoux, des comestibles, des denrées, du blé, du vin, du bois ..., non tels objets spécifiés et détaillés, ou telle quotité de telles choses.

Si l'incrimination comprend des objets de nature différente, ou volés simultanément, dans le même endroit, à diverses personnes, *avec les mêmes circonstances aggravantes*, tout en les réunissant dans une articulation unique, en cas qu'il y ait lieu, on les distingue par des numéros. Par exemple, on imputera d'avoir, à..., le..., soustrait frauduleusement, au préjudice de N... *ou* d'autrui (*ou* les objets ci-après appartenant à N... *ou* à autrui), 1° une somme d'argent;—2° une montre *ou* des bijoux, *ou* de l'argenterie; — 3° des vêtements; — 4° des comestibles;— 5° du blé *ou* du vin, etc.

Ou encore, d'avoir, à..., le..., soustrait frauduleusement, 1° une somme d'argent appartenant à N...; — 2° une montre appartenant à X...; — 3° des vêtements appartenant à Z..., etc.

De cette façon, le jury sera appelé à répondre séparément sur chaque numéro, pouvant affirmer la culpabilité sur l'un, la nier sur l'autre, sans que le doute sur un chef nuise à la conviction sur le surplus de l'accusation, et que la décision en soit aucunement embarrassée.

(5) La troisième condition essentielle du vol, est que la chose soustraite appartienne à autrui.

D'une part, il n'y a pas de vol d'une chose sans maître. MORIN, *Rép.*, v° *Vol*, n° 12. — TISSOT, *Droit pénal*, t. II, p. 103.

Mais il y a vol, quand même le propriétaire légitime ne serait pas actuellement connu. Arr. cass. 29 mai 1823, B. n° 189.

Et il n'est pas indispensable de désigner la personne volée; il suffit d'énoncer que la chose soustraite frauduleusement appartient *à autrui*, non à l'agent ou au voleur. Arr. cass. 6 juin 1845, B. n° 191, — DALL., 45-1-287.

On indique ordinairement le propriétaire des objets volés, pour préciser davantage le fait.

D'autre part, celui qui prend subrepticement ou qui enlève violemment *sa propre chose*, ne commet pas un vol, quoiqu'il ait pu faire un acte répréhensible, et qui donnerait ouverture à une action civile dans certains cas. Arr. cass. 17 octobre 1806, B. n° 159. — 29 octobre 1812, B. n° 233. — CARNOT, t. II, p. 211-213. — BOURGUIGNON, *Jurispr.*, t. III, p. 351, 353. — MORIN, *Rép.*, v° *Vol*, n° 13. — *Théorie du C. P.*, t. V, p. 47 et suiv. — TISSOT, *Droit pénal*, t. II, p. 104.

Mais la copropriété dans les effets mobiliers n'exclut pas le vol de la part d'un copropriétaire au préjudice des autres. Arr. cass. 3 novembre 1808, CARNOT, t. II, p. 212. — 14 mars 1818, B. n° 40. — 18 mai 1827, B. n° 117, — DALL., 27-1-244. — 27 février 1836, B. n° 62, — DALL., 36-1-310. — 23 juin 1837, DALL., 37-1-477. — 7 février 1850, DALL.,

50-5-478. — MORIN, *Rép.*, v° *Vol*, n° 14. — *Théorie du C. P.*, t. V, p. 54 et suiv.

Le vol entre parents à certains degrés n'est pas punissable ; mais les étrangers qui y ont pris part sont punis comme voleurs. C. P. art. 380. — *Sup.* n° 34. — CARNOT, t. II, p. 219... — MORIN, *Rép.*, v° *Vol*, n°s 16-18. — *Théor. du C. P.*, t. V, p. 63 et suiv.— TISSOT, *Droit pénal*, t. II, p. 104.

Au surplus, l'exception de l'art. 380 C. P., en cas de vol entre parents, n'est applicable qu'autant que le vol fait l'objet principal de l'accusation, non s'il est une circonstance aggravante d'un meurtre. Arr. cass. 21 décembre 1837, B. n° 435, — DALL., 38-1-156.

(6) On se sert souvent dans la pratique de cette locution *au préjudice de...*, qui est moins exacte que celle *appartenant à...* — Le mieux est toujours d'employer les termes de la loi.

On semblerait autorisé à préférer *au préjudice de...*, si l'objet volé avait été enlevé à un possesseur. Mais, alors même, l'objet aurait été volé au propriétaire, entre les mains du possesseur ou détenteur. En tout cas, on pourrait dire : *appartenant à autrui*, ce qui serait suffisant.

Au surplus, cette distinction est sans importance effective, puisque la jurisprudence n'en tient pas compte, et consacre également les deux énonciations comme équipollentes, et comme indiquant que l'objet soustrait n'appartenait pas au voleur, ce qui est le point essentiel.

(7) Employer, dans la question principale, le mot *vol* au lieu de *soustraction frauduleuse*, ne serait pas un motif de cassation. Arr. cass. 12 janvier 1855, B. n° 11, — DALL., 55-5-491. Toutefois, ce serait une mauvaise pratique. HÉLIE, t. IX, p. 94. — Ce serait évidemment soumettre au jury une question de droit, contrairement à la règle, et s'exposer au danger d'une cassation qui pourrait fort bien intervenir, malgré la décision citée, dont l'application doit être restreinte plutôt qu'étendue.

Mais, lorsqu'on a défini le vol par ses éléments constitutifs dans l'incrimination principale, on peut l'énoncer par la dénomination abstraite dans les circonstances aggravantes et dans les questions de complicité posées à la suite de l'incrimination principale : attendu qu'il n'y a plus doute pour la qualification du fait, au moment où le jury, ayant répondu affirmativement sur les circonstances constitutives du vol, en vient à se prononcer sur les circonstances accessoires. Ainsi, on peut dire indifféremment : « Laquelle soustraction frauduleuse a été commise, ou lequel vol a été commis avec telles circonstances...—N... a-t-il provoqué de telle façon à commettre cette soustraction frauduleuse ou ce vol? » Arr. cass. 12 janvier 1855, DALL., 55-5-491.

Lorsqu'il n'y a qu'un seul prévenu, on peut indifféremment se servir de la formule que je donne : « Laquelle soustraction frauduleuse a été commise *ou* lequel vol a été commis..., » ou de celle-ci : « d'avoir commis cette

soustraction frauduleuse *ou* ce vol..., » tous les faits accomplis et constitutifs de circonstances aggravantes se rapportant alors inévitablement au seul auteur du vol.

Mais, lorsque le vol a été commis par plusieurs agents, — auquel cas on peut poser la question de circonstances aggravantes une seule fois pour tous les accusés, à la suite des incriminations principales distinctes mais identiques pour chacun d'eux, *sup.* n° 640, — il vaut mieux employer la locution que je propose dans ma formule, qui est plus générale et en même temps d'une portée plus divisible et plus facilement applicable sans équivoque.

La formule « d'avoir commis... » semble plus personnelle, tandis que la formule « laquelle soustraction frauduleuse a été commise..., » se rapporte plus directement au fait, indépendamment de la participation individuelle de chaque agent.

Tous les auteurs ou co-auteurs d'un crime sont responsables des moyens employés pour le commettre, puisque tous en profitent en définitive, alors même qu'ils n'auraient pas tous individuellement concouru à l'emploi de ces moyens. Par exemple, trois voleurs seront considérés comme ayant volé avec *effraction* et *escalade*, quoiqu'un seul ait forcé un contrevent ou brisé un carreau de vitre, et soit passé par une fenêtre, tandis que les deux autres sont simplement entrés par la porte, que leur complice leur a ouverte : tous les trois seraient responsables de l'effraction et de l'escalade, alors même que deux seraient restés inactifs, comme sentinelles ou auxiliaires, à la porte de la maison, où ils n'auraient pas pénétré ; ces trois voleurs seront également responsables d'un vol commis avec fausse clef et effraction, si l'un d'eux s'est servi d'une fausse clef pour ouvrir une armoire, et s'il a forcé un meuble. — Il suffit que le vol commis en commun, l'ait été à l'aide de ces moyens, employés par l'un ou par deux d'entre eux, pour que les trois voleurs aient à répondre de l'effraction extérieure, de l'escalade, de l'usage d'une fausse clef, de l'effraction intérieure ; et dès lors, le vol étant commis de la même manière à l'égard et au profit de tous, il suffit d'une seule question pour tous les trois, sur chacune des circonstances aggravantes. Mais il faut que la question, pour être absolument compréhensive, se rapporte au fait même du vol et aux moyens à l'aide desquels il a été commis, non à la personne des voleurs, dont quelques-uns ont pu ne pas concourir à la perpétration de telle ou telle circonstance aggravante, c'est-à-dire à tel ou tel des moyens qui étaient nécessaires à l'accomplissement du vol.

Or, la locution *d'avoir commis* ... appliquée indistinctement à plusieurs agents, peut paraître équivoque et laisser place au doute dans l'esprit du jury. La formule proposée : *laquelle soustraction frauduleuse a été commise* ..., n'a pas le même inconvénient ; aussi l'emploie-t-on généralement.

J'ai déjà fait remarquer, *sup.* n° 641 *in fine*, que l'on n'a pas à demander au jury, si les accusés sont coupables d'avoir commis le crime à l'aide de tel moyen ou de telle circonstance, mais on lui demande si le crime a été commis avec telle circonstance. C'est donc préparer d'autant plus la posi-

tion des questions, en y conformant d'avance la rédaction de l'incrimination, que d'adopter la formule à laquelle j'accorde la préférence.

Si l'accusation principale comprend plusieurs objets sous des numéros distincts, comme je l'ai indiqué *sup.* note 4, et que l'on puisse craindre que quelques-unes des circonstances aggravantes paraissent ne pas s'appliquer également à tous les numéros, on sauve cette difficulté en posant ainsi l'articulation des circonstances aggravantes : « Laquelle soustraction frauduleuse a été commise *pour le tout ou pour partie*, 1° avec telle circonstance ; 2° ... ; » ce qui met les jurés à l'aise, et les induit à répondre affirmativement sur chaque circonstance aggravante, pourvu qu'elle soit constatée exister au moins relativement à l'un des objets volés.

Mais il ne faut pas perdre de vue que s'il y a positivement et évidemment des différences de circonstances dans l'accomplissement du vol de certains objets, il faut, quant à ces objets, une incrimination spéciale suivie des circonstances aggravantes qui s'y rapportent, comme je l'ai expliqué *sup.* n° 637, aux notes, et rappelé *sup.* note 4.

(8) On peut dire simplement *la nuit* ou *pendant la nuit*, car c'est la locution du Code pénal, qui s'est abstenu d'une définition, au moins dans les art. 381 et suivants, et qui semble avoir déterminé le temps de la nuit dans l'art. 471 n° 10, où il n'exprime point pourtant qu'il pose une définition générale.

Mais, lorsqu'il peut y avoir contestation, parce que le moment du crime serait indiqué à la limite du jour et de la nuit dans l'acception ordinaire, c'est-à-dire déterminé par la clarté du soleil ou l'obscurité résultant de son absence, il vaut mieux substituer au terme abstrait *la nuit*, la définition que l'on trouve dans les art. 471 n° 10, du Code pénal, 1037 du Code de procédure civile, et qui a été consacrée par la jurisprudence.

D'après de nombreux arrêts de la Cour de cassation, en matière de circonstances aggravantes, on doit considérer comme la nuit, l'intervalle entre le coucher et le lever du soleil, — et peu importe qu'au moment du crime il régnât, dans le lieu de son accomplissement, toute l'activité et la clarté du jour. Arr. cass. 12 février et 23 juillet 1813, B. n^os^ 22, 160. — 4 juillet 1823, B. n° 91. — 15 avril 1825, DALL., 25-1-303. — 29 janvier 1829, DALL., 29-1-117. — 4 mars 1830, DALL., 30-1-166, — *Journ. crim.*, t. II, p. 191. — DALL., *Rép.*, v° *Vol*, n° 46. — *Sup.* n^os^ 37, 135.

Selon les auteurs de la *Théor. du C. P.*, t. V, p. 135 et suiv., cette définition de la nuit est vicieuse : dans le sens de l'art. 381 C. P., le vol commis pendant la nuit, est le vol commis pendant les heures de l'obscurité ; la nuit commence quand le crépuscule expire, elle expire quand il commence ; la nuit est un point de fait à apprécier, selon les circonstances, par les juges et les jurés. — Selon un autre écrivain, la nuit est le temps pendant lequel on distingue ou reconnaît les hommes et les objets sans le secours d'une lumière artificielle. TISSOT, *Droit pénal*, t. II, p. 105.

D'après cette théorie, il arriverait quelquefois que l'été, à certaines phases de la lune, il n'y-aurait point de nuit.

Déjà un poëte avait supprimé la nuit à un moment donné, avant le jour, par sa définition du crépuscule ou de l'aurore :

« Et que n'étant plus nuit, il n'est pas encor jour... »

La Cour de cassation a sagement proscrit toutes les subtilités et coupé court à toutes les arguties, en posant une règle fixe, qui écarte les appréciations hasardeuses ou arbitraires.

(9) L'art. 390 C. P. définit ce que l'on doit entendre par *maison habitée* et *dépendance* de maison habitée « Est réputé maison habitée, tout bâtiment, logement, loge, cabane, même mobile, qui, *sans être actuellement* habité, est *destiné* à l'habitation, et tout ce qui en dépend, comme cour, basse-cour, granges, écuries, édifices qui y sont renfermés, et quand même ils auraient une clôture particulière dans l'enceinte générale. » V. *Sup.* n° 38, notes.

Une maison est considérée comme habitée bien que les habitants de cette maison ne s'y trouvent point au moment du vol, par la raison qu'ils pourraient s'y trouver, qu'ils sont présumés s'y trouver, ce qui suffit pour faire ressortir l'audace des voleurs, — ou parce qu'ils pourraient survenir pendant le vol, et exposer leur personne pour sauvegarder leur propriété. Arr. cass. 24 juin 1813, CARNOT, t. II, p. 248. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 386. — *Théor. du C. P.*, t. V, p. 173. — *Sup.* n° 685, note 6. — Pour prévenir toute équivoque à cet égard, il convient d'énoncer que la soustraction frauduleuse a été commise dans une *maison habitée ou servant à l'habitation* ou *destinée à l'habitation*. V. l'exemple cité *inf.* note 13.

On doit entendre par maison habitée, tout bâtiment qui sert actuellement à l'habitation, quoique affecté à un autre usage par sa destination primitive, v. g. une étable où couche un domestique, quoique séparée de la maison principale. Arr. cass. 4 septembre 1812, CARNOT, t. II, p. 247. — MORIN, *Rép.*, v° *Vol*, n° 56. — *Théor. du C. P.*, t. V, p. 171. — Dans une telle hypothèse, au lieu de dire que la soustraction frauduleuse a été commise dans une *maison habitée*, il serait plus simple de dire *dans une étable où couchait un domestique*, point de fait certain, sauf à la Cour d'assises à déclarer en droit la circonstance de maison habitée.

De même, est considéré comme maison habitée, tout lieu servant à l'habitation usuelle ou accidentelle des hommes, à leur réunion à des époques déterminées ou indéterminées, pour quelque cause que ce soit. Arr. cass. 23 août 1821, CARNOT, t. II, p. 248. — *Théorie du C. P.*, t. V, p. 173.

Mais un édifice public, v. g. un magasin militaire, n'est pas réputé de plein droit maison habitée, s'il n'est pas établi que le magasin fût en réalité habité ou servant à l'habitation. Arr. cass. 9 janvier 1824, B. n° 3. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 386. — MORIN, *Rép.*, v° *Vol*, n° 56. — *Théorie du C. P.*, t. V, p. 174.

Une maison d'arrêt est une maison habitée. Arr. cass. 1er mars 1816, B. nº 10. — CARNOT, t. II, p. 232. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 373.

Un bateau, dans lequel se trouve un logement pour le conducteur, qui, cependant, n'y fait pas sa demeure habituelle, est réputé maison habitée, dans le sens des lois pénales. Arr. cass. 23 avril et 8 octobre 1812, BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 412. — MORIN, *Rép.*, vº *Vol*, nº 56. — *Théor. du C. P.*, t. V, p. 174.

Une voiture publique, un bateau-poste, ne sont pas des logements, des maisons habitées. Arr. cass. 7 sept. 1827, B. nº 235, — DALL., 27-1-493. — 6 mars 1846, B. nº 69, — DALL., 46-1-121. — MORIN, *Rép.*, vº *Vol*, nº 56. — *Théorie du C. P.*, t. V, p. 175.

Quant aux *dépendances* de maison habitée, l'art. 390 C. P. n'est pas limitatif : un *jardin* peut être considéré comme dépendance d'une maison habitée. Arr. cass. 12 juin 1812, B. nº 146. — 16 avril 1813, B. nº 79. — 20 janvier 1826, B. nº 14, — DALL., 26-1-200. — 3 mai 1832, DALL., 32-1-314.

— De même une *forge*. Arr. cass. 16 janvier 1830, B. nº 18, — DALL., 30-1-87. — CARNOT, t. II, p. 286. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 411. — MORIN, *Rép.*, vº *Vol*, nº 56. — *Théorie du C. P.*, t. V, p. 177.

Il faut, non pas seulement une dépendance de destination, mais une dépendance réelle, sans séparation de la maison principale (v. g. par un chemin), ou par compréhension dans une même enceinte que la maison principale. Arr. cass. 30 mai 1812, CARNOT, t. II, p. 286. — MERLIN, *Rép.*, vº *Vol*, sect. 2, § 3. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 412. — MORIN, *Rép.*, vº *Vol*, nº 56. — *Théor. du C. P.*, t. V, p. 176.

Le mot *emplacement* dépendant d'une maison habitée, n'est pas synonyme de *cour* dépendant d'une maison habitée. Arr. cass. 1er avril 1820, B. nº 46. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 411. —*Théorie du C. P.*, t. V, p. 179.

Être attenant, n'est pas la même chose que *dépendre*. Arr. cass. 25 mai 1848, B. nº 139. — 19 mai 1851, B. nº 132. — MORIN, *Rép.*, vº *Vol*, nº 58. — *Sup.* nº 685, note 6.

On peut spécifier le lieu ou l'édifice dépendant d'une maison habitée auquel se rapporte le fait constitutif de la circonstance aggravante, v. g. un jardin, une cour, un grenier, une grange, une écurie ... ; mais cela n'est pas indispensable : l'énonciation *dans une dépendance de maison habitée*, est suffisante. Arr. cass. 24 décembre 1829, B. nº 280. — 15 octobre 1830, B. nº 232.

Il suffit d'établir la dépendance de maison habitée, sans que l'on soit tenu d'ajouter que le lieu ou le bâtiment était renfermé dans la clôture ou enceinte générale. Arr. cass. 1er août 1851, DALL., 51-5-318.

La circonstance d'habitation n'est pas moins aggravante, quoique le lieu où a été commis le vol ne soit pas habité par la personne même au préjudice de laquelle il a été perpétré. Arr. cass. 24 juin 1813, B. nº 135. —

BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 386. — MORIN, *Rép.*, v° *Vol*, n° 57.— *Théorie du C. P.*, t. V, p. 172.

Peu importe que le voleur ait été reçu dans la maison, ou qu'il s'y soit introduit furtivement. Arr. cass. 8 juillet 1813, B. n° 153. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 410.

Un vol est réputé commis avec circonstance de maison habitée, encore que l'auteur du vol ait été reçu volontairement dans cette maison, et même quand il y habiterait en commun. Arr. Aix, 24 février 1857, DALL., 59-5-415.

La circonstance de maison habitée serait aggravante, quand même le voleur habiterait lui-même, comme locataire, la maison dans laquelle le vol a été commis. Arr. cass. 7 décembre 1827, DALL., 28-1-52.

En un mot, la circonstance aggravante de maison habitée existe lorsque la maison est habitée soit par le voleur lui-même, — soit par la personne volée, — soit par d'autres personnes. Arr. cass. 24 juin et 8 juillet 1813, B. n°s 135, 153. — 10 février 1827, B. n° 34, — DALL., 27-1-387. — 7 décembre 1827, DALL., 28-1-52. — 10 décembre 1836, DALL., 37-1-483. — CARNOT, t. II, p. 247. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 386, 410. — MORIN, *Rép.*, v° *Vol*, n° 57. — *Théorie du C. P.*, t. V, p. 172.

Le fait que le vol aurait été commis dans une maison habitée, ne suffit pas pour constituer l'une des cinq circonstances aggravantes dont la réunion entraîne les travaux forcés à perpétuité : il faut, de plus, que l'introduction dans la maison ait eu lieu à l'aide de l'un des moyens énumérés dans le § 4 de l'art. 381 du Code pénal. Arr. cass. 4 février 1836, B. n° 141, — DALL., 36-1-181.

(10) A *tel culte*, c'est-à-dire au culte catholique latin ou grec, luthérien, calviniste, judaïque, musulman..., ou tel autre dont l'exercice est légalement établi, reconnu ou toléré, en France.

Il me paraît préférable de désigner l'édifice et d'indiquer le culte auquel il est consacré, au lieu de dire *dans un édifice consacré à un culte légalement établi en France*, expressions de la loi qui constituent à la fois un point de fait du domaine du jury et un point de droit du resssort de la Cour d'assises. Il faut, je le répète, s'abstenir autant que possible de formuler les incriminations de manière à autoriser des discussions de droit devant le jury, tandis que les questions de cette nature ne doivent être plaidées que devant la Cour d'assises, qui a seule mission de les apprécier. *Sup.* n° 641.

(11) La participation de deux personnes à un vol n'est une circonstance aggravante qu'autant qu'elle a eu lieu dans une intention criminelle de la part de l'une et de l'autre. Arr. cass. 6 février 1838, *Journ. du Pal.*, 1838, t. I, p. 240.

Il ne faut pas confondre la coopération et la simple complicité. La loi, lorsqu'elle tient compte de la pluralité des agents d'un vol, n'a en vue que

les coopérateurs ou co-auteurs, non les simples complices qui provoquent ou facilitent la perpétration du vol sans y participer par un acte effectif ou immédiat d'exécution. *Théorie du C. P.*, t. V, p. 197.

Le vol commis par un individu qu'un autre a assisté *dans l'exécution même du crime*, doit être réputé commis par deux personnes. Arr. cass. 24 août 1827, B. n° 224, — DALL., 27-1-491. — 23 mai 1846, B. n° 128.

Ainsi, lorsqu'un individu fait le guet, pendant qu'un autre vole dans une maison, quoiqu'il n'ait pas coopéré à tous les moyens employés pour parvenir à l'accomplissement du crime, il y a deux co-auteurs de ce vol. Arr. cass. 9 avril 1813, B. n° 72. — CARNOT, t. II, p. 228. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 386. — MORIN, *Rép.*, v° *Vol*, n° 47. — *Théorie du C. P.*, t. V, p. 198. — *Sup.* n° 26.

Le fait, de la part d'un individu, d'avoir saisi seul une bourse appartenant à autrui, et de l'avoir remise de suite à un autre individu qui l'assistait et l'aidait dans la consommation de cette soustraction, constitue un vol commis par deux personnes, et non par une seule personne, dont une autre se serait rendue complice. Arr. cass. 30 juin 1832, B. n° 241.

Les complices simples, par aide et assistance, sans coopération personnelle, ne sont pas co-auteurs, et ne font pas nombre comme auteurs du vol. Arr. cass. 31 janvier 1835, DALL., 35-1-428. — Arr. Paris, 6 février 1838, *Journ. du Pal.*, 38-1-243.

Il en est de même des recéleurs. Arr. cass. 11 septembre 1818, B. p. 378, — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III p. 66. — MORIN, *Rép.*, v° *Vol*, n° 47. — *Théor. du C. P.*, t. V, p. 198.

— De même encore, par identité de motifs, des provocateurs, et de ceux qui ont donné des instructions, ou fourni des instruments devant servir au crime, s'ils n'ont fait rien de plus.

Il n'est pas nécessaire de dénommer les individus qui formaient la réunion de deux ou plusieurs personnes. Arr. cass. 10 décembre 1836, B. n° 386. — MORIN, *Rép.*, v° *Vol*, n° 47. — En effet, un seul accusé *présent* peut avoir commis un vol en réunion avec des individus décédés, absents, ou même inconnus, et avoir à répondre de la circonstance de réunion.

(12) V. *sup.* n° 39, aux notes.

L'effraction consiste dans le forcement, la rupture, la dégradation ou l'enlèvement d'un objet destiné à former clôture et à fermer le passage; tel est le fait de forcer une serrure ou seulement le pène à l'aide d'un ferrement, Arr. cass. 27 janvier 1831, B. n° 16 ; — ou simplement d'enlever une serrure, sans autre explication, Arr. cass. 6 mai 1847 ; — ou d'enlever une serrure en ôtant les clous qui l'attachent, Arr. cass. 5 nivôse an XIV, 7 novembre 1812 ; — mais il n'y a pas effraction à tirer simplement un verrou, ni à déplacer une traverse mobile qui retenait les battants d'une porte, car c'est le moyen naturel employé par le propriétaire pour ouvrir. Arr. cass. 18 juin 1812. — MORIN, *Rép.*, v° *Vol*, n° 49. — *Théor. du C. P.*, t. V, p. 200. — GILBERT, sur l'art. 393 C. P.

Enlever des objets enfouis dans un jardin, ce n'est pas commettre

un vol avec effraction. Arr. cass. 17 novembre 1814, BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 415.

Le voleur qui, pour s'introduire dans une maison, a brisé un carreau de vitre et ouvert une fenêtre par laquelle il est entré, est responsable des circonstances d'effraction extérieure et d'escalade. Arr. cass. 20 avril 1827, B. n° 91.

L'effraction pratiquée pour s'introduire dans un appartement ou logement particulier d'un hôtel, serait une effraction *extérieure*, car ce logement est la maison de celui qui l'habite. Arr. cass. 7 novembre 1812, CARNOT, t. II, p. 290.

Et l'effraction commise dans le but d'une introduction ou pouvant donner accès dans la maison, est une effraction aggravante quand même le voleur ne se serait pas effectivement introduit. Arr. cass. 21 mai 1813, B. n° 111.

On a même considéré qu'en dehors de ce but ou de cette éventualité, il y avait effraction extérieure par l'enlèvement d'une grille, Arr. cass. 8 août 1811, CARNOT, t. II, p. 291, — et par l'enlèvement de plombs garnissant un chéneau. Arr. cass. 10 septembre 1841, B. n° 276, — DALL., 41-1-438.—*Contrà*, Arr. Paris, 19 décembre 1851, DALL., 52-2-19.

Le caractère constitutif ou distinctif de l'*effraction extérieure*, circonstance requise par l'art. 381 n° 4 C. P., auquel renvoient d'autres textes, notamment l'art. 384, est d'avoir été pratiquée *pour s'introduire de l'extérieur* dans les maisons habitées ou leurs dépendances, ou dans un parc ou enclos, C. P. art. 395. — Arr. cass. 10 mars et 28 juillet 1826, B. n^os^ 46 et 143. — 28 mai 1828, B. n° 95, 6 janvier 1831 et 7 décembre 1833, *Journ. cr.*, t. III, p. 146; t. VI, p. 119. — 11 janvier 1834, B. n° 15, — DALL., 34-1-170. — 23 janvier 1840, B. n° 23, — DALL., 40-1-423. — 27 mai 1853, DALL., 53-1-317. — CARNOT, t. II, p. 240. — *Théor. du C. P.*, t. V, p. 201, 202, 205 et suiv.

L'effraction pratiquée *pour sortir* de la maison où le vol a été commis n'est d'aucune considération comme circonstance aggravante. Arr. cass. 18 juin 1812, BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 415. — *Contrà*, Angers, 16 mai 1851, DALL., 51-2-196. — Angers, 21 mars 1854, DALL., 54-2-111. Ces deux derniers arrêts me semblent en opposition formelle avec le texte de l'art. 395 C.P., et je ne conseillerais pas de les prendre pour guides.

Lorsqu'il s'agit d'une *dépendance* de maison habitée, il n'est pas indispensable de spécifier en quoi consiste cette dépendance : l'essentiel est de constater l'introduction et le vol dans une maison habitée ou dans la dépendance d'une maison habitée, au vœu de l'art. 381 n° 4 du Code pénal. Arr. cass. 24 décembre 1829, B. n° 280. — 15 octobre 1830, B. n° 232.

L'art. 384 C. P. n'exige même pas que le lieu où l'on s'est introduit fût une maison habitée ou une dépendance de maison habitée ; mais il faut toujours constater que l'effraction a été pratiquée *pour s'introduire dans un édifice ou dans un lieu clos* ; il ne suffirait pas de dire que le vol a été commis à *l'aide d'effraction extérieure*. Arr. cass. 7 décembre 1833 et 11 janvier 1834, DALL., 34-1-69, 170. — 23 janvier 1840, B. n° 23, —

Journ. crim., t. XII, p. 64. — 25 avril 1844, *Journ. crim.*, t. XVII, p. 28. — 30 avril 1852, B. n° 142. — 2 novembre 1852, DALL., 53-1-317. — 15 décembre 1853, DALL., 53-5-486. — CARNOT, t. II, p. 240. — *Théor. du C. P.*, t. V, p. 202. — Circulaire du proc. gén. à la Cour de cassation du 14 décembre 1852. — MORIN, *Rép.*, v° *Vol*, n° 52. — HÉLIE, t. IX, p. 109, 110.

J'énonce ici la circonstance aggravante d'effraction extérieure avec les termes multiples des art. 384, 391, 393, 395 C. P., s'appliquant à toutes les hypothèses. Mais, dans chaque espèce, il y a beaucoup à élaguer, à simplifier. —Au surplus, les termes de l'art. 390 C. P. sont purement démonstratifs. Arr. cass. 10 septembre 1841, B. n° 276, — DALL., 41-1-438.

Les explications qui précèdent font connaître ce qu'il est important de remarquer : il me semble superflu d'insister.

Je fais seulement observer que, dans la pratique, lorsqu'on a exposé l'articulation de maison habitée ou de dépendance de maison habitée, et qu'ensuite vient l'articulation d'effraction extérieure, on se borne à dire, après avoir énoncé le mode d'effraction en fait, *pour s'introduire dans* la *dite* maison habitée ou dans la *dite* dépendance de maison habitée, étant déjà établi que le vol a été commis dans une maison ou dépendance. Mais cette mention ou cette référence est toujours indispensable, parce qu'il faut que chaque articulation soit complète par elle-même, et contienne tous les éléments de la circonstance aggravante accolée au fait principal.

Cette observation s'applique, par parité de motifs, aux circonstances d'effraction intérieure, d'escalade et de fausses clefs qui font l'objet des notes suivantes.

(13) V. *Sup.* n° 39 aux notes.

Pour qu'il y ait *effraction intérieure* constituant une circonstance aggravante, il n'est pas nécessaire d'énoncer que le voleur s'était introduit volontairement (c'est-à-dire dans l'intention de voler) dans la maison où il a commis cette effraction; car il suffit qu'il s'y soit trouvé pour un motif quelconque. Arr. cass. 11 août 1831, DALL., 31-1-297.

Il est indispensable de constater que l'effraction intérieure a été pratiquée soit dans une maison habitée, ou servant à l'habitation, ou destinée à l'habitation, soit dans un édifice ou dans un lieu clos, en indiquant sur quoi a porté l'effraction ; et s'il s'agit de meubles qui ont été forcés ou soumis à l'effraction, il est nécessaire d'exprimer qu'ils étaient *fermés*, soit explicitement en énonçant que le voleur a forcé tel meuble fermé, soit implicitement en énonçant qu'il a brisé la serrure ou le cadenas de tel meuble; encore vaut-il mieux exposer toujours expressément que le meuble était fermé, v. g. que le voleur a forcé *la serrure tenant fermé tel meuble, placé dans..., et qui contenait les objets volés, ou* tout ou partie des objets volés : je justifierai tout à l'heure ces propositions.

Si la maison, les dépendances, l'édifice, le lieu clos où le vol a été commis ont déjà été spécifiés, on peut se référer à la désignation qui en a été faite. Mais il vaut mieux, même en ce cas, articuler positivement que l'ef-

fraction a été pratiquée ou l'enlèvement opéré sur des meubles ou objets qui se trouvaient placés dans une maison, une dépendance, un édifice, un lieu clos, parce qu'il faut que l'articulation soit complète et suffise par elle-même, quelques solutions qu'il advienne sur les questions antécédentes.

Par exemple, on a vu en Cour d'assises le résultat suivant :

1° N... est-il coupable d'avoir soustrait frauduleusement une somme d'argent appartenant à X...? — Oui.

2° A-t-il commis cette soustraction frauduleuse dans une maison habitée? — Non.

3° A-t-il commis cette soustraction frauduleuse après avoir forcé le meuble fermé qui contenait l'argent volé? — Oui.

Les questions ainsi posées et répondues ne constataient en définitive qu'un vol simple. Le vol eût été *qualifié*, si la troisième question eût été ainsi conçue : « A-t-il commis cette soustraction frauduleuse après avoir forcé le meuble fermé qui contenait l'argent volé, et qui était placé dans une maison habitée ou servant *ou* destinée à l'habitation, — *ou* dans un édifice?

Les jurés avaient écarté la deuxième question, celle de maison habitée, par suite d'une équivoque suggérée par la défense, et sous le prétexte que les propriétaires de ce cette maison de campagne ne s'y trouvaient pas au moment du vol, et auraient sans doute répondu autrement, si la question, mieux posée eût porté : « ... *dans une maison habitée ou servant à l'habitation* ou *destinée à l'habitation*; » ils avaient consciencieusement reconnu l'effraction, qui devenait inopérante, à leur insu, parce que la question était posée d'une manière incomplète.

Dans l'espèce, la troisième question étant mieux posée, et la deuxième, mal posée, étant écartée, la réponse du jury aurait contenu une contradiction qu'il aurait été aisé de faire rectifier au moyen d'explications fournies au jury. Mais, en l'état, il n'y avait plus à revenir sur le verdict, et l'aggravation encourue disparaissait irrévocablement, à cause du vice de la troisième question.

Dans le cas où les objets volés étaient contenus dans des caisses, boîtes ou malles fermées, dans des ballots sous toile ou sous cordes, qui auraient été enlevés d'une maison habitée ou de ses dépendances, d'un édifice ou d'un lieu clos, même non habités, ou servant ou destinés à l'habitation, il y aurait une circonstance aggravante d'effraction intérieure (396 C. P.) par le seul fait de l'enlèvement, qui est présumé avoir été suivi ultérieurement d'une effraction, n'importe en quel endroit, pour disposer des objets volés. Arr. cass. 7 septembre 1827, B. n° 235, — DALL., 27-1-493. — 14 décembre 1839, B. n°s 381, 382,— DALL., 40-1-389,—*Journ. crim.*, t. XII, p. 184. — 11 août 1842, *Journ. crim.*, t. XV, p. 153. — MORIN, *Rép.*, v° *Vol*, n° 51. — *Théor. du C. P.*, t. V, p. 214.

Mais, lorsqu'on ne constate pas que le meuble a été forcé sur place ou ailleurs, il faut au moins indiquer comment il était fermé (serrure, cadenas, clous ..., sous toile ou sous cordes) de telle sorte qu'on n'ait pu

l'ouvrir sans effraction. Arr. cass. 9 septembre 1852, B. n° 313,— DALL., 52-5-576.

Si une caisse fermée avait été reprise avant que le voleur l'eût ouverte, la circonstance d'effraction intérieure n'existerait pas. Arr. Paris, 6 juin 1837, *Journ. crim.*, t. IX, p. 173. — *Théor. du C. P.*, t. V, p. 215, 217.

Celui qui ouvre avec effraction des malles déposées dans sa chambre, et dont les clefs ne lui avaient pas été remises, et s'empare ensuite des objets qu'elles contenaient, commet, non le crime de violation de dépôt, mais le crime de vol. Arr. cass. 19 avril 1838, B. n° 104, — *Journ. crim*, t. X, p. 378. — MORIN, *Rép.*, v° *Vol*, n° 50. — Mais il y aurait un abus de confiance, non un vol, si les clefs avaient été remises au dépositaire. *Sup.* n° 649, note 3.

Il est de rigueur de constater que les objets ont été pris dans une maison habitée ou dépendance, ou dans un lieu clos ; autrement le bris des caisses, etc., ne constitue pas une circonstance aggravante. BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 410. — MORIN, *Rép.*, v° *Vol*, n° 52.—*Théor. du C. P.*, t. V, p. 202.

C'est, en effet, une règle générale qu'il ne suffit pas d'énoncer qu'il y a eu effraction intérieure : il faut, dans tous les cas où cette circonstance se produit, constater que l'effraction a été commise (soit par forcement sur place, soit par enlèvement, comme je l'ai dit plus haut) sur un meuble, une caisse, boîte ou malle, fermés, ou sur un ballot sous toile ou sous cordes, *placé dans une maison habitée ou dépendance, dans un édifice* ou *dans un lieu clos*. Arr. cass. 10 mars et 28 juillet 1826, B. n^os^ 46, 143, — DALL., 26-1-271, 432. — 28 mars 1828, B. n° 93, — DALL., 28-1-199. — 12 octobre 1838, DALL., 38-1-481. — 25 janvier 1840, DALL., 40-1-125. — 25 avril 1844, *Journ. crim.*, t. XVII, p. 28.— 30 avril 1852, B. n° 142. — 27 novembre 1852, B. n° 384, — DALL., 53-1-317.— 24 février 1853, B. n° 65. — 15 décembre 1853, B. n° 579, — DALL., 53-5-486. — 20 décembre 1855, B. n° 406. — 14 et 27 novembre 1856, B. n^os^ 354, 374, — DALL., 56-5-509. — MORIN, *Rép.*, v° *Vol*, n° 50. — *Théorie du C. P.*, t. V, p. 202. — DE FRÉMINVILLE, *Procédure des Cours d'assises*, p. 463. — HÉLIE, t. IX, p. 110, 111.

Le fait d'avoir commis le vol en enlevant des malles sur une voiture, dans une rue ou sur un chemin public, — des valises fermées et placées sur une voiture publique ou sur un cheval attaché à la porte d'une auberge, — ou des meubles fermés placés sur un emplacement attenant à une maison, mais n'en formant pas légalement une dépendance, — *même en coupant les cordes ou corroies* qui retenaient les malles, valises, etc..., et bien qu'une *effraction ultérieure* ait pu ou dû être pratiquée, ne constitue pas une effraction intérieure, c'est-à-dire une circonstance aggravante, à défaut d'avoir été opéré dans un des lieux énoncés en l'art. 384 du Code pénal. Arr. cass. 29 janvier 1806, B. n° 2. — 19 janvier 1816, CARNOT, t. II, p. 231, 291. — 1^er^ avril 1820, B. n° 46. — 10 juin 1824,

B. n° 78. — 25 février 1830, B. n° 52, — *Journ. cr.*, t. II, p. 264. — 4 octobre 1851, B. n° 438, — DALL., 51-1-304.

(14) *V. Sup.* n° 39, aux notes.

De même que l'effraction extérieure, l'*escalade* doit avoir eu pour *but* et avoir été le *moyen* de s'*introduire* dans la maison habitée ou ses dépendances, l'édifice ou le lieu clos, dans lesquels le vol a été commis. *Théor. du C. P.*, t. V, p. 219.

J'estime, et la Cour de cassation a jugé, qu'il suffit que l'escalade ait été le *moyen* du vol, et qu'elle serait aggravante quand même le voleur n'aurait pas eu pour but de voler lorsqu'il a effectué l'escalade. Arr. cass. 15 janvier 1813, B. n° 3, quoique le contraire soit soutenu par les auteurs de la *Théor. du C. P.*, t. V, p. 225, persévérant dans leur première affirmation : — lorsqu'il s'agit de circonstance aggravante, on s'attache au fait sans égard à l'intention. V. *sup.* n° 631.

Il n'y aurait pas escalade, dans le sens de la loi, de la part du voleur qui aurait franchi des clôtures en se retirant ; il faut que l'escalade, pour être une circonstance aggravante, ait été commise afin d'*entrer*. C. P., art. 397.

Il n'y a point d'escalade intérieure. Arr. cass 13 mai 1826, B. n° 96, — DALL., 26-1-366. — 28 mars 1828, B. n° 93. — 14 septembre 1843, B. n° 239, — *Journ. crim.*, t. XV, p. 304. — 12 août 1852, B. n° 273, — DALL., 53-1-68.

Pour que la circonstance d'escalade soit aggravante au cas de l'art. 381 n° 4 ou de l'art. 384 C. P., il est nécessaire qu'elle ait été pratiquée pour *entrer* dans une maison habitée ou ses dépendances, dans un édifice, parc ou enclos, et que le lieu soit clairement indiqué. Arr. cass. 24 décembre 1829, B. n° 280. — 18 novembre 1830, B. n° 249, — DALL., 31-1-18. — 7 décembre 1833, DALL., 34-1-67. — 11 janvier 1834, DALL., 34-1-170. — 30 mai 1851, B. n° 197, — DALL., 51-5-558.

Pour qu'il y ait escalade, il faut que l'*entrée* ait eu lieu *du dehors dans l'intérieur* de la maison ou de l'une de ses dépendances (397 C. P.), d'un édifice, même non habité, d'un parc ou d'un enclos (384 C. P.), *par une voie qui n'est pas destinée à la donner*. Arr. cass. 13 mai 1826, B. n° 96, — DALL., 26-1-366. — 18 nov. 1830, *Journ. crim.*, t. III, p. 112, — DALL., 31-1-18. — 12 août 1852, B. n° 273, — DALL., 53-1-68. — *Théor. du C. P.*, t. V, p. 219, 225. — HÉLIE, t. IX, p. 111.

Le fait d'être monté sur un toit pour commettre un vol, ne constitue pas la circonstance aggravante d'escalade, lorsque l'auteur du vol *n'est pas entré dans la maison*. Arr. cass. 21 octobre 1813, BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 418. — 11 avril 1856, DALL., 56-5-510. — Arr. Aix, 2 février 1858, DALL., 59-5-414. — Mais le vol d'un chéneau de plomb sur un toit peut néanmoins être réputé commis dans une maison habitée ou dépendance. Arr. cass. 10 sep. 1841, *Journ. crim.*, t. XIII, p. 288, — DALL., 41-1-438. — Cette décision me paraît contestable, et s'écarte du texte et de l'esprit de la loi, auxquels sont parfaitement conformes tous les arrêts

précédemment cités, et l'arrêt de la Cour de cassation du 11 avril 1856, cité ci-après.

L'escalade existe, bien que le voleur ne se soit pas servi d'une échelle ou d'un autre moyen semblable, pour s'introduire dans l'intérieur d'une maison ou d'un édifice : il suffit qu'il s'y soit introduit en passant par une fenêtre où il est parvenu en grimpant au mur. Arr. cass. 26 décembre 1807, B. n° 269, — ou par la simple enjambée d'une fenêtre élevée seulement d'un mètre au-dessus du sol, qu'il a trouvée ouverte. Arr. cass. 7 novembre 1811, B. n° 147.—22 avril 1830, *Journ. crim.*, t. II, p. 235, —Dall., 30-1-219. — Bourguignon, *Jurisp.*, t. III, p. 417. — Morin, *Rép.*, v° *Vol*, n° 53. — *Théorie du C. P.*, t. V, p. 224.

Le fait de s'être élevé à l'aide d'une échelle pour atteindre un objet en dehors de la maison à laquelle cette échelle était appuyée, ne saurait constituer la circonstance aggravante d'escalade, qui, aux termes de l'art. 397 C. P., n'existe que par *l'entrée* dans la maison, exécutée par-dessus les murs, portes, etc. Arr. cass. 11 avril 1856, B. n° 148, — Dall., 56-5-510.

Mais j'estime qu'il y aurait escalade de la part du voleur qui, *sans entrer complétement* dans la maison, et en étendant seulement le bras par une fenêtre ou par une ouverture autre que celle destinée à entrer, ou au-dessus d'un mur, d'une porte, d'une clôture quelconque, aurait enlevé *de l'intérieur* d'une maison, d'un édifice, parc ou enclos, un objet mobilier ; ce fait me paraîtrait rentrer dans l'esprit et même dans le texte de l'art. 397 du Code pénal ; il y aurait là une entrée au moins partielle, une violation de la propriété nonobstant les clôtures qui devaient la protéger et la garantir contre les entreprises du dehors.

Pour qu'il y ait escalade, il faut qu'une clôture quelconque ait été franchie ; il n'y a pas escalade à pénétrer dans un lieu bordé d'un ruisseau, *en traversant ce ruisseau sur la glace*, parce qu'alors le ruisseau ne fait plus obstacle, et ne forme pas clôture. Arr. cass. 20 mai 1813. — Il n'y aurait pas escalade à entrer par une *porte* laissée ouverte. — Mais il y aurait escalade, si on avait franchi une clôture, quelque peu élevée qu'elle fût, et quel que fût son état de dégradation. Arr. cass. 7 novembre 1811 et 18 juin 1813, Bourguignon, *Jurisp.*, t. III, p. 418. — *Théor. du C.P.*, t. V, p. 223. — Morin, *Rép.*, v° *Vol*, n° 59.

Il a été jugé, *en matière de chasse*, qu'une propriété ne doit pas être réputée close parce qu'elle est bordée par un fleuve, puisqu'un fleuve est assimilé à une grande route. Arr. cass. 12 février 1830, *Journ. crim.*, t. III, p. 152. — Il y aurait même raison de décider *en matière de vol* ; aussi trouve-t-on des arrêts en ce sens rapportés par Morin, *Rép.*, v° *Vol*, n° 59.

La Cour de cassation a décidé, dans quelques arrêts, qu'il suffit de demander au jury si l'introduction a eu lieu *par une fenêtre* ou *en franchissant un mur*... ; dans d'autres arrêts, qu'il n'est pas nécessaire de spécifier les faits constitutifs de l'escalade, et qu'on peut demander si le vol a été commis *à l'aide d'escalade*. Cette dernière décision devrait servir de règle, et se-

rait seule appliquée aujourd'hui dans la pratique, disent les auteurs de la *Théorie du C. P.*, t. V, p. 227, et M. HÉLIE, t. IX, p. 111, 122. L'opinion que je cite me paraît contestable sous un double aspect.

En principe, il vaut mieux poser les questions *en fait*, et réserver à la Cour la solution du droit. C'est pourquoi il est préférable de se servir des définitions légales, au lieu d'employer des termes complexes ou abstraits, *Sup.* n° 641. — D'un autre côté, dans la pratique, on se conforme ordinairement au principe que je viens de rappeler, au moins à ma connaissance ; et si l'usage contraire existe quelque part, v.g. à Paris, où, soit par habitude, soit à raison de la multiplicité des affaires, on a tendance à faire très-vite et très-brièvement, ce n'est pas à dire que cet usage soit excellent, général et absolu. — Que la Cour de cassation ait rejeté des pourvois fondés sur ce que la question d'escalade avait été posée par abstraction, et en ne trouvant pas dans ce mode de procéder une cause de nullité, parce que cette expression serait aussi bien comprise que sa définition, et ne serait sujette à aucune méprise (ce qui n'est nullement certain), soit ; mais il ne faut pas en inférer que la question n'eût pas été mieux posée autrement. La nécessité où a été la jurisprudence de discerner et déclarer les cas dans lesquels il y a légalement escalade, et ceux dans lesquels cette circonstance aggravante n'existe pas, prouve que souvent la question peut faire difficulté, au moins pour les jurés, faciles à égarer par des subtilités ou des arguties : n'est-il pas plus sûr, plus légal et préférable de poser simplement *le fait lui-même* au jury, sauf l'appréciation juridique par les magistrats, si la défense élève des objections, qui seront discutées sérieusement et pertinemment devant la Cour, pour être en définitive résolues *en droit* par l'autorité compétente? A mon avis, il n'y a pas à hésiter pour répondre affirmativement.

On comprend, du reste, que ces observations s'appliquent également aux circonstances d'*effraction* et d'*usage de fausse clef*, par identité de raisons.

(15) V. *sup.* n° 39, aux notes.

Tout instrument, v. g. un clou, à l'aide duquel on ouvre une serrure, un cadenas, est une fausse clef : l'art. 398 C. P. n'est que démonstratif. CARNOT, t. II, p. 297.

Il n'est pas nécessaire que le mot *fausse clef* se trouve dans l'incrimination ; il suffit d'employer l'une des expressions de l'art. 398 C. P. pour désigner une fausse clef. Arr. cass. 24 mars 1854, DALL., 54-1-168.

Même, le plus souvent, dans l'ignorance de ce qui a servi à ouvrir une serrure, on emploie cette locution : *à l'aide d'un instrument quelconque*, et cela suffit.

On entend par fausse clef, non-seulement celle qui a été contrefaite ou altérée, mais toute clef dont le voleur a fait usage pour ouvrir une porte différente de celle qu'elle était destinée à ouvrir. Arr. cass. 5 nivôse an XIV, MORIN, *Rép.*, v° *Vol*, n° 55.

L'emploi d'une clef perdue ou égarée depuis un certain temps, *et dont*

la destination avait cessé d'exister, équivaut à celui d'une fausse clef. Arr. cass. 12 juillet 1811, CARNOT, t. II, p. 297. — 18 juillet 1811, MORIN, *Rép.*, v° *Vol*, n° 55.—16 décembre 1825, B. n° 238,—*Journ. crim.*, t. VIII, p. 247,—DALL., 26-1-148.—19 mai 1836, B. n° 151,—DALL., 36-1-86.—27 avril 1855, B. n° 142.—*Contrà, Théor. du C. P.*, t. V, p. 232.

Pour l'application de l'art. 381 n° 4 C. P., il faut qu'il soit constaté que la fausse clef a été employée dans une maison habitée ou dépendance, soit pour y entrer ou pénétrer dans les appartements, soit pour ouvrir les meubles. Arr. cass. 24 décembre 1829, B. n° 280. — 15 octobre 1830, B. n° 232, — DALL., 41-1-10. — 12 juillet 1838, B. n° 204, — DALL., 38-1-467,— *Journ. crim.*, t. X, p. 51. — 6 juin 1839, B. n° 174, — DALL., 39-1-405. — 25 juillet 1844, DALL., 44-4-120. — 25 février 1847, B. n° 42, — DALL., 47-4-140. — Ou que l'incrimination constate que la fausse clef a été employée pour pénétrer dans un édifice, parc ou enclos. Arr. cass. 1er juin 1854, DALL., 55-1-413. — 19 avril 1860, DALL., 60-5-434. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 382. — MORIN, *Rép.*, v° *Vol*, n° 55. — *Théor. du C. P.*, t. V, p. 230. — HÉLIE, t. IX, p. 109.

On peut comprendre, sans complexité, dans la même question, la circonstance de l'usage de fausses clefs et celle de maison habitée. Arr. cass. 25 février 1847, B. n° 42, — DALL., 47-4-140, — *Journ. crim.*, t. XIX, p. 99. — Toutefois *V.* les observations exposées *sup.* n° 636.

Mais il y aurait complexité à comprendre dans une seule question le fait principal de vol et l'usage d'une fausse clef dans un édifice ou enclos. Arr. cass. 27 avril 1850, DALL., 50-5-122. — 11 avril 1851, DALL., 51-5-151. — MORIN, *Rép.*, v° *Vol*, n° 55.

(16) Il n'est pas nécessaire de constater que le coupable agissait en prenant le titre ou le costume sans aucun droit. MORIN, *Rép.*, v° *Vol*, n° 61. Par conséquent il suffit d'énoncer que le titre ou costume a été pris ; mais on pourrait dire qu'il a été *usurpé*.

Par exemple, « en prenant faussement ou en usurpant le titre ou le costume de commissaire de police, d'officier ou de sous-officier de gendarmerie, etc. »

Il suffit qu'un seul des voleurs ait pris un faux titre ou un faux costume. CARNOT, t. II, p. 230.

CARNOT, *l. c.*, estime que la circonstance aggravante existerait, si le titre employé pour faciliter le vol appartenait réellement au voleur.— *Contrà Théor. du C. P.*, t. V, p. 251, parce qu'on doit appliquer les lois pénales à la lettre, et restreindre plutôt qu'étendre leur portée. — La peine, le cas échéant, serait aggravée à l'égard d'un fonctionnaire coupable, en vertu d'autres principes, et d'après l'art. 198 C.P. applicable en cas de forfaiture.

(17) Cette circonstance a la même gravité que la précédente, parce qu'elle a également pour effet de mettre en défaut la prévoyance du propriétaire dépouillé, qui a cru qu'il était de son devoir d'obéir aux ordres de l'autorité publique. CARNOT, t. II, p. 229.

Il y a donc lieu d'appliquer ici toutes les observations de la note 16 ci-dessus.

(18) Il n'est pas nécessaire que le faux ordre ait été exhibé; il suffit qu'il ait été allégué. CARNOT, t. II, p. 230. — MORIN, *Rép.*, v° *Vol*, n° 61.

On remarquera que les circonstances du faux titre, du faux costume, du faux ordre, prises ensemble ou séparément, sont sans portée, si elles ne concourent pas avec les circonstances énumérées dans l'art. 381 C. P., ou avec les circonstances de violences (art. 382) ou de chemin public (art. 383).

(19) Définition des armes, art. 101 C. P. — *Sup.* n° 39.

La dénomination d'armes embrasse toute espèce d'instruments propres à faire des blessures ou à donner la mort : — Les *bâtons* rentrent dans cette catégorie. Arr. cass. 23 août 1807, B. n° 179.— 7 octobre 1808, B. n° 293. — 3 octobre 1817, B. n° 67.— 18 mai 1820, B. n° 75.— 29 juin 1821, B. n° 204.

V. autres exemples, *sup.* n° 39 et n° 692, notes 3, 6.

Le port d'armes, seul, même sans usage, est une circonstance aggravante du vol. C. P. art. 386 n° 2. — La circonstance aggravante du port d'armes est indépendante de l'usage qui en peut être fait. MORIN, *Rép.*, v° *Vol*, n° 48.

L'usage ou la menace de faire usage des armes, est une circonstance spéciale, à poser séparément. — L'usage des armes rentre dans la circonstance aggravante de violences exercées, selon MORIN, *Rép.*, v° *Vol*, n° 42. — J'estime qu'il y a lieu de distinguer ces deux circonstances : la menace de faire usage des armes peut sans doute être considérée comme une violence (V. *inf.* notes 20 et 21) ; mais indépendamment de cette menace, il peut y avoir eu des violences physiques ou matérielles qui auraient été exercées effectivement envers les personnes : dans ce cas on devrait articuler séparément, le port d'armes, — la menace de faire usage des armes, — les violences positivement effectuées, — pour que le jury eût à s'expliquer sur chacun de ces éléments de la circonstance générale de la force déployée et de la violence exercée.

Il vaut mieux, en général, ou du moins lorsqu'il pourrait y avoir discussion sur la qualification des objets réputés armes, au lieu d'employer le mot *armes*, qui implique parfois une question de droit, indiquer spécialement l'arme, l'instrument ou l'objet réputé arme, aux termes de l'art. 101 C. P., ou d'après la jurisprudence (V. *Sup.* n° 641 et n° 647, note 4) : soit un fusil, un pistolet, un poignard, un stylet ..., soit un bâton, une fourche, une faux, un couteau, des pierres ..., s'il en a été fait usage ; sauf à la Cour d'assises à décider, après la déclaration affirmative du jury, si l'objet dont l'accusé était porteur, est une arme d'après la loi. V. *sup.* n° 647, note 4.

Toutefois, il n'y aurait pas inconvénient à se servir du mot générique d'*armes*, s'il s'agissait d'une arme proprement dite dans le langage vulgaire et

d'après l'acception commune, v.g. d'un fusil, d'un pistolet, d'un sabre, d'un épée, d'un poignard ..., en un mot d'un objet qui, *d'après sa destination propre*, est aux yeux de tous et nécessairement une arme offensive et au besoin défensive.

(20) S'il y a plusieurs prévenus, il suffit qu'un seul ait porté des armes, menacé de faire usage des armes, ou exercé des violences. Arr. cass. 16 septembre 1834, DALL., 35-1-139. — CARNOT, t. II, p. 230.

Mais une simple menace, autre que celle de faire usage des armes, ne serait pas une circonstance aggravante du vol. CARNOT, t. II, p. 228.

La menace de faire usage des armes est réputée violence par l'art. 381 nº 3 C. P. — Le vol commis par deux individus armés de bâtons, dont ils ont menacé de faire usage, rentre dans l'application de l'art. 382 du Code pénal. Arr. cass. 18 mai 1820, B. nº 75.

(21) L'art. 381 nº 3 C. P. porte : « *avec violence* ; » l'art. 382 : « *à l'aide de violence* ; » l'art. 256 : « *avec violence envers les personnes.* » Ces trois locutions sont animées du même esprit, ont le même sens et peuvent être également employées.

Il est bien entendu que, dans tous les cas, la violence doit avoir été exercée *envers les personnes*. CARNOT, t. II, p. 229, 232. — MORIN, *Rép.*, vº *Vol*, nº 42. — *Théor. du C. P.*, t. V, p. 238, 242.

A ne consulter que l'art. 382 C. P., la violence seule, isolée de deux des circonstances prévues par les quatre premiers numéros de l'art. 381, si elle n'a pas laissé de traces de blessures ou de contusions, serait inopérante et ne ferait pas d'un vol simple un vol qualifié. Mais l'art. 385, qui n'a pas été modifié en 1832, attache *à la violence seule* accompagnant un vol, l'effet d'une aggravation qui emporte les travaux forcés à temps. Arr. cass. 28 septembre 1838, B. nº 323, — *Journ. crim.*, t. X. p. 354.

Quels que soient le lieu où le vol a été commis, le nombre et la qualité des personnes, la violence est une circonstance aggravante : v. g. si le vol avait été commis dans une maison d'arrêt. Arr. cass. 1er mars 1816. — 26 septembre 1834, MORIN, *Rép.*, vº *Vol*, nº 42. — *Théor. du C. P.*, t. V, p. 244.

Dans aucun cas la circonstance de violence ne se présume de plein droit ; elle doit être formellement articulée. Arr. cass. 26 mars 1813, — 1er mars 1826, MORIN, *l. c.*, nº 42.

Cette circonstance aggravante doit, comme toute autre, être posée à part et séparément. MORIN, *l. c.*, nº 41.

Lorsqu'un vol est accompagné de plusieurs circonstances aggravantes, et notamment de celle de violence, on peut faire de cette circonstance de l'incrimination l'objet d'une incrimination spéciale et séparée de coups et blessures. Arr. cass. 10 décembre 1836, B. nº 386.

Le voleur qui, après s'être introduit dans une maison, a menacé l'un des habitants de cette maison, en lui mettant le couteau sur la gorge pour le

contraindre à indiquer le lieu du dépôt de son argent, doit être considéré comme ayant *fait usage de ses armes* (acte de violence), et puni d'après l'art. 381 C. P. Arr. cass. 18 mai 1810, B. n° 72.

Envelopper d'une couverture la tête d'une personne volée pour l'empêcher de reconnaître et de crier, c'est commettre un acte de violence. Arr. cass. 26 mars 1813, BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 374.—MORIN, *Rép.*, v° *Vol*, n° 42. — *Sup.* n° 39.

Demander à un individu la bourse ou la vie, en tenant sur sa tête un bâton, constitue la violence et la menace de faire usage d'une arme. Arr. cass. 19 juin 1828, DALL., 28-1-298.

Il suffit que la violence ait eu lieu pour assurer la fuite des voleurs. Arr. cass. 18 décembre 1812, CARNOT, t. II, p. 228.—LEGRAVEREND, t. II, p. 126, — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 369. — MORIN, *Rép.*, v° *Vol*, n° 42. — *Contrà Théorie du C. P.*, t. V, p. 243.

(22) L'emploi de la violence, et le fait que cette violence a laissé des traces de blessures ou de contusions, constituent deux circonstances aggravantes distinctes, qui doivent être l'objet de questions séparées, à peine de nullité pour vice de complexité. Arr. cass. 21 mars 1851, B. n° 108, — DALL., 52-5-155. — MORIN, *Rép.*, v° *Vol*, n° 41.

Si la mort avait été le résultat de la violence, dit M. CARNOT, t. II, p. 231, le crime rentrerait dans l'application de l'art. 295 C. P.; celui qui l'aurait exercée aurait assumé sur sa tête les suites qu'elle aurait produites, et comme elle aurait été *volontaire*, elle aurait constitué un véritable *meurtre*. Mais, ajoute l'auteur, l'on ne pourrait dire que le crime rentrerait alors dans la seconde disposition de l'art. 304, attendu que, dans l'espèce, la violence se serait trouvée concomitante avec le vol, qu'elle n'en aurait été qu'une circonstance aggravante, et que l'on ne pourrait dire, en conséquence, qu'il y a eu deux crimes indépendants.

La première proposition de M. Carnot, telle qu'elle est énoncée, n'est pas exacte : on n'est pas coupable de meurtre sans qu'il soit constaté que l'on a eu l'*intention de tuer*, et, par cela seul, que l'on a exercé volontairement des violences qui ont occasionné la mort : ce n'est pas alors l'art. 295 C. P., mais l'art. 309 § 2, qui est applicable.

La seconde proposition est également confuse et inexacte, à supposer qu'il y a eu meurtre et vol, si le vol a été accompagné de circonstances qui en feraient un crime, v. g. parce qu'il a été commis sur un chemin public, ou avec armes, ou la nuit et dans une maison habitée ou par deux personnes... — Ce serait le cas d'appliquer l'art. 304 C. P., à raison de la concomitance des deux crimes.

Le vol serait-il resté simple, en ce qu'il n'aurait été accompagné que du *meurtre* et de nulle autre circonstance aggravante : alors l'art. 304 sera ou ne sera pas applicable, selon que le *délit* de vol sera ou ne sera pas corrélatif au meurtre, d'après l'une des circonstances prévues par le deuxième paragraphe de cet art. 304.

Que si le vol *qualifié*, commis avec violence, a été accompagné ou suivi

de la mort de la victime, sans que le voleur qui a volontairement exercé les violences soit reconnu avoir eu l'*intention de tuer*, il n'y aura pas à se préoccuper des dispositions de l'art. 304 C. P. — Dans ce cas, on se conformera à la solution donnée par la Cour de cassation dans son arrêt du 10 décembre 1836, B. n° 386, cité *sup.* note 21. On formulera une incrimination pour vol qualifié, en citant l'art. afférent du C. P., — et une seconde incrimination distincte et séparée pour coups et blessures *ou* violences volontaires, ayant occasionné la mort sans intention de la donner, art. 310 § 2 C. P.

(23) Si la violence avait consisté en des tortures ou actes de barbarie, il faudrait l'articuler expressément, *en exposant les faits accomplis*, et ne pas s'en tenir à une simple imputation de violence, parce que ces faits rentreraient dans l'application de l'art. 303 C. P., non dans les art. 381, 382, 385 seulement. CARNOT, t. II, p. 35. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Crimes contre les personnes*, n°s 54, 55. — MORIN, *Rép.*, v° *Assassinat*, n° 3.— *Théor. du C. P.*, t. III, p. 510 et suiv.

Dans ce cas, j'estime qu'il convient de poser d'abord la circonstance de violence, ensuite la circonstance de tortures ou actes de barbarie, sans crainte de faire double emploi, parce que le jury pourrait être disposé à admettre la première, à rejeter la seconde, et qu'il n'y aurait aucune contradiction à les accueillir l'une et l'autre.

(24) Lorsqu'un vol a été commis sur un chemin public, la peine varie, aux termes de l'art. 383 C. P., suivant le nombre des circonstances déterminées par cet article, qui sont constatées comme concourant avec celle de chemin public. Il importe donc de relever toutes les circonstances aggravantes résultant du procès, et de les exposer successivement, séparément, pour que le jury soit appelé à se prononcer sur chacune d'elles.

La circonstance de chemin public est aggravante par elle-même, fût-elle isolée de toute autre circonstance, et doit faire l'objet d'une articulation spéciale et distincte. Arr. cass. 21 février 1828, DALL., 28-1-142.—18 juillet 1844, *Journ. crim.*, t. XVI, p. 242, — DALL., 44-1-330. — 28 novembre 1850, B. n° 400, — *Journ. crim.*, art. 5016. — MORIN, *Rép.*, v° *Vol*, n° 39.

On doit poser la question en employant le mot *chemin public* : on ne peut appeler question de droit un fait qualifié par la loi, la qualification se confondant avec le fait ; c'est au jury seul, non à la Cour, qu'il appartient de se prononcer sur la publicité du chemin. Arr. cass. 21 février 1828, DALL., 28-1-142. — 18 juillet 1844, DALL., 44-1-330, — *Journ. crim.*, t. XVI, p. 242. — HÉLIE, t. IX, p. 122.

Il me semble, toutefois, qu'il n'y aurait point nullité à dire : « sur tel point ou à tel endroit du chemin vicinal ou de grande communication de tel lieu à tel autre, sur tel point ou à tel endroit de telle route impériale, départementale ou stratégique, » car on mettrait ainsi le jury à même de

se prononcer implicitement sur la question de chemin public; les chemins ainsi désignés étant incontestablement des chemins publics. V. *inf.* — Je dis *sur tel point* ou *à tel endroit* pour constater l'éloignement des habitations et des secours; on pourrait ajouter : *à telle distance de la maison la plus rapprochée*. V. *inf.* — En cas d'hésitation, on pourrait dire : sur tel point ou à tel endroit de la route publique ou du chemin public, de tel lieu à tel lieu, *ou* de la route impériale et publique..., du chemin public de grande communication... de... à...

Un chemin est public lorsqu'il est consacré à l'usage du public, et que tout individu peut librement y passer, à toute heure du jour ou de la nuit, sans opposition légale de qui que ce soit. Arr. cass. 21 février 1828, DALL., 28-1-142.

Les chemins publics sont, dans notre législation, ceux qui sont déclarés par l'autorité administrative être destinés à l'usage du public, soit qu'ils appartiennent à l'État, aux départements ou aux communes, et qui sont entretenus par l'État, les départements ou les communes privativement ou concurremment. CARNOT, t. II, p. 236, 237. — BOUGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 375. — MORIN, *Rép.*, v° *Vol*, n° 39. — *Théor. du C. P.*, t. V, p. 194.

Les chemins publics perdent ce caractère, — au moins à l'égard des circonstances aggravantes des vols qui y seraient commis, — dans la traversée des villes, faubourgs, bourgs, villages, et dans les lieux où ils sont bordés de maisons, à raison du défaut d'isolement, de la proximité des secours et de la facilité de les obtenir. Arr. cass. 6 avril 1815, B. n° 24. — 4 janvier 1822, B. n° 7. — CARNOT, t. II, p. 237. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 375. — *Théor. du C. P.*, t. V, p. 195. — *Sup.* n° 38.

Sont assimilés aux vols sur les chemins publics, ceux qui sont commis sur les fleuves, rivières et canaux navigables. Arr. cass. 10 septembre 1813, BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 379. — *Contrà*, Arr. cass. 6 mars 1846, DALL., 46-1-121.

Les chemins de fer ne sont pas des chemins publics dans le sens des dispositions répressives du vol. Par suite, le vol qu'un individu a commis sur une voie ferrée, en franchissant la haie de clôture, doit être qualifié *vol avec escalade dans une propriété close et privée*. Arr Dijon, 28 avril 1859, DALL., 59-2-414. — Toutefois, si le jury a qualifié chemin public un chemin de fer, c'est un *point de fait* que la Cour de cassation n'a pas le pouvoir de reviser. Arr. cass. 9 avril 1846, DALL., 46-4-545. — MORIN, *Rép.*, v° *Vol*, n° 40; — ce qui n'implique pas qu'un arrêt d'accusation admettant cette qualification, ne serait pas cassé.

Les vols effectués au préjudice des voyageurs d'*effets qui les suivent*, sur une voiture publique, dans son trajet sur une grande route ou sur un chemin public, sont commis sur des chemins publics. Arr. cass. 4 avril 1823, SIREY, 23-1-283. — 15 décembre 1832, B. n° 494. — 17 août 1839, B. n° 266, — DALL., 39-1-415. — *Théor. du C. P.*, t. V, p. 192.

Le vol effectué par un voyageur dans la voiture publique qui le transporte, n'est pas un vol commis sur un chemin public, ni dans une maison

habitée, et si ce vol a été commis avec *effraction*, cette circonstance est inopérante. Arr. cass. 7 avril 1827, B. n° 238, — DALL., 27-1-493. — MORIN, *Rép.*, v° *Vol*, n° 40.

Le vol commis sur un bateau à vapeur qui sert uniquement au transport des personnes et des marchandises, est assimilé au vol commis sur une voiture publique, puni par l'art. 401 C. P., et non comme commis sur un chemin public ou dans une maison habitée. Arr. cass. 6 mars 1846, DALL., 46-1-121. — Même arrêt, avec la date du 26 mars 1846, *Journ. crim.*, t. XIX, p. 124.

(25) L'art. 253 C. P. porte que tout vol commis à l'aide d'un bris de scellés sera puni comme vol commis à l'aide d'effraction. Cette disposition doit être conférée avec celle de l'art. 249, et ne s'applique qu'aux scellés apposés par ordre du Gouvernement ou par autorité de justice, ou en vertu de la loi, par un officier ayant qualité à cet effet, non en cas de scellés apposés par des particuliers. CARNOT, *Comm. C. P.*, t. I, p. 690.

Il convient de spécifier si les scellés ont été apposés *à l'extérieur*, sur des portes ou fenêtres, ou à l'*intérieur*, sur des portes ou sur des meubles, au moins pour plus de précision. Mais cela peut ne pas paraître indispensable, car la loi, en faisant du bris de scellés une circonstance aggravante spéciale, qui a le même effet que l'effraction, n'a pas distingué; d'ailleurs, l'effraction extérieure et l'effraction intérieure ont la même portée quant à l'élévation de la peine; seulement, quant à l'effraction extérieure, il est nécessaire de constater qu'elle a été pratiquée pour s'introduire dans un édifice ou dans un lieu clos. *Sup.* notes 12, 13.

(26) L'enlèvement ou la suppression et le simple déplacement de bornes constitue un délit puni par l'art. 456 C. P. Ce fait est envisagé par l'art. 389 comme circonstance aggravante du vol.

Suivant M. CARNOT, t. II, p. 283, le mot *bornes* doit s'entendre ici dans un sens restrictif, et ne s'appliquerait pas indistinctement à toutes les marques de délimitation énumérées dans l'art. 456 C. P. Il faut donc qu'il s'agisse de bornes proprement dites, et encore qu'elles eussent été placées du consentement des parties intéressées, ou en vertu de jugement, non de celles qu'un propriétaire aurait plantées de son autorité, même aux lieux où elles auraient dû l'être. Mais, lorsque les bornes ont été placées contradictoirement, ou par autorité de justice, on ne serait pas excusable de les avoir enlevées ou déplacées sous le prétexte qu'elles n'avaient pas été plantées à l'endroit où elles auraient dû l'être, et leur arrachement suivi de vol constituerait une circonstance aggravante, d'après un arrêt de la Cour de cassation du 17 avril 1812. — *Théorie du C. P.*, t. V, p. 168, 169.

Au reste, ce fait pourrait donner lieu à une question préjudicielle, si le prévenu soutenait avoir agi comme propriétaire et en vertu de son droit.

(27) La question de domesticité est une circonstance aggravante et doit

être posée séparément de la question de vol, à peine de nullité. Arr. cass. 26 septembre 1839, B. n° 307.

Ce qui constitue surtout cette circonstance aggravante, c'est le lien entre le maître et le domestique, et les relations qui en sont les conséquences, quelle que soit la qualité ou la position du maître. Arr. cass. 6 juin 1845, DALL., 45-1-287.

Le voleur domestique a été de tout temps d'autant plus puni qu'il a plus de facilité de commettre le vol, et qu'il trahit une confiance nécessaire. — La qualité qui constitue la circonstance aggravante doit être reconnue, toutes les fois que le coupable jouissait, dans la maison où il a commis le vol, non pas d'une confiance purement volontaire et essentiellement limitée (v. g. un simple mandataire spécial), mais d'une confiance nécessaire et générale pour tout ce qui dépend des travaux du domestique, ouvrier ou apprenti. MORIN, *Rép.*, v° *Vol*, n^os^ 31, 32, arrêts et exemples cités.

Le Code pénal entend par la qualification de *domestique* tout ce que l'ordonnance de 1670 entendait par celles de *serviteur* et *domestique*, c'est-à-dire tous ceux qui sont attachés au service de la personne ou du ménage, ou qui occupent des emplois dans la maison, tels que ceux de secrétaire, d'intendant, etc. CARNOT, *Inst. crim.*, t. I, p. 342. — *Théor. du C. P.*, t. V, p. 91 et suiv.—*Sup.* n° 205.

Le domestique a cette qualité à l'égard de la femme et des enfants du chef de la maison. Arr. cass. 6 septembre 1821, DALL., 21-1-581.

Le vol commis par un domestique est un crime, n'importe où se trouvent, au moment de sa perpétration, les objets volés appartenant à son maître. Arr. cass. 9 juillet 1812, CARNOT, *Comm. C. P.*, t. II, p. 252. — 9 septembre 1825, DALL., 26-1-40, — 14 avril 1831, B. n° 81, — *Journ. crim.*, t. III, p. 99, — DALL., 31-1-191. — MORIN, *Rép.*, v° *Vol*, n° 33. — *Théor. du C. P.*, t. V, p. 100, 102. — Mais il serait nécessaire, d'après l'opinion isolée de RAUTER, *Droit crim.*, t. I, p. 142, que le domestique eût su qu'il volait son maître, opinion qu'il ne faudrait pas admettre d'une manière absolue, et qui serait tout au plus plausible lorsque le domestique non-seulement pouvait ignorer que la chose volée appartînt à son maître, mais encore pouvait raisonnablement penser qu'elle ne lui appartenait pas. *Sup.* n° 36 *in fine*.

Est domestique à gages celui qui sert dans une auberge sous la seule condition d'y être nourri et logé et de recevoir sa part des libéralités des voyageurs. Arr. cass. 28 mars 1807, CARNOT, t. II, p. 253. — *Théorie du C. P.*, t. V, p. 92 ; — et un commissionnaire, aux mêmes conditions, quoique ne couchant pas dans la maison. Arr. cass. 29 novembre 1811, *Théorie du C. P.*, t. V, p. 93 ; — et celui qui commet un vol dans une maison où il est logé et nourri, et où il travaille habituellement, à tant par jour. Arr. cass. 15 avril 1813, n° 75. — *Thorie du C. P.*, t. V, p. 92.

Le vol commis par la femme d'un aubergiste *dans le cabaret de son mari*, au préjudice d'un tiers, peut être considéré comme vol domestique, s'il st déclaré qu'elle y servait habituellement. Arr. cass. 15 avril 1830,

DALL., 30-1-220. — Les auteurs de la *Théorie du C. P.*, t. V, p. 94, contestent que la femme d'un aubergiste soit une domestique, et considèrent qu'elle est plutôt l'associée de son mari : il s'ensuivrait qu'alors l'aggravation de peine serait encourue par la femme, non comme domestique, mais comme aubergiste. — Il serait, ce me semble, plus exact de considérer la femme d'un aubergiste, participant à l'exploitation de l'auberge, comme *préposé* de son mari. C. P. art. 386 n° 4.

Est homme de service à gages :

Un *clerc d'huissier*, salarié. Arr. cass. 28 septembre 1827, B. n° 249, —SIREY, 28-1-191. — 27 mars 1829, DALL., 29-1-202.— *Théor. du C. P.*, t. V, p. 95.

— Le *commis salarié d'un sous-préfet*. Arr. cass. 24 février 1828, B. n° 33, — DALL., 28-1-132.

— Le *commis salarié* d'un receveur des deniers publics. Arr. cass. 24 janvier 1823, B. n° 15. — 5 janvier 1825, CARNOT, t. II, p. 255.

— Le *commis salarié* d'un directeur des messageries. Arr. cass. 7 janvier 1830, B. n° 2, — *Journ. crim.*, t. II, p. 92, — DALL., 30-1-40. — *Théor. du C. P.*, t. V, p. 94.

— Le *commis de recette* d'un banquier. Arr. cass. 9 juillet 1812, CARNOT, t. II, p. 252. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 388. — 9 septembre 1825, B. n° 181. — *Théor. du C. P.*, t. V, p. 95.

— Le *commis salarié* d'un marchand ou commerçant. Arr. cass. 9 septembre 1825, B. n° 180, — DALL., 26-1-40. — 17 juillet 1829, DALL., 29-1-305. — 11 février 1830, B. n° 39, — DALL., 30-1-123. — 10 décembre 1830, B. n° 214.—CARNOT, t. II, p. 254.—BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 388.

— Le *commis voyageur salarié* par la maison qui l'emploie. Arr. cass. 15 décembre 1826, DALL., 27-1-360.

— Le *gardien* d'un château. Arr. cass. 16 avril 1818, B. n° 44. — CARNOT, t. II, p. 248. — *Théorie du C. P.*, t. V, p. 93.

— Un *novice* embarqué sur un navire. Arr. cass. 11 octobre 1827, B. n° 261. — *Théorie du C. P.*, t. V, p. 93. — *Inf.* note 34.

— Le *domestique d'un meunier*, qui vole le blé ou la farine de la pratique en allant au moulin ou en revenant. Arr. cass. 9 octobre 1812, BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 389. — CARNOT, t. II, p. 252, — ou qui vole les denrées de la pratique dans la maison de son maître. Arr. cass. 20 août 1829, B. n° 194, — DALL., 29-1-342.

La soustraction frauduleuse accomplie par un *commis à gages*, dans l'habitation où il travaille habituellement, au préjudice de la personne qui l'emploie, constitue un vol domestique, non un simple abus de confiance. Arr. cass. 23 avril 1812, B. n° 100.—31 janvier 1822, B. n° 15.—MORIN, *Rép.*, v° *Vol*, n° 34.

Le domestique qui détourne, au préjudice de son maître, le montant d'un billet que ce dernier l'avait chargé de recevoir, se rend coupable de

vol domestique, et non pas d'un abus de confiance. Arr. cass. 11 mai 1832, B. n° 165, —*Journ. crim.*, t. IV, p. 131. — Autres arrêts, BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 388.

Le domestique ou l'homme de service à gages qui n'aurait pas participé au vol comme co-auteur, mais seulement comme *recéleur*, ne serait pas soumis à l'aggravation de l'art. 386 n° 3 C. P., et ne serait puni que comme un complice ordinaire, c'est-à-dire de la même peine que l'auteur principal du vol. Arr. cass. 14 avril 1818, B. p. 34, — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 66, 391. — CARNOT, t. II, p. 249. — *Théor. du C. P.*, t. V, p. 116.

Au point de vue du vol, les *gardes champêtres et forestiers des particuliers*, étant officiers de police judiciaire, ne peuvent être considérés comme domestiques. Arr. cass. 21 mai 1835, B. n° 196.

La circonstance de domesticité n'exclut pas les circonstances d'effraction, d'escalade, de fausse clef, de violence ..., qui entraînent une peine plus forte, laquelle deviendrait alors applicable. CARNOT, t. II, p. 250. — *Sup.* note 1.

(28) Il n'est pas nécessaire que la personne au préjudice de laquelle le vol a été commis, se trouvât, à l'instant du vol, dans la maison du maître ; il suffit qu'elle y fût reçue, ou qu'elle y eût été reçue : Arr. cass. 10 janvier 1823, B. n° 6. — 7 juin 1832, *Journ. crim.*, t. V, p. 84, — DALL., 32-1-371. — 19 mai 1838, B. n° 136, — *Journ. crim.*, t. X, p. 377. — Ou qu'elle y eût demeuré, v. g. qu'elle y eût été domestique, et en fût sortie. Arr. cass. 13 février 1819, B. n° 23. — CARNOT, t. II, p. 252. — *Théorie du C. P.*, t. V, p. 98-100.

(29) La domesticité est une circonstance, non un élément, du vol domestique. Arr. cass. 26 décembre 1839, B. n. 307.

Le vol commis par un domestique envers tout autre que son maître (*Add.* la femme ou les enfants du maître, demeurant avec lui, *sup.* note 27) n'a le caractère de vol domestique que dans le cas où il l'a commis soit *dans la maison* de son maître, soit *dans la maison* où il accompagnait son maître. Arr. cass. 24 décembre 1825, B. n° 241. — 14 avril 1831, B. n° 81, — DALL., 31-1-191. — 13 février 1834, B. n° 49. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 391. — MORIN, *Rép.*, v° *Vol*, n° 33. — *Théor. du C. P.*, t. V, p. 98.

(30) Pour constituer cette circonstance aggravante, il faut le concours ou la réunion de la *qualité* et du *lieu* ; c'est-à-dire tout à la fois que le vol ait été commis par un ouvrier, compagnon, ou apprenti, et dans la maison, l'atelier ou le magasin de son maître. Arr. cass. 15 avril 1813, CARNOT, t. II, p. 253. — 25 décembre 1828, B. n° 180, — DALL., 28-1-425. — 29 octobre 1830, DALL., 31-1-10; 32-1-58. — 14 avril 1831, B. n° 81, — DALL., 31-1-191. — 21 janvier 1836, B. n° 22, — *Journ. crim*, t. VIII, p. 231,

— DALL., 36-1-118. — 22 juillet 1847, B. nº 155, — DALL., 47-4-127. — MORIN, *Rép.*, vº *Vol*, nº 34. — *Théor. du C. P.*, t. V. p. 107. — Cette circonstance doit être posée séparément, à peine de nullité. Arr. cass. 15 juin 1860, DALL., 60-5-435.

Par ces mots : l'atelier, le magasin ou la maison du maître, il faut entendre l'atelier, le magasin, la maison, où les ouvriers étaient employés ou travaillaient habituellement. Arr. cass. 29 octobre 1830, *Journ. crim.*, t. III, p. 107, — DALL., 31-1-10.

Il ne suffirait pas que le vol eût été commis *dans le domaine* du maître; ces termes n'exprimant pas suffisamment que le vol ait été commis *dans la maison* ou *dépendances*. Arr. cass. 24 mai 1832, B. nº 186, — *Journ. crim.*, t. IV, p. 133. — *Théor. du C. P.*, t. V, p. 108, 109.

Le vol commis par l'ouvrier, le compagnon ou l'apprenti en tout autre endroit que l'atelier, le magasin ou la maison de son maître, v. g. dans une maison particulière où il aurait accompagné son maître pour y confectionner *momentanément* des travaux, ne serait pas un vol domestique, car il ne faut pas confondre tout endroit où il exécute ses travaux avec l'atelier, le magasin ou la maison du maître : ce n'est que dans l'un de ces lieux que le vol prend un caractère grave. *Théor. du C. P.*, t. V, p. 111.

En effet, la loi n'a pas répété à l'égard des ouvriers, compagnons et apprentis, la disposition relative aux domestiques, par laquelle le fait d'avoir volé dans une maison étrangère, où ils accompagnent leur maître, est considéré comme un vol qualifié, à raison de cette circonstance qu'ils accompagnaient leur maître dans la maison où ils ont volé.

Un charpentier avait emmené des ouvriers sur un navire en réparation, et l'un de ces ouvriers y avait volé divers objets : la chambre d'accusation de la Cour impériale de Poitiers a jugé que le vol était qualifié, parce qu'il avait été commis, suivant l'expression des autres ouvriers entendus comme témoins, dans le *chantier* du maître, et que la Cour a considéré que *tout lieu où travaillent des ouvriers* est le *chantier* ou l'*atelier* du maître qui les emploie.

Une telle décision me paraît méconnaître l'esprit et excéder les termes de l'art. 386 C. P. Je crois que la solution des auteurs de la *Théorie du Code pénal* est plus juridique : les lois pénales doivent s'appliquer dans le sens le plus restreint, *odiosa restringenda*. En accolant ces mots : l'*atelier*, le *magasin* ou *la maison* du maître, la loi fait suffisamment comprendre qu'elle parle seulement des lieux soit appartenant au maître, soit occupés par le maître, comme *siége de son industrie ;* des lieux dans lesquels il reçoit continuellement et emploie habituellement ses ouvriers, en son absence comme en sa présence, avec une confiance nécessaire, sans s'astreindre à une surveillance incessante, qui devient pour lui un devoir lorsqu'il exécute ou fait exécuter des travaux au dehors; surveillance que doivent partager les étrangers chez lesquels il conduit ses ouvriers; parce que, encore une fois, la loi, dans ce cas, ne suppose pas à l'égard des ouvriers la même confiance que l'on accorde d'ordinaire à un *domestique* qui accompagne son maître.

Cette circonstance aggravante existe lorsque le vol a été commis par un ouvrier, compagnon ou apprenti dans l'appartement du maître au-dessus de l'atelier. Arr. cass. 29 avril 1830, *Journ. crim.*, t. II, p. 234,—DALL., 30-1-257.

Il n'est pas nécessaire que l'objet volé appartînt au maître. CARNOT, t. II, p. 254. — *Théor. du C. P.*, t. V, p. 110.

L'ouvrier qui n'aurait travaillé dans la maison, le magasin ou l'atelier qu'à titre d'*ami* et *sans rétribution*, ne serait pas atteint par l'art. 386, § 3 C. P., selon CARNOT, t. II, p. 254.

Le vol commis par un détenu dans l'*atelier d'une prison* ne peut être assimilé au vol commis par un ouvrier dans l'atelier de son maître : le maître ne devait pas avoir confiance en l'ouvrier. Arr. Paris, 12 mai 1835, *Journ. crim.*, t. VII, p. 123. — *Théorie du C. P.*, t. V, p. 110.

(31) Les mots *travaillant habituellement* s'appliquent à toute espèce de travaux, sans qu'on puisse les restreindre à ceux qui sont faits par des manœuvres, des ouvriers, des gens de service ; ainsi, ils s'appliquent aux commis. Arr. cass. 13 août 1812, 16 mars 1813, 31 janvier 1822, MORIN, *Rép.*, v° *Vol*, n° 34. — *Théorie du C. P.*, t. V, p. 114.

Pour appliquer la disposition finale du n° 3 de l'art. 386 C. P., il faut que le vol ait eu lieu *dans la maison* de la personne chez laquelle le voleur travaillait habituellement. Arr. cass. 11 avril 1822, B. n° 53.—16 décembre 1824, B. n° 187, — DALL., 25-1-116. — 9 septembre 1825, B. n^os^ 178, 179, — DALL., 26-1-39. — 29 octobre 1830, B. n° 249, —DALL., 32-1-58.

Il n'est pas nécessaire que le vol ait été commis au préjudice de la personne chez laquelle on travaillait. Arr. cass. 20 mars 1829, DALL., 29-1-192.

La loi n'exige pas que l'inculpé ait fait un travail continu dans la maison, et qu'il y ait travaillé le jour même du vol. Arr. cass. 27 août 1813, B. n° 188. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 390. — *Théorie du C. P.*, t. V, p. 113.

Mais des services rares et menus, quoique périodiques et salariés, ne motiveraient pas l'application de l'art. 386 C. P. — Arr. cass. 16 juillet 1813, BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 390. — Arr. Colmar, 18 mai 1836, *Journ. crim.*, t. VIII, p. 224. — *Théorie du C. P.*, t. V, p. 114.

Dans le doute, il faudrait supprimer la circonstance aggravante de travail habituel, et renvoyer en police correctionnelle. Ce serait plus prudent, et d'ailleurs ce serait plus conforme aux instructions de la chancellerie. *Sup.* n° 519. Circul. du ministre de la justice du 16 août 1842, n° 1, et du 23 août 1851.

(32) Les *logeurs* et *loueurs en maisons garnies* sont compris dans la dénomination d'*aubergistes* ou d'*hôteliers*, Arr. cass. 27 juin 1811, B. n° 97 ; — De même les *cabaretiers*, Arr. cass. 14 février 1812, B. n° 30;

— 1er avril 1813, B. nos 61, 77 ; — les *traiteurs* et *cafetiers*, Arr. cass. 19 et 28 mai 1813. — 17 juin 1830, B. no 170. — *Théor. du C. P.*, t. V, p. 118–121, 122, 123.

Peu importe que l'établissement fût tenu par le maître ou par ses préposés. Arr. cass. 1er octobre 1812, B. no 216. — *Théor. du C. P.*, t. V, p. 121.

Il n'est pas nécessaire que les objets soustraits aient été *donnés spécialement en garde* à l'aubergiste ; celui-ci est, de droit, dépositaire des objets apportés chez lui par un voyageur. Arr. cass. 28 octobre 1813, B. no 232. — Carnot, t. II, p. 258. — Legraverend, t. II, p. 140. — *Théor. du C. P.*, t. V, p. 126. — Toullier, t. XI, no 249. — Troplong, *du Dépôt*, nos 213, 218.

Le vol commis par un *voiturier* d'objets confiés à sa garde, n'est pas seulement un abus de mandat, mais un vol qualifié. Arr. cass. 9 avril 1842, B. no 86, — *Journ. crim.*, t. XIV, p. 279, — Dall., 42-1-248.

Cette qualité de *voiturier* n'appartient point à tout individu qui se charge d'un transport, mais seulement aux voituriers de profession. *Théor. du C. P.*, t. V, p. 129.

Un *postillon* de diligence, bien que le préposé d'un voiturier, n'est pas un voiturier, à proprement parler, dans le sens de l'art. 386 C. P., et le vol qu'il commet, dans une diligence, d'un objet qui ne lui avait pas été confié, est un vol simple. Arr. Nîmes, 7 janvier 1829, *Journ. crim.*, t. I, p. 117. — *Théorie du C. P.*, t. V, p. 130. — On déciderait sans doute autrement à l'égard d'un *conducteur*.

Le vol commis par un voiturier n'éprouve pas d'aggravation par suite des circonstances qui l'ont accompagné, v. g. s'il avait eu plusieurs complices, ou s'il avait commis le vol en voyageant sur un chemin public. Arr. cass. 15 octobre 1841, B. no 302. — 18 mai 1843, *Journ. crim.*, t. XV, p. 236. — Carnot, t. II, p. 236. — Ou s'il avait volé avec effraction les objets confiés à sa garde. Arr. cass. 2 février 1815, B. no 8. — Morin, *Rép.*, vo *Vol*, no 37. — *Théor. du C. P.*, t. V, p. 130. — Carnot, t. II, p. 269.

L'art. 386 § 4 C. P. serait applicable aux vols commis à bord de tout navire ou bâtiment de mer par les capitaines, patrons, subrécargues ou gens de l'équipage, d'après la loi du 10 avril 1825, art. 15. — L'art. 93 du décret du 24 mars 1852 a apporté des modifications à cette disposition législative. *V.* la note suivante.

(33) Un décret disciplinaire pour la marine marchande du 24 mars 1852 s'occupe spécialement dans son art. 93 des vols commis à bord des navires marchands.

Voici les principales dispositions de ce décret utiles à consulter au point de vue du vol :

Art. 3. — Sont assujetties au décret toutes personnes embarquées,

employées ou reçues, à quelque titre que ce soit, à bord des navires ou bateaux employés à la navigation ou à la pêche dans les limites de l'inscription maritime, du jour de leur inscription au rôle d'équipage, ou de leur embarquement en cours de voyage, jusqu'à leur débarquement administratif.

Art. 4. — Exception pour les passagers par ordre de l'Etat.

Art. 9. — Les délits maritimes prévus par le décret, sont de la compétence des tribunaux maritimes et commerciaux qu'il institue.

Art. 11. — La connaissance des délits communs, non prévus par le décret, appartient au tribunal correctionnel de l'arrondissement où se trouve le navire, ou du premier port français où il aborde. — Art. 26. — Les procès-verbaux sont transmis au procureur impérial.

Art. 22. — Les crimes maritimes sont renvoyés aux tribunaux ordinaires, c'est-à-dire au jury. — Art. 49-51. — Les procès-verbaux sont renvoyés au procureur impérial.

Art. 60. — Définition des *délits* maritimes... — n° 11 : *Le vol* commis par un officier marinier, un novice, un mousse, quand la valeur de l'objet n'excède pas *dix francs*, et *qu'il n'y a pas eu effraction*.

Art. 89. — Définition des crimes...

Art. 93. — Les *vols* commis à bord de tout navire par les capitaines, officiers, subrécargues ou passagers, sont punis de la *reclusion*. — La *même peine* est prononcée contre les officiers mariniers, marins, novices et mousses, quand la valeur de l'objet volé *excède dix francs*, ou quand le vol a été commis *avec effraction* (*V.* L. du 10 avril 1825, art. 15, cité *sup.* note 32).

Il s'agit, dans ce décret, d'une législation spéciale et par conséquent restrictive. Il faut donc que le vol commis à bord d'un navire l'ait été par une personne du bord (art. 3), pour que le décret soit applicable. Autrement, et si le voleur n'appartient pas au bord ou au navire sur lequel le vol a été commis, c'est-à-dire n'est pas inscrit sur le rôle d'équipage à un titre quelconque, le droit commun reprend son empire.

(34) Dans le jugement des crimes maritimes, lesquels sont de la compétence de la Cour d'assises, comme dans le jugement des crimes de droit commun, le jury doit être interrogé *séparément*, à peine de nullité, sur le fait principal et sur *chacune* des circonstances aggravantes (L. 13 mai 1836, art. 1, 2; — Décr. 24 mars 1852, art. 11, 22). — En conséquence, est nulle comme complexe la question dans laquelle, en interrogeant le jury sur un vol de marchandises dépendant du chargement d'un navire, on lui demande en même temps si le vol a été commis par l'accusé étant à bord, et alors qu'il remplissait les fonctions de subrécargue (Décr. 24 mars 1852, art. 57, 60, 93). — Arr. cass. 10 octobre 1861, DALL., 61-1-456.

Il faut donc articuler distinctement le fait principal de la soustraction frauduleuse; puis, successivement et séparément, 1° que le vol a été

commis à bord ; 2° que le prévenu était embarqué sur ce navire en telle qualité ou y exerçait telle fonction.

(35) La circonstance que le montant ou la valeur du vol excédait *dix francs*, de même que celle de l'*effraction*, est sans portée et inutile au cas du § 1 de l'art. 93 du décret du 24 mars 1852, c'est-à-dire à l'égard des *capitaines, officiers, subrécargues* ou *passagers*. Ce n'est pour eux qu'une circonstance de moralité ; — elle est nécessaire comme aggravante, et comme constitutive de la compétence exclusive de la Cour d'assises, au cas du § 2 du même article, c'est-à-dire à l'égard des *officiers mariniers, marins, novices et mousses*, et elle doit alors être posée à part, à la suite des deux circonstances du vol commis *à bord* et de la *qualité de l'embarqué*, qui doivent toujours être conservées, quels que soient l'auteur du vol, son importance, et les moyens employés pour le commettre.

Cette circonstance du montant ou de la valeur de la chose volée peut sembler inutile à relever, s'il y a eu effraction, l'art. 93 § 2 du Décret cité attachant également la peine de la reclusion soit au cas où il a été volé plus de dix francs, soit au cas du vol d'une valeur quelconque commis à bord avec effraction, par une personne embarquée et désignée dans ce même paragraphe. Mais il paraît préférable de poser successivement et séparément la question de quotité ou valeur, si le vol excède dix francs, et la question d'effraction, quand elle existe, sauf au jury à les admettre l'une et l'autre, ou l'une sans l'autre.

Il conviendrait d'articuler la circonstance d'effraction *en fait*, non par abstraction, en se reportant à la *formule de l'effraction intérieure* exposée dans le présent n° 700, *sup.* p. 507.

(36, 37, 38) Après m'être occupé des vols qui peuvent être articulés selon la formule d'incrimination principale exposée ci-dessus conformément à l'art. 379 C. P., j'arrive, en terminant, à des vols *sui generis*, qui doivent être spécifiés par un libellé spécial d'imputation.

Ce n'est pas à dire qu'il y eût nécessairement nullité, dans le cas où une réponse affirmative interviendrait tout à la fois et sur le fait principal, et sur les circonstances aggravantes, si le vol spécial avait été articulé dans les termes généraux de la formule ordinaire.

Mais il faut toujours prévoir la possibilité du rejet des circonstances aggravantes ; et, dès lors, il faut conserver au fait son caractère propre et particulier, puisque le Code pénal l'a classé dans une catégorie à part, avec une peine distincte et appropriée à cette espèce de vol.

Or, il n'est pas douteux que les vols prévus par l'art. 388 C. P. sont susceptibles d'être aggravés par diverses circonstances, et notamment par celles que j'ai indiquées plus haut, en renvoyant pour la rédaction de ces circonstances aux formules qui les concernent et déjà exposées. V. Arr. cass. 22 octobre 1829, DALL., 30-1-373. — 17 juin 1831, B. n° 139. — 12 avril 1833, DALL., 33-1-374. — 8 février 1834, DALL., 34-1-184. —

18 avril 1834, B. n° 113. — 15 décembre 1842, DALL., 43-4-447. — CARNOT, *Com. C. P.*, t. II, p. 270 et suiv. — BOURGUIGNON, *Jurisp.*, t. III, p. 400 et suiv. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Vol.* — MORIN, *Rép.*, v° *Vol*, n^os^ 26-30. — *Théor. du C. P.*, t. V, p. 144-152. — GILBERT, sur l'art. 388 C. P.

Je me borne à ces remarques, et je renvoie aux auteurs que je viens de citer pour le commentaire de l'art. 388 C. P., dont l'interprétation a soulevé de nombreuses difficultés, qui ont été résolues en partie par les criminalistes et surtout par les arrêts des Cours impériales et de la Cour de cassation.

TABLE SOMMAIRE DES CHAPITRES.

TOME TROISIÈME ET DERNIER.

CHAPITRE XVIII.

DU RÈGLEMENT DES PROCÉDURES, OU DES ORDONNANCES DU JUGE D'INSTRUCTION LORSQUE LA PROCÉDURE EST TERMINÉE.

Nos.		Pag.
505.	Toutes les affaires soumises au juge d'instruction sont sujettes à règlement..	1
506.	Quand est fait le règlement.	2
507.	Du cas de règlement partiel, avant que l'instruction soit achevée..	4
508.	La procédure doit-être communiquée au ministère public, préalablement au règlement	5
509.	Délai imparti au procureur impérial. — *Quid*, s'il s'abstenait ou refusait de conclure et de remettre les pièces?	*Ib.*
510.	Le réquisitoire du procureur impérial peut-il être oral, ou doit-il être écrit?	
511.	Après le réquisitoire, le juge d'instruction doit statuer sans retard.	9
512.	Cas de renvoi à une autre juridiction	*Ib.*
513.	Le juge d'instruction peut ordonner ou refuser un plus ample informé..	11
514.	Il ordonne, au besoin, que le prévenu soit mandé et interrogé, et il décerne un mandat à cet effet.	13

Nos. Pag.

515. Examen du procès. — Cas d'ordonnances de non-lieu à poursuivre. 14
516. Effet de l'ordonnance de non-lieu. — Distinctions.. 19
517. Des ordonnances de mise en prévention pour délits. 20
518. Conséquences de ces ordonnances, quant à la liberté du prévenu. . . . . *Ib.*
519. Des ordonnances de mise en prévention pour crimes, ou de transmission. 24
520. Une même ordonnance peut prononcer le non-lieu et une mise en prévention 25
521. *Quid*, en cas de concours de délits et de crimes connexes ou non connexes? 26
522. De la rédaction des ordonnances. — Formalités générales. . . 28
523. Rédaction des ordonnances de non-lieu. 30
524. — des ordonnances de mise en prévention. 32
525. Renvoi à l'appendice. 39
526. Enregistrement des ordonnances au greffe. . . . . *Ib.*
527. Dépôt ou envoi des ordonnances et procédures.—Etat de frais. — Inventaire 40

CHAPITRE XIX.

DES CHARGES NOUVELLES.

528. Effets des ordonnances de règlement. — Les ordonnances de non-lieu à défaut de charges sont essentiellement provisoires. 42
529. Des charges nouvelles. — Définitions 46
530. Conséquences des charges nouvelles . . . . . *Ib.*
531. De leur appréciation. 48
532. D'où peuvent-elles résulter?. 49
533. Une nouvelle plainte dénonçant des faits graves et ignorés constitue-t-elle des charges nouvelles? 50
534. Est-il permis d'informer pour rechercher ou constater des charges nouvelles? 51
535. A qui, des magistrats d'instance ou de ceux de la Cour impériale, appartient-il de connaître des nouvelles charges? — Distinctions. 54
536. Pouvoirs réservés aux juges d'instruction dans tous les cas. . 56
537. Remarque relativement à l'envoi des pièces 57
538. Formes de procéder quand, le juge d'instruction étant compétent, les nouvelles charges sont découvertes par un officier de police auxiliaire ou par un autre juge d'instruction . . . 58

CHAPITRE XX.

DES FRAIS D'INSTRUCTION.

Nos		Pag.
539.	Observations générales. — Règlements à suivre. — Responsabilité des magistrats taxateurs.	59
540.	Par qui les frais sont avancés, en général.	61
541.	De la translation des prévenus.	62
542.	Du transport des procédures et des pièces de conviction	65
543.	De la nourriture des prévenus transférés	66
544.	Des moyens extraordinaires de translation.	*Ib.*
545.	De l'apport des pièces arguées de faux et des pièces de comparaison	69
546.	Les frais d'inhumation ne sont pas des frais de justice criminelle.	71
547.	Des frais d'exhumation. — Taxe des manouvriers, etc.	*Ib.*
548.	Des honoraires et vacations des médecins, chirurgiens, sages-femmes	72
549.	Honoraires et vacations des experts, interprètes et traducteurs.	75
550.	Taxe des médecins, chirurgiens, sages-femmes, interprètes cités comme témoins	77
551.	Indemnités qui peuvent être accordées aux témoins en général. — Formalités des taxes. — Observations essentielles.	79
552.	Taxe des gardes champêtres et forestiers et des gendarmes, appelés comme témoins	83
553.	Des témoins malades.	84
554.	Témoins qui se transportent hors de leur résidence	*Ib.*
555.	Témoins militaires ou marins	85
556.	Témoins recevant un traitement.	87
557.	Des frais de garde des scellés	89
558.	De la mise en fourrière et des frais de garde.	*Ib.*
559.	Des frais de transport des magistrats et greffiers.	90
560.	Des frais de transport des témoins. — Comment s'estiment les distances	94
561.	Règlement de l'indemnité à raison des distances.	95
562.	L'indemnité est réglée par myriamètre et demi-myriamètre.— Explications.	96
563.	Du tableau des distances. — Nécessité de le suivre	98
564.	Du séjour forcé en route.	*Ib.*
565.	De la prolongation de séjour dans le lieu où se fait l'instruction.	100
566.	Du cas où les enfants reçoivent une double taxe.	101
567.	Du port des lettres et procédures	102
568.	Frais d'impression de signalements.	*Ib.*

Nos. Pag.
569. Mode de paiement des taxes, états de frais et mémoires 103
570. Quels frais sont réputés urgents ? 104
571. Avances à faire aux témoins ou experts hors d'état de fournir aux frais de leur déplacement. 105
572. Des frais extraordinaires 106
573. Des frais non réputés urgents . . . . . *Ib.*
574. Exécutoire à décerner contre les parties civiles en cause, qui n'ont pas justifié de leur indigence 110
575. De la consignation des frais exigée des parties civiles 111
576. Des rôles de restitution. 113
577. Tableau synoptique des taxes fixes, dont il est parlé dans ce chapitre, et qui sont faites habituellement par les juges d'instruction 115

CHAPITRE XXI.

FORMULES.

578. Motifs du chapitre 121
579. Dénonciation orale. 122
580. Dénonciation écrite. 124
581. Plainte verbale. 125
582. Désistement de plainte. . . . . *Ib.*
583. Ordonnance de renvoi d'une plainte, en cas d'incompétence. . . 126
584. Ordonnance de soit communiqué au procureur impérial. . . . 127
585. Réquisitoire au procureur impérial, à fin de transport. . . . . *Ib.*
586. Réquisitions à la force publique. 128
587. — à un expert. . . . . *Ib.*
588. — à un artisan ou à un manouvrier. 129
589. Procès-verbal de constat . . . . . *Ib.*
590. Interrogatoire. 136
591. Confrontation de prévenus. 138
592. Cédule. — Citation. 141
593. Mandement exprès 142
594. Sauf-conduit.. 143
595. Information . . . . . *Ib.*
596. Ordonnance de condamnation contre un témoin défaillant . . . 146
597. Délégation pour entendre des témoins 147
598. Subdélégation. 148
599. Délégation pour entendre des témoins militaires. 149
600. Mandat de comparution 150
601. — d'amener. 151
602. — de dépôt. . . . . *Ib.*

Nos. Pag.
603. Ordonnance de mainlevée du mandat de dépôt. 152
604. Mandat d'arrêt. . . . . *Ib.*
605. Ordonnance de perquisition 153
606. — d'extraction 154
607. Ordonnance d'interdiction de communiquer.. . . . . *Ib.*
608. Etat à fournir à ce sujet. 155
609. Ordonnance de mise en liberté sous caution . . . . . *Ib.*
610. — de discussion de la caution 156
611. — pour le paiement des sommes cautionnées. . . . . *Ib.*
612. — de non-lieu. 157
613. — de plus ample informé. 158
614. — de renvoi en police correctionnelle. . . . . *Ib.*
615. — de mise en prévention pour crime ou de transmission. 159
616. État mensuel. 162
617. Réquisition pour translation de prévenus. 163
618. — pour transport de pièces . . . . . *Ib.*
619. Taxes pour ces translation et transport. . . . . *Ib.*
620. Mandat pour fourniture de souliers 164
621. — pour avances aux gendarmes . . . . . *Ib.*
622. — pour frais d'exhumation. 165
623. Réquisition pour mise en fourrière. . . . . *Ib.*
624. Taxe à mettre au bas de l'ordonnance pour apport de pièces de comparaison. 166
625. Taxe des médecins, officiers de santé, sages-femmes, experts, interprètes, appelés comme témoins. . . . . *Ib.*
626. Taxes des témoins 167
627. Taxe pour un témoin qui a perdu sa copie de citation. 170
628. État des frais. 171
629. Inventaire . . . . . *Ib.*

APPENDICE.

DE LA QUALIFICATION DES FAITS CONSTITUTIFS DE CRIMES, ET DE LEUR ÉNONCIATION, DANS LES ORDONNANCES DE MISE EN PRÉVENTION OU DE TRANSMISSION.

SECTION Ire. — *Règles générales.*

630. Objet et disposition de l'appendice 173
631. Distinction des circonstances constitutives et des circonstances aggravantes 173
632. Toute articulation doit avoir une portée.. 176
633. Remarques sur certaines circonstances aggravantes 177
634. Circonstances qui peuvent être ou constitutives ou aggravantes. 178

Nos. Pag.
635. Des crimes spéciaux. 179
636. Irrégularité des incriminations complexes. — Explications. — De la complexité relativement aux circonstances aggravantes. 183
637. De la complexité relativement aux faits principaux ou chefs divers d'incrimination. — Exceptions. 194
638. De la complexité relativement aux auteurs et aux complices des faits incriminés. — Observations. 197
639. Des incriminations alternatives 199
640. Des incriminations subsidiaires 201
641. Il faut qualifier en fait, non en droit. 205
642. Termes élémentaires, essentiels dans les qualifications 211
643. Lieu et date du crime, nom de la victime . . . . . *Ib.*
644. Des excuses 212

SECTION 2. — *Formules de qualification annotées.*

645. Remarques préliminaires.. 212
646. Tentative. 215
647. Complicité. 220
648. Abus de blanc seing non confié. — Usage. 229
649. Abus de confiance 239
650. Altération de liquides ou de marchandises par des voituriers, des bateliers, ou leurs préposés. 242
651. Arrestations illégales et séquestration de personnes 243
652. Association de malfaiteurs. 247
653. Attentat à la pudeur avec violence. 251
654. Attentat à la pudeur sans violence. 263
655. Avortement. 268
656. Banqueroute frauduleuse.. 272
657. Bigamie 276
658. Bris de scellés 278
659. Castration 279
660. Communication des secrets de fabrique. 282
661. Concussion. 283
662. Contrefaçon ou altération de clefs par un serrurier. 285
663. Corruption de fonctionnaires ou officiers publics. 286
664. Coups et blessures volontaires. 293
665. Destructions. 302
666. Empoisonnement 307
667. Enlèvement ou détournement de mineurs. 310
668. Evasion de détenus. 314
669. Exposition et délaissement d'enfant 321
670. Extorsion de signatures ou d'écrits 323
671. Faillite d'agent de change ou de courtier. 325
672. Fausse monnaie . . . . . *Ib.*
673. Faux en écriture. — Observations générales. 334

Nos. Pag.
674. Faux en écriture privée 337
675. Faux en écritures de commerce ou de banque 355
676. Faux en écritures publiques ou authentiques,—commis par des fonctionnaires ou officiers publics dans l'exercice de leurs fonctions ou dans les actes de leur ministère 366
677. Faux en écritures publiques ou authentiques,—commis soit par des fonctionnaires ou officiers publics en dehors de leurs fonctions ou de leur ministère, soit par toutes autres personnes. 377
678. Faux (usage du), en général. 385
679. Faux dans les passe-ports, les feuilles de route et les certificats. 391
680. Faux par contrefaçon du sceau de l'Etat, — des effets du Trésor ou des banques autorisées par la loi, — et usage ou introduction en France 403
681. Faux par contrefaçon ou falsification des timbres nationaux,—du marteau de l'Etat, des poinçons officiels et marques.—Usage. 407
682. Faux serment. 411
683. Faux témoignage 413
684. Fournisseurs des armées (crimes des) 420
685. Incendie volontaire. 423
686. Infanticide. 440
687. Maladies occasionnées en administrant volontairement des substances nuisibles à la santé.. 444
688. Menaces écrites d'assassinat, d'empoisonnement ou d'incendie, sous condition ou avec ordre. 446
689. Meurtre et assassinat. 448
690. Parricide. 457
691. Pillage. — Dégât. 465
692. Rébellion. 469
693. Soustractions, enlèvements ou détournements dans des dépôts publics 477
694. Soustractions ou détournements par des comptables ou des dépositaires publics 481
695. Subornation de témoins 487
696. Suppression, — supposition, — substitution d'enfant 493
697. Viol 497
698. Violences par abus d'autorité, commises contre des particuliers, par des fonctionnaires ou officiers publics, ou par des agents de l'autorité publique. 499
699. Violences envers des fonctionnaires, — officiers ministériels, — agents de la force publique, — ou citoyens chargés d'un ministère public. 502
700. Vols qualifiés (et vols spéciaux). 506

TABLE GÉNÉRALE ALPHABÉTIQUE.

A

Abrogation des lois, son effet, t. I, p. 121.

Absolution, devenue définitive, éteint l'action publique, I, 227. — En quoi elle diffère de l'acquittement, I, 216. — V. *Acquittement.*

Abstention du juge d'instruction est permise lorsqu'il y aurait en lui une cause de récusation envers un simple juge, I, 79. — Cas où le juge d'instruction peut s'abstenir de procéder sur les réquisitions du ministère public, I, 377, 392. — V. *Refus.*

Abus d'autorité ou de pouvoir, élément de complicité, I, 154; III, 220, 225. — Circonstance aggravante du viol et des attentats à la pudeur, III, 256 et suiv. — V. *Violences par abus d'autorité.*

Abus de blanc seing, variété du faux, d'où il résulte un crime ou un délit, suivant les circonstances, III, 231. — Preuve exigée, s'il s'agit d'une valeur de plus de 150 fr., I, 206; III, 233 : — exceptions, I, 206. — Formules de qualification et explications, III, 229 et suiv.

Abus de confiance. Preuve, I, 206; III, 241.—Définition, explications, circonstances aggravantes et formules de qualification, III, 239 et s.

Accedit. Une ordonnance d'*accedit*, en cas de transport sur les lieux, n'est pas nécessaire, I, 471.

Accidents, sans faute, ne donnent pas lieu à des poursuites, I, 181. — S'il y a faute, même sans mauvaise intention, l'action publique est ouverte, I, 160, 161, 181. — Les accidents fortuits et expliqués, qui ont causé la mort, sont du ressort de la police administrative, non de celui de la police judiciaire, I, 356; II, 109. — V. *Mort accidentelle, Frais d'instruction.*

Accouchement doit être constaté en divers cas, II, 92, 93, 98. — Indices d'un accouchement récent, II, 99.

Accusé. Définition, I, 170.

Acquittement. En quoi il diffère de l'absolution, I, 216. — Légalement prononcé, il éteint l'action publique, I, 227. — Explication de la

règle : que celui qui a été légalement acquitté ne peut plus être poursuivi pour le même fait, I, 228.

Acquittement de frais. La régie de l'enregistrement est tenue de faire l'avance des frais de justice criminelle et de les acquitter, III, 61. — Mode de l'acquittement de ces frais, III, 103; des frais urgents, III, 103, 104; des frais non urgents, III, 106; des frais extraordinaires, III, 106. — De quelle heure à quelle heure les receveurs de l'enregistrement sont tenus d'acquitter la taxe des témoins, III, 82. — Comment et par qui les frais sont acquittés, quand il y a partie civile en cause, et de la consignation, III, 110, 111. — *Quid* relativement aux procès qui intéressent les régies des Contributions indirectes et des Postes? III, 61. — Comment se prescrivent les indemnités accordées par les tarifs criminels, III, 109, 112. — V. *Frais d'instruction.*

Actes de barbarie exercés par les malfaiteurs sont des circonstances aggravantes, II, 73; III, 243, 247; 252, 262; 295; 448, 453; 509, 535.

Actes de l'état civil. Il faut rechercher et annexer aux pièces l'acte de naissance du prévenu mineur de seize ans, sexagénaire ou septuagénaire, I, 173, 174; II, 263 : — le bulletin n° 2 du casier judiciaire peut en tenir lieu, II, 263, 264. — L'acte de naissance de la victime doit être joint au dossier, si elle est mineure, en cas d'attentat à la pudeur, de viol ou de rapt, I, 173. — Cas où les officiers de police judiciaire doivent fournir aux officiers de l'état civil les renseignements nécessaires pour la rédaction de l'acte de décès, II, 148. — V. *Age.*

Action civile, son objet, I, 200. — En cas de *crime,* elle ne peut être intentée qu'accessoirement aux poursuites du ministère public, I, 200; — en cas de *délit,* elle peut l'être directement, I, 200 : — exception relativement aux délits d'usure et d'infraction à la garantie des matières d'or et d'argent, I, 200. — Portée au civil, ne peut être reproduite par une plainte : *unâ viâ electâ, non datur altera,* II, 26: — exception, II, 27 .— Après un désistement, n'est pas recevable, II, 27. — La renonciation au civil n'éteint pas le criminel, I, 213 : — exceptions, I, 214. — V. *Agents du Gouvernement, Plainte.*

Action publique. But et caractère de cette action, I, 199. — Toute infraction aux lois pénales, antérieurement promulguées, y donne lieu, I, 198; — mais l'exercice n'en est pas toujours obligé, I, 198, 199;—même quand le plaignant se porte partie civile, I, 199. — A qui appartient l'action publique; distinctions, I, 199. — Elle peut être exercée pour des crimes et délits commis en France ou ailleurs, contre des Français ou des étrangers; distinctions et exceptions, I, 200, 204, 210. — L'existence d'excuses non péremptoires ou de questions préjudicielles n'en entrave pas l'exercice, I, 242, 243.—Cas où elle a besoin d'être autorisée, I, 205; — cas où elle est subordonnée à une action civile, I, 206 : — ce qui n'exclut pas toute information, I, 208. — Circonstances où elle a besoin d'être provoquée par la partie lésée, I, 208 et suiv.— Mise en mouvement ne peut plus être arrêtée, I, 213: — exceptions en cas d'adultère, en matière de douanes et de contributions indirectes, I, 214, 215. — Comment

s'éteint cette action, I, 216 et suiv. — Éteinte ou paralysée à l'égard de l'auteur principal, peut être exercée contre le complice, I, 216, 217. — Influence d'une première condamnation, I, 233. — Des poursuites pour faits de dégénérescence, I, 220-233. — V. *Agents du Gouvernement, Acquittement, Amnistie, Délit, Prescription.*

Adjoint, V. *Maire.*

Adultère. Règles spéciales quant à la preuve de la complicité, I, 159; — quant au flagrant délit, I, 351. — Fin de non-recevoir tirée du lieu où il a été commis, I, 186. — La poursuite d'office et sans plainte n'est pas permise, I, 209, 210, 214. — Le retrait de la plainte éteint l'action publique, I, 214; — *quid* à l'égard du complice? I, 214.

Affaires criminelles s'expédient même les jours fériés, I, 441.

Affinité, V. *Parenté.*

Affirmation est-elle exigée pour les dénonciations, II, 14, — et pour les plaintes? II, 42. — *Quid*, pour les exoines? II, 179. — En matière de témoignage, l'affirmation sans serment ne suffit pas, II, 192: — exception, II, 194.

Age. Nécessité de constater l'âge du prévenu, I, 171-173; — parce qu'il sert pour l'appréciation des faits, et peut être attributif de juridiction, I, 173, — ou influer sur la peine, v. g. à l'égard des mineurs de seize ans, des sexagénaires et des septuagénaires, I, 171-174. — L'âge de la victime est une circonstance aggravante, en cas d'exposition d'enfant, d'enlèvement ou de détournement de mineurs, d'attentat à la pudeur, de viol, II, 85; III, 251, 310, 321. — L'âge du prévenu ou de la victime doit quelquefois être prouvé par la production d'un acte de l'état civil. V. *Actes de l'état civil.* — L'âge des prévenus doit être déclaré dans leurs interrogatoires, II, 62, — celui des témoins dans leurs dépositions, II, 195, 196, et dans leurs taxes, quand il élève leur indemnité, III, 101. — Age requis dans le remplaçant temporaire d'un greffier, I, 478; — ou pour être expert, traducteur, interprète, I, 478: — exception pour l'interprète d'un sourd-muet illettré, I, 510.

Agents de change, en cas de faillite, sont punis comme banqueroutiers frauduleux, III, 32; — en cas de banqueroute frauduleuse, leur qualité est une circonstance aggravante, III, 272.

Agents de la force publique, V. *Force publique.*

Agents de police ne sont pas officiers de police judiciaire, I, 256. — Sont quelquefois assimilés aux agents de la force publique, et peuvent être employés à faire des notifications, I, 485. — Appelés à déposer, ont-ils la même taxe que les autres témoins? III, 88. — On peut, dans des circonstances graves, demander que des agents de la police de sûreté soient envoyés sur les lieux, I, 256.

Agents de la police judiciaire, V. *Officiers de police judiciaire.*

Agents diplomatiques, V. *Ambassadeurs, Parlementaires, Consuls, Information.*

Agents du gouvernement. Définition, I, 288. — Hors le cas de flagrant délit, ne peuvent être poursuivis pour des faits relatifs à leurs

fonctions, sans une autorisation préalable, I, 288. — Par qui est donnée cette autorisation, I, 288, 289; — elle doit être personnelle et individuelle, I, 296. — Des poursuites non autorisées entraîneraient des peines contre leurs auteurs, I, 289, 296. — Indication des agents ou fonctionnaires qui ont droit à cette garantie, I, 290, 291, — et de ceux qui n'y ont pas droit, I, 292–295. — *Quid*, si l'agent du gouvernement était en même temps officier de police judiciaire? I, 293. — Quels actes d'information ou d'instruction peuvent être faits avant l'obtention de l'autorisation de poursuivre, I, 295–297.

Algériens plaidant en France, ne sont pas assujettis à la caution *judicatum solvi*, II, 34. — V. *Voyage*.

Aliénés, V. *Démence*.

Alliance, V. *Parenté*.

Aliments à fournir aux prévenus transférés, III, 66.

Altération de liquides ou de marchandises par des voituriers, bateliers, ou leurs préposés, explications et formule de qualification, III, 242.

Altération de clefs, V. *Clefs fausses*.

Altération de monnaie, V. *Monnaie*.

Ambassadeurs ne peuvent être poursuivis devant les tribunaux français, I, 203. — *Quid*, des personnes de leur suite? I, 203. — Leur domicile est-il absolument inviolable? I, 204. — Formalités de leur audition comme témoins, II, 227. — Cités en témoignage, ne peuvent être forcés de comparaître, II, 231. — V. *Domicile*.

Amende encourue, d'après sa quotité, détermine si le fait punissable est une contravention ou un délit, I, 129. — Amende dont le greffier est passible en cas d'inobservation des formalités prescrites pour les informations, II, 221, — et pour les mandats, II, 352. — Amendes qu'encourent des témoins qui ne satisfont pas à la citation, I, 411, 415, — les officiers de santé qui délivrent des exoines fausses, I, 415, — les personnes qui refusent leurs services requis en cas de flagrant délit, I, 420, — et celles qui s'éloignent malgré la défense du juge, I, 408. — Remarque relativement à l'amende encourue par les faussaires, III, 327, 336.

Amnistie abolit le crime ou délit, la poursuite ou la peine, I, 224. — En quoi elle diffère de la grâce, I, 224. — On ne peut y renoncer, I, 225. — Ses différentes espèces, I, 224. — Comment elle est applicable, I, 225. — Par quelle autorité elle peut être proclamée, I, 226.

Amour n'est pas une excuse, I, 163.

Animaux saisis, V. *Fourrière*.

Anonyme. Quel serait l'effet d'un avis ou d'une information anonyme, I, 513, — ou d'une dénonciation anonyme, II, 7.

Antécédents des prévenus doivent être recherchés et constatés, II, 264.

Appariteurs de police sont agents de la force publique, non officiers de police judiciaire, 1, 256.

Appel. Les ordonnances du juge d'instruction sont généralement sujettes à appel ou à opposition de la part du ministère public, I, 394: — exception, I, 409, 411. — Les prévenus et les parties n'ont à cet égard qu'un droit restreint, I, 398. — L'appel ou l'opposition ressortit à la chambre d'accusation de la Cour impériale, I, 396. — Forme et délai de l'appel ou opposition, I, 399, 400. — La Cour qui réforme peut évoquer, non forcer le juge d'instruction à faire un acte officiellement refusé, spécialement à décerner un mandat, II, 418, 420.

Apprenti. Sa condition est une circonstance aggravante de l'abus de confiance et du vol, III, 239, 510, 540.

Archevêque, V. *Évêque.*

Archives, en cas de vol, sont assimilées à des maisons habitées, et sont des dépôts publics, III, 479.

Archiviste. Sa qualité est une circonstance aggravante, s'il commet une soustraction, un enlèvement ou une destruction, dans les archives qui lui sont confiées, III, 477, 480.

Armée, V. *Militaires, Marins.*

Armes. Définition, I, 187, 188; III, 474, 532.—Leur emploi peut être une circonstance aggravante, I, 187 et s.; III, 509, 513.—Fournies sciemment pour commettre un crime ou un délit, sont un élément de complicité, I, 155, — ou une circonstance aggravante, en cas d'évasion de détenus, III, 314, 318. — Employées ou destinées à commettre un crime ou un délit, elles doivent être saisies, I, 512. — Quelles armes sont absolument prohibées, II, 58. — Ces dernières doivent être saisies, en toute occasion, leur fabrication, leur vente ou leur port, constituant un délit, II, 58. — V. *Pièces de conviction.*

Armes de guerre. Leur détention est interdite, II, 58. — Elles doivent être saisies, même quand elles ont été confiées par l'autorité, si elles ont servi à commettre un délit ou un crime, II, 58.

Arrestation des personnes qui s'éloignent malgré la défense du juge d'instruction; motifs, I, 408; II, 53. — Comment se fait l'arrestation d'un prévenu en cas de flagrant délit, II, 66. — Elle ne doit jamais avoir lieu qu'en cas d'indices graves, II, 66, 67. — Le prévenu arrêté doit être sommé d'assister aux opérations, où il peut d'ailleurs se faire représenter, I, 490, 515, 518. — V. *Mandats.*

Arrestation illégale ou séquestration de personnes est un délit successif, qui se prescrit d'une façon spéciale, I, 221. — La durée de la détention ou de la séquestration doit être constatée, parce qu'elle peut être une circonstance aggravante, III, 243, 245. — Formules de qualification et explications relatives à ce crime, III, 243 et s.

Arrêtés administratifs, V. *Lois.*

Artisans, V. *Experts, Manouvriers.*

Ascendant. Cette qualité est une circonstance aggravante dans l'auteur d'un attentat à la pudeur ou d'un viol, III, 251, 256; — ou dans la victime de coups et blessures, ou de meurtre, de la part d'un descen-

dant, III, 294, 300, 457.—Il faut éviter d'employer cette expression dans les qualifications, III, 256. — V. *Parenté*.

Asphyxie. Cas d'asphyxie ou d'apoplexie naturelle ou accidentelle, II, 113. — Moyens de constater l'asphyxie par submersion, II, 131, — ou par strangulation et par suspension, II, 135.

Assassinat, V. *Homicide*.

Assignation. Formule, III, 141. — V. *Avertissement*, *Information*.

Assistance prêtée sciemment aux malfaiteurs constitue la complicité, I, 156; — non la seule présence à la perpétration du crime ou délit, sans aide ou participation, I, 256. — Personnes dont le juge d'instruction peut requérir l'assistance, I, 407, 472, 476, 482, 486; II, 52. — *Quid*, s'il éprouvait un refus? I, 420, 493, 518.

Association de malfaiteurs, V. *Malfaiteurs*.

Attentat, V. *Crime*, *Tentative*.

Attentat à la pudeur avec violence: explications et formules de qualification, sur ce crime, III, 251 et s. — Attentat à la pudeur sans violence: explications et formules de qualification, III, 263 et s.

Attentats aux mœurs, délit collectif; comment il se prescrit, I, 221, 222.

Attroupement. Définition, I, 193.

Aubergiste. Sa condition est une circonstance aggravante du vol commis par lui envers les voyageurs, III, 511, 542.

Auteurs, Coauteurs de délits ou de crimes; définitions et explications, I, 150 et s.; III, 228. — Définition spéciale en matière de presse, I, 155.

Autopsie cadavérique, V. *Levée de corps*.

Autorisation de poursuites, V. *Action publique*, *Agents du gouvernement*, *Conseillers d'Etat*, *Députés*, *Ministres*, *Femmes mariées*.

Autorité, V. *Abus d'autorité*, *Violence par abus d'autorité*.

Auxiliaires, V. *Officiers de police judiciaire*.

Avertissement suffit pour appeler les experts, médecins, etc., en général, et même les témoins, en cas de flagrant délit, I, 492, 499; II, 64. — En quelle forme il est donné et transmis, II, 64. — Il est remplacé, au besoin, par une sommation ou citation, II, 64.

Aveu ne dispense pas d'informer, II, 284. — V. *Interrogatoire*.

Avis des crimes et délits à donner aux officiers de police judiciaire, dénonciation officielle, V. *Dénonciation*.

Avocat, Avoué, ne peuvent remplacer le juge d'instruction, I, 82. — Quand sont-ils dispensés de rendre témoignage? II, 161. — Doivent-ils remettre les pièces de conviction dont ils sont détenteurs? II, 515. — Peut-on faire des perquisitions dans leur cabinet? I, 437.

Avortement. La tentative d'avortement est-elle assimilée à l'avortement consommé? I, 133; II, 271. — Remarques sur les moyens de

constater ce crime, II, 92. — Formules de qualification et explications, III, 268 et s.

B

Bagne. Procédure à suivre quand un témoin à entendre, ou un prévenu à interroger, se trouve dans un bagne, II, 170.

Bandes. Définition, I, 193; III, 249.

Banque, V. *Faux en écriture.*

Banqueroute frauduleuse. Formules de qualification et explications sur ce crime, III, 272 et s.

Banqueroute simple, V. *Complicité.*

Barateric. Compétence du juge d'instruction, I, 323.

Barbaric, V. *Actes de barbarie.*

Batelier. Sa condition ou profession est une circonstance aggravante du vol, III, 511, 543. — V. *Altération de liquides ou de marchandises.....*

Bâtons, V. *Armes.*

Beau-père, V. *Parenté.*

Belges, V. *Etrangers.*

Bibliothèques publiques sont assimilées aux dépôts publics, III, 479.

Bigamie est-elle un délit successif et comment se prescrit-elle? I, 221. — Formules de qualification et explications sur ce crime, III, 276 et s.

Billet, V. *Destructions, Faux.*

Blessures, V. *Coups et blessures.*

Bonne foi n'est pas une excuse en matière criminelle, au moins en général, I, 160. — *Quid*, en cas d'adultère? I, 181, — ou en cas de bigamie; I, 182; III, 277, — ou en cas d'appréhension de la chose d'autrui? III, 515.

Bornes. Leur enlèvement ou déplacement est une circonstance aggravante du vol, III, 515.

Bris de scellés. Formules de qualification et explications sur ce crime, III, 278 et s. — V. *Effraction, Scellés.*

C

Cabanes de gardiens, V. *Maison habitée.*

Cabaretier. Sa condition ou profession est une circonstance aggravante du vol, III, 511, 543.

Cachot, V. *Maison d'arrêt.*

Cadavre. Le fait d'avoir détourné ou caché un cadavre peut constituer un délit ou la complicité d'un crime, II, 78. — Cas où la levée d'un cadavre doit être faite par la police administrative ou par la police judiciaire, I 356 ; II, 109. — V. *Levées de corps*.

Cafetier. Sa condition ou profession est une circonstance aggravante en cas de vol, III, 541, 543.

Cannes. Lesquelles sont armes prohibées, II, 58. — V. *Armes*.

Capitaines de navires marchands, en cas de vol, sont assimilés aux voituriers et bateliers ; leur condition est une circonstance aggravante, III, 544, 545.

Capitaines-rapporteurs près les conseils de guerre sont officiers de police judiciaire pour les délits et crimes militaires, I, 272. — Cas où le juge d'instruction peut refuser d'exécuter leurs délégations, II, 335. — V. *Commissions rogatoires*, *Règlement de juges*, *Revendication*.

Casiers judiciaires. Renseignements à recueillir par le juge d'instruction pour la confection des bulletins, II, 263-265. — Le bulletin n° 2 doit être joint aux procédures, pour justifier l'âge des prévenus ou leur moralité, II, 264, 265, — ou les condamnations antérieures en cas de récidive, I, 196; II, 263-265. — Cas de recours au casier central de la Préfecture de police, II, 266.—V. *Extraits de jugements*.

Cassation. Le recours en cassation est toujours ouvert contre les ordonnances du juge d'instruction, I, 417, 422 ; II, 484. — V. *Cour de cassation*.

Castration. Formules de qualification et explications sur ce crime, III, 279 et s.

Cause des crimes et délits doit être constatée pour apprécier la culpabilité des prévenus, I, 178.

Caution *judicatum solvi* ne peut pas être exigée des dénonciateurs, II, 8. — En quelles circonstances et par qui elle peut être exigée des plaignants, II, 34. — Exceptions en faveur des Suisses, des Sardes et des Algériens, II, 34. — Fixation du cautionnement, II, 34.

Cautionnement, V. *Liberté provisoire sous caution*.

Cédule, Formule, III, 141. — V. *Information*.

Célérité requise dans l'instruction ; remarque, I, 446.

Certificat d'indigence. Règles tracées par la loi, III; 110.

Certificat de maladie, V. *Exoine*.

Certificats faux. Formules de qualification et explications, III, 393.

Chambre d'accusation connaît exclusivement des appels ou oppositions contre les ordonnances du juge d'instruction, I, 394. — Cas où elle connaît des règlements de juge, I, 336, — et des charges nouvelles, III, 56. — Elle peut réformer les ordonnances et évoquer, non forcer la main au juge d'instruction, au moins en certains cas, II, 418-420. — Elle saisit la Cour d'assises, à l'exclusion du ministère public et du juge d'instruction, I, 246. — V. *Cours impériales*.

Chambre du Conseil. Elle est supprimée, et ses pouvoirs sont

dévolus au juge d'instruction, I, 74. — Quelles étaient ses attributions? I, 74, 250.

Chambre de sûreté, V. *Prisons*.

Chapelle, V. *Culte*.

Charges nouvelles. Le règlement de la procédure n'épuise pas toujours définitivement la juridiction du juge d'instruction, III, 42-45. — Les ordonnances de non-lieu à suivre à défaut de charges, sont essentiellement provisoires, III, 45. — Ce qu'on entend par charges nouvelles, III, 46. — Quelles sont leurs conséquences; distinctions, III, 46. — Comment elles doivent être appréciées, III, 48. — D'où elles peuvent résulter, III, 49. — Une nouvelle plainte constitue-t-elle des charges nouvelles? Distinctions, III, 50. — Le procureur impérial peut-il requérir une instruction pour rechercher des charges nouvelles? III, 51. — A qui appartient-il, en général, de relever les nouvelles charges, et quelle est la procédure à suivre? Distinctions, III, 54. — Pouvoirs réservés au juge d'instruction dans tous les cas, III, 56. — Remarques relatives à l'envoi des pièces, III, 57. — *Quid*, si les charges nouvelles ont été découvertes par un auxiliaire ou par un juge d'instruction autre que celui qui était saisi du procès? III, 57.

Chartre privée, V. *Arrestation illégale et séquestration*.

Chasse. Cas où les délits de chasse ne peuvent être poursuivis d'office, I, 212. — Par quel temps ces délits se prescrivent, I, 223. — Commis par un militaire, ils sont néanmoins de la compétence des tribunaux ordinaires, I, 322.

Château, V. *Maison impériale*.

Chaussure. Moyens de retenir les empreintes de chaussures, III, 133, 134. — V. *Translation des prévenus*.

Chef de bande. Qualité qui constitue une circonstance aggravante, V. *Association de malfaiteurs, Pillage*.

Chef de maison. Définition, I, 356.—Forme et effet de ses réquisitions, I, 357.

Chemin public. Définition, I, 184; III, 535, 536. — Circonstance aggravante du vol, III, 509, 535. — Explications sur l'emploi de cette expression, III, 210, 535.

Chirurgien, V. *Officier de santé*.

Chose jugée éteint l'action publique, I, 227. — Doit être suppléée, I, 228. — On ne peut y renoncer, I, 228. — Cas où elle profite aux complices non jugés, I, 229. — Explications, I. 227-233. — Effets d'une première condamnation relativement à un crime ou délit non encore jugé, I, 233.

Circonstances principales à relever dans l'instruction, I. 169 et s. — Circonstances constitutives, III, 175. — Circonstances atténuantes, qu'il ne faut pas confondre avec les excuses légales, I, 169. — Circonstances aggravantes, I, 169; III, 175, 177. — Accumulation de circonstances aggravantes, I, 194. — Nécessité de décrire les circonstances aggravantes avec détails, non en termes complexes, III, 209.

Circulaires ministérielles n'ont pas le caractère de loi, I, 109.

Ciseaux. Quand sont-ils réputés armes? I, 187.

Citation. Formule, III, 141. — V. *Avertissement*, *Information*.

Clameur publique constitue le flagrant délit, I, 353. — Distincte de la notoriété ou rumeur publique, I, 354.

Clefs fausses. Définition, explication, I, 189, 190, III, 530.—Leur emploi est une circonstance aggravante du vol, I, 190 ; III, 508. — Doivent être saisies, en toute occasion, parce que leur fabrication ou altération constitue un délit, II, 73, — et même un crime, de la part d'un serrurier, III, 285, 286.—Ce fait peut être, en outre, un élément de complicité, III, 286.

Clerc. Sa qualité est une circonstance aggravante de l'abus de confiance, et du vol, III, 239, 510.

Clôtures, V. *Effraction*, *Escalade*.

Co-auteurs de délits ou de crimes, définitions et explications, I, 150. — Tout co-auteur est complice, tout complice n'est pas co-auteur, I, 151, 152. — Importance de cette distinction quand la pluralité des agents d'un crime est une circonstance aggravante, I, 152, III, 262, 510, 522, 523.

Colère n'est pas une excuse, I, 163.

Colporteurs, V. *Tabacs*, *Poudre à feu*.

Commandants militaires, V. *Généraux*.

Commis. Sa qualité constitue une circonstance aggravante, en cas d'abus de confiance, III, 241, — d'attentat aux mœurs, III, 260, — de vol, III, 484, 510, 539. — *Quid*, en cas de concussion et de corruption? III, 283, 289

Commis greffier, V. *Greffier*.

Commissaires de police sont officiers de police judiciaire auxiliaires du procureur impérial et du juge d'instruction, I, 255, 256, — non les auxiliaires des juges de paix, I, 269. — Cas où leur assistance est nécessaire, I, 486. — N'ont pas droit aux mêmes indemnités de transport que les magistrats, III, 93. — V. *Commissions rogatoires*.

Commissaires-rapporteurs près les tribunaux maritimes sont officiers de police judiciaire relativement aux délits et crimes maritimes, I, 272. — V. *Commissions rogatoires*, *Règlement de juges*, *Revendication*.

Commissions rogatoires ou délégations. Principes généraux et législation, II, 298. — Définitions et remarques, II, 299. — On peut déléguer pour entendre des témoins, II, 299, 300 ; — pour interroger un prévenu, II, 301 ; — pour faire des perquisitions de papiers ou de pièces de conviction, II, 304 ; — pour faire remettre des pièces arguées de faux ou des pièces de comparaison, II, 304 ; — pour toutes opérations, en cas de flagrant délit, II, 304. — On ne peut déléguer pour décerner des mandats d'amener, de dépôt ou d'arrêt, II, 305 : — exception, en cas de délégation par le premier président, II, 307, 313. — Moyen de pourvoir au défaut de délégation de la part du juge d'instruction, et remarque, II, 307. — Peut-on déléguer pour décerner le mandat de comparution? II, 307. — Cas où la délégation est obligée, II, 319, 321 : — en général, elle est facultative, et l'on doit en user souvent, II, 320 ; — mais

on ne doit y recourir que très-rarement, en cas de flagrant délit, I, 367; II, 49, 321 ; — et dans les affaires graves, II, 320 , 321. — La délégation est-elle obligée relativement aux témoins qui demeurent dans un autre arrondissement? II, 320. — Formalités de la délégation, II, 323 et suiv. — A qui le juge d'instruction peut-il donner des délégations ? II, 328. — Peut-il déléguer un juge de paix, un commissaire de police, ou un autre auxiliaire, dans le canton ou dans la ville où lui-même réside ? II, 329. — Il ne peut déléguer directement un officier auxiliaire d'un autre arrondissement, hors le cas de flagrant délit, II, 233. — De qui le juge d'instruction peut recevoir des délégations, II, 335. — Le magistrat légalement délégué ne peut refuser de remplir la délégation, II, 335 : — exception, II, 335. — Le juge d'instruction délégué a-t-il besoin d'être saisi par un réquisitoire du parquet? Distinction, II, 327. — S'il a reçu directement la délégation, doit-il la communiquer au parquet, pour être requis d'exécuter? II, 336. — Cas où il est permis de subdéléguer, II, 338. — *Quid*, s'il y avait dans la délégation erreur quant à l'officier délégué? II, 338. — Quels actes peut faire l'officier délégué? II, 339. — La procédure sur délégation se fait en la forme ordinaire, II, 340. — Comment se font l'envoi et le retour des délégations, II, 326, 341. — Le juge d'instruction peut refaire, ou faire recommencer les actes mal formalisés en vertu de sa délégation, non les annuler, I, 369; II, 343. — Des délégations pour entendre des témoins militaires, II, 233 et suiv., — ou des témoins résidant en pays étranger, II, 228. — De l'exécution des délégations pour entendre des témoins militaires, II, 236, -- et pour entendre des témoins sur la demande de magistrats étrangers, II, 228 et suiv. — Formules, III, 147-149.

Communication des pièces ou de la procédure au ministère public, quand est-elle nécessaire? I, 372, 380, 409, 411, 415 ; II, 405, 412 ; III, 5. — Forme de l'ordonnance de soit communiqué, III, 127. — Droit du ministère public de demander communication du dossier au cours des procédures, I, 380 et suiv.

Communication des secrets de fabrique. Formule de qualification et explications sur ce crime, III, 282.

Compagnon. Sa condition est une circonstance aggravante de l'abus de confiance, III, 239, — et du vol, III, 510, 540.

Comparution, V. *Informations*, *Mandats*.

Compétence du juge d'instruction est générale quant aux personnes, aux faits et aux lieux, sauf les restrictions expressément imposées par un texte de loi, I, 273. — Restrictions quant aux personnes, I, 275 et suiv. — Restrictions quant à la nature des faits délictueux et explications, I, 321 et suiv. — Observations quant aux lieux, I, 324. — Prorogation de compétence en cas de connexité, I, 327. — Distinction des pouvoirs du juge d'instruction et du procureur impérial, I, 342 : — en cas de flagrant délit, il y a suppléance réciproque, I, 344. — Quand le juge d'instruction est saisi d'une affaire, lui seul fait des actes d'instruction, et le ministère public ne peut plus que requérir ou recueillir des renseignements, I, 270, 343. — Conditions essentielles de l'attribution de pouvoirs

résultant du flagrant délit : explications et exceptions, I, 363.—L'urgence aurait-elle le même effet attributif que le flagrant délit ? I, 364. — *Quid*, en cas de réquisition d'un chef de maison? I, 356. — Le juge d'instruction est-il tenu, ou a-t-il seulement la faculté, d'user du droit d'initiative que la loi lui confère en cas de flagrant délit? I, 366. — Il a le droit de refaire, ou de faire refaire, non d'annuler, les actes des autres officiers de police judiciaire, et il s'approprie ceux qu'il ne refait pas, I, 369.— Compétence du juge d'instruction en matière de dénonciations et de plaintes, I, 371. — Saisi d'une plainte ou d'un réquisitoire, le juge d'instruction peut-il s'abstenir d'instruire? I, 376, 392. — Saisi d'une affaire, il ne peut être dessaisi que par une ordonnance qu'il rend lui-même, ou par une évocation de la Cour impériale, I, 348, 379.—Il doit se dessaisir s'il est incompétent, ou en cas de revendication légitime, I, 334, 335, 372, 378.—Il ne peut, en général, et hors le cas de flagrant délit, procéder qu'après une communication du ministère public ; explications, I, 380. — Les réquisitions du procureur impérial ne sont pas absolument obligatoires pour le juge d'instruction, I, 392. — En cas de désaccord entre ces magistrats, le juge d'instruction donne une ordonnance de refus, I, 394. — Les ordonnances des juges d'instruction sont sujettes à opposition ou appel à porter devant la chambre d'accusation, I, 394.—Ces ordonnances sont sujettes à cassation, lorsqu'elles peuvent être rendues en dernier ressort, I, 409, 422 ; II, 484. — Le procureur impérial est chargé de faire exécuter les ordonnances du juge d'instruction, I, 400. — Droit du juge d'instruction de correspondre en franchise et avec contre-seing ; explications, I, 402. — Indication des personnes dont le juge d'instruction peut requérir le concours, I, 407. — Cas où le juge d'instruction peut prononcer des peines, I, 408 et suiv. — Considérations à cet égard, sous le rapport des lieux, I, 421. — V. *Charges nouvelles, Commissions rogatoires, Concurrence, Conflit, Connexité, Envoi, Flagrant délit, Force publique, Frais d'instruction, Lazarets, Liberté provisoire, Maison d'arrêt, Mandats, Récusation, Règlement de juges, Règlement des procédures, Revendication, Renvoi*, etc., etc.

Complexité dans les qualifications les rend vicieuses, III, 183, 194, 197.

Complice. Définition, 1, 150. — En général, le complice suit le sort de l'auteur principal, I, 149. — Remarque pour le cas d'adultère, I, 149, 151. — Cas où le complice peut éviter la peine, I, 151. — Il peut être jugé et condamné séparément, I, 150. — Remarque relative au complice de tentative, I, 150. — Distinction des complices et des co-auteurs ; importance de cette distinction, I, 152 ; III, 228, 262. — Définitions spéciales en matière de presse, I, 155. — Comment on doit interroger les prévenus, relativement à leurs complices, II, 286. — Les complices ne peuvent être témoins les uns contre les autres, II, 171. — V. *Co-auteurs, Complicité, Récidive*.

Complicité n'existe point, en général, sans un délit principal commis ou tenté, I, 152. — Des éléments de la complicité ; de ses caractères

généraux et spéciaux, I, 153 et suiv. — La seule tentative de complicité n'est pas punissable, I, 153. — Il peut y avoir complicité d'une imprudence délictueuse, I, 153. — Il ne peut y avoir de complicité en cas de banqueroute simple, I, 149, — ni en cas de suicide, I, 153. — Formules de qualification et explications sur la complicité, III, 220 et suiv. — V. *Complice*.

Complot. La simple proposition est punissable, I, 147. — V. *Tentative*.

Comptables de deniers publics ont droit à des garanties, s'ils sont poursuivis étant en exercice, I, 291; III, 482, — non, s'ils sont destitués, I, 291, — ou poursuivis par ordre du ministre duquel ils relèvent, III, 483. — Formules de qualification et explications pour le cas de soustraction par des comptables, III, 481 et suiv.

Concours, V. *Assistance*.

Concurrence d'officiers de police judiciaire divers, I, 267. — Prééminence du juge d'instruction, I, 267. — Concurrence entre juges d'instruction, II, 330, — distincte de la prévention, I, 331.

Concussion. Formules de qualification et explication sur ce crime, III, 283 et s.

Condamnation. Influence d'une première condamnation sur l'action publique, I, 223. — Cas où le juge d'instruction peut prononcer des condamnations, I, 408 et s.

Condition du prévenu est quelquefois une circonstance aggravante, I, 177, 178. — V. *Qualité*. — V. aussi *Apprenti*, *Aubergiste*, *Batelier*, *Cabaretier*, *Cafetier*, *Clerc*, *Commis*, *Compagnon*, *Domestique*, *Hôtelier*, *Logeur*, *Mendiants*, *Officier de santé*, *Ouvrier*, *Pharmacien*, *Sage-femme*, *Vagabonds*, *Voiturier*.

Confesseurs, V. *Prêtres*.

Conflit entre juges d'instruction et d'autres officiers de police judiciaire; comment il se règle, I, 336. — V. *Concurrence*, *Prévention*, *Règlement de juges*.

Confrontation entre des témoins, II, 208; — entre des témoins et des prévenus, II, 208; — entre des prévenus, II, 248; III, 138, 140; — entre le prévenu et la victime, II, 79, 80; — avec un cadavre, II, 81; avec le chien de la victime, II, 81. — Formules, III, 138, 140.

Congé. Le juge d'instruction ne peut s'absenter sans congé, I, 78. — De qui et pour quelle durée peut-il obtenir des congés? I, 78. — N'ayant pas de vacances, il a droit chaque année à un mois de congé, en conservant l'intégralité de son traitement (sans préjudice des congés auxquels il aurait droit en cas de maladie), I, 79.

Congrégations. Les membres des congrégations religieuses de l'un ou de l'autre sexe, cités pour rendre témoignage devant le juge d'instruction, sont tenus de comparaître et de déposer, II, 158, 159. — Toutefois, quant aux confesseurs, V. *Prêtres*.

Connexité des délits et des crimes entraîne l'indivision des procédures et est attributive de juridiction, I, 304, 327, 329; III, 26.

Conseil, quand constitue-t-il la complicité? I, 154, 155.

Conseillers d'Etat, justiciables de la Haute Cour de justice pour crimes et délits, ne peuvent être poursuivis, hors le cas de flagrant délit, sans une autorisation du Conseil d'État, I, 278, 280. — Il en est de même des maîtres des requêtes, I, 280. — Formalités pour leur audition en témoignage, II, 266 et s.

Conseil de guerre, V. *Tribunaux maritimes et militaires.*

Consentement de la victime n'excuse pas les blessures, le meurtre, l'avortement, le rapt, etc., I, 127; III, 270, 296, 310, 313, 451; — ni l'attentat aux mœurs envers un enfant de moins de onze ans, III, 263.

Consignation des frais. Cas où elle est exigible, III, 111. — Comment elle est évaluée, III, 111, 112. — Doit être faite entre les mains des greffiers, III, 112. — V. *Partie civile.*

Consuls ne jouissent pas des mêmes immunités que les ambassadeurs, quant à l'action publique, I, 204. — Ils ne peuvent refuser leur témoignage, II, 171; — formalités spéciales pour leur citation et leur audition, II, 230.

Contrainte, caractère qu'elle doit avoir pour produire une excuse légale, I, 164.

Contrainte par corps. Cas où elle peut être ordonnée par le juge d'instruction, I, 411, 420; II, 181, 494, 526. — Elle est décrétée et exécutée ordinairement par un mandat d'amener, II, 181; — et par une ordonnance spéciale, contre la caution d'un prévenu, II, 495. — V. *Sauf-conduit*, *Mandats*, *Septuagénaires.*

Contravention. Définition, I, 128. — Définition spéciale en matière de presse, I, 128. — *Quid*, si une simple contravention était dénoncée au juge d'instruction? I, 371. — Les contraventions, en général, ne donnent lieu à aucune instruction, I, 129; — ni à la délivrance d'aucun mandat autre que le mandat de comparution, II, 345, 352, 389: — exception, II, 389, 390.

Contrebande commise par des militaires, reste dans la compétence des tribunaux ordinaires, I, 322.

Contrefaçon de clefs par un serrurier. — V. *Clefs fausses.*

Contrefaçon d'écritures ou signatures. — V. *Faux en écriture.*

Contrefaçon industrielle ne peut être l'objet d'une poursuite sans une plainte des parties intéressées, I, 212. — Il en est autrement pour la *contrefaçon littéraire*, I, 212.

Contre-seing, V. *Correspondance.*

Contributions indirectes. Le droit de la régie des contributions indirectes de porter plainte, ou de s'abstenir et de transiger, tient en suspens l'action publique, I, 215: — exceptions à l'égard des matières d'or et d'argent et des poudres de guerre, I, 215.—Cette régie est tenue de faire l'avance des frais, en cas de poursuites intentées sur sa provocation ou dans son intérêt, pour délits et contraventions, non s'il s'agit d'un

crime, III, 61. — Formalités particulières pour le cas où les employés de cette administration sont cités comme témoins, II, 175.

Contusions, circonstances aggravantes du vol, II, 73 ; III, 309. — V. *Coups et blessures*.

Conviction, V. *Pièces de conviction*.

Corps de délit. Définition, II, 55, 56. — Nécessité de le constater tout d'abord, ainsi que son état, II, 55, 56 ; — même en cas d'aveu, II, 46, 60. — Précautions à prendre pour ne rien omettre, II, 61. — Moyens de constat, II, 56–62. — V. *Pièces de conviction*.

Corps d'écriture, V. *Faux en écriture*.

Corps législatif, V. *Députés*.

Correspondance. Droit du juge d'instruction de correspondre en franchise, avec contre-seing ; formalités à observer, I, 402 et s. — Cas où l'on doit requérir le chargement des dépêches ou envois de pièces, I, 531.

Corruption de fonctionnaires. La tentative n'est pas toujours assimilée au crime consommé, III, 292. — Formules de qualification et explications sur ce crime, III, 286 et s.

Corse, V. *Voyage*.

Costumes des magistrats et ceinture, I, 433. — Le juge d'instruction est-il tenu de procéder en costume ? I, 427 et s. — Circonstance où il est utile de porter un signe distinctif, I, 431, 432. — L'usurpation du costume ou de l'uniforme d'un fonctionnaire, pour commettre une arrestation illégale ou un vol, est une circonstance aggravante, III, 243, 309.

Coups et blessures volontaires ou involontaires sont punissables, I, 461. — Définitions, II, 75, 76 ; III, 296. — Circonstances aggravantes, II, 74 ; III, 293–295. — Formules de qualification et explications, III, 293 et s. — Le ministère public peut d'office, et sans plainte préalable, poursuivre la répression de ce méfait commis par un époux envers son conjoint, par le père ou la mère envers ses enfants ou réciproquement, I, 209. — V. *Consentement*.

Cour d'assises, V. *Commissions rogatoires, Cours impériales*.

Cour de cassation. Elle seule peut prononcer sur les récusations ou demandes de renvoi formées envers le juge d'instruction, I, 79, 340. — Cas où il lui appartient d'attribuer l'instruction à des magistrats qu'elle désigne, I, 245. — Cas où c'est à elle et non aux Cours impériales de prononcer sur les règlements de juges, I, 336. — V. *Police judiciaire*.

Cour de justice, V. *Haute Cour de justice*.

Cour des comptes. Ses membres ont un privilége de juridiction en matière criminelle, I, 287.

Cours impériales. C'est sous leur autorité qu'est exercée la police judiciaire, I, 244 ; — sans préjudice de leur droit d'initiative ou d'évocation, I, 245. — Quelquefois, elles sont exclusivement compétentes pour l'instruction, v. g., envers les membres de l'ordre judiciaire, les officiers de police judiciaire, et certains fonctionnaires, 1, 280–287. —

Elles seules peuvent saisir la Cour d'assises (sauf le droit de renvoi que les art. 542 et suiv. attribuent à la Cour de cassation), I, 246.—V. *Chambre d'accusation.*

Courtiers, en cas de faillite, sont punissables comme banqueroutiers frauduleux, III, 325. — En cas de banqueroute frauduleuse, leur qualité est une circonstance aggravante, III, 272.

Couteaux, quand sont-ils réputés armes? I, 187, 188.

Crainte révérentielle n'est pas une excuse, I, 165. — Il en est autrement de la crainte fondée d'un mal grave et imminent, I, 164.

Crime. Définition légale, I, 130. — Nomenclature des peines en matière de crimes, I, 130. — Crimes commis à l'étranger, I, 200, 210. — De la qualification des crimes dans les ordonnances de transmission, III, 173 et suiv. — V. *Action publique, Délit, Flagrant délit, Prescription.*

Crochets, V. *Clefs fausses.*

Cultes. Les édifices consacrés aux cultes légalement reconnus sont assimilés aux maisons habitées, III, 507, 522. — V. *Ministres du culte.*

Cumul de peines n'a lieu, I, 233. — Cumul de circonstances aggravantes; explications, I, 194. — L'articulation de chaque circonstance aggravante doit être distincte; leur cumul constituerait la complexité et vicierait la qualification, III, 183, 194, 197.

D

Dagues, armes prohibées, II, 58.

Décès du prévenu éteint l'action publique quant à lui, non quant à ses complices, I, 217. — En cas de levée du corps, le juge d'instruction peut avoir à fournir les éléments de l'acte de décès, II, 148.

Déclaration diffère de la déposition par l'absence du serment, I, 192, 193. — V. *Information.*

Décoration. Si un prévenu est décoré d'une croix ou d'une médaille, il faut le constater dans l'instruction; explications, II, 265.

Décrets, V. *Lois.*

Défense, V. *Légitime défense.*

Défenseurs ne peuvent être contraints à déposer contre ceux qu'ils sont actuellement chargés de défendre; explications, II, 161, 162.— V. *Avocats, Avoués.*

Délai. Comment il doit être déterminé pour les citations à témoins, II, 173, 176, — pour les mandats de comparution, II, 356, — pour les remises de pièces arguées de faux et des pièces de comparaison, II, 516, 524, 526. — V. *Appel, Prescription.*

Délégations, V. *Commissions rogatoires.*

Délit. Définition générique, I, 126. — Définition précisée par le Code pénal, I, 127. — Définition spéciale quant aux infractions commises par la voie de la presse, I, 128. — Peines, I, 129. — Délits militaires, I, 298 et

suiv., — maritimes, I, 311 et suiv., — permanents et passagers, II, 47, 48, — corrélatifs, I, 305, — connexes, II, 26, — concomitants, III, 177. — Ce que sont et comment se prescrivent les délits successifs, I, 221, — complexes ou collectifs, I, 221, — spéciaux, I, 222; III, 179. — Le genre et les moyens de preuve diffèrent selon la nature des délits, II, 47. — La nature des délits détermine quelquefois la juridiction qui en doit connaître, I, 321 et suiv. — L'instruction doit être généralement sommaire en cas de simple délit, I, 237, 238; III, 3. — On n'est pas obligé d'instruire en cas de délit comme en cas de crime, I, 237; III, 3. — *Quid* des délits commis à l'étranger? I, 237. — Règles pour la qualification des délits, III, 213, 214. — V. *Action publique, Auteurs, Co-auteurs, Complice, Complicité, Prescription, Tentative.*

Démence au temps du crime ou délit est une excuse péremptoire, I, 161. — Postérieure au crime ou délit, elle suspend les poursuites, I, 163. — Définition, I, 161, 162. — Vérification, I, 163. — La démence ne comprend pas la monomanie et autres aberrations de l'esprit, I, 162.

Demeure est synonyme de domicile, en droit criminel, II, 67.

Dénonciateur peut être témoin, II, 168; — non, s'il est salarié pour le fait de sa dénonciation, II, 169. — Exemples de dénonciations salariées, II, 169. V. *Dénonciation.*

Dénonciation. Droit du juge d'instruction de recevoir les dénonciations, I, 371. — *Quid*, en cas de simple contravention? I, 371. — Définitions et espèces de dénonciations, II, 1, 2, 5, 6. — Quand la dénonciation est-elle obligée ou facultative? II, 2-6. — Quelles personnes peuvent dénoncer? II, 7. — Celui qui dénonce doit s'avouer et être une personne connue, II, 7. — *Quid* d'une dénonciation anonyme? II, 7. — Le dénonciateur n'est pas tenu de donner caution, II, 8; — il peut se faire représenter par un fondé de pouvoir, II, 9; — forme de la procuration, II, 9. — Forme de la dénonciation, II, 10, 11; III, 122, 124. — Ce que la dénonciation doit contenir, II, 12; — elle doit être affirmée, II, 14. — De la signature, II, 15. — *Quid*, en cas de refus de signature? II, 16. — La dénonciation doit être écrite sur feuilles volantes, II, 17. — Le dénonciateur peut en obtenir une copie à ses frais, II, 17; — il n'est pas admis à se désister, II, 17. — La dénonciation calomnieuse ou fausse entraîne la responsabilité civile et pénale du dénonciateur, II, 9, 18. — La dénonciation n'oblige pas à poursuivre, I, 199. — V. *Plainte, Enregistrement, Timbre.*

Dépendance de maison habitée, V. *Maison habitée.*

Dépositaires publics sont obligés de remettre les pièces arguées de faux ou les pièces de comparaison dont ils sont détenteurs, II, 515, 526. — Indemnités qui leur sont allouées, quand ils apportent eux-mêmes ces pièces, III, 166. — V. *Dépôt, Dépôts publics, Soustractions par des dépositaires publics.*

Déposition, V. *Information.*

Dépôt. La violation d'un dépôt pour une somme ou valeur excédant 150 fr., dont l'existence est contestée, ne peut être poursuivie sans que le fait du dépôt soit constaté en la forme civile, I, 206: — exception, en cas

d'aveu, de commencement de preuve par écrit, de dépôt public, ou nécessaire, ou obtenu par fraude, ou en matière commerciale, II, 207, — ou si la violation du dépôt constitue, non un abus de confiance, mais un vol, I, 207.

Dépôts publics. Les soustractions, détournements ou destructions dans les dépôts publics constituent un crime spécial ; formules de qualification et explications, III, 477 et suiv. — En ce cas, la qualité du dépositaire est aggravante, III, 477, 479. — La quotité des valeurs soustraites ou détournées par le dépositaire public influe sur la mesure de la peine, III, 482, 484.

Députés. Les membres du Corps législatif, durant les sessions, ne peuvent être poursuivis en matière criminelle, hors le cas de flagrant délit, qu'avec l'autorisation du corps législatif, I, 279. — Avis à donner au corps législatif, si un député était arrêté en flagrant délit, I, 279.

Descendant, V. *Parenté.*

Déserteur, V. *Militaires, Recélé.*

Désistement n'a lieu en matière de dénonciation, II, 17 ; — en matière de plainte, il peut être reçu par le juge d'instruction, I, 375 ; II, 30-32. — Forme du désistement, I, 375 ; III, 125 ; — ses effets, I, 375 ; II, 32.—En général, il n'arrête ni ne suspend le cours de l'action publique, I, 213 : — exceptions, I, 214.

Destructions d'édifices ou de titres ; formules de qualification et explications sur ce crime, III, 302 et suiv.

Détention illégale ou séquestration ; délit successif, prescription spéciale, I, 221. — V. *Arrestation illégale.*

Détention préventive, son caractère et son objet, II, 345, 404. — Doit être réduite à la simple privation de la liberté, II, 444, — être prononcée quand elle est nécessaire, et être abrégée autant que possible, II, 445.

Détenus, V. *Bagne, Maison d'arrêt, Maison centrale.*

Détournement de mineur, V. *Enlèvement de mineur.*

Détournement de fonds par un comptable public, V. *Comptable.*

Diffamation. En général, ce délit ne peut être poursuivi d'office et sans plainte ; exceptions, I, 211.

Dimanche, V. *Jours fériés.*

Discernement. Ce qu'on entend par défaut de discernement, et quel est son effet, I, 171.

Discours publics peuvent constituer la complicité, I, 159.

Distances, V. *Tableau.*

Directeur du jury, V. *Juge d'instruction.*

Domesticité, V. *Domestiques.*

Domestiques. Définition, II, 197 ; III, 260, 538, 539.—Sont entendus comme témoins, mais leur qualité doit être mentionnée, II, 197 ; III, 144. — La condition des domestiques ou des gens réputés domestiques d'après la jurisprudence, est une circonstance aggravante en cas d'abus de confiance,

d'attentat à la pudeur, de viol et de vol, III, 239, 251, 259, 260, 510, 537.—Les domestiques des ambassadeurs sont-ils sujets à l'action publique ? I, 204.

Domicile. Définition, I, 434; II, 67. — Le domicile des ambassadeurs est impénétrable, I, 204 : — exceptions, I, 444. — Cas de nécessité d'élection de domicile, II, 35, 492. — V. *Liberté provisoire, Mandats, Partie civile, Visites domiciliaires.*

Dommages-intérêts, V. *Prise à partie, Réparations civiles.*

Dons faits pour exciter au crime, constituent la complicité, I, 154. — Sont un élément du crime de corruption, III, 286, 287 ; — et une circonstance aggravante du faux témoignage, III, 414, 419.

Douanes. Le droit qu'a l'administration des douanes de porter plainte ou de s'abstenir et de transiger, tient en suspens l'action publique, I, 215. — Les employés du service actif font partie de la force publique, I, 482 ; — comment sont taxés ces employés entendus comme témoins, III, 86 ; — formalités pour les appeler en témoignage, II, 175 ; — leur qualité leur donne droit à la garantie constitutionnelle, I, 291, — et elle est une circonstance aggravante des attentats aux mœurs, III, 260.

Duel est punissable à titre de coups et blessures, ou de meurtre, ou d'assassinat, selon les circonstances, d'après la jurisprudence, I, 114 ; III, 431.

E

Ecclésiastiques, V. *Prêtres, Congrégations religieuses.*

Ecrits ou imprimés, rendus publics et provoquant à un fait délictueux, constituent la complicité, I, 159.

Ecritures fausses, falsifiées ou altérées, V. *Faux en écriture.*

Ecrou. Définition, II, 430. — Quels mandats y donnent lieu, II, 430, 431. — Des registres d'écrou ; faculté de les consulter, II, 430; — ils sont signés et paraphés par le juge d'instruction, II, 430.

Edifices, V. *Destruction, Maison habitée.*

Effet rétroactif, V. *Lois.*

Effets. Terme générique comprenant tous les objets mobiliers, III, 436.

Effets publics faux, falsifiés ou altérés, V. *Faux en écriture.*

Effractions. Définitions, I, 188 ; III, 523, 525.—Circonstance aggravante du vol, III, 507, 523-528.

Eglise, V. *Culte.*

Election de domicile, V. *Domicile.*

Elève. Sa qualité est une circonstance aggravante de l'abus de confiance, III, 239.

Elèves de l'Université, ont un privilége de juridiction I, 287.

Embauchage, crime soumis autrefois à la juridiction militaire, aujourd'hui à la juridiction ordinaire, I, 322.

Empêchement motive le remplacement du juge d'instruction,

comment et par qui, I, 80-83. — Comment les greffiers et commis greffiers sont remplacés, en cas d'empêchement, I, 478.

Empoisonnement. Remarques et moyens de constat, II, 143. — Formules de qualification et explications, III, 307 et suiv.

Empreintes. Moyens divers de relever des empreintes de pas, III, 133, 134. — Constatation d'empreintes ou de pesées sur les meubles, II, 72. — Contrefaçon ou enlèvement des empreintes forestières, III, 407, 409.

Emprisonnement. Comment il s'opère, II, 429. — V. *Maison d'arrêt.*

Enclos. Définition, I, 185.—Circonstance aggravante du vol, III, 507.

Enfants. Définitions, I, 171. — Immunités attachées à leur âge, I, 172, 173; — exception, s'il s'agit d'infraction à une loi spéciale, I, 173.— En cas d'incertitude sur leur âge, ce n'est pas à la police judiciaire de le fixer, I, 173. — Quand ils sont prévenus ou victimes de crimes, il convient de produire leur acte de naissance ou un bulletin du casier judiciaire, I, 171, 173.—Taxes auxquelles ils ont droit comme témoins, III, 79, 101. —V. *Age, Attentat à la pudeur sans violence, Discernement, Frais d'instruction, Information, Exposition, — Substitution, — Supposition, — Suppression d'enfant.*

Enlèvement ou détournement de mineurs. Formules de qualification et explications sur ce crime, III, 310 et suiv. — Cas où une plainte doit précéder la poursuite, I, 209, 210; III, 314.

Enregistrement. Les actes et procès-verbaux d'instruction sont affranchis de l'enregistrement, I, 464. — *Quid* relativement aux plaintes? II, 36. — V. *Frais d'instruction.*

Envoi des pièces, formalités, I, 530; III, 40,65.

Epoux ne peuvent être témoins l'un pour ou contre l'autre, II, 165.— Le vol entre époux ne donne pas lieu à l'action publique, I, 175, — si ce n'est contre les complices, I, 176. — L'époux recéleur n'est pas nécessairement complice, I, 177. — Les violences entre époux peuvent faire l'objet d'une poursuite d'office, I, 209. — Un mari peut se rendre coupable d'attentat à la pudeur, non de viol, envers sa femme, III, 497, 251, 257.

Escalade. Définition et explications, I. 188; III, 528.— Circonstance aggravante du vol, III, 508.

Espagnols. Quand ils sont prévenus ou témoins, leur consul doit être invité à venir les assister, II, 172, 232.

Estafette à fournir par la gendarmerie dans des cas graves et urgents, I, 484.

Etat. Crimes ou complots contre la sûreté de l'État, V. *Tentative.*

Etat civil, V. *Actes de l'état civil.*

Etat de frais doit accompagner tout envoi de procédures; il est rédigé par le greffier, vérifié et signé par le juge d'instruction, III, 41. — État à fournir en cas d'indemnités dues au juge d'instruction et au greffier (ainsi qu'au procureur impérial, à l'occasion); justifications exigées, III, 93.

Etat de siége est restrictif de la juridiction ordinaire, I, 306.

Etat des lieux à décrire en cas de crime, II, 54, 56.

Etat des personnes influe sur l'appréciation des faits imputés, I, 171, 177. — Nécessité d'une décision civile préalablement à la poursuite en suppression d'un état contesté, I, 206 ; III, 496 ; — non quant à la poursuite en suppression de personne, même entraînant une suppression d'état, III, 496.

Etrangers sont soumis à l'action publique et à l'action civile pour les faits délictueux commis en France, I, 201 : — exception quant aux ambassadeurs et aux parlementaires, I, 203. — *Quid* quant aux délits commis par des étrangers entre eux, sur leurs vaisseaux, dans les ports et rades de France ? I, 204. — Les étrangers peuvent dénoncer, II, 7, — et rendre plainte, II, 24. — Les plaignants étrangers, hors les Suisses et les Sardes, qui se portent partie civile, sont sujets à la caution *judicatum solvi*, II, 34. — Les étrangers peuvent être experts, I, 497, — interprètes, I, 508 ; II, 171 ; — ils sont tenus de comparaître en témoignage, II, 172, 230 : — exceptions, II, 171. — Remarques relativement aux Belges, aux Suisses et aux Sardes, II, 172, 229, — et aux marins espagnols, II, 232.— Taxes de voyage auxquelles ils ont droit, III, 96.

Evasion de détenus favorisée ne constitue pas une complicité, I, 157. — Mais elle constitue un crime ou délit spécial ; Formules de qualification et explications à ce sujet, III, 314 et suiv.

Evénement. Les suites d'une infraction influent, en certains cas, sur son appréciation, I, 192.

Evêques ont un privilége de juridiction en matière criminelle, I, 287. —Cités en témoignage, doivent comparaître devant le juge d'instruction et peuvent y être contraints, II, 158.

Evocation, V. *Cours impériales.*

Excitation à commettre un délit ou un crime peut, en certaines circonstances, constituer la complicité, I, 154, 159.

Excuses justificatives ou péremptoires, I, 160-165. — Excuses simples ou modificatives, I, 166. — Ne doivent pas être confondues avec les circonstances atténuantes, I, 168, 169. — Les excuses invoquées par le prévenu doivent être vérifiées diligemment, I, 168 ; II, 68, 69, 287. — L'existence d'une excuse non péremptoire n'empêche pas d'instruire, I, 166, 243. — Le bénéfice des excuses simples ne peut être appliqué par la police judiciaire, I, 166, 242, 244 ; III, 17, 212. — Il en est autrement des excuses péremptoires, III, 10, 212. — Quant aux excuses fournies par les témoins ou les prévenus, V. *Exoine.*

Exécutoires. Quand il y a partie civile en cause, et qu'elle a consigné, les exécutoires de frais sont décernés contre elle, III, 110-112.

Exhumation. Cas où il y a lieu de l'ordonner, II, 78. — Précautions à prendre, II, 78. — Comment en sont taxés les frais, III, 71, 165.

Exoine. Définition, II, 179. — Il n'est pas nécessaire qu'elle soit affirmée, II, 179, 180. — *Quid*, si elle est fausse ? I, 415 ; II, 180. — Les exoines sont mentionnées dans les informations, II, 183. — Elles doivent être écrites sur papier timbré, II, 179.

Experts. Cas où l'on doit en employer, I, 494. — Il ne faut pas abuser du droit d'en nommer, I, 494 ; — on doit s'en abstenir quand ils ne sont pas nécessaires, I, 494. — Hors le cas de flagrant délit, le juge d'instruction seul nomme des experts, I, 494. — Choix des experts, I, 496.— Forme de la convocation, III, 128. — Ils sont libres de refuser leur concours ou leurs services, I, 499 ; — remarque à cet égard, en cas de flagrant délit, I, 500. — Ils prêtent serment; en quelle forme, I, 501. — Il n'est pas indispensable qu'une ordonnance précède leur opération, mais cela est quelquefois utile, I, 502. — Le magistrat doit assister à toutes leurs opérations, I, 503 : — exceptions, II, 92. — L'assistance du prévenu à l'expertise est quelquefois convenable, non toujours nécessaire, I, 491, 503; II, 533. — Mesure à prendre en cas de contrariété d'avis, I, 503 ; II, 552. — Du rapport des experts, I, 504. — Les officiers de santé rédigent ordinairement eux-mêmes leur rapport ; remarques, I, 504. — Il faut constater la durée des opérations, III, 75. — Indemnités allouées aux experts, III, 72, 75. — Appelés en témoignage, sont-ils taxés comme de simples témoins? III, 77. — V. *Faux en écriture, Etrangers.*

Exposition et délaissement d'enfant; Formules de qualification et explications, III, 321 et suiv.

Extorsion de signatures, billets ou écrits. Crime spécial ; formules de qualification et explications, III, 323 et suiv.

Extraction de détenus. Ordonnance, III, 354 et suiv. — V. *Bagne, Maison centrale.*

Extradition. Cas où elle peut être demandée, et en quelle forme ; dans quelles limites elle doit être restreinte, I, 201.—V. *Mandat d'arrêt.*

Extraits de jugements ou arrêts des condamnations antérieures, doivent être joints aux procédures, en cas de récidive, I, 196 ; II, 263, 265 ; — on peut y suppléer par un bulletin du casier judiciaire, I, 196 ; II, 263, 265. — V. *Casier judiciaire.*

F

Fabriques, V. *Communication des secrets de fabriques, Marques.*

Faillite d'agent de change ou de courtier assimilée à la banqueroute frauduleuse ; formules de qualification, III, 325.

Faits délictueux. — Sous quels aspects peuvent être considérés, I, 159 et suiv.

Faits justificatifs, V. *Excuses.*

Falsification, V. *Altération..., Faux en écriture.*

Faulx ou **Faux**, V. *Armes.*

Fausses clefs, V. *Clefs fausses.*

Fausse monnaie, V. *Monnaie altérée ou contrefaite.*

Fausse nouvelle. Une dénonciation mensongère peut constituer le délit de fausse nouvelle, II, 9.

Faux en écriture. Définitions et principes, II, 499–504; III, 334. — Règles et questions de compétence, I, 325, 327; II, 512, 513, 518, 527, 528; III, 336, 395, 400–403. — L'absence de la pièce arguée de faux n'empêche pas absolument les poursuites, II, 502. — Divers moyens de prouver le faux, II, 504. — Importance de la saisie des pièces arguées de faux, II, 508, 515, 518; — du procès-verbal descriptif de ces pièces, à rédiger par le greffier, et de leur dépôt au greffe, II, 509; — remarque pour le cas où ces pièces seraient remises directement au juge d'instruction, II, 512. — Les pièces ne peuvent-elles sortir du greffe qu'en vertu d'une ordonnance du juge d'instruction? II, 514. — Tout dépositaire de pièces arguées de faux est tenu d'en faire la remise, II, 515.—Y a-t-il exception quant aux conservateurs des hypothèques? II, 516. — Des pièces de comparaison; choix à faire, II, 519. — Du corps d'écriture à former par le prévenu ou par le plaignant, II, 522. — Les simples particuliers et les dépositaires publics sont tenus, et peuvent être contraints, de remettre les pièces de comparaison qu'ils posséderaient; observations, II, 524. — Indemnités allouées au dépositaire qui apporte personnellement les pièces, II, 527; III, 69, 70. — Copie des pièces authentiques exigible par les dépositaires, II, 527.—*Quid*, en cas de remise d'actes privés? II, 528.—Les pièces de comparaison sont décrites et déposées au greffe comme les pièces arguées de faux, II, 532. — Marche de la procédure, II, 532. — L'expertise, moyen d'instruction, est facultative, non pas toujours nécessaire, et souvent il convient de s'en abstenir, II, 508, 519, 551. — Réquisitions aux experts, II, 533; III, 128. — Opérations de l'expertise, II, 533. — Observations importantes pour les experts chimistes, II, 534, et pour les experts écrivains, II, 545. — Rédaction du procès-verbal d'expertise, II, 551. — En général, il convient que le rapport des experts soit reçu par procès-verbal du juge d'instruction, II, 551. — Cas où il y a lieu d'ordonner une nouvelle expertise, II, 552. — Formules de qualification et explications sur les divers genres de faux en écriture, III, 337, 355, 366, 377, 385, 391, 403, 407.

Faux serment. En cas de faux serment décisoire, celui qui a déféré ou référé le serment, ne peut intervenir comme partie civile, II, 31; III, 413. — Le faux serment décisoire ne peut faire l'objet de poursuites, s'il s'agit de plus de 150 fr., qu'autant que l'obligation ou la décharge repoussée par le serment est prouvée par écrit ou par une décision civile, I, 208; III, 412; — à moins qu'il n'existe un aveu, ou un commencement de preuve par écrit, où que l'obligation ne fût commerciale, ou qu'elle ne résultât d'un délit ou d'un quasi-délit, I, 206, 208; III, 413. — Le faux serment supplétif entraîne les mêmes conséquences et l'application des mêmes principes que le serment décisoire, III, 412. — Formules de qualification et explications, III, 411 et suiv.

Faux témoignage. Quand la tentative en est-elle punissable? III, 417. — Son objet influe sur la peine, III, 413, 414. — Formules de qualification et explications, III, 413 et suiv.

Femmes peuvent être interprètes, I, 508. — Ne peuvent être gar-

diennes de scellés, III, 89. — Taxes qu'elles obtiennent comme témoins, III, 79, 94, 95, 98, 100. — V. *Sexe*.

Femmes mariées peuvent-elles porter plainte sans autorisation? II, 23. — La femme ne doit pas toujours être considérée comme complice pour avoir recélé des objets volés par son mari; distinctions, I, 177. — *Quid*, en cas de détournement d'objets saisis sur le mari? I, 177. — V. *Epoux*.

Fêtes, V. *Jours fériés*.

Feuille de route fausse, falsifiée ou altérée; formules de qualification et explications, III, 391 et suiv.

Feuilles volantes, V. *Dénonciation*, *Plainte*.

Fille mineure appelée en témoignage; comment elle est taxée, III, 79, 101. — V. *Enlèvement de mineur*, *Attentat à la pudeur*, *Viol*, *Sexe*.

Filouterie, variété du vol, III, 513.

Flagrant délit fait trêve à tout privilége de juridiction et neutralise toutes les immunités, I, 275, 279. — Son influence sur la compétence des juges d'instruction et des procureurs impériaux, I, 344. — Définitions, I, 350, 351, 363. — Cas réputés flagrant délit, I, 353, 356. — Procédure de constat en cas de flagrant délit, II, 49 et suiv.

Folie, V. *Démence*.

Fonctionnaires sont obligés de dénoncer les infractions dont ils acquièrent la connaissance dans leurs fonctions, II, 2. — Peuvent être cités comme témoins, avec réserve, II, 164. — Les fonctionnaires salariés entendus comme témoins, sans déplacement, n'ont droit à aucune taxe, III, 87; — exception en faveur des gendarmes et des gardes champêtres et forestiers, III, 83, 87; — *Quid*, à l'égard des agents de police? III, 88. — La qualité de fonctionnaire est une circonstance aggravante en cas d'attentat à la pudeur et de viol, III, 251, 260. — V. *Agents du gouvernement*.

Fondé de pouvoir, V. *Arrestation*, *Dénonciation*, *Plainte*, *Procuration*.

Forçat, V. *Bagne*.

Force majeure. Définition, I, 164. — Est une excuse péremptoire; explications, I, 163.

Force publique. Droit de la requérir; occasion, forme et exécution des réquisitions, I, 482; III, 128. — Comment elle se compose, I, 482. — Remarque relativement à la garde nationale, I, 483. — Raisons d'employer les agents de la force publique préférablement aux huissiers, dans certaines occasions, I, 485; — utilité de les entendre comme témoins, en cas de flagrant délit, II, 66. — Ces agents sont taxés comme les autres témoins, quand ils sont appelés à déposer, III, 82, 87; — sans égard à leur traitement, III, 83, 87.

Forêts. Comment se prescrivent les délits forestiers, I, 222. — Des faux en matière forestière, III, 407 et suiv.

Forfaiture. Divers cas où le juge d'instruction encourrait la peine de la forfaiture, I, 275, 279, 285, 286.

Formalités, leur nécessité, I, 104.

Formules, leur utilité, III, 120. — Nomenclature des formules d'actes de procédure, réquisitions, ordonnances, mandats, taxes, contenues dans ce Manuel, III, 550. — Nomenclature des formules de qualification pour crimes, III, 552.

Fournisseurs des armées, V. *Munitionnaires.*

Fourrière. Les animaux saisis et pouvant servir à conviction sont mis et gardés en fourrière, III, 89, 165. — Il n'est pas de rigueur qu'ils soient vendus dans le délai légal, s'il importe de les conserver pour la preuve, III, 90. — Des frais de fourrière, III, 89, 90.

Frais d'instruction. Observations générales sur les taxes; responsabilité des juges taxateurs, III, 60, 109. — Rôles de restitution, III, 113. — En général, les frais sont avancés par la régie de l'enregistrement, III, 61; — exception à l'égard des administrations des contributions indirectes et des postes, lorsqu'il s'agit de poursuites faites dans leur intérêt pour délits, non pour crimes, III, 61. — Quelquefois les parties civiles sont tenues d'avancer les frais; explications, III, 110, 111; — le juge d'instruction fixe la quotité de la consignation, III, 111; — les exécutoires sont décernés contre la partie civile, III, 110. — Nécessité d'indiquer dans les taxes la nature des frais, III, 62, 81. — De la translation des prévenus par voie ordinaire ou extraordinaire, III, 62; — ils sont, en général, conduits à pied, mais ils ont le droit de se procurer, à leurs frais, des moyens de transport, III, 65. — *Quid*, s'ils sont malades? III, 62, — ou s'ils manquent de chaussure? III, 64. — Par qui sont fournis les aliments aux prévenus transférés, III, 66. — Remarque relative aux gendarmes d'escorte, en cas d'emploi de moyens extraordinaires de translation, III, 66–69. — Des frais de transport des pièces de conviction et des procédures, III, 65, 102. — Taxes des dépositaires de pièces arguées de faux et des pièces de comparaison, quand ils les apportent eux-mêmes, III, 69. — Les frais faits pour constater de simples accidents ne sont pas frais de justice, III, 74; — non plus les dépenses pour inhumation, III, 71; — il en est autrement des frais d'exhumation : comment ces derniers frais sont taxés, III, 71. — Taxes des médecins, officiers de santé et sages-femmes employés en cette qualité comme experts, III, 72, — ou comme témoins, III, 77, 78. — Taxes des vacations des experts, interprètes, traducteurs, III, 75 : — *Quid*, s'ils sont appelés comme témoins? III, 77, 78. —Taxes des témoins; explications développées sur les allocations qui leur sont dues, et sur la manière de faire leurs taxes, III, 79–84. — Remarques relativement aux gendarmes, gardes, militaires, marins, fonctionnaires salariés, III, 83, 85, 87. — Les enfants ont quelquefois droit à une double taxe, III, 108. — *Quid*, si un témoin cité est malade ou infirme? III, 84. — *Quid*, en cas de voyage? III, 87, 94, 95, — en cas de séjour forcé en route? III, 98, — ou en cas de prolongation de séjour au lieu où se fait l'instruction? III, 100. — Des frais de transport accordés aux

témoins, experts, interprètes, traducteurs ; comment ils sont réglés : tableau des distances, III, 94-98.—Des frais des gardes de scellés, III, 89.— Des frais de fourrière et de gardien, III, 89. — Frais d'impressions et de signalements, III, 102. — Frais de correspondance, III, 102. — Frais de transport alloués aux magistrats et aux greffiers qui les accompagnent, III, 90, 91. — Du mode de paiement des taxes et états de frais, III, 103. — Frais urgents, III, 103–105. — Frais ordinaires ou non réputés urgents, III, 106. — Frais extraordinaires, III, 106. — Avances à faire aux témoins et aux experts hors d'état de subvenir aux frais de leur déplacement, III, 105. — Tableau synoptique des sommes allouées en taxes, III, 115. — V. *Acquittement de frais, Partie civile, Prescription, Tarifs, Taxes, Voyage.*

Français peut être poursuivi en France pour un crime commis en pays étranger, I, 200, — sur la plainte de la partie lésée, I, 210. — *Quid,* en cas de simple délit? I, 210.

Franchise des lettres, V. *Correspondance.*

Frère, V. *Parenté.*

Fureur, V. *Démence.*

Fusil à vent, arme prohibée, II, 58.

G

Garantie constitutionnelle, V. *Agents du Gouvernement.*

Garantie des matières d'or et d'argent. A cet égard, le ministère public peut seul porter plainte, I, 200. — La régie des contributions indirectes ne peut, en ce cas, arrêter l'action du ministère public, I, 215.

Garde nationale est comprise dans la force publique, I, 482. — Le juge d'instruction, ayant le droit de la requérir, ne peut en faire partie, I, 482. — Comment les officiers de police judiciaire peuvent réclamer son concours, I, 483; — quand peuvent-ils la requérir directement? I, 483.

Gardes champêtres et forestiers sont agents de la police judiciaire, I, 259, — et de la force publique, I, 482. — Les gardes particuliers sont, sous ce double rapport, assimilés à ceux de l'Etat et des communes, I, 259, 482. — Entendus comme témoins, ils ont toujours droit à la taxe, III, 83, 87. — V. *Officiers de police judiciaire.*

Gardiens de détenus, V. *Evasion, Maison d'arrêt.*

Gardiens de scellés, V. *Femmes, Scellés.*

Gendarmes. Les officiers de gendarmerie sont officiers de police judiciaire, I, 253, — non les sous-officiers et les simples gendarmes, I, 253, 256. — De quelle juridiction ils relèvent, en cas de crimes ou délits commis dans l'exercice de leurs fonctions; distinctions, I, 319. — Les gendarmes de la marine ne sont que des gendarmes détachés, I, 320.

— A quels services les gendarmes peuvent être employés, comme agents de la force publique, I, 484–486; III, 62, 65. — Avances auxquelles ils ont droit en cas d'escorte de prévenus à de longues distances, III, 67. — Entendus comme témoins, ils ont toujours droit à la taxe, III, 83, 87. — V. *Estafette*, *Force publique*.

Généraux commandant une division ou un département ont un privilége de juridiction en matière criminelle, I, 287. — Comment sont entendus en témoignage les généraux investis d'un tel commandement, II, 227.

Gens de l'art, V. *Artisans*, *Experts*, *Officiers de santé*.

Gens de service à gages, V. *Domestiques*.

Gens de travail, V. *Manouvriers*.

Geôlier, V. *Evasion de détenus*, *Maison d'arrêt*.

Grâce diffère de l'amnistie, I, 224.

Grands croix et grands officiers de la Légion d'honneur ont un privilége de juridiction en matière criminelle, I, 278, 287.

Grands officiers de la Couronne ont un privilége de juridiction en matière criminelle, I, 278.

Greffier doit, à toutes réquisitions, assister le juge d'instruction, I, 476, 478. — Sa mission, I, 477; II, 190, 248. — Actes pour lesquels son concours est ou nécessaire ou facultatif, I, 477. — Il peut toujours être suppléé par un commis greffier assermenté, I, 478. — Cas et forme de remplacement du greffier et de ses commis assermentés, I, 478. — Le greffier commis temporairement jouit des mêmes avantages que les officiers titulaires du greffe, I, 479. — Age requis pour être greffier titulaire ou temporaire, I, 478. — Le greffier écrit gratuitement les taxes de témoins, III, 80. — Indemnités auxquelles il a droit en cas de transport, III, 90. — Il dresse les inventaires, les états de frais, et les états de pièces de conviction, II, 341; III, 39–41, 171. — Responsabilité du greffier, II, 221, 352. — V. *Amende*.

Guet-apens. Définition, I, 181. — Circonstance aggravante des violences et de l'homicide, II, 74; III, 294, 448. — Raisons d'éliminer cette circonstance, III, 297.

H

Habitation, V. *Maison habitée*.

Hallucination, sorte de démence excusative, I, 162.

Haute Cour de justice, son institution, sa constitution et ses attributions, I, 272, 276.

Homicide. L'homicide involontaire n'est qu'un délit, I, 161, 181; III, 450. — L'homicide volontaire constitue le crime de meurtre, I, 181; III, 450, — et, s'il est prémédité, il constitue l'assassinat, I, 181; III, 450; — il est qualifié parricide, s'il a été commis sur un as-

cendant, III, 181, 457, — infanticide, s'il est accompli sur un nouveau-né, III, 181, 440, 443, — empoisonnement, en cas d'attentat à la vie par des substances pouvant donner la mort, III, 307 et s. — Explications sur le crime d'homicide volontaire, et moyens de le constater, I, 219 et s. — III, formules de qualification et explications, III, 440 et s. — V. *Emprisonnement, Infanticide, Parricide.*

Hommes de l'art, V. *Experts.*

Hospice. On ne peut, sans l'autorisation du juge d'instruction, y conduire un prévenu écroué, II, 450.

Hôtelier, sa condition est une circonstance aggravante du vol, III, 541, 542.

Huissiers. Emploi de leur ministère; explications, I, 479. — Des mandements exprès, I, 481. — Quant à leurs prévarications, V. *Concussion, Corruption, Faux.*

I

Identité du prévenu doit être constatée dans ses interrogatoires, II, 262, 266. — L'identité des pièces de conviction doit être constatée dans les procès-verbaux de remise ou de saisie, I, 519.

Ignorance de la loi n'est pas une excuse, I, 111, 160.

Imbécillité, V. *Démence.*

Imprimés que le juge d'instruction peut faire payer comme frais de justice, III, 102. — V. *Ecrits.*

Imprudence. Délits commis par imprudence, I, 161.

Incapacité de travail, V. *Coups et blessures.*

Incendie. Formules de qualification et explications, III, 423 et suiv.

Inconnu, V. *Quidam.*

Inculpé, V. *Prévenu.*

Indemnités accordées, en cas de transport, aux magistrats et au greffier, III, 90 et suiv.

Indices doivent être graves pour entraîner l'arrestation, II, 66, 360, 362, — ou la mise en prévention, III, 17, 18.

Indigence n'est pas une excuse, I, 168. — La partie civile indigente est dispensée de la consignation des frais, III, 110. — Comment l'indigence se constate dans ce cas, III, 110.

Indivisibilité. Les procédures sont indivisibles; conséquences, I, 327, 329; III, 26.

Infamie. Les personnes notées d'infamie sont-elles admises à dénoncer? II, 8; — à porter plainte? II, 24; — à rendre témoignage? II, 170.

Infanticide est un meurtre qualifié, III, 181, 440, 443. — Moyens de constat et observations, II, 96. — Formules de qualification et explications, III, 440 et suiv.

Information. Définition, II, 148. — L'information diffère de l'in-

struction, dont elle n'est qu'une partie, I, 242 ; — son but, II, 48, 55, 64, 149. — Hors le cas de flagrant délit, les témoins ne sont entendus qu'après citation, II, 149. — Les témoins sont cités par ordre du juge d'instruction, II, 151. — Le juge d'instruction n'est pas tenu de faire citer tous les témoins qui lui sont indiqués, II, 152. — Il ne faut pas appeler des témoins inutiles, ni un trop grand nombre de témoins, II, 152, 156.—Quelles personnes sont dispensées de déposer, II, 157 et suiv.; — ou en sont incapables, II, 165 et suiv. — Procédure pour faire citer les témoins; de la cédule, et de ce qu'elle doit contenir, II, 172. — Cas où il n'y a lieu de donner ni cédule ni citation, III, 142. — La cédule ne doit pas être copiée, mais seulement relatée dans la citation, II, 173. — Les témoins sont cités à la requête du ministère public, quelquefois à la requête du juge d'instruction, jamais au nom d'une partie civile, II, 172, 173 ; III, 81. — Par qui sont notifiées les citations, II, 174. — Tout témoin cité doit comparaître et satisfaire à la citation, II, 175. — *Quid*, si le témoin est absent, contraignable par corps, prisonnier pour dettes, ou soumis à la surveillance? II, 176–179. — *Quid*, s'il est détenu dans une prison ou dans un bagne? II, 170. — Si le témoin a fourni une exoine, le juge d'instruction va recevoir sa déposition ou la fait prendre par délégation; observations, II, 179, 180. — *Quid*, si le témoin fait défaut? II, 181. — Le témoin défaillant peut être contraint par corps, c'est-à-dire par mandat d'amener, à venir déposer, II, 181, 182 : — exceptions, II, 182, 227, 230. — *Quid*, si le témoin comparant refuse de prêter serment ou de déposer? II, 182. — Condamnations contre les témoins défaillants sans excuse ou récalcitrants, I, 411, 415; II, 181, 182. — Ordonnance de condamnation, III, 146. — Ordre d'audition des témoins, II, 184 ; — ils doivent être entendus secrètement, successivement et séparément les uns des autres, II, 185, — même en cas de flagrant délit, II, 186 ; — hors la présence du prévenu, II, 187; — de la partie civile, II, 188, — et du ministère public, au moins en général, II, 188. — Les témoins déposent sans armes, debout et découverts, sauf permission du juge d'instruction, II, 189. — Le juge dicte la déposition, le greffier l'écrit, II, 190, 214. — On peut permettre qu'un témoin dicte sa déposition, II, 214. — Avant de déposer, le témoin représente sa copie de citation, à moins qu'il ne l'ait oubliée ou perdue, II, 191, — et il prête serment; remarques, II, 192. — Témoins qui ne prêtent pas serment, II, 195. — Questions générales à adresser à tous les témoins, II, 196. — Les témoins doivent déposer en personne, quelquefois assistés d'un interprète, II, 198. — Remarques sur la manière dont ils doivent déposer, II, 199. — On peut interroger les témoins après leur déposition, non avant, II, 202. — Par exception, les témoins militaires sont questionnés avant de déposer, lorsqu'ils sont entendus sur commission rogatoire, II, 236–238. — Nécessité de représenter aux témoins les pièces de conviction, II, 204. — On peut, après avoir entendu un témoin, le rappeler pour compléter sa déposition, II, 207. — De la confrontation des témoins, II, 208. — Rédaction des dépositions, II, 210. — Les dépositions doivent être écrites sur-le-champ et complétement, II, 214, 215. — Lecture et si-

gnature des dépositions, II, 215, 217, 219, 220. — De la taxe des témoins, II, 217; III, 77 et suiv., 166 et suiv. — Agencement du procès-verbal d'information, II, 221. — On ne fait plus de cahiers d'information; chaque déposition est portée sur une feuille distincte et séparée, II, 222. — Comment sont entendus en témoignage les princes, II, 225, — les ministres, II, 225, — certains hauts personnages, II, 226, — les agents diplomatiques, II, 227, — les consuls, II, 230. — Forme de l'audition des témoins militaires, II, 233.—Avant de faire citer des témoins militaires ou des gendarmes, on doit en donner avis à leurs chefs. II, 235; — même précaution à prendre, en tel cas, à l'égard des employés des douanes et des contributions indirectes, II, 175. — Formule de procès-verbal d'information, III, 143 et suiv.

Informé, V. *Plus ample informé.*

Infraction, V. *Contravention, Crime, Délit.*

Inhumation. Par qui elle est ordonnée en cas d'investigations judiciaires, II, 109. — Les dépenses qu'elle occasionne ne sont pas considérées comme frais de justice, III, 71.

Initiative des poursuites appartient exceptionnellement au juge d'instruction comme au ministère public, en cas de flagrant délit, I, 344, 363. — Le juge d'instruction est-il tenu d'exercer son droit d'initiative? I, 366. — V. *Action publique, Procureur impérial.*

Injures peuvent-elles faire l'objet de poursuites d'office? I, 211.—Le juge d'instruction a le pouvoir de réprimer les injures qui lui seraient adressées dans l'exercice de ses fonctions, alors qu'il procède publiquement, I, 420.

Insensés, V. *Démence.*

Inspecteurs de police ne sont pas officiers de police judiciaire, I, 256.

Instruction criminelle. Ce qu'elle était chez les peuples anciens, spécialement chez les Romains, I, 1–27, — chez les Gaulois, I, 28, — chez les Francs, I, 28 et suiv. — Sa transformation en France, au cours du moyen âge, I, 39 et suiv. — Règles fournies par le droit canonique, I, 47. — Changements postérieurs, I, 60-74. — Instruction et information ne sont pas synonymes, I, 242. — Des principaux moyens d'instruction, I, 406. —Observations générales sur l'instruction criminelle, I, 424. — Une instruction préalable est nécessaire en cas de crime, facultative en cas de délit, I, 237. — V. *Juge d'instruction.*

Instruments réputés armes, I, 187; III, 474, 532.—Le fait d'avoir fourni des instruments pour commettre une action délictueuse constitue la complicité, I, 155. — ou une circonstance aggravante en cas d'évasion de détenus, III, 314, 317.

Intention. En général, point de délit sans mauvaise intention, I, 180. — Cependant il est des délits que la bonne foi de l'agent ne rend pas excusables, I, 160. — La perversité de l'intention aggrave le délit, I, 180. — Celui qui agit avec une intention coupable est tenu de toutes les conséquences que son action a entraînées, même au delà des sa volonté, I, 192. — L'intention et la volonté sont distinctes; on peut avoir agi volontaire-

ment, mais sans mauvaise intention, I, 160, 180; III, 211.— V. *Volonté*.

Interdiction de communiquer. Importance de cette mesure, II, 440;— quand et comment le juge d'instruction la prescrit, en quoi elle consiste, et comment elle s'exécute, II, 442 et suiv.; III, 154. —L'autorité administrative n'a le droit ni de l'étendre ni de la restreindre, II, 443. — Le prévenu a-t–il le droit de se pourvoir contre l'ordonnance d'interdiction de communiquer? II, 443. —Le juge d'instruction rend compte chaque mois, au procureur général, des interdictions de communiquer qu'il a ordonnées, de leur cause et de leur durée, II, 446. — V. *Maison d'arrêt*.

Interdits. Lesquels peuvent ou non rendre plainte, I, 24.

Intérêts civils. Actes conservatoires à faire par le juge d'instruction, I, 529.

Interlignes sont prohibés, I, 462; II, 15.

Interprètes. Explications sur l'emploi, les qualités et les opérations des interprètes, I, 507, 508. — Ils ne doivent pas être pris parmi les témoins : exception, I, 508, 509. — Indemnités qui leur sont allouées, III, 75. — V. *Etrangers*, *Femmes*.

Interrogatoire. Importance et but de cette formalité, II, 40.—Cas où un interrogatoire n'est pas nécessaire, II, 243; III, 13; — cas où il est indispensable, II, 242; III, 13. — En flagrant délit, l'interrogatoire doit être pris sur-le-champ; quel est alors son objet principal, II, 67. — En général, le premier interrogatoire ne doit pas être différé, II, 244. — Il ne doit pas être nécessairement précédé d'un mandat de comparution ou d'amener, II, 267. — Au contraire, les mandats de dépôt ou d'arrêt doivent être précédés d'un interrogatoire ou d'une mise en demeure de répondre à la prévention, II, 391, 397, 406. — Lieu de l'interrogatoire, II, 246. — Il est secret; explications, II, 247. — Il est pris hors la présence de la partie civile, II, 249. — Le procureur impérial lui-même n'a pas le droit d'y assister, si le juge d'instruction ne le permet, ou si le prévenu s'y oppose, II, 249. — Ordre dans lequel doivent être interrogés, séparément, les prévenus compris dans la même poursuite, II, 248. — On peut, après leur interrogatoire respectif, confronter les prévenus, II, 248. — Toujours le prévenu doit répondre en personne, II, 251; — il ne lui est pas permis de se faire assister d'un conseil, II, 252. — Les prévenus qui n'entendent pas ou qui ne parlent pas la langue française, sont pourvus d'un interprète, II, 252; — de même les sourds-muets illettrés, II, 253. — Les sourds-muets lettrés sont interrogés et répondent par écrit, II, 253. —Il faut observer l'attitude du prévenu pendant l'interrogatoire, et la constater, s'il y a lieu, II, 253, 255. — Quelle doit être l'attitude du juge, II, 256. — Que l'interrogatoire soit loyal, II, 259. — Le prévenu ne prête plus serment avant d'être interrogé, II, 262. — Questions préliminaires pour constater l'identité et la moralité du prévenu, II, 262. — *Quid*, si le prévenu refusait de répondre? II, 263, 266. — Règles générales pour interroger, II, 267, 268. — Comment doivent être posées les questions, II, 269; — dans quel ordre, II, 272. — Les questions doivent-elles être dictées avant ou après la réponse du prévenu? II, 274. — Sur quels faits on

peut interroger, II, 276. — Questions générales, II, 277. — Le prévenu doit avoir toute liberté pour faire ses réponses, II, 278. — *Quid*, s'il s'exprime d'une manière évasive? II, 280 ; — s'il se tait? II, 266 ; — s'il nie? II, 280, 281 ; — s'il avoue? II. 283. — On ne doit pas se contenter d'un aveu général et vague, II, 284. — L'aveu ne dispense pas d'informer, II, 284. — Comment on doit interroger relativement aux complices, II, 286. — Si le prévenu allègue des faits justificatifs, il faut les vérifier soigneusement et diligemment, II, 287. — De la rédaction de l'interrogatoire, II, 289 ; — de la lecture, II, 289 ; — de la signature, II, 289-291. — Le cahier d'interrogatoire doit-il être coté et paraphé? II, 291.—Quand il y a plusieurs prévenus, on fait un cahier d'interrogatoire pour chacun d'eux, II, 292. — L'interrogatoire peut être fait à plusieurs reprises, II, 291 ; — il peut être réitéré autant de fois qu'on le juge utile, II, 292. — Dans toute instruction pour crime, il est bien de prendre un interrogatoire final et détaillé, II, 293, 294. — Le prévenu interrogé de nouveau peut-il obtenir lecture de ses interrogatoires précédents? II, 294. — Doit-on interroger un prévenu sur des faits déjà avoués? II, 296. — Selon que le prévenu s'est ou non disculpé complétement dans son interrogatoire, le juge d'instruction le laisse en liberté ou le retient en état de détention préventive, eu égard à la nature de l'affaire, II, 360.—Formule d'interrogatoire, III, 136. — V. *Confrontation*.

Inventaire doit accompagner tout envoi de procédures, II, 341 ; III, 40. — Forme de l'inventaire, III, 41, 171.

Ivresse n'est pas une excuse, I, 166-168 ; III, 474. — On doit la constater quand elle est alléguée et vérifiée, parce qu'elle pourrait être invoquée comme circonstance atténuante, I, 167, 168.

J

Jours fériés ne s'observent pas en matière criminelle, et ne suspendent pas l'instruction, I, 441.

Juge d'instruction. L'institution des juges d'instruction est d'origine moderne et n'a pas de modèle dans l'antiquité, I, 1, 15. — Les premiers juges d'instruction en titre furent les lieutenants des baillis et sénéchaux, qualifiés lieutenants criminels, I, 51, 60 ; — date et motifs de leur création, I, 61.—Attributions des lieutenants criminels, I, 64.— Ces magistrats furent remplacés par les directeurs du jury, I, 69, — et ceux-ci par les juges d'instruction, I, 73. — Il y a un juge d'instruction par arrondissement ; quelques tribunaux en ont deux ou un plus grand nombre, I, 75. — Quand il y a plusieurs juges d'instruction dans un tribunal, chacun d'eux est saisi par un réquisitoire du procureur impérial, à qui il appartient de leur attribuer les affaires, I, 84. — Le juge d'instruction est nommé par l'Empereur parmi les juges titulaires ou suppléants du tribunal civil, I, 75.—Le juge désigné pour l'instruction ne pourrait refuser de rem-

plir ces fonctions, I, 77. — Nommé pour trois ans, il peut être relevé plus tôt, et il peut continuer ses fonctions, au delà de ce terme, sans nouvelle commission, I, 76. — Il reçoit, à ce titre, une augmentation de traitement, I, 77. — Il n'a pas de vacances, et ne peut s'absenter sans un congé, I, 78. — De la délivrance et de la durée des congés, I, 78. — En quels cas, comment et par qui le juge d'instruction est remplacé, I, 80. — Le juge appelé à l'instruction dans le même siége, n'a pas à prêter un nouveau serment, I, 83. — Les juges titulaires ou suppléants chargés temporairement de l'instruction, sont les égaux, non les substituts, du juge d'instruction en titre, I, 64. — En cas de remplacement, la cause cessant, le juge d'instruction reprend ses fonctions, de plein droit, et les pouvoirs du remplaçant cessent *ipso facto*, I, 83. — Rang et autorité du juge d'instruction parmi les officiers de police judiciaire, I, 252. — Rang des juges d'instruction entre eux dans le même tribunal, et à l'égard des autres juges, I, 84, 85. — Le juge d'instruction est soumis au roulement, I, 83. — Il peut et doit prendre part au jugement des affaires civiles et correctionnelles, I, 86. — Il ne connaît pas des affaires d'assises qu'il a instruites, I, 87 ; — dans celles-là même, il pourrait remplacer aux assises le procureur impérial, I, 89, — et il peut prendre part aux arrêts qui n'ont pour objet que de régler le service des assises, I, 89. — Il peut être appelé comme témoin devant la Cour d'assises, I, 89. — Le juge d'instruction est indépendant du tribunal dont il fait partie, I, 74, 79, 90. — Il est soumis à la surveillance, non aux ordres, du procureur général du ressort, I, 90. — Caractère et qualités requis dans un juge d'instruction, I, 92 et suiv. — V. *Abstention*, *Compétence*, *Congé*, *Forfaiture*, *Juridiction*, *Prise à partie*, *Récusation*, *Responsabilité*, *Roulement*.

Juges poursuivis, hors le cas de flagrant délit, ont un privilége de juridiction, et le juge d'instruction ne peut être compétent à leur égard qu'en vertu d'une délégation, I, 280, 284. — Il en est de même relativement aux officiers du parquet et aux officiers de police judiciaire, I, 280, 284.

Juges de paix sont officiers de police judiciaire auxiliaires du procureur impérial et du juge d'instruction, I, 255. — En cas de concurrence avec les autres auxiliaires, ils devraient avoir la prééminence, I, 268. — V. *Commissaires de police*, *Commissions rogatoires*, *Mandats*, *Officiers de police judiciaire*.

Juridiction est distincte de la compétence, I, 273. — Le juge d'instruction exerce une juridiction entière et indépendante, sous l'autorité de la Cour impériale et la surveillance du procureur général, I, 74, 90, 252, 273. — V. *Privilége de juridiction*.

Justice est distincte de la police, I, 236.

L

Langue française, V. *Interprète*.

Larcin, variété de vol, III, 513.

Lazarets. Les autorités sanitaires sont seules compétentes pour constater les crimes et délits qui se commettent dans les lazarets, I, 258, 437.

Légion d'honneur, V. *Décoration, Grand croix et Grand-officier*.

Légitime défense. Excuse péremptoire; explications, I, 165. — V. *Excuse*.

Lecture des actes et procès-verbaux doit être donnée, avant la signature, I, 462, 463.

Lettre de change, V. *Faux en écriture de commerce*.

Lettre missive, V. *Faux en écriture, Poste aux lettres*.

Levée de corps. Cas de levée de corps, II, 108. — Importance de cet acte, II, 110. — Il est indispensable de requérir le concours des hommes de l'art, II, 111, 112. — Questions à examiner quand on trouve un cadavre, II, 112, 116. — Devoirs du magistrat, II, 117. — Nécessité de l'autopsie cadavérique ou de l'ouverture du corps, II, 117. — Célérité recommandée, II, 119. — Soins à prendre pour la reconnaissance du cadavre, II, 120. — Où et comment doit être fait le premier examen, II, 121. — Expulsion des personnes inutiles, II, 124. — Mesures de conservation, en cas de transport du cadavre, II, 123. — Remarques relatives à l'ouverture du corps, II, 125. — Précautions à prendre après l'ouverture, II, 128. — Observations spéciales, relativement aux noyés, II, 131, — aux individus que l'on aurait trouvés pendus ou étranglés, II, 135, — en cas de mort par blessures ou par mutilation, II, 137, — en cas d'empoisonnement, II, 143, — relativement aux cadavres des personnes du sexe, II, 145, — et aux cadavres des enfants nouveau-nés, II, 146. — Mesures à prendre concernant l'état civil, II, 148. — V. *Cadavre, Exhumation, Inhumation, Suicide*.

Liberté provisoire sous caution. Principes généraux et législation, II, 453 et suiv. — La mise en liberté provisoire sous caution est une faveur distincte de l'obtention de liberté par la levée du mandat de dépôt, II, 467, 477. — Les magistrats sont-ils obligés ou ont-ils seulement la faculté de l'accorder, quand la loi ne le leur défend pas? II, 456. — Elle peut être demandée en tout état de cause, II, 457 à 470. — Comment la demande doit être formulée, II, 472. — Quand et à qui la liberté provisoire peut être accordée, II, 475, 493. — Elle ne peut être accordée, du moins en général, que moyennant caution, II, 478: — exceptions, II, 478, 480. — Destination du cautionnement, II, 478. — Taux du cautionnement, II, 480. — Du cas où il a été causé un préjudice appréciable en argent, qu'il y ait ou non partie civile en cause, II, 481, 482. — C'est au juge d'instruction de fixer le montant du cautionnement, tant qu'il est saisi de l'affaire, II, 483. — Forme de l'ordonnance, III, 155. — Cette ordonnance est-elle sujette à appel? II, 484. — Comment peut être fourni le cautionnement, II, 486. — Le prévenu peut être lui-même sa caution, II, 491. — Discussion et soumission de la caution, II, 491. —

Ordonnance de discussion de la caution, III, 156. — Domicile à élire par le prévenu, II, 492. — C'est le procureur impérial qui fait exécuter l'ordonnance de mise en liberté, II, 493. — *Quid*, si le prévenu élargi fait défaut? II, 494. — Est-ce, dans tous les cas, le juge d'instruction qui ordonne les mesures coercitives à prendre contre la caution et contre le prévenu défaillant? II, 495. — Ordonnance contre la caution, III, 156. — Du pourvoi de la caution contre l'ordonnance rendue envers elle, II, 497. — Forme de la contrainte contre la caution, II, 497. — Le prévenu qui a laissé contraindre sa caution, ne peut plus obtenir sa liberté provisoire sous cautionnement, II, 498.

Lieu du délit ou du crime peut être une circonstance constitutive, I, 186, — ou une circonstance aggravante, I, 184. — Il peut être attributif de juridiction ou de compétence, I, 258, 324-326, 437. — Lieux où le juge d'instruction peut et doit procéder, I, 433 et suiv. — Nécessité de décrire l'état des lieux, surtout en cas de crime, II, 56. — Droit de retenir les personnes trouvées sur les lieux, II, 53. — Moyens coercitifs, I, 417. — Police du lieu d'opération, I, 420. — V. *Compétence*.

Lieux publics. Droit d'y pénétrer même la nuit, I, 445.

Logeurs. Leur condition est une circonstance aggravante du vol, III, 511, 542.

Lois. Leur but et leur caractère, I, 102. — Le Code pénal et le Code d'instruction forment ensemble le droit commun en matière criminelle, I, 105. — Définition juridique du mot loi, I, 106. — La loi seule peut créer des peines, I, 107. — Aucune peine ne peut être infligée qu'en vertu d'une loi appliquée littéralement, I, 112. -- Les ordonnances, décrets, arrêtés ou règlements qui établissent des peines non édictées ou autorisées par une loi, ne sont pas obligatoires, I, 107, 108; — exception quant à certains décrets impériaux, I, 108. — Nécessité de la promulgation des lois, I, 109. — On ne peut prétendre cause d'ignorance relativement à une loi promulguée en la forme prescrite, I, 111. — Comment se fait cette promulgation, I, 110. — Les lois criminelles n'ont pas d'effet rétroactif, I, 115; — exception, *in favorem*, en cas de variation dans la pénalité, I, 116; — autre exception, quant aux lois de procédure ou d'instruction, I, 118; — autre exception encore quant aux lois interprétatives, I, 121. — De l'abrogation des lois, I, 121. — Les faits accomplis sous l'empire d'une loi abrogée ne peuvent être poursuivis en vertu de cette loi, après son abrogation, I, 124. — Les lois pénales françaises sont applicables aux Français qui les violent en pays étranger, I, 200, — et aux étrangers qui les violent en France, I, 201. — V. *Étrangers*, *Français*.

M

Magistrats ont un privilége de juridiction, en matière criminelle, I, 280, 284. — Le juge d'instruction ne peut procéder contre eux qu'en

cas de flagrant délit, ou par délégation, I, 286 ; — observations relatives aux complices, I, 282. — Cas où le juge d'instruction doit ou ne doit pas régler les affaires qu'il a instruites contre des magistrats, I, 283. — Les magistrats peuvent être cités comme témoins devant le juge d'instruction, II, 164. — Le juge d'instruction peut être appelé, en cette qualité, à déposer devant la Cours d'assises, I, 89.

Maires sont officiers de police judiciaire auxiliaires du procureur impérial, I, 256. — Cas où leur assistance doit être requise par le juge d'instruction, I, 486 ; II, 52.

Maison centrale. Procédure à suivre quand un témoin à entendre ou un prévenu à interroger se trouve détenu dans une maison centrale, ou dans une prison d'Etat, II, 170.

Maison d'arrêt. A qui en appartient la surveillance, en général, II, 431. — Obligations spéciales du juge d'instruction, II, 433 ; — droit qu'il a d'y donner des ordres, II, 434. — Le juge d'instruction doit tenir la main à l'exécution des règlements faits pour l'ordre de la maison d'arrêt, II, 432. — Précautions à prendre envers tout prévenu écroué, II, 435. — De l'usage du cachot, II, 437. — Des vivres et autres commodités que les prisonniers voudraient se procurer en dehors du régime de la prison, II, 438. — Des permissions de communiquer avec les prisonniers ; distinction des pouvoirs du juge d'instruction et de l'autorité administrative, II, 434, 443. — De l'interdiction de communiquer ou du secret ; règles et observations, II, 439–448 : — l'autorité administrative doit respecter les ordres donnés par le juge d'instruction à cet égard, II, 435, 443. — A qui le juge d'instruction est tenu de rendre compte des interdictions de communiquer qu'il a ordonnées, II, 446. — Le prévenu peut-il se pourvoir contre une ordonnance d'interdiction de communiquer ? II, 443. — Un prévenu écroué peut-il obtenir la permission de sortir de la maison d'arrêt, pour ses affaires ? II, 448. — Un prévenu, même malade, ne peut être déplacé qu'avec l'autorisation du juge d'instruction, qui ne cesse pas, après le déplacement, d'exercer son droit de surveillance, et qui peut ordonner la réintégration dans la maison d'arrêt, II, 450. — Mesures de répression qui appartiennent au juge d'instruction envers les prisonniers, II, 449. — Le geôlier ou gardien ne doit exercer de son autorité privée, aucune rigueur envers les prévenus, II, 449 ; — il ne peut, de son chef, que leur appliquer les mesures de discipline autorisées par les règlements, II, 449. — V. *Ecrou, Emprisonnement, Evasion, Interdiction de communiquer, Bagne, Maison centrale.*

Maison d'instruction, V. *Université.*

Maison habitée, définition et explications, III, 520.

Maisons impériales. Du constat des délits qui y auraient été commis, I, 435.

Maisons publiques, de jeu ou de prostitution. Droit d'y pénétrer même la nuit, I, 445.

Maître. L'abus de confiance et le vol commis envers leur maître par les domestiques, commis, élèves clercs, ouvriers, compagnons, ou

apprentis, sont des crimes, III, 239, 510 ; — de même, les attentats à la pudeur et le viol commis par de telles personnes envers les membres de la famille du maître ou ses autres domestiques, sont aggravés par cette circonstance, III, 259, 260. — La qualité de maître est une circonstance aggravante, s'il commet un attentat à la pudeur ou un viol sur les personnes soumises à son autorité, III, 259.

Maîtres des requêtes, V. *Conseillers d'Etat.*

Maladies causées par des substances nuisibles ; formules de qualification et explications, III, 444 et suiv.— Maladies de plus de vingt jours, V. *Coups et blessures.*

Maladresse peut être un élément de délit, I, 161.

Malfaiteurs. Ceux qui les logent habituellement et sciemment se rendent complices ; distinction, I, 157 ; — non, s'ils leur donnent seulement la nourriture, I, 157. — Les tortures et actes de barbarie employés par les malfaiteurs sont une circonstance aggravante des crimes qu'ils commettent, I, 193 ; III, 243, 252, 295, 448, 509. — L'association des malfaiteurs envers les personnes ou les propriétés constitue un crime spécial ; formules de qualification et explications, III, 247 et suiv.

Mandat donné pour commettre un délit ou un crime constitue la complicité, I, 154.—L'abus d'un mandat peut constituer un délit ou un crime d'abus de confiance, III, 239 et suiv.

Mandats ou ordres de comparution, d'arrestation, d'incarcération. Objet des mandats, II, 344. — Leur titre ; date de leur création, II, 345. — Leurs rapports et leur différence avec les anciens décrets, II, 346. — A qui il appartient de les décerner ; explications, II, 347. — Le pouvoir de décerner des mandats peut-il être délégué ? Distinction, II, 307 et suiv. — Les mandats sont-ils sujets à opposition ou appel, et de la part de qui ? II, 353, 418. — Formalités générales communes à tous les mandats, II, 348. — Par qui, dans quels lieux et pendant quel temps peuvent être exécutés les mandats entraînant capture, II, 351. — Responsabilité de ceux qui décernent les mandats, y concourent ou les font exécuter, II, 352. — Formules des divers mandats, III, 150-152.

Mandat de comparution. Quand y a-t-il lieu de le décerner ? II, 352. — Cas où il doit être préféré au mandat d'amener, II, 353. — Peut-il être décerné en cas de crime ? II, 354. — Il n'est pas nécessaire que le procureur impérial l'ait requis, II, 355. — Désignation du prévenu ; délai accordé pour comparaître, II, 355. — Comment ce mandat doit être exécuté, II, 356. — En cas de désobéissance du prévenu, le mandat de comparution est converti en mandat d'amener, II, 357. — Un procès-verbal n'est pas nécessaire pour constater le défaut, II, 358.—*Quid*, si le défaut était fondé sur une cause légitime et justifiée ? II, 358. — Le mandat de comparution non exécuté équivaut-il à une mise en demeure légale, quant à la prévention ? II, 359. — Le prévenu comparant doit être interrogé sur-le-champ, II, 360. — Après l'interrogatoire, le juge d'instruction peut convertir le mandat de comparution en un ordre d'incarcération, sans y être astreint, II, 360.

Mandat d'amener. Cas où il doit être décerné un mandat d'amener, II, 361 ; — un réquisitoire préalable n'est pas nécessaire, II, 365. — Il peut être décerné contre toute personne, à l'occasion de tout crime ou délit, II, 365. — Précautions à prendre, II, 366. — Comment il s'exécute, II, 368. — Faveur accordée au prévenu, à raison des distances, II, 370 ; — exception, II, 372. — Le prévenu amené devant le juge d'instruction doit être interrogé dans les vingt-quatre heures, II, 373. — Où sera placé provisoirement le prévenu ? II, 373.—Par les ordres de qui sera-t-il provisoirement gardé ? II, 380.—Comment s'exécute ce mandat à l'égard d'un prévenu absent ? Distinctions, II, 381. — Les agents d'exécution doivent renvoyer sans retard les mandats d'amener, bien qu'ils n'aient pas trouvé les prévenus, II, 387. — Remarques sur les ordres de conduite, II, 388. — Les officiers de police judiciaire, autres que le juge d'instruction, qui ont décerné un mandat d'amener, peuvent-ils en donner mainlevée? II, 70. —V. *Contrainte par corps*.

Mandat de dépôt peut être décerné à l'occasion de tous crimes ou délits, II, 389, — sans exception des délits de presse, II, 390. — Il n'y a pas lieu au mandat de dépôt, si le délit n'emporte qu'une peine d'amende, sans emprisonnement, II, 389 ; — exception à l'égard des colporteurs de tabacs, des fraudes à l'octroi, à la fabrication et au colportage de poudre de guerre, II, 389, 390. — Ce mandat doit être précédé d'un interrogatoire du prévenu, II, 391. — *Quid*, si l'interrogatoire avait déjà été pris par un officier de police judiciaire autre que le juge d'instruction ? II, 396. — En cas d'inexécution du mandat d'amener, le mandat de dépôt pourrait être décerné, la mise en demeure équivalant à interrogatoire, II, 401, 406, 409. — Un réquisitoire préalable n'est pas nécessaire pour la délivrance du mandat de dépôt, II, 402. — Distinction entre les cas de crime et les cas de délits, II, 403. — Lorsque l'interrogatoire a dissipé les charges, le juge d'instruction peut s'abstenir du mandat de dépôt, quand même il serait requis par le procureur impérial, et sans communiquer la procédure, II, 404, 405. — En cas d'appel de l'ordonnance de refus, le prévenu conserverait provisoirement sa liberté, II, 405, 406. — Quelquefois, il y a lieu de décerner plusieurs mandats de dépôt contre le même prévenu, II, 407. — De la forme et de l'exécution du mandat de dépôt, II, 408 ; III, 151. — Le juge d'instruction, sur les conclusions conformes du procureur impérial, peut donner mainlevée du mandat de dépôt ; forme de l'ordonnance, II, 397 ; III, 152 ; — sauf à en décerner un nouveau, s'il y a lieu, II, 402. — Cette mesure est distincte de la mise en liberté sous caution, II, 398. — V. *Emprisonnement*.

Mandat d'arrêt. Rapports et dissemblances des mandats de dépôt et d'arrêt, II, 409. — Cas où le mandat d'arrêt doit être préféré, II, 409, 410.— Il est indispensable, en cas de demande d'extradition, II, 410. — Il doit toujours être précédé d'un interrogatoire ou d'une mise en demeure légale, II, 411. — Est-il nécessaire d'interroger le prévenu arrêté en vertu de ce mandat? II, 411. — Les conclusions du procureur impérial sont indispensables préalablement à la délivrance du mandat d'arrêt, II, 412. — Ces

conclusions, si elles sont favorables au prévenu, obligent-elles le juge d'instruction à s'abstenir du mandat d'arrêt? II, 413; — ou si elles sont défavorables, obligent-elles le juge d'instruction à décerner ce mandat? II, 414. — Le procureur impérial peut-il se pourvoir contre un refus de mandat, ou le prévenu contre un mandat décerné compétemment? II, 418. — En cas de réformation de l'ordonnance de refus, la Cour peut évoquer, non forcer la main au juge d'instruction, II, 418-420. — *Quid*, si le mandat d'arrêt avait été décerné pour un fait n'emportant pas emprisonnement? II, 420. — Formalités spéciales à ce mandat, II, 421; III, 152. — Comment il est mis à exécution, II, 422. — V. *Emprisonnement*.

Mandement exprès à donner aux huissiers; explications, I, 481. — Formule, III, 142.

Manouvriers ou gens de travail; de leur emploi, I, 492. — Comment ils sont appelés, I, 492; III, 129. — Ils ne prêtent pas serment, I, 493, — et ne signent pas les procès-verbaux, I, 493; II, 64. — Cas où ils ne peuvent refuser leurs services, sous peine d'amende, I, 420, 493. — Comment ils sont taxés, III, 71, 104.

Manufactures, V. *Communication des secrets de fabrique*, — *Marques*.

Mari, V. *Époux*.

Marins. Règles spéciales de compétence à leur égard, I. 311. — Extrait du Code de justice militaire maritime, I, 313. — Délits réservés à la juridiction ordinaire, I, 321. — Quelles personnes sont justiciables des tribunaux maritimes; explications, I, 311, 313 et suiv. — Remarques relatives à la marine marchande; question de compétence en cas de vol, III, 543-545. — Questions de taxe à l'égard des marins entendus comme témoins, III, 85, 86.

Marques falsifiées de fabriques ou manufactures; explications, III, 407 et suiv.

Marteau de l'État faux ou falsifié; explications, III, 407 et suiv.

Matérialité et moralité des faits distinguées, I, 159. — Quelquefois la matérialité d'un fait suffit pour constituer un délit, I, 160. — V. *Moralité*.

Matière du délit peut être une circonstance aggravante, I, 190.

Matières d'or et d'argent, V. *Garantie*.

Médaille, V. *Décoration*.

Médecin, V. *Officier de santé*.

Mémoire de frais, V. *Etat de frais, Frais d'instruction*.

Menaces ne constituent pas une tentative, mais bien parfois un crime ou un délit spécial, I, 148. — Elles peuvent être un élément de complicité, I, 154. — Sont considérées comme circonstances aggravantes d'autres crimes, dans des cas déterminés, I, 149; III, 243, 509. — Formules de qualification et explications sur les menaces par écrit contenant un ordre ou faites sous condition, III, 446.

Mendiants. Leur condition est une circonstance aggravante en cas de violences quelconques, coups et blessures, I, 78; III, 294, 301, — ou

en cas qu'ils soient porteurs de faux certificats, faux passe-ports, ou fausses feuilles de route, I, 78, III, 395.

Meurtre, V. *Homicide.*

Militaires. Règles générales de compétence à leur égard, I, 298 et s. — Extrait du Code de justice militaire, I, 306. — Délits réservés à la juridiction ordinaire, I, 321. — Quelles personnes sont réputées militaires, I, 298 et s., 307 et s. — Quels faits sont déclarés délits militaires, I, 308. — Remarque relativement aux gendarmes, I, 319. — Comment les militaires sont entendus en témoignage, II, 233, — et taxés, III, 85. — Avertissement à donner à leurs chefs, quand on les fait citer en témoignage, II, 235. — V. *Commissions rogatoires, Gendarmes.*

Mineur ne peut personnellement rendre plainte, s'il n'est émancipé, II, 23, 24. — V. *Age, Enlèvement ou détournement de mineur.*

Ministère public, V. *Magistrats, Procureur impérial.*

Ministres ne peuvent être accusés que par le Sénat, et jugés que par la Haute Cour de justice, pour délits relatifs à leurs fonctions, I, 280. — Ils sont aussi justiciables de la Haute-Cour de justice, et ne peuvent être poursuivis qu'avec l'autorisation du Conseil d'Etat, pour crimes et délits privés ou personnels, I, 278 ; — sauf le cas de flagrant délit, qui permet la poursuite sans autorisation préalable, I, 275, 279. — Formalités spéciales de leur audition en témoignage, II, 225.

Ministres du culte ne sont pas agents du Gouvernement, I, 295. — Peuvent-ils être poursuivis sans autorisation du Conseil d'Etat? I, 295. — Leur qualité est une circonstance aggravante en cas d'attentats aux mœurs, III, 252, 261. — V. *Prêtres, Président de consistoire.*

Minutes. En cas d'envoi de pièces, on transmet toujours les minutes mêmes, I, 530.

Mise en jugement, V. *Agents du Gouvernement.*

Mode d'exécution d'un délit peut être une circonstance aggravante, I, 186.

Monitoire. Ce moyen d'instruction est-il encore praticable? I, 406.

Monnaie contrefaite ou altérée : Formules de qualification et explications, III, 325 et s.

Monomanie est-elle une excuse justificative? I, 162.

Moralité. C'est la moralité d'un fait, non sa simple matérialité, qui le constitue crime ou délit, I, 159, 168 : — exceptions, I, 160, 161. — L'intelligence et la liberté de l'agent constituent la moralité du fait, I, 160. — La mauvaise moralité du délinquant est parfois une circonstance aggravante du délit, I, 178. — On ne doit pas appeler dans l'information les témoins qui n'auraient à déposer que de la bonne moralité du prévenu, II, 156. — Moyens de constater la moralité d'un prévenu, II, 263, 264.

Mort accidentelle appelle les soins de la police administrative, II, 109. — La mort dont la cause est inconnue et suspecte appelle toute l'attention de la police judiciaire, II, 108. — Dans cette dernière circonstance, il y a un cas réputé flagrant délit ou assimilé au flagrant délit, I, 356. — Cas de mort par accidents, II, 113, 114, — par l'effet d'un crime, II, 116. —

La mort d'un prévenu éteint l'action publique par rapport à lui, non quant aux complices, I, 217.

Mort violente, V. *Action publique, Homicide, Levée de corps, Frais de justice.*

Mosquée, V. *Culte.*

Mousse, Vol à bord; compétence, III, 511, 545.

Muet, V. *Sourd-Muet.*

Munitionnaires ne peuvent être poursuivis par rapport à leur service, que par ordre du Gouvernement, I, 298. — Formules de qualification et explications, III, 420.

N

Naissance, V. *Actes de l'état civil.*

Navires. Délits des étrangers sur leurs navires, dans les ports de France, donnent lieu à l'action publique, I, 204. — Police de la navigation ou des navires marchands, III, 543-545.

Nécessité est-elle une excuse? I, 168.

Négligence peut être un élément de délit, I, 161. — La négligence des magistrats peut entraîner contre eux des peines disciplinaires, I, 190.

Nom se compose des nom, prénoms et surnoms, III, 381, 397, 398.

Nombre des inculpés ou prévenus est un élément de délit, I, 193, — et parfois une circonstance aggravante, III, 252, 465, 469, 507, 513.

Non bis in idem, V. *Chose jugée.*

Notaires peuvent-ils refuser de déposer de faits appris dans leurs fonctions? II, 163. — Dépositaires de pièces fausses ou de comparaison, doivent les remettre à justice, II, 515, — sinon l'on peut en faire la perquisition dans leur étude, I, 439. — V. *Dépositaires publics.*

Notices mensuelles à fournir par le juge d'instruction, III, 155, 162.

Notoriété publique ne doit pas être confondue avec la clameur publique, I, 354. — V. *Clameur publique.*

Nouveau-né, explications, II, 96; III, 441. — V. *Infanticide, Levée de corps.*

Nouvelles charges, V. *Charges nouvelles.*

Novice. Vol à bord, compétence, III, 511, 545.

Nuit. Définition comme circonstance aggravante d'un délit, I, 444; — comme temps d'opération, I, 144. — V. *Temps.*

Nullité des procédures engage la responsabilité du juge d'instruction, I, 469.

O

Objets saisis, V. *Pièces de conviction.*

Obligation au delà de 150 fr., non justifiée par écrit, peut-elle être l'objet de l'action publique? I, 206; — ne peut être prouvée qu'en la forme civile, hors le cas d'aveu ou de commencement de preuve par écrit, I, 207; III, 233, 241, 412. — Exceptions, I, 207, 208; III, 241, 413, 486.

Octroi. Les fraudes à l'octroi peuvent motiver un mandat de dépôt, I, 390. — Les employés de l'octroi peuvent être poursuivis sans autorisation préalable, I, 294; III, errata supplémentaire du tome I^er^.

Offense envers le Sénat, le Corps législatif, ou envers les souverains étrangers, ne peut être poursuivie d'office et sans plainte, I, 211. — V. *Diffamation, Injure.*

Officiers de gendarmerie sont officiers de police judiciaire auxiliaires du procureur impérial et du juge d'instruction, I, 255.

Officiers de la Couronne. Les grands officiers de la Couronne ont un privilége de juridiction en matière criminelle, I, 278.

Officiers de la Légion d'honneur. Les grands-croix et grands officiers de la Légion d'honneur ont un privilége de juridiction en matière criminelle, I, 278, 287.

Officiers de la marine marchande, officier marinier. En cas de vol à bord, leur qualité est une circonstance aggravante, III, 544.

Officiers de paix sont-ils officiers de police judiciaire? I, 256.

Officiers de police judiciaire. Quels sont-ils? Leur rang et leurs attributions, I, 256 et suiv. — Lesquels sont auxiliaires du procureur impérial et du juge d'instruction, I, 255. — Officiers extraordinaires de la police judiciaire, I, 258. — Sauf le cas de flagrant délit, les officiers de police judiciaire ont un privilége de juridiction à l'occasion des crimes et délits commis dans l'exercice de leurs fonctions, I, 284. — Fonctionnaires qui jouissent de cette immunité, I, 280, 284 et suiv. — Ils ne jouissent pas de la garantie constitutionnelle, I, 293. — V. *Police judiciaire.*

Officiers de santé. Cas où l'on doit s'en faire assister, I. 495; II, 111. — Sont-ils obligés de prêter leur concours? Distinction, I, 499, 500. — Peut-on appeler indifféremment des médecins ou des officiers de santé? I, 497. — Indemnités auxquelles ils ont droit comme gens de l'art ou comme témoins, III, 72, 77, 94, 98, 100. — Sont-ils tenus de déposer à l'égard des personnes qu'ils ont traitées? II, 159. — Peines à prononcer contre eux par le juge d'instruction, s'ils avaient délivré à un témoin de faux certificats ou de fausses exoines, I, 415. — Leur qualité est une circonstance aggravante en cas d'avortement procuré, III, 268, 271. — V. *Experts, Rapports d'experts, Certificats faux.*

Oncle, V. *Parenté.*

Opposition, V. *Appel.*

Ordonnance, V. *Estafette.*

Ordonnances du juge d'instruction. Définition, I, 394. — V. *Accedit, Appel, Cassation, Cédule, Communication au ministère public, Compétence, Experts, Information, Liberté provisoire, Mandats,*

Presse, Procureur impérial, Refus, Secret, Soit informé, Règlement des procédures, etc.

Ordonnances royales, V. *Lois.*

Ordre de conduite, V. *Mandat d'amener.*

Ordre faux de l'autorité publique, circonstance aggravante en cas d'arrestation illégale, III, 243, 246, — de vol, III, 509, 532.

Ordre verbal suffit pour faire saisir ou arrêter un prévenu, en cas de flagrant délit, II, 66.

Ouvrier. Sa condition est une circonstance aggravante, en cas d'abus de confiance, III, 239, 241,—et de vol, III, 510, 540.—V. *Manouvriers.*

P

Paiement des frais d'instruction, V. *Acquittement de frais.*

Palais, V. *Maisons impériales.*

Papier timbré, V. *Timbre.*

Papiers, V. *Pièces de conviction, Poste aux lettres, Preuves par écrit, Destructions, Extorsion, Faux en écriture.*

Paraphe équivaut-il à la signature? I, 463.

Parc. Définition, I, 185; — circonstance aggravante du vol, III, 507.

Parenté. La parenté ou l'affinité à certains degrés exclut l'action publique, au cas de vol, I, 175, 176, — non au cas de faux, I, 176, III, 336, — ni en cas d'extorsion, III, 324, — ni en cas d'incendie, III, 428. — Quelquefois les circonstances du vol écartent le bénéfice de la parenté, I, 176; III, 455; — lequel ne profite jamais aux complices étrangers à la famille, I, 176. — Elle est quelquefois une circonstance aggravante, I, 176; III, 251, 294, 445, 457, — ou atténuante, I, 176. — Parfois elle peut écarter la prévention de complicité, I, 175-177. — Quand dispense-t-elle de rendre témoignage? II, 165. — La parenté entre les témoins et les parties doit être signalée dans les informations, II, 197.

Pari peut être un élément de complicité, à titre de provocation, III, 225.

Parlementaires jouissent des mêmes immunités que les ambassadeurs, I, 203, 204. — V. *Ambassadeurs.*

Parricide est un meurtre qualifié, II, 78; III, 457-463, — qui se constitue par la qualité de descendant légitime, ou de fils naturel ou adoptif, III, 457-459. — Formules de qualification et explications, III, 457 et suiv.

Partie civile. Définition, II, 31. — Le plaignant qui se porte partie civile, rend-il par là obligatoire l'exercice de l'action publique? I, 199. — Le plaignant peut se porter partie civile en tout état de cause, II, 30; — exception en cas de faux serment décisoire, II. 31. — Nul n'est partie civile de plein droit et sans volonté déclarée de prendre cette qualité, II, 30, 31. — On ne doit exciter personne à se porter partie civile, II, 32. — Quand le plaignant, en se portant partie civile, est-il tenu de fournir cau-

tion? II, 34. — Obligation de la partie civile d'élire domicile au lieu où se fait l'instruction, si elle n'y réside pas, II, 35. — Cas où la partie civile doit consigner les frais du procès, III, 110, 111. — La caution *judicatum solvi* ne dispense pas de consigner les frais, III, 111. — Comment et par qui est réglé le taux de la consignation, III, 111, 112. — La consignation se fait entre les mains du greffier, III, 112. — La partie civile a-t-elle le droit de prendre part à l'instruction? II, 35, — ou de prendre communication de la procédure? II, 36. — Peut-elle être entendue en témoignage? II, 168. — V. *Faux serment*, *Frais d'instruction*, *Plainte*.

Passagers à bord d'un navire marchand, qui y commettraient des délits, quelle peine encourraient-ils? III, 543-545.

Passe-partout, V. *Clefs fausses*.

Passe-port. Formules de qualification et explications sur les faux commis dans les passe-ports, III, 391 et suiv.

Pêche. Cas où les délits de pêche peuvent ou non être poursuivis d'office, I, 212. — Comment se prescrivent ces délits? I, 223.

Peines ne peuvent être établies que par une loi, I, 107 et suiv. — Servent à distinguer les contraventions, les délits et les crimes, I, 127. — Indication des peines pour contravention, I, 128, — pour délits, I, 129, — pour crimes, ou afflictives et infamantes, I, 130, — infamantes seulement, I, 130. — En cas de variation dans la législation, la peine la plus douce est seule applicable, I, 116. — Conséquences du principe de la non-cumulation des peines, I, 233 et suiv. — Cas où le juge d'instruction peut prononcer des peines; questions, I, 408 et suiv.

Perquisitions, V. *Commissions rogatoires*, *Mandats*, *Visites domiciliaires*.

Personnes. Circonstances relatives aux personnes, à relever en constatant les crimes et délits, I, 170 et suiv.

Pesées, V. *Empreintes*.

Pharmaciens. Leur qualité est une circonstance aggravante, en cas d'avortement, III, 268, 271. — V. *Experts*, *Officiers de santé*.

Pièces arguées de faux, V. *Faux en écriture*.

Pièces de comparaison, V. *Faux en écriture*.

Pièces de conviction. Leur utilité, I, 511; II, 341; III, 40. — Nécessité de les rechercher et de les saisir, I, 512. — Cette recherche peut être déléguée, II, 304, 331. — Devrait-on avoir égard à une indication anonyme? I, 513. — Des visites autorisées à ce sujet, I, 515; II, 59. — Diverses sortes de pièces de conviction, I, 515, 518. — Description et identification de ces pièces, I, 519. — Remarques relativement aux papiers, I, 523. — Faut-il toujours rédiger un procès-verbal spécial pour la saisie des pièces de conviction? I, 524. — Elles doivent être représentées aux prévenus, I, 518, — et aux témoins, II, 206. — Ces pièces sont déposées et demeurent au greffe; explications, I, 525; III, 24. — S'il n'y a lieu à suivre, elles sont restituées, I, 526. — En cas de déplacement, il en est fait état, I, 526; III, 40. — Comment, par qui, avec quelles précautions s'en fait le transport, I, 527; III, 65. — Des frais de transport de ces

pièces, III, 65; — réquisitions et taxes à cet effet, III, 163. — Remarques quant aux objets trouvés sur les prévenus, I, 529. — Du cas de levée de corps, I, 528. — Quand les pièces de conviction sont remises par un dénonciateur, un plaignant, un témoin ou un prévenu, on le constate par un procès-verbal descriptif, non absolument par un procès-verbal spécial, I, 524; II, 14, 42. — V. *Frais d'instruction, Visites domiciliaires.*

Pièces de procédure. Comment procède-t-on en cas d'enlèvement ou de destruction des pièces d'une instruction? I, 376. — Comment se fait l'envoi des pièces d'une procédure, I, 530-532. — Comment elles sont transportées, I, 530-532; III, 65.

Pièces de reconnaissance à recueillir, I, 528. — V. *Pièces de conviction.*

Pierres, V. *Armes.*

Pillage. Formules de qualification et explications sur ce crime spécial, III, 465 et suiv.

Piraterie, crime de la compétence du juge d'instruction, I, 323.

Pistolet de poche ou à vent. Arme prohibée, II, 58.

Plaignant, V. *Plainte, Partie civile.*

Plainte. Le juge d'instruction est spécialement chargé de recevoir les plaintes, I, 371. — *Quid*, en cas de simples contraventions? I, 371. — Compétent pour instruire, le juge d'instruction procède immédiatement ou communique la plainte au procureur impérial, selon les circonstances, I, 372; — incompétent, il renvoie devant le juge qui en peut connaître, I, 373. — Doit-il désigner ce juge? I, 373. — Formule de l'ordonnance de renvoi, III, 126. — *Quid*, si ce juge se déclare lui-même incompétent? I, 373. — Quoique incompétent à raison de la personne ou de la matière, le juge d'instruction peut-il opérer, en cas de flagrant délit? I, 374. — Il peut recevoir le désistement de la plainte, I, 375; — en quelle forme, I, 375; III, 125. — Définition de la plainte, II, 19. — Qualités requises pour être admis à rendre plainte, II, 19 et suiv. — Capacité requise des plaignants, II, 22. — Effet de la plainte d'un incapable, II, 25. — Des plaintes géminées, II, 24. — Des plaintes récriminatoires, II, 25. — *Quid*, si le plaignant était sans intérêt, avait suivi au civil, ou s'était désisté? II, 26, 27. — Toute plainte doit-elle être admise nécessairement? II, 27-29. — On peut rendre plainte en personne ou par procuration, II, 29. — Forme de la procuration, II, 30. — La plainte peut-elle être reçue sur papier libre? II, 36. — Elle doit être écrite sur feuilles volantes, II, 39. — Forme de la plainte, II, 39; III, 125. — Elle doit être affirmée, II, 42. — *Quid*, si le plaignant refuse de signer sa plainte? II, 43. — Les parties ont le droit de se faire délivrer, à leurs frais, une copie de la plainte, II, 44. — V. *Action civile, Action publique, Caution* judicatum solvi, *Désistement, Frais d'instruction, partie civile.*

Plan des lieux, souvent nécessaire, peut être dressé par le juge d'instruction lui-même, II, 57. — Le tiers employé à cet effet n'est pas considéré comme expert, et n'a pas à prêter serment, II, 57. — Les frais du plan sont taxés comme frais urgents, III, 106.

Pluralité des auteurs d'un crime, V. *Nombre*.

Plus ample informé peut être ordonné par le juge d'instruction, alors que le procureur impérial requerrait le règlement immédiat de la procédure, III, 11. — Ce qu'était autrefois le plus ample informé indéfini, III, 52.

Poignard, arme prohibée, II, 58.

Poinçons faux ou contrefaits, et usage; explications, III, 407 et suiv.

Poison. La vente des poisons par personnes non autorisées, constitue un délit, II, 58, 82. — Elle peut constituer la complicité de l'empoisonnement, II, 58, 82. — On doit saisir les poisons trouvés en constatant un crime, II, 58. — V. *Empoisonnement, Pièces de conviction*.

Police judiciaire. Définition et attributions de la police, I, 238. — Division en police administrative et police judiciaire; attributions distinctes, I, 239. — Devoirs généraux de la police judiciaire, I, 241. — La police judiciaire est exercée sous l'autorité des Cours impériales, et par ces Cours elles-mêmes quand elles le jugent à propos, I, 244. — La Cour de cassation n'y participe qu'accidentellement et par exception, I, 245. — Les premiers présidents de la Cour de cassation et des Cours impériales sont spécialement chargés de l'instruction dans certains cas, I, 247. — Les présidents des Cours d'assises peuvent faire des actes d'instruction, I, 247. — Les procureurs généraux sont officiers de police judiciaire sous certains rapports, I, 247, 248; — ont-ils le droit de réquisition directe à l'égard des juges d'instruction? I, 249. — En quoi les tribunaux de première instance participent à la police judiciaire, I, 250; — les présidents de ces tribunaux remplacent nécessairement les juges d'instruction pour quelques actes spéciaux, I, 251. — V. *Officiers de police judiciaire, Préfets*.

Poste aux lettres. Les préposés de cette administration sont obligés de rendre témoignage des faits appris dans leur service, II, 161, — et de remettre aux officiers de police judiciaire les lettres et papiers déposés à la poste, qui seraient réclamés pour l'instruction d'une procédure, I, 440. — Les officiers de police judiciaire sont autorisés à faire des perquisitions et saisies dans les bureaux de la poste aux lettres, I, 440, 522. — L'administration des postes fait l'avance des frais de justice en matière de transport illicite des lettres, III, 61, 62. — V. *Correspondance*.

Poudre à feu. La fabrication et le colportage illicite de la poudre à feu peuvent motiver un mandat de dépôt, II, 390.

Poudre de guerre, V. *Contributions indirectes*.

Pouvoir, V. *Abus de pouvoir*.

Préfets et Préfet de police, sans être eux-mêmes officiers de police judiciaire, peuvent exercer les fonctions ou requérir l'action des officiers de police judiciaire, I, 261. — Quelles sont leurs attributions quant à la police judiciaire, I, 263. — *Quid*, en cas de concurrence et de prévention avec les officiers de police judiciaire? I, 269, 270. — Les officiers de police judiciaire ne relèvent pas des préfets, et n'ont pas à leur rendre compte de leurs opérations, I, 262, — ni à leur donner communication des procédures, I, 267. — Les préfets ont un privilége de juridiction

en matière criminelle, I, 287, — et ils ont droit à la garantie constitutionnelle, comme agents du Gouvernement, I, 290. — Formalités à observer pour les appeler ou les entendre en témoignage, II, 227. — Cas où ils ne peuvent, ainsi que les sous-préfets, être cités en témoignage qu'avec permission du ministre de la justice, II, 227.

Préméditation. Définition, I, 181. — Distincte du guet-apens, III, 297. — Circonstance aggravante des coups et blessures, III, 293, — et du meurtre, III, 448. — Circonstance inutile à relever en cas d'empoisonnement, III, 310, — d'infanticide, III, 440, — de parricide, III, 461 ; — sauf le cas où soit l'infanticide, soit le parricide, serait articulé comme meurtre qualifié, non comme crime spécial, III, 440, 461.

Premier président. Actes de police judiciaire pour lesquels les premiers présidents des Cours impériales sont exclusivement compétents, mais qu'ils peuvent déléguer, I, 247, 282, 286. — V. *Police judiciaire*.

Prénom, V. *Nom*.

Préposés des aubergistes, hôteliers, voituriers, bateliers, comptables; leur qualité est une circonstance aggravante en cas de vol, de soustraction, d'altération de marchandises, III, 484, 511.—V. *Commis*.

Prescription éteint l'action publique, I, 217.—Doit être suppléée, I, 218.—Comment elle s'acquiert, I, 218. — Comment se calcule le temps de la prescription, I, 223. — Actes interruptifs de la prescription, I, 219. — En cas de variation de la législation, on applique les dispositions les plus favorables, I, 117. — *Quid*, relativement aux délits successifs? I, 221, — quant aux délits complexes ou collectifs? I, 221, — quant aux délits prévus par des lois spéciales? I, 222. — De la prescription en matière de frais ou d'indemnités, III, 109, 110.

Présents, V. *Dons*.

Président de consistoire a un privilége de juridiction, en matière criminelle, I, 287.

Président de la Cour d'assises. Actes d'instruction qu'il peut faire, I, 247. — Délégations qu'il peut donner au juge d'instruction, I, 88, 247; II, 335. — Peut être remplacé par le juge d'instruction pour interroger des accusés, à défaut des présidents et des juges plus anciens, I, 88.

Président de première instance peut remplacer le juge d'instruction, I, 251. — Actes d'instruction spéciaux qu'il peut faire à raison de son titre, ou pour lesquels il doit être délégué, II, 225.

Presse. Définition spéciale des délits et contraventions en matière de presse, I, 128, 129. — Les délits de presse sont rentrés dans le droit commun pour la forme et les délais de l'instruction et pour le jugement, I, 13, 322; — plus de prescription spéciale à cet égard, I, 223. — Les priviléges de juridiction ne s'effacent plus à raison de la nature des délits de presse, I, 281. — Quel est le juge d'instruction compétent à raison d'un délit de presse, I, 326.

Prêtres ne sont pas tenus de rendre témoignage des faits appris en confession, II, 157. — *Quid*, à l'égard des faits seulement confiés en secret,

hors de la confession? II, 157, 158. — Ils peuvent être contraints à venir déposer comme les autres témoins, II, 158. — V. *Ministres du culte, Serment.*

Preuves par écrit. De leur importance, de la recherche et de la saisie à en faire, I, 511. — Remarques sur la recherche et la saisie des papiers, I, 523. — V. *Adultère, Aveu, Corps du délit, Obligation.*

Preuve testimoniale est insuffisante quand il s'agit de constater l'existence d'une obligation civile de plus de 150 fr., I, 206; — spécialement en cas d'abus de blanc seing, d'abus de confiance, de destruction de titres, de faux serment civil, I, 206–208; III, 233, 241, 412. — Exceptions, 1, 207, 208; III, 241, 413, 486.

Prévention, ou droit de préférence entre plusieurs juges d'instruction, comment s'établit et quelles sont ses règles, I, 330.

Prévention, ou mise en jugement, V. *Règlement des procédures.*

Prévenu. Synonymie des mots *prévenu* et *inculpé* au cours de l'instruction, I, 170. — Différence entre les termes *prévenu* et *accusé*, I, 170. — Le prévenu arrêté doit être sommé d'assister aux opérations de constat, et à la saisie des pièces de conviction, ou de s'y faire représenter, I, 490. — Il est convenable, sinon nécessaire, de faire assister le prévenu aux opérations d'experts, I, 491, 503; II, 533. — Un prévenu ne peut être témoin contre son coprévenu, II, 171. — Comment se fait la translation des prévenus, et quels sont leurs droits à cet égard, III, 62–65. — V. *Appel, Liberté provisoire, Maison d'arrêt, Mandats, Nombre,* etc.

Princes du sang impérial. Formalités de leur audition en témoignage, II, 225.

Prise à partie. Cas où le juge d'instruction l'encourrait, I, 470; II, 221, 352. — V. *Forfaiture.*

Prison d'État, V. *Maison centrale.*

Prisonniers, Prisons, V. *Emprisonnement, Évasion, Maison d'arrêt, Maison centrale.*

Prisonniers pour dettes. Comment on les fait comparaître en témoignage, II, 177.

Privilége de juridiction, V. *Ambassadeurs, Conseillers d'État, Cour des comptes, Évêques, Généraux, Grands officiers de la couronne, Grands-croix et Grands officiers de la Légion d'honneur, Magistrats, Ministres, Officiers de police judiciaire, Préfets, Président de consistoire, Sénateurs, Université.*

Procédures, V. *Pièces de procédure.*

Procès-verbal. Formalités générales, I, 459. — Nécessité de constater par un procès-verbal tout acte d'instruction, I, 468. — Importance particulière et formalités des procès-verbaux de constat, II, 62.—Le procès-verbal de constat ne doit contenir ni information, ni interrogatoire, II, 65. — Formule de procès-verbal de constat, III, 129.

Procuration. Quelle procuration est nécessaire pour dénoncer ou porter plainte, II, 9, 29, — pour représenter aux opérations de constat un

prévenu arrêté. II, 492. — Un témoin ne peut déposer, ni un prévenu se faire interroger, par procuration, II, 198, 251.

Procureur général est officier de police judiciaire, à certains égards, I, 247. — Peut-il requérir directement le juge d'instruction? I, 249. — Le juge d'instruction est soumis à la surveillance, non aux ordres, du procureur général, I, 90, 249 ; — il doit rendre compte au procureur général des interdictions de communiquer qu'il a ordonnées, II, 446; III, 155, — et lui fournir chaque mois une notice indiquant l'état des procédures en instruction, III, 155, 162.

Procureur impérial. Date de l'institution des officiers du ministère public, I, 64 ; — leurs attributions primitives, au criminel, I, 65 ; — supprimés en 1791, ils sont suppléés, en l'an IX, par les magistrats de sûreté, I, 71, — puis rétablis en 1810, I, 73. — Attributions actuelles du procureur impérial comme officier de police judiciaire, I, 73, 252. — Comment il est pourvu au remplacement de ce magistrat et de son substitut absents ou empêchés, I, 75. — *Quid*, en cas de concours du procureur impérial et du juge d'instruction? I, 270. — Distinction des pouvoirs de ces deux magistrats, I, 342 : — *Quid*, en cas de flagrant délit? I, 344, — et en cas d'exécution d'un mandat d'amener dans certain délai et à certaine distance? I, 386-389. — En général, le procureur impérial entame le procès par un réquisitoire, I, 376; — cas où le réquisitoire est inutile, I, 376 ; — ce que doit être le réquisitoire, I, 377; — ce réquisitoire est-il obligatoire pour le juge d'instruction? I, 378, 392. — Dès que le procureur impérial a requis une instruction, elle peut être expédiée, sans nouvelles réquisitions, jusqu'au règlement de la procédure, I, 382. — Quand il a saisi le juge d'instruction, le procureur impérial ne peut retirer sa plainte, ni recourir à des poursuites directes, I, 379. — Le procureur impérial est chargé de l'exécution des ordonnances du juge d'instruction, I, 400 ;—il a le droit de se pourvoir contre ces ordonnances, par opposition ou appel devant la chambre d'accusation, I, 394. — Il doit donner des conclusions, quand le juge d'instruction est autorisé à prononcer des peines, I, 408 et suiv. ; — exception dans un cas où le juge d'instruction opérerait seul sur les lieux, I, 422. — Ses conclusions sont nécessaires pour la délivrance des mandats d'arrêt, II, 412, — et pour la mainlevée provisoire du mandat de dépôt, II, 391.—Il doit accompagner le juge d'instruction qui se transporte sur les lieux ; exception, I, 473.—Il n'a pas le droit d'assister aux informations et aux interrogatoires, mais sa présence peut être tolérée jusqu'à un certain point, I, 489, 490; II, 188, 249.—Il a le droit de demander la communication de la procédure, quand il le juge à propos, I, 380. — Les procédures achevées lui sont communiquées nécessairement, pour qu'il donne ses conclusions avant le règlement, III, 5. — Ses conclusions ne lient pas le juge d'instruction, III, 11, 12. — Peut-il refuser de conclure, et que devrait faire le juge d'instruction en cas de refus de conclusions? III, 5.— En cas de transport, le procureur impérial a droit aux mêmes indemnités que le juge d'instruction, III, 90, 91.

Profession des témoins est indiquée dans l'information, II, 196 ;—

celle des prévenus est indiquée dans les interrogatoires, II, 263. — La profession des prévenus peut constituer une circonstance aggravante, V. *Condition, Qualité.*

Promesse pour exciter au crime ou au délit est un élément de complicité, I, 154. — Les promesses sont une circonstance constitutive du crime de corruption, III, 286, 288, — et une circonstance aggravante du faux témoignage, III, 414.

Promulgation des lois : nécessité, I, 109 ; — mode, I, 110.

Proposition de complot, V. *Complot, Tentative.*

Provocation à commettre un crime ou un délit, peut constituer la complicité, I, 154; III, 220, 225. — V. *Pillage, Rébellion, Subornation.*

Pudeur. Ménagements à prendre quand on constate des attentats à la pudeur, II, 87, 92. — V. *Attentats à la pudeur, Viol, Visites corporelles.*

Pseudonyme. Une dénonciation pseudonyme ou anonyme ne peut être reçue que comme simple renseignement, II, 7.

Q

Qualification des crimes. Importance de la régularité des qualifications, III, 174. — Indication des règles, III, 175 et suiv. — Nomenclature des crimes pour lesquels ce manuel contient des formules de qualification annotées, III, 522.

Qualité du délinquant ou de la personne offensée ou lésée peut être une circonstance aggravante du délit, I, 174. — La qualité du délinquant est quelquefois attributive de juridiction, V. *Age, Condition, Privilége de juridiction.*

Quantité ou quotité des choses ou sommes qui sont l'objet d'un délit peut être une circonstance aggravante ou atténuante, I, 191 ; — mais l'exiguïté de l'objet du délit n'est jamais une excuse absolue, I, 191.

Questions préalables sont distinctes des questions préjudicielles, I, 243.

Questions préjudicielles. Définition et explications, I, 243.— Leur production n'empêche pas de constater les faits, I, 243.

Quidam. On peut, contre un inconnu ou un *quidam,* porter une dénonciation ou une plainte, II, 13, 42, — même décerner un mandat, II, 368, — non pas prononcer une mise en prévention, III, 32,— sauf le cas d'arrestation effectuée, III, 33.

R

Rapport d'experts ne doit pas nécessairement être précédé d'une ordonnance du juge, III, 502. — Il est ordinairement inséré au procès-verbal du juge, III, 504 ; — exception facultative quant aux médecins et officiers de santé, III, 504. — En cas de rapport séparé, le résultat des

opérations doit être succinctement indiqué au procès-verbal du juge, III, 505. — Observations sur ce que doivent contenir les rapports d'experts, III, 506. — V. *Experts*.

Rapt. Délit successif ; comment il se prescrit, I, 221. — Cas où il ne peut être poursuivi d'office, I, 209. V. *Enlèvement ou détournement de mineurs.*

Ratures. Les mots rayés doivent être rejetés numériquement, I, 462 ; II, 217, 290. — V. *Surcharges.*

Rébellion. Formules de qualification et explications, III, 469 et suiv.

Recélé. Élément de complicité du vol ; explications, I, 158, 111, 221, 222 ; III, 227, 228. — *Quid* du recélé de la part de la femme à l'égard de son mari, ou réciproquement ? I, 177. — Le fait d'avoir recélé des réfractaires ne constitue pas une complicité, mais un délit spécial, I, 157. — V. *Malfaiteurs*.

Récidive. En quoi consiste la récidive légale, I, 194. — Elle constitue une circonstance aggravante à relever et constater dans l'instruction, I, 194. — Règles générales de la récidive ; exceptions, I, 195. — Comment elle se constate, I, 196. — Elle est sans effet par rapport aux complices, III, 26.

Reclusionnaire, V. *Maison centrale.*

Récrimination, V. *Plainte.*

Récusation. Les règles ordinaires de la récusation ne s'appliquent pas au juge d'instruction, I, 79, 340 ; — il peut cependant être dessaisi par la Cour de cassation, I, 79 ;—il peut donner son déport, et le tribunal l'admet ou le refuse, I, 79, 80. — La parenté avec le plaignant s'étant déclaré partie civile, serait une cause d'abstention, I, 380, — non la parenté avec le dénonciateur, I, 380. — Le juge d'instruction qui aurait officiellement dénoncé un fait, ne serait pas empêché d'instruire, I, 341. — Le juge d'instruction, commissaire à une faillite, pourrait instruire contre le failli poursuivi comme banqueroutier frauduleux, I, 342.

Réfractaire, V. *Recélé.*

Refus du juge d'instruction d'obtempérer à un réquisitoire, doit être donné par une ordonnance motivée, I, 394.

Refus de services requis par le juge d'instruction, en cas de flagrant délit, peut entraîner une peine contre les experts ou manouvriers, I, 420.

Registre. On ne doit pas recueillir les dénonciations et les plaintes sur un registre, mais sur feuilles volantes, II, 17, — sauf à les inscrire par surcroît sur un registre, II, 17. — Les registres d'écrou sont cotés et paraphés par le juge d'instruction, II, 429, 430. — V. *Destructions, Faux en écriture, Minutes.*

Règlement administratif, V. *Lois.*

Règlement de juges ; cas où il y a lieu, I, 336, 339 : — ce n'est pas au juge d'instruction qu'il appartient de suivre la procédure, I, 337. — La demande en règlement de juges n'empêche pas de continuer l'instruction, I, 337.

Règlement des procédures. Toutes les affaires soumises au juge d'instruction ou dont il s'est occupé, sont sujettes à un règlement de sa part, III, 1. — Le juge d'instruction se dessaisit et épuise sa juridiction par son ordonnance de règlement, III, 2. — Il peut aussi être dessaisi par un arrtêt d'évocation ou par un arrêt de règlement de juges, III, 2. — Aussitôt qu'une procédure est achevée, elle doit être réglée, III, 2. — Cas de règlement partiel et anticipé, III, 4. — Le juge d'instruction ne peut saisir directement la Cour d'assises, mais seulement la juridiction de simple police ou de police correctionnelle et la chambre d'accusation, III, 24. — Avant de rendre une ordonnance de dessaisissement ou de règlement, il doit communiquer la procédure au procureur impérial, III, 5. — *Quid*, si le parquet refusait ou s'abstenait de conclure? III, 5. — Les conclusions du parquet doivent être données par écrit, III, 7. — Après les conclusions du parquet, l'ordonnance de règlement doit intervenir sans retard, III, 9. — Si le juge d'instruction reconnaît qu'il a été incompétemment saisi, il déclare son incompétence et renvoie devant qui de droit, III, 9; — saisi compétemment, il ne peut renvoyer devant un autre juge d'instruction, III, 10, — hors le cas de prévention ou de concurrence, III, 10.—Cas de renvoi à une juridiction supérieure, III, 10.— *Quid*, en cas de concours de militaires et de civils à un même fait? III, 10. — Le juge d'instruction n'est pas lié par les conclusions du parquet, si ce n'est qu'il doit statuer sur tous les chefs relevés dans le réquisitoire, III, 11. — *Quid*, en cas d'omission de statuer sur quelque chef? III, 34. —Le juge d'instruction pourrait ordonner un plus ample informé, et continuer la procédure dont le règlement serait requis par le procureur impérial, III, 11. — Forme de l'ordonnance, III, 158. — De même, il pourrait régler une procédure dont la continuation serait requise, III, 12. — La procédure ne peut être réglée, au désavantage du prévenu, avant un interrogatoire ou une mise en demeure, III, 13. — Le juge d'instruction pourrait-il prononcer des peines ou des dommages-intérêts? III, 14. — Cas d'ordonnances de non-lieu à suivre, III, 14-18. — Excuses qu'il appartient au juge d'instruction d'apprécier, III, 16. — Il suffit qu'il existe des indices graves de culpabilité, pour que la mise en prévention doive être prononcée, III, 18. — Effets de l'ordonnance de non-lieu, III, 19. — Cas d'ordonnance de mise en prévention pour délit, III, 20. — Distinctions quant au maintien de la détention préventive, III, 20. — On ne peut accorder la liberté provisoire sans caution, III, 21, — à moins que le délit retenu ne soit punissable que d'une amende, III, 22, — ou que, sur les conclusions conformes du parquet, le juge d'instruction ne donne mainlevée du mandat de dépôt, II, 397. — Décision en cas de prévention de crime, III, 24. — *Quid*, s'il y a plusieurs prévenus, ou concours de crimes et de délits connexes ou non connexes? III, 25, 26. — Il ne peut intervenir d'ordonnance de prévention contre un inconnu non arrêté, III, 32. — Rédaction, formalités, signature des ordonnances, en général, III, 28, — des ordonnances de non-lieu, III, 30, 157, — des ordonnances de mise en prévention pour délit et pour crime, III, 32 et

suiv., 158, 159. — Toutes les ordonnances sont inscrites au greffe, III, 39. — Mise à exécution des ordonnances qui règlent la procédure, III, 40. — V. *Chambre d'accusation.*

Religieux, Religieuses, V. *Congrégations.*

Remplacement, V. *Greffier, Juge d'instr., Procureur impérial.*

Renonciation, V. *Désistement.*

Renvoi à une autre juridiction ; quand et comment il se fait, I, 335 ; III, 9. — Quand le renvoi fait au juge d'instruction par la juridiction correctionnelle le saisit-il régulièrement ? III, 337.

Renvois en marge doivent être approuvés et signés, I, 462. — Suffirait-il qu'ils fussent paraphés ? I, 463.

Réparations civiles ne peuvent être accordées par le juge d'instruction, III, 15.

Repris de justice. Définition, II, 170 ; III, 476. — Peuvent être entendus en témoignage, II, 170 ; — mais ne prêtent pas serment, II, 195. — Ils ne peuvent obtenir la liberté provisoire sous caution, III, 476.

Réquisition d'un chef de maison est-elle attributive de compétence, comme le flagrant délit, pour le juge d'instruction ? I, 356.

Réquisitions à la force publique, V. *Force publique.*

Réquisitoire du procureur impérial est-il obligatoire pour le juge d'instruction ? I, 378, 392. — *Quid*, relativement au mandat d'arrêt ? II, 414. — A la différence des autres mandats, le mandat d'arrêt ne peut être décerné sans que le procureur impérial ait pris des réquisitions, II, 412. — Le mandat de dépôt ne peut être levé provisoirement qu'en cas de conclusions conformes du parquet, II, 391. — Le juge d'instruction peut être mis en mouvement par un réquisitoire d'un préfet, I, 261, — ou du ministère public, I, 376.— Mais, saisi d'une procédure, le juge d'instruction ne reçoit des réquisitions que des membres du parquet, non des officiers de police auxiliaires, I, 271.

Résidence équivaut au domicile, I, 434; II, 67. — Le juge d'instruction peut, dans sa résidence même, faire opérer par délégation, II, 329.

Responsabilité du juge d'instruction, quant à la régularité des procédures, I, 469;—quant aux taxes de frais, III, 60, 107, 113.—V. *Rôles de restitution.*

Responsabilité civile. En quoi elle consiste et à qui elle s'applique, I, 177.

Restitution n'empêche pas les poursuites contre le voleur, l'escroc, etc., qui a restitué, I, 214.— Les frais mal taxés sont sujets à restitution, V. *Rôles de restitution.*

Retentum. Ce que c'était dans l'ancienne pratique, II, 347.

Rétroactivité, V. *Lois.*

Réunion. La réunion de deux ou plusieurs personnes est une circonstance aggravante en cas de vol, III, 507, 522,—et en cas de rébellion, III, 469, 474. — Si la réunion est armée, en cas de rébellion ou de pillage, cette circonstance doit être relevée, III, 469, 474. — V. *Association de malfaiteurs, Attroupement, Bandes, Nombre.*

Revendication de l'instruction ; quand et en quelle forme elle doit être faite, I, 334.

Rôle de restitution. Une taxe mal faite y exposerait le juge d'instruction, II, 107, 113.

Rossignols, V. *Clefs fausses*.

Roulement. Le juge d'instruction y est sujet comme les autres juges, I, 83.

Routes, V. *Chemins publics, Rues*.

Rues ne sont pas comprises sous la dénomination de chemins publics, I, 184 ; — non plus les routes qui traversent les villes, faubourgs, bourgs et villages, I, 184.

S

Sages-femmes. Cas où il y a lieu de les employer spécialement, II, 90. — Indemnités auxquelles elles ont droit, II, 72. — Taxes qui leur sont allouées à titre de témoins, II, 77. — Leur qualité est une circonstance aggravante, lorsqu'elles ont coopéré à un avortement, III, 268, 271. — V. *Officiers de santé*.

Saisie, V. *Armes, Papiers, Pièces de conviction, Poisons*.

Sardes, V. *Caution* judicatum solvi, *Etrangers*.

Sauf-conduit. Il échet d'en donner un pour faciliter la comparution d'un témoin ou d'un prévenu sujet à la contrainte par corps; quelle doit en être la durée ? II, 176, 357. — Formule, III, 143.

Sceau de l'État. Sa contrefaçon ou son altération constitue un faux spécial ; formule de qualification et explications, III, 403. — Ce crime, commis à l'étranger, peut être poursuivi en France, III, 405.

Sceau du juge d'instruction doit être apposé sur les pièces de conviction et sur les papiers saisis, I, 520, — quelquefois sur un cadavre, II, 109, 128, — enfin, sur certains actes portant réquisition ou mandement. V. *le Chapitre des formules*.

Scellés. Cas d'apposition, III, 89. — Quelles personnes peuvent être commises à la garde des scellés, III, 89.—Des frais de garde, III, 89.—Cas où les gardiens ne sont pas salariés, III, 89. — Le bris de scellés peut être considéré, à l'égal de l'effraction, comme une circonstance aggravante du vol, III, 279, 510, 537, — Le bris de scellés constitue aussi, en certains cas, un crime spécial ; formules de qualification et explications, III. 278.

Secours réclamé de l'intérieur d'une maison, autorise à s'y introduire même la nuit, I, 442, 443. — Secours requis et refusé en cas de flagrant délit, V. *Refus*.

Secret. On doit garder le secret dans l'instruction des procédures, I, 450 et suiv. — On n'est pas dispensé de déposer d'un secret; exception quant aux seuls confesseurs, II, 157. — Mise au secret, V. *Interdiction de communiquer, Maison d'arrêt*.

Secret de fabrique, V. *Communication des secrets de fabrique*.

Sédition, V. *Pillage*.

Séduction, V. *Enlèvement de mineurs.*

Séjour forcé en route, dûment constaté, donne droit à un supplément d'indemnité, III, 98 ; — il en est de même du *séjour prolongé* au lieu où se fait l'instruction, III, 100 ; — les militaires et les marins au service de l'Etat ne sont taxés comme témoins que dans ce dernier cas, III, 85.

Sénat n'est jamais constitué en Cour criminelle, I, 276. — V. *Haute Cour de justice.*

Sénateurs. Les principes qui s'appliquaient aux pairs de France s'appliquent aux sénateurs, I, 275, 279. — Les sénateurs ont un privilége de juridiction en matière criminelle, I, 278. — Hors le cas de flagrant délit, le juge d'instruction ne peut les faire saisir ou arrêter, à peine de forfaiture, I, 275, 276, 279 ; — mais on peut toujours informer, sauf le renvoi de la procédure, I, 276, 279. — Les complices deviennent justiciables de la Haute Cour de justice, par communication de privilége, I, 275.

Septuagénaires. Leur âge doit être constaté, parce qu'il entraîne une modération de la durée de la contrainte par corps, I, 174. —V. *Sexagénaires.*

Séquestration, V. *Arrestation illégale, Prescription.*

Sergents de ville ne sont pas agents de police judiciaire, ils sont agents de la force publique, I, 256. — Cités comme témoins, sans déplacement, ils n'ont pas droit à la taxe, III, 88.

Serment. C'est le serment qui investit le fonctionnaire du titre et des pouvoirs de sa fonction, I, 85. — Le juge appelé aux fonctions de juge d'instruction dans le même tribunal, n'a pas à prêter un nouveau serment, I, 83. — Le remplaçant temporaire du greffier ou du commis greffier doit prêter serment, I, 478, 479. — Serment à prêter par les experts et les interprètes, I, 501, — par les témoins, II, 192 ; — une simple promesse, déclaration ou affirmation n'équivaut pas au serment, ni pour les experts, I, 502, — ni pour les témoins, II, 192. — Les témoins dispensés de comparaître à l'audience de la Cour d'assises doivent prêter devant le juge d'instruction le serment exigé en Cours d'assises, II, 226, 228, 236.— Témoins qui ne prêtent pas serment, II, 195.—Forme du serment, II, 193. — Les manouvriers ne prêtent pas serment, I, 493. — On ne peut exiger ni accepter le serment d'un prévenu interrogé, II, 262.—V. *Faux serment.*

Serrurier, V. *Clefs fausses.*

Service à gages. La condition des gens de service à gages est une circonstance aggravante en cas d'abus de confiance, III, 239, 241, — ou de vol, III, 510, 537.

Serviteurs, V. *Domestiques, Service à gages.*

Sexagénaires obtiennent une modération de peine, quand ils ont encouru les travaux forcés ; leur âge doit donc alors être constaté, I, 173, 174.

Sexe, V. *Attentat à la pudeur, Enlèvement de mineurs, Levée de corps, Viol, Visite corporelle.*

Signalement. Divers cas où le signalement des prévenus doit être demandé et énoncé, soit pour faciliter l'arrestation, soit pour éviter des méprises, II, 4, 13, 14, 65, 201, 287, 349, 367, 368, 421.

Signature. Par qui et comment sont signés les dénonciations, II, 15, —les plaintes, II, 42,—les procès-verbaux de constat, I, 462, 463,—les informations, II, 220,—les interrogatoires, II, 291,—les réquisitions de chefs de maisons, I, 357,—les renvois en marge, I, 462, 463,—les rejets de ratures, I, 462; II, 217, 290,—les pièces de conviction, I, 519, 520, 522, 526, —les pièces arguées de faux, II, 14, 511, 512,—les pièces de comparaison, II, 532,—les taxes, III, 82,—les mandats, II, 349, 352,—les ordonnances, II, 532; III, 158, 161.—V. *Extorsion de signature, Faux, Paraphe.*

Sœur, V. *Congrégation religieuse, Parenté.*

Soit communiqué, V. *Communication au ministère public.*

Soit informé. L'ordonnance de soit informé est-elle nécessaire? II, 472.

Somnambulisme est-il une excuse péremptoire? I, 162.

Souliers, V. *Translation des prévenus.*

Sourds-muets, même illettrés, ne sont pas exempts de poursuites, I, 163. — Les sourds-muets lettrés déposent par écrit, I, 511 ; II, 253;— la déposition est écrite devant le juge d'instruction, I, 511; II, 198 : — ils sont interrogés dans la même forme, I, 511; II, 253. — Les sourds-muets illettrés déposent sans prestation de serment et assistés d'un interprète, I, 511; II, 195, 199; — ils sont également interrogés avec l'assistance d'un interprète, lorsqu'ils sont prévenus, II, 253.—V. *Interprètes.*

Sous-préfets. Cas où ils ne peuvent être appelés en témoignage qu'avec une permission du ministre de la justice, II, 227.

Soustraction frauduleuse, V. *Vol.*

Soustractions dans des dépôts publics ; formules de qualification et explications sur ce crime spécial, III, 477 et suiv. — Soustractions par des dépositaires publics ; crime spécial, III, 481 et suiv.

Stylet, arme prohibée, II, 58.

Subornation de témoins peut être considérée comme un crime spécial ou comme complicité de faux témoignage ; formules de qualification et explications, III, 487 et suiv.

Subrécargues qui volent des marchandises, sont assimilés aux voituriers et bateliers, et leur qualité est une circonstance aggravante, III, 544.

Substitution d'enfant. Formules de qualification et explications, III, 493 et suiv.

Suicide. Observations générales à ce sujet, II, 114. — Quand la réalité du suicide est démontrée, toute poursuite cesse, I, 114, 356. — Le suicide ne constituant ni crime ni délit, il ne peut y avoir complicité de suicide, I, 114. — Celui qui donne la mort sur la demande ou avec le consentement de la victime, n'est pas un complice de suicide, mais un meurtrier ou un assassin, I, 127 ; III, 451.

Suisses, V. *Caution* judicatum solvi, *Étrangers.*

Suppléants. Les juges suppléants peuvent remplacer le juge d'instruction, I, 82, — et même être nommés juges d'instruction en titre, I, 75, 84. —V. *Magistrats.*

Supposition d'enfant. Formules de qualification et explications, III, 493 et suiv.

Suppression d'enfant. Formules de qualification et explications, III, 493 et suiv.

Suppression d'état, V. *État des personnes.*

Surcharges sont comprises dans la dénomination de ratures, I, 462 ; II, 220.

Surnom, V. *Nom.*

Surveillance de la haute police; peine commune aux matières criminelles et correctionnelles, I, 130.

Synagogue, V. *Cultes.*

T

Tabacs. Les débitants et colporteurs frauduleux de tabacs peuvent être mis sous mandat de dépôt, II, 389, 390.

Tableau des distances, dressé par le préfet pour la taxe des indemnités de voyage, doit être suivi ponctuellement, III, 98. — Tableau synoptique des taxes, III, 115.

Taxes. Responsabilité des juges taxateurs, III, 60, 113. — Formalités des diverses taxes de frais, et formules de taxes, III, 163 et suiv.; — V. *Frais d'instruction.*

Témoignage faux, V. *Faux témoignage.*

Témoins assistants, quand sont-ils nécessaires? I, 486.

Témoins déposants, V. *Information.*

Temple, V. *Culte.*

Temps du délit influe sur son appréciation, l'aggrave ou l'excuse, I, 183.— Dans quel temps peuvent se faire les actes d'instruction, I, 441,— spécialement les visites domiciliaires, I, 442, — et l'exécution des mandats, II, 351. — V. *Jours fériés, Nuit.*

Tentative. Définition, I, 132. — La tentative de délit n'est assimilée au délit qu'autant que la loi l'a formellement édicté, I, 132. — La tentative de crime est généralement assimilée au crime, I, 132 : — exceptions. I, 132–135. — La tentative supposant la réflexion, *quid* à l'égard des faits accomplis dans l'emportement de la colère, ou dans une rixe? I, 132. — La tentative d'un crime n'est punissable qu'en cas de réunion de tous les éléments compris dans la définition légale de la tentative, I, 135 ; III, 186. 219 ; — exception quant à l'attentat à la pudeur, non quant au viol, I, 136 ; III, 200, 219 ; — autres exceptions, en cas de complot ou d'attentat contre l'État, l'Empereur ou sa famille, I, 147, — en cas de faux, I, 148, — en cas de faux témoignage, par rapport au suborneur, III, 219, 491, — et en cas d'empoisonnement, III, 308. — La tentative de délit doit-elle être définie comme la tentative de crime? I, 136. — Règles générales de la tentative, I, 137. — De la tentative vaine, I, 142. — De la tentative provoquée, I, 144. — De la tentative dont le but est indéterminé, I, 145. — Divers cas de tentative expliqués, I, 139. — La complicité de tentative st punie, I, 150, —non la tentative de complicité, I, 153.—La menace ne

constitue pas une tentative, mais un crime ou délit spécial, I, 148.—Formules de qualification et explications au sujet de la tentative, III, 216-220.

Timbre. Les actes et procès-verbaux d'instruction sont faits sur papier libre, non sur papier timbré, I, 464 ; — *quid*, relativement aux plaintes rendues par de simples particuliers ? II, 36.—Les exoines doivent être écrites sur papier timbré, II, 179.—Les états ou mémoires de frais montant à dix francs ou plus, doivent être établis sur papier timbré, III, 108.

Timbres nationaux contrefaits, falsifiés ou altérés ; Formules de qualification et explications, III, 407 et suiv.

Titre. L'emploi du faux titre de fonctionnaire est une circonstance aggravante du vol, III, 509, 532,—et de l'arrestation illégale, III, 243, 246. — Quant aux titres et papiers, V. *Extorsion*, *Destructions*, *Faux*.

Tortures exercées par les malfaiteurs, sont une circonstance aggravante du crime commis, II, 73 ; III, 243, 247 ; 252, 262 ; 295 ; 448, 453 ; 509, 535.

Traducteurs. De leur emploi, I, 507. — Indemnités qui leur sont dues, III, 75. — V. *Interprètes*, *Experts*.

Traitement. Augmentation de traitement accordée au juge d'instruction, I, 178. — Les témoins qui reçoivent un traitement n'ont droit qu'à des frais de voyage, et ne sont pas taxés en cas de simple comparution sans déplacement, III, 87 : — exceptions, III, 83-84, 87-88.

Translation des prévenus. Comment elle se fait, III, 162, 163. — Ceux qui demandent des moyens de transport pour cause de maladie, doivent être visités par un officier de santé, III, 63, 64, 163. — Si cette demande est faite pour manque de chaussure, on doit leur faire donner une paire de souliers, III, 64, 164. — Des mandats de paiement pour la translation, III, 64, 163. — Les prévenus peuvent se procurer des moyens de transport, à leurs frais, et en se soumettant aux mesures de précaution ordonnées, III, 65. — Avances à allouer aux gendarmes, en cas de translation par voies extraordinaires, III, 67.

Transfert de pièces, V. *Pièces de conviction*.

Transport sur les lieux, explications, I, 471. — Le juge d'instruction doit requérir le concours du procureur impérial, I, 473 ; — mais il peut s'en passer, I, 473-476. — Autres personnes dont le juge d'instruction peut ou doit requérir l'assistance, I, 473, 479, 482, 486 ; II, 52. — En cas de concours du procureur impérial et du juge d'instruction, l'assistance de l'autorité locale ou de témoins est-elle nécessaire ? I, 487. — A quels actes, à quelles opérations, l'assistance du procureur impérial, de l'autorité locale ou de témoins peut avoir lieu, I, 489. — V. *Voyage*.

Tribunaux maritimes. Quelles personnes ressortissent à cette juridiction, I, 311 et suiv.

Tribunaux militaires. Quelles personnes sont soumises à leur juridiction, et en quelles circonstances, I, 298 et suiv.

Tromblon, arme prohibée, II, 58.

Trouble, Tumulte. Droits et moyens qu'a le juge d'instruction pour les réprimer, au lieu et pendant le temps où il opère publiquement, I, 421.

U

Uniforme, V. *Costume*.

Université. Les membres et les élèves de l'Université, pour les crimes et délits commis dans ses établissements, ont un privilége de juridiction, I, 287. — Autorisation nécessaire pour pénétrer dans les établissements de l'Université, hors le cas de flagrant délit, ou de secours demandé de l'intérieur, I, 435.

Usage est sans autorité et ne fait pas loi en matière criminelle, I, 108.

Usage de faux, V. *Faux*.

Usure. En cette matière, la plainte ne peut être portée que par le ministère public, I, 200. — Règles de compétence, I, 326. — Ce délit collectif et successif, comment se prescrit-il? I, 222.

V

Vacances. Le juge d'instruction n'a pas de vacances, I, 78, 79. — V. *Congé*.

Vagabonds. Leur condition est une circonstance aggravante, en cas de quelque acte de violence que ce soit, I, 178 ; III, 294, 301, — ou en cas qu'ils soient porteurs de faux certificats, de faux passe-ports, de fausses feuilles de route, I, 78 ; III, 395. — Les vagabonds ne peuvent obtenir la mise en liberté provisoire sous caution, I, 476 ; III, 23.

Vérité. La vérité et la justice sont le but de toute instruction criminelle, I, 425 : — il faut donc toujours instruire à décharge comme à charge, I, 425 ; II, 154.

Vieillards, Vieillesse, V. *Age*, *Septuagénaire*, *Sexagénaire*.

Viol. Remarques sur ce crime, manière de le constater, II, 84 et suiv. — Formules de qualification et explications, III, 497.

Violences. Circonstances aggravantes du vol, à des degrés divers, selon qu'elles ont ou non laissé des traces, III, 509, 513. — Les violences quelconques exercées par des mendiants ou vagabonds, sont punies comme crime, I, 178 ; III, 294, 301.

Violences envers des fonctionnaires. Formules de qualification et explications, III, 502.

Violences par abus d'autorité. Formules de qualification et explications, III, 499.

Visites corporelles. Mode, explications, II, 76, 78, 85, 86, 88, 99, 103, 107.

Visites domiciliaires. Dans quels lieux, en quel temps, le juge d'instruction peut les faire, I, 434, 442 ; II, 52. — Ménagements qu'on y doit apporter, II, 58. — Remarques pour le cas de recherches de papiers, I, 518, 522. — Le prévenu arrêté doit être interpellé d'y assister, en per-

sonne ou par un fondé de pouvoir, I, 490; II, 512. — Personnes par qui le juge d'instruction se fait accompagner, I, 476-486; II, 52. — Peut-on déléguer le pouvoir de faire des visites domiciliaires? II, 304. — Ordonnance de perquisitions, III, 153.

Voies de fait, V. *Coups et blessures, Violences.*

Voisins. On doit prendre leur déclaration, en cas de flagrant délit, II, 63. — Les notifications de mandats de comparution ou d'amener, aussi bien que les citations, peuvent leur être délaissées, II, 357, 385. — Ils signent les procès-verbaux de perquisition, en cas de mandats d'arrêt, II, 426. — Ils peuvent être employés comme témoins assistants, en cas d'opérations de constat et de visites domiciliaires, I, 486.

Voiturier. Sa condition est une circonstance aggravante du vol des objets qui lui étaient confiés, III, 511, 543. — V. *Altération de liquides ou de marchandises.*

Vol. Définition ; distinction du vol simple et du vol qualifié, II, 73. — Les larcins, les filouteries, sont des variétés du vol, III, 513. — Le vol entre parents, à certains degrés, ne donne pas lieu à l'action publique, en général, mais seulement d'après les circonstances, I, 175. — Remarques à faire en constatant un vol, et rappel des circonstances aggravantes d'un tel fait, II, 71, 74. — Formules de qualification et explications, III, 506 et s.

Volonté. Pas de délit sans volonté intelligente et libre de délinquer, I, 160. — Il ne faut pas toujours confondre la volonté avec l'intention de commettre un fait délictueux, I, 180 ; III, 211. — V. *Intention.*

Voyage. Indemnités dues, en cas de voyage, au juge d'instruction, au procureur impérial et au greffier, III, 90, 91, — aux experts et aux témoins, III, 87, 94, 95. — Il n'est dû des frais de voyage au juge d'instruction qui se transporte auprès d'un témoin malade, que si l'exoine a été fournie sur papier timbré, II, 179. — Distances parcourues qui donnent droit à l'indemnité, et comment elles se calculent, III, 94,96, 98. — Témoins venant de la Corse, d'Alger ou de l'étranger, III, 96. — Le témoin qui ne sort pas de sa commune, ou qui ne se transporte pas à plus d'un myriamètre du chef-lieu de sa commune, n'a pas droit à des frais de voyage, III, 95. — — Cette règle n'est pas applicable aux officiers de police judiciaire et aux greffiers, qui sont taxés par jour, III, 91. — L'augmentation de l'indemnité des frais de voyage pendant les mois d'hiver, est supprimée, III, 95. — Les enfants reçoivent double taxe de voyage, quand ils sont accompagnés de leur père, mère, tuteur ou curateur, III, 101. — Les témoins infirmes peuvent obtenir une taxe de voyage extraordinaire, III, 84. — Avance de frais de voyage à laquelle ont droit les experts et les témoins indigents, III, 103. — Avances auxquelles ont droit les gendarmes qui voyagent extraordinairement pour la conduite des prévenus, III, 66, 69. — Les militaires et les marins au service de l'Etat n'ont pas droit à la taxe de voyage, III, 85; — il en est autrement pour les gendarmes, les militaires en semestre ou en congé, et les marins en disponibilité dans leurs quartiers, III, 85, 86.

BIBLIOTHÈQUE IMPÉRIALE IMPR.

TABLE DIVISIONNAIRE.

IMPRIMERIE IMPÉRIALE IMPR.

TOME Ier.

		Pag.
	INTRODUCTION. — De l'institution des juges d'instruction.	1
CHAP. I.	Des lois criminelles et de leur application.	101
II.	Des infractions aux lois pénales.	126
III.	De l'action publique..	198
IV.	De la police judiciaire.	237
V.	De la compétence du juge d'instruction..	273
VI.	Formalités générales.	424
	Table sommaire des chapitres.	533
	Errata (continué à la fin du tome III).	

TOME II.

VII.	Des dénonciations.	1
VIII.	Des plaintes.	19
IX.	De la constatation des crimes et délits	45
X.	Des levées de corps.	108
XI.	De l'information ou de l'audition des témoins.	149
XII.	De l'interrogatoire des inculpés ou prévenus..	240
XIII.	Des délégations ou commissions rogatoires.	298
XIV.	Des mandats et de l'arrestation..	344
XV.	De l'emprisonnement et des maisons d'arrêt.	428
XVI.	De la liberté provisoire sous caution..	453
XVII.	Du faux en écriture.	499
	Table sommaire des chapitres.	553
	Errata (continué à la fin du tome III).	

TOME III.

XVIII. Du règlement des procédures.. 1
XIX. Des charges nouvelles. 42
XX. Des frais d'instruction. 59
XXI. Formules d'actes d'instruction. 121
APPENDICE. De la qualification des crimes ; — Règles générales. 173
— Formules de qualification annotées. 212
Table sommaire des chapitres. 547
Table générale alphabétique. 555
Errata et addenda.

ERRATA ET ADDENDA.

(TOME III.)

Page 24, aux notes, dernière ligne, au lieu de : *Cur*, lisez : *Cour*.
Page 37, aux notes, ligne 5, ajoutez : DALLOZ, 61–3–265.
Page 37, note 1, ligne 13, ajoutez : Arr. cass. 17 août 1861, DALL., 61–1–302.
Page 66, note 2, au lieu de : n° 91, lisez : n° 9.
Page 67, note 1, ajoutez : Décret du 1er mars 1854, art. 373 et suiv.
Page 72, note 1, ligne 2, lisez : *pareillement*.
Page 72, note 2, ligne 3, lisez : *l. c.*
Page 79, ligne 13, après : 16 à 24, ajoutez : 90, 91, 96.
Page 81, note 4, ajoutez : V. cependant *Sup.* t. I, p. 172, note 6.
Page 94, ligne 3, au lieu de : *état*, lisez : *états*.
Page 99, ligne 31, lisez : *leur sexe*.
Page 122, aux notes, ligne 4, au lieu de : CASSAISSOLES, lisez : CASSASSOLES.
Page 155, note 1, ligne 3, lisez : *régulier*.
Page 158, ligne 5, lisez : *le greffier*.
Page 191, ligne 29, au commencement, au lieu de : *on*, lisez : *ou*.
Page 213, note 2, ligne 4, au lieu de : *reporte*, lisez : *reporter*.
Page 217, dernière ligne, au lieu de : *Je croi*, lisez : *Je crois*.
Page 227, note 8, ligne 1, au lieu de : *de circonstances*, lisez : *des circonstances*.
Page 234, note 3, ligne 2, au lieu de : *en marge*, lisez : *en conséquence*.
Page 241, à la fin de la note 6, *ou un commis*, ajoutez : Arr. cass. 18 juillet 1862, affaire d'Elisabeth Guionnet, femme Audigé.
Page 257, ligne 42, ajoutez : Arr. cass. 3 octobre 1862, *Gaz. des Trib.* du 4 octobre 1862.
Page 273, à la fin de la note 1, ajoutez : V. ci-après, note 3 *in fine*, et *inf.* note 1, alinéa 5.
Page 319, ligne 2, lisez : *marche*.
Page 325, note 1, ligne 16, ajoutez : De même, l'art. 404, C. P., portant : « Les agents de change qui auront *fait faillite*, seront punis... »
Page 332, ligne 15, au lieu de : *de casser ou rejeter le pourvoi*, lisez : *de casser, ou rejeté le pourvoi*.
Page 349, note 13, dernière ligne, lisez : n° 675.

Page 363, note 8, dernière ligne, ajoutez : *sup.* p. 356, formule n° 3.
Page 370, ligne 4, au lieu de : *leurs*, lisez : *telles*.
Page 370, ligne 17, ajoutez : *et note 2 ci-dessus*.
Page 394, ligne 22, au lieu de : 247, lisez : 147.
Page 394, ligne 26, au lieu de : 145, 146, lisez : 145, 146 *ou* 147.
Page 410, note 6, ligne 1, au lieu de : 42, lisez : 142.
Page 410, note 6, ligne 4, au lieu de : 282, lisez : 322.
Page 535, ligne 9, au lieu de : 310, lisez : 309.

ADDITIONS A L'ERRATA DU TOME Ier.

Page 16, ligne 11, au lieu de : *Ab portum*, lisez : *Ob portum*.
Page 93, ligne 21, au lieu de : *ne prescoussissent*, lisez : *ne se rescoussissent* (*se rescoussir*, vieux mot employé par Beaumanoir, signifiant *se rébeller*).
Page 110, aux notes, ligne 8, au lieu de : *ne peut être réputé*, lisez : *ne peuvent être réputés*.
Page 177, aux notes, ligne 5, au lieu de : *art.* 401, lisez : *art.* 400.
Page 207, note 3, ajoutez : Il y aurait exception, si l'écrit mis au-dessus du blanc seing était commercial, v. g, si c'était une *lettre de change*. — Arr. cass. 26 septembre 1861, DALLOZ, 61-1-501.
Page 242, ligne 18, après le mot *puni*, ajoutez : [2] (n° de note).
Page 260, note 1, ajoutez : Loi du 31 mai 1851, art. 15.
Page 289, note 1, après le troisième alinéa, ajoutez : D'après l'art. 244 de la loi du 28 avril 1816, et la jurisprudence postérieure de la Cour de cassation, les employés *des contributions indirectes*, et les employés *de l'octroi* (qui leur sont assimilés) peuvent être poursuivis sans autorisation préalable. DALLOZ, *Rép.*, v° *Mise en jugement*, n° 113. — MORIN, *Rép.*, v° *Agents du Gouvernement*, n° 8.
Page 290, note 3, *in fine*, ajoutez : DALLOZ, 32-1-336.
Page 291, lignes 9 et 10 à retrancher ou à rayer.
Page 293, ligne 3, retranchez ou rayez les mots : *nommés par des régisseurs*.
Page 294, note 3, ajoutez : Le maire a droit à la garantie constitutionnelle quand il préside *un bureau de bienfaisance*. Arr. cass. 22 mars 1860, DALLOZ, 61-5-242 ; — non quand il préside *un conseil de fabrique*. Décisions du Conseil d'État, 21 mars 1857, DALLOZ, 58-3-42. — 14 avril 1860, DALLOZ, 62-3-12.
Page 315, aux notes, ligne 14, ajoutez : *Contrà*. Arr. cass. 7 février 1862, DALLOZ, 62-1-251.

Page 372, ligne 12, après le mot *rejet*, ajoutez : [1] (n° de note).
Page 378, aux notes, ligne 12, ajoutez : V. *Sup.* p. 241, note 3.
Page 383, ligne 12, lisez : *Mandat.*
Page 428, ligne 32, au lieu de : *interprétée*, lisez : *interprété.*
Page 446, note 2, ligne 9, au lieu de : *dans longueur*, lisez , *sans longueur.*

ADDITIONS A L'ERRATA DU TOME II.

Page 183, aux notes, ligne 2, ajoutez : Arr. Toulouse, 1er mars 1862, DALL., 62-2-71.
Page 196, note 1, ajoutez : *Sup.* n° 269.
Page 360, ligne 3, au lieu de : *mise en prévention*, lisez : *mise en accusation.*
Page 360, note 1, au lieu de : *Inf.* nos 528, 529, lisez : *Code d'inst. crim.* revisé, art. 232.
Page 361, dernière ligne des notes, lisez : [2] *sup.* n° 397.
Page 428, note 1, ajoutez : DALLOZ, 61-5-198.
Page 475, supprimez toute la note 2, qui n'a plus d'objet.
Page 479, note 6, ajoutez : *Sic*, Arr. Lyon, 26 mai 1859, DALL., 61-5-289. — Arr. cass. 1er février 1861, DALL., 61-1-136. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Inst. crim..*, nos 766 et suiv.
Page 488, ligne 30, au lieu de : *deux partis*, lisez : *deux parties.*
Page 492, lignes 4 et 7, au lieu de : *procureur du roi*, lisez : *procureur impérial.*

BIBLIOTHÈQUE IMPÉRIALE IMPR.

BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE
3 7502 04325248 7

TABLE SOMMAIRE DES CHAPITRES.

TOME TROISIÈME ET DERNIER.

CHAPITRE XVIII. DU RÈGLEMENT DES PROCÉDURES, OU DES ORDONNANCES DU JUGE D'INSTRUCTION LORSQUE LA PROCÉDURE EST TERMINÉE.

Nos
Pag.
505.
Toutes les affaires soumises au juge d'instruction sont sujettes à règlement
506.
Quand est fait le règlement
507.
Du cas de règlement partiel, avant que l'instruction soit achevée
508.
La procédure doit-être communiquée au ministère public, préalablement au règlement
509.
Délai imparti au procureur impérial. - *Quid,* s'il s'abstenait ou refusait de conclure et de remettre les pièces?
510.
Le réquisitoire du procureur impérial peut-il être oral, ou doit-il être écrit?
511.
Après le réquisitoire, le juge d'instruction doit statuer sans retard
512.
Cas de renvoi à une autre juridiction
513.
Le juge d'instruction peut ordonner ou refuser un plus ample informé
514.
Il ordonne, au besoin, que le prévenu soit mandé et interrogé, et il décerne un mandat à cet effet
515.
Examen du procès. - Cas d'ordonnances de non-lieu à poursuivre
516.
Effet de l'ordonnance de non-lieu. - Distinctions
517.
Des ordonnances de mise en prévention pour délits
518.
Conséquences de ces ordonnances, quant à la liberté du prévenu
519.
Des ordonnances de mise en prévention pour crimes, ou de transmission
520.
Une même ordonnance peut prononcer le non-lieu et une mise en prévention
521.
Quid, en cas de concours de délits et de crimes connexes ou non connexes?
522.
De la rédaction des ordonnances. - Formalités générales
523.
Rédaction des ordonnances de non-lieu
524.
Rédaction des ordonnances de mise en prévention
525.
Renvoi à l'appendice.
526.
Enregistrement des ordonnances au greffe
527.
Dépôt ou envoi des ordonnances et procédures. - Etat de frais. - Inventaire

CHAPITRE XIX. DES CHARGES NOUVELLES.

528.
Effets des ordonnances de règlement. - Les ordonnances de non-lieu à défaut de charges sont essentiellement provisoires
529.
Des charges nouvelles. - Définitions
530.
Conséquences des charges nouvelles
531.
De leur appréciation
532.
D'où peuvent-elles résulter?
533.
Une nouvelle plainte dénonçant des faits graves et ignorés constitue-t-elle des charges nouvelles?
534.
Est-il permis d'informer pour rechercher ou constater des charges nouvelles?
535.
A qui, des magistrats d'instance ou de ceux de la Cour impériale, appartient-il de connaître des nouvelles charges? - Distinctions
536.
Pouvoirs réservés aux juges d'instruction dans tous les cas
537.
Remarque relativement à l'envoi des pièces
538.
Formes de procéder quand, le juge d'instruction étant compétent, les nouvelles charges sont découvertes par un officier de police auxiliaire ou par un autre juge d'instruction

CHAPITRE XX. DES FRAIS D'INSTRUCTION.

539.
Observations générales. - Règlements à suivre. - Responsabilité des magistrats taxateurs
540.
Par qui les frais sont avancés, en général.
541.
De la translation des prévenus
542.
Du transport des procédures et des pièces de conviction
543.
De la nourriture des prévenus transférés
544.
Des moyens extraordinaires de translation
545.
De l'apport des pièces arguées de faux et des pièces de comparaison
546.
Les frais d'inhumation ne sont pas des frais de justice criminelle
547.
Des frais d'exhumation. - Taxe des manouvriers, etc.
548.
Des honoraires et vacations des médecins, chirurgiens, sages

549.
Honoraires et vacations des experts, interprètes et traducteurs.
550.
Taxe des médecins, chirurgiens, sages-femmes, interprètes cités comme témoins
551.
Indemnités qui peuvent être accordées aux témoins en général. - Formalités des taxes. - Observations essentielles
552.
Taxe des gardes champêtres et forestiers et des gendarmes, appelés comme témoins
553.
Des témoins malades
554.
Témoins qui se transportent hors de leur résidence
555.
Témoins militaires ou marins
556.
Témoins recevant un traitement
557.
Des frais de garde des scellés
558.
De la mise en fourrière et des frais de garde
559.
Des frais de transport des magistrats et greffiers
560.
Des frais de transport des témoins. - Comment s'estiment les distances.
561.
Règlement de l'indemnité à raison des distances
562.
L'indemnité est réglée par myriamètre et demi-myriamètre. - Explications
563.
Du tableau des distances. - Nécessité de le suivre
564.
Du séjour forcé en route
565.
De la prolongation de séjour dans le lieu où se fait l'instruction
566.
Du cas où les enfants reçoivent une double taxe
567.
Du port des lettres et procédures
568.
Frais d'impression de signalements
569.
Mode de paiement des taxes, états de frais et mémoires
570.
Quels frais sont réputés urgents?
571.
Avances à faire aux témoins ou experts hors d'état de fournir aux frais de leur déplacement
572.
Des frais extraordinaires
573.
Des frais non réputés urgents
574.
Exécutoire à décerner contre les parties civiles en cause, qui n'ont pas justifié de leur indigence
575.
De la consignation des frais exigée des parties civiles
576.
Des rôles de restitution
577.
Tableau synoptique des taxes fixes, dont il est parlé dans ce chapitre, et qui sont faites habituellement par les juges d'instruction
CHAPITRE XXI. FORMULES.
578.
Motifs du chapitre
579.
Dénonciation orale
580.
Dénonciation écrite
581.
Plainte verbale
582.
Désistement de plainte
583.
Ordonnance de renvoi d'une plainte, en cas d'incompétence
584.
Ordonnance de soit communiqué au procureur impérial
585.
Réquisitoire au procureur impérial, à fin de transport
586.
Réquisitions à la force publique
587.
Réquisitions à un expert
588.
Réquisitions à un artisan ou à un manouvrier
589.
Procès-verbal de constat
590.
Interrogatoire
591.
Confrontation de prévenus
592.
Cédule. - Citation
593.
Mandement exprès
594.
Sauf-conduit
595.
Information

596.
Ordonnance de condamnation contre un témoin défaillant
597.
Délégation pour entendre des témoins
598.
Subdélégation
599.
Délégation pour entendre des témoins militaires
600.
Mandat de comparution
601.
Mandat d'amener
602.
Mandat de dépôt
603.
Ordonnance de mainlevée du mandat de dépôt
604.
Mandat d'arrêt
605.
Ordonnance de perquisition
606.
Ordonnance d'extraction
607.
Ordonnance d'interdiction de communiquer
608.
Etat à fournir à ce sujet
609.
Ordonnance de mise en liberté sous caution
610.
Ordonnance de discussion de la caution
611.
Ordonnance pour le paiement des sommes cautionnées
612.
Ordonnance de non-lieu
613.
Ordonnance de plus ample informé
614.
Ordonnance de renvoi en police correctionnelle.
615.
Ordonnance de mise en prévention pour crime ou de transmission.
616.
État mensuel
617.
Réquisition pour translation de prévenus
618.
Réquisition pour transport de pièces
619.
Taxes pour ces translation et transport
620.
Mandat pour fourniture de souliers
621.
Mandat pour avances aux gendarmes
622.
Mandat pour frais d'exhumation
623.
Réquisition pour mise en fourrière
624.
Taxe à mettre au bas de l'ordonnance pour apport de pièces de comparaison
625.
Taxe des médecins, officiers de santé, sages-femmes, experts, interprètes, appelés comme témoins.
626.
Taxes des témoins,
627.
Taxe pour un témoin qui a perdu sa copie de citation.
628.
État des frais,
629.
Inventaire
APPENDICE. DE LA QUALIFICATION DES FAITS CONSTITUTIFS DE CRIMES, ET DE LEUR ÉNONCIATION, DANS LES ORDONNANCES DE MISE EN PRÉVENTION OU DE TRANSMISSION.
SECTION Ire. - Règles générales.
630.
Objet et disposition de l'appendice
631.
Distinction des circonstances constitutives et des circonstances aggravantes
632.
Toute articulation doit avoir une portée
633.
Remarques sur certaines circonstances aggravantes
634.
Circonstances qui peuvent être ou constitutives ou aggravantes.
635.
Des crimes spéciaux
636.
Irrégularité des incriminations complexes. - Explications. - De la complexité relativement aux circonstances aggravantes.
637.
De la complexité relativement aux faits principaux ou chefs divers d'incrimination. - Exceptions
638.
De la complexité relativement aux auteurs et aux complices des faits incriminés. - Observations
639.
Des incriminations alternatives
640.
Des incriminations subsidiaires
641.
Il faut qualifier en fait, non en droit

642.
Termes élémentaires, essentiels dans les qualifications
643.
Lieu et date du crime, nom de la victime
644.
Des excuses
SECTION 2. - Formules de qualification annotées.
645.
Remarques préliminaires
646.
Tentative
647.
Complicité
648.
Abus de blanc seing non confié. - Usage
649.
Abus de confiance
650.
Altération de liquides ou de marchandises par des voituriers, des bateliers, ou leurs préposés
651.
Arrestations illégales et séquestration de personnes
652.
Association de malfaiteurs
653.
Attentat à la pudeur avec violence
654.
Attentat à la pudeur sans violence
655.
Avortement
656.
Banqueroute frauduleuse
657.
Bigamie
658.
Bris de scellés
659.
Castration
660.
Communication des secrets de fabrique
661.
Concussion
662.
Contrefaçon ou altération de clefs par un serrurier
663.
Corruption de fonctionnaires ou officiers publics
664.
Coups et blessures volontaires
665.
Destructions
666.
Empoisonnement
667.
Enlèvement ou détournement de mineurs
668.
Evasion de détenus
669.
Exposition et délaissement d'enfant
670.
Extorsion de signatures ou d'écrits
671.
Faillite d'agent de change ou de courtier
672.
Fausse monnaie
673.
Faux en écriture. - Observations générales
674.
Faux en écriture privée
675.
Faux en écritures de commerce ou de banque
676.
Faux en écritures publiques ou authentiques, - commis par des fonctionnaires ou officiers publics dans l'exercice de leurs fonctions ou dans les actes de leur ministère
677.
Faux en écritures publiques ou authentiques, - commis soit par des fonctionnaires ou officiers publics en dehors de leurs fonctions ou de leur ministère, soit par toutes autres personnes.
678.
Faux (usage du), en général
679.
Faux dans les passe-ports, les feuilles de route et les certificats
680.
Faux par contrefaçon du sceau de l'Etat, - des effets du Trésor ou des banques autorisées par la loi, - et usage ou introduction en France
681.
Faux par contrefaçon ou falsification des timbres nationaux, - du marteau de l'Etat, des poinçons officiels et marques. - Usage.
682.
Faux serment
683.
Faux témoignage
684.
Fournisseurs des armées (crimes des)
685.
Incendie volontaire
686.
Infanticide
687.
Maladies occasionnées en administrant volontairement des substances nuisibles à la santé

688.
Menaces écrites d'assassinat, d'empoisonnement ou d'incendie, sous condition ou avec ordre
689.
Meurtre et assassinat
690.
Parricide
691.
Pillage. - Dégât
692.
Rébellion
693.
Soustractions, enlèvements ou détournements dans des dépôts publics
694.
Soustractions ou détournements par des comptables ou des dépositaires publics
695.
Subornation de témoins
696.
Suppression, - supposition, - substitution d'enfant
697.
Viol
698.
Violences par abus d'autorité, commises contre des particuliers, par des fonctionnaires ou officiers publics, ou par des agents de l'autorité publique
699.
Violences envers des fonctionnaires, - officiers ministériels, - agents de la force publique, - ou citoyens chargés d'un ministère public
700.
Vols qualifiés (et vols spéciaux)

TABLE GÉNÉRALE ALPHABÉTIQUE.

A

Abrogation des lois, son effet, t. I, p.
Absolution, devenue définitive, éteint l'action publique, I,
Absolution, En quoi elle diffère de l'acquittement, I, *Acquittement.*
Abstention du juge d'instruction est permise lorsqu'il y aurait en lui une cause de récusation envers un simple juge, I,
Abstention Cas où le juge d'instruction peut s'abstenir de procéder sur lès réquisitions du ministère Public, I, *Refus.*
Abus d'autorité ou de pouvoir, élément de complicité, I,
Abus d'autorité ou de pouvoir, Circonstance aggravante du viol et des attentats à la pudeur, III, *Violences par abus d'autorité.*
Abus de blanc seing, variété du faux, d'où il résulte un crime ou Un délit, suivant les circonstances, III,
Abus de blanc seing, Preuve exigée, s'il s'agit d'une valeur de plus de 150 fr., I,
Abus de blanc seing, exceptions, I,
Abus de blanc seing, Formules de qualification et explications, III,
Abus de confiance. Preuve, I,
Abus de confiance. Définition, explications, circonstances aggravantes et formules de qualification, III,
Accedit. Une ordonnance d'*accedit,* en cas de transport sur les lieux, n'est pas nécessaire, I,
Accidents, sans faute, ne donnent pas lien à des poursuites, I,
Accidents, S'il y a faute, même sans mauvaise intention, l'action publique est ouverte, I,
Accidents, Les accidents fortuits et expliqués, qui ont causé la mort, sont du ressort de la police administrative, non de celui de la police judiciaire, I, *Mort accidentelle, Frais d'instruction.*
Accouchement doit être constaté en divers cas, II,
Accouchement Indices d'un accouchement récent, II,
Accusé. Définition, I,
Acquittement. En quoi il diffère de l'absolution, I,
Acquittement. Légalement prononcé, il éteint l'action publique, I,
Acquittement. Explication de la règle: que celui qui a été légalement acquitté ne peut plus être poursuivi pour le même fait, I,
Acquittement de frais. La régie de l'enregistrement est tenue de faire l'avance des frais de justice criminelle et de les acquitter, III,
Acquittement de frais. Mode de l'acquittement de ces frais, III,
Acquittement de frais. Mode des frais urgents, III,
Acquittement de frais. Mode des frais non urgents, III,
Acquittement de frais. Mode des frais extraordinaires, III,
Acquittement de frais. De quelle heure à quelle heure les receveurs de l'enregistrement sont tenus d'acquitter la taxe des témoins, III,
Acquittement de frais. Comment et par qui les frais sont acquittés, quand il y a partie civile en cause, et de la consignation, III,
Acquittement de frais. *Quid* relativement aux procès qui intéressent les régies des Contributions indirectes et des Postes? III,
Acquittement de frais. Comment se prescrivent les indemnités accordées par les tarifs criminels, III, *Frais d'instruction.*
Actes de barbarie exercés par les malfaiteurs sont des circonstances aggravantes, II,
Actes de l'état civil. Il faut rechercher et annexer aux pièces l'acte de naissance du prévenu mineur de seize ans, sexagénaire ou septuagénaire, I,
Actes de l'état civil. le bulletin n° 2 du casier judiciaire peut en tenir lieu, II,
Actes de l'état civil. L'acte de naissance de la victime doit être joint au dossier, si elle est mineure, en cas d'attentat à la pudeur, de viol ou de rapt, I,
Actes de l'état civil. Cas où les officiers de police judiciaire doivent fournir aux officiers de l'état civil les renseignements nécessaires pour la rédaction de l'acte de décès, II, *Age.*
Action civile, son objet, I,
Action civile, En cas de *crime,* elle ne peut être intentée qu'accessoirement aux poursuites du ministère public, I,
Action civile, en cas de *délit,* elle peut l'être directement, I,
Action civile, exception relativement aux délits d'usure et d'infraction à la garantie des matières d'or et d'argent, I,
Action civile, Portée au civil, ne peut être reproduite par une plainte: unâ *viâ electâ, non datur altera,* II,
Action civile, exception, II,
Action civile, Après un désistement, n'est pas recevable, II,
Action civile, La renonciation au civil n'éteint pas le criminel, I,
Action civile, exceptions, I, *Agents du Gouvernement, Plainte.*
Action publique. But et caractère de cette action, I,
Action publique. Toute infraction aux lois pénales, antérieurement promulguées, y donne lieu, I,
Action publique. mais l'exercice n'en est pas toujours obligé, I,
Action publique. même quand le plaignant se porte partie civile, I,
Action publique. A qui appartient l'action publique; distinctions, I,
Action publique. Elle peut être exercée pour des crimes et délits commis en France ou ailleurs, contre des Français ou des étrangers; distinctions et exceptions, I,
Action publique. L'existence d'excuses non péremptoires ou de questions préjudicielles n'en entrave pas l'exercice, I,
Action publique. Cas où elle a besoin d'être autorisée, I,
Action publique. Cas où elle est subordonnée à une action civile, I,
Action publique. Ce qui n'exclut pas toute information, I,
Action publique. Circonstances où elle a besoin d'être provoquée par la partie lésée, I,
Action publique. Mise en mouvement ne peut plus être arrêtée, I,
Action publique. Exceptions en cas d'adultère, en matière de douanes et de contributions indirectes, I,
Action publique. Comment s'éteint cette action, I,
Action publique. Éteinte ou paralysée à l'égard de l'auteur principal, peut être exercée contre le complice, I,
Action publique. Influence d'une première condamnation, I,
Action publique. Des poursuites pour faits de dégénérescence, I, *Agents du Gouvernement, Acquittement, Amnistie, Délit, Prescription.*
Adjoint, V. *Maire.*
Adultère. Règles spéciales quant à la preuve de la complicité, I,

Adultère. quant au flagrant délit, I,
Adultère. Fin de non-recevoir tirée du lieu où il a été commis, I,
Adultère. La poursuite d'office et sans plainte n'est pas permise, I,
Adultère. Le retrait de la plainte éteint l'action publique, I,
Adultère. *quid* à l'égard du complice? I,
Affaires criminelles s'expédient même les jours fériés, I,
Affinité, V. *Parenté.*
Affirmation est-elle exigée pour les dénonciations, II,
Affirmation et Pour les plaintes? II,
Affirmation *Quid,* pour les exoines? II,
Affirmation En matière de témoignage, l'affirmation sans serment ne suffit pas, II,
Affirmation exception, II,
Age. Nécessité de constater l'âge du prévenu, I,
Age. parce qu'il sert pour l'appréciation des faits, et peut être attributif de juridiction, I,
Age. ou influer sur la peine, v. g. à l'égard des mineurs de seize ans, des sexagénaires et des septuagénaires, I,
Age. L'âge de la victime est une circonstance aggravante, en cas d'exposition d'enfant, d'enlèvement ou de détournement de mineurs, d'attentat à la pudeur, de viol, II,
Age. L'âge du prévenu ou de la victime doit quelquefois être prouvé par la production d'un acte de l'état civil. V. *Actes de l'état civil.*
Age. L'âge des prévenus doit être déclaré dans leurs interrogatoires, II,
Age. celui des témoins dans leurs dépositions, II,
Age et dans leurs taxes, quand il élève leur indemnité, III,
Age. Age requis dans le remplaçant temporaire d'un greffier, I,
Age. ou pour être expert, traducteur, interprète, I,
Age. exception pour l'interprète d'un sourd-muet illettré, I,
Agents de change, en cas de faillite, sont punis comme banqueroutiers frauduleux, III,
Agents de change, en cas de banqueroute frauduleuse, leur qualité est une circonstance aggravante, III,
Agents de la force publique, V. *Force publique.*
Agents de police ne sont pas officiers de police judiciaire, I,
Agents de police Sont quelquefois assimilés aux agents de la force publique, et peuvent être employés à faire des notifications, I,
Agents de police Appelés à déposer, ont-ils la même taxe que les autres témoins? III,
Agents de police On peut, dans des circonstances graves, demander que des agents de la police de sûreté soient envoyés sur les lieux, I,
Agents de la police judiciaire, V. *Officiers de police judiciaire.*
Agents diplomatiques, V. *Ambassadeurs, Parlementaires, Consuls, Information.*
Agents du gouvernement. Définition, I,
Agents du gouvernement. Hors le cas de flagrant délit, ne peuvent être poursuivis pour des faits relatifs à leurs fonctions, sans une autorisation préalable, I,
Agents du gouvernement. Par qui est donnée cette autorisation, I,
Agents du gouvernement. elle doit être personnelle et individuelle, I,
Agents du gouvernement. Des poursuites non autorisées entraîneraient des peines contre leurs auteurs, I,
Agents du gouvernement. Indication des agents ou fonctionnaires qui ont droit à cette garantie, I,
Agents du gouvernement. et de ceux qui n'y ont pas droit, I,
Agents du gouvernement. *Quid,* si l'agent du gouvernement était en même temps officier de police judiciaire? I,
Agents du gouvernement. Quels actes d'information ou d'instruction peuvent être faits avant l'obtention de l'autorisation de poursuivre, I,
Algériens plaidant en France, ne sont pas assujettis à la caution *judicatum solvi,* II, *Voyage.*
Aliénés, V. *Démence.*
Alliance, V. *Parenté.*
Aliments à fournir aux prévenus transférés, III,
Altération de liquides ou de marchandises par des voituriers, bateliers, ou leurs préposés, explications et formule de qualification, III,
Altération de clefs, V. *Clefs fausses.*
Altération de monnaie, V. *Monnaie.*
Ambassadeurs ne peuvent être poursuivis devant les tribunaux français, I,
Ambassadeurs *Quid,* des personnes de leur suite? I,
Ambassadeurs Leur domicile est-il absolument inviolable? I,
Ambassadeurs Formalités de leur audition comme témoins, II,
Ambassadeurs Cités en témoignage, ne peuvent être forcés de comparaître, II, *Domicile.*
Amende encourue, d'après sa quotité, détermine si le fait punissable est une contravention ou un délit, I,
Amende encourue, Amende dont le greffier est passible en cas d'inobservation des formalités prescrites pour les informations, II,
Amende encourue, et pour les mandats, II,
Amende encourue, Amendes qu'encourent des témoins qui ne satisfont pas à la citation, I,
Amende encourue, les officiers de santé qui délivrent des exoines fausses, I,
Amende encourue, les personnes qui refusent leurs services requis en cas de flagrant délit, I,
Amende encourue, et celles qui s'éloignent malgré la défense du juge, I,
Amende encourue, Remarque relativement à l'amende encourue par les faussaires, III,
Amnistie abolit le crime ou délit, la poursuite ou la peine, I,
Amnistie En quoi elle diffère de la grâce, I,
Amnistie On ne peut y renoncer, I,
Amnistie Ses différentes espèces, I,
Amnistie Comment elle est applicable, I,
Amnistie Par quelle autorité elle peut être proclamée, I,
Amour n'est pas une excuse, I,
Animaux saisis, V. *Fourrière.*
Anonyme. Quel serait l'effet d'un avis ou d'une information anonyme, I,
Anonyme. ou d'une dénonciation anonyme, II,
Antécédents des prévenus doivent être recherchés et constatés, II,
Appariteurs de police sont agents de la force publique, non officiers de police judiciaire, I,
Appel. Les ordonnances du juge d'instruction sont généralement sujettes à appel ou à opposition de la part du ministère public, I,
Appel. exception, I,
Appel. Les prévenus et les parties n'ont à cet égard qu'un droit restreint, I,
Appel. L'appel ou l'opposition ressortit à la chambre d'accusation de la Cour impériale, I,
Appel. Forme et délai de l'appel ou opposition, I,
Appel. La Cour qui réforme peut évoquer, non forcer le juge d'instruction à faire un acte officiellement refusé, spécialement à décerner un mandat, II,
Apprenti. Sa condition est une circonstance aggravante de l'abus de confiance et du vol, III,
Archevêque, V. *Évêque.*
Archives, en cas de vol, sont assimilées à des maisons habitées, et sont des dépôts publics, III,
Archiviste. Sa qualité est une circonstance aggravante, s'il commet une soustraction, un enlèvement ou une destruction, dans les archives qui lui sont confiées, III,
Armée, V. *Militaires, Marins.*
Armes. Définition, I,
Armes. Leur emploi peut être Une circonstance aggravante, I,
Armes. Fournies sciemment pour commettre un crime ou un délit, sont un élément de complicité, I,
Armes ou une circonstance aggravante, en cas d'évasion de détenus, III,
Armes. Employées ou destinées à commettre un crime ou un délit, elles doivent être saisies, I,
Armes. Quelles armes sont absolument prohibées, II,
Armes. Ces dernières doivent être saisies, en toute occasion, leur fabrication, leur vente ou leur port, constituant un délit, II, *Pièces de conviction.*
Armes de guerre. Leur détention est interdite, II,
Armes de guerre. Elles doivent être saisies, même quand elles ont été confiées par l'autorité, si elles ont servi à commettre un délit ou un crime, II,
Arrestation des personnes qui s'éloignent malgré la défense du juge d'instruction; motifs, I,
Arrestation Comment se fait l'arrestation d'un prévenu en cas de flagrant délit, II,

Arrestation Elle ne doit jamais avoir lieu qu'en cas d'indices graves, II,
Arrestation Le prévenu arrêté doit être sommé d'assister aux opérations, où il peut d'ailleurs se faire représenter, I, *Mandats.*
Arrestation illégale eu séquestration de personnes est un délit successif, qui se prescrit d'une façon spéciale, I,
Arrestation illégale La durée de la détention ou de la séquestration doit être constatée, parce qu'elle peut être une circonstance aggravante, III,
Arrestation illégale Formules de qualification et explications relatives à ce crime, III,
Arrêtés administratifs, V. *Lois.*
Artisans, V. *Experts, Manouvriers.*
Ascendant. Cette qualité est une circonstance aggravante dans l'auteur d'un attentat à la pudeur ou d'un viol, III,
Ascendant. Cette qualité est une circonstance aggravante ou dans la victime de coups et blessures, ou de meurtre, de la part d'un descendant, III,
Ascendant. Il faut éviter d'employer cette expression dans les qualifications, III, *Parenté.*
Asphyxie. Cas d'asphyxie ou d'apoplexie naturelle ou accidentelle, II,
Asphyxie. Moyens de constater l'asphyxie par submersion, II,
Asphyxie. ou par strangulation et par suspension, II,
Assassinat, V. *Homicide.*
Assignation. Formule, III, *Avertissement, Information.*
Assistance prêtée sciemment aux malfaiteurs constitue la complicité, I,
Assistance non la seule présence à la perpétration du crime ou délit, sans aide ou participation, I,
Assistance Personnes dont le juge d'instruction peut requérir l'assistance, I,
Assistance *Quid,* s'il éprouvait un refus? I,
Association de malfaiteurs, V. *Malfaiteurs.*
Attentat, V. *Crime, Tentative.*
Association de malfaiteurs, Attentat à la pudeur avec violence: explications et formules de qualification, sur ce crime, III,
Association de malfaiteurs, Attentat à la pudeur sans violence: explications et formules de qualification, III,
Association de malfaiteurs, Attentats aux moeurs, délit collectif; comment il se prescrit, I,
Attroupement. Définition, I,
Aubergiste. Sa condition est une circonstance aggravante du vol commis par lui envers les voyageurs, III,
Auteurs, Coauteurs de délits ou de crimes; définitions et explications, I,
Auteurs, Coauteurs Définition spéciale en matière de presse, I,
Autopsie cadavérique, V. *Levée de corps.*
Autorisation de poursuites, V. *Action - publique, Agents du gouvernement, Conseillers d'Etat, Députés, Ministres, Femmes mariées.*
Autorité, V. *Abus d'autorité, Violence par abus d'autorité.*
Auxiliaires, V. *Officiers de police judiciaire.*
Avertissement suffit pour appeler les experts, médecins, etc., en général, et même les témoins, en cas de flagrant délit, I,
Avertissement En quelle forme il est donné et transmis, II,
Avertissement Il est remplacé, au besoin, par une sommation ou citation, II,
Aveu ne dispense pas d'informer, II, *Interrogatoire.*
Avis des crimes et délits à donner aux officiers de police judiciaire, dénonciation officielle, V. *Dénonciation.*
Avocat, Avoué, ne peuvent remplacer le juge d'instruction, I,
Avocat, Avoué, Quand sont-ils dispensés de rendre témoignage? II,
Avocat, Avoué, Doivent-ils remettre les pièces de conviction dont ils sont détenteurs? II,
Avocat, Avoué, Peut-on faire des perquisitions dans leur cabinet? I,
Avortement. La tentative d'avortement est-elle assimilée à l'avortement consommé? I,
Avortement. Remarques sur les moyens de constater ce crime, II,
Avortement. Formules de qualification et explications, III,

B

Bagne. Procédure à suivre quand un témoin à entendre, ou un prévenu à interroger, se trouve dans un bagne, II,
Bandes. Définition, I,
Banque, V. *Faux en écriture.*
Banqueroute frauduleuse. Formules de qualification et explications sur ce crime, III,
Banqueroute simple, V. *Complicité.*
Baraterie. Compétence du juge d'instruction, I,
Barbarie, V. *Actes de barbarie.*
Batelier. Sa condition ou profession est une circonstance aggravante du vol, III, *Altération de liquides ou de marchandises*
Bâtons, V. *Armes.*
Beau-père, V. *Parenté.*
Belges, V. *Etrangers.*
Bibliothèques publiques sont assimilées aux dépôts publics, III,
Bigamie est-elle un délit successif et comment se prescrit-elle? I,
Bigamie Formules de qualification et explications sur ce crime, III,
Billet, V. *Destructions, Faux.*
Blessures, V. *Coups et blessures.*
Bonne foi n'est pas une excuse en matière criminelle, au moins en général, I,
Bonne foi *Quid,* en cas d'adultère? I,
Bonne foi ou en cas de bigamie; I,
Bonne foi ou en cas d'appréhension de la chose d'autrui? III,
Bornes. Leur enlèvement ou déplacement est une circonstance aggravante du vol, III,
Bris de scellés. Formules de qualification et explications sur ce crime, III, *Effraction, Scellés.*

C

Cabanes de gardiens, V. *Maison habitée.*
Cabaretier. Sa condition ou profession est une circonstance aggravante du vol, III,
Cachot, V. *Maison d'arrêt.*
Cadavre. Le fait d'avoir détourné ou caché un cadavre peut constituer un délit ou la complicité d'un crime, II,
Cadavre. Cas où la levée d'un cadavre doit être faite par la police administrative ou par la police judiciaire, I, *Levées de corps.*
Cafetier. Sa condition ou profession est une circonstance aggravante en cas de vol, III,
Cannes. Lesquelles sont armes prohibées, II, *Armes.*
Capitaines de navires marchands, en cas de vol, sont assimilés aux voituriers et bateliers; leur condition est une circonstance aggravante III,
Capitaines-rapporteurs près les conseils de guerre sont officiers de police judiciaire pour les délits et crimes militaires, I,
Capitaines-rapporteurs Cas où le juge d'instruction peut refuser d'exécuter leurs délégations, II, *Commissions rogatoires, Règlement de juges, Revendication.*
Casiers judiciaires. Renseignements à recueillir par le juge d'instruction pour la confection des bulletins, II,
Casiers judiciaires. Le bulletin n° 2 doit être joint aux procédures, pour justifier l'âge des prévenus ou leur moralité, II,
Casiers judiciaires. ou les condamnations antérieures en cas de récidive, I,
Casiers judiciaires. Cas de recours au casier central de la Préfecture de police, II, *Extraits de jugements.*
Cassation. Le recours en cassation est toujours ouvert contre les ordonnances du juge d'instruction, I, *Cour de cassation.*
Castration. Formules de qualification et explications sur ce crime, III,
Cause des crimes et délits doit être constatée pour apprécier la culpabilité des prévenus, I,
Caution *judicatum* solvi ne peut pas être exigée des dénonciateurs, II,
Caution En quelles circonstances et par qui elle peut être exigée des plaignants, II,
Caution Exceptions en faveur des Suisses, des Sardes et des Algériens, II,
Caution Fixation du cautionnement, II,
Cautionnement, V. *Liberté provisoire sous caution.*
Cédule, Formule, III, *Information.*
Célérité requise dans l'instruction; remarque, I,
Certificat d'indigence. Règles tracées par la loi, III,
Certificat de maladie, V. *Exoine.*
Certificats faux. Formules de qualification et explications, III,

Chambre d'accusation connaît exclusivement des appels ou oppositions contre les ordonnances du juge d'instruction, I,
Chambre d'accusation Cas où elle connaît des règlements de juge, I,
Chambre d'accusation et des charges nouvelles, III,
Chambre d'accusation Elle peut réformer les ordonnances et évoquer, non forcer la main au juge d'instruction, au moins en certains cas, II,
Chambre d'accusation Elle saisit la Cour d'assises, à l'exclusion du ministère public et du juge d'instruction, I, *Cours impériales.*
Chambre du Conseil. Elle est supprimée, et ses pouvoirs sont dévolus au juge d'instruction, I,
Chambre du Conseil. Quelles étaient ses attributions? I,
Chambre de sûreté, V. *Prisons.*
Chapelle, V. *Culte.*
Charges nouvelles. Le règlement de la procédure n'épuise pas toujours définitivement la juridiction du juge d'instruction, III,
Charges nouvelles. Les ordonnances de non-lieu à suivre à défaut de charges, sont essentielle ment provisoires, III,
Charges nouvelles. Ce qu'on entend par charges nouvelles, III,
Charges nouvelles. Quelles sont leurs conséquences; distinctions, III,
Charges nouvelles. Comment elles doivent être appréciées, III,
Charges nouvelles. D'où elles peuvent résulter, III,
Charges nouvelles. Une nouvelle plainte constitue-t-elle des charges nouvelles? Distinctions, III,
Charges nouvelles. Le procureur impérial peut-il requérir une instruction Pour rechercher des charges nouvelles? III,
Charges nouvelles. A qui appartient-il, en général, de relever les nouvelles charges, et quelle est la procédure à suivre? distinctions, III,
Charges nouvelles. Pouvoirs réservés au juge d'instruction dans tous cas, III,
Charges nouvelles. Remarques relatives à l'envoi des pièces, III,
Charges nouvelles. *Quid,* si les charges nouvelles ont été découvertes par un auxiliaire ou par un juge d'instruction autre que celui qui était saisi du procès? III,
Chartre privée, V. *Arrestation illégale et séquestration.*
Chasse. Cas où les délits de chasse ne peuvent être poursuivis d'office, I,
Chasse. Par quel temps ces délits se prescrivent, I,
Chasse. Commis par Un militaire, ils sont néanmoins de la compétence des tribunaux ordinaires, I,
Château, V. *Maison impériale.*
Chaussure. Moyens de retenir les empreintes de chaussures, III, *Translation des prévenus.*
Chef de bande. Qualité qui constitue une circonstance aggravante, V. *Association de malfaiteurs, Pillage.*
Chef de maison. Définition, I,
Chef de maison. Forme et effet de ses réquisitions, I,
Chemin public. Définition, I,
Chemin public. Circonstance aggravante du vol, III,
Chemin public. Explications sur l'emploi de cette expression, III,
Chirurgien, V. *Officiers de santé.*
Chose jugée éteint l'action publique, I,
Chose jugée Doit être suppléée, I,
Chose jugée On ne peut y renoncer, I,
Chose jugée Cas où elle profite aux complices non jugés, I,
Chose jugée Explications, I,
Chose jugée Effets d'une première condamnation relativement à un crime ou délit non encore jugé, I,
Circonstances principales à relever dans l'instruction, I,
Circonstances constitutives, III,
Circonstances atténuantes, qu'il ne faut pas confondre avec les excuses légales, I,
Circonstances aggravantes, I,
Circonstances Accumulation de circonstances aggravantes, I,
Circonstances Nécessité de décrire les circonstances aggravantes avec détails, non en termes complexes, III,
Circulaires ministérielles n'ont pas le caractère de loi, I,
Ciseaux. Quand sont-ils réputés armes? I,
Citation. Formule, III, *Avertissement, Information.*
Clameur publique constitue le flagrant délit, I,
Clameur Distincte de la notoriété ou rumeur publique, I,
Clefs fausses. Définition, explication, I,
Clefs fausses. Leur emploi est une circonstance aggravante du vol, I,
Clefs fausses. Doivent être saisies, en toute occasion, parce que leur fabrication ou altération constitue un délit, II,
Clefs fausses. et même un crime, de la part d'un serrurier, III,
Clefs fausses. Ce fait peut être, en outre, un élément de complicité, III,
Clerc. Sa qualité est une circonstance aggravante de l'abus de confiance, et du vol, III,
Clôtures, V. *Effraction, Escalade.*
Co-auteurs de délits ou de crimes, définitions et explications, I,
Co-auteurs Tout co-auteur est complice, tout complice n'est pas co-auteur, I,
Co-auteurs Importance de cette distinction quand la pluralité des agents d'un crime est une circonstance aggravante, I,
Colère n'est pas une excuse, I,
Colporteurs, V. *Tabacs, Poudre à feu.*
Commandants militaires, V. *Généraux.*
Commis. Sa qualité constitue une circonstance aggravante, en cas d'abus de confiance, III,
Commis. d'attentat aux moeurs, III,
Commis. de vol, III,
Commis. *Quid,* en cas de concussion et de corruption? III,
Commis greffier, V. *Greffier.*
Commissaires de police sont officiers de police judiciaire auxiliaires du procureur impérial et du juge d'instruction, I,
Commissaires de police non les auxiliaires des juges de paix, I,
Commissaires de police Cas où leur assistance est nécessaire, I,
Commissaires de police N'ont pas droit aux mêmes indemnités de transport que les magistrats, III, *Commissions rogatoires.*
Commissaires-rapporteurs près les tribunaux maritimes sont officiers de police judiciaire relativement aux délits et crimes maritimes, I, *Commissions rogatoires, Règlement de juges, Revendication.*
Commissions rogatoires ou délégations. Principes généraux et législation, II,
Commissions rogatoires ou délégations. Définitions et remarques, II,
Commissions rogatoires ou délégations. On peut déléguer pour entendre des témoins, II,
Commissions rogatoires ou délégations. On peut déléguer pour interroger un prévenu, II,
Commissions rogatoires ou délégations. On peut déléguer pour faire des perquisitions de papiers ou de pièces de conviction, II,
Commissions rogatoires ou délégations. On peut déléguer pour faire remettre des pièces arguées de faux ou des pièces de comparaison, II,
Commissions rogatoires ou délégations. On peut déléguer pour toutes opérations, en cas de flagrant délit, II,
Commissions rogatoires ou délégations. On ne peut déléguer pour décerner des mandats d'amener, de dépôt ou d'arrêt, II,
Commissions rogatoires ou délégations. exception, en cas de délégation par le premier président, II,
Commissions rogatoires ou délégations. Moyen de pourvoir au défaut de délégation de la part du juge d'instruction, et remarque, II,
Commissions rogatoires ou délégations. Peut-on déléguer pour décerner le mandat de comparution? II,
Commissions rogatoires ou délégations. Cas où la délégation est obligée, II,
Commissions rogatoires ou délégations. En général, elle est facultative, et l'on doit en user souvent, II,
Commissions rogatoires ou délégations. mais on ne doit y recourir que très-rarement, en cas de flagrant délit, I,
Commissions rogatoires ou délégations et dans les affaires graves, II,
Commissions rogatoires ou délégations. La délégation est-elle obligée relativement aux témoins qui demeurent dans un autre arrondissement? II,
Commissions rogatoires ou délégations. Formalités de la délégation, II,
Commissions rogatoires ou délégations. A qui le juge d'instruction peut-il donner-des délégations? II,
Commissions rogatoires ou délégations. Peut-il déléguer un juge de paix, un commissaire de police, ou un autre auxiliaire, dans le canton ou dans la ville où lui-même réside? II,

Commissions rogatoires ou délégations. Il ne peut déléguer directement un officier auxiliaire d'un autre arrondissement, hors le cas de flagrant délit, II,
Commissions rogatoires ou délégations. De qui le juge d'instruction peut recevoir des délégations, II,
Commissions rogatoires ou délégations. Le magistrat légalement délégué ne peut refuser de remplir la délégation, II,
Commissions rogatoires ou délégations. exception, II,
Commissions rogatoires ou délégations. Le juge d'instruction délégué a-t-il besoin d'être saisi par un réquisitoire du parquet? Distinction, II,
Commissions rogatoires ou délégations. S'il a reçu directement la délégation, doit-il la communiquer au parquet, pour être requis d'exécuter? II,
Commissions rogatoires ou délégations. Cas où il est permis de subdéléguer, II,
Commissions rogatoires ou délégations. *Quid,* s'il y avait dans la délégation erreur quant à l'officier délégué? II,
Commissions rogatoires ou délégations. Quels actes peut faire l'officier délégué? II,
Commissions rogatoires ou délégations. La procédure sur délégation se fait en la forme ordinaire, II,
Commissions rogatoires ou délégations. Comment se font l'envoi et le retour des délégations, II,
Commissions rogatoires ou délégations. Le juge d'instruction peut refaire, ou faire recommencer les actes mal formalisés en vertu de sa délégation, non les annuler, I,
Commissions rogatoires ou délégations. Des délégations pour entendre des témoins militaires, II,
Commissions rogatoires ou délégations ou des témoins résidant en pays étranger, II,
Commissions rogatoires ou délégations. De l'exécution des délégations pour entendre des témoins militaires, II,
Commissions rogatoires ou délégations et pour entendre des témoins sur la demande de magistrats étrangers, II,
Commissions rogatoires ou délégations. Formules, III,
Communication des pièces ou de la procédure au ministère public, quand est-elle nécessaire? I,
Communication Forme de l'ordonnance de soit communiqué, III,
Communication Droit du ministère public de demander communication du dossier au cours des procédures, I,
Communication des secrets de fabrique. Formule de qualification et explications sur ce crime, III,
Compagnon. Sa condition est une circonstance aggravante de l'abus de confiance, III,
Compagnon et du vol, III,
Comparution, V. *Informations, Mandats.*
Compétence du juge d'instruction est générale quant aux personnes, aux faits et aux lieux, sauf les restrictions expressément imposées par un texte de loi, I,
Compétence Restrictions quant aux personnes, I,
Compétence Restrictions quant à la nature des faits délictueux et explications, I,
Compétence Observations quant aux lieux, I,
Compétence Prorogation de compétence en cas de connexité, I,
Compétence Distinction des pouvoirs du juge d'instruction et du procureur impérial, I,
Compétence en cas de flagrant délit, il y a suppléance réciproque, I,
Compétence Quand le juge d'instruction est saisi d'une affaire, lui seul fait des actes d'instruction, et le ministère public ne peut plus que requérir ou recueillir des renseignements, I,
Compétence Conditions essentielles de l'attribution de pouvoirs résultant du flagrant délit: explications et exceptions, I,
Compétence L'urgence aurait-elle le même effet attributif que le flagrant délit? I,
Compétence *Quid,* en cas de réquisition d'un chef de maison? I,
Compétence Le juge d'instruction est-il tenu, ou a-t-il seulement la faculté, d'user du droit d'initiative que la loi lui confère en cas de flagrant délit? I,
Compétence Il a le droit de refaire, ou de faire refaire, non d'annuler, les actes des autres officiers de police judiciaire, et il s'approprie ceux qu'il ne refait pas, I,
Compétence Compétence du juge d'instruction en matière de dénonciations et de plaintes, I,
Compétence Saisi d'une plainte ou d'un réquisitoire, le juge d'instruction peut-il s'abstenir d'instruire? I,
Compétence Saisi d'une affaire, il ne peut être dessaisi que par une ordonnance qu'il rend lui-même, ou par une évocation de la Cour impériale, I,
Compétence Il doit se dessaisir s'il est incompétent, ou en cas de revendication légitime, I,
Compétence Il ne peut, en général, et hors le cas de flagrant délit, procéder qu'après une communication du ministère public; explications, I,
Compétence Les réquisitions du procureur impérial ne sont pas absolument obligatoires pour le juge d'instruction, I,
Compétence En cas de désaccord entre ces magistrats, le juge d'instruction donne une ordonnance de refus, I,
Compétence Les ordonnances des juges d'instruction sont sujettes à opposition ou appel à porter devant la chambre d'accusation, I,
Compétence Ces ordonnances sont sujettes à cassation, lorsqu'elles peuvent être rendues en dernier ressort, I,
Compétence Le procureur impérial est chargé de faire exécuter les ordonnances du juge d'instruction, I,
Compétence Droit du juge d'instruction de correspondre en franchise et avec contre-seing; explications, I,
Compétence Indication des personnes dont le juge d'instruction peut requérir le concours, I,
Compétence Cas où le juge d'instruction peut prononcer des peines, I,
Compétence Considérations à cet égard, sous le rapport des lieux, I, *Charges nouvelles, Commissions rogatoires, Concurrence, Conflit, Connexité, Envoi, Flagrant délit, Force publique, Frais d'instruction, Lazarets, Liberté provisoire, Maison d'arrêt, Mandats, Récusation, Règlement de juges, Règlement des procédures, Revendication, Renvoi,* etc., etc.
Complexité dans les qualifications les rend vicieuses, III,
Complice. Définition, I,
Complice. En général, le complice suit le sort de l'auteur principal, I,
Complice. Remarque pour le cas d'adultère, I,
Complice. Cas où le complice peut éviter la peine, I,
Complice. Il peut être jugé et condamné séparément, I,
Complice. Remarque relative au complice de tentative, I,
Complice. Distinction des complices et des co-auteurs; importance de cette distinction, I,
Complice. Définitions spéciales en matière de presse, I,
Complice. Comment on doit interroger les prévenus, relativement à leurs complices, II,
Complice. Les complices ne peuvent être témoins les uns contre les autres, II, *Co-auteurs, Complicité, Récidive.*
Complicité n'existe point, en général, sans un délit principal commis ou tenté, I,
Complicité n'existe point, Des éléments de la complicité; de ses caractères généraux et spéciaux, I,
Complicité n'existe point, La seule tentative de complicité n'est pas punissable, I,
Complicité n'existe point, Il peut y avoir complicité d'une imprudence délictueuse, I,
Complicité n'existe point, Il ne peut y avoir de complicité en cas de banqueroute simple, I,
Complicité n'existe point, ni en cas de suicide, I,
Complicité n'existe point, Formules de qualification et explications sur la complicité, III, *Complice.*
Complot. La simple proposition est punissable, I, *Tentative.*
Comptables de deniers publics ont droit à des garanties, s'ils sont poursuivis étant en exercice, I,
Comptables non, s'ils sont destitués, I,
Comptables ou poursuivis par ordre du ministre duquel ils relèvent, III,
Comptables Formules de qualification et explications pour le cas de soustraction par des comptables, III,
Concours, V. *Assistance.*
Concurrence d'officiers de police judiciaire divers, I,
Concurrence Prééminence du juge d'instruction, I,
Concurrence Concurrence entre juges d'instruction, II,
Concurrence distincte de la prévention, I,
Concussion. Formules de qualification et explication sur ce crime, III,
Condamnation. Influence d'une première condamnation sur l'action publique, I,
Condamnation. Cas où le juge d'instruction peut prononcer des condamnations, I,
Condition du prévenu est quelquefois une circonstance aggravante, I, *Qualité.* - V. aussi *Apprenti, Aubergiste, Batelier, Cabaretier, Cafetier, Clerc, Commis, Compagnon, Domestique, Hôtelier, Logeur, Mendiants, Officier de santé, Ouvrier, Pharmacien, Sage-femme, Vagabonds, Voiturier.*
Confesseurs, V. *Prêtres.*
Conflit entre juges d'instruction et d'autres officiers de police judiciaire; comment il se règle, I,
Conflit V. *Concurrence, Prévention, Règlement de juges.*
Confrontation entre des témoins, II,
Confrontation entre des témoins et des prévenus, II,
Confrontation entre des prévenus, II,
Confrontation entre le prévenu et la victime, II,
Confrontation avec un cadavre, II,

Confrontation avec le chien de la victime, II,
Confrontation Formules, III,
Congé. Le juge d'instruction ne peut s'absenter sans congé, I,
Congé. De qui et pour quelle durée peut-il obtenir des congés? I,
Congé. N'ayant pas de vacances, il a droit chaque année à un mois de congé, en conservant l'intégralité de son traitement (sans préjudice des congés auxquels il aurait droit en cas de maladie), I,
Congrégations. Les membres des congrégations religieuses de l'un ou de l'autre sexe, cités pour rendre témoignage devant le juge d'instruction, sont tenus de comparaître et de déposer, II,
Congrégations. Toutefois, quant aux confesseurs, V. *Prêtres.*
Connexité des délits et des crimes entraîne l'indivision des procédures et est attributive de juridiction, I,
Conseil, quand constitue-t-il la complicité? I,
Conseillers d'Etat, justiciables de la Haute Cour de justice pour crimes et délits, ne peuvent être poursuivis, hors le cas de flagrant délit, sans une autorisation du Conseil d'État, I,
Conseillers d'État, Il en est de même des maîtres des requêtes, I,
Conseillers d'Etat, Formalités pour leur audition en témoignage, II,
Conseil de guerre, V. *Tribunaux maritimes et militaires.*
Consentement de la victime n'excuse pas les blessures, le meurtre, l'avortement, le rapt, etc., I,
Consentement ni l'attentat aux moeurs envers un enfant de moins de onze ans, III,
Consignation des frais. Cas où elle est exigible, III,
Consignation des frais. Comment elle est évaluée, III,
Consignation des frais. Doit être faite entre les mains des greffiers, III,
Consignation des frais. V. *Partie civile.*
Consuls ne jouissent pas des mêmes immunités que les ambassadeurs, quant à l'action publique, I,
Consuls Ils ne peuvent refuser leur témoignage, II,
Consuls formalités spéciales pour leur citation et leur audition, II,
Contrainte, caractère qu'elle doit avoir pour produire une excuse légale, I,
Contrainte par corps. Cas où elle peut être ordonnée par le juge d'instruction, I,
Contrainte par corps. Elle est décrétée et exécutée ordinairement par un mandat d'amener, II,
Contrainte par corps. et par une ordonnance spéciale, contre la caution d'un prévenu, II, *Sauf-conduit, Mandats, Septuagénaires.*
Contravention. Définition, I,
Contravention. Définition spéciale en matière de presse, I,
Contravention. *Quid,* si une simple contravention était dénoncée au juge d'instruction? I,
Contravention. Les contraventions, en général, ne donnent lieu à aucune instruction, I,
Contravention. ni à la délivrance d'aucun mandat autre que le mandat de comparution, II,
Contravention. exception, II,
Contrebande commise par des militaires, reste dans la compétence des tribunaux ordinaires, I,
Contrefaçon de clefs par un serrurier. - V. *Clefs fausses.*
Contrefaçon d'écritures ou signatures. - V. *Faux en écriture.*
Contrefaçon industrielle ne peut être l'objet d'une poursuite sans une plainte des parties intéressées, I,
Contrefaçon industrielle Il en est autrement pour la contrefaçon littéraire, I,
Contre-seing, V. *Correspondance.*
Contributions indirectes. Le droit de la régie des contributions indirectes de porter plainte, ou de s'abstenir et de transiger, tient en suspens l'action publique, I,
Contributions indirectes. exceptions à l'égard des matières d'or et d'argent et des poudres de guerre, I,
Contributions indirectes. Cette régie est tenue de faire l'avance des frais, en cas de poursuites intentées sur sa provocation ou dans son intérêt, pour délits et contraventions, non s'il s'agit d'un crime, III,
Contributions indirectes. Formalités particulières pour le cas où les employés de cette administration sont cités comme témoins, II,
Contusions, circonstances aggravantes du vol, II, *Coups et blessures.*
Conviction, V. *Pièces de conviction.*
Corps de délit. Définition, II,
Corps de délit. Nécessité de le constater tout d'abord, ainsi que son état, II,
Corps de délit. Nécessité de le constater tout d'abord même en cas d'aveu, II,
Corps de délit. Précautions à prendre pour ne rien omettre, II,
Corps de délit. Moyens de constat, II, *Pièces de conviction.*
Corps d'écriture, *V. Faux en écriture.*
Corps législatif, V. *Députés.*
Correspondance. Droit du juge d'instruction de correspondre en franchise, avec contre-seing; formalités à observer, I,
Correspondance. Cas où l'on doit requérir le chargement des dépêches ou envois de pièces, I,
Corruption de fonctionnaires. La tentative n'est pas toujours assimilée au crime consommé, III,
Corruption de fonctionnaires. Formules de qualification et explications sur ce crime, III,
Corse, V. *Voyage.*
Costumes des magistrats et ceinture, I,
Costumes Le juge d'instruction est-il tenu de procéder en costume? I,
Costumes Circonstance où il est utile de porter un signe distinctif, I,
Costumes L'usurpation du costume ou de l'uniforme d'un fonctionnaire, pour commettre une arrestation illégale ou un vol, est une circonstance aggravante, III,
Coups et blessures volontaires ou involontaires sont punissables, I,
Coups et blessures Définitions, II,
Coups et blessures Circonstances aggravantes, II,
Coups et blessures Formules de qualification et explications, III,
Coups et blessures Le ministère public peut d'office, et sans plainte préalable, poursuivre la répression de ce méfait commis par un époux envers son conjoint, par le père ou la mère envers ses enfants ou réciproquement, I, *Consentement.*
Cour d'assises, V. *Commissions rogatoires, Cours impériales.*
Cour de cassation. Elle seule peut prononcer sur les récusations ou demandes de renvoi formées envers le juge d'instruction, I,
Cour de cassation. Cas où il lui appartient d'attribuer l'instruction à des magistrats qu'elle désigne, I,
Cour de cassation. Cas où c'est à elle et non aux Cours impériales de prononcer sur les règlements de juges, I,
Cour de cassation. V. *Police judiciaire.*
Cour de justice, V. *Haute Cour de justice.*
Cour des comptes. Ses membres ont un privilége de juridiction en matière criminelle, I,
Cours impériales. C'est sous leur autorité qu'est exercée la police judiciaire, I,
Cours impériales. sans préjudice de leur droit d'initiative ou d'évocation, I,
Cours impériales. Quelquefois, elles sont exclusivement compétentes pour l'instruction, v. g., envers les membres de l'ordre judiciaire, les officiers de police judiciaire, et certains fonctionnaires, I,
Cours impériales. Elles seules peuvent saisir la Cour d'assises (sauf le droit de renvoi que les art. 542 et suiv. attribuent à la Cour de cassation), I, *Chambre d'accusation.*
Courtiers, en cas de faillite, sont punissables comme banqueroutiers frauduleux, III,
Courtiers, En cas de banqueroute frauduleuse, leur qualité est une circonstance aggravante, III,
Couteaux, quand sont-ils réputés armes? I,
Crainte révérentielle n'est pas une excuse, I,
Crainte révérentielle Il en est autrement de la crainte fondée d'un mal grave et imminent, I,
Crime. Définition légale, I,
Crime. Nomenclature des peines en matière de crimes, I,
Crime. Crimes commis à l'étranger, I,
Crime. De la qualification des crimes dans les ordonnances de transmission, III, *Action publique, Délit, Flagrant délit, Prescription.*
Crochets, V. *Clefs fausses.*
Cultes. Les édifices consacrés aux cultes légalement reconnus sont assimilés aux maisons habitées, III, *Ministres du culte.*
Cumul de peines n'a lieu, I,

Cumul Cumul de circonstances aggravantes; explications, I,
Crime. L'articulation de chaque circonstance aggravante doit être distincte; leur cumul constituerait la complexité et vicierait la qualification, III,

D

Dagues,armes prohibées, II,
Décès du prévenu éteint l'action publique quant à lui, non quant à ses complices, I,
Décès En cas de levée du corps, le juge d'instruction peut avoir à fournir les éléments de l'acte de décès, II,
Déclaration diffère de la déposition par l'absence du serment, I, *Information.*
Décoration. Si un prévenu est décoré d'une croix ou d'une médaille, il faut le constater dans l'instruction; explications, II,
Décrets, V. *Lois.*
Défense, V. *Légitime défense.*
Défenseurs ne peuvent être contraints à déposer contre ceux qu'ils sont actuellement chargés de défendre; explications, II, *Avocats, Avoués.*
Délai. Comment il doit être déterminé pour les citations à témoins, II,
Délai. Comment il doit être déterminé pour les mandats de comparution, II,
Délai. Comment il doit être déterminé pour les remises de pièces arguées de faux et des pièces de comparaison, II, *Appel, Prescription.*
Délégations, V. *Commissions rogatoires.*
Délit. Définition générique, I,
Délit. Définition précisée par le Code pénal, I,
Délit. Définition spéciale quant aux infractions commises par la voie de la presse, I,
Délit. Peines, I,
Délit. Délits militaires, I,
Délit. maritimes, I,
Délit. permanents et passagers, II,
Délit. corrélatifs, I,
Délit. connexes, II,
Délit. concomitants, III,
Délit. Ce que sont et comment se prescrivent les délits successifs, I,
Délit. complexes ou collectifs, I,
Délit. spéciaux, I,
Délit. Le genre et les moyens de preuve diffèrent selon la nature des délits, II,
Délit. La nature des délits détermine quelquefois la juridiction qui en doit connaître, I,
Délit. L'instruction doit être généralement sommaire en cas de simple délit, I,
Délit. On n'est pas obligé d'instruire en cas de délit comme en cas de crime, I,
Délit. *Quid* des délits commis à l'étranger? I,
Délit. Règles pour la qualification des délits, III, *Action publique, Auteurs, Co-auteurs, Complice, Complicité, Prescription, Tentative.*
Démence au temps du crime ou délit est une excuse péremptoire, I,
Démence Postérieure au crime ou délit, elle suspend lés poursuites, I,
Démence Définition, I,
Démence Vérification, I,
Démence La démence ne comprend pas la monomanie et autres aberrations de l'esprit, I,
Demeure est synonyme de domicile, en droit criminel, II,
Dénonciateur peut être témoin, II,
Dénonciateur non, s'il est salarié pour le fait de sa dénonciation, II,
Dénonciateur Exemples de dénonciations salariées, II, *Dénonciation.*
Dénonciation. Droit du juge d'instruction de recevoir les dénonciations, I,
Dénonciation. *Quid,* en cas de simple contravention? I,
Dénonciation. Définitions et espèces de dénonciations, II,
Dénonciation. Quand la dénonciation est-elle obligée ou facultative? II,
Dénonciation. Quelles personnes peuvent dénoncer? II,
Dénonciation. Celui qui dénonce doit s'avouer et être une personne connue, II,
Dénonciation. *Quid* d'une dénonciation anonyme? II,
Dénonciation. Le dénonciateur n'est pas tenu de donner caution, II,
Dénonciation. il peut se faire représenter par un fondé de pouvoir, II,
Dénonciation. forme de la procuration, II,
Dénonciation. Forme de la dénonciation, II,
Dénonciation. Ce que la dénonciation doit contenir, II,
Dénonciation. elle doit être affirmée, II,
Dénonciation. De la signature, II,
Dénonciation. *Quid,* en cas de refus de signature? II,
Dénonciation. La dénonciation doit être écrite sur feuilles volantes, II,
Dénonciation. Le dénonciateur peut en obtenir une copie à ses frais, II,
Dénonciation. il n'est pas admis à se désister, II,
Dénonciation. La dénonciation calomnieuse ou fausse entraîne la responsabilité civile et pénale du dénonciateur, II,
Dénonciation. La dénonciation n'oblige pas à poursuivre, I, *Plainte, Enregistrement, Timbre.*
Dépendance de maison habitée, V. *Maison habitée.*
Dépositaires publics sont obligés de remettre les pièces arguées de faux ou les pièces de comparaison dont ils sont détenteurs, II,
Dépositaires publics Indemnités qui leur sont allouées, quand ils apportent eux-mêmes ces pièces, III, *Dépôt, Dépôts publics, Soustractions par des dépositaires publics.*
Déposition, V. *Information.*
Dépôt. La violation d'un dépôt pour une somme ou valeur excédant 150 fr., dont l'existence est contestée, ne peut être poursuivie sans que le fait du dépôt soit constaté en la forme civile, I,
Dépôt. exception, en cas d'aveu, de commencement de preuve par écrit, de dépôt public, ou nécessaire, ou obtenu par fraude, ou en matière commerciale, II,
Dépôt. ou si la violation du dépôt constitue, non un abus de confiance, mais un vol, I,
Dépôts publics. Les soustractions, détournements ou destructions dans les dépôts publics constituent un crime spécial; formules de qualification et explications, III,
Dépôts publics. En ce cas, la qualité du dépositaire est aggravante, III,
Dépôts publics. La quotité des valeurs soustraites ou détournées par le dépositaire public influe sur la mesure de la peine, III,
Députés. Les membres du Corps législatif, durant les sessions, ne peuvent être poursuivis en matière criminelle, hors le cas de flagrant délit, qu'avec l'autorisation du corps législatif, I,
Députés. Avis à donner au corps législatif, si un député était arrêté en flagrant délit, I,
Descendant, V. *Parenté.*
Déserteur, V. *Militaires, Recelé.*
Désistement n'a lieu en matière de dénonciation, II,
Désistement n'a lieu en matière de plainte, il peut être reçu par le juge d'instruction, I,
Désistement Forme du désistement, I,
Désistement ses effets, I,
Désistement En général, il n'arrête ni ne suspend le cours de l'action publique, I,
Désistement exceptions, I,
Destructions d'édifices ou de titres; formules de qualification et explications sur ce crime, III,
Détention illégale ou séquestration; délit successif, prescription spéciale, I, *Arrestation illégale.*
Détention préventive, son caractère et son objet, II,
Détention préventive, Doit être réduite à la simple privation de la liberté, II,
Détention préventive, être prononcée quand elle est nécessaire, et être abrégée autant que possible, II,
Détenus, V. *Bagne, Maison d'arrêt, Maison centrale.*
Détournement de mineur, V. E *nlèvement de mineur.*
Détournement de fonds par un comptable public, V. *Comptable.*
Diffamation. En général, ce délit ne peut être poursuivi d'office et sans plainte; exceptions, I,

Dimanche, V. *Jours fériés.*
Discernement. Ce qu'on entend par défaut de discernement, et quel est son effet, I,
Discours publics peuvent constituer la complicité, I,
Distances, V. *Tableau.*
Directeur du jury , V. *Juge d'instruction.*
Domesticité, V. *Domestiques.*
Domestiques. Définition, II,
Domestiques. Sont entendus comme témoins, mais leur qualité doit être mentionnée, II,
Domestiques. La condition des domestiques ou des gens réputés domestiques d'après la jurisprudence, est une circonstance aggravante en cas d'abus de confiance, d'attentat à la pudeur, de viol et de vol, III,
Domestiques. Les domestiques des ambassadeurs sont-ils sujets à l'action publique? I,
Domicile. Définition, I,
Domicile. Le domicile des ambassadeurs est impénétrable, I,
Domicile. exceptions, I,
Domicile. Cas de nécessité d'élection de domicile, II, *Liberté. provisoire, Mandats, Partie civile, Visites domiciliaires.*
Dommages-intérêts, V. *Prise à partie, Réparations civiles.*
Dons faits pour exciter au crime, constituent la complicité, I,
Dons Sont un élément du crime de corruption, III,
Dons et une circonstance aggravante du faux témoignage, III,
Douanes. Le droit qu'a l'administration des douanes de porter plainte ou de s'abstenir et de transiger, tient en suspens l'action publique, I,
Douanes. Les employés du service actif font partie de la force publique, I,
Douanes. Les employés du service actif comment sont taxés ces employés entendus comme témoins, III,
Douanes. Les employés du service actif comment sont formalités pour les appeler en témoignage, II,
Douanes. Les employés du service actif leur qualité leur donne droit à la garantie constitutionnelle, I,
Douanes. Les employés du service actif et elle est une circonstance aggravante des attentats aux moeurs, III,
Duel est punissable à titre de coups et blessures, ou de meurtre,, ou d'assassinat, selon les circonstances, d'après la jurisprudence, I,

E

Ecclésiastiques, V. *Prêtres, Congrégations religieuses.*
Ecrits ou imprimés, rendus publics et provoquant à un fait délictueux, constituent la complicité, I,
Ecritures fausses, falsifiées ou altérées, V. *Faux en écriture.*
Ecrou. Définition, II,
Ecrou. Quels mandats y donnent lieu, II,
Ecrou. Des registres d'écrou; faculté de les consulter, II,
Ecrou. ils sont signés et paraphés par le juge d'instruction, II,
Edifices, V. *Destruction, Maison habitée.*
Effet rétroactif, V. *Lois.*
Effets. Terme générique comprenant tous les objets mobiliers, III,
Effets publics faux, falsifiés ou altérés, V. *Faux-en écriture.*
Effractions. Définitions, I,
Effractions. Circonstance aggravante du vol, III,
Eglise, V. *Culte.*
Election de domicile, V. *Domicile.*
Elève. Sa qualité est une circonstance aggravante de l'abus de confiance, III,
Elèves de l'Université, ont un privilége de juridiction I,
Embauchage, crime soumis autrefois à la juridiction militaire, aujourd'hui à la juridiction ordinaire, I,
Empêchement motive le remplacement du juge d'instruction, comment et par qui, I,
Empêchement Comment les greffiers et commis greffiers sont remplacés, en cas d'empêchement, I,
Empoisonnement. Remarques et moyens de constat, II,
Empoisonnement. Formules de qualification et explications, III,
Empreintes. Moyens divers de relever des empreintes de pas, III,
Empreintes. Constatation d'empreintes ou de pesées sur les meubles, II,
Empreintes. Contrefaçon ou enlèvement des empreintes forestières, III,
Emprisonnement. Comment il s'opère, II, *Maison d'arrêt.*
Enclos. Définition, I,
Enclos. Circonstance aggravante du vol, III,
Enfants. Définitions, I,
Enfants. Immunités attachées à leur âge, I,
Enfants. exception, s'il s'agit d'infraction à une loi spéciale, I,
Enfants. En cas d'incertitude sur leur âge, ce n'est pas à la police judiciaire de le fixer, I,
Enfants. Quand ils sont prévenus ou victimes de crimes, il convient de produire leur acte de naissance ou un bulletin du casier judiciaire, I,
Enfants. Taxes auxquelles ils ont droit comme témoins, III,
Enfants. -V. *Age, Attentat à la pudeur sans violence, Discernement, Frais d'instruction, Information, Exposition, - Substitution, - Supposition, - Suppression d'enfant.*
Enlèvement ou détournement de mineurs. Formules de qualification et explications sur ce crime, III,
Enlèvement ou détournement de mineurs. Cas où une plainte doit précéder la poursuite, I,
Enregistrement. Les actes et procès-verbaux d'instruction sont affranchis de l'enregistrement, I,
Enregistrement. *Quid* relativement aux plaintes? II, *Frais d'instruction.*
Envoi des pièces, formalités, I,
Epoux ne peuvent être témoins l'un pour ou contre l'autre, II,
Epoux Le vol entre époux ne donne pas lieu à l'action publique, I,
Epoux Le vol entre époux ne donne pas lieu si ce n'est contre les complices, I,
Epoux L'époux recéleur n'est pas nécessairement complice, I,
Epoux Les violences entre époux peuvent faire l'objet d'une poursuite d'office, I,
Epoux Un mari peut se rendre coupable d'attentat à la pudeur, non de viol, envers sa femme, III,
Escalade. Définition et explications, I,
Escalade. Circonstance aggravante du vol, III,
Espagnols. Quand ils sont prévenus ou témoins, leur consul doit être invité à venir les assister, II,
Estafette à fournir par la gendarmerie dans des cas graves et urgents, I,
Etat. Crimes ou complots contre la sûreté de l'État, V. *Tentative.*
Etat civil, V. *Actes de l'état civil.*
Etat de frais doit accompagner tout envoi de procédures; il est rédigé par le greffier, vérifié et signé par le juge d'instruction, III,
Etat de frais État à fournir en cas d'indemnités dues au juge d'instruction et au greffier (ainsi qu'au procureur impérial, à l'occasion); justifications exigées, III,
Etat de frais Etat de siège est restrictif de la juridiction ordinaire, I,
Etat de frais Etat des lieux à décrire en cas de crime, II,
Etat des personnes influe sur l'appréciation des faits imputés, I,
Etat des personnes Nécessité d'une décision civile préalablement à la poursuite en suppression d'un état contesté, I,
Etat des personnes non quant à la poursuite en suppression de personne, même entraînant une suppression d'état, III,
Etrangers sont soumis à l'action publique et à l'action civile pour les faits délictueux commis en , I,
Etrangers exception quant aux ambassadeurs et aux parlementaires, I,
Etrangers *Quid* quant aux délits commis par des étrangers entre eux, sur leurs vaisseaux, dans les ports et rades de ? I,
Etrangers Les étrangers peuvent dénoncer, II,
Etrangers et rendre plainte, II,
Etrangers Les plaignants étrangers, hors les et les , qui se portent partie civile, sont sujets à la caution *judicatum solvi,* II,
Etrangers Les étrangers peuvent être experts, I,
Etrangers interprètes, I,
Etrangers ils sont tenus de comparaître en témoignage, II,

Etrangers exceptions, II,
Etrangers Remarques relativement aux Belges, aux Suisses et aux Sardes, II,
Etrangers et aux marins espagnols, II,
Etrangers Taxes de voyage auxquelles ils ont droit, III,
Evasion de détenus favorisée ne constitue pas une complicité, I,
Evasion Mais elle constitue un crime ou délit spécial; Formules de qualification et explications à ce sujet, III,
Evénement. Les suites d'une infraction influent, en certains cas, sur son appréciation, I,
Evêques ont un privilége de juridiction en matière criminelle, I,
Evêques Cités en témoignage, doivent comparaître devant le juge d'instruction et peuvent y être contraints, II,
Evocation, V. *Cours impériales.*
Excitation à commettre un délit ou un crime peut, en certaines circonstances, constituer la complicité, I,
Excuses justificatives ou péremptoires, I,
- Excuses simples ou modificatives, I,
Excuses Ne doivent pas être confondues avec les circonstances atténuantes, I,
Excuses Les excuses invoquées par le prévenu doivent être vérifiées diligemment, I,
Excuses L'existence d'une excuse non péremptoire n'empêche pas d'instruire, I,
Excuses Le bénéfice des excuses simples ne peut être appliqué par la police judiciaire, I,
Excuses Il en est autrement des excuses péremptoires, III,
Excuses Quant aux excuses fournies par les témoins ou les prévenus, V. *Exoine.*
Exécutoires. Quand il y a partie civile en cause, et qu'elle a consigné, les exécutoires de frais sont décernés contre elle, III,
Exhumation. Cas où il y a lieu de l'ordonner, II,
Exhumation. Précautions à prendre, II,
Exhumation. Comment en sont taxés les frais, III,
Exoine. Définition, II,
Exoine. Il n'est pas nécessaire qu'elle soit affirmée, II,
Exoine. *Quid,* si elle est fausse? I,
Exoine. Les exoines sont mentionnées dans les informations, II,
Exoine. Elles doivent être écrites sur papier timbré, II,
Experts. Cas où l'on doit en employer, I,
Experts. Il ne faut pas abuser du droit d'en nommer, I,
Experts. on doit s'en abstenir quand ils ne sont pas nécessaires, I,
Experts. Hors le cas de flagrant délit, le juge d'instruction seul nomme des experts, I,
Experts. Choix des experts, I,
Experts. Forme de la convocation, III,
Experts. Ils sont libres de refuser leur concours ou leurs services, I,
Experts. Remarque à cet égard, en cas de flagrant délit, I,
Experts. Ils prêtent serment; en quelle forme, I,
Experts. Il n'est pas indispensable qu'une ordonnance précède leur opération, mais cela est quelquefois utile, I,
Experts. Le magistrat doit assister à toutes leurs opérations, I,
Experts. exceptions, II,
Experts. L'assistance du prévenu à l'expertise est quelquefois convenable, non toujours nécessaire, I,
Experts. Mesure à prendre en cas de contrariété d'avis, I,
Experts. Du rapport des experts, I,
Experts. Les officiers de santé rédigent ordinairement eux-mêmes leur rapport; remarques, I,
Experts. Il faut constater la durée des opérations, III,
Experts. Indemnités allouées aux experts, III,
Experts. Appelés en témoignage, sont-ils taxés comme de simples témoins? III, *Faux en écriture, Etrangers.*
Exposition et délaissement d'enfant; Formules de qualification et explications, III,
Extorsion de signatures, billets ou écrits. Crime spécial; formules de qualification et explications, III,
Extraction de détenus. Ordonnance, III, *Bagne, Maison centrale.*
Extradition. Cas où elle peut être demandée, et en quelle forme; dans quelles limites elle doit être restreinte, I, *Mandat d'arrêt.*
Extraits de jugements ou arrêts des condamnations antérieures, doivent être joints aux procédures, en cas de récidive, I,
Extraits on peut y suppléer par un bulletin du casier judiciaire, I, *Casier judiciaire.*

F

Fabriques, V. *Communication des secrets de fabriques, Marques.*
Faillite d'agent de change ou de courtier assimilée à la banqueroute frauduleuse; formules de qualification, III,
Faits délictueux. - Sous quels aspects peuvent être considérés, I,
Faits justificatifs, V. *Excuses.*
Falsification, V. *Altération..., Faux en écriture.*
Faulx ou Faux, V. *Armes.*
Fausses clefs, V. *Clefs fausses.*
Fausse monnaie, V. *Monnaie altérée ou contrefaite.*
Fausse nouvelle. Une dénonciation mensongère peut constituer le délit de fausse nouvelle, II,
Faux en écriture. Définitions et principes, II,
Faux en écriture. Règles et questions de compétence, I,
Faux en écriture. L'absence de la pièce arguée de faux n'empêche pas absolument les poursuites, II,
Faux en écriture. Divers moyens de prouver le faux, II,
Faux en écriture. Importance de la saisie des pièces arguées de faux, II,
Faux en écriture du procès-verbal descriptif de ces pièces, à rédiger par le greffier, et de leur dépôt au greffe, II,
Faux en écriture remarque pour le cas où ces pièces seraient remises directement au juge d'instruction, II,
Faux en écriture. Les pièces ne peuvent-elles sortir du greffe qu'en vertu d'une ordonnance du juge d'instruction? II,
Faux en écriture. Tout dépositaire de pièces arguées de faux est tenu d'en faire la remise, II,
Faux en écriture. Y a-t-il exception quant aux conservateurs des hypothèques? II,
Faux en écriture. Des pièces de comparaison; choix à faire, II,
Faux en écriture. Du corps d'écriture à former parle prévenu ou par le plaignant, II,
Faux en écriture. Les simples particuliers et les dépositaires publics sont tenus, et peuvent être contraints, de remettre les pièces de comparaison qu'ils posséderaient; observations, II,
Faux en écriture. Indemnités allouées au dépositaire qui apporte personnellement les pièces, II,
Faux en écriture. Copie dés pièces authentiques exigible par les dépositaires, II,
Faux en écriture. *Quid,* en cas de remise d'actes privés? II,
Faux en écriture. Les pièces de comparaison sont décrites et déposées au greffe comme les pièces arguées de faux, II,
Faux en écriture. Marche de la procédure, II,
Faux en écriture. L'expertise, moyen d'instruction, est facultative, non pas toujours nécessaire, et souvent il convient de s'en abstenir, II,
Faux en écriture. Réquisitions aux experts, II,
Faux en écriture. Opérations de l'expertise, II,
Faux en écriture. Observations importantes pour les experts chimistes, II,
Faux en écriture et pour les experts écrivains, II,
Faux en écriture. Rédaction du procès-verbal d'expertise, II,
Faux en écriture. En général, il convient que le rapport des experts soit reçu par procès-verbal du juge d'instruction, II,
Faux en écriture. Cas où il y a lieu d'ordonner une nouvelle expertise, II,
Faux en écriture. Formules de qualification et explications sur les divers genres de faux en écriture, III,
Vaux serment. En cas de faux serment décisoire, celui qui a déféré ou référé le serment, ne peut intervenir comme partie civile, II,
Vaux serment. Le faux serment décisoire ne peut faire l'objet de poursuites, s'il s'agit de plus de 150 fr., qu'autant que l'obligation ou la décharge repoussée par le serment est prouvée par écrit ou par une décision civile, I,
Vaux serment. à moins qu'il n'existe un aveu, ou un commencement de preuve par écrit, où que l'obligation ne fût commerciale, ou qu'elle ne résultât d'un délit ou d'un quasi-délit, I,

Vaux serment. Le faux serment supplétif entraîne les mêmes conséquences et l'application des mêmes principes que le serment décisoire, III,
Vaux serment. Formules de qualification et explications, III,
Faux témoignage. Quand la tentative en est-elle punissable? III,
Faux témoignage. Son objet influe sur la peine, III,
Faux témoignage. Formules de qualification et explications, III,
Femmes peuvent être interprètes, I,
Femmes Ne peuvent être gardiennes de scellés, III,
Femmes Taxes qu'elles obtiennent comme témoins, III, *Sexe.*
Femmes mariées peuvent-elles porter plainte sans autorisation? II,
Femmes mariées La femme ne doit pas toujours être considérée comme complice pour avoir recélé des objets volés par son mari; distinctions, I,
Femmes mariées *Quid,* en cas de détournement d'objets saisis sur le mari? I, *Epoux.*
Fêtes, V. *Jours fériés.*
Feuille de route fausse, falsifiée ou altérée; formules de qualification et explications, III,
Feuilles volantes, V. *Dénonciation, Plainte.*
Fille mineure appelée en témoignage; comment elle est taxée, III, *Enlèvement de mineur, Attentat à la pudeur, Viol, Sexe.*
Filouterie, variété du vol, III,
Flagrant délit fait trêve à tout privilége de juridiction et neutralise toutes les immunités, I,
Flagrant délit Son influence sur la compétence des juges d'instruction et des procureurs impériaux, I,
Flagrant délit Définitions, I,
Flagrant délit Cas réputés flagrant délit, I,
Flagrant délit Procédure de constat en cas de flagrant délit, II,
Folie, V. *Démence.*
Fonctionnaires sont obligés de dénoncer les infractions dont ils acquièrent la connaissance dans leurs fonctions, II,
Fonctionnaires Peuvent être cités comme témoins, avec réserve, II,
Fonctionnaires Les fonctionnaires salariés entendus comme témoins, sans déplacement, n'ont droit à aucune taxe, III,
Fonctionnaires exception en faveur des gendarmes et des gardes champêtres et forestiers, III,
Fonctionnaires *Quid*, à l'égard des agents de police? III,
Fonctionnaires La qualité de fonctionnaire est une circonstance aggravante en cas d'attentat à la pudeur et de viol, III, *Agents du gouvernement.*
Fondé de pouvoir, V. *Arrestation, Dénonciation, Plainte, Procuration.*
Forçat, V. *Bagne.*
Force majeure. Définition, I,
Force majeure. Est une excuse péremptoire; explications, I,
Force publique. Droit de la requérir; occasion, forme et exécution des réquisitions, I,
Force publique. Comment elle se compose, I,
Force publique. Remarque relativement à la garde nationale, I,
Force publique. Raisons d'employer les agents de la force publique préférablement aux huissiers, dans certaines occasions, I,
Force publique. utilité de les entendre comme témoins, en cas de flagrant délit, II,
Force publique. Ces agents sont taxés comme les autres témoins, quand ils sont appelés à déposer, III,
Force publique. Ces agents sont taxés sans égard à leur traitement, III,
Forêts. Comment se prescrivent les délits forestiers, I,
Forêts. Des faux en matière forestière, III,
Forfaiture. Divers cas où le juge d'instruction encourrait la peine de la forfaiture, I,
Formalités, leur nécessité, I,
Formules, leur utilité, III,
Formules, Nomenclature des formules d'actes de procédure, réquisitions, ordonnances, mandats, taxes, contenues dans ce Manuel, III,
Formules, Nomenclature des formules de qualification pour crimes, III,
Fournisseurs des armées, V. *Munitionnaires.*
Fourrière. Les animaux saisis et pouvant servir à conviction sont mis et gardés en fourrière, III,
Fourrière. Il n'est pas de rigueur qu'ils soient vendus dans le délai légal, s'il importe de les conserver pour la preuve, III,
Fourrière. Des frais de fourrière, III,
Frais d'instruction. Observations générales sur les taxes; responsabilité des juges taxateurs, III,
Frais d'instruction. Rôles de restitution, III,
Frais d'instruction. En général, les frais sont avancés par la régie de l'enregistrement, III,
Frais d'instruction. exception à l'égard des administrations des contributions indirectes et des postes, lorsqu'il s'agit de poursuites faites dans leur intérêt pour délits, non pour crimes, III,
Frais d'instruction. Quelquefois les parties civiles sont tenues d'avancer les frais; explications, III,
Frais d'instruction. le juge d'instruction fixe la quotité de la consignation, III,
Frais d'instruction. les exécutoires sont décernés contre la partie civile, III,
Frais d'instruction. Nécessité d'indiquer dans les taxes la nature des frais, III,
Frais d'instruction. De la translation des prévenus par voie ordinaire ou extraordinaire, III,
Frais d'instruction. ils sont, en général, conduits à pied, mais ils ont le droit de se procurer, à leurs frais, des moyens de transport, III,
Frais d'instruction. *Quid,* s'ils sont malades? III,
Frais d'instruction. ou s'ils manquent de chaussure? III,
Frais d'instruction. Par qui sont fournis les aliments aux prévenus transférés, III,
Frais d'instruction. Remarque relative aux gendarmes d'escorte, en cas d'emploi de moyens extraordinaires de translation, III,
Frais d'instruction. Des frais de transport des pièces de conviction et des procédures, III,
Frais d'instruction. Taxes des dépositaires de pièces arguées de faux et des pièces de comparaison, quand ils les apportent eux-mêmes, III,
Frais d'instruction. Les frais faits pour constater de simples accidents ne sont pas frais de justice, III,
Frais d'instruction. non plus les dépenses pour inhumation, III,
Frais d'instruction. il en est autrement des frais d'exhumation: comment ces derniers frais sont taxés, III,
Frais d'instruction. Taxes des médecins, officiers de santé et sages-femmes employés en cette qualité comme experts, III,
Frais d'instruction. ou comme témoins, III,
Frais d'instruction. Taxes des vacations des experts, interprètes, traducteurs, III,
Frais d'instruction. *Quid,* s'ils sont appelés comme témoins? III,
Frais d'instruction. Taxes des témoins; explications développées sur les allocations qui leur sont dues, et sur la manière de faire leurs taxes, III,
Frais d'instruction. Remarques relativement aux gendarmes, gardes, militaires, marins, fonctionnaires salariés, III,
Frais d'instruction. Les enfants ont quelquefois droit à une double taxe, III,
Frais d'instruction. *Quid,* si un témoin cité est malade ou infirme? III,
Frais d'instruction. *Quid,* en cas de voyage? III,
Frais d'instruction en cas de séjour forcé en route? III,
Frais d'instruction ou en cas de prolongation de séjour au lieu où se fait l'instruction? III,
Frais d'instruction. Des frais de transport accordés aux témoins, experts, interprètes, traducteurs; comment ils sont réglés: tableau des distances, III,
Frais d'instruction. Des frais des gardes de scellés, III,
Frais d'instruction. Des frais de fourrière et de gardien, III,
Frais d'instruction. Frais d'impressions et de signalements, III,
Frais d'instruction. Frais de correspondance, III,
Frais d'instruction. Frais de transport alloués aux magistrats et aux greffiers qui les accompagnent, III,
Frais d'instruction. Du mode de paiement des taxes et états de frais, III,
Frais d'instruction. Frais urgents, III,
Frais d'instruction. Frais ordinaires ou non réputés urgents, III,
Frais d'instruction. Frais extraordinaires, III,
Frais d'instruction. Avances à faire aux témoins et aux experts hors d'état de subvenir aux frais de leur déplacement, III,
Frais d'instruction. Tableau synoptique des sommes allouées en taxes, III, *Acquittement de frais, Partie civile, Prescription, Tarifs, Taxes, Voyage.*
Français peut être poursuivi en France pour un crime commis en pays étranger, I,
Français sur la plainte de la partie lésée, I,

Français *Quid,* en cas de simple délit? I,
Franchise des lettres, V. *Correspondance.*
Frère, V. *Parenté.*
Fureur, V. *Démence.*
Fusil à vent, arme prohibée, II,

G

Garantie constitutionnelle, V. *Agents du Gouvernement.*
Garantie des matières d'or et d'argent. A cet égard, le ministère public peut seul porter plainte, I,
Garantie des matières d'or et d'argent. La régie des contributions indirectes ne peut, en ce cas, arrêter l'action du ministère public, I,
Garde nationale est comprise dans la force publique, I,
Garde nationale Le juge d'instruction, ayant le droit de la requérir, ne peut en faire partie, I,
Garde nationale Comment les officiers de police judiciaire peuvent réclamer son concours, I,
Garde nationale quand peuvent-ils la requérir directement? I,
Gardes champêtres et forestiers sont agents de la police judiciaire, I,
Gardes champêtres et forestiers et de la force publique, I,
Gardes champêtres et forestiers Les gardes particuliers sont, sous ce double rapport, assimilés à ceux de l'Etat et des communes, I,
Gardes champêtres et forestiers Entendus comme témoins, ils ont toujours droit à la taxe, III, *Officiers de police judiciaire.*
Gardiens de détenus, V. *Evasion, Maison d'arrêt.*
Gardiens de scellés, V. *Femmes, Scellés.*
Gendarmes. Les officiers de gendarmerie sont officiers de police judiciaire, I,
Gendarmes. non les sous-officiers et les simples gendarmes, I,
Gendarmes. De quelle juridiction ils relèvent, en cas de crimes ou délits commis dans l'exercice de leurs fonctions; distinctions, I,
Gendarmes. Les gendarmes de la marine ne sont que des gendarmes détachés, I,
Gendarmes. A quels services les gendarmes peuvent être employés, comme agents de la force publique, I,
Gendarmes. Avances auxquelles ils ont droit en cas d'escorte de prévenus à de longues distances, III,
Gendarmes. Entendus comme témoins, ils ont toujours droit à la taxe, III, *Estafette, Force publique.*
Généraux commandant une division ou un département ont un privilége de juridiction en matière criminelle, I,
Généraux Comment sont entendus en témoignage les généraux investis d'un tel commandement, II,
Gens de l'art, V. Artisans, Experts, Officiers de santé.
Gens de service à gages, V. *Domestiques.*
Gens de travail, V. *Manouvriers.*
Geôlier, V. *Evasion de détenus, Maison d'arrêt.*
Grâce diffère de l'amnistie, I,
Grands croix et grands officiers de la Légion d'honneur ont un privilége de juridiction en matière criminelle, I,
Grands officiers de la Couronne ont un privilége de juridiction en matière criminelle, I,
Greffier doit, à toutes réquisitions, assister le juge d'instruction, I,
Greffier Sa mission, I,
Greffier Actes pour lesquels son concours est ou nécessaire ou facultatif, I,
Greffier Il peut toujours être suppléé par un commis greffier assermenté, I,
Greffier Cas et forme de remplacement du greffier et de ses commis assermentés, I,
Greffier Le greffier commis temporairement jouit des mêmes avantages que les officiers titulaires du greffe, I,
Greffier Age requis pour être greffier titulaire ou temporaire, I,
Greffier Le greffier écrit gratuitement les taxes de témoins, III,
Greffier Indemnités auxquelles il a droit en cas de transport, III,
Greffier Il dresse les inventaires, les états de frais, et les états de pièces de conviction, II,
Greffier Responsabilité du greffier, II, *Amende.*
Guet-apens. Définition, I,
Guet-apens. Circonstance aggravante des violences et de l'homicide, II,
Guet-apens. Raisons d'éliminer cette circonstance, III,

H

Habitation, V. *Maison habitée.*
Hallucination, sorte de démence excusative, I,
Haute Cour de justice, son institution, sa constitution et ses attributions, I,
Homicide. L'homicide involontaire n'est qu'un délit, I,
Homicide. L'homicide volontaire constitue le crime de meurtre, I,
Homicide et, s'il est prémédité, il constitue l'assassinat, I,
Homicide. il est qualifié parricide, s'il a été commis sur un ascendant, III,
Homicide. infanticide, s'il est accompli sur un nouveau-né, III,
Homicide. empoisonnement, en cas d'attentat à la vie par des substances pouvant donner la mort, III,
Homicide. Explications sur le crime d'homicide volontaire, et moyens de le constater, I,
Homicide. III, formules de qualification et explications, III, *Emprisonnement, Infanticide, Parricide.*
Hommes de l'art, V. *Experts.*
Hospice. On ne peut, sans l'autorisation du juge d'instruction, y conduire un prévenu écroué, II,
Hôtelier, sa condition est une circonstance aggravante du vol, III,
Huissiers. Emploi de leur ministère; explications, I,
Huissiers. Des mandements exprès, I,
Huissiers. Quant à leurs prévarications, V. *Concussion, Corruption, Faux.*

I

Identité du prévenu doit être constatée dans ses interrogatoires, II,
Identité L'identité des pièces de conviction doit être constatée dans les procès-verbaux de remise ou de saisie, I,
Ignorance de la loi n'est pas une excuse, I,
Imbécillité, V. *Démence.*
Imprimés que le juge d'instruction peut faire payer comme frais de justice, III, *Ecrits.*
Imprudence. Délits commis par imprudence, I,
Incapacité de travail, V. *Coups et blessures.*
Incendie. Formules de qualification et explications, III,
Inconnu, V. *Quidam.*
Inculpé, V. *Prévenu.*
Indemnités accordées, en cas de transport, aux magistrats et au greffier, III,
Indices doivent être graves pour entraîner l'arrestation, II,
Indices ou la mise en prévention, III,
Indigence n'est pas une excuse, I,
Indigence La partie civile indigente est dispensée de la consignation des frais, III,
Indigence Comment l'indigence se constate dans ce cas, III,
Indivisibilité. Les procédures sont indivisibles; conséquences, I,
Infamie. Les personnes notées d'infamie sont-elles admises à dénoncer? II,
Infamie. Les personnes notées d'infamie sont-elles admises à porter plainte? II,
Infamie. Les personnes notées d'infamie sont-elles admises à rendre témoignage? II,
Infanticide est un meurtre qualifié, III,
Infanticide Moyens de constat et observations, II,
Infanticide Formules de qualification et explications, III,
Information. Définition, II,
Information. L'information diffère de l'instruction, dont elle n'est qu'une partie, I,
Information. son but, II,
Information. Hors le cas de flagrant délit, les témoins ne sont entendus qu'après citation, II,

Information. Les témoins sont cités par ordre du juge d'instruction, II,
Information. Le juge d'instruction n'est pas tenu de faire citer tous les témoins qui lui sont indiqués, II,
Information. Il ne faut pas appeler des témoins inutiles, ni un trop grand nombre de témoins, II,
Information. Quelles personnes sont dispensées de déposer, II,
Information. ou en sont incapables, II,
Information. Procédure pour faire citer les témoins; de la cédule, et de ce qu'elle doit contenir, II,
Information. Cas où il n'y a lieu de donner ni cédule ni citation, III,
Information. La cédule ne doit pas être copiée, mais seulement relatée dans la citation, II,
Information. Les témoins sont cités à la requête du ministère public, quelquefois à la requête du juge d'instruction, jamais au nom d'une partie civile, II,
Information. Par qui sont notifiées les citations, II,
Information. Tout témoin cité doit comparaître et satisfaire à la citation, II,
Information. *Quid,* si le témoin est absent, contraignable par corps, prisonnier pour dettes, ou soumis à la surveillance? II,
Information. *Quid,* s'il est détenu dans une prison ou dans un bagne? II,
Information. Si le témoin a fourni une exoine, le juge d'instruction va recevoir sa déposition ou la fait prendre par délégation; observations, II,
Information. *Quid,* si le témoin fait défaut? II,
Information. Le témoin défaillant peut être contraint par corps, c'est-à-dire par mandat d'amener, à venir déposer, II,
Information. exceptions, II,
Information. *Quid,*si le témoin comparant refuse de prêter serment ou de déposer? II,
Information. Condamnations contre les témoins défaillants sans excuse ou récalcitrants, I,
Information. Ordonnance de condamnation, III,
Information. Ordre d'audition des témoins, II,
Information. ils doivent être entendus secrètement, successivement et séparément les uns des autres, II,
Information. même en cas de flagrant délit, II,
Information. hors la présence du prévenu, II,
Information. de la partie civile, II,
Information. et du ministère public, au moins en général, II,
Information. Les témoins déposent sans armes, debout et découverts, sauf permission du juge d'instruction, II,
Information. Le juge dicte la déposition, le greffier l'écrit, II,
Information. On peut permettre qu'un témoin dicte sa déposition, II,
Information. Avant de déposer, le témoin représente sa copie de citation, à moins qu'il ne l'ait oubliée ou perdue, II,
Information. et il prête serment; remarques, II,
Information. Témoins qui ne prêtent pas serment, II,
Information. Questions générales à adresser à tous les témoins, II,
Information. Les témoins doivent déposer en personne, quelquefois assistés d'un interprète, II,
Information. Remarques sur la manière dont ils doivent déposer, II,
Information. On peut interroger les témoins après leur déposition, non avant, II,
Information. Par exception, les témoins militaires sont questionnés avant de déposer, lorsqu'ils sont entendus sur commission rogatoire, II,
Information. Nécessité de représenter aux témoins les pièces de conviction, II,
Information. On peut, après avoir entendu un témoin, le rappeler pour compléter sa déposition, II,
Information. De la confrontation des témoins, II,
Information. Rédaction des dépositions, II,
Information. Les dépositions doivent être écrites sur-le-champ et complétement, II,
Information. Lecture et signature des dépositions, II,
Information. De la taxe des témoins, II,
Information. Agencement du procès-verbal d'information, II,
Information. On ne fait plus de cahiers d'information; chaque déposition est portée sur une feuille distincte et séparée, II,
Information. Comment sont entendus en témoignage les princes, II,
Information. les ministres, II,
Information. certains hauts personnages, II,
Information. les agents diplomatiques, II,
Information. les consuls, II,
Information. Forme de l'audition des témoins militaires, II,
Information. Avant de faire citer des témoins militaires ou des gendarmes, on doit en donner avis à leurs chefs. II,
Information. même précaution à prendre, en tel cas, à l'égard des employés des douanes et des contributions indirectes, II,
Information. Formule de procès-verbal d'information, III,
Informe, V. *Plus ample in formé.*
Infraction, V. *Contravention, Crime, Délit.*
Inhumation. Par qui elle est ordonnée en cas d'investigations judiciaires, II,
Inhumation. Les dépenses qu'elle occasionne ne sont pas considérées comme frais de justice, III,
Initiative des poursuites appartient exceptionnellement au juge d'instruction comme au ministère public, en cas de flagrant délit, I,
Inhumation. Le juge d'instruction est-il tenu d'exercer son droit d'initiative? I, *Action publique, Procureur impérial.*
Injures peuvent-elles faire l'objet de poursuites d'office? I,
Injures Le juge d'instruction a le pouvoir de réprimer les injures qui lui seraient adressées dans l'exercice de ses fonctions, alors qu'il procède publiquement, I,
Insensés, V. *Démence.*
Inspecteurs de police ne sont pas officiers de police judiciaire, I,
Instruction criminelle. Ce qu'elle était chez les peuples anciens, spécialement chez les Romains, I,
Instruction criminelle. Ce qu'elle était chez les peuples anciens, spécialement chez les Gaulois, I,
Instruction criminelle. Ce qu'elle était chez les peuples anciens, spécialement chez les Francs, I,
Instruction criminelle. Sa transformation en France, au cours du moyen âge, I,
Instruction criminelle. Règles fournies par le droit canonique, I,
Instruction criminelle. Changements postérieurs, I,
Instruction criminelle. Instruction et information ne sont pas synonymes, I,
Instruction criminelle. Des principaux moyens d'instruction, I,
Instruction criminelle. Observations générales sur l'instruction criminelle, I,
Instruction criminelle. Une instruction préalable est nécessaire en cas de crime, facultative en cas de délit, I, *Juge d'instruction.*
Instruments réputés armes, I,
Instruments Le fait d'avoir fourni des instruments pour commettre une action délictueuse constitue la complicité, I,
Instruments ou une circonstance aggravante en cas d'évasion de détenus, III,
Intention. En général, point de délit sans mauvaise intention, I,
Intention. Cependant il est des délits que la bonne foi de l'agent ne rend pas excusables, I,
Intention. La perversité de l'intention aggrave le délit, I,
Intention. Celui qui agit avec une intention coupable est tenu de toutes les conséquences que son action a entraînées, même au delà des sa volonté, I,
Intention. L'intention et la volonté sont distinctes; on peut avoir agi volontairement, mais sans mauvaise intention, I, *Volonté.*
Interdiction de communiquer. Importance de cette mesure, II,
Interdiction de communiquer. quand et comment le juge d'instruction la prescrit, en quoi elle consiste, et comment elle s'exécute, II,
Interdiction de communiquer. L'autorité administrative n'a le droit ni de l'étendre ni de la restreindre, II,
Interdiction de communiquer. Le prévenu a-t-il le droit de se pourvoir contre l'ordonnance d'interdiction de communiquer? II,
Interdiction de communiquer. Le juge d'instruction rend compte chaque mois, au procureur général, des interdictions de communiquer qu'il a ordonnées, de leur cause et de leur durée, II, *Maison d'arrêt.*
Interdits. Lesquels peuvent ou non rendre plainte, I,
Intérêts civils. Actes conservatoires à faire par le juge d'instruction, I,
Interlignes sont prohibés, I,
Interprètes. Explications sur l'emploi, les qualités et les opérations des interprètes, I,
Interprètes. Ils ne doivent pas être pris parmi les témoins: exception, I,
Interprètes. Indemnités qui leur sont allouées, III, *Etrangers, Femmes.*

Interrogatoire. Importance et but de cette formalité, II,
Interrogatoire. Cas où un interrogatoire n'est pas nécessaire, II,
Interrogatoire. cas où il est indispensable, II,
Interrogatoire. En flagrant délit, l'interrogatoire doit être pris sur-le-champ; quel est alors son objet principal, II,
Interrogatoire. En général, le premier interrogatoire ne doit pas être différé, II,
Interrogatoire. Il ne doit pas être nécessairement précédé d'un mandat de comparution ou d'amener, II,
Interrogatoire. Au contraire, les mandats de dépôt ou d'arrêt doivent être précédés d'un interrogatoire ou d'une mise en demeure de répondre à la prévention, II,
Interrogatoire. Lieu de l'interrogatoire, II,
Interrogatoire. Il est secret; explications, II,
Interrogatoire. Il est pris hors la présence de la partie civile, II,
Interrogatoire. Le procureur impérial lui-même n'a pas le droit d'y assister, si le juge d'instruction ne le permet, ou si le prévenu s'y oppose, II,
Interrogatoire. Ordre dans lequel doivent être interrogés, séparément, les prévenus compris dans la même poursuite, II,
Interrogatoire. On peut, après leur interrogatoire respectif, confronter les prévenus, II,
Interrogatoire. Toujours le prévenu doit répondre en personne, II,
Interrogatoire. il ne lui est pas permis de se faire assister d'un conseil, II,
Interrogatoire. Les prévenus qui n'entendent pas ou qui ne parlent pas la langue française, sont pourvus d'un interprète, II,
Interrogatoire. de même les sourds-muets illettrés, II,
Interrogatoire. Les sourds-muets lettrés sont interrogés et répondent par écrit, II,
Interrogatoire. Il faut observer l'attitude du prévenu pendant l'interrogatoire, et la constater, s'il y a lieu, II,
Interrogatoire. Quelle doit être l'attitude du juge, II,
Interrogatoire. Que l'interrogatoire soit loyal, II,
Interrogatoire. Le prévenu ne prête plus serment avant d'être interrogé, II,
Interrogatoire. Questions préliminaires pour constater l'identité et la moralité du prévenu, II,
Interrogatoire. *Quid,* si le prévenu refusait de répondre? II,
Interrogatoire. Règles générales pour interroger, II,
Interrogatoire. Comment doivent être posées les questions, II,
Interrogatoire. dans quel ordre, II,
Interrogatoire. Les questions doivent-elles être dictées avant ou après la réponse du prévenu? II,
Interrogatoire. Sur quels faits on peut interroger, II,
Interrogatoire. Questions générales, II,
Interrogatoire. Le prévenu doit avoir toute liberté pour faire ses réponses, II,
Interrogatoire. *Quid,* s'il s'exprime d'une manière évasive? II,
Interrogatoire. s'il se tait? II,
Interrogatoire. s'il nie? II,
Interrogatoire. s'il avoue? II,
Interrogatoire. On ne doit pas se contenter d'un aveu général et vague, II,
Interrogatoire. L'aveu ne dispense pas d'informer, II,
Interrogatoire. Comment on doit interroger relativement aux complices, II,
Interrogatoire. Si le prévenu allègue des faits justificatifs, il faut les vérifier soigneusement et diligemment, II,
Interrogatoire. De la rédaction de l'interrogatoire, II,
Interrogatoire de la lecture, II,
Interrogatoire de la signature, II,
Interrogatoire. Le cahier d'interrogatoire doit-il être coté et paraphé? II,
Interrogatoire. Quand il y a plusieurs prévenus, on fait un cahier d'interrogatoire pour chacun d'eux, II,
Interrogatoire. L'interrogatoire peut être fait à plusieurs reprises, II,
Interrogatoire. Il peut être réitéré autant de fois qu'on le juge utile, II,
Interrogatoire. Dans toute instruction pour crime, il est bien de prendre un interrogatoire final et détaillé, II,
Interrogatoire. Le prévenu interrogé de nouveau peut-il obtenir lecture de ses interrogatoires précédents? II,
Interrogatoire. Doit-on interroger un prévenu sur des faits déjà avoués? II,
Interrogatoire. Selon que le prévenu s'est ou non disculpé complètement dans son interrogatoire, le juge d'instruction le laisse en liberté ou le retient en état de détention préventive, eu égard à la nature de l'affaire, II,
Interrogatoire. Formule d'interrogatoire, III, *Confrontation.*
Inventaire doit accompagner tout envoi de procédures, II,
Inventaire Forme de l'inventaire, III,
Ivresse n'est pas une excuse, I,
- On doit la constater quand elle est alléguée et vérifiée, parce qu'elle pourrait être invoquée comme circonstance atténuante, I,

J

Jours fériés ne s'observent pas en matière criminelle, et ne suspendent pas l'instruction, I,
Juge d'instruction. L'institution des juges d'instruction est d'origine moderne et n'a pas de modèle dans l'antiquité, I,
Juge d'instruction. Les premiers juges d'instruction en titre furent les lieutenants des baillis et sénéchaux, qualifiés lieutenants criminels, I,
Juge d'instruction. date et motifs de leur création, I,
Juge d'instruction. Attributions des lieutenants criminels, I,
Juge d'instruction. Ces magistrats furent remplacés par les directeurs du jury, I,
Juge d'instruction. et ceux-ci par les juges d'instruction, I,
Juge d'instruction. Il y a un juge d'instruction par arrondissement; quelques tribunaux en ont deux ou un plus grand nombre, I,
Juge d'instruction. Quand il y a plusieurs juges d'instruction dans un tribunal, chacun d'eux est saisi par un réquisitoire du procureur impérial, à qui il appartient de leur attribuer les affaires, I,
Juge d'instruction. Le juge d'instruction est nommé par l'Empereur parmi les juges titulaires ou suppléants du tribunal civil, I,
Juge d'instruction. Le juge désigné pour l'instruction ne pourrait refuser de remplir ces fonctions, I,
Juge d'instruction. Nommé pour trois ans, il peut être relevé plus tôt, et il peut continuer ses fonctions, au delà de ce terme, sans nouvelle commission, I,
Juge d'instruction. Il reçoit, à ce titre, une augmentation de traitement, I,
Juge d'instruction. Il n'a pas de vacances, et ne peut s'absenter sans un congé, I,
Juge d'instruction. De la délivrance et de la durée des congés, I,
Juge d'instruction. En quels cas, comment et par qui le juge d'instruction est remplacé, I,
Juge d'instruction. Le juge appelé à l'instruction dans le même siége, n'a pas à prêter un nouveau serment, I,
Juge d'instruction. Les juges titulaires ou suppléants chargés temporairement de l'instruction, sont les égaux, non les substituts, du juge d'instruction en titre, I,
Juge d'instruction. En cas de remplacement, la cause cessant, le juge d'intruction reprend ses fonctions, de plein droit, et les pouvoirs du remplaçant cessent *ipso facto,* I,
Juge d'instruction. Rang et autorité du juge d'instruction parmi les officiers de police judiciaire, I,
Juge d'instruction. Rang des juges d'instruction entre eux dans le même tribunal, et à l'égard des autres juges, I,
Juge d'instruction. Le juge d'instruction est soumis au roulement, I,
Juge d'instruction. Il peut et doit prendre part au jugement des affaires civiles et correctionnelles, I,
Juge d'instruction. Il ne connaît pas des affaires d'assises qu'il a instruites, I,
Juge d'instruction. dans celles-là même, il pourrait remplacer aux assises le procureur impérial, I,
Juge d'instruction. et il peut prendre part aux arrêts qui n'ont pour objet que de régler le service des assises, I,
Juge d'instruction. Il peut être appelé comme témoin devant la Cour d'assises, I,
Juge d'instruction. Le juge d'instruction est indépendant du tribunal dont il fait partie, I,
Juge d'instruction. Il est soumis à la surveillance, non aux ordres, du procureur général du ressort, I,
Juge d'instruction. Caractère et qualités requis dans un juge d'instruction, I, *Abstention, Compétence, Congé, Forfaiture, Juridiction, Prise à partie, Récusation, Responsabilité, Roulement.*
Juges poursuivis, hors le cas de flagrant délit, ont un privilége de juridiction, et le juge d'instruction ne peut être compétent à leur égard qu'en vertu d'une délégation, I,
Juges poursuivis, Il en est de même relativement aux officiers du parquet et aux officiers de police judiciaire, I,
Juges de paix sont officiers de police judiciaire auxiliaires du procureur impérial et du juge d'instruction, I,
Juges de paix En cas de concurrence avec les autres auxiliaires, ils devraient avoir la prééminence, I, *Commissaires de police, Commissions rogatoires, Mandats, Officiers de police judiciaire.*

Juridiction est distincte de la compétence, I,
Juridiction Le juge d'instruction exerce une juridiction entière et indépendante, sous l'autorité de la Cour impériale et la surveillance du procureur général, I, *Privilège de juridiction.*
Justice est distincte de la police, I,

L

Langue française, V. *Interprète.*
Larcin, variété de vol, III,
Lazarets. Les autorités sanitaires sont seules compétentes pour constater les crimes et délits qui se commettent dans les lazarets, I,
Légion d'honneur, V. *Décoration, Grand croix et Grand-officier.*
Légitime défense. Excuse péremptoire; explications, I, *Excuse.*
Lecture des actes et procès-verbaux doit être donnée, avant la signature, I,
Lettre de change, V. *Faux en écriture de commerce.*
Lettre missive, V. *Faux en écriture, Poste aux lettres.*
Levée de corps. Cas de levée de corps, II,
Levée de corps. Importance de cet acte, II,
Levée de corps. Il est indispensable de requérir le concours des hommes de l'art, II,
Levée de corps. Questions à examiner quand on trouve un cadavre, II,
Levée de corps. Devoirs du magistrat, II,
Levée de corps. Nécessité de l'autopsie cadavérique ou de l'ouverture du corps, II,
Levée de corps. Célérité recommandée, II,
Levée de corps. Soins à prendre pour la reconnaissance du cadavre, II,
Levée de corps. Où et comment doit être fait le premier examen, II,
Levée de corps. Expulsion des personnes inutiles, II,
Levée de corps. Mesures de conservation, en cas de transport du cadavre, II,
Levée de corps. Remarques relatives à l'ouverture du corps, II,
Levée de corps. Précautions à prendre après l'ouverture, II,
Levée de corps. Observations spéciales, relativement aux noyés, II,
Levée de corps. Observations aux individus que l'on aurait trouvés pendus ou étranglés, II,
-**Levée de corps.** Observations en cas de mort par blessures ou par mutilation, II,
Levée de corps. Observations en cas d'empoisonnement, II,
Levée de corps. Observations relativement aux cadavres des personnes du sexe, II,
Levée de corps. Observations et aux cadavres des enfants nouveau-nés, II,
Levée de corps. Observations Mesures à prendre concernant l'état civil, II, *Cadavre, Exhumation, Inhumation, Suicide.*
Liberté provisoire sous caution. Principes généraux et législation, II,
Liberté provisoire sous caution. La mise en liberté provisoire sous caution est une faveur distincte de l'obtention de liberté par la levée du mandat de dépôt, II,
Liberté provisoire sous caution. Les magistrats sont-ils obligés ou ont-ils seulement la faculté de l'accorder, quand la loi ne le leur défend pas? II,
Liberté provisoire sous caution. Elle peut être demandée en tout état de cause, II,
Liberté provisoire sous caution. Comment la demande doit être formulée, II,
Liberté provisoire sous caution. Quand et à qui la liberté provisoire peut être accordée, II,
Liberté provisoire sous caution. Elle ne peut être accordée, du moins en général, que moyennant caution, II,
Liberté provisoire sous caution. exceptions, II,
Liberté provisoire sous caution. Destination du cautionnement, II,
Liberté provisoire sous caution. Taux du cautionnement, II,
Liberté provisoire sous caution. Du cas où il a été causé un préjudice appréciable en argent, qu'il y ait ou non partie civile en cause, II,
Liberté provisoire sous caution. C'est au juge d'instruction de fixer le montant du cautionnement, tant qu'il est saisi de l'affaire, II,
Liberté provisoire sous caution. Forme de l'ordonnance, III,
Liberté provisoire sous caution. Cette ordonnance est-elle sujette à appel? II,
Liberté provisoire sous caution. Comment peut être fourni le cautionnement, II,
Liberté provisoire sous caution. Le prévenu peut être lui-même sa caution, II,
Liberté provisoire sous caution. Discussion et soumission de la caution, II,
Liberté provisoire sous caution. Ordonnance de discussion de la caution, III,
Liberté provisoire sous caution. Domicile à élire par le prévenu, II,
Liberté provisoire sous caution. C'est le procureur impérial qui fait exécuter l'ordonnance de mise en liberté, II,
Liberté provisoire sous caution. *Quid,* si le prévenu élargi fait défaut? II,
Liberté provisoire sous caution. Est-ce, dans tous les cas, le juge d'instruction qui ordonne les mesures coercitives à prendre contre la caution et contre le prévenu défaillant? II,
Liberté provisoire sous caution. Ordonnance contre la caution, III,
Liberté provisoire sous caution. Du pourvoi de la caution contre l'ordonnance rendue envers elle, II,
Liberté provisoire sous caution. Forme de la contrainte contre la caution, II,
Liberté provisoire sous caution. Le prévenu qui a laissé contraindre sa caution, ne peut plus obtenir sa liberté provisoire sous cautionnement, II,
Lieu du délit ou du crime peut être une circonstance constitutive, I,
Lieu du délit ou une circonstance aggravante, I,
Lieu du délit Il peut être attributif de juridiction ou de compétence, I,
Lieu du délit Lieux où le juge d'instruction peut et doit procéder, I,
Lieu du délit Nécessité de décrire l'état des lieux, surtout en cas de crime, II,
Lieu du délit Droit de retenir les personnes trouvées sur les lieux, II,
Lieu du délit Moyens coercitifs, I,
Lieu du délit Police du lieu d'opération, I, *Compétence.*
Lieux publics. Droit d'y pénétrer même la nuit, I,
Logeurs. Leur condition est une circonstance aggravante du vol, III,
Lois. Leur but et leur caractère, I,
Lois. Le Code pénal et le Code d'instruction forment ensemble le droit commun en matière criminelle, I,
Lois. Définition juridique du mot loi, I,
Lois. La loi seule peut créer des peines, I,
Lois. Aucune peine ne peut être infligée qu'en vertu d'une loi appliquée littéralement, I,
Lois. Les ordonnances, décrets, arrêtés ou règlements qui établissent des peines non édictées ou autorisées par une loi, ne sont pas obligatoires, I,
Lois. exception quant à certains décrets impériaux, I,
Lois. Nécessité de la promulgation des lois, I,
Lois. On ne peut prétendre cause d'ignorance relativement à une loi promulguée en la forme prescrite, I,
Lois. Comment se fait cette promulgation, I,
Lois. Les lois criminelles n'ont pas d'effet rétroactif, I,
Lois. exception, in favorem, en cas de variation dans la pénalité, I,
Lois. autre exception, quant aux lois de procédure ou d'instruction, I,
Lois. autre exception encore quant aux lois interprétatives, I,
Lois. De l'abrogation des lois, I,
Lois. Les faits accomplis sous l'empire d'une loi abrogée ne peuvent être poursuivis en vertu de cette loi, après son abrogation, I,
Lois. Les lois pénales françaises sont applicables aux Français qui les violent en pays étranger, I,
Lois. et aux étrangers qui les violent en France, I, *Étrangers, Français.*

M

Magistrats ont un privilège de juridiction, en matière criminelle, I,
Magistrats Le juge d'instruction ne peut procéder contre eux qu'en cas de flagrant délit, ou par délégation, I,
Magistrats observations relatives aux complices, I,
Magistrats Cas où le juge d'instruction doit ou ne doit pas régler les affaires qu'il a instruites contre des magistrats, I,
Magistrats Les magistrats peuvent être cités comme témoins devant le juge d'instruction, II,
Magistrats Le juge d'instruction peut être appelé, en cette qualité, à déposer devant la Cours d'assises, I,

Maires sont officiers de police judiciaire auxiliaires du procureur impérial, I,
Maires Cas où leur assistance doit être requise par le juge d'instruction, I,
Maison centrale. Procédure à suivre quand un témoin à entendre ou un prévenu à interroger se trouve détenu dans une maison centrale, ou dans une prison d'Etat, II,
Maison d'arrêt. A qui en appartient la surveillance, en général, II,
Maison d'arrêt. Obligations spéciales du juge d'instruction, II,
Maison d'arrêt. Obligations spéciales du droit qu'il a d'y donner des ordres, II,
Maison d'arrêt. Le juge d'instruction doit tenir la main à l'exécution des règlements faits pour l'ordre de la maison d'arrêt, II,
Maison d'arrêt. Précautions à prendre envers tout prévenu écroué, II,
Maison d'arrêt. De l'usage du cachot, II,
Maison d'arrêt. Des vivres et autres commodités que les prisonniers voudraient se procurer en dehors du régime de la prison, II,
Maison d'arrêt. Des permissions de communiquer avec les prisonniers; distinction des pouvoirs du juge d'instruction et de l'autorité administrative, II,
Maison d'arrêt. De l'interdiction de communiquer ou du secret; règles et observations, II,
Maison d'arrêt. l'autorité administrative doit respecter les ordres donnés par le juge d'instruction à cet égard, II,
Maison d'arrêt. A qui le juge d'instruction est tenu de rendre compte des interdictions de communiquer qu'il a ordonnées, II,
Maison d'arrêt. Le prévenu peut-il se pourvoir contre une ordonnance d'interdiction de communiquer? II,
Maison d'arrêt. Un prévenu écroué peut-il obtenir la permission de sortir de la maison d'arrêt, pour ses affaires? II,
Maison d'arrêt. Un prévenu, même malade, ne peut être déplacé qu'avec l'autorisation du juge d'instruction, qui ne cesse pas, après le déplacement, d'exercer son droit de surveillance, et qui peut ordonner la réintégration dans la maison d'arrêt, II,
Maison d'arrêt. Mesures de répression qui appartiennent au juge d'instruction envers les prisonniers, II,
Maison d'arrêt. Le geôlier ou gardien ne doit exercer de son autorité privée, aucune rigueur envers les prévenus, II,
Maison d'arrêt. il ne peut, de son chef, que leur appliquer les mesures de discipline autorisées par les règlements, II, *Ecrou, Emprisonnement, Evasion, Interdiction de communiquer, Bagne, Maison centrale.*
Maison d'instruction, V. *Université.*
Maison habitée, définition et explications, III,
Maisons impériales. Du constat des délits qui y auraient été commis, I,
Maisons publiques, de jeu ou de prostitution. Droit d'y pénétrer même la nuit, I,
Maître. L'abus de confiance et le vol commis envers leur maître par les domestiques, commis, élèves clercs, ouvriers, compagnons, ou apprentis, sont des crimes, III,
Maître de même, les attentats à la pudeur et le viol commis par de telles personnes envers les membres de la famille du maître ou ses autres domestiques, sont aggravés par cette circonstance, III,
Maître de même, La qualité de maître est une circonstance aggravante, s'il commet un attentat à la pudeur ou un viol sur les personnes soumises à son autorité, III,
Maîtres des requêtes, V. *Conseillers d'Etat.*
Maladies causées par des substances nuisibles; formules de qualification et explications, III,
Maladies *Maladies de plus de vingt jours,* V. *Coups et blessures.*
Maladresse peut être un élément de délit, I,
Malfaiteurs. Ceux qui les logent habituellement et sciemment se rendent complices; distinction, I,
Malfaiteurs. non, s'ils leur donnent seulement la nourriture, I,
Malfaiteurs. Les tortures et actes de barbarie employés par les malfaiteurs sont une circonstance aggravante des crimes qu'ils commettent, I,
Malfaiteurs. L'association des malfaiteurs envers les personnes ou les propriétés constitue un crime spécial; formules de qualification et explications, III,
Mandat donné pour commettre un délit ou un crime constitue la complicité, I,
Mandat L'abus d'un mandat peut constituer un délit ou un crime d'abus de confiance, III,
Mandats ou ordres de comparution, d'arrestation, d'incarcération. Objet des mandats, II,
Mandats Leur titre; date de leur création, II,
Mandats Leurs rapports et leur différence avec les anciens décrets, II,
Mandats A qui il appartient de les décerner; explications, II,
Mandats Le pouvoir de décerner des mandats peut-il être délégué? Distinction, II,
Mandats Les mandats sont-ils sujets à opposition ou appel, et de la part de qui? II,
Mandats Formalités générales communes à tous les mandats, II,
Mandats Par qui, dans quels lieux et pendant quel temps peuvent être exécutés les mandats entraînant capture, II,
Mandats Responsabilité de ceux qui décernent les mandats, y concourent ou les font exécuter, II,
Mandats Formules des divers mandats, III,
Mandat de comparution. Quand y a-t-il lieu de le décerner? II,
Mandat de comparution. Cas où il doit être préféré au mandat d'amener, II,
Mandat de comparution. Peut-il être décerné en cas de crime? II,
Mandat de comparution. Il n'est pas nécessaire que le procureur impérial l'ait requis, II,
Mandat de comparution. Désignation du prévenu; délai accordé pour comparaître, II,
Mandat de comparution. Comment ce mandat doit être exécuté, II,
Mandat de comparution. En cas de désobéissance du prévenu, le mandat de comparution est converti en mandat d'amener, II,
Mandat de comparution. Un procès-verbal n'est pas nécessaire pour constater le défaut, II,
Mandat de comparution. Quid, si le défaut était fondé sur une cause légitime et justifiée? II,
Mandat de comparution. Le mandat de comparution non exécuté équivaut-il à une mise en demeure légale, quant à la prévention? II,
Mandat de comparution. Le prévenu comparant doit être interrogé sur-le-champ, II,
Mandat de comparution. Après l'interrogatoire, le juge d'instruction peut convertir le mandat de comparution en un ordre d'incarcération, sans y être astreint, II,
Mandat d'amener. Cas où il doit être décerné un mandat d'amener, II,
Mandat de comparution. un réquisitoire préalable n'est pas nécessaire, II,
Mandat de comparution. Il peut être décerné contre toute personne, à l'occasion de tout crime ou délit, II,
Mandat de comparution. Précautions à prendre, II,
Mandat de comparution. Comment il s'exécute, II,
Mandat de comparution. Faveur accordée au prévenu, à raison des distances, II,
Mandat de comparution. exception, II,
Mandat de comparution. Le prévenu amené devant le juge d'instruction doit être interrogé dans les vingt-quatre heures, II,
Mandat de comparution. Où sera placé provisoirement le prévenu? II,
Mandat de comparution. Par les ordres de qui sera-t il provisoirement gardé? II,
Mandat de comparution. Comment s'exécute ce mandat à l'égard d'un prévenu absent? Distinctions, II,
Mandat de comparution. Les agents d'exécution doivent renvoyer sans retard les mandats d'amener, bien qu'ils n'aient pas trouvé les prévenus, II,
Mandat de comparution. Remarques sur les ordres de conduite, II,
Mandat de comparution. Les officiers de police judiciaire, autres que le juge d'instruction, qui ont décerné un mandat d'amener, peuvent-ils en donner mainlevée? II, *Contrainte par corps.*
Mandat de dépôt peut être décerné à l'occasion de tous crimes ou délits, II,
Mandat de dépôt sans exception des délits de presse, II,
Mandat de dépôt Il n'y a pas lieu au mandat de dépôt, si le délit n'emporte qu'une peine d'amende, sans emprisonnement, II,
Mandat de dépôt exception à l'égard des colporteurs de tabacs, des fraudes à l'octroi, à la fabrication et au colportage de poudre de guerre, II,
Mandat de dépôt Ce mandat doit être précédé d'un interrogatoire du prévenu, II,
Mandat de dépôt Quid, si l'interrogatoire avait déjà été pris par un officier de police judiciaire autre que le juge d'instruction? II,
Mandat de dépôt En cas d'inexécution du mandat d'amener, le mandat de dépôt pourrait être décerné, la mise en demeure équivalant à interrogatoire, II,
Mandat de dépôt Un réquisitoire préalable n'est pas nécessaire pour la délivrance du mandat de dépôt, II,
Mandat de dépôt Distinction entre les cas de crime et les cas de délits, II,
Mandat de dépôt Lorsque l'interrogatoire a dissipé les charges, le juge d'instruction peut s'abstenir du mandat de dépôt, quand même il serait requis par le procureur impérial, et sans communiquer la procédure, II,
Mandat de dépôt En cas d'appel de l'ordonnance de refus, le prévenu conserverait provisoirement sa liberté, II,
Mandat de dépôt Quelquefois, il y a lieu de décerner plusieurs mandats de dépôt contre le même prévenu, II,
Mandat de dépôt De la forme et de l'exécution du mandat de dépôt, II,
Mandat de dépôt Le juge d'instruction, sur les conclusions conformes du procureur impérial, peut donner mainlevée du mandat de dépôt; forme de l'ordonnance, II,
Mandat de dépôt sauf à en décerner un nouveau, s'il y a lieu, II,
Mandat de dépôt Cette mesure est distincte de la mise en liberté sous caution, II, *Emprisonnement.*
Mandat d'arrêt. Rapports et dissemblances des mandais de dépôt et d'arrêt, II,

Mandat d'arrêt. Cas où le mandat d'arrêt doit être préféré, II,
Mandat d'arrêt. Il est indispensable, en cas de demande d'extradition, II,
Mandat d'arrêt. Il doit toujours être précédé d'un interrogatoire ou d'une mise en demeure légale, II,
Mandat d'arrêt. Est-il nécessaire d'interroger le prévenu arrêté en vertu de ce mandat? II,
Mandat d'arrêt. Les conclusions du procureur impérial sont indispensables préalablement à la délivrance du mandat d'arrêt, II,
Mandat d'arrêt. Ces conclusions, si elles sont favorables au prévenu, obligent-elles le juge d'instruction à s'abstenir du mandat d'arrêt? II,
Mandat d'arrêt. ou si elles sont défavorables, obligent-elles le juge d'instruction à décerner ce mandat? II,
Mandat d'arrêt. Le procureur impérial peut-il se pourvoir contre un refus de mandat, ou le prévenu contre un mandat décerné compétemment? II,
Mandat d'arrêt. En cas de réformation de l'ordonnance de refus, la Cour peut évoquer, non forcer la main au juge d'instruction, II,
Mandat d'arrêt. *Quid,* si le mandat d'arrêt avait été décerné pour un fait n'emportant pas emprisonnement? II,
Mandat d'arrêt. Formalités spéciales à ce mandat, II,
Mandat d'arrêt. Comment il est mis à exécution, II, *Emprisonnement.*
Mandement exprès à donner aux huissiers; explications, I,
Mandement Formule, III,
Manouvriers ou gens de travail; de leur emploi, I,
Manouvriers Comment ils sont appelés, I,
Manouvriers Ils ne prêtent pas serment, I,
Manouvriers et ne signent pas les procès-verbaux, I,
Manouvriers Cas où ils ne peuvent refuser leurs services, sous peine d'amende, I,
Manouvriers Comment ils sont taxés, III,
Manufactures, V. *Communication des secrets de fabrique, - Marques.*
Mari, V. *Epoux.*
Marins. Règles spéciales de compétence à leur égard, I,
Marins. Extrait du Code de justice militaire maritime, I,
Marins. Délits réservés à la juridiction ordinaire, I,
Marins. Quelles personnes sont justiciables des tribunaux maritimes; explications, I,
Marins. Remarques relatives à la marine marchande; question de compétence en cas de vol, III,
Marins. Questions de taxe à l'égard des marins entendus comme témoins, III,
Marques falsifiées de fabriques ou manufactures; explications, III,
Marteau de l'État faux ou falsifié; explications, III,
Matérialité et moralité des faits distinguées, I,
Matérialité Quelquefois la matérialité d'un fait suffit pour constituer un délit, I, *Moralité.*
Matière du délit peut être une circonstance aggravante, I,
Matières d'or et d'argent, V. *Garantie.*
Médaille, V. *Décoration.*
Médecin, V. *Officier de santé.*
Mémoire de frais, V. *Etat de frais, Frais d'instruction.*
Menaces ne constituent pas une tentative, mais bien parfois un crime ou un délit spécial, I,
Menaces Elles peuvent être un élément de complicité, I,
Menaces Sont considérées comme circonstances aggravantes d'autres crimes, dans des cas déterminés, I,
Menaces Formules de qualification et explications sur les menaces par écrit contenant un ordre ou faites sous condition, III,
Mendiants. Leur condition est une circonstance aggravante en cas de violences quelconques, coups et blessures, I,
Mendiants. ou en cas qu'ils soient porteurs de faux certificats, faux passe-ports, ou fausses feuilles de route, I,
Meurtre, V. *Homicide.*
Militaires. Règles générales de compétence à leur égard, I,
Militaires. Extrait du Code de justice militaire, I,
Militaires. Délits réservés à la juridiction ordinaire, I,
Militaires. Quelles personnes sont réputées militaires, I,
Militaires. Quels faits sont déclarés délits militaires, I,
Militaires. Remarque relativement aux gendarmes, I,
Militaires. Comment les militaires sont entendus en témoignage, II,
Militaires et taxés, III,
Militaires. Avertissement à donner à leurs chefs, quand on les fait citer en témoignage, II, *Commissions rogatoires, Gendarmes.*
Mineur ne peut personnellement rendre plainte, s'il n'est émancipé, II, *Age, Enlèvement ou détournement de mineur.*
Ministère public, V. *Magistrats, Procureur impérial.*
Ministres ne peuvent être accusés que par le Sénat, et jugés que par la Haute Cour de justice, pour délits relatifs à leurs fonctions, I,
Ministres Ils sont aussi justiciables de la Haute-Cour de justice, et ne peuvent être poursuivis qu'avec l'autorisation du Conseil d'Etat, pour crimes et délits privés ou personnels, I,
Ministres sauf le cas de flagrant délit, qui permet la poursuite sans autorisation préalable, I,
Ministres Formalités spéciales de leur audition en témoignage, II,
Ministres du culte ne sont pas agents du Gouvernement, I,
Ministres du culte Peuvent-ils être poursuivis sans autorisation du Conseil d'Etat? I,
Ministres du culte Leur qualité est une circonstance aggravante en cas d'attentats aux moeurs, III, *Prêtres, Président de consistoire.*
Minutes. En cas d'envoi de pièces, on transmet toujours les minutes mêmes, I,
Mise en jugement, V. *Agents du Gouvernement.*
Mode d'exécution d'un délit peut être une circonstance aggravante, I,
Monitoire. Ce moyen d'instruction est-il encore praticable? I,
Monnaie contrefaite ou altérée: Formules de qualification et explications, III,
Monomanie est-elle une excuse justificative? I,
Moralité. C'est la moralité d'un fait, non sa simple matérialité, qui le constitue crime ou délit, I,
Moralité. C'est la moralité d'un fait, non sa simple matérialité, exceptions, I,
Moralité. L'intelligence et la liberté de l'agent constituent la moralité du fait, I,
Moralité. La mauvaise moralité du délinquant est parfois une circonstance aggravante du délit, I,
Moralité. On ne doit pas appeler dans l'information les témoins qui n'auraient à déposer que de la bonne moralité du prévenu, II,
Moralité. Moyens de constater la moralité d'un prévenu, II,
Mort accidentelle appelle les soins de la police administrative, II,
Mort La mort dont la cause est inconnue et suspecte appelle toute l'attention de la police judiciaire, II,
Mort Dans cette dernière circonstance, il y a un cas réputé flagrant délit ou assimilé au flagrant délit, I,
Mort Cas de mort par accidents, II,
Mort Cas de mort par l'effet d'un crime, II,
Mort La mort d'un prévenu éteint l'action publique par rapport à lui, non quant aux complices, I,
Mort violente, V. *Action publique, Homicide, Levée de corps, Frais de justice.*
Mosquée, V. *Culte.*
Mousse, Vol à bord; compétence, III,
Muet, V. *Sourd-Muet.*
Munitionnaires ne peuvent être poursuivis par rapport à leur service, que par ordre du Gouvernement, I,
Munitionnaires Formules de qualification et explications, III,

N

Naissance, V. *Actes de l'état civil.*
Navires. Délits des étrangers sur leurs navires, dans les ports de France, donnent lieu à l'action publique, I,
Navires. Police de la navigation ou des navires marchands, III,
Nécessité est-elle une excuse? I,
Négligence peut être un élément de délit, I,
Négligence La négligence des magistrats peut entraîner contre eux des peines disciplinaires, I,
Nom se compose des nom, prénoms et surnoms, III,

Nombre des inculpés ou prévenus est un élément de délit, I,
Nombre et parfois une circonstance aggravante, III,
Non bis in idem, V. *Chose jugée.*
Notaires peuvent-ils refuser de déposer de faits appris dans leurs fonctions? II,
Notaires Dépositaires de pièces fausses ou de comparaison, doivent les remettre à justice, II,
Notaires sinon l'on peut en faire la perquisition dans leur étude, I, *Dépositaires publics.*
Notices mensuelles à fournir par le juge d'instruction, III,
Notoriété publique ne doit pas être confondue avec la clameur publique, I, *Clameur publique.*
Nouveau-né, explications, II, *Infanticide, Levée de corps.*
Nouvelles charges, V. *Charges nouvelles.*
Novice. Vol à bord, compétence, III,
Nuit. Définition comme circonstance aggravante d'un délit, I,
Nuit. comme temps d'opération, I, *Temps.*
Nullité des procédures engage la responsabilité du juge d'instruction, I,

O

Objets saisis, V. *Pièces de conviction.*
Obligation au delà de 150 fr., non justifiée par écrit, peut-elle être l'objet de l'action publique? I,
Obligation ne peut être prouvée qu'en la forme civile, hors le cas d'aveu ou de commencement de preuve par écrit, I,
Obligation Exceptions, I,
Octroi. Les fraudes à l'octroi peuvent motiver un mandat de dépôt, I,
Octroi. Les employés de l'octroi peuvent être poursuivis sans autorisation préalable, I, er.
Offense envers le Sénat, le Corps législatif, ou envers les souverains étrangers, ne peut être poursuivie d'office et sans plainte, I, *Diffamation, Injure.*
Officiers de gendarmerie sont officiers de police judiciaire auxiliaires du procureur impérial et du juge d'instruction, I,
Officiers de la Couronne. Les grands officiers de la Couronne ont un privilége de juridiction en matière criminelle, I,
Officiers de la Légion d'honneur. Les grands-croix et grands officiers de la Légion d'honneur ont un privilége de juridiction en matière criminelle, I,
Officiers de la marine marchande, officier marinier. En cas de vol à bord, leur qualité est une circonstance aggravante, III,
Officiers de paix sont-ils officiers de police judiciaire? I,
Officiers de police judiciaire. Quels sont-ils? Leur rang et leurs attributions, I,
Officiers de police judiciaire. Lesquels sont auxiliaires du procureur impérial et du juge d'instruction, I,
Officiers de police judiciaire. Officiers extraordinaires de la police judiciaire, I,
Officiers de police judiciaire. Sauf le cas de flagrant délit, les officiers de police judiciaire ont un privilége de juridiction à l'occasion des crimes et délits commis dans l'exercice de leurs fonctions, I,
Officiers de police judiciaire. Fonctionnaires qui jouissent de cette immunité, I,
Officiers de police judiciaire. Ils ne jouissent pas de la garantie constitutionnelle, I, *Police judiciaire.*
Officiers de santé. Cas où l'on doit s'en faire assister, I,
Officiers de santé. Sont-ils obligés de prêter leur concours? Distinction, I,
Officiers de santé. Peut-on appeler indifféremment des médecins ou des officiers de santé? I,
Officiers de santé. Indemnités auxquelles ils ont droit comme gens de l'art ou comme témoins, III,
Officiers de santé. Sont-ils tenus de déposer à l'égard des personnes qu'ils ont traitées? II,
Officiers de santé. Peines à prononcer contre eux par le juge d'instruction, s'ils avaient délivré à un témoin de faux certificats ou de fausses exoines, I,
Officiers de santé. Leur qualité est une circonstance aggravante en cas d'avortement procuré, III, *Experts, Rapports d'experts, Certificats faux.*
Oncle, V. *Parenté.*
Opposition, V. *Appel.*
Ordonnance, V. *Estafette.*
Ordonnances du juge d'instruction. Définition, I,
Ordonnances du juge d'instruction. V. *Accedit, Appel, Cassation, Cédule, Communication au ministère public, Compétence, Experts, Information, Liberté provisoire, Mandats, Presse, Procureur impérial, Refus, Secret, Soit informé, Règlement des procédures,* etc.
Ordonnances royales, V. *Lois.*
Ordre de conduite, V. *Mandat d'amener.*
Ordre faux de l'autorité publique, circonstance aggravante en cas d'arrestation illégale, III,
Ordre faux de vol, III,
Ordre verbal suffit pour faire saisir ou arrêter un prévenu, en cas de flagrant délit, II,
Ouvrier. Sa condition est une circonstance aggravante, en cas d'abus de confiance, III,
Ouvrier. et de vol, III, *Manouvriers.*

P

Paiement des frais d'instruction, V. *Acquittement de frais.*
Palais, V. *Maisons impériales.*
Papier timbré, V. *Timbre.*
Papiers, V. *Pièces de conviction, Poste aux lettres, Preuves par écrit, Destructions, Extorsion, Faux en écriture.*
Paraphe équivaut-il à la signature? I,
Parc. Définition, I,
Parc. circonstance aggravante du vol, III,
Parenté. La parenté ou l'affinité à certains degrés exclut l'action publique, au cas de vol, I,
Parenté. non au cas de faux, I,
Parenté. ni en cas d'extorsion, III,
Parenté. ni en cas d'incendie, III,
Parenté. Quelquefois les circonstances du vol écartent le bénéfice de la parenté, I,
Parenté. lequel ne profite jamais aux complices étrangers à la famille, I,
Parenté. Elle est quelquefois une circonstance aggravante, I,
Parenté ou atténuante, I,
Parenté. Parfois elle peut écarter la prévention de complicité, I,
Parenté. Quand dispense-t-elle de rendre témoignage? II,
Parenté. La parenté entre les témoins et les parties doit être signalée dans les informations, II,
Pari peut être un élément de complicité, à titre de provocation, III,
Parlementaires jouissent des mêmes immunités que les ambassadeurs, I, *Ambassadeurs.*
Parricide est un meurtre qualifié, II,
Parenté. qui se constitue par la qualité de descendant légitime, ou de fils naturel ou adoptif, III,
Parenté. Formules de qualification et explications, III,
Partie civile. Définition, II,
Partie civile. Le plaignant qui se porte partie civile, rend-il par là obligatoire l'exercice de l'action publique? I,
Partie civile. Le plaignant peut se porter partie civile en tout état de cause, II,
Partie civile. exception en cas de faux serment décisoire, II,
Partie civile. Nul n'est partie civile de plein droit et sans volonté déclarée de prendre cette qualité, II,
Partie civile. On ne doit exciter personne à se porter partie civile, II,
Partie civile. Quand le plaignant, en se portant partie civile, est-il tenu de fournir caution? II,
Partie civile. Obligation de la partie civile d'élire domicile au lieu où se fait l'instruction, si elle n'y réside pas, II,
Partie civile. Cas où la partie civile doit consigner les frais du procès, III,
Partie civile. La caution *judicatum solvi* ne dispense pas de consigner les frais, III,
Partie civile. Comment et par qui est réglé le taux de la consignation, III,
Partie civile. La consignation se fait entre les mains du greffier, III,
Partie civile. La partie civile a-t-elle le droit de prendre part à l'instruction? II,
Partie civile. ou de prendre communication de la procédure? II,
Partie civile. Peut-elle être entendue en témoignage? II, *Faux serment, Frais d'instruction, Plainte.*
Passagers à bord d'un navire marchand, qui y commettraient des délits, quelle peine encourraient-ils? III,
Passe-partout, V. *Clefs fausses.*

Passe-port. Formules de qualification et explications sur les faux commis dans les passe-ports, III,
Pêche. Cas où les délits de pêche peuvent ou non être poursuivis d'office, I,
Pêche. Comment se prescrivent ces délits? I,
Peines ne peuvent être établies que par une loi, I,
Peines Servent à distinguer les contraventions, les délits et les crimes, I,
Peines indication des peines pour contravention, I,
Peines indication des peines pour délits, I,
Peines pour crimes, ou afflictives et infamantes, I,
Peines infamantes seulement, I,
Peines En cas de variation dans la législation, la peine la plus douce est seule applicable, I,
Peines Conséquences du principe de la non-cumulation des peines, I,
Peines Cas où le juge d'instruction peut prononcer des peines; questions, I,
Perquisitions, V. *Commissions rogatoires, Mandats, Visites domiciliaires.*
Personnes. Circonstances relatives aux personnes, à relever en constatant les crimes et délits, I,
Pesées, V. *Empreintes.*
Pharmaciens. Leur qualité est une circonstance aggravante, en cas d'avortement, III, *Experts, Officiers de santé.*
Pièces arguées de faux, V. *Faux en écriture.*
Pièces de comparaison, V. *Faux en écriture.*
Pièces de conviction. Leur utilité, I,
Pièces de conviction. Nécessité de les rechercher et de les saisir, I,
Pièces de conviction. Cette recherche peut être déléguée, II,
Pièces de conviction. Devrait-on avoir égard à une indication anonyme? I,
Pièces de conviction. Des visites autorisées à ce sujet, I,
Pièces de conviction. Diverses sortes de pièces de conviction, I,
Pièces de conviction. Description et identification de ces pièces, I,
Pièces de conviction. Remarques relativement aux papiers, I,
Pièces de conviction. Faut-il toujours rédiger un procès-verbal spécial pour la saisie des pièces de conviction? I,
Pièces de conviction. Elles doivent être représentées aux prévenus, I,
Pièces de conviction. et aux témoins, II,
Pièces de conviction. Ces pièces sont déposées et demeurent au greffe; explications, I,
Pièces de conviction. S'il n'y a lieu à suivre, elles sont restituées, I,
Pièces de conviction. En cas de déplacement, il en est fait état, I,
Pièces de conviction. Comment, par qui, avec quelles précautions s'en fait le transport, I,
Pièces de conviction. Des frais de transport de ces pièces, III,
Pièces de conviction. réquisitions et taxes à cet effet, III,
Pièces de conviction. Remarques quant aux objets trouvés sur les prévenus, I,
Pièces de conviction. Du cas de levée de corps, I,
Pièces de conviction. Quand les pièces de conviction sont remises par un dénonciateur, un plaignant, un témoin ou un prévenu, on le constate par un procès-verbal descriptif, non absolument par un procès-verbal spécial, I, *Frais d'instruction, Visites domiciliaires.*
Pièces de procédure. Comment procède-t-on en cas d'enlèvement ou de destruction des pièces d'une instruction? I,
Pièces de procédure. Comment se fait l'envoi des pièces d'une procédure, I,
Pièces de procédure. Comment elles sont transportées, I,
Pièces de reconnaissance à recueillir, I, *Pièces de conviction.*
Pierres, V. *Armes.*
Pillage. Formules de qualification et explications sur ce crime spécial, III,
Piraterie, crime de la compétence du juge d'instruction, I,
Pistolet de poche ou à vent. Arme prohibée, II,
Plaignant, V. *Plainte, Partie civile.*
Plainte. Le juge d'instruction est spécialement chargé de recevoir les plaintes, I,
Plainte. *Quid,* en cas de simples contraventions? I,
Plainte. Compétent pour instruire, le juge d'instruction procède immédiatement ou communique la plainte au procureur impérial, selon les circonstances, I,
Plainte. incompétent, il renvoie devant le juge qui en peut connaître, I,
Plainte. Doit-il désigner ce juge? I,
Plainte. Formule de l'ordonnance de renvoi, III,
Plainte. *Quid,* si ce juge se déclare lui-même incompétent? I,
Plainte. Quoique incompétent à raison de la personne ou de la matière, le juge d'instruction peut-il opérer, en cas de flagrant délit? I,
Plainte. Il peut recevoir le désistement de la plainte, I,
Plainte. en quelle forme, I,
Plainte. Définition de la plainte, II,
Plainte. Qualités requises pour être admis à rendre plainte, II,
Plainte. Capacité requise des plaignants, II,
Plainte. Effet de la plainte d'un incapable, II,
Plainte. Des plaintes géminées, II,
Plainte. Des plaintes récriminatoires, II,
Plainte. *Quid,* si le plaignant était sans intérêt, avait suivi au civil, ou s'était désisté? II,
Plainte. Toute plainte doit-elle être admise nécessairement? II,
Plainte. On peut rendre plainte en personne ou par procuration, II,
Plainte. Forme de la procuration, II,
Plainte. La plainte peut-elle être reçue sur papier libre? II,
Plainte. Elle doit être écrite sur feuilles volantes, II,
Plainte. Forme de la plainte, II,
Plainte. Elle doit être affirmée, II,
Plainte. *Quid,* si le plaignant refuse de signer sa plainte? II,
Plainte. Les parties ont le droit de se faire délivrer, à leurs frais, une copie de la plainte, II, *Action civile, Action publique, Caution* judicatum solvi, *Désistement, Frais d'instruction, partie civile.*
Plan des lieux, souvent nécessaire, peut être dressé par le juge d'instruction lui-même, II,
Plan des lieux, Le tiers employé à cet effet n'est pas considéré comme expert, et n'a pas à prêter serment, II,
Plan des lieux, Les frais du plan sont taxés comme frais urgents, III,
Pluralité des auteurs d'un crime, V. *Nombre.*
Plus ample informé peut être ordonné par le juge d'instruction, alors que le procureur impérial requerrait le règlement immédiat de la procédure, III,
Plus ample informé Ce qu'était autrefois le plus ample informé indéfini, III,
Poignard, arme prohibée, II,
Poinçons faux ou contrefaits, et usage; explications, III,
Poison. La vente des poisons par personnes non autorisées, constitue un délit, II,
Poison. Elle peut constituer la complicité de l'empoisonnement, II,
Poison. On doit saisir les poisons trouvés en constatant un crime, II, *Empoisonnement, Pièces de conviction.*
Police judiciaire. Définition et attributions de la police, I,
Police judiciaire. Division en police administrative et police judiciaire; attributions distinctes, I,
Police judiciaire. Devoirs généraux de la police judiciaire, I,
Police judiciaire. La police judiciaire est exercée sous l'autorité des Cours impériales, et par ces Cours elles-mêmes quand elles le jugent à propos, I,
Police judiciaire. La Cour de cassation n'y participe qu'accidentellement et par exception, I,
Police judiciaire. Les premiers présidents de la Cour de cassation et des Cours impériales sont spécialement chargés de l'instruction dans certains cas, I,
Police judiciaire. Les présidents des Cours d'assises peuvent faire des actes d'instruction, I,
Police judiciaire. Les procureurs généraux sont officiers de police judiciaire sous certains rapports, I,
Police judiciaire. ont-ils le droit de réquisition directe à l'égard des juges d'instruction? I,

Police judiciaire. En quoi les tribunaux de première instance participent à la police judiciaire, I,
Police judiciaire. En quoi les présidents de ces tribunaux remplacent nécessairement les juges d'instruction pour quelques actes spéciaux, I, *Officiers de police judiciaire, Préfets.*
Poste aux lettres. Les préposés de cette administration sont obligés de rendre témoignage des faits appris dans leur service, II,
Poste aux lettres. Les préposés de cette administration sont obligés et de remettre aux officiers de police judiciaire les lettres et papiers déposés à la poste, qui seraient réclamés pour l'instruction d'une procédure, I,
Poste aux lettres. Les préposés de cette administration sont obligés Les officiers de police judiciaire sont autorisés à faire des perquisitions et saisies dans les bureaux de la poste aux lettres, I,
Poste aux lettres. L'administration des postes fait l'avance des frais de justice en matière de transport illicite des lettres, III,
Poudre à feu. La fabrication et le colportage illicite de la poudre à feu peuvent motiver un mandat de dépôt, II,
Poudre de guerre, V. *Contributions indirectes.*
Pouvoir, V. *Abus de pouvoir.*
Préfets et Préfet de police, sans être eux-mêmes officiers de police judiciaire, peuvent exercer les fonctions ou requérir l'action des officiers de police judiciaire, I,
Préfets et Préfet de police, Quelles sont leurs attributions quant à la police judiciaire, I,
Préfets et Préfet de police, *Quid,* en cas de concurrence et de prévention avec les officiers de police judiciaire? I,
Préfets et Préfet de police, Les officiers de police judiciaire ne relèvent pas des préfets, et n'ont pas à leur rendre compte de leurs opérations, I,
Préfets et Préfet de police, ni à leur donner communication des procédures, I,
Préfets et Préfet de police, Les préfets ont un privilège de juridiction en matière criminelle, I,
Préfets et Préfet de police, et ils ont droit à la garantie constitutionnelle, comme agents du Gouvernement, I,
Préfets et Préfet de police, Formalités à observer pour les appeler ou les entendre en témoignage, II,
Préfets et Préfet de police, Cas où ils ne peuvent, ainsi que les sous-préfets, être cités en témoignage qu'avec permission du ministre de la justice, II,
Préméditation. Définition, I,
Préméditation. Distincte du guet-apens, III,
Préméditation. Circonstance aggravante des coups et blessures, III,
Préméditation. Circonstance aggravante des coups et du meurtre, III,
Préméditation. Circonstance inutile à relever en cas d'empoisonnement, III,
Préméditation. Circonstance d'infanticide, III,
Préméditation. Circonstance de parricide, III,
Préméditation. sauf le cas où soit l'infanticide, soit le parricide, serait articulé comme meurtre qualifié, non comme crime spécial, III,
Premier président. Actes de police judiciaire pour lesquels les premiers présidents des Cours impériales sont exclusivement compétents, mais qu'ils peuvent déléguer, I, *Police judiciaire.*
Prénom, V. *Nom.*
Préposés des aubergistes, hôteliers, voituriers, bateliers, comptables; leur qualité est une circonstance aggravante en cas de vol, de soustraction, d'altération de marchandises, III, *Commis.*
Prescription éteint l'action publique, I,
Prescription Doit être suppléée, I,
Prescription Comment elle s'acquiert, I,
Prescription Comment se calcule le temps de la prescription, I,
Prescription Actes interruptifs de la prescription, I,
Prescription En cas de variation de la législation, on applique les dispositions les plus favorables, I,
Prescription *Quid,* relativement aux délits successifs? I,
Prescription quant aux délits complexes ou collectifs? I,
Prescription quant aux délits prévus par des lois spéciales? I,
Prescription De la prescription en matière de frais ou d'indemnités, III,
Présents, V. *Dons.*
Président de consistoire a un privilège de juridiction, en matière criminelle, I,
Président de la Cour d'assises. Actes d'instruction qu'il peut faire, I,
Président de la Cour d'assises. Délégations qu'il peut donner au juge d'instruction, I,
Président de la Cour d'assises. Peut être remplacé par le juge d'instruction pour interroger des accusés, à défaut des présidents et des juges plus anciens, I,
Président de première instance peut remplacer le juge d'instruction, I,
Président de première instance Actes d'instruction spéciaux qu'il peut faire à raison de son titre, ou pour lesquels il doit être délégué, II,
Presse. Définition spéciale des délits et contraventions en matière de presse, I,
Presse. Les délits de presse sont rentrés dans le droit commun pour la forme et les délais de l'instruction et pour le jugement, I,
Presse. plus de prescription spéciale à cet égard, I,
Presse. Les privilèges de juridiction ne s'effacent plus à raison de la nature des délits de presse, I,
Presse. Quel est le juge d'instruction compétent à raison d'un délit de presse, I,
Prêtres ne sont pas tenus de rendre témoignage des faits appris en confession, II,
Prêtres *Quid,* à l'égard des faits seulement confiés en secret, hors de la confession? II,
Prêtres Ils peuvent être contraints à venir déposer comme les autres témoins, II, *Ministres du culte, Serment.*
Preuves par écrit. De leur importance, de la recherche et de la saisie à en faire, I,
Preuves par écrit. Remarques sur la recherche et la saisie des papiers, I, *Adultère, Aveu, Corps du délit, Obligation.*
Preuve testimoniale est insuffisante quand il s'agit de constater l'existence d'une obligation civile de plus de 150 fr., I,
Preuve testimoniale spécialement en cas d'abus de blanc seing, d'abus de confiance, de destruction de titres, de faux serment civil, I,
Preuve testimoniale Exceptions, I,
Prévention, ou droit de préférence entre plusieurs juges d'instruction, comment s'établit et quelles sont ses règles, I,
Prévention, ou mise en jugement, V. *Règlement des procédures.*
Prévenu. Synonymie des mots prévenu et inculpé au cours de l'instruction, I,
Prévenu. Différence entre les termes prévenu et accusé, I,
Prévenu. Le prévenu arrêté doit être sommé d'assister aux opérations de constat, et à la saisie des pièces de conviction, ou de s'y faire représenter, I,
Prévenu. Il est convenable, sinon nécessaire, de faire assister le prévenu aux opérations d'experts, I,
Prévenu. Un prévenu ne peut être témoin contre son coprévenu, II,
Prévenu. Comment se fait la translation des prévenus, et quels sont leurs droits à cet égard, III, *Appel, Liberté provisoire, Maison d'arrêt, Mandats, Nombre,* etc.
Princes du sang impérial. Formalités de leur audition en témoignage, II,
Prise à partie. Cas où le juge d'instruction l'encourrait, I, *Forfaiture.*
Prison d'État, V. *Maison centrale.*
Prisonniers, Prisons, V. *Emprisonnement, Évasion, Maison d'arrêt, Maison centrale.*
Prisonniers pour dettes. Comment on les fait comparaître en témoignage, II,
Privilège de juridiction, V. *Ambassadeurs, Conseillers d'État, Cour des comptes, Évêques, Généraux, Grands officiers de la couronne, Grands-croix et Grands officiers de la Légion d'honneur, Magistrats, Ministres, Officiers de police judiciaire, Préfets, Président de consistoire, Sénateurs, Université.*
Procédures, V. *Pièces de procédure.*
Procès-verbal. Formalités générales, I,
Procès-verbal. Nécessité de constater par un procès-verbal tout acte d'instruction, I,
Procès-verbal. Importance particulière et formalités des procès-verbaux de constat, II,
Procès-verbal. Le procès-verbal de constat ne doit contenir ni information, ni interrogatoire, II,
Procès-verbal. Formule de procès-verbal de constat, III,
Procuration. Quelle procuration est nécessaire pour dénoncer ou porter plainte, II,
Procuration. Quelle procuration est nécessaire pour représenter aux opérations de constat un prévenu arrêté. II,
Procuration. Un témoin ne peut déposer, ni un prévenu se faire interroger, par procuration, II,
Procureur général est officier de police judiciaire, à certains égards, I,
Procureur général Peut-il requérir directement le juge d'instruction? I,
Procureur général Le juge d'instruction est soumis à la surveillance, non aux ordres, du procureur général, I,
Procureur général il doit rendre compte au procureur général des interdictions de communiquer qu'il a ordonnées, II,
Procureur général et lui fournir chaque mois une notice indiquant l'état des procédures en instruction, III,
Procureur impérial. Date de l'institution des officiers du ministère public, I,
Procureur impérial. Date de l'institution des officiers leurs attributions primitives, au criminel, I,

Procureur impérial. Date de l'institution des officiers leurs attributions supprimés en 1791, ils sont suppléés, en l'an IX, par les magistrats de sûreté, I,
Procureur impérial. Date de l'institution des officiers leurs attributions supuis rétablis en 1810, I,
Procureur impérial. Attributions actuelles du procureur impérial comme officier de police judiciaire, I,
Procureur impérial. Comment il est pourvu au remplacement de ce magistrat et de son substitut absents ou empêchés, I,
Procureur impérial. *Quid,* en cas de concours du procureur impérial et du juge d'instruction? I,
Procureur impérial. Distinction des pouvoirs de ces deux magistrats, I,
Procureur impérial. *Quid,* en cas de flagrant délit? I,
Procureur impérial et en cas d'exécution d'un mandat d'amener dans certain délai et à certaine distance? I,
Procureur impérial. En général, le procureur impérial entame le procès par un réquisitoire, I,
Procureur impérial cas où le réquisitoire est inutile, I,
Procureur impérial. ce que doit être le réquisitoire, I,
Procureur impérial. ce réquisitoire est-il obligatoire pour le juge d'instruction? I,
Procureur impérial. Dès que le procureur impérial a requis une instruction, elle peut être expédiée, sans nouvelles réquisitions, jusqu'au règlement de la procédure, I,
Procureur impérial. Quand il a saisi le juge d'instruction, le procureur impérial ne peut retirer sa plainte, ni recourir à des poursuites directes, I,
Procureur impérial. Le procureur impérial est chargé de l'exécution des ordonnances du juge d'instruction, I,
Procureur impérial. il a le droit de se pourvoir contre ces ordonnances, par opposition ou appel devant la chambre d'accusation, I,
Procureur impérial. Il doit donner des conclusions, quand le juge d'instruction est autorisé à prononcer des peines, I,
Procureur impérial. exception dans un cas où le juge d'instruction opérerait seul sur les lieux, I,
Procureur impérial. Ses conclusions sont nécessaires pour la délivrance des mandats d'arrêt, II,
Procureur impérial. Ses conclusions sont nécessaires et pour la mainlevée provisoire du mandat de dépôt, II,
Procureur impérial. Il doit accompagner le juge d'instruction qui se transporte sur les lieux; exception, I,
Procureur impérial. Il n'a pas le droit d'assister aux informations et aux interrogatoires, mais sa présence peut être tolérée jusqu'à un certain point, I,
Procureur impérial. Il a le droit de demander la communication de la procédure, quand il le juge à propos, I,
Procureur impérial. Les procédures achevées lui sont communiquées nécessairement, pour qu'il donne ses conclusions avant le règlement, III,
Procureur impérial. Ses conclusions ne lient pas le juge d'instruction, III,
Procureur impérial. Peut-il refuser de conclure, et que devrait faire le juge d'instruction en cas de refus de conclusions? III,
Procureur impérial. En cas de transport, le procureur impérial a droit aux mêmes indemnités que le juge d'instruction, III,
Profession des témoins est indiquée dans l'information, II,
Profession celle des prévenus est indiquée dans les interrogatoires, II,
Profession La profession des prévenus peut constituer une circonstance aggravante, V. *Condition, Qualité.*
Promesse pour exciter au crime ou au délit est un élément de complicité, I,
Promesse Les promesses sont une circonstance constitutive du crime de corruption, III,
Promesse et une circonstance aggravante du faux témoignage, III,
Promulgation des lois: nécessité, I,
Promulgation des lois: mode, I,
Proposition de complot, V. *Complot, Tentative.*
Provocation à commettre un crime ou un délit, peut constituer la complicité, I, *Pillage, Rébellion, Subornation.*
Pudeur. Ménagements à prendre quand on constate des attentats à la pudeur, II, *Attentats à la pudeur, Viol, Visites corporelles.*
Pseudonyme. Une dénonciation pseudonyme ou anonyme ne peut être reçue que comme simple renseignement, II,

Q

Qualification des crimes. Importance de la régularité des qualifications, III,
Qualification des crimes. Indication des règles, III,
Qualification des crimes. Nomenclature des crimes pour lesquels ce manuel contient des formules de qualification annotées, III,
Qualité du délinquant ou de la personne offensée ou lésée peut être une circonstance aggravante du délit, I,
Qualité *La qualité du délinquant est quelquefois attributive de juridiction,* V. *Age, Condition, Privilège de juridiction.*
Quantité ou quotité des choses ou sommes qui sont l'objet d'un délit peut être une circonstance aggravante ou atténuante, I,
Quantité ou quotité mais l'exiguïté de l'objet du délit n'est jamais une excuse absolue, I,
Questions préalables sont distinctes des questions préjudicielles, I,
Questions préjudicielles. Définition et explications, I,
Questions préjudicielles. Leur production n'empêche pas de constater les faits, I,
Quidam. On peut, contre un inconnu ou un quidam, porter une dénonciation ou une plainte, II,
Quidam. même décerner un mandat, II,
Quidam. non pas prononcer une mise en prévention, III,
Quidam. sauf le cas d'arrestation effectuée, III,

R

Rapport d'experts ne doit pas nécessairement être précédé d'une ordonnance du juge, III,
Rapport d'experts Il est ordinairement inséré au procès-verbal du juge, III,
Rapport d'experts exception facultative quant aux médecins et officiers de santé, III,
Rapport d'experts En cas de rapport séparé, le résultat des opérations doit être succinctement indiqué au procès-verbal du juge, III,
Rapport d'experts Observations sur ce que doivent contenir les rapports d'experts, III, *Experts.*
Rapt. Délit successif; comment il se prescrit, I,
Rapt. Cas où il ne peut être poursuivi d'office, I, *Enlèvement ou détournement de mineurs.*
Ratures. Les mots rayés doivent être rejetés numériquement, I, *Surcharges.*
Rébellion. Formules de qualification et explications, III,
Recélé. Élément de complicité du vol; explications, I,
Recélé. *Quid* du recélé de la part de la femme à l'égard de son mari, ou réciproquement? I,
Recélé. Le fait d'avoir recélé des réfractaires ne constitue pas une complicité, mais un délit spécial, I, *Malfaiteurs.*
Récidive. En quoi consista récidive légale, I,
Récidive. Elle constitue une circonstance aggravante à relever et constater dans l'instruction, I,
Récidive. Règles générales de la récidive; exceptions, I,
Récidive. Comment elle se constate, I,
Récidive. Elle est sans effet par rapport aux complices, III,
Reclusionnaire, V. *Maison centrale.*
Récrimination, V. *Plainte.*
Récusation. Les règles ordinaires de la récusation ne s'appliquent pas au juge d'instruction, I,
Récusation. Il peut cependant être dessaisi par la Cour de cassation, I,
Récusation. Il peut donner son déport, et le tribunal l'admet ou le refuse, I,
Récusation. La parenté avec le plaignant s'étant déclaré partie civile, serait une cause d'abstention, I,
Récusation. non la parenté avec le dénonciateur, I,
Récusation. Le juge d'instruction qui aurait officiellement dénoncé un fait, ne serait pas empêché d'instruire, I,
Récusation. Le juge d'instruction, commissaire à une faillite, pourrait instruire contre le failli poursuivi comme banqueroutier frauduleux, I,
Réfractaire, V. *Recélé.*
Refus du juge d'instruction d'obtempérer à un réquisitoire, doit être donné par une ordonnance motivée, I,
Refus de services requis par le juge d'instruction, en cas de flagrant délit, peut entraîner une peine contre les experts ou manouvriers, I,
Registre. On ne doit pas recueillir les dénonciations et les plaintes sur un registre, mais sur feuilles volantes, II,
Registre. sauf à les inscrire par surcroît sur un registre, II,
Registre. Les registres d'écrou sont cotés et paraphés par le juge d'instruction, II, *Destructions, Faux en écriture, Minutes.*
Règlement administratif, V. *Lois.*
Règlement de juges; cas où il y a lieu, I,
Règlement de juges; ce n'est pas au juge d'instruction qu'il appartient de suivre la procédure. I,
Règlement de juges; La demande en règlement de juges n'empêche pas de continuer l'instruction, I,
Règlement des procédures. Toutes les affaires soumises au juge d'instruction ou dont il s'est occupé, sont sujettes à un règlement de sa part, III,
Règlement des procédures. Le juge d'instruction se dessaisit et épuise sa juridiction par son ordonnance de règlement, III,
Règlement des procédures. Il peut aussi être dessaisi par un arrtêt d'évocation ou par un arrêt de règlement de juges, III,
Règlement des procédures. Aussitôt qu'une procédure est achevée, elle doit être réglée, III,

Règlement des procédures. Cas de règlement partiel et anticipé, III,
Règlement des procédures. Le juge d'instruction ne peut saisir directement la Cour d'assises, mais seulement la juridiction de simple police ou de police correctionnelle et la chambre d'accusation, III,
Règlement des procédures. Avant de rendre une ordonnance de dessaisissement ou de règlement, il doit communiquer la procédure au procureur impérial, III,
Règlement des procédures. *Quid,* si le parquet refusait ou s'abstenait de conclure? III,
Règlement des procédures. Les conclusions du parquet doivent être données par écrit, III,
Règlement des procédures. Après les conclusions du parquet, l'ordonnance de règlement doit intervenir sans retard, III,
Règlement des procédures. Si le juge d'instruction reconnaît qu'il a été incompétemment saisi, il déclare son incompétence et renvoie devant qui de droit, III,
Règlement des procédures. saisi compétemment, il ne peut renvoyer devant un autre juge d'instruction, III,
Règlement des procédures. hors le cas de prévention ou de concurrence, III,
Règlement des procédures. Cas de renvoi à une juridiction supérieure, III,
Règlement des procédures. *Quid,* en cas de concours de militaires et de civils à un même fait? III,
Règlement des procédures. Le juge d'instruction n'est pas lié par les conclusions du parquet, si ce n'est qu'il doit statuer sur tous les chefs relevés dans le réquisitoire, III,
Règlement des procédures. *Quid,* en cas d'omission de statuer sur quelque chef? III,
Règlement des procédures. Le juge d'instruction pourrait ordonner un plus ample informé, et continuer la procédure dont le règlement serait requis par le procureur impérial, III,
Règlement des procédures. Forme de l'ordonnance, III,
Règlement des procédures. De même, il pourrait régler une procédure dont la continuation serait requise, III,
Règlement des procédures. La procédure ne peut être réglée, au désavantage du prévenu, avant un interrogatoire ou une mise en demeure, III,
Règlement des procédures. Le juge d'instruction pourrait-il prononcer des peines ou des dommages-intérêts? III,
Règlement des procédures. Cas d'ordonnances de non-lieu à suivre, III,
Règlement des procédures. Excuses qu'il appartient au juge d'instruction d'apprécier, III,
Règlement des procédures. Il suffit qu'il existe des indices graves de culpabilité, pour que la mise en prévention doive être prononcée, III,
Règlement des procédures. Effets de l'ordonnance de non-lieu, III,
Règlement des procédures. Cas d'ordonnance de mise en prévention pour délit, III,
Règlement des procédures. Distinctions quant au maintien de la détention préventive, III,
Règlement des procédures. On ne peut accorder la liberté provisoire sans caution, III,
Règlement des procédures. à moins que le délit retenu ne soit punissable que d'une amende, III,
Règlement des procédures. ou que, sur les conclusions conformes du parquet, le juge d'instruction ne donne mainlevée du mandat de dépôt, II,
Règlement des procédures. Décision en cas de prévention de crime, III,
Règlement des procédures. *Quid,* s'il y a plusieurs prévenus, ou concours de crimes et de délits connexes ou non connexes? III,
Règlement des procédures. Il ne peut intervenir d'ordonnance de prévention contre un inconnu non arrêté, III,
Règlement des procédures. Rédaction, formalités, signature des ordonnances, en général, III,
Règlement des procédures. Rédaction, formalités, signature des ordonnances de non-lieu, III,
Règlement des procédures. Rédaction, formalités, signature des ordonnances de mise en prévention pour délit et pour crime, III,
Règlement des procédures. Toutes les ordonnances sont inscrites au greffe, III,
Règlement des procédures. Mise à exécution des ordonnances qui règlent la procédure, III, *Chambre d'accusation.*
Religieux, Religieuses, V. *Congrégations.*
Remplacement , V. *Greffier, Juge d'instr., Procureur impérial.*
Renonciation , V. *Désistement.*
Renvoi à une autre juridiction; quand et comment il se fait, I,
Renvoi Quand le renvoi fait au juge d'instruction par la juridiction correctionnelle le saisit-il régulièrement? III,
Renvois en marge doivent être approuvés et signés, I,
Renvois en marge Suffirait-il qu'ils fussent paraphés? I,
Réparations civiles ne peuvent être accordées par le juge d'instruction, III,
Repris de justice. Définition, II,
Repris de justice. Peuvent être entendus en témoignage, II,
Repris de justice. mais ne prêtent pas serment, II,
Repris de justice. Ils ne peuvent obtenir la liberté provisoire sous caution, III,
Réquisition d'un chef de maison est-elle attributive de compétence, comme le flagrant délit, pour le juge d'instruction? I,
Réquisitions à la force publique, V. *Force publique.*
Réquisitoire du procureur impérial est-il obligatoire pour le juge d'instruction? I,
Réquisitoire *Quid,* relativement au mandat d'arrêt? II,
Réquisitoire A la différence des autres mandats, le mandat d'arrêt ne peut être décerné sans que le procureur impérial ait pris des réquisitions, II,
Réquisitoire Le mandat de dépôt ne peut être levé provisoirement qu'en cas de conclusions conformes du parquet, II,
Réquisitoire Le juge d'instruction peut être mis en mouvement par un réquisitoire d'un préfet, I,
Réquisitoire ou du ministère public, I,
Réquisitoire Mais, saisi d'une procédure, le juge d'instruction ne reçoit des réquisitions que des membres du parquet, non des officiers de police auxiliaires, I,
Résidence équivaut au domicile, I,
Résidence Le juge d'instruction peut, dans sa résidence même, faire opérer par délégation, II,
Responsabilité du juge d'instruction, quant à la régularité des procédures, I,
Résidence quant aux taxes de frais, III, *Rôles de restitution.*
Responsabilité civile. En quoi elle consiste et à qui elle s'applique, I,
Restitution n'empêche pas les poursuites contre le voleur, l'escroc, etc., qui a restitué, I,
Restitution Les frais mal taxés sont sujets à restitution, V. *Rôles de restitution.*
Retentum. Ce que c'était dans l'ancienne pratique, II,
Rétroactivité, V. *Lois.*
Réunion. La réunion de deux ou plusieurs personnes est une circonstance aggravante en cas de vol, III,
Réunion et en cas de rébellion, III,
Réunion. Si la réunion est armée, en cas de rébellion ou de pillage, cette circonstance doit être relevée, III, *Association de malfaiteurs, Attroupement, Bandes, Nombre.*
Revendication de l'instruction; quand et en quelle forme elle doit être faite, I,
Rôle de restitution. Une taxe mal faite y exposerait le juge d'instruction, II,
Rossignols, V. *Clefs fausses.*
Roulement. Le juge d'instruction y est sujet comme les autres juges, I,
Routes, V. *Chemins publics, Rues.*
Rues ne sont pas comprises sous la dénomination de chemins publics, I,
Rues non plus les routes qui traversent les villes, faubourgs, bourgs et villages, I,

S

Sages-femmes. Cas ou il y a lieu de les employer spécialement, II,
Sages-femmes. Indemnités auxquelles elles ont droit, II,
Sages-femmes. Taxes qui leur sont allouées à titre de témoins, II,
Sages-femmes. Leur qualité est une circonstance aggravante, lorsqu'elles ont coopéré à un avortement, III, *Officiers de santé.*
Saisie, V. *Armes, Papiers, Pièces de conviction, Poisons.*
Sardes, V. *Caution* judicatum solvi, *Etrangers.*
Sauf-conduit. Il échet d'en donner un pour faciliter la comparution d'un témoin ou d'un prévenu sujet à la contrainte par corps; quelle doit en être la durée? II,
Sauf-conduit. Formule, III,
Sceau de l'État. Sa contrefaçon ou son altération constitue un faux spécial; formule de qualification et explications, III,
Sceau de l'État. Ce crime, commis à l'étranger, peut être poursuivi en France, III,
Sceau du juge d'instruction doit être apposé sur les pièces de conviction et sur les papiers saisis, I,
Sceau du juge d'instruction quelquefois sur un cadavre, II,
Sceau du juge d'instruction enfin, sur certains actes portant réquisition ou mandement. V. *le Chapitre des formules.*
Scellés. Cas d'apposition, III,
Scellés. Quelles personnes peuvent être commises à la garde des scellés, III,
Scellés. Des frais de garde, III,

Scellés. Cas où les gardiens ne sont pas salariés, III,
Scellés. Le bris de scellés peut être considéré, à l'égal de l'effraction, comme une circonstance aggravante du vol, III,
Scellés. Le bris de scellés constitue aussi, en certains cas, un crime spécial; formules de qualification et explications, III,
Secours réclamé de l'intérieur d'une maison, autorise à s'y introduire même la nuit, I,
- Secours requis et refusé en cas de flagrant délit, V. *Refus.*
Secret. On doit garder le secret dans l'instruction des procédures, I,
Secret. On n'est pas dispensé de déposer d'un secret; exception quant aux seuls confesseurs, II,
Secret. Mise au secret, V. *Interdiction de communiquer, Maison d'arrêt.*
Secret de fabrique, V. *Communication des secrets de fabrique.*
Sédition, V. *Pillage.*
Séduction, V. *Enlèvement de mineurs.*
Séjour forcé en route, dûment constaté, donne droit à un supplément d'indemnité, III,
Séjour forcé en route, il en est de même du séjour prolongé au lieu où se fait l'instruction, III,
Séjour forcé en route, les militaires et les marins au service de l'Etat ne sont taxés comme témoins que dans ce dernier cas, III,
Sénat n'est jamais constitué en Cour criminelle, I, *Haute Cour de justice.*
Sénateurs. Les principes qui s'appliquaient aux pairs de France s'appliquent aux sénateurs, I,
Sénateurs. Les sénateurs ont un privilège de juridiction en matière criminelle, I,
Sénateurs. Hors le cas de flagrant délit, le juge d'instruction ne peut les faire saisir ou arrêter, à peine de forfaiture, I,
Sénateurs. mais on peut toujours informer, sauf le renvoi de la procédure, I,
Sénateurs. Les complices deviennent justiciables de la Haute Cour de justice, par communication de privilège, I,
Septuagénaires. Leur âge doit être constaté, parce qu'il entraîne une modération de la durée de la contrainte par corps, I, *Sexagénaires.*
Séquestration, V. *Arrestation illégale, Prescription.*
Sergents de ville ne sont pas agents de police judiciaire, ils sont agents de la force publique, I,
Sergents de ville Cités comme témoins, sans déplacement, ils n'ont pas droit à la taxe, III,
Serment. C'est le serment qui investit le fonctionnaire du titre et des pouvoirs de sa fonction, I,
Serment. Le juge appelé aux fonctions de juge d'instruction dans le même tribunal, n'a pas à prêter un nouveau serment, I,
Serment. Le remplaçant temporaire du greffier ou du commis greffier doit prêter serment, I,
Serment. Serment à prêter par les experts et les interprètes, I,
Serment. Serment à prêter par les témoins, II,
Serment. Serment à prêter une simple promesse, déclaration ou affirmation n'équivaut pas au serment, ni pour les experts, I,
Serment. Serment à prêter une simple promesse, déclaration ou affirmation n'équivaut pas au serment, ni pour les témoins, II,
Serment. Les témoins dispensés de comparaître à l'audience de la Cour d'assises doivent prêter devant le juge d'instruction le serment exigé en Cours d'assises, II,
Serment. Témoins qui ne prêtent pas serment, II,
Serment. Forme du serment, II,
Serment. Les manouvriers ne prêtent pas serment, I,
Serment. On ne peut exiger ni accepter le serment d'un prévenu interrogé, II, *Faux serment.*
Serrurier, V. *Clefs fausses.*
Service à gages. La condition des gens de service à gages est une circonstance aggravante en cas d'abus de confiance, III,
Service à gages ou de vol, III,
Serviteurs, V. *Domestiques, Service à gages.*
Sexagénaires obtiennent une modération de peine, quand ils ont encouru les travaux forcés; leur âge doit donc alors être constaté, I,
Sexe, V. *Attentat à la pudeur, Enlèvement de mineurs, Levée de corps, Viol, Visite corporelle.*
Signalement. Divers cas où le signalement des prévenus doit être demandé et énoncé, soit pour faciliter l'arrestation, soit pour éviter des méprises, II,
Signature. Par quiet comment sont signés les dénonciations, II,
Signature. les plaintes, II,
Signature. les procès-verbaux de constat, I,
Signature. les informations, II,
Signature. les interrogatoires, II,
Signature. les réquisitions de chefs de maisons, I,
Signature. les renvois en marge, I,
Signature. les rejets de ratures, I,
Signature. les pièces de conviction, I,
Signature. les pièces arguées de faux, II,
Signature. les pièces de comparaison, II,
Signature. les taxes, III,
Signature. les mandats, II,
Signature. les ordonnances, II, *Extorsion de signature, Faux, Paraphe.*
Soeur, V. *Congrégation religieuse, Parenté.*
Soit communiqué, V. *Communication au ministère public.*
Soit informé. L'ordonnance de soit informé est-elle nécessaire? II,
Somnambulisme est-il une excuse péremptoire? I,
Souliers, V. *Translation des prévenus.*
Sourds-muets, même illettrés, ne sont pas exempts de poursuites, I,
Sourds-muets, Les sourds-muets lettrés déposent par écrit, I,
Sourds-muets, la déposition est écrite devant le juge d'instruction, I,
Sourds-muets, ils sont interrogés dans la même forme, I,
Sourds-muets, Les sourds-muets illettrés déposent sans prestation de serment et assistés d'un interprète, I,
Sourds-muets, ils sont également interrogés avec l'assistance d'un interprète, lorsqu'ils sont prévenus, II, *Interprètes.*
Sous-préfets. Cas où ils ne peuvent être appelés en témoignage qu'avec une permission du ministre de la justice, II,
Soustraction frauduleuse, V. *Vol.*
Soustractions dans des dépôts publics; formules de qualification et explications sur ce crime spécial, III,
Soustractions Soustractions par des dépositaires publics; crime spécial, III,
Stylet, arme prohibée, II,
Subornation de témoins peut être considérée comme un crime spécial ou comme complicité de faux témoignage; formules de qualification et explications, III,
Subrécargues qui volent des marchandises, sont assimilés aux voituriers et bateliers, et leur qualité est une circonstance aggravante, III,
Substitution d'enfant. Formules de qualification et explications, III,
Suicide. Observations générales à ce sujet, II,
Suicide. Quand la réalité du suicide est démontrée, toute poursuite cesse, I,
Suicide. Le suicide ne constituant ni crime ni délit, il ne peut y avoir complicité de suicide, I,
Suicide. Celui qui donne la mort sur la demande ou avec le consentement de la victime, n'est pas un complice de suicide, mais un meurtrier ou un assassin, I,
Suisses, V. *Caution* judicatum solvi, *Étrangers.*
Suppléants. Les juges suppléants peuvent remplacer le juge d'instruction, I,
Suppléants et même être nommés juges d'instruction en titre, I, *Magistrats.*
Supposition d'enfant. Formules de qualification et explications, III,
Suppression d'enfant. Formules de qualification et explications, III,
Suppression d'état, V. *État des personnes* .
Surcharges sont comprises dans la dénomination de ratures, I,
Surnom, V. *Nom.*
Surveillance de la haute police; peine commune aux matières criminelles et correctionnelles, I,
Synagogue, V. *Cultes.*

T

Tabacs. Les débitants et colporteurs frauduleux de tabacs peuvent être mis sous mandat de dépôt, II,
Tableau des distances, dressé par le préfet pour la taxe des indemnités de voyage, doit être suivi ponctuellement, III,
- Tableau synoptique des taxes, III,
Taxes. Responsabilité des juges taxateurs, III,

Taxes. Formalités des diverses taxes de frais, et formules de taxes, III, *Frais d'instruction.*
Témoignage faux, V. *Faux témoignage.*
Témoins assistants, quand sont-ils nécessaires? I,
Témoins déposants, V. *Information.*
Temple, V. *Culte.*
Temps du délit influe sur son appréciation, l'aggrave ou l'excuse, I,
Temps Dans quel temps peuvent se faire les actes d'instruction, I,
Temps spécialement les visites domiciliaires, I,
Temps et l'exécution des mandats, II, *Jours fériés, Nuit.*
Tentative. Définition, I,
Tentative. La tentative de délit n'est assimilée au délit qu'autant que la loi l'a formellement édicté, I,
Tentative. La tentative de crime est généralement assimilée au crime, I,
Tentative. exceptions. I,
Tentative. La tentative supposant la réflexion, quid à l'égard des faits accomplis dans l'emportement de la colère, ou dans une rixe? I,
Tentative. La tentative d'un crime n'est punissable qu'en cas de réunion de tous les éléments compris dans la définition légale de la tentative, I,
Tentative. exception quant à l'attentat à la pudeur, non quant au viol, I,
Tentative. autres exceptions, en cas de complot ou d'attentat contre l'État, l'Empereur ou sa famille, I,
Tentative. autres exceptions, en cas de faux, I,
Tentative. autres exceptions, en cas de faux témoignage, par rapport au suborneur, III,
Tentative. autres exceptions, et en cas d'empoisonnement, III,
Tentative. La tentative de délit doit-elle être définie comme la tentative de crime? I,
Tentative. Règles générales de la tentative, I,
Tentative. De la tentative vaine, I,
Tentative. De la tentative provoquée, I,
Tentative. De la tentative dont le but est indéterminé, I,
Tentative. Divers cas de tentative expliqués, I,
Tentative. La complicité de tentative st punie, I,
Tentative. non la tentative de complicité, I,
Tentative. La menace ne constitue pas une tentative, mais un crime ou délit spécial, I,
Tentative. Formules de qualification et explications au sujet de la tentative, III,
Timbre. Les actes et procès-verbaux- d'instruction sont faits sur papier libre, non sur papier timbré, I,
Timbre. *quid,*relativement aux plaintes rendues par de simples particuliers? II,
Timbre. Les exoines doivent être écrites sur papier timbré, II,
Timbre. Les états ou mémoires de frais montant à dix francs ou plus, doivent être établis sur papier timbré, III,
Timbres nationaux contrefaits, falsifiés ou altérés; Formules de qualification et explications, III,
Titre. L'emploi du faux titre de fonctionnaire est une circonstance aggravante du vol, III,
Timbre et de l'arrestation illégale, III,
Timbre. Quant aux titres et papiers, V. *Extorsion, Destructions, Faux.*
Tortures exercées par les malfaiteurs, sont une circonstance aggravante du crime commis, II,
Traducteurs. De leur emploi, I,
Traducteurs. Indemnités qui leur sont dues, III, *Interprètes, Experts.*
Traitement. Augmentation de traitement accordée au juge d'instruction, I,
Traitement. Les témoins qui reçoivent-un traitement n'ont droit qu'à des frais de voyage, et ne sont pas taxés en cas de simple comparution sans déplacement, III,
Traitement. Les témoins qui reçoivent un traitement n'ont droit qu'à des frais de voyage, et ne sont pas taxés en cas de simple comparution sans exceptions, III,
Translation des prévenus. Comment elle se fait, III,
Translation des prévenus. Ceux qui demandent des moyens de transport pour cause de maladie, doivent être visités par un officier de santé, III,
Translation des prévenus. Si cette demande est faite pour manque de chaussure, on doit leur faire donner une paire de souliers, III,
Translation des prévenus. Des mandats de paiement pour la translation, III,
Translation des prévenus. Les prévenus peuvent se procurer des moyens de transport, à leurs frais, et en se soumettant aux mesures de précaution ordonnées, III,
Translation des prévenus. Avances à allouer aux gendarmes, en cas de translation par voies extraordinaires, III,
Transfert de pièces, V. *Pièces de conviction.*
Transport sur les lieux, explications, I,
Transport sur les lieux, Le juge d'instruction doit requérir le concours du procureur impérial, I,
Transport sur les lieux, mais il peut s'en passer, I,
Transport sur les lieux, Autres personnes dont le juge d'instruction peut ou doit requérir l'assistance, I,
Transport sur les lieux, En cas de concours du procureur impérial et du juge d'instruction, l'assistance de l'autorité locale ou de témoins est-elle nécessaire? I,
Transport sur les lieux, A quels actes, à quelles opérations, l'assistance du procureur impérial, de l'autorité-locale ou de témoins peut avoir lieu, I, *Voyage.*
Tribunaux maritimes. Quelles personnes ressortissent à cette juridiction, I,
Tribunaux militaires. Quelles personnes sont soumises à leur juridiction, et en quelles circonstances, I,
Tromblon, arme prohibée, II,
Trouble, Tumulte. Droits et moyens qu'a le juge d'instruction pour les réprimer, au lieu et pendant le temps où il opère publiquement, I,

U

Uniforme, V. *Costume.*
Université. Les membres et les élèves de l'Université, pour les crimes et délits commis dans ses établissements, ont un privilège de juridiction, I,
Université. Autorisation nécessaire pour pénétrer dans les établissements de l'Université, hors le cas de flagrant délit, ou de secours demandé de l'intérieur, I,
Usage est sans autorité et ne fait pas loi en matière criminelle, I,
Usage de faux, V. *Faux.*
Usure. En cette matière, la plainte ne peut être portée que par le ministère public, I,
Usure. Règles de compétence, I,
Usure. Ce délit collectif et successif, comment se prescrit-il? I,

V

Vacances. Le juge d'instruction n'a pas de vacances, I, *Congé.*
Vagabonds. Leur condition est une circonstance aggravante, en cas de quelque acte de violence que ce soit, I,
Vagabonds. ou en cas qu'ils soient porteurs de faux certificats, de faux passe-ports, de fausses feuilles de route, I,
Vagabonds. Les vagabonds ne peuvent obtenir la mise en liberté provisoire sous caution, I,
Vérité. La vérité et la justice sont le but de toute instruction criminelle, I,
Vérité. il faut donc toujours instruire à décharge comme à charge, I,
Vieillards, Vieillesse, V. *Age, Septuagénaire, Sexagénaire.*
Viol. Remarques sur ce crime, manière de le constater, II,
Viol. Formules de qualification et explications, III,
Violences. Circonstances aggravantes du vol, à des degrés divers, selon qu'elles ont ou non laissé des traces, III,
Violences. Les violences quelconques exercées par des mendiants ou vagabonds, sont punies comme crime, I,
Violences envers des fonctionnaires. Formules de qualification et explications, III,
Violences par abus d'autorité. Formules de qualification et explications, III,
Visites corporelles. Mode, explications, II,
Visites domiciliaires. Dans quels lieux, en quel temps, le juge d'instruction peut les faire, I,
Visites domiciliaires. Ménagements qu'on y doit apporter, II,
Visites domiciliaires. Remarques pour le cas de recherches de papiers, I,
Visites domiciliaires. Le prévenu arrêté doit être interpellé d'y assister, en personne ou par un fondé de pouvoir, I,
Visites domiciliaires. Personnes par qui le juge d'instruction se fait accompagner, I,
Visites domiciliaires. Peut-on déléguer le pouvoir de faire des visites domiciliaires? II,
Visites domiciliaires. Ordonnance de perquisitions, III,
Voies de fait, V. *Coups et blessures, Violences.*
Voisins. On doit prendre leur déclaration, en cas de flagrant délit, II,
Voisins. Les notifications de mandats de comparution ou d'amener, aussi bien que les citations, peuvent leur être délaissées, II,

Voisins. Ils signent les procès-verbaux de perquisition, en cas de mandats d'arrêt, II,
Voisins. Ils peuvent être employés comme témoins assistants, en cas d'opérations de constat et de visites domiciliaires, I,
Voiturier. Sa condition est une circonstance aggravante du vol des objets qui lui étaient confiés, III, *Altération de liquides ou de marchandises.*
Vol. Définition; distinction du vol simple et du vol qualifié, II,
Vol. Les larcins, les filouteries, sont des variétés du vol, III,
Vol. Le vol entre parents, à certains degrés, ne donne pas lieu à l'action publique, en général, mais seulement d'après les circonstances, I,
Vol. Remarques à faire en constatant un vol, et rappel des circonstances aggravantes d'un tel fait, II,
Vol. Formules de qualification et explications, III,
Volonté. Pas de délit sans volonté intelligente et libre de délinquer, I,
Volonté. Il ne faut pas toujours confondre la volonté avec l'intention de commettre un fait délictueux, I, *Intention.*
Voyage. Indemnités dues, en cas de voyage, au juge d'instruction, au procureur impérial et au greffier, III,
Voyage. aux experts et aux té moins, III,
Voyage. Il n'est dû des frais de voyage au juge d'instruction qui se transporte auprès d'un témoin malade, que si'l'exoine a été fournie sur papier timbré, II,
Voyage. Distances parcourues qui donnent droit à l'indemnité, et comment elles se calculent, III,
Voyage. Témoins venant de la Corse, d'Alger ou de l'étranger, III,
Voyage. Le témoin qui ne sort pas de sa commune, ou qui ne se transporte pas à plus d'un myriamètre du chef-lieu de sa commune, n'a pas droit à des frais de voyage, III,
Voyage. Cette règle n'est pas applicable aux officiers de police judiciaire et aux greffiers, qui sont taxés par jour, III,
Voyage. L'augmentation de l'indemnité des frais de voyage pendant les mois d'hiver, est supprimée, III,
Voyage. Les enfants reçoivent double taxe de voyage, quand ils sont accompagnés de leur père, mère, tuteur ou curateur, III,
Voyage. Les témoins infirmes peuvent obtenir une taxe de voyage extraordinaire, III,
Voyage. Avance de frais de voyage à laquelle ont droit les experts et les témoins indigents, III,
Voyage. Avances auxquelles ont droit les gendarmes qui voyagent extraordinairement pour la conduite des prévenus, III,
Voyage. Les militaires et les marins au service de l'Etat n'ont pas droit à la taxe de voyage, III,
Voyage. il en est autrement pour les gendarmes, les militaires en semestre ou en congé, et les marins en disponibilité dans leurs quartiers, III,

TABLE DIVISIONNAIRE.

TOME I^er^.
- INTRODUCTION. - De l'institution des juges d'instruction.
- CHAP. I. Des lois criminelles et de leur application
- CHAP. II. Des infractions aux lois pénales
- CHAP. III. De l'action publique
- CHAP. IV. De la police judiciaire
- CHAP. V. De la compétence du juge d'instruction
- CHAP. VI. Formalités générales
- Table sommaire des chapitres
- Errata (continué à la fin du tome III).

TOME II.
- CHAP. VII. Des dénonciations
- CHAP. VIII. Des plaintes
- CHAP. IX. De la constatation des crimes et délits
- CHAP. X. Des levées de corps
- CHAP. XI. De l'information ou de l'audition des témoins
- CHAP. XII. De l'interrogatoire des inculpés ou prévenus
- CHAP. XIII. Des délégations ou commissions rogatoires
- CHAP. XIV. Des mandats et de l'arrestation
- CHAP. XV. De l'emprisonnement et des maisons d'arrêt
- CHAP. XVI. De la liberté provisoire sous caution
- CHAP. XVII. Du faux en écriture
- Table sommaire des chapitres
- Errata (continué à la fin du tome III).

TOME III.
- CHAP. XVIII. Du règlement des procédures
- CHAP. XIX. Des charges nouvelles
- CHAP. XX. Des frais d'instruction
- CHAP. XXI. Formules d'actes d'instruction
- APPENDICE. De la qualification des crimes; - Règles générales
- APPENDICE. Formules de qualification annotées
- Table sommaire des chapitres
- Table générale alphabétique
- Errata et addenda.